REVUE

DES

DEUX MONDES

CVIII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1938

BETHSABÉE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

— Après Karaoul, dit le colonel Wright, j'ai le plaisir de vous apprendre que tout sera nouveauté pour moi.

Il remit sa courte pipe au coin gauche de sa bouche et se frotta les mains. Sa satisfaction était évidente. Elle ne s'était point démentie depuis le matin, se traduisant par mille et mille amabilités prodiguées à ses compagnons de route. Il les conviait à s'extasier sur la majesté du paysage. Il allait même jusqu'à s'enquérir de leurs espoirs les plus secrets d'avancement.

— Croyez-vous, Dilke ! reprit-il, au moment où leur automobile s'engageait entre deux gigantesques murailles de roches noirâtres, vingt-huit années d'Hindoustan, et n'avoir pas encore trouvé le moyen de franchir la passe de Baroghil, n'est-ce pas honteux ?

Le capitaine Dilke eut un sourire, pour se récuser. N'ayant pas même franchi pour sa part la passe de Khaïber, il était tenu en la matière à une certaine réserve. Sans cela, des gens comme Elliott se fussent bien vite chargés de lui faire entendre raison.

— A combien sommes-nous encore de Karaoul ?

— A une dizaine de lieues environ, mon colonel.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

— Et il est à peine plus de midi ! Il n'y a pas à se plaindre, nous avons bien marché.

Non, ils n'avaient pas à se plaindre. La pluie, cette fameuse pluie, annoncée sur tous les tons la veille par le lieutenant Burke, c'était tout juste si elle les avait menacés quand ils avaient abordé le défilé de Tchoup. Ils s'en étaient tirés avec un peu de brouillard, d'ailleurs frisquet. A présent, le soleil réapparu leur donnait la quasi-certitude que cette première journée se terminerait sans accroc...

— Allons, bon ! Voilà ce que c'est que de parler trop tôt.

Brusquement, le chauffeur avait freiné. A un coude brutal du chemin, l'arrière de l'automobile qui avait pour mission de les précéder venait de surgir. Le capot de la leur n'avait pas été loin de la télescoper.

— Alors, Garrick, qu'est-ce que c'est ?... Rien de grave ?

— Non, mon colonel, grâce à Dieu ! répondit le maréchal des logis conducteur. J'espérais même qu'on aurait eu le temps de repartir, qu'on ne vous aurait pas obligés à vous arrêter. Excusez-nous !

— Il n'y a pas de mal ! Nous sommes en avance. L'endroit est plaisant, ma foi ! On pourrait en profiter pour faire une petite dînette. J'ai une de ces faims !...

Et sir Herbert, de nouveau, se frotta les mains.

Conformément aux dispositions arrêtées, ils avaient pris le départ à six heures du matin, devant la villa du colonel. *Ils*, c'est-à-dire sir Herbert, Dilke, Salvage, Hiram Singh enfin, aux lumières de qui l'on n'avait pas eu besoin de recourir encore, mais cela pouvait venir à tout instant. L'automobile était un robuste instrument qui ne se jugeait point déshonoré quand, par suite de l'état des chemins, on était contraint de ramener la moyenne horaire de cinquante milles à huit ou dix, et encore !... Les routes du Dardistan, si l'on a la politesse de leur appliquer ce mot-là, sont entretenues avec un sacré petit gneiss marron qui vous bousille un pneu comme un rasoir la joue d'un adulte. Et ce ne sont pas là les seuls inconvénients...

Les trois « subalternes » s'étaient installés dans l'ordre qui suit : Dilke à droite, Salvage au milieu, Hiram Singh à gauche. Quant au colonel, selon sa coutume, il était devant,

à côté de son chauffeur habituel, un Bengali à poignets d'enfant, qui ne redoutait aucune comparaison pour tout ce qui touchait à la conduite de sa machine, à condition qu'il n'y eût point de danger, bien entendu. A cet égard, il était quelque peu rassuré par la présence, — une en avant, une en arrière, — des deux voitures blindées qui faisaient le voyage avec eux. Six soldats, six parfaits tireurs, dans chacune d'elles, sous les ordres du maréchal des logis Garrick et du brigadier Philoughby. Sir Herbert, lors de son arrivée à Djelabad, avait émis la prétention de ne point recourir à un tel déploiement de forces. Mais, ne fût-ce que pour l'exemple, il avait dû s'incliner. On ne sortait point, en direction des postes du Nord, à moins d'être vingt hommes armés. Telle était la consigne donnée par le major Farquhar, qui, au cours de l'une de ses toutes premières inspections, avait eu le loisir de constater que si les carabines Lee-Metford des montagnards des environs sont d'un modèle quelque peu ancien, ils demeurent sans rivaux en revanche dans leur façon de les manœuvrer.

— Voici Karaoul ! dit le colonel, se soulevant pour regarder par-dessus la glace du pare-brise. On voit les deux tours du sérail.

— Oui, dit Hiram Singh, sans bouger. Et voilà aussi Hopkins Sahib.

— Hopkins ? Qu'est-ce que vous me racontez là ? Il est à Ouloug-Aghyl, le major Hopkins. Je lui ai téléphoné hier après-midi.

Hiram Singh repartit, impassible :

— Je m'en excuse auprès du Sahib colonel. Mais Hopkins Sahib est à Karaoul, assis sur son fauteuil pliant devant la porte du sérail, et en train de nous regarder venir en fumant la pipe de porcelaine que nous lui connaissons bien.

Il était cinq heures du soir, et le soleil avait déjà disparu derrière les énormes montagnes. Un peu de lumière rougeâtre traînait encore néanmoins sur les noyers et les bouleaux parmi lesquels se pressaient les pauvres bâtisses en pisé du village de Karaoul. Après être monté, à la passe de Tchoup, à plus de dix mille pieds, on était redescendu à présent à deux mille cinq cents mètres, limite au-dessous de laquelle les arbres à feuilles caduques ont l'amabilité de faire leur réapparition.

— Hopkins ! C'est, pardieu, vrai ! Qu'est-ce que vous faites ici ?

Le major Hopkins salua tranquillement, après avoir pris soin de remettre à son boy la fameuse pipe dont Hiram Singh venait de parler.

— Quand nous nous sommes téléphoné hier, reprit sir Herbert, je vous avais pourtant fait promettre de ne pas vous déranger pour nous recevoir.

— Hier, c'était hier, dit Hopkins, aussi calme. Il était trois heures tout au plus quand j'ai fait cette promesse-là. Aujourd'hui est aujourd'hui.

— Il y a eu quelque chose ?

— Oui.

— Bon ou mauvais ?

— Aux environs du pays de Tchitral, dit le major, toujours sur le même ton, le meilleur n'est jamais très bon. O'Nemara a été tué.

— O'Nemara ?

— Oui, hier après-midi, justement.

Le lieutenant O'Nemara, officier en premier au 3e escadron, capitaine Miles, était du poste de Quotchqor, à une vingtaine de lieues au nord-ouest de là.

— Comment cela s'est-il passé ?

— Comme d'habitude. Une histoire de fusils volés. O'Nemara a poursuivi les voleurs. Pas bien longtemps. L'ennuyeux, c'est que ce ne sont pas des Afridis, mais des Orakzaï.

— Et alors ?

— Alors, ce pays n'est pas le leur. Quand les Orakzaï s'aventurent si loin de chez eux, c'est que la grande machine tout entière est bien près de se mettre en mouvement. Vous dites, Hiram Singh ?

— Que les gens qui ont fait le coup sont en effet des Orakzaï, mon commandant.

— Ça, c'est un comble ! s'exclama sir Herbert, dont le regard allait de l'un à l'autre. Comment pouvez-vous affirmer cela, vous ? Nous venons de descendre d'automobile, et nous n'avons pas rencontré un chat, durant le trajet.

— Le Sahib colonel, répondit Hiram Singh, avec une révérence respectueuse, aura probablement oublié le berger

auquel notre chauffeur a demandé de l'eau, au gué de la rivière Dakot, pour le radiateur de l'automobile.

Le major Hopkins eut un signe de tête approbatif.

— Les nouvelles, par ici, circulent très vite, fit-il, toujours bon enfant. Mais entrons chez moi, mon colonel, messieurs, voulez-vous ? Nous y serons infiniment mieux pour parler de nos petites affaires. Et j'ai fait mettre des sodas au frais.

A part le lit, la table pliante et l'inséparable service à whisky, le mobilier du major Hopkins comprenait, en tout et pour tout, son fauteuil de sangle, sa pipe en porcelaine, souvenir d'une incursion dans les tranchées allemandes de Neuve-Chapelle, plus une calchographie représentant un vieux portrait d'Amy Robsart à laquelle il paraissait tenir énormément. Ce fétichisme était d'autant plus singulier que la misogynie du major Farquhar ne semblait que bien peu de chose auprès de celle du major Hopkins, son cadet. Seule, Amy Robsart échappait à un tel ostracisme. Il est vrai que cette jeune femme était décédée depuis tantôt quatre siècles, ce qui pouvait expliquer dans une certaine mesure le traitement de faveur dont elle jouissait.

Commandant des 3e et 4e escadrons, dont l'un occupait le poste de Quotchqor, l'autre celui d'Ouloug-Aghyl, le major Hopkins aurait dû réglementairement tenir ses assises à Karaoul. C'était là que demeurait son prédécesseur, le major Fitz-Gerald, chef des deux escadrons qui, trois semaines plus tôt, avaient été relevés par les siens. En réalité, il n'y avait pas, au total, couché quatre nuits. Il avait passé tout le reste du temps avec ses hommes, en première ligne. La vie, à Karaoul, lui paraissait à la fois trop mondaine et trop monotone. Il s'y ennuyait.

La principale curiosité de l'endroit était le sérail, sorte de quadrilatère à ciel ouvert, à galerie et arcades intérieures en briques. Là faisaient halte pour la nuit, depuis des éternités, les caravanes venues de Sibérie et de Chine, direction Pamir et Semiretchie. A l'un des angles, entre deux tours percées de meurtrières, deux tours échappées à Gengis Khan et à Timour, une espèce de bâtiment d'un étage avait été ménagé. C'était le logement de la garnison du lieu, un demi-peloton du temps

du major Fitz-Gerald, ramené à un quart aujourd'hui. Deux pièces y étaient prélevées pour servir d'habitation et de bureaux au commandant d'armes. Fitz-Gerald s'était plaint d'y être à l'étroit. Hopkins s'y trouvait trop au large, lui.

Il s'effaça pour faire entrer ses invités.

— J'ai commandé le dîner pour six heures, afin que vous ne vous couchiez pas trop tard, puisque vous avez à partir dès l'aube, demain.

Le colonel Wright restait sous le coup de la nouvelle qu'il venait d'apprendre.

— Pauvre O'Nemara ! Il avait été sous mes ordres, à son arrivée aux Indes, vous savez !

Hopkins eut une moue résignée.

— S'il pouvait être le dernier de l'année ! Mais je crains bien... A ce propos, mon colonel, vous ne me ferez pas trop attendre son remplaçant, n'est-ce pas ?

— Cela va être l'objet de nos entretiens de ce soir. En tout cas, je pense que vous êtes à présent de mon avis. La création d'un nouveau poste s'impose d'urgence. Notre ligne de défense a besoin d'être renforcée.

— Hé ! hé ! fit Hopkins avec calme : qui dit renforcée ne veut pas dire étirée. Mon avis à moi continue à être un peu différent, sauf le respect que je vous dois, et celui, plus grand encore, que je dois à l'auteur de ce projet. En tout cas, je me ferai un plaisir de vous attendre ici, dans deux jours, pour connaître votre opinion sur Issyk-Boulak et ses environs, quand vous reviendrez. Ce ne sera peut-être pas absolument la même impression que celle qu'on peut avoir dans le cabinet du général en chef à Delhi. Mais enfin, admettons que l'installation d'un poste dans ce charmant endroit soit d'ores et déjà décidée. Il s'agit maintenant de savoir comment on en organisera la défense. J'espère bien qu'en aucun cas, il ne sera fait appel à mes escadrons ?

Sir Herbert ne put retenir un geste d'impatience.

— On peut dire, fit-il, que vous réussissez à merveille à donner l'illusion de ne pas comprendre, quand vous le voulez. Une fois de plus, je me répète, donc : je prends un escadron à Berkeley, et je le mets sous vos ordres.

Le major Berkeley, à Djelabad, commandait le groupe des 5e et 6e escadrons. Il était dans les meilleurs termes avec

Hopkins, ce qui n'empêcha pas celui-ci de secouer la tête soucieusement.

— Diable ! diable ! Je connais Berkeley. C'est qu'il va m'en vouloir. Lui prendre ainsi un de ses escadrons ! Et lequel, mon colonel, sans être indiscret ?

— Cette question ! fit sir Herbert, qui ne se contenait qu'avec peine. Pourquoi modifierais-je l'ordre de marche ? Le cinquième escadron, naturellement.

— Le cinquième ? Ah ! ah ! oui ! Pas mauvaise idée. Le cinquième, qui y a-t-il donc ? Mais voici l'instant de se mettre à table. Nous reprendrons cette conversation après le repas. J'espère que mon cuisinier aura fait de son mieux. Soyez indulgents, mon colonel, messieurs. C'est que, voyez-vous, Karaoul n'a pas les ressources de Delhi, capitaine Dilke ! Pas même celles de Djelabad, ah ! ah ! ah !

Durant le repas, ils ne parlèrent que fort peu service. On ne recommença véritablement que lorsqu'on en fut aux cigares. A ce moment, Hiram Singh entra et vint en silence prendre possession de sa chaise. Telle était l'habitude admise. L'incorrection qui eût consisté à ne point lui réserver sa place aurait été aussi grave que celle qu'il eût lui-même commise en venant s'y asseoir dès le début du dîner.

Hopkins avait ses coquetteries. La chère se révéla mieux qu'acceptable. Puis, il y avait cet Armagnac, acheté à une maison de Bordeaux dont le major n'avait jamais consenti à révéler l'adresse. Sir Herbert en avait pris et repris. Bref, il était d'excellente humeur. Le major pouvait en faire son deuil : il ne parviendrait point à troubler cette euphorie. Et Dieu sait pourtant s'il s'y essayait !

— Il faut me comprendre, mon colonel, il faut me comprendre. Ma réserve, encore une fois, vient de mon désir de ne point porter ombrage à Berkeley. Sans cela, vous pensez bien, une unité comme le 5e escadron !... Jugez si je serais fier et heureux !... Qui donc y a-t-il, avons-nous dit, comme officiers ? Elliott, le capitaine Elliott. On ne fait pas mieux. Celui-là, au moins, on ne pourra jamais l'accuser d'avoir conquis son avancement en conduisant des cotillons. Capitaine, un peu plus d'Armagnac ?

Le capitaine Dilke, ainsi interpellé, eut un bon sourire.

Il accepta l'Armagnac et n'eut pas l'air de prendre pour lui l'allusion.

— Et qui donc, comme lieutenants ? Mac Carthy, je crois. Mac Carthy, mais oui ! Il parle un peu trop. Mais il y a des endroits où les paroles attirent les balles. Issyk-Boulak doit être de ceux-là. Or, Mac Carthy est joli garçon. Il ne tiendra pas à laisser détériorer son physique. Il s'arrangera pour moins parler. Qui encore ? Mais Baxter, parbleu ! Ah ! celui-là, qui ne désirerait l'avoir sous ses ordres ! On ne lui connaît que des qualités. Elliott, Baxter, Mac Carthy, mon colonel, j'aurais tort de me plaindre. Vous me comblez.

— Je suis heureux que vous daigniez commencer à vous en apercevoir, dit sir Herbert, assez satisfait de prendre à son tour un peu le dessus. Et veuillez considérer ceci, je vous prie : Elliott, Mac Carthy, Baxter, sur les trois, pas un de marié ! Si j'en crois l'opinion qu'on vous prête au sujet des femmes, c'est là un avantage que vous ne pouvez manquer d'apprécier.

Et il eut un petit rire goguenard.

Hopkins, lui, ne dit rien. Il se borna à regarder Amy Robsart à la dérobée. Sauf en ce qui la concernait, bien sûr, il n'y avait rien que d'exact dans les sentiments que le colonel lui attribuait.

Celui-ci crut deviner dans ce silence une objection.

— Oh ! je sais ce que vous allez me dire ! fit-il, décidément plus en forme que jamais. Et cela à propos de Baxter, n'est-ce pas ? Sa situation, à votre avis, n'est pas absolument nette, du strict point de vue célibat ? Mon cher, vous êtes trop difficile. Comme si une aventure du genre de la sienne méritait d'être prise au sérieux ! C'est déjà bien beau, pour ma part, d'avoir à tenir compte de l'existence des femmes légitimes. S'il me fallait, par-dessus le marché, m'occuper des, — comment dirons-nous, pour être polis ? — enfin, des petites dames dans le goût de celle de Baxter !... Il paraît d'ailleurs que la coquine est jolie. Figurez-vous que, depuis quinze jours que je suis à Djelabad, je n'ai pas encore eu l'occasion... Mais qu'y a-t-il, Hiram Singh ? Vous avez quelque chose à me demander ?

Les lèvres d'Hiram Singh, en effet, s'étaient entr'ouvertes. Une seconde, il sembla hésiter. Puis, il sourit, et, avec un grave hochement de tête :

— Je n'ai rien à vous demander, Sahib colonel, répondit-il. Ou plutôt, si ! Mais c'est une chose qui peut fort bien attendre à demain.

* * *

— Hiram Singh ?

— Sahib colonel ?

— Et cette chose qui pouvait attendre à demain ?

Il y avait un quart d'heure qu'ils s'étaient tous réfugiés, avec leurs chevaux, dans une infractuosité de la noire paroi que la pluie fouettait avec rage. Cela les avait pris tout de suite après le grand pont de corde de l'Issyk-Daria, à cinq lieues environ de Karaoul. Une quinzaine de cavaliers attendaient sir Herbert de l'autre côté de la rivière, qu'ils avaient eux-mêmes franchie à gué, une lieue plus bas. D'ordre du major Hopkins, ils avaient quitté Karaoul au milieu de la nuit, avec cinq poneys de montagne destinés au colonel, à ses trois officiers, et au maréchal des logis Garrick. Quant aux hommes d'escorte de Djelabad, ils avaient été laissés aux bons soins du brigadier Philoughby. On les retrouverait là le lendemain, s'il plaisait à Dieu, ainsi que les automobiles. Le terrain s'avérait impraticable, en ce qui concernait ces dernières, à partir de l'endroit en question. Et on ne se les imaginait d'ailleurs point douillettement balancées d'un bout à l'autre du pont de corde, à quatre-vingts pieds au-dessus du torrent.

— Cette chose qui pouvait attendre à demain, c'est-à-dire jusqu'à aujourd'hui, dois-je me résigner à ne jamais la connaître ? Répondez !

Sir Herbert avait parlé avec une douceur infinie. Hiram Singh eut un regard, pour le remercier, un regard curieusement profond.

— Le Sahib colonel, fit-il avec lenteur, a bien de la bonté. Mais s'il ne s'était plus souvenu de la chose dont il s'agit, qu'il n'ait aucune crainte : je n'aurais pas manqué de la lui rappeler.

— J'écoute.

Hiram Singh respira fortement. On eût dit qu'il était ému.

— Le Sahib colonel, finit-il par dire cependant, sait-il d'où je sors, qui je suis ? Le Sahib colonel aurait le droit de ne pas le savoir. Il y a si peu de temps qu'il me connaît.

— Je le sais, pourtant, et je n'y ai eu aucun mérite, dit le colonel Wright sur le même ton. On n'a pas besoin d'interroger les gens pour entendre votre éloge. Il n'y a qu'une voix, à cet égard, dans tout le régiment.

Hiram Singh ne repoussa point le compliment.

— Moi non plus, reprit-il, je n'y ai pas eu de mérite. Je n'ai fait que continuer une tradition. Je suis du Hounza, Sahib colonel, et ma famille est une des plus vieilles de ce pays qui a vu s'arrêter les soldats d'Alexandre le Grand. Jusqu'à l'année dernière, époque à laquelle Allah l'a rappelé dans son sein, mon père n'a point cessé d'être fidèle au traité conclu avec les Anglais. Le serment en fut échangé, en 1903, entre lui et un homme dont nous révérons la mémoire autant que vous. Treize ans plus tard, lorsque l'homme en question, Kitchener Sahib, a trouvé la mort sur l'Eau noire, mon père a fait dresser en souvenir de lui une pyramide de pierre qu'un jour il faudra m'accorder la grâce de venir voir en ma compagnie. De tout cela, Sahib colonel, il vous est aisé de conclure qu'on n'ignore point au Hounza ce qu'est la véritable amitié. Or, parmi les diverses façons que nous avons de prouver la nôtre à celui que nous en avons jugé digne, il en est une dont aucun de nous n'a jamais laissé passer l'occasion. Si nous nous apercevons que cet ami-là est sur le point de commettre une injustice, nous le lui disons, nous lui crions gare, quand même il devrait nous crier à son tour que cela ne nous regarde pas. Ainsi vais-je faire, Sahib colonel, comme c'est mon devoir. Hier soir, quand je suis venu prendre place à la table d'Hopkins Sahib, vous vous souvenez de quoi vous étiez en train de parler, n'est-ce pas ?

— Je m'en souviens, dit sir Herbert, brièvement.

— On parlait du lieutenant Baxter, ou plutôt, on en avait parlé pour commencer. Et puis, presque tout de suite, il s'était agi de quelqu'un d'autre. Le Sahib colonel se souvient-il de qui ? Le Sahib colonel a une fille, n'est-il pas vrai ?

— Je ne vois pas le rapport..., fit sir Herbert, sourcils froncés.

Hiram Singh le rassura du geste.

— Que le Sahib colonel m'excuse ! Une fille, j'en possède une, également. Tout ce qu'il me reste de sa mère ! J'ai passé,

cela se conçoit, par des heures bien, bien cruelles, quand, il y a quatre mois, j'ai failli la perdre, elle aussi. Une femme, alors, — écoutez ! — qui ne me devait rien, que je ne connaissais même pas, oui, une femme s'est trouvée pour prendre dans ses bras ce petit être, le rendre à la vie... Cette femme, Mrs Taylor, c'est le nom dont le monde l'appelle, je peux jurer sur ma vie à moi qu'elle ne mérite pas que l'on parle d'elle comme hier soir le Sahib colonel en a parlé. Le Sahib colonel m'en veut-il ?

Sir Herbert secoua gravement la tête.

— Donnez-moi la main, Hiram Singh ! se borna-t-il à murmurer.

Le vent fouettait furieusement la pluie de biais, et venait les en asperger, hommes et bêtes, jusque sous les rochers où ils s'étaient blottis. Puis, soudain, comme par enchantement, l'un et l'autre cessèrent. Un morceau d'azur s'élargit, ainsi qu'un tendelet supporté par deux énormes pics dont les neiges étaient tavelées jusqu'à la moitié de leur course vers le ciel par de noires zébrures qui étaient des forêts. Jamais, aux Himalayas, la fin des orages n'est si proche que lorsqu'on la juge plus lointaine. A présent, les poneys s'ébrouaient. La petite cavalcade se réordonnait au flanc d'une corniche vertigineuse. Des silex détachés par les fers des chevaux bondissaient et rebondissaient, trouant dans leur chute des pans de nuées, le long d'un précipice au fond duquel tourbillonnait une espèce de sombre torrent verdâtre, dont le mugissement ne s'élevait même pas jusqu'à eux. Le colonel Wright sortit l'avant-dernier de la grotte. Le dernier, ce fut Hiram Singh. S'il avait pu se douter, dès ce moment-là, des circonstances dans lesquelles il aurait l'occasion d'y revenir !

Ils atteignirent Issyk-Boulak, but de leur course, une heure avant la nuit environ. Stratégiquement, on ne pouvait pas dire que ce fût un point à dédaigner. C'était même très exactement le contraire. Entre les monts du Karakoroum et du Kouen-Lun, il était difficile d'imaginer meilleur poste de surveillance des routes par lesquelles les envahisseurs du Nord et de l'Est ont toujours déferlé sur les riches plaines du Sud. Il existe un certain nombre de verrous de ce genre que l'Angleterre, sous peine de mort, est obligée de maintenir tirés.

Quand il fut descendu de cheval au pied du château ruiné commandant la passe, le colonel Wright ne prononça pas un mot. Il avait servi au Nepal et au Sikkim, pourtant, et il croyait bien savoir ce que c'est que des montagnes. Mais était-il possible d'appliquer ce nom aux masses monstrueuses qui les entouraient présentement ? Elles dressaient dans le ciel d'airain leurs prodigieuses falaises dénudées, dont nulle faille, nulle vallée ne venait interrompre la muraille, noire à la base, d'une blême blancheur au sommet. De l'autre côté, c'était la Chine et les mystères insondés du Gobi. Avec cela, rien ! Pas un bruit ! Le silence, un silence fait de toutes les menaces tapies alentour, de tous les périls prêts à surgir de cette ombre qui tombait maintenant à grands pas... Issyk-Boulak ! Les seuls êtres vivants de ces lieux désolés étaient, à part quelques vilaines mouches plates, de non moins vilaines petites grenouilles qui, — floc ! — plongeaient dans des flaques d'une eau tellement bitumeuse qu'on s'étonnait de ne pas les voir réapparaître instantanément à la surface, ventre retourné, pattes distendues. De quadrupèdes, point ; d'oiseaux, non plus.

— Qu'est-ce que vous dites, maréchal des logis ?

— Koutal-Garh, mon colonel, sauf votre respect.

Koutal-Garh, le *lieu du massacre* ! Garrick, le seul d'entre eux, — avec Hiram Singh, bien entendu, — à être venu par ici, l'avait reconnu. C'était dans cette gorge tragique qu'une compagnie tout entière de grenadiers du Devonshire avait été anéantie. Uzbeks, Azarus, gens du Sarykol ? On n'avait jamais su très bien qui étaient les assaillants. D'autre part, la colonne de secours, — au secours de quoi, je vous prie ? — n'avait retrouvé ni une plaque de ceinturon, ni une douille vide, ni un ossement.

— Koutal-Garh, répéta Garrick, implacable. Quant à ceci, — et il désignait la cuvette semi-circulaire qui surplombait la carcasse éventrée du château, — c'est Baïtal-Jilga, la *Vallée du Jugement.*

Il eut un petit rire ironique.

— Faut être juste pour les gens du pays. Ils s'y entendent pour donner de jolis noms aux curiosités locales. Et avec cela, penser qu'on n'est qu'en juin ! Figurez-vous avec l'hiver ce que ça peut être ! Bien de l'agrément aux copains qui seront désignés pour venir jouer au cricket par ici.

Un coup d'œil de Dilke l'interrompit. Il n'insista point. Sir Herbert, d'ailleurs, n'avait pas entendu.

Le maréchal des logis haussa imperceptiblement les épaules, et s'étant tourné vers ses hommes qui avaient achevé de desseller leurs chevaux :

— Alors, mes gaillards ? Qui est-ce qui désire une permission, pour aller en ville ce soir ? Personne ? C'est étonnant ! Garde à vous, dans ces conditions ! Les huit premiers, corvée d'abreuvoir et de pansage. Quant aux huit autres, par file à gauche, et suivez-moi. Si nous ne voulons pas crever de froid cette nuit, il faut tâcher de dégoter un peu de bois.

Le major Hopkins fumait la même pipe, dans le même fauteuil pliant, à la même heure, au même endroit où ils l'avaient trouvé la veille. Il vint à leur rencontre sans excès de précipitation.

— Bonnes nouvelles, mon colonel ! cria-t-il, dès qu'ils furent à portée de sa voix. Trois des assassins d'O'Nemara ont été capturés. Et ce sont des Orakzaï, effectivement.

Il ajouta :

— Voilà qui nous mettra en appétit pour faire un bon dîner, je l'espère. Entrez, messieurs, voulez-vous ! Le whisky est au frais. Mais je ne vous ai même pas demandé si vous étiez contents de votre excursion ! Beau pays, très beau même, n'est-ce pas, surtout pour ceux qui aiment la montagne ?

Il s'arrêta, jugeant qu'il avait suffisamment satisfait aux exigences de la conversation. Mais sir Herbert continuait à se taire, et le major ne put pas ne pas en être frappé.

— Y a-t-il quelque chose qui ne va pas, mon colonel ? interrogea-t-il. Est-ce qu'Issyk-Boulak par hasard, en tant que futur poste britannique, ne vous aurait pas donné pleine satisfaction ?

Sir Herbert eut un geste de découragement.

— C'est-à-dire qu'il vaudrait aussi bien envoyer tout de suite les gens à la mort ! murmura-t-il.

Hopkins eut un geste, également, un geste qui signifiait que, pour sa part, il n'avait jamais été d'un avis différent.

Le colonel reprit, raffermissant sa voix :

— Il faudra chercher, que voulez-vous ! Il faut s'arranger pour trouver une autre solution, une autre manière de nous

couvrir du côté du nord-est. Quand le diable y serait, nous y parviendrons, je suppose. Mais pour ce qui est d'Issyk-Boulak...

Il saisit et vida le verre de whisky qu'Hopkins venait de lui remplir.

— Vous pouvez être tranquille : si j'ai quelque crédit en haut lieu, c'est un projet dont on ne reparlera pas de si tôt.

II

Sans être ce qu'on peut appeler un endroit gai, Quotchqor semblait un véritable paradis à côté d'Issyk-Boulak. Le poste était installé dans un fortin afghan, que l'on avait fort correctement réparé. Il y avait déjà un tennis, et l'on était en train de se préoccuper de l'aménagement d'un golf, lorsque s'était produite la malencontreuse échauffourée que l'on sait.

Le colonel tint à passer à Quotchqor, afin d'apporter lui-même au capitaine Miles, qui commandait là, ses condoléances pour la mort du lieutenant O'Nemara. Ce crochet le retarda d'une journée et demie, si bien que la petite expédition ne fut de retour à Djelabad que le dimanche, tard dans la soirée. Lady Wright et sa fille n'étaient point à la villa, ayant accepté à dîner chez le major et Mrs Fitz-Gerald. Moulu de fatigue, sir Herbert expédia son repas, se mit au lit et s'endormit sans autre forme de procès.

— Mon cheval à huit heures, et non à sept, avait-il dit à Salvage en le congédiant. Ah ! prenez également la peine de prévenir le major Berkeley et le capitaine Elliott que je les attends tous les deux demain matin, un quart d'heure avant le rapport, dans mon cabinet de travail, au quartier.

Sept heures et demie. Il faisait beau ; il faisait frais. Le cheval préféré du colonel, un grand Gallois bai-brun, piaffait déjà au bas du perron. Le jeune soleil, comme un gros oiseau, grimpait dans les branches des arbres. Sur la table, devant sir Herbert, les œufs au jambon fumaient. La cuiller d'argent étincelait dans la transparente confiture d'orange. Il se sentait d'excellente humeur. A une heure aussi matinale, il ne s'attendait certes point à voir lady Wright. Ce fut néanmoins avec

son plus aimable sourire qu'il alla à sa rencontre lorsqu'elle pénétra sous la véranda.

— J'ai tenu à prendre de vos nouvelles avant le départ pour le quartier, expliqua-t-elle. Votre mine est superbe. Je suis ravie de constater que cette tournée d'inspection ne vous a pas fatigué.

Il la remercia, puis ils causèrent quelques instants de choses et d'autres. Lady Hester eut les mots émus qu'il fallait en apprenant la mort du lieutenant O'Nemara. Le colonel, de son côté, s'enquit de leur emploi du temps, à elle et à Evelyn. Pendant son absence, elles avaient préféré ne sortir que le moins possible, tout juste la veille pour aller dîner chez les Fitz-Gerald, un engagement qu'elle avait pris alors qu'il était encore là.

— Cette semaine, il n'en sera naturellement pas de même, ajouta-t-elle. J'aurai à rendre une partie des visites que l'on va commencer à me faire aujourd'hui. A ce propos, j'ai un léger reproche à vous adresser, mon ami. Le lundi a toujours été mon jour de réception. Il l'était à Lucknow, à Amritsar, à Rawalpindi. Il le demeure à Djelabad : nous nous sommes mis d'accord vous et moi, dès le lendemain de mon arrivée, souvenez-vous en. Ne vous semble-t-il pas que j'aurais eu le droit, dans ces conditions...

— Le droit de quoi, ma chère ? Expliquez-vous, je vous en supplie !

— Mais d'espérer que, pour mes débuts à Djelabad, vous ne choisiriez pas précisément ce jour-là pour ordonner une revue de je ne sais plus quoi ? Cela va gêner considérablement ceux des officiers de la garnison qui peuvent être désireux de me présenter leurs devoirs. Obligation pour eux de courir changer de tenue ! Ce sera le désert ici, au début de l'après-midi, et puis, tout à la fin, la cohue. En outre, ainsi que Mrs Fitz-Gerald me l'a fait fort bien remarquer...

Sir Herbert ne répliqua point. Il lui était impossible de ne pas reconnaître ce que l'observation de sa femme contenait de fondé. Mais de quoi Mrs Fitz-Gerald se mêlait-elle ? Il se promit qu'à défaut d'elle, son mari ne l'emporterait pas en paradis. Il s'arrangerait pour revaloir cela aux deux escadrons du major, au cours de l'inspection de tantôt.

— Excusez-moi, se borna-t-il à dire, mi-figue, mi-raisin,

oui, excusez-moi d'avoir eu la fatuité de m'imaginer que c'est uniquement par intérêt pour ma santé que vous vous êtes levée si matin ? Avez-vous quelque autre critique à formuler concernant la bonne marche du service ? Bien que je sois à vrai dire assez pressé, je m'en voudrais de ne point vous consacrer tout le temps dont vous pourriez avoir besoin.

— Merci ! fit-elle sans se démonter. Non, pour l'instant, je ne vois rien d'autre, sauf, bien entendu, qu'il y a lieu de ne pas perdre de vue que le 4 juillet n'est plus loin. Je m'en voudrais, moi aussi, en cette occasion, de ne pas vous apporter tout le concours...

— Le 4 juillet ?

— Mais oui ! C'est le jour de la fête de votre nouveau régiment. Oh ! je sais bien, il n'y a pas longtemps que vous êtes à sa tête. Mais, tout de même, ce n'est pas une raison, croyez-moi...

Sir Herbert se mordit les lèvres. Le 4 juillet suivant, en effet, dans moins de trois semaines, il allait y avoir cent vingt-trois ans qu'au Portugal le 7e Chevau-Légers avait sabré l'une des meilleures brigades du duc de Dalmatie et s'était emparé de ses drapeaux. D'ordre de Wellington, il avait été décidé que l'anniversaire de cette journée, quels que fussent les événements et le lieu, serait toujours fêté par le régiment de la manière la plus solennelle. Il y avait là une obligation à laquelle l'officier commandant, quand bien même c'eût été le morose Farquhar en personne, n'aurait jamais songé à se dérober.

Nonchalamment, lady Hester reprit :

— Certes, je me doute que vous devez avoir bien d'autres préoccupations, mon pauvre ami. Aussi suis-je toute prête à vous venir en aide dans l'affaire que voilà. Hier soir, chez les Fitz-Gerald, qui sont très au courant des traditions du régiment, j'ai commencé à réunir toute une documentation à cet effet. Une commission existe, bien entendu, composée, ici comme ailleurs, de jeunes officiers, des célibataires, plus maîtres que les autres de leur temps. Il n'y a point par conséquent de raison... Mais, me suivez-vous bien ? Dois-je continuer ?

— Voyons, ma chère, je vous en prie !...

Elle s'était arrêtée un instant, laissant peser son lourd

regard scrutateur sur lui. Certes, c'était là un rappel à l'ordre qui n'avait rien de superflu. Mais pouvait-elle soupçonner les singuliers rivages vers lesquels était en train de cingler l'attention de son mari ? Le moment n'est peut-être pas tout à fait déplacé de rappeler que lady Wright était fort exactement le contraire de ce qu'il est convenu d'appeler une épouse revêche et archaïque. Le simple énoncé de la façon dont, ce matin-là, elle était vêtue suffirait seul à rendre inutile tout commentaire à cet égard. Sur un pyjama de satin ivoire, soutaché d'argent, elle portait une espèce de houppelande persane, de brocart turquoise à fleurettes d'argent, bordée d'un galon de fourrure, une ample houppelande plissée et serrée à la taille par une ceinture du même tissu, des mêmes nuances, toute hérissée de cabochons de grenats. Le poli de la peau, l'extraordinaire pureté du teint étaient rendus encore plus miraculeux par la clarté de l'impitoyable lumière matinale. Dans ce visage arbitrairement raisonnable et calme, les paupières, la plupart du temps, demeuraient baissées, sans doute afin que les yeux, les magiques yeux d'alcool bleuâtre, ne livrassent point au premier venu leur secret.

Mince et droite en face de lui, il en profitait pour la regarder, avec un mélange de tendresse et de haine. Comme il l'eût aimée, s'il ne s'était pas senti contraint de le faire, si c'eût été une autre femme qui lui fût apparue, si elle n'avait pas été sa femme, enfin ! Elle continuait à rester immobile. Une seconde, il se demanda s'il n'allait point, tout bonnement, la saisir dans ses bras... Mais à quels mornes regrets nous exposent les tardifs gestes d'abandon de ce genre ! Songez donc, un si vieux ménage ! Une fille de vingt-quatre ans !

L'un et l'autre, presque aussitôt, ils étaient donc redevenus déjà parfaitement maîtres d'eux-mêmes, en admettant qu'elle, pour sa part, eût cessé de l'être un seul instant. De sa voix unie, de sa voix monocorde, elle poursuivait :

— Un des membres de la commission dont il s'agit, le lieutenant Cosgrave, du 8e escadron, s'est marié depuis l'année dernière. Il y a donc lieu, pour le motif exposé plus haut, de le remplacer par un de ses camarades célibataires. Baxter me semble tout désigné pour cela. N'est-ce pas votre avis ?

— Excellente idée !

Le colonel avait répondu au hasard, pensant à autre chose.

Tout aussitôt, il le regretta. Une brusque envie lui était venue de parler. Mais parler de qui ? Mais parler de quoi ? De l'histoire que, sur la route d'Issyk-Boulak, Hiram Singh lui avait racontée, par exemple ? Pourquoi pas, après tout ? Cette histoire l'avait intéressé, ému même, disons le mot. Il faillit succomber à la tentation. Un curieux sentiment de prudence l'arrêta. Peut-être n'était-il pas assez sûr que son émotion trouverait un écho.

Lâchement, il se borna donc à répéter :

— Excellente idée !

Maintenant, sir Herbert était à cheval, humant avec bonheur l'air glacé qui ruisselait au flanc des montagnes. Oui, vraiment, il avait eu raison de ne pas céder à cette soudaine tentation de parler. On parle toujours trop. Il était déjà en retard. Ç'aurait été la porte ouverte à une nouvelle discussion. Il connaissait lady Wright. Il aurait eu beau essayer de l'attendrir avec l'histoire de la fillette d'Hiram Singh, il n'aurait certainement pas réussi à la faire revenir sur ses préventions à l'égard de la belle amie de Baxter. Belle, pourquoi ce qualificatif ? Il n'en savait rien, après tout. Il ne faisait que répéter ce qu'il avait entendu vaguement dire. Il ne l'avait encore jamais aperçue. Il ne parvenait même pas à se souvenir de son nom. Gaynor ?... Taylor ?... Oui, Taylor, c'était bien cela. En tout cas, c'était une personne pourvue d'une certaine discrétion. Depuis trois semaines bientôt qu'il était à Djelabad, elle aurait pu s'arranger pour se trouver sur son passage, comme n'avaient point manqué de le faire plusieurs jeunes femmes, dites honnêtes, de la garnison. A présent, lady Hester était là. Il y avait peu de chances pour que ce qui n'avait pas eu lieu avant son arrivée se produisît après...

— Alors, Rao, de quoi s'agit-il ? Voilà un petit cadeau pour vous, mon ami !

Le cadeau en question, un assez joli coup de cravache, était destiné au bai brun, qui le reçut en pleins naseaux.

— Je parie qu'on ne me l'a pas promené un seul jour, durant mon absence, grogna sir Herbert. Ça va chauffer, dans un moment, aux écuries.

Rao n'avait point que cette excuse-là. S'il venait de se

payer le luxe d'un petit écart, qui aurait désarçonné plus d'un cavalier moins âgé que le colonel, c'était surtout qu'il avait entendu brusquement retentir, au tournant de la route, la trompette d'une *tonga*, et il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup pratiqué aux Indes l'équitation pour être fixé sur l'horreur que peut inspirer à tout correct étalon d'Europe ou d'Australie l'apparition de l'une de ces hideuses voitures indigènes, avec leurs bâches qui les font ressembler à des éléphants.

C'était à neuf heures que sir Herbert avait donné rendez-vous au capitaine Elliott et au major Berkeley. Il avait donc devant lui trois bons quarts d'heure. Cette constatation qu'il fit en passant devant l'horloge du casino acheva de le rasséréner. Mettant son cheval au trot, il se dirigea vers le fond de la vallée, occupé par les vieux quartiers afghans, avec l'intention de les traverser et de remonter de l'autre côté du ravin. Comme Simla par le mont Jakko, d'illustre mémoire, Djelabad est dominé par une énorme montagne de forêts noirâtres, le Mouztagh Parbat, sur les pentes duquel ont été construits les casernes, les bungalows des officiers, les bâtiments administratifs. Pendant quatre mois de l'année, tout cela rit et étincelle parmi les fleurs, les oiseaux, les chansons ininterrompues des cascades. Pendant les huit autres mois, mon Dieu, c'est assurément une autre question. Mais, enfin, le matin que voici avait la chance de se trouver au beau milieu de la belle saison, et le colonel Wright avait fait en se levant le serment de ne pas se départir tout le jour du plus bel optimisme. Ni les amabilités toujours un peu acidulées de lady Hester, ni les incartades de Rao n'étaient parvenues, grâce au ciel, jusqu'à présent, à triompher de sa résolution.

Ayant atteint le centre de la ville, sir Herbert commença par longer les murailles en arceaux du caravansérail, tout grouillant, à cette heure-là, de la multitude la plus étonnante, et ce fut pour l'infortuné Rao l'occasion d'un nouveau supplice. Qu'était-ce que la tonga rencontrée au milieu de la route à côté des êtres effrayants devant lesquels il était à présent dans l'obligation de défiler ! Agenouillés en files sans fin, se pressaient sur six ou sept rangs de profondeur les gigantesques chameaux de Bactriane, masses colossales à la fourrure desquelles toutes les boues, tous les limons, toutes

les poussières brûlantes ou glaciales des déserts d'Asie avaient collé, s'étaient accrochés. A douze pieds de leur poitrail, ils projetaient leurs immenses cous belzébuthéens, d'où sortaient de terrifiants borborygmes. Se coulant entre ces îlots monstrueux trottinaient de minuscules moutons, encadrés de bergers kandjoutes armés jusqu'aux dents. Cheminant jour et nuit depuis le Sinkiang et le Kouen-Lun, ils étaient porteurs de sacs de cuir cousus à même leur toison, de sacs bien menus, à la vérité, mais qui étaient remplis de poudre d'or, de jade, de cinabre. On reconnaissait, dans cette Babel, les guerriers pathans moins aux tapis de prière jetés en guise de selle sur la croupe de leurs chevaux qu'aux petites cages de jonc pendues au-dessus des étriers et contenant qui une perdrix apprivoisée, qui une caille. Les hommes du Badjaour avaient des costumes de velours brodé d'or, tandis que ceux du Hounza, équipés d'arcs en bois d'if et de frêne, se contentaient de sobres tissus de lozanges verts et marrons, ressemblant de façon singulière à ceux que les pêcheurs de l'île de Fair dessinent sur leurs jerseys de tricot.

A part quelques boutiquiers, et bien entendu les auxiliaires afridis utilisés comme agents de la police urbaine, personne dans cette cohue ne se doutait que ce cavalier sans escorte, à l'uniforme on ne peut plus sobre, était le gouverneur de Djelabad qui passait. Il y avait néanmoins en sir Herbert quelque chose qui faisait qu'on s'écartait devant lui un peu plus qu'avec l'ordinaire déférence due à un Sahib. Pour sa part, il avait beau être aux Indes depuis un quart de siècle, c'était un spectacle tout nouveau que lui offrait cette foule des froides frontières du nord, si différente de celle qui grouillait dans la lumière, la pouillerie et la moiteur du bas-pays. Il respirait le puissant attrait du mystère que représentait chacun de ces humains venus jusqu'ici en suivant les secrètes et sinueuses voies des caravanes, par-dessus l'amas géant de ces monts dont la neige barrait la moitié du ciel et les trois cinquièmes de l'horizon. C'était, en outre, la première fois que le colonel Wright exerçait un commandement de cette importance, qu'il se voyait seigneur et maître d'un territoire que les événements pouvaient fort bien placer, du jour au lendemain, au premier rang de l'actualité, ainsi qu'on ne le lui avait pas caché à Delhi. Oh ! il était loin de ne pas soup-

çonner les lourds devoirs qui étaient la contre-partie de sa nouvelle autorité. Mais il aurait tout le loisir d'y songer, Dieu merci ! Pour l'instant, il n'en voulait connaître que l'aspect flatteur et enchanté. Or, ce fut, comme par hasard, cet instant-là qui fut choisi par un couple de maladroits pour rappeler à sir Herbert qu'il était le chef, et il eût certes beaucoup mieux valu, dans leur intérêt encore plus que dans le sien, qu'ils ne l'y eussent point ainsi obligé.

— Eh bien ! mes gaillards, on n'est pas mécontent de l'existence, à ce que je vois ? Ne vous gênez pas pour moi, je vous en prie !

Du tapis où ils étaient vautrés, claquant des mains en cadence et riant aux éclats, les deux hommes ainsi interpellés bondirent précipitamment au garde-à-vous, mais sans avoir, hélas ! eu le temps de réparer le désordre assez pittoresque de leur tenue. Il s'agissait d'un brigadier fourrier et d'un maréchal des logis chargés de conduire en ville une corvée d'ordinaire. Les six ou huit soldats indigènes qu'ils avaient sous leurs ordres attendaient philosophiquement dans la ruelle, assis sur les paquets de comestibles, au seuil de la boutique d'épicerie et de primeurs où était en train de se dérouler la petite orgie en question. Ils se mirent eux aussi au port d'armes en apercevant le colonel, mais sans avoir eu le temps d'avertir leurs sous-officiers, chose dont ils durent d'ailleurs assez aisément se consoler.

— Vos noms ? Votre escadron ?

— Deuxième escadron, mon colonel ! balbutia le maréchal des logis, plutôt déconfit.

L'un des escadrons du major Fitz-Gerald ! Sir Herbert réprima un geste de satisfaction. Dans le coin le plus obscur de la pièce, il perçut un tintement argenté. C'étaient les bracelets de la danseuse, — une jeune personne d'assez basse caste, — que ces messieurs applaudissaient quand il était entré. Elle s'était réfugiée là, tremblante de frayeur.

Le colonel étouffa une forte envie de rire.

— Ce n'est pas à toi, ma fille, je pense, qu'appartient un si beau magasin ? Que son propriétaire se montre, sinon !...

Un petit vieillard à turban bleu jaillit aussitôt, à quatre pattes, de sous le comptoir où il s'était blotti.

— Lumière des puissants !... commença-t-il.

— Pas d'histoires ! Tu n'ignores point la réglementation concernant les fournitures de vivres aux troupes. Il est prescrit de vous en donner connaissance lorsqu'on entre en affaire avec vous. Elle interdit tout cadeau, sous quelque forme que ce soit, aux militaires chargés des achats. Les deux sous-officiers que voici avaient-ils l'intention de payer ce qu'ils étaient occupés à manger et à boire, quand j'ai eu la bonne idée de m'arrêter chez toi ?

— J'en suis certain, Sahib colonel !

— Moi aussi. Mais permets que je m'en charge moi-même, pour plus de sûreté. Tu n'auras qu'à m'en envoyer la note à mon nom, au quartier. Joins-y le montant des honoraires dus à cette aimable personne. Et ne tarde point, car, jusque-là, ton établissement restera consigné. Vous pouvez disposer, vous autres. Cet après-midi, il y a revue. Nous nous y retrouverons. Tout le plaisir sera pour moi. Rompez !

La pente du Mouztagh Parbat que Rao se mit à gravir au sortir de la ville était plus abrupte que l'autre, celle qu'il avait descendue depuis le quartier européen. Jamais encore le colonel n'était allé en promenade de ce côté. Il consulta sa carte et sa montre. Une lieue tout au plus le séparait de la caserne, pourvu qu'il suivît jusqu'au bout le superbe chemin en corniche sur lequel il venait de s'engager. Il était à peine huit heures et demie. Il n'avait pas besoin de se presser. Et, d'ailleurs, il en serait quitte, en cas de retard imprévu, pour réclamer à sa monture un peu de galop.

Le chemin se retrécissait. Il n'était plus large que de quatre ou cinq mètres. Bientôt, il ne le fut plus que de trois. A droite montait la paroi rocheuse, tapissée de mousses parmi lesquelles en mille et mille filets d'argent l'eau s'écoulait. En bas, à gauche, c'était Djelabad, le caravansérail et les marchés avec leurs rumeurs assourdies. Un gouffre profond déjà de près d'un demi-kilomètre se creusait là, au fond duquel on apercevait, dessinées en damiers de couleurs pâles, les cultures de manioc et de chanvre de la vallée. L'intervalle aérien était rempli d'une buée bleue et des allées et venues des passereaux lancés à la chasse des insectes. Puis, il y avait l'Himalaya. Au fur et à mesure que l'on s'élevait, il gardait jalousement ses distances et semblait s'élever lui aussi.

Le colonel, à dire vrai, n'accordait qu'une minime attention à ces détails, qu'il eût, pour un peu, qualifiés de menus. Il était tout au contentement de la chance qui venait de lui être offerte. Ah ! ah ! ce ménage Fitz-Gerald qui, dans leurs précédentes garnisons, du temps qu'il n'était que major, avait toujours eu l'air de vouloir lui donner des conseils, voilà qu'il se permettait de continuer, aujourd'hui ! Il allait leur apprendre à se mêler de leurs affaires. Et, pour commencer, le mari ne se doutait guère de ce qui l'attendait. Sir Herbert polissait à l'avance la phrase à la fois protectrice et cinglante par laquelle il l'engagerait, avant de songer à la fête du régiment, à mieux veiller à la manière dont fonctionnaient les achats de vivres dans ses escadrons. Cet après-midi, dès le début de la revue, aussitôt qu'il l'aurait en face de lui, il ne manquerait pas... « Mais non, se dit-il, à la réflexion, avec un petit rire plein de cruauté, c'est absolument ridicule. En me hâtant trop, je vais tout gâter. C'est à la fin, devant les majors et les capitaines rassemblés, que je dois lui servir mon plat. Je vois déjà la joie muette de mon vieil ours de Farquhar, qui lui non plus ne peut pas le sentir. Et qui sait, d'ailleurs, si, d'ici ce soir, le hasard ne m'aura pas fourni un nouveau motif... Tonnerre de tonnerre ! je ne croyais pas si bien dire ! Qu'est-ce que c'est que cela ? Ah ! par exemple, après les sous-officiers, les officiers, maintenant ! Allons, allons, monsieur Rao, un petit temps de trot, je vous prie. »

Rao avait assez fréquemment la mauvaise habitude, ainsi qu'on dit dans le métier, de « coller au rang ». De deux coups d'éperons placés, comme il sied, en arrière des sangles, sir Herbert eut raison de sa résistance, et il le porta en avant.

* * *

Il n'y a pas de chefs de corps qui n'aient leurs manies. Le colonel Wright n'échappait point à la règle. La sienne consistait à poursuivre, d'une haine de tous les instants, ces chapeaux de feutre d'un modèle analogue à ceux qui sont usités dans les régiments néo-zélandais. Tolérés pour les officiers britanniques de certains régiments indiens servant dans la haute montagne, ils ne pouvaient être portés qu'à des époques déterminées de l'année et sur autorisation expresse du colonel. C'est dire qu'à Djelabad ils avaient été proscrits

dès le lendemain de l'arrivée de sir Herbert. C'est dire aussi le sursaut de colère qui le secoua, lorsque, à un brusque coude du sentier, il aperçut, cheminant avec placidité dans le même sens que lui, un cavalier coiffé précisément de l'un de ces couvre-chefs abhorrés.

— Sidney Lane ! murmura-t-il. Cette fois, mon garçon, c'est huit jours d'arrêts. Vous n'y couperez pas !

C'est le moment d'expliquer également que le premier officier sur laquel le colonel Wright était tombé, lors de sa première visite au quartier de cavalerie, était ce même lieutenant Sidney Lane, arborant dans la totale paix de son cœur le feutre en question. Il en était résulté une assez coquette algarade, comme conclusion de laquelle avait été prise la décision que l'on sait. Et pour ne laisser nul point de cette affaire dans l'ombre, il est bon d'ajouter, par-dessus le marché, que l'officier en question appartenait à ce même escadron Fitz-Gerald, qui avait des idées si originales en matière de gestion d'ordinaire. Il en résultait que l'irritation de sir Herbert, à voir ainsi ses ordres bafoués, était encore aiguillonnée par une espèce de joie mauvaise. L'allure à laquelle furent franchis les cinquante mètres environ qui le séparaient de l'infortuné promeneur ne s'en trouva certes pas diminuée.

Son plan était simple : commencer par dépasser le coupable. Il réglerait sa conduite postérieurement d'après le degré de consternation qu'il verrait sur sa physionomie. Ne pas lui adresser la parole, le laisser dans l'ignorance, l'incertitude de la sanction suspendue sur sa tête, voilà une idée qui n'était pas plus mauvaise qu'une autre. Mais il fallait compter avec le tempérament de sir Herbert. Parviendrait-il, en cette minute, à se maîtriser ? En attendant, le promeneur continuait sa route, sans se presser, au petit pas. Il n'avait rien entendu. Cette portion du sentier était faite d'une vilaine glaise boueuse, traîtresse et glissante en diable, et qui feutrait le bruit des sabots des chevaux. A une centaine de mètres, la route faisait un nouveau coude. Le colonel pressa l'allure de Rao, désireux de rattraper sa proie avant ce tournant.

Il n'en était plus qu'à cinq ou six longueurs de monture, et il s'apprêtait d'une seconde à l'autre à voir sa victime se retourner, lorsque... Ici, il s'agit d'être clair, d'expliquer de manière précise ce qui se passa, en bien moins de temps qu'il

ne va en falloir, hélas ! pour le coucher sur le papier. On a bien dans l'œil, n'est-ce pas, la disposition des lieux ? Le chemin large de trois mètres tout au plus, à cet endroit-là, et qui ne cessait de s'amenuiser ; l'inflexible paroi rocheuse d'un côté ; de l'autre, le gouffre, dans lequel il était préférable de ne pas trébucher ; à une dizaine de mètres en avant, le personnage au feutre, toujours ignorant de ce qui se tramait derrière lui ; puis, enfin, le coude de la route qui semblait, à une trentaine de mètres de là, plonger dans l'infini des cieux. Le colonel Wright sentit entre ses bottes les flancs de Rao se mettre à frissonner soudain. L'animal commençait à ne plus pouvoir demeurer indifférent à la sollicitation de ce vide qui l'entourait, l'aspirait à peu près de toutes parts. Sir Herbert perçut contre sa jambe droite le poids de l'arrière-train de la bête qui appuyait tant qu'il le pouvait, croupe en dedans. Ce fut alors que, brusquement, l'imprévisible se produisit. Pour que, la seconde d'après, les deux cavaliers se trouvassent encore sur la route, et non point à un demi-mille en contre-bas, au fond de la vallée, il avait fallu qu'en cet instant-là ils eussent témoigné, l'un des deux tout au moins, d'assez jolies aptitudes équestres et d'une dose plus jolie encore de présence d'esprit.

Couin ! L'appel subit et répété d'une tonga ! Presque aussitôt, l'affreux attelage apparaissait au tournant, obstruant de façon à peu près complète la voie, y laissant à peine un couloir de quatre-vingts centimètres, entre le moyeu de sa roue gauche et le rocher. Sir Herbert venait tout juste de se porter à la hauteur du promeneur. Incapable de se contenir, ainsi qu'il était aisé de le prévoir, il ouvrait déjà la bouche pour l'interpeller. Et ce fut alors qu'il eut, stupéfiante et redoutable, la double révélation que voici : redoutable en cela qu'il eut l'intuition que le terrain était sur le point de manquer aux sabots d'arrière de Rao, dont il sentait les tentatives désespérées de rétablissement de la croupe ; stupéfiante, puisqu'il s'aperçut que le cavalier qu'il poursuivait de son hostilité n'était point le lieutenant Sidney Lane. Jamais officier de Sa Majesté ne se serait en effet permis d'encadrer de pareille auréole de boucles cuivre un visage qui, par ailleurs, n'avait rien de spécifiquement masculin. Il faut dire, afin d'excuser une erreur qui avait pu se prolonger de la sorte, que rien ne ressemble plus à la petite tenue d'uniforme d'un lieutenant

de Chevau-Légers que le costume de cheval d'un femme, surtout si la jeune femme en question, à la tunique vert olive à grandes basques, joint la culotte de côtelé gris, comme c'est son droit.

Du même coup, le délit du chapeau de feutre s'évanouissait. Mais ce qui n'avait point disparu, c'était la gravité du péril où venait de se mettre sir Herbert par sa faute. De la tonga et des deux cavaliers, c'était lui, immanquablement, qui eût été la victime vouée au précipice, si, dans le même instant, l'amazone n'avait pris, si hardie fût-elle, la seule initiative capable de tout sauver. Comme par enchantement, ses doigts s'entr'ouvrirent ; les rênes y filèrent, rendant toute liberté à sa jument. Éperonnée à son tour en arrière des sangles, celle-ci eut tôt fait de s'assurer les trois longueurs qui lui permirent, au nez de sir Herbert sauvé et ébahi, de croiser sans encombre l'attelage, et de disparaître derrière le tournant.

Le colonel Wright fut au quartier à l'heure qu'il s'était fixée. La chaleur dont ruisselait son cheval indiquait seule que cette exactitude avait dû lui coûter quelque temps de galop.

Devant la porte de son cabinet de travail, il trouva le major Berkeley et le capitaine Elliott.

— Entrez, messieurs, je vous prie.

Il les mit au courant du motif de leur convocation.

— Le lieutenant O'Nemara vient d'être tué à Quotchqor, comme vous devez avoir eu le regret de l'apprendre. J'ai promis au major Hopkins de le remplacer sans délai. C'est au 5e escadron à fournir l'officier remplaçant.

Le major et le capitaine s'inclinèrent. C'était la règle. Il n'y avait aucune objection à soulever.

— Capitaine, demanda sir Herbert à Elliott, de vos deux lieutenants, Mac Carthy et Baxter, lequel est le moins ancien ?

— Mac Carthy, mon colonel.

— Bien. Vous allez me l'envoyer. Je vous autorise à lui dire pourquoi. Au revoir, messieurs. Nous nous retrouverons tout à l'heure, au rapport, et cet après-midi, pour la revue.

Eux sortis, sir Herbert étouffa un léger soupir, comme un soupir de soulagement. Sans trop en savoir la raison, il s'était imaginé que Baxter était moins ancien que Mac Carthy. Certes, il n'eût pas songé à modifier à son profit le tour de

départ pour les postes du Nord... Mais ce départ, si contraire aux projets de lady Hester, n'eût pas manqué d'aigrir l'humeur de celle-ci. Il valait mieux que l'issue de l'affaire eût été autre. Et c'était de cela que le colonel se félicitait, probablement.

III

Arabella était accoudée à la balustrade de la véranda. Elle entendit du bruit derrière elle. Elle se retourna.

— Qu'y a-t-il ?

Un des serviteurs pendjabis venait d'entrer dans le living-room, chargé d'une brassée de roses.

— Qui a apporté cela ?

— Un soldat.

— De la part de qui ?

— Il ne l'a pas dit.

— Tu ne le lui as pas demandé ?

— Si. Mais il n'a rien dit tout de même. Seulement que c'était pour la memsahib.

La jeune femme fronça le sourcil.

— Mets ces fleurs dans un vase, ordonna-t-elle, et laisse-moi.

Presque en même temps, ses traits se détendirent. Elle sourit.

— Où ai-je la tête ! murmura-t-elle. Lui, tout au moins, il n'oublie pas.

Elle revint sous la véranda. Le soleil commençait à décliner. Une brise plus fraîche faisait onduler les innombrables petits pavillons britanniques dont était ornée l'avenue qui passait au pied du bungalow. Dans le lointain, on apercevait, parmi les verdures pâlissantes, les bâtiments de la ville militaire, également toute pavoisée.

On était au soir du 4 juillet, cent vingt-troisième anniversaire du combat de Castello Branco, et fête, comme il a été dit, du régiment. Le programme de la solennité avait été des plus chargés, et les réjouissances étaient loin encore de tirer à leur fin. Baxter avait quitté le bungalow dès sept heures, pour la revue. Puis, ç'avait été le match de polo, auquel il avait assisté, bien entendu, quoiqu'il ne fît partie d'aucune

des deux équipes opposées. Il était rentré précipitamment se mettre en grand uniforme pour le déjeuner présidé au mess par le colonel gouverneur. Il reviendrait, pour revêtir, vers huit heures, sa tenue de soirée. Après, Arabella ne devait compter le revoir que minuit sonné et resonné, puisqu'il devait participer au bal suivi de loterie qui avait lieu au casino. Entre temps, il avait à se rendre à la garden-party offerte dans les jardins de leur villa par le colonel et lady Wright. Leurs Excellences retenaient ensuite à dîner les chefs d'escadrons et les capitaines. Bien que lieutenant, George, en tant que membre de la commission des fêtes, était au nombre des invités. Une journée bien remplie, comme on voit ! « Un peu trop même, pour mon goût ! » avait-il dit, lorsque, en toute hâte, il avait embrassé Arabella quelques heures plus tôt. « Il y a des obligations auxquelles vous ne pouvez vous soustraire, avait-elle répliqué gentiment, pour que son plaisir ne fût point gâté à la pensée de la sentir abandonnée ainsi. Et puis, songez que cela ne reviendra plus que dans un an. » A peine avait-elle dit cela, qu'elle avait frémi. Où serait-il, où serait-elle, dans un an ?

Elle prit un livre, qu'elle essaya de lire. Elle n'essaya pas bien longtemps.

— Qu'est-ce que c'est ? Encore des fleurs !

Le Pendjabi était de nouveau sur le seuil de la porte. Il tenait un bouquet d'orchidées, de ces belles orchidées mauves, striées de noir, dont Arabella raffolait.

— Cette fois, tu t'es, j'espère, arrangé pour savoir qui m'envoie cela ?

— Le lieutenant Hiram Singh. C'est lui-même qui les apporte.

— Hiram Singh ! Qu'est-ce que tu me racontes ? Il est encore là ? Cours me le chercher !

Elle n'y comprenait plus rien, en effet. En même temps que la fête du 3e Chevau-Légers, la date que voici commémorait un second événement, d'un ordre à vrai dire tout autre. C'était un 4, également, le 4 février, il y avait cinq mois, que le médecin avait déclaré la fillette d'Hiram Singh tirée d'affaire. Depuis, son père n'avait jamais laissé passer cette date du 4 sans déposer lui-même, chez Baxter, un bouquet de

fleurs destiné à Arabella. Elle avait cru, tout naturellement, que c'était lui qui avait apporté les roses de tout à l'heure. De qui donc pouvaient-elles venir, dans ces conditions ?

Mais déjà Hiram Singh entrait. La petite Nour était avec lui.

— Je n'aurais pas voulu déranger la memsahib, dit-il, s'étant incliné.

— Me déranger, Hiram Singh ? Vous voulez rire. Rien ne pouvait me causer plus de plaisir.

Elle ajouta, avec un sourire un peu mélancolique :

— Je suis seule, vous le voyez !

Ce fut tout. Ni elle, ni lui, ne devaient plus faire allusion, afin de ne point risquer de peiner l'autre, à cette fête dont des considérations différentes les excluaient également tous deux.

— Je suis bien touchée de vos fleurs. Elles sont si belles, reprit-elle très vite, de façon à ne point laisser le silence s'installer entre eux.

— Ce sont les mêmes, toujours, dit-il, s'inclinant de nouveau.

Elle fut sur le point de dire : « Oui, et c'est bien ce qui m'a étonnée tout à l'heure, quand on m'a apporté les roses que voici, et que j'ai cru qu'elles étaient de vous. » Cette fois encore, elle jugea préférable de se taire. Se penchant vers la petite fille, elle la prit dans ses bras.

— Qu'elle a bonne mine ! Je ne dis pas cela pour vous être agréable, vous savez.

Hiram Singh hocha la tête.

— La memsahib l'a connue avec moins bonne mine, certes, répliqua-t-il avec gravité.

Mrs Taylor eut un geste pour signifier qu'il ne fallait plus songer à ces choses.

— C'est l'heure du goûter, fit-elle. Voilà surtout ce qu'il importe de se rappeler.

Tandis que le Pendjabi apportait des sucreries et des gâteaux, elle préparait elle-même au bar un verre de citronnade.

— Voilà ! C'est excellent pour sa gorge, à condition que ce ne soit pas trop froid.

Nour se laissait faire, condescendante et ravie à la fois. Beaucoup plus bistrée que son père, elle avait un air amusant

de petite poupée orientale, parmi les gazes et les mousselines pailletées d'or qui composaient son vêtement. Son front, le dessus de ses mains étaient ornés de discrets tatouages, bleu-vert, en forme d'étoiles. Des bracelets auxquels pendaient de minuscules porte-bonheur de turquoise ceignaient ses chevilles et ses poignets, couleur de miel brun.

— Bois, mange, tout cela est pour toi. Il faut s'arranger dans la vie pour être heureux comme on peut ! dit Arabella.

Elle-même avait soif. C'était une sensation qu'elle éprouvait depuis le matin. Revenant au bar, elle tira de la glacière une bouteille de champagne, la déboucha. Puis, elle dit à Hiram Singh :

— Vous en prendrez bien un gobelet avec moi ?

Du sourire le plus simple du monde, il fit signe que non. Musulman strict, sans ostentation il suivait le rite. Mrs Taylor rougit.

— Excusez-moi ! murmura-t-elle. En vérité, je ne sais aujourd'hui ce que je fais.

Hiram Singh répliqua avec douceur :

— La memsahib est tout excusée. Il y a des offenses plus blessantes que celle-là.

Ils échangèrent quelques paroles banales. Lorsque Nour eut achevé sa dînette, il y avait déjà plusieurs minutes qu'ils se taisaient.

Hiram Singh se leva.

— Si la memsahib nous y autorise..., commença-t-il...

Elle le retint d'un œil suppliant.

— Restez encore ! Qu'est-ce qui vous presse ? Ne voyez-vous pas que votre présence me fait du bien ?

Elle s'était emparée d'une de ses mains, le contraignant à se rasseoir.

— Voilà longtemps, figurez-vous, que je souhaite cette occasion d'être seule avec vous, de vous parler. Je ne sais pourquoi il y a des choses, me semble-t-il, que je vous dirais plus facilement à vous qu'à d'autres.

Il mit la main sur sa belle tunique de drap jonquille brodée d'argent. Il n'eût eu garde, en un tel jour, de paraître autrement que sous sa tenue d'apparat. Aussi bien, n'est-ce pas, c'était la seule façon qui lui était laissée de participer à la fête d'un régiment auquel il avait, au prix de son sang,

acquis le droit de prétendre qu'il appartenait, après tout. En dépit de ce que son attitude avait de cérémonieux, il était ému. Arabella le sentit. Elle poussa un cri de joie.

— Excusez-moi, fit-elle avec une espèce de fièvre soudaine, et surtout ne m'en veuillez point de ce que je vais avoir à vous demander. Mon audace m'étonne moi-même. Elle est si contraire à ma façon d'être habituelle !

Hiram Singh l'enveloppa de son plus tranquille regard.

— J'ignore, fit-il, ce que la memsahib a à me demander. Je ne peux lui affirmer qu'une chose, ce que je lui ai dit il y a cinq mois, ce que je lui ai répété, à l'endroit que voici, il y a trois semaines environ : le jour où, n'importe quand, pour n'importe quoi, la memsahib fera appel au père de la petite Nour, le père de la petite Nour sera là.

— Je vous remercie, murmura-t-elle.

Elle reprit, d'une voix entrecoupée :

— Croyez-vous qu'on va me l'enlever ? Je l'aime, voyez-vous, je l'aime. Je ne l'ai jamais dit ainsi à personne. Pas même à lui. C'est de George, comprenez-vous, oui, du lieutenant Baxter qu'il s'agit.

Hiram Singh secoua la tête :

— Je n'ai pas besoin que la memsahib me l'apprenne. Ceci posé, j'avoue ne pas comprendre très bien où elle désire en venir.

— C'est simple, pourtant. Vous devez mieux être au courant que n'importe qui, puisque vous avez accompagné votre colonel dans cette inspection vers le nord. Devant moi, on évite d'en parler. Il y a des choses que l'on me cache. Mais vous, il faut tout me dire. C'est un endroit terrible, n'est-ce pas, que celui où le 5e escadron doit être envoyé ?

— La memsahib veut probablement parler d'Issyk-Boulak. Ce n'est pas, en effet, un endroit très agréable. Mais je crois que le projet d'y créer un poste a été différé.

— Oui, mais les autres endroits valent-ils mieux ? Quotchqor, par exemple, où le lieutenant O'Nemara a été tué, et où le lieutenant Mac Carthy vient d'être envoyé ? J'ai reçu hier une lettre de lui. Pauvre garçon ! On ne peut pas dire qu'il soit enthousiaste. Pensez qu'il s'en est fallu de rien, — trois ou quatre mois d'ancienneté, à peine, — et c'était George qui partait à sa place ! Un de ces matins, c'est ce qui

va arriver. Qu'est-ce que je ferai, moi, toute seule, voulez-vous me le dire, dans ce grand bungalow désert ? Bien contente encore si on ne m'oblige pas, en même temps que les autres femmes, à quitter Djelabad, où du moins j'aurais la chance d'être tout de même plus près de lui ! J'ai beau essayer de m'accoutumer à ces idées, je n'y réussis pas.

Hiram Singh haussa les épaules, en un mouvement de respectueuse résignation. La gratitude qui, corps et âme, le liait à Mrs Taylor, ne l'empêchait vraisemblablement pas de se dire qu'une femme qui n'a point, dès le début, souscrit à de telles perspectives, a intérêt à choisir l'objet de son amour ailleurs que parmi les officiers destinés à monter la garde aux créneaux des postes du Nord.

Elle comprit cette critique muette. Elle tenta de se justifier.

— Le jour où j'ai aimé George, dit-elle, je ne me suis pas fait d'illusions, allez. Je me suis dit que toutes ces appréhensions-là finiraient par se réaliser. Mais il y a autre chose. Souvenez-vous, lorsque tout à l'heure, je vous ai dit que j'avais l'impression qu'on cherchait à le détacher de moi, à me l'enlever ? Je ne pensais pas seulement à la guerre. Comment vous l'expliquer ? Mais qui comprendrait, sinon vous ? Le fait, voyons, que je suis seule, en un jour pareil, tandis que là-bas, ils sont en train de s'amuser, en train de danser ! Je ne proteste pas, écoutez-moi bien, contre certaines hostilités. Je ne demande pas que George arrive à les vaincre. Simplement, mon Dieu, qu'il n'en subisse pas l'influence, qu'il me garde, que je le garde, toujours à moi ! Il m'aime, je le sais bien. Mais il aime aussi son métier. Quel déchirement pour moi de songer que je peux entraver de façon quelconque sa carrière ! Sont-ce là des craintes vaines que je me forge ? Dans ce cas, parlez ! Ah ! de quel prix ne paierais-je pas le moindre mot qui viendrait me rassurer là-dessus !

Il n'était point commode à Hiram Singh de répondre. Pourquoi ? On ne l'a peut-être pas tout à fait oublié. C'était lui qui avait fait revenir le colonel Wright de son opinion peu favorable à la jeune femme, à l'époque où il ne l'avait même pas encore entrevue. Si désireux qu'il fût de sentir Arabella tranquillisée à cet égard, la modestie d'Hiram Singh répugnait un peu au prononcé de son propre éloge. Elle continuait à l'implorer du regard. Il se rendit compte que décidément

il serait trop cruel... Tout juste comme il se disposait à parler, la porte s'ouvrit ; le serviteur pendjabi parut.

On venait, l'instant d'auparavant, d'entendre une automobile s'arrêter en bas du bungalow. Arabella avait cru reconnaître la voiture du lieutenant Burke. En effet, c'était lui. Le capitaine Elliott l'accompagnait.

Mrs Taylor consulta Hiram Singh du regard. Celui-ci fit signe au Pendjabi.

— De la part de la memsahib, dit-il avec une soudaine autorité, prie les sahibs officiers d'attendre. On te sonnera pour les faire entrer.

Et, s'étant tourné vers elle :

— Il faut bien me laisser le temps de répondre à la memsahib, dit-il en souriant, puisque la memsahib a manifesté le désir d'être rassurée. Je lui affirme qu'elle peut l'être... La memsahib daignera-t-elle me prêter une minute d'attention ? Un jour, il y a de cela près de six lustres, alors que j'étais petit, tout petit garçon, mon père, — Allah ait son âme ! — sachant que celle de l'enfant est comme la cire, voulut faire lui-même le choix de l'empreinte qui impressionnerait cette cire, une empreinte qui ne s'effacerait jamais plus. A vingt jours de mon Hounza natal, il me conduisit vers la ville, que nous autres, musulmans, appelons le « visage de la Terre », Samarkand, tel est son vrai nom. C'est au milieu de cette ville que se dresse le Gour-Emir, le tombeau de Tamerlan. Les murs de la salle centrale sont tapissés de jaspe et de jade, jusqu'à une hauteur de quatre pieds et demi ; parmi les nuages d'encens, les oiseaux du ciel passent et repassent ; et tout juste en face de l'entrée s'élève une colonne surmontée d'une coupole, sur laquelle brûlait autrefois la flamme du feu éternel. Mon père s'arrêta devant cette colonne, et m'aida à déchiffrer l'inscription qui, sur l'ordre du grand empereur, y a été et y demeure gravée. « Que ce soit la joie ou la peine, l'une et l'autre te viendront toujours du côté où tu les attendras le moins. » N'est-il pas fou, dans ces conditions, de compromettre, par de vains soucis, la sérénité de l'instant que nous vivons ? J'ose croire que c'est là une question que la memsahib a intérêt à se poser. Et maintenant, qu'elle m'excuse ! Je la laisse avec les sahibs officiers.

*
* *

On aurait bien surpris Mrs Taylor si, le matin, on était venu lui dire de quelle façon se terminerait pour elle cette journée-là.

Il ne devait pas être loin de minuit lorsque Burke qui, toujours en compagnie du capitaine Elliott, était allé la chercher chez elle, arrêta son automobile devant le perron du casino. Une double haie de cavaliers indiens, magnifiques sous le turban et la tunique jonquille, assurait, sabres au clair, le service d'ordre. Les globes électriques luisaient, arrondis et blancs, dans la douce nuit violacée. Les marches rouges, baguettées d'or, de l'escalier, montaient vers l'ogive monumentale de la porte, dans l'encadrement de laquelle les claires robes et les uniformes tournoyaient en s'entremêlant. Le bruit de l'orchestre couvrait maintenant celui des cascades de la montagne. Les odeurs d'épices du bazar arrivaient en tièdes bouffées sur les ailes chantantes du vent.

Burke les laissa, Elliott et elle, au bas du perron, pour aller garer sa voiture. Ce fut donc au bras du capitaine qu'Arabella se mit en devoir de gravir les marches de l'escalier. Quelle aventure inattendue ! Il lui semblait être une autre femme. C'était une folie qu'elle faisait là, à n'en pas douter, une folie aux conséquences imprévisibles. Du moins, ce n'était point sa faute. Elle avait résisté tant qu'elle avait pu. Mais peut-être était-il encore temps ?... Personne ne l'avait aperçue encore... Mais non, trop tard ! Ce groupe-là, barrant presque l'entrée... Ces officiers qu'elle ne connaissait que de vue, ces femmes poudrées à contre-sens avec leurs cheveux ornés de guirlandes de fleurs ridicules ! Les coudes se poussaient ; les lèvres sèches et minces murmuraient un nom qu'elle sentit être le sien. Il n'en fallait pas tant à Arabella. On ne l'avait jamais provoquée en vain. Elle se redressa, serra en souriant le bras d'Elliott écarlate d'orgueil et bombant le torse. « Tant pis pour vous, lui dit-elle en même temps, peut-être point tout à fait assez bas pour ne pas être entendue. Si cette soirée ne doit guère être appelée à servir votre avancement, c'est bien vous qui l'aurez voulu ! »

C'était une victoire qu'Elliott et Burke avaient remportée

de haute lutte. Et encore avait-il fallu l'arrivée de Baxter, et qu'il insistât lui aussi de son mieux. La curiosité, la joie de paraître plus belle qu'elles, devant toutes ces femmes, ses ennemies : Mrs Taylor était bien trop sage pour obéir à des sentiments de cette espèce, si naturels, si féminins fussent-ils. Elle ne savait que trop quelle est d'ordinaire la rançon de ces satisfactions-là, les rancœurs qu'elles accumulent, la quiétude, acquise si chèrement, à jamais ruinée. Si ce soir elle avait cédé, c'est qu'il était dans sa destinée de le faire. Quand bien même elle eût résisté, elle était certaine que, dès le lendemain, la fatalité serait revenue, sous le couvert d'un nouveau masque, afin de l'entraîner dans la voie où elle avait décidé qu'elle irait.

— Vous n'avez pas peur de vous risquer dans la société d'une malheureuse pestiférée ? C'est gentil à vous.

Telle avait été la façon, mi-souriante mi-amère, dont elle les avait accueillis après le départ d'Hiram Singh.

— Ne dites donc pas de sottises ! protesta Burke. Vous savez bien que nous ne faisons que ce qui nous plaît. Si le capitaine et moi nous sommes ici, c'est que nous nous y trouvons mieux qu'ailleurs. Et n'essayez pas de nous faire dire où. Ce serait contraire à l'esprit d'une saine discipline.

— Le lieutenant oublie une chose, dit Elliott, c'est que nous avons aussi à nous acquitter d'une mission. — Oui, de la part d'un infortuné qui n'a pas eu, lui, la possibilité de s'évader...

— C'est George qui vous envoie ?

— Il ne nous envoie pas. C'est à lui que nous avons fait comprendre, à grand renfort de clignements d'yeux, que nous nous préparions à nous donner un peu d'air. Ces petites fêtes de famille ne sont décidément plus de notre âge. Le colonel et lady Wright sont, bien sûr, la cordialité même, mais, étant donné l'affluence, on est assez à l'étroit dans leur jardin, surtout aux environs du buffet. Soit dit sans vous flatter, chère amie, whisky et champagne sont chez vous beaucoup plus accessibles. C'est ce que nous avons exprimé par gestes à Baxter. Cloué là-bas par ses fonctions de commissaire, il n'en a pas moins admis sans peine notre point de vue, et il m'a chargé...

— De vous embrasser, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, dit Burke.

En riant, elle l'avait repoussé.

— Il s'agit d'opter : moi ou mon champagne, dit-elle. Entre les deux, je pense que votre choix est fait, mon garçon. C'est égal, c'est gentil à vous, je le répète, et sans ironie aucune, vous savez. Je n'étais pas en train de beaucoup m'amuser. A propos, est-ce également l'un de vous, qui, pour m'aider à prendre mon mal en patience, a songé à m'envoyer ces fleurs ?

Elle désignait la gerbe de roses apportée une heure auparavant.

— Ce n'est pas moi, tous mes regrets, dit Elliott en secouant la tête. Burke, est-ce vous ?

Burke leva comiquement les bras au ciel.

— Des roses pareilles, mon capitaine ! Y pensez-vous ! Mais ma solde n'y suffirait pas !

— Le fait est qu'elles sont bien jolies, constata Elliott. On dirait des roses d'Angleterre. Où le particulier qui vous les envoie a-t-il pu se les procurer ? Et vous ignorez qui c'est ?

— Puisque je vous le dis.

Burke s'était rapproché de la gerbe.

— Il y a pourtant une méthode bien simple, dit-il, pour découvrir l'origine des cadeaux qu'on vous fait. Cette méthode consiste à prendre connaissance de la carte de visite qui y est jointe.

En même temps, il retirait du feuillage une petite enveloppe.

Arabella poussa un cri d'étonnement.

— Voyez si je suis peu curieuse ! fit-elle. Allons, ouvrez ! Je n'ai rien de caché.

— J'obéis, j'obéis, dit Burke en riant. Ce sera bien votre faute, si...

Il lut. Ses yeux s'écarquillèrent.

— Par exemple !

— Eh bien ? fit Mrs Taylor, impatientée.

— Du diable si j'avais pu me douter ! dit-il, s'efforçant de continuer à rire, gêné cependant, comme s'il craignait, — un peu tard ! — d'avoir été indiscret.

Il lui tendit la carte. Elle lut, elle aussi. Sa surprise ne fut pas moindre que celle de Burke.

— Et alors ?... dit Elliott, intrigué. N'y a-t-il que moi qui n'aurait pas le droit de...

— Tenez, tenez ! fit-elle. Ne vous gênez pas. Votre avis ne sera pas de trop.

A son tour, le capitaine lut :

— Fichtre de fichtre ! murmura-t-il.

— Lisez donc tout haut !

— Je ne demande pas mieux. Nous disons donc : « Le colonel Wright, commandant le 7e régiment des Chevau-Légers de la Reine, tant au nom de son régiment qu'en son nom personnel, tient à remercier Mrs Taylor, fée aussi bienfaisante qu'amazone accomplie. Il espère qu'il lui sera aujourd'hui même permis de lui exprimer sa gratitude de vive voix. »

Le capitaine rendit en silence ce singulier petit billet à Arabella. Ils se regardèrent tous les trois. C'était lui qui avait l'air de beaucoup le moins étonné.

— Eh bien ! mais, conclut-il finalement, voilà qui a le mérite d'être clair. C'est ce que nous appelons un ordre, ma chère amie, dans notre métier.

Arabella se redressa.

— Je ne suis aux ordres de personne ! fit-elle avec une soudaine nervosité.

Le capitaine secoua la tête.

— Allons, pas d'enfantillage, fit-il. Ne vous butez pas sur un simple mot. Tâchons de voir les choses comme elles sont.

— C'est aussi mon désir, croyez-le ! Que pensez-vous que tout cela signifie ?

— On ne saurait être plus clair, encore une fois. Ce cher sir Herbert veut parler du jour où il vous a rencontrée à cheval. Ce jour n'a pas l'air de lui avoir laissé une très mauvaise impression.

— Plus favorable, dans ce cas, que celle que j'ai conservée, moi, de la manière dont il monte.

Les officiers rirent tous deux.

— Vous êtes odieuse, tout bonnement ! reprit Elliott. Il monte à merveille, croyez-moi. Il faut seulement...

— Admettre quoi ?

— Eh ! mon Dieu, que le meilleur cavalier du monde peut être distrait, troublé...

— Je veux bien, si cela vous arrange, dit-elle sèchement.

Poursuivons notre petit commentaire, cela vaudra mieux. Voilà pour l'amazone, n'est-ce pas ? Passons maintenant à la fée. Je pense que c'est aux quelques objets que j'ai offerts pour la tombola qu'il fait allusion ?

— A quoi voulez-vous que ce soit ?

— D'accord. Mais comment a-t-il su que c'était moi ?

Il s'agissait de la loterie qui devait être tirée au cours du bal, dans la soirée. Cette loterie avait été organisée au bénéfice des familles des soldats indigènes du régiment. Voilà pourquoi c'était le casino, endroit public, qui avait été choisi. La fête en question faisait appel à la bourse de tous. Son caractère charitable ne permettait donc pas de limiter les invitations. Mrs Taylor, en conséquence, aurait pu se rendre comme tout le monde à ce bal, si elle avait voulu. Mais elle n'en avait pas manifesté l'envie une seule minute, et Baxter n'avait pas davantage cru devoir le lui proposer. En revanche, elle n'avait pas manqué d'apporter son aide à la réussite financière de l'œuvre. De la série de lots qu'elle avait envoyés, aucun ne portait son nom, il est vrai. Ils n'avaient d'autre signature que le goût qui avait présidé à leur choix. C'étaient d'antiques pièces de soies persanes ou chinoises qu'au fond des boutiques du vieux Bazar de Djelabad Mrs Taylor s'en était venue réveiller d'un sommeil de deux ou trois cents ans. Parmi la piteuse et prétentieuse pacotille qui d'ordinaire constitue les étalages de ces sortes de divertissements philanthropiques, rien ne permettait d'affirmer que les lots choisis par Arabella dussent retenir plus particulièrement l'attention. Elle s'attendait même un peu au contraire. Aussi avait-elle été déconcertée, presque offusquée de ce suffrage avant la lettre qu'elle venait de leur voir recueillir.

— Oui, répéta-t-elle, comment l'a-t-il su ?

— Ce n'est pourtant pas très difficile à deviner, dit Burke. Si vous le demandez à Clive, il vous en fournira l'explication.

— Qu'est-ce que le lieutenant Clive a à faire là-dedans ?

— Il est, comme Baxter, membre de la commission des fêtes. C'est à ce titre qu'il a, avant le déjeuner, conduit au casino le colonel et lady Wright, afin de leur montrer l'exposition des lots. C'est certainement alors que votre nom aura été prononcé. Que sir Herbert ait jugé correct de vous remercier et qu'il en ait profité pour vous exprimer le désir...

Elle le regarda, secoua la tête. On voyait qu'elle n'était pas convaincue.

— Vous avez une façon bien expéditive d'arranger les choses, dit-elle. Alors, vous croyez que tous les gens qui ont offert des lots ont, en retour, reçu du colonel Wright des roses comme celles-ci ?

— Je ne suis pas assez enfant pour affirmer une chose pareille, riposta Burke en riant. Il n'a point été donné à tout le monde, n'est-ce pas, de rencontrer notre colonel, par une matinée dont il paraît avoir gardé un souvenir, — comment dirais-je ? — parfumé.

— Voilà bien des mots ! trancha Elliott, qui, depuis un instant, multipliait les signes d'impatience. Si vous me laissiez un peu parler, tous les deux ? Burke est d'autant plus impardonnable qu'il sait fort bien, encore une fois, que je suis chargé d'une commission dont il ne m'a pas été possible, jusqu'à présent, de vous toucher un traître mot. Nous nous sommes étonnés de ces roses. Or, j'en suis à me demander dans quelle mesure Baxter n'était pas au courant...

— Au courant de quoi ?

— Allez-vous me permettre de finir ?... Au courant de l'envoi de ces fleurs et du vœu exprimé par sir Herbert de vous voir ce soir au casino. C'est pourquoi il nous a chargés de vous prévenir, de vous avertir que vous allez avoir à y aller.

— Qu'est-ce que vous me chantez là ? fit-elle, fronçant le sourcil. Moi, aller à ce bal ! Mais, à midi, George était ici, en train de changer d'uniforme. Et il n'a été question de rien entre nous.

— Justement ! Il n'avait pas encore causé avec le colonel. Nous ne vous racontons pas d'histoires, n'est-ce pas ? Alors, il doit bien y avoir une raison...

— Il va revenir tout à l'heure, afin de revêtir sa tenue de soirée. Pourquoi n'a-t-il pas attendu cet instant pour me faire savoir lui-même...

— Vous le demandez ? Mais, ma chère, par gentillesse, par prévenance, tout simplement ! Il a pensé que vous n'auriez jamais trop de temps pour vous habiller.

— Le fait est que je ne suis même pas coiffée. Mes cheveux sont dans un état ! En outre, vous me croirez si vous voulez, mais je n'ai pas la moindre robe à me mettre.

Elliott et Burke échangèrent un clignement d'œil. Du moment qu'une femme entre dans ce genre de considérations, c'est qu'il ne va plus y avoir beaucoup à insister pour la décider.

Le capitaine avait deviné juste. Baxter, arrivant en coup de vent, confirma toutes ces suppositions. Il ignorait l'envoi des roses, mais il ne s'en montra point autrement surpris. Le colonel avait fait parvenir des gerbes semblables aux femmes de plusieurs notables de Djelabad, pour les remercier également de leur générosité envers la loterie. Certes, il était douteux que les leurs fussent accompagnées de remerciements rédigés dans les mêmes termes. Ce fut là une remarque qu'elle jugea inutile de faire. La joie de George était complète ; à quoi bon la troubler ? Le désir manifesté par sir Herbert de voir Arabella à ce bal délivrait effectivement le jeune homme d'un souci profond. Il était la preuve pour lui que son chef demeurait étranger aux manigances de lady Hester ; mieux encore, dans la mesure où il était possible de le faire, qu'il les désavouait.

Cette allégresse, dont Arabella eût été si heureuse de connaître la cause véritable, se matérialisa dans le long baiser qu'il lui donna en la quittant.

— Et tâchez de ne point paraître trop belle ! lui cria-t-il du seuil de la porte. Songez que vous allez vous trouver au milieu de femmes qui ne nous le pardonneraient jamais, ni à vous, ni à moi !...

— Encore un conseil plus facile à donner qu'à suivre ! grogna Elliott en se versant un dernier whisky. Alors, ma chère, c'est entendu ? Nous serons là, le jeune Burke, sa voiture et moi, à onze heures et demie.

PIERRE BENOIT.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LETTRES DES SOUVERAINS A NAPOLÉON

II [1]

DE LA REINE LOUISE A BERNADOTTE

LA FAMILLE ROYALE DE PRUSSE

Le 3 novembre 1805, la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient signé un traité d'alliance à Postdam. Devant le tombeau du Grand Frédéric, le roi Frédéric-Guillaume III et le tsar Alexandre Ier s'étaient juré amitié et fidélité. La Prusse devait proposer à Napoléon sa médiation pour une paix générale à des conditions par avance inacceptables. En cas de refus, elle s'engageait à se joindre aux Russes.

Austerlitz réduisit ce beau plan à néant. La Prusse dut accepter un nouveau traité, avec la France cette fois, signé à Paris le 15 février 1806, qui lui donnait le Hanovre. Il était à peine ratifié que, sous l'influence de la reine Louise, la cour de Berlin se rapprochait à nouveau de celle de Saint-Pétersbourg et contractait avec la Russie, le 1er juillet, une nouvelle alliance qui allait amener la guerre.

Le 31 août, la garde prussienne est mise en mouvement sur la Saxe ; le 13 septembre, elle occupe Dresde. Le roi de Prusse va se placer à la tête de son armée et, de Naumbourg, le 25 septembre 1806, il adresse à Napoléon une longue épître, d'un ton inusité, d'une violence extrême. Le destinataire reçut cette extraordinaire diatribe à Bamberg le 7 octobre. Sans perdre son sang-froid, il répondit le 12 : « Je suis fâché qu'on lui ait fait signer (à Sa Majesté) cette espèce de

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre.

pamphlet. Je ne lui réponds que pour lui protester que jamais je n'attribuerai à elle les choses qui y sont contenues ; toutes sont contraires à son caractère et à l'honneur de tous deux. »

Cette lettre de l'Empereur fut remise à Frédéric-Guillaume III le 14 octobre au matin. Elle ne pouvait mieux tomber : cette date est celle de la bataille d'Iéna.

L'effroyable panique qui résulta du mélange des vaincus d'Iéna et des fuyards d'Auerstædt, se bousculant dans leur retraite, fit réfléchir le Roi. Il commença à douter de la perspicacité de ses généraux qui lui avaient affirmé que Bonaparte n'était pas « digne d'être caporal » dans son armée.

C'est sur un ton adouci, n'ayant rien de commun avec les fanfaronnades de sa missive de Naumbourg, qu'il écrivit à son adversaire victorieux, dès le lendemain de sa défaite, pour demander une suspension d'armes.

Du Quartier général, le 15 octobre 1806.

Monsieur mon frère, je n'ai reçu qu'hier matin, dans le moment où nos troupes se trouvaient déjà en prise, la lettre que Votre Majesté impériale et royale m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 12 de ce mois et je m'empresse d'y répondre dans le moment que je descends de cheval.

Le sentiment qu'elle y manifeste, malgré les différends qui ont eu lieu entre nous, me la rendent précieuse et je ne reconnais pas moins le caractère élevé de Votre Majesté impériale et son inclination à faire plutôt des heureux qu'à verser le sang de tant de milliers d'hommes.

Cependant, Votre Majesté impériale et royale me permettra de lui avouer, avec cette franchise qui doit caractériser tout militaire, que je crois que j'aurais perdu dans son esprit si, au terme où en étaient les choses, j'eusse voulu éviter cette lutte. Je dois convenir y avoir échoué en un point important, le point dont il m'importait de me rendre maître. Mais je crois du moins avoir donné une preuve à Votre Majesté impériale et royale de la valeur de mes braves troupes et de l'emploi qu'on peut en faire et ceci doit me consoler de la peine que cette entreprise a portée à mon cœur.

Votre Majesté impériale veut bien s'entendre à renouer avec moi les relations de bonne amitié qui existaient jusque-là si heureusement entre nous : c'est de bien bon cœur que j'y

prête la main, tout comme je l'aurais fait avec le même empressement, si le bonheur eût favorisé davantage mes armes.

Veuillez, Sire, me faire connaître les bases sur lesquelles vous voulez bien faire passer en oubli tout ce qui a pu nous brouiller, tandis que notre amitié devait sans doute rester inébranlable, et elle me trouvera prêt à consentir à tout ce qui peut à jamais nous mettre d'accord, puisque son âme élevée et sa loyauté me sont d'avance un sûr garant qu'elle ne me demandera rien qui soit contre mon honneur et la sûreté de mes provinces. Je propose, à cet effet, une suspension d'armes à Votre Majesté impériale pour ne pas faire plus de malheureux encore, tandis que nous nous occuperons à fonder le bonheur solide de mes sujets. C'est bien en hâte que j'écris ces lignes, mais c'est le cœur qui me les a dictées. Sur ce, je prie Dieu, monsieur mon frère, etc...

Frédéric-Guillaume, dans cette lettre, portée par l'un de ses aides de camp, le comte de Dönhoff, n'exagérait pas, comme on a pu le remarquer, l'étendue de sa défaite. Il reconnaissait simplement avoir échoué en un point important !

La réponse de Napoléon ne se fit pas attendre. Elle est datée du camp impérial de Halle, le 19 octobre : « Toute suspension d'armes, disait-elle, qui donnerait le temps d'arriver aux armées russes qu'elle (Votre Majesté) paraît avoir appelées dans l'hiver, serait trop contraire à mes intérêts pour que, quel que soit le désir que j'ai d'épargner des maux et des victimes à l'humanité, je puisse y souscrire. »

Avant même d'avoir reçu ce billet, Frédéric-Guillaume, instruit de l'accueil courtois fait, à Weimar, par Napoléon à M. de Dönhoff, avait, dans son impatience fébrile, envoyé le marquis de Lucchesini, ancien ambassadeur de Prusse à Paris, au quartier général de l'Empereur avec mission de remettre une nouvelle lettre :

Magdebourg, ce 18 octobre 1806.

Monsieur mon frère, je n'ai reçu que dans ce moment le rapport que mon aide de camp, comte de Dönhoff, m'avait adressé avant-hier, à dix heures du matin, de Weimar, sur l'accueil que Votre Majesté impériale et royale avait fait à ma lettre du 15 dans laquelle je lui témoignais mon désir ardent de rétablir le plus tôt possible entre nos deux empires la paix et l'amitié que semblent réclamer le bonheur

de nos sujets et la position géographique de nos États.

Pour vous donner, Monsieur mon frère, une preuve irrécusable de la sincérité de mes dispositions, je ne perds pas un instant à envoyer vers Votre Majesté impériale mon ministre d'État, le marquis de Lucchesini, qui aura l'honneur de lui remettre cette lettre de ma part. Étranger à celles de nos conversations qui ont immédiatement précédé la guerre, connaissant le prix infini que, pendant six ans, j'avais attaché à votre amitié, Monsieur mon frère, et ayant été employé lui-même à la cimenter par les transactions qui, depuis le 15 février, avaient uni les deux monarchies, il pourra, à ce que j'espère, s'acquitter avec une satisfaction réciproque des commissions importantes dont je viens de le charger.

Cependant Votre Majesté impériale a trop relevé la dignité des trônes par l'éclat de ses vertus et elle connaît trop bien le prix de l'honneur en sa qualité de premier capitaine de son siècle pour attendre du chef d'une nation généreuse et d'une armée qui vient de faire ses preuves de valeur des sacrifices incompatibles avec la sûreté de mes peuples et l'honneur de mes armes.

Veuillez, Monsieur mon frère, manifester vos pensées à mon ministre, croire à tout ce qu'il aura l'honneur de vous dire de ma part, surtout lorsqu'il vous entretiendra de la justice que je me suis toujours plu à rendre aux grandes qualités de Votre Majesté impériale et royale.

Sur ce, etc...

Lucchesini fut reçu par Napoléon à Wittenberg le 22 octobre 1806. Duroc signifia à l'envoyé prussien les exigences de l'Empereur : renonciation par la Prusse à toutes ses possessions sises entre le Rhin et l'Elbe ; contribution de guerre de 100 millions ; alliance contre la Russie ; assistance contre l'Angleterre.

Lucchesini, n'osant prendre sur lui, malgré ses pleins pouvoirs, l'acceptation de telles conditions, retourna vers le Roi. Frédéric-Guillaume, dans son angoisse, n'avait pu attendre son arrivée : dès le 25 octobre, il s'était adressé de nouveau à Napoléon, lui écrivant de sa propre main :

Custrin, le 25 octobre 1806.

Monsieur mon frère, mon aide de camp, le comte de Dönhoff, m'a remis ici la lettre que Votre Majesté impériale a bien

voulu lui confier pour moi. Personne n'a déploré plus que moi les circonstances malheureuses qui ont amené entre nous un état de guerre incompatible avec les intérêts des deux nations. Vous êtes trop juste, Monsieur mon frère, pour m'accuser d'avoir inconsidérément cherché à rompre des liens que mes sentiments personnels pour vous me rendaient doublement chers ! Vous êtes trop grand pour que le résultat d'une seule journée puisse vous porter à m'apprécier moins. Mais, puis-je vous le dire, Sire ? je suis peiné d'être encore sans aucun avis de l'accueil fait aux ouvertures que j'ai autorisé mon ministre d'État, le marquis de Lucchesini, à vous faire, Sire, pour rétablir la paix entre nous. Si j'en étais instruit, le renvoi des armées russes en serait la suite immédiate et, sorti d'une incertitude qui me pèse, je ne balancerai pas à donner à Votre Majesté cette preuve de mon empressement à remplir avec loyauté des engagements qui seront, j'ose le croire, le commencement d'une nouvelle et inaltérable intimité entre nous.

Sur ce, etc...

La lettre que l'on vient de lire était à peine partie que Lucchesini apportait à Frédéric-Guillaume la réponse de Napoléon que ces pourparlers n'avaient pas arrêté dans sa marche victorieuse sur Berlin et qui, depuis le 24 octobre, était installé à Potsdam.

Atterré, le malheureux Roi renvoya tout de suite Lucchesini auprès du vainqueur en lui adjoignant le général de Zastrow.

Custrin, 26 octobre 1806.

Monsieur mon frère, le marquis de Lucchesini vient de me rendre compte de l'accueil fait aux ouvertures dont il a été chargé de ma part et des conditions que Votre Majesté impériale met à la paix.

Je ne vous le cacherai pas, Sire, j'ai été d'autant plus péniblement affecté de leur dureté que j'avais cru trouver dans la lettre que vous avez bien voulu m'adresser par mon aide de camp, le comte de Dönhoff, des motifs de me flatter que Votre Majesté impériale se prêterait à une conciliation accompagnée de sacrifices moins douloureux pour moi. Je ne saurais renoncer à cet espoir. Mon sincère désir de rétablir avec elle les seules relations qui conviennent aux intérêts réciproques de nos peuples et de faire cesser les maux de la guerre l'emporte néanmoins.

J'envoie mon général-major de Zastrow au quartier général de Votre Majesté impériale pour prendre part à la négociation confiée au marquis de Lucchesini et signer, conjointement avec lui, l'acte de pacification qui en est l'objet.

Que Votre Majesté impériale veuille recevoir avec bonté ce général. Je la prie d'ajouter pleine créance à tout ce qu'il aura l'honneur de lui exposer en mon nom et surtout aux sentiments qu'il lui réitérera de tous les sentiments que je lui ai personnellement voués.

Sur ce...

Lucchesini et Zastrow rejoignirent Napoléon à Charlottenbourg le 27 octobre, au moment où l'Empereur allait se mettre en route pour faire, le jour même, son entrée triomphale dans Berlin.

Duroc fit connaître aux deux envoyés du Roi les nouvelles conditions de son maître. Outre la ligne de l'Elbe, il exigeait maintenant comme gages Thorn, Dantzig, Kolberg, Glogau, Breslau et les provinces sur la rive droite de l'Oder.

Sans se rebuter et avant que rien ne fût conclu, Frédéric-Guillaume implora, de nouveau, très humblement, la clémence impériale.

Graudenz, le 7 novembre 1806.

Monsieur mon frère, en demandant la paix à Votre Majesté impériale, j'ai consulté ma raison, mais j'ai consulté aussi mon cœur. Malgré les terribles sacrifices que vous venez, Sire, de m'imposer, je ne souhaite pas moins vivement que cette paix, déjà assurée par mon acceptation formelle de ses bases, me mette bientôt dans le cas de rétablir avec Votre Majesté impériale les relations d'amitié qu'un instant de guerre a suspendues. Il m'est doux, Monsieur mon frère, de constater dès à présent, par une preuve de confiance, mon sincère désir de les cultiver et je crois la donner à Votre Majesté impériale en n'attendant pas même la signature du traité de paix pour arrêter la marche des troupes russes.

J'ai le plus vif désir que Votre Majesté impériale soit accueillie et traitée dans mes palais d'une manière qui lui soit agréable et c'est avec empressement que j'ai pris à cet effet toutes les mesures que les circonstances me permettaient. Puissé-je avoir réussi !

Mais qu'en retour Votre Majesté me permette de recommander à sa magnanimité ma capitale et les marches de Brandebourg. Peu favorisées par la nature, elles sont en quelque sorte la création de mon immortel aïeul (1). Veuillez, Sire, les considérer comme un monument qu'il s'est élevé à lui-même et tant de rapports qui existent entre Votre Majesté impériale et ce grand homme seront, j'en suis sûr, pour elle de nouveaux motifs de prescrire des ménagements généreux pour son ouvrage comme ils le sont pour moi, Sire, de vous en exprimer le vœu.

Je ne crains pas de vous témoigner en même temps celui que Votre Majesté impériale voulût excepter du moins encore des pertes cruelles qu'elle m'impose le pays de Halberstadt et les appartenances du duché de Magdebourg. J'en reconnaîtrais la résolution comme une marque précieuse de ses sentiments personnels pour moi et, comptez sur ma parole, Sire, je me montrerais jaloux de les payer du plus juste retour.

Sur ce, etc...

Le 16 novembre 1806, à Charlottenbourg, Lucchesini et Zastrow signaient la convention d'armistice dans les termes imposés par la France, mais Frédéric-Guillaume avait repris un peu de courage. Réfugié depuis le 21 octobre à Osterode, il mit son espoir dans l'arrivée des armées russes. Le 23 novembre, oubliant les protestations si humbles d'amitié et de dévouement qu'il venait, depuis un mois, de prodiguer à son adversaire, il passa au quartier général de Beningsen, installé à Pultusk, et il fit informer Napoléon qu'il refusait de ratifier l'armistice du 16 novembre. L'Empereur lui répondit, à la date du 6 décembre : « L'avenir fera connaître si Votre Majesté a choisi le meilleur parti et le plus efficace... Elle a pris le cornet et joué aux dés : les dés décideront. »

Les dés menèrent le roi de Prusse aux humiliations de Tilsit.

NAPOLÉON ET LA REINE LOUISE

Après Tilsit et pendant longtemps, les lettres de Frédéric-Guillaume à Napoléon ne furent que de douloureuses lamentations sur le sort fait à la Prusse et la détresse de ses finances. A plusieurs

(1) Le grand Frédéric.

reprises, le Roi tenta ou fit tenter des démarches auprès de l'Empereur pour obtenir un adoucissement à son sort. C'est ainsi que, le 4 novembre 1807, il envoya à Paris son frère, le prince Guillaume, dans l'espérance que cette visite pourrait « produire un bon effet ».

Ce prince partit en emportant une lettre de la reine Louise. Souverainement belle, ardente, intelligente, passionnée pour la gloire de sa patrie, imprudente à tel point que Napoléon la comparait à Armide mettant le feu à son propre palais, cette souveraine avait reçu un aimable accueil de l'Empereur quand elle avait été pour la première fois en sa présence, à Tilsit. Elle songea, pour appuyer les démarches de son mari, à aller elle-même à Paris où son charme aurait peut-être pu fléchir le vainqueur comme il avait agi sur Alexandre. Elle renonça cependant à ce projet sur les conseils de l'ambassadeur de Prusse en France, mais elle confia au prince Guillaume la lettre qui suit, entièrement écrite de sa main :

Memel, ce 4 novembre 1807.

Sire, le prince Guillaume, qui suivra de près cette lettre, est chargé de propositions pour Votre Majesté impériale dont l'heureuse issue est tout ce qui nous tient le plus à cœur. Sous tous les points de vue, c'est tout ce qu'il y a de plus désirable de voir une bonne et durable intelligence rétablie entre la France et la Prusse. J'avais écrit à ma sœur, la princesse de la Tour, il y a à peu près quatre semaines, mais, ne sachant si elle a eu l'occasion d'informer Votre Majesté impériale du contenu de ma lettre ou de la faire parvenir à sa connaissance, je m'empresse encore de répéter ici ce qui fait le vœu le plus ardent de mon cœur.

C'est de voir le pays soulagé, qui souffre cruellement par la présence des armées ; il est anéanti pour ses ressources sans retour, si cela dure ; il ne pourra jamais se refaire et n'offrira plus d'espoir ni pour nous ni pour nos amis.

Comme Votre Majesté impériale ne peut être que le nôtre, elle-même se prive d'une ressource sur laquelle elle peut autrement compter.

Le retour prochain à Berlin est encore une suite naturelle de ce que je viens d'exposer à Votre Majesté impériale. Il est surtout désirable pour moi, qui souffre plus que personne, physiquement et moralement. Comme mère tendre, l'éducation de mes enfants me tient fort à cœur : elle ne peut du

tout être soignée ici. Ma santé est totalement détruite, ne supportant pas le climat humide et froid du Nord. J'ose alléguer ceci comme une des raisons auprès de Votre Majesté impériale, sachant, par moi-même et par tout ce qu'elle a dit à mon sujet, qu'elle s'intéresse à ma personne.

Votre Majesté impériale connaît la confiance que j'ai en elle ; je lui en ai parlé à Tilsit et je me flatte que, cette fois-ci, Votre Majesté suivra la voix de son cœur en redonnant le bonheur à la Prusse, au Roi et à moi, bonheur dont nous reconnaîtrons doublement le prix en le recevant des mains de Votre Majesté impériale.

C'est avec cet espoir que je suis, Sire, de Votre Majesté impériale, la bonne sœur

LOUISE.

Le prince Guillaume fut reçu courtoisement par Napoléon, mais sa mission allait être troublée par la découverte de la fameuse lettre de Stein au prince de Wittgenstein, qui, par l'exposé des plans du ministre prussien, irrita si fort Napoléon. Le prince dut se résigner à ne signer que la convention du 8 septembre 1808 par laquelle la Prusse était astreinte à n'entretenir qu'une armée de 42 000 hommes.

La missive de la Reine n'avait donc produit aucun résultat. Louise ne désespéra pas, cependant, et, le 20 février 1810, alors que Frédéric-Guillaume ne cessait d'implorer le vainqueur, elle adressa elle-même à ce dernier une lettre qui, pour être d'une grande humilité, n'en est pas moins touchante.

Berlin, ce 20 février 1810

Monsieur mon frère, le peu d'heures d'entretien que j'ai eu avec Votre Majesté impériale à Tilsit ont certainement suffi pour lui faire connaître en entier mon âme et ma façon de penser. Je ne crains donc pas de lui dire que je sais supporter avec courage tous les malheurs qui ne me sont que personnels. Aussi ce n'est pas cela qui me porte à vous tracer ces lignes, Sire, mais c'est le malheur d'un pays extrêmement malheureux.

Le Roi et moi nous n'avons pas hésité un moment de porter les plus grands sacrifices (*sic*) pour remplir les engagements qu'il avait pris vis-à-vis de Votre Majesté (il vous serait désagréable d'en entendre les détails), mais tous ces

efforts ont été vains : toutes les ressources du Roi et celles de notre malheureux pays sont épuisées et je serais effrayée, sans doute, de l'avenir de misère qui est devant moi si, à mon tour, je ne connaissais l'âme de Votre Majesté. Son génie, qui est si supérieur, dont le coup d'œil est si pénétrant qu'il aperçoit dans le même moment l'événement, ses causes et ses effets, voudra, pour un instant, me donner son attention.

Je lui tracerai en peu de mots et avec une entière confiance et l'état des choses et les remèdes que je lui propose.

Le séjour des troupes de Votre Majesté dans notre pays (qui n'est pas un pays riche) et la somme des contributions payées jusqu'à présent y a fait disparaître le numéraire et si, autrefois, la Prusse retirait quelque numéraire de l'étranger par l'exportation de ses denrées et le produit de ses fabriques, l'état actuel du commerce sur le continent en ôte maintenant les ressources. Quant aux emprunts dans l'étranger, c'est à l'approbation et à l'assistance de Votre Majesté que nous espérons celui en Hollande. Mais, Sire, si les efforts que nous avons faits vous ont prouvé notre bonne volonté, Votre Majesté peut savoir aussi que c'est une ressource à laquelle il ne nous sera pas facile de revenir. Voilà nos maux, voilà le mal tel qu'il est, mais le remède est entre vos mains, Sire, et vous ne le refuserez pas à une épouse, à une mère, à une reine, qui ne vous demande autre chose que de faire parler votre grande âme et qui n'en appelle qu'à elle.

Il y a deux moyens de soulager ces maux : le premier est une idée qui n'appartient qu'à moi, mais qui serait, si elle avait l'approbation de Votre Majesté, le plus grand bienfait qu'elle pourrait nous accorder : c'est si elle voulait peut-être nous faire jouir du même avantage qu'elle a accordé, à ce qu'on dit, à la ville de Dantzig et se contenter à ne retirer pendant dix ans que les intérêts de toute la somme que la Prusse a encore à payer, ou le second moyen serait de nous accorder des prolongations de terme pour les payements.

Je vous assure, Sire, que nous ne pensons pas, par ces demandes, à vous porter à diminuer le total : c'est, au contraire, Sire, pour vous conjurer de nous fournir les moyens et la possibilité de tenir notre parole et de remplir les engagements que nous avons contractés vis-à-vis de vous que j'ose vous

parler ainsi. Je le répète encore, j'en appelle à votre grande âme : je ne demande que ce qui est digne d'être demandé à un homme aussi grand que vous et dont la générosité des sentiments ne peut qu'ajouter à sa gloire.

C'est avec confiance que je finis ces lignes en y ajoutant que j'ai la ferme conviction que Votre Majesté ne veut point anéantir l'ouvrage du grand Frédéric, mais qu'il lui sera doux de penser que la postérité, en parlant de Frédéric et de sa maison, devra se rappeler ce qu'elle aura à devoir au génie bienfaisant du grand Napoléon.

Je suis, avec la plus haute considération, Monsieur mon frère, de Votre Majesté impériale, la bonne sœur

Louise.

La reine Louise devait mourir, cinq mois après avoir tracé ces lignes, le 19 juillet 1810.

LE GRAND-DUC DE BADE

A la proclamation de l'Empire, l'État de Bade était gouverné par un vieillard de 80 ans, Charles-Frédéric, qui, portant d'abord le titre de margrave, avait été élevé, grâce à la protection du premier Consul, à la dignité d'électeur en 1803. Cette même protection lui valut de devenir grand-duc en 1806, avec la qualification d'Altesse royale, après le mariage de Stéphanie de Beauharnais avec son petit-fils et héritier, le prince Charles.

L'ART DES FÉLICITATIONS

Parmi les nombreuses lettres de Charles-Frédéric à Napoléon, nous donnons ci-après quelques-unes de celles par lesquelles, sans tenir compte de la différence des âges, le prince allemand saisit toutes les occasions de brûler de l'encens en l'honneur de son puissant voisin.

La première est du 24 juillet 1802. La ferme volonté de Bonaparte avait enfin tranché l'épineuse et complexe question de la réorganisation territoriale de l'Allemagne : ses efforts devaient aboutir au recès de 1803. Avant même que le projet ne fût soumis à la Diète, le vieux margrave, assuré, par un traité particulier du 24 mai 1802, qu'il allait recevoir de substantiels cadeaux choisis parmi les

dépouilles des princes ecclésiastiques et le titre d'électeur, se répand en louanges hyperboliques au long desquelles il évoque, — sous le Consulat, — le souvenir et l'exemple de Charlemagne, empereur d'Occident.

Carlsruhe, ce 24 juillet 1802.

Illustre premier Consul, la protection sur laquelle vous avez voulu que je comptasse depuis le moment où vous avez pris les rênes du gouvernement de la France vient de se manifester d'une manière trop éclatante par le résultat des dernières négociations pour ne pas justifier l'empressement qui me porte à interrompre vos glorieux travaux par l'hommage de la plus profonde reconnaissance dont je suis pénétré depuis longtemps.

Vous venez, illustre premier Consul, de montrer à l'Europe qu'en fixant ses destinées par le grand ouvrage que vous avez achevé, le but sublime que vous vous étiez proposé n'est autre que de les fonder sur la base la plus stable, sur celle d'une paix continentale dans la société de laquelle la postérité la plus reculée admirera encore, avec autant d'étonnement que de reconnaissance, votre génie prévoyant.

Environner la France de voisins qui trouveraient avec la plus entière sécurité la garantie de leur existence dans les principes du Héros auquel ils en seraient redevables, les attacher pour jamais à l'influence de ce grand Empire par ses bienfaits dont la mémoire serait impérissable, c'était en effet jeter les fondations d'un édifice qui ne pourra que s'affermir de plus en plus.

Il y a mille ans, illustre premier Consul, qu'un grand homme ajouta aussi l'Italie et l'Allemagne à la France, mais ni les gouvernements, ni les nations n'étaient assez civilisés alors pour que cette conquête eût pu être faite autrement que par la force des armes. C'est à vous qu'était réservée une victoire infiniment plus précieuse, celle de fonder cette conquête sur la puissance des bienfaits sous l'égide de la sagesse et de la fermeté.

Ce sont aussi ces talents éminents et rares déployés par votre génie au maniement de ce grand ouvrage qui me rassurent entièrement sur les résistances qu'il y aura sans doute encore à vaincre, si quelques envieux de la gloire dont vous

environnez la France cherchaient peut-être à entraver les avantages accordés à un voisin fidèle et loyal, en couvrant de l'apparence de quelques petites modifications le dessein d'empêcher l'exécution de l'ensemble.

Daignez, illustre premier Consul, vous persuader que, pénétré du meilleur usage que m'impose l'influence que vous avez voulu que j'exerçasse dorénavant d'une manière plus directe dans les affaires de l'Allemagne, je saisirai, pour remplir cette tâche, toutes les occasions qui pourront se présenter. C'est l'hommage qui convient le mieux à votre gloire. Veuillez toutefois me permettre que j'y ajoute celui de ma vénération personnelle et du dévouement inaltérable que je vous ai consacré. Ces sentiments sont inséparables des vœux ardents que je formerai jusqu'au dernier instant de ma vie, illustre premier Consul, pour la précieuse conservation de vos jours et pour votre constante prospérité.

CHARLES-FRÉDÉRIC,
margrave de Bade.

Le 19 octobre 1805, Ulm capitule. Charles-Frédéric ne perd pas l'occasion d'exprimer ses sentiments dans une lettre qui fut portée au quartier impérial par le major de Porbeck et à laquelle Napoléon répondit le 26 du même mois.

A Carlsruhe, 22 octobre 1805.

Sire, Votre Majesté impériale et royale ne peut douter de la profonde admiration qui me pénètre en apprenant les brillants succès dont elle augmente journellement sa gloire.

La postérité aura peine à concevoir les prodiges de ces victoires dont les contemporains de Votre Majesté sont témoins.

Daignez agréer, Sire, l'hommage de mes respectueuses félicitations à cet égard et les vœux ardents que je forme pour sa précieuse conservation.

Je suis avec le dévouement le plus zélé et une profonde vénération, Sire, de Votre Majesté impériale et royale le très humble, très dévoué serviteur et cousin

CHARLES-FRÉDÉRIC,
électeur.

Bientôt Austerlitz soulève à nouveau l'enthousiasme de l'Électeur :

Carlsruhe, 10 décembre 1805.

Sire, quelque accoutumée que soit l'Europe aux prodiges qui signalent toutes les actions de Sa Majesté impériale et royale, la victoire complète qu'elle vient de remporter sur les armées combinées en Moravie le 2 de ce mois ajoute un nouvel éclat aux lauriers qui ceignent déjà son front auguste.

En prouvant qu'aucun effort ne peut résister à sa présence et à son génie, elle confirme l'admiration que lui ont consacrée depuis longtemps ses contemporains et qui passera à la postérité la plus reculée. La confiance dans sa haute protection n'en saurait qu'augmenter ainsi que la profonde gratitude qu'inspire tout ce qu'à cette importante époque elle fait pour le salut et l'indépendance de l'Allemagne.

Que Votre Majesté me permette de lui renouveler à cette occasion le respectueux hommage des sentiments dont je suis pénétré envers elle. Ils sont inséparables des vœux ardents que je formerai tant que je vivrai pour la conservation de ses jours si précieux dont chacun est inscrit par l'histoire dans ses fastes et de la profonde vénération avec laquelle je ne cesserai d'être, Sire, de Votre Majesté impériale et royale le très humble et très dévoué serviteur et cousin

Charles-Frédéric,
électeur de Bade.

Le 27 décembre, Napoléon annonçait à Charles-Frédéric la signature de la paix de Presbourg. Il ajoutait : « J'ai obtenu, pour Votre Altesse, l'Ortenau, le Brisgau et toutes les possessions de la noblesse immédiate. Voilà la seconde fois que j'ai le plaisir de procurer à sa maison un accroissement qui la met aujourd'hui au niveau des grandes Puissances. »

Charles-Frédéric reçut cette lettre par le canal du général Le Marois et répondit :

A Carlsruhe, ce 2 (janvier) de l'an 1806.

Sire, en donnant la paix à ses ennemis et en s'arrêtant au milieu de la carrière la plus brillante que jamais l'histoire ait tracée, Votre Majesté impériale et royale élève sa modération au niveau des plus étonnants succès dont sa gloire est environnée. De tels attributs, Sire, sont les titres les plus

légitimes à celui de Napoléon le Grand que les générations présente et futures décerneront à l'envi à Votre Majesté.

Le témoignage qu'elle a bien voulu me donner de sa haute bienveillance en daignant m'informer, par la lettre immédiate que son aide de camp, M. le général de division Le Marois, vient de me remettre de sa part, de l'importante conclusion définitive de la paix grandirait encore plus profondément dans mon cœur, s'il était possible, la profonde gratitude, dont je suis pénétré, de l'intérêt qu'elle prend constamment à l'agrandissement de ma maison...

Je suis avec la plus profonde vénération, Sire, de Votre Majesté impériale et royale le très humble, très dévoué serviteur et cousin.

Le Grand-duc héréditaire avait épousé Stéphanie de Beauharnais, le 7 avril 1806, et avait assisté, le 14 octobre suivant, à la bataille d'Iéna. Celle-ci valut à Napoléon une nouvelle lettre de félicitations de Charles-Frédéric :

Baden, le 22 octobre 1806.

Sire, la part sincère que je prends au succès des armes de Votre Majesté me fait espérer qu'elle daignera agréer toutes mes félicitations très humbles à l'occasion de la grande victoire qu'elle vient de remporter sur nos ennemis communs près de Iéna. La postérité admirera d'autant plus ce dont nous sommes témoins.

Je supplie Votre Majesté de vouloir bien recevoir les vœux ardents pour sa précieuse conservation de celui qui peut se faire gloire d'être le plus ancien de tous ses alliés et dont la maison a l'honneur d'être le plus intimement liée à la sienne par le grand-duc héréditaire que j'ose recommander très humblement à sa bienveillance.

Je suis, avec un profond respect, Sire...

La bataille de Friedland (14 juin 1807) donne l'occasion au Grand-duc de revenir à la charge :

A la Favorite, le 7 juillet 1807.

La victoire éclatante que Votre Majesté vient de remporter sur l'armée russe, m'a comblé de la plus vive joie.

Comme fidèle allié, comme parent, sincèrement attaché à la personne sacrée de Votre Majesté, je rends grâce à la Providence d'avoir couronné les hauts faits de Votre Majesté par un événement si glorieux. Daignez agréer, Sire, mes humbles félicitations, daignez continuer votre puissante protection à ma maison, qui a l'honneur de lui appartenir par des liens si doux.

Je ne cesserai jamais, Sire, de faire des vœux pour la conservation des jours précieux de Votre Majesté ; puisse-t-elle jouir jusqu'à l'âge le plus reculé du bonheur le plus parfait, celui d'être le bienfaiteur, le pacificateur de l'univers qui l'admire !

Je ne cesserai jamais d'être avec les sentiments les plus respectueux, Sire, de Votre Majesté impériale et royale, le très humble et très dévoué serviteur et cousin

CHARLES-FRÉDÉRIC.

Le 15 mai 1809, au début de la guerre de la cinquième coalition, Bignon, qui venait de prendre possession de son poste de ministre plénipotentiaire de France auprès de la Cour de Bade, écrivait au ministre des Relations extérieures : « S. A. R. Mgr le Grand-Duc a eu l'idée bien naturelle d'écrire à S. M. l'Empereur et Roi pour le complimenter sur ses premières victoires, mais, comme on est moins prompt ici à rédiger des lettres que Sa Majesté ne l'est à gagner des batailles, le courrier qui va porter des félicitations sur les affaires de Landshut et de Ratisbonne est à peine parti que nous apprenons l'entrée triomphale des troupes de S. M. dans la capitale de l'Autriche. » Voici le billlet annoncé par Bignon et qui retardait sur les événements.

A Carlsruhe, le 13 mai 1809.

Sire, les victoires signalées que Votre Majesté vient de remporter sur ses ennemis, sur les ennemis de la tranquillité de l'Europe, couvrent de nouveau votre front auguste des plus beaux lauriers. Comme César, vous êtes venu, vous avez vu et vous avez vaincu.

C'est à vous, Sire, que la Confédération [du Rhin], dont vous êtes le généreux, le puissant protecteur, doit sa conservation. C'est vous qui avez repoussé les malheurs qui la menaçaient. C'est à vous à qui les princes de la Confédération

doivent de nouveau le tribut de l'admiration, de la reconnaissance et du dévouement le plus pur. Daignez, Sire, agréer mes félicitations respectueuses. Daignez agréer les vœux que je ne cesse d'adresser à la Providence pour la conservation de vos jours précieux. Puissent-ils être aussi éternels que l'est votre gloire !

Je supplie Votre Majesté de continuer à moi, à ma famille, à ce fils qui a l'honneur de combattre sous vos drapeaux, à mes États, sa haute bienveillance et la protection dont elle m'a donné tant de preuves. Daignez enfin accueillir les sentiments de respect et d'admiration qui m'accompagneront jusqu'au tombeau et avec lesquels je ne cesserai d'être...

L'ART DES SOLLICITATIONS

Si Charles-Frédéric savait féliciter, il savait aussi solliciter.

L'une des petites-filles du Grand-Duc, la princesse Marie-Élisabeth-Wilhelmine, avait épousé le prince héréditaire Frédéric-Guillaume de Brunswick. Le père de ce dernier, Charles-Guillaume-Ferdinand de Brunswick-Wolfenbuttel, duc d'Œls, qui avait été le signataire du manifeste célèbre de 1792, avait commandé une armée prussienne au début de la campagne de 1806 et avait été tué à Auerstædt. Napoléon était vivement irrité contre ce général dont il avait eu beaucoup à se plaindre. Malgré les instances du Grand-Duc, que l'on va lire, le duché de Brunswick, à la paix, fut réuni au royaume de Westphalie.

Carlsruhe, ce 27 novembre 1806.

Sire, comblé de vos bienfaits, placé sous votre protection, je devrais hésiter d'importuner Votre Majesté par mes sollicitations dans un moment où les destins de l'Empire occupent ses grandes pensées, mais, Sire, comment supprimer les sentiments d'un grand-père, si doux surtout au cœur d'un vieillard !

J'ose vous parler, Sire, d'une petite-fille chérie, épouse du prince héréditaire de Brunswick. Son sort, celui de l'héritage des ancêtres de ce prince est entre vos mains. Ah ! daignez, Sire, tirer le rideau sur les sujets de mécontentement que le père a pu vous donner. Il n'existe plus. Voudriez-vous faire sentir au fils le poids de votre disgrâce ? Non, Sire, j'appelle

au cœur généreux du plus grand des hommes : la sensibilité, la clémence sont le plus bel ornement de celui qui peut tout.

Vous permettrez donc, Sire, que je dépose dans votre sein mes tendres sollicitudes. Vous permettrez que j'implore votre protection pour ma fille qui a enfin l'honneur de vous appartenir par les liens aimables que vous-même avez formés.

Certainement, vous ne voudrez pas la rendre malheureuse. C'est cette idée, Sire, qui me console. Elle seule excusera les instances respectueuses que j'ose vous faire : l'intérêt que Votre Majesté voudra leur accorder adoucit d'avance les peines déchirantes que j'éprouve dans ce moment ; il ne saurait augmenter les sentiments d'admiration et de dévouement avec lesquels je me ferai gloire d'être inviolablement, Sire, de Votre Majesté impériale et royale...

BERNADOTTE

Malgré les liens de famille qui le rattachaient aux Bonaparte, Bernadotte n'avait jamais aimé Napoléon. Celui-ci n'ignorait pas ce sentiment, qu'il payait de retour, quand il apprit que, le 21 août 1810, la Diète suédoise avait choisi le prince de Ponte-Corvo pour succéder comme prince royal au duc d'Augustenbourg, antérieurement désigné comme le successeur du vieux roi Charles XIII et qui était décédé le 18 mai 1810.

La nouvelle de l'élection arriva à Paris avec cette lettre du roi de Suède à Napoléon :

Au château d'Orebro, 21 août 1810

Monsieur mon frère, je vais rendre compte à Votre Majesté impériale et royale d'un événement qui, en fixant, comme je l'espère, les destinées de la Suède et en assurant son bonheur futur, doit prouver en même temps à Votre Majesté combien le peuple que je gouverne embrasse avec unanimité chaque occasion qui puisse rapprocher ses intérêts de ceux de la France.

Le peuple, brave et loyal, désirant au plus tôt assurer la succession au trône, afin d'écarter les incertitudes du présent, a tourné ses regards, avec une union sans exemple dans son

histoire, vers un des soldats les plus illustres de Votre Majesté impériale et royale. Le prince de Ponte-Corvo a réuni les vœux et les suffrages de la nation suédoise dont les représentants, par un accord unanime, viennent de l'élire aujourd'hui prince royal de Suède et successeur à mon trône. Cet hommage rendu à la gloire militaire, aux talents distingués, aux qualités estimables de ce prince deviendra un nouveau monument du règne brillant de Votre Majesté. C'est en la servant que le prince de Ponte-Corvo a illustré son nom; c'est sous l'égide de celui de Votre Majesté qu'il est parvenu à la connaissance de mon peuple. L'amitié qu'elle porte à ce prince, les liens de parenté qui l'unissent au roi d'Espagne et la déclaration qu'elle a daigné faire par son ministre des Relations extérieures qu'elle reconnaîtrait tout choix auquel je m'arrêterais de concert avec les États généraux me sont des garants assurés qu'elle apprendra avec plaisir l'élection du prince de Ponte-Corvo. Les lois organiques de mon royaume exigent qu'il adopte la religion luthérienne avant de dépasser la frontière, et qu'en y arrivant, il signe une assurance pareille à celle que les États dressèrent pour le défunt prince royal. Mon âge et les vœux de mon peuple me font doublement désirer l'arrivée prochaine du prince de Ponte-Corvo, et j'attends avec une vive impatience des renseignements satisfaisants à cet égard, et de Votre Majesté et de lui.

Je me plais à croire que Votre Majesté impériale verra dans mes démarches, par rapport à l'élection qui vient de se faire, une nouvelle preuve des sentiments d'amitié inaltérable que j'ai voués à son auguste personne et de la haute considération avec laquelle je suis, Monsieur mon frère, de Votre Majesté impériale et royale, le bon frère

CHARLES.

Napoléon ne manifesta ni dépit ni satisfaction de l'élection de son lieutenant. Il le traita cependant avec bienveillance et lui donna des preuves éclatantes de sa générosité.

Le nouveau prince royal partit dans les premiers jours d'octobre. Le 10 octobre 1810, à Elseneur, sur le sol danois, il abjura la religion catholique et fit sa profession de foi luthérienne. Il entra ensuite en Suède pour arriver à Stockholm le 2 novembre. Dès le 22 octobre,

il s'était adressé à Napoléon en ces termes que devaient si cruellement démentir les événements de 1813 et de 1814 :

D'Helsingborg, le 22 octobre 1810.

Sire, au moment où je viens de débarquer sur cette terre pour laquelle j'ai fait le sacrifice de mes plus chères affections, je ne puis résister au désir de renouveler à Votre Majesté l'expression des regrets que mon cœur a éprouvés en me séparant d'elle. J'en serais inconsolable, si je n'espérais que, de loin comme de près, Votre Majesté daignera me conserver les bontés dont elle m'a toujours honoré. Je réclame également ses conseils ; elle ne les refusera pas, j'ose l'espérer, à un prince qui sera toujours fier d'avoir été un de ses lieutenants dès les premières époques de sa glorieuse carrière.

A mon passage à Cassel, le roi de Westphalie a bien voulu me conférer le grand ordre de sa Couronne. Le roi de Danemark m'a comblé d'attentions pendant tout mon voyage dans ses États. J'ai passé fort heureusement le Grand Belt au milieu de cinq ou six cents voiles anglaises stationnées au nord et au sud du canal. J'ai été reçu sur le rivage suédois par une députation des États et par le comte Dessen, chargé par Sa Majesté des fonctions de grand-maréchal du royaume. La noblesse scanienne, qu'on soupçonnait avoir été opposée à mon élection, est venue me rendre hommage. Au milieu des protestations de fidélité de la part de tous les ordres de l'État, je reconnais, avec le juste orgueil d'un cœur français, la prédilection particulière des Suédois pour mon ancienne patrie et la haute vénération dont chacun est pénétré pour le grand Empereur. On m'a fait la galanterie d'arborer le pavillon impérial sur la tour d'Helsingborg, et les Anglais peuvent apercevoir de leurs vaisseaux ces signes de l'union de deux nations qu'il n'est plus au pouvoir d'aucune Puissance de diviser.

Je prie Votre Majesté d'être persuadée que, dans quelque situation que la fortune me place, rien ne saurait altérer les sentiments de respect et de reconnaissance avec lesquels je suis, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur.

Jean Bernadotte.

LE ROI DE SAXE

Parmi les souverains, le roi de Saxe, Frédéric-Auguste, est une figure à part. Seul, en effet, il semble avoir eu personnellement une amitié sincère pour Napoléon. Entouré d'une cour et d'un peuple foncièrement hostiles à la France et à son gouvernement, il faut peut-être voir, dans ses protestations d'admiration et de dévouement, autre chose que de vaines formules protocolaires.

Malgré ses sentiments intimes, il fut cependant contraint plus d'une fois par ses ministres à s'écarter de la ligne tracée par Napoléon. En avril 1813, il avait tenu tête à ce dernier qui lui demandait de mettre à sa disposition la cavalerie saxonne. Peu après, s'il refusa de s'allier à la Prusse contre nous, il ne se déroba pas à entrer en pourparlers avec M. de Metternich qui tentait de l'attirer dans le système de médiation alors préconisé par l'Autriche. La décision à prendre était grave, car la neutralité qui serait découlée d'un accord austro-saxon aurait écarté toutes les troupes du Roi de Saxe de la Grande Armée.

Frédéric-Auguste accepta néanmoins de se rendre à Prague, au grand mécontentement de Napoléon, pour y rencontrer François Ier. L'Empereur lui écrivit : Votre Majesté « n'a plus d'amitié pour moi : j'en accuse les ennemis de notre cause qui peuvent être dans son cabinet », et il menaça de déclarer le Roi « félon », hors de sa protection et de proclamer qu'en conséquence il avait cessé de régner.

La bataille de Lutzen suffit pour ramener le ministère saxon à de meilleurs desseins. Son revirement fut si complet qu'il permit à Frédéric-Auguste d'écrire à Napoléon :

Prague, le 8 mai 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale habituée à vaincre vient de surpasser tous les exemples précédents par la rapidité de ses derniers succès. Qu'elle reçoive avec son ancienne bonté mes plus vives félicitations provenant d'un cœur plein d'attachement pour elle. Lorsque le ministre de Votre Majesté impériale et royale me remit sa lettre du 14 avril, les espérances qu'elle y annonçait se trouvaient déjà réalisées. Je ne tarderai pas un moment, dès que les

chemins seront libres, de me rendre à Dresde et d'aller trouver Votre Majesté impériale et royale, ainsi qu'elle m'en donne la permission, heureux qu'elle veuille me recevoir avec cette amitié et cette bienveillance qui font ma gloire et toute ma satisfaction. J'invoque avec un entier abandon cette même amitié indulgente pour déterminer l'opinion de Votre Majesté impériale et royale à l'égard de toute ma marche. Elle n'aura jamais méconnu, j'ose m'en flatter, la pureté de mes motifs ni le fond de mes sentiments qui lui ont toujours été et lui seront toujours entièrement dévoués.

Le général de Gersdorf, qui aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Majesté impériale et royale, est porteur de mes ordres qui mettent à sa disposition ma cavalerie et la place de Torgau avec sa garnison, ainsi que son ministre vient de me le demander de sa part. Je la prie de faire connaître ses intentions à cet officier ; elles seront fidèlement exécutées et je trouverai à les remplir une satisfaction conforme au dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais, etc.

Cette lettre ne parut pas encore suffisante au Roi. Deux jours plus tard, de Prague, il en écrivait une nouvelle où il assurait Napoléon qu'il se regardait toujours comme membre de la Confédération du Rhin, qu'il reconnaissait les engagements que ce lien lui imposait, qu'il voulait les remplir et qu'il n'avait signé avec aucune Puissance un traité contraire aux principes de la Fédération. Il acceptait ensuite la démission de son ministre, M. de Senft, et il se mettait en route, le 10 mai, pour Dresde où Napoléon établissait son quartier général le même jour.

En passant par Sedlitz, Frédéric-Auguste crut devoir, de cette ville, renouveler avec lyrisme l'expression de son dévouement retrouvé.

Sedlitz, le 11 mai 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale voudra bien permettre que je lui exprime tout ce que je ressens de bonheur à l'approche de l'instant où j'aurai de nouveau l'honneur de me présenter à elle. Mon empressement de revoir mon grand protecteur, mon libérateur, le grand héros auquel j'ai voué tout mon attachement et de lui rendre grâce des bontés dont il n'a cessé de me combler m'aurait fait voler

encore aujourd'hui à Dresde, si je n'avais dû craindre que mon arrivée à une heure trop tardive ne pût être moins agréable à Votre Majesté impériale et royale. C'est ce seul motif qui peut m'arrêter ici jusqu'à demain matin où j'espère jouir du bonheur de lui répéter de bouche les assurances du dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais, etc.

Devant la soumission si contristée de Frédéric-Auguste, la colère de Napoléon était tombée. Il adressa au Roi un billet consolant où il lui exprimait sa satisfaction de lui rendre ses États délivrés de leurs ennemis communs, puis, quand le Roi approcha de Dresde, il alla au-devant de lui jusqu'aux portes de la ville, l'embrassa, le combla de prévenances, le retint en de longs entretiens. Peu après, le 18 mai, il partit pour livrer, deux jours plus tard, la bataille de Bautzen.

Dans la lettre qui suit, écrite le lendemain du départ de Napoléon, Frédéric-Auguste dit et redit son émotion et sa joie d'être rentré en grâce.

Dresde, le 19 mai 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale a daigné me donner pendant le peu de jours que j'ai eu le bonheur de jouir de sa présence à Dresde des marques si multipliées de ses bontés que je ne saurais jamais en perdre le doux souvenir et que les termes me manquent pour lui exprimer toute l'étendue de la vive reconnaissance dont j'en suis pénétré. Votre Majesté impériale et royale voudra bien agréer que je lui en offre ici l'hommage. Mes pensées l'accompagneront partout et j'adresse à la Providence les vœux les plus fervents pour qu'elle daigne protéger Votre Majesté impériale et royale et couronner ses grandes vues d'un succès complet.

Votre Majesté impériale et royale voudra bien être persuadée que ces heureux jours, écoulés trop vite, ont redoublé encore mon attachement pour elle ainsi que le dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais... etc.

Les combats autour de Bautzen avaient éloigné l'ennemi, mais le général saxon Thielmann, sommé de remettre la place de Torgau aux Français, était passé à l'ennemi et avait tenté d'entraîner ses troupes dans sa défection.

Dresde, le 26 mai 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale ne pouvait me donner une nouvelle preuve plus consolante que celle de la délivrance de la Saxe des armées russes et prussiennes ; c'est un bienfait que je dois à sa protection puissante. Elle voudra bien en agréer mes sincères remerciements et se persuader que le sentiment de ma reconnaissance ne s'affaiblira jamais dans mon cœur. Puissent toutes ses dispositions ultérieures être couronnées de succès égal ! Je tâcherai de répondre à la confiance que Votre Majesté daigne me témoigner en employant tout mon zèle à former de nouveau mon armée et à purger le pays des partis ennemis qui s'y montrent encore.

La conduite du général Thielmann me remplit d'indignation. Je lui ferai faire le procès et, s'il se trouve qu'il a des biens dans mes États, je les ferai saisir. Jusqu'à présent je n'ai aucune certitude que d'autres de mes serviteurs eussent pris du service chez l'ennemi. Je ferai publier une sommation de s'en retirer à ceux qui se trouveraient dans ce cas.

Les notions que Votre Majesté impériale et royale a bien voulu me communiquer, au sujet de la persévérance du Danemark dans les liens de son alliance (1), sont bien satisfaisantes et je lui rends bien des grâces de m'en avoir fait part.

Votre Majesté impériale et royale daignera accueillir avec bonté l'expression réitérée de mon attachement pour elle et du dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais, etc.

Napoléon, revenu à Dresde le 10 juin, y séjourna jusqu'au 15 août. Ce long séjour fut marqué par l'armistice de Pleswitz, les inutiles débats du Congrès de Prague et l'entrée en guerre de l'Autriche. Installé au palais Marcolini, l'Empereur eut de fréquents rapports avec Frédéric-Auguste. L'avant-veille de son départ pour l'armée, il alla encore saluer la Reine, puis, déjà en route, il écrivit au Roi une lettre qui provoqua cette réponse :

A Dresde, le 18 août 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale m'a donné une marque bien précieuse des sentiments dont

(1) Le traité allait être signé le 29 mai.

elle m'honore par la lettre qu'elle a daigné m'écrire hier et qui me sert de gage de son souvenir malgré les objets de la plus haute importance qui occupent dans ce moment sa pensée. J'en suis pénétré de la plus vive reconnaissance et je regrette d'autant plus que les circonstances m'aient privé du bonheur de voir Votre Majesté impériale et royale encore une fois avant son départ d'ici, de la remercier de toutes les bontés qu'elle a eues pour moi et de lui exprimer de vive voix mes vœux ardents pour que la Providence veuille la protéger et la faire triompher de tous ses ennemis.

Votre Majesté impériale et royale sera, j'ose m'en flatter, autant persuadée de la sincérité de ces sentiments que de mon attachement pour elle et du dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais, etc...

Napoléon devait bientôt revenir à Dresde pour y livrer les batailles des 26 et 27 août. Il quitta définitivement la capitale de la Saxe le 7 octobre, suivi quelques heures plus tard par le Roi, la Reine et la Princesse royale, qui furent escortés par la division Curial.

Dès lors, les malheureux souverains sont réduits à suivre pas à pas le quartier impérial. Ils étaient à Meissen, le 8 octobre, quand Napoléon se trouvait à Wurzen. Une lettre de Frédéric-Auguste, écrite ce soir-là, ne laisse deviner aucun relâchement dans la fidélité du Roi, malgré les épreuves qu'elle lui valait.

Meissen, 8 octobre 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale voudra bien accueillir tous mes remerciements pour la lettre qu'elle m'a adressée hier au soir de Seerhausen et pour les notions consolantes qu'elle contient. Conformément aux intentions que Votre Majesté impériale et royale m'a témoignées, je me mettrai en route avec ma famille sur Oschatz vers 10 heures et je viens d'en faire prévenir le général Curial.

Le lendemain, tandis que le quartier impérial s'est transporté à Eulenbourg, le roi de Saxe et sa famille sont à Oschatz :

Oschatz, le 9 octobre 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale recevra avec sa bonté accoutumée l'expression de ma recon-

naissance pour la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire de Wurzen. Notre voyage a été parfaitement heureux. Ma femme et ma fille l'ont très bien supporté. Elles sont infiniment sensibles à l'intérêt que Votre Majesté impériale et royale a bien voulu y prendre et elles la prient d'en accueillir leurs remerciements.

En suite des intentions de Votre Majesté impériale et royale, je me mettrai en route pour Wurzen à 10 heures du matin.

Votre Majesté impériale et royale permettra que je lui redise l'expression de mon attachement inviolable à sa personne et celle de dévouement inaltérable avec lequel je suis à jamais...

Suivant toujours le quartier impérial à une ou deux étapes, Frédéric-Auguste ne resta qu'un jour à Wurzen. Le 11, il était à Eulenbourg où il recevait les instructions de Napoléon.

Il est aussi émouvant de constater le soin que prenait l'Empereur de tenir le malheureux prince, errant à sa suite, au courant de la situation que de voir la résignation respectueuse et exempte de toute récrimination avec laquelle ce dernier lui répondait :

Eulenbourg, le 11 octobre 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale a bien voulu m'informer hier au soir de la situation des affaires. Je lui en offre mes sincères remerciements en y joignant mes vœux pour un succès complet de ses plans.

Les intentions que Votre Majesté impériale et royale m'a marquées en même temps, concernant la continuation de notre voyage, suffisent pour nous faire oublier tout embarras et fatigue possibles.

Je prie Votre Majesté impériale et royale d'accueillir avec bonté les assurances de mon attachement le plus constant à sa personne et du dévouement inviolable avec lequel je suis à jamais...

Enfin, Frédéric-Auguste rejoint l'Empereur à Leipzig. Il y était lors des terribles journées des 16, 17 et 18 octobre. Napoléon, ayant pitié de la détresse du malheureux prince qui se traînait depuis douze jours d'étape en étape, lui écrivit encore le 19 au matin, au moment

où il se décidait à la retraite. Cette marque de sympathie ne lui parut pas suffisante. De sa personne, il se rendit auprès du Roi pour lui faire ses adieux, car il ne pouvait plus rien pour lui et il l'avait engagé à se résigner à l'inévitable. Il tenait de plus à lui prouver, par cette démarche, qu'il ne lui gardait pas rancune de la trahison de ses troupes qui venaient de tourner leurs armes contre nous. Il voulait enfin, en le dégageant « lui-même d'une alliance devenue trop malheureuse, ne lui laisser aucun scrupule à cet égard ».

L'entrevue fut émouvante : le Roi se conforma au cérémonial accoutumé, mais une fusillade violente ayant éclaté tout près du palais, le vieux souverain pressa lui-même l'Empereur de quitter Leipzig : « Vous avez assez fait et c'est maintenant pousser trop loin la générosité que de risquer votre personne pour rester quelques instants de plus à nous consoler ». La Reine ajouta ses instances à celles de son mari. Frédéric-Auguste reconduisit Napoléon jusqu'à l'escalier et ils s'embrassèrent pour la dernière fois.

Peu après, apprenant que Blücher avait échoué dans ses deux attaques contre le faubourg de Halle, Napoléon envoie le duc de Bassano auprès des souverains saxons pour les rassurer et leur annoncer que le danger n'était pas aussi imminent qu'on pouvait le croire. Ce n'était qu'un instant de répit : lorsqu'il eut rempli sa mission, Maret sortit de la ville avec le dernier bataillon de la Garde impériale.

Frédéric-Auguste adressa à l'Empereur, en guise d'adieu, cette épître touchante, qui n'est dénuée ni de courage ni de grandeur :

Leipzig, le 19 octobre 1813.

Monsieur mon frère, Votre Majesté impériale et royale peut être bien persuadée que la lettre qu'elle a eu la bonté de m'adresser ce matin ainsi que ce que le duc de Bassano et le général de Gersdorf m'ont dit de sa part m'a profondément ému et touché.

Quelque embarrassante que soit ma position et quelque désagrément qui puisse en résulter pour moi, je suis on ne peut plus sensible au procédé magnanime de Votre Majesté impériale et royale dans ce grand moment et j'y trouve ma plus douce consolation.

Ma femme et ma fille, pénétrées de reconnaissance pour l'intérêt bienveillant qu'elle a bien voulu leur exprimer, lui en présentent les hommages.

Dans quelques circonstances que je puisse me trouver, Votre Majesté impériale et royale daignera être bien assurée de mon attachement constant à sa personne et du dévouement inviolable avec lequel je suis à jamais...

Quelques instants plus tard, les Russes entraient à Leipzig. Frédéric-Auguste et sa famille étaient déclarés prisonniers de guerre. Le 23 octobre, ils partaient pour Berlin, place désignée pour être le lieu de leur captivité.

Le 7 mai 1814, Frédéric-Auguste, encore sous la surveillance de la Prusse, se préparait à défendre son trône devant le Congrès de Vienne. Il ne pouvait se soustraire à l'obligation de féliciter Louis XVIII de sa rentrée en France. Il le fit par la lettre que voici, dont une copie est conservée aux Archives des Affaires étrangères. S'il rappelle au fils de Marie-Josèphe de Saxe les liens de parenté qui unissaient leurs dynasties, du moins s'abstient-il de piétiner le vaincu, comme tant d'autres devaient s'abaisser à le faire.

Berlin, le 7 mai 1814.

Monsieur mon frère, la Providence a rempli les vœux des nations et récompensé les vertus de Votre Majesté en lui rendant le trône de ses ancêtres. J'exprime un des sentiments les plus doux à mon cœur en félicitant Votre Majesté sur un événement aussi satisfaisant pour sa personne et qui, en même temps, garantit à la France le retour de son ancienne prospérité et à l'Europe une paix solide et durable. J'y prends encore un intérêt plus particulier à cause des nœuds de parenté qui m'unissent à Votre Majesté et à cause de l'amitié constante et sincère qui, de tout temps, a subsisté entre l'auguste maison de Bourbon et la mienne et dont je sollicite la continuation.

Pendant les Cent-Jours, Frédéric-Auguste fut dans l'impossibilité d'écrire à Napoléon.

NAPOLÉON.
JEAN HANOTEAU.

APRÈS VINGT ANS D'EXPÉRIENCE BOLCHÉVIQUE

Au cours du VII[e] Congrès mondial de l'Internationale communiste, tenu à Moscou en août 1935, de nombreux rapporteurs ont parlé de « la victoire définitive et sans retour remportée par le socialisme dans le pays des Soviets ». D. Manouilski, rapporteur général, a commencé son discours par les paroles suivantes : « Entre le VI[e] (1) et le VII[e] Congrès de l'Internationale communiste, il s'est produit un événement capital dans la vie des peuples : la victoire définitive et sans retour remportée par le socialisme en U. R. S. S. Après la grande révolution socialiste de novembre 1917, c'est la deuxième victoire écrasante de la classe ouvrière sur le capitalisme mondial, victoire qui a inauguré une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité (2). »

Un peu plus d'un an après ces assises internationales, au moment où il soumettait au VIII[e] Congrès panunioniste des Soviets le projet de constitution élaboré par lui, Staline en

(1) Le VI[e] Congrès de l'I. C. eut lieu en août-septembre 1928.

(2) D. Z. Manouilski, *le Bilan de l'édification socialiste en U. R. S. S.*, Moscou, 1935. Entièrement d'accord avec les thèses fondamentales contenues dans le rapport de Manouilski, le Congrès a adopté l'ordre du jour suivant : « Le VII[e] Congrès mondial de l'Internationale communiste prend acte, avec une profonde satisfaction, de la victoire définitive et sans retour du socialisme en U. R. S. S. et de la consolidation, sur toutes ses faces, de la dictature du prolétariat, obtenues, sous la direction du parti communiste panunioniste, comme résultat de la reconstruction socialiste de l'économie nationale, de la collectivisation, de l'évincement des éléments capitalistes et de la liquidation des koulaks en tant que classe. » (Résolutions du VII[e] Congrès mondial de l'Internationale communiste, Moscou, 1935.)

personne a déclaré que la plus importante des réalisations soviétiques, « pour la période de 1924 à nos jours », était « le fait d'avoir conquis le socialisme ». « Pour l'U. R. S. S., — souligne avec insistance le dictateur soviétique, — le socialisme est ce qui a été déjà obtenu et conquis... Notre société est arrivée à réaliser les bases essentielles du socialisme, à créer le régime socialiste, c'est-à-dire à construire ce que les marxistes appellent, en d'autres termes, la forme initiale ou primaire du communisme... Le principe fondamental de ce stade du communisme est exprimé, on le sait, dans la formule : chacun fournit selon ses capacités, chacun reçoit selon son travail. »

Le point de vue officiel sur les résultats de la politique soviétique a été ainsi établi avec beaucoup de netteté et de précision. Puisque Staline, chef sans appel du parti communiste et principal responsable de toutes les « réalisations » soviétiques de ces derniers temps, a reconnu lui-même que le socialisme existe déjà en U. R. S. S., aucun doute ne peut plus être exprimé à ce sujet, sur toute l'étendue du pays, ni par la parole, ni par l'écrit.

Staline admet, il est vrai, que « la société soviétique n'est pas encore parvenue au plus haut stade du communisme où le principe : « chacun reçoit selon ses besoins » sera appliqué ». Cette étape suprême est encore à atteindre, mais elle est le but vers lequel il faut tendre par tous les moyens. Staline, malgré tout son optimisme officiel, n'a pas été en mesure d'indiquer, ne fût-ce qu'approximativement, l'époque où pourra être instaurée cette phase suprême (1). Quoi qu'il en soit, ce qui a été obtenu en U. R. S. S. représente, à son sens, la plus grande conquête de l'histoire du monde. C'est pourquoi la constitution de 1936, « bilan de la route déjà parcourue, bilan des conquêtes obtenues », est « un document

(1) L'opinion exprimée par Staline sur les deux phases du communisme se rapproche de ce qui a été dit, en 1917, par Lénine, dans son livre : *l'État et la Révolution*, qui devait servir de complément politique à la doctrine de Karl Marx. Marx, comme ses disciples, estimait à tort, suivant l'opinion de Lénine, que la disparition complète, « la mort » de l'État devait survenir assez rapidement après la prise du pouvoir politique par le prolétariat. Lénine enseigne, au contraire, que « la phase initiale, primaire, de la société communiste » durera encore longtemps après la révolution, alors que « les moyens de production auront cessé d'être propriété privée individuelle » ; au cours de cette phase primaire, « le droit bourgeois » ne sera supprimé qu'en ce qui concerne les moyens de production, mais il agira tou-

historique qui traite... de la victoire du socialisme en U. R. S. S... Ce document atteste que ce qui a été, et ce qui est toujours l'objet des rêves de millions de gens honnêtes dans les pays capitalistes, est devenu une réalité en U. R. S. S. ».

Les citoyens soviétiques n'ont évidemment pas le droit de douter de la réalisation effective du socialisme en U. R. S. S., sous peine d'être accusés de « déviation » de la pensée, ce qui est un grave crime d'État ; mais de pareils doutes ont été exprimés maintes fois, — et devant Staline lui-même, — par des personnes dont le sort ne dépendait pas de son arbitraire dictatorial omnipotent.

Roy Howard, représentant de la presse américaine, a pu s'entretenir avec Staline en mars 1936. Il lui a demandé s'il ne serait pas plus conforme à la vérité de désigner le régime de l'U. R. S. S. comme un « socialisme d'État » où « des violations de la liberté individuelle et d'autres privations se produisent dans l'intérêt de l'État ». Bien entendu, Staline n'a pas accepté une pareille façon de poser le problème. « Oui, vous avez raison, a-t-il répondu. Nous n'avons pas encore construit la société communiste. Construire une pareille société ne va pas sans difficultés. Vous n'ignorez certainement pas la différence qui existe entre la société socialiste et la société communiste. On trouve encore, au sein de la première, certaines inégalités de la fortune... Dans la société socialiste, si chacun est obligé de travailler, la rémunération ne se fait pas d'après les besoins de chacun, mais d'après la quantité et la qualité du travail fourni ; c'est pourquoi le salaire, — inégal, différentiel, — continue à y être appliqué. Le jour seulement où nous aurons réussi à créer un ordre tel que les hommes touchent de la société en échange de leur labeur, non plus en raison de la quantité et de la qualité du travail fourni, mais en raison de leurs besoins, il pourra être dit que

jours « comme régulateur (déterminateur) de la répartition des produits et du travail ». A ce stade, « le dépérissement de l'État ne sera pas encore total, car il lui restera à assurer le « droit bourgeois », consécration de l'inégalité de fait ». Le « dépérissement » total de l'État n'aura lieu qu'après la pleine réalisation du communisme, lorsque chacun recevra tout ce qui lui sera nécessaire « selon ses besoins ». Dans le cours qu'il a professé en avril 1924, à l'Université du nom de Sverdlov, et où il a commenté devant les auditeurs les leçons posthumes de Lénine, Staline enseignait que la transition de la phase initiale, primaire, du communisme à la phase supérieure et complète « constitue toute une époque historique ». (Staline, *les Problèmes du léninisme*, pages 24 à 33.)

nous avons établi la société communiste. » « Néanmoins, — ajoutait Staline, — la société que nous avons créée ne peut aucunement être qualifiée de « socialisme d'État ». Notre société soviétique est socialiste parce que la propriété privée des fabriques, des usines, du sol, des banques, des transports a été abolie et remplacée par la propriété collective. Au contraire, dans les systèmes qu'il est admis de considérer comme « socialisme d'État », une certaine partie des richesses seulement, quelquefois assez importante, passe aux mains de l'État ou sous son contrôle, tandis que, dans l'écrasante majorité des cas, la propriété des usines, des fabriques, du sol reste aux mains des personnes privées (1). »

LA VÉRITABLE NATURE DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

Ce qui découle avec une parfaite évidence des paroles de Staline est, cependant, exactement le contraire de ce que le dictateur soviétique voulait faire accroire à son interlocuteur américain. On est obligé d'en déduire qu'un de ces « systèmes, généralement considérés comme socialisme d'État », a été réalisé en U. R. S. S. avec le maximum possible de plénitude et de méthode. Il se peut que Staline, comme Lénine, rêve très sincèrement à ces temps éloignés où un véritable régime socialiste sera instauré en Russie. Quant à présent, le régime existant en U. R. S. S. est encore infiniment loin de la « phase initiale, primaire » du socialisme, et ce n'est certainement pas une question oiseuse qu'a posée Howard à Staline en parlant de « socialisme d'État ».

Ce n'est pas la société, mais l'État qui détient, en U. R. S. S., la propriété de tous les moyens et instruments de production. Seul, le pouvoir d'État a le droit et la possibilité de disposer de ces moyens et de ces instruments. Ce pouvoir exerce, en même temps, une véritable dictature économique sur tout le pays. Ce sont des organismes d'État qui dictent les plans dans tous les domaines de l'économie. Et, par sa nature, l'État, qui règle autocratiquement les destins de l'immense pays, répond on ne peut plus à la caractéristique donnée par Lénine dans son livre : *l'État et la Révolution*,

(1) *Lénine et Staline sur la constitution soviétique*, Recueil d'articles, de discours et de documents, Moscou, 1936, pages 176-177.

lorsqu'il a qualifié l'État d'« organisation centralisée de la violence et de l'oppression ». C'est le régime despotique solidement installé dans le pays qui a été la rançon imposée à la population de l'U. R. S. S. pour les réalisations soviétiques. Car si le pouvoir bolchévique a été en mesure de pratiquer ses expériences, il n'a pu le faire qu'en livrant le pays aux horreurs de la guerre civile, des répressions sanglantes des émeutes paysannes, de la terreur et des camps de concentration, du typhus, du scorbut et de la famine, de tous les excès de la collectivisation forcée ; en faisant revivre les institutions moyenâgeuses de l'inquisition, de ses procès et de la prise d'otages ; en supprimant par la violence jusqu'à la dernière velléité de liberté individuelle ; en faisant enfin de la population de l'U. R. S. S. une poussière humaine.

La nouvelle constitution soviétique, solennellement adoptée le 5 décembre 1936 par le VIII[e] Congrès panunioniste des Soviets, déclare, certes, de façon péremptoire que « tout le pouvoir en U. R. S. S. appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne » ; mais c'est justement sur ce point que la rupture entre l'idéologie officielle et la réalité quotidienne n'a cessé d'être particulièrement nette depuis la naissance du régime soviétique. Dans les conditions qui se sont créées en Russie dès la révolution de novembre, l'immense pays est gouverné par une poignée d'expérimentateurs sociaux. Ceux-ci n'ont que méfiance et appréhension pour le peuple, pour les grandes masses des travailleurs, pour leur esprit d'initiative sociale, pour leur sens politique. Depuis que le régime existe, l'intelligence et la volonté des millions de « travailleurs de la ville et des champs » n'ont eu aucune part à l'administration réelle du pays. Les sommités mêmes de l'U. R. S. S. sont devenues avec le temps des exécuteurs aveugles des volontés de l'omnipotent dictateur Staline. La nouvelle constitution ne peut avoir pour effet que de renforcer davantage le pouvoir du « chef » dans le pays et au sein du parti communiste (1).

(1) La nouvelle constitution (art. 141) interdit toute candidature autre que celle patronnée, dans chaque circonscription électorale, par le parti communiste ou par une « organisation de travailleurs » contrôlée, en fait, par lui. Non content de cette garantie législative, le gouvernement soviétique a décrété, — à l'occasion des élections au Conseil de l'Union et au Conseil des Nationalités du 12 décembre

Plus que n'importe quel autre régime, le « socialisme d'État » réserve, dans son application systématique, tous les profits réels à ceux qui sont en mesure d'affirmer : « L'État, c'est moi. » En U. R. S. S., ces paroles ne peuvent être prononcées sans conteste que par les représentants de la classe gouvernante qui a réussi à se former et qui dirige effectivement toute la vie économique, administrative et spirituelle du pays en partageant parmi les siens tous les avantages du pouvoir. C'est pour eux que, par les soins de Staline, la vie est depuis quelque temps devenue réellement « plus gaie ». Pour la masse des millions de travailleurs, le mécanisme d'État représente, en premier lieu, un appareil de contrainte dont l'emprise les poursuit partout et dont l'oligarchie régnante ne cesse de se servir pour les exploiter à son profit, souvent dans des formes absolument précapitalistes. Contrairement aux déclarations solennelles et catégoriques des dignitaires soviétiques, un ordre pareil ne mérite certainement en aucune façon d'être appelé socialiste. Lorsqu'il a proclamé, au VIIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, le triomphe définitif du socialisme, Manouilski a affirmé, à l'appui de sa thèse, qu'en Russie soviétique « l'homme est le forgeron de sa destinée, le maître souverain de la machine socialiste » ; que, contrairement au régime des pays capitalistes, « l'homme n'y est pas le fumier de l'histoire..., l'esclave construisant les pyramides égyptiennes ; qu'il n'est pas un attribut de la machine capitaliste condamné à créer une existence sans soucis à une poignée de parasites ; qu'il n'est pas l'objet d'une exploitation esclavagiste, d'une servitude féodale (1) ». Pour l'édification de la population de l'U. R. S. S., les autorités ont fait diffuser ce discours à des centaines de milliers d'exemplaires. Bien des lecteurs de cette critique du « régime capitaliste », de cet hymne aux « réalisations socialistes » de l'U. R. S. S., ont dû se reconnaître dans « l'esclave construisant les pyramides égyptiennes ».

Trotski a écrit à ce propos les lignes suivantes : « Plus

1937, — que les électeurs n'auront pas le droit d'apporter une modification quelconque aux bulletins de vote imprimés mis à leur disposition. Des mesures ont été prises en même temps pour révéler automatiquement les abstentionnistes.

(1) Manouilski, *les Résultats de l'édification socialiste en U. R. S. S.*, Moscou, 1935.

l'État soviétique s'élève au-dessus du peuple, plus durement il s'oppose au peuple dilapidateur comme gardien de la propriété et plus clairement il témoigne contre le caractère socialiste de la propriété étatique... Le passage des usines à l'État n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier... Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer..., l'ouvrier pourrait malaisément se sentir un travailleur libre ». Le fonctionnaire est pour lui « un chef, l'État, un maître (1). »

Pour tardive que soit cette critique dans la bouche d'un des principaux responsables du régime établi en U. R. S. S. et des auteurs de la transformation de l'homme en « objet d'une exploitation esclavagiste, d'une servitude féodale », ses observations restent, néanmoins, en l'espèce, parfaitement exactes dans leur essence. Il est même permis de douter que les dignitaires soviétiques qui parlent de l'ordre socialiste réalisé en U. R. S. S. croient vraiment tous, sans exception, à ce qu'ils cherchent si obstinément à suggérer aux masses. Pour bien des chefs éminents du parti communiste, et davantage encore, peut-être, pour une notable fraction de ses militants moyens, le socialisme a perdu depuis longtemps son éclat d'étoile directrice. Bien des idées au nom desquelles on a brisé l'ancien ordre des choses ne doivent plus paraître aux communistes russes d'aujourd'hui qu'un lourd fardeau de souvenirs brillants, mais combien amers ! Les mots d'ordre incendiaires de naguère ont dégénéré en une routinière phraséologie de commande qui ne convainc personne en Russie soviétique, mais qui blesse douloureusement l'âme de la foule anonyme des millions et des millions d'êtres humains qui peuvent trouver dans leur propre sort la plus flagrante preuve du mensonge contenu dans les affirmations officielles.

Quelle est l'orientation politique qui peut être légitime-

(1) Léon Trotski, *la Révolution trahie*, pages 268 et 273. — Comme Lénine, Trotski estime que « la propriété privée doit, pour devenir sociale, passer inéluctablement par l'étatisation, de même que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide. Mais la chrysalide n'est pas un papillon. Des myriades de chrysalides périssent avant de devenir papillons. La propriété de l'État ne devient celle du peuple entier que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales et où, par conséquent, l'État perd sa raison d'être. Autrement dit : la propriété de l'État devient socialiste au fur et à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'État ». (*Ibidem*, page 268.)

ment appelée socialiste ? La question est complexe et prête à discussion. Une chose est certaine : les édificateurs du socialisme se doivent de satisfaire le plus largement et le plus rapidement possible les besoins matériels et culturels des masses populaires. C'est le moins qu'on puisse en exiger. Sinon, les plus beaux discours officiels sur le socialisme seront aussi vides du véritable esprit socialiste que le sont les formules du capitalisme classique.

Et cependant, à l'heure qu'il est, le souci de la « personne humaine » n'est toujours pas le but, mais seulement l'instrument de la politique soviétique, malgré son apparente recherche du relèvement et du bien-être de l'individu. Le principe « égalitaire » des salaires a été honni et les efforts acharnés pour le gain ont été favorisés, facilités, récompensés, afin de stimuler et d'intensifier le « rendement social » de l'individu, élément indispensable de la production. Le « souci des cadres » et la « démocratie soviétique », — illusoire sous sa radieuse enveloppe de phraséologie inconsistante, — sont destinées, à leur tour, à maintenir la résistance physiqne et morale du « matériel humain » dont il n'est plus possible de minimiser le rôle. De même, dans le domaine agraire, la création des parcelles naines de « culture individuelle » au profit des kolkhosiens (1) a été faite pour suppléer à la déficience de l'État collectiviste dans le problème du ravitaillement de la population en produits de la terre. Les maîtres de l'U. R. S. S. poursuivent des buts qui leur sont propres et dont un des principaux, sinon le capital, est le besoin de conserver la plénitude du pouvoir, et, surtout, la faculté de disposer de la totalité des revenus nationaux. En face de tels objectifs, les intérêts réels de la population se trouvent infailliblement rejetés à l'arrière-plan et sacrifiés, sans beaucoup de scrupules, à ceux du petit groupe des gouvernants. Sous un régime despotique étroitement solidaire des intérêts de l'oligarchie dominante, le socialisme d'État ne peut, aux yeux des masses travailleuses, se distinguer en rien du capitalisme

(1) L'attribution de ces parcelles mises, sur le fonds collectif des kolkhoses, à la disposition de leurs membres, ne constitue aucunement un commencement de retour à la propriété privée terrienne. Il témoigne seulement que le pouvoir soviétique a reconnu, — tout au moins pour un temps, — l'avantage de l'exploitation individuelle, limitée, il est vrai, à une sphère très étroite.

d'État dans ses modalités juridiques et économiques les plus dures. Dans les démocraties « capitalistes » modernes, le travailleur jouit d'une liberté et d'un état matériel incommensurablement plus élevés qu'en U. R. S. S. Seul, le mutisme obligatoire des travailleurs soviétiques réduits à une existence d'esclaves affamés et démunis du strict nécessaire a permis à Staline de s'écrier, à la fin de 1936, au VIIIe Congrès panunioniste des Soviets : « La classe ouvrière de l'U. R. S. S. est une classe nouvelle, affranchie de l'exploitation et telle que l'histoire de l'humanité n'en a pas encore connu de pareille ». Et les grands dignitaires du parti et des cadres administratifs, réunis en cette assemblée, d'applaudir unanimement.

Les idéologues désintéressés, partisans sincères du système soviétique, comme il paraît en rester de moins en moins en Russie, mais dont le nombre est encore assez considérable en dehors de ses frontières, peuvent croire que dans un avenir indéterminé la vie en U. R. S. S. sera « gaie » pour toute la masse de la population et non plus seulement pour les privilégiés. Cependant, aujourd'hui encore, on ne saurait citer un seul indice réel qui permette de croire que, dans les conditions du régime soviétique, la situation des travailleurs sera améliorée à une époque plus ou moins prochaine. Il est impossible en effet aux Soviets de poursuivre le développement forcé de leurs méthodes économiques autrement que par la flagrante exploitation des masses populaires. On a beau scruter l'avenir, on n'y aperçoit même pas les premiers jalons d'une voie nouvelle.

EN FACE DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE NOTRE TEMPS

En dépit du cauchemar moral et du poids matériel que l'expérience soviétique impose aux couches profondes du peuple, on ne peut nier que l'économie « planée » de l'U. R. S. S. rejoint des phénomènes et des situations qui se placent sur une base beaucoup plus vaste : mondiale. Elle est, dans une certaine mesure, une variété du processus économique universel. Dans bien des pays déjà, l'État a commencé de s'immiscer de plus en plus dans une sphère qui représentait jusqu'alors le domaine exclusif des rapports régis par le droit civil. Dans bien des pays, l'économie nationale se tourne progressivement

vers une forme où elle n'est plus réglée seulement par le jeu des intérêts économiques privés, mais, dans une mesure plus ou moins grande, par la volonté du pouvoir central. La pratique quotidienne des choses finira seule par tracer la limite extrême au delà de laquelle l'ingérence de l'État ne doit pas s'étendre. Tout le problème de l'économie « dirigée » se heurte en fin de compte à cette question : comment coordonner l'éternel et fécond stimulant de l'intérêt économique individuel avec la nécessité primordiale de vaincre l'anarchie économique et les conflits sociaux créés par la domination unilatérale de l'intérêt privé dans la production et dans la répartition des biens matériels ?

L'expérience soviétique a mis, de toute façon, en pleine lumière la limite extrême du domaine interdit où le pouvoir d'État ne doit pénétrer en aucun cas. La ligne de démarcation passe au point précis où l'ingérence de l'État devient une oppression de l'individu, où elle proscrit l'initiative créatrice. Le pouvoir soviétique ne s'est pas contenté de franchir cette limite : il est allé jusqu'à la dernière oppression de l'individu, jusqu'à son complet asservissement. Conduits jusqu'à sa conclusion logique, l'expérience soviétique a amené sur l'immense pays de tels malheurs que leur exemple devrait servir de sérieux avertissement à quiconque serait tenté de chercher dans les voies de la violence un remède à des malaises économiques et sociaux. Moralement et matériellement, le problème le plus urgent de nos jours est de découvrir, dans les conditions données du temps et de l'espace, la synthèse vitale entre l'épanouissement maximum des forces créatrices de l'individu et la meilleure satisfaction des besoins matériels et spirituels des plus larges masses populaires.

L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE ET L'HISTOIRE DE RUSSIE

A ses plans économiques et sociaux, la politique des Soviets a sacrifié l'être humain avec ses indestructibles intérêts matériels et ses aspirations spirituelles. Elle est restée, pour cette raison, à l'écart des grands chemins mondiaux qui mènent à un avenir meilleur. Pour les mêmes raisons, cette politique est, d'autre part, profondément inorganique au point de vue purement russe : elle manque en effet de toute base

historique solide. Pour quiconque connaît tant soit peu l'histoire russe, il est parfaitement clair que, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la Russie se développait constamment dans le sens de la liberté et de la démocratie en dépit de retards et de heurts considérables. Du fait qu'il répudie le principe de la liberté individuelle et qu'il repousse les bases fondamentales de la véritable démocratie, le despotisme soviétique se détourne résolument de cette tradition historique nettement accusée. Une rupture violente de la trame de l'histoire, l'abandon des voies historiques du pays, voilà en dernier lieu le péché originel qui pèse sur le bolchévisme et qui le condamne à un échec inévitable. Le bolchévisme s'est trouvé sur la route de la Russie comme un terrible châtiment de fautes inexpiées. Au lieu d'apporter la guérison des maux séculaires dont elle souffrait, il a perpétué, à bien des points de vue, les méfaits dont l'ancienne Russie commençait déjà à s'affranchir.

Quoi qu'il en soit, un bouleversement aussi immense que l'est la révolution bolchévique laissera, sans aucun doute, des traces indélébiles dans l'histoire de la Russie. Mais les résultats réels et solides de cette révolution peuvent s'avérer, en définitive, tout autres que se l'imaginent les dirigeants soviétiques.

Un pronostic historique ne peut être que subjectif. Dans les conditions du régime soviétique, il est particulièrement ardu de chercher à déchiffrer la marche ultérieure des événements : l'absence totale de la parole et de la presse libres empêchent les désirs et les aspirations sincères de la population de se manifester. D'autre part, des conflits extérieurs éventuels, — dont la possibilité n'est pas exclue, — ne menaceraient pas seulement l'intégralité territoriale de la Russie ; ils seraient encore susceptibles de provoquer, dans son régime intérieur, des changements dont la nature ne saurait être prédite actuellement. Ce que l'on peut affirmer dès à présent sans courir le risque de se tromper, c'est qu'après avoir tourné la page bolchévique de son histoire, la Russie ne retournera en aucun cas à son ancien ordre social, économique et politique.

L'ère bolchévique a fondu sur la Russie comme un terrible ouragan, fauchant d'innombrables vies humaines et anéantissant une quantité incalculable de richesses de toute nature. Elle a complètement bouleversé les rapports sociaux ancien-

nement établis, et a amené à la surface de nouvelles couches sociales. La société qu'elle a créée n'est pas « sans classes », comme le répètent inlassablement les chefs soviétiques; l'évolution, — tout au moins immédiate, — des rapports intérieurs en U. R. S. S. ne peut qu'accentuer la différenciation de la Société et consolider telle formation sociale qui sera toujours prête à soutenir par tous les moyens le pouvoir despotique du « chef ».

Mais, par ailleurs, cette ère a, plus que toute autre, fait miroiter devant les grandes masses populaires l'éblouissante illusion du paradis terrestre à portée de la main. Elle a démontré, en même temps, l'extrême instabilité et fragilité de certaines assises « historiques », qui, jusqu'alors, avaient passé pour inébranlables. Quelque cruelle que soit la désillusion subie par eux, « les ouvriers de la faucille et du marteau » ne consentiront guère à rayer de leur mémoire l'image du « royaume des ouvriers et paysans » qui a miroité devant leurs yeux. Ce n'est pas au nom du retour aux anciens temps, à l'ancien ordre des choses, mais en raison de l'immense duperie dont ils ont été victimes de sa part que les travailleurs de l'U. R. S. S. doivent haïr aujourd'hui le pouvoir soviétique. Forts de leurs dizaines de millions, ils exigeront infailliblement du pouvoir, de quelque nature qu'il soit, auquel il sera donné de faire la relève des bolchéviks, une bien plus grande place au soleil que celle qu'ils avaient sous l'ancien régime et que celle qui leur est effectivement accordée sous les bolchéviks.

Il n'en est pas moins certain que la physionomie économique de l'ancienne Russie aura changé pour toujours, à bien des égards, à la suite de l'expérience bolchévique.

Les succès des bolchéviks dans l'industrialisation de la Russie ont coûté extrêmement cher. Leur prix ne représente pas seulement un profond appauvrissement de la population, mais la perte d'incalculables vies humaines. Pourtant, quelque lourde qu'ait été la réalisation de la politique industrielle du pouvoir, bien des choses faites dans ce domaine s'accordent au fond parfaitement avec les vastes possibilités économiques du pays, avec ses richesses naturelles inépuisables et multiples. On peut même affirmer que, dans l'œuvre de l'industrialisation, le pouvoir soviétique a suivi le cours des traditions historiques de la Russie. Il est certain que l'idée de l'industriali-

sation intensifiée n'est pas, en soi, le résultat d'un rêve creux de faiseurs de projets : elle est organiquement liée aux succès économiques exceptionnels de la Russie d'avant la révolution. La plus grande faute des bolchéviks est, à ce point de vue, d'avoir tenté de forcer exagérément l'évolution normale du processus historique et d'avoir imposé au pays des efforts épuisants. Pour cette raison, ce qui aurait pu être un bienfait sans réserve est devenu un fardeau écrasant. Quoi qu'il en soit, il n'est plus possible de revenir en arrière. Détruire ce que les bolchéviks ont fait dans le domaine de l'industrialisation serait commettre un acte de vandalisme économique, recommencer une folle dilapidation des richesses nationales.

LE BOLCHÉVISME ET LES INTELLECTUELS

Enfin, les profonds ébranlements éprouvés par le pays sous la domination des bolchéviks ne passeront pas sans laisser des traces dans la vie spirituelle du peuple russe. Si, dans le monde extérieur, « l'expérience russe » est un sujet d'études doctrinales pour les écrivains, les savants, les philosophes, les hommes politiques, c'est l'existence matérielle et morale des peuples de la Russie soviétique qui en a fait les frais et qui s'est trouvée brutalement placée par elle devant de très graves problèmes ; c'est l'équilibre de 170 millions d'êtres humains qui en a été le prix. Dès avant la révolution, depuis la fin environ de la sixième décade du XIXe siècle, la soif du savoir devenait, à chaque nouveau lustre, de plus en plus perceptible ; elle s'emparait avec une force croissante des couches profondes du peuple. L'époque bolchévique a perpétué cette évolution. Elle a tiré de leur apathie, de leur stagnation spirituelle les milieux mêmes qui n'avaient pas encore secoué leur torpeur culturelle.

Les intellectuels soviétiques ne ressemblent plus, dans leur grande majorité, à ceux de jadis. A la fin de 1935, dans son rapport au VIIe Congrès mondial de l'Internationale communiste, Manouilski a cité, comme une des preuves de « la victoire définitive et sans retour du socialisme », le fait que « de la profondeur des masses populaires se lèvent des chefs de file, des organisateurs, des ingénieurs, des techniciens, des inventeurs, une foule innombrable d'audacieux héros du travail et

de la science, des milliers d'ardents enthousiastes qui prennent possession de l'Arctique glaciale, de stratonautes téméraires qui jettent un défi aux espaces cosmiques, d'aviateurs héroïques, d'explorateurs des profondeurs des mers, des entrailles de la terre et des sommets des montagnes ». Dans le rapport qu'il a présenté au VIIIe Congrès des Soviets sur son projet de constitution, Staline a affirmé, de son côté : « Nos intellectuels soviétiques sont des intellectuels d'un genre tout nouveau : ils sont rattachés par leurs racines à la classe ouvrière et aux paysans... Les descendants de la noblesse et de la bourgeoisie n'y entrent que pour une part infime ; 80 à 90 pour 100 des intellectuels soviétiques sortent de la classe ouvrière, des paysans ou d'autres milieux travailleurs. » Il y a dans ces paroles une part de vérité, encore qu'elles surestiment manifestement les « réalisations » soviétiques et qu'elles sous-estiment le niveau culturel de la Russie d'avant la révolution. Depuis la deuxième moitié du XIXe siècle, la culture russe avait déjà perdu son ancien caractère nobiliaire ; chacune des dernières décades de l'ancien régime apportait une démocratisation de plus en plus profonde de l'école secondaire et de l'école supérieure. Il est certain, néanmoins, que le nombre des intellectuels sortis des milieux ouvriers et paysans a considérablement grandi à l'époque soviétique.

Mais ce qui caractérise surtout l'époque bolchévique, ce n'est pas tant la valeur de ce pourcentage en soi. Le processus culturel qui s'était nettement amorcé dès avant la révolution aurait nécessairement abouti à une démocratisation de plus en plus marquée de la composition sociale des intellectuels russes et les aurait intimement apparentés aux masses populaires. En revanche, ce que le régime bolchévique a apporté de vraiment nouveau, c'est surtout une sensible modification de la figure spirituelle des intellectuels russes.

L'instruction s'est déversée sur le pays en un torrent bien plus large que par le passé, mais sa substance a perdu en profondeur. D'après le propre aveu du pouvoir soviétique, il s'en faut encore de beaucoup que l'école actuelle réponde à sa destination première, même en ce qui concerne l'enseignement des matières tout à fait élémentaires. La *Pravda* écrivait à la fin de 1936 : « Il est temps, enfin, que le commissariat

du peuple à l'enseignement passe des paroles aux actes, il est temps que l'école soviétique produise des hommes munis de connaissances suffisantes (1). »

Dans le même numéro de ce journal, le commissaire du peuple à l'enseignement de la République soviétique fédérative socialiste de Russie (R. S. F. S. R.), Boubnov, répondait, sous sa signature, aux attaques de la presse et devait reconnaître que « l'œuvre éducative et instructive de l'école » avait besoin d'être mise au point et que l'enseignement public n'avait pas encore réussi à répondre à sa destination fondamentale qui est de préparer « des édificateurs du socialisme, cultivés, instruits, joyeux de vivre et dévoués sans réserve à la patrie socialiste ». Après avoir visité, au début de 1937, un grand nombre d'écoles, le président du soviet des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., Soulimov, n'arrivait pas à des conclusions moins pessimistes. « On enseigne, dit-il, la langue russe aux enfants soviétiques sans leur inculquer les règles les plus élémentaires de la grammaire ; on leur enseigne les mathématiques, sans les avoir familiarisés avec les plus simples opérations arithmétiques. Pour une raison qui m'échappe, on considère ces règles comme des bagatelles inutiles en pays soviétique (2). »

Un pareil état de choses ne peut pas contribuer en lui-même à sélectionner dans les profondeurs du peuple des hommes de vaste instruction et de large culture. Mais ce qui a contribué encore plus puissamment à abaisser le niveau général de la culture russe, surtout en ses degrés supérieurs, c'est l'attitude du pouvoir soviétique. Depuis son instauration, il n'a jamais cessé, en effet, d'être, par principe, un adversaire convaincu de la véritable, de la large culture de l'esprit. Les dirigeants de la politique soviétique parlent constamment de la nouvelle ère de culture, de science, de littérature, d'art prolétariens qui vient de s'ouvrir en U. R. S. S. Mais, dans « la patrie des travailleurs », ils enchaînent eux-mêmes la pensée

(1) *Pravda*, 22 décembre 1936.

(2) *Pour l'enseignement communiste*, du 12 janvier 1937. — Le bas niveau d'instruction dans les masses populaires de l'U. R. S. S. n'a pas échappé non plus aux regards même des étrangers qui continuent à témoigner d'une admiration fanatique pour le régime soviétique. En réplique à André Gide qui s'est convaincu de l'absence totale de la liberté individuelle en U. R. S. S., Lion Feuchtwanger tente de défendre le régime soviétique par cette assertion que la majeure partie

critique, parce que dangereuse, à leurs yeux, pour le régime soviétique. La nouvelle constitution adoptée en décembre 1936 par le VIII[e] Congrès des soviets n'a apporté sur ce point aucun changement. Compliqué et modifié par le « léninisme » et par le « stalinisme », le marxisme demeure en U. R. S. S. en qualité de religion officielle et obligatoire. C'est pour cette raison que la vie spirituelle du pays, jadis si ardente et si colorée, continuera à se revêtir de tons ternes et à prendre une allure provinciale, effacée, monotone.

Le pouvoir soviétique ne voit, certes, aucun inconvénient et même il contribue à ce que ses ingénieurs, ses techniciens, ses représentants des sciences dites exactes, ses naturalistes, ses médecins, etc., fassent de nouvelles découvertes ou de nouvelles inventions dans la sphère de leur spécialité. Mais il se refuse obstinément à reconnaître que dans chaque branche, quelque étroite qu'elle puisse être, les travaux gagneraient énormément à être conduits par des techniciens qui seraient par ailleurs des hommes de grande instruction, des savants de vastes aspirations. Non seulement dans le domaine des lettres et des arts, mais dans celui des sciences exactes comme les mathématiques et la physique, le véritable créateur doit avoir, en une certaine mesure, une âme de poète. Le président du soviet des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R., Soulimov a, certes, effleuré ce sujet devant les délégués du Congrès des instituteurs à Moscou : « Nous avons, pendant toute une période, commis le péché de faire parade de notre absence de culture : il n'est plus nécessaire, disions-nous, de connaître la littérature pour devenir un bon ingénieur, et on peut faire un excellent agronome sans avoir la moindre idée de Pouchkine, et sans même savoir écrire correctement. » Cette orientation a été qualifiée de « gauchiste ». Soulimov estime qu'il aurait été plus exact de l'appeler « gâchiste » (1). On doit assurément se réjouir de ce que les chefs de la politique soviétique, ces censeurs inflexibles de l'esprit humain,

du peuple russe en est encore à apprendre son abécédaire. « Gide se montre très ardent, écrit-il, au sujet de « l'unification des esprits » au sein de l'Union soviétique, au sujet du « nivellement » qui va en augmentant. Il oublie que l'on est en train de créer ici une culture complètement nouvelle qui se trouve encore à son stade initial et qu'une notable partie, que la majeure partie du peuple apprend, en quelque sorte, à lire. » (*Pravda*, 30 décembre 1936.)

(1) *Pravda*, 30 décembre 1936.

paraissent commencer à comprendre que leur censure doit avoir quelque limite raisonnable. Mais, pour le moment, ce ne sont là que velléités verbales. Pour rompre définitivement avec les « vieux péchés » dont Soulimov a parlé en termes si expressifs, ce n'est pas seulement avec Pouchkine que « l'ingénieur et l'agronome » doivent être autorisés à se familiariser, c'est avec tout l'immense domaine intellectuel et spirituel dont l'accès est toujours rigoureusement interdit, sans aucune exception, aux habitants de l'U. R. S. S. Certes, les dons du peuple russe sont restés les mêmes qu'autrefois et ce sont eux qui lui ont permis, en dépit du régime soviétique, de fournir un nombre d'excellents techniciens et agronomes, de savants et inventeurs éminents. Ils réussissent à percer, malgré l'oppression de la censure soviétique, mais combien plus considérable aurait pu être leur œuvre dans une atmosphère de liberté ! En regard de ces succès individuels, il est d'autant plus suggestif d'indiquer qu'aucune valeur n'a été créée, sous la domination bolchévique, dans les domaines particuliers où le règne de la censure est rigoureusement sans appel et où il impose à chacun de rester invariablement dans la note officielle.

Depuis dix-neuf ans que dure le régime, l'U. R. S. S. n'a pas donné un seul philosophe, un seul sociologue, un seul juriste, un seul économiste, un seul publiciste, un seul critique digne de ce nom. En ce laps de temps, il n'a pu surgir en U. R. S. S. aucun grand érudit de l'histoire, des lettres ou de l'art qui concilie la science de l'analyse précise du détail avec celle d'une large et harmonieuse synthèse. C'est que les recherches de synthèse sont toujours rigoureusement interdites : elles ont été données une fois pour toutes dans les travaux à jamais infaillibles de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline. Les œuvres littéraires et artistiques elles-mêmes ont été impitoyablement et férocement mutilées par le pouvoir bolchévique dès les premiers jours de son avènement.

Les maîtres de l'U. R. S. S. tendent par tous les moyens à ce que les intellectuels russes perdent cet esprit de liberté qui était naguère leur caractéristique essentielle, et, en ce sens, le despotisme soviétique en est arrivé à ce que l'autocratie fut impuissante à réaliser à ses époques les plus réactionnaires et les plus sombres. Tous les représentants de

l'intelligence russe ne se sont évidemment pas pliés devant la dictature bolchévique ; mais les plus stoïques sont réduits à se renfermer en eux-mêmes et à se taire. Ceux qui sont restés dans l'arène soviétique ne cessent de s'humilier en des manifestations verbales et écrites de leur gratitude pour les maîtres qui les comblent de faveurs, de nourriture, de bons de vacances gratuits dans les maisons de repos, et leur ont donné une existence « gaie ». Une vie d'esclave fait naître un langage d'esclaves : il n'y a rien d'étonnant que le commun des intellectuels s'incline servilement devant le premier « secrétaire » communiste venu, quand les sommités de la société cultivée, les membres de l'Académie des sciences de Russie, ne rougissent pas de déclarer en séance : « C'est à la lumière de l'unique méthode scientifique, celle de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline que nous aborderons la solution des problèmes posés devant nous (1). »

LE ROYAUME STALINIEN DE LA PEUR

Les despotes du style de Staline doivent avoir peur de n'importe quelle force, sans excepter celles qu'ils ont forgées eux-mêmes. Aussi, sous le pouvoir absolu de cet homme, « l'État des travailleurs » n'a-t-il pas tardé à se transformer en une sorte de satrapie orientale qui a dépassé de loin, par son manque de moralité et par son mépris de la personne humaine, l'empire d'Abdul-Hamid. La permanente répression terroriste dirigée contre les cadres fondamentaux du parti communiste, contre le haut commandement de l'armée et contre les sommités de l'organisation administrative et économique, ainsi que les menaçantes algarades à l'adresse des savants et des écrivains, sont autant de manifestations du despotisme stalinien, destinées, au premier chef, à ne laisser en face du dictateur qu'une impalpable poussière d'humanité. Staline anéantit tout ce qui ose penser avec la moindre velléité d'indépendance, tout ce qui revendique une minuscule place personnelle au soleil.

Les événements soviétiques confirment une fois de plus la vieille vérité : la révolution, comme Saturne, dévore ses

(1) *Pravda*, 30 décembre 1936.

enfants. Les hommes de la révolution bolchévique périssent les uns après les autres, victimes, à leur tour, de la terreur barbare dont ils se sont servis naguère pour parvenir à leurs fins. Mais, par la même occasion, Staline détruit bien des éléments qui apportaient une certaine stabilité et une certaine intelligence dans les rapports intérieurs de l'U. R. S. S.

Sous le voile du mystère dont le pouvoir recouvre tout ce qui se passe, la situation intérieure de l'Union soviétique reste énigmatique à bien des points de vue. Les plus hauts dignitaires ignorent le sort que leur réserve le plus proche avenir, comme ils ignorent aujourd'hui les noms qu'on les obligera à adorer ou à maudire demain. Mais l'histoire enseigne que l'extermination réciproque des terroristes a toujours marqué le commencement de la fin des régimes de terreur. En s'enfonçant de plus en plus dans cette voie, Staline augmente les chances de sa propre perte. Ceux qui vivent dans le « royaume de la peur » sont placés devant le dilemme de tuer ou d'être tués.

On ne saurait d'autre part fermer les yeux sur les perspectives extérieures auxquelles la terreur stalinienne peut vouer la Russie. La société soviétique n'a pu être réduite à l'état de poussière humaine sans que fût affaiblie, par contre-coup, la puissance matérielle et militaire du pays, sans que fût aggravé le danger d'une agression de l'étranger.

Quel que soit le sort immédiat réservé aux hommes de la révolution bolchévique, il est certain que ce sont les nouvelles générations des intellectuels russes qui auront la tâche de bâtir la Russie de demain.

LE RAPPROCHEMENT DES INTELLECTUELS ET DU PEUPLE

En comparaison du passé, l'esprit des intellectuels russes accuse, comme il a été déjà dit, un abaissement indéniable. Les intellectuels et tout ce qu'ils touchent sont marqués du sceau de l'esclavage et d'une trivialité difficile à définir, mais nettement perceptible au premier coup d'œil. Cette diminution de « ton », ce « nivellement » général des esprits, si déploré par André Gide, a contribué, au moins autant que le regroupement social dont nous avons parlé, à faire disparaître l'abîme qui existait auparavant entre le peuple et les

intellectuels russes. Ceux-ci sont descendus des nuées où ils avaient l'habitude de séjourner. Ils parlent maintenant le même langage que le peuple, et ce langage n'est rien moins que théorique. Il est « réel », il est terre à terre, il reflète les soucis des besoins matériels journaliers, immédiats. Les gens qui parlent ce langage pratique et sobre paraissent considérer leur servilité envers Staline simplement comme un des artifices à leur portée dont ils se servent pour améliorer leur situation et rendre la vie « plus gaie ». Du fait qu'ils se sont rapprochés socialement et spirituellement des masses populaires, les intellectuels d'aujourd'hui auront moins de mal que leurs aînés de l'époque révolutionnaire de mars 1917 à marcher la main dans la main avec le peuple ; il leur sera plus facile de le soulever contre le régime qui a sacrifié la personne humaine à des expériences sociales. Toutefois, pour que cette alliance devienne un danger pour le pouvoir soviétique, il faut d'abord que les intellectuels élèvent la voix en faveur du respect et de la liberté de la personne, qu'ils disent la nécessité pour le pouvoir d'aller réellement au-devant des grandes masses populaires et de leur apporter la plus complète satisfaction possible de leurs besoins matériels et spirituels. Et, pour cela, il est indispensable que les intellectuels deviennent de nouveau l'habitacle de cet esprit des libertés démocratiques qui s'est détourné d'eux. D'une façon ou d'une autre, cet événement ne peut pas ne pas se produire tôt ou tard.

Même aujourd'hui, il y a, en Russie soviétique, sous l'enveloppe extérieure de cette vie et de ces mœurs d'esclaves, des mouvements spirituels qui ne se sont pas encore complètement cristallisés, mais qui attestent nettement que la société soviétique commence, petit à petit, à ne plus être, aux yeux mêmes du pouvoir, une négligeable poussière humaine. La presse garde un mutisme absolu sur ces phénomènes. Mais on en retrouve tous les jours la trace dans les manifestations oratoires des dirigeants soviétiques, qui s'étendent avec complaisance sur les thèmes de liberté, de démocratie, de patriotisme, sur les dons exceptionnels du peuple russe, sur son initiative créatrice innée, sur le droit de chacun de vivre en beauté, sur le rôle de la famille, sur la nécessité d'étudier sérieusement l'histoire, les lettres et les

arts du pays. Le pouvoir soviétique se dépense activement pour tâcher de dissimuler sous les plis historiques du costume national et sous l'admiration officielle du génie créateur du peuple russe ses persistantes expériences sociales et la nature despotique de son régime.

Si les autorités soviétiques se risquent maintenant à toucher à ces sujets qui ont été longtemps frappés d'interdit en U. R. S. S., c'est qu'elles sont contraintes de le faire. On peut affirmer en toute sécurité que les nouveaux mots d'ordre qu'elles ont lancés ne proviennent nullement de leur désir d'aller au-devant du peuple, mais de la nécessité de tenir compte de ses aspirations spirituelles qui ne cessent de croître. Jusqu'à présent, toutes ces concessions forcées répondent, somme toute, à une sorte de manœuvre politique, à une tentative d'emmailloter l'opinion publique, de l'immobiliser sous des bandelettes comme une momie et d'empêcher son réveil. Mais le seul fait de devoir recourir à de pareilles tentatives atteste irréfutablement que les architectes de l'immense prison ont découvert une dangereuse lézarde dans les murs derrière lesquels ils ont cherché à enfermer la vie spirituelle du pays. Il est plus que douteux qu'ils puissent la fermer. Les idées de liberté, de démocratie, d'initiative créatrice sont foncièrement incompatibles avec un régime despotique quel qu'il soit.

Le pouvoir peut, certes, trouver un apaisement à ses inquiétudes en se disant que l'autorisation de se vouer à l'étude de Pouchkine détournera « l'ingénieur et l'agronome » d'autres idées plus dangereuses, plus explosives. Mais Pouchkine même, ce poète de l'humanitarisme, de la joie de vivre, du soleil, cet Européen russe plein de foi dans la raison humaine, dans la puissance créatrice de l'esprit libre, est absolument incompatible avec l'idéologie et la pratique du régime soviétique. C'est pourquoi le culte de Pouchkine, qui englobe actuellement des couches de plus en plus profondes de la population, est un indice très grave pour le pouvoir central : il annonce le réveil du principe individuel que les autorités soviétiques se sont efforcées, depuis vingt ans, d'extirper par tous les moyens.

L'AFFRANCHISSEMENT DE LA PERSONNE HUMAINE ET L'AVENIR DE LA RUSSIE

Ainsi, la soif de la liberté, la notion du respect de soi-même, le besoin d'écarter les bornes spirituelles et économiques, tous ces traits et caractéristiques de l'ancienne élite russe commencent à être assimilés par les intellectuels d'aujourd'hui. Toutefois, ce n'est plus au nom d'un idéalisme abstrait ni d'un « amour sacrificatoire du prochain » que les intellectuels de la nouvelle génération soviétique répudieront immanquablement les principes fondamentaux du despotisme établi en U. R. S. S. : ils y seront amenés, sans rien perdre de la sécheresse pratique de leur raisonnement, par les froides considérations d'un calcul égoïste.

Au moment où l'élite soviétique ouvrira le combat pour l'affranchissement de la personne humaine, les vastes masses populaires se trouveront à ses côtés. Il suffit de voir les concessions que le pouvoir soviétique a été obligé de faire dans le domaine économique pour se rendre compte que le principe individuel se fortifie dans les milieux des « travailleurs » et commence à formuler des revendications. Du fait que les intellectuels réfléchis et les masses populaires, instruits par l'expérience terrible qui leur a été infligée, marcheront un jour ensemble dans la lutte pour l'affranchissement de l'individu, le régime soviétique sera, en fin de compte, acculé à une faillite irrémédiable.

Assurément, il est encore impossible de dire à l'heure actuelle quand et comment « l'esprit de liberté » pourra s'élancer vers les vastes horizons auxquels il aspire. Mais, dès maintenant, il filtre peu à peu à travers les murs de la prison soviétique. La lutte pour l'affranchissement de l'individu s'amorce en U. R. S. S...

A la nouvelle génération dont les yeux s'ouvrent à la valeur créatrice de la liberté, on est involontairement saisi du désir de crier les paroles évocatrices de Pouchkine :

« Salut à toi, peuple jeune, inconnu, qui montes ! »

N. DE BASILY.

LES CARNETS
DE LUDOVIC HALÉVY

II [1]

1879-1880

DANS LE MONDE

1er *août* 1879. — La lettre du comte de Chambord, creuse, emphatique, gothique (2). Il voudrait recueillir les épaves du parti bonapartiste, il ne recueillera rien du tout, ces épaves iront à la République. Les impérialistes ne sont que des révolutionnaires sans le savoir et sans le vouloir. Cassagnac déclare gravement qu'il restera impérialiste, même sans empereur. Il ne veut pas reconnaître le prince Napoléon ; il n'a plus d'empereur, il reste impérialiste. Nadar, assez drôlement, dit dans *l'Événement* : « Cela rappelle cet enfant qui disait à un de ses petits camarades : — Pour faire un canon, tiens, on prend un trou et on met du cuivre autour. »

6 *août*. — Dialogue chez un concierge de Versailles.

Un ami du concierge :

— Votre locataire du premier, M. de X..., il paraît qu'il s'occupe de politique ?

Le concierge :

— Oh ! je ne crois pas, il est sénateur.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1937.

(2) Le Prince impérial ayant été tué en Afrique, le comte de Chambord écrivit une lettre ouverte dont les intentions vont être dites.

8 *août.* — Dîné hier chez Sardou, avec Wolff et Meilhac. Beaucoup parlé de la guerre de 1870, de l'invasion, des Prussiens à Chatou, à Marly. Racontée par Sardou l'histoire de son calorifère. Il ne pouvait pas marcher, tous les fumistes de Saint-Germain y avaient perdu leur latin. Il le retrouve réparé, marchant à merveille, grâce à un excellent fumiste qui faisait partie de la Landwehr prussienne.

9 *août.* — Hier, au pavillon Henri IV, dîner Coquelin aîné. Manet, Meilhac, Wolff, etc... Manet est comme Coquelin en pleine eau républicaine. Plus réservé que Coquelin, il fait le portrait de Clemenceau et voit l'avenir en Clemenceau; Coquelin le voit en Gambetta.

11 *août.* — Joli mot de femme de chambre. Elle vient de sortir d'une grande place, on lui demande pourquoi :

— Oh! je ne pouvais plus m'entendre avec madame; depuis quelque temps, elle ne supportait plus aucune observation.

18 *août.* — Émile Augier fait, un jour, compliment à Mérimée de sa petite nouvelle, *la Chambre bleue.* Simple politesse, je pense. Cette *Chambre bleue* n'est qu'une petite nouvelle pour *la Vie parisienne.* A ces compliments, Mérimée fait cette réponse très piquante et très profonde :

— Il y a un grand défaut qui tient à ce que j'ai changé le dénouement. Je comptais d'abord donner à mon récit un dénouement dramatique et « naturellement » j'avais raconté l'histoire sur un ton plaisant ; puis j'ai changé d'idée et j'ai terminé par un dénouement plaisant. Il aurait fallu recommencer et raconter l'histoire sur un ton tragique. Mais cela m'a ennuyé, et je l'ai laissée telle qu'elle était.

Où sont-elles les femmes des XVIIe et XVIIIe siècles, avec leurs lettres ravissantes ? Une femme de beaucoup d'esprit me disait, il y a quelque temps :

— Moi, je n'écris plus de lettres, tout par le télégraphe. Depuis le nouveau tarif pour toute la France, un sou le mot, c'est tellement commode ! Tout peut se mettre en dix mots.

Il serait curieux de prendre *la Nouvelle Héloïse* et de réduire chaque lettre à dix mots de style télégraphique.

20 *août*. — « Comment n'allez-vous pas dans le monde ? » me disait aujourd'hui une brave femme qui n'a jamais été ni belle, ni spirituelle, ni du monde. Bourgeoise riche, d'une nullité parfaite, qui a la prétention d'avoir un salon, et qui croit que ce salon serait pour moi le théâtre d'études profondes. Aller dans le monde, j'y suis allé. J'ai pataugé dans une cohue de gens niais et vides qui ne montrent que des surfaces, n'ayant à peu près que cela et qui sont tout prêts à poser devant vous dans des attitudes étudiées et convenues. Je me suis risqué une fois, vers quatre heures, à un mardi de Mme X... Je ne passe plus devant sa porte sans un frisson. Il y avait là un professeur au Collège de France qui pérorait au milieu d'une demi-douzaine de poupées. Il se mettait en frais d'éloquence. Il leur parlait de l'immortalité de l'âme, de spiritualisme, de subjectivisme. Cela m'a rajeuni de vingt-cinq ans, je me croyais à la Sorbonne, le jour de mon baccalauréat. Il a parlé ainsi pendant un grand quart d'heure, puis la conversation, — c'est-à-dire la bêtise, — est devenue générale, toujours sur des sujets élevés. La maison a des visées politiques et littéraires. La maîtresse de maison, à deux ou trois reprises, cherche à engager le feu avec moi. Elle y mettait de la bonne volonté, voulait me faire briller ; je n'ai pas desserré les dents. J'appris, cependant, à ma grande stupeur, que j'avais été étincelant. Sur le boulevard, je rencontre Mme Z... :

— Vous êtes allé, avant-hier, chez Mme X... ?

Je réponds : — Oui.

— Vous avez rencontré M. Y... le philosophe ?

Je réponds : — Oui.

— Et il paraît que, tous les deux, vous avez été d'un entrain, d'une animation, d'un éclat !

— Qui vous a dit cela ?

— Madame X... elle-même ; il y a eu entre vous et M. Y... une sorte de joute intellectuelle... etc...

C'était, en effet, Mme X... qui avait dit cela. Pour cette heure passée dans son salon, elle me considérait comme engagé dans sa troupe, comme attaché à son bureau d'esprit, et elle s'en allait partout, chantant mes louanges.

LE SUCCÈS DE « MADAME CARDINAL »

4 *septembre.* — J'ai fait retirer, il y a quelques mois, onze cents exemplaires de *Madame Cardinal.* J'entre aujourd'hui chez Michel Lévy, je demande des nouvelles de ces onze cents exemplaires ; il n'en reste qu'une centaine. La suite, la suite... je devrais publier une suite. J'ai là, dans une chemise rose, trois ou quatre articles presque terminés, mais j'hésite, j'ai peur. Rien de plus terrible que les suites, elles sont généralement très inférieures aux commencements.

6 *septembre.* — Un mot charmant. Un peintre va s'installer pour peindre dans une ferme. Il arrive un lundi et, toute la semaine, voit aller et venir, en robes de couleurs, les deux filles du fermier. Le dimanche, elles se montrent en robe de laine noire.

— Vous êtes en deuil ? leur dit-il.

— Oui, lui répondent-elles, mais nous ne portons le deuil que les jours de fête.

8 *septembre.* — Hier matin, deux morts : la baronne Taylor et notre pauvre Cham (1). Je l'ai beaucoup connu, c'était le plus aimable garçon de la terre et le plus spirituel et le plus honnête. Un satirique, un très grand et très profond satirique, passant en revue pendant quarante ans de sa vie, très hardiment, les hommes et les choses de son temps. Et pas un ennemi, pas un. Il y avait dans tout cela tant de gaieté, tant de bon sens, tant de bonne humeur, et aussi tant de courage. Collaborant à des journaux républicains, mais n'ayant jamais attaqué qui que ce soit, ni quoi que ce soit de respectable. Son œuvre est immense. Il avait la passion du théâtre. Il a donné deux bluettes fort gaies : *le Serpent à plumes* aux Bouffes-Parisiens, et *le Myosotis* au Palais-Royal. Il aurait voulu faire des pièces, c'était son dada, sa marotte. Il vous rencontrait :

— Comment faites-vous ? Comment vous y prenez-vous ?

(1) Le fameux caricaturiste du *Charivari.*

En ce moment je collabore avec Clairville ; c'est épouvantable ce qui se passe entre nous. Je ne trouve que des mots, lui ne cherche que des situations. Et mes mots ne conviennent pas à ses situations, et ses situations ne conviennent pas à mes mots ; nous avons été obligés d'y renoncer.

Il n'a fait que ces deux bluettes, mais nous avons un peu le droit de revendiquer toute son œuvre. Son œuvre, son œuvre immense, est l'une des plus sérieuses et des plus profondes comédies de ce temps. Les petits albums de Cham sont autant de comédies de fin d'année.

Tout ce que je griffonnais ce matin, je l'ai dit dans l'après-midi sur la tombe de Cham. J'arrive à midi à l'église des Batignolles, je m'informe : « Qui doit parler au nom de la Commission ? » Personne. Cham, cependant, était des nôtres pour quelques vaudevilles, et du moment qu'il était des nôtres, nous ne devions pas laisser un tel homme s'en aller de ce monde sans quelques phrases d'adieu. Je prends les devants. Je m'installe boulevard Montparnasse, en plein trottoir, sur une table d'un méchant petit café face au cimetière et, en une heure, je bâcle une sorte de petit discours.

9 *septembre.* — Retour en masse des amnistiés de la Commune. Cinq cents par le navire *le Var* il y a huit jours, hier encore cinq cents par la *Picardie.* On leur fait une rentrée triomphale. Et l'on commence à lire dans les journaux radicaux de petites notes ainsi conçues : « Les combattants survivants de la rue d'Angoulême et du quai de Jemmapes sont invités par leur ex-commandant à se trouver à une réunion qui aura lieu le dimanche 14 septembre, rue du Ruisseau,17, près la rue Marcadet, à Montmartre. »

Nous allons avoir le vieux soldat de la Commune après le vieux soldat de l'Empire. Ils iront porter des couronnes rue Haxo. Tous les amnistiés rentrent par Port-Vendres ; il y a là tout un bataillon de reporters réactionnaires et radicaux guettant l'arrivée des navires et vivant pêle-mêle dans le même hôtel. Il y a une servante italienne dans cet hôtel, et voici ce que je copie textuellement dans *La Marseillaise* de ce matin : « Rosine, l'accorte servante de l'hôtel, refusait de répondre aux agaceries des journalistes réactionnaires en disant, avec toute la piété dont une fille du soleil est

capable : « Mon père était républicain, je ne plaisante pas avec les ennemis de la République. »

10 *septembre.* — On fait, en ce moment, des opérations extraordinaires. On endort les gens pour trois ou quatre heures, puis, pendant ces trois ou quatre heures, on les éventre, on les vide, on les récure ; puis on remet tout en place, on les recoud, et on réveille l'opéré qui, pendant qu'on le fouillait et farfouillait de fond en comble, a dormi du sommeil le plus paisible. On raconte que, dans un hôpital, un médecin en chef, après avoir ouvert le ventre d'un de ses malades, retire les intestins, le foie, la rate : tout cela le gênait pour l'ablation d'une tumeur. La tumeur enlevée, il dit à ses internes :

— Je suis pressé, je m'en vais, remettez tout ça en place; recousez-le... A demain matin.

Le lendemain il revient, le malade allait très bien, mais le médecin aperçoit quelque chose par terre dans un coin, il ramasse ce quelque chose :

— Mais vous avez oublié ça !

C'était la rate. On délibère ; faut-il réendormir et redécoudre le malade pour réintégrer cette rate :

— Ma foi non, dit le médecin, je crois que ça ne sert à rien du tout, la rate. Ne la remettez pas, nous verrons bien s'il vit sans rate.

Et il a vécu, et il se porte très bien. Si depuis, il court comme un dératé, on ne l'a pas dit.

12 *septembre.* — Un mot, absolument authentique, qui est rapporté par un amiral fort connu. Cet amiral, aujourd'hui à Trouville, faisait dernièrement une tentative de réconciliation auprès de S. A. le prince Napoléon, lui rappelant ce que disait jadis Henri IV : « Paris vaut bien une messe. »

— C'est que, répliqua le prince, je vois bien la messe, mais je ne vois point Paris.

20 *septembre.* — Deux régiments d'infanterie venant à pied de Paris ont traversé aujourd'hui Saint-Germain. Les hommes pliaient sous le poids d'une lourde charge : sacs énormes, grosse couverture, gamelle, boîtes de conserves, pain de munition, etc., exactement comme avant la guerre.

Les réorganisateurs de notre armée n'ont donc jamais vu défiler un régiment de Prussiens ? J'ai eu, pendant la guerre, souvent, trop souvent, le spectacle sous les yeux, et j'ai compris d'où venait cette supériorité de marche de l'armée prussienne Un petit, très petit sac sur le dos, puis derrière le régiment, une longue, très longue file de voitures réquisitionnées, portant tout ce qui est nécessaire à la vie du régiment.

LES DÉBUTS DE CÉLINE CHAUMONT

22 *septembre.* — Écrit hier, sous la dictée de Chaumont (1) ; c'est le commencement de sa vie de théâtre :

« Mon père était un ouvrier laborieux, mais gêné ; les ouvriers ne sont jamais riches. Ma mère travaillait aussi. On me met dans une petite pension. Le dimanche, quelquefois, on allait au spectacle, tout en haut ; cela me rendait folle. Je voyais Déjazet, Bouffé, j'avais sept ou huit ans. J'apprenais des fables, j'avais des prix de récitation. A la distribution des prix, sur l'estrade, près du piano, je récitais de petits vers et on m'applaudissait ; voilà mes premiers succès. Le théâtre, la comédie, je ne pensais pas à autre chose. Mes parents pensaient à me faire apprendre un état aussitôt que possible, couturière, modiste ; on hésitait. Moi, je n'hésitais pas : comédienne ; mais on ne m'écoutait pas. Je fais ma première communion très jeune, je n'avais pas douze ans. Le lendemain, sans rien dire, j'écris à Déjazet : « Madame, je suis une enfant, je viens de faire ma première communion, je voudrais jouer la comédie, apprenez-moi. » Je me disais : elle ne me répondra pas. Elle me répond : « Venez me voir. » J'y vais, elle me dit : « Apprenez ça. » C'était *le Mariage enfantin.* J'apprends le rôle en deux jours. Déjazet me le fait jouer dans la petite salle du passage du Saumon. J'ai un grand succès. Déjazet me dit :

— Il ne faut pas jouer dans cette boîte-là, vous avez des dispositions, il ne faut pas faire de cabotinage. Je vais prendre un théâtre, attendez.

« Elle prend le théâtre Déjazet. Elle m'engage. Engagée, je suis engagée... je suis actrice ! J'ai trente francs par mois

(1) Céline Chaumont, actrice, 1848-1926, joua aux Bouffes, aux Variétés et au Palais-Royal.

quand je joue, mais comme je ne joue jamais, je n'ai rien. Tous les petits bijoux de la maison s'en allaient au Mont de Piété... et les châles... et les manchons. Au printemps, tournée en province ; Déjazet m'emmène. Je portais son sac, les couvertures de voyage, j'allais retenir les coins au chemin de fer. Dans les hôtels, on me couchait au grenier. Je continuais à ne pas jouer, mais je répétais, répétais. Je savais tous les rôles de Déjazet, j'entrais dans ses traditions, ses tics. J'étais un diminutif de Déjazet et une seconde petite elle-même.

« Et dans chaque théâtre de province, je répétais à sa place avec les acteurs qui changeaient dans chaque ville. Ça dura comme ça pendant deux mois à travers un tas de pays. D'appointements, pas un sou. A la fin de la tournée, dans la dernière ville, — c'était à Lyon, — grand banquet, et là, devant soixante-dix personnes (je crois qu'il y avait des autorités) Déjazet me remet solennellement un petit porte-monnaie à carreaux écossais, — je le vois encore, — avec cinquante-cinq francs. Pourquoi cinquante-cinq francs ? Je n'ai jamais compris. C'étaient mes émoluments pour les deux mois.

« Rentrée à Paris, je quitte le théâtre de Déjazet, ce n'était pas suffisamment lucratif. J'entre au théâtre des Champs-Élysées ; des appointements énormes : cinquante francs par mois. Mais je ne les ai jamais touchés. C'était un directeur qui n'avait pas l'habitude de payer, mais enfin je jouais, je jouais, je jouais. Malgré ses principes d'économies, il fait faillite, le directeur. Moi, je ne valais guère mieux, on me croyait perdue. Je connaissais un peu Roux, le professeur de gymnastique ; il dit à maman :

« — Donnez-la moi, je m'en charge, il n'y a que la gymnastique, je vais vous la remettre sur pieds.

« Et je me mets à faire de la gymnastique. Dumas fils avait, à ce moment, la rage de la gymnastique... et en même temps il cherchait une toute petite actrice pour le rôle de petite fille dans *l'Ami des femmes*. Nous nous rencontrons chez Roux, voilà le hasard. Roux lui parle de moi : « Elle est hardie, courageuse, intelligente, sait tous les rôles de Déjazet, etc. Dumas me prend dans un coin, me dit de lui réciter quelque chose, et au bout de deux ou trois phrases :

« — Ça suffit, je vais vous faire engager au Gymnase.

« Et me voilà engagée au Gymnase. Mêmes appointements

qu'aux Champs-Élysées, cinquante francs par mois, mais là on était payé. Et je joue ; on me fait doubler tous les rôles d'Albrecht, les petites pensionnaires. Les rôles à robes blanches empesées, c'était une ruine. Ah ! les notes de blanchissage ! Et le Mont de Piété se met à remarcher de plus belle. Un jour, au pied levé, je remplace Samary dans *le Ménage en ville*. Je m'en tire très bien. Le lendemain, M. Montigny me donne cent francs par mois. Enfin, je crée Balbine de *l'Ami des femmes*. C'était fini, j'étais lancée. Je vais aux Tuileries à Compiègne. J'ai encore conservé le programme de satin blanc de la soirée où j'ai joué *Mont Joye*. C'était à Compiègne, j'avais beaucoup amusé l'Impératrice. Pour cette soirée, à Compiègne, j'ai eu un cachet de deux cents francs. M. Montigny me les a remis, cinquante francs par cinquante francs.

« — Voilà cinquante francs.

« — Ah ! merci, monsieur.

« — Et puis encore cinquante francs

« — Ah ! vraiment.

« — Et puis encore cinquante francs.

« — Encore cinquante francs ?

« — Et puis encore cinquante francs.

« Là, je n'ai plus trouvé de mots, la tête me tournait, j'étais folle. Deux cents francs d'un coup... Aussi on a retiré toutes les petites affaires du Mont de Piété et il m'est resté encore dix-huit francs pour m'acheter des boutons d'oreilles en strass.

LE TÉLÉPHONE DANS SA NOUVEAUTÉ

27 *septembre*. — Le père Dupin, qui a quatre-vingt treize ans, a cité, devant la Commission, Bertrand, le directeur des Variétés, pour avoir mis en répétition, il y a trois ou quatre ans, un acte de lui, Dupin, et pour ne pas l'avoir encore joué. Il réclame les douze cents francs d'indemnité stipulés en pareil cas par nos traités. Mais voilà que Bertrand a retrouvé dans ses papiers une lettre du père Dupin ainsi conçue : « Je retire l'acte intitulé (c'est l'acte en question) et j'espère que vous me dédommagerez dans l'avenir. » Quand Dupin a su que Bertrand était en possession de cette lettre :

— Ah ! la canaille, s'est-il écrié, il a gardé ma lettre.

C'est le mot de Talma dans Tibère : « Mes ordres, téméraire, vous les avez gardés. »

4 *octobre*. — Le téléphone Edison, c'est merveilleux. Nous voyons commencer des choses folles qui paraîtront absolument naturelles dans une dizaine d'années. On monte au n° 5 de l'avenue de l'Opéra, on entre dans une grande pièce entourée de cornets téléphoniques :

— Avec qui désirez-vous causer ?

Avec M. Hébrard, M. de Girardin, M. Magnard ?...

J'ai demandé Magnard. On a poussé sur un petit bouton. Magnard était prévenu et m'écoutait ; nous nous sommes mis à causer tous les deux le plus simplement du monde.

6 *octobre*. — Un certain président d'assises de l'Ariège interroge un escroc, et il échange avec cet escroc le dialogue suivant :

D. — Vous niez ce propos ?

R. — Je le nie énergiquement. Je déclare même que je n'ai jamais vu M. de la B... ni sa maîtresse.

Le Président. — M. de la B... ne peut pas avoir de maîtresse, il est sénateur.

14 *octobre*. — Le régime actuel devrait s'appeler, non la démocratie, mais la médiocratie. C'est la foire aux médiocrités. Il n'y a que deux hommes de vrai talent dans le parti républicain : Gambetta et Jules Simon. Gambetta, prudemment, s'est réfugié dans la présidence de la Chambre. Pendant la Commune, pour n'avoir pas à se prononcer, pour attendre les événements, il s'en était allé à Saint-Sébastien. La présidence est pour lui une façon de Saint-Sébastien à l'intérieur. Quant à Jules Simon, il est à tous les partis républicains. Je disais, l'autre jour, à Hébrard :

— Vous êtes fous, il y a un homme de beaucoup de talent parmi vous, vous ne voulez pas en entendre parler.

Hébrard me répondit :

— Simon a trop de talent, ce n'est pas notre affaire. A Chambre un peu grossière, il faut des talents un peu grossiers. La grâce et la distinction et l'éloquence de Simon ne conviennent pas au Parlement actuel. Il faut crier pour se faire entendre de ces gens-là.

31 *octobre*. — Un monsieur arrive l'autre jour tout haletant au *Figaro*, demande le rédacteur et lui dit :

— Je suis le comte de B... Je viens d'être surpris par le duc de C... avec la duchesse de C... N'en parlez pas dans *le Figaro*.

1er *novembre*. — L'autre jour, chez Geneviève (1), on sert des choux de Bruxelles, et Jacques, — il a sept ans, — de dire :

— Oh ! maman, comme les enfants doivent être petits à Bruxelles, regarde les choux.

Voilà Dumas fils monté sur un nouveau dada ; il part en guerre contre le cléricalisme, les jésuites (2). Comme hier je parlais de cela à Sardou, celui-ci me raconta une scène bien amusante qui s'est passée jeudi dernier à l'Académie française. Dumas passe ses journées à la bibliothèque, compilant, compulsant, et s'adresse à tout le monde, en quête de renseignements et de documents. Donc jeudi, en arrivant à l'Académie, il avise Renan et, le prenant à part, le consulte sur les indulgences et notamment sur ces indulgences en blanc qui, vendues par la Cour de Rome, permettaient à l'acheteur de commettre tous les crimes sans le moindre péril pour son salut.

— Il n'y a pas un mot de vrai là-dedans, répondit tranquillement Renan.

— Mais tel livre pourtant, dit Dumas, parle de ces indulgences.

— C'est un pamphlet sans valeur.

— Mais dans le tarif des indulgences de telle année...

— Ouvrage apocryphe. Ne prenez pas de tels documents au sérieux ; faites attention, vous vous égareriez.

5 *novembre*. — Un bien joli Cham de 1850. Thiers et Girardin causent ensemble, et Thiers dit à Girardin :

(1) Geneviève Bizet, sœur de Georges Bizet.

(2) Dumas fils s'intéressait vivement aux questions religieuses, mais à cet égard son opinion était très variable. On trouvera dans la *Revue* du 15 janvier 1937 un passage où Ludovic Halévy relatant une conversation avec Dumas fils écrit : « Dumas se croit catholique. » Sur ces questions Dumas subissait l'influence du très intéressant et très singulier docteur Fabre auquel nous avons consacré une note dans la *Revue* du 15 janvier 1937.

— Votre nez devrait bien écrire ses mémoires, ils seraient bien curieux.

— Mon nez, pourquoi mon nez ?

— Tant de choses ont passé devant.

20 *novembre.* — Mlle Favart, du Théâtre-Français, n'a plus vingt ans, car elle a un fils qui a, lui, plus de vingt ans. Ce fils s'est amouraché d'une certaine Mlle M... qui jouait la comédie au Gymnase et qui était sage. Cette sagesse a capitulé devant le fils de Mlle Favart. Mlle M... a voulu se faire épouser. Le jeune homme avait du goût pour la petite qui est gentille. Il a répondu :

— Je vais en parler à maman.

Il en a parlé à maman, et maman a bondi :

— Épouser une comédienne, allons donc, est-ce qu'on épouse une comédienne ? Est-ce que ton père m'a épousée, moi ?

SARAH BERNHARDT PEINTRE

21 *novembre.* — L'autre soir, au Théâtre-Français, Sarah Bernhardt m'avait dit :

— Venez donc voir mes tableaux, mes bustes. Les tableaux, c'est chez Stevens, je peins dans son atelier trois fois par semaine : les lundis, mercredis, vendredis. Les bustes, c'est chez moi, je sculpte chez moi les trois autres jours : mardis, jeudis, samedis.

Et aujourd'hui, vendredi, je suis allé chez Stevens. J'y ai trouvé Sarah Bernhardt aux prises avec un tableau bizarre : une jeune dame en robe de velours violet enveloppée par un affreux squelette qui lui montre un sablier. Et cela sur un délicieux petit fond rose semé de fleurettes blanches. Cette Sarah, créature extraordinaire... elle veut sculpter, elle sculpte ; elle veut peindre, elle peint. Et pas plus mal au bout du compte que bien des gens dont c'est le métier. Que cet atelier était amusant ! Ces choses-là ne se voient qu'à Paris. Stevens peint de son côté, Sarah de l'autre, chacun son modèle. Le modèle de Sarah, une grande fille rousse à mine tragique ; le modèle de Stevens, ravissante créature, une frimousse à la Gavarni, une tête de gamine parisienne plantée sur un corps de déesse.

— Attendez, me dit Sarah, Catherine va vous chanter *l'Insurgé.*

Catherine, c'est son modèle. La chanson, en voici le refrain :

Le riche est un démon vomi par la Nature
Pour boire la sueur du pauvre prolétaire.

Il y a, dans le second couplet, un vers extraordinaire :

Fils d'insurgé, insurgé moi-même...

Cette belle créature à l'air imposant, vêtue de satin et de velours, chantait cela d'une voix canaille. La vraie fille de barrière, la fille d'insurgé. L'autre modèle, profitant de l'intermède pour se reposer, se laisse tomber d'un coup par terre, sur un grand tapis de Turquie, et reste là, le nez en l'air, écoutant sa camarade, tout son joli corps ondulant sous de grands éclats de rire. Après quoi, bouts de conversation sur Zola, Hugo, Musset. Sarah n'aime pas Musset ; les deux modèles n'aiment pas *l'Assommoir.*

— Ça n'est pas vrai, dit la chanteuse, et c'est trop canaille.

1er *décembre.* — Je viens de terminer la table finale des quarante cahiers de mes petites notes, oui, quarante cahiers de près de trois cents pages. Chacun racontant ma vie presque jour par jour. Il y a là-dedans bien du fatras, mais aussi, çà et là, des choses curieuses. En faisant cette table et en parcourant ces quarante cahiers, je suis frappé de ceci. Depuis 1871, je prédis toujours pour le lendemain le grand gâchis : « C'est fini... M. Thiers penche trop à gauche... M. Thiers se perd et nous perd... Ils sont également absurdes à droite et à gauche... La catastrophe est prochaine... Le 16 mai va la précipiter... Voici le radicalisme triomphant. » Et cependant, les choses vont leur train depuis une dizaine d'années, et la France est toujours là, toujours debout, toujours vivante, après tous ces malheurs, après toutes ces folies.

(*En marge* : Je relis cette note en 1890, onze ans après l'avoir écrite. J'ai continué depuis onze ans à redouter et à annoncer des catastrophes qui ne sont pas venues.)

30 *décembre.* — Freycinet, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Ministres : Cazot, Massin, Vanoy,

Tirard, Cochery, etc... Ce ministère a été fabriqué par Gambetta. Lui se réserve, il déclare qu'il ne prendra le pouvoir que quand il sera sûr d'être le maître ; il a de grandes choses à faire, il attend.

COMMENT DUMAS ÉCRIVIT « LA DAME AUX CAMÉLIAS »

Février 1880. — Causé avec Dumas de *la Traviata* et de la Patti et, à ce propos, de *la Dame aux camélias*. J'adore faire bavarder les gens qui ont quelque chose à dire ; c'est bien plus amusant que de bavarder soi-même. Ce que je dirais, je le sais; ce qu'ils me disent, je l'apprends ; il y a tout bénéfice. Dumas m'a raconté comment il avait fait *la Dame aux camélias*. Il était sans le sou, criblé de dettes et fort amoureux d'une belle comédienne, Mme X... Ils vont dîner à Saint-Germain et le soir manquent le dernier train.

— Restons ici.

Ils cherchent un hôtel modeste, car l'argent manquait, et passent la nuit au « Cheval blanc ». Le lendemain, beau temps.

— Déjeunons ici.

Ils déjeunent.

— Si nous passions huit ou dix jours à Saint-Germain ? Je travaillerais, referais mon roman.

C'est dit. Dumas dit à Mme X... :

— Va-t-en à Paris, rapporte linge, habits.

Lui, pendant ce temps, chez un papetier de Saint-Germain, achète une main de papier, une bouteille d'encre et une douzaine de plumes d'oie, et il se met à la besogne. Il commence *la Dame aux camélias*. Mme X... recopiait et, de temps en temps, étant prise d'attendrissement, éclatait en sanglots, en reproches :

— Ah ! tu ne m'aimes pas tant que ça, toi !

Quelles jolies scènes de comédie ! Le manuscrit de *la Dame aux camélias*, il le donne à Mme X... Il est maintenant au fond de la mer. Quelques années plus tard, elle s'en alla au Brésil, mit le manuscrit dans sa malle ; elle ne s'en séparait jamais. Tempête. Le navire était trop chargé. Il faut jeter à la mer les bagages des voyageurs, et la malle de Mme X... est envoyée par-dessus bord avec les amours et la mort de Marguerite Gautier.

Ce soir, dans une grande maison, deux cents personnes au plus. Je me suis blotti dans un coin et j'ai assisté à l'arrivée de tout ce monde. Est-ce que les Françaises deviendraient laides ? Il faudrait faire attention à cela. Serions-nous décidément une race qui s'en va ? J'avais à côté de moi Edmond de Rothschild pendant ce défilé. Toutes les fois que passait une belle personne, au milieu d'un tas de laiderons, je demandais le nom. Edmond de Rothschild me disait :

— C'est une Anglaise, c'est une Américaine, c'est une Espagnole...

Toutes du monde diplomatique. Pas si bêtes, ces pays-là, d'envoyer de jolies femmes pour les représenter, c'est une telle force pour un mari !

24 *février.* — Victor Hugo avait été invité aujourd'hui au banquet républicain de Passy. Anniversaire du 24. Il s'est excusé par la lettre suivante :

22 février 1880.

« Cher collègue,

« Je suis des vôtres, vous le savez ; mais je suis réclamé, le 24 février, dans beaucoup d'endroits ; or, je suis forcé d'être absent, afin d'être avec vous. J'appartiens à notre chère et grande République et je ne puis choisir pour le dire une voix meilleure que la vôtre.

« Vive la République !

« Victor Hugo. »

Je suis forcé d'être absent, afin d'être avec vous !

25 *février.* — Hier, M. Bertrand (1) nous a raconté une histoire bien drôle de Pierre Leroux. Il était à Bruxelles ; il rencontre là une jeune veuve, en devient amoureux, se propose comme mari ; il est accepté. On s'occupe de tout régler.

— Oh ! pas d'église, pas d'église, dit Pierre Leroux.

On lui fait cette concession. Après quoi :

— Et si nous nous passions aussi de la mairie ?

(1) Joseph Bertrand, le mathématicien illustre, écrivain et conteur charmant.

— Comment, mais alors il n'y aurait pas de mariage du tout !

— Et il y aurait ma parole d'honnête homme qui vaut mieux que toutes les cérémonies religieuses et civiles.

Et M. Bertrand ajoute :

— Pierre Leroux s'est marié six ou sept fois avec sa parole d'honnête homme.

M. Bertrand nous a donné cette définition de Pierre Leroux : Un Renan en délire.

27 *février*. — Hier, deux élections à l'Académie : Labiche en remplacement de M. de Sacy et Maxime du Camp en remplacement de Saint-René Taillandier.

Après ces deux élections, M. d'Haussonville (1), qui est très réactionnaire, très spirituel, très sourd et qui aime à rire, s'est approché de Victor Hugo et lui a dit :

— Eh bien ! nous venons de faire de bonne besogne.

— C'est une honte, a répondu Victor Hugo.

— Oui, de bonne besogne...

— Je vous dis que c'est une honte.

— Nous sommes d'accord, de très bonne besogne.

Et M. d'Haussonville s'en est allé.

28 *février*. — On célèbre en ce moment et l'anniversaire de la soixante-dix-huitième année de Victor Hugo et l'anniversaire de la cinquantaine d'*Hernani*. On couronne en pleine scène du Théâtre-Français le buste de Victor Hugo. Cela rappelle le triomphe de Voltaire. Hugo d'ailleurs est à peu près en enfance et ne doit jouir que vaguement de ces apothéoses.

J'ai dîné, hier, avec Claretie qui était allé la veille au soir chez Victor Hugo, lequel en le voyant s'était approché de lui et lui avait dit :

— Soyons bons, soyons éternellement bons.

Claretie s'incline, Hugo reprend :

— Soyons bons, soyons éternellement bons.

Claretie s'incline de nouveau. Hugo répète encore :

— Soyons bons, soyons éternellement bons.

Et il s'éloigne, laissant là Claretie stupéfait.

(1) Historien (1809-1884), collaborateur de la *Revue*, ainsi que son fils qui fut également de l'Académie française.

Claretie me racontait un mot bien curieux de Goncourt. Ils parlaient de Zola. Claretie parlait des obscénités voulues de Zola :

— Pourquoi s'amuser à écrire le premier en toutes lettres tel mot dans un roman ?

— Le premier, interrompit vivement Goncourt, mais depuis longtemps j'avais cela en projet dans mes notes ; je pourrais vous le montrer.

29 *février*. — Hier soir, à la reprise du *Trovatore* par la Patti et Nicolini, j'ai été présenté par le prince Troubetskoï à un jeune secrétaire de l'ambassade d'Angleterre, M. O'Connor. Je lui demande depuis combien de temps il est à Paris.

— Depuis trois ans.

— Et pour combien de temps encore, un an ou deux ?

— Quatre ou cinq ans, c'est la durée ordinaire des séjours diplomatiques de l'ambassade d'Angleterre, et puis il faudra partir.

— Pour aller ?

— Où on voudra, cela m'est égal ; rien ne peut remplacer Paris.

— Il y a cependant, dit-on, d'autres grandes villes très agréables à habiter : Vienne, Rome...

— Ces villes-là ont des saisons assez brillantes, mais Paris est la seule ville qui « n'arrête jamais ». Il y a toujours quelque chose.

Cette phrase, dite avec un accent étranger, me frappa beaucoup. Oui, Paris « n'arrête jamais » ; oui, nous avons toujours quelque chose.

Salle amusante, hier, à la Gaîté. La Patti chantait. Une joie d'abord, cette salle, quand elle est pleine ; le public, toujours le même, commence à se connaître, à se sentir les coudes ; et puis là on se voit. Ce n'est pas comme à l'Opéra. A l'Opéra on vous dit : « Il me semble qu'il y a une belle personne, là-bas, en rose, aux premières de face... » On tâche de voir, mais c'est si loin, si loin, et puis si vilain, si mal éclairé ; on distingue, en effet, vaguement, une personne qui a l'air bien, et voilà tout. A la Gaîté, c'est autre chose, les gens se voient distinctement.

1er *mars.* — On joue aux petits papiers chez Mme B. Cette question se présente : Suivez-vous les cours de M. Caro? Un monsieur répond :

— Non, mais je suis les femmes qui suivent les cours de M. Caro.

« LA PETITE MÈRE » AUX VARIÉTÉS

6 *mars.* — Aux Variétés, succès de *la Petite Mère* après une excellente répétition générale.

La fille de Mme de B., Mme de C., a été prise en flagrant délit il y a deux ou trois mois, absolument prise : le mari avait amené un commissaire de police. La petite fête a été complète, il y a eu procès, séparation. Tout cela se passait il y a six mois, et la mère, Mme de B., a laissé l'autre jour échapper cette phrase :

— Attendez donc, il y a six mois de cela, oui, et je peux même dire la date précise, c'était le lendemain du flagrant délit de ma fille.

14 *mars.* — *La Petite Mère* est décidément une pièce manquée : c'est un peu dur, après le soir de cette admirable répétition générale, après l'espérance de ce grand succès; oui, c'est un peu dur, mais c'est ainsi. La pièce fait des effets, mais ne fait pas d'effet, et les effets eux-mêmes nuisent à l'effet. La partie comique empêche la partie sérieuse d'être prise au sérieux, en même temps que la partie sérieuse empêche la partie comique d'être prise au comique. Faut-il donc au théâtre des choses décidées, nettes, tranchées ? La vie cependant n'est pas ainsi, et mettre la vie au théâtre, c'est le rêve. On nous dit pour nous consoler que Chaumont n'est pas bonne, mais Chaumont serait bonne, si le rôle était bon. Jamais il ne faut rejeter un insuccès sur les artistes ; il faut le prendre pour soi, résolument.

25 *mars.* — Mort de Billion, le directeur économe de l'Ambigu. Pour annoncer le lever du rideau, il ne faisait frapper qu'un coup au lieu de trois. Il n'y a pas de petites économies. Ça usait moins le bâton.

26 *mars.* — Un médecin soigne un sourd. Il a essayé de tout. Rien n'a réussi. Il va faire une dernière tentative. Il conduit son sourd à l'Opéra. On joue *Aïda.* Voici la marche, les trompettes, la fanfare. Le sourd pousse un cri, prend le bras du médecin, le secoue... « J'entends, j'entends. » Le médecin ne répond pas... Il était devenu sourd. (J'ajoute, entre parenthèses, que c'est très beau, la marche d'*Aïda.*)

Le Gaulois cite, ce matin, ce joli quatrain (très ancien) sur les Dumas :

Les deux Dumas causaient. Ce sont deux grandes plumes :
— Papa, j'ai fait des mots qui sont pleins d'à-propos.
— Donne-moi tes mots, fils, j'en ferai des volumes.
— Donne-moi tes romans, moi, j'en ferai des mots.

4 *avril.* — Je tâche souvent de faire causer le père Dupin. Ce n'est pas facile. Hier, je lui parlais de Napoléon. Dupin jouait au billard. Mes questions l'ennuyaient un peu, je crois. Et il me fit, en une dizaine de mots, ce portrait de Napoléon : « C'était un gros homme qui avait l'air commun. »

5 *avril.* — Parlé de Desclée avec Dumas et Paul de Cassagnac. Nous la connaissons bien tous les trois. Parlé de *la Femme de Claude.* Desclée n'aimait pas le rôle et l'a joué avec répugnance. Raconté par Dumas, ce mot de lui à une répétition. Desclée se révolte :

— Je ne suis pas une sainte, dit-elle, mais enfin, cette femme a fait des horreurs qui me dépassent. J'ai besoin de comprendre ces choses pour comprendre le personnage. Expliquez-les moi, monsieur Dumas.

Et Dumas de répondre :

— Mon Dieu, l'année dernière, vous avez joué le rôle d'une très honnête femme. Vous aviez bien des choses à deviner. Vous les avez devinées. Faites comme l'année dernière.

16 *avril.* — Avant-hier, 14, première assemblée générale de la Société des « auteurs reconstitués ». Élus membres de la commission : H. de Bornier, Joncières (1), Coppée, Delpit (2),

(1) Victorin de Joncières, compositeur.
(2) Albert Delpit, romancier et auteur dramatique

Becque, en remplacement de Belot, Jonas (1), Claretie (2), Ferrier et Noriac, membres sortants. J'ai encore une année à faire, ma huitième année de commission. J'ai été nommé aujourd'hui trésorier, Maquet (3) président, Labiche, Dumas, Doucet, vice-présidents, Coppée, Delpit, secrétaires, Bornier, archiviste.

Gounod assistait à la séance. On s'est mis à parler musique et j'ai sténographié ce qui suit, Gounod parlant. Il parle à merveille :

« Il m'arrive depuis quelque temps de ne rien trouver d'aussi ennuyeux que cette musique devant laquelle on se dit : « Comme c'est intéressant ! » On fait des efforts inouïs pour trouver cela superbe, on a des crampes d'admiration, et puis, au bout de quelque temps, on se dit : « Mon Dieu, comme c'était embêtant (*sic*) ! » Autrefois je m'y intéressais ; la musique intéressante, je ne m'y intéresse plus ; je ne la condamne pas cependant : ce n'est pas un jugement, c'est une impression. Chaque âge a ses plaisirs, mais j'ai assez de ces plaisirs-là, je les trouve laborieux, éreintants. J'en ai la preuve. En écoutant du Mozart, il m'est venu de dire : « Mon Dieu, que c'est intéressant ! » Cela me rend heureux, cela me fait du bien, c'est un ravissement pour moi d'entendre ces choses-là, c'est un pur plaisir sans réflexion, sans travail, sans fatigue ; voilà une jouissance simple et éternelle. »

Et pendant que Gounod parlait, Labiche qui était à côté de moi rognonnait entre ses dents :

— Il n'y a pas de musique intéressante, il n'y a que de la musique embêtante.

Labiche professe l'horreur de la musique.

17 *avril*. — Girodet et David. Girodet, un tas de petites brosses, piochant, fignolant, se donnant un mal affreux jusqu'à la dernière minute pour le Salon. Il ne dort plus, ne vit plus. David vient le voir, le trouve dans ce coup de feu, regarde ce qu'il fait, écoute ses lamentations et, avec son défaut de prononciation (il avait une loupe) :

— Ah ! si j'avais su que c'était si difficile que ça, la peinture, je n'aurais jamais peint de ma vie.

(1) Émile Jonas, compositeur. — (2) Auteur dramatique. — (3) Aug. Maquet, auteur dramatique et romancier, collaborateur de Dumas père.

Copié sur l'album d'un M. X... qui m'a fait demander un autographe : « Si on appliquait aux chefs-d'œuvre du passé les procédés de la critique moderne et sa constante préoccupation de l'excessive sévérité pour l'œuvre de valeur, et de l'excessive indulgence pour tout ce qui est médiocre, pas une tragédie de Corneille ou de Shakespeare, pas une comédie de Molière ou de Beaumarchais ne résisterait à l'épreuve. Je me fais fort pour ma part de démontrer de cette façon-là que *le Misanthrope* est une œuvre aussi mal conçue qu'assommante et que *Tartufe* n'a pas l'ombre du sens commun. Figurez-vous, ô Français, mes frères, que l'on vous donne ce soir au Théâtre-Français une comédie nouvelle où un hypocrite se démasquant tout à coup offre brutalement à une dame de se jeter dans ses bras, et cela sans préparation aucune, cyniquement, sans même prendre le soin de jouer l'amour, et aussi effrontément que s'il parlait à une fille. O Français, je vous entends d'ici, dans les couloirs à l'entr'acte suivant, si tant est que vous laissiez finir l'acte. Mais, pour comble, supposons que dans cette même pièce la dame invite son mari à se cacher *sous la table* pour écouter la déclaration, et qu'en effet le bonhomme entre là-dessous à quatre pattes. Eh bien ! non, Français, mes frères, vous ne laisseriez pas finir l'acte. Un mari sous une table, au Théâtre-Français ! Quel scandale ! Quelle turpitude ! Et où cela se passe-t-il de la sorte, sinon au Palais Royal, dans quelque farce ? Encore ne l'y oserait-on pas, car ce n'est pas *vrai*, car *on ne se cache* pas sous une table, car la femme qui le propose est aussi révoltante que le mari qui l'accepte est méprisable et sot. Car ce n'est plus de la comédie, c'est de la parade, etc. »

« Et là-dessus il ferait beau voir l'article de Sarcey. Et pourtant, de Molière et de Sarcey, l'imbécile ce ne serait pas Molière.

« V. Sardou.

« Marly, ce 15 avril 1880. »

Sur le même album, cette phrase de Magnard, du *Figaro* :

« Je saisis l'actualité aux cheveux pour dire ma pensée sur *Nana*. C'est la monotonie dans l'ignoble et la niaiserie dans

la malpropreté (il vous sera peut-être difficile maintenant de demander un autographe à M. Zola).

« F. Magnard.

« 25 février 1880. »

De Dumas fils ce sonnet :

Ce soir, dame Phœbé se voile le visage.
Est-ce effet du hasard ? Est-ce précaution ?
Moi, sauf meilleur avis, je crois qu'Endymion
Se fait tout bonnement alcôve d'un nuage.

Et qui force, après tout, la lune à rester sage ?
Qui condamne son cœur à l'inanition ?
Et, lorsque chacun dort, ce pauvre Endymion
Ne peut-il pas l'aimer un peu sur son passage ?

Car on aime ici-bas, et là-haut et partout :
L'amour qui naît de rien, dit-on, et meurt de tout
Vit comme un parasite aux dépens de notre âme.

On en rit, on en souffre, et l'on en peut mourir ;
Mais lorsqu'il est soigné par votre main, madame,
Il devient mal si doux qu'on n'en veut plus guérir.

A noter la fuite de Sarah Bernhardt. Elle a envoyé sa démission et a filé, le dimanche 18 avril, après avoir, le 17, été très mauvaise dans *l'Aventurière*. La presse a été dure pour elle. Cette sévérité lui a paru inacceptable, et elle s'en est allée.

28 *avril*. — *Religions et Religion*, de Victor Hugo. Livre étonnant. Un aliéné de génie. Tantôt le comble du comique, tantôt le comble du sublime. Jamais de milieu. Un vers grotesque, un vers admirable. Cela va ainsi pendant deux cents pages.

Mai. — Dumas rencontre l'ex-Mlle Volène devenue Mme Gustave Fould. Elle lui dit :

— Tiens, c'est vous... Ah ! mon Dieu ! on s'attend à du blond et l'on trouve du gris.

Dumas de répliquer :

— Vous, c'est tout le contraire ; on s'attend à du gris, on trouve du blond.

Mot de la fille de Dumas, Colette ; mais je laisse parler Dumas :

— Hier, je vois Colette grave, pensive, elle qui n'a fait que rire depuis qu'elle est au monde. Je lui dis : « Est ce que ça t'ennuie de te marier ? » Elle me répond : « Non, mais est-ce que ça n'est pas un peu sérieux pour moi, le mariage ? »

« LES PETITES CARDINAL »

3 *juin.* — J'ai pris subitement le parti d'en finir avec *Madame Cardinal*, de faire un second volume, avec cinq chapitres inédits. J'avais bien des notes, mais éparses, confuses. En huit jours, j'ai fait ces cinq chapitres ; des trois derniers, il n'y avait pas une ligne écrite. Les dessins seront d'un jeune homme, M. Henry Maigrot (1).

Juin. — Coquelin voulait aller à Londres ; Perrin (2) refusait de le laisser partir ; des arbitres ont été pris et ces arbitres étaient : Gambetta, président de la Chambre des députés, pour Coquelin, et Denormandie, sénateur, gouverneur de la Banque de France, pour Perrin. Rien que cela ! Les arbitres ont donné tort à Coquelin qui a envoyé sa démission et qui a déclaré qu'il ne remettrait plus les pieds chez Gambetta.

7 *juin.* — Remis aujourd'hui à l'imprimerie les trois derniers chapitres et la table des *Petites Cardinal.* Il n'y a plus maintenant que des épreuves à corriger.

14 *juin.* — Travaillé depuis huit jours à *la Roussotte*, pour Judic, des Variétés, avec Meilhac et Millaud.

20 *juin.* — Gambetta vient de faire l'amnistie plénière. Personne n'en voulait, sauf un petit groupe de la Chambre. Gambetta a réuni dans son cabinet ce qu'il y a de plus impor-

(1) Il devait devenir célèbre sous le nom d'Henriot.

(2) Émile Perrin, alors administrateur de la Comédie-Française.

tant au Sénat et à la Chambre des députés. Il a signifié à ces messieurs qu'il voulait l'amnistie. Tout le monde s'est incliné.

21 *juin*. — Gambetta, en échange de l'amnistie, demandait à Belleville d'être bien sage, de nommer conseiller municipal un ami à lui, Gambetta, un certain citoyen Letalle. Belleville, hier, a nommé Trinquet, ancien membre de la Commune et, en ce moment, en Calédonie. Les gardes-chiourmes de Nouméa ont, en ce moment, à la chaîne, un conseiller municipal de Paris. L'amnistie va probablement être faite le 29 juin, en même temps que commencera, d'une manière effective, l'exécution des décrets contre les congrégations religieuses ; dix ans après la Commune. Non, pas même dix ans.

Dîner, hier, chez Gérôme avec Bonnat, Gounod, Dubufe, Lefuel, Ballu (1), Got, Salabert, Ph. Rousseau (2), etc... Cette curieuse anecdote sur Stendhal, racontée par Lefuel : Lefuel était alors très jeune pensionnaire à la Villa Médicis. On allait tous les soirs chez M. Schnetz, directeur de l'École de Rome ; Lefuel était là, un soir ; arrive un monsieur, l'air épais, commun, vulgaire, le visage tout bourgeonné : c'était Stendhal. Il fait le tour du salon, puis s'arrête près de Lefuel. Une très belle personne, Mme L..., femme du secrétaire de l'Académie, était debout près de la cheminée. Stendhal la regarde, puis s'adressant à Lefuel qu'il ne connaissait pas du tout :

— Quelle est cette dame ?

— Mme L...

— Mariée ?...

— Oui...

— Est ce que le mari est ici ?

— Oui.

— Montrez-moi le.

— Le voici.

Moment de silence. Stendhal examine attentivement L..., puis, reprenant l'entretien :

— Il est c... ?

— Mais je ne sais pas... Mais pas du tout... pas du tout...

(1) Hector-Martin Lefuel (1810-1881) et Th. Ballu (1817-1885), architectes, grands prix de Rome.

(2) Salabert et Ph. Rousseau, peintres.

— S'il ne l'est pas encore, il le sera.

Et Stendhal s'éloigne.

— Voilà, nous disait Lefuel, mon unique conversation avec Stendhal.

Got va visiter le champ de bataille de Waterloo, il y a de cela une vingtaine d'années, au moins. Il rencontre un des fils d'Hugo, lequel dit à Got :

— Mon père est là depuis deux jours à l'auberge, il est venu étudier le champ de bataille de Waterloo pour une description dans un roman ; voulez-vous déjeuner avec nous ?

Got accepte, les voilà à table : Victor Hugo, les deux fils Hugo, Charles et Got. Victor Hugo dit à Got :

— On vous a montré ma maison à Bruxelles ?

— Non, répond Got.

Il reçoit deux grands coups de pied sous la table, — un de chaque fils d'Hugo, — il comprend qu'il a dit une bêtise, qu'il faut avoir vu la maison de Victor Hugo. Il se reprend :

— Oui, oui, je l'ai vue...

— Et, continue Hugo, on vous a dit : c'est là que Victor Hugo a écrit *Napoléon le Petit*.

— Oui, oui, oui, répond très vivement Got, qui ne veut plus recevoir de coups de pied.

23 *juin*. — On disait autrefois : un tel a fait son discours-ministre. De Gambetta on pourrait dire qu'il a fait, hier, son discours-dictateur. Très beau discours, d'ailleurs, d'un grand mouvement et d'une fière allure. Gambetta signifie nettement ses volontés à la Chambre et au pays. Il veut l'amnistie, cette question le gênerait aux élections prochaines, et la Chambre, par 333 voix contre 140, a voté l'amnistie. Le Sénat la votera demain docilement et tout sera dit.

27 *juin*. — Racontée par Wolff, cette jolie histoire sur le jeune sculpteur, Suchetet, l'auteur de *Biblis changée en source*, le prix du Salon de cette année. La chose a été dite à Wolff par Suchetet lui-même. Il y a un an, il était très misérable et très inconnu. Son père, cultivateur aisé, le voyait avec chagrin s'entêter dans sa sculpture. Un jour, il écrit à son fils : « Ta sœur se marie dans huit jours, nous comptons sur toi

pour la noce. — Je n'ai pas un sou, répond le fils, envoie-moi de quoi payer le voyage aller et retour. » Le père n'envoie rien, et la sœur se marie sans son frère. Il y a six semaines, Suchetet obtient le prix du Salon : il a quatre mille francs de pension pendant quatre ans. Le baron Gustave de Rothschild achète sa figure 25 000 francs. Voilà qu'une autre de ses sœurs se marie au moment où lui arrivent l'honneur et l'argent. Nouvelle lettre du père qui lui écrit : « Ta sœur se marie la semaine prochaine, je t'envoie cent francs pour ton voyage. »

8 *juillet.* — Hier, 7, mise en vente des *Petites Cardinal.* Il y avait trois mille trois cents exemplaires chez Lévy. Ce soir, à sept heures, je reçois la dépêche suivante : « Manquons vente. Pressez le tirage. Envoyez Bardon chercher papier pour nouveau tirage nécessaire. » Or, il y avait déjà 2 300 nouveaux exemplaires sous presse. Un nouveau tirage de 3 300 + 3 300 + 2 300, cela fait d'un coup près de neuf mille exemplaires.

11 *juillet.* — *Les Petites Cardinal* se vendent énormément. Depuis trois jours, on n'a pu suffire aux demandes. Bardon fait passer des nuits pour le tirage.

14-15 *juillet.* — Grande Fête nationale, qui a été fort calme. Un peu mouillée le soir. Les deux événements de la journée ont été la remise des drapeaux aux troupes, et la publication du premier numéro du journal de Rochefort, *l'Intransigeant.*

Le second numéro contenait la note suivante : « Le premier numéro de *l'Intransigeant* a été tiré à 198 000 exemplaires. »

19 *juillet.* — Je suis littéralement suffoqué par le succès des *Petites Cardinal.* Les choses marchent de telle sorte que, très probablement, on va, d'un seul trait, en quelques semaines, vendre vingt mille exemplaires du volume. La douzième édition est sous presse, et le volume a été mis en vente le 7. Et la presse !... C'est un concert d'éloges qui, de la meilleure foi du monde, me paraissent démesurés. C'est un chef-d'œuvre... c'est un chef-d'œuvre... Je retrouve ce mot partout. Est-ce vraiment un chef-d'œuvre ?

MORT D'OFFENBACH

26 *juillet*. — J'ai quatre mouettes dans mon jardin. J'ai fait faire un petit treillage autour de ma pièce d'eau, mais les mailles du treillage n'étaient pas assez petites, les mouettes ont réussi à passer toutes les quatre à travers ; les voilà libres... Mais à peine libres, toutes les quatre, éperdues, tâchent de repasser par le petit treillage et de se remettre en captivité, et elles ne peuvent pas y réussir. Plus facile de faire des révolutions que des restaurations.

J'ai fait, sur M. Thiers, la chronique qui paraîtra le 11. Faire, sur M. Mignet (1), la chronique du 18 (2). Elle paraîtra la veille. Pas de figure plus haute, pas de caractère plus pur. Cet homme, qui n'a jamais voulu rien être, aurait pu être tout. Député, ministre, toutes les fois que M. Thiers l'était. M. Thiers a voulu le faire ministre des Affaires étrangères après la Commune. Il n'a pas voulu. Indifférence absolue pour ces deux choses après lesquelles soupirent les neuf dixièmes des Français : places et argent. En 1830, c'était le beau Mignet. On le charge d'une mission en Espagne. La reine le remarque, mais lui ne remarque pas la reine. On lui en fit presque un reproche, on prétendit qu'il entrait dans ses fonctions de rendre la France agréable, en sa personne, à la souveraine d'Espagne. Mignet avait été en relations avec Talleyrand, avec Henri Heine, avec Bellini. Quels souvenirs, quelles aventures !

7 *septembre* 1880. — Hier, noces d'or du père et de la mère de Sardou. A Marly, messe et déjeuner. Une centaine de personnes : Claretie, Gille (3), Najac, Arthur Meyer, Vitu (4), etc. Une gentille petite fête. Sardou vraiment bon et aimable.

(1) Le 19 septembre devait avoir lieu, à Saint-Germain, l'inauguration de la statue de Thiers. Mignet avait demandé à l'Académie des Sciences morales de le désigner pour représenter la Compagnie et prononcer le discours.

(2) Ludovic Halévy donnait alors des chroniques à *l'Univers illustré*.

(3) Philippe Gille, auteur dramatique et critique d'art, rédacteur au *Figaro*.

(4) Auguste Vitu, critique dramatique au *Figaro*.

19 *septembre.* — Inauguration de la statue de Thiers à Saint-Germain. Le même jour, démission de M. de Freycinet et crise ministérielle. Hier, temps affreux. Mignet touchant. On crie à Jules Simon : « Vivent les décrets ! » Claretie et Déroulède ont dîné chez moi. Lyrisme de Déroulède. Il se déclare gambettiste après avoir été napoléoniste et thiériste et mac-mahoniste. Il a composé, sur l'invitation de Mac Mahon, un chant national qui devait remplacer *la Marseillaise.* J'ai entendu Gounod le chanter à Montretout. Pluie battante; le soir, triste soirée de cette triste journée. Reconduit Déroulède à la gare. Cette pauvre statue était là, seule sous la pluie. Conversation de deux bourgeois : « J'ai été pour lui quand... J'ai été contre lui quand... » Thiers a fait et défait Louis-Philippe, fait et défait l'Empire, fait la République; il n'a pas eu le temps de la défaire.

20 *septembre.* — Jules Ferry chargé de constituer le cabinet. Souvenirs d'autrefois. Chez Heilbuth (1). Les deux Ferry. Dîner. Pour la première fois, la France va avoir un ministère *sans particule.* Ils auraient bien voulu avoir le marquis de Noailles ; cela valait même mieux que M. de Freycinet; mais le marquis a rechigné. Il veut bien servir la République de loin, pas de près : à Paris, il serait gêné, il a trop de relations réactionnaires. C'est un républicain pour l'exportation.

21 *septembre.* — Au moment où Gambetta continue à déclarer que l'ennemi, c'est le cléricalisme, paraît *la Commune* de Félix Pyat, c'est-à-dire le journal le plus violent qui ait jamais été publié. Article sur Thiers intitulé *Foutriquet*; on l'appelle le plus grand scélérat du siècle.

5 *octobre.* — J'arrive à une heure à la Librairie Nouvelle. Un monsieur entre, cause avec le commis et lui dit : « Offenbach est mort. »

C'était vrai. Ce matin à quatre heures, après une agonie de douze heures, il mourait.

Il y a de cela plus de vingt-cinq ans, cela devait se passer en 1855. J'étais au ministère d'État. Je connaissais un peu, très peu, Offenbach. Ma porte s'ouvre ; c'était lui.

(1) Peintre, un des petits maîtres du Second Empire, charmant aquarelliste.

— Vous allez, me dit-il, faire pour un petit théâtre des Champs-Élysées un prologue d'ouverture.

— Moi ?

— Oui, vous ; Duponchel me dit que vous me ferez très bien ça.

J'avais montré à Duponchel, l'ancien directeur du Vaudeville, de petits essais de vaudevilles. J'écrivis en deux ou trois matinées : *Entrez, Messieurs, Mesdames...* qui fut le prologue d'ouverture des Bouffes, 5 juillet 1855. J'avais vingt et un ans. Ce fut le commencement de ma collaboration avec Offenbach et le commencement de ma vie au théâtre. Six mois après, je donnais *Bataclan*. J'ai eu cela joué cent fois. Et ensuite, pendant douze ou quinze ans, je ne cessai de travailler avec Offenbach. Et le voilà mort.

BISMARCK A FERRIÈRES

Novembre 1880. — Le baron Alphonse de Rothschild ouvre un tiroir, en tire une grande boîte d'acajou ; de cette boîte sort un grand volume relié en maroquin rouge plein. Registre des visiteurs financiers et politiques à Ferrières. Le registre politique débute en 1862 (septembre, je crois) par la signature de Napoléon III. Au-dessous, celle de la princesse Mathilde; suit un long défilé de ministres, sénateurs, ambassadeurs, princes étrangers ; au milieu de ces noms la grande signature de Bismarck. Il y a sept ou huit pages jusqu'en 1870, puis une page blanche. Avant de tourner cette page blanche, le baron Alphonse me dit :

— La guerre éclate et ce sont les désastres, l'invasion. Ferrières est sur la route des Prussiens ; je viens ici vers le 15 septembre, les Prussiens approchaient. Je dis au régisseur : « Laissez tout en l'état, les clefs sur les portes et sur les vitrines. Je ne veux pas avoir l'air de mettre quoi que ce soit à l'abri. » Les Prussiens avancent. J'étais dans Paris, je ne sais rien de ce qui se passe au dehors. Pendant l'armistice, je sors de Paris, je viens ici. Tout en ordre. Ce registre était là sur cette table, à sa place habituelle. Après avoir rapidement passé l'inspection du château, j'ouvre machinalement ce livre et voici ce que j'y vois.

Là, le baron Alphonse tourne la page blanche et je lis :

« Guillaume, roi de Prusse, sept. 70. — Fredy, prince royal. — de Moltke. — Bismarck, etc. » Et quatre ou cinq pages défilent. Tous les princes et généraux allemands et tous les colonels qui ont visité Ferrières. Ils avaient continué le registre. Les deux signatures de Bismarck : Bismarck invité et Bismarck s'invitant, particulièrement saisissantes. Le registre est resté là, il ne sera plus continué. Il est sous clef dans un tiroir ; mais rien de plus curieux que ces deux séries, l'une commençant par Napoléon III, l'autre par Guillaume Ier.

Joli mot sur le comte de Chambord : « Puisque Dieu ne lui a pas fait la grâce de lui ouvrir les yeux, il devrait bien lui faire la grâce de les lui fermer. »

Pendant la guerre, un capitaine de mobiles réunit ses hommes :

— Il faut enlever cette position. C'est très dangereux, nous n'en reviendrons pas tous, je ne veux avec moi que des hommes résolus. Que ceux qui ne se sentent pas le courage de me suivre sortent des rangs.

Un mobile raconte cela et dit :

— Croiriez-vous que nous étions là soixante-dix et qu'il n'y a que moi qui ai eu le courage de m'en aller.

8 *novembre.* — Parlant de l'effacement de Grévy, Paul de Rémusat me disait aujourd'hui :

— M. Grévy a fait, en 1848, un discours contre la Présidence. Il ne voulait pas de président. Un président, disait-il, sera dangereux ou inutile. La démonstration est faite. Mac Mahon prouve que c'était dangereux et M. Grévy prouve que c'est inutile.

X... rentre chez lui, surprend sa femme, flagrant délit ; il laisse là les coupables interdits, médusés. Il court chez son avoué pour la séparation. « Ça me paraît bon, dit l'avoué, ça ira tout seul. » Ils se mettent à causer de la situation. Il y a une question d'intérêts à régler.

— Comment se distribuait la fortune ?

— C'est ma femme qui a tout.

— Alors elle emporte tout ! ! !

Voilà le mari très troublé par cette idée de rester sans le sou. L'avoué, voyant cela, lui dit :

— Mon Dieu, c'est désagréable, aussi je vous conseille d'avoir du courage, de la résignation. Ayez l'air de n'avoir rien vu.

— Oh ! moi, je ne demanderais pas mieux, mais comment faire ? *Eux, malheureusement, ils m'ont vu.*

10 *novembre.* — Mot de Rochefort, hier, à la gare Saint-Lazare, pour la rentrée triomphale de Louise Michel aux cris de : « Vive la Commune ! » Il y avait foule. C'était à qui serait le premier embrassé par Louise Michel. M. Louis Blanc était là, et aussi M. Clemenceau, tous deux députés et personnages considérables à la Chambre. Rochefort seul a été acclamé. Il disait :

— Décidément, pour être populaire il ne faut pas être député.

Il aurait pu dire :

— Pour être populaire dans ce pays-ci, il faut n'être rien.

En effet, dès qu'on est quelque chose, on n'est plus rien. Voyez Gambetta, il sait bien pourquoi il ne veut pas être président du Conseil : sa grande habileté depuis quelques années, c'est d'être tout, en paraissant n'être rien.

Mot de Renan, après un bon dîner au coin du feu, tournant ses pouces, chez Mme de Z...

— C'est bon de vivre dans un siècle de décadence.

18 *novembre.* — Mot de Thiboust (1). Il avait ramassé une sorte de petite Greuze dans un bal de barrière. Il l'emmène chez lui. En route, elle lui dit :

— Qu'est-ce que vous faites ?

— Jamais une heure de repos ; je suis à la fois acteur à l'Odéon et commissaire de police à Orléans.

Le mot court, court. Quelqu'un dit à Thiboust quelques jours après :

— C'est bien drôle votre mot d'acteur à l'Odéon et commissaire de police à Oran.

(1) Lambert Thiboust, vaudevilliste.

— A Orléans, dit vivement Thiboust, Oran ne serait pas acceptable, il faut rester dans la vraisemblance.

21 *novembre.* — Hier, dîner du 20. Labiche, Dumas, Gérôme, Detaille, Duprez (1), etc. Le vieux Duprez a chanté une chanson de sa pauvre vieille voix fausse et cassée. J'étais à côté de Dumas. Causé tout le temps avec lui. Que d'esprit ! Le voilà plongé maintenant dans les livres *indianistes*. Je lui ai demandé ce que c'était ; j'ai le courage de mon ignorance. Ce sont des études sur les origines des religions hindoues. Il est ravi de retrouver les légendes chrétiennes dans les légendes hindoues plus anciennes de quatre ou cinq mille ans...

On avait, avant-hier, repris *le Père prodigue* au Vaudeville, et avec succès ; il y a tant de choses supérieures, même dans les pièces manquées de Dumas, et celle-ci est du nombre. Elles valent mieux, à mon avis, que la plupart des pièces réussies de ses confrères.

LUDOVIC HALÉVY.

(A suivre.)

(1) Louis Duprez (1806-1896), chanteur à l'Opéra.

ÉTAPES YOUGOSLAVES

II [1]

DE RAGUSE A SARAJEVO

Trois portes donnent accès au vieux port de Raguse, l'ancien port Casson, toujours encombré de tartanes aux voiles latines pareilles à un rassemblement d'étendards. Il est presque fermé par de hautes murailles nues et par l'énorme bastion du Muo. Rien n'est plus vieille marine que ce décor de remparts et de voiliers. Sous le bastion se dressent encore des bornes d'amarrage usées par les câbles des galères.

Entre ce port et la Lutza se trouve le plus beau café d'Europe, le Gradska Kafana, installé dans l'ancien arsenal ragusain. C'est une suite de voûtes blanches, d'un émail velouté, unies, sans ornements. Dans le fond, trois immenses arcades se déploient sur le port, un premier plan de voiles et de mâtures devant les vieilles bâtisses du faubourg et l'échappée majestueuse de la côte orientale. Le jour, ces arcades sont remplies de figurations maritimes, le soir, de fanaux et d'étoiles.

C'est ici le rendez-vous nocturne de ce public cosmopolite dont j'ai parlé. On y achève la paresse de la journée, car il faut être fou ou besogneux pour travailler à Raguse. Les romances tziganes frémissent sur les tympanons. On danse sous le chemin de ronde et les vignes-vierges. Une langueur méditerranéenne vient de ces nuits toujours belles. La poésie facile du clair de lune et des orangers en fleurs prépare les amours brèves des femmes d'Oslo ou de Berlin.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre

Avant de quitter Raguse, nous irons voir l'île de Chipân qu'il faut traverser à pied d'un bout à l'autre pour en goûter les étranges contrastes, et celle de Kortchoula où vit la plus belle race du pays dalmate, dans un décor de forteresse maritime.

Mais il en est une autre plus belle, toute petite, et si près de Raguse qu'on y peut aller à la nage : Lacroma, qu'on appelle aujourd'hui Lokroum. Je l'ai décrite longuement dans mon roman *Taïa*, mais elle est encore plus émouvante que je ne l'ai dite. J'ai parlé de sa végétation passionnée, de son silence odorant, de ses souvenirs tragiques. Je n'ai pu décrire sa longue allée de cyprès, ses carrefours de myrtes, ni la côte rocheuse du large, les grands degrés calcaires qui descendent lentement vers le flot.

C'est de cette île qu'on voit le mieux Raguse, parce qu'on est à la fois près d'elle et loin d'elle. Elle se présente en plan élevé, comme sur les cartes des vieux atlas. Il faut la contempler au premier matin, quand le soleil remplit ses remparts. Elle est alors rose et dorée. Avec ses murs doucement hâlés et ses toits vermeils pressés les uns contre les autres, elle est pareille à une jeune fille qui tient dans ses beaux bras une corbeille de fruits.

SKOPLIÉ. — LA CÉRÉMONIE DERVICHE

Un fossé de pavés disjoints où coule un ruisseau de lessive, entre de vieilles maisons turques à moitié éboulées, telle est la ruelle qui nous mène chez les derviches. Derrière la grille de bois du couvent, un jardin de curé, plein de lis et d'hortensias, est semé de stèles blanches coiffées de turbans de pierre : le cimetière des moines.

Cheik Saad-en-Dinn, leur chef, nous attend dans le salon de réception. Il est accroupi dans un angle, près de la fenêtre, sur un divan bas. Il est vêtu d'une grande robe de soie mauve et porte un turban bigarré. Il ressemble étrangement à Anatole France : il en a l'œil à paupière retroussée, noir et brillant, le haut front, la bouche narquoise, la barbe blanche, bien soignée. C'est le chef des derviches, non seulement de ce couvent, mais de tout le pays, la plus haute autorité ès sciences musulmanes, riche de savoir et de biens terrestres.

Il nous accueille avec aménité, il sourit à la jeunesse de Marie-Jeanne. Il s'y connaît : sa plus jeune femme n'a pas quinze ans. Il nous invite à prendre le café. Un adolescent beau comme une lune, dirait Schéhérazade, nous tend les menues tasses entre le pouce et l'index, comme des fleurs, et s'éloigne à reculons sur ses pieds nus. La conversation languit : les derviches sont peu causeurs.

A midi, heure turque, c'est-à-dire à une heure et demie, Cheik Saad-en-Dinn frappe dans ses mains. Un serviteur se présente et nous conduit dans la salle des cérémonies ; je veux dire par là qu'il me conduit et que Marie-Jeanne, résignée depuis son entrée en Serbie du Sud à n'être qu'une femme, me suit à distance.

J'ai devant moi une grande salle carrée, éclairée par des fenêtres hautes et étroites où luit un peu de ciel et de verdure. De trois côtés, une galerie à balustrade, pleine de petits garçons et de fillettes qui, pendant tout l'office, ne cesseront de se bousculer pour occuper les bancs de bois. Du côté de l'entrée, la galerie est surmontée d'une tribune fermée par un treillage épais derrière lequel se trouve le public féminin silencieux, invisible. Le plafond de bois imite par sa forme la toile incurvée d'une tente. Bien qu'il soit midi, une grosse ampoule électrique, sans lanterne ni abat-jour, est allumée au milieu du plafond.

En face de l'entrée, dans un mur sans fenêtres, se creuse une niche de maçonnerie, le mihrab, un peu plus haute qu'une stature humaine. Toute la pièce, galerie, balustrade, plafond et muraille, est peinte d'un bleu limpide et brillant, un bleu de Bosphore, l'azur d'un ciel qu'on ne trouve jamais que derrière une coupole de chaux ou entre les fleurs d'un amandier.

La niche est décorée d'une étrange panoplie ottomane : deux haches damasquinées, un cimeterre, deux cannes à pommeau sculpté, et un poignard dont le manche est orné de chaînettes terminées par des boules de cuivre et des médailles. De chaque côté pend une bannière de soie noire, brodée, en or, d'inscriptions coraniques. D'autres maximes, en blanc sur fond noir, remplissent des cadres dorés accrochés un peu partout à la muraille.

Saad-en-Dinn vient d'entrer avec les officiants. Il s'assied à la turque, au bas du mihrab, sur une peau de chèvre qui

déborde autour de sa robe. A ses côtés, sous les bannières de soie, quatre vieillards en robe noire et turban sont assis comme lui. Le plus proche, à droite, est un ancien colonel de l'armée turque d'avant 1912, lorsque la ville de Skoplié s'appelait Ouskoub. Ils sont tous les cinq figés dans leur méditation, le torse droit, les mains perdues dans les larges manches. En face d'eux, les novices et les postulants sont accroupis sur leurs talons au milieu d'une peau de mouton ou de chèvre. Ils sont une vingtaine : deux vieillards, cinq ou six hommes mûrs, des jeunes gens et des garçonnets, tous vêtus de robes noires bordées, au bas, d'une large bande de couleur, et coiffés d'un haut bonnet de feutre jaune bordé de noir. Au milieu d'eux, perpendiculairement à l'une des bannières, cinq derviches sont assis sur des peaux de mouton : ils sont vêtus comme les autres, sauf l'un d'entre eux, une espèce de kalmouk à grosse moustache, qui porte sur la tête un énorme bonnet pointu, en agneau blanc.

Sans qu'aucun signal ait été donné, un murmure s'élève des trois groupes. En même temps, avec un parfait ensemble, les torses aux mains collées sur la poitrine s'inclinent de biais, à droite, à gauche, à droite, à gauche. Ce n'est d'abord qu'un léger mouvement à peine perceptible, comme l'est aussi le murmure des voix. Peu à peu, l'un et l'autre s'accentuent, les têtes se penchent plus profondément, les voix prennent de l'ampleur. Je commence à distinguer la formule, toujours la même, sur un rythme, toujours le même : deux croches, deux noires, dont la seconde pointée, et trois croches. Je la saisis phonétiquement, dépouillée de sa forme écrite et de sa signification qui est celle-ci : Allah est le plus puissant. Cela donne à l'oreille : La-y-la é it-la-la... La-y-la é it-la-la. A chaque fois, le mouvement s'élargit, devient peu à peu un plongeon à droite, à gauche, tandis que la cadence s'accélère... Il s'agit, par ce mouvement de plus en plus rapide, de faire sortir le démon qui occupe ordinairement l'enveloppe humaine.

Les torses sont maintenant secoués au-dessus des jambes fixées au sol, les têtes s'abattent avec force, à toucher la terre, hagardes, suantes, les bonnets trempés, tandis que les voix exaspérées continuent dans une sorte d'aboiement : La-y-la é it-la-la... La-y-la é it-la-la.

On n'est pas maître de soi dans une pareille ambiance. Je me sens entraîné par cette énorme supplication. Je me cramponne à la barrière de bois comme à la rambarde d'un cargo, pour ne pas être enlevé par les hautes vagues d'exorcisme. Elles déferlent dans la tierce, plus basses, plus rauques, mais toujours plus pressées, tandis que les corps se balancent maintenant d'arrière en avant, d'avant en arrière, l'échine renversée ou la face effleurant le carrelage... La-y-la é it-la-la... La-y-la é it-la-la. Toutes les figures sont d'une pâleur de mort, la bouche ouverte et haletante, le front, les joues, ruisselants de sueur, avec de grands méplats que l'ampoule électrique accuse de sa lumière brutale.

Cela dure un quart d'heure, vingt minutes, vingt minutes d'une angoisse interminable, déclinant de tierce en tierce, jusqu'à creuser les voix des petits garçons, briser celles des vieillards, tandis que les corps se jettent en arrière, en avant, en arrière, en avant, dans un va-et-vient convulsif.

Et tout à coup l'invocation s'arrête, les torses vacillent lentement, longuement, comme des palmiers sur lesquels le vent vient de passer... Un long silence où chacun reprend sa stabilité... Puis une voix, une autre, une autre encore, l'une après l'autre, deux autres ensemble, une encore, celle-ci essoufflée, celle-là sanglotante, celle-là triomphale, celle-là en un murmure : Amîn... Amîn... Amîn...

Autour de moi, dans la galerie, les gosses se poussent, se tirent par les vêtements, se bourrent de coups sournois et pouffent dans leurs mains pour qu'on ne les entende pas rire. La figure de Saad-en-Dinn est impassible, sèche et blanche comme le calcaire.

Tous les derviches, maintenant, se sont mis debout, rejetant derrière eux, d'un coup de talon, les peaux de bête sur lesquelles ils étaient accroupis. Ils se tiennent très droits. Ils ont les pieds joints, les gros orteils unis, les mains croisées dans les manches.

Et voici qu'un chant s'élève, celui d'un des cinq derviches qui tiennent le milieu de l'assemblée, un chant glorieux, allègre, d'une jeune voix de ténor. En même temps, le balancement des torses reprend, à droite, à gauche, sur les jambes maintenant verticales et parfaitement immobiles, très lentement d'abord, avec un bourdonnement sourd et continu,

sur une seule note, tout semblable au bruit du vent dans les poteaux téléphoniques.

A mesure que le mouvement des corps s'élargit, ce murmure se divise en plaintes répétées, de moins en moins longues. Bientôt cela devient une sorte de râle saccadé alternant avec une respiration forte, pendant que les corps s'inclinent d'un seul ensemble, dans une cadence de plus en plus vive. Le chanteur, de sa belle voix jeune, continue à broder sur cette trame violente. Après quelques minutes, ce n'est plus qu'un cri sourd, un ahan de scieur de long, tandis que les têtes reprennent leur infernal tangage. Cela fait maintenant une atroce respiration de trente poitrines, un rauque halètement que j'essaie en vain de traduire... Rag arag heu... Rag arag heu... D'un seul coup, toutes les têtes glissent vers moi... Rag arag heu... Rag arag heu... Toutes se relèvent, blafardes, luisantes, et retombent de l'autre côté. Rag arag heu... Rag arag heu... Cela devient bientôt si rapide qu'on n'entend plus qu'un seul râle. Les corps sont déjetés, brisés, les têtes flageolent sur des cous trop longs. Une âcre odeur de sueur et de saleté humaine monte de cette assemblée convulsive.

Cette oscillation sans cesse répétée, ce rauquement de plus en plus haletant, provoquent chez ces hommes une sorte d'ivresse extatique. Elle s'exprime par un grand cri, tout à coup, de l'un des fidèles, tandis que la belle chanson continue à fleurir comme un jet d'eau sous un ciel d'orage.

Cette effervescence collective aboutit à sa conclusion rituelle. Un homme quitte le cercle vacillant, un homme jeune, vingt à vingt-cinq ans, longue face pâle tiraillée par la fatigue. Il s'avance d'un pas de somnambule jusqu'au mihrab où Saad-en-Dinn, debout, se balance comme les autres. Il s'empare du chich, le poignard orné de boules de cuivre et de médailles, et revient au milieu du cercle titubant. A ce moment, le râle devient une invocation plus précise mais toujours haletante. Je distingue : Kayoum Allah... Kayoum Allah... à chaque fois les corps lancés à droite ou à gauche. L'homme élève le poignard au-dessus de sa tête et le fait tourner dans ses mains : on entend tinter les médailles contre les boules de cuivre. Le visage est marqué d'une sorte d'hystérie pétrifiée qui révulse les yeux et blanchit les lèvres. Une telle démence mystique s'empare des assistants que les mouvements jusque-là réguliers

deviennent désordonnés. Parmi les appels puissants : Kayoum Allah... Kayoum Allah... jaillissent des cris rauques ou stridents. La saoulerie religieuse est arrivée à son paroxysme.

Alors, pendant que redoublent la rumeur et le balancement de tous les torses, le jeune homme applique contre sa joue gauche la pointe du poignard et l'enfonce lentement dans la chair. Le chant de gloire s'élève jusqu'au sommet de l'aigu, les cris déchirent les oreilles. Même les enfants autour de moi ont cessé leurs jeux et glapissent comme les autres. Le poignard a traversé la joue gauche et fait saillir la joue droite. Une fureur frénétique secoue toute l'assistance lorsque la pointe de métal apparaît à travers la chair. Ainsi, la face traversée, sans une goutte de sang, les médailles et les boules de cuivre roulant sur son épaule, le derviche tourne lentement sur lui-même, les bras croisés contre la poitrine, s'offrant à l'extase de tous les autres qui ne sont plus que gémissements et soubresauts. Et lorsqu'il arrache le chich, très lentement, avec un effort visible, tous retombent accroupis, défaillants, la figure ravagée, laissent tomber les bras au long des cuisses, restent les mains ouvertes, paumes en l'air, et ce n'est qu'une plainte, un long murmure douloureux qui exhale d'une bouche à l'autre bouche : Amîn... Amîn... Amîn... Amîn... Pendant cinq minutes, je ne vois plus que les corps affaissés, je n'entends plus que les voix mortes : Amîn... Amîn... Amîn... L'homme a remis le poignard dans sa niche, il a repris sa place, il répète comme les autres : Amîn.

Le calme est revenu. L'assemblée se relève bientôt. Elle se tourne tout entière vers la galerie de l'Orient, du côté du tourbé où sont ensevelis les anciens cheiks. Et dans un silence écrasé de fatigue et d'hébétude, monte lentement, par la bouche de Saad-en-Dinn, la prière pour le Roi.

A Bitoli (Monastir), nous allons chez Angélina Maunovitch pour fêter la slava. Il n'est pas encore huit heures et demie du matin quand nous nous arrêtons devant la maison.

Le vestibule et l'escalier sont pleins de fleurs, plantes en pots, petits bouquets dans des vases multicolores. Toutes les chambres ont été transformées en salons de réception. Des divans couverts de tapis aux laines violentes règnent le long des murs et devant les fenêtres. Une immense table garnie

de nappes brodées, de cristaux et d'argenterie, occupe le milieu de la plus grande pièce.

Dans un angle, éclairée par une lampe de cuivre ajourée, luit dans ses ors l'icone de saint Georges, le patron de la famille. C'est un cavalier d'un rouge de laque, sur un cheval blanc caparaçonné de dorures : il fait un geste meurtrier parmi les inscriptions cyrilliques qui recouvrent l'enduit d'un beau brun violet, tout craquelé par deux siècles de vieillesse.

La slava est une fête presque exclusivement orthodoxe. Je la croyais même spécifiquement orthodoxe, mais j'ai découvert, dans les environs de Raguse, une colonie catholique qui célèbre la slava. Encore, cette colonie est-elle d'origne orthodoxe, ne s'étant convertie qu'au XVIe siècle, lorsque Pawlovitch vendit aux recteurs de Raguse le territoire qu'elle occupait.

Le mot *slava* signifie *gloire*, et c'est en effet la glorification du saint que chaque famille s'est choisi comme patron ou protecteur. Quand je dis famille, je ne veux pas dire foyer, mais bien la *gens* latine, c'est-à-dire les descendants d'une même souche. C'est ainsi que le père, le grand-père et tous les aïeux d'Angélina ont toujours eu saint Georges comme protecteur et fêté la slava de saint Georges. Aujourd'hui, dans la Yougoslavie entière, toutes les familles orthodoxes qui ont saint Georges comme patron célèbrent la slava. Demain, dans d'autres familles, ce sera le tour de saint Nicolas, par exemple ; après-demain, celui de saint Joachim, etc. On peut dire qu'il n'est presque pas de jour où l'on ne fête la slava quelque part, je veux dire en Yougoslavie, car cette cérémonie est inconnue dans les autres pays des Balkans.

Pendant que les femmes s'affairent à préparer des gourmandises, j'accompagne les hommes à Svéti Dimitri, l'église orthodoxe, où doit se faire la première cérémonie. Mes compagnons sont frais et vaillants, en dépit de l'heure matinale. Hier soir, un repas très simple a réuni toute la famille autour de la table, et après une courte prière on est allé se coucher à dix heures.

Nous marchons vers l'église sans échanger une parole. Les Serbes de la ville se connaissent tous. Ceux que nous croisons nous saluent d'un « Sretna slava ! » cordial : « Heureuse slava », comme on dirait « Bonne fête ! » D'autres groupes

vont vers l'église, les quelques familles de la ville qui ont aussi saint Georges comme patron. Il n'y a que des hommes.

L'église n'est belle que par la profusion de lustres de cristaux. Elle en est remplie. On dirait un sous-bois diamanté. Certains, plus longs que les autres, laissent pendre des régimes de lumière.

L'iconostase flamboie de tous ses ors, de toutes ses lampes. Le pope, derrière le rideau de soie qui le rend invisible, célèbre son office dans le vieux slavon rituel, le glagolitza, le beau langage de Cyrille et Méthode. Mes compagnons chantent les répons. Ces chœurs sont d'une majesté que le rituel catholique n'atteint que dans les ordres monastiques, toujours *a cappella*, sans accompagnement d'orgue ni d'aucun instrument, les voix à trois ou quatre parties, dans un ensemble parfait.

Ils entonnent ensuite le cantique de la slava, le *tropar*, qu'ils savent depuis l'enfance et qu'ils ne chantent que ce jour-là. Il me fait penser à certains hymnes grégoriens, les plus vieux, comme le *Kyrie fons bonitatis* dont il a le balancement et les longues pauses vocales.

Et la cérémonie se termine tout d'un coup. Il en est toujours ainsi dans les offices orthodoxes. Rien n'en signale la fin. Sans doute manque d'habitude de ma part.

Nous regagnons en bon ordre la maison d'Angélina. Elle est sur le seuil, avec deux femmes de la famille, elle nous accueille par un joyeux « Sretna slava ! » Nous montons dans le salon où l'on a fait merveille pendant notre absence. La grande table, d'autres plus petites, et jusqu'à des guéridons, sont chargés de victuailles. Il y a là tout ce que le prodigieux appétit de la race a pu imaginer et rassembler. C'est un monde de gâteaux, de sucreries, de sandwichs épais, caviar, jambon fumé, œufs durs, anchois, laitue au vinaigre ; des plats de saucissons, de bœuf à l'écarlate ; des baklava d'amandes pilées et de taranes ; des fromages de chèvre et de brebis ; l'agneau rôti que j'ai envoyé ce matin, couché dans un majestueux plat de cuivre ; deux cochons de lait, les pattes en l'air, le ventre ouvert bourré de citrons. Et autour, les jeux d'orgue des carafes et des bouteilles, raki, schlivovitza, orangeades, vins de toutes les couleurs du vin. Il semble que les provisions de toute une année soient répandues sur les tables de la slava. Et, de fait, les familles mettent là les économies d'un

an entier, avec la nonchalance du Serbe pour tout ce qui n'est pas le plaisir immédiat.

Le milieu de la table est occupé par un grand plat d'argent sur lequel repose le *gito*. C'est un gâteau mou, fait de blé cuit, de noix écrasées, de miel et de raisins secs. Il est l'offrande funéraire au saint de la slava, ceux d'entre les saints qui ont connu la mort humaine. C'est si vrai que les familles qui ont adopté saint Élie ou l'archange saint Michel ne préparent pas le gito, parce qu'Élie et l'archange sont toujours vivants. Georges étant mort à Rome, sous Dioclétien, le gito orne la table d'Angélina. Au centre du gâteau est planté un cierge de cire orné de figures et de papier doré.

A côté, sur un pechkir (1) aux fines broderies, est posé le pain rituel, sorte de large brioche ronde qui porte une grande croix en relief. C'est le *kolatch*, le pain de communion symbolique, qui sera partagé entre les membres de la famille.

Les visiteurs apportent leurs vœux de slava, comme chez nous de nouvel an. Il n'y a pas d'invités. On accueille tous ceux qui se présentent, connus ou inconnus, même le pauvre et le vagabond. Les hommes s'embrassent sur les deux joues, en se donnant de grandes claques dans le dos. Les femmes se congratulent avec de petits cris. Puis tout le monde s'installe sur les divans. On présente le slatko (2), avec toutes ses cuillers et tous ses verres d'eau. On offre aussi les victuailles entassées sur les petites tables, on les offre et on les accepte de grand cœur. Il y a ainsi de longs silences où l'on n'entend plus que le bruit des mâchoires. Quand ils sont bien nourris, les visiteurs s'en vont avec des compliments. Sans doute vont-ils continuer de slava en slava leur tournée alimentaire.

A une heure, on se met à table, avec les gens qui se trouvent là. Le cierge du gito est allumé, et l'on attend le pope pour la bénédiction du kolatch. Ce n'est pas un pope comme on se les représente en France. Celui qui vient consacrer notre slava est un monsieur à barbiche grise, l'air d'un pharmacien de province ou d'un député radical. Il porte une jaquette, un gilet à chaîne de montre, un faux col cassé, une cravate de satin noir et des pince-nez. Rien de moins ecclésiastique.

Nous nous sommes tous mis debout et un silence solennel

(1) Serviette de lin.
(2) Fruits au sirop.

s'établit autour de la table. Le frère aîné d'Angélina a pris le pain rituel et le tient sur ses mains étendues. Je vois le pope tirer de sa poche un petit paquet de soie et dérouler une étole qu'il se passe autour du cou. Les deux bouts de l'étole étalés sur les mains, il reçoit le kolatch, et penché sur lui, récite une prière. Tout le temps qu'elle dure, le frère aîné fait tourner lentement sur les mains du prêtre le pain de la slava. C'est, en quelque sorte, la terre et sa fertilité qui s'offrent à la bénédiction immobile du soleil.

Quand celle du pope est donnée, tout le monde s'assied. On présente à l'officiant le gito, le gâteau de blé cuit, dont il doit être le premier à prendre une cuillerée. On le passe ensuite à la ronde, avec un petit salut à son voisin. Chacun le goûte avec une ferveur véritable. J'y mets plutôt de la curiosité. Ce n'est pas mauvais, cela ressemble à du pudding. C'est une chose qui peut se manger, quand on a l'appétit aiguisé par le caviar et les anchois. Je m'intéresse beaucoup plus à la signification symbolique de cette offrande céréale qui me rappelle le vieux rite crétois de Déméter.

La communion terminée, le prêtre se lève et prononce quelques paroles d'adieu. Il s'en va bénir le pain dans les autres familles vouées à saint Georges. Les aînés l'accompagnent jusqu'au seuil de la maison. Les autres n'attendent pas qu'ils soient revenus pour commencer ripaille. On se jette sur les provisions, non dans un ordre déterminé, comme il en est chez nous dans les festins, mais d'après la place qu'on occupe. Celui qui voisine avec les gâteaux commence par le dessert. Un gros homme, armé d'un couteau de boucher, dissèque l'agneau rôti ; un autre démembre les cochons de lait. Chacun se sert avec les doigts et mange à la manière d'un ogre qui dévore un moutard, ou comme on dit que bâfrait Henry VIII dans son palais de Londres. Ils ont de la sauce jusque sur les joues et les poignets. Ils s'empiffrent au milieu d'un grand silence culinaire.

Pendant le repas, des visiteurs se présentent avec leurs vœux de slava. On leur fait de la place et ils s'installent à la table. C'est le gito qu'on leur offre en premier lieu, avec un grand verre d'eau qu'ils ne font que toucher du bout des lèvres. Le rite accompli, ils se mettent au travail comme s'ils n'avaient pas mangé depuis la slava de l'année dernière. Ils

boivent aussi. Le vin, le raki, la schlivovitza coulent à flots. Et, quand ils ont fini de manger, ils chantent. Rien de plus beau que ces chansons à table, entonnées par tous les convives, avec un sens parfait de la mesure et de l'accord musical :

C'est Risto qui fête le nom chrétien :
Chez lui resplendit la slava sacrée,
Et dans sa cour, ainsi, quatre lumières
Jettent des éclats sur quatre côtés.
Le premier de ces éclats vient du cierge,
Le second vient de la veilleuse d'or,
Le troisième vient du plateau d'argent (1)...

Les femmes laissent planer sur la mélodie de longs accords de contraltos, comme si vraiment les anges aux ailes multicolores, de Petch et de Detchani, venaient du ciel pour apporter le pain de proposition. Ici, la slava reprend sa signification religieuse un instant perdue dans la joyeuse galimafrée. C'est que le mysticisme n'est pas nécessairement de l'ascétisme, et les festins qui inauguraient les cathédrales devaient avoir ce caractère de franche lippée.

Et la fête se prolonge jusque très tard dans la nuit. C'est un va-et-vient continu de visiteurs qu'on accueille en battant des mains. Ils s'assoient, échangent quelques répliques de banalités quotidiennes, pendant qu'Angélina leur apporte le gito et le verre d'eau fraîche. Puis ils se débrident en buvant le vin et l'eau-de-vie, et bientôt chantent comme les autres. Hymnes rituelles ayant toujours la noblesse du plain-chant. Ni danses, ni phono, ni même le violon des tziganes. Ce n'est ici que musique vocale et causerie, beuverie, mangeaille, autour de cette table où, seul intact, sous le haut cierge allumé, s'arrondit le pain doré, avec sa grande croix en relief.

L'ATTENTAT DE SARAJEVO (28 JUIN 1914)

J'ai essayé de reconstituer sur place l'attentat de Sarajevo, dans sa vérité la plus simple, en le dépouillant de ce néo-romantisme du reportage qui envahit l'histoire. Je l'ai fait d'après les documents que m'ont fournis les Archives de la

(1) Bougarinovitch. Traduction René Pelletier.

ville et d'après les importants éclaircissements que m'a donnés, à Stolatz, Mehmedbachitch, le seul des conjurés qui soit encore vivant.

Nous allons d'abord à Ilidja, sur la route de Mostar, à onze kilomètres de Sarajevo, là où s'est passé le premier acte de la tragédie.

C'est une station thermale sulfureuse, non loin des sources de la Bosna qui forment là un sous-bois de guinguette avec des eaux courantes et de petits étangs endimanchés. En 1878, dans une plaine, au pied de la montagne, l'État autrichien a fait dessiner et planter un grand parc semblable à tous ceux des villes d'eaux. Au centre, l'ordinaire jardin de fleurs et de palmiers est encadré par un restaurant et deux grands hôtels, le tout de ce style impersonnel que l'on trouve à Contrexéville, à Vichy et ailleurs. En 1914, les deux hôtels s'appelaient *Austria* et *Hungaria*. Ils s'appellent maintenant *Serbia* et *Hertzegovina*. Derrière le *Serbia*, un troisième hôtel, plus vaste que les autres, développe sur une longue façade une architecture de chalet : le *Bosna*, qui n'a pas changé de nom.

Le mercredi 24 juin 1914, l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand, et sa femme morganatique, Sophie de Hohenberg, arrivent à Ilidja. Sophie est une Tchèque de rien du tout qu'il a épousée contre la volonté de l'empereur et de la Cour. Bon couple d'honnêtes bourgeois couronnés, très unis. Ils sont destinés à remplacer le vieux François-Joseph, s'il se décide à mourir. Ils gouverneront avec leurs enfants une Autriche divisée en trois royaumes, sous la couronne unique des Habsbourg. Tels sont du moins les projets de François-Ferdinand.

Ils s'installent au *Bosna* en attendant la fin des manœuvres militaires et l'entrée solennelle à Sarajevo. Depuis un mois on a travaillé activement à préparer l'appartement du prince. Il occupe tout le premier étage, suite de pièces carrées donnant toutes sur le parc ; au milieu, une grande pièce rectangulaire qui sera la chambre des archiducs. On a même installé dans l'une des pièces une chapelle et dans une autre une salle de bain. La chambre des époux s'ouvre sur une terrasse à arcades de bois meublée de sièges en rotin. C'est la seule pièce qui ait gardé son aspect et son mobilier de 1914. Elle reflète le mauvais goût de 1900. Je n'y trouve pas la vie de

ces fantômes. Au surplus, ils n'ont rien pu laisser d'eux-mêmes dans cette chambre d'hôtel où ils n'ont vécu que trois jours avant d'aller se faire tuer.

Le jour même de leur arrivée, un des policiers attachés à leurs personnes aperçoit sous les arbres du parc un homme suspect, connu de la police, Tchabrinovitch, celui qui, le 28, lancera la première bombe. Il se met à sa poursuite, mais l'autre disparaît dans un bosquet. On le retrouve, le lendemain, à Sarajevo, on lui demande ses papiers. Il exhibe un permis de séjour bien en règle. On le laisse partir. Ce même jour, l'archiduc et sa femme viennent à Sarajevo incognito. Ce couple avait du cran. Il se savait menacé. Ils viennent tout de même, ils se promènent en bons époux tranquilles parmi les boutiques de la Tcharchiya. Dans une de ces ruelles étroites, encombrées, ils passent à côté de Princip, celui qui les tuera dimanche. Princip les reconnaît, mais son revolver est chez Ilitch. Il court chez celui-ci et ne trouve personne.

Le 26 et le 27, les manœuvres militaires autour de Rastelitché et Pazaritza figurent évidemment une attaque contre la Serbie. François-Ferdinand, tout à son affaire et plein d'une imagination délirante, galope d'une place à l'autre. Le 27, à midi, la Serbie des manœuvres est vaincue, l'archiduc regagne Ilidja. Il passe une partie de l'après-midi en prière dans la chapelle de son appartement. On pourrait croire à du pressentiment ; mais non, c'est un homme pieux, et tout de même il se sait en danger. Son entrée à Sarajevo, le jour du Vidovdân, est une provocation. Il compte sur le Seigneur des armées pour le tirer de là. Une bonne police aurait été plus efficace. Mais Vienne, qui a d'excellentes raisons pour cela, n'en a pas voulu.

Le soir, un grand dîner réunit au *Bosna* le monde officiel de Sarajevo. Ils sont quarante et un, y compris les princes. Je cherche à revivre ce dernier dîner. Je vais à pas lents à travers les salons de réception. Ils sont d'une banalité sans charme, lambrissés à mi-hauteur de bois peint en brun. La salle du banquet ressemble à une salle d'attente. Pas un tableau, pas une tenture. Un régulateur de bois sculpté est l'unique décoration de la muraille. Il est arrêté, on dirait, sur une heure fatidique. Trois fenêtres et une porte cintrée donnent sur le parc. Elles étaient ouvertes ce soir-là, et la

musique de la garnison de Sarajevo jouait sur la pelouse. Comme aujourd'hui, l'odeur des lauriers et du terreau entrait dans la pièce.

C'est le dernier repas de cet homme et de cette femme qui vont mourir. J'ai pu me procurer le menu et l'ordonnance de la table. Il n'y a qu'une seule femme : Sophie. Elle est encadrée par deux archevêques : Stadler et Lética. En face d'elle, François-Ferdinand a à sa droite le général Potiorek, à sa gauche le président du Sabor, Causevitch. Les autres membres du parlement bosniaque, le rabbin Lévy, le bourgmestre, des catholiques, des orthodoxes se côtoient comme toujours dans cette ville étrange où des fonctionnaires musulmans suivent la procession de la Fête-Dieu.

Le menu est en français, un français d'ambassade, pour éviter de le présenter en autrichien ou en serbo-croate. On sert des « soufflés délicieux », une « pièce de bœuf et agneau », des « filets à la renaissance », des « oisons rôtis, salade, compote », etc., avec du Château-Léoville, du Pommery, du Tokay et du Zivatica de Mostar. La musique, sur la pelouse, joue *le Beau Danube bleu*, une fantaisie sur *la Bohême*, la *Rêverie* de Schumann et un pot-pourri de Franz Lehar.

Les abords de l'hôtel sont soigneusement nettoyés. La populace est refoulée aux abords du parc, sur la route pavoisée de drapeaux autrichiens et bosniaques. La cohue écoute les flonflons lointains de la musique. Les conjurés ne sont pas là. Ils font chez Ilitch la veillée des armes.

Le banquet terminé, on se répand dans les salons, je veux dire ces pièces tristes comme des antichambres de caserne dont j'ai parlé plus haut. François-Ferdinand va et vient, en compagnie de l'oberleutnant Merizzi, celui-là même qui sera blessé le lendemain par la bombe de Tchabrinovitch. Les membres du Sabor, ce parlement bosniaque que l'Autriche supporte comme elle peut, forment un petit groupe autour de leur président. François-Ferdinand fonce sur ces gens-là. Il sait qu'ils sympathisent avec la Serbie. Or, la Serbie, c'est la guerre de demain. Cela viendra tôt ou tard, même si personne n'est abattu à coups de revolver. Il leur fait ce discours qui devrait être célèbre, car il prévoit le démembrement de l'empire autrichien. « Surtout, messieurs, ne regardez pas

du côté de la Serbie ! » C'est en regardant de ce côté-là que les Slaves du Sud ont créé la Yougoslavie.

Je suis accoudé à la terrasse de la chambre qu'occupait l'archiduc. Devant moi les pelouses ratissées, les grands arbres du parc, un parterre de fleurs. La chambre est derrière moi, sa porte vitrée ouverte sur son mobilier provincial. Il me semble qu'elle est éclairée comme ce soir de 1914. Je m'imagine cet homme remontant chez lui après le banquet. C'était un rude gaillard, courtaud, avec une grosse figure, de gros yeux bleus et une grosse moustache. Il était militaire de pied en cap. Je ne pense pas que ce soir-là il ait eu peur. Il savait à peu près que le lendemain Sarajevo le recevrait avec des bombes et des coups de revolver, mais il comptait sur sa chance et sur la Providence. Après tout, être tué fait partie du métier de roi. Il n'a rien fait pour éviter les coups.

On raconte à Sarajevo que les conjurés se réunissaient à la vinara Semiz. Un vrai décor à la Dostoïewski, ce cabaret. A proprement parler, ce n'est pas un cabaret, ce qu'on appelle ici kafana, mais une vinara, c'est-à-dire un débit de vin, avec un cellier où s'alignent des tonneaux et des bonbonnes. Il ouvre sur la Koundourdjilouk Ulitza, la rue des Cordonniers, son unique fenêtre à volets de bois et sa porte cintrée. De sa fenêtre, on voit l'angle du quai et de la rue François-Joseph, où l'archiduc se fera tuer.

On n'y a rien changé depuis l'affaire. Ce n'est pas piété, mais négligence. Au surplus, le propriétaire n'est jamais là. Son frère, le docteur Semiz, s'est dérangé pour m'ouvrir la porte et me permettre un pèlerinage d'écrivain. Partout ailleurs, on eût fait de ce lieu quelque chose comme un cabaret à la mode. L'indolence orientale l'a sauvé. Il est aujourd'hui ce qu'il était il y a vingt ans, lorsque les conjurés de Sarajevo se réunissaient dans la petite pièce du fond pour assurer la ruine de la vieille monarchie autrichienne.

La salle du cabaret est obscure, même lorsque la porte et la fenêtre sont ouvertes, car le cintre très épais coupe le jour qui tombe du toit d'en face. Elle est meublée de quelques tables, d'un petit comptoir, devant un buffet de bistro, plein de choses hétéroclites.

Dans le fond du cabaret, juste au milieu du mur, il y

a deux marches devant une porte vitrée. C'est l'entrée du cellier, une grande pièce très haute de plafond et éclairée d'en haut par une seule lucarne. Elle est encombrée de tonneaux vides et pleins, rangés sur des chantiers, de bancs de bois et de bonbonnes dans leur cuirasse d'osier. Elle a, dans le fond, une porte à deux battants qui donne sur une ruelle étroite, la Kouiounjilouk Ulitza, la rue des Forgerons. C'est par cette porte, et non par l'entrée du cabaret, que les conjurés pénétraient dans la maison. Une autre porte, sur le côté du cellier, s'ouvre sur une petite pièce qui est un des décors intimes du drame.

On n'y a pas déplacé un meuble depuis le mois de juin 1914, et il est probable qu'elle était, bien avant, semblable à ce qu'elle est aujourd'hui. On n'a même pas cherché à conserver les pauvres objets parmi lesquels ont vécu ces hommes qui, après tout, ont créé la Yougoslavie. Ce pourrait être un lieu de pèlerinage. C'est resté l'arrière-salle d'un cabaret, et je dirai que j'aime mieux ça.

Qu'on se figure une pièce de deux ou trois mètres de largeur sur quatre de profondeur, éclairée par une seule fenêtre placée à hauteur des épaules. Tout le coin opposé à la fenêtre est occupé par un vieux divan couvert d'un tapis. Deux chaises, un poêle de fonte, une table à gros pieds carrés.

Tel est le décor où la légende a placé la dernière réunion des conjurés dans la nuit qui a précédé le drame. J'ai interrogé là-dessus Mehmedbachitch. Il m'a dit qu'il n'en était rien, et qu'on avait même exagéré l'importance de la vinara. Les conjurés se retrouvaient quelquefois chez Semiz, dans la petite salle du fond, mais aussi bien dans d'autres cabarets, et le plus souvent chez Ilitch qui habitait une rue du quartier musulman.

C'est une petite maison turque à un seul étage ; l'entrée de la cour est protégée par un auvent. La porte est basse, les fenêtres étroites. Le mur du jardinet est prolongé par une palissade d'échalas, analogue à celle des fermes de la Croatie.

— Si les conjurés, me disait Mehmedbachitch, allaient plus souvent chez Semiz, c'est uniquement parce qu'ils y trouvaient un vin de Mostar qu'on ne pouvait boire ailleurs.

On l'y trouve encore, je l'ai goûté, et je puis garantir son excellence.

— Il importe aussi, continuait Mehmed, de ne pas ajouter foi aux interprétations romanesques dont on a travesti le complot. Aucun des conjurés ne faisait partie de la « Main noire ». Tous étaient du parti « Jeune Bosnie », qui avait été fondé en 1908, lors de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche.

C'était des hommes très jeunes, presque tous mineurs, ce qui les sauva de la pendaison. Ils sont déjà minés par la tuberculose ou par de sombres maladies héréditaires. Leur existence leur semble d'un prix dérisoire. Ils n'ont qu'une pensée : en faire le sacrifice à une cause sublime, la libération des Slaves du Sud.

Sarajevo n'était pas leur première tentative. Mehmedbachitch m'a raconté qu'en janvier 1914, lui et ses amis s'étaient rendus à Toulouse pour y tuer François-Ferdinand qui voyageait en France où il était venu négocier un emprunt. Ils avaient choisi la France, — je sténographie, — « parce que la justice y est plus juste que dans les autres pays ». Ils comptaient, en vérité, sur l'indulgence des jurés français quand il s'agit d'un crime politique. Mais ils ne réussirent pas à rencontrer l'archiduc, et ils revinrent en Bosnie et en Serbie à la fin de janvier.

En ce qui concerne le complot de Sarajevo, ils se montrèrent très prudents. Rien ne transpira du terrible projet. Chacun avait son rôle bien marqué, sa place désignée. Les bombes, les revolvers, fournis par Tankossitch, le comitadji serbe, se trouvaient chez Ilitch : six bombes, quatre revolvers, plus qu'il n'en fallait pour régler son compte à l'oppresseur de la Bosnie.

La veille de l'attentat, le soir du samedi 27, les conjurés se réunissent pour la dernière fois chez Ilitch. On nous les a décrits buvant, cette nuit-là, du vin rouge, comme s'ils s'abreuvaient du sang de leur victime. En vérité, s'ils buvaient du vin rouge, c'était parce qu'ils le trouvaient meilleur que le blanc. Le dramatique de cette veillée d'armes n'est pas dans la couleur du vin. Il est dans l'âpre résolution de ces hommes à mourir demain, car ils ont décidé de mourir, une fois l'archiduc tombé. Chacun portera sur lui une dose de cyanure de potassium capable de tuer un bœuf, du moins le croient-ils. Résolution paisible, je m'imagine, comme dans ces minutes où l'on touche à l'accomplissement d'un sacri-

fice. Je les vois plutôt silencieux ce soir-là, perdus dans cette rêverie des hommes qui vont payer de leur vie la joie d'une vengeance.

Le plan d'Ilitch était bien combiné. François-Ferdinand devait passer à travers un réseau de meurtres. Mehmedbachitch armé d'une bombe et d'un revolver, Tchabrinovitch armé d'une seule bombe, Princip d'une bombe et d'un revolver, occuperont dans l'ordre où je les ai nommés le quai de la Miliatzka que doit suivre le cortège ; Grabège sera devant l'Hôtel de ville où l'archiduc doit être reçu par le Conseil ; Popovitch se placera devant le musée ; Tchoubrilovitch en face du lycée. Il n'est pas une étape du cortège qui ne soit marquée d'un signe de mort.

A dix heures du matin, le 28 juin 1914, vingt et un coups de canon annoncent la joyeuse entrée de François-Ferdinand dans « sa bonne ville de Sarajevo ».

A la gare, il est monté, avec sa femme et le général Potiorek, dans une grande torpédo, — cette voiture de malheur qui a tué tous ses propriétaires successifs, — et par la Riseta Dolnja Ulitza et les quais, le cortège s'achemine vers l'Hôtel de ville, à l'autre bout de la cité. On aurait pu prendre la rue François-Joseph, — l'actuelle rue du Roi-Pierre, — jusqu'au pont qui porte aujourd'hui le nom de Princip, mais on préférait avec raison un espace découvert.

Les voitures suivent donc la rive droite de la Miliatzka. C'est un torrent discipliné par la main des hommes. Il coule entre deux murs droits sur un lit de galets nivelés et cimentés, en formant tous les cinquante mètres une petite cascade rectiligne de trente centimètres de haut. En ce mois de juin, il n'a pas plus de vingt centimètres d'eau.

Rien de plus banal que ce quai historique. Un parapet de pierre, une ligne de tramway, des maisons sans architecture. En 1914, une ligne d'arbres longeait les façades, de jeunes arbres plantés en 1906. Ils ont disparu depuis peu. Cela ne fait qu'accentuer la sécheresse du lieu. Rien de moins romantique. Ce quai s'appelle aujourd'hui : du Voïvode Stépanovitch. Il se nommait en 1914 : Appel Kai.

Le cortège est à mi-chemin de l'Hôtel de ville. Mehmedbachitch le laisse passer sans jeter sa bombe. Crainte ? Manque

de résolution ? Je n'en sais rien. Il est le seul qui ait pu s'enfuir après l'attentat. En face du numéro 19, près d'un réverbère, Tchabrinovitch est appuyé au parapet de pierre contre lequel il frappera la bombe pour l'amorcer. On sait comment cette bombe fut rejetée d'un coup d'épaule par François-Ferdinand et alla éclater sur le pavé en blessant quelques personnes, dont l'oberleutnant Merizzi. La maison du 19 avait clos ses volets. L'un d'eux fut percé en deux endroits par les éclats de la bombe. Il l'est toujours, comme, du reste, la glace de la fenêtre qui se trouve derrière.

La bombe lancée, Tchabrinovitch enjambe le parapet et saute dans le torrent. Il ne songeait nullement à se noyer, il voulait seulement échapper à la foule, le temps d'absorber le cyanure. Il l'avale. Couché à plat ventre dans l'eau, il attend la mort. Elle ne vient pas, elle n'est pas venue. Le poison, très vieux ou falsifié, ne fait pas d'effet. Des gens ont sauté après lui dans la rivière et le rouent de coups.

Il est dix heures vingt-cinq.

François-Joseph continue sa route à côté de sa femme, avec une crânerie de soldat. Il arrive à l'Hôtel de ville où le Conseil municipal l'attend pour le saluer. Ils ne savent rien, ils sont tout surpris de voir l'archiduc, rouge de colère, qui leur reproche de le recevoir avec des bombes. Ils balbutient des excuses ; ils remâchent leurs discours. François-Ferdinand déclare qu'il ne mettra plus les pieds dans leur municipe. Il reste dehors avec Potiorek qu'il invective. Il veut aller voir Merizzi à l'hôpital. La voiture, pour faire demi-tour, manœuvre sur le parvis. Gabrège, paralysé par la cohue, ne peut faire un mouvement.

On reprend le chemin de l'arrivée, le long de l'Appel Kai. Le comte Harach s'est mis dans la tête que d'autres conjurés doivent se trouver comme Tchabrinovitch près du parapet de la rivière. Il monte donc sur le marchepied de la voiture, du côté gauche, pour couvrir de son corps les archiducs. C'est de l'autre côté qu'ils recevront les balles. François-Ferdinand ne montre qu'une colère bougonne. Sophie ne bronche pas.

Princip n'est pas à son poste. Il est dans une pâtisserie de la rue François-Joseph. Il a rencontré deux jeunes filles et leur offre de la limonade. Il n'a pas entendu la bombe de Tchabrinovitch. Une rumeur soudaine lui apporte la nouvelle :

une bombe a été lancée, le coup est manqué. Il jette une pièce d'argent sur le comptoir, il ne se donne même pas la peine de prendre la monnaie, il sort en courant, s'élance vers le quai par les quelque cinquante mètres que fait ici le coude de la Franze-Josipa Ulitza. Il arrive au carrefour de cette rue et du quai. A ce moment précis, l'auto des archiducs tourne l'angle.

Que s'est-il passé ? On dit que Potiorek, qui était assis en face des archiducs, a crié au chauffeur qu'il se trompait, et le chauffeur de s'arrêter. On dit encore qu'il y avait là un encombrement de foule. On sait seulement que la voiture s'est arrêtée. Elle s'arrête juste devant Princip. Le destin... Il n'a qu'à lever le bras pour tirer. Il vise tranquillement, il tire. Il tire trois fois. L'homme et la femme tombent assis dans le fond de la voiture. Potiorek jure. Le chauffeur accélère.

Il est onze heures quinze.

La guerre est déchaînée.

Dix minutes plus tard, un télégramme d'agence annonce au monde entier qu'un Italien, Gabriele Principe, a tué l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie et sa femme. On ne sait pas encore que le vengeur de la Bosnie est un Slave et s'appelle Gavrilo Princip. Le monde apprend cela dans l'inconscience. Pendant toute la quinzaine qui suit, un seul journal, un journal anglais, annonce la guerre européenne.

Me voici à ce banal carrefour d'épouvante. Il en est cent mille de la même architecture dans toutes les villes de la terre. La maison sans style devant laquelle se tenait Princip a un rez-de-chaussée de fenêtres à arcades. L'une de ces arcades, celle qui est la plus rapprochée du quai, est bouchée par une plaque de marbre gris où l'on peut lire :

En ce lieu historique
GAVRILO PRINCIP
annonça la liberté
le jour de Vidovdân 15 (28) *juin* 1914 (1)

Cette plaque en a remplacé une autre que les Autrichiens avaient posée en 1917. Elle interprétait d'une tout autre manière le geste de Princip :

(1) Le 28 juin est le 15 juin du calendrier orthodoxe.

A cette place
sont morts comme des martyrs
de la main d'un assassin
François-Ferdinand et Sophie de Hohenberg

Ils édifièrent aussi, à l'angle du pont, un monument expiatoire, un bas-relief médiocre surmonté de deux colonnes. Le tout fut renversé dans la rivière le jour où les Slaves prirent possession de Sarajevo.

Justement un drapeau yougoslave, rouge, blanc, bleu, comme le nôtre, mais les trois couleurs au guindant, pend au-dessus de la porte où se tenait Princip. Il n'est pas là pour consacrer l'exploit de Gavrilo, ni même en marquer l'emplacement. Ce n'est rien d'autre qu'un pavillon arboré pour la fête des Sokols qui se célèbre aujourd'hui. Des gens traversent, indifférents, ce lieu terrible au décor provincial. Moi-même, depuis que je vis dans la ville, je suis passé plusieurs fois, sans y penser, à travers la flaque de sang qui, de ce carrefour, a débordé sur la Serbie, puis sur l'Europe, puis sur le monde, sur les terres et sur la mer, sur les îles et dans les brousses, partout où l'homme vert de gris a pu rencontrer l'homme kaki ou bleu horizon.

A. t'Serstevens.

POÉSIES

ARBRES EN FLEURS

Le plus beau des bouquets d'avril est le pommier
Il est aussi rond que le monde.
L'amandier, des fruitiers en fleurs, rit le premier :
L'ombre du pommier, même, est ronde !

Le poirier embrasé darde un fuseau vainqueur,
Rigide flamme de fleurs blanches.
Mais on sent qu'au milieu du pommier bat un cœur
D'où le sang rayonne en ses branches.

Le pêcher est vêtu de papillons rosés,
Dont l'essaim par cent milliers tremble,
Et qui semblent sur lui s'être soudain posés
La nuit dernière, tous ensemble.

Le cerisier de toutes parts tire au ciel bleu
Un féerique feu d'artifice
De fleurs qui s'en iront, pétales, peu à peu
Nacrer le sol de leur vol lisse.

Tous les arbres que tu fleuris, printemps fécond,
Sont d'une beauté sans seconde :
Mais le plus beau de tous est le beau pommier rond,
Le pommier rond comme le monde !

NUITS D'ÉTÉ

Voici les belles nuits d'été qui nous reviennent,
Leurs chaleurs dont nos corps brusquement se souviennent
Ainsi que d'un climat perdu, longtemps rêvé,
D'un Éden qu'ils auraient tout à coup retrouvé !
Voici dans la ténèbre en feu leur lente haleine
Où se moirent les blés houleux de plaine en plaine,
Et leur profusion d'étoiles dans les cieux,
Autre blé scintillant que moissonnent les yeux !
Elles n'avaient pas fui, là-bas, sous l'eau profonde,
Elles flottaient sans doute à l'autre bord du monde !
Les voici qui pour nous remontent de la mer,
Avec leurs globes d'or et leurs fournaises d'air,
Les nuits d'été, ces noirs Paradis de la chair !

CHANSON

On voudrait avoir du génie
Pour parler devant cette mer
Qui monte, muraille infinie,
Jusqu'au grand mur bleu de l'éther.

Qu'elles sont vaines, les paroles,
Devant les flots et sous le ciel !
Il n'y a que des chansons folles
Qui puissent dire le réel...

NUIT D'HIVER

La nuit d'hiver, noire et glacée,
Se contracte autour de la terre.
Le ciel, ce soir, est solitaire :
Rien qu'une étoile hérissée...

Pas de bruit. Le silence est pire.
Un cri terrible sort dans l'ombre
De ce globe muet qui sombre
Au gré de l'éternelle spire !

TEMPS GRIS D'ILE-DE-FRANCE

Temps gris d'Ile-de-France. On sent que le Valois
Doit fondre en des brouillards délicieux ses bois,
Que les lointains y sont de perle au long des lieues...
Ici, sur ces légers sablons, les masses bleues
Des arbres ont l'aspect moins mouillé ; mais, à flots,
Une âme de vapeur monte entre les bouleaux.
Ce temps gris fait surgir du fond de ma mémoire
Des jours anciens, des jours qui sont ma préhistoire,
Que je n'ai pas vécus, peut-être, mais rêvés.
C'est par un temps pareil, aux cieux fins, dégrevés
Des chaleurs de juillet qui soufflaient en tempête,
C'est par un temps pareil qu'enfant, penchant la tête,
Dans ma chambre, et faisant tout bas de longs projets,
En un silence heureux et calme, je « rangeais ».
Temps français, doux temps d'ordre et de sagesse étroite :
On se sent dans l'air frais monter une âme droite.
La vie est limitée à l'égal du ciel gris.
La ménagère, avec de brefs coups d'œil précis,
Debout devant l'armoire où sèche la lavande.
Vérifie et replie en des gestes d'offrande
Son linge blanc, trésor caché de la maison.
Et l'enfant qui jouait hier dans le gazon,
L'enfant en nage et plein de cris, que semblait tordre
Un souffle de fureur joyeuse, fait de l'ordre.
Mais l'homme se souvient qu'il était cet enfant.
Et, dans ce temps tragique où le mal triomphant
Heurte les nations comme des possédées,
Il voudrait bien ranger aussi, lui, ses idées.
Il voudrait espérer le bien, croire au divin,
Se sentir dans un monde un peu plus juste ; en vain !
Il ne peut s'apaiser, s'ordonner, ni connaître
Cette calme raison lucide, ce bien-être
Qui montait autrefois jusqu'à son cœur surpris
Avec cette buée au loin sous le ciel gris.

LILAS ET CYPRÈS

Les lilas, cette nuit, embaument la ténèbre
Où notre vieux jardin de Provence est perdu ;
Leur parfum à celui des cyprès confondu
Fait l'air voluptueux à la fois et funèbre.

Et cette amère et triste odeur de cimetière,
Ce parfum de printemps qui renaît jeune et fort
Entre le ciel sans astre et la terre qui dort,
Paraissent dans la brise emplir la nuit entière.

Et l'Amour et la Mort rôdent sur le vent sombre
Comme un grand couple ailé qui se tient par la main ;
Et l'on croirait entendre au détour du chemin
Les vains soucis du jour qui s'éloignent dans l'ombre.

Il ne reste plus rien, cette nuit, pour notre âme
Que ce qui fait cruel et divin notre sort,
L'Amour délicieux et la tragique Mort
Que l'on sent régner seuls au bas des cieux sans flamme.

Tous les ennuis pesants où le jour chacun ploie
Se sont enfuis au gré d'un charme aérien :
Cette nuit, pour notre âme, il ne reste plus rien
Que la vieille Douleur et l'éternelle Joie.

CES LONGS JOURS...

Ces longs jours du sommet de l'été, ces grands jours,
On voudrait à jamais en arrêter le cours,
Les suspendre au milieu du temps, seuls, immobiles,
Et tout cernés d'éternité, comme des îles...
Ces jours si soleilleux qui comblent le ciel pur,
Ces grands étangs de miel stagnant en plein azur,
On voudrait y fixer, y river, enchaînée
Par des anneaux d'un or aussi pur qu'eux, l'année !

Les retrouverons-nous *ailleurs*, en avançant
Au delà de la nuit, sur un autre versant ?

SILLAGE

La mer, derrière nous, en vagues géminées,
Luit sous la lune, ardente ainsi qu'un soleil blanc :
Le navire est un ange au pas glissant et lent
Qui marche sur les flots dans ses ailes traînées.

O mystère, ô douceur d'aller ainsi sur mer,
Par ce soir de septembre aussi beau qu'un soir d'août,
Sous ce vent chaud qui met, venu l'on ne sait d'où,
Un mirage enchanté de tropiques dans l'air !

La terre est oubliée et l'heure est suspendue.
On dirait que Colomb, dans les calmes chaleurs,
Est proche d'aborder aux rivages en fleurs :
La vie est loin ainsi qu'une voile perdue.

C'est le rêve de l'homme, enfantin, éternel,
D'avoir tout son bonheur sous la main dans une île :
Le navire est une île allongée et mobile
Où rien ne reste plus de la terre inutile
Que l'espace qu'il faut pour en voir tout le ciel !

LES CLOCHES DE POMBAL

Les cloches de Pombal
Inondent bois et plaines
D'averses de métal
Qu'en ses chaudes haleines
Le vent mêle au bruit clair
Du marteau sur le fer.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

C'est marché dans la ville :
De tous les environs,
Au menu pas tranquille
Des petits sabots ronds,

Arrivent sur leurs ânes
Les brunes paysannes.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

D'autres viennent à pied,
A dix ou vingt, par zones,
Avec leurs mouchoirs jaunes
Et leurs pieds sans souliers,
Et leurs robes oranges
Et leurs châles à franges.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

Elles ont traversé
Les blés et les pinèdes,
Les hameaux aux murs tièdes
Pleins d'un peuple pressé,
Chacun avec sa scène
Autour de la fontaine.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

Toutes ont sur la tête
Le coussin où l'on pose
La lessive, une rose,
Une gerbe, une assiette,
Tout un vaste poisson
Ou même un enfançon.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

Elles s'en vont ainsi,
Non, comme on dit, rieuses,
Bien plutôt sérieuses,
Mais contentes aussi

Dans leurs cœurs, — ingénus
Autant que leurs pieds nus.

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

Que cherchions-nous ailleurs,
Dans la chaude Cuba,
Dans le vert Canada,
Ce que nous trouvons là
En ses traits les meilleurs :
L'humanité rustique
Dans sa grandeur antique !

Les cloches de Pombal,
Pombal en Portugal !

NÉBULEUSE

Ce soir, je sens de la musique éparse en moi,
Sous mon front, dans mon cœur errante, ainsi qu'une onde
Qui cherche encor sa pente et veut trouver sa loi
Pour s'épandre à longs flots rythmiques sur le monde.

J'entends, ce soir, au fond d'un silence enchanté,
J'entends, diffuse et chaude en la nuit infinie,
Toute une nébuleuse immense d'harmonie
Qui veut se condenser en astres de beauté.

Ce soir, dans cette chambre aux murs nus et sévères,
J'entends comme un écho du chœur mélodieux
Qui déferle et s'en va mourir aux pieds des dieux :
J'entends en moi, ce soir, la musique des sphères.

STRASBOURG

Comme j'étais heureux soudain,
A Strasbourg, en ce jour de mai,
Au bord de l'Ill où le vieux quai
S'ourle d'un sentier de jardin !

Comme le vent était léger !
Comme mes pas étaient aisés !
Comme tout semblait prolonger
Dans l'air je ne sais quels baisers !

Sous les vieilles maisons, coiffées
De leur toit comme d'un bonnet,
La douceur du vent étonnait ;
Le bonheur soufflait par bouffées.

C'était de la lointaine enfance
Le plaisir parfait retrouvé,
L'aise de mon pays sauvé,
La plénitude de la France.

PÉRENNITÉ

Ici, jadis, parmi ces sables, sur ces rocs
De grès ronds et rugueux, amoncelés en blocs,
Où dans les creux la mousse enfle sa molle éponge,
Parmi des chaos tels que des lieux vus en songe,
Des arbres grandissaient, touffus, altiers, épais,
Et qui mêlaient depuis de longs siècles, en paix,
Le beau bruit éternel de leurs cimes voisines,
Grands mâts verts amarrés au sol par leurs racines...
Et puis un incendie immense a tout brûlé.
Pendant trois jours, pendant trois nuits, il a soufflé
Son haleine de feu vive, comme un vent rouge.
Il a tordu le tronc des pins qui craque et bouge
Et s'effondre, sauté brusquement les sentiers,
Embrasé d'un seul coup les vieux genévriers
Qui changeaient en brandon pourpre leur flamme verte.
Et maintenant, âpre étendue au ciel ouverte,
On n'aperçoit plus rien qu'un désert, tout pareil
A quelque Sahara de pierres au soleil.
Mais déjà la nature a refait une brousse :
Sur le terreau brûlé l'herbe courte repousse ;
Le vent du soir émeut le feuillage changeant
Des bouleaux épargnés au mince fût d'argent,
Où des bagues, d'année en année agrandies,

Noires, semblent la marque encor des incendies.
Et l'on dira plus tard : « Pendant un siècle ou deux,
Après de chauds étés propices aux grands feux,
Ce vert vallon fut nu d'arbres. Dans ces bois proches,
Les promeneurs d'alors erraient entre des roches
Où se reverbéraient les rayons miroitants... »
Alors nous serons morts, nous tous, depuis longtemps,
Nous n'aurons plus besoin d'ombrage, et, sous la terre,
C'est plutôt, à travers une nuit délétère,
Le soleil qu'il faudra pour chauffer nos os froids.
N'importe ! élancez-vous, refaites de grands bois,
Même si nul de nous ne peut les voir ! sans nombre
Croissez, et préparez l'épaisseur de votre ombre,
Arbres, pour rafraîchir par les beaux jours ardents
Les passants inconnus d'alors, nos descendants,
Oui, ces hommes futurs et ces futures femmes
Qui sentiront frémir en eux les mêmes âmes,
Qui feront répéter leurs rires aux sous-bois,
Qui s'en viendront ici cueillir dès les beaux mois,
En s'appelant joyeux sur la roche gravie,
Le bouton d'or, la violette et la sylvie,
Qui sentiront en eux toutes nos passions,
Qui vivront nos amours ou nos ambitions,
Nos trop courtes gaîtés, nos tristesses suprêmes,
Qui porteront nos traits hérités, nos noms mêmes,
Et qui, par un mystère inconcevable et doux,
Je le sens, je le sais, j'en suis sûr, seront nous !

FERNAND GREGH.

CHATEAUBRIAND
ET MADAME DE CUSTINE

DOCUMENTS INÉDITS

Au printemps de 1805, il y avait un peu plus de deux années que duraient les amours de Chateaubriand et de la marquise de Custine : inquiètes et orageuses amours, inaugurées dans un ravissement mutuel, traversées bientôt de jalousies, d'aigreurs, de mutuelles et tyranniques exigences. Avant de partir pour Rome, où il allait débuter dans la carrière diplomatique par de fastueuses maladresses, — c'était au mois de mai 1803, — « l'auteur du *Génie du Christianisme* » avait écrit à l'ange aux cheveux d'or qui était venu, « comme une sainte apparition », le visiter dans sa petite chambre de la rue de Beaune : « L'idée de vous quitter me tue !... » Il avait souhaité que Delphine de Custine le rejoignît dans la ville sacrée : mais c'est Pauline de Beaumont, l' « hirondelle » blessée, qui, languissante, avait franchi les monts pour s'abattre place d'Espagne et mourir entre ses bras. Tandis qu'elle agonisait, Mme de Custine, par la grâce de son ami Fouché, achevait de rétablir sa fortune ; elle achetait en Normandie, à quelques lieues de Lisieux et de Bernay, le château de Fervacques, où Henri IV avait abrité l'une de ses éphémères passions ; n'y lisait-on pas « sur le coin d'une cheminée » ces méchantes rimes attribuées à l'amant de Gabrielle :

> La dame de Fervacques
> Mérite de vives attaques... ?

Ce n'est point le calme du cœur que la nouvelle dame de Fervacques allait chercher au château d'Henri IV ; elle espérait bien y retenir, chaque été, pendant plusieurs semaines, un conquérant qui n'avait guère l'habitude de s'attarder autour de ses conquêtes. Au mois de mai 1804, Chateaubriand la voit partir, non sans un sourire, pour ce domaine où elle le menaçait d'enchantement : « Il fallait, conte-t-il en ses *Mémoires*, embarquer dans la même voiture Astolphe de Custine enfant, M. Berstœcher le gouverneur, une vieille bonne alsacienne ne parlant qu'allemand, Jenny la femme de chambre, et Trimm, chien fameux qui mangeait les provisions de la route. » Par deux fois, en août et en octobre, il alla retrouver cette « colonie » dans la délicieuse vallée normande ; mais, pendant ces brefs séjours, il ne se montra guère aimable : il fit inviter en tiers son ami Chênedollé que Mme de Custine, heureusement, prit en sympathie et promut à l'emploi de confident ; tout un après-midi, au cours d'une promenade en calèche, il ne desserra les lèvres que pour lancer des remarques mordantes ou maussades ; et Delphine, au retour, apercevant un fusil de chasse, s'en saisit « avec un mouvement de joie et de fureur », comme prête à « s'envoyer la balle au travers du cœur ». Car elle était prompte au désespoir comme à l'exaltation. Lui, au contraire, affectait parfois la sécheresse et l'ironie, comme dans la lettre où il remerciait de l'hospitalité reçue, en énumérant plaisamment, — il le croyait, du moins, — les menus incidents de son premier séjour. Quoi ! pas un mot de tendresse ! Delphine riposta : « ... J'ai dû être surprise qu'au milieu de votre nombreuse énumération, il n'y ait pas eu le plus petit mot pour la grotte et pour le petit cabinet orné de deux myrtes superbes. Il me semble que cela ne devait pas s'oublier si vite. Je n'ai rien oublié, pas même que vous n'aimez pas les longues lettres... » Le petit cabinet ? La grotte ? En les revoyant plus tard avec Chênedollé, elle dissimula mal un sanglot : « Voilà le cabinet où je le recevais. — C'est ici qu'il a été à vos genoux ? — C'est peut-être moi qui étais aux siens ! » Est-ce dans ce cabinet, auprès des deux myrtes, qu'elle conservait la feuille de laurier cueillie à son intention par l'infidèle auprès du tombeau de Virgile ? Quand elle faisait cet aveu à Chênedollé, elle n'était plus que le fantôme d'elle-même, une ombre abandonnée

comme Didon, dans la forêt symbolique : *myrtea silva!*

Pendant l'hiver suivant, et jusqu'au mois d'avril 1805, Delphine et René, — que, dans le cercle des intimes, elle appelait tour à tour « le *Génie* » ou, bizarrement, « Colo » parce qu'elle-même il la nommait parfois sa colombe, — se virent assidûment à Paris. Assombri par la mort de sa sœur Lucile, Chateaubriand s'y était réinstallé au milieu de janvier dans un petit hôtel du faubourg Saint-Honoré, rue de Miromesnil, et Mme de Custine n'avait pas craint de venir habiter juste en face, au coin de la rue Verte. Le 16 mars, elle écrivait à Chênedollé : « Depuis que je suis ici, il n'a pas passé un jour sans venir me voir. Il n'est pas parfait, mais il est mieux. Je ne suis point heureuse, mais je suis un peu moins malheureuse... » Que de tourments, en effet ! Chateaubriand témoignait alors une amitié de plus en plus confiante au jeune Mathieu Molé qui demeurait tout proche, place de la Ville-l'Évêque ; ils se voyaient souvent, prolongeaient les entrevues en causeries dans un enclos rustique, le « champ aux lapins » qui jouxtait la demeure du « Génie » ; et Delphine commençait d'envier une telle intimité. Elle n'était pas rassurée en songeant qu'obligé de quitter demain la rue de Miromesnil, le grand homme s'éloignerait d'elle pour prendre logis place Louis XV, dans l'attique de l'hôtel Coislin. Et puis, ne parlait-il pas de passer quelques semaines, à la belle saison, dans deux ou trois châteaux avoisinant Paris, à Méréville, à Champlâtreux, où Molé l'attirait ? Le prétexte serait d'y présenter sa femme, — la petite Bretonne pointue qui lui était tombée du ciel l'an dernier et que Delphine accusait déjà de le régenter. Mais alors quel loisir lui restera-t-il pour venir à Fervacques, et comment s'arrangera-t-il pour y venir seul ?... « Notre ami dit qu'il y passera six semaines, écrit Delphine au confident, mais je ne suis pas femme à prendre à ces choses-là. Je suis plus *folle* que jamais et je suis plus malheureuse que je ne puis dire... Le Génie prend part à vos douleurs et lorsqu'il parle de vous, on serait tenté de lui croire du cœur... » Pour elle, évidemment, elle l'accusait de n'en point avoir. Cette plainte et cet aveu sont du 28 mars, postérieurs de douze jours seulement à la dernière reprise d'espoir.

Tel était, au printemps de 1805, l'état de ces deux cœurs dévorés d'agitations et de fièvres. René accusait Delphine

d'être tyrannique et impérieuse, d'exiger trop souvent l'impossible : « Vous me persécutez trop !... je vous assure que je suis fâché de vos plaintes très injustes... » Elle que, naguère, le chevalier de Boufflers, son beau-père, avait surnommée « la reine des roses », il l'appelait la « fée qui n'avait pas le sens commun », ou encore « la Princesse sans espoir ». Pourquoi ? « Parce qu'elle croyait toujours, après deux jours de silence, que ses amis étaient morts, ou partis pour la Chine, et qu'elle ne les reverrait jamais... » Il plaisantait, mais ne se trompait guère. Delphine, dans une lettre à son frère Elzéar de Sabran, avouait qu'elle avait « l'humeur culbutante » ; les rudes épreuves de la Révolution lui avaient laissé les nerfs à vif ; elle imaginait toujours le pire ; en amour, elle eût exigé volontiers la présence perpétuelle ; elle avoua, un jour, comme on va le voir, qu'elle retardait son sommeil et s'empêchait de dormir, de peur de ne plus penser au charme douloureux dont elle se sentait envoûtée.

De cette passion-là, Chateaubriand commençait à trouver les chaînes pesantes ; il les agitait un peu rudement. Un an plus tard, son départ pour l'Orient l'affranchit. Mais pendant les douze ou quatorze mois qui l'en séparent encore, comment la mésentente s'aggrava-t-elle entre ces deux cœurs ? Quelles péripéties les amenèrent au cruel dénouement ? On l'ignorait ou presque ; voici seize lettres précieuses (1) qui éclaireront un peu cette douloureuse histoire ; adressées à Mme de Custine par une aimable femme, la duchesse d'Arenberg, à qui l'âge et l'affection donnaient le droit de se dire tour à tour sa « tante dévote » ou sa « seconde mère », égrenées au cours d'un voyage de six mois, elles ne parlaient guère que de Chateaubriand.

* * *

Née au milieu du XVIIIe siècle, des vieilles familles de Lauraguais et de Brancas-Villars, Mme d'Arenberg, en 1805, avait tout juste cinquante ans ; religieuse et sereine, elle

(1) Nous en devons la communication à la cordiale obligeance de M. Georges Andrieux, qui les a découvertes cet été chez un collectionneur de province et qui a discerné aussitôt l'intérêt qu'elles présentent pour l'histoire littéraire. Il nous a communiqué également les lettres de Mme de Custine au prince Auguste de Prusse. — M. le général marquis de Laguiche, allié aux descendants de Mme d'Arenberg, a bien voulu puiser pour nous quelques renseignements précieux dans ses archives de famille.

conservait pour les jeux et les souffrances de l'amour l'indulgence des « âmes sensibles », habituées par Rousseau à voir en lui une des formes périlleuses de la vertu ; son bon sens cependant l'engageait à mettre sa « fille d'adoption » en garde contre les sentiments excessifs en train de la dévorer. Elle aimait Delphine et la mère de Delphine, la spirituelle Mme de Sabran dont, sous Louis XVI, elle avait été l'insouciante compagne ; en même temps, comme presque toutes les femmes de cette époque encore inquiète, elle ne demeurait insensible ni au charme personnel de Chateaubriand, ni à la poésie de ses œuvres. Pendant cet hiver de 1805, Mme de Custine, l'ayant choisie pour confidente, l'avait présentée au grand homme. Lui, qui boudait et Mme de Sabran et le mari de celle-ci, le vieux chevalier de Boufflers, ne paraît pas, d'abord, avoir fait grande mine à Mme d'Arenberg ; elle résolut de vaincre sa réserve à force de gentillesses ; par Mme de Custine, elle connaissait ses ennuis, dont le principal était, — déjà, — l'ennui d'argent ; elle tenta de le servir. Apparenté par son mariage à la haute société de Vienne et de Berlin, elle se mit en tête de le faire nommer membre d'une Académie, où le titre d'académicien comportait une pension ; elle pensa pour lui, semble-t-il, à l'Académie de Saint-Pétersbourg. Déjà, en 1803, lorsqu'il était à Rome, la duchesse de Mecklembourg-Schwerin avait souhaité de l'y introduire. Chateaubriand y eût fait belle figure en 1805 ; il entra, sans morgue, dans les vues de sa nouvelle protectrice.

Or, en ce mois de mai 1805, alors que la troisième coalition s'ébauchait contre le récent Empire français, et qu'un sourd bruit d'armes retentissait depuis le rivage de Boulogne jusqu'aux rives de la Vistule, la duchesse d'Arenberg entreprit, pour débrouiller des affaires de famille, un long voyage qui devait la mener d'abord à Bruxelles, puis jusqu'en Bohême, où, dans le domaine de Tachau, propriété d'un de ses beaux-frères, le comte Joseph de Windisch-Graetz, elle passerait plusieurs semaines auprès de ses enfants et neveux ; quelle occasion d'aider aux intérêts de Chateaubriand ! Elle devancerait même l'un de ses vœux en faisant rechercher sur place les traductions allemandes et hongroises d'*Atala* et du *Génie* ; l'édition récemment donnée par Ballanche en signalait l'existence : mais nul encore en France n'avait pu se les pro-

curer. Au cours de sa pérégrination, Mme d'Arenberg écrirait souvent à sa « fille » Delphine, qui avait juré de lui répondre avec exactitude ; elle suivrait ainsi de loin les ardeurs et les soucis de ce cœur troublé ; elle ne perdrait pas de vue Chateaubriand qu'elle avait engagé à lui écrire quelquefois. Malade, et persuadée qu'elle ne vivrait plus bien longtemps, elle ne cessait de s'intéresser à ceux qu'elle aimait. Elle-même, dans ses lettres, peint son âme bienveillante et charmante :

« ...Je vois, ma chère petite, que vous avez à un bien haut degré toutes les qualités les plus attachantes du cœur et de l'esprit, mais la raison vous manque tout à fait, et cela fait frémir pour votre bonheur présent et à venir. Je reviendrai un autre jour sur tout le mal que vous dites de la résignation. Comme c'est ma vertu favorite, je ne puis être de votre avis. Il est vrai que vous ne connaissez pas la véritable résignation ; il n'en est pas sans religion, et vous n'en êtes pas encore à comprendre ce que c'est qu'un pareil sentiment. Au reste, je me tranquillise sur votre salut, et je dis comme Polyeucte :

« Elle a trop de vertu pour n'être pas chrétienne !... »

Quelques jours plus tard, après avoir traversé, dans la pleine floraison du printemps, les splendeurs de la région rhénane, elle montrait une mélancolie déjà lamartinienne :

« Les nouvelles de ma santé ne sont pas bonnes pour le moment. Je souffre et je m'attriste de plus en plus à mesure que je m'éloigne. Je viens de parcourir, de Cologne ici, le plus beau pays de la nature sans être distraite de mes maux. C'est la première fois que les grands et beaux effets de la nature sont sans pouvoir sur moi. Je sens que l'on ne jouit plus des biens qu'on est au moment de perdre, et cette espèce de dégoût pour les choses de la vie est encore un bienfait de la Providence, lorsqu'on est près de tout quitter (1). Je ne songe plus qu'aux devoirs qui me restent à remplir en ce monde... En faisant ce que l'on doit, l'on éprouve un tel repos que l'on se soumet d'avance et sans regret à tous les événements. Il est tant de consolations au delà du tombeau, ma

(1) C'est le ton, et presque les expressions de la Méditation : *l'Automne* :
Ainsi, prêt à quitter l'horizon de la vie,
...Je me retourne encore, et d'un regard d'envie,
Je contemple ces biens dont je n'ai pas joui.

chère Delphine, lorsqu'on attend une autre vie, que les épreuves de celle-ci ne peuvent paraître un malheur. Pardon du ton si sérieux de cette lettre. Croyez que mon détachement de la vie ne vient pas d'insensibilité. Je conserverai jusqu'au dernier moment toutes les affections de mon cœur. « L'Évangile n'est pas la mort du cœur », dit un auteur que j'aimerai toujours, quoi qu'il fasse, mais « il en est la règle ». Rien n'est plus juste et plus vrai que cette observation. » (10 juin.)

De cet auteur de prédilection, Mme d'Arenberg s'est occupée activement dès son arrivée à Bruxelles ; mais pourquoi, en prenant les devants au sujet des traductions, a-t-il privé cette admiratrice dévouée du plaisir de lui faire une surprise ? Vraiment, il manque de confiance et de simplicité ! C'est avec lui pourtant qu'elle a passé les premières heures de l'absence :

« Le *Génie* m'a tenu fidèle compagnie pendant mon voyage. Je découvre de nouvelles beautés dans cet ouvrage depuis que je connais l'auteur. Dites à cet auteur que toutes ses commissions seront faites avec soin et exactitude. Ce qu'il demande pour les traductions sera fait aussi. Malheureusement, ce ne sera plus qu'une commission, tandis que je m'en faisais un plaisir ; ayant vu par la préface qu'il en manquait plusieurs, je voulais m'occuper de les rassembler toutes et les envoyer à l'auteur. C'est ce que j'aurai soin de faire si l'*on* veut me donner une adresse lorsque vous aurez quitté Paris. Je regrette que l'on n'ait pas compté sur cette petite attention. En tout, je ne sais pas si l'on m'entend quelquefois, mais l'on ne me devine jamais. Il me semble que je fais le contraire. Je ne l'entends pas toujours, mais je le devine souvent. Par exemple, j'ai jugé la bonté de son cœur, cette bonté qui m'a d'abord inspiré pour lui un intérêt si vrai, une confiance si entière ; cette bonté m'a peut-être rendue indiscrète, car je l'ai traité, du premier moment, comme un ami dont j'aurais droit de disposer et dont je pourrais tout attendre. Si je me suis trompée, ce sera ma faute, et non la sienne. J'aime mieux avoir un tort que de lui en trouver un... » (A Bruxelles, 16 mai.)

Chateaubriand estima qu'elle avait eu tort, en effet, de lui transmettre, par l'intermédiaire de Delphine, une offre délicate et, pour lui, gênante. Après avoir appelé son grand homme

« une personne insupportable que je ne sais plus comment nommer, et qui me cause une peine sensible », elle s'expliquait ainsi : « Dites-lui donc, puisqu'il faut tout lui dire, que ce que je voulais offrir n'est qu'un prêt en attendant l'Académie ; ce serait un legs, si mes tristes idées venaient à se réaliser. Mais, dans ce cas, son cœur serait-il capable de rejeter un legs de l'amitié ?... » (18 mai.)

Au reste, elle n'offrait rien pour rien ; puisque Chateaubriand s'occupait, ces jours-là, de faire paraître le précieux volume où il rassemblait *Atala* et *René* après en avoir revu le texte avec soin, elle en réclamait un des premiers exemplaires *de la part de l'auteur*, et, en outre, la fameuse « romance de l'émigré ». Huit jours après, elle avait le livre et la romance ; Delphine s'était dessaisie pour elle de son propre exemplaire, et Chateaubriand avait copié la romance, — paroles et musique ! — de sa main : « Il est dit, gémissait la susceptible protectrice, que j'aurai toujours des torts envers cet auteur, que j'ai grondé si sérieusement tandis qu'il faisait pour moi une chose vraiment aimable... Je ne (lui) écris pas pour ne pas lui donner le chagrin de répondre... » (30 mai.)

En même temps, avec sa belle-sœur, admiratrice de *René*, la princesse Louise de Starhemberg, elle ourdissait l'intrigue de l'Académie. Car M. de Starhemberg avait « de grandes relations dans ce pays-là », c'est-à-dire, sans doute, en Russie ; il ne s'agissait que de le pourvoir d'une « note » à la fois éloquente et précise sur les mérites du futur académicien. Dès son arrivée en Belgique, les deux femmes s'employèrent à la rédaction du document ; Mme d'Arenberg l'envoyait à Delphine le 23 mai : « ...Je vous adresse un brouillon de note que je compte donner à ma belle-sœur lorsqu'elle partira, et envoyer aussi à des amis que j'ai à P.(étersbourg) ; mais cette note, je crains qu'elle ne soit pas bien. Je crains qu'il n'y manque des choses essentielles. Je vous prie de la refaire, d'y retrancher ou ajouter tout ce qui vous paraîtra nécessaire. Si l'*on* voulait mettre à part la modestie *si bête* que l'on a quelquefois, l'on devrait faire cette note soi-même, et elle ne pourrait alors manquer d'intéresser tout le monde... » Chateaubriand ne se départit point de cette modestie inopportune qu'on lui reprochait ; tout au moins, par l'intermédiaire de Delphine, conseilla-t-il un certain nombre de retouches. Le

30 mai, Mme d'Arenberg annonçait : « Ma belle-sœur, qui est partie ce matin, a emporté toutes mes notes. J'ai suivi vos conseils. J'ai retranché tout ce qui pouvait avoir quelque danger... Si nous réussissons dans nos démarches, ma belle-sœur le fera savoir à « M. Auguste », sous l'enveloppe de « M. Mathieu ». Il faut en prévenir lui et l'autre. » Les petites notes firent bonne route vers Pétersbourg ; mais bientôt la guerre éclata entre la France et la Russie ; adieu l'Académie russe ! Chateaubriand fut, à sa façon, un blessé d'Austerlitz.

Mme d'Arenberg, en attendant, continuait de lui reprocher son manque de confiance ; elle eût tant aimé entretenir une correspondance régulière ! Mais les lettres de Chateaubriand étaient rares ; obstinément, même, il refusait d'indiquer une adresse sûre où l'on pourrait l'atteindre pendant l'absence de Mme de Custine qui allait partir pour la Normandie ; écrire chez lui, place Louis XV, ou chez Mathieu Molé, c'était risquer d'éveiller la curiosité de sa femme ou de son ami sur des affaires qu'il voulait tenir secrètes ; au reste, il serait absent une partie de l'été ; il parlait même d'un voyage en Suisse. De tant de réserves, Mme d'Arenberg se montrait fort piquée : « ...Si j'étais capable de mal juger quelqu'un que j'estime, je croirais qu'il veut se débarrasser de mes lettres. Il est sûr qu'en ne me donnant pas d'autre adresse que la place Louis XV, c'est me mettre dans l'impossibilité d'écrire sur les affaires qui le concernent. Je vais mander à ma belle-sœur de ne rien adresser à M. Mathieu. Quant à moi, je vous marquerai à Fervacques ce que je pourrai savoir, et vous le lui manderez en Suisse. Ce sera un détour un peu long, mais il faut servir les gens à leur gré. Quant à mes lettres, elles sont remplies d'un intérêt trop vrai pour lui déplaire, j'en suis sûre, car je lui crois un bon cœur ; mais il a bien quelques défauts, qui pourraient blesser l'amitié, si elle était moins indulgente... »

C'est dans ces dispositions que, le 3 juin, Mme d'Arenberg quitta Bruxelles pour se hasarder, chagrine, souffrante, mais bienveillante toujours, sur les routes qui menaient en Bohême.

* * *

Tandis qu'elle roulait de Mayence à Nuremberg et de Nuremberg à Tachau, Mme de Custine allait prendre ses

quartiers d'été en Normandie ; Chateaubriand et sa femme passaient un long mois de loisirs chez le comte de Laborde, au château de Méréville, un château dont les enchantements ne tarderaient pas à dissiper les sortilèges lassés du manoir de Fervacques ; c'est là, dans ce radieux été, que René aperçut pour la première fois la comtesse Natalie de Noailles ; il subit aussitôt les prestiges de cette « charmeresse ». Mais, dans sa solitude normande, Mme de Custine ne s'en doutait pas ; elle redoutait l'amitié, non l'amour ; Chateaubriand ne projetait-il point de faire avec Mathieu Molé un long voyage en Suisse ? Il reniait ainsi Fervacques ; et la « Princesse désespérée » gémissait sur ce reniement. Sa première lettre adressée en Bohême contenait la confidence de sa peine ; et Mme d'Arenberg, doucement raisonnable, ne tentait de la consoler qu'en la morigénant :

« ...Je vois avec chagrin, chère Delphine, que vous êtes partie de Paris bien triste et bien mécontente de ce voyage, qui, cependant, est simple et raisonnable. Je ne vous reconnais pas à ce mouvement de personnalité : pourquoi *le* priver d'une distraction agréable ? Lorsqu'il n'est pas près de vous, pourquoi vouloir le séparer encore de son ami ? Si je connais bien son caractère, cette espèce de caprice peut le blesser. Il n'est vraiment pas digne de vous. Songez qu'il doit passer deux mois à Fervacques, qu'il est impossible même qu'il y reste plus longtemps, pour éviter les sots propos et les jugements du monde ; qu'ainsi, il ne vous prive de rien. Il est si peu de moments heureux dans la vie qu'on doit se reprocher de troubler le moins du monde la plus légère satisfaction de ses amis. N'est-ce pas le bonheur de ceux que nous aimons qui fait la base du nôtre ? Eh bien ! chère Delphine, ce bonheur ne peut exister sans une douceur et une facilité dans le commerce de la vie, qui fait le plus grand charme de l'amitié. Je vous conjure, je vous supplie, autant pour vous que pour lui, de lui écrire une lettre aimable sur son voyage ; et vous le comblerez de joie... »

Au reste, l'amitié qu'elle-même nourrit pour le futur voyageur échappe à toute illusion. Mme d'Arenberg n'est arrivée en Bohême que pour assister à la mort d'un de ses petits-fils : elle y est arrivée malade et pleine de funèbres pressentiments ; dans son malheur, elle ne peut s'empêcher de se tourner

encore vers ce « génie » si maussade, qui n'a point même l'air d'estimer les services qu'on lui rend : «... Je lui ai écrit ces jours-ci pour lui donner des nouvelles de ses affaires : j'ai envoyé ma lettre à une amie, qui la lui fera tenir. Il m'est impossible de lui écrire directement, et je vois qu'il a de très bonnes raisons pour ne pas me donner une autre adresse que la sienne. Je vous adresserai bientôt peut-être encore une lettre pour lui. J'aime à lui faire partager ce qui m'affecte, et je suis si malheureuse en ce moment que j'ai besoin de consolation. Quelquefois, cependant, je pense qu'il vaut mieux cesser cette correspondance qui ne peut être que d'un faible intérêt pour lui. Il a été si bien, si parfait pour moi depuis que vous me l'avez fait connaître qu'il ne peut jamais être mieux. Il est même probable qu'il sera moins bien par la suite. Je ne puis donc que perdre à l'avenir. Il serait bien plus raisonnable de me borner à suivre ses affaires sans mettre sa paresse en jeu et sans lui donner le tort d'accorder moins qu'il ne reçoit. Je me bornerai donc à une seule lettre que je vous enverrai ces jours-ci. » (Taschau, 24 juin.)

Elle tint parole ; avec la gravité où l'inclinaient ses sombres appréhensions, — dans l'état de sa santé, elle ne se croyait « sûre », alors, ni « d'un jour », ni « d'une minute », — elle entreprit d'admonester le fantasque « génie » ; il lui avait « lu lui-même », à Paris, les premiers chants du « poème » sur les *Martyrs de Dioclétien*, auquel il avait entrepris de travailler depuis plus d'un an ; fervente admiratrice, elle eût souhaité qu'il s'y consacrât sans réserve ; et Delphine, en somme, ne l'aimait-elle pas bien égoïstement, qui faisait passer les caprices de l'amour avant les exigences de la gloire ?

« ...Je vous envoie une longue lettre pour *le voyageur*. Je suppose que c'est en Suisse que vous la lui ferez parvenir. Cette lettre est grave, et triste, chère Delphine ; je ne vous défends pas de la lire, mais je suis loin de vous y engager. Je crains qu'elle ne vous fasse de la peine. Quant à lui, je ménage moins sa sensibilité : son cœur est excellent, mais il m'aime moins que vous ne m'aimez. Ma perte sera pour lui un chagrin moins réel. Ainsi, je puis me livrer davantage, en lui écrivant, aux idées dont j'aime à me nourrir, mais que je n'ose communiquer à ceux que j'affligerais trop. Il est, d'ailleurs, des choses qu'il sentira mieux que vous : les consola-

tions de la religion, par exemple ; il est impossible qu'il ne les comprenne pas ! Il n'est pas dévot, cependant. Mais un jour il sera ramené à la pratique d'une religion dont la droiture de son âme autant que son génie lui ont dès sa jeunesse fait connaître toute la vérité.

« Mais, pour prendre un ton moins grave, je m'en vais vous gronder encore. Je vois que vous ne pardonnez pas à ce *pauvre voyageur* la seule action raisonnable qu'il ait faite peut-être depuis longtemps. Ce voyage de Suisse est non seulement utile, mais nécessaire pour lui. Je voudrais qu'il pût y rester un an. Pensez-vous, ma chère Delphine, que ce soit au milieu de Paris, et dans la société de Mmes d'Au., d'Ag. (1) et autres que nous n'aimons guère, qu'il achèvera son beau poème qui fera tant d'honneur à son génie ? Paris est pernicieux pour lui, je voudrais l'en exiler pour quelques années ; je lui permettrais tout au plus quelques mois passés à Fervacques, et, le reste du temps, je voudrais l'envoyer dans les montagnes de la Suisse ou les déserts de l'Amérique. Vous voyez que je ne l'aime ni pour moi, ni même pour lui, mais seulement pour sa gloire future ! Mon âme est *toute romaine* dans son sentiment pour lui. Je veux qu'il vive pour la postérité encore plus que pour ses amis (2). Je ne sais s'il me saurait gré de cet héroïsme ! Mais, à coup sûr, ma chère Delphine, vous ne le partagerez pas... » (10 juillet.)

Chateaubriand lut sans doute cette semonce, en même temps que celle qui lui était destinée ; car, — ô miracle ! — il se trouvait à Fervacques lorsque l'une et l'autre y parvinrent. Pendant ces premières semaines de l'été, il s'était débattu au milieu d'un imbroglio de projets, d'incertitudes, de décisions contradictoires ou improvisées. Il n'avait pu convaincre Mathieu Molé de l'accepter pour compagnon dans le voyage de Suisse ; en conséquence, il renonçait à l'idée de ce voyage, ou, du moins, il le faisait croire à Delphine. Viendrait-il chez elle ? Il le promit, mais se dirigea d'abord vers le château de Champlâtreux, après avoir persuadé sa femme de suivre à Vichy la vieille Mme de Coislin, qui devait y faire la cure classique des trois semaines. Le 24 juillet enfin, il était apparu

(1) Le second de ces noms se complète aisément : Mme d'Aguesseau ; mais le premier ?

(2) Allusion à une scène fameuse d'*Horace*, de Corneille,

à Fervacques en jurant d'y demeurer quinze jours. Il laissait espérer bien davantage : sa présence pendant trois longs mois, à l'automne. Mais entre ces deux séjours, il ferait décidément le voyage de Suisse, seul peut-être, peut-être aussi avec sa femme ; de quoi la pauvre Delphine enrageait. Avisée aussitôt, Mme d'Arenberg croit devoir moraliser encore, car son inquiétude augmente à mesure que, de lettre en lettre, elle sent croître l'exaltation fiévreuse de sa correspondante. Quoi ! Delphine serait « folle » de son « génie » au point d'en perdre le sommeil!

« ...Oui, je conçois votre joie de cette arrivée inattendue; mais je m'afflige de ce départ en ce moment si prochain. Je suis alarmée aussi, je vous l'avoue, de ce sentiment si vif auquel vous vous livrez beaucoup trop pour votre bonheur. (Pardon, chère petite, mais c'est une *tante* dévote qui parle à sa *fille*). Je crains donc que ce sentiment qu'*il* éprouve sans doute, avec toute la chaleur de son âme, ne soit pour tous deux une source de chagrin. Je ne désire pas pour ses *talents d'auteur* qu'il passe trois mois à Fervacques. Pouvez-vous croire qu'il s'y occupe beaucoup d'autre chose que de vous ? Je désire, au contraire, que vous puissiez profiter de son absence pour calmer, s'il est possible, votre cœur. Si vous haïssiez moins la raison, je vous dirais de l'appeler à votre secours. Je sais qu'on a souvent médit d'elle :

Cette fière raison dont on fait tant de bruit
Contre les passions n'est pas un sûr remède,
Et déchirer un cœur qui l'appelle à son aide
Est tout l'effet qu'elle produit (1).

« Je sais bien qu'on la traite fort mal, mais enfin je vous demande seulement de ne pas la repousser tout à fait. Elle vous dira qu'on peut réduire à l'amitié un sentiment qui n'a de force que celle que l'imagination lui donne. Ce sentiment, qui absorbe tout, qui nous prive de toutes les jouissances qu'il ne donne pas, est nécessairement la source de mille maux. L'amitié, au contraire, double tous nos plaisirs et donne un prix de plus à tous les intérêts du cœur. Elle ne mêle aucun trouble, aucune amertume à nos sentiments. Elle vous permettrait d'aimer vos fleurs, vos champs ; elle vous ferait jouir

(1) Vers de Mme Deshoulières ; c'est Mme d'Arenberg qui souligne le second

du calme de la retraite, elle ne vous *empêcherait pas de dormir, de peur de n'y plus penser*. Que cette phrase m'a fait de peine, ma chère Delphine ! Il règne dans votre lettre quelque chose de vraiment passionné, qui me fait trembler pour vous. Je ne vous empêche pas de l'aimer, mais je voudrais voir en vous son amie. Aimez-le un peu moins, pour pouvoir l'aimer toujours, pour en être toujours aimée. Il nous a donné dans ses ouvrages le secret de son caractère. Profitez-en, ma chère Delphine, pour modérer vos sentiments.

« Voici comme il s'exprime : « L'amour, dit-il, dévaste les cœurs où il règne. Il est à soi-même sa propre illusion, sa propre folie, sa propre substance. Ignorée de l'artisan trop occupé et du laboureur trop simple, cette passion n'existe que dans les rangs de la société où l'oisiveté nous laisse surchargés de tout le poids de notre cœur, avec son immense amour-propre et ses éternelles inquiétudes (1). »

« Vous conviendrez que ce portrait n'est pas séduisant et que les traits dont il peint l'amour seraient faits pour en préserver. Mais n'allez pas lui parler de cette citation, il dirait que je le dénonce. Je ne fais cependant que parler raison et, pour me faire écouter, je répète ses propres paroles. N'allez pas surtout, ma chère Delphine, parce que je prêche un peu, me refuser cette douce confiance qui règne dans vos lettres et qui leur donne un si grand charme. Mon amitié n'a rien de sévère, je crains plutôt quelquefois qu'elle n'ait un peu de faiblesse. Je représente, je résiste, et puis, je serais capable de dire comme Pylade : *Allons, seigneur, enlevons Hermione* (2).

« Vous serez seule lorsque cette lettre vous parviendra. Tâchez de vous occuper beaucoup, ma bonne Delphine : rien ne calme plus le cœur que l'occupation forcée de l'esprit. Tâchez de lire, de m'écrire beaucoup, de vous livrer aux soins de votre jardin, de vos champs. Votre enfant est une société si douce, son ami (3) un si grand soutien, que vous devez trouver près d'eux des distractions, et un vrai soulagement à vos peines. Je pense toujours à *cette tristesse sourde qui tient tout le cœur, qui entoure toutes les idées*. Cela me fait mal, ma

(1) Citation du *Génie du Christianisme* (seconde partie, chapitre III du livre III : *Amour Passionné. Didon*).
(2) Pylade à Oreste dans *Andromaque*, acte III, scène 1.
(3) Son ami et précepteur, M. Berstoecher.

chère petite, vous peignez si bien tout ce que vous sentez que vous me faites tout partager... » (5 août.)

En ce début du mois d'août, Chateaubriand avait déjà quitté Fervacques pour rejoindre sa femme en Auvergne; puis tous deux gagnèrent Lyon qui devint leur quartier général ; s'étant, dans cette ville, renforcés du bon Ballanche, ils visitèrent Genève, Coppet, Chamonix, la Grande Chartreuse et, après six semaines de pittoresques vagabondages, s'allèrent refaire auprès de Joubert, à Villeneuve-sur-Yonne. Il semble que pendant cette longue absence l'inquiétude de Mme de Custine ait encore augmenté. Avait-elle tellement tort ? Les cœurs aimants que le danger menace reçoivent des avertissements secrets ; seulement, ils les interprètent mal. Delphine, follement, était jalouse de Mme de Chateaubriand ; égarée par sa colère, elle ne se doutait pas que, depuis plusieurs semaines, Chateaubriand nommait une autre femme « l'enchanteresse », qu'en confidence il parlait de cette rivale au « cher Mathieu » et qu'à cause d'elle il caressait avec plus d'ardeur le périlleux projet d'un voyage en Grèce. Émule des anciens croisés, il étendait maintenant jusqu'à la Terre sainte le plan de son futur pèlerinage, désireux d'acquérir plus de gloire encore et une auréole plus romanesque pour se faire mieux aimer. N'est-ce pas dans cet été de 1805, au cours du voyage de Suisse, que cette « chimère », — comme disait dédaigneusement Mme de Custine, — achevait en lui de déployer ses ailes ? Depuis des mois il songeait à partir ; alors il s'y décida. Une page de ses *Mémoires* ne permet guère d'en douter. Comme il revenait de Genève vers Lyon, — c'était vers la fin d'août, par une pure nuit d'été, — la voiture qui le portait, avec sa femme et Ballanche, se trouva arrêtée « au pied du fort de l'Écluse, en attendant l'ouverture des portes ». Alors, explique-t-il, « pendant cette station des sorcières de Macbeth sur la bruyère, il se passait en moi des choses étranges... Ma vie, creusée par la mort de Mme de Beaumont, était demeurée vide... » ; vide, malgré vous, ô Delphine qui gémissiez après lui sous l'ombre des myrtes prémonitoires ! Et, pour remplir ce vide, qu'inventait-il ? « ... Des formes aériennes, houris ou songes, sortant de cet abîme, me prenaient par la main et me ramenaient au temps de la sylphide. Je n'étais plus aux lieux que j'habitais, je rêvais d'autres bords. Quelque influence

secrète me poussait aux régions de l'Aurore... » Quelle réalité se cache donc sous cette confession allégorique et voilée ? Cette méditation sur la bruyère voisine du fort de l'Écluse, quel événement l'avait provoquée ? une lettre reçue récemment ? une rencontre faite inopinément à Genève ? On l'ignore jusqu'ici ; mais comme il est curieux de rapprocher de cette page les deux lettres peu connues (1) que, dès son retour de Suisse, le voyageur se hâta d'écrire à Mathieu Molé ! Dans la première, le 20 septembre, il fait à l'ami, qui n'a pas voulu de lui, comme une scène de dépit rétrospectif : « Vous dites que je n'ai pas donné un signe de souffrance ? Ingrat ! Votre maudit voyage a empoisonné tout le mien. Je n'ai vu que vous, je n'ai songé qu'à vous. Je disais sans cesse : si j'avais vu cela avec Mathieu ! Je n'ai erré sur les grands chemins, malheureux comme un chien, qu'à cause de vous, pour me distraire, pour me fuir ; je crois que j'aurais été en Chine pour vous apprendre que je pouvais voyager sans vous. Et cependant j'avais beau faire, c'était toujours avec vous que je voyageais... » Ce couplet, si elle l'avait connu, n'aurait-il pas justifié un peu la jalousie de Mme de Custine ? Mais qu'eût-elle dit de cet aveu contenu dans la lettre du 9 octobre ? « ... Au reste, vous savez que j'ai vu l'enchanteresse ; elle m'a écrit une belle lettre que je vous montrerai. J'ai écrit deux chants des *Martyrs*. Il y en a un que je préfère à tout ce que j'ai fait. Mais il m'a trop amolli et le pauvre Eudore s'y plaint si doucement de ses faiblesses qu'il n'a fait que m'enfoncer dans les miennes. Je ne puis réellement pas parler de ces démons que les anges ont mis sur la terre, sans que le fond de mon cœur ne se découvre de toutes parts... » Chateaubriand, ainsi, semble avoir tracé, au début de cet automne de 1805, la première esquisse des coupables amours d'Eudore ; mais Mme de Custine n'était plus seule à poser pour Velléda !

Parce qu'elle le devinait obscurément, ou parce qu'elle craignait de le deviner, la châtelaine de Fervacques se désolait. Le 7 septembre (2), elle avouait à Chênedollé, dans une lettre

(1) Publiées par le marquis de Noailles, en 1930, dans *le Comte Molé, sa vie, ses mémoires*, tome VI.

(2) Cette lettre du 7 septembre à Chênedollé, celles du 22 septembre, du 1er et du 8 octobre, citées plus loin, ainsi que la « lettre fulminante » à Chateaubriand, viennent d'être publiées par Mme Paul de Samie dans la *Revue d'Histoire littéraire* d'avril-juin 1937.

pleine d'angoisse, la double jalousie qui la torturait ; elle n'en voulait pas seulement à la femme de Chateaubriand ; elle se courrouçait contre les exigences de sa gloire qui, à leur endroit, rendait « l'opinion publique » encore plus ombrageuse : « ... Il a été à Lyon avec sa moitié et de là a voulu faire seul le voyage en Suisse, voir Genève, le Mont Blanc ; il devait être de retour à Lyon les premiers jours de septembre. Au lieu de tout cela, il me mande qu'il n'a pas fait son voyage seul comme il l'espérait, que des scènes auxquelles il ne sait pas résister l'ont fait consentir à ce qu'on a voulu. Il n'a donc rien vu ni rien fait de ce qu'il désirait. Il est de retour à Lyon... Il paraît malheureux, enchaîné. Je suis désolée, que va-t-il faire ? Comment pourra-t-il venir cet automne, et comment travailler au milieu de tant de contrariétés ? Tout devient monstrueux dans ma pauvre tête ! Je me décourage, je vois qu'il n'y a aucun bonheur à espérer, je ne me sens plus la force ni la volonté de vivre. Tout cela se complique et lorsqu'en sus de mille chagrins on a encore pour rivale l'opinion publique, on a plus qu'il n'en faut pour passer sa vie misérablement et même pour y renoncer. La tristesse dévore mon cœur, je la cache, je prends sur moi, je me bourre d'occupations, mais rien ne calme cette maladie du cœur qui empire chaque jour et qui décolore le peu de bien-être dont je pourrais encore jouir... »

Là-dessus, Chateaubriand notifia qu'il ne pourrait venir à Fervacques que le 15 novembre ; il en appelait à la « générosité » de Mme de Custine pour obtenir ce délai et proposait, en attendant, un rendez-vous de deux ou trois jours à Paris. La malheureuse Delphine crut voir une ironie dans cette proposition ; sa colère éclata dans une « lettre fulminante ». Hermione outragée, elle rappelait tant de vaines promesses où elle avait eu la faiblesse de se fier ; sans doute « tout cela n'était pas de l'accent qu'on peut croire ; c'était celui de circonstance » ; elle ne s'y méprendrait plus désormais. Elle continuait durement :

« ... Pour retourner à Paris, pour vous voir peut-être un jour ou deux, après lesquels mille convenances vous obligeront à mille devoirs, je crois que cela n'en vaut pas la peine. Je resterai donc ici jusqu'au mois de décembre, mais je trouve que lorsqu'on vient de faire un voyage aussi cher que celui que vous avez fait accompagné de votre femme, ce serait folie

bien plus grande encore de venir ici dans la mauvaise saison pour se voir quinze jours plus tôt. Vous n'en êtes pas, je crois, à cela près. Vous avez assez voyagé. Restez paisiblement et maritalement à Villeneuve. Restez-y même une partie de l'hiver, avancez votre ouvrage, consolidez votre réputation, elle vous est chère et doit l'être ; laissez tout le reste dans le premier coin, et comme votre exemple doit entraîner, on fera aussi ce qu'il vous est si facile de faire. Adieu, j'avais reçu, il y a plusieurs jours, cette lettre de ma tante. Je vous l'envoie... »

A peine dépêchée cette « lettre de désolation » et « de bouderie », la pauvre amoureuse eût souhaité de la reprendre ; elle en transmit une copie à Chênedollé pour lui demander conseil, après avoir passé « trois jours dans les larmes » ; et puis elle ne crut pouvoir « s'en tirer » qu'en écrivant de nouveau à l'infidèle, « mais une lettre plus tendre, un commentaire de celle-ci, adouci par le regret de l'avoir affligé, lui demandant de venir le 20 octobre » ; bref, un message de regret et d'entière repentance. A quoi il ne répond point ; est-il furieux ? est-il malade ? « Est-ce qu'il serait capable de s'être fâché tout de bon ? de n'avoir pas vu le dépit, la jalousie, le chagrin qui avait dicté cette maudite lettre ? » Le 8 octobre seulement, il manda qu'il avait souffert de « coliques violentes », sans doute pour avoir trop bien fait les vendanges sur les côteaux de Villeneuve. Dieu soit loué ! murmure Delphine à l'oreille du bon Chênedollé : « il n'est pas changé pour moi... »

De tant d'agitations et de complications, Mme d'Arenberg, confidente un peu moins indulgente que Chênedollé, avait reçu les échos en son lointain exil. Elle comprit que ses appels au calme et à la résignation risquaient d'exaspérer une passion malheureuse ; transformer son amour en une amitié amoureuse, ah ! comme Delphine était, pour le moment, incapable de tenter cette métamorphose ! Tant, qu'avant de quitter la Bohême, sa « tante dévote » lui envoya cette lettre pleine d'une lassitude consternée : « ... Je ne sais plus, en vérité, que répondre à toutes les mauvaises raisons que vous me donnez pour *l'aimer* comme vous le faites. Si vous êtes *encharmée* par *lui*, je sens que je le suis par vous. Je sais que c'est moi qui ai raison, mais je sens que je ne puis le prouver à votre esprit, et encore moins à votre cœur. Je ne puis résister à votre voix de sirène. Enfin je suis vaincue non par la vérité, mais par

la force de vos enchantements. Aimez-le donc *comme vous le voulez*, comme vous prétendez qu'il mérite de l'être ; mais permettez-moi de m'en affliger, ma chère Delphine, de faire des vœux pour que cette raison, que vous repoussez en ce moment, soit un jour plus écoutée que moi, et surtout pour qu'elle ne vienne pas trop tard vous éclairer sur les malheurs que je prévois, et dont ma tendre amitié s'alarme et s'afflige d'avance.

« J'espère cependant que mon talisman vous portera bonheur. Je vous l'enverrai à Fervacques avant l'époque de son retour. C'est une bague qu'il vous faudra porter toujours. Quant à celle que je lui destinais, je ne sais pas encore s'il en est digne, et je différerai mon présent.

« ... La manière dont vous l'excusez de n'avoir pas répondu à mes lettres me détermine encore plus positivement à cesser avec lui toute correspondance. Jugez vous-même, ma chère Delphine, de ce que mes lettres doivent paraître à quelqu'un *qui ignore le besoin de communiquer ce qu'il éprouve, et qui ne connaît pas les charmes de la confiance*, qui sont la plus grande douceur de l'amitié. Je vois qu'il est comme Montaigne qui dit de lui : « Plaisante fantaisie ! Plusieurs choses que je ne voudrais dire au particulier, je les dis au public, et sur mes plus secrètes pensées, je renvoie à une boutique de librairie mes amis les plus féaux. » Ce sera donc à l'avenir dans ses ouvrages que je chercherai à connaître ses sentiments. Heureusement tous ceux qui s'y trouvent répondent si bien aux miens, que je n'y trouverai pas de mécompte, et que l'auteur du *Génie* sera toujours pour moi un objet d'estime et d'admiration... » (27 septembre.)

Un mois plus tard, Mme d'Arenberg était de retour à Paris : en douze jours, grâce à « une route un peu détournée », elle avait traversé la Bavière et les pays rhénans sur lesquels la grande armée de Napoléon déferlait plus rapidement encore. L'annonce des victoires, — Donauwerth, Elchingen, Ulm, — l'avait accompagnée ou devancée. En notifiant son arrivée à Delphine, elle pouvait écrire avec émerveillement : « ... Je ne vous parle pas des grandes nouvelles dont tous les journaux sont remplis. Il y a vraiment quelque chose qui tient du prodige dans de tels succès. Je crois fermement que dans quinze jours l'Empereur sera à Vienne, et que nous aurons la paix. » (27 octobre.)

En attendant, elle s'occupait de négocier une autre paix, bien délicate ; celle qui mettrait enfin d'accord ces deux cœurs également, mais diversement exigeants, Delphine et Chateaubriand. Sans doute, il avait promis d'aller, et longuement, à Fervacques ; mais la saison était bien avancée ; mais il hésitait à quitter Mme de Chateaubriand malade, — déjà ! — et qui toussait... Prétextes ! affirmait-on là-bas, d'où partaient mille adjurations et anathèmes. Lui, cependant, rentré de Villeneuve pour se réinstaller dans son « grenier-palais », il fit, le 3 novembre, l'une de ses premières visites à Mme d'Arenberg, plongé dans ces humeurs noires à la René qui étaient, hélas ! l'une de ses séductions. Dès le lendemain, elle rendit compte de l'entrevue :

A Paris, ce 4 novembre 1805.

« Le Génie est venu me voir hier, chère Delphine, et votre lettre m'est parvenue cinq minutes trop tard. Il venait de me quitter lorsque je l'ai reçue. Je regrette de n'avoir pu lui en communiquer quelque chose. Nous avions parlé de vous, de son voyage à Fervacques ; je l'ai pressé de partir. Il m'a dit que cela ne pouvait être décidé que vers le 10, qu'il vous le manderait alors. Il m'a demandé de vous engager à revenir. Cela, dit-il, arrangerait tout. J'ignore ce que vous pouvez faire. Mais je n'ai pas besoin de vous dire comme je désire que ce soit vous qui reveniez. Enfin, chère Delphine, faites pour vos amis tout ce qui vous est possible, vous savez comme tout vous sera compté.

« Le Génie était dans une disposition si triste, si sombre, que je ne suis pas encore remise de l'impression qu'il m'a laissée. Il est bien cruel qu'il ne soit pas donné à l'amitié de prendre pour elle toutes les peines qu'elle ne peut adoucir. Avec quelle joie je vous éviterais à tous deux tant de sujets de chagrin ! Votre lettre me fait aussi beaucoup de peine : vous êtes mécontente de *lui*. Peut-être avez-vous tort ! Pourquoi, chère petite, ne pas vous expliquer mieux ? Vous dites que je vous entends ! eh bien ! parlez-moi de manière à me mettre à même de vous répondre, et peut-être de *le* justifier.

« S'il va vous voir à Fervacques, je lui donnerai votre bague, sinon je l'adresserai à Lisieux par la diligence. Ne craignez pas ce talisman. Je vous en expliquerai plus tard

la vertu. Mais, donné par moi, il ne peut être dangereux ni pour vous, ni pour *lui.*

« Je n'ai qu'un moment, mais j'ai voulu vous dire que *je l'ai vu...* Adieu, chère et aimable Delphine. Donnez-moi souvent de vos nouvelles. J'en ai plus besoin encore dans ce moment où je vous sais tourmentée et où je vois qu'il n'est vraiment pas bon à aimer. Quelle injustice du sort que le talent, le génie, l'élévation d'âme et de sentiments ne soient pas pour celui qui les possède l'essence même du bonheur !... »

Il n'est pas bon à aimer ! Peut-être cependant n'a-t-il point tous les torts ; et voilà que, presque malgré elle, dès le surlendemain, sa généreuse admiratrice entreprend de plaider pour lui :

Paris, ce 6 novembre 1805.

« Votre lettre du 2 me désole, ma chère Delphine... Il est sûr qu'*il* n'est plus le même ; non pas pour vous : je suis certaine qu'il n'a pas changé. Mais je crois que la gêne de sa position, les contrariétés de son intérieur peu libre, l'incertitude de son sort à venir, tout cela l'affecte si vivement que son humeur en souffre nécessairement. Dans cette disposition, chère Delphine, la moindre chose irrite et blesse. Je trouve qu'il est trop malheureux pour avoir tort et que, dans ce cas, moins que dans un autre, il ne faut vous permettre des plaintes qui pourraient lui paraître injustes. Il m'a marqué un regret vrai de votre absence. Il ne paraît pas croire que des affaires très essentielles vous retiennent ; alors il peut regarder, en effet, comme un caprice de ne pas revenir et d'exiger qu'il aille à Fervacques, tandis que sa femme est malade (elle a de la fièvre), et que ce voyage lui attirerait sûrement des scènes bien odieuses. Il m'a cependant dit qu'il irait si elle se porte mieux ; mais si vous avez quelque confiance en moi, ma bonne Delphine, vous insisterez moins pour qu'il aille vous trouver, et vous quitterez la campagne de meilleure heure. Il m'a conjuré de vous y déterminer. Si vous n'avez pas d'affaire importante, rien ne vous empêche en effet de revenir. Vous pourrez donner pour raison que vous revenez un peu plus tôt pour me voir. Vous êtes si bonne et si aimable pour votre tante, chère petite, que tout le monde croira, en effet, que je suis pour quelque chose dans votre retour.

Et l'on n'ira pas chercher ailleurs une autre cause... »

L'épistolière en était là, quand Chateaubriand, soudain, se fit annoncer chez elle, brandissant une lettre de reproches et de plaintes que lui aussi venait de recevoir. Sans doute, Mme d'Arenberg lui lut-elle ce qu'elle écrivait à l'instant ; et tous deux continuèrent de morigéner l'impérieuse désolée, elle à sa table, lui appuyé au marbre de la cheminée :

« ... Ma lettre a été interrompue par son arrivée. *Il* est vraiment au désespoir de tout ce que vous lui mandez. Son cœur est excellent, chère Delphine, et vous feriez votre malheur à tous deux si vous ne le jugiez pas ce qu'il est. Revenez donc tout de suite, ou du moins avancez un peu votre retour. Il vous en saura le plus grand gré. Sa femme est toujours malade, comment voulez-vous qu'il la quitte ? Revenez donc, bonne Delphine, ou, si vous ne le pouvez pas, préparez-vous à ne pas le voir arriver. Je ne puis vraiment trouver qu'il a tort de ne pas partir dans ce moment-ci. Il vous écrit en ce moment sur ma cheminée. Je pense que sa lettre vous calmera bien autant que la raison de votre tante. Répondez-lui surtout une lettre douce et bonne, je vous en conjure. Vous verrez comme il en sera touché. Adieu, sa lettre est écrite. Je finis bien vite la mienne pour ne pas retarder l'envoi de ce courrier. Je vous embrasse du plus tendre de mon cœur. »

On ne possède ni « le griffon » que Chateaubriand dépêcha, ce soir-là, sur le coin d'une cheminée, ni les lettres suivantes de Mme d'Arenberg. Mme de Custine, sourde aux injonctions et aux exhortations, ne regagna Paris qu'au cours du mois de décembre. Ce que fut l'hiver pour elle et pour son « Génie », on le peut imaginer ; elle était plus inquiète et plus exigeante que jamais ; lui, plus las, plus avide de sa liberté, plus impatient, au fond, de l'asservir à de nouvelles chaînes. En cet été et cet automne de 1805, leurs amours avaient traversé la crise suprême, après laquelle ils ne firent plus que languir ; tous deux avaient vu clair au fond d'eux-mêmes. Fervacques ne reçut Chateaubriand qu'au mois de juin 1806 ; il y demeura deux semaines, et ce séjour fut un adieu. « Cette chimère de Grèce est enfin réalisée, écrivit alors Delphine. Il part pour remplir ses vœux et détruire tous les miens... Tout a été parfait depuis quinze jours, mais aussi tout est fini. » Un an plus tard, quand le voyageur revint de l'Orient en passant

par l'Espagne, l'amitié dans ces deux cœurs avait remplacé l'amour.

***

Peut-être parce qu'elle souffrait profondément, — ah! comme Mme d'Arenberg avait raison d'écrire qu'en ces temps-là il n'était « pas bon à aimer », — Mme de Custine tenta, un instant, de se laisser consoler ; du moins, elle fit semblant. On ignorait jusqu'ici que, dans l'hiver suivant, elle fut à Paris la « correspondante » ou la « répondante » du prince Auguste de Prusse ; elle semble l'avoir connu, par l'intermédiaire de sa mère, pendant l'un des voyages qu'elle accomplit en Suisse sous le Directoire. Fait prisonnier à Iéna dans des conditions chevaleresques, ce neveu du roi de Prusse était interné sur sa parole à Soissons : mais il obtenait, de temps à autre, la permission de venir à Paris où sa jeunesse et sa mâle beauté inquiétaient bien des cœurs. Mme de Custine accepta, non sans imprudence peut-être, de devenir, comme elle disait aimablement, le raisonnable Mentor de cet « auguste Télémaque ». Ce conquérant pouvait-il demeurer insensible au charme de la jeune femme et ne point tenter de la conquérir ? Sans doute fut-il d'abord maladroit ; car leur amitié semble avoir commencé par un malentendu. Delphine, blessée, pardonna. Elle écrivait « au prince », le 5 mars : « A présent que tout ce qui m'a occupée pendant deux mois est passé, vous me reviendrez, j'espère, et vous romprez ce silence qui m'a tant affligée. Tout est fini, je n'en veux à personne et ne veux plus de ma vie penser à cette histoire ; nous ne nous en écrirons jamais, et quand nous nous reverrons, nous n'en parlerons pas non plus ! Mais rassurez-moi sur la crainte que j'ai que vous ne soyez changé pour moi... ; car, moi, je suis toujours la même. »

Après ces deux mois de silence, les relations reprirent sur le ton d'un tendre et caressant badinage ; relations principalement épistolaires ; car, en ce printemps, le prince ne put quitter souvent Soissons. Delphine s'en plaignait le 3 juin : « Eh bien ! cette permission vous est-elle accordée ? Viendrez-vous à Paris ? Vous reverrai-je avant mon départ ? Je pars le 15 juin ! et pour six mois ! Ne plus nous revoir jamais, c'est une idée bien triste à emporter. Mais vous revoir pour vous

retrouver toujours déraisonnable et ne voulant votre bonheur qu'aux dépens du mien, serait bien triste aussi !... » En partant, elle souhaitait qu'il vînt lui faire visite à Fervacques qui « n'est qu'à quarante lieues de Paris » et où, certainement, il obtiendrait la permission de se rendre. A cette visite, l'impétueux Télémaque mit des conditions inacceptables, et que l'on devine, puisque la châtelaine, le 26 juin, lui riposta, de son « vieux château » : « Vous me traitez militairement, vous voulez capituler et ne faire rien pour rien ! Vous êtes réellement inconcevable ! Comment pouvez-vous croire que si je satisfaisais à toutes vos demandes, je pourrais supporter et votre départ et votre position qui doit sans cesse vous éloigner non seulement de moi, mais même de mon pays ? Vous prendriez très lestement votre parti de me quitter. Vous jureriez de ne jamais m'oublier et vous croiriez que je pourrais vivre ainsi ! Quelle idée avez-vous donc de moi, ou pour mieux dire du sentiment que vous profanez en le traitant si légèrement ? Mais pourquoi entreprendre une discussion sur un sujet que vous faites semblant de ne pas entendre ? Vous savez bien que votre sévère amie ne peut pas penser autrement. Malgré cette raison qui vous effraye tant, je me trouverais bien heureuse de vous recevoir chez moi ; je n'aurais que l'inquiétude que vous n'y trouviez pas les plaisirs et les distractions qui vous sont si nécessaires, et aussi de ne pas pouvoir vous y recevoir *comme vous devriez l'être,* mais, toutes ces considérations à part, je serais ravie de vous revoir ! Ce lieu est champêtre, la solitude y est entière, il faudrait tout simplement aimer les champs et vous soumettre à la raison de votre Mentor pour vous trouver bien dans ce paisible séjour... »

La paix de Tilsit mit brusquement le point final à ce divertissement élégiaque. Libéré, le prince allait quitter la France, et la dame de Fervacques lui envoya ce mélancolique adieu :

Ce 26 juillet 1807.

« Il faut donc vous dire adieu pour jamais. Je ne crois pas aux circonstances heureuses, ainsi nous ne nous reverrons plus ! Je ne puis écrire ces lignes sans avoir le cœur serré et j'espère que vous ne les lirez pas non plus sans émotion. Je ne renonce pas sans regret à l'espérance de vous voir ici. Je ne vous oublierai jamais. Puissiez-vous être aussi heureux

que je le désire ! Votre portrait me sera toujours précieux, et si je pouvais parvenir à bien faire le mien, je vous offrirais ce faible gage de l'attachement éternel que je vous ai voué. Mais vous allez quitter mon pays, d'autres soucis vont bientôt en effacer le souvenir, je n'aurai plus jamais de vos nouvelles, je ne saurai plus où vous prendre, ce portrait n'arriverait pas. Si cela vous paraît une crainte chimérique, dites-moi si je puis espérer encore quelque souvenir de vous, et où je pourrais vous adresser mes lettres. J'avais écrit à Paris à l'hôtel des Étrangers, rue de Richelieu, croyant que vous y étiez peut-être logé. Votre silence me faisait pressentir les adieux éternels que nous étions au moment de nous faire, et je ne me serais pas consolée, si vous ne m'aviez pas comptée pour quelque chose à ces derniers moments. Il faut vous quitter : je ne puis prolonger aujourd'hui la tristesse d'une pareille lettre. Bien des choses et des lieues vont nous séparer, mais rien ne pourra vous effacer de mon souvenir. »

En ces derniers jours de juillet 1807, il y avait un peu plus de deux mois que Chateaubriand était revenu d'Orient et d'Espagne, « battu par les tempêtes et toujours rongé par les peines du cœur ». A peine avait-il mis le pied sur le sol de France qu'il écrivait dans une lettre intime : « Si j'en crois quelques bruits qui sont parvenus jusqu'à moi, j'aurai à me plaindre de quelques amis ; il semble qu'on a abusé de ma confiance... Il n'y a qu'un parti à prendre : c'est... de renoncer à des liaisons que j'ai eu la faiblesse de renouer lorsqu'elles étaient déjà rompues. » Peut-être Mme de Custine avait-elle sa part dans ces allusions. La revit-il avant qu'elle ne partît pour Fervacques ? On l'ignore ; bientôt pourtant, il reprit avec elle des relations de confiance et de simple amitié.

Il était alors tout à sa passion pour Natalie de Noailles. Et le prince Auguste de Prusse, après avoir assiégé en vain Delphine de Custine, que Chateaubriand avait aimée, s'acheminait vers le château de Coppet où il allait tenter de conquérir Juliette Récamier, que Chateaubriand aimerait beaucoup plus tard. Ainsi une main mystérieuse se plaît, non sans ironie, sur la trame de certains jours fatidiques, à entrecroiser les fils des humaines destinées.

MAURICE LEVAILLANT.

UNE VISITE AU COMTE CIANO

— Demain matin, à dix heures, au Palais Chigi, me dit la voix aimable d'un secrétaire à l'autre bout du fil. Son Excellence le comte Ciano vous recevra.

Sous l'éclatant soleil d'août que réverbèrent ses mille façades de marbre, Rome bout doucement. Sur le sol, on pourrait rôtir des marrons, et j'admire les agents de police, casqués et vêtus de blanc, qui, sans se lasser, le sourire aux lèvres, ouvrent avec des gestes d'empereurs, la voie aux silencieuses voitures. Éphémère fraîcheur des sorbets absorbés à la table des cafés. La marchande de fleurs, armée d'une longue seringue de cuivre, asperge les roses de son étalage.

— Pourquoi n'allez-vous pas passer la journée à Ostie ? suggèrent des amis charitables. Vous risquez d'y trouver, sinon de la fraîcheur, du moins de l'air.

Rien ne me retient à Rome, je décide de suivre leur conseil.

Entre sa double haie de lauriers roses, l'autostrade s'allonge, unie, chaude, toute embaumée par les grappes de fleurs épanouies. Ici et là, un pin parasol étale son ombre sur la chaussée. Puis, c'est la maison du cantonnier, pimpante, tapissée de volubilis, de capucines, et, derrière, la campagne brûlée, les champs crevassés, où traînent pastèques et melons d'or. De loin en loin, un mur croulant de briques rousses rappelle le souvenir de la Rome antique.

Vernie de couleurs claires, Ostie fait la sieste, persiennes closes. A droite, à gauche, à perte de vue, les nouveaux quais

étalent leur surface asphaltée où ne tourbillonnent que le vent du large et quelques pétales arrachés aux fleurs des parterres. Sous la chaleur de midi, la mer paraît presque blanche, striée de vallonnements glauques. Protégées sous des bâches, par petits groupes, des voitures dorment, comme des moutons. La plage semble déserte, malgré les bataillons de cabines de bain qui s'étendent à l'infini ; colonies estivales pour petits Italiens de l'étranger, colonies sanitaires pour orphelins d'Espagne, camps de vacances pour Balilla, Avanguardisti, ou Piccole Italiane, etc... De distance en distance, la rotonde d'un café qui surplombe la mer.

J'entre au *Pineta*, le dernier restaurant avant la forêt de pins et les dunes. La terrasse est déserte. Quelques baigneurs, étalés sur le sable, se cuisent au soleil ; ils sont dorés comme des galettes. Un pêcheur de crevettes, pantalon retroussé, fait les cent pas dans l'eau en poussant devant lui son filet. Attentifs, souriants, les garçons s'empressent autour de ma table. Saveur des mets cuits à l'huile d'olive, assaisonnés d'herbes odorantes. Le maître d'hôtel s'attarde ; il est en veine de confidences. Au dessert, je connais sa vie entière, ses deuils, ses espoirs et ses rêves.

Que de choses il m'apprend sur l'organisation des grands banquets à l'Excelsior ou au Palais Chigi ! Insidieusement, j'oriente la conversation sur Mussolini.

Au nom du Duce, mon interlocuteur se transfigure, sa voix tremble, ses yeux flambent : ferveur, adoration, extase mystique ? Je ne sais. Mais le sentiment que trahit le visage de cet homme m'émeut et me trouble, comme quelque chose de très pur, de très noble et que je ne comprends pas tout à fait. Cette impression n'est pas nouvelle. Je l'ai ressentie à la vue du visage d'une mère en contemplation devant son enfant ou d'un religieux en prière.

— Que voulez-vous, me dit-il, il est des nôtres, il nous comprend ! Grâce à lui, l'Italie est devenue une grande Puissance, un Empire ! Il peut nous demander ce qu'il voudra, nous avons confiance, nous savons que c'est pour le bien du pays.

— Mais, au point de vue matériel, votre situation n'est pas très brillante, je crois.

Le maître d'hôtel jette un furtif coup d'œil sur son veston

d'une propreté méticuleuse, mais élimé jusqu'à la corde, et sourit.

— Oui, c'est vrai. Pour le moment nous sommes encore pauvres, mais ça ne durera pas. Il nous l'a dit ! Nous devons patienter encore pendant six ou huit mois ; ensuite, tout ira bien ; très bien ; mieux qu'ailleurs, parce que nous avons de l'ordre et que l'Abyssinie nous fournira tout ce dont nous avons besoin... Même de l'or. Tenez, nous recevons déjà du coton, du blé, du café, du charbon, de là-bas... Pour lui, on patienterait bien plus de six mois ! Quand je pense à ce qu'il a déjà fait...

D'un geste, il embrasse les kilomètres de quais éblouissants, les colonies d'enfants disséminées au long des plages, les jeunes arbres plantés à profusion, les parterres de fleurs :

— C'est lui qui a fait tout ça ! Avant lui, ce n'était que poussière et misère...

Je le laisse parler. A quoi bon lui poser des questions sur un sujet qu'il vit depuis des années et que moi-même je ne connais qu'en théorie ?

— Ce qu'il y a d'admirable, poursuit-il, c'est que, maintenant, chacun peut arriver à tout. Je ne parle pas de ceux de ma génération, — nous avons fait de notre mieux pour aider le Duce, cela suffit, — mais je pense aux jeunes, à mes fils. Vous n'imaginez pas comme on les élève bien, comme ils sont plus purs, plus raisonnables que nous n'étions à leur âge... Oui, il y a quelque chose de changé. Ils ne pensent pas seulement à s'amuser ou à gagner de l'argent. Ils savent que leur mérite, leur bonne volonté à servir, leur ouvriront plus de portes qu'une fortune ou qu'un nom. Et puis, ils sont si simples, si sûrs d'eux-mêmes, si tranquillement joyeux !... Que voulez-vous ? Ils ont la foi ; ils savent où ils vont. Les miens rêvent de devenir aviateurs... La maman ne voudrait pas, ça lui fait peur, mais moi, je dis : il faut aller avec son temps... Ils ont de l'étoffe, et sûrement ils deviendront officiers. A treize et quatorze ans, ils font l'exercice et tirent déjà comme des hommes ! Et à la maison, il faut voir comme ils ont de l'ordre, comme ils obéissent. Ah ! ça oui, on leur apprend la discipline et à vivre proprement. Vraiment, parfois ils m'intimident, tant ils ont de cran, tant ils savent de choses...

Brusquement, il s'interrompt et me désigne de la main

trois baigneurs qui passent en discutant au pied de la rotonde. Ils sont beaux, jeunes, bronzés et ont la démarche souple d'hommes rompus aux exercices sportifs.

— Regardez celui du milieu, celui qui porte un maillot blanc, c'est le gendre du Duce, le comte Ciano ! murmure-t-il, avec un large sourire. Il a une cabine ici, et vient presque chaque jour entre midi et trois heures...

Je suis du regard les baigneurs qui s'éloignent. Ciano domine d'une demi-tête ses deux compagnons. Cheveux noirs, lustrés, front haut, profil régulier au nez légèrement aquilin, menton ferme, épaules larges, poitrine bombée, muscles fermes, peau mate, démarche allègre : baigné de soleil et d'air marin, il se détache sur l'horizon bleu comme la personnification de la santé et de l'élan de la jeune Italie. En ce moment, il doit expliquer quelque chose de grave : il gesticule et ses sourcils sont froncés. La discussion se prolonge jusque dans l'eau où tous trois sont entrés à mi-jambe. Puis, soudain, je le vois disparaître dans un éclaboussement de gouttelettes d'argent. Et le vent m'apporte l'écho de son rire. Ses compagnons, un instant, hésitent, puis se lancent à la nage. Ce n'est qu'après plusieurs secondes que je vois surgir, au loin, une tête aux cheveux noirs et un bras qui s'agite gaiement dans la direction des deux nageurs.

— Un vrai poisson ! commente le maître d'hôtel, qui, lui aussi, a suivi des yeux le manège. Mais il faut le voir à la barre de son *piroscafo* ou dans son avion. Alors on dirait un oiseau de mer, puissant et joyeux, surtout quand le vent fait rage. Cela semble l'amuser. Que de fois, pendant la tempête, je l'ai vu passer au large !... Il n'y a guère que lui qui se risque ainsi. Souvent le Duce l'accompagne... Mais excusez-moi, je dois aller voir si l'on porte son déjeuner à sa tente : des légumes, du pain, des fruits, de l'eau, rarement de la viande... Si tous nos clients étaient aussi sobres, les affaires ne marcheraient guère !

* * *

Le lendemain matin, à dix heures moins cinq, je franchissais la loge du Palais Chigi, cette spacieuse demeure du XVIe siècle qui, après avoir abrité pendant de longues années l'ambassade d'Autriche, est devenue un des centres de ralliement de l'Italie nouvelle. Dans la grande cour intérieure, deux

voitures stationnent. Un pan de ciel s'encadre entre les murs rosâtres. D'une fenêtre, là-haut, tombe le grésillement allègre d'une machine à écrire. Le fonctionnaire m'indique, sous la voûte, un escalier de marbre, monumental.

— Vous n'avez qu'à monter.

Silence. Personne. J'aboutis dans une vaste antichambre. Quelques fauteuils dorés. Aux murs, une admirable tapisserie du XVIIe siècle. Un secrétaire, surgi de je ne sais où, m'introduit dans un premier salon. Pénombre. Il fait presque frais. Les ors des boiseries luisent doucement et semblent se refléter sur le damas broché du mobilier Empire. Sol dallé de marbre blanc, encadré de noir, plafond voûté, peint à grandes fresques. Au-dessous, un lustre de Venise étage ses bobèches opalines. Brève attente. Un nouveau secrétaire m'introduit dans un second salon. J'ai à peine le temps de regarder les panneaux Renaissance, blancs et or, le plafond à caisson bleu et gris, le mobilier Empire, tendu de cuir, les deux vases chinois (sont-ce les frères de ceux dont l'Angleterre, toujours magnifique, fit cadeau, il y a près d'un demi-siècle, à la plupart des cours d'Europe ?), les soubassements et la frise en camaïeux, qu'un huissier m'appelle.

— Son Excellence vous attend.

Par une petite antichambre, il m'introduit dans le fameux salon de la Victoire, où, jusqu'au moment où il s'installa au Palais de Venise, Mussolini accueillait diplomates et journalistes étrangers. Je reconnais la pièce aux vastes proportions, cent fois reproduite par les journaux illustrés du monde. Là-bas, en diagonale avec la porte, éclairée par une des trois hautes fenêtres qui donnent sur le Corso Umberto, j'aperçois la table de travail : surface polie, sur laquelle ne reposent qu'un téléphone, une pile de journaux et une photographie du Duce. Derrière, le comte Ciano, assis, achève d'une main rapide la rédaction de quelques notes. A ma vue, il se lève et vient à ma rencontre. Vêtu de blanc, le pas vif, le sourire aux lèvres, il me paraît plus grand, plus jeune encore, que la veille.

— Nous ne parlerons pas politique, n'est-ce pas ? me dit-il en m'indiquant un fauteuil.

— Entendu.

Il s'assied en face de moi et commence par me faire l'éloge

de la *Revue des Deux Mondes*, dont il est un lecteur assidu :

— C'est une des meilleures publications de France, dit-il avec conviction.

Puis, il se met à me raconter sa vie. Trente-quatre ans, seulement ! Mais, que d'événements, de voyages, d'activité, d'impressions vives, d'honneurs, dans un si petit nombre d'années !

Et, tandis que le jeune ministre évoque ses souvenirs d'enfance, j'observe à loisir son visage mobile aux yeux couleur de mer par gros temps où luit, par intermittence, un éclair de cordiale gaieté. Parfois aussi, quand sa pensée devient grave, la pupille envahit l'iris ; ses prunelles apparaissent alors noires et brillantes comme du charbon, cependant que les sourcils froncés font songer aux ailes déployées d'un grand oiseau luttant contre l'ouragan. Oui, le visage du comte Ciano porte le reflet de son ascendance marine, de ses conquêtes aériennes. Il n'a rien du bureaucrate. On sent que ses narines vibrantes, que ses larges poumons, ont respiré les embruns, que son regard a contemplé l'infini de l'océan et du ciel. Mais ses mains sont longues, souples, déliées ; elles parlent de l'artiste, du créateur intellectuel. Quant à son rire, il a vingt ans. Spontané, franc, joyeux, découvrant des dents magnifiques, il sonne comme un appel à l'optimisme, à la santé, au bonheur de vivre.

Dans le cadre austère du vieux palais romain, j'éprouve, en face du jeune ministre des Affaires étrangères, si bouillonnant de vie, une impression semblable à celle de la veille lorsque je l'ai vu courir à la rencontre des flots sur la plage d'Ostie. Ne personnifie-t-il pas l'âme ardente, audacieuse, de la nouvelle Italie qui, à force de discipline, de courage, tente d'inscrire au livre de l'histoire un chapitre digne de celle de ses aïeux ?

— Je suis né à Livourne. Rien que des marins dans ma famille, des pêcheurs, des armateurs ; mon père et ses quatre frères sont tous amiraux... Moi aussi, je voulais faire ma carrière sur la mer...

Dans les yeux de mon interlocuteur passe une nuance de mélancolie. Probablement revit-il ses rêves d'enfant quand, petit garçon brun, il s'aventurait, dans une odeur de coquillages et de goudron, en compagnie des garnements du port

entre les flancs puissants des lourds cargos, des paquebots blancs et des antiques voiliers.

— Mais j'étais fils unique et mes parents ne désiraient pas me voir partir.

Il a un rire amusé.

— Ça n'a servi à rien... Mes études de droit terminées, je suis entré dans la carrière diplomatique et mon premier poste a été Rio de Janeiro ! C'était en 1925. Depuis, j'ai presque constamment vécu à l'étranger : Buenos-Aires, le Japon, les États-Unis, le Chili, Péking, Changhaï... Comme vous le voyez, on ne peut prendre d'assurance contre le destin ! Il faut croire que j'étais appelé à connaître du pays !

Ce qu'il ne me dit pas, ce sont ses succès universitaires : comment, lauréat de jurisprudence de l'Université de Rome, il a brillamment passé le concours d'entrée dans la carrière diplomatique. Dès lors, il en a gravi tous les échelons : vice-consul, secrétaire de légation, consul général, chargé d'affaires, envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire. En 1933, il fait partie de la délégation italienne à la Conférence économique de Londres. A son retour, il est nommé chef du bureau de presse du chef du gouvernement. En 1934, il est sous-secrétaire d'État à la Presse et Propagande ; l'année suivante ministre au même dicastère. Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de première classe en 1935, il est appelé, dès le 20 décembre de la même année, à siéger au grand Conseil fasciste. L'année suivante, il est nommé ambassadeur, et, enfin, le 9 juin 1936, ministre secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Ambassadeur des intérêts de l'Italie en Hongrie, en Albanie, en Yougoslavie, à Berlin, il se tire de ces missions délicates à son honneur et en servant les intérêts de son pays.

Sa carrière fasciste et militaire n'est pas moins remarquable : engagé dès l'adolescence dans les rangs des chemises noires, il devient bientôt l'âme du mouvement fasciste de Toscane. A dix-huit ans, il est chef du *fascio* de Livourne et prend part, à la tête de ses manipules, à l'enivrante marche sur Rome. C'est de cette époque que date l'admirative et solide amitié qui le lie à son chef, Mussolini, amitié qui, quelques années plus tard, aboutira à son mariage avec la fille de celui-ci. Roman touchant et beau, s'il en fût, mais dans le détail duquel je ne puis entrer.

Attiré dès l'adolescence par l'aviation, — son père, l'amiral Constanzo Ciano, n'a-t-il pas été, pendant la grande guerre, commandant dans l'aviation française ? — il fait son service dans cette arme et passe avec distinction ses brevets civils et militaires. En 1935, il s'engage comme volontaire, pour la campagne d'Afrique orientale. Le 20 août de la même année, il est promu capitaine de complément dans l'aéronautique. En juin 1936, il obtient ses galons de major, pour mérite de guerre. Entre temps, il a été nommé Consul de la M. V. S. N. (*Milizia Volontaria Sicurezza Nazionale*), pour mérite exceptionnel. Le 14 octobre 1936, il reçoit le titre de Consul général de la M. V. S. N. pour mêmes motifs. Ses exploits, comme commandant de l'escadrille de bombardement la *Disperata*, sont trop connus pour qu'il soit utile de les rappeler. Chef d'escadrille, il est de toutes les reconnaissances, prend part à tous les combats. Ses deux avions trimoteurs, criblés de mitraille, d'éclats d'obus même, témoignent que la campagne d'Afrique n'a pas été une simple promenade et que les Éthiopiens sont aussi remarquables tireurs que bons cavaliers. Son admirable conduite lui vaut d'être décoré pour la seconde fois, — la première, c'était à la suite de la marche sur Rome, — de la médaille d'argent de la Valeur militaire.

— Mon père est l'homme le plus décoré d'Italie, m'a dit, entre autres, le jeune ministre, avec une expression de tendre fierté.

Mais, lui-même, n'est-il pas commandeur de la Couronne, grand-croix de l'ordre des saints Maurice et Lazare, chevalier grand-croix de l'ordre colonial de l'Étoile d'Italie, grand-croix de l'ordre de Malte, etc... ?

Cependant, le regard fixé au delà de ce que je puis voir, mon interlocuteur brosse à grands traits la fresque de son passé : le canon tonne, l'Italie est entrée en guerre aux côtés des Alliés, sa famille s'installe à Venise. Commandant de vedette, son père s'embarque, le soir, pour de dangereuses reconnaissances. Longues attentes dans la nuit ; atmosphère d'héroïsme et de fièvre. Venise est bombardée. Grands blessés ; visions d'horreur et de folie ; combats incertains, arrivée des troupes alliées ; désespérance, puis l'ivresse de la victoire. Le garçon de quinze ans a déjà une âme d'homme... Ensuite, ce sont les désillusions, le mécontentement, l'anarchie, et les

débuts fougueux du fascisme... Son père, héros de guerre, promu amiral à quarante ans, quitte la marine, retourne dans l'Ouest, à Gênes, puis à Livourne, où il reprend son métier d'armateur... Mais l'histoire est en marche, — du moins en Italie, — et, tandis que le jeune Galeazzo va prendre ses inscriptions à l'Université de Rome, Mussolini confie au comte Constanzo Ciano le portefeuille des Communications, puis la présidence de la Chambre des députés.

— Pendant plusieurs années, j'ai consacré tous mes loisirs au journalisme et à la littérature, reprend le comte Ciano après un instant de silence. C'était le beau temps ! Que d'illusions, que de rêves ! J'étais très jeune alors... j'écrivais à *la Tribuna*, au *Popolo d'Italia*, à *l'Impero.* J'ai aussi été, pendant deux ans, collaborateur littéraire à *Il nuovo Paese*, le premier journal fasciste de Rome... Pendant ce temps, je continuais mes études et composais des romans, des pièces de théâtre. Je me prenais très au sérieux. *Le Bonheur d'Hamlet*, représenté au théâtre Argentina, a été sifflé. Cela ne m'a pas découragé. *Fondo d'Oro*, joué par Petrolini, l'année suivante, au théâtre Al Quirino, a remporté un grand succès. On l'a même donné à l'étranger, surtout en Égypte...

Il a un petit rire amusé :

— C'étaient des histoires d'amour, comme on les rêve à vingt ans, très romantiques et absurdes...

— Et maintenant, vous n'écrivez plus ?

— Je n'ai plus le temps. — De la main, il indique la pile de journaux posés sur la table. — Du reste, tant d'autres s'en chargent ! — Son front se rembrunit. — Voilà des années que je n'ai pas pris de vacances. Parfois un *week end*, à Marlia, près de Lucques, où ma femme passe l'été dans notre maison de campagne, ou une escapade dans le ciel ; c'est tout. Le pays a encore besoin de notre effort... Et notre chef ne nous donne-t-il pas l'exemple ?

Une seconde, ses yeux se fixent sur la photographie du Duce, puis, d'une voix où vibre une admiration sans bornes, il ajoute :

— C'est un homme merveilleux... oui, un surhomme.

Mais déjà il se ressaisit.

— Pour reparler littérature, dit-il, celle de la France m'intéresse particulièrement. Je viens de lire l'*Histoire d'Angle-*

terre, de Maurois. C'est remarquable... Je tâche de me tenir au courant de ce qui se publie d'intéressant... Vous avez aussi de grands journalistes. Tenez, ces journaux, eh bien ! ils sont tous français... et pourtant, ne dit-on pas que je ne m'intéresse qu'à l'Allemagne !

La conversation s'attarde sur le journalisme. Le comte Ciano connaît à fond le métier. Il croit à la mission de la presse : une mission essentiellement éducatrice et bienfaisante.

Hélas ! le temps passe et, ne voulant pas abuser de l'aimable accueil qui m'a été fait, je me lève pour prendre congé.

— Mais il reste une quantité de questions que vous ne m'avez pas posées, dit le comte Ciano en se levant à son tour. Votre « papier » va être raté !

Il rit gaiement.

— Quelles questions ?

— Par exemple : à quelle heure je me lève ! Quels sont mon sport favori ou ma nourriture préférée !... Bref, tout ce qui fait le fond d'une véritable interview !

A mon tour, je souris :

— Peut-être, suis-je mieux renseignée que vous ne le supposez ! Ainsi, je sais que vous vous levez tôt, puisque vous m'avez reçue à dix heures et que vous aviez déjà liquidé les affaires courantes et lu tous ces journaux... Vos sports favoris sont la natation, l'aviation, l'auto.

— N'oubliez pas l'escrime !

— Vous ne buvez que de l'eau... Ça, je le sais par les confidences d'un maître d'hôtel. Quant à vos menus, je les connais aussi, de même source... J'ajoute que vous ne fumez pas...

— Ah ! ça, par exemple !

— Si vous étiez fumeur, ne m'auriez-vous pas offert une cigarette pour vous permettre d'en allumer une vous-même ?

— Décidément, je n'ai plus rien à vous apprendre.

— Si : vous ne m'avez pas parlé de vos enfants...

Le visage de Ciano s'illumine :

— Je vais les voir dimanche, à Marlia, dit-il. Ce sont des amours... Fabrizio, l'aîné, a six ans... Je crois qu'il me ressemble quand j'avais son âge et que j'allais apprendre le français chez les religieuses de Livourne... Quant à Raymonda, elle est le portrait de sa mère...

Il y a un si jeune, si vrai bonheur dans les yeux de mon interlocuteur que je détourne mon regard.

— J'adore les enfants, ajoute-t-il, comme se parlant à lui-même.

Avant de me reconduire, le comte Ciano me fait les rapides honneurs de son bureau : voici, à droite, deux grandes mappemondes du XVIIe siècle, brunies par les années ; là, sur la table, la plume d'or employée pour signer les accords du Vatican ; enfin, sur la console, deux petits avions d'argent, réductions des tri-moteurs pilotés par le commandant de la *Disperata* pendant la campagne d'Abyssinie.

— Regardez comme ils sont bien faits, me dit-il, en les manipulant avec délicatesse. Il n'y manque rien.

En effet, ce sont des chefs-d'œuvre de précision et de lignes.

Et, tandis que je repasse par l'enfilade de salons et descends l'escalier monumental, je songe que, dans ce vieux palais, tout rempli des souvenirs du passé, c'est bien une parcelle de l'âme fervente, audacieuse et vivante de la jeune Italie, que je viens de rencontrer.

Dehors, le soleil règne en maître. L'huissier a déboutonné le second bouton de sa tunique, les voitures glissent sans bruit, et l'agent de police, vêtu de coutil blanc, continue à régler, avec des gestes d'empereur, le pouls puissant de la Ville éternelle.

« Ce qui me plaît, chez Ciano, c'est que, malgré sa brillante situation, il est resté si simple, si joyeux, si réellement humain. »

Pourquoi cette phrase, que m'a dite dernièrement un ancien ambassadeur d'Italie, blanchi dans la carrière, me revient-elle soudain à l'esprit ?

BERTHE VULLIEMIN.

LA PASSAGÈRE

DU “ KAÏDO-MARU ”

LORSQUE les stewards eurent fini de taper sur des gongs pour vider les couloirs et les salons de la grande foule des départs, lorsque celle-ci se fut lentement massée sur le quai et qu'il ne resta plus à bord que des passagers, presque tous appuyés au bastingage pour d'ultimes adieux, l'officier qui attendait devant la coupée avec deux hommes ordonna de détacher la passerelle. Il y eut un premier coup de sirène, perçant, et l'orchestre, sur le pont des premières, commença de faire pleurer les plus sensibles. Ceux qui avaient des amis à terre leur lancèrent des serpentins, et un réseau de bandes de papier multicolores, tendues entre les mains qui partaient et celles qui restaient, remplaça les amarres lâchées. A midi exactement, le *Kaïdo-Maru* ébranla ses vingt mille tonnes à destination de Changhaï, via Yokohama, cependant que sur le quai de San-Francisco, tout grouillant de Jaunes, tout vibrant de petits drapeaux, les regrets individuels se fondaient en une plainte nationale, hurlée à pleins poumons vers le Japon lointain.

C'était un vieux paquebot que ce *Kaïdo-Maru*, et japonais par-dessus le marché, mais je n'en avais pas trouvé d'autre qui pût me faire traverser le Pacifique pour cent trente dollars. Évidemment, à ce prix-là, on voyageait en troisième classe... Un steward passa sur le pont supérieur pour réclamer les billets et m'envoya vers l'avant. Des serpentins déchirés s'accrochaient encore au bastingage. Le

bruit des moteurs s'était déjà installé partout : il en avait pour onze jours à faire vibrer doucement les cloisons.

En bas, dans le hall, une jeune fille en gris discutait avec le commissaire. Elle montrait ses valises, deux grosses valises de cuir. Elle me regarda et fit un geste, comme pour me prendre à témoin de ce qu'elle expliquait. Ses yeux avaient une étonnante couleur bleu foncé, de ce bleu qu'on voit dans la transparence des mers du Sud par beau temps. Mais le commissaire haussa imperceptiblement les épaules, et moi, j'étais un voyageur de troisième classe... Je pris le couloir de bâbord, celui des appartements de luxe, dont on entendait craquer les boiseries et au bout duquel une échelle de fer descendait vers l'avant.

J'avais eu peur de devoir coucher avec des Orientaux. Il y en avait bien tout autour de ma cabine et qui menaient grand tapage à cracher et à se racler la gorge, mais chez moi, au moins, j'étais seul. Je disposais de quatre couchettes, d'un lavabo sale et d'un hublot pour regarder San-Francisco disparaître avec tout l'argent qu'on m'y avait volé quinze jours plus tôt dans la ville chinoise.

Une figure jaune passa dans ma porte et dit : *Lunch* ! Après tout, j'avais faim et payé huit dollars de supplément pour profiter de la cuisine européenne. Je montai par une autre échelle jusqu'à la salle à manger.

La figure jaune y servait une vingtaine de personnes ; vue en pleine lumière, elle apparaissait affreusement trouée de petite vérole, avec quelques poils rares piqués sur le menton ; elle émergeait d'une veste qui avait dû être blanche deux ou trois voyages plus tôt ; elle commandait à deux longues mains luisantes, couleur de suif, qui se plaquaient sur les assiettes comme des lézards.

— Quoi ! C'est Sung-Li, dit un Américain en me tirant brutalement par ma veste pour me faire asseoir à côté de lui. Eh ! Sung-Li, donne un peu de tes œufs farcis au monsieur !

Mais les œufs étaient pourris et le reste ne valait pas mieux. Seule, une grosse femme en sueur mangeait de tout avec voracité. Elle portait un bébé sur ses genoux et lui donnait des morceaux de viande à sucer. Le bébé se secouait de plaisir et bavait sur sa robe.

— Des Russes ! fit mon voisin en clignant de l'œil. Savez

pas que tous les bords du Pacifique sont infestés de Russes depuis la révolution ? Ils sont arrivés en Chine comme des rats sur le pont quand on fait naufrage... Et celui-là, hein! qu'est-ce que vous dites de sa musique ?...

Un Japonais avait collé son bol de riz à ses lèvres et, à coups de baguettes, avec une merveilleuse rapidité, il transvasait du riz dans sa bouche. De temps à autre, il s'interrompait pour reprendre son souffle et recommençait à déglutir.

Cet après-midi-là, en retournant dans ma cabine, je rencontrai de nouveau la jeune fille en gris. Elle se tenait debout au pied de l'échelle, à caresser la joue d'un petit garçon chinois et elle me regarda comme le matin, avec ses yeux profonds qui ne souriaient pas. Bien sûr, si ça lui faisait plaisir de venir inspecter toute cette misère des troisièmes au lieu de rester là-haut dans sa classe, c'était son affaire, mais je ne pouvais pas m'empêcher de lui en vouloir.

J'avais trouvé une vieille planche sur le pont. En l'appuyant sur deux couchettes et en m'asseyant sur mes valises, je pouvais écrire presque confortablement. Après qu'on fut sorti de la baie cependant, le *Kaïdo-Maru* commença de rouler et les vagues de déferler sur mon hublot. Elles arrivaient avec un choc sourd qui ébranlait tout. Il semblait alors qu'on s'enfonçât dans une transparence bleuâtre et bouillonnante qui s'effaçait brusquement en ruisselant le long de la coque pour laisser pénétrer une lumière d'orage. Derrière ma cloison, une famille chinoise s'injuriait. Je rangeai ma planche et m'allongeai sur une couchette, le nez au mur pour ne plus voir le hublot. Sans doute la jeune fille avait-elle fait comme moi. J'aurais voulu penser aux articles que je devais écrire plutôt qu'à elle, mais je revoyais le geste qu'elle avait eu devant le commissaire et surtout ses yeux, des yeux qui donnaient un mystérieux plaisir à fixer, comme si on avait eu soudain devant soi un vague rêve poursuivi depuis longtemps.

VERS le soir, la tempête diminua. Des paquets de vagues venaient encore s'écraser sur la coque, mais le paquebot vibrait maintenant avec une régularité tranquille, comme le pouls d'un malade convalescent. On n'entendait plus la

famille chinoise. Dehors, les couloirs étaient déserts et mal éclairés, avec des relents affreux qui venaient des cabines. Peut-être, si j'avais pu la rencontrer dans l'obscurité, sur le pont des embarcations, la jeune fille m'aurait-elle permis de rester à côté d'elle, à écouter le vent dans les mâts. Nous n'aurions rien dit, mais nous aurions été délivrés de la solitude.

— *Lunch* ! vint encore annoncer la longue figure de Sung-Li, qui ne savait évidemment qu'un seul mot d'anglais.

Je retournai m'asseoir à côté de l'Américain. Le Japonais colla son bol de riz à ses lèvres. Un certain nombre de chaises restèrent vides à cause du mauvais temps et, devant elles, Sung-Li enleva les assiettes, avec ses mains luisantes.

C'est alors qu'elle entra. Elle regarda autour d'elle et resta immobile au milieu de la salle à manger, à attendre qu'on lui désignât une place. En passant sur moi, ses yeux n'avaient pas souri, mais je sentais bien qu'elle m'avait reconnu, que quelque chose devait murmurer au fond d'elle-même : « Mon ami est là ! » Mon voisin cessa de mâcher pour se retourner tout d'une pièce.

Sung-Li la fit asseoir juste en face de moi. Mon voisin avala ce qu'il avait dans la bouche, fit claquer sa langue et dit très haut :

— Semble qu'on ait fait un héritage en troisième, hein ! — Après, un silence, il ajouta : — Sam Bowell, Miss. Sans me vanter, un brave type, aussi aimable en mer qu'à terre !... Hé ! hé ! Demandez plutôt au petit *Frenchie* ici, qui regarde s'il voit des étoiles à travers son assiette !

Avec des gens comme Sam Bowell, il vaut mieux se taire : avant qu'ils aient parlé tout leur saoul, rien ne les arrêtera. La jeune fille balbutia qu'elle s'appelait Sonia Ber... — un nom russe que je ne compris pas, — puis elle parut cesser d'entendre ce qu'on lui disait. Elle mangeait très peu, rien que du riz qu'elle prenait lentement de l'extrémité de sa fourchette. Tout le temps, elle devait savoir que je cherchais ses yeux, car, lorsque je les rencontrais, ils restaient une bonne minute dans les miens, à m'offrir ce mystère bleu foncé qui me versait tant de chaleur dans la poitrine.

A la fin du dîner, Sam Bowell, qui n'avait pas cessé de raconter des histoires de Chine dans lesquelles il était question

de lui et de femmes blanches, demanda avec un sourire bonasse si on n'irait pas faire un tour sur le pont ? « Rien qu'un petit tour, Miss, pour se tenir chaud ! » Elle fit non de la tête et se leva. Naturellement Sam se leva aussi. Nous arrivâmes ensemble au bas de l'échelle des cabines.

Au moment de refermer sa porte, Sonia eut un sourire, le premier qu'elle m'eût donné, mais si triste que j'aurais voulu pouvoir la prendre dans mes bras et la bercer comme un enfant. Sam m'entraîna dans le couloir et dit, avec une figure mauvaise :

— Pour cette fille-là, le Frenchie, il faudra compter avec moi !

Puis il remonta vers le pont en s'appuyant aux cloisons qui vibraient doucement.

A PARTIR du lendemain, la pluie commença de tomber, une pluie chaude et tenace qui dessinait des petites cloches sur la mer et qui enveloppait le paquebot comme du brouillard. A bord, on vivait dans l'eau. Elle s'infiltrait partout, jusque dans les draps et les plats immangeables que Sung-Li apportait de la cuisine. Des couches de moisissure se déposaient sur les valises. Dans les cabines, les enfants pleuraient de chaleur et d'ennui. Quoique de longues ondulations courussent encore sur le Pacifique et fissent lentement tanguer le *Kaïdo-Maru*, on avait cessé de s'en apercevoir. On ne sentait plus que cette humidité à travers laquelle on attendait la fuite des milles sur le loch et le retour obsédant de la sirène, toutes les quatre-vingts secondes.

Je ne réussissais pas à travailler. Lorsque j'installais ma planche sur les couchettes et que je m'asseyais en face de mon papier, je me mettais à rêver à Sonia, à la façon dont elle me regardait, dont elle se taisait, dont elle marchait en soulevant un peu ses talons... De quel drame arrivait-elle ? Pourquoi voyageait-elle en troisième, avec des robes aussi jolies, des mains aussi fines et une réserve distante qui impressionnait jusqu'à Sung-Li ? J'avais à peine pu lui parler. Sam était toujours là, à rôder autour de sa cabine. Sitôt qu'elle en sortait, il se précipitait avec un stock d'histoires toutes neuves qu'elle n'écoutait pas... Mais Sam était impossible à décourager, surtout à table où la grosse femme en sueur riait lourdement

en faisant rebondir son bébé sur sa poitrine... Deux ou trois fois, Sonia lui avait répondu en russe ; avec les autres elle s'exprimait en anglais, sans aucun accent. Un seul soir, nous nous étions trouvés tous les deux sur le pont, à regarder les méduses phosphorescentes qui surgissaient en myriades de ronds lumineux dans l'écume :

— C'est étrange, avait-elle murmuré, toutes ces bêtes qui brillent sous l'eau pour s'appeler. Elles flottent l'une à côté de l'autre, immobiles, elles sont heureuses. Et puis tout à coup, la masse du bateau fond sur elles comme un cataclysme et les disperse... Est-ce que vous croyez qu'elles se rallument après notre passage ?

— Naturellement !

— Moi, je ne le crois pas. Elles se retrouvent, sans comprendre, au milieu d'autres qu'elles ne connaissent pas. Elles ont peur, elles se referment, elles deviennent de pauvres êtres obscurs ! Et si elles avaient flotté ce soir un tout petit peu plus loin sur la mer, la nuit aurait continué pour elles, parfaite, identique...

Dans la vague lueur qui venait des hublots de la salle à manger, je m'étais aperçu qu'elle pleurait. J'avais voulu passer mon bras autour de ses épaules, mais elle s'était redressée, toute tremblante.

— Laissez-moi ! avait-elle crié, je vous en prie, laissez-moi ! Est-ce que je ne peux même plus parler à un être humain sans qu'il veuille me faire du mal !...

Et puis, brusquement, elle avait saisi ma main et dit :

— Pardon ! Vous ne pouvez pas savoir : j'ai trop souffert en Amérique... Non, non ! Maintenant, laissez-moi, voulez-vous, comme un ami...

L'instant d'après, elle s'était enfermée dans sa cabine et Sam Bowell avait su faire en sorte qu'elle ne se retrouvât pas seule avec moi. Pourtant, je devais avoir bientôt l'occasion de me débarrasser de Sam pour quelques heures et, du même coup, celle de connaître une Sonia très différente.

A peu près au passage des îles Midway, dont on n'avait même pas pu voir le phare à travers la pluie, le commissaire du bord décida de donner immédiatement la soirée de gala des premières qu'on reculait d'habitude à l'avant-dernier

jour de la traversée. Sans doute jugeait-il prudent pour le bon renom de la Compagnie de réagir contre cette torpeur moite que le *Kaïdo-Maru* traînait avec lui sur le Pacifique en lançant ses coups de sirène comme un chien hurle à la mort. Toujours est-il qu'il délégua un officier jusqu'à nos quartiers empuantis pour nous faire savoir qu'on danserait cette nuit-là dans le grand salon avec toutes sortes de réjouissances et que les passagers de troisième étaient cordialement invités, à condition, pour les hommes, de posséder au moins un smoking.

Les Chinois de San-Francisco ne m'avaient pris que mon portefeuille : il ne me déplaisait pas de montrer à Sonia, grâce à mon habit coupé à Londres, que je n'avais pas toujours voyagé aussi misérablement. J'insistai si bien qu'elle finit par accepter de me suivre.

— *O. K.* ! déclara Sam, considérant qu'il ne pouvait être question de danser sans lui. Le temps de me faire une bobine de banquier à la mode et j'arrive !

Mais là-haut, à la petite porte qu'on nous avait exceptionnellement ouverte sur le couloir de bâbord, celui des appartements de luxe, un costume à larges carreaux rouges et beiges, qui devait constituer le dernier mot de son élégance, le fit brutalement refouler.

Tandis qu'il vociférait, Sonia me prit le bras et me força à courir avec elle jusqu'au milieu du hall.

— Vite ! disait-elle, échappons-nous ! J'ai envie de danser, envie comme je n'ai jamais eue.

Guidée par la musique, elle s'élança vers le grand salon. Elle portait une longue robe blanche qui tombait en plis lourds jusqu'à ses pieds, agrafée sur une seule épaule par un bijou ancien, une sorte de serpent en argent comme je ne me rappelle en avoir vu qu'aux Indes. J'étais fier d'elle, parmi tous ces hommes des premières, qui la dévisageaient. Et surtout, comme elle dansait !...

Paupières closes, elle secouait ses cheveux blonds sur ses épaules, elle offrait son visage levé à la lumière, puis me le rendait avec ses grands yeux couleur de mers du Sud où j'oubliais toute pensée qui ne fût pas celle de ce bleu de saphir, admirable. Ou bien elle appuyait sa tête à la mienne et chan-

tait sourdement pour nous seuls au fond de sa poitrine. Le chant montait comme une vibration puissante pour mourir dans sa bouche fermée. Il me semblait l'entendre non avec mes oreilles, mais à travers mon corps. Cela courait au-dedans de nous et nous enveloppait à la fois ; cela faisait reculer les autres dans un mélange indistinct de lèvres rouges, d'yeux bridés, de figures moites. Parfois elle s'arrêtait brusquement, criait qu'elle voulait être gaie, follement gaie ! Puis elle repartait en se serrant plus fort contre moi, glissant ses doigts sur ma nuque.

Être gaie ! Et boire... Non, non : pas du champagne ! De l'alcool, du whisky, pour perdre plus vite ce qu'il pouvait encore y avoir de souvenirs autour de sa robe blanche.

— Ce soir, dit-elle, je voudrais que tout disparût, comme si j'étais une autre Sonia, comme si je venais de naître dans ce salon, sans même savoir que je suis sur un paquebot avec le Pacifique autour de moi... Ah ! le Pacifique, comme je le hais !

Elle réclama encore du whisky.

— Tenez ! Savez-vous faire ça, vous ?

Avant que je pusse la retenir, elle allongea son bras nu vers une femme assise dans un groupe à côté de notre table et ramena un petit sac de perles caché dans le creux de sa main.

— Sonia !

Elle éclata de rire :

— C'est une des choses que j'ai apprises en Amérique !

Et, se penchant comme si elle venait de le ramasser à terre, elle posa le sac sur les genoux de sa propriétaire :

— Je l'ai trouvé sous votre chaise ! expliqua-t-elle.

Déjà, elle m'entraînait au milieu des danseurs et je la sentais rivée à moi dans le rythme de la musique. Une voleuse ?... Non, une espiègle sûrement, une enfant trop repliée sur elle-même et qui se jetait dans le plaisir comme on se noie. Pourtant, qu'avait-on pu lui apprendre encore en Amérique ? Que restait-il en elle de la jeune fille douloureuse que j'avais passé tant d'heures à imaginer dans ma cabine ? Peut-être allait-elle me découvrir un être avili, précocement usé par trop de gens et de voyages... Sur sa robe, le petit serpent d'argent souriait avec cette expression de sensualité cruelle et satisfaite que les Hindous savent sculpter

sur les visages de leurs dieux. Je voulus parler, mais elle appuya ses doigts sur ma bouche, puis lentement, par manière de jeu, les déplaça pour me donner ses lèvres. Autour de nous, l'heure et l'alcool avaient suffisamment agi pour que nous pussions ainsi glisser entre les couples, aveugles et nous versant l'un à l'autre une exaltation qui abolissait les questions. Coiffés de bonnets de papier grotesques, ceux des passagers qui ne dansaient pas soufflaient dans des trompettes ou tiraient des pétards. Des ballons volaient dans la salle, des serpentins s'enroulaient autour des épaules. Par les fenêtres ouvertes, un vacarme de musique et de fête allait se perdre sur la mer avec le halètement des moteurs. Le *Kaïdo-Maru* en liesse forçait sa route à travers la pluie chaude et traînait sur les vagues le reflet de tous ses ponts illuminés. Le plancher du grand salon tanguait légèrement : à chaque ondulation, un nouveau vertige s'ajoutait à celui que nous sentions grandir sous nos lèvres.

Quelques heures plus tôt, j'en suis sûr, je me serais débattu contre un mauvais désir. J'aurais protégé Sonia de moi-même presque autant que de Sam Bowell. Mais lorsqu'elle voulut partir, épuisée de la danse, du bruit et aussi du whisky, son souhait, au moins pour moi, s'était réalisé : elle était une autre Sonia, capable de se défendre seule. Je la suivis les dents serrées, pétrissant son bras nu.

Nous traversâmes le hall à demi éteint que deux matelots surveillaient, étonnamment lucides et sévères après la foule d'en haut. Au bout du couloir des appartements de luxe, dont le mouvement des vagues faisait craquer les boiseries, notre échelle s'enfonçait dans une pénombre sale. Par les portes entr'ouvertes, passaient des ronflements et des soupirs de Chinois endormis. Un enfant hurla dans un cauchemar.

— Laissez-moi ! souffla Sonia.

Mais sa voix n'était plus celle qui m'avait tant ému le soir où nous regardions les méduses et nous nous dirigeâmes vers ma cabine.

Entre les deux rangées de couchettes où il y avait juste la place de se tenir debout, elle resta toute droite à fixer le hublot obscur.

Je l'étendis sur une des couchettes. Je voulais qu'elle

s'apaisât. Sa robe avait glissé sur une épaule. Brusquement, elle se redressa :

— Ma broche ! Où est ma broche ?

Je me rappelai le serpent d'argent qui ne devait pas avoir une bien grande valeur. S'il avait été perdu dans le grand salon, on le retrouverait dans la matinée chez le commissaire... Mais elle me bouscula, devenue hostile. Il lui fallait ce bijou, tout de suite. Elle y attachait plus de prix qu'à aucune autre chose qu'elle eût jamais possédée...

Quand je l'eus découvert, simplement tombé derrière la planche dont je me servais pour écrire, je lui demandai méchamment si elle ne l'avait pas volé, comme le petit sac de perles ?

Elle pressait la broche retrouvée sur ses lèvres. Appuyée à la cloison de la cabine, sa figure ressemblait à celles qu'on voit aux vierges russes sur les icones.

— Je n'ai jamais volé, dit-elle avec lenteur. J'ai seulement été en prison, avec des femmes qui m'ont appris !

Et, dans une incoercible montée de sanglots, toute sa misérable histoire commença de se déverser dans le creux de mon épaule : la révolution à Pétrograd après qu'elle venait de naître, la fuite vers l'Est jusqu'au Pacifique, l'enfance errante à travers la Chine...

— A Changhaï, ma mère est morte, elle avait trop souffert. Ses mains étaient devenues si minces que je pouvais regarder la lumière de la lampe au travers. Nous avions une chambre sur le Wang-Poo, au bord de la ville chinoise. Et moi, j'étais toute seule avec elle quand c'est arrivé. Je ne comprenais pas, je criais et puis mon père est rentré. C'est affreux, mais je crois qu'il était plutôt content de rester seul ! Il m'a emmenée à Péking où il connaissait d'autres Russes de Pétrograd et il m'a laissée. Je ne l'ai jamais revu. Je me rappelle qu'il m'a embrassée, avec sa barbe qui m'agaçait toujours le menton et qu'il m'a donné cette broche que vous m'accusiez d'avoir volée. Tous les autres bijoux de ma mère, il les avait vendus... Oh ! je ne lui en veux pas : il était si pauvre ! Il est monté dans un train et moi j'ai commencé la plus heureuse partie de ma vie. J'allais à l'école avec un garçon qui s'appelait Nicolas, Nicolas Batieff. Nous devions nous marier quand nous serions grands et vivre dans une ferme. Aujourd'hui,

Nicolas est en Afrique et nous avons oublié tout ça... Oublié! Est-ce que vous croyez qu'on oublie toujours ?

— Toujours !

Mais, contre moi, tout son corps protestait.

— L'Amérique, je ne pourrai pas l'oublier. Et il y a deux mois, seulement deux mois, j'étais une jeune fille comme les autres, qui riait, qui croyait !... Après l'école, après Nicolas, on m'a prise dans un bureau pour travailler. Je gagnais ma vie. J'habitais chez une vieille dame française ; elle disait qu'elle voulait retourner à Paris, que ce n'était pas une existence de vivre avec tous ces Chinois, mais elle restait là parce que son fils était enterré à Péking et qu'elle n'avait pas assez d'argent pour emporter le cercueil. Une pauvre vieille dame avec des poches sous les yeux et un peu ridicule. Je me suis fâchée avec elle parce qu'elle n'aimait pas Jack...

— Jack ?

Au silence qui suivit, je devinai que Jack devait être le responsable de toute cette douleur qui s'exhalait sur la couchette.

J'appris que c'était un officier aviateur, tombé du ciel dans Péking avec une mission américaine. Il avait emporté le cœur de Sonia dans ses loopings et ses descentes en vrille. Il avait fait naître des rêves et les avait comblés de promesses : « Quand je serai lieutenant, *honey*, nous nous marierons et nous irons vivre dans un joli bungalow à côté de Chicago ! »

—... Moi, j'étais une vraie jeune fille dans ce temps-là. C'est drôle, n'est-ce pas, avec toutes mes aventures ? Eh bien! cela était et Jack le savait. Quand il est reparti pour les États-Unis, il m'a dit de ne pas avoir peur, qu'il écrirait, qu'il économiserait l'argent de mon voyage pour que j'aille le rejoindre. Je croyais tout cela, je regardais la bague qu'il m'avait donnée. Et puis j'ai commencé à attendre ses lettres. Il écrivait que je ne devais pas venir encore : dans trois mois, dans quatre mois, plus tard, toujours plus tard !... Une fois, il y a eu six semaines sans nouvelles. J'en avais assez. Je possédais de l'argent à la caisse d'épargne et aussi des meubles que j'ai vendus. J'ai acheté un billet pour l'Amérique... Et pas comme nous sommes, dans ces sales cabines du fond avec des Jaunes, non, en première classe ! J'avais deux

malles, avec beaucoup de choses pour notre maison. A Péking, ils trouvaient que je n'aurais pas dû partir, qu'une jeune fille de vingt ans ne traverse pas le Pacifique toute seule pour un fiancé qui n'écrit plus... Moi, j'étais heureuse. Et fière ! Je pensais à Jack, je lui envoyais des télégrammes du bateau. Je savais qu'après, il faudrait faire des économies pour notre ménage, mais j'avais bien le droit d'être un peu folle, n'est-ce pas, jusqu'au moment où je le verrais sur le quai, où je me jetterais dans ses bras avec tout ce que je lui apportais d'amour. Oui, tant d'amour ! Il y a juste quarante jours de ça et maintenant il me semble que c'est si loin, si loin... comme dans une autre vie ! Et tout de suite j'ai vu qu'il n'était pas sur le quai et j'ai su au fond de moi-même qu'il ne viendrait pas, que c'était fini ! Alors le malheur a commencé. A la douane de San-Francisco, on n'a pas voulu me laisser passer à cause de mon passeport. Nous, les réfugiés russes de Péking, n'avons pas un consulat pour s'occuper de nous : c'étaient les Chinois qui m'avaient donné un papier et les Chinois n'ont pas le droit d'entrer en Amérique. Pour trente dollars, ils avaient tourné la difficulté en spécifiant que je me rendais au Mexique, ce qui devait me permettre de traverser les États-Unis et d'y rester quatre semaines. Quatre semaines !... J'avais imaginé qu'un seul jour suffirait pour épouser Jack et devenir moi-même Américaine ! Mais les gens de la police ne voulaient pas me laisser débarquer. Ils disaient que j'étais envoyée au Mexique dans quelque maison mal famée... Je me rappelle surtout un grand officier chauve avec des lunettes ; il criait : « Des femmes comme ça, il faudrait les parquer sur une île déserte ! » Ah ! les brutes, les brutes...

Sonia déchirait mon mouchoir entre ses dents, toute secouée de colère. Contre la couchette, on entendait glisser la mer le long de la paroi de fer de la cabine.

— Et après ? demandai-je.

— Après, il est venu un jeune qui a parlé pour moi. Il voulait envoyer mon passeport à Washington pour que la décision fût prise là-bas. L'officier chauve haussait les épaules : « Faites ça si vous voulez, mais sous votre bonnet... En attendant, moi, je lui fais passer la visite et je l'envoie à Central House ! » Oh ! ce n'est pas une prison, c'est pire : dans une prison, chacun a sa cellule, tandis que là, on m'a

parquée dans une salle avec trente femmes ignobles, des Chinoises et des négresses ! Un soir, pour une bêtise, l'une d'elles m'a battue si fort que je ne pouvais plus me tenir debout... Alors la gardienne a eu pitié de moi. Elle m'a enfermée dans une autre salle plus petite, où étaient deux Mexicaines. Pas des méchantes filles, mais épaisses et abruties comme elles le sont toutes, dans les ports du Pacifique. Elles m'apprenaient les secrets de leur vie. C'est depuis ce temps-là que je sais voler... Et l'officier est revenu, celui qui avait envoyé mon passeport à Washington : j'étais libre, à condition d'avoir quitté l'Amérique avant un mois.

— On a fait une enquête, a-t-il dit ; on sait qui vous êtes. Ma femme et moi voudrions vous aider. Vous pouvez venir chez nous jusqu'à votre départ...

— Mais je ne veux pas partir : je suis venue ici pour retrouver mon fiancé.

— Oui, oui... Mais d'abord, lisez ceci.

Il m'a tendu un télégramme, un télégramme de Jack qui me suppliait de retourner à Péking. Il promettait de venir me retrouver, de m'expliquer... Ah ! non, vous ne pensez pas que j'avais subi tout ça pour reprendre le bateau ! Et avec quel argent ? Je possédais encore soixante dollars qui m'ont menée jusqu'à Chicago où était son régiment. Trois jours de chemin de fer ! Alors, j'ai su...

Elle fut interrompue par des coups violents frappés contre la cloison de ma cabine. Nous avions réveillé les Chinois d'à côté qui nous injuriaient, d'une voix éraillée de sommeil.

— Vous avez su quoi ? murmurai-je à Sonia en appuyant ma joue contre ses lèvres pour la forcer à parler bas.

Mais elle me repoussa. Dressée sur la couchette, elle se mit à vociférer des grossièretés sans doute apprises auprès des Mexicaines de Central House. Dans cette femme au visage brutal, qui se raidissait ainsi sur ses coudes, j'aurais vainement cherché quelque chose de la jeune fille aux yeux si bleus qui m'avait doucement envoûté depuis le départ. Plus encore que le whisky dans le grand salon, il semblait que son récit l'eût enivrée. Peut-être s'efforçait-elle à composer d'elle-même, à force de vulgarité, un nouveau personnage que le chagrin n'atteindrait plus.

Quand les Chinois se furent apaisés et qu'on eut recom-

mencé d'entendre le rapide bruissement de la mer le long de la coque, elle reprit d'une voix dure :

— Jack était marié, avec un enfant à venir ! J'ai su cela au bout d'une heure. Nous marchions dans une petite rue, sous la pluie. On voyait les enseignes lumineuses qui s'éteignaient et se rallumaient ; l'eau coulait dans mon cou et j'étais si fatiguée, si fatiguée... Jack pleurait. Il disait : « Tu ne veux pas me faire renvoyer de l'armée, n'est-ce pas, *honey* ! » Et moi, imbécile, je n'ai pas voulu faire un procès. Je pensais que, puisqu'il ne m'aimait plus, ça ne servait à rien. Oh ! ces jours à l'attendre dans l'hôtel de Chicago... Naturellement, il n'avait pas d'argent à me donner pour le retour, juste de quoi regagner San-Francisco. Et il y avait le passeport qui ne me donnait plus que quinze jours ! L'officier de police m'a offert une chambre chez lui. J'ai vendu ma bague de fiançailles et, avec ça, j'ai pu payer ma place jusqu'à Changhaï. Mais il me reste deux dollars et je ne connais personne à Changhaï, personne...

Dans cinq jours, nous serions là-bas. J'imaginai des rues pleines d'une foule bariolée, avec Sonia, marchant sans espoir, les pieds blancs de poussière.

Elle cria :

— Je volerai. Je volerai comme ce soir ! Ce ne sera pas plus mal que d'être couchée ici, n'est-ce pas !

Sa figure se crispa comme si elle allait pleurer de nouveau.

Mais elle m'était devenue lointaine, presque étrangère... Je la forçai doucement à tourner le dos à la lampe, à détendre ses muscles crispés. Je ramenai une couverture sur ses épaules. Lorsqu'elle ne fut plus secouée que de rares frissons, dans l'intervalle desquels on aurait pu croire qu'elle dormait, je me glissai hors de la cabine et montai sur le pont.

Il allait faire jour. L'obscurité moins noire à l'arrière annonçait ce point de l'horizon où le soleil émergerait bientôt au-dessus du Pacifique. A sept cents lieues derrière le *Kaïdo-Maru* était resté San-Francisco avec sa prison et, beaucoup plus loin, Jack attendait que naquît son premier enfant. Une fraîche brise avait succédé à la pluie de la veille : en passant sur moi, elle emportait toute cette fièvre malsaine qui m'avait brûlé depuis la danse. J'aiderais Sonia. Ses yeux,

dans ma mémoire, reprenaient leur mystère bleu foncé... Je la guiderais à travers Changhaï comme je l'avais calmée ce soir, en prenant ses deux bras avec fermeté pour les ramener sur sa poitrine.

Du haut de la passerelle, l'officier de quart interpella les matelots qui arrivaient pour laver le pont. Je redescendis dans ma cabine, mais Sonia n'y était plus.

J'essayai en vain de la revoir ce jour-là. Sa porte resta verrouillée, sans que je pus savoir si elle dormait à l'intérieur. Au dîner seulement, elle apparut, escortée de Sam Bowell et riant encore d'une histoire qu'il avait dû lui raconter. Quand elle se fut assise et qu'enfin je croisai son regard, elle dit très fort que la soirée de la veille avait manqué d'entrain, qu'elle-même s'était couchée tôt. Son visage ne gardait pas de traces de chagrin, mais il m'apparut tout tendu de volonté chaque fois qu'elle le tournait vers Sam. Plus tard, tous deux allèrent s'asseoir sur l'avant, à cette place obscure que les treuils abritaient du vent et je restai à attendre au bas de l'échelle des cabines, feignant de lire.

— Sonia !

Elle était passée près de moi comme sans me reconnaître et maintenant, dans le couloir, elle courait presque.

— Je dois remonter, dit-elle. *Il* est là-haut...

Je compris qu'il ne fallait pas essayer de la retenir. Sans doute la nuit précédente resterait-elle liée dans son souvenir à une période de sa vie qui l'avait conduite à Central House, puis dans cette petite rue de Chicago où elle avait entendu Jack répéter : « Tu ne veux pas me faire renvoyer de l'armée, n'est-ce pas, *honey* ! » Là-haut, la voix de Sam l'appela. Elle haussa les épaules, mais sut se faire une figure gaie pour le rejoindre... ou peut-être parce qu'elle se moquait de moi !

Quatre jours plus tard, le *Kaïdo-Maru* s'amarra au quai de Changhaï, en face du consulat français. Lorsque Sonia descendit la passerelle, un Sam attentif et avantageux lui portait ses valises.

JACQUES LE BOURGEOIS.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA VISITE D'UN PIGEONNIER

Le monde des pigeons est captivant à beaucoup d'égards et chacun d'entre nous s'est intéressé à cet oiseau

> Au col changeant, au cœur tendre et fidèle.

Le fabuliste l'a immortalisé, et nous avons tous à l'esprit sa célèbre invitation au voyage :

> Quiconque ne voit guère, n'a guère à dire aussi.

Personne ne reste indifférent au spectacle de ces oiseaux auxquels le touriste jette complaisamment des graines, dont le soldat connaît toute la valeur comme agent de liaison aérienne, et dont on a si souvent chanté le couple « où mâle et femelle se partagent les pénibles fonctions du ménage ».

Pour notre part, nous voulons aujourd'hui interroger le pigeon sur les services étonnants qu'il a pu rendre dans le domaine de la biologie et pousser successivement notre enquête chez le *pigeonneau*, puis chez *l'oiseau adulte.*

Envisageons, en premier lieu, la biologie du pigeonneau : ce dernier mérite de retenir notre attention par sa courbe de poids d'abord, par son mécanisme thermo-régulateur ensuite.

Des observations précises et étendues ont permis d'établir, pour cet oiseau, des courbes de poids suivies depuis la sortie de l'œuf jusqu'à l'état adulte, courbes de poids qui rappellent celles qui sont classiquement tracées pour les nourrissons humains.

Les pigeons dits mondains (carneaux du Nord) pèsent, adultes, de 550 à 575 grammes ; or, quelle est l'évolution de poids du pigeonneau mondain ? Lors de la ponte, l'œuf pèse de 20 à 23 grammes ; à l'éclosion, c'est-à-dire après dix-huit jours d'incubation, le jeune pèse de 18 à 20 grammes. Dans les premières vingt-quatre heures, l'oiselet augmente de 10 grammes ; dans les deuxièmes vingt-quatre heures, l'augmentation est la même, soit 10 grammes encore. L'augmentation est de 20 grammes pour chacune des troisième et quatrième journées. A partir du cinquième jour jusqu'au onzième inclus, l'augmentation journalière est de 30 grammes. Le douzième jour, elle est de 55 grammes ; le treizième, de 40 grammes. Puis, à partir du quatorzième jour, elle tombe à 25 grammes ; et elle n'est que de 10 grammes pour les quinzième et seizième et de 5 grammes pour les dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième jours. A trois mois, le jeune pigeon atteint son poids adulte.

De tels chiffres, fournis par R. Liénardt, permettent d'illustrer l'accroissement extrêmement rapide du pigeonneau, qui, en vingt jours, passe du poids de 20 grammes à celui de 435 grammes, ce qui paraît constituer un record de la rapidité de croissance. Dans un minimum de temps, le pigeon donne un poids utile considérable : avec 600 grammes de nourriture absorbée, il assure une production de 415 grammes de substance animale.

Dans le monde des oiseaux, le pigeon occupe une place très spéciale ; il double son poids de naissance en quarante-huit heures, alors que le canard ne le fait qu'en six jours et le poulet en neuf.

Mais il faut savoir aussi que le pigeonneau est nourri du « lait » des parents, sécrété par le jabot du mâle et de la femelle. L'analyse chimique de cette pâte caséiforme, de cette bouillie, montre sa forte teneur en matières albuminoïdes (13,34 pour 100) et en matières grasses (7,95 pour 100).

Ces chiffres font penser à cette théorie qui veut que la rapidité de la croissance des nouveau-nés soit en raison directe de la teneur en protides et en cendres du lait de l'espèce. Le lapin est le mammifère ayant la croissance la plus rapide connue, et le lait de lapin est le plus riche en protides et en cendres.

On sait aussi le rôle tenu par les vitamines A et B dans la croissance ; des recherches récentes, portant sur la teneur en vitamines du suc du jabot de pigeon, d'une part, sur la quantité de ce suc ingéré par le pigeonneau, d'autre part, nous apprennent que cet oiseau reçoit l'équivalent d'une goutte d'huile de foie de morue (vitamine A) et de 0 gr. 1 de levure de bière desséchée (vitamine B) le premier jour : d'une goutte et demie à deux gouttes d'huile et de 0 gr. 2 de levure le deuxième jour ; et de deux gouttes et demie d'huile et de 0 gr. 4 de levure de bière le troisième et le quatrième jour, ce qui est une forte dose de vitamines pour un si petit oiseau. Ainsi, le pigeonneau doit la rapidité de sa croissance à la composition chimique du lait de ses parents.

Chacun sait que chez les êtres supérieurs, qualifiés couramment d'animaux à sang chaud, scientifiquement connus sous le nom d'homéothermes et comprenant les oiseaux et les mammifères, la température centrale du corps est constante, dite invariable, indépendante des conditions extérieures. De fait, il existe chez eux un mécanisme régulateur de la température des plus perfectionnés, associant des moyens de régulation chimiques et physiques et mettant l'organisme à l'abri des variations thermiques du dehors. Mais les nouveau-nés possèdent-ils ce mécanisme régulateur ? On peut dire que certains êtres naissent adultes ; ainsi le poussin, le cobaye, dès leur naissance sont des homéothermes parfaits, réglant leur température centrale.

Le pigeonneau n'a pas ce privilège. Pendant les premiers jours qui suivent son éclosion, il se comporte comme un homéotherme imparfait dont la température interne dépend de celle du milieu extérieur. Progressivement et successivement apparaissent la régulation chimique, puis la régulation physique. Du premier au dixième jour, la régulation chimique se développe ; puis, du neuvième au onzième jour, la régulation physique commence à jouer et cette double régulation, — portant et sur l'intensité des combustions et sur la déperdition de chaleur, — va permettre à notre pigeon, devenu homéotherme parfait, de garder sa température constante.

Quel enseignement d'ordre pratique ! Les petits des hommes, au moment de la naissance, sont dans le cas de notre pigeonneau ; ils ont un besoin urgent, continu, des soins de

leurs parents : le nourrisson humain se défend mal contre les variations de température du milieu extérieur ; il est un homéotherme insuffisamment développé, pour lequel il faut craindre et la chaleur et le froid.

Quant au pigeon adulte, il a été exploré dans ses diverses fonctions. On a mesuré et inscrit sa pression artérielle et on a démontré qu'il ne fallait pas lui prêter *a priori* les réflexes régulateurs classiques qui jouent chez les mammifères. On a exploré son appareil respiratoire avec les diverses techniques modernes et on a étudié son comportement dans les diverses conditions expérimentales : lancé du sommet du Mont Blanc, le pigeon s'envole mal et n'effectue qu'un court trajet, comme si la diminution de l'oxygène amenait une diminution de sa force musculaire ; d'autre part, on a noté que, lorsqu'il a besoin d'augmenter ses échanges gazeux, il exécute, à intervalles périodiques, des mouvements de déglutition qui agissent favorablement sur sa respiration. Les réactions mécaniques de son tube digestif ont été décrites ; on sait qu'il vomit avec une extrême facilité et, à ce titre, il peut servir au dosage biologique de la digitaline dont l'action émétisante est reconnue. Son appétit a été étudié parallèlement à celui de la poule ; tandis que cette dernière mange toujours et d'autant plus qu'elle trouve davantage, comme si elle vivait pour manger, le pigeon mange selon ses besoins, il mange pour vivre.

A une époque où le problème alimentaire retient l'activité de nombreux chercheurs, on n'a pas manqué de soumettre cet oiseau à tel ou tel régime synthétique et on a observé, chez le pigeon nourri de riz décortiqué et poli, un état particulier caractérisé par l'existence de troubles nerveux (une polyonévrite en particulier) et celle de troubles nutritifs (une perturbation dans le métabolisme des sucres surtout) ; ce *béribéri* guérit avec l'adjonction au régime de cuticule de riz ou de levure de bière ; cette expérience fondamentale a été le point de départ de la découverte d'une des vitamines B ; elle oblige à reconnaître que la farine ne représente pas toute la valeur alimentaire du grain et que le son est une réserve de vitamines que l'on ne saurait pratiquement négliger.

Nous retiendrons surtout, dans notre enquête, les acquisitions que nous devons au pigeon dans le domaine des glandes

à sécrétion interne et de la régulation thermique, et nous dirons un mot des fonctions de relation de cet oiseau.

La physiologie des glandes à sécrétion interne a fait, ces dernières années, des progrès considérables avec une heureuse répercussion sur les problèmes de la pathologie et de la thérapeutique humaines. Or, le pigeon a été souvent utilisé comme réactif biologique dans les expériences endocrinologiques.

On a enregistré chez le pigeon une augmentation du poids de la *glande thyroïde* en automne, une diminution au printemps et en été ; au moment de l'hyperfonctionnement thyroïdien, il y a une diminution de la ponte et une prédominance d'œufs mâles ; d'autre part et surtout, il y a en automne une élévation des échanges respiratoires, une augmentation du métabolisme de base, tandis que la saison chaude, déclenchant un hypofonctionnement thyroïdien, réduit l'intensité de ces échanges. En somme, il existe un rythme saisonnier de la production calorique qui semble bien déterminé par les variations fonctionnelles de la glande thyroïde, elles-mêmes déclenchées par les changements de la température du milieu extérieur.

La *glande hypophysaire* du pigeon a été soigneusement examinée ; on sait qu'elle est plus grosse chez la femelle que chez le mâle : l'injection d'un extrait de cet organe stimule la glande thyroïde et surtout détermine la sécrétion lactée du jabot dont nous avons parlé plus haut ; l'hormone hypophysaire déclenche, en effet, du côté du jabot, de l'hyperhémie, de l'œdème de la sécrétion, de l'hypertrophie cellulaire et de l'hypertrophie de l'organe. Elle a un pouvoir lactogène chez l'oiseau comme chez les mammifères.

C'est l'étude du pigeon à jeun qui a permis de considérer les organes lymphoïdes tels que la *rate* et le *thymus* comme des organes de réserve ; à la suite du jeûne, ces organes subissent une diminution rapide et accentuée de poids, poids qui revient rapidement au point de départ sous l'influence de la réalimentation (J. Jolly).

On a exploré les variations de l'affectivité du pigeon suivant ses états endocriniens, et, avec P. Gley, nous avons tenté de montrer la part qu'il fallait faire au problème des glandes à sécrétion interne dans le comportement psychique

du mâle chez les colombins. Soulignons, par ailleurs, toute l'importance de la lumière sur le développement de cet oiseau : il devient « adulte » à une date qui dépend considérablement de la luminosité à laquelle il a été soumis. On sait, par les observations faites sur l'étourneau et par des expériences poursuivies sur le canard, que ce phénomène n'est pas spécial à l'oiseau qui fait l'objet de ce travail. Le fait est bien démontré que l'éclairage, pendant quinze à dix-huit heures par jour, de ces oiseaux dits immatures fait qu'au bout de trois ou quatre semaines, on se trouve en présence d'oiseaux adultes, et les femelles se mettent à pondre ; la lumière rouge est particulièrement stimulante. Ainsi, nous voyons à quel point l'être vivant dépend des conditions extérieures.

Une même conclusion va se dégager de l'étude de la température centrale du pigeon adulte. On a pris, en effet, la température des pigeons à diverses heures de la journée, et il est établi depuis longtemps que, si l'on explore cet oiseau à midi et à minuit, on note, la nuit, une chute de température de 0°74 (de 42°22 à 41°28), en même temps qu'on peut enregistrer une diminution de la fréquence respiratoire (de 36 à 32 par minute) ; en revanche, chez le hibou, oiseau dit de nuit, la température nocturne est plus élevée que la température ordinaire.

L'école de Strasbourg a récemment démontré que, parallèlement à ces variations thermiques, se produisent des variations dans les échanges respiratoires ; ceux-ci se réduisent pendant la nuit. Ce phénomène est dû à la suppression des excitations visuelles et auditives. L'isolement des animaux fait disparaître le rythme ; le renversement des heures de lumière et d'obscurité inverse le rythme après quelques jours.

Quel est donc le mécanisme physiologique du rythme nycthéméral ? Il ne peut s'expliquer par une hypo-excitabilité nocturne des centres thermo-régulateurs ; mais, le jour, au travail normal des centres thermo-régulateurs, vient s'ajouter une certaine quantité de chaleur due à des excitations exogènes ; le centre thermo-régulateur étant incapable de dissiper instantanément l'excès de chaleur du travail musculaire, l'organisme répond aux excitations corticales du travail statique de posture par une hausse de température ; la dénervation

d'une grande masse musculaire fait disparaître le rythme par suppression du tonus de posture.

D'autre part, à l'injection de certaines substances chimiques (comme le dinitrophénol 1, 2, ou comme le dinitro-alpha-naphtol), le pigeon répond par une augmentation de la température centrale. Il présente alors une *fièvre dite chimique* : l'élévation de la température est rapide, notable, et peut atteindre 46°-47°. Si, par hasard, les animaux ont été antérieurement soumis au jeûne, ils ne réagissent plus ou ne répondent que faiblement à l'injection d'une dose hyperthermisante, démonstration de l'importance du terrain dans le domaine de la biologie.

* * *

Les fonctions de relation, chez le pigeon, n'ont pas manqué de retenir depuis longtemps l'attention des chercheurs. On sait l'importance de la musculature chez cet oiseau : le rapport entre le poids des muscles et celui total du corps est de 0 gr. 39 chez le pigeon, de 0 gr. 28 chez le cobaye. Les muscles du pigeon ont été l'objet de nombreuses analyses : dosages d'eau, dosage du glycogène, dosage d'acides gras. Plus récemment, on a déterminé dans les muscles de ces oiseaux le taux d'un corps soufré dit glutathion et on a enregistré que les muscles des pattes avaient des teneurs du même ordre chez le pigeon, le poulet, mais que les muscles pectoraux, dont l'activité est bien connue au cours de la locomotion aérienne, contiennent deux ou trois fois plus de glutathion chez le pigeon qui vole que chez le poulet qui ne quitte pas le sol.

Depuis que J. Marey a présenté ses premiers films cinématographiques sur les mouvements des ailes du pigeon, le vol de cet oiseau a fait l'objet de nombreuses recherches. Retenons ici la notion du travail développé : le pigeon peut, par sa musculature alaire, élever un poids égal à celui de son corps, de 0 m. 50 à 2 mètres de hauteur par seconde, suivant que son vol est tranquille ou accéléré. Par comparaison, l'homme entraîné peut, d'une manière soutenue, élever un poids égal à celui de son corps de 0 m. 35 par seconde : c'est un travail inférieur d'environ moitié à celui de l'oiseau.

On a longuement étudié, chez le pigeon, les effets de l'excitation électrique et les conséquences de l'ablation du

cervelet ; les réponses enregistrées prouvent l'importance de la fonction stato-régulatrice exercée par cette partie du système nerveux central.

Mais surtout fréquente, dans les laboratoires d'expériences, est l'ablation du cerveau chez le pigeon (expérience de Flourens).

Décérébré, le pigeon garde son équilibration ; il reste debout sur l'objet où on l'a placé, il marche quand on le pousse, il vole quand on le jette en l'air.

Abandonné à lui-même, il est immobile sur son perchoir, la tête enfoncée dans les plumes, plongé dans un état de somnolence ; il est dans un sommeil sans rêves. Il ne mange pas, et, pour le maintenir en vie, il est indispensable de recourir au gavage.

L'expérimentateur, qui patiemment l'alimente de maïs ou de blé noir, peut garder longtemps en vie cet oiseau, dont le comportement mérite de nous retenir, car il pose le problème de la régénération du système nerveux central.

Si l'oiseau est jeune, si l'opération a été correctement effectuée (il faut laisser les méninges), la régénération est possible. Notre collègue et ami, Ch. Lefeuvre, de Rennes, nous a montré ses pensionnaires : avec le temps, le pigeon que nous avons décrit évolue, change d'aspect et d'allure ; on le voit alors se mettre spontanément en marche, lissant ses plumes avec son bec, piquant avec précision des grains de blé noir : preuve d'un rétablissement des fonctions cérébrales. L'examen anatomique montre la régénération du cerveau extirpé.

Tandis que j'achève cet article sur le lait du pigeon, sur le pigeon éclairé, sur le pigeon fébricitant, sur le pigeon sans cerveau, des pigeons volent autour de la maison, tout près de ce village où Maurice Rollinat écrivait sur eux :

Bec à bec, pigeon et pigeonne
Font leurs petits saluts mignons,
Sur le toit rouge, aux blancs pignons,
Où déjà la vigne bourgeonne.

Professeur Léon Binet.

REVUE LITTÉRAIRE

ROMANS ET PRIX LITTÉRAIRES (1)

M. Charles Plisnier, dont le dernier livre, *Faux Passeports*, a obtenu cette année le prix Goncourt, est un écrivain belge, de langue française. Il est jeune encore et son premier roman, *Mariages*, date de 1936. Auparavant, il avait publié des essais, des nouvelles, et surtout des poèmes. On aurait pu croire alors qu'il y avait en lui particulièrement des facultés d'observation et des facultés lyriques. Et tels sont bien, je crois, les dons qui dominent son œuvre. Dans son livre intitulé *Mariages*, il apparut soudain comme un romancier abondant, puissant, froidement hardi, bousculant volontiers, par un naturalisme osé, les coutumes bourgeoises, et tout disposé à s'attaquer sans ménagement aux questions de mœurs comme aux problèmes sociaux. Ce gros livre, rempli et même débordant, d'une richesse dramatique, invitait à se demander dans quelle voie allait s'engager l'auteur.

Il faut toujours compter sur l'imprévu avec les écrivains qui ont de la sève. Le nouveau livre de M. Charles Plisnier, *Faux Passeports*, ne ressemble pas au précédent. Ce n'est pas un roman. C'est à peine un recueil de cinq nouvelles. L'ouvrage est formé de cinq récits indépendants les uns des autres, et liés entre eux par leur signification. La fiction s'y mêle à l'histoire. Ce sont les souvenirs d'un agitateur qui fait le procès de la révolution bolchéviste. Mais ce procès est mené de haut, sans trace visible d'amertumes, de déceptions ou d'animosités. Tout se passe sur un plan intellectuel, et l'intérêt de l'ouvrage est qu'il implique une sorte de discussion métaphysique

(1) Charles Plisnier : *Faux Passeports* (Correa) ; *Mariages* (Correa). — Raymonde Vincent : *Campagne* (Stock). — Romain Roussel : *la Vallée sans printemps* (Plon). — Jean Rogissart : *Mervale* (Denoel).

sur la nature et l'objet d'une entreprise révolutionnaire. De là, sa valeur psychologique, comme témoignage sur notre époque troublée. La vieille Europe, qui a subi tant de crises au cours de son histoire, est secouée, depuis quinze ans et plus, par la poussée internationale et bolchéviste. Une copieuse littérature en a souvent décrit les effets. M. Charles Plisnier a cette originalité de s'essayer à une étude de l'Internationale vue de l'intérieur. L'auteur raconte à la première personne, comme ayant été un témoin et un acteur des drames affreux qu'il évoque ; il se réfère à des faits exacts, non pour écrire des mémoires, mais pour interpréter. C'est de l'histoire, si l'on veut, et c'est de l'histoire toute intellectuelle.

De là un singulier mélange de symboles et de réalités. Les personnages mis en scène sont évidemment là pour représenter des tendances qui s'opposent et pour nous initier à des controverses d'idées. Mais M. Charles Plisnier a des éléments poétiques dans l'esprit ; il est observateur et romancier, et ses héros, même simplifiés pour les besoins de sa démonstration, gardent des traits humains, souvent indiqués avec un art sobre et prenant. Cette bourgeoise espagnole, Pilar, qui est devenue une révolutionnaire extrême par pur exercice de logique, mais qui est restée au fond, par ses habitudes et ses goûts, attachée à sa classe, semble conventionnelle et elle est cependant véritable par ses contradictions. Ce Corvelise, qui n'a pas physiquement l'étoffe du révolutionnaire qu'il voudrait être, est déchiré par le sentiment de son infériorité et finit par devenir un héros. Il aime et il admire son camarade Saurat, parce qu'il voit en lui un dur guerrier, ce qu'il aurait souhaité d'être lui-même. Il explique fort bien son cas : « Saurat est le seul homme que je connaisse, que j'aie connu, et qui soit dans ce combat où j'aurais voulu aller... Ces choses que je n'ai pas faites, il les fait. Ces épreuves que j'ai rêvées, il les a reçues toutes, jusqu'au bagne. Il est l'image même de mon destin manqué. » Et par un étrange retour des choses, quand ce Corvelise timide se sacrifie, est tué à la place de Saurat, l'insensible Saurat ne cherche à dissimuler ni son malaise ni sa douleur. Son cœur est touché. Il a ce mot : « Je suis un héros pour gazette. Ce qu'a fait Corvelise, ah ! je ne l'aurais pas fait ! »

Il y a beaucoup de traits analogues dans le livre de M. Charles Plisnier. C'est ce qui le détend, ce qui l'empêche d'être, d'une manière trop abstraite, un ouvrage de discussion d'idées, et d'argumentation. Des hommes et des femmes y passent ; ils ont beau être tous révolutionnaires, ils sont différents les uns des autres ; ils ont leurs

faiblesses, leur manière de parler, leur caractère. Même aux prises avec une étude sur l'action révolutionnaire, M. Charles Plisnier demeure un écrivain curieux des êtres, de leur conscience et de leur action, curieux des âmes. Au fond, il les aime. Il a partagé leurs espérances et leurs pires égarements ; il a connu leurs épreuves, leurs risques, leurs sanglantes aventures. Par l'esprit, il s'est éloigné d'eux. Par la sensibilité, il leur est attaché. Il voit en eux des illuminés qui avaient une foi étrange, mais une foi. Et en leur disant adieu, il écrit avec une sorte de flamme douloureuse : « Morts ? Que Dieu ait leur âme ! »

Et cependant, qu'ils étaient loin de Dieu ! L'auteur des cinq récits explique dans un prologue que, pendant neuf ans, il a été communiste, révolutionnaire, militant. Pendant neuf ans, il n'a plus connu ni famille, ni amour, ni métier, ni ce qui occupe les jours de la plupart des hommes ; il a méprisé toute activité qui n'était pas combat ; il a vécu parmi des hommes et des femmes, durs et faibles, matérialistes « familiers avec le martyre », fantômes perdus dans la guerre civile. Un jour, il ne s'est pas senti d'accord avec eux, il a voulu les quitter, et c'est eux qui l'ont expulsé. Pourquoi ? Tout le drame du livre est dans la réponse à cette question. Il est expliqué surtout dans le dernier épisode, intitulé *Iegor*, qui est le plus remarquable.

L'auteur du récit se présente au lecteur comme un révolutionnaire extrême qui ne renonce pas à penser par lui-même, qui cherche à voir clair, et qui tient à sa vérité. Il condamne l'évolution du bolchévisme : « Je ne puis croire que ceux d'octobre sont morts pour que s'instaure sur la sainte Asie ce socialisme de forme basse qui semble avoir annexé les dieux du productivisme américain. » Opinion que condamne à son tour le camarade Iegor, délégué du Comité exécutif de l'Internationale. « Vous, camarade, vous prenez le parti pour une maison. Un jour, vous y entrez. Un jour, il vous plaît d'en sortir. Le Parti n'est pas une maison... le Parti figure une communauté de chair et d'esprit. » Pour les uns, la vérité avant tout. Pour les autres, adeptes de Staline, l'unité doctrinale du Parti au-dessus de tout. D'un côté, le goût de la discussion, le libre examen, les cas de conscience ; de l'autre, le mot d'ordre, incompréhensible aux communistes bourgeois, aux rêveurs, aux sentimentaux, aux romantiques qui confondent l'action avec le danger. « Sacrifier sa vie est peu de chose, dit Iegor ; accepter de rester vivant et sacrifier sa pensée, là commence le dévouement. » En vain, l'auteur parle de la dignité de l'homme, de l'honneur de l'âme. « Il faut d'abord,

déclare Iegor, détruire cette société, ce monde, ce chaos d'esclavage et de mensonges. Pour l'heure, nous sommes dans les temps de l'enfer. » Ce qui est l'excuse de tous les crimes. Plus tard, Iegor lui-même est arrêté et exécuté. Ordre du Parti. L'auteur du récit est brisé par ce dernier coup qui lui fait horreur. « Je m'évade, je fuis, j'ai peur, écrit-il. Est-ce que tout ce qui s'offrit à ma foi s'effondre ? Est-ce que cette vaste levée d'hommes qui, en même temps, sur tous les points du monde, frères par milliers l'un à l'autre inconnus, menaçait de former le nouvel empire de l'esprit, décidément retombe et se couche ? » Et peut-être, un jour, M. Charles Plisnier, ayant crié une plainte frémissante de désenchantement et d'épouvante, confiera au lecteur à quelles conceptions le conduisent les réflexions de celui qui passa par la crise effroyable dont il s'est fait l'historien.

***

Avec *Campagne*, de Mme Raymonde Vincent, qui a remporté le prix Femina, nous entrons dans un monde simple, enchanté et charmant, dans les fermes et dans les bois, et nous goûtons, d'un cœur apaisé, la vie rurale dans le Berry. Tout n'y est pas facile, certes, ni tendre. Les travaux sont rudes, les mœurs parfois aussi. Mais tout a, jusque dans les aspects les moins doux, la santé ingénue de la nature, et la force de la destinée. Une petite paysanne, Marie, orpheline de père et de mère, vit avec sa grand-mère dans un village. La grand-mère est très vieille, elle parle peu, elle adore sa petite-fille, et ne vit que pour elle. Tout le jour, elle s'occupe en silence, travaille dans son champ d'avoine, ou mène ses chèvres à l'herbe. La guerre éclate. Son frère Amable, qui a quatre enfants, et sa sœur Victoire, fermiers dans la région, décident la grand-mère et Marie à venir habiter avec eux. Les voici tous réunis. Amable, qui a perdu sa femme et qui est triste pour toujours, est le maître et dirige tout son monde. Victoire est toute bonté. Robert, le fils aîné, vigoureux et autoritaire, meurt sur les champs de bataille. Laurent, le second, est calme, honnête, brave, et plus tard il épousera Marie. La grand-mère, habituée à avoir Marie à elle seule, souffre profondément de la voir aimer sa vie nouvelle. Elle s'irrite ; elle devient mal commode ; elle finit par s'en aller, et elle meurt bientôt. Victoire, elle aussi, s'éteint doucement. Mais Laurent et Marie s'aiment ; ils se marient ; ils ont des enfants, et c'est pour eux désormais que la vie continue dans les champs.

Il n'y a là aucun événement singulier, aucune aventure romanesque. Il n'y a aucune péripétie qui domine le livre. Il y a des créatures qui ont leurs peines et leurs joies. Il y a même des deuils et de vives souffrances. Tout se déroule comme les jours et les saisons. L'auteur n'a pas craint de donner une certaine impression de monotonie, et n'a rien cherché hors de l'ordre commun. Les grandes lois de la vie y dominent les êtres et les choses. Les épisodes mêmes se succèdent avec naturel, comme s'ils étaient l'effet d'une fatalité sans apparat. Le travail, la mort, l'amour, remplissent tout le livre, d'un rythme égal. Et tout l'ouvrage est très prenant.

Les éditeurs nous avertissent que Mme Raymonde Vincent, l'auteur, est née dans une famille paysanne du Berry, qu'elle ne quitta qu'à l'âge de dix-sept ans, sans avoir reçu d'autre instruction que le catéchisme. Il est certain que, dans la suite, elle a rattrapé le temps perdu et a fait de rapides études. De là le singulier mélange de deux éléments très différents dans son livre : ce qu'elle doit d'abord à son enfance et à sa jeunesse, et qui est d'une rare qualité, ce qu'elle doit ensuite à une tardive éducation scolaire, et qui est beaucoup moins bon. Sans insister, notons que les abstractions, le maniement des subjonctifs, et les essais pour ajouter aux impressions quelques phrases de méditation ne sont pas ce qu'il y a de plus heureux dans ce roman. Mais dès que Mme Vincent est elle-même, dès qu'elle raconte tout simplement ce qu'elle a vu et bien vu, dès qu'elle parle de ce qu'elle connaît, elle atteint sans art à un art exquis.

Il n'y a pas une longue description dans *Campagne* et la nature est partout présente. Mais elle n'est pas un spectacle, comme pour un artiste qui s'y promène et qui demeure un individu indépendant du décor. Dans *Campagne*, les champs ne sont pas faits pour être considérés isolément. On les habite, et ils font partie de la vie. Les images rustiques deviennent ainsi le vêtement naturel de la pensée. Quelques lignes, parfois quelques mots, suffisent à évoquer un paysage, et ils sont si exacts, si vrais, que le lecteur les voit. Il y a dans le roman une fraîcheur d'impression qui est pleine de grâce ; il y a de petites phrases d'une fluidité ravissante. Sans paraître se donner aucune peine, sans apprêt, sans effort, avec une admirable simplicité, Mme Raymonde Vincent nous montre une source, un étang, une futaie ; elle indique quelle est la lumière de l'heure qui passe, et quel est l'horizon.

Elle n'excelle pas moins à nous faire connaître les personnages, sans les peindre autrement que par de petits traits. Nous les recon-

naissons tout de suite. Voici la grand-mère : « C'était une grande femme mince, au visage maigre, très allongé, dont les yeux bleus très pâles faisaient penser aux yeux incolores des étangs gelés en hiver. » Voici Marie : « Le bonheur lui était si naturel que, pour elle, il naissait d'un rien. Au monde familier de Marie, venait s'ajouter une espèce de sortilège, et aussitôt elle partait comme si, de loin, l'amour ou la chance lui eussent lancé leur premier appel. » Voici Robert qui revient de permission : « Je m'attendais à retrouver la maison, les champs, les bêtes, les gens aussi, pareils à ce qu'ils avaient été naguère pour moi. Mais rien de cela n'est arrivé, les choses n'ont plus le même poids pour moi. Oui, beaucoup de choses qui étaient bonnes pour moi autrefois n'existent plus à présent. » Le récit de la mort de tante Victoire est une page achevée, naturelle et émouvante : « Tante Victoire mourut dans la nuit. Aucune souffrance ne l'agita. La mort pénétra son doux corps tranquille, qui la reçut sans frayeur, comme s'il y eût été préparé depuis longtemps. D'une minute à l'autre, sans que personne eût pu s'en rendre compte, tante Victoire n'était plus. » Et enfin, les dernières pages du livre. Marie est mère, elle pense à Robert, à tante Victoire, comme s'ils étaient toujours présents ; au dehors, il y a une bourrasque. Marie est seule au coin du feu avec sa petite fille endormie sur ses genoux : « elle sentit la main de l'ange familier toucher les cordes profondes de son cœur : des mots heureux, sans objet, montèrent à ses lèvres, et lorsque le feu s'éteignit tout à fait dans la cheminée, elle s'était endormie à son tour. »

L'éloquence, disait Pascal, se moque de l'éloquence. Peut-être la littérature se moque-t-elle de la littérature. Il n'est rien de plus beau dans un livre, ni de plus fort, que la ressemblance des personnes, la vérité du récit, l'exactitude simple des sentiments et du ton. Ce réalisme complet où l'observation s'accorde à la sensibilité est la poésie même. Est-il nécessaire que l'auteur soit absolument conscient de tous ses moyens et de toutes ses intentions, s'il les emploie naturellement, s'il a le don ? La magie de l'art est le pouvoir de suggérer. La légende veut qu'un jour un jeune artiste soit allé demander à Rodin, au nom d'une revue, comment il fallait nommer une gravure représentant une femme nue entourée d'enfants qui semblaient des anges ou des amours. Il proposa successivement Nature, Printemps, Maternité, et chaque fois Rodin disait : « Très bien ». A la fin, le jeune artiste, qui discernait tout ce qu'il y avait d'indifférence dans ces approbations, proposa simplement « Femme

nue ». « Voilà », dit Rodin. C'était cela, cela seulement qu'il avait fait : on pouvait rêver et imaginer tout autour.

* * *

La vie rustique est décidément chère aux Parisiens qui la mènent si peu. Deux autres livres, qui ont obtenu le prix Théophraste Renaudot et le Prix interallié, sont aussi des récits campagnards. Dans les époques difficiles et troublées, quand les sociétés sont agitées et que la civilisation paraît soudain fragile, c'est vers les choses qui durent que se tourne le goût des écrivains. Les champs donnent une impression de stabilité qui manque quelque peu aux citadins. L'esprit se lasse des réformes, des considérations sur « l'ordre nouveau », des recherches sur l'évolution. Il revient volontiers vers les lois permanentes de la nature, et vers la vie paysanne, plus dure, mais moins coutumière des variations. Après l'épopée napoléonienne, après les orgies de guerre et de gloire, Lamartine parut et il transporta les cœurs en chantant : « Mais la nature est là qui t'invite et qui t'aime ». Il n'est pas sûr que la nature invite, il est encore moins sûr qu'elle aime ; mais elle est une des réalités dont nous doutons le moins, et une des réalités qui nous font le mieux penser à l'ordre de l'univers.

Le lecteur ne trouvera pas, dans *Mervale*, de M. Jean Rogissart, les mêmes qualités que dans *Campagne*. Mais il y trouvera une histoire qui sent les haies en fleur et les feuilles d'automne. L'auteur, qui est instituteur en Thiérache, connaît très bien le pays qu'il décrit. Il l'a regardé à toutes les heures du jour, et au cours de toutes les saisons. Il en sait les formes, les couleurs, les sons et les odeurs. Il se plaît à décrire, et peut-être a-t-il un peu de penchant pour les expressions inattendues. Ainsi il dira : « Des ombres furtives sont happées par les haies, de rares vieilles menues traversent la place, lentes, comme porteuses d'un secret. » Tout cela se défend. Mais ce sont les réflexions d'un promeneur, plus que celles d'un campagnard.

M. Jean Rogissart a voulu écrire un épisode de la vie paysanne, et cet épisode est rude. Une enfant trouvée est confiée aux soins d'une femme, Phrasie, qui n'est plus ni jeune ni belle, qui ne vaut pas grand chose et qui est peut-être sa mère. Cette petite fille reçoit le nom de « la Mourette ». Elle est maltraitée par Phrasie, malmenée par les vieilles filles et les matrones de l'endroit, dont le portrait est bien fait, encore qu'un peu conventionnel. Mourette grandit, mais Mourette n'est pas heureuse et elle s'ennuie. Elle reçoit bien

de temps en temps les bons conseils de Firmin Machu, brave vannier, qui vit tranquille en ascète, soignant ses abeilles et conversant avec son curé. Il a quelque tendresse pour cette sauvageonne de Mourette, mais il est cependant peu communicatif. Quand Phrasie meurt, Mourette, qui retrouve la liberté, ne résiste pas au désir d'aller à Paris, où il lui arrive tout ce que Firmin redoutait pour elle. Toutes les calomnies de Mervale se déchaînent sur la malheureuse Mourette. Par bonheur, le curé est excellent, Firmin est très bon, Mourette n'est pas méchante, et l'enfant qui survient est bien innocent de toute cette aventure. Tout s'arrange donc. Firmin épouse Mourette. Le village est scandalisé, mais le bon prêtre trouve que tout est bien, et Firmin qui n'est plus un adolescent se sent tout rajeuni.

Par ce dénouement réconfortant, M. Jean Rogissart veut nous rappeler qu'il y a de bonnes âmes partout, en quoi il a bien raison. Elles sont le sel de la terre, qui serait inhabitable, si tout le monde ressemblait à quelques durs personnages créés par M. Rogissart. La meilleure preuve que le bien existe est que le monde continue. Depuis le temps que le mal est répandu, il aurait tout ruiné, s'il était triomphant. M. Jean Rogissart n'a pas cédé à la mode de peindre exclusivement des monstres. Il consent à s'intéresser aussi aux gens honnêtes. Il a même paru prendre un certain plaisir à écrire les pages où il parle de Firmin. C'est de quoi beaucoup de lecteurs lui rendront grâces.

La Vallée sans printemps, de M. Romain Roussel, nous entraîne dans une âpre région du Jura où l'été dure trois mois et où l'hiver en dure neuf. Point de printemps. Le titre du livre n'est pas une formule poétique : il est l'expression d'un fait d'ordre climatique. L'auteur a bien regardé le pays et, si l'on se réfère à la dédicace, il l'a regardé tantôt seul, tantôt avec des peintres. Il sait l'évoquer et c'est un des mérites du livre que ces tableaux de neige, de jours froids, de soleil bas dont le roman est plein. Dans ce pays, il est explicable que les passions soient vives et concentrées. M. Romain Roussel nous conte un drame tout particulier, où les bons sentiments ne réussissent pas mieux que les mauvais. Les passions, surtout repliées sur elles-mêmes et prolongées par de longues réflexions rurales, portent en soi des causes de désordre. Elles se déchaînent soudain dans des cœurs solitaires.

Barthélemy est un ancien ouvrier lunettier qui, ayant disposé d'un peu d'argent, a acheté une maison dans la Vallée sans printemps. Il aime la neige, la longue réclusion de l'hiver, l'indépendance.

Il a un voisin et ami, Adrien, qui lui aussi adore ce pays. Leurs rencontres matinales sont cordiales et brèves ; ils profitent tous deux de leur solitude en commun. « Beau temps, Mâmi ? — Beau temps, Drindrin. » Adrien jette un regard charmé sur la vallée déjà à demi noyée de soleil. Désignant les pentes où la neige étincelle comme une poussière de terre, il dit avec orgueil, comme s'il avait fabriqué en personne ce coin de nature où il vit depuis quinze ans : « Va, tu seras bien aise de t'être installé à Sur-la-Tuffe. » Ils contemplent en silence le pays, et ils songent, l'un à cette solitude hargneuse dans laquelle ses vieux jours trouvent le bonheur, l'autre à ce que pourrait être sa tranquillité aujourd'hui « sans l'événement de la veille ». L'événement de la veille, c'est que Barthélemy a découvert une femme, Delphine, dans la neige, qu'il lui a donné l'hospitalité par bonté et qu'à la réflexion il ne sait qu'en faire. Adrien est un célibataire beaucoup plus ferme que Barthélemy, lequel a un fond de tendresse et de faculté de rêverie. « Des cheveux noirs et courts dressés comme une brosse. Deux lignes de moustache, l'une au-dessus des yeux, l'autre plus exquise sous le nez. Un teint robuste, des doigts carrés, peu de ventre. En somme, un quinquagénaire solide. » Tel est Barthélemy. Comme il est plein de bonnes intentions, il offre à Delphine de la garder chez lui et, un peu plus tard, il lui offre de l'épouser. Mais Delphine est jeune, elle préfère Walter qui travaille dans la région et qu'on voit souvent arriver avec ses skis. Elle le préfère même si visiblement que Barthélemy pousse le zèle désintéressé jusqu'à conseiller à Walter, qui veut partir, de se marier à Delphine, dont il ne peut supporter le chagrin. Walter, égoïste et jeune, ne s'embarrasse pas de ces complications. Delphine lui a plu : c'était un amour qui lui était venu. Delphine ne lui plaît plus : c'est un amour qui s'en est allé. Ce skieur ne voit là aucun préliminaire de mariage. La dispute entre Barthélemy et Walter tourne mal : ils se battent ; Walter, au cours de la bagarre, tombe dans un ravin et se tue. Delphine, désespérée, ne restera plus seule avec Barthélemy, coupable de trop de dévouement. Un beau matin, Barthélemy découvre qu'elle est partie. Il reste seul et malheureux. Mais il y a la neige et les travaux quotidiens, le soleil et la grange. Et puis, on entend chanter cet infatigable et insouciant Adrien, qui reste libre d'esprit et garde la paix du cœur.

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

Salle du Conservatoire : Œuvres de Stravinsky. — **Salle Pleyel** : Danse de Mlle Laura de Santelmo.

Les concerts de l'Orchestre national sont destinés à la radiodiffusion. Mais il est permis aussi de les prendre à leur point de départ, dans l'ancienne salle du Conservatoire, qui n'est pas en ciment armé et, sans nulle prétention aux courbes scientifiques, reste, entre toutes celles de notre capitale, la plus favorable à la symphonie, par la seule vertu de ses proportions harmonieuses et sans doute aussi par l'effet du temps qui, imprégnant de musique ses parois dociles, les a rendues propices à la résonance comme le bois d'un ancien violon. De nombreux auditeurs, usant toujours du droit qui leur est accordé, préfèrent à la commodité du logis l'avantage du contact direct, et ils ont leurs raisons pour cela. La transmission par ondes, qui distribue la musique à domicile, sans égard pour la distance ou les obstacles du chemin, rend de grands services, mais au moyen d'une complication d'appareils où le son ne peut garder sa pureté originelle. De plus, on n'en aperçoit pas la source, et c'est une privation. Ni le cinéma, même sonore ou en relief, ni la télévision ne supplanteront jamais le théâtre, parce qu'ils ne montrent que des images, et non l'homme en action. De même cette boîte sans âme d'où s'échappent des accords ne porte jusqu'à nous qu'un reflet de musique, sans la réalité que seule lui confère la présence de l'artiste. Même s'il nous arrive de détourner de lui nos regards ou de fermer les yeux pour mieux écouter, nous savons qu'il est là, et c'est lui qui nous parle. Les sons qui nous parviennent retrouvent leur appui dans la nature humaine, et, par cette incarnation, la musique prend vie.

Cette fois l'affluence était sans précédent. On se pressait aux portes, quand déjà la salle était comble. Cette curiosité était bien

légitime, puisque le programme annonçait, sous la direction de l'auteur, trois œuvres, dont l'une était encore inédite en France et une autre peu ou mal connue, d'Igor Stravinsky.

Originaire de la province russe de Volhynie, ce grand musicien avait à peine terminé ses études à Pétersbourg, qui n'était pas encore devenu Pétrograd ni Léningrad, sous la direction de Rimski-Korsakov, qu'il était amené en France par Diaghilev, qui avait deviné son énergie naissante et s'était assuré sa collaboration. Les Ballets russes lui doivent les succès éclatants de *l'Oiseau de feu*, de *Petrouchka*, un peu plus tard les dates mémorables que marquèrent les premières représentations du *Sacre du printemps*, du *Rossignol*, des *Noces*. Bien d'autres ouvrages sont venus s'ajouter à ceux-ci depuis lors. Pour tous, c'est à Paris qu'il a cherché et trouvé son auditoire de prédilection. Notre pays est ainsi devenu pour lui une patrie d'adoption, qui vient de recevoir l'hommage de sa reconnaissance : depuis deux ans, il a changé de nationalité, pour devenir Français.

Pourtant, rendu célèbre dans le monde entier, il voyageait beaucoup, surtout en Amérique où plusieurs tournées de concerts ont fait de lui un véritable chef d'orchestre. Cette ardeur impétueuse, qui lors de ses débuts au pupitre se prodiguait parfois en gestes sans effet, nous la retrouvons aujourd'hui, mais enrichie et assouplie par l'expérience ; elle a pris une allure précise et dégagée qui met chaque note à sa place, mesure exactement le volume sonore, et imprime à l'ensemble un rythme soutenu. Recruté et formé par les soins intelligents de M. D. E. Inghelbrecht, l'Orchestre national est remarquable non seulement par la valeur des musiciens, mais par le zèle et le sentiment dont ils font preuve. Un travail assidu nous a valu cette exécution soignée et vigoureuse. Dans *Œdipus-rex*, au début du concert, les artistes du chant, qui étaient Mlle Lise Daniels, MM. Raoul Jobin, Charles-Paul, Cauchemont, n'ont pas montré moins de conviction ni de sens musical, de même que les chœurs de M. Félix Raugel qui ont chanté comme d'une seule voix, tant l'accent était net, et juste leur accord.

Plus récent que les œuvres qui viennent d'être citées, cet « opéra-oratorio » date de l'époque où le musicien, par un effort inouï, et non sans risques pour sa renommée, renonçait aux attraits du rythme et aux délices de la couleur, en quête d'un art moins sensuel et plus pur. Ce furent des années difficiles, où parfois on a pu croire que, par réaction contre lui-même, il poussait trop loin le scrupule et devenait

abstrait. Plusieurs de ses amis le querellaient à ce sujet. Il les écoutait sans mot dire et poursuivait sa route obscure et escarpée, sûr de toucher au but un jour ou l'autre. C'est lui qui avait raison. *Œdipus-rex* en est une des plus belles preuves.

Pourtant il faut bien avouer que la démonstration nous laissait encore quelques doutes, quand elle fut faite sur la scène d'un grand théâtre, il y a quelques années, par les soins de Diaghilev. Il n'en faut pas accuser le spectacle, d'une discrétion et d'une dignité admirables, mais les vastes proportions de la salle et son aspect de luxe qui demandait un autre éclat. Comme sa double appellation l'indique, l'œuvre peut sans dommage passer du théâtre au concert, et c'est là qu'il nous a été donné de l'entendre, dans le recueillement qu'elle exige.

Ce n'est pas un drame, mais une suite de méditations en musique, sur les événements d'une tragique histoire. La langue grecque incitait à la couleur locale, la nôtre au pathétique. C'est pourquoi Jean Cocteau a choisi le latin, plus éloigné de nous, suffisamment intelligible encore, et surtout consacré par l'usage de la liturgie catholique. La musique en effet trouve ici sa source profonde dans le sentiment religieux qui pénètre l'émotion humaine, et impose à la pensée une forme rigide qui n'est plus une gêne, mais en la resserrant la renforce et soutient son essor. Musique taillée à vif, en lignes vigoureuses et d'une puissante harmonie, sanctuaire de foi, solidement fondé sur la nature terrestre, mais qui s'élève d'un jet vers le ciel protecteur, en ardente prière.

Le *Jeu de cartes*, dont nous entendions la musique pour la première fois, use d'une contrainte analogue pour des fins opposées et en recueille un égal bénéfice. C'est un ballet, achevé en novembre 1936 et donné à New-York en avril 1937, qui met en scène une partie de poker. Mais il n'est aucunement nécessaire, pour en suivre les péripéties, de connaître les règles de ce jeu ; car la musique n'en admet point d'autres que celles du ballet classique. Celui qui en ses premiers ouvrages cédait si volontiers à la fureur du rythme se soumet ici constamment à la mesure et à la symétrie qui seules susciteront les pas et les figures d'une danse épurée et légère, où la grâce toujours l'emporte sur l'instinct. Cette nécessité, il l'a si bien comprise, et si judicieusement su tracer les lignes à inscrire entre ces points marqués d'avance, que rien n'est plus évocateur. Sur la scène, sans doute, des costumes appropriés nous permettraient d'identifier le roi, la reine, le valet, et de ne pas confondre les piques avec les cœurs.

Au concert, peu nous importent ces travestissements de circonstance : ce ne sont plus que pas de deux ou de quatre, variations en solo, ou combats simulés, où seule la musique entre en danse, et il n'en faut pas davantage à ce spectacle imaginaire, où un mouvement cadencé entraîne les mélodies d'un métal fin et souple, et sans autre parure que leur inaltérable clarté.

La suite de l'*Oiseau de feu*, qui terminait le concert, date de 1909. C'est une œuvre de jeunesse, et déjà de maîtrise. Toutes les ressources de l'harmonie et de l'orchestre, employées avec art, embellissent la fête, dans le goût à la fois naïf et somptueux où les ballets russes de ce temps-là triomphèrent. Sensible encore aux douces équivoques de l'altération chromatique, aux irisations des mélanges sonores et à la nostalgie des chants populaires, la musique est brodée sur un conte de fées, dont elle fait briller le charme et la fraîcheur. Nous prenons toujours à l'entendre un plaisir extrême, mais voyons bien aussi que l'auteur n'en pouvait rester là.

* * *

Les concerts où la symphonie est alliée à la danse deviennent à la mode et la salle Pleyel s'y prête de son mieux, pourvue pour la circonstance de rideaux en tulle nuageux. Tirés devant l'orchestre, ils en font un fantôme, mais le son les traverse sans dommage. Peut-être même qu'il y gagne : seule matière sensible entre ces surfaces géométriques en ciment nu et ces gradins de fauteuils métalliques, l'étoffe qu'il traverse adoucit quelque peu la sécheresse d'un dur amphithéâtre où la musique se dissèque. L'espace laissé libre pour la danse manque de profondeur. L'artiste accoutumé à une scène de théâtre doit modifier ses parcours. S'il est habile, ses gestes ni ses pas n'en seront point troublés.

Mme Laure de Santelmo est fort habile en son art. On a pu mieux que jamais s'en rendre compte lorsqu'elle a paru, en ce concert, pour danser, sur la musique de la *Triana* d'Albeniz, orchestrée par M. F. Arbos, un des épisodes du ballet de *l'Amour trahi*, donné au début de cette année, au Théâtre des Champs-Élysées, quand l'Opéra en était l'hôte, avec un grand succès. Seule cette fois, hors du « patio » seigneurial, sans personne pour lui donner la réplique, et astreinte à rester toujours sur le même plan, il lui a suffi de se livrer à l'allégresse de la danse, en son habit de fête, pour évoquer à nos yeux la joie des fiançailles, si fière et innocente qu'elle ne peut durer.

Entre toutes les danseuses d'Espagne que nous avons pu voir

à Paris, celle-ci se distingue par l'intelligence et le sentiment. Les mouvements inimitables qu'elle doit à sa race et à sa tradition nationale n'ont pour elle pas de secret. Brusque inflexion du torse, souple ondulation des bras, tournoiement instantané, ou, au contraire, tout le corps immobile, translation sur des pas si rapides qu'ils se fondent en ligne continue, piétinement des talons en trémolo, roulement des castagnettes, tour à tour éclatant ou adouci jusqu'au pianissimo le plus délicat : tout cela, sur un rythme impérieux, forme une suite de figures aussi déterminées que celle de notre ballet classique. Comme dans ce ballet aussi, au lieu de les aligner dans un ordre immuable, elle les choisit et les varie à son gré, pour en composer une chorégraphie de caractère. C'est ainsi que nous l'avons vue, dans les *Escenas charras* (*Scènes rustiques*) de Gombao, sous les traits d'une paysanne naïve qui appelle son ami, l'agace d'un pied mutin, et qu'elle a terminé le *Boléro* de Ravel dans un magnifique crescendo d'ardeur et de jubilation. Mais dans l'*Incantation du feu*, de *l'Amour sorcier*, la musique de Falla, pénétrée de magie, lui inspire, pour attiser la flamme meurtrière, des gestes maléfiques, où l'horreur rituelle par degrés se résout en un sombre enthousiasme. Ce n'est pas une pantomime. Nul signe de la main, nul hochement de tête, nul sanglot simulé, qui vienne ici nous parler un langage de sourd-muet. L'harmonie et le rythme suffisent, et la danse devient un drame, par la seule vertu du mouvement réglé.

Sous la direction de M. Jean Morel, qui sait lui imprimer un accent juste et fort, l'Orchestre symphonique de Paris s'est fort bien acquitté de sa tâche, et le succès a été tel que chacune des danses a dû être reprise. C'est au théâtre maintenant que nous souhaitons de revoir cette émouvante artiste.

LOUIS LALOY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE PÉRIL EUROPÉEN ET LE VOYAGE DE M. DELBOS

Le général Ludendorff et M. Kellogg viennent de mourir presque à la même heure. Symbolique rapprochement ! Entre « la guerre totale » dont le vaincu de 1918 s'était fait l'implacable apôtre et la condamnation totale de la guerre dont l'homme d'État américain, avec Aristide Briand, abusa la crédulité des peuples, entre la dure et orgueilleuse résurrection du paganisme et la coulée de déraison généreuse, l'aberrante humanité ne saurait-elle donc jamais découvrir la voie médiane de la justice et de la paix ? Hélas ! Jamais les peuples n'ont été ballottés par de plus dangereux remous d'idéologies passionnées, d'intérêts impatients et d'âpres convoitises dont le choc devrait logiquement provoquer une formidable explosion. Les Puissances de proie agissent et parlent, en protestant qu'elles organisent la paix, comme si elles voulaient rendre la guerre inévitable ; les Puissances d'ordre ont si gauchement manœuvré qu'elles ont semblé leur en offrir l'occasion, l'Angleterre en négligeant trop longtemps d'être forte, la France en donnant le spectacle, d'ailleurs fallacieux, de ses dissensions intérieures et d'une énergie affaiblie, l'Amérique en préférant aux grands devoirs qui s'offraient à elle cet état d'isolement aboulique que le grand Théodore Roosevelt appelait « l'aise ignoble ». Le danger n'a jamais été plus menaçant. Les États totalitaires ne cessent d'agiter l'opinion et de battre la caisse pour entretenir un fanatisme qui est la condition de leur pérennité ; les démocraties ne puisent pas, même dans la conscience du péril, l'énergie nécessaire pour organiser l'autorité et aboutir à l'union. Des signes angoissants font craindre que la volonté, peut-être la nécessité psychologique, de brusquer les événements, ne grandisse à Rome dans l'âme agitée de M. Mussolini. La masse explosible est en Allemagne, mais l'Italie secoue dangereusement le brandon qui

peut y mettre le feu. Et le péril s'accroît d'heure en heure de l'échec des tentatives pour le conjurer.

On sait maintenant que rien de pratique n'est sorti du voyage d'information de lord Halifax ; il n'est l'amorce d'aucune négociation. Il a montré une Allemagne résolue à manger feuille à feuille l'artichaut de Versailles et à n'en rien laisser. Ses revendications coloniales, si elles obtenaient une satisfaction partielle ou même totale, ne comporteraient pas, à titre de contre-partie, cet accord européen définitif qui remplacerait le traité de Locarno et dont les Anglais ne se lassent pas de poursuivre le décevant mirage. Elles sont elles-mêmes l'indice des intentions inquiétantes du gouvernement national-socialiste. Ne portent-elles pas, en effet, avec une insistance spéciale, sur le Cameroun et le Togo, non seulement parce qu'ils sont en majeure partie sous mandat français et que l'on espère que l'Angleterre en ferait plus aisément bon marché que des siens ou de ceux des Dominions, mais surtout parce que le Cameroun est dans le prolongement de l'axe nord-sud Berlin-Rome-Tripoli-Mourzouk. Le sud de la Libye italienne n'est séparé que par quelque 900 kilomètres à travers le Soudan français de la pointe nord du Cameroun. Établis sur le golfe de Guinée, les Allemands couperaient en deux l'Empire français comme aussi l'Empire britannique africain ; ils y établiraient une base navale et une base d'aviation qui seraient très dangereuses dans la prochaine guerre. Les Allemands ne tenteront pas d'enfoncer la ligne Maginot, ni les Italiens d'escalader les Alpes ; ils chercheront les flancs vulnérables, c'est-à-dire la Méditerranée, l'Afrique, le Proche-Orient, les routes des Indes. Concéder des colonies au Reich, ce ne serait pas un expédient pour empêcher ou retarder la guerre : ce serait le moyen d'en hâter l'explosion et d'en compromettre l'issue. Pourquoi donc, si l'Allemagne tenait tant à ses colonies pour leur valeur propre, a-t-elle déclaré au Japon qu'elle abandonne toutes revendications sur les archipels du Pacifique qu'elle possédait jadis et que le Japon s'est fait attribuer après la guerre ? Manœuvres que tout cela, qui n'ont pas trompé le gouvernement britannique ni le nôtre.

C'est l'écho de ces inquiétudes, c'est surtout la certitude de la forte cohésion franco-britannique que M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, est allé porter chez les peuples amis de l'Est et du Sud-Est, à Varsovie, à Bucarest, à Belgrade, à Prague. Voyage non pas d'information ou de sondage, mais bien, comme l'a dit M. Delbos, d'amitié, qui ne change rien à la situation politique

générale mais qui la met au point, qui n'aboutit à aucun pacte ou traité mais qui confirme ceux qui existent, et qui a été, pour les populations des pays visités, l'occasion de manifestations dont la spontanéité et l'élan de cœur ont pu devenir, pour quelques-uns des hommes d'État gouvernants, le sujet d'utiles réflexions. Il arrive en effet que les peuples aient la mémoire plus longue que les hommes politiques et l'intuition plus juste de leurs intérêts permanents.

Nous avons parlé, dans la précédente chronique, du séjour de M. Delbos en Pologne. A Bucarest, il tombait en pleine bataille électorale, parmi des passions violemment excitées. Un parti nouveau s'est organisé dans l'admiration et à l'imitation du fascisme italien et de l'hitlérisme allemand, « les gardes de fer », qui préconise franchement l'adhésion aux principes et à l'alliance des États totalitaires et qui, pour commencer, pratique volontiers la violence (assassinat de Jean Duca, etc.) ; il attire les paysans de Moldavie par l'antisémitisme. Le roi Carol et le parti libéral, dont l'actuel président du Conseil, M. Tataresco, est l'un des chefs, restent attachés aux alliances de la Roumanie : France, Petite Entente, Pologne, et les pratiquent avec loyauté. Le roi, lors de son séjour à Paris, l'été dernier, en a donné au gouvernement les assurances les plus nettes, et l'accueil réservé à M. Delbos en est une nouvelle preuve. Le parti national-paysan, dont le chef est M. Maniu et auquel s'est rallié pour la bataille électorale M. Titulesco, préconise d'autres méthodes de gouvernement, une action moins directe du roi dans la politique, une diplomatie moins éclectique et plus réservée à l'égard des États totalitaires. M. Delbos s'est efforcé de maintenir l'amitié française au-dessus des divisions de partis (1).

A Belgrade, l'enthousiasme de la population a été particulièrement ardent et même quelque peu compromettant. Certains manifestants, en acclamant la France républicaine et M. Yvon Delbos, semblaient chercher l'occasion d'exprimer leur opposition à un régime à leurs yeux trop autoritaire. Il y eut des bagarres où la police réprima

(1) Les élections ont eu lieu le 20 décembre. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Disons seulement qu'elles constituent un échec pour le gouvernement libéral de M. Tataresco qui, malgré une étrange coalition avec l'extrême droite de M. Vaïda Voïvode et deux autres petits groupes, n'obtient pas les 40 pour 100 des voix nécessaires pour obtenir automatiquement 40 pour 100 des sièges à titre de prime. Le parti national-paysan de M. Maniu obtient 22 pour 100 des suffrages. Le fait le plus saillant est sans doute le succès marqué de la « garde de fer », c'est-à-dire le parti fasciste et germanophile. Pour la première fois va siéger en nombre (66 mandats) un groupe qui répudie ouvertement, non seulement l'alliance, mais l'amitié de la France.

sans douceur des manifestations nettement hostiles au gouvernement et à sa politique de rapprochement avec l'Italie et l'Allemagne. Les entretiens de M. Delbos avec le prince régent Paul et M. Stoyadinovitch ne pouvaient être plus satisfaisants ni empreints de plus de loyauté. L'apaisement entre l'Italie et la Yougoslavie était le programme de M. Barthou et le vœu du très regretté roi Alexandre; comment en pourrions-nous prendre ombrage ? M. Stoyadinovitch, faisant, le 21 décembre, devant la commission des finances de la Chambre un exposé de sa politique extérieure, a dit très justement: « En nous en tenant aux lignes fondamentales de notre politique extérieure, nous avons réussi à conserver nos anciennes amitiés et à ces amitiés nous en avons ajouté de nouvelles qui nous sont précieuses pour la défense de nos intérêts économiques et pour la sauvegarde de la paix à nos frontières. » M. Stoyadinovitch ira vers le 15 janvier à Berlin. Nul doute qu'il n'y fasse entendre des paroles de paix et des conseils de sagesse.

L'Allemagne, par sa masse même et par les doctrines de ses chefs, constitue un danger pour tous ses voisins. Dès que, ici ou là, on paraît s'en inquiéter, dès que des manifestations de solidarité se produisent entre ceux qui se sentent menacés, toute la presse du Reich crie à l'encerclement ! Il suffit qu'elle sache que les États de la Petite Entente, que la Pologne, sont opposés à toute modification des frontières et de l'équilibre des forces en Europe centrale. La France ne demande à ses amis de l'Europe orientale rien qui ne soit pour eux d'un intérêt vital. Mais nous ne croyons pas que ce soit par une attitude d'expectative, d'avances alternées, de ménagements calculés, que l'on réussira à freiner les appétits germaniques.

A Prague, sans restrictions, sans réserve, l'accueil le plus amical attendait M. Delbos. Ici, dans ce poste avancé du slavisme vers l'Occident, on sait mieux que partout ailleurs que, dans l'effort permanent du germanisme pour étouffer les peuples slaves, la guerre et les traités de 1919 ont marqué, après de longs siècles d'oppression, on pourrait presque dire de suppression, l'heure de la résurrection. Mais la période critique est celle que l'Europe traverse actuellement. Enthousiasme parmi le peuple, parfaite entente avec les hommes d'État : tel est le bilan très simple et pleinement satisfaisant du séjour de M. Delbos dans la magnifique capitale de la Bohême historique. Le danger est ici, mais aussi la résolution calme et la souplesse d'une politique qui se garde d'offrir un prétexte à la fureur du taureau, mais qui ne se laisse ni intimider ni manœuvrer. M. Delbos

a tenu à recevoir les représentants qualifiés des Sudètes, il a recueilli l'expression de leurs doléances et l'assurance de leur loyalisme envers l'État tchécoslovaque. De toutes les minorités d'Europe, celles de Tchécoslovaquie jouissent du traitement le plus équitable, dans la mesure où elles ne cherchent pas à détruire l'unité de l'État.

Un fait domine tout. Les quatre États dont notre ministre des Affaires étrangères a visité les capitales et les gouvernants savent que, si la France venait à sombrer dans une guerre ou dans une révolution, aucun d'eux ne réussirait à garder ses frontières actuelles, ni même sa complète indépendance ; l'hégémonie allemande en Europe centrale serait la fin de leur liberté et de leur personnalité politique. M. Delbos, dans son discours au dîner du 16, à Prague, a dit : « La France, fermement et fidèlement attachée aux traités qu'elle a signés avec la Tchécoslovaquie, y voit l'expression publique des liens solides et des obligations réciproques qui unissent les deux nations également résolues à tous les sacrifices pour leur défense et à tous les efforts pour la paix. » Un tel programme a le mérite d'être net. Mais, surtout depuis le 7 mars 1936, la politique de la France a parfois étonné ses amis ; ils s'alarment des faiblesses du front populaire à l'égard du communisme, de notre situation financière, des crises intérieures qui nous menacent et ils se demandent parfois avec angoisse s'ils n'en seront pas réduits, quelque jour, à chercher vaille que vaille un arrangement avec l'Allemagne. M. Philippe Barrès, qui a suivi M. Delbos dans sa tournée, conclut un excellent article dans *le Matin* : « L'avenir dépend de nous. Montrons-nous capables d'ordre, d'union, de discipline, de travail productif, nos amis nous suivront tous et les ententes avec l'Allemagne et ses alliés seront facilitées. »

L'ITALIE SORT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le caractère distinctif des actes d'ordre international des gouvernements totalitaires et dictatoriaux, c'est que, préparés dans l'ombre et le mystère, ils sont proclamés à grand orchestre dans quelque théâtrale manifestation populaire. Le Duce de l'Italie a donc convoqué le 11 décembre une sorte de rassemblement populaire et, du haut du balcon du palais de Venise, à minuit, il a annoncé la décision prise par le grand Conseil fasciste de faire sortir l'Italie de la Société des nations. On comprend que l'Italie ait gardé rancune au Conseil de Genève qui organisa contre elle les sanctions durant

la guerre d'Éthiopie, et l'on s'étonne que, de son point de vue, elle n'ait pas tiré plus tôt les conclusions de son attitude. Elle s'attendait, dit M. Mussolini, à « un geste de réparation qui n'est point venu ». Il est vain de ranimer des polémiques qui s'éteignent. On se contentera de remarquer que, de trois grandes Puissances qui sont sorties de la Société des nations, deux, l'Italie et le Japon, ont mené des guerres d'agression qui ont profondément troublé le monde. La troisième est l'Allemagne. M. Mussolini a rejoint ses deux partenaires. Peut-être était-il superflu pour lui, puisqu'il sortait du « temple croulant », d'ajouter que l'on n'y travaille pas pour la paix, mais que l'on y prépare la guerre. Qui veut trop prouver ne prouve rien. Ce n'est tout de même pas Genève qui, sans parler de l'Éthiopie, mène la guerre en Espagne et en Chine. Était-il nécessaire encore d'ajouter : « Des voix qui s'élèvent et qui s'élèveront des troupeaux des grandes démocraties nous laissent parfaitement indifférents » ? Si le Premier ministre de Grande-Bretagne ou de France parlait publiquement en des termes aussi peu mesurés du système de gouvernement des pays fascistes, quelles protestations justifiées n'entendrait-on pas ? Ne saurait-on laisser chaque pays se gouverner selon ses goûts et son tempérament ? Nous ne pensons pas que cette méthode soit celle qui conduise à la reconnaissance du fait accompli en Éthiopie et du fait impérial italien. Et pourtant il serait temps de mettre fin à une situation ridicule et nuisible.

La résolution de M. Mussolini achève de le ranger parmi les adversaires de traités dont l'Italie est la bénéficiaire. Ce qui est important, c'est la volonté de synchronisation de l'Italie avec l'Allemagne. Naturellement, la presse du Reich exulte ; elle célèbre en termes lyriques le geste du Duce qu'elle attendait depuis longtemps. Dès le lendemain, le gouvernement faisait radiodiffuser un long réquisitoire contre la Société des nations à laquelle il reproche surtout de croire que les traités sont faits pour être respectés et d'avoir voulu y veiller. Cette diatribe se termine par une déclaration sensationnelle : « L'Allemagne ne rentrera jamais à la Société des nations. » Il n'y a guère plus d'un an, après avoir déchiré le traité de Locarno, librement consenti et signé par le gouvernement allemand, le chancelier Hitler se déclarait prêt à entrer en négociations pour un nouveau règlement définitif après lequel l'Allemagne pourrait rentrer à la Société des nations. Il s'agissait à ce moment d'apaiser l'Angleterre. A quoi bon négocier et conclure quoi que ce soit avec un gouvernement qui n'a aucun respect ni pour sa parole ni pour sa signature ?

La Société des nations est née faible par le désaveu des Américains ; elle a commis bien des erreurs et rendu aussi quelques services, mais certaines attaques plaideront en sa faveur devant la postérité. Qu'importe le droit, disaient les journaux allemands en août 1914 à propos de la Belgique, puisque c'est nous qui écrirons l'histoire ? L'événement a prouvé qu'il y a quelquefois des mécomptes.

LA GUERRE DE CHINE

Un événement historique s'est accompli : l'armée japonaise est entrée à Nankin. Le règne de la Capitale du Sud, dans l'histoire de la Chine, n'a jamais été de longue durée ; la conquête vient toujours du Nord ; mais toujours aussi la masse chinoise finit par dévorer et digérer ses conquérants étrangers. En même temps qu'une capitale, c'est un symbole vénéré, le tombeau de Sun-Yat-Sen, le célèbre réformateur social et national, le père du Kouomintang, que les armées chinoises ont perdu. Le gouvernement, qui était à Nankin, s'est transporté à Hankeou, sur le moyen Yang-tsé, et à Tchoung-King sur le haut Fleuve, tandis que, sous l'égide des Japonais, un gouvernement s'organisait à Pékin et se donnait aussitôt pour celui de toute la Chine contre le communisme. Cependant Tchang-Kaï-Chek annonce que la guerre continue et que la Chine ne traitera pas. Elle serait, semble-t-il, encouragée à la résistance par le gouvernement soviétique qui cependant n'a plus d'autre moyen pratique de lui fournir des armes que le dos des ânes et des mulets par la Mongolie et le Kan-sou. Les généraux du nord, Feng-Yu-Siang, « le général chrétien », Chang-Hsue-Liang, font la liaison avec la Sibérie : vains auxiliaires qui ne peuvent que compromettre la cause de la Chine sans lui apporter une aide efficace. La Chine ne peut résister que par sa masse et sans doute l'heure des négociations n'est-elle plus très éloignée.

Mais avec qui négocier ? Un parfait accord ne semble pas régner entre les autorités de la Puissance victorieuse. Les armées ne sont guère dociles aux volontés du gouvernement et, dans les armées même, la mésintelligence serait, dit-on, très vive entre le clan des marins et l'armée de terre, tandis que l'armée du nord ne serait pas d'accord sur la suite des opérations avec l'armée de Nankin. Les jeunes officiers, de tendance dictatoriale et totalitaire, ceux qui ont mené la révolte de février 1936, n'ont pas le même esprit que les anciens, plus traditionalistes, plus disciplinés. Le gouvernement et

la vieille armée sont, — dit-on, car il s'agit de nuances dans la ferveur d'un commun patriotisme, — enclins à s'en tenir au plan Tanaka, c'est-à-dire à une sorte de protectorat japonais sur les cinq provinces du Nord. La jeune armée, exaltée par son succès, voudrait achever en une fois l'œuvre commencée, réduire toute la Chine à l'obéissance, la réorganiser, l'unifier, lui insuffler l'énergie nécessaire pour évincer pour toujours du monde jaune tous les étrangers, tous les « blancs ».

Un remaniement vient de faire entrer, dans le ministère, l'amiral Suetsugu avec le portefeuille de l'Intérieur et le général Araki, connus l'un et l'autre pour l'énergie avec laquelle ils ont fait rentrer l'armée dans le devoir lors de la sédition de 1936. Tous les deux sont des hommes raisonnables qui pensent, comme le ministre des Affaires étrangères, qu'il faut savoir limiter ses ambitions et qu'il pourrait être dangereux de pousser à bout les Puissances anglo-saxonnes. Le 15 décembre, l'amiral ministre de l'Intérieur ordonna la dissolution du parti prolétarien et des syndicats extrémistes; 371 membres des associations prolétariennes furent arrêtés ; ils sont accusés d'avoir, sous l'influence du Komintern, mené campagne contre la guerre de Chine et la prédominance de l'armée dans le gouvernement. Il se pourrait que cette opération de police fût le prélude et la contre-partie d'une action gouvernementale destinée à calmer l'ardeur imprudente des jeunes officiers qui sont, eux aussi, des révolutionnaires, anticapitalistes, socialistes, fascistes. Le gouvernement de Tokio s'est engagé à respecter les droits et les intérêts des étrangers en Chine et son désir est d'éviter tout ce qui pourrait paraître une provocation. On se demande au contraire si la jeune armée ne prend pas à tâche de soulever des incidents par une sorte de nationalisme exaspéré ou de xénophobie totalitaire. De graves événements se sont produits le 12 décembre sur le Yang-tsé, dans la zone des opérations militaires. L'attaque contre l'automobile de l'ambassadeur d'Angleterre, le 26 août, a eu, le 12 décembre, un pendant beaucoup plus grave. Une canonnière, le *Panay*, qui servait d' « ambassade flottante » au représentant des États-Unis et qui stationnait sous le pavillon étoilé, à une douzaine de lieues en amont de Nankin, fut bombardée, mitraillée et coulée par des avions japonais. Il y eut plusieurs morts et blessés tant Américains qu'Anglais, et même un Italien. Chaque jour presque amène des incidents nouveaux qui concernent soit les Anglais, soit les Américains et qui dénotent, chez les officiers qui en sont responsables, un état d'excitation dangereux.

L'émotion soulevée par le drame du *Panay* a été aussi vive au Japon qu'en Amérique et en Angleterre. Le président Roosevelt a aussitôt fait télégraphier à Tokio une note rédigée dans les termes les plus fermes. Sur l'ordre de son gouvernement, l'ambassadeur nippon à Washington a présenté au gouvernement des États-Unis des regrets, avec des promesses de généreuses réparations ; il a même obtenu de se servir de la radio pour exprimer au peuple américain les regrets du Japon. Mais à mesure que sont mieux connus dans le public les détails tragiques de l'agonie du *Panay*, l'indignation va grandissant. Le correspondant du *Times* à Nankin se trouvait à bord de la canonnière et son récit détaillé, circonstancié, jette le trouble et la colère en Angleterre comme en Amérique ; un cinéaste a pu réaliser un film sensationnel qui va passer sur les écrans des deux mondes ; les foules vont assister à l'attentat, juger de leurs yeux de l'acharnement délibéré des Nippons : une vague de fond de l'opinion publique peut sortir de là. La presse, en prenant acte des regrets officiels, se demande si le gouvernement de Tokio a l'autorité nécessaire pour imposer aux officiers le respect des pavillons étrangers, ou si c'est l'armée qui commande. Peut-être commence-t-on à comprendre que l'avortement de la conférence de Bruxelles par l'inertie des Américains et la mauvaise volonté des Italiens est un échec pour l'Europe et toute la race blanche, et crée un danger pour l'avenir.

Aux États-Unis, le gouverneur Landon, chef du parti républicain et concurrent malheureux de M. Roosevelt, vient de lui adresser un long télégramme dans lequel il l'assure, en cas de difficultés graves où l'honneur du drapeau serait engagé, de l'appui sans réserves de l'opposition. Signe des temps, indice d'un profond mouvement de l'opinion. Jadis, lors de la guerre russo-japonaise, on vit le président Théodore Roosevelt agir officieusement comme médiateur entre le Japon victorieux et la Russie vaincue, avec l'appui énergique des diplomaties anglaise et française, et faire accepter aux deux parties le juste traité de Portsmouth. Qui sait si une pareille intervention amicalement présentée ne serait pas, à l'heure actuelle, accueillie avec satisfaction par le gouvernement de Tokio comme par celui de la Chine ? Il est temps que se manifestent les peuples qui ont gardé le sens du droit et le respect des engagements. La question dépasse singulièrement le cas du *Panay* et tous les incidents analogues qui pourront surgir. M. Neville Chamberlain a dit aux Communes, le 21, avec quelle attention vigilante le gouvernement britannique suit les événements de Chine. Mais

c'est d'Amérique que l'initiative d'une intervention pacificatrice doit venir. C'est l'honneur de la civilisation occidentale, c'est l'avenir de la race blanche qui sont en jeu. Peut-être suffirait-il d'un acte d'énergie pour rendre, même ailleurs qu'en Chine, ses droits à la raison et sa valeur à la morale.

LE PLÉBISCITE RUSSE

La constitution russe du 5 décembre 1936 établit le suffrage universel, direct et secret ; mais le dictateur Staline avait, dès cette époque, spécifié qu'il ne pouvait être question d'enlever au parti communiste, c'est-à-dire en fait à Staline lui-même, son rôle de direction et son autorité sans limites. L'opération électorale a donc eu lieu pour la première fois le 12 décembre. Il s'agissait de désigner des représentants aux deux assemblées, le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités, qui remplacent l'ancien Congrès des Soviets. Élire veut dire choisir ; or, en Russie, les électeurs n'ont pas le choix ; le gouvernement ne leur présente qu'une seule liste par circonscription que les libres citoyens doivent plébisciter. On avait fait savoir que toute abstention serait très mal vue ; aussi a-t-on vu une proportion de votants voisine de 100 pour 100. La campagne électorale fut l'occasion d'une apologie sans mesure pour « le chef génial des peuples ». Les 1 143 députés ainsi désignés par les autorités et plébiscités avec un empressement qu'explique assez le danger mortel de la tiédeur, sont presque tous des généraux, officiers, fonctionnaires, bureaucrates, stakanovistes ; très peu d'ouvriers et encore moins de paysans. Les élus se répartissent en 855 communistes et 288 « sans parti » désignés eux aussi par le gouvernement. En même temps Staline poursuit l'extermination du vieux parti bolchéviste accusé de « trotzkisme », de trahison et d'espionnage. Des hommes de premier plan, tels que Enoukidze et Léon Karakhan, viennent d'être fusillés. Ainsi s'instaure, au lieu et place de la dictature du prolétariat, — qui n'a jamais été que la dictature de quelques hommes, — l'autocratie la plus absolue et la plus sanguinaire. Peut-on espérer qu'après ces « élections » nos journaux communistes ne nous parleront plus de la démocratie soviétique ?

RENÉ PINON.

Le Gérant provisoire : ANDRÉ GAVOTY.

catrice
'avenir
in acte
ts à la

uffrage
es cette
u parti
rôle de
a donc
ésigner
n et le
Soviets.
pas le
par cir-
ait fait
-on vu
npagne
le chef
s auto-
danger
s, fonc-
encore
et 288
même
chéviste
hommes
iennent
ture du
uelques
Peut-on
ne nous

C

la
d'a
qu
pe
n'a
Pa
on

pr
n'é
pr

lu

si

BETHSABÉE

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Or, ce jeudi de la mi-août, — il y avait deux mois, très exactement, que lady Hester et sa fille étaient arrivées à Djelabad, — le colonel, devant son miroir, se faisant la barbe, constata qu'il vieillissait de plus en plus. C'était d'ailleurs, depuis quelque temps, avec une singulière fréquence que cette désagréable remarque s'imposait à lui. Il sifflota un petit air, afin d'essayer de se donner le change. Cette tentative n'amena guère de résultat. L'air était frais, presque froid, même. Par la baie de la salle de bains grande ouverte sur la campagne, on apercevait l'immense ceinture neigeuse de l'Himalaya.

A sept heures, le colonel était à cheval. Il avait, voilà près d'un mois, avancé sa promenade matinale. Lady Wright n'étant pas prête tout de même si tôt, c'était donc seul qu'il prenait, à présent, sous la véranda, son petit déjeuner.

— Oh ! oh ! mais voilà du nouveau !

La roche, au flanc du sentier, était hérissée de fines et luisantes aiguilles de glace. Il avait gelé pendant la nuit.

— Allons, l'hiver ne sera pas en retard, cette année !

Cette constatation n'eut pas l'air de contrister autrement sir Herbert. Il se remit à siffloter.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1er janvier.

Ce fut le lieutenant Millikan, de l'escadron Somerville, escadron de jour, qui le reçut à l'entrée du quartier.

— Où est votre capitaine ? demanda sir Herbert.

— Il est allé au-devant des blessés, mon colonel.

— Comment, ils ne sont pas encore arrivés ? Hier, à midi, quand le chef du convoi à téléphoné, ils étaient à Hasim. Ils devraient être là.

— La neige est tombée en abondance dans la vallée du Tchoup, mon colonel. La route a été coupée en deux endroits. Le capitaine est parti dès qu'il en a été informé, pour voir si elle a été rétablie.

— Il aurait pu me prévenir !

— Il a prévenu le commandant. Il se sera dit...

— C'est bon ! C'est bon ! Au fur et à mesure que les chefs d'escadrons arriveront, vous les avertirez que je les attends dans mon cabinet.

— Le major Farquhar est déjà là, mon colonel.

Sir Herbert eut de la peine à réprimer un petit geste d'agacement. C'était là une chose, cependant, à laquelle il eût dû s'attendre : lorsque l'un de ses escadrons assurait le service de jour, comme c'était le cas, Farquhar ne quittait pour ainsi dire pas la caserne. Le colonel Wright le trouva en train de faire les cent pas devant le corps de logis où étaient installés les bureaux.

Sir Herbert mit pied à terre. Les deux hommes se serrèrent la main.

Farquhar avait le col de son raglan relevé. Sa moustache blanche barrait une face plus cramoisie encore que de coutume.

— Au lieu de rester dehors, à geler, est-ce que vous n'auriez pas pu vous installer dans mon cabinet ? fit le colonel avec une bonhomie bourrue.

— Sauf à la guerre, répliqua Farquhar, je n'entre jamais chez les gens avant d'y avoir été autorisé par eux.

Sir Herbert haussa les épaules, et le poussant vers la porte d'entrée :

— Toujours le même ! En voilà assez ! Faites-moi le plaisir de passer devant, vieil entêté !

A cette réunion quotidienne, la première de la matinée, n'assistaient généralement que les chefs d'escadrons, plus le

capitaine Elliott, qui y remplissait le rôle de secrétaire-rapporteur, emploi qui eût dû être tenu par le capitaine adjudant-major, ou à la rigueur par un lieutenant. Sur la prière du colonel, Elliott avait bien voulu s'en charger. Sa connaissance de la frontière du Nord faisait qu'on était dans l'obligation de recourir à lui à chaque instant. Voilà ce que c'est que d'avoir appartenu au corps des Guides ! On vous met à toutes les sauces, n'est-ce pas ?

Presque tout de suite après sir Herbert, il pénétra dans le cabinet en compagnie du major Berkeley, son chef d'escadron. Dès lors, il ne manqua plus que le major Fitz-Gerald, celui d'eux tous pourtant qui avait le plus intérêt à être exact, étant donné les sentiments que le colonel nourrissait pour lui, sentiments que certains menus faits n'avaient guère contribué à améliorer tous ces temps-ci. Sir Herbert consulta sa montre. Malheureusement, ce n'était point encore l'heure. Il s'en fallait d'une minute et demie à peu près.

— Vous avez quelque chose à me dire ? demanda-t-il à Elliott, qui venait discrètement de se rapprocher de lui.

— Le lieutenant Baxter, mon colonel, m'a prié de vous demander la faveur de quelques minutes d'entretien.

Le visage de sir Herbert parut s'éclairer.

— Baxter ! A propos, est-ce que vous lui avez transmis ma commission ?

— Oui, mon colonel. Et c'est même à ce sujet qu'il se permet de solliciter l'audience dont il s'agit. Ils ont été si émus tous les deux. Il tient personnellement à vous remercier. Encore une fois, ni l'un ni l'autre, ils n'étaient au courant de rien.

Sir Herbert eut un sourire paternel.

— La chose n'en vaut vraiment pas la peine. Qu'il vienne, puisqu'il le désire, néanmoins. Je le recevrai demain matin, après le rapport. Arrangez-vous pour l'en informer. Mais voici enfin le major Fitz-Gerald. Bravo, commandant ! Vous êtes bien heureux d'arriver à l'heure sans commencer par avoir été en avance. C'est un résultat que, pour ma part, je n'ai jamais été fichu d'obtenir.

Sur un signe de lui, ils s'assirent. En dépit de l'importance de la discussion, le colonel fut un moment avant de lui accorder toute l'attention qu'elle exigeait. Il songeait à l'entretien

qu'il avait eu la veille, ici même, avec Elliott. Du diable s'il s'était douté, en le voyant entrer, de l'objet de sa requête! De même, pas une minute, il n'avait cru manquer en quoi que ce fût à son devoir en y faisant droit. Qu'on en juge!

Le capitaine avait commencé par lui jurer ses grands dieux que les intéressés ne se doutaient de rien, qu'ils ne soupçonnaient même pas sa démarche. C'était de Baxter et de Mrs Taylor, bien entendu, qu'il était question. Elliott vivait depuis un mois avec le spectacle de la peine où les plongeait la perspective de leur future séparation. C'était fin juillet qu'avait paru la décision fixant au 22 septembre la date à laquelle les escadrons du major Berkeley devaient s'en aller relever, à Quotchqor et à Ouloug-Aghyl, ceux du major Hopkins. Baxter, on se le rappelle, appartenait au groupe Berkeley. Personne, pas plus Arabella que lui-même, ne pouvait songer qu'il pût être dispensé de ce départ, bien entendu. Non, il s'agissait de quelque chose de beaucoup plus simple. Lorsque, le 22 septembre, les 5e et 6e escadrons se mettraient en route pour le Nord, il y aurait, à cette date-là, déjà deux semaines que la population européenne de la garnison, — fonctionnaires civils et femmes d'officiers, — serait partie de Djelabad pour regagner les villes ensoleillées de la vallée de l'Indus. C'était de cette mesure que le capitaine était venu demander s'il n'était pas possible d'excepter Arabella. Seul le colonel Wright, en sa qualité de gouverneur militaire, était qualifié pour accorder le bénéfice d'une dérogation de cet ordre. Que la jeune femme fût autorisée à prolonger son séjour du 8 au 22 septembre, on ne voyait pas, raisonnablement, quels intérêts pourraient s'en trouver compromis. Parmi les officiers des 5e et 6e escadrons, la chance voulait que pas un ne fût marié. Aucune réclamation, en conséquence, n'était à craindre de ce côté.

« D'ailleurs, mon colonel, avait ajouté Elliott avec beaucoup d'à propos, il est équitable de se souvenir que Mrs Taylor n'est pas la femme de Baxter. Cette situation me paraît lui avoir valu assez de désagréments pour qu'en retour... » Brusquement, il s'était arrêté. Il avait rougi. Son chef était en train de le regarder d'un air singulier, presque suppliant. Ç'avait été une minute d'un silence plutôt pénible. Puis, sir Herbert avait pris la main du capitaine : « Vous voudrez

bien, avait-il dit, faire savoir à Mrs Taylor que l'autorisation que vous avez sollicitée en son nom est accordée. » On imagine la joie avec laquelle elle et Baxter, admis ainsi à vivre ensemble quinze jours de plus, en avaient accueilli la nouvelle. C'était de cette faveur que ce dernier avait demandé et obtenu l'autorisation de venir remercier le colonel.

— L'un de vous, messieurs, désire-t-il quelque autre renseignement ? demanda sir Herbert.

Il avait ouvert la séance un quart d'heure auparavant, en donnant la parole au capitaine Elliott. Avec toute la clarté souhaitable, celui-ci avait exposé, d'après le rapport du major Hopkins parvenu au cours de la nuit, les conditions dans lesquelles avait eu lieu, le lundi précédent, l'engagement qui avait mis aux prises, à cinq lieues au nord-est d'Ouloug-Aghyl, une reconnaissance du 4e escadron conduite par le lieutenant Sewel et un parti de montagnards sur l'origine et le nombre desquels on n'avait pas encore avisé le grand État-Major. Avant de téléphoner à Simla, il préférait attendre des nouvelles plus précises, tout au moins l'arrivée des blessés.

Le major Farquhar avait levé la main.

— Selon vous, capitaine, demanda-t-il à Elliott, qui peuvent être ces gens-là ?

— Des Kandjoutes, il y a neuf chances sur dix, des Kandjoutes du Petit Pamir, dit le major Fitz-Gerald. Ils se seront introduits par la passe de Baroghil.

Comme s'il n'avait pas entendu, le major Farquhar, toujours tourné vers Elliott, répéta sa question avec placidité.

— Je crois que le commandant a raison, mon commandant. Mais, à ces Kandjoutes-là, il se mêlerait quelques éléments Kirghizes de la région de Tach-Kourgan que je n'en serais pas autrement surpris. Parmi les armes abandonnées entre nos mains, il y a en effet, paraît-il, quelques carabines appartenant au modèle employé par la cavalerie soviétique régulière.

— Ah ! fit Farquhar en souriant, voilà qui ne me surprend pas trop, moi non plus.

— Ces carabines ont pu être volées, objecta Fitz-Gerald.

— Oh ! évidemment. Tout est possible. Capitaine, cinq morts, de notre côté, avons-nous dit ?

— C'est cela, mon commandant. Et onze blessés. Huit cavaliers indigènes ; trois de chez nous, dont un brigadier.

— Sur mon ordre, poursuivit Farquhar, le capitaine Somerville s'est porté à l'aube à leur rencontre. Son premier soin aura été de questionner ceux qui sont en état de parler. Dès qu'il sera de retour, mon colonel, vous serez certainement à même de téléphoner à Simla.

— Certainement, dit le colonel avec un hochement de tête soucieux, et certainement aussi je connais d'avance la réponse que je ne vais pas manquer de m'entendre faire : « Si vous ne vous étiez pas entêté dans votre refus d'établir un poste à Issyk-Boulak, tout cela ne se serait pas produit. »

— Le fait est..., commença Fitz-Gerald.

Le colonel le foudroya du regard.

— Si vous désirez la parole, fit-il, ayez la bonté de me la demander régulièrement. Major Berkeley, excusez-moi, je vous prie. Vous disiez...

Il était réservé au major Berkeley, le plus calme, le plus pacifique des hommes, pourtant, de mettre le feu aux poudres.

— Plaise au Conseil que je lui adresse une petite requête, dit-il sur un ton particulièrement mesuré.

— Nous vous écoutons, sir Henry.

— Vous êtes au courant, mon colonel, ainsi que mes honorables camarades, de la fête qui doit avoir lieu le 6 septembre prochain dans la salle d'honneur du régiment, pour clore convenablement la saison mondaine de Djelabad ?

— Nous sommes au courant, dit le colonel avec humeur.

Le projet en question était dû, comme par hasard, à la collaboration de lady Wright et du ménage Fitz-Gerald. Comme par hasard aussi, le colonel ne s'y était guère montré favorable. Il avait dit oui pour avoir la paix.

Le major Berkeley poursuivit :

— La fête dont je parle doit comprendre, notamment, une représentation théâtrale dont on dit par avance merveille. Nous sommes tous persuadés du succès. J'ai bien l'intention, pour ma part, de ne pas ménager les applaudissements. J'émettrai le vœu, toutefois, en ce qui me concerne, ou plutôt en ce qui concerne les escadrons que j'ai l'honneur de commander...

Le colonel eut un mouvement d'impatience :

— Plus vite, sir Henry, je vous en prie !

— Mon colonel, volontiers. Je viens de parler de mes hommes. Or, le 6 septembre prochain, ils seront, ne l'oublions pas, à deux semaines à peine de leur départ pour la frontière du nord. N'est-il pas préférable, dans ces conditions, de les laisser se consacrer à des devoirs d'ordre exclusivement militaire ? Mon excellent camarade, le major Fitz-Gerald, grand animateur de ce genre de réjouissances, a eu la bonté de réquisitionner deux de mes lieutenants comme acteurs, et comme figurants une vingtaine de mes cavaliers. Pour la raison exposée plus haut, ne vaudrait-il pas mieux qu'il se remît sur d'autres unités du soin de collaborer avec lui ?

— C'est l'évidence même, fit le colonel.

Il s'était tourné vers Fitz-Gerald, devenu comme par enchantement plus rouge qu'une tomate du Dekkan.

— Je voudrais bien savoir qui est-ce qui a eu cette idée ridicule : embaucher pour des pitreries, au risque de compromettre leur entraînement, des hommes qui, quinze jours plus tard, vont se trouver sur la ligne de feu ?

— Mon colonel, j'ai tenu compte...

— Il n'y a pas de compte qui tienne. Tout cela est proprement insensé. Vous avez une autre observation à formuler, sir Henry ?

— Je laisse la parole à mon camarade, répondit sir Henry, à qui le succès qu'il venait de remporter suffisait.

— Je le répète, reprit Fitz-Gerald, décidé désormais à placer son mot, j'ai tenu compte des divers intérêts en jeu. Je me flatte de n'avoir fait appel qu'à des collaborations librement consenties. Rendez-moi cette justice, sir Henry. Ai-je seulement protesté auprès de vous, il y a un mois, quand un de vos officiers, désigné régulièrement comme membre de notre commission des fêtes, a jugé bon de démissionner sans daigner même me faire connaître le motif de sa décision ?

Pour son malheur, il venait d'en dire un peu trop. Sir Herbert avait sursauté.

— Qu'est-ce que c'est ? Ai-je bien entendu ? C'est du lieutenant Baxter qu'il s'agit ?

— Mon colonel, je n'ai pas l'impression d'avoir dépassé...

— Je me moque de vos impressions, mon ami. C'est à Baxter que vous faites allusion, n'est-ce pas ? Dans ce cas, je me permets de vous répondre, avec tous les honneurs que je vous dois, que le lieutenant George Baxter n'avait en aucune manière à fournir au major Fitz-Gerald des explications que celui-ci était le dernier en droit d'exiger. Lorsque l'on porte, de son fait ou du fait de ses proches, le poids de certaines responsabilités, on devrait au moins avoir la pudeur d'éviter certains sujets de conversation.

Tous se turent. Tous, y compris le major Farquhar, si peu friand pourtant de ces sortes de querelles, ils savaient de quoi sir Herbert voulait parler. Et, au 7e Chevau-Légers, tout le monde connaissait pareillement les circonstances dans lesquelles le lieutenant avait quitté la commission des fêtes. L'attitude prise, le soir du bal du casino, à l'égard de Mrs Taylor, par un certain nombre de dames de la garnison, au premier rang desquelles s'était signalée Mrs Fitz-Gerald, avait été loin d'être étrangère à cette détermination. A la suite de ces regrettables incidents, Baxter n'avait plus été vu chez le colonel Wright, soit qu'il eût décliné les invitations de lady Hester, soit que celle-ci se fût abstenue de lui en adresser. Sir Herbert en revanche ne s'était point départi à son endroit de la bienveillance qu'il lui avait témoignée jusqu'alors. Et la façon dont il venait d'apostropher le major Fitz-Gerald ne permettait plus à quiconque d'ignorer vers qui, dans cette bagarre, étaient allées, dès le premier instant, ses sympathies.

Personne ne faisant mine de demander la parole, ce fut finalement le major Fitz-Gerald qui s'y décida.

— Je suis au regret, dit-il d'une voix rogue, de voir une initiative dont je pouvais penser qu'on approuverait le but servir de prétexte à une aussi pénible discussion. Devant les difficultés que mon projet rencontre, j'estime qu'il est préférable d'y renoncer.

Sir Herbert, d'un haussement d'épaule, indiqua que c'était aussi son idée.

— Je suis également au regret, crut devoir dire le major Berkeley, d'avoir été la cause, même indirecte... Une tentative si digne d'encouragement ! N'existe-t-il donc pas un moyen de tout arranger ?

Ce fut au tour du major Farquhar de faire signe qu'il avait quelque chose à dire.

— Ce moyen existe, dit-il. Je me félicite de l'avoir trouvé.

Fitz-Gerald avait redressé la tête. Il réalisait pour Farquhar le type que celui-ci haïssait par-dessus tout, l'officier marié à une femme mêlée bien plus que son mari aux moindres affaires du régiment. Il s'en doutait, et n'attendait rien de très bon d'une intervention de sa part.

— Ce à quoi nous devons nous attacher avant toute chose, commença le plus innocemment du monde le vieux soldat, c'est à éviter de donner l'exemple de dissensions, qui, vous le savez mieux que personne, mon colonel, n'existent pas.

Quel pince-sans-rire que ce sir Horace ! Sir Herbert lui lança un coup d'œil rempli moitié d'amusement, moitié de courroux.

— Nous sommes tout à fait de cet avis. Prenez donc la peine de nous exposer votre plan.

— Il est simple. Il réside tout bonnement dans l'adoption d'une mesure que j'avais eu l'honneur, messieurs, il y a quinze jours, de vous proposer. Mais personne alors n'en a voulu. Et vous-même, mon colonel, vous avez été le premier à vous élever contre elle.

— Rappelez-nous de quoi il s'agissait.

— En substance, d'avancer la date à laquelle la société féminine de la garnison doit être évacuée vers le sud. Or, les considérations que je faisais valoir n'ont pas perdu de leur importance, bien au contraire. Je mentionne les deux principales : signes avant-coureurs très certains d'un hiver précoce ; symptômes non moins certains d'une prochaine reprise des hostilités vers le nord. La température d'aujourd'hui, ainsi qu'il y a trois jours l'engagement d'Ouloug-Aghyl, sont là pour me donner raison.

— Quel rapport peut-il y avoir entre ces deux ordres de faits et un modeste projet de représentation théâtrale ? maugréa Fitz-Gerald, qui sentait la partie perdue, et qui, néanmoins, s'obstinait.

— Qui devrait, sinon vous, le comprendre ? trancha sèchement le colonel. Qui devrait en tout cas, sinon vous, rendre hommage à la délicatesse avec laquelle votre camarade vous met à même de tirer votre épingle du jeu ? Je résume,

si vous voulez bien. A une date que nous avançons, le 1er septembre par exemple, nous décidons le départ de Djelabad de toute une catégorie d'habitants qui, les premiers froids venus et les premières cartouches tirées, n'ont exactement plus rien à faire ici. Dès lors, il ne peut plus être question d'ici là de représentation théâtrale. Votre pauvre petit amour-propre se trouve donc, du même coup, sauvegardé, et cela tout naturellement, grâce à la simple adoption d'une mesure d'intérêt vraiment général, dont je me charge, dans un instant, de faire approuver par téléphone le principe en haut lieu.

Les yeux de sir Herbert brillaient. Il venait de dépouiller subitement cette espèce d'indifférence maussade dont il ne s'était pour ainsi dire pas départi depuis le début de la discussion.

— Résolu en conséquence, dit-il, à prendre une décision qui ne me paraît comporter que des avantages, je considère cependant comme correct de vous consulter auparavant tous les trois. Major Farquhar ?

Sir Horace se contenta de sourire. Il était l'auteur de la proposition. Il lui eût fallu tout de même un peu plus de temps pour se raviser.

— Major Berkeley ?

— Pour l'adoption ! dit sir Henry.

La majorité était acquise, d'ores et déjà. Le major Fitz-Gerald à qui à son tour sir Herbert passa la parole, n'en tint pas moins à en user.

— J'ai conscience, commença-t-il, et cela sur un ton qui ne devait pas précisément lui reconquérir les bonnes grâces du colonel, oui, j'ai conscience de prendre ici la défense de toute une catégorie d'officiers qui devraient pourtant, semble-t-il, pouvoir compter sur un minimum d'égards. Je veux parler de nos camarades mariés. Il y a là, sans contestation possible, toute une série de droits acquis. A-t-on réfléchi à ce qu'une décision aussi brusquée va entraîner pour eux de difficultés, de complications ? Leurs familles croyaient disposer d'une semaine de plus, pour la question toujours si grave des déménagements. Les ménages les moins favorisés risquent de se trouver de ce fait dans un véritable embarras. Et je laisse de côté le point de vue sentimental, si respectable cependant !... Que le major Farquhar, qui est céliba-

taire, que le major Berkeley, qui n'a pas d'enfants, fassent fi d'aussi humbles considérations, je ne leur en veux pas, mais enfin...

— En voilà assez ! fit sir Herbert, l'arrêtant d'un geste excédé. Prenez note, capitaine Elliott : la proposition Farquhar est adoptée. J'en aviserai Simla tout à l'heure. Elle paraîtra à la décision de demain.

Et s'étant tourné vers Fitz-Gerald, il lui dit avec une dignité hautaine :

— Vous me paraissez oublier, commandant, que j'ai moi-même une femme et une fille. Je ne fais pas tant de manières pour m'en séparer.

A présent, il avait Baxter en face de lui. Le capitaine Elliott l'avait introduit dans la salle du Conseil tout de suite après le départ des chefs d'escadrons, et lui-même s'était retiré sans un mot, comme il était venu.

Les deux hommes gardèrent un instant le silence. Puis le colonel sourit, et tendit la main à Baxter.

— Mon colonel, comment vous exprimer notre, ma gratitude !

— Ne vous reprenez pas ! Dites *notre* gratitude, allez ! C'est à lui faire plaisir, à elle aussi, que j'ai pensé, vous savez !

— Mon colonel, je ne manquerai pas...

En dehors du service, ils ne s'étaient plus ni l'un ni l'autre adressé la parole depuis cette navrante soirée du casino où avait été infligé à Mrs Taylor l'affront auquel il a été fait allusion plus haut. Sir Herbert avait bien pu, se faisant présenter à elle dès son arrivée au bal, prodiguer à Arabella ses prévenances les plus flatteuses, en dépit ou peut-être même à cause de ces amabilités, les représailles n'avaient point tardé. Non que lady Hester y eût été pour quelque chose. Trop grande dame véritablement, trop imbue de sa dignité pour s'abaisser à de telles manœuvres, elle n'avait pas eu à s'en préoccuper. Elle avait trouvé en Mrs Fitz-Gerald et en une demi-douzaine d'amazones légitimes les exécutrices empressées auxquelles elle n'avait même pas eu besoin de manifester son bon vouloir. Ç'avait été de l'ouvrage bien fait. Arabella était rentrée en larmes au bungalow, avec un Baxter fou de rage et

jurant qu'on pouvait s'en remettre à lui du soin de régler, du premier au dernier, tous les comptes ouverts ce soir-là... A présent,c'était en quelque sorte la revanche de Mrs Taylor qui commençait.

— Je ne manquerai pas de le lui dire, poursuivit le jeune homme d'une voix qui tremblait. Mais, peut-être, mon colonel, puisque, grâce à vous, son séjour à Djelabad se trouve prolongé de deux semaines, oui, peut-être un de ces jours allez-vous avoir l'occasion...

— Quelle occasion ?

— Mais de lui dire vous-même ce que vous venez de me dire : que c'est aussi un peu à elle que vous avez pensé.

Sir Herbert le regarda de façon bizarre.

— Pourquoi pas ? fit-il gravement.

— Ce serait sans doute la meilleure façon...

— La meilleure façon de quoi ?

Et comme Baxter, devenu très rouge soudain, ne répondait pas, il eut un haussement d'épaule mélancolique.

— De réparer l'injure dont elle a eu à souffrir, n'est-il pas vrai ? Pourquoi ne pas oser le dire, puisque c'est là votre pensée.

Ils se turent un instant tous les deux, en proie à cette pudeur mystérieuse des êtres entre lesquels le fantôme d'un autre être vient de planer. Puis, le visage du colonel Wright changea d'expression. Ses traits se durcirent.

— Vous pouvez disposer ! dit-il, presque sèchement.

* * *

Sir Herbert quitta le quartier de meilleure heure que de coutume. Éprouvant un impérieux besoin d'être seul, il fit faire un détour à son cheval. Il prit le sentier de montagne où, deux mois auparavant, il avait précisément aperçu pour la première fois Arabella. En fin de compte, il arriva à la villa en retard.

Lady Wright l'attendait dans la salle à manger, où deux couverts seulement étaient mis.

— Evelyn ne déjeune pas avec nous.?

— Elle est un peu fatiguée.

— Rien de grave ?

— Non. Mais il y a quelques jours qu'elle ne se sent pas

très bien, vous le savez. Rien qu'à cause d'elle, je ne regretterai pas cette année de ne point m'éterniser à Djelabad.

— Et Salvage ? J'espère qu'il n'a pas eu de plus mauvaises nouvelles de chez lui.

— Si, justement, le pauvre garçon. J'ai l'impression que sa mère est au plus mal. Un télégramme est arrivé, lui demandant de téléphoner à Colombo vers une heure. Il vient de se rendre au gouvernement, pour essayer d'obtenir la communication.

— Il ne pouvait pas la demander d'ici ?

— C'est par discrétion qu'il ne l'a pas fait. Il sait que c'est l'heure où d'ordinaire on vous téléphone de Simla.

Elle ne le perdait pas du regard, tout en répondant à ses questions. Elle voyait bien qu'il était distrait, qu'il pensait à autre chose, en les lui posant.

— Je regrette, fit-elle, sur le ton le plus naturel, de n'avoir pas de meilleures nouvelles à vous donner. Et chez vous, du côté service, rien de particulier ?

— Rien ! répondit-il, attaquant le rôti de mouton.

Elle fut sur le point de lui dire : « Pourquoi mentez-vous ? Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à faire avancer notre départ, qui vous poussent à présent à le cacher ? » Mais à quoi bon ! Elle n'était point une Mrs Fitz-Gerald pour éclater, comme celle-ci venait de le faire au téléphone, en pleurnicheries, en rabaissantes récriminations. Lady Hester avait trop d'orgueil, elle était trop d'une autre essence pour laisser voir son inquiétude, quand bien même elle eût déjà été en mesure de soupçonner que ce n'était plus pour Evelyn, mais pour elle, qu'il y avait du danger désormais.

II

Un rapport complémentaire du major Hopkins était arrivé au début de l'après-midi, concernant l'affaire de Bam-i-Douniah, l'engagement qui s'était produit au nord-est d'Ouloug-Aghyl, le lundi précédent. Ce rapport contenait des renseignements du plus haut intérêt. Le colonel Wright était en train d'en prendre connaissance. Elliott, debout derrière son fauteuil, le lisait par-dessus son épaule en même temps

que lui. De l'autre côté du bureau se tenait le capitaine Somerville. Il était allé, dès la première heure, on s'en souvient, à la rencontre du convoi de blessés. Il avait eu avec ceux qui étaient en état de parler une conversation dont il venait de rendre compte à sir Herbert.

— Vous le voyez, mon colonel, nous ne nous sommes pas trompés, dit Elliott. Les Kandjoutes n'étaient là que comme guides. Ce sont des Kirghizes, des Kirghizes noirs, qui formaient le gros des assaillants.

Les Kirghizes du Thian-Chan, ou Kirghizes noirs, ont une façon d'achever les blessés, — un coup de stylet dans la nuque, — qui équivaut à une signature. Les cadavres des cavaliers du 4e escadron, que leurs camarades avaient réussi à relever, portaient tous cette signature-là.

— Et cela prouve, à votre avis ? demanda sir Herbert.

— Rien de très bon, je le maintiens, dit le capitaine avec une moue. Je sais à merveille qui sont ces messieurs. Nous avons eu tout le loisir de les étudier en 1918, quand nous sommes allés nous promener du côté de chez eux, sir George Macartney et moi. Ils n'avaient à cette époque aucun motif d'être mal avec nous. En outre, ils viennent de très loin, de la région de Tach-Kourgan, peut-être même du Ferghana. Ce n'est point par plaisir. Ce ne peut être que pour obéir à des ordres, — les ordres de qui les paie. Je ne sais pas si je suis suffisamment clair.

— Mais oui ! dit sir Herbert, mais oui ! des gens dont les noms de famille ont des chances de se terminer par *of*, ou bien par *ef*... Je vois, je vois !

Il demeura songeur une minute.

— Eh ! mais, fit-il. Voilà qui ne va pas manquer de piquer la curiosité de ces messieurs du grand État-Major ! Je ne peux retarder davantage le moment de leur téléphoner.

Il appuya sur un timbre électrique. Le capitaine adjudant-major, qui travaillait dans la pièce voisine, parut sur le seuil.

— Dilke, mon cher Dilke, ordonna sir Herbert, soyez gentil. Ayez-moi le plus vite possible la communication avec Simla. Le général en chef lui-même, bien entendu.

Simultanément, une autre porte, celle qui donnait sur le corridor, s'ouvrit, livrant passage à un planton porteur d'une lettre.

— Qu'est-ce que c'est ? demanda le colonel.

Somerville, pour gagner du temps, prit la lettre des mains du planton et la remit à sir Herbert. Rien de plus naturel, certes, qu'un tel geste, rien, n'eût été l'imperceptible tressaillement qui l'accompagna. Personne d'ailleurs n'y fit attention, le colonel pas plus que les autres, à ce moment-là tout au moins.

Sir Herbert lut la lettre et la serra dans son portefeuille. On ne remarqua pas davantage le léger mouvement de surprise dont cette lecture avait été précédée chez lui.

Au même instant, la sonnerie du téléphone retentissait. Dilke reparut.

— Voilà Simla, mon colonel !

Tous sortirent, le laissant seul, comme il était d'usage, lorsque c'était le général en chef qui se trouvait à l'autre bout du fil.

Le colonel rappela Dilke au bout d'une dizaine de minutes. Il était de fort bonne humeur. Dilke en fut frappé.

— Eh bien ! mon cher, ils n'ont pas eu l'air trop étonné, là-bas. On avait même, ma parole, l'air de s'attendre à quelque nouvelle de ce genre. L'activité reprend sur presque toutes les frontières, à ce qu'il paraît. Notre secteur ne peut pas faire exception, n'est-ce pas ? Dilke, mon bon Dilke, ou je me trompe fort, ou nous allons avoir du pain sur la planche, cet hiver.

Se frottant les mains, il acheva :

— Vous pensez si j'ai bien fait, dans ces conditions, d'avancer le départ des enfants et des femmes. Le général en chef vient de m'en féliciter. Veillez bien à ce que cela paraisse à la décision de demain. A présent, passez-moi, voulez-vous, la carte de la région Baroghil-Gilgit. Je vais essayer d'un peu travailler.

Dilke obéit et le quitta, déjà courbé studieusement sur la carte. A peine le capitaine adjudant-major fut-il sorti que sir Herbert se redressa. Il prit son portefeuille dans la poche intérieure de sa tunique et en retira avec précaution la lettre qu'on lui avait apportée un quart d'heure auparavant. Il souriait. A deux ou trois reprises, il lut cette lettre. Il la relut jusqu'à savoir par cœur les paroles d'ailleurs très simples par lesquelles, à son tour, Mrs Taylor lui adressait ses remerciements.

Il pouvait être cinq heures lorsque Dilke vint lui faire signer diverses pièces. A ce moment, Salvage entra, un Salvage au visage blême, aux yeux rougis. Sir Herbert n'eut qu'à jeter les yeux sur son officier d'ordonnance pour comprendre quel genre de nouvelle il avait reçu.

— Mon pauvre enfant ! s'écria-t-il, lui tendant les bras.

Salvage, sans défense, se laissa embrasser.

— Mon colonel, excusez-moi !...

Les sanglots obstruaient sa gorge. Le colonel lui prit la dépêche qu'il avait à la main. C'était bien cela. Lady Salvage était décédée le matin même, emportée par une congestion venue se greffer sur la fièvre paludéenne dont elle souffrait depuis deux mois.

— Quel malheur ! Qui aurait pu prévoir !... Nous espérions tant !... Vous allez partir tout de suite, n'est-ce pas ?

— Mon colonel, je vous remercie. Jamais je n'aurais osé demander... étant donné les circonstances, et avec tout le travail qu'il y a...

— En voilà un enfantillage ! C'est la moindre des choses ! Votre père ne me pardonnerait pas... Il faut que vous soyez à Colombo pour les obsèques. Télégraphiez immédiatement votre arrivée. Une automobile va vous conduire à Srinagar, et de là... Donnez tout de suite des ordres pour qu'il y en ait une qui se tienne prête à partir, vous entendez, Dilke ?

— A vos ordres, mon colonel. Mais il suffit que le lieutenant quitte Djelabad demain matin, puisque la malle du sud, qu'il doit prendre, ne passe qu'après-demain soir à Rawalpindi.

— A merveille ! Ça lui permettra donc de se reposer cette nuit et de dîner ce soir en famille, à la villa, comme de coutume.

— Mon colonel, je ne sais si j'aurai le courage...

— Mais si, mais si ! Ne nous laissons pas abattre, que diable !... Vous trouverez auprès de ces dames une sympathie qui vous réconfortera. Et quant à la question travail, qui vous préoccupe tant, ne vous mettez pas martel en tête. On s'arrangera pour n'avoir pas trop besoin de vous, durant les deux semaines que je vous autorise à passer auprès de votre cher papa.

Sir Herbert était vraiment dans un de ces jours où l'on souhaiterait voir autour de soi tout le monde heureux. Ce n'était point sa faute si les circonstances s'y prêtaient si mal, si les gens se prêtaient si peu aux efforts qu'il ne cessait de tenter. Que lui importait d'ailleurs ! Il en aurait fallu bien davantage pour compromettre le moins du monde ce soir-là sa bonne humeur.

Il fut de retour à la villa à l'heure habituelle, et l'on se mit à table de même. Salvage n'était pas là. Ne se sentant décidément pas capable de prendre part à une conversation, il était venu, quelques minutes plus tôt, voir lady Wright, et il lui avait demandé de l'excuser. Evelyn, elle, en revanche, était présente. Faut-il ajouter que, de cette présence, le colonel devait, en fin de compte, se faire l'aveu qu'il se serait fort bien dispensé ?

Pour certaines raisons à lui, sir Herbert eût aimé que son officier d'ordonnance pût assister à ce dîner. Mais puisqu'il ne s'en était pas jugé la force, la mort de lady Salvage n'en constituait pas moins, en son absence, un sujet de conversation de tout repos.

— On peut dire que c'est une grande perte. Une femme si distinguée ! Et toute jeune encore, à peine cinquante et un ans !

— Oh ! jeune...

— Plaît-il ?

Sir Herbert s'était redressé. C'était Evelyn qui venait de lui couper la parole, et de la façon qui devait lui déplaire le plus. Cinquante et un ans, qu'on y songe ! Son âge à lui. Un sujet à propos duquel il tolérait de moins en moins les badinages. Il regarda la jeune fille. Elle avait son air le plus naturel. Elle ne semblait pas lui prêter attention. Il comprit qu'elle l'épiait cependant. Il avait l'impression peu agréable que, durant le repas, elle n'allait plus ouvrir la bouche que pour le contredire, le contrarier.

Beau joueur, il se contenta de hausser les épaules. Cette enfant tombait vraiment mal, en choisissant un jour comme celui-ci pour essayer de le faire mettre en colère. Elle ignorait à quel point elle perdait son temps.

— Jeune ou pas jeune, la question n'est pas là, poursuivit-il avec beaucoup de dignité. Il ne peut s'agir aujourd'hui que d'un

chose, du chagrin de quelqu'un que nous aimons. Celui de Salvage fait peine à voir. Il est venu vous rendre visite, tout à l'heure, chère amie, il a dû vous apprendre que je lui octroyais une permission de deux semaines. Malgré toute la besogne qui m'incombe, je n'ai pas cru devoir agir différemment. Il s'en va demain matin. Je me débrouillerai de mon mieux, pendant son absence.

— Il m'a dit tout cela, en effet, fit lady Hester de sa voix pâle. J'ajoute qu'il vous est très reconnaissant.

— Deux semaines ? dit Evelyn.

Elle eut le geste de compter sur ses doigts.

— Oui, repartit sir Herbert. Colombo n'est pas ce qu'on appelle la porte à côté. Si l'on considère la durée du voyage, aller et retour, c'est quatre ou cinq jours tout au plus que ce pauvre garçon va pouvoir passer auprès de son père. Décemment, il n'était pas possible...

— Oh ! je suis bien loin de protester ! Mais j'étais sortie, tout à l'heure, quand il est venu à la villa. Or, je voudrais bien lui serrer la main, avant son départ, puisque nous ne devons pas nous revoir de si tôt.

— Comment cela ? fit le colonel qui regretta tout de suite sa question.

— Mais oui, voyons, répondit-elle, sur un ton de plus en plus ingénu. Nous sommes aujourd'hui le 20 août. Il ne sera donc pas de retour ici avant le 5 septembre. Or, à cette date, nous aurons quitté Djelabad. Mais j'y songe...

Elle s'était tournée du côté de lady Hester impassible.

— Vous ne devez pas comprendre un traître mot de ce que je dis, chère maman, si vous ignorez, ainsi que c'est possible, que la date de notre départ, à nous, vient d'être avancée. Nous quittons Djelabad le 1er septembre. La décision, prise aujourd'hui, doit être rendue officielle demain. N'est-ce pas que je ne suis pas trop mal renseignée ?

— A merveille, au contraire ! fit sir Herbert, vexé et gêné tout à la fois.

Lady Hester continuait à garder le silence. Ce fut vers elle néanmoins que, lui aussi, il se tourna.

— C'est un fait, ma très chère amie. Je suis tellement bousculé que je n'arrive plus à trouver cinq minutes pour m'entretenir avec vous des sujets même les plus suscep-

tibles, légitimement, de vous intéresser. Puis, cette mort inattendue vient de me bouleverser à un point !... J'allais tout juste, quoi qu'il en soit, prendre la parole pour vous mettre au courant, lorsque j'ai été devancé par la jeune personne que voici.

Il eut un coup d'œil d'ironie pour Evelyn toujours aussi calme.

— Je me plais en tout cas, ajouta-t-il, à constater que toute trace a disparu de l'indisposition qui nous a privés ce matin, à déjeuner, de la présence de cette chère enfant. Cela ne l'a point empêchée, à ce que je vois, d'employer son après-midi à courir toutes les boîtes à potins de la garnison. C'est chez notre excellente amie Mrs Fitz-Gerald que vous avez appris la nouvelle en question, je suppose ?

La jeune fille fit signe que non.

— Où, alors ?

— Chez les Cosgrave, répondit-elle, imperturbable. Il y a un siècle que j'avais promis à Gloria Cosgrave de venir une fois à son jour prendre le thé. Sa santé n'est pas brillante. En voilà encore une, sans doute, qui ne regrettera pas de quitter Djelabad avant la date primitivement fixée.

— Mrs Cosgrave est une sotte, dit le colonel. Quant à Cosgrave, je me charge, pas plus tard que demain matin...

— Ce n'est ni elle ni son mari qui m'ont appris la modification dont il s'agit. Naturellement, il la connaissait déjà, comme tous les gens présents, d'ailleurs, à part moi, bien entendu, et ma mère, bien entendu aussi, si elle avait été là.

Sir Herbert eut un geste presque brutal. Lady Wright s'interposa.

— Ce n'est pas exact, dit-elle. J'étais informée, moi aussi. Oui, depuis ce matin, avant le déjeuner.

Le colonel ouvrit de grands yeux.

— Vraiment, dit-il sans se rendre compte sur-le-champ de sa maladresse. Et vous n'avez pas songé à me demander, dans ces conditions ?...

Elle secoua la tête, placidement.

— Vous n'avez pas très bonne mémoire, dit-elle. « Rien de nouveau ? » vous ai-je au contraire demandé. « Rien ! » m'avez-vous répondu. De deux choses l'une : où vous aviez vos raisons pour ne point parler, ou vous considériez ce changement de date

comme un fait d'importance négligeable. De toute façon, je n'avais pas à insister.

Evelyn eut une sorte de petit ricanement douloureux :

— Et je crois, maman, que vous avez bien fait !

Le colonel, alternativement, les dévisageait l'une et l'autre. Sa stupéfaction était indicible. On serait venu lui dire que le 7e Chevau-Légers au grand complet venait de se révolter et de massacrer ses officiers qu'il eût jugé cette révélation moins scandaleuse, sans doute.

L'attitude d'Evelyn, surtout, le déroutait. Il commençait seulement à s'apercevoir du rose factice et brûlant de ses joues, de cette espèce de fièvre sarcastique dont elle paraissait secouée tout entière. Évidemment, il aurait dû y prêter attention plus tôt, s'en inquiéter même. Quel ennui, mon Dieu ! On ne peut donc jamais savourer en paix les instants où l'on a le plus de motifs d'être heureux, d'être satisfait. Quoi ? Que se permettait-elle de dire à présent ? Elle exagérait, pour le coup. Elle, sa fille ! Il n'en pouvait croire ses oreilles. Elle se serait douté de quelque chose qu'elle ne se serait pas exprimée autrement ?

— Entre autres visiteurs, savez-vous qui il y avait chez Gloria, maman ? Un officier avec lequel je n'avais pas encore eu l'occasion de causer : le capitaine James Somerville. Il vient des Lanciers d'Allahabad. Oui, mais avant d'être à Allahabad, il était à Nagpur. Et à Nagpur, devinez qui il a eu, sauf votre respect, pour petite amie ? Une certaine Mrs Gunnisson. Et cette Mrs Gunnisson, qui est-ce, je vous le donne en cent, je vous le donne en mille ? Figurez-vous qu'elle ne fait qu'une seule et même personne avec la petite amie de George Baxter, vous vous souvenez, cette dame qui a de si beaux bijoux, et pour qui papa a cru devoir être si aimable, le soir du bal du casino. C'est drôle, vous ne trouvez pas, cette catégorie de femmes dont la destinée consiste à faire successivement toutes les garnisons, et toujours avec un partenaire différent !

Elle eut le même rire souffreteux, et lançant du côté de son père une espèce de regard de défi :

— Ce n'est point du capitaine Somerville, le pauvre garçon, que je tiens ce détail.

Sir Herbert s'était croisé les bras.

— C'était précisément ce que j'allais vous demander, dit-il.

Il était devenu très pâle, tout d'un coup. Lady Hester, sans sortir de son apparente indifférence, ne le quittait pas des yeux. Elle savait ce dont il était capable, dans ses accès de colère subits. Celui qu'elle sentait venir semblait devoir dépasser en violence tous les autres.

Réussissant à se maîtriser, cependant, il s'était tourné vers sa femme.

— Je préfère vous faire juge, lui dit-il d'une voix qui tremblait. Si je sévissais, comme ce serait mon devoir, je craindrais trop, dans l'état d'exaspération où je suis... Mais vous vous taisez ! Est-ce que, par hasard, vous approuveriez des propos pareils ?

Avec lenteur, elle redressa son beau front.

— Je les désapprouve, soyez tranquille ! fit-elle. Je les désapprouve, si les faits qu'ils rapportent sont faux. Encore plus s'ils sont vrais.

Et, faisant un signe à Evelyn :

— Montez dans votre chambre, je vous prie. Vous sonnerez si vous désirez que l'on vous porte la suite de votre repas.

La jeune fille se leva, pour ainsi dire machinalement, les traits contractés par un sourire, un sourire presque méprisant. Au même instant, sa hanche infirme ayant heurté le coin de la table, elle chancela, manqua tomber. Sir Herbert eut le mouvement de se précipiter à son aide. Mais déjà, sans même daigner lui prêter attention, elle lui avait tourné le dos, elle s'était engagée dans l'escalier. Sur les dernières marches, parmi les ténèbres, sa robe blanche s'effaça.

Un vent presque froid agitait les branchages obscurs, dans le jardin. Des bruits de cascades et de ruisselets venaient des collines. Un silence de cinq minutes, un interminable silence s'écoula, durant lequel, pas une fois, ni le colonel, ni lady Hester ne se regardèrent.

A son tour, celle-ci se leva.

— Vous m'excuserez si je regagne moi aussi ma chambre. Cette journée m'a un peu fatiguée. Je vous souhaite une bonne nuit, mon ami.

***

Et maintenant, remontant en foule du Pendjab nourricier et de Delhi la magnifique, les caravanes, de toutes parts, se

hâtaient dans la direction du nord, afin d'atteindre l'Indoukousch et le Karakoroum avant que leurs passes ne fussent obstruées par les neiges. Le télégraphe avait annoncé que quelques-unes des dites passes, celle de Baroghil, notamment, se trouvaient déjà à moitié bloquées. Aussi était-ce pitié de voir, dans le caravansérail de la ville basse, ces cohues anxieuses d'hommes et de bétail n'osant même pas s'arrêter une nuit tout entière, de crainte d'avoir à faire demi-tour, vingt lieues plus loin, et de ne pouvoir regagner que l'année suivante les lointaines steppes ancestrales d'où elles étaient venues, au début de celle-ci...

— Eh bien! je pense que la question ne se discute même plus. Avec un froid pareil, les dames doivent toutes me bénir d'avoir fait avancer leur départ. Quant à leurs maris, j'en sais plus d'un qui, en secret... N'est-ce pas votre avis, vieux camarade ? Allons, tâchons d'être franc !

Goguenardant à son habitude, c'était le major Farquhar qui s'exprimait de la sorte, et c'était, comme de juste, à son ennemi intime, le major Fitz-Gerald, qu'il s'adressait. Celui-ci ne jugea pas de sa dignité de répondre. Ni lui, ni Mrs Fitz-Gerald ne s'étaient consolés encore de la ruine d'un projet qui, du consentement de tout ce qui, dans la garnison, en valait la peine, aurait permis à la saison de Djelabad de finir en beauté.

On était au 31 août, veille, par conséquent, de ce fameux départ. Le globe d'or pâle du soleil avait roulé toute la journée dans un amoncellement de nuées blanchâtres. Si la rivière de Djelabad était encore libre de glace, en revanche, la plupart de ses petits affluents et les fontaines environnantes étaient gelés.

Le 1er septembre représentant la date limite fixée pour l'exode, celui-ci avait commencé néanmoins trois ou quatre jours auparavant. Étaient partis les premiers les camions et les lourdes automobiles militaires emportant le personnel domestique, les bagages, ainsi que les familles des sous-officiers. Les femmes des officiers, au contraire, avaient presque toutes mis un point d'honneur à rester jusqu'à la dernière minute, suivant en cela l'exemple donné par lady Wright et par Mrs Fitz-Gerald. D'ailleurs, une ultime réunion avait eu lieu la veille chez cette dernière, sauterie d'après-midi qui s'était

terminée vers onze heures par un souper froid. En dépit du caractère très net de protestation affiché par cette petite réjouissance, le colonel Wright avait consenti à y assister. Il n'avait cessé, durant toute la soirée, de faire preuve d'un entrain, d'une humeur adorable, à tel point que le prenant, à certain moment, dans une encognure de la salle, la mieux que jolie Mrs Berkeley, pour laquelle on chuchotait qu'à Lucknow il avait eu un faible, et qui en tout cas ne lui mâchait point ses vérités, lui avait glissé à l'oreille :

— Allons, mon cher, un peu de pudeur ! Imitez mon mari, que diable, et feignez quelque mélancolie. On ne vous en demande pas plus !

C'était assez dans la manière pince-sans-rire du major Farquhar : un de ses escadrons assurant le service de jour, le lendemain, il avait donné ordre qu'un peloton de cet escadron se trouvât à l'embranchement de la route de Srinagar, afin d'apporter le salut du régiment aux voyageuses, dont le passage à cet endroit était prévu pour huit heures et demie du matin. Aucune d'entre elles ne fut dupe sans doute des véritables sentiments qui avaient inspiré à sir Horace, débordant d'une jubilation mal dissimulée, cette manifestation inattendue. Dans un incomparable paysage de montagnes et de forêts, au milieu du lent tournoiement d'or des feuilles qui s'envolaient des noyers et des platanes, rien n'était plus magnifique, certes, arc-boutés sur leurs selles grenat, que les Chevau-Légers d'Amritsar, vêtus de cette superbe et paradoxale tenue d'hiver, qu'ils arboraient pour la première fois de l'année. Seul, l'énorme turban, jonquille et argent, demeurait le même. Tout le reste de l'uniforme se trouvait changé. Les amples tuniques légères des mois d'été étaient remplacées par de rigides hôuppelandes à revers et parements de fourrure : lynx pour les simples cavaliers, panthère pour les dafadars, loutre bleue pour les officiers. A cheval à sept heures du matin, sir Horace attendait dès huit heures au carrefour, ayant tenu à prendre lui-même le commandement du détachement. Lorsque parut l'automobile qui emmenait lady Hester et Evelyn, le colonel le remercia avec effusion. S'asseyant à la gauche de sa femme, il les avait accompagnées jusque-là. Les cavaliers qui présentaient les armes se trouvaient appartenir au 7e escadron, qui avait Somerville pour capitaine. Lorsque celui-ci se mit au

garde à vous devant sir Herbert, il n'y eut que deux ou trois assistants, parmi lesquels lady Wright peut-être, à remarquer que le colonel ne lui avait point rendu son salut.

Elliott, qui assumait, en quelque sorte, les fonctions de géographe du régiment, travaillait chaque après-midi à la caserne, dans un local qui, d'ordre supérieur, avait été aménagé tout exprès pour ses cartes et son attirail. A six heures, Burke venait le chercher avec son automobile, et ils se dirigeaient vers le bungalow de Baxter, où les attendaient deux choses qui avaient pris dans leur vie une importance vraiment capitale, le bar d'abord, puis le sourire, le cher sourire, toujours un peu triste, d'Arabella.

— Vous êtes en avance, jeune homme, dit à Burke le capitaine, en lui mettant sa montre sous le nez. Six heures moins dix ! Ça ne fait rien ; pour aujourd'hui, j'en ai assez. Un instant encore, tout de même. Jetez donc un coup d'œil là-dessus. Ça ne vous dit rien ?

L'armant d'une loupe, il le plaça devant la carte topographique sur laquelle il était en train de tracer des courbes au crayon.

— C'est la région de Quotchqor, ne vous en déplaise. Voilà où nous serons, très exactement, dans trois semaines, mon bon ami, vous, Baxter et moi. Autant ne pas attendre la dernière minute pour faire connaissance, n'est-ce pas ?

Burke conduisait bien, mais, d'ordinaire, un peu vite. Or, ce soir, il menait sa voiture à une allure qui s'éternisait.

— Quelle drôle de tête vous avez, mon garçon ! Vous ne me paraissez pas dans votre assiette. Enfin, j'espère que le whisky de Mrs Taylor va vous remettre. En voilà une qui ne doit pas se plaindre de sentir Djelabad débarrassé de toutes ces mijaurées ! Moi non plus, du reste.

Elliott respira largement.

— J'aurais quelque chose à vous dire, mon capitaine, murmura Burke.

— Voyez-moi cela ! Je m'en doutais. A votre façon de lambiner, ça ne doit pas être très urgent.

— Au contraire ! Il y a un instant, j'ai reçu un coup de téléphone de Baxter.

— Ah ?

— Il tenait à me prévenir. Et, en même temps, comme il avait l'air de ne pas trop oser, il m'a chargé de vous prévenir, vous.

— De quoi ?

— Le colonel sera chez lui tout à l'heure.

— Le colonel Wright ? Où ça ? Chez lui, au bungalow ?

— Oui, il doit même y être à présent. Baxter a dit que cela ne devait pas trop vous étonner. Lorsque vous avez obtenu de sir Herbert la permission pour Mrs Taylor de prolonger son séjour ici, elle a manifesté le désir de le remercier. Il aurait répondu qu'il serait ravi de la voir, afin de lui en fournir l'occasion.

— Ah ! se borna à murmurer Elliott.

L'automobile venait de s'engager dans l'allée où était construit le bungalow chinois. Soudain, posant sa main sur l'épaule de Burke, le capitaine lui fit signe de stopper.

— Demi-tour !

— Mon capitaine, vous désirez ?...

— Vous ne voyez donc rien ? Il est déjà là !

Devant le bungalow, une automobile que, tous les deux, ils connaissaient bien, était arrêtée. Un fanion flottait à côté du chauffeur, le fanion cravaté d'or du gouverneur de Djelabad.

— Demi-tour ! ordonna derechef Elliott. Vous reviendrez ensuite ici tout seul, si ça vous dit. Moi, ce soir, j'aime autant être ailleurs.

— Moi aussi.

Et l'automobile vira.

— Où faut-il aller, mon capitaine ?

— Où ? Mais au mess, parbleu ! Le mess n'est pas fait pour les chiens.

La nuit tombait. Les montagnes commençaient à disparaître. Il avait plu. Dans les prairies environnantes, de grandes flaques bourbeuses se teignaient de jaune et de lilas.

Bientôt, ils furent en face du mess.

— Tenez-vous donc tant à entrer là ? demanda Elliott avec une moue. Ce doit être envahi par nos camarades mariés, fous de joie de fêter leur liberté reconquise. Très peu pour moi !

— Où alors ?

— Pas chez moi, en tout cas. Il ne doit même pas y avoir

de glace. Pourquoi pas chez vous ? Mais oui, chez vous, c'est tout indiqué.

L'obscurité qui y régnait, et dont une mauvaise lampe électrique n'arrivait pas à venir à bout, empêchait de voir quels principes esthétiques avaient très exactement présidé à l'aménagement de la garçonnière de Burke. Pénétrant dans la pièce qui tenait lieu de living-room, Elliott buta, manqua s'étaler.

— Qu'est-ce que c'est ? grogna-t-il.

— La peau d'un tigre que j'ai tué au Népal. C'est sur la tête que votre pied aura buté, mon capitaine.

— Quelle stupidité ! Pourquoi pas un rhinocéros ?

L'ordonnance gourkha, comme de juste, demeurait introuvable. Son maître n'était jamais rentré à une heure pareille. Comment, en conséquence, aurait-il pu se douter ?... Burke dut aller lui-même à l'office chercher verres et bouteilles. Par la baie entr'ouverte sur le paysage maintenant disparu entrait la mélancolique chanson des cascades, mêlée au doux bruit de la pluie.

— C'est sinistre, jeune homme, chez vous, tout à fait sinistre, constata Elliott, après avoir bu ; tant qu'à faire, dans ces conditions, nous aurions pu aller chez moi.

Il vida de nouveau son gobelet.

— Le whisky, dit-il, a cet avantage : où qu'on le boive, il demeure toujours du whisky. Avec la meilleure volonté du monde, on ne peut arriver à le gâter. C'est égal, voilà une soirée qui menace d'être folichonne. Encore une de ces dates qu'on aura plaisir, quand on sera vieux, à se remémorer !

Burke indiqua d'un geste las que tel était bien son avis.

— Quotchqor, fit-il. Quotchqor ! Le plus tôt possible sera le mieux !

Elliott ricana :

— N'ayez pas peur ! Dans trois semaines, nous y serons, et vous m'en direz des nouvelles. Vous n'avez pas encore passé un hiver dans l'Himalaya, mon enfant. Mais j'oubliais. Vous a-t-on dit que Mac Carthy vient d'être blessé ? Oh ! très légèrement. Pas assez pour être évacué. Quoi ? Que dites-vous ?

Rien, Burke ne disait rien. Avec un sourd juron, Elliott poursuivit :

— J'ai été, j'ai le droit de l'affirmer, dans les plus sales endroits qu'il soit possible qu'on imagine. Tenez, un soir, en 1918, avec la mission Macartney, en pleins monts Kuen Lun, dans une vallée nommée Jebraïl, au bord d'une affreuse crevasse neigeuse toute noire, où mon dernier mulet venait de disparaître, je me suis assis, je me suis surpris à rire tout seul, comme le misérable idiot que j'étais brusquement devenu. Vous voyez le genre, à peu près. Alors, comment se fait-il, — cela je le jure, — comment se fait-il que je ne me sois jamais senti aussi peu de chose qu'aujourd'hui, non jamais ? A quoi attribuez-vous cela ? Répondez, saperlipopette ! Savez-vous que vous êtes à peine poli ! A propos, il y a un bruit qui court. En auriez-vous eu par hasard des échos ?

— Quel bruit ?

— Eh bien, voilà ! L'autorisation de rester à Djelabad jusqu'au moment du départ de Baxter pour le nord, cette autorisation que le colonel lui a accordée, à elle... Vous savez de qui je veux parler ?

« Alors, on raconte que cela a produit le plus mauvais effet dans la garnison. Sans approfondir les raisons qui ont guidé sir Herbert, certaines familles de nos camarades y ont vu comme un passe-droit inadmissible.

— Mon capitaine...

— Oui, oui, naturellement, je sais. Il vous est facile de me répondre. L'autorisation dont il s'agit, c'est moi qui l'ai fait obtenir. Je n'avais qu'à ne pas m'en occuper. Mettez-vous à ma place. Vous ne vous seriez pas comporté autrement, mon ami.

A voix plus basse, il acheva :

— Et, sans doute, également comme moi, à présent vous le regretteriez. C'est égal, entre nous soit dit, il aurait pu attendre. Le soir même du départ de sa femme ! Une telle précipitation, vous direz ce que vous voudrez, ce n'est agréable ni pour l'une ni pour l'autre, ni pour lady Wright, ni même pour elle, Arabella. C'est un peu se conduire comme un collégien, oui, c'est le mot, comme un collégien. Savez-vous qu'il y a des moments ou je me demande s'il n'est pas malade de ceci ?

Il se toucha le front du doigt.

Burke lui versa un autre whisky.

— Peut-être !... dit-il. Avez-vous entendu dire, mon capitaine, à ce propos-là, que, pas plus tard que ce matin, au cours de la prise d'armes, comme le capitaine Somerville venait de le saluer, il lui a délibérément tourné le dos ?

— J'ai entendu raconter cela, dit Elliott d'une voix bizarre. Et alors, qu'en concluez-vous ? Pourquoi me posez-vous cette question ?

Le lieutenant eut un geste vague.

— Pourquoi ? Oh ! pour rien, fit-il. Tout simplement comme cela !...

— N'empêche, reprit Elliott, après un assez long silence, oui, n'empêche que nous avons sans doute tort de dramatiser comme nous le faisons. Cette visite était décidée. Il y a bien une semaine que Baxter en personne m'en a prévenu. Rien ne dit que demain, à pareille heure, il sera de nouveau chez lui.

Burke approuva, avec une docilité morne :

— Non, en effet, mon capitaine, rien ne le dit.

III

Ni Elliott, ni Burke ne se trompaient. Le colonel Wright ne revint chez Baxter ni le lendemain, ni le surlendemain. Il n'y reparut que quatre jours plus tard. Et cette visite avait un but dont il sera parlé plus loin.

Djelabad, durant ces journées, fut pareille à une pelouse où la veille un grand feu d'artifice a été tiré. Le poudroiement d'or des fusées et leurs pierreries éparpillées ont disparu. Il ne reste plus que leurs baguettes accrochées aux rameaux noircis d'alentour.

Le petit casino était fermé depuis une semaine, après une saison dont la jeune direction n'avait vraiment eu qu'à se louer. Dans son parc à cascades et à boulingrins, reproduisant de façon touchante ceux d'une ville d'eau britannique, Arabella, libérée de l'obsession de rencontrer à chaque tournant quelque figure soupçonneuse et hostile, se plaisait à présent à errer. A travers les vitres des portes-fenêtres closes, elle apercevait la salle des fêtes avec son plafond rococo, crème et orangé, les housses recouvrant les fauteuils, le rideau vermillon de la scène, le bar désert, les pupitres et la grosse caisse de ce jazz, au son duquel elle n'avait dansé qu'une

fois. Et quelle histoire, Dieu tout-puissant, cela avait fait !

Tout comme en Angleterre, il y avait des escargots collés au revers des feuilles des buis et des troènes, de rouges limaces majestueuses sur le sable des petites allées. Les gouttelettes de rosée emperlaient les fils de la Vierge. Des merles trottinaient sur le gazon et s'enfuyaient dans les bosquets, jamais très loin. Le ciel avait cette teinte d'un gris uni, légèrement bistre, qu'il prend à l'approche de la neige. Et puis, surtout, il y avait cette odeur de fumée, d'herbes brûlées, qui se met, lorsqu'approche octobre, à envahir les campagnes de là-bas. Mrs Taylor ne les connaissait point, puisqu'elle n'avait pas encore eu l'occasion de traverser la grande Eau noire. C'était George qui lui parlait d'elles, de celle où il était né, et où ce ne serait pas la peine de vivre s'il n'avait pas la certitude qu'il la conduirait quelque jour.

Qu'elle se promenât en sa compagnie ou bien toute seule, c'étaient toujours les deux mêmes sentiments qui se partageaient Arabella. D'une part, elle goûtait enfin le soulagement de respirer un air qui n'était plus empoisonné par la présence de ses ennemies. Mais qu'était, d'autre part, cette satisfaction-là, comparée à la mélancolie des heures qui fuyaient avec une vitesse constamment accrue ? N'auraient-ils donc goûté tous les deux le bonheur d'être seuls que pour mieux éprouver à quel point ce bonheur allait être de brève durée ? Qu'on y songe ! A peine seize jours encore, maintenant ! Bien que tout le monde s'ingéniât à ne point faire allusion, en leur présence, à leur prochaine séparation, les moindres paroles, les moindres faits, à chaque minute, venaient les contraindre à y repenser. Puis, il y avait trop de dispositions qu'ils n'avaient pas le droit de négliger de prendre. Il était préférable de ne pas attendre le dernier moment...

Tacitement, par le plus touchant des accords, ils s'étaient réparti la besogne, Arabella s'occupant de George, George veillant sur Arabella. Avec son instinct des réalités, elle s'était très rapidement rendu compte de ce qui devait être nécessaire au jeune homme, durant les quatre interminables mois qu'il allait vivre loin d'elle, parmi les périls et les pires intempéries. Rien ne manquait, dans le rassemblement d'objets qu'elle avait opéré en silence pour lui. De tous les vétérans de ce genre de guerre, le plus exigeant, le plus méticuleux

se fût vu dans l'impossibilité de lui refuser ses félicitations. Quant à Baxter, se doutant bien qu'elle n'avait pas pensé à prendre la moindre précaution de ce côté, il avait adressé ses recommandations les plus détaillées au gérant de leur villa d'Amritsar, afin que tout fût prêt pour l'accueillir, dans les dernières semaines du mois, quand elle viendrait s'y réinstaller.

Ç'avait été leur principal sujet de conversation, le 1er septembre, avec sir Herbert, au cours de cette visite dont Elliott et Burke s'étaient si fort alarmés. Il avait bien fallu s'entretenir de quelque chose, n'est-ce pas ? Leur rencontre, la nuit du bal, était un souvenir qu'il valait mieux s'abstenir d'évoquer. Quant à l'autre, la première, au flanc de la ravine, avec la tonga, il n'en avait pas non plus soufflé le moindre mot. Le colonel ne devait y venir que plus tard, Baxter n'étant pas là.

— Vous avez l'intention de ne pas quitter Amritsar durant tout le temps que le 5e escadron sera maintenu à la frontière ? avait demandé sir Herbert.

— Où pourrais-je être mieux ? répondit-elle. A Amritsar, nous avons notre villa. En outre, je tiens essentiellement à ne pas m'éloigner davantage, au cas où quelque chose se produirait, n'est-ce pas, par exemple, si le temps de séjour de George en première ligne venait à être abrégé.

Il secoua la tête.

— Il vaut mieux ne pas le souhaiter, car alors...

Elle avait pâli. Il s'arrêta, lui prit la main.

— Excusez-moi ! L'habitude de parler en soldat, à des soldats...

Puis, changeant brusquement de conversation :

— Dites-moi donc, mon garçon, fit-il, s'adressant à Baxter, il n'y a pas beaucoup de monde chez vous, aujourd'hui. Je m'étais laissé conter que, d'habitude, à sept heures, votre bar était plein.

— Oh ! fit Baxter avec un sourire, mon colonel, il ne faut rien exagérer. En dehors de quelques bons camarades...

— Je ne demande pas leurs noms, je les connais.

— Le capitaine Elliott, le lieutenant Burke, le lieutenant Forbes...

— Tout le personnel des 5e et 6e escadrons, quoi !

— Parfois aussi le capitaine Somerville...

Sir Herbert ne sourcilla pas.

— Vous aviez prévenu ces messieurs que je viendrais ce soir ? se borna-t-il à demander.

— J'ai jugé préférable...

— A merveille ! Et personne n'a osé venir, voilà le résultat ! Il ne nous reste, hélas ! que peu de temps jusqu'au 22, et j'ignore, madame, si, d'ici là, le loisir me sera souvent donné de venir vous présenter mes hommages. Il y a, en tout cas, Baxter, une mission dont je vous charge, expressément, à moins que vous n'aimiez mieux que je m'en acquitte moi-même. Vous voudrez bien dire en mon nom à Elliott, à Burke, à Forbes que, si je n'entends en aucune manière qu'ils se privent à cause de moi du plaisir de venir ici, j'entends encore moins m'en priver, moi, à cause d'eux. Donc, s'ils veulent me procurer l'impression que ma présence ne dérange personne, qu'ils s'arrangent eux-mêmes pour être présents, la prochaine fois que je reviendrai. Ce sera, chère madame, si vous le permettez, cette fois, à l'improviste. De cette façon, je serai plus certain que l'on ne s'est pas gêné pour moi.

Il devait revenir au bout de quatre jours. Mais, ainsi qu'on verra, ce ne fut pas à l'improviste du tout.

On avait eu des nouvelles de Mac Carthy et de sa blessure. Elle se réduisait à assez peu de chose : un coup de poignard porté dans le dos, mais qui, glissant sur l'omoplate, s'était contenté de déchirer les chairs. « Il n'y a qu'un pays comme celui-ci, écrivait plaisamment Mac Carthy, dans la lettre qu'il venait d'adresser à Burke, où l'on soit exposé à récolter ce genre d'écorchures ridicules. Pour un peu, on aurait le droit de croire que j'étais en train de me sauver. Quant au reste, tout va comme cela doit aller. Le terrain de polo venait tout juste d'être fini lorsque se sont mises à tomber les premières neiges. Si je me résume, je mentirais en vous disant que les camarades n'attendent pas la relève avec impatience. Moi aussi, d'ailleurs, mais pas par intérêt : seulement pour la joie de vous revoir, de réintégrer le brave 5e escadron. A propos, je ne me plains pas, mais je voudrais bien tout de même que le capitaine se débrouillât pour savoir dans quelle mesure il me sera tenu compte, non de ma blessure, — c'est le casuel, — mais du

mois et demi de première ligne que la mort de ce pauvre O'Nemara m'a valu de rabiot. » Suivaient trois ou quatre pages volontairement de bonne humeur, au ton desquelles néanmoins Arabella ne s'était pas laissé prendre. Puisque Baxter, à qui Burke les avait d'abord communiquées, exigeait qu'on les lût devant elle, elle ne devinait que trop quel but, le cher enfant, il poursuivait : la rassurer par avance, dissiper les mortelles nuées de pressentiments et d'idées noires qui l'assaillaient de plus en plus, à mesure que la date redoutable approchait.

Ce matin du 5 septembre, donc, Mrs Taylor ne pouvait dire qu'elle avait été particulièrement gaie. Baxter, parti pour le quartier à son heure ordinaire, ne devait pas rentrer pour midi, obligé qu'il était de déjeuner au mess où se fêtait l'anniversaire d'elle ne savait plus quelle victoire sportive remportée naguère par le régiment.

Il était près de deux heures lorsque la sonnerie du téléphone retentit. Ce fut un des serviteurs pendjabit qui décrocha l'appareil. Les yeux du brave garçon s'écarquillèrent. Il fit un geste de détresse.

— Le Sahib colonel ! Le Sahib colonel !

Arabella s'empara du récepteur. C'était sir Herbert, en effet.

— Excusez-moi ! Je désirerais passer chez vous le plus tôt possible.

— Mais tout de suite, si vous voulez.

Répondant ainsi, elle avait jeté un coup d'œil sur son bracelet-montre. Baxter n'allait pas tarder d'être de retour. Pas une minute, elle n'avait soupçonné que ce ne fût pas à lui que le colonel pût avoir à faire.

Un quart d'heure ne s'était pas écoulé que sir Herbert était là.

C'était la quatrième fois qu'elle le voyait, en tout et pour tout. Elle n'en fut pas moins frappée aussitôt par le quelque chose d'insolite qu'il y avait en lui. Quoi ? Elle eût bien été en peine de le dire. Un éclat singulier animait son regard. Ses phrases étaient hachées, pleines de saccades.

Elle voulait le faire asseoir. Il resta debout.

— Je suis navrée, commença-t-elle. George n'est pas rentré.

— Je sais, je sais, fit-il précipitamment.

Il ajouta :

— Ça ne fait rien ! Ce n'est pas à lui, — pour aujourd'hui du moins, — que j'ai à parler. C'est à vous...

Et comme elle le regardait, interloquée, elle le vit, plus surprise encore, rougir, puis pâlir, détourner les yeux.

— ... Je vous demande pardon, murmura-t-il d'une voix rauque. Je suis stupide, oui, stupide, il n'y a pas d'autre mot.

Elle, elle s'était reculée, légèrement sur la défensive. Les railleries d'Elliott et de Burke, — à propos des fleurs, de la carte qui les accompagnait, que sais-je encore ! — lui revenaient. Elle en avait ri. Elle en riait moins à présent. A quoi bon essayer de nier, de se donner le change ? Il y avait eu, depuis le début, dans toute cette histoire, c'était certain, quelque chose de trouble, que l'attitude de son visiteur, en cet instant, n'était point faite pour dissiper.

— Je pense, dit-elle, que George va être là d'un moment à l'autre.

Le colonel secoua la tête. Il souriait. Il s'était ressaisi.

— Il y a une chose dont vous ne pouvez vous douter, commença-t-il : c'est que le lieutenant Baxter vient d'être désigné à l'improviste pour prendre part, cet après-midi, à diverses manœuvres de cadre. Il ne sera pas de retour ici avant la fin de la soirée.

Il s'était rapproché d'elle, et, à voix plus basse :

— J'avais besoin d'être seul, tout seul avec vous. Avez-vous compris ?

— Ah ! fit-elle, reculant cette fois tout à fait.

Il sourit de nouveau, avec une mélancolie dont elle se sentit soudain bouleversée.

— N'ayez pas peur ! Écoutez-moi ! Quand je vous aurai dit ce que j'ai à vous dire, vous n'aurez plus peur. Peur de quoi, mon Dieu ! Il est probable même que vous ne songerez plus qu'à me remercier.

C'était lui qui s'était assis, à présent, et, s'emparant de ses mains, l'avait contrainte à prendre place sur le divan, à son côté. Elle ne lui résista pas. Il n'y avait plus de défiance en elle, non, plus rien que du saisissement, et une immense curiosité.

— Quand comptez-vous quitter Djelabad ?

Elle le regarda avec une surprise qui ne faisait que croître.

— Pourquoi me demandez-vous cela ? George s'en va le 22, qui le sait mieux que vous ? Les dernières journées qu'il va avoir à vivre ici, je ne veux pas les gâter avec mes préparatifs personnels de départ, d'autant que ceux-ci seront vite réglés. Je pense donc que le 24, au plus tard le 25... Peut-être me déciderais-je tout de suite pour cette dernière date, si je pouvais espérer avoir des nouvelles de son installation là-bas, avant de m'en aller...

— Et si lui ne s'en allait pas ?

— Qu'est-ce que vous dites ?

— Je dis bien : s'il restait ici ?

Sans s'en rendre compte, elle venait de joindre les mains.

— Mon Dieu ! fit-elle. Évidemment, je sais bien que vous pouvez ce que vous voulez, que ça ne dépendrait que de vous.

— N'exagérons rien ! Il faudrait que, par suite de certaines circonstances...

Elle eut une exclamation douloureuse.

— Quoi ? Ce n'est donc pas certain ? A quoi bon alors faire naître un espoir pareil ! Mais vous riez ! Vous n'en auriez pas le cœur si, vraiment... Ne me torturez pas davantage ! Expliquez-vous, je vous en supplie.

Il riait, en effet. Visiblement, il était heureux des résultats qu'il venait d'atteindre.

— Ne nous pressons pas, ne nous pressons pas ! fit-il. Dire qu'il y a quelques minutes, c'était à peine si vous consentiez à m'écouter. Je suis plus rassuré, à l'heure qu'il est. Avez-vous connu le lieutenant Salvage, mon officier d'ordonnance, de nom tout au moins ?

— De nom, oui, répondit-elle. C'est bien sa mère, qui est morte, il y a deux semaines environ ?

— C'est cela même... Et il est parti alors en permission. Or, un coup de téléphone de Simla m'a appris ce matin que sir Andrews Salvage père, qui doit posséder auprès du Vice-Roi des appuis sérieux, vient d'obtenir que la permission de son fils soit prolongée d'un mois. Je n'aime pas beaucoup qu'on opère ainsi en dehors de moi, sans me consulter. J'ai pu, en mettant sans cesse la main à la pâte, me passer durant quinze jours des services de Salvage, mais il y a là une situation qui ne saurait se prolonger. Bref, j'ai répondu au téléphone que

l'on pouvait continuer à accorder à ce jeune homme tous les congés que l'on voudrait, mais qu'il n'aurait pas de son côté à se formaliser si je m'estimais libre de procéder dès aujourd'hui à son remplacement. Le but de ma visite vous paraît-il suffisamment clair, à présent ? Au cas où vous auriez besoin de quelque explication complémentaire... Mais qu'avez-vous ? La joie vous toucherait-elle à ce point ? Si vous saviez, si vous pouviez savoir quelle récompense ce serait pour moi !

Il se surprit, sans qu'elle s'y opposât, à caresser avec lenteur la belle chevelure cuivre.

Consciemment ou inconsciemment, dans cette affaire du lieutenant Salvage, sir Herbert n'avait peut-être pas apporté toute l'exactitude désirable à l'exposé de la façon dont les choses venaient de se passer. La vérité était qu'on lui avait demandé s'il ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'on prolongeât d'un mois la permission de son officier d'ordonnance. Là-dessus, il l'avait immédiatement pris de fort haut, et il avait répondu que celui-ci pourrait rejoindre son corps quand il le voudrait, mais qu'il l'avertissait, d'ores et déjà, que ce ne serait plus pour retrouver ses anciennes fonctions auprès de lui.

Chez Arabella, à présent, le froid bon sens, qui venait de réapparaître, était sur le point de réaliser les contre-parties de cette trop soudaine félicité. Dans cette voie des confidences où elle s'était laissé entraîner à l'instant, qui peut donc prédire l'endroit où l'on pourra s'arrêter par la suite ? C'était ce à quoi elle venait de songer, sans doute, et qui expliquait le ton de légère réserve avec lequel elle répondit.

— Tout cela est trop beau, voyez-vous, pour que j'y croie tout à fait encore. Mais pourquoi avez-vous préféré commencer par m'en informer, moi ?

Il sourit de nouveau.

— Ne l'avez-vous pas deviné ? Je pourrais vous répondre que c'est parce que ça me plaît ainsi. Mais la vraie raison est qu'il faut que nous soyons unis, afin de le convaincre, lui.

— Le convaincre de quoi donc ? dit-elle. D'accepter une solution qui va lui permettre de rester avec moi ? Car, enfin, si vous le prenez comme officier d'ordonnance, vous continuerez bien à m'autoriser à demeurer à Djelabad ?

Il eut un haussement d'épaules comme pour dire : « Est-il nécessaire de me poser une telle question ? » Était-ce néces-

saire, en effet ? Mrs Taylor devait avoir, par la suite, assez d'occasions de se rendre compte de sa naïveté du moment. Mais n'avait-elle pas, en cette minute, bien des excuses, toute à son bonheur, comme elle y était, à sa crainte de le voir compromis, à peine né.

— Il ferait beau voir ! reprit-elle. Lui ne pas accepter, dans ces conditions ! Ne savez-vous donc pas comme il m'aime? Et pourquoi n'accepterait-il pas ?

Sir Herbert secoua la tête.

— Au lieu d'appartenir à l'un des escadrons qui vont monter en première ligne, répondit-il, si Baxter faisait partie de l'une des unités relevées, le doute n'entrerait même pas en jeu. Ce que j'appréhende, voyez-vous, ce sont ses scrupules. Ce sont eux qu'il va falloir m'aider à dissiper. J'espère que nous y réussirons sans trop de difficulté. Tout le monde sait, au régiment, qu'il n'a pas attendu d'être sur la frontière du Nord pour bien remplir son devoir, que diable ! Tout le monde, en revanche, ne peut faire état des cinq campagnes de guerre et des trois blessures qu'il est, lui, en mesure d'aligner.

Il s'était levé. Il remettait ses gants. Très mince, d'allure surprenamment jeune sous la tunique vert olive au collet or, il dominait Arabella de toute sa haute taille. Il la contemplait, sur le divan où elle était restée, suppliante et recroquevillée, repoussant par moments, en arrière, des deux mains, l'avalanche de ses boucles rousses.

— Comptez sur moi ! murmura-t-il.

Sa voix chavira. Il dut tousser pour l'affermir.

— Comptez sur moi. Je présume que je n'aurai pas à insister beaucoup. Je sais, en effet, comme il vous aime, comme vous l'aimez. Soyez tranquille, vous serez heureuse! Quant à moi, n'est-ce pas, quant à moi...

Il toussa de nouveau.

— Je vous verrai !

A son tour, elle le regarda. Sentit-elle, en cette minute capitale de leur vie, dans quelle équivoque ils allaient s'engager tous les trois ? N'eut-elle pas la tentation de lui crier : « Allons, un peu de franchise ! Alors, toutes ces qualités du lieutenant Baxter, sa valeur, sa passion de son métier de soldat, ses blessures, ses glorieuses années de guerre, ce n'est

qu'à cause de moi, que parce que je quitte Djelabad, s'il s'en va, que vous vous êtes avisé que tout cela méritait d'être pris en considération ? Si, subitement, vous veniez à apprendre que, quoi qu'il arrive, je suis décidée à rester, avec quelle gaieté de cœur ne le laisseriez-vous point partir, lui ? » Voilà ce qu'il y avait vraisemblablement dans le regard sombre et douloureux qui pénétra une seconde jusqu'au fond de l'âme du colonel Wright. Mais quoi ? d'un côté, la certitude de conserver George, de l'autre la perspective de le voir s'enfoncer au cœur de ces montagnes fantômes dont on n'osait même plus parler devant elle, depuis un mois !...

Lentement, elle tendit sa main à sir Herbert, tandis qu'elle murmurait d'une voix sourde :

— Je vous remercie. A bientôt, n'est-ce pas ?

***

— Connaissez-vous la nouvelle ? demanda le capitaine Gasser, commandant le 2e escadron.

Assis devant la cheminée de la salle à manger du mess, dont la table attendait les convives, toute servie, il était en train de rôtir consciencieusement au feu des bûches ses immenses jambes bottées d'acajou, sur le vernis duquel les flammes dansaient en reflets rouge sang.

Il se recula quelque peu, de façon à laisser de la place au capitaine Marshall, du 8e escadron, qui venait d'entrer, et qu'un des boys débarrassait de son manteau tout gluant de neige. Dérobant entièrement le paysage, on voyait tomber celle-ci à travers les vitres en glauques tourbillons.

— Jolie matinée ! dit Marshall. Quand on pense que nous ne sommes qu'au 16 septembre, c'est-à-dire pour cinq jours encore en été ! Si ce petit temps-là continue, les camarades qui vont prendre la route du nord, la semaine prochaine, auront de quoi bien s'amuser. Il n'y a ici personne des 5e et 6e escadrons, n'est-ce pas ? Autrement ma réflexion ne serait pas charitable.

— Je vous demande pardon, mon capitaine, il y a moi, dit Burke en riant.

— Faites excuse, mon garçon, je ne vous avais pas aperçu, dit Marshall en lui serrant la main. Mais il m'est, hélas ! impossible de rien retirer de ce que j'ai dit.

Et, se tournant du côté du capitaine Gasser :

— Salut, vieux ! A quelle nouvelle faisiez-vous allusion, quand je suis entré ?

— Il paraît que le petit Salvage est affecté à un autre régiment, et que le lieutenant qui le remplace est désigné.

— Salvage, l'officier d'ordonnance du colonel ?

— Parfaitement.

— Et son successeur auprès de sir Herbert est nommé ?

— Oui. Ça s'est décidé ce matin, au rapport des chefs d'escadrons. C'est le lieutenant Baxter, du 5e, qui a été choisi.

— Baxter ? Ce n'est pas possible !

C'était Burke qui venait de pousser cette exclamation.

— Plaît-il ? fit Gasser.

— Excusez-moi, mon capitaine ! balbutia le jeune homme. La surprise, l'étonnement, vous comprenez ! Puis-je savoir d'où vous est venue cette information ?

— Si on vous le demande, mon garçon, vous direz aux gens qu'ils sont des indiscrets. Mais puis-je savoir, à mon tour, pourquoi vous ne la jugez pas fondée ?

— Ce matin même, j'ai accompagné au quartier le capitaine Elliott. Or, comme il est le propre chef de Baxter...

— Et qu'il ne vous a rien dit, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que ça prouve ? Que le capitaine Elliott ne se croit pas obligé de vous tenir au courant de tout ce qui se passe dans son escadron.

— Nous sommes d'accord, mon capitaine. Mais si j'ajoute que j'ai passé ma soirée d'hier chez Baxter lui-même, et que, lui non plus...

— Qu'est-ce que ça prouve encore ? Il y a des nouvelles qui nous concernent que nous ne sommes pas contraints de crier sur les toits, surtout lorsque nous n'en éprouvons qu'un orgueil relatif. Or, je connais et j'estime le lieutenant Baxter. Il doit juger, à l'heure actuelle, que la nouvelle dont il s'agit est de celles-là. A propos, qui est-ce qui le remplace ?

— Où ?

— Comment, où ? Au 5e escadron, tiens ! C'est une désignation qui s'impose d'urgence, puisque, dans une semaine, très exactement, cet escadron-là doit se trouver à Karaoul, en plein Hounza, et pas pour des manœuvres en chambre.

Nous disons donc : le 5e et le 6e escadrons prenant la route, c'est au 7e à fournir le premier officier à marcher. Au 7e, quel est le lieutenant qui est dans ce cas ? Millikan, parbleu ! Eh bien ! beaucoup de plaisir à Millikan. S'il a du goût pour les sports d'hiver, il sera servi.

Et il désigna avec un petit rire la neige qui s'acharnait, en flocons de plus en plus drus, contre les carreaux.

Un silence se fit. Gasser s'était armé d'une pincette. En sifflotant, il fourrageait braises et tisons. En voilà un dont la réputation de plus mauvais coucheur du régiment n'était pas usurpée.

— Qu'avez-vous entendu dire au juste, mon cher camarade, lorsque vous avez parlé de l'orgueil relatif qu'il y a à être choisi par le colonel comme officier d'ordonnance ?

C'était Humphry qui venait de poser cette question. Le capitaine Humphry était à la tête du 1er escadron. On savait qu'il ne parlait que fort peu, jamais en tout cas hors de propos.

Gasser s'était retourné.

— Pourquoi me demandez-vous cela ?

— Je vais vous le dire. J'ai eu sous mes ordres le lieutenant Baxter, lors de ses débuts dans l'armée. Il m'a donc été donné autant qu'à quiconque de l'apprécier et de le connaître. Qu'il y ait eu dans vos paroles quelque chose de volontairement désobligeant pour lui, voilà ce dont je serais désolé.

Gasser avait rougi violemment.

— Si, répliqua-t-il, j'avais quelque chose à dire contre Baxter en personne, tout le monde ici me connaît assez, moi aussi, pour être certain que ce n'est point par allusion que j'aurais procédé. Je me borne à penser ceci, c'est qu'à six jours de la montée des escadrons en première ligne, il est regrettable de voir procéder à des mutations, à des remaniements arbitraires, de nature à bouleverser les tours de départ, et cela dans une matière où c'est la vie des intéressés, ni plus ni moins, qui est en jeu, ne l'oublions pas.

— Je suis persuadé que Baxter... commença Burke avec feu.

Gasser eut un geste excédé.

— Oh ! vous, mon petit, ça va bien comme ça ! Il n'a pas tenu qu'à vous que ce débat ne sortît des limites correctes.

Qu'est-ce que nous avons, pour déjeuner ? Tenez, passez-moi donc le menu, vous ferez mieux.

Une fois sur deux, restant au quartier pour y travailler parmi son bric-à-brac cartographique, Elliott ne descendait pas au mess à l'heure du déjeuner. Burke, qui eût ce jour-là tant souhaité sa venue, courut le retrouver vers le début de l'après-midi.

— Devinez, mon capitaine, cria-t-il, l'histoire qu'on s'amuse à colporter en bas !

Brusquement, il s'arrêta, sur un signe qu'Elliott venait de lui faire.

— C'est donc vrai ! murmura-t-il, navré.

— Chut ! chut ! fit l'autre avec humeur. Eh oui, c'est vrai.

Il ajouta :

— Et personne n'en est plus fier pour cela, ni lui, ni moi.

Ils se turent. Elliott, machinalement, traçait des cercles avec un compas, au centre de la carte sur laquelle il était en train de travailler. Il finit par y faire un trou. Il regardait Burke en dessous, d'un air gêné.

— Je vois ce que c'est ! finit-il par dire. Vous m'en voulez, et à lui aussi, de ne pas vous avoir averti. Il ne faut pas nous en vouloir, à lui surtout. Le colonel nous avait fait donner notre parole de ne pas parler. Moi, n'est-ce pas, je n'avais pas d'objections à soulever, et quand même j'en aurais eu, vous pensez bien que du moment qu'il s'agissait de son bonheur, à elle !... Pour ce qui est de lui, ça n'a pas été tout seul avant d'arriver à le faire accepter, je vous prie de le croire. Vous pouvez être en repos à cet égard, lui garder votre estime pleine et entière, je vous en réponds. D'ailleurs, rappelez-vous la soirée d'hier, chez eux, les têtes que nous faisions tous, plus ou moins ! Si cela n'a éveillé en vous aucun soupçon, c'est qu'il faut, passez-moi le mot, que vous soyez tout de même un peu bouché.

Le lieutenant avait baissé la tête. Le souvenir de la soirée de la veille lui revenait à l'esprit, avec tout ce qu'elle lui avait paru, effectivement, comporter de morne. Il n'y avait eu que le colonel Wright pour rompre un peu cette pesante mélancolie. Burke, en son for intérieur, avait même trouvé

sa gaieté un peu forcée, vu les circonstances. Quant à l'atmosphère de contrainte au milieu de laquelle cette heure-là, toujours autrefois si joyeuse, s'était écoulée, il l'avait, dans son ingénuité, attribuée à l'approche de la grande séparation d'une part, de l'autre à la présence de sir Herbert, précisément. En dépit de ses efforts pour mettre tout le monde à l'aise, c'en était fini, bien entendu, depuis qu'il venait au bungalow chinois, de la bonne humeur et de la franchise d'allures d'antan.

Le 22 septembre était un jeudi. Le mercredi 21 fut un jour très froid, mais sec, et où il y eut un splendide coucher de soleil sur les montagnes. A quatre heures de l'après-midi, les 5ᵉ et 6ᵉ escadrons, massés dans la grande cour du quartier, furent passés une dernière fois en revue par le colonel Wright. Gradés et simples cavaliers, montures même, pouvait-on dire, puisque les chevaux étaient ferrés à glace, tout le monde avait revêtu la tenue de campagne d'hiver. Aussi Mrs Taylor, qui ne savait guère en quoi cette tenue consistait, ne fut-elle pas peu surprise de voir pénétrer chez elle, à l'heure fatidique du whisky, deux personnages qui avaient beaucoup plus l'air de trappeurs esquimaux que d'honnêtes officiers britanniques.

— Regardez si Burke a du chic ! dit Elliott. Quant à moi, c'est bien simple, je n'ai qu'une peur : rencontrer un miroir sur ma route. Heureusement que si cette infortune ne m'arrive pas ce soir chez vous, il y a de fortes chances pour qu'elle ne se produise pas de longtemps.

Leur départ devait avoir lieu le lendemain dès l'aube, et ils espéraient être à Karaoul le samedi soir. Après, on verrait, n'est-ce pas ? Ils savaient seulement que le 5ᵉ escadron relevait le 3ᵉ à Ouloug-Aghyl, et que le 6ᵉ prenait la place du 4ᵉ à Quotchqor.

Par un sentiment de discrétion dont ils lui surent gré, le colonel Wright s'était abstenu de venir au bungalow, ce soir-là. Ils n'étaient donc que tous les quatre : Baxter, Mrs Taylor, les deux officiers. C'étaient eux qui avaient le plus d'entrain, ou du moins qui en faisaient montre. Elle voulait les garder à dîner. Elliott refusa.

— Non, vraiment, ma chère petite, non ! Nous nous levons

de trop bonne heure. Et même ce soir, je ne sais pas comment s'est arrangé Burke, mais, pour ma part, il me reste pas mal de petites choses à régler.

L'automobile de Burke les attendait sur la route. Arabella tint à les y accompagner. On y voyait comme en plein jour, avec une lune merveilleuse. La chanson d'une guitare afghane, aussi pure qu'un chant de grillon, montait de la ville indigène. En revanche, toutes les cascades, toutes les sources, toutes les fontaines s'étaient tues.

— Qu'est-ce que c'est que tout cela ? fit Burke, jetant un coup d'œil à l'intérieur de sa voiture, où l'on distinguait, s'entassant dans l'ombre, trois ou quatre volumineux paquets. Mon capitaine, est-ce que ça vous appartient ?

— A moi ? ma foi non ! dit Elliott.

En même temps, il regardait, d'un air méfiant, Arabella.

— Mais, dites-moi, est-ce que ce ne serait pas, par hasard, un tour de votre façon ?

Elle avait haussé les épaules.

— Vous pensez bien que je ne vous aurais pas laissés partir pour là-bas les mains vides, dit-elle, oui, sans quelques petites choses destinées à vous aider à songer quelquefois. Et puis aussi, évidemment, il y a les choses que je lui avais destinées, à lui...

Elle acheva, la gorge un peu sèche :

— Vous n'aurez qu'à vous les partager.

Baxter avait pris congé d'eux sans avoir le courage de leur avouer qu'il ne les reverrait pas le lendemain matin. Vers cinq heures de l'après-midi, en le quittant, le colonel Wright, auprès de qui il avait pris son service l'avant-veille, lui avait dit :

— J'ai une corvée pour vous. Tous les officiers de troupe sont sur les dents. Il faut bien que je m'adresse à quelqu'un. Un convoi m'est annoncé de Srinagar pour demain de bonne heure. Vous vous porterez à sa rencontre avec quatre cavaliers que vous prendrez dans l'escadron de jour. Je veux que les camions se rendent directement à la manutention, et non aux magasins des subsistances. Vous les attendrez donc au carrefour de la route Gilgit-Djelabad, pour leur montrer la

voie à suivre. Partez avant l'aube, au cas où ils seraient en avance.

Baxter s'était incliné, le cœur gonflé d'une gratitude muette et triste. Il n'était pas dupe de l'ordre donné. Il savait qu'une mission de ce genre, un simple brigadier eût largement suffi à la remplir. Oui, mais le colonel Wright avait dû estimer, — et c'était là sa délicatesse, — que le lieutenant Baxter serait bien mieux, ce matin-là, au carrefour de Srinagar, qu'à son côté, dans la cour du quartier, à voir défiler devant eux les escadrons en route vers la frontière, et à recevoir le salut de leurs officiers, dont celui du lieutenant Millikan.

— Je ne savais pas qu'il fût fiancé. Oui, paraît-il, à la fille d'un industriel de Delhi.

C'était toujours de ce même lieutenant Millikan qu'il s'agissait. Arabella, à qui Baxter s'adressait ainsi, secoua la tête... Non, elle ne l'avait pas entendu dire, non plus.

Il venait de rentrer, trempé littéralement, à près de huit heures du soir. Le convoi qu'il attendait depuis le lever du jour avait eu tous les malheurs, trois de ses camions embourbés, sur douze, à une trentaine de kilomètres de Djelabad. Baxter avait tenu à diriger lui-même l'équipe de secours. Ajoutez à cela que la pluie, qui s'était mise à tomber dès le matin, n'avait pas cessé de la journée. Maintenant, c'était le vent qui se mettait de la partie.

Tubé, rasé, bien au chaud dans ses vêtements d'intérieur, George jeta sur Arabella un long regard d'amour reconnaissant. La table était toute servie ; les cristaux luisaient ; Mrs Taylor venait de faire apporter ce qu'il aimait par-dessus tout, un punch à la muscade et à la cannelle. Elle était là, penchée sur lui, emplissant le bol de vermeil de la sombre liqueur fumante. Lui, il souriait d'un air un peu contrit. On sentait qu'il voulait parler de quelque chose, de quelque chose qui l'obsédait. Déjà sa bouche s'entr'ouvrait. Puis, tout d'un coup, se ravisant :

— Ah ! et puis tant pis ! Tant pis ! fit-il, se cachant la tête dans la belle épaule d'ambre. On ne vit qu'une fois, n'est-il pas vrai, ma bien-aimée ? Ma bien-aimée !...

A travers les persiennes de leur chambre, que la tempête

secouait comme un dément qui les eût saisies à pleines mains, le vent chassait contre les vitres enténébrées une pluie mêlée de grêle glacée. La lueur d'une veilleuse agrandissait, rapetissait les ombres des meubles. Arabella, soulevée à demi sur son coude gauche, retenait son souffle. A présent, George, c'était sûr, devait dormir !... Oui, mais ce vent, ce vent maudit !

Une heure passa, puis une autre. Peut-être allait-elle céder au sommeil, elle aussi. On eût dit que la tourmente s'apaisait peu à peu.

Une espèce de sanglot la fit tressaillir. Elle se redressa en sursaut.

— Qu'est-ce qu'il y a, George ? supplia-t-elle. Il faut me le dire. Je veux !...

Pas de réponse ! Rien que le silence tout d'abord. Puis, dolente et cassée, à peine un soupir, à peine un murmure, une voix plaintive s'éleva...

— Le jour, le jour ! Quand le jour va-t-il naître ? Pourvu, mon Dieu, qu'en attendant ils n'aient pas trop froid !

PIERRE BENOIT.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LA RÉVOLUTION DE 1848
ET LAMARTINE

NOTES INÉDITES

LE MARQUIS ET LA MARQUISE DE LA GRANGE

Né en 1796, le marquis Édouard de La Grange appartenait à cette génération élevée, selon l'expression de Musset, au son du tambour. Tout jeune, il était entré dans l'armée impériale ; mais la paix était venue et, capitaine à vingt-quatre ans, il aspirait à une vie plus active et plus féconde. En 1821, il aborde la carrière diplomatique et devient le collègue de Lamartine, son aîné de six ans, qu'il semble avoir connu par Aymon de Virieu. Bientôt une amitié naît entre le poète et le jeune secrétaire. Lamartine souhaitait que celui-ci épousât la belle-sœur de Virieu, Mlle de Fargues. Le mariage ne se fit pas et, en 1827, La Grange épousait celle qui devait être pour lui, pendant quarante ans, l'objet d'un fervent et exclusif amour, Constance de Caumont la Force (1801-1869), veuve du comte de Clermont-Lodève. Les La Grange, comme les Lamartine, mènent jusqu'en 1830 la vie ordinaire des diplomates. Entre deux dépêches, Lamartine écrit de nouveaux poèmes. La Grange traduit les Allemands, se lie avec les romantiques, et surtout avec Vigny qu'il connaît depuis 1818 (1). C'est plus tard, vers 1840, qu'il se tournera du côté de l'histoire et de l'érudition, qu'il prendra, après la publica-

(1) Voir *Lettres inédites d'Alfred de Vigny au marquis et à la marquise de La Grange*, avec une introduction d'A. de Luppé, 1914.

tion des *Mémoires de La Force*, à l'Académie des Inscriptions, une place fort honorable, mais qui ne peut faire oublier qu'il a été une des liaisons du romantisme français de 1830 avec l'Allemagne, le traducteur de Jean-Paul et de Henri Heine.

Pendant dix années, de 1837 à 1848, l'intimité fut de tous les instants. La politique réunit les deux amis, tandis que, parallèlement, des « œuvres » communes liaient Mme de La Grange et Mme de Lamartine : œuvre des Jeunes Filles détenues, ouvroirs, salles d'asile. Mais c'est peut-être dans une lettre inédite de Mme de Lamartine, datée du 23 juillet 1838, qu'il faut chercher ce qui unit les deux femmes : « Que vous êtes heureuse, écrit Mme de Lamartine, de pouvoir vous entourer de souvenirs qui ne sont pas tous poignants, qui ne vous représentent pas un bonheur perdu sans retour ! Hélas ! je suis aussi dans le pays de mes souvenirs. Mais quelles images ne me remettent-ils pas sous les yeux à chaque instant ! Tout mon passé, tout mon avenir, ensevelis là sous mes yeux, ma mère et mes enfants... Je ne suis venue à Saint-Point que pour essayer les premiers pas de l'enfant que j'ai perdu à deux ans, grosse de celle qui a fait mon bonheur pendant dix ans, dont toutes les joies étaient ces gazons, ces bois, ces prairies... Et toutes les nuits je pense à elle comme si c'était hier. Les six ans sont effacés. Il ne reste dans mon âme que ce qui les précédait, et la dernière scène. Là s'arrête ma vie. Tout le reste est à la surface. » Au souvenir de la mort de Julia, Mme de La Grange comprit : elle avait perdu l'enfant de son premier mariage, et n'en eut point d'autre.

Les deux députés, quand ils sont à Paris, se voient presque chaque jour. En 1837, en effet, après un échec dans l'Eure en 1834, La Grange avait été élu à Blaye, dans la Gironde. Lamartine siégeait depuis 1830. « Nous allons nous retrouver dans une même carrière, écrit-il le 14 novembre 1837, et avec un même but. Les journaux disent que nous y marcherons ensemble ; en tout cas, nous nous y donnerons souvent la main. » Les deux ménages vont dîner l'un chez l'autre, vont ensemble au théâtre, ou tout au moins ne finissent guère la soirée sans passer 82 rue de l'Université, chez les Lamartine, ou 107 rue de Grenelle, chez les La Grange. Le *Journal* de La Grange et les lettres encore inédites de Lamartine

(les principales seules ayant été publiées par Valentine de Lamartine) conservent le témoignage de cette intimité quotidienne.

Quelques dissensions déjà, cependant. « Mon cher ami, écrit Lamartine le 5 octobre 1842, je vous croyais en froid avec moi, et je commençais à m'affliger de la politique, puisqu'elle pouvait désunir ce que l'âge, les sentiments, les conformités littéraires et l'amitié avaient uni. Grâce à Dieu, il n'en est rien. » Lamartine, de plus en plus, s'enfonçait dans l'opposition, contre ce ministère Guizot que La Grange, non sans quelques réserves, soutenait de ses votes. Lamartine, pourtant, essayait de le séduire : « Si vous m'en croyez, écrit-il le 28 novembre 1842, vous serez immensément fort et important dans cinq ans. C'est évident pour moi. Je vous vois adopté, honoré et exalté par l'opposition renouvelée, comme un de ses fondateurs, et appelé à la représenter au pouvoir, le jour où elle y entrera. Vous ne savez pas ce que c'est qu'un aristocrate comme vous, tendant la main à une démocratie impuissante tombée dans le fossé ! C'est le beau rôle, depuis Rome jusqu'à Mirabeau... Nous avons bien prouvé que nous étions conservateurs ; prouvons que nous sommes libéraux, et prouvons ensuite que le libéralisme est un moyen de gouvernement plus puissant que l'intrigue et la peur. Adieu, je baise la main si belle de Mme de La Grange, mais je la secoue avec colère si elle vous entraîne loin de moi ! »

Intelligente, et aimée, et passablement autoritaire, avait-elle sur son mari tant d'influence ? Si l'on en croit les notes que l'on va lire, et où elle peindra elle-même sa nature si vive, Mme de La Grange n'avait guère de tendresse pour cette sorte de libéralisme, et lui, de son côté, aucune envie de jouer les Mirabeau. Orléanistes tous deux, et assez bien en cour, ils s'effrayaient de ces grands élans qui emportaient Lamartine qu'ils aimaient, au vent d'une éloquence qu'ils admiraient, à droite, à gauche, et de plus en plus à gauche. Et ce fut 1848...

Sur son agenda, Mme de La Grange a noté au jour le jour ses impressions devant les événements qui se précipitent. Ce sont ces notes que je publie.

LUPPÉ.

JOURNAL

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

A la veille des journées de février, Louis-Philippe et son ministre Guizot, malgré la campagne des banquets qui durait depuis 1847, refusaient encore d'adopter certaines réformes que leur conseillait l'opposition dynastique dirigée par Thiers, Duvergier de Hauranne, Odilon Barrot. Un nouveau banquet, qui devait avoir lieu à Paris dans le XIIe arrondissement, fut interdit. Une partie de l'opposition riposta en demandant la mise en accusation du ministère Guizot.

Février 1848. — Je vois M. Molé (1), qui est très sombre; on pense à lui pour former un ministère, car on sent que M. Guizot ne peut rester. M. Molé déclare, m'assure-t-on, que dans l'état actuel des choses, il n'accorderait pas de réformes: donc pas de chance d'être ministre. Il a de bonnes raisons de tenir ce langage. Le Roi a déclaré que, dans le cas où la Chambre des députés, puis la Chambre des pairs, voteraient la réforme parlementaire, il renfermerait l'ordonnance dans son bureau et qu'on la retrouverait après sa mort. « Ils s'ennuient, dit-il, d'un règne de dix-huit ans et d'un ministère de huit ans. Tant pis pour eux ! Mais tant que je vivrai, les choses iront de même, et je me sens très fort encore. » Mais les choses marchent vite et je crains beaucoup.

MM. Thiers et Dufaure *rechignent* à aller au banquet, rechignent à ne pas aller chez le Roi, parce qu'il devient difficile d'être ministre, si on ne va pas aux Tuileries. M. Molé va chez M. de Lamartine. Il n'y avait pas mis les pieds depuis trois ans; il s'était vivement prononcé contre les *Girondins*: j'avais eu à cette occasion plusieurs discussions avec lui.

15 *février*. — J'ai une longue conversation avec M. de Lamartine qui sort de chez moi. Il est très monté pour le banquet. Je lui ai parlé de toutes les conséquences :

— Quelles perturbations peuvent arriver !

— J'irai tout seul, me répond-il; mon honneur y est attaché. Un homme ne peut reculer.

(1) Il était parent de Mme de La Grange.

Il accepte tout l'avenir. Cela ne m'étonne pas : je voyais son mécontentement augmenter de jour en jour. C'était comme les vagues de la mer : la moindre circonstance rendait le flot courroucé. Il luttait encore, évidemment, avec ses anciennes idées monarchiques d'une part, avec ses colères contre la dynastie d'Orléans, qui le méconnaissait. Souvent je lui répétais des choses gracieuses qu'on me disait de lui : il en était touché. Il nourrissait une rancune d'homme contre les conservateurs pour la présidence. Quoique avec un génie divin, il n'était pas exempt de faiblesse humaine. N'étant pas premier ministre d'une monarchie, ne prévoyant pas d'être le soutien du trône à la naissance d'une régence, il rêva d'abord d'être tribun du peuple, président d'une république. Il en parla bientôt en plaisantant, et cela finit par devenir pour lui comme une réalité, comme une chose qui devait arriver. Il vécut avec cette pensée. Il commença les *Girondins*, Je vis alors, j'étudiai toutes les phases par lesquelles il passa en écrivant cet ouvrage. Il s'entoura des souvenirs de cette douloureuse époque. Mais avec son imagination si vive et, je dois le dire, avec cette facilité d'esprit qui lui est si propre, il traçait ces lignes admirables qui feraient, à mon avis, détester tous ceux qui prirent part à ces événements, quoiqu'il tâchât d'ennoblir des crimes qu'il détestait.

17 *février*. — Décidément, le banquet doit avoir lieu aux Champs-Élysées ; on se réunira à la place de la Madeleine. C'est mardi 22.

21 *février*. — Ces derniers jours se sont passés dans une agitation que je ne saurais dire. Le manifeste du *National* (1) décide les ministres à défendre le banquet. Je fus chez M. Passy (2) pour une affaire de charité. La mesure n'était pas encore officielle. Il était assez calme. Je lui dis :

— Prenez garde d'avoir la république !

Dans la journée, nous vîmes M. de Salvandy (3). Il sortait de la Chambre et nous assura que tout était fini, que M. Odilon Barrot venait de parler de façon à ne laisser aucune inquiétude, qu'évidemment l'opposition était vaincue. Le soir, même langage ; et, pourtant, nous étions très inquiets.

(1) Journal d'Armand Marrast.
(2) Sous-secrétaire d'État à l'Intérieur.
(3) Ministre de l'Instruction publique. C'était un ami intime de La Grange.

Vingt membres, disait-on, persistaient à aller au banquet.

Mardi 22 février. — A huit heures du matin, je fus chez M. de Lamartine. J'entre dans le salon, il entend ma voix, il sort de son cabinet. J'étais très émue, je prévoyais ce qui allait arriver.

— Irez-vous au banquet ? lui dis-je.

— Il n'aura pas lieu. Le comité l'a décidé à une heure du matin ; on est venu me le dire.

Nous causâmes longtemps, très vivement. Je lui répétai ce que je lui avais toujours dit : c'est qu'il assumait une immense responsabilité. Voilà mes propres paroles :

— Vous aurez la république, vous serez président. Mais que de peines et de tourments vous aurez à subir ! Et que deviendra la France ?

Je parlai à Mme de Lamartine, je tâchai de lui mettre sous les yeux les dangers que son mari aurait à courir. Je sentais en moi-même que mes paroles étaient inutiles, mais je voulais leur dire la vérité. J'avais des larmes dans les yeux. Il me prit la main, la serra affectueusement. Je lui dis alors :

— Vous savez combien je vous aime tous deux, vous savez que vous n'avez pas d'amis plus dévoués que nous.

— Vous avez raison, reprit M. de Lamartine, car je n'ai jamais aimé personne plus que vous.

J'étais très agitée. Il me reconduisit jusqu'à l'antichambre, me prit encore la main, et me dit :

— Allons, ne soyez pas si effrayée. Eh bien ! voyons : La Grange et moi nous serons consuls !

Je hochai la tête, il me regarda ; je lui répétai encore :

— Songez à ce que la France deviendra, aux dangers que vous aurez à courir.

Je les quittai enfin tous deux ; je ne le revis plus, lui, que le lundi d'ensuite. La France était en république.

Le 22 février, quelques escarmouches s'étaient produites entre la troupe et les émeutiers ; mais le 23, la situation s'aggrave. La garde nationale, dans son ensemble, montre de l'hostilité au gouvernement. Guizot donne sa démission ; le Roi charge Molé de former un nouveau ministère. Le soir, une bande parcourt les boulevards ; arrivée au boulevard des Capucines, elle se heurte aux troupes qui gardent le ministère des Affaires étrangères. Un coup de feu part, suivi d'une

décharge générale qui tue ou blesse une cinquantaine de personnes. Le Roi fait appeler Thiers pour constituer le cabinet, mais le 24, l'insurrection se développe et détermine Louis-Philippe à abdiquer. La tentative d'instituer une régence en faveur de la duchesse d'Orléans, mère du comte de Paris, héritier du trône, devait échouer.

Mercredi 23 février. — M. de La Grange souffrait de la goutte et ne pouvait sortir que difficilement et en voiture. A midi, étant très inquiète, ayant passé la matinée à entendre répéter les bruits les plus sinistres, que les barricades étaient très nombreuses, qu'on se battait dans plusieurs quartiers, je me décidai à aller chercher des nouvelles. J'entrai à l'Intérieur (1), je fis demander Mme Duchâtel. Elle me fit entrer dans le salon en bas :

— Vous venez chercher des nouvelles ? me dit-elle en venant au-devant de moi à la porte. Tenez, le Conseil est là, ils vous en donneront.

Ils me dirent qu'ils étaient certains d'être les plus forts, que la garde nationale viendrait, qu'on battait le rappel, que les troupes étaient très nombreuses. Je ne sais pourquoi leur assurance ne m'en donna pas du tout. Je me souvenais de 1830. Mme Duchâtel était très vive contre l'opposition :

— Jamais, dit-elle, un de ceux qui ont demandé à mettre mon mari en accusation ne remettra les pieds chez moi. Dimanche, je recevrai rue de Varenne.

Je sortis en voiture avec M. de La Grange ; nous allâmes dans les rues sans traverser les ponts. Sur les quais, dans les boutiques, on était très inquiet ; on voyait dans les rues des uniformes de tous genres ; des figures sinistres circulaient. Nous arrivâmes près de la Chambre ; on distinguait, en face, sur la place, les cuirassiers, dont les casques et les cuirasses brillaient au soleil radieux. Je tournai mes regards vers les Tuileries, et je ne sais quel pressentiment me fit gémir sur ces malheureux princes. Je ne regrettais plus que Mme Adélaïde eût cessé de vivre (2).

Nous rentrâmes ; il était trois heures. Je fus encore à l'Inté-

(1) Le ministère de l'Intérieur se trouvait alors 101, rue de Grenelle. Le ministre était le comte Duchâtel.

(2) Madame Adélaïde, sœur de Louis-Philippe, était morte le 30 décembre 1847. C'était une amie de Mme de La Grange et elle lui écrivait souvent.

rieur. Les portes étaient ouvertes, personne en bas : je montai. Entrée dans le salon, je distinguai la voix de M. Duchâtel et celle de sa femme dans la chambre à coucher. J'allais me retirer lorsqu'ils sortirent. Elle me dit, fort émue :

— Le ministère est dissous.

— Comment ? lui dis-je, ils ont donné leur démission dans les circonstances actuelles ?

— Non, le Roi les a renvoyés. C'est indigne, ajouta-t-elle, renvoyer ses ministres, sous le poids d'une accusation ! M. Molé va former un ministère.

C'était, à mon avis, une concession trop tardive, ou pas assez complète, si on sentait que la position le réclamait impérieusement. Je rentrai avec cette nouvelle. Elle avait été portée aux pairs, aux députés et à la Bourse. On criait : « Vive la réforme ! » On se réjouissait, on croyait tout fini.

Pendant la nuit, on entendait des cris, des fusillades ; on s'attendait à voir pénétrer chez soi des bandes armées. La garde nationale avait crié : « Vive la réforme ! » ; les troupes se laissaient désarmer.

Jeudi 24 février. — Jamais rien n'effacera de ma mémoire cette trop fameuse journée. Dès le matin, on nous conta ce qui s'était passé au boulevard des Capucines, le mercredi soir. Tout semblait calme, lorsque les chefs des émeutes sortirent du *National* en criant : « Il nous faut du sang ! », et se dirigèrent vers les Affaires étrangères. Là, un coup de fusil fut tiré on ne sait pas comment...

A onze heures moins un quart, ne pouvant contenir mon inquiétude, je pris mon chapeau et je marchai sans trop savoir où j'irais. En passant devant l'Intérieur, je vis la cour encombrée de monde, de députés, etc... J'entre. La consternation est sur toutes les figures.

— Qu'y a-t-il ? demandai-je.

— Ce n'est plus M. Molé ; c'est MM. Barrot et Thiers qui veulent composer un ministère, mais ils sont dépassés.

J'entrai dans le salon : les ministres allaient et venaient. Je demandai si des précautions avaient été prises, puisqu'on allait aller à la Chambre voter sur la mise en accusation des ministres, et que les émeutiers, si l'on pouvait encore donner ce nom aux masses qui étaient maîtres de Paris, s'y rendaient. « On n'a pris aucune mesure », me répondit-on. Il paraît qu'à

cette heure si solennelle, des exigences de grades firent que le maréchal Bugeaud ne fut pas investi du commandement, et que, par le fait, personne ne commandait. Mme Duchâtel était très animée, très courageuse.

A midi, nous entendîmes des cris inhumains, puis nous vîmes s'avancer une calèche couverte. C'était Barrot qui venait prendre possession du ministère de l'Intérieur. Les cris « Vive Barrot ! » résonnaient dans l'air ; des enfants, des figures qu'on ne voit qu'en pareils jours, étaient montés sur la voiture, la suivaient, l'entouraient, portant des fusils, des bâtons, des piques de fer. J'ai su que, pendant ce temps, les ministres interrompirent en toute hâte leur déjeuner et sortirent en courant par le Commerce. On trouva sur les tables tous les effets de Mme Duchâtel, etc... Peu après, la foule criait : « A bas Barrot ! » Traîné par deux hommes qui le tenaient par le bras, il quittait le ministère...

Vers une heure, M. de La Grange voulut aller à la Chambre : il croyait qu'il pouvait encore y avoir quelque chose à faire et qu'on pouvait, ce jour-là, servir son pays. Il pouvait à peine se tenir sur ses jambes, impossible de circuler en voiture. Je fus avec lui jusqu'à la rue de Bourgogne ; là, je devenais un obstacle. Je trouvai un ouvrier que je connaissais ; il me proposa d'accompagner M. de La Grange, de lui donner le bras. J'étais très émue : je me tins dans la rue, sur la porte. Tout était encombré, on criait, tout le monde était aux fenêtres, comme un jour de fête, mais la stupeur était sur tous les visages. Des bandes armées passaient dans les rues, des gardes nationaux, des soldats désarmés, l'air hautain, lorsqu'ils n'étaient pas gris. Une heure à peine s'était écoulée que Dauphin, l'ouvrier qui avait conduit M. de La Grange, accourut en me disant, ivre de joie : « Tout est fini ! La régence est proclamée. Le Roi a abdiqué, Mme la duchesse d'Orléans arrive à la Chambre ; le général Bugeaud l'a amenée. » On riait, on se félicitait tout autour de moi. « Je retourne, me dit-il ; je veux tout voir. » Une heure après, cet homme revint, l'air sombre et abattu. On se bat à la Chambre ; la duchesse d'Orléans et ses enfants ont peine à se sauver. M. Barrot a voulu parler pour elle : il a été hué. On cherche à le soustraire à cette même foule qui le portait en triomphe il y a une heure.

Je ne pouvais contenir mon inquiétude. Je restai dans la rue ; à peine si je faisais attention à ce qui se passait autour de moi. M. de La Grange rentra ; il me raconta cette scène mémorable dans laquelle la monarchie fut, pour la seconde fois, chassée du trône et remplacée par la république (1).

Après Barrot, M. de Lamartine franchit les degrés de la tribune. La foule qui encombrait la Chambre lui cria de se taire. Ces hommes étaient sans armes apparentes ; c'étaient, en général, des jeunes gens assez bien mis, des rédacteurs de journaux. Mais plus tard, des gens en guenilles, armés, envahirent les bancs des députés. Cette infortunée princesse était là, au milieu du tumulte, avec ses deux enfants. Bientôt, le second s'endormit ; il était malade, on l'avait sorti du lit pour l'amener. On l'emporta hors de la Chambre.

Bientôt on cria : « Lamartine à la tribune ! » Il demande que, pour délibérer, la princesse se retire. Alors, il y eut un affreux débat entre les gens de sa maison et la garde nationale : les premiers voulaient qu'elle s'en fût, les seconds disaient ne pas répondre de sa vie. Enfin, poussée et repoussée, elle disparut ; chacun raconte, d'une façon différente, sa fuite. Au moment suprême pour elle, où la vie de son enfant était en danger, voyant que la dernière lueur d'espoir s'éteignait pour elle, entendant les cris de : « Vive la république ! », elle s'écria : « Messieurs, vous m'avez trompée. Vous m'aviez dit que vous étiez forts ! »

Le pauvre petit comte de Paris (2), ayant sûrement entendu dire que s'il était proclamé roi tout serait sauvé, disait à l'homme qui l'emportait en fuyant : « Monsieur, je serai tout de même roi, n'est-ce pas ? »

LAMARTINE AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Louis-Philippe quitte les Tuileries qui sont envahies par la populace. Le 25 février est institué le Gouvernement provisoire dont Lamartine fait partie.

(1) Le marquis de La Grange relate dans son *Journal inédit* : « Assis au-dessus de Lamartine, je pouvais voir facilement les notes qu'il écrivait pour parler. J'y lus distinctement : *Il nous faut un gouvernement rationnel. Respect au malheur, mais point de fausse pitié !* »

(2) Il était né en 1838.

Vendredi 25 *février*. — Le temps était affreux. Dès le matin, une atmosphère lourde pesait sur la capitale. Chacun semblait haletant, effrayé, personne n'avait dormi, très peu s'étaient couchés. Nous sortîmes vers une heure.

Nous allâmes chez Mme de Lamartine ; impossible d'avoir un fiacre. Elle avait envoyé chez moi le matin ; je ne l'avais pas encore vue depuis la veille. J'étais émue en entrant. Nous sentîmes toutes deux qu'il y avait quelque chose entre nous ; pourtant, elle s'assit près de moi. Je lui parlai de M. de Lamartine et lui dis :

— Est-il donc trop tard pour la régence ?

— Hélas ! oui, me répondit-elle.

Je la regardai ; mais je ne pus m'empêcher de blâmer vivement M. de Lamartine, si bien que des amis communs me dirent que je l'avais blessée profondément. J'en suis fâchée, mais jamais rien ni personne ne m'empêcheront de dire ce que je pense.

Pendant que nous étions chez Mme de Lamartine, nous vîmes arriver une quantité de personnes : des républicains du moment, se donnant pour de chauds partisans *nés* de la république, des journalistes dont les feuilles ne pouvaient contenir assez d'éloges de M. Guizot. M. de La Grange était encore plus froissant que moi : il ne peut rien dissimuler. On raconte que l'on avait voulu tirer sur M. de Lamartine, qu'il avait, avec sa belle parole, défendu le drapeau tricolore, auquel on voulait substituer le drapeau rouge. C'est alors que le nommé Salle, tourneur, qui avait forcé la salle des délibérations, dit violemment, l'arme au bras :

— Nous ne voulons pas être floués par vous comme par les autres. Si vous ne faites nos affaires, nous vous renverrons, nous vous chasserons d'ici...

En rentrant, je manquai recevoir un coup de fusil. Un enfant de quinze ans me coucha en joue pour plaisanter ; j'avais à peine fait un pas que le fusil partit. Mais rien ne pouvait m'émouvoir dans ces journées-là ; il semblait que les sensations physiques étaient amorties par la profondeur des pensées.

Samedi 26 *février*. — Même émoi dans tout Paris, des coups de fusil éclatant sans cesse, des bandes passant, des vocifé-

rations ; et pourtant, je circulai dans mon quartier, mais toujours à pied : les voitures ne roulaient pas encore.

J'allai chez Mme de Lamartine. Les nouvelles s'y succédaient avec une effrayante rapidité. On était à la merci du peuple armé. Pourtant, la garde nationale était pleine de zèle : elle sentait ses fautes passées.

En général, les légitimistes étaient enchantés. Je me demandais s'ils avaient bien raison de l'être, et s'ils pouvaient croire que c'était à leur profit que le peuple s'était battu, si c'était pour honorer les monarchies que le peuple avait traîné le trône dans le ruisseau. Le jeune Polignac entra un des premiers aux Tuileries. On cria : « La polka ! » Il en joua une sur le piano de la Reine. « Ton nom ? lui cria-t-on. — Non, répondit-il, vous me jetteriez par la fenêtre. — Non ! non ! — Eh bien ! Polignac. — Vive Polignac ! » Il s'inscrivit depuis dans la garde mobile et fut nommé officier.

Tout le monde portait le ruban rouge. Deux heures après, on l'arrachait à ceux qui le portaient ; on le remplaça par le cordon tricolore.

Dimanche 27 février. — Le temps était affreux. Je n'osai pas encore faire sortir ma voiture : je pris un fiacre pour aller chez Mme de Lamartine. Elle était plus calme. Nous la vîmes seule. M. de Lamartine était venu plusieurs fois de l'Hôtel de ville, chaque fois suivi, entouré. Il avait été obligé de parler, en montant sur une chaise, à la porte, pour que la foule s'en aille.

On commence à se revoir. Tout le monde est républicain, tout le monde a pris les armes, jeunes et vieux, toutes les opinions ont disparu, dans un besoin d'ordre. Paris est comme une forêt, ou la rue après l'orage. Chacun cherche à retrouver les débris de ce qui lui appartient, cherche à retrouver ceux qu'on aime. On se raconte ce qui est arrivé à chacun. On est presque joyeux les premiers jours : c'est comme une convalescence ; mais on craint une rechute. Andryane (1), amené à l'Intérieur par Barrot, y était resté avec Ledru-Rollin (2). Il vint nous voir le soir. Il avait un énorme paletot grisâtre,

(1) Ancien officier français, détenu au Spielberg en même temps que Silvio Pellico.

(2) Dans le Gouvernement provisoire, Ledru-Rollin était chargé du ministère de l'Intérieur.

son écharpe cachée sous son bras ; il les étendit tous deux en entrant.

— Mes amis, me voilà à vos ordres. Vous vous en souviendrez plus tard, n'est-ce pas ? Sauterez-vous sans cela ?

Et avec son doigt il faisait le signe de se couper le col. C'est le premier moment où j'eus envie de rire.

Lundi 28 février. — Nous courûmes aux Champs-Élysées pour voir de nos amis. Sur les boulevards, on pouvait à peine circuler en voiture : partout des barricades à peine détruites, les arbres des boulevards en partie abattus, toutes les cabanes, des fiacres, des charrettes, des voitures, renversés. On voyait encore des bandes armées, mais calmes, *mais maîtres.* Impossible de changer un billet ; l'or faisait prime.

On proclamait les arrêtés à l'Hôtel de ville. Le peuple applaudissait par les cris de : « Vive la République ! » Une insouciance complète sur le sort du Roi, des princes, des ministres, les portes de Paris ouvertes, les passeports délivrés à tous ceux qui en veulent, une affreuse curée de places, une si grande quantité de dénonciations que les ministres sont obligés de mettre dans les journaux que les lettres non signées seront jetées au feu sans être lues.

Le soir, vers dix heures, nous étions réunis autour de la cheminée. J'étais harassée sous le poids des tristes pensées qui venaient m'assaillir. J'ai une force immense contre les dangers dont je vois le terme, je suis bien faible contre ceux dont je ne prévois pas la fin. Et j'en étais là.

La porte de mon cabinet s'ouvre. M. de Lamartine entre.

— Mes amis, dit-il, voilà depuis vingt-quatre heures le seul moment dont je puisse disposer. Vous êtes, madame, la première personne chez qui j'ai voulu aller. Combien de fois j'ai pensé à vous pendant ces heures solennelles ! La régence, ajouta-t-il, pouvait durer trois mois. Après, de nouveau, l'émeute aurait troublé Paris.

Il nous conta qu'ayant voulu aller de l'Hôtel de ville chez lui, il avait été reconnu par le peuple, qui l'entourait tellement qu'il ne pouvait plus remuer. Arrivé place Royale, il trouve une porte ouverte. Il entre : c'était celle de Victor Hugo. Il sortit par une porte de derrière ; mais les masses l'avaient suivi. Dans une petite rue, il entra de nouveau dans une maison, ressortit par une fenêtre, et monta dans un cabriolet

de louage. Le conducteur lui parla tout le temps de Lamartine et dans sa joie manqua l'étouffer lorsqu'il découvrit qu'il était près de lui. Partout on criait : « Vive Lamartine ! » On lui baisait les mains. Il resta tard et s'en fut seul à pied.

Je ne puis dire l'émotion qui s'était emparée de moi en voyant là, à mon foyer, cet homme qui venait d'assumer sur sa tête une si immense responsabilité, qui avait eu tant d'audace, qui aurait une si large place dans l'histoire. Mais laquelle ?...

Il s'était assis sur un petit fauteuil en face de moi. Il avait près de lui M. de La Grange. Il me serrait les mains ; il avait embrassé tendrement mon mari. Je retrouvais cet ami dont la conversation avait eu jadis tant de charme pour moi, et dont chaque mot, à cette heure, était une page d'histoire. Sa parole était noble, élevée, ferme. Il disait des choses que moi seule et lui comprenions : il savait que je connaissais le fond de sa pensée, que je l'avais suivi pas à pas depuis l'*Histoire des Girondins*, et bien avant.

Mardi 29 *février.* — Dès le matin, Mme de Lamartine arriva chez moi. L'expression de sa figure était changée : elle était confiante.

— Alphonse a été heureux, hier soir, de vous retrouver, ainsi que votre mari, n'est-ce pas ? Ma chère amie, tout est entre vous et lui comme par le passé.

Je lui dis ce qui était vrai : l'émotion que sa vue m'avait causée. Elle me parla de ses affaires. Ils allaient aller aux Affaires étrangères (1). Elle éprouvait, disait-elle, une grande répugnance pour s'y établir.

Mercredi 1er *mars.* — Nous fûmes chez Mme de Lamartine. M. de Lamartine sut que nous étions là et il nous demanda d'entrer dans son cabinet. Il était très content ; tout allait bien, disait-il.

Jeudi 2 *mars.* — Nous fûmes au Palais Royal. Désolation parmi les marchands, dévastation du palais. Cela fait mal à voir. La cour est encombrée de cendres, on voit pêle-mêle des débris de meubles, d'étoffes, de bronzes.

Vendredi 3 *mars.* — Promenade dans le faubourg Poissonnière, Montmartre. Paris est morne. On se regarde avec

(1) Le ministère des Affaires étrangères était alors rue des Capucines, au coin du boulevard.

défiance, et pourtant on voudrait s'aborder, même sans se connaître. Et tout le monde est républicain, ce qui inquiète les gens au pouvoir.

Samedi 4 *mars.* — Cérémonie pour la translation des corps des victimes. Nous fûmes à la Madeleine, à pied, le long des boulevards. On regardait passer ce convoi comme on aurait fait du bœuf gras. Pas un cri ; le peuple était là, ayant l'air fatigué de tant d'émotions. Il y avait beaucoup d'étrangers dans la foule. Nous rencontrâmes entre autres le chargé d'affaires de Prusse (1) :

— Vous êtes encore ici provisoirement ? lui dis-je.

— Non, pour tout à fait. Nous reconnaîtrons la République.

— Vous êtes encore en paix chez vous ? Cela durera-t-il ? J'en doute.

Il se mit à rire et me répondit :

— Nous sommes très calmes, et nous le resterons (2).

Nous entrâmes aux Affaires étrangères et vîmes M. de Lamartine (3). Lord Normanby (4) était là. Il s'avança vers moi, le sourire sur les lèvres comme toujours, et me dit : « Comme tout va bien ! » Il admirait le peuple, il admirait la république.

Dimanche 5 *mars.* — Je vais aux Affaires étrangères. M. de Lamartine m'entend, me prie d'entrer dans son cabinet : il est très agité et me parle de la crise financière qui va éclater. Il part pour l'Hôtel de ville.

Mercredi 8 *mars.* — Réunion chez Mme de Lamartine pour les œuvres. Adieu à Mme de Salvandy. Dans la nuit, on a voulu s'emparer de l'Hôtel de ville. C'est Blanqui. Il avait gagné le commandant du poste ; on l'a arrêté. C'est M. Bixio (5) qui a tout découvert ; c'est lui aussi qui a fait sauver la duchesse d'Orléans et les princes.

Jeudi 9 *mars.* — Hyde de Neuville prétend que M. de Lamartine est un incendiaire qui se fait pompier après.

On vient de faire sortir une grande partie de ces misé-

(1) Le comte de Hatzfeldt.
(2) Une insurrection devait éclater à Berlin le 18 mars.
(3) Il fit lire à La Grange son *Manifeste aux Puissances* (*Journal inédit*).
(4) Ambassadeur d'Angleterre.
(5) Chef de cabinet du ministre de l'Intérieur.

rables qui occupent les Tuileries depuis le 24 février, mais avec mille compliments et mille cérémonies. L'histoire croira-t-elle que l'on n'avait pas osé, jusqu'à ce jour, expulser ces cent vingt repris de justice du palais des rois ? Une quarantaine de femmes partageaient la résidence royale avec eux. Ils commandaient leur dîner chez Chevet et envoyaient les mémoires au Gouvernement provisoire. On les a conduits à l'Hôtel de ville sous le prétexte de leur rendre des honneurs. On les a fouillés : ils avaient de grandes valeurs sur eux ; et bon nombre, reconnus pour des forçats évadés, ont été remis en prison. Avant leur sortie des Tuileries, ils avaient demandé qu'on fît dire une messe dans la chapelle du château pour eux ; quelques-uns s'étaient confessés.

Ce qui ne peut s'écrire, c'est l'abattement général, c'est la crainte de l'avenir gros d'événements. On est plus inquiet que les premiers jours : on était si heureux d'être sorti de l'abîme que l'on ne pensait guère à autre chose. On croyait que l'ordre allait se rétablir comme en 1830 ; mais si l'ordre est une apparence dans les rues, il est loin d'être plus haut. Les affaires des banques sont dans un état déplorable ; personne n'a d'argent, des banqueroutes partout.

M. de Lamartine me dit pourtant :

— Tout va à merveille. C'est le doigt de Dieu ! Si je n'étais pas croyant, je le deviendrais.

DÉSORDRE ET ÉMEUTES

Samedi 11 *mars*. — Chez Mme de Lamartine. L'aspect de la maison est sombre, l'avenir incertain ; évidemment, on est inquiet, sans rien formuler. Heine est venu chez moi ce matin (1). M. de Lamartine le soigne :

— Dites-lui que j'ai parlé de lui au Gouvernement provisoire, etc.

Fervent républicain jusqu'au jour où la République a été proclamée, il est loin de l'admirer à l'œuvre.

Mercredi 15 *mars*. — Concert au Jardin d'Hiver pour

(1) Henri Heine. — Le 1er mars, Taschereau avait publié, dans sa *Revue rétrospective*, l'emploi des fonds secrets des Affaires étrangères. Heine y figurait pour 4 800 francs ! La pension fut supprimée par Lamartine, et Heine s'en plaignit à La Grange, premier traducteur français de ses poésies.

nos œuvres. Profond découragement. J'ai l'âme brisée. C'est la première fois de l'hiver que je vois du monde. On se serre la main, on se regarde, on se parle à peine ; si on le fait, c'est avec précaution et gêne. On essaye de sourire : c'est une grimace. Tout ce que les légitimistes ont de vieilles femmes retirées de la société sont à cette réunion. Elles semblent être venues là pour apporter leur adhésion à la République ; mais tout est froid, glacé. La salle est splendide, l'aspect magnifique, des rayons de soleil éclairent cette féerie, les Italiens chantent comme ils n'ont jamais chanté. J'ai peine à ne pas fondre en larmes, tant je suis émue. Je vois Mmes Ledru-Rollin, Flocon, Carnot, etc.

Le 8 mars, un décret du Gouvernement provisoire réorganisait la garde nationale, y admettait tous les citoyens et supprimait les compagnies de grenadiers et de voltigeurs. Le 16 mars, trente mille gardes nationaux défilaient devant l'Hôtel de ville et protestaient contre le décret : ce fut la « manifestation des bonnets à poil ». Le 17 mars, une contre-manifestation ouvrière se produisait.

Vendredi 17 *mars*. — L'exaltation est grande. La garde nationale est furieuse de la nouvelle organisation. On veut ôter les épaulettes et les bonnets à poil. On a réclamé, et Ledru-Rollin a dit : « Je ferai des chancelières des bonnets. » On prétend que ces bonnets sont un signe d'aristocratie. Cela fait pitié ! Enfin, l'exaspération est à son comble parmi la garde nationale. Les gardes se réunissent sur les boulevards pour aller réclamer près du Gouvernement provisoire ; ils sont refoulés par le peuple. A l'Hôtel de ville, mal reçus, trompés par de fausses promesses du gouvernement, ils rentrent chacun chez eux, furieux, proférant des imprécations contre Ledru-Rollin, et croyant qu'enfin il allait quitter l'Intérieur, mais M. Ledru-Rollin médite pour le lendemain une revanche.

Samedi 18 *mars*. — On avait fait venir des ouvriers des environs de Paris. C'était une manifestation toute en l'honneur du ministre de l'Intérieur, qui avait été choqué de la joie qu'avait occasionnée la nouvelle de son départ. Environ 40 000 hommes vont à l'Hôtel de ville. Cette manifestation était contre M. de Lamartine (on fit crier : « A bas

Lamartine ! »), beaucoup plus encore contre les légitimistes. Aussi ces bandes coururent-elles dans le faubourg Saint-Germain en criant : « A bas les carlistes ! » sans interruption.

De ce jour, la joie immodérée des légitimistes, à la proclamation de la République, se calma. Elle fit place à une grande aigreur. Il leur semblait que la République n'était venue là que pour chasser les d'Orléans et faire place à Henri V.

Vers six heures, on ne pouvait entrer chez moi : ces 40 000 hommes étaient tous réunis pour aller féliciter M. Ledru et l'assurer de leur dévouement. La soirée se passa en chants et en cris, à la lueur des torches ; c'était vraiment effrayant.

Dimanche 19 *mars.* — Le matin, à l'heure du déjeuner, nous entendons de nouveau des cris plus prononcés que de coutume. Nous sortons tous sur la porte. En me voyant, ils crient : « A bas les aristocrates ! » Je me mis à rire : ils m'ôtèrent leurs casquettes. M. de La Grange leur demanda :

— Que voulez-vous aujourd'hui ?

— Ces coquins de légitimistes ont encore promené un drapeau blanc. Nous voulons leur donner encore une leçon.

Agitations tout le jour.

Lundi 20 *mars.* — Nouvelles de l'insurrection à Vienne. Joie infinie dans Paris : on se félicite sur les boulevards d'une façon incroyable. On se dit tout bas : « Nous ne serons pas les seuls... Ces étrangers qui se moquent de nous... etc. »

Mardi 21 *mars.* — Nouvelles de l'insurrection de Berlin. C'est à ne pas y croire, c'est un fléau qui tombe sur l'Europe.

Jeudi 23 *mars.* — Le soir, je vais à l'ambassade d'Autriche (1). En montant le grand escalier, je dis à M. de La Grange : « Il faut prendre un visage de circonstance. » Je trouve les maîtres du logis comme de coutume. *On y est content !* Jamais les Viennois n'ont été si heureux, nous assure-t-on. La jeune comtesse Esterhazy, en me donnant du thé, me dit avec un calme parfait :

— Les Autrichiens ont évacué Milan. L'archiduc Régnier a été arrêté à Brescia.

Je ne puis en croire mes yeux et mes oreilles.

Dimanche 26 *mars.* — Concert, à Franconi, des Orphéo-

(1) L'ambassadeur était le comte Apponyi.

nistes. Tous les membres du Gouvernement provisoire y vont, excepté M. de Lamartine, qui est resté à l'Hôtel de ville. Les Allemands, les Polonais et les Italiens y vont ; il leur fait des discours très énergiques et leur refuse des armes qu'ils demandaient. Bonne journée ; on avait eu des appréhensions. Les Vésuviennes (1) se promènent pompeusement dans Paris ; elles sont huées. On plante force arbres de la Liberté. Le soir, chez les Lamartine : il est très content de la matinée.

Lundi 27 *mars.* — Nous allons comme toujours sur les boulevards : c'est là où on apprend les nouvelles les plus fraîches et les plus populaires. Nous voyons défiler les Italiens, les femmes et les enfants. Je reconnais le marquis Sampieri. Ils doivent partir demain. Les Belges sont déjà retournés dans leur pays.

Mardi 28 *mars.* — Nous allons aux Affaires étrangères. M. de Lamartine attendait Caussidière (2). Il nous prie de rester un peu avec lui, ferme toutes les portes, défend qu'on entre, et nous raconte un complot pour enlever le Gouvernement provisoire. Du reste, il est très content de tout ce qu'il apprend de l'étranger. Milan est libre du joug autrichien.

Nous allons à Saint-Germain l'Auxerrois, qui est complètement tendu de noir depuis le bas jusqu'au haut des tours C'est magnifique. Une inscription en lettres d'argent frappe mes regards : *Mort pour la liberté.* Le devant de la porte des Tuileries était aussi tendu de noir.

En longeant les quais, nous fûmes arrêtés par une foule de femmes et d'hommes, ayant de la musique en tête. C'étaient les ouvriers de la manufacture de tabac qui allaient à l'Hôtel de ville. C'est chose incroyable que toutes ces promenades ; c'est une manie dont le peuple de Paris commence à être las. Tout cela détourne les ouvriers du travail et donne peu de sécurité ; on n'aime pas à voir les masses être toujours en mouvement.

Jeudi 30 *mars.* — Ce sont les femmes, aujourd'hui, qui se révoltent et qui se promènent, et l'on assure qu'elles sont fort à craindre. Le Gouvernement provisoire est assemblé pour voir si l'on peut enfin obvier à l'état où se trouvent les ateliers

(1) Association politique de femmes.

(2) Préfet de police.

nationaux. L'insuffisance de Louis Blanc (1) est chaque jour plus démontrée.

Vendredi 31 *mars*. — Rien que l'agitation, hélas ! trop accoutumée. Je vais chez Mme Lenormant, qui me conte la fuite de M. Guizot de l'Intérieur. Il précédait Mme Duchâtel, qui le mène d'abord rue Vaneau, dans une espèce de grenier sans feu ; ils donnèrent en entrant 300 francs au portier. Peu après, ils crurent que cet homme allait les dénoncer ; aussitôt la nuit arrivée, Mme Duchâtel alla chez Mme de Mirbel (2), lui apprit la position de M. Guizot, et lui remit ses diamants, la priant de les garder. Mme de Mirbel alla chercher M. Guizot, et il resta caché chez elle jusqu'au jour de son départ, environ huit jours après. M. Bastide (3) a été pour M. Guizot d'une grande générosité et plein de déférence. On lui a fait dire qu'on désirait un passeport pour le fils de M. Guizot, resté après son père ; il ne pouvait en donner dans le moment, mais répondit que si on voulait lui confier l'enfant il en répondait sur sa tête. Il n'y a point de bons procédés qu'il n'aît eus pour Mme Guizot la mère.

Samedi 1er *avril*. — Dans la journée, des affiches atroces, pour exciter le peuple contre les riches, sont placardées. Toute la soirée on est très inquiet. Je vais chez Mme Alexandre de Girardin (4). J'y trouve des imbéciles de légitimistes, qui sont enchantés : M. de Rivière, entre autres, qui pense que la République n'est là que comme transition à Henri V... De là, chez M. Molé : on y est fort triste. L'ambassadeur et l'ambassadrice d'Angleterre y sont et me font mille gracieusetés, me parlant de M. de Lamartine.

Dimanche 2 *avril*. — Nous allâmes sur les boulevards. On y était très ému d'une manifestation qui se préparait : c'était un appel aux riches pour des dons *volontaires* au gouvernement, par des groupes d'hommes du peuple allant de maison en maison. Mais les écoles, les artistes, eurent

(1) Président de la « Commission du gouvernement pour les travailleurs », qui avait à s'occuper des ateliers nationaux créés par décret du gouvernement provisoire du 27 février.

(2) La miniaturiste bien connue ; son mari était professeur au Muséum. Ils habitaient 72, rue Saint-Dominique.

(3) Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

(4) Le général de Girardin avait été premier veneur de Charles X. Émile de Girardin était son fils naturel.

l'heureuse idée de se mêler aux groupes et, fraternellement, les menèrent tout simplement se promener à l'Hôtel de ville, comme toujours, et firent, au mécontentement des chefs, échouer ce projet incendiaire. Nous rencontrâmes sur les quais des bandes. J'étais en voiture ; ils me crièrent : « Vivent les riches ! » C'était peu l'usage ; j'en fus étonnée et leur fis des gestes amicaux (1).

Lundi 3 *avril*. — Je menais M. de La Grange rue Montmartre : un homme de très mauvaise mine menaça ma voiture avec une énorme canne. J'étais en calèche ouverte : je me dirigeais vers les Affaires étrangères. Un autre groupe m'arrêta près de la rue de la Paix. « Décidément, me dis-je, c'est une mauvaise journée. » Au lieu de cela, poliment, casquette basse, ils me disent :

— Madame, on plante l'arbre de la liberté devant les Affaires étrangères. Vos chevaux auront peur. Retournez !

— Merci, citoyens.

Et je vais par la rue des Capucines. Je trouve Mme de Lamartine sortant. Elle monte dans ma calèche ; nous allons d'abord à l'Étoile, puis elle me propose d'aller visiter l'ancien atelier de M. de Nieuwerkerke, au Gros-Caillou. Nous y allons, traversant toute une foule de peuple. De là, nous allons au Champ de Mars, au milieu des ouvriers. Cela fait peine à voir : ils remuent honteusement cette terre. Il y a des artistes distingués, des hommes de lettres, qui sont réduits à ce métier. Voilà le fruit de cette révolution !

Mercredi 5 *avril*. — Lettre de M. Aurélien de Sèze à M. de La Grange. Il lui dépeint l'esprit du Midi, qui ne veut pas laisser la démocratie s'emparer du pouvoir. Il propose à M. de Lamartine de se séparer de Ledru-Rollin, de faire un appel aux gens d'ordre, de venir dans le Midi (2). Nous lisons

(1) « C'étaient des ouvriers carrossiers ! » dit La Grange dans son *Journal inédit*.

(2) La Grange (*Journal inédit*) parle longuement de cette lettre, qui contenait, semble-t-il, des détails extrêmement précis. « J'allai chez Lamartine avec ma lettre. J'exposai le projet avec toutes les réflexions qu'il m'inspirait. Lamartine, au fond, partageait mes sentiments. Il ne se faisait pas d'illusions sur ceux qu'éprouvaient pour lui ses collègues. Mais, d'abord, il n'était pas homme d'action ; et il y avait dans ce grand parti à prendre quelque chose qui choquait sa droiture et qui lui semblait une trahison dans la situation qu'il avait acceptée. Peut-être craignait-il un insuccès qui aurait pu amener une guerre civile. Il lui eût trop coûté de se poser comme l'adversaire de la révolution, de tirer l'épée contre elle et de

cette lettre à Mme de Lamartine : elle en est assez émue. Nous lui disons, non pas d'en arriver à cette extrémité, mais les inconvénients de cette alliance avec M. Ledru-Rollin.

— Ayez confiance en M. de Lamartine, répond-elle. Soyez certains qu'il sait bien tout ce que lui impose sa position.

Jeudi 6 avril. — Je vais à Sainte-Geneviève en omnibus. Masse de peuple le long des rues. En passant devant la rue Saint-Victor, je vois des drapeaux à différentes maisons : ce sont les drapeaux qui désignent les propriétaires assez peu riches et qui ont besoin de leur revenu pour vivre.

Dimanche 9 avril. — Après la messe, je demande à M. de La Grange de me mener sur la place de l'Hôtel de ville. Un monde énorme. On tournait et retournait autour de l'arbre de la Liberté ; on criait des journaux ; on vendait des comestibles. Il y avait une masse de gardes mobiles (1) en guenilles, de garde nationale, de garde républicaine (2) ; puis des masses de gens très bien mis, comme nous, à la figure étonnée, peu confiante, regardant autour d'eux ; puis du peuple, toujours prêt à se joindre à l'émeute, pour un parti ou pour un autre. Les grilles fermées, des gardes en dedans, en dehors. La grande porte du milieu s'ouvre, des chevaux piaffent, un gros homme à longue chevelure s'élance dans un léger coupé, salue de la main et de la tête, en passant, le bon peuple. C'est, je crois, Caussidière (3) ; mes voisins le crurent comme moi. Je m'éloignai, en regardant la foule s'écarter pour éviter d'être écrasée.

Jeudi 13 avril. — Le soir, je vais aux Affaires étrangères. M. Buchez (4) nous raconte qu'il est entré le premier aux Tuileries, qu'il peut bien être cause du pillage. Il nous conte cela nonchalamment. Je lui en fais mon compliment.

se trouver forcé de se placer à la tête des vieux partis qu'il méprisait. Il se voyait plutôt appelé à modérer qu'à diriger le mouvement, mais non à le comprimer. Enfin, il refusa absolument, avec toutes les marques de sympathie et d'intérêt pour ceux qui voulaient le prendre pour guide et pour chef. » En rentrant chez lui, La Grange était si ému qu'il perdit la lettre. On la retrouva le lendemain matin, et il la brûla.

(1) La garde nationale mobile était une milice organisée par décret du 25 février 1848, formée de vingt-quatre bataillons de mille hommes, enrôlés volontaires.

(2) Après la révolution de février, la garde municipale avait pris le nom de garde républicaine parisienne.

(3) Préfet de police.

(4) Le futur président de la Constituante. La Grange l'avait rencontré à plusieurs reprises chez Vigny (*Journal inédit*, octobre 1830).

— J'étais avec une masse qui me suivait. Les troupes qui gardaient les Tuileries se sont ouvertes à notre approche et ont fait haie. Nous n'avons eu qu'à passer.

Il déblatère contre Louis Blanc, qui trompe le peuple en lui promettant l'aisance en deux mois :

— *Nous*, nous ne les trompons pas. Nous leur disons : « Il faut plus de temps ; et il faut que vous travailliez. »

C'est un socialiste, qui veut nous dorer la pilule, pensant qu'elle est dure à avaler, à la façon de Barbès et Louis Blanc. Il a été autrefois saint-simonien. Il parle avec une grande facilité, un air de bon homme. Gros, grand, sale, mal peigné...

Samedi 15 *avril.* — Le soir, je vais chez Mme de Lamartine. Il y avait un monde énorme. Elle me prend à part et me dit ses craintes pour le lendemain. Positivement, il y aura une manifestation communiste. Le général Courtais (1) trahit, on le garde. Caussidière trahit, on le garde.

Le 16 avril eut lieu une grande démonstration ouvrière à l'Hôtel de ville, destinée à intimider le gouvernement provisoire. On soupçonnait Blanqui de vouloir la transformer en coup de force. Mais le Gouvernement prit des mesures, rassembla la garde nationale, renforcée de la garde mobile, et parvint à endiguer le mouvement.

Dimanche 16 *avril, les Rameaux.* — Je n'avais pu dormir de la nuit. Paris, de nouveau livré à l'anarchie la plus complète, aux communistes, m'apparaissait sans cesse.

Nous fûmes à la messe et, de là, sur les boulevards. Le soleil était radieux, l'air doux et pur ; les femmes, les enfants se promenaient au bras de leur mari, de leur père. Un roulement de tambour se fait entendre : « C'est le rappel ! » s'écrie-t-on de toutes parts. Les masses s'émeuvent, on s'aborde, on se répond sans attendre la question. « On se bat à l'Hôtel de ville ! » est dans toutes les bouches. « Aux armes ! aux armes ! » crie-t-on. « A bas les communistes ! A bas Cabet (2) ! » Les gardes nationaux sortent de toutes les maisons : ils sont animés, ils veulent prendre leur revanche. Nous allons aux Affaires étrangères : les portes sont fermées. Nous apprenons, par un parent de Mme de Lamartine, que, vers onze heures,

(1) Commandant en chef de la garde nationale.
(2) Chef de club socialiste.

elle a quitté l'hôtel des Affaires étrangères. Nous retournons dans notre quartier. Nous étions en voiture. Nous passons sur la place Louis XV (2) : partout de la garde nationale. En arrivant devant la Chambre des députés, nous mettons pied à terre. La garde mobile arrivait à pas redoublés, avec un zèle que je ne puis rendre. Les larmes me venaient aux yeux en voyant ces enfants, pour ainsi dire, à peine vêtus (grâce à la mauvaise volonté de M. Ledru-Rollin), courir pour défendre l'ordre, avec un courage bien français, en criant : « A bas les communistes ! A bas Cabet ! » Aujourd'hui, c'est une vraie fraternité. Tout le monde parle dans la rue, tout le monde a la même pensée : la défense de l'ordre, de la propriété. Ah ! aujourd'hui, nous ne seront plus l'objet des sarcasmes de nos voisins d'outre-mer !

Le soir, nous allâmes en fiacre chez M[me] de Lamartine. Elle n'était pas rentrée chez elle, mais sa cour était pleine de gardes nationaux. Nous restâmes longtemps à causer avec des personnes que nous ne connaissions pas. Les boulevards et une partie de Paris furent spontanément illuminés.

Lundi 17 *avril.* — Le soir, vers sept heures, nous allons aux Affaires étrangères. On était encore à table. Le général Changarnier, que je trouve dans l'escalier s'en allant, rentre sur mon invitation et nous raconte ce qui suit :

— Hier, vers onze heures, je vins ici pour prendre quelques instructions sur ma mission en Prusse. Par le plus grand hasard du monde, j'étais sorti sans lire mes journaux : j'ignorais donc les bruits qui transpiraient d'un coup de main pour le même jour. J'entre. M. de Lamartine était absent. Je trouve M[me] de Lamartine dans une grande agitation, ramassant quelques papiers, et se préparant à quitter le ministère. Elle me conte ce qu'elle sait d'un projet d'enlever le Gouvernement provisoire et me dit qu'on ne sait pas si le général Courtais donnera l'ordre de battre le rappel. « Où est M. de Lamartine ? lui demandai-je. — A l'Hôtel de ville. » J'y cours, je l'y trouve, en effet, et je lui demande : « Qu'allez-vous faire ? — Rien. Mourir, s'il le faut ! répondit-il. — Mais quelles précautions avez-vous prises ? — Aucune. — Et le rappel ? — Courtais ne veut pas donner l'ordre du rappel. » Marrast était là : « Mon-

(1) Actuellement place de la Concorde.

sieur le maire, lui dis-je, asseyez-vous là, et écrivez-moi un ordre de battre le rappel, pour les mairies de Paris. » L'ordre fut signé, expédié. Vous savez comment la garde nationale a répondu à l'appel. Je parcourus l'Hôtel de ville de la cave au grenier, je fermai les portes, je mis des sentinelles, et j'attendis. Les précautions étant bien prises, les meneurs virent bien qu'ils seraient battus. Au reste, ils n'étaient pas armés ; mais on a trouvé quinze cents fusils cachés dans des charrettes, tout près de l'Hôtel de ville. Voilà pour la journée d'hier. Mais aujourd'hui, — ajouta le général Changarnier, — on est retombé dans l'inaction. On est presque fâché que la garde nationale se soit si bien montrée, et demain...

M. de Lamartine sort de table, vient à nous, dit en donnant la main au général Changarnier :

— Voilà notre sauveur d'hier. C'est un homme de tête et de cœur...

Il cause avec moi ; il est troublé, mécontent de ses collègues du Gouvernement provisoire.

Mardi 18 *avril*. — Notre inquiétude était toujours très grande. Le soir, nous allons pour savoir des nouvelles chez les Lamartine. Lui est très agité. Je vois là M. Defresne, le cousin de Mme Récamier, qui prononce des phrases si singulières de communisme et de démocratie que je le reconnais à peine, lui qui était si peu dans ces idées.

— Que faites-vous de M. Defresne ? dis-je à M. de Lamartine. Il est ici comme chez lui.

— Il m'est utile, me répond M. de Lamartine.

— Vous le croyez, lui dis-je. Il vous conte qu'il a tout pouvoir sur Sobrier (1), pour se faire valoir ?

— Oui, il me répond de lui !

— Croyez-y, lui dis-je, et vous verrez ! Vous laisserez-vous donc toujours attraper par tout le monde ?

— Allons donc ! vous me prenez pour un niais. Allons ! Convenez que vous ne pouviez pas me juger ce que je suis. Vous souvenez-vous quand vous me disiez que je me perdais ?

— C'est vrai, lui dis-je ; mais je n'aurais jamais pu croire que vous oseriez ce que vous avez fait. Et, alors, j'avais raison.

(1) Rédacteur en chef de *la Commune de Paris* et chef de club.

Jeudi 20 *avril* (1). — Le ciel était couvert, le matin. Bientôt la pluie commença à tomber, et pourtant les gardes nationaux sortaient de chez eux. Vers une heure, le temps était magnifique ; nous sortîmes à pied. Sur la place du Palais-Bourbon, je fus frappée de la bonne tenue d'un grand nombre de gardes nationaux qui prenaient du repos. Je demandai à un officier s'il était de la banlieue : « Madame, nous arrivons de Mantes. » Je lui fis des compliments. En arrivant sur le quai, on ne voyait absolument que des baïonnettes. Les grilles, près de l'obélisque, étaient couvertes de monde ; je ne sais comment ils pouvaient s'y tenir. Les quais étaient aussi encombrés de gardes nationaux, de gardes mobiles, de troupes, de curieux. Les voitures circulaient. Personne ne faisant la police, tout le monde la faisait. Des marchandes de comestibles étaient établies dans tous les coins. On criait : « Vive l'armée ! Vive la garde mobile ! Vive la garde nationale ! » et toujours : « A bas le communisme ! » Nous longeâmes la rue Royale et les boulevards. Il y avait parmi les curieux un grand calme, point d'enthousiasme. Les propos étaient tous à l'ordre. On voyait que cette masse d'individus réunis n'avait pas une autre idée que celle de bien prouver aux perturbateurs qu'ils ne souffriraient pas que Paris fût de nouveau le théâtre de perturbations. Toutes les fenêtres des maisons étaient encombrées de femmes, d'enfants.

Le soir, nous longeâmes les Champs-Élysées, du côté de l'avenue Gabriel. Là, nous mîmes pied à terre, et nous allâmes jusqu'au pied de l'Arc de triomphe. La nuit était sombre, l'Arc de triomphe brillant d'illuminations, tous les Champs-Élysées rayonnants de lanternes de couleur et surtout de feux de Bengale. Les troupes défilaient, portant des torches. Ce qui me frappa surtout, ce fut la garde de M. Ledru. Ces hommes à cheval étaient vêtus de blouses bleues, ceinture et cravate rouges. Musique en tête, ils fermèrent la marche, brandissant des torches. La multitude suivait, silencieuse et curieuse, les longues avenues de la promenade favorite, témoin muet de tant de fêtes diverses, de tant de cris différents.

Nous remontâmes en voiture, et nous prîmes l'avenue des Champs-Élysées jusqu'à la place Louis XV. Nous fûmes

(1) Fête de la Fraternité pour remettre les drapeaux aux gardes nationaux, qui défilèrent devant l'Arc de triomphe.

aux Affaires étrangères. On me dit que M[me] de Lamartine était sortie et monsieur couché. Il passa la tête par l'entre-bâillement de sa porte :

— Pas tout à fait ! dit-il. Entrez donc.

Il avait ôté son habit et sa cravate (1). Il était rayonnant :

— C'est plus beau que les revues de l'Empereur !

Je voulais m'en aller.

— Restez, je vous en supplie ! Ça me fait tant de bien de vous voir tous deux, après cette journée si éblouissante !

Il nous conta qu'il avait dîné là (2), mangé des petits pois excellents. Enfin, il était dans un contentement infini. Certes, il croyait à la durée de son triomphe (3).

Vendredi 21 *avril.* — Le matin, je sors comme de coutume. Le soir, M. de Lamartine vient chez moi (4) et nous raconte la journée du dimanche. Il nous donne les mêmes détails que le général Changarnier ; il ajoute pourtant que le matin on était venu le prévenir du complot qui se tramait, du refus qu'on craignait de battre le rappel, venant de l'état-major Courtais.

— J'y courus donc à pied, nous dit-il. Je ne pus voir Courtais. Je demandai Guinard (5) : on me dit qu'il était malade, que je ne pouvais le voir. J'insistai, j'entrai presque de force, et renvoyai son entourage de chirurgiens et de gardes-malades. Je lui dis de faire battre le rappel : il me refusa positivement. Je vis bien alors de quoi il s'agissait. Je le quittai et je repris un fiacre pour aller à l'Hôtel de ville attendre le sort qui m'était destiné.

A ce moment, il vit que mon regard exprimait un étrange étonnement de la façon dont les choses se passaient, et, pour répondre à mes exclamations, il me dit :

(1) « Il était en gilet de peluche grise. » (La Grange, *Journal inédit.*)

(2) C'est-à-dire à l'Arc de triomphe. « Cela l'avait bien fatigué ! Le Gouvernement provisoire avait mangé des primeurs (fraises et petits pois). » (La Grange, *Journal inédit.*)

(3) « Garnier-Pagès avait proposé de brûler le grand-livre de la Dette publique... Lamartine trouvait cette mesure ridicule acceptable, un remède souverain à de grands maux. Jugez de ma surprise ! J'essayai de le dégriser de cette folie et de le détourner de cette atroce spoliation. Il n'avait pas compris tout d'abord ses conséquences. Il en revint de bonne foi... » (La Grange, *Journal inédit.*)

(4) « Nous reprimes notre conversation de la veille. La nuit l'avait fait réfléchir ; il comprenait enfin que ce qu'il avait pu considérer un moment comme une ressource gouvernementale n'était qu'un expédient de bandits. » (La Grange, *Journal inédit.*)

(5) Chef d'état-major de la garde nationale.

— Oui, voilà ce que c'est que le gouvernement !

— Mais c'est à mourir de frayeur ! lui répondis-je.

Samedi 22 *avril*. — Je fais mes préparatifs de départ, et le soir je vais chez les Lamartine. Nous causons de mille choses.

— Que voulez-vous ! dit M. de Lamartine. Depuis le 24 février, il faut être au moins repris de justice pour être de mes amis.

— Alors, lui dis-je, je m'estime heureuse d'être votre amie de la veille.

Il nous engage à venir dîner le lendemain avec George Sand.

ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le vote pour la nomination des membres de l'Assemblée constituante commença le 23 avril et se poursuivit le 24. Le scrutin fut caractérisé par l'échec des partis avancés.

Dimanche 23 *avril, Pâques*. — Le matin, je reçois du courrier. On va aux élections. Pas le moindre mouvement ne se fait sentir dans Paris ; on ne pourrait guère croire que toute la population est appelée à nommer ses représentants.

Nous allons dîner chez les Lamartine. Pas d'étrangers, excepté Mme Sand. On était convenu de ne pas parler politique devant elle : c'est l'âme damnée de Ledru. Pendant le dîner, on parla de choses insignifiantes. Ce qui me frappa, c'est l'envie que *cet être*, moitié homme, moitié femme, porte au genre humain. Elle déteste tout ce qui est distingué, tout ce qui a de l'esprit. Elle n'en trouve à personne. Elle a traité très mal la princesse Belgiojoso, Béranger, Lamennais, Dumas, Balzac, etc.

Je me suis amusée à la contredire ; je voyais clairement que je lui déplaisais. Elle m'a dit ne jamais porter de gants, parce que, étant fille du peuple, elle en avait les habitudes. Je lui rappelai une époque où elle n'avait pas cette prétention, mais bien celle d'avoir une jolie main, très justifiée. M. Subervie (1) lui rappela, de son côté, que son père,

(1) Ministre de la Guerre.

M. Dupin, était très riche, et sa mère une très jolie femme, très élégante. M. de Lamartine s'efforçait de temps à autre de lui parler ; on voyait que c'était avec effort. Elle n'avait pas l'air content. Elle fut, à mon avis, peu gracieuse.

Le 24 avril, Mme de La Grange et son mari partaient pour Chandai (Orne), la propriété de son père, le duc de La Force. Le 14 juin, elle revenait à Paris. Entre temps, l'Assemblée constituante s'était réunie le 4 mai, et, le 10 mai, le Gouvernement provisoire avait remis le pouvoir à la Commission exécutive composée d'Arago, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine et Ledru-Rollin. Déjà l'émeute se prépare, mais aussi on commence à parler du prince Louis Bonaparte.

Mercredi 14 juin. — A Sèvres, pendant que la diligence relayait, un homme en blouse s'approche de la voiture.

— Paris est-il tranquille, aujourd'hui ? lui demandai-je.

Il ôta son brûle-gueule de sa bouche et me répondit :

— Comme de coutume, madame. Toujours des émeutes.

— Mais, enfin, qu'est-ce donc que tout cela ?

— Ah ! dame, que voulez-vous ? Il y a des chefs des *deux côtés* qui font cela.

Je trouvai cette réponse singulièrement profonde. Cet homme disait tout haut ce que je pensais : c'est que les membres du gouvernement alimentent l'émeute, parce que, si le calme régnait, on sentirait bien vite qu'il ne peut rester au pouvoir.

Tout le long de la route, nous rencontrions des hommes en blouse, qui tenaient à la main un journal. En passant sur la place Louis XV, mon étonnement fut à son comble. Le péristyle de la Chambre, les murs du jardin longeant les quais étaient couverts de soldats. D'où vient que la nuit même on garde le Palais des commis du peuple, comme dit Sobrier ? Dans la journée, je passai devant la Chambre par la place du Palais Bourbon. De même, des soldats, toujours des soldats.

Je courus sur les boulevards. En général, on a l'air affairé, on rit, on cause avec tout le monde, et on dit : « La République s'en va. Ça ne peut pas durer, etc. » Jamais on n'a mis si bas les gens qui sont au pouvoir.

Je fus chez Mme de Lamartine. Il y avait du monde, je ne

pus causer avec elle. Pourtant, elle me dit : « Louis est une grave affaire (1). Il a des partisans. »

Vendredi 16 *juin*. — Je vais chez Mme de Lamartine. Je la trouve très émue de la séance qui se prépare : on veut expulser Louis Bonaparte à cause de sa lettre. Mme de Lamartine trouve qu'il n'y a pas sujet à cela.

— La Chambre, dit M. Dargaud (2), veut réparer la sottise qu'elle a faite de l'admettre. Il sera président.

M. de Lamartine est chez lui, se préparant à parler. Une foule de peuple est autour de la Chambre. Au Palais Bourbon, sur la place, il y a des troupes. On circule facilement.

Je passais au Palais-Royal. Briquet, un grand bijoutier, m'arrête :

— Madame, me dit-il, où est le prince de Joinville ? Nous sommes tous pour lui. Deux cents hommes déterminés seront maîtres de Paris. On ne peut tenir à cela.

Je cherchai à le calmer.

— Ça m'est égal qu'on m'entende, dit-il. Je répète tout cela continuellement. Nous sommes tous du même avis. On ne peut pas vivre ainsi ; et tant que nous sommes, nous mourons de faim. J'ai perdu cent cinquante mille francs.

Le pauvre homme me faisait peine. Il était très changé, mal mis ; sa jeune femme, élégante autrefois, était avec une vieille robe sale.

Samedi 17 *juin*. — Je reviens de chez mon notaire, en omnibus. Une foule est autour de la Chambre. Deux hommes, près de moi, criaient à tue-tête. L'un d'eux disait :

— J'arrive de Lyon. La misère est atroce. Il faut en finir.

Et tout l'omnibus d'approuver cette motion. Mais comment peut-on finir tout cela ? MM. Molé, Baude (3), etc., viennent me voir. M. Molé me raconte que Mme de Montalembert,

(1) Il s'agit ici du prince Louis Bonaparte, le futur Napoléon III. Rentré en France dès le 25 février, il en était reparti aussitôt sur l'invitation du Gouvernement ; mais ses partisans organisèrent une propagande en sa faveur, et, lors du scrutin complémentaire de juin 1848, firent adopter sa candidature à l'Assemblée constituante par les électeurs de quatre départements. La Commission exécutive le déclara inéligible, mais l'Assemblée valida ses pouvoirs. Le Prince écrivit alors une lettre (14 juin) dans laquelle il déclarait que « si le peuple lui imposait des devoirs, il saurait les remplir ».

(2) L'ami de Lamartine.

(3) Baron Baude, préfet de police sous Louis-Philippe ; collaborateur de la *Revue*.

sortant le 15 mai de la Chambre, tomba dans un groupe qui ne voulait pas la laisser passer. L'homme qui était avec elle chercha à presser ces gens, qui lui répondirent :

— Louis Blanc nous a dit de ne pas quitter nos postes. Nous ne bougerons pas.

Le soir, chez M. de Lamartine, je remarquai que tous les républicains me font mille avances, même ceux que je connais assez peu pour qu'ils soient obligés de me dire leur nom. Je retrouvai là d'anciens diplomates, MM. de Ferrières, de Bourgoing, etc., l'ambassadeur d'Angleterre, le chargé d'affaires de Prusse, des employés dans les ministères. Eh bien ! tout cela conspire contre le gouvernement exécutif. Tout le monde a le désir de voir M. de Lamartine sortir de là. M. Payer, son ancien chef de cabinet, veut renverser la Commission exécutive : il me l'a dit, il m'a engagé à parler à M. de Lamartine. Tous ceux qui sont ses amis lui disent la même chose. On rit partout de la République.

Payer, que je poussais de questions, me dit :

— Cavaignac arrivera.

— Je n'ai pas de confiance en lui, repris-je.

— Soyez tranquille, me répondit-il, il ne durera pas plus de quinze jours. Et après, nous verrons...

Survinrent d'autres personnes : il se tut.

J'ai dit à M. de Lamartine que je trouvais la conduite de Louis Bonaparte très adroite. Il prétend qu'il ne sera pas nommé, et que sa lettre prouve qu'il ne le veut pas. C'est bon pour la cantonade. Il a ajouté : « Je le veux *proscrit* pour trois mois seulement. » Eh bien ! moi, je crois qu'aujourd'hui même Louis serait président de la République.

Dimanche 18 *juin.* — Après la messe, je vais au concert du Conservatoire donné par Mme de Lamartine. La veille, elle avait insisté d'une façon assez bizarre pour que je ne lui refuse pas d'aller avec elle. Cela me semblait singulier. Dans les premiers temps de la République, elle était toujours escortée des dames au pouvoir. Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Chez eux, samedi soir, on annonçait en donnant des titres. Après dîner, je fus à Castel-Madrid (1). Des gardes

(1) « Nous avons pris une maisonnette dans le Bois pour coucher en meilleur air quand faire se pourra. Car ici (aux Affaires étrangères), cela devient intolérable. La petite cour me donne des nausées, à présent qu'on ouvre les fenêtres, et la

sont à la porte, un huissier vous introduit. Lui était, comme de coutume, couché sur son canapé, les jambes en l'air. Édouard lui dit que si on nommait le président, Louis Bonaparte le serait à une majorité immense. Il se récria, en appela à ses visiteurs qui, enhardis par l'initiative de M. de La Grange, dirent tous la même chose. M. de La Grange dit à M. de Lamartine qu'il écrivait dans les journaux contre le socialisme et le communisme. M. de Lamartine lui répondit qu'il avait bien raison. Je crois qu'actuellement il se rapproche de la réaction, parce qu'il sent que la République s'en va. Pendant ce temps, je causais avec des représentants, que je ne connais pas du tout, et je leur prêchais de travailler contre le socialisme; qu'ils ne se rendaient pas compte que l'impôt progressif y menait tout droit, et que pourtant de prime abord il semblait être la mesure la plus juste et la plus rationnelle. M. de La Grange tâche de persuader M. de Lamartine de quitter le pouvoir ; j'en parle aussi à M[me] de Lamartine. Mais il y tient, on le voit clairement. C'est triste.

On n'appelle plus la République que la *ruine publique*.

Mardi 20 *juin*. — Visite à la Chambre. Les corridors sont étroits, les escaliers mauvais, les murs lézardés. On a l'air d'entrer dans une caserne ; des bivouacs partout, des gardes assis sur les barrières, des garçons mal tenus, familiers, riant. Rien de digne, rien de sérieux. Sur tout, on croit lire : *provisoire*, et *dérisoire*. Les tribunes sont encombrées. Un nègre était près de moi. Victor Hugo s'escrimait à dire de bonnes choses très mal. Après lui vient Léon Faucher (1), petit homme sec. M. Clément Thomas (2) venait de donner sa démission. Le président lui a dit qu'il avait bien mérité de la patrie. Tout le monde disait : « C'est vrai, en donnant sa démission ! »

Nous fûmes dîner à Castel-Madrid : MM. Baude, Pierre Napoléon (3), la maison. Pendant le dîner, le citoyen Pierre

chambre de mon mari sent les vieux rats à faire fuir un régiment. » (Lettre inédite de M[me] de Lamartine à M[me] de La Grange, 30 avril 1848.)

(1) Journaliste, économiste et homme politique ; ancien directeur du *Constitutionnel*, député de l'opposition depuis 1847 ; collaborateur de la *Revue*.

(2) Le général Clément Thomas, député à l'Assemblée constituante, commandant en chef de la garde nationale de la Seine; il dut démissionner pour avoir, à l'Assemblée, traité la croix de la Légion d'honneur de « hochet de vanité ». Fut massacré par les insurgés en 1871, au début de la Commune.

(3) Prince Pierre Bonaparte, fils de Lucien Bonaparte et de sa seconde femme, Alexandrine de Bleschamp ; député de la Corse à l'Assemblée constituante.

ne parla que de son républicanisme. Ça m'a fait l'effet des femmes qui parlent toujours de leur vertu, quand elles n'en ont guère. Ou bien croit-il devenir un objet curieux en nous montrant un vrai républicain ? Ça, peut-être ; car c'est bien rare. On parla de la nouvelle que le roi Charles-Albert (1) avait été blessé et son fils fait prisonnier. M. de Lamartine le déplorait et disait :

— Une chose bizarre, c'est que le roi combat comme un homme qui cherche la mort.

Le citoyen Pierre reprit, avec l'air très narquois :

— Les rois veulent-ils donc enfin se faire justice eux-mêmes ?

Profond silence. M. de Lamartine, après une pause, reprit :

— Mais vous êtes vraiment bien bon républicain ! Où avez-vous donc pris cela ?

— Mon père l'a toujours été, et m'a élevé dans l'horreur de ces canailles de souverains.

Il a parlé aussi d'une proposition qu'il comptait faire pour accorder plus aux travailleurs. Il veut l'impôt progressif. Il m'impatienta ; je finis par lui dire que comme, après tout, il n'était pas Français, il était tout simple qu'il ne connût pas les besoins de la nation. M. de Lamartine lui dit que lui et Caussidière étaient les deux seuls orateurs de la Constituante.

M. Payer arrive après dîner et commence sa litanie : « Allez-vous en... » Ce à quoi M. de Lamartine répond :

— Ce serait une lâcheté. Je ferais tomber le pouvoir ; et que deviendriez-vous ?

Payer continue de répandre les mauvais bruits qui circulent. Humeur de M. de Lamartine, colère de l'entourage. M. de Lamartine affecte d'être moins socialiste. Dois-je le croire ?

Le citoyen Château-Renault, ex-acteur détestable, ex-commandant militaire de la Chambre, aujourd'hui capitaine de la garde républicaine, vint, portant une énorme gravure pour que M. de Lamartine y écrive son nom, et un sabre que lui a donné M. de Lamartine, ce qu'il a fait graver dessus.

(1) Le roi Charles-Albert, poussé par le mouvement révolutionnaire qui se manifestait en Piémont comme dans toute l'Italie, était entré en guerre contre l'Autriche.

Cet homme est colossal, assez beau, parlant mal, à la façon des troupiers, faisant des phrases en arrondissant les coudes et en mettant la main sur son cœur.

LES JOURNÉES DE JUIN

Jeudi 22 *juin*. — Je viens de passer quatre heures enfermée chez un notaire. En rentrant, je trouve les alentours de la Chambre gardés comme une place forte, cavalerie et infanterie. On a voulu faire le recensement des ateliers nationaux : de là l'émotion des masses. C'est le sujet de la discussion.

Le soir, au Palais-Royal, rue Saint-Honoré, les boulevards. Tout semble calme. Pourtant, on assure que du côté du Luxembourg les ouvriers se portent en masse, en criant : « Vive Napoléon ! qu'on les trompe, qu'on veut les envoyer en Sologne pour les faire mourir ». On les a exaltés sur leurs propres vertus. Ils veulent se choisir leurs maîtres, ils s'en croient le droit. Comment tout cela peut-il finir ? Bien coupables ceux que l'ambition a poussés à sacrifier la France. Partout on parle de renverser la République. Mais je crains qu'en donnant les mains à l'élévation de Louis Bonaparte on ne prenne le change, et que les ouvriers n'aillent mettre en liberté Barbès, etc., que la République rouge ne soit proclamée. La garde nationale est divisée d'opinion, fatiguée, démoralisée.

Vendredi 23 *juin*. — Le rappel bat dès le matin. Cette nuit, les ouvriers ont voulu sonner le tocsin et mettre le feu à Paris. C'est affreux. Que va-t-on faire ? L'armée est-elle bonne ? On la dit harassée du métier qu'elle fait.

A onze heures, je sors. Rue Saint-Dominique, chez le ministre de la Guerre, je trouve un officier qui me dit que l'on se bat très vigoureusement. J'avais déjà vu passer des canons. Quelques officiers de la garde républicaine, suivis de gens en blouse, ont parcouru le faubourg Saint-Germain. Lorsque je les ai vus, ils criaient : « Vive la République démocratique et sociale ! A bas les aristocrates ! A bas les carlistes ! » Plus loin, près de la rue du Bac, j'arrête un officier de la garde nationale. Il me dit que je prenne garde si je veux aller dans l'autre quartier, que les boulevards sont encombrés d'émeutiers et de troupes. Je prends un fiacre et je vais rue Mont-

martre. Une foule inquiète parcourait les boulevards. Mon beau-frère descendit du fiacre pour questionner ces groupes. Au même moment, tout le monde se mit à courir. Je descendis du fiacre, craignant qu'on ne le renverse. Je vis la cavalerie poursuivant un groupe énorme, qui heureusement prit la rue Montmartre. Toutes les boutiques, toutes les portes cochères sont fermées dans Paris, ce qui fait qu'on ne peut chercher asile nulle part. On voit à peine quelques portes s'entr'ouvrir et des figures tristes regarder avec inquiétude.

Vers trois heures, je voulus ressortir. Je trouvai dans notre rue, au coin de la rue de Bourgogne, un grand nombre de gardes nationaux qui empêchaient de passer. Pourtant, des amis nous laissèrent continuer notre route. Nous allâmes à la Chambre, qui a l'air d'une place de guerre. Le général Cavaignac est nommé commandant des forces militaires (1). A six heures, je fus au quai près de la rue du Bac. L'agitation était à son comble. On entend résonner le canon, on voit la fumée s'élever du côté de la Cité. Les troupes sillonnent les quais. La banlieue arrive aux cris mille fois répétés : « Vive la ligne ! » Des maisons on répond : « Vive la banlieue ! » Quelques cris épars de « Vive la République ! » s'élèvent, mêlés aux cris de « Vive l'Empereur ! » Des bandes d'hommes en blouse vont et viennent.

A neuf heures et demie, j'étais chez Mme de Lamartine. Elle était morne, silencieuse ; elle ignorait où était son mari. A dix heures, il rentre. Il semblait accablé, pâle et défait. Il avait parcouru les quartiers où l'on se battait. Son cheval avait été blessé près de lui : il l'avait prêté à un représentant dont j'ignore le nom. On veut les laisser commander de mitrailler le peuple, et demain on leur fera donner leur démission. Je ne puis croire à tous les bruits qu'on répand. Cela fait mal. Paris est attristant à voir. Toute la soirée, les nouvelles sont navrantes. Un nombre infini de gardes nationaux sont tués. C'est une boucherie.

Je rentre bien sombre. On ne peut circuler en voiture.

Samedi 24 juin. — Dès trois heures du matin, on entend battre le rappel. On s'agite, on s'inquiète. Les premières nouvelles sont que vers minuit le calme s'était un peu rétabli ;

(1) Le lendemain 24 juin, l'Assemblée le nomma chef du pouvoir exécutif.

mais que dès deux heures les barricades avaient recommencé. Le Panthéon, Saint-Séverin, tous ces quartiers-là sont occupés par les insurgés. La nuit a été affreuse. C'est une guerre d'extermination. Ces malheureux sont exaspérés et se livrent à mille cruautés.

A onze heures, on annonce que le général Cavaignac est nommé par la Chambre président provisoire de la République, Lamoricière vice-président. Paris est en état de siège. A midi, les représentants ont perdu la tête. Ils croient tout perdu; ils s'attendent, disent-ils, à être attaqués. On entend le canon et les fusillades. Chacun de ces bruits fait tressaillir, lorsqu'on pense que chacun d'eux est meurtrier. A une heure, je veux aller rue de l'Université. Arrivée au bout de la rue de Bellechasse, j'entends de grands cris, et je vois les fusils armés. Aussitôt, tout le monde se sauve et toutes les portes se ferment. Je rentre. Les nouvelles se succèdent, tantôt alarmantes, tantôt rassurantes, mais toujours meurtrières.

Mme de Lamartine vient chez moi. Que lui dire, mon Dieu? Rien, si ce n'est que j'aurais voulu voir M. de Lamartine donner sa démission voilà deux mois.

A cinq heures, je vais dîner au café d'Orsay. Un nombre énorme de gardes nationaux sont sur le quai. Le général Damesme est tué. On croit être maître d'une grande partie des rues occupées par le peuple ; mais pourtant les insurgés se défendent encore partout. Demain seulement, on cherchera à se rendre maître du faubourg Saint-Antoine. On vous fouille dans tous les coins de rue. Dans la rue du Bac, on refuse de nous laisser passer ; mais des gardes nationaux répondent de nous. Toutes les boutiques sont fermées, personne ne circule, chacun est sur la porte, regardant avec effroi, épiant les regards de tous les hommes armés.

Je vais chez Mme de Lamartine. Elle est calme, ainsi que lui, en apparence. Mais lorsqu'il sonde son cœur, cela ne peut être. Il doit se souvenir que s'il avait laissé proclamer la régence, nous n'en serions pas là. Que de réflexions poignantes, hélas ! Je ne puis m'expliquer pour quelle raison il cherche à nous prouver qu'il n'y avait pas de forces dans Paris, qu'il n'y avait pas 10 000 hommes de troupe, que la garde nationale ne venait pas à l'appel.

Dimanche 25 *juin, Fête-Dieu.* — Toute la matinée, on

espère à chaque instant que le combat va cesser. Les insurgés sont encore maîtres du faubourg Saint-Antoine, ils se défendent avec fureur.

Vers midi, nous montons en fiacre pour tâcher de gagner les gondoles (1) de Versailles. La diligence qui doit me ramener en Normandie part de la barrière ; il faudrait aller l'y prendre. Je suis harassée moralement et physiquement, je n'en aurais pas la force. Je devais partir il y a quatre jours ; je ne veux pas prolonger mon séjour à Paris. Jamais je n'ai été dans cet état d'émotion. En février, ce n'était rien. L'aspect de Paris ne peut se rendre. Nous passons devant les Invalides : des troupes. Le pont de fil de fer, le rond-point des Champs-Élysées. Impossible de gagner la place Louis XV : la cavalerie l'occupe entièrement pour la défense de l'Assemblée. Nous longeons l'avenue Gabriel. Enfin, après mille peines, nous gagnons les gondoles, après avoir été obligés de marcher tout le long de la rue Saint-Honoré. Toute la rue était occupée par la garde nationale, presque en haie. Les rues adjacentes étaient désertes, toutes les fenêtres fermées, toutes les boutiques de même. On voyait quelques personnes allant chercher les choses les plus nécessaires à la vie. C'est l'état de siège qui produit cet effet ; car autrement, on est très rassuré et on ne doute pas que les choses ne soient terminées ce soir ou demain matin. On est maître des insurgés, mais on hésite à faire plus de victimes. On veut essayer de les ramener à la raison. On veut surtout éviter de faire couler le sang de la garde nationale, déjà trop répandu.

En quittant Paris, nous voyons passer la 2e légion, admirable de tenue et d'un complet incroyable. Passé la barrière, on ne voit plus personne sur la route, excepté les habitants sur leur porte, épiant les nouvelles. A Versailles, la consternation est encore grande. Pourtant, les nouvelles y parviennent vite que l'on est maître de la position occupée par les insurgés. Les auberges, les maisons de Versailles sont pleines d'habitants de Paris qui ont fui : des marchands de vieux habits, des charbonniers, des marchands de ferraille qui ont été chassés de leur logis par les insurgés qui consentaient avec peine à les laisser partir, essayant de les faire combattre avec eux.

(1) Service de voitures publiques.

Toute la nuit, depuis Versailles jusqu'à Verneuil, nous sommes arrêtés par des masses de gardes nationaux qui se rendent à Paris : des charrettes énormes toutes pleines, une partie à pied. Jamais on n'a vu tant de zèle. « Nous arriverons peut-être trop tard, disaient-ils ; mais au moins nous prouverons à Paris que nous voulons l'ordre, et nous aiderons nos frères d'armes à le soutenir. »

Mardi 27 *juin.* — La poste apporte la nouvelle que le combat a cessé, comme on s'y attendait, hier matin. Mais on apprend que de nouvelles victimes ont été frappées. L'archevêque [Mgr Affre], qui, fidèle à sa mission évangélique, alla bravement, comme le père spirituel de tous, au-devant de ses enfants égarés : une balle l'a frappé.

LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC AU POUVOIR

Mardi 4 *juillet.* — Le général Cavaignac, sur qui repose notre espoir, parle courageusement et noblement. Cela fait du bien au cœur. Il a l'air d'être sincère. Depuis quatre mois, tout est tellement mensonge que ce langage étonne. Il ne me rassure pas entièrement ; mais j'espère. Cavaignac ose parler des droits de la propriété ; c'est magnifique aujourd'hui. Mais la Chambre, qui renvoie la Commission exécutive, qui semble l'accuser de connivence avec les émeutiers, et qui nomme le lendemain Marie son président ! Ces choses-là vous coupent bras et jambes ; on ne sait plus où on en est. Quelle contradiction !

Mercredi 5 *juillet.* — A la séance de lundi, le général Cavaignac annonce la dissolution des ateliers nationaux. Il le fait dans d'excellents termes ; il compte sur l'appui de l'Assemblée dans les différentes mesures pour assurer le plus possible de l'ouvrage aux travailleurs ; il espère que les entrepreneurs voudront se charger de diriger ces travaux en obtenant des secours. Tout semble marcher plus raisonnablement. Le général Cavaignac a l'air de vouloir organiser, au lieu de travailler à désorganiser comme on semblait le faire. Les campagnes continuent à s'élever contre les insurgés. On arrête sans cesse des passants.

Mardi 11 *juillet.* — Personne ne croit que les troubles de Paris soient terminés. On prolonge l'état de siège, parce

qu'on croit que c'est le seul moyen de donner quelque répit à la garde nationale.

La façon dont on traite M. de Lamartine fait pitié. Jamais on n'a traîné son idole dans la boue comme on fait de lui. Il reste satisfait en apparence, se pose en victime fière, dit des mots à double entente sur les ordres donnés par le Gouvernement provisoire.

Vendredi 21 *juillet.* — L'aspect de Paris est lugubre. Les allées le long des quais sont désertes. Les ouvriers, peu nombreux, cheminent lentement, comme des gens qui vont tristement à leurs travaux. Cela ne ressemble guère à l'animation que nous avons trouvée il y a un mois, quelques jours avant la journée du 23. Ils ne lisent plus les journaux en se promenant. On ne nous a pas demandé de passeport, on ne nous a pas arrêtés aux barrières. Il n'y avait pas de troupes apparentes ; mais pourtant la terrasse des Tuileries, le long de la Seine, est toute remplie de guérites et de tentes. Les factionnaires sont pressés l'un près de l'autre. Dans l'Orangerie, c'est un bivouac. En général, on ne croit pas à une nouvelle bataille ; mais on est très inquiet du communisme, qui s'infiltre partout dans les lois votées par la Chambre. On craint la faiblesse de l'Assemblée, on craint que le général Cavaignac ne soit pas à la hauteur de la position.

Samedi 22 *juillet.* — Le soir, nous allâmes chez Mme de Lamartine. Le salon était plein ; mais quelle société ! M. de Lamartine fait bonne contenance ; je le trouve pourtant changé.

Dimanche 23 *juillet.* — Nous avons parcouru Paris, c'est-à-dire tout le quartier du Panthéon, la place Saint-Michel, etc... On ne voit plus de groupes, plus de blouses. Mais où tous ces hommes sont-ils ? On ne croit plus à un combat semblable à celui qui a eu lieu, on croit à l'incendie. Ces hommes ne sont pas amendés, ils sont plus exaspérés que jamais. Cavaignac s'use...

J'ai demandé à M. de Lamartine si vraiment il croyait à la durée de la République. Il a croisé les bras, relevé la tête, et regardé la terre. Je pouvais bien lui faire cette question, ce n'était pas la première fois. Impossible à ma raison de me soumettre à penser que la France puisse exister longtemps ainsi. Ou la République *deviendra monarchique*, ou une

monarchie reviendra et sera républicaine. Très bien, alors : l'un tempérera l'autre. Aujourd'hui, c'est le gâchis et une affreuse frayeur. On quitte Paris plus que jamais ; on déménage.

Vendredi 11 *août*. — Je n'ai rien écrit depuis le 24 juillet (1). Nous venons de parcourir une partie de la France, de Paris à Saint-Pourçain ; de là, Limoges, Angoulême et enfin Blaye. En Bourbonnais, il y a des opinions tranchées ; mais les masses sont bonnes, excellentes. Les fermiers, les paysans, nous ont admirablement bien reçus.

— *Notre dame*, disaient-ils, quand donc la République aura-t-elle choisi un roi ? C'est bien long. Ça va bien mal comme cela.

A Limoges, il faut voir la physionomie de la ville : on se croit dans une citadelle, on ne voit que des soldats.

LOUIS BONAPARTE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Jeudi 28 *septembre*. — Le général Cavaignac change ses batteries. Il est très vif contre les socialistes, contre ce qu'il nomme les *rouges*. Mais est-ce de bonne foi ? ou simplement parce qu'il voit qu'il est démonétisé, que les provinces ne veulent pas de lui comme président, que Louis-Napoléon gagne du terrain (2) ? Je ne me l'explique pas. Mais je n'ai pas confiance dans le général.

Mercredi 20 *décembre*. — Nous revenons à Paris après cinq mois d'absence. Que d'événements (3) ! Que la France, que Paris sont changés ! Après bien du sang versé, la réaction s'est faite par le peuple, par les habitants des champs. Ils

(1) Le 25, le marquis et la marquise de La Grange étaient partis pour Artanges (Allier) où ils avaient une propriété. De là, ils se rendirent à Blaye, pour les élections du Conseil général.

(2) Élu représentant et démissionnaire en juin, il avait été réélu le 17 septembre dans cinq départements.

(3) Le 10 décembre, Louis-Napoléon avait été élu Président de la République par 5 434 266 voix contre 1 448 107 à Cavaignac. Lamartine n'en avait eu que 17 910. Il croyait au succès de Cavaignac (que La Grange, dans son *Journal inédit*, appelle un *La Fayette austère*). Témoin ce passage d'une lettre inédite de Lamartine à La Grange : « Dans ce centre de la France, ainsi qu'à Paris, dans le Nord, à Lyon, à Marseille, Bonaparte aura des voix ignorantes ou désespérées, mais ne sera pas nommé, selon toute apparence. On ira au général Cavaignac ; quelques-uns à moi. Je ne retire pas mon nom, sans le mettre en avant, de peur de les repousser à Bonaparte ou aux candidats rouges. »

ont donné l'élan au nom de Louis Bonaparte. La classe intelligente a senti la tendance générale et a eu le bon esprit de devenir chef là où elle ne faisait qu'obéir. Mais une chose particulière, c'est qu'à Paris beaucoup de conservateurs, une grande partie des légitimistes ont voté pour Cavaignac. En province, il était le symbole de la République : la presque totalité des gens d'ordre ont voté contre lui. Tout le long de la route de Bordeaux à Paris, on laissait éclater son contentement, et on ne se cachait pas de voir dans ce vote une manifestation contre la République.

Une revue générale des troupes et de la garde nationale vient d'être passée par le Président de la République. Un contentement général brillait sur tous les visages. *On veut* être satisfait, on veut croire à quelque chose, on se rattache à la plus petite étincelle de vitalité. On répète : « Le commerce renaît ! » et les boutiques sont vides, parce que les bourses le sont. On ne croit pas à la durée de la République : elle est antipathique à la France. On ne croit pas à la durée de Louis Bonaparte ; et là-dessus, je crois que les partis s'abusent étrangement. Que prévoir de l'avenir ? Les alentours du prince Louis lui seront, je crains, funestes. On lui persuadera que c'est le nom de Bonaparte qui a soulevé le pays. Ce n'est pas. Aujourd'hui, Louis Bonaparte voulait exprimer : « A bas la République ! » Témoin le peu de sympathie que ce même prince a trouvé dans cette même France lors de ses diverses tentatives d'émouvoir les Français, à Boulogne, etc... C'est qu'alors nous jouissions d'une grande prospérité ; c'est qu'alors on ne cherchait pas à renverser la dynastie d'Orléans, excepté des perturbateurs ; c'est qu'alors on n'était pas parvenu à tromper le peuple et la bourgeoisie comme on l'a fait depuis.

Ce qui est curieux, c'est de voir tant de gens qui se sont cachés reparaître soudain. Mais ce qui est plus curieux, c'est de suivre peu à peu les courtisans de la République. D'abord, adhésion au Gouvernement provisoire, offres de services ; puis, mêmes courbettes à Cavaignac. Et actuellement, réactionnaires !

MARQUISE DE LA GRANGE.

LES PROBLÈMES DU PACIFIQUE

LA POLITIQUE JAPONAISE ET LES HYDRAVIONS

LE CONFLIT DU PACIFIQUE

On ne saurait se dissimuler la gravité des événements qui se déroulent actuellement en Extrême-Orient. Ainsi que l'a fort bien écrit M. Pierre Bernus dans le *Journal des Débats*, « la mainmise du Japon sur la Chine est, à bien des égards, comparable à la prise de Constantinople par les Turcs. Au XXe siècle, Nankin ne doit pas être considéré comme plus éloigné de nous que Byzance de nos ancêtres au XVe siècle ». En effet, les « Imperial Airways » et les « Indian Transcontinental Airways Ltd » peuvent nous transporter plus vite aujourd'hui de Londres à Changhaï qu'il ne fallait de temps en 1453 pour aller à Byzance. Quant aux paquebots de la « Peninsular and Oriental Line », ils vous mènent d'Angleterre en Chine, sinon plus rapidement, du moins dans des conditions beaucoup plus sûres et beaucoup plus régulières que les vaisseaux ou les galères de la Renaissance qui se rendaient des ports de l'Atlantique et même de Marseille à Constantinople.

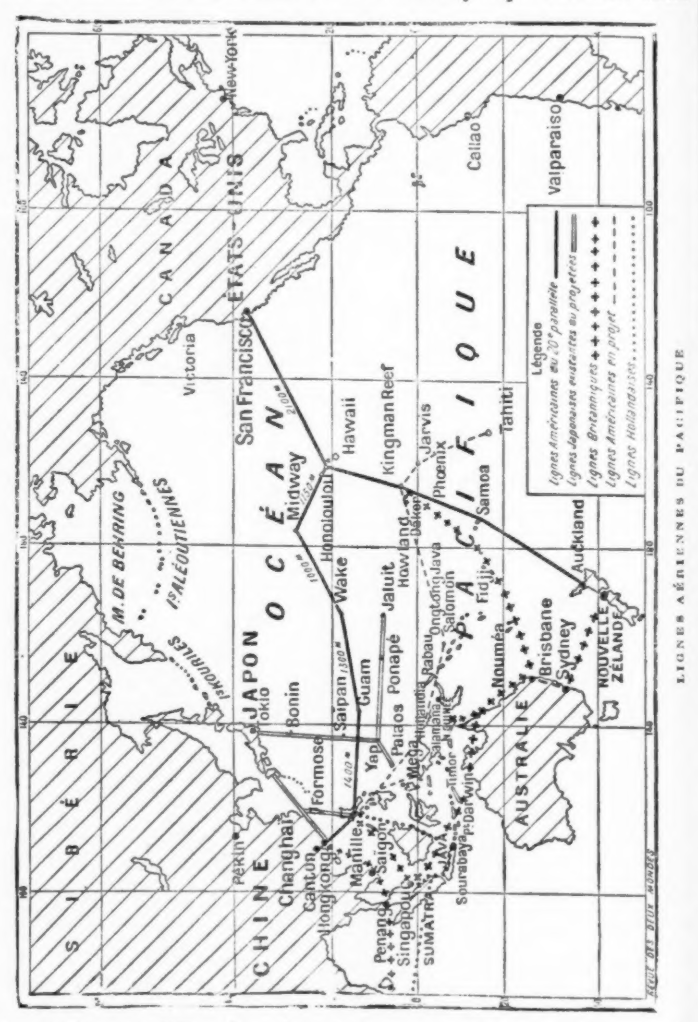
Il n'y a pas de doute que les succès foudroyants remportés en Chine par le Japon ne déterminent prochainement une régression sérieuse du prestige et des intérêts de l'Occident en Extrême-Orient. A travers la Chine, c'est l'Europe que le petit homme jaune entend viser. Et ceci nous conduit tout naturellement à parler, avant toute chose, de ce que l'on a nommé le conflit du Pacifique. Ce conflit est né de

la rivalité entre le Japon, d'une part, et, d'autre part, les États-Unis, la Russie et les Puissances européennes qui ont des établissements en Extrême-Orient ou dans le Pacifique : l'Angleterre qui possède Hong-Kong, la presqu'île de Singapour, une partie de la Nouvelle-Guinée et des Célèbes et de nombreux archipels d'Océanie, auxquels s'ajoute le dominion d'Australie ; la Hollande qui, avec les Indes néerlandaises (Sumatra, Java, Timor, Bornéo), dispose de colonies magnifiques ; la France enfin, dont l'empire comprend l'Indochine, la Calédonie et les archipels dépendant de Tahiti. Ce conflit territorial s'aggrave d'une concurrence commerciale et d'exigences démographiques. La Chine, peuplée d'un demi-milliard d'êtres laborieux, pacifiques, industrieux, est un marché de première importance que le Japon dispute aujourd'hui à ses anciens exploitants. En outre, le peuple japonais augmente au rythme d'un million par an depuis que la civilisation lui a appris à se défendre contre la mort, sans lui ôter le goût de la procréation. Cette nation de 80 millions d'âmes éclate dans ses îles : son impérialisme, ou plutôt son pan-asiatisme, lui apparaît comme une nécessité vitale. Le génie militaire, les traditions conquérantes, l'esprit d'imitation industrielle, l'orgueil racial, le besoin d'expansion politique et commerciale, l'instinct d'émigration, tout concourt à jeter le gouvernement du Mikado hors de ses frontières insulaires.

Et voilà donc le premier aspect du problème. Le second, ce sont les obstacles que le Japon a rencontrés sur sa route : son principal adversaire, ce fut la Russie. Nous n'allons pas retracer l'histoire des guerres russo-japonaises. Retenons seulement que l'U. R. S. S. est toujours présente à Vladivostok, pistolet braqué sur la tête des archipels nippons. Pensons au fait que, depuis 1920, les Soviets ont cherché à implanter le communisme dans l'ancien Empire du Milieu et qu'ils sont, en partie, responsables de la réaction militaire du Japon contre la Chine. Cette réaction s'est traduite hier par la création du Mandchoukouo et, aujourd'hui, par la prise de Nankin. Toutefois, la nature a dressé entre le continent asiatique et l'Europe des barrières terrestres qui limitent l'action du Japon contre la Russie.

Si l'on consulte une mappemonde, on s'aperçoit que le vaste empire chinois est en quelque sorte emprisonné dans un

corset de montagnes. Au sud, c'est l'immense plateau du Thibet et les hautes chaînes de l'Himalaya qui forment entre



LIGNES AÉRIENNES DU PACIFIQUE

la Chine et l'Empire des Indes une barrière inaccessible. A l'ouest, le désert de Gol et tout le système orographique qui s'étend du lac Baïkal au plateau de Pamir séparent la

Mongolie des steppes du Turkestan et dressent une sorte de rempart entre l'Asie et l'Europe. Au nord, les vastes plaines glaciales de la Sibérie constituent un obstacle encore plus difficile à franchir à toute invasion japonaise qui chercherait à tourner les chaînes montagneuses dont nous venons de parler. Cette alternance de larges plateaux et de hauts sommets, les plus élevés du monde, explique combien les relations entre nos deux mondes ont toujours été difficiles par la voie terrestre et la raison pour laquelle les incursions asiatiques n'ont pas été suivies d'effets durables.

En revanche, quand l'Europe a voulu pénétrer en Chine, elle s'est bien gardée de le faire par la voie terrestre, sauf dans le nord, où la Russie s'est servie de la Sibérie pour prendre pied sur le rivage des mers de Chine. Les Puissances comme l'Angleterre, la Hollande et la France, qui ont voulu établir des contacts avec l'Extrême-Orient, se sont servies de la mer. C'est donc par les mers de Chine que se sont produits les premiers contacts entre les deux races : jaune et blanche. C'est à n'en pas douter par la mer que se manifestent les premières frictions entre le Japon, qui entend pratiquer une politique d'exclusivité extrême-orientale, et les autres Puissances, au premier rang desquelles l'Angleterre et les États-Unis, qui ont là-bas des intérêts primordiaux.

Par la mer, c'est-à-dire en direction des Indes néerlandaises et de l'Australie, d'une part ; en direction du Pacifique oriental, d'autre part. Il n'est pas douteux que la politique du Japon ne porte celui-ci vers les mers du Sud, car c'est là qu'il peut trouver des débouchés et des terres d'émigration pour son peuple, sans oublier le pétrole de Bornéo. Le Japon obéit à cette loi humaine du déplacement vers le soleil. Une autre raison l'y conduit. L'empire du Mikado se rend compte que la seule façon d'atteindre les Puissances européennes qui lui disputent son influence en Chine, c'est de les frapper au cœur même de leurs possessions asiatiques.

Le Japon ne se dissimule pas, toutefois, que son flanc gauche est menacé par le glacis du Pacifique. C'est de là que se manifeste la menace aérienne et c'est pourquoi on a donné à tous ces problèmes : problème russo-japonais terrestre, problème naval et aérien nippo-européen et nippo-américain, le nom de conflit du Pacifique, car sa solution dépend de cet océan.

Le conflit existait déjà en 1914, si bien que, la guerre finie, on s'efforça de l'apaiser. Ce fut le principal objectif de la Conférence qui se tint à Washington et qui aboutit, le 13 décembre 1921, au « traité à quatre pour le Pacifique » (États-Unis, Angleterre, Japon, France). Son but était « de préserver la paix générale et de maintenir les droits des Puissances contractantes touchant leurs possessions insulaires, ainsi que leurs dominions insulaires dans la zone du Pacifique ». Pour parvenir à ce but, il était convenu : de sauvegarder le *statu quo*, d'interdire d'élever de nouvelles fortifications à l'est du 110° du méridien, de recourir à l'arbitrage. La Hollande avait été ultérieurement associée au « pacte à quatre ». Ce traité étant venu à expiration le 31 décembre 1936, par suite de sa dénonciation, à la fin de 1934, par le Japon, le conflit entre désormais dans une nouvelle phase d'hypertension. Jamais océan, dont les rivages sont souillés de sang, n'a été plus mal qualifié de « pacifique » que celui où vont s'affronter tous les peuples de la terre. Il est devenu le point crucial du globe. Examinons donc la stratégie des anciens partenaires du pacte à quatre (devenu pacte à cinq) contre le dissident japonais, soutenu par les nations européennes transfuges : Italie et Allemagne, dont les chefs, — je ne sais par quel égarement, — ont si vite oublié leurs prophéties calamiteuses sur le péril jaune. Or, contre ce péril, les tenants de la race blanche réagissent de deux façons : par l'offensive aérienne et par l'organisation de bases insulaires aéronavales défensives. Leur politique est servie à cet égard par la présence d'une des plus étranges formations géologiques du globe : les atolls.

LES ATOLLS

Étant embarqué il y a déjà d'assez longues années à bord d'un aviso de la division du Pacifique oriental, nous reçûmes du Gouverneur de l'Océanie une curieuse mission. Il s'agissait de parcourir tous les îlots déserts de l'archipel des Pomotous afin d'y rechercher les survivants d'une flottille de pêcheurs de perles qui avait été disloquée par un cyclone. C'est ainsi que nous fîmes connaissance avec les atolls.

Imaginez-vous dans les solitudes australes, sous l'éclatante lumière des tropiques, une bague de sable madréporique

émergeant tout à coup au ras de l'eau et sertissant dans son anneau un lagon, c'est-à-dire une mer intérieure transparente, ravie à la profondeur indéfinie de l'océan. Le sol de ces îlots est aride dans la plupart des cas. Cependant, sur cette étroite ceinture de corail calciné (une centaine de mètres de largeur environ) s'est développée à la longue une végétation rabougrie et ont poussé quelques rares cocotiers. Le lagon reste sans contact avec la mer ou n'y communique que par des passes resserrées ne permettant qu'aux bateaux de faible tonnage d'y accéder. La présence de ces terres pittoresques est due au travail d'infiniment petits, les madrépores ou polypiers qui, ayant pris comme base de leur travail gigantesque les pics de chaînes sous-marines, ont été rejetés hors du milieu salin et sont morts, laissant leurs ruches calcaires se pulvériser sous le grand soleil des tropiques. Ainsi sont nées ces terres vierges, objet d'étonnement pour tous ceux qui les contemplentet qui paraissaient, jusqu'ici, n'avoir été créées que pour donner naissance aux perles.

Lorsque du haut de la passerelle de notre aviso, dernier voilier de la Marine française, nous essayions de découvrir à la jumelle un naufragé échoué sur ces rivages inhospitaliers, lorsque notre bateau, mouillant au milieu de lagons, semblait enchâssé dans un bijou magnifique à cause du sable d'or et de la mer de saphir, d'émeraude ou d'aigues marines, nous étions loin de nous douter qu'un jour prochain, ces îlots inconnus et dédaignés entreraient dans l'histoire et qu'ils étaient sur le point de jouer comme aéroports un rôle de première importance.

Ne semble-t-il pas que le Dieu de l'Aéronautique ait jeté ces plans d'eau dans le champ du Pacifique pour permettre aux hydravions de relier l'Asie au continent d'en face? Grâce à cette digue circulaire que sont les atolls, le lagon est, en effet, complètement à l'abri des longues volutes du Pacifique. La surface de la mer intérieure est parfaitement calme. C'est donc le plan d'amerrissage rêvé pour les grands clippers aériens qui se sont lancés à l'assaut des mers australes. Chose encore plus extraordinaire : il apparaît que l'on trouve un atoll à point nommé comme gîte d'étape nécessaire pour répondre au rayon d'action des avions modernes sur la route qui fait communiquer San-Francisco à l'Australie, aux Philippines

et aux Indes néerlandaises. N'avions-nous pas raison de penser que les atolls étaient des créations prédestinées des divinités aériennes ?

En tant que point de ravitaillement, les atolls ne présentent pas que des avantages. Ils ont, tout d'abord, l'inconvénient de n'offrir aucune ressource comestible en dehors des poissons que l'on pêche dans le lagon et des quelques noix de coco que l'on peut cueillir aux palmeraies. Enfin, ils sont tous, à quelques exceptions près, privés d'eau potable. Mais on peut remédier à cette lacune en les approvisionnant régulièrement et en établissant des stations de distillation d'eau de mer. Enfin, leur ravitaillement peut être favorisé par la percée de passes assez larges pour permettre l'entrée des navires dans le lagon où ils trouveront un excellent mouillage. La vie, en somme, peut tant bien que mal s'organiser sur ces récifs déserts. Les avions n'y courront aucun risque de naufrage, en dehors du passage des cyclones, comme celui qui se produisit le 7 février 1906. Mais ces dépressions atmosphériques seront annoncées suffisamment à temps pour que les avions décollent et évitent le noyau de la tempête dont la vitesse de translation et le centre de giration sont absolument connus. D'ailleurs, pendant dix mois de l'année, le Pacifique mérite bien son nom. On n'y redoute aucune tempête. Pendant le jour, règnent les alizés, c'est-à-dire une brise régulière ; pendant la nuit, c'est généralement le calme plat, régime tout à fait favorable à l'aviation.

Ne croyez pas, hélas ! que les atolls ne serviront qu'à favoriser les relations commerciales entre deux continents, jusqu'ici séparés par les étendues marines. Il n'y a pas de doute qu'en permettant le contact entre le Japon et les États-Unis, les atolls ne deviennent des bases aéronavales offensives. On reproche à ces minuscules îlots d'être vulnérables. Leur isolement s'oppose, il est vrai, à ce qu'on les protège contre un bombardement naval. En revanche, leur rivage étant accore, c'est-à-dire à pic et rugueux, il sera plus facile de les défendre contre des débarquements de troupes. Quant au lagon, on le rendra aisément inaccessible en mouillant des mines dans la passe.

En définitive, l'équipement complet d'un atoll en base aéronavale commerciale et militaire doit comprendre : la

percée d'une passe large de cent mètres, profonde de dix mètres, l'édification de magasins, de réservoirs d'essence, de machines à distiller, de frigorifiques, de casernes, d'abris, de batteries de côtes et anti-aériennes, de postes de mitrailleuses, phare, radio-phare, poste de T. S. F., le tout sous casemates bétonnées pour les protéger des bombes d'avions. Il sera nécessaire de les approvisionner largement en vivres, combustibles et munitions et, en cas de guerre, d'y faire stationner une escadrille de chasse et un ou deux sous-marins. Ainsi organisés, les atolls se prépareront à insérer un nouveau chapitre au problème du Pacifique.

LE SURVOL DE L'OCÉANIE

Profitant de ces atolls et des dispositions géographiques particulières de l'Océanie, laquelle est constituée en quelque sorte par une poussière d'archipels, nous allons voir les Puissances intéressées, comme ces joueurs qui poussent des pions pour faire échec, déployer leurs ailes et se poser d'îles en îles à la rencontre de l'adversaire. Des terres méconnues vont surgir devant nous, toutes chargées d'actualité. Les mers australes, que l'on croyait infranchissables, vont être régulièrement traversées par des hydravions sans cesse plus puissants et plus rapides. Le conflit du Pacifique sera essentiellement aérien, naval, insulaire. Il est à peine croyable qu'en moins de dix-sept ans, les choses se soient ainsi transformées et que les signataires du traité à quatre de 1921 se trouvent en 1938 devant un problème dont les données stratégiques ont été si profondément modifiées, car les « distances s'évanouissent », le mot est du président Roosevelt. Bien que la flotte américaine puisse se concentrer à Pearl Harbour, la distance de cette base à Yokohama est trop considérable, soit 3 450 milles, pour que le rayon d'action des navires leur permette de diriger sans le concours de l'aviation une attaque efficace contre l'adversaire jaune. Mais ce que l'art naval n'a pu résoudre, la technique du vol va le permettre grâce à l'aménagement de gîtes d'étapes dans des postes isolés et à ce pullulement d'atolls qui caractérise la géographie du Pacifique.

La plate-forme de départ de l'offensive aérienne des États-Unis, ce sont les îles Hawaï et, en particulier, Pearl Harbour

et Honolulu. D'après le *Daily Mail*, l'armée et la marine américaines y envisagent un important projet visant au renforcement des défenses de Hawaï par l'installation de chambres souterraines pour le stockage de munitions et de hangars souterrains dans les montagnes pour recevoir les avions et le mazout. De Hawaï, les ailes américaines vont s'élancer à la conquête du Pacifique. Le *Sikorsky* 42 et le *Glenn Martin* 130, quadrimoteurs à grande autonomie, furent les premiers à franchir la distance de 3 860 kilomètres qui sépare San-Francisco des îles Hawaï. L'élan est donné, les performances vont se succéder et les liaisons régulières transpacifiques se créer. Le capitaine de corvette Barjot écrit dans la *Revue maritime* :

« C'est le *Martin* qui s'avère le « navire volant » le mieux adapté aux liaisons transpacifiques. En avril 1935, le prototype *China Clipper*, commandé par le chef-pilote Edwin Musick, effectue le premier voyage San-Francisco-Manille et retour ; le second a lieu en novembre 1935. En décembre, c'est le tour de son frère, le *Philippine Clipper*. En 1936 s'ouvre le service régulier, poste et passagers (départ une fois par semaine). Au cours de l'année 1936, les clippers quadrimoteurs effectuent 72 traversées San Francisco-Manille (36 allers et 36 retours), transportant 80 tonnes de fret et 159 passagers. D'après l'horaire actuel, les 13 200 kilomètres sont effectués en soixante heures de vol, soit à 130 nœuds de moyenne. Les escales sont Honolulu, Midway, Wake et Guam. »

Quelles sont ces îles dont vous entendez sans doute parler pour la première fois ? Celle de Midway est un atoll situé par 28° de latitude nord et qui possède un port appelé Port Welles. L'île était déjà habitée avant son équipement en aéroport, car c'est un centre important de câbles sous-marins. Au contraire, Wake Island était un atoll isolé et désert, complètement dépourvu d'eau douce ; il a donc fallu l'équiper complètement. Ainsi que l'expose Mr Walther Pahl dans *les Routes aériennes du globe*, ouvrage des plus instructifs qui vient de paraître (1), l'atoll corallien Wake perdu dans l'immensité du Pacifique a reçu ses premiers habitants humains avec le personnel de l'organisation au sol de la « Pan American

(1) Traduit par le commandant A. Cogniet (Payot, éditeur).

Airways ». « En moins d'un an on a créé aux îles Midway et Wake des champs d'atterrissage, des dépôts d'huile de pétrole et des hôtels, oui, des hôtels dans cet immense désert océanique du Pacifique, du plus vaste océan de la surface terrestre. »

Quant à Guam, la marine américaine compte l'utiliser comme base navale, c'est-à-dire y placer des fortifications, car l'île, qui se trouve en quelque sorte encadrée par les îles Mariannes et Carolines dont le Japon a hérité de l'Allemagne, est très exposée aux attaques navales et aériennes des Nippons. De Guam la ligne atteint Manille, dans les îles Philippines, et de là elle gagne le continent chinois à Hong-Kong pour se relier à l'immense réseau aérien qui déjà exploite cet empire. Presque tous les pays y sont intéressés, c'est-à-dire non seulement les « Imperial Airways », « Air France » et les « Pan American Airways », mais aussi la « Deutsch Lufthansa » et les compagnies chinoises « China National Aviation Corporation » qui dépend des Américains et la « South West Aviation Corporation » entièrement chinoise. Enfin, le Japon, notamment la « Nippon Koku Yuso », exploite une grande partie de la Chine.

Pour en revenir à la ligne américaine du Pacifique, celle-ci se développe jusqu'à Hong-Kong sur plus de 14 000 kilomètres par les étapes suivantes : de Californie à Honolulu, 3 860 kilomètres ; c'est une des plus longues escales maritimes connues. De Honolulu à Midway, 2 100 kilomètres ; de Midway à Wake, 2 000 kilomètres ; de Wake à Guam, 2 400 kilomètres ; de Guam à Manille, 2 600 kilomètres et de Manille à Hong-Kong, 1 100 kilomètres. C'est donc par cette voie aérienne que les États-Unis pénètrent au cœur de la Chine et il n'est pas niable que cette ligne transpacifique ait un but politique prédominant. Les États-Unis fondent toute leur action sur la porte ouverte et sur l'intégrité territoriale de la Chine qui subit à l'heure actuelle un si rude échec.

Les « Pan American Airways » n'ont pas borné leur ambition à l'itinéraire San Francisco-Manille. En effet, une ligne nouvelle, aussi importante que la première, va être lancée d'Honolulu sur la Nouvelle-Zélande en passant par l'atoll de Kingman Reef, Pago-Pago, base navale américaine très importante dans les îles Samoa, et enfin Auckland en Nouvelle-Zélande. De Kingman Reef, deux dérivations sont prévues :

l'une en passant par les îles Fidji, avec point terminus à Brisbane, en Australie, où elle rejoindra les réseaux de la « Quantas Imperial Airways » ; l'autre de Kingman Reef à notre possession française de Tahiti.

Les Japonais, en présence de ces initiatives américaines, ont déjà créé une ligne des îles japonaises à Formose. Le Japon projette de continuer sa ligne sur Bornéo et sur la Nouvelle-Guinée où il fait preuve d'une activité considérable, notamment à Bornéo où il est très intéressé par les puits de pétrole. Mais la grande ligne stratégique du Japon, c'est l'équerre insulaire aérienne qu'il se propose de tracer dans le Pacifique en utilisant les archipels qu'il y possède et en coupant la fameuse ligne aérienne américaine de Manille à Honolulu. La future ligne japonaise passera par les îles Bonin, par Saïpan et aboutira à l'île de Yap dont la position stratégique est des plus remarquables. De Yap, une ligne continuera dans l'ouest sur les Palaos et dans l'est sur Jaluit, à l'extrémité des Marshalls, en passant par l'excellent port des Carolines, celui de Ponapé. Il suffit de voir une carte pour constater l'importance stratégique des projets japonais. Notons que Yap n'est qu'à 150 milles de la base américaine de Guam et que les Palaos sont à moins de 500 milles des Philippines ; réfléchissons également que les atolls nord des Marshalls se trouvent à 500 milles à peine de Wake Island, à 1 400 milles de Midway et à 2 000 milles d'Honolulu.

C'est dire l'enchevêtrement des possessions japonaises et américaines dans cette région du Pacifique. Aussi, les États-Unis comptent-ils échapper à l'étreinte jaune en infléchissant leur action vers le sud et en créant une autre ligne d'Honolulu sur Manille, laquelle emprunterait la voie de Kingman Reef, Howland, puis les îles Salomon pour s'accrocher enfin à la Nouvelle-Guinée et, de là, gagner Manille. Remarquons à ce propos que l'aviation est extrêmement développée en Nouvelle-Guinée où on exploite grâce à elle les riches mines d'or de Wau. Les grands champs aurifères de cette région, situés seulement à 60 kilomètres à vol d'oiseau du poste de Salamana, ne pouvaient pas être mis en valeur parce qu'on ne pouvait pas traverser une jungle impénétrable qui, jusqu'en 1925, était parcourue presque exclusivement par des tribus sauvages et cannibales. Il était donc matériellement impossible

de relier par porteurs Wau à Salamana, dans un pays où, d'autre part, la chute de pluie annuelle atteint 7 mètres 50. Mais l'aviation a fait ce qu'aucune autre œuvre humaine n'aurait pu réussir. A l'heure actuelle, la « Guinea Airways » transporte chaque mois environ 500 tonnes entre Salamana et Wau. Du 1er décembre 1927 au 31 août 1936, la « Guinea Airways» a effectué 28 493 vols au cours desquels 4 600 000 kilomètres ont été parcourus, 32 086 tonnes de marchandises et 45 892 passagers transportés.

L'aviation américaine trouvera donc des secours intéressants en Nouvelle-Guinée. La politique des États-Unis leur impose une entente avec les autres nations européennes et, en particulier, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Angleterre, la Hollande et la France. La navigation aérienne a trouvé en Australie un champ d'action très favorable du fait que l'intérieur de ce continent est composé de grandes steppes desséchées. On a donc créé une véritable ceinture aérienne autour de la grande île. Son réseau aérien dépasse actuellement 27 000 kilomètres. La ligne la plus importante, au point de vue stratégique, est celle de la « Quantas Empire Airways » qui relie les deux grandes bases navales de l'Empire : Singapour et Port-Darwin, dont nous aurons l'occasion de parler ultérieurement. Cette ligne a son aboutissement à Singapour qui est devenu la pierre angulaire du système des communications aériennes britanniques. Singapour possède actuellement le plus grand aéroport d'Extrême-Orient et il a été équipé avec les dernières inventions de la technique aéronautique.

C'est en quelque sorte la plaque tournante de « Air Empire », puisque Singapour se rattache à la grande artère aérienne des lignes impériales anglaises qui, partant de Londres, traverse la France pour aller à Alexandrie et de là bifurque soit sur le Cap, soit sur Bagdad, Dehli, Calcutta, Bankog, Penang, pour aboutir à Singapour, d'où une nouvelle liaison a été créée sur la Chine. On se fera une idée de l'importance de l' « Imperial Airways » quand on indiquera qu'en 1935-1936, cette ligne a accompli 7 242 100 kilomètres de vol et qu'elle a transporté 62 777 passagers et 4 803 000 tonnes anglaises. De Hong-Kong, comme nous l'avons dit, la liaison s'établit avec la « Pan American Airways » et sa ligne stratégique,

longuement décrite, de Manille à San Francisco. La seconde liaison américaine est celle de la Nouvelle-Zélande. Nous avons vu qu'on va établir une liaison aérienne directe entre Honolulu et Auckland par Pago-Pago. Une convention a été passée à cet effet entre les États-Unis et la Nouvelle-Zélande qui prévoit une clause de réciprocité. Nous en avons ainsi fini avec la Grande-Bretagne et ses Dominions.

Pour ce qui est de la Hollande, il est intéressant de constater que ce petit État européen, grâce au grand constructeur d'avions Fokker et à la présence de son empire d'Insulinde, est devenu une grande Puissance aérienne. La compagnie hollandaise K. L. M. relie Amsterdam à Batavia sur un parcours de 14 000 kilomètres qui n'est guère dépassé en longueur que par la ligne Londres-Brisbane (20 000 kilomètres). La K. L. M. est une des compagnies les plus remarquables du monde. C'est elle qui possède la liaison la plus rapide entre l'Europe et l'Asie. Avec la mise en service de nouveaux appareils Douglas, la durée du trajet entre Batavia et Amsterdam sera réduite à cinq jours et demi, alors que les « Imperial Airways » mettent huit jours pour aller de Londres à Singapour et Air-France sept jours pour effectuer les transports aériens de Paris à Saïgon. La K. L. M. en 1936 a transporté 2 816 passagers, 85 853 kilos de poste, 29 767 kilos de marchandises et accompli 3 043 475 kilomètres de vol. Il n'est pas douteux que les États-Unis ne cherchent à créer des liaisons entre leurs lignes du sud et les services des Indes néerlandaises où le Japon ne tardera pas à poser ses ailes.

Il faudrait accorder une grande place à notre belle compagnie aérienne d' « Air-France » qui accomplit le trajet de Paris-Marseille-Beyrouth-Bagdad-Saïgon et Hanoï avec une régularité remarquable. Cette ligne est commerciale et stratégique. Or elle n'est pas reliée au Pacifique ; nous ne pensons pas que la France ait, pour le moment, un intérêt à prolonger sa ligne de Saïgon à Brisbane, cette région étant exploitée par l'Angleterre et les Pays-Bas, mais il est extrêmement désirable que la compagnie française tire parti des nombreux îlots et atolls que nous possédons en Océanie, soit plus d'une centaine, et que des liaisons inter-insulaires soient créées. Nous pourrions prendre modèle sur la compagnie « Inter Island Airways », qui assure entre les îles Hawaï des services

réguliers et qui a transporté depuis 1934 10 000 passagers et parcouru 260 000 kilomètres. En outre, il serait bon d'étudier une liaison Brisbane-Nouméa-Tahiti qui passerait par les îles Fidji et couperait la grande ligne américaine de San Francisco-Auckland à Pago-Pago. L'intérêt de ces lignes est évident. On donnerait à la France une autorité et un grand prestige dans le Pacifique où nous sommes beaucoup trop ignorés. La Marine a prévu à son projet de budget de 1938 une escadrille d'aviation aux Établissements français de l'Océanie ; c'est là une initiative qu'il faut hautement approuver et qui doit être développée.

Pour en finir avec les hydravions sur le Pacifique, mentionnons qu'il existe par le nord, entre Honolulu et les îles japonaises, un contact aérien beaucoup plus direct. C'est celui qui utiliserait dans la direction est-ouest le long chapelet des îles américaines aléoutiennes. Ce trajet septentrional présenterait l'avantage d'un survol de très petits espaces de mer, mais en revanche l'inconvénient au point de vue commercial que, sur de longues distances, il se trouverait la plupart du temps enveloppé de brume. Il n'en reste pas moins que la route aérienne du nord garde pour les Américains toute son importance stratégique et qu'ils ne manqueraient pas de s'en servir en cas de guerre pour frapper au cœur l'empire japonais grâce à une menace plus rapprochée. La preuve en est que les États-Unis ont installé une base d'aviation militaire à Dutch Harbour, le port le mieux adapté dans les îles Aléoutiennes.

Ne semble-t-il pas en effet que la ligne du nord par les Aléoutiennes est la mieux désignée pour diriger une attaque des flottes américaines sur l'archipel nippon ? La brume elle-même favoriserait cette manœuvre. Mais elle n'est pas possible sans le concours de l'aviation. Voilà pourquoi, au dire du *Daily Telegraph* du 12 décembre, les États-Unis viennent de prendre une mesure significative en installant une base aéronavale à Sitka Harbour dans l'Alaska, à l'extrémité ouest du continent américain. D'après les journaux anglais : « Il y existe des hangars, des ateliers, et douze bombardiers y sont déjà stationnés. Leur but est de faire, au cours de l'hiver, une série de vols d'entraînement et d'observation au-dessus des îles Aléoutiennes afin de déterminer l'emplacement le meilleur

pour installer des bases aériennes importantes sur ces îles qui s'étendent dans la mer de Behring, en direction du Kamchatka et du Japon sur 1 500 milles. » Ces ouvrages seraient destinés à doubler Dutch Harbour, dans l'Unalaska, qui ne se trouve qu'à 1 800 milles d'Hakkaïdo, l'île la plus septentrionale du Japon, et à 1 500 milles des îles Kouriles japonaises. Cette question des bases domine tout le problème de l'utilisation stratégique du Pacifique.

LE FRONT INSULAIRE

Car les avions, pas plus que les navires qui opèrent en liaison avec eux, ne peuvent agir s'ils ne possèdent des bases appropriées à leur action commune. Nous avons vu que, grâce aux atolls, ces bases existent dans le glacis du Pacifique pour faciliter une action éventuelle sur le flanc est des îles japonaises. Mais il nous reste à examiner si, dans les mers du Sud et sur la route des Indes néerlandaises ou britanniques, ce qui serait l'objectif préféré de l'impérialisme nippon, l'aéronautique peut disposer de points d'appui appropriés. Or, la nature, qui a bien fait les choses pour isoler l'Asie de l'Europe par voie de terre, a également créé une sorte de barrage naturel insulaire qui facilitera la résistance des nations colonisatrices européennes à la pénétration japonaise.

Un premier système de défense avancée est constitué par Hong-Kong et Manille. La Grande-Bretagne se propose de dépenser environs 8 millions de livres pour renforcer la défense du grand port anglais d'Extrême-Orient. Les projets comprennent la construction de deux nouveaux forts en plus de celui qui est actuellement en construction sur la péninsule de Stanley. En outre, de puissants moyens de défense antiaérienne seront organisés. Le *Morning Post* écrivait récemment : « A moins que les Puissances intéressées ne se mettent d'accord sur l'élaboration d'un traité limitant les fortifications dans le Pacifique, Hong-Kong sera destiné à ressembler à Singapour par des aménagements de défense imprenables. » A Manille, les Américains entreprennent actuellement de très importants travaux de fortifications et surtout d'adaptation des Philippines à l'utilisation des lignes stratégiques aériennes.

Un deuxième système défensif est représenté par l'Indochine française qui communique avec la Chine du sud par le chemin de fer du Yunnan. Nous possédons un point d'appui à Saïgon, mais il est tout à fait imparfait. Il est question, en outre, d'équiper la base de Camrang, sur la côte d'Annam, en base navale et aéronavale. C'est une question des plus urgentes à résoudre, ainsi que celle de la fortification de Saïgon et du cap Saint-Jacques qui demande à être complétée.

Cependant, la meilleure ligne de protection des Puissances européennes en Extrême-Orient, ce que nous pourrions appeler la « ligne Maginot » insulaire de l'Europe sur les frontières de l'Asie, est constituée : à l'entrée de la mer des Indes, par une série d'îles qui, partant de Singapour, aboutit à Port-Darwin sur la côte nord de l'Australie. Singapour et Port-Darwin vont donc devenir des places fortes de tout premier ordre pour la protection de l'Australie et de la mer des Indes. Pour ce qui est de Singapour, la Grande-Bretagne, lors du « traité à quatre » de décembre 1921, avait été assez adroite pour faire fixer la limite occidentale de non-fortification du Pacifique au 110e degré de longitude est ; Singapour, qui se trouve au 108e degré, a pu être terminé avant la dénonciation du traité de Washington.

La base de Singapour est actuellement, sinon complètement achevée, du moins en état de défense et susceptible d'utilisation immédiate, ainsi que les manœuvres de l'année dernière nous l'ont démontré. Sans entrer dans une description détaillée des travaux, indiquons que le bassin de radoub de Solotar peut recevoir des navires de 50 000 tonnes (le plus gros navire anglais, le *Hood*, n'en déplace que 42 000) ; en outre, un dock flottant « de 50 000 tonnes également » a été mis en service avec ses ateliers de réparation. Plus de 10 millions de livres ont été dépensées pour faire de Singapour la base la plus solide peut-être, à l'est du canal de Suez. Rien n'y fait défaut : forts d'artillerie lourde, armés de pièces marines, batteries anti-aériennes, casernes, magasins bétonnés, réservoirs d'essence souterrains. La base dispose de quatre aérodromes, y compris l'aéroport civil. Enfin, l'Amirauté se propose d'envoyer en permanence à Singapour les cinq cuirassés de la classe *Queen Elisabeth* modernisés, quand les cinq *George V* de 35 000 tonnes entreront en service. C'est assez

dire que Singapour peut d'ores et déjà passer pour une base de premier ordre de l'Empire. On estime qu'elle abrite déjà 12 000 militaires et marins.

A l'autre extrémité de la ligne, on s'apprête à équiper et fortifier Port-Darwin, admirablement placé à la pointe nord-ouest de l'Australie et à l'entrée du détroit de Torrès et qui commande le passage des Indes néerlandaises dans le Pacifique. Port-Darwin, protégé par l'île de Clarence et celle de Timor, dernière île hollandaise de la ligne Sumatra, Java, Timor, constitue la réplique de Singapour. Une dépêche de Sydney vient de nous apprendre que des projets sont en préparation pour la modernisation de Darwin. Ce plan amènerait une dépense immédiate de 400 000 livres sterling, destinée à faire de ce port une base de défense pour les détachements de la marine, de l'armée et de l'aviation. Le ministère de Défense insiste sur « l'importance stratégique de Darwin et sur le fait que sa rade profonde et sûre est destinée à jouer un rôle important dans la défense du Commonwealth ». Le thème des manœuvres qu'on se propose de faire prochainement au large de Port-Darwin est à cet égard symptomatique : ce sera un plan d'attaque de Port-Darwin par la flotte de Chine, le port étant défendu par l'aviation et la marine australienne, renforcées d'éléments aériens provenant de Singapour.

Entre cette base et Port-Darwin s'étend toute la chaîne de l'archipel néerlandais. Ne paraît-il pas évident que l'Angleterre aura grand besoin du concours de la Hollande, dont la neutralité s'accorde mal avec la possession des îles de la Sonde et en particulier de l'île de Java et du port de Sourabaya, base navale insuffisamment fortifiée de la flotte hollandaise ? Ce n'est un secret pour personne que la défense des Indes néerlandaises contre une entreprise japonaise n'est pas assurée et ne le sera que très difficilement en raison de l'étendue de l'Insulinde et de la médiocrité des moyens d'action militaire des Pays-Bas, proie facile pour une Puissance guerrière. On se demande si une entente anglo-hollandaise n'interviendra pas afin de combler cette lacune, car c'est le point faible des marches européennes au seuil de l'Asie.

On prête enfin à l'Angleterre l'intention d'aménager en base aérienne le port de Nankauri, dans les Nicobars. Il est certain que cet archipel, situé au nord de Sumatra, peut

prendre de l'importance pour la sécurité aérienne des communications britanniques avec l'Extrême-Orient. Le port de Nankauri est protégé par trois îles : Nankauri, Camorta et Trinkat. Dans les milieux techniques britanniques, on estimerait qu'il est intéressant, non seulement pour Singapour, mais aussi pour les Indes néerlandaises, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'établir en ce point une station aéronavale de second ordre. Située à mi-chemin entre Singapour et Ceylan, Nankauri est éloigné de ces deux points de 1 577 milles environ ; c'est donc une étape désignée entre Singapour et Trinquemali ou Colombo.

Pour en finir avec cette question, il est à noter que dans l'éventualité d'un choc d'intérêts en Extrême-Orient, la France apporte des points d'appui aux deux pôles de ce que nous avons appelé les frontières insulaires de l'Asie. D'abord, Saïgon (et nous espérons bientôt Camrang) à l'aile gauche, et ensuite Nouméa en Nouvelle-Calédonie, à l'aide droite. Nouméa est classé comme point d'appui de la flotte, mais nous n'avons pas fait grand chose jusqu'ici pour le mettre en état de défense : c'est un point à examiner. Qui ne voit l'intérêt stratégique que Nouméa peut présenter comme base navale et aérienne pour l'Australie ? Son port est bien défendu et protégé par l'île Nou. Il n'est pas douteux que, dans un conflit du Pacifique, Nouméa aurait son rôle à jouer. Une fois de plus s'affirme l'utilité des points d'appui que la France possède dans le monde entier et se révèle la nécessité de les équiper le plus tôt possible. C'est la meilleure façon de montrer toute la valeur de l'amitié française.

Concluons. Il existe en Océanie d'étranges oiseaux que les Anglais nomment *tropic birds* et que nous appelons des phaétons. On voit ces juifs errants de la mer tournoyer sans cesse dans le ciel à des hauteurs infinies : deux longues plumes rouges empennées en forme de fuselage leur permettent de se diriger à travers l'espace. Ils ne s'arrêtent que pour aller faire leur nid dans des atolls abandonnés. A la place de ces hôtes symboliques, voici que le vol des hydravions va révolutionner la stratégie et aviver le conflit du Pacifique. Ce qui en fait la gravité, c'est qu'il vient de s'intégrer dans l'antagonisme idéologique qui divise l'Europe. Notre malheureuse

planète devient trop étroite pour contenir tous nos appétits et limiter l'essor de nos ailes. Une guerre future, en raison des moyens de communication actuels, risque de s'étendre partout. L'essence, ce produit inflammable de nos batailles modernes, propagera l'incendie à travers le globe.

Si nous devons amèrement reprocher aux « mauvais Européens » d'aider la race jaune à s'affranchir de l'Occident, reconnaissons en revanche qu'à la base de cette coalition anti-communiste il y a une réaction raciale instinctive contre le bolchévisme qui cherche à introduire des germes de désagrégation cellulaire au sein de nations indépendantes, justement fières de leurs traditions et de leur passé. Tel fut le cas du Kouomintang en Chine, tel est celui de l'anarchie espagnole. Il serait temps que l'humanité se ressaisît et opposât une barrière à tous les essais de guerres civiles ou internationales. C'est la faiblesse et la division des vainqueurs de 1918 qui a plongé le monde dans ce chaos. C'est la passivité de ce qu'on appelle « les grandes démocraties » devant les événements les plus importants du globe : affaire du Mandchoukouo, d'Éthiopie, d'Espagne, de Changhaï. « Absentéisme » intégral, voilà l'erreur d'une politique. Il n'y a d'autre remède à cette anémie démocratique que de s'armer.

RENÉ LA BRUYÈRE.

ÉTUDES SUR LES ÉGLISES ROMAINES

LES CHAPELLES DE SAINTE PÉTRONILLE

Lorsqu'on quitte Saint-Paul-hors-les-murs en se dirigeant vers Saint-Sébastien et la voie Appienne, on suit un antique chemin qui s'appelle « la Voie des sept églises ». C'était la route des pèlerins qui allaient prier dans les sept basiliques majeures de Rome. La campagne, déjà envahie près de Saint-Paul par la ville moderne, redevient solitaire et sous le ciel le plus lumineux reste triste. C'est la région des antiques cimetières chrétiens. On ne tarde pas à rencontrer un édifice moderne de style classique, qui annonce l'entrée des catacombes de Domitille, explorées par Jean-Baptiste de Rossi, il y a soixante ans. Qui était cette Domitille dont un cimetière chrétien portait le nom ? Ce n'était rien moins que la petite-fille de Vespasien et la femme du consul Flavius Clemens, neveu de l'empereur et cousin de ses deux fils : Titus et Domitien.

On conjecturait depuis longtemps, d'après quelques passages de Tacite, de Suètone et de Dion Cassius, que, dès le premier siècle, le christianisme avait pénétré dans les grandes familles romaines : M. de Rossi, au cours de ses fouilles dans les diverses catacombes de Rome, en apporta la preuve.

Tacite nous apprend que Pomponia Græcina, femme du consul Aulus Plautius, le vainqueur des Bretons, fut soupçonnée d'appartenir à une religion étrangère, à cause de son austérité, de sa tristesse et de ses vêtements de deuil. Or, M. de Rossi découvrait dans les catacombes de Saint-Calixte une inscription grecque, où se lisait le nom de Pomponius Græcinus, un des membres de sa famille. Il y avait donc toutes les raisons de croire que Pomponia Græcina était chrétienne.

Dion Cassius et Suétone nous racontent que Domitien mit à mort un des représentants de la vieille noblesse romaine, le consul Acilius Glabrio, convaincu d'athéisme, c'est-à-dire d'infidélité aux dieux de Rome. Or, voici que M. de Rossi, en explorant les galeries du cimetière de Priscille, sur la via Salaria, rencontrait, dans une des parties les plus anciennes de la catacombe, la crypte de la famille d'Acilius Glabrio.

Quelles émouvantes découvertes! Ainsi, quelques années après la mort de saint Pierre et de saint Paul, saint Jean étant encore vivant, il y avait déjà des chrétiens parmi les patriciens de Rome. Les Acilii Glabriones, que l'empereur Pertinax appellera plus tard « les plus nobles des Romains », les descendants de cet Acilius Glabrio, qui, après sa victoire sur Antiochus aux Thermopyles, eut le premier, à Rome, une statue revêtue d'or, n'offraient plus l'encens aux dieux lares de leur atrium et n'honoraient plus la divinité de Rome: ils avaient renoncé à élever de magnifiques tombeaux le long des voies romaines et reposaient dans une crypte souterraine, non loin des affranchis et des esclaves. Les Pomponii, reniant leur ancêtre, le sceptique Atticus, avaient maintenant une foi et une espérance.

Mais il est plus extraordinaire encore de voir le christianisme pénétrer dans la famille impériale. Quand saint Paul saluait dans ses Épîtres « ceux qui sont dans la maison de César », il s'adressait probablement à des affranchis et à des esclaves. Trente ans après sa mort, le cousin de César, Flavius Clemens, était chrétien, ainsi que sa femme Flavia Domitilla et ses deux fils, élevés par Quintilien. Accusés d'athéisme par Domitien, Flavius Clemens fut condamné à mort et Domitille reléguée dans l'île de Pandataria. Ainsi ces Flaviens

qui avaient réédifié le temple de Jupiter Capitolin et détruit le temple de Jérusalem avaient renié Jupiter et accueilli la parole venue de Jérusalem. Comme on désirerait savoir par qui ils reçurent cette parole ! Quelle force de persuasion, quel rayonnement de lumière durent avoir ceux qui triomphèrent, dans l'âme de ces patriciens, de la puissance de la tradition et de l'orgueil romain. L'imagination s'attache aux moindres indices. On se souvient qu'un Flavien, Flavius Sabinus, était préfet de Rome, lorsque Néron métamorphosa les chrétiens en torches vivantes pour éclairer ses jardins, et l'on se demande si cet oncle de Flavius Clemens, dont les contemporains disaient qu'il avait horreur du sang, ne fut pas attiré à la religion nouvelle par le courage des martyrs.

Lorsque ces grands personnages, mêlés à la foule des fidèles, assistaient aux cérémonies du culte, ils écoutaient avec respect des paroles, qui eussent fait frémir l'orgueil de leurs aïeux. Le célébrant lisait les lettres de saint Paul, déjà consacrées par l'admiration de l'Église, et devant ces Romains qui avaient brigué les magistratures avec tant de passion, il disait : « N'aspirez pas à ce qui est élevé, mais à ce qui est humble » ; devant ces maîtres, jadis si durs pour leurs serviteurs, il disait : « Respectez vos esclaves, car ils ont dans les cieux le même maître que vous » ; devant ces proconsuls qui avaient gouverné avec tant de méprisante hauteur les peuples soumis aux lois de Rome, convaincus que les Romains étaient d'une autre espèce que le reste des hommes, il disait : « Il n'y a plus, ici, ni Grec, ni barbare, ni Scythe, ni esclave, ni homme libre, car vous êtes tous un en Jésus-Christ. »

Cette étonnante métamorphose, qui fut alors celle de quelques âmes d'élite, est un des miracles du christianisme ; elle fut lente parce que longtemps l'aristocratie romaine ne connut la religion nouvelle que par la rumeur populaire où se mêlaient l'ignorance et la calomnie. Tacite, le contemporain de ces premiers convertis, appelait le christianisme « une superstition exécrable ». Flavius Clemens et Acilius Glabrio avaient été mieux instruits. Après avoir sans doute vainement demandé aux philosophies et aux mystères la certitude de l'immortalité, ils avaient entendu les successeurs des apôtres leur annoncer en Jésus-Christ ce vainqueur de la

mort qu'ils avaient cherché sans le trouver. Ils avaient cru, et, comme dit la seconde Épître de saint Piere, « l'étoile du matin s'était levée dans leur cœur ».

Il y avait chez certains membres de la famille des Flaviens une inquiétude religieuse qui leur faisait prêter l'oreille à tout ce qui venait de la Judée. Vespasien, avant le siège de Jérusalem, avait consulté le mystérieux oracle du Mont Carmel (1). Titus avait vécu entouré de Juifs ; il avait reçu dans son intimité le juif Josèphe qui écrivait l'histoire de sa nation, et il avait aimé une Juive, la séduisante Bénénice. On assurait qu'il avait voulu sauver le temple de Jérusalem, que ses soldats avaient détruit malgré sa défense. Les Flaviens ne pouvaient ignorer ni le Dieu unique des Hébreux, ni leurs espérances messianiques, et l'on comprend que quelques-uns d'entre eux aient été préparés à accueillir le christianisme.

Parmi ces convertis de la famille flavienne, il y eut, outre Flavius Clemens et Domitille, une jeune fille du nom de Pétronilla, à qui une inscription donne le titre de martyre. Son nom est un diminutif féminin de Petro, et elle descendait de Titus Flavius Petro, le grand-père de Vespasien. C'est pourquoi elle fut ensevelie dans les Catacombes de Domitille qui étaient celles de sa famille.

Cet antique cimetière de Domitille accueille le visiteur par un vestibule de la fin du premier siècle. Une galerie s'en détache qui conduit vers les profondeurs. Les peintures que l'on distingue paraissent au premier coup d'œil semblables à celles des maisons pompéiennes : de petits génies jouent au milieu des branches d'une vigne et Psyché aux ailes de papillon, accompagnée de l'Amour, cueille des fleurs. Mais avec plus d'attention on remarque la colombe, la brebis et le vase de lait, hiéroglyphes de la religion nouvelle. Le nom des

(1) Les Carmes, qui faisaient remonter leur origine au prophète Elie et aux ermites du Carmel, racontaient que Titus était allé lui aussi sur cette montagne sainte pour consulter le chef de la communauté. Le futur empereur y avait eu une vision : Dieu lui avait montré son Fils supplicié par les Juifs et lui avait annoncé qu'en détruisant Jérusalem, il punirait la ville infidèle de son crime. Gaspard Dughet, le neveu de Poussin, a représenté ce sujet à Rome, dans une fresque de Saint-Martin-au-Mont, église des Carmes. Cette légende montre que les Carmes avaient senti qu'il y avait autour des Flaviens une atmosphère religieuse.

Flaviens a été lu sur quelques inscriptions trouvées dans le voisinage : l'une d'elles est consacrée à un Flavius Sabinus, qui fut peut-être le petit-fils du préfet de Rome au temps de Néron.

Bientôt on rencontre au milieu des galeries une vaste basilique, élevée au IVe siècle, après l'âge des persécutions. Elle était dédiée à deux soldats martyrs, Nérée et Achillée, dont on vénérait là les tombeaux. Un autre tombeau attirait aussi les prières des fidèles, celui de Petronilla. Il se trouvait dans une petite chapelle, communiquant avec la basilique et décoré d'une curieuse fresque : une jeune sainte, qu'une inscription nomme *Petronella martyr*, introduit dans le ciel une chrétienne appelée *Veneranda* ; quelques fleurs symbolisent le Paradis, le jardin éternel. Vénéranda a les bras étendus de l'orante, ce qui veut dire, dans la langue du premier art chrétien, qu'elle n'est plus qu'une âme délivrée des liens du corps. Elle a près d'elle, dans une boîte ronde, des livres enroulés : ce sont les saints livres qui lui ouvrirent le ciel.

Petronella, que les textes nomment toujours Petronilla, était aussi vénérée dans la basilique souterraine que Nérée et Achillée, car les anciens guides des pèlerins associent son nom à celui des deux martyrs. Il ne subsiste malheureusement aucun témoignage des premiers siècles sur sainte Pétronille, et son histoire véritable est inconnue. Au VIe siècle, on lui créa une légende. L'auteur de ce petit roman, imaginant que le nom de Pétronilla était un diminutif féminin de Petrus, fit de la jeune sainte une fille de saint Pierre. Un comte romain, nommé Flaccus, séduit par sa beauté, la demande en mariage ; mais la jeune fille, qui a fait vœu de se consacrer à Dieu, refuse de l'épouser. Le comte la menace de la faire mettre à mort comme chrétienne, si, au bout de trois jours, elle ne lui donne pas une réponse favorable. Petronille prie et jeûne pour s'affermir dans sa résolution et, à la fin du troisième jour, Dieu voulant lui épargner le martyre, qu'elle a accepté dans son cœur, la rappelle à lui. Le comte Flaccus ne peut qu'assister à ses funérailles.

Ce récit, où rien ne rappelle la Rome des Césars et l'âge des persécutions, fut tenu pour authentique. Pétronille fut désormais appelée la fille de saint Pierre, et on racontait aux

pèlerins que l'inscription qu'ils lisaient sur son tombeau : *Aureliæ Petronillæ filiæ dulcissimæ*, avait été gravée par saint Piérre lui-même.

La Sainte resta pendant plusieurs siècles dans la catacombe de Domitille. Les pieux visiteurs de Rome, guidés par des *Itinéraires*, dont quelques-uns se sont conservés, ne manquaient pas de descendre dans sa chapelle et d'emporter un peu de l'huile des lampes allumées devant son tombeau. Une des fameuses ampoules de Monza contenait de cette huile. A certains jours, les papes venaient célébrer la messe dans la basilique souterraine. C'est là que saint Grégoire le Grand, assis au fond de l'abside, sur son siège de marbre, prononça un de ces sermons pleins d'angoisse, où il montrait les Barbares dévastant l'Italie et s'approchant de Rome sans défense. « Car Rome, disait-il dans un autre sermon, avec l'éloquence des prophètes, est un vieil aigle chauve, qui, jadis, s'élançait vers toutes les proies, mais qui, aujourd'hui, a perdu les plumes de ses ailes. » Le grand pape semble prononcer, au milieu des tombeaux, l'oraison funèbre de la Ville éternelle.

* * *

Le sarcophage de sainte Pétronille resta dans la catacombe de Domitille jusqu'au VIIIe siècle : c'est alors qu'il en fut retiré et transporté à Saint-Pierre. Chose extraordinaire, le transfert des reliques de sainte Pétronille est associé à un des grands événements de l'histoire de la papauté et de l'histoire de la France.

En 753, le pape Étienne II était menacé par les Lombards. Leur roi, Astolphe, voulait achever la conquête de l'Italie centrale, s'emparer de Rome et en faire sa capitale. Le pape, convaincu qu'il n'avait rien à attendre de l'empereur d'Orient, franchit les Alpes et vint demander aide et protection à Pépin le Bref. Le roi envoya à sa rencontre son fils aîné, Charles, celui qui devait être Charlemagne, puis il l'accueillit lui-même avec le plus profond respect : on vit alors, pour la première fois, un souverain marcher, comme un écuyer, près du cheval du pape. Pépin lui promit son appui et il tint sa promesse. Il fit deux expéditions victorieuses en Italie et enleva à Astolphe une partie de ses conquêtes pour en faire

hommage au pape. Afin d'assurer pour l'avenir l'indépendance de la papauté, il créa l'État pontifical, qui devait durer plus de mille ans.

Une fresque du XVIe siècle, dans la Sala Regia, au Vatican, montre Pépin s'avançant en triomphateur : il est vêtu en empereur romain, mais il a sur le front la couronne fleurdelisée des rois de France. Devant lui Astolphe, couronné du cercle de fer des rois Lombards, marche dans l'attitude humiliée d'un vaincu. Un jeune guerrier porte sur un plateau une statuette d'or : ce sont les États de l'Église personnifiés que le vainqueur vient offrir au pape.

Ainsi, au XVIe siècle, la papauté exprimait encore sa reconnaissance au roi des Francs, qui s'était fait le chevalier de l'Église. Elle la lui avait exprimée, dès le VIIIe siècle, d'une autre façon.

Le pape Étienne II, étant à Saint-Denis, donna à Pépin le Bref, comme protectrice, sainte Pétronille, et il lui promit de transférer ses reliques, des Catacombes où elles reposaient, dans une chapelle de Saint-Pierre, qui deviendrait celle des rois Francs.

Ce choix de sainte Pétronille semble fort extraordinaire et les vieux chroniqueurs ne nous l'expliquent pas. Mais nous en devinons la raison. En défendant le Pape, en lui donnant un royaume, Pépin le Bref devenait le fils de l'Église, le fils de saint Pierre. Dans une lettre qu'Étienne II lui avait envoyée et que saint Pierre lui-même était censé avoir écrite, il faisait dire à l'apôtre que Pépin et les deux jeunes princes, Charles et Carloman, étaient « ses fils adoptifs ». Il paraissait donc naturel que sainte Pétronille, fille de saint Pierre, devînt la patronne des rois Francs, qui semblaient maintenant faire partie de sa famille. C'était une sœur qui protégeait ses frères.

Le pape Étienne II mourut sans avoir pu tenir sa promesse. Mais un des premiers actes de Paul Ier, son successeur, fut de transporter le sarcophage de saint Pétronille à Saint-Pierre. Il ne fut pas placé dans l'église même, mais dans un monument voisin. Il y avait, sur la gauche de la basilique, deux mausolées, qui avaient été élevés pour servir de sépulture à la famille de Théodose. Ils étaient circulaires, comme les tombeaux d'Hadrien et d'Auguste, mais n'en avaient pas les

dimensions colossales. La famille de Théodose, qui s'était promis de longues destinées, laissa ces deux monuments presque vides. L'un d'eux, cependant, avait reçu le tombeau de l'impératrice Marie, femme d'Honorius : c'est là que fut placé le sarcophage de sainte Pétronille. L'autre mausolée était devenu lui aussi une chapelle et avait été consacré à saint André. Le rapprochement de ces deux noms, saint André et sainte Pétronille, nous fait deviner la pensée des papes. Saint André était le frère de saint Pierre et l'on croyait que sainte Pétronille était sa fille. Ainsi, un sentiment délicat avait réuni auprès de l'apôtre ceux qui lui avaient été chers pendant sa vie. Les deux mausolées avaient été reliés entre eux et à la basilique par un passage couvert, de sorte qu'après avoir vénéré le tombeau de saint Pierre les pèlerins pouvaient aller prier dans la chapelle de saint André et dans celle de sainte Pétronille.

Cette vaste chapelle de sainte Pétronille avait l'austère nudité d'un monument funéraire ; les papes l'embellirent. Paul Ier l'orna de fresques, qui existaient encore au xve siècle, et qui racontaient l'histoire de Constantin. L'idée était ingénieuse : Pépin, le défenseur et le bienfaiteur de l'Église, apparaissait comme un nouveau Constantin ; et, en décorant la chapelle du roi des Francs de l'histoire du premier empereur chrétien, le pape semblait vouloir associer leurs noms et leur gloire.

Mais ce fut surtout le pape Léon III qui enrichit la chapelle de sainte Pétronille. Il voulait la rendre digne de Charlemagne, qui, à chacun de ses voyages, y trouvait quelque ornement nouveau. Nous entrevoyons ces magnificences à travers l'obscur latin du *Liber pontificalis*, l'antique histoire des papes. La chapelle fut recouverte de marbre et près de l'autel s'élevèrent six colonnes d'argent. Sur l'autel fut placé un ciborium aux colonnes d'or et de porphyre ; une couronne d'or, ornée de pierres précieuses, y était suspendue : cette couronne symbolique exprimait le triomphe de la sainte dans la vie éternelle. Des étoffes de soie blanche, de soie rose ou de soie pourpre, relevées d'or, embellissaient tour à tour l'autel; des scènes de l'Évangile les ornaient. Mais bientôt ce beau décor parut insuffisant : l'autel tout entier fut revêtu d'une enveloppe d'argent doré où des émaux étaient incrustés.

Le pape montrait ainsi qu'il n'oubliait pas la chapelle de sainte Pétronille, symbole de l'alliance de la papauté et de la monarchie franque. Charlemagne ne manquait pas d'y entendre la messe, toutes les fois qu'il venait à Rome. Ces voyages remplissaient de joie le grand empereur; dans une de ses lettres, il invitait Alcuin à venir avec lui et « à abandonner les toits fumeux de Tours, pour les toits dorés de Rome ».

Ce riche décor de la chapelle de sainte Pétronille, où les papes avaient mis toutes leurs complaisances, ne dura pas plus d'un demi-siècle. Au mois d'août de l'année 846, les Arabes de Sicile, débarquant à Ostie, se dirigèrent sur Rome, et après avoir dispersé quelques défenseurs improvisés, entrèrent dans Saint-Pierre. En quelques heures ils dépouillèrent la basilique des trésors que cinq siècles y avaient accumulés, et, chargés de ce riche butin, se retirèrent. Depuis la prise de Jérusalem, la chrétienté n'avait pas été aussi cruellement insultée par les infidèles. L'émotion dut être profonde en Occident, et, longtemps après, on retrouve encore, dans nos épopées du moyen âge, le souvenir de cette humiliation de la croix. Le désir de la guerre sainte commença à grandir dans les cœurs.

Le pape Léon IV, avec une constance admirable, s'efforça de réparer le désastre. Après avoir entouré de murs la Cité vaticane pour qu'elle devînt imprenable, il commença à rendre à la basilique sa parure. Il fit refaire les revêtements d'argent des autels et des portes, les couronnes d'or, les icones peintes relevées d'ornements d'orfèvrerie, les tentures brodées de perles. Le *Liber pontificalis* est rempli de ses largesses. Ces dons sont si nombreux et si magnifiques que nous pouvons conjecturer que les peuples chrétiens y participèrent.

La chapelle de sainte Pétronille avec son ciborium d'or et ses colonnes d'argent n'avait pas été respectée par les infidèles. Elle ne fut pas rétablie dans son ancienne beauté. Le pape se contenta de couvrir les murs de douze grandes tentures et de jeter sur l'autel dépouillé de son précieux revêtement une magnifique étoffe, où l'on voyait des aigles alternant avec des croix dans des cercles d'or.

C'est la dernière fois que l'histoire des papes parle de la chapelle de sainte Pétronille, puis le silence se fait pendant des

siècles. Mais silence ne veut pas dire oubli. Le culte de la martyre romaine s'était répandu en France, comme le prouve le prénom de Pétronille, que nous rencontrons parfois dans les familles féodales : au XIIe siècle, l'abbesse de Fontevrault et celle d'Aubeterre en Bourbonnais s'appelaient Pétronille. Ce nom se déformant dans la bouche du peuple devint sainte Perrine, sainte Pernelle, sainte Perronelle. Il est probable que nos rois, bien qu'ils ne vinssent plus à Rome, n'avaient pas oublié la protectrice de la maison de France. Un fait très curieux nous permet de le croire. Au temps où Philippe le Bel entra en conflit avec la papauté, le bruit se répandit que le corps de sainte Pétronille n'était plus à Rome, mais qu'il avait été apporté en France. Cette précieuse relique avait été donnée par la reine au couvent des Augustines de La Barre, près de Château-Thierry. Ainsi, le roi qui allait arracher les papes à Rome avait voulu en enlever la sainte qui protégeait la maison de France. Sainte Pétronille était devenue française, et bientôt on put vénérer quelques-unes de ses reliques à Soissons et à Compiègne.

Plus d'un siècle et demi se passe encore sans que nous entendions parler de sainte Pétronille ; elle n'était cependant pas oubliée et son culte demeurait traditionnel dans la famille royale. Louis XI avait pour elle une si grande vénération que c'est à elle qu'il adressa ses prières pendant la maladie du Dauphin, le futur Charles VIII. Son fils guéri, le Roi voulut témoigner à la sainte sa reconnaissance. Il se souvint qu'à Rome, depuis sept cents ans, la chapelle de sainte Pétronille s'appelait la chapelle des rois de France, et il résolut de la restaurer et de l'embellir. Il envoya donc une somme considérable au chapitre de Saint-Pierre et créa en même temps deux offices de chapelains chargés d'entretenir le culte dans la chapelle.

Le pape Sixte IV fut très touché de cette marque de respect que la maison de France donnait à Rome. Il écrivit à Louis XI pour le remercier et pour lui annoncer en même temps qu'en restaurant la chapelle on avait retrouvé le sarcophage qui contenait le corps de sainte Pétronille, fille de saint Pierre. Il ajoutait que le sarcophage était orné à ses quatre angles de quatre dauphins, ce qui annonçait, disait-il, bien des siècles à l'avance, le culte que les dauphins de France

devaient, dans l'avenir, professer pour la sainte. Ce n'était là qu'un jeu d'esprit ; mais Louis XI apprit par cette lettre que sainte Pétronille était toujours à Rome et qu'en conséquence il fallait croire que la sainte Pétronille, dont on vénérait en France les reliques, n'était pas la même que la vierge romaine.

Charles VIII qui, dans l'opinion de la famille royale, devait la vie à la protection de la sainte, eut pour elle autant de vénération que son père. Après être entré à Rome avec son armée, il alla, comme Charlemagne, entendre la messe à Saint-Pierre, puis il entra dans la chapelle de sainte Pétronille, où il toucha les écrouelles, comme s'il eût été à Reims.

La chapelle ne fut pas négligée sous Louis XII. Un cardinal français, Jean de Bilhères Lagraulas (1), pour qui nous ne saurions avoir trop de reconnaissance, l'embellit d'un chef-d'œuvre. Il y avait alors à Rome un jeune sculpteur de vingt-trois ans, venu de Florence, qui se nommait Michel Ange Buonarotti. Il avait déjà acquis quelque réputation auprès de connaisseurs par deux ou trois statues de divinités païennes, un Bacchus, un Cupidon, un Amour endormi, où l'art antique semblait revivre. Le cardinal, séduit par le précoce talent de ce jeune homme, lui demanda une Vierge de pitié pour la chapelle de sainte Pétronille. C'est ainsi que Rome dut à un cardinal français un de ses chefs-d'œuvre. Il voulut une vierge semblable à celles qu'il avait l'habitude de vénérer en France. Le groupe si simple et si austère de la Vierge portant son Fils mort sur ses genoux n'était assurément pas inconnu à l'Italie, mais il s'y était compliqué. Disposer le corps inanimé du Fils sur les genoux de la Mère paraissait aux peintres et aux sculpteurs italiens un problème difficile à résoudre. Le groupe leur semblait peu harmonieux. C'est pourquoi ils introduisirent, dans cette scène à deux personnages, des personnages nouveaux. La Vierge n'est plus seule à porter son Fils : saint Jean lui soutient la tête et Madeleine les pieds. Telle est la *Pietà* du Pérugin, telles sont celles de Francia et de Botticelli. Parfois c'est un ange qui soutient le haut du corps du Christ, comme dans le bas-relief de Giovanni della Robbia.

(1) On l'appelait jusqu'ici Jean Villiers de Lagroslaye ; M. Samaran, dans l'intéressante étude qu'il lui a consacrée, lui a rendu son nom véritable.

Michel-Ange revint à l'antique tradition, qui était celle que les artistes français préféraient. Nous avons en France des Vierges de pitié admirables, nous n'en avons aucune qui ait cette magnifique ampleur, cette perfection architecturale. Dans le groupe de Michel-Ange, la Vierge et son Fils ne font qu'un. La beauté du sentiment égale la beauté des formes. Le corps du Christ n'a pas la rigidité d'un cadavre, il garde la souplesse de la vie et semble attendre la résurrection. La Vierge, au pur visage de jeune fille, unit la double grandeur et le double mystère de la virginité et de la maternité. Un voile ne jette pas, comme chez nous, de grandes ombres sur son front qui est en pleine lumière ; les yeux baissés, la main ouverte, elle se soumet à la volonté divine avec une émouvante douceur. On reprochait à Michel-Ange d'avoir représenté la Vierge plus jeune que son Fils ; il répondait que sa pureté lui conservait une éternelle jeunesse.

Tel fut le chef-d'œuvre dont le cardinal de Bilhères Lagraulas orna la chapelle de sainte Pétronille. Il n'y resta pas longtemps. En 1544, sous Paul III, les travaux de la nouvelle église Saint-Pierre obligèrent à faire disparaître les antiques mausolées de la famille théodosienne. La vieille chapelle des rois de France fut détruite, mais on fit, en la détruisant, une émouvante découverte. On trouva, dans un magnifique sarcophage de granit rouge, venu de la vallée du Nil, les restes de l'impératrice Marie, femme d'Honorius et fille de Stilicon.

Le corps était enveloppé d'une étoffe d'or et il était entouré d'autant de richesses que celui d'une reine de l'Égypte pharaonique. Il y avait près de la princesse trente vases d'or, de cristal ou d'agate, dont quelques-uns étaient décorés de scènes en relief ; ces vases étaient accompagnés d'une lampe d'or et de petites figures d'animaux en pierres précieuses. Un coffret d'argent contenait plus de cent cinquante merveilleux bijoux : boucles d'oreilles, colliers, bagues ornées de perles, de saphirs ou d'émeraudes. Sur une lamelle d'or on lisait les noms des quatre archanges : Michel, Gabriel, Raphaël, Uriel ; et, sur une autre, le nom de l'impératrice Marie. Il n'y avait pas à en douter, c'était bien la princesse pour laquelle Claudien avait écrit un si gracieux épithalame ; ces bijoux, c'étaient ceux dont parle le poète :

les Néréides, disait-il, les lui avaient apportés des profondeurs de la mer et Vénus elle-même avait voulu l'en parer. Merveilles dont elle eut à peine le temps de jouir, car elle devait mourir presque au lendemain de ses noces. Dans un siècle où les antiques traditions vivaient encore au fond des âmes, la jeune impératrice, bien que chrétienne, fut ensevelie avec ses trésors comme une païenne des anciens âges.

Toutes ces richesses ont disparu, sauf une bulle d'or conservée dans la collection Trivulce, à Milan. Paul III fit fondre les bijoux et ordonna qu'on décorât sa tiare avec les pierres précieuses. Singulière indifférence chez un pape artiste, qui était un Farnèse.

Cette découverte para d'une poésie nouvelle la longue histoire de la sainte romaine, et le souvenir de la belle princesse, morte si jeune, s'associa à la romanesque histoire de sainte Pétronille.

Le nouveau Saint-Pierre accueillit le tombeau de sainte Pétronille, la Pietà de Michel-Ange et la pierre tombale du cardinal de Bilhères Lagraulas, décorée de son effigie. La Pietà fut élevée sur l'autel de la première chapelle à droite de l'entrée, la pierre tombale du cardinal fut reléguée dans les grottes vaticanes où on la voit encore, enfin le tombeau de la sainte fut placé dans une chapelle qui lui fut consacrée. Elle se trouve dans le bras septentrional du transept et une mosaïque y reproduit « les Funérailles de sainte Pétronille », le beau tableau du Guerchin. C'est une œuvre romantique où l'ombre lutte avec la lumière. La jeune morte, soutenue par des mains sortant de la nuit du tombeau, montre une dernière fois au comte Flaccus son pâle visage et son front couronné de fleurs avant de disparaître pour jamais.

Cette chapelle de sainte Pétronille perpétue le souvenir de l'antique alliance de la papauté et des Francs. Rome n'oublie rien, et chaque siècle semble y être toujours présent. En 1889, Léon XIII fit suspendre, au-dessus de l'autel, une lampe dont la flamme ne doit jamais s'éteindre ; « elle semblera, dit l'inscription dédicatoire, prier sans cesse pour la France ». Chaque année, le 31 mai, jour de la fête de sainte Pétronille, une messe est dite dans sa chapelle pour notre pays. Les Français de Rome y sont invités.

J'y ai assisté, il y a quelques années. La cérémonie fut sans pompe, mais non sans beauté.

La France y était représentée par M. de Fontenay, alors ambassadeur auprès du Saint-Siège, par l'abbé Wetterlé, conseiller canoniste de l'ambassade, par l'abbé de Solesmes, par quelques Français et quelques religieuses. Les filles de saint Vincent de Paul, les mains jointes, agenouillées sur les dalles, restaient immobiles. Leur costume, plébéien par le bas, s'élevait tout à coup à une haute spiritualité ; les vastes ailes blanches de leur cornette faisaient penser à des oiseaux de mer prenant leur vol pour des climats inconnus. Au-dessus de nos têtes, les voûtes aux caissons d'or laissaient apercevoir d'autres voûtes dorées et ouvraient des perspectives magnifiques. L'antiquité, ressuscitée par le génie de Bramante et de Michel-Ange, nous écrasait de sa majesté. Et nous étions là, nous, fils de la Gaule, sous ces voûtes impériales, assistant à cette messe qui se dit depuis Pépin le Bref, perdus dans l'immensité de l'espace et dans l'immensité du temps.

ÉMILE MÂLE.

EN MÉSOPOTAMIE AVEC LES ESCADRONS TCHERKESSES

L'auto s'arrête. « El-Phourat ! » roucoule mon chauffeur syrien. Derrière la frissonnante coulée de roseaux et les petites plaques sombres des tamaris, une ligne jaune mouvante. Un fleuve est là, devant nous, fendant lourdement l'ardent brasier des sables. Et tout le poids du jour, son air immobile, sa lumière impitoyable pesaient sur ce paysage solitaire où quelques rares Bédouins, aux longs voiles assujettis par des cordelettes, font de noires découpures, près des moutons errants.

Rien de plus nu que cette steppe qui flamboie au soleil : la Mésopotamie ; de plus morne que ces eaux visqueuses portant un nom prestigieux ; un nom dont mon enfance s'était fait mille images étranges et magnifiques : l'Euphrate, « père des dieux et des hommes », le Nil de l'Asie !

C'est le mois de Tammouz, juillet à la brûlante chaleur, consacré au culte d'Adonis. En ce lieu où je cuis et recuis, à 50 degrés à l'ombre, — on dit toujours ombre, mais où est celle-ci ? — est-ce possible qu'une forêt allât jadis de l'Euphrate à Deir ès Zor, le « Couvent des forêts » en arabe ; que les ambassadeurs de Charlemagne, à ces arbres, aient attaché leurs chevaux caparaçonnés, et que, dans ces murs en ruines, ensevelis sous les sables, Haroun-al-Raschid enchantât ses nuits des récits de Shéhérazade ?...

J'en étais là de mon ahurissement lorsqu'un rudimentaire petit bac s'avança, manié par un Bédouin en chemise flottante sur ses pantalons retroussés jusqu'aux genoux. Sur les

planches mal ajustées, l'auto prend place, entre deux grosses chaînes de fer, des cabris, des bidons. Lentement nous glissons sur l'eau, dans de chaudes bouffées, laissant loin derrière nous la tanière de boue séchée, qui est un café, avec ses clients, sandwichs de puces et de mouches dans leurs manteaux, et son kaouadji, barman du bled, qui court encore après nous, son épouvantable café à la main.

L'autre rive : Rakka. Nous avons remis notre moteur en marche... Barbelés, sentinelles baïonnette au canon. Un petit poste de légionnaires comme j'en rencontrerai, tout au long du désert, pendant ces quinze jours que durera ma randonnée.

Quelques instants de trêve, dans l'ombre fraîche d'une accueillante demeure où le vrai visage de la France lointaine, « casquée de raison », vertueuse, rieuse et simple, m'apparaît avec l'officier du poste et sa jeune femme. Mais ce ne sont pas eux, ce ne sont pas les « Voltigeurs de l'Euphrate », comme on les appelle ici, que je viens voir. L'espace sans limites, la piste tremblante de lumière, s'ouvre encore une fois, devant moi, avec ses vents de sable crissant entre les dents et sa chaleur infernale qui fait de chaque geste un sport héroïque. Là-bas, sur les plus lointaines frontières de la Syrie, dans la Haute-Mésopotamie, le pays entre deux fleuves : le Tigre et l'Euphrate ; chez les Assyro-Chaldéens comme chez les Yézidis, adorateurs du diable, et sur les confins de la caillouteuse Transjordanie, là où commence la vie sans âge du désert, ses tourments, ses splendeurs et son perpétuel jeu de mort, les escadrons tcherkesses m'attendent. Ce sont les cosaques de Syrie encadrés par nos jeunes officiers, frais émoulus de Saint-Cyr et de Saumur.

ORIGINES ET COUTUMES DES TCHERKESSES

« Pour l'honneur, donne ta vie », est la fière devise de ces nobles mercenaires au sévère costume noir : bonnet d'astrakan, longue redingote pincée à la taille, bottes, yatagan et *bachlik*, courte petite cape blanche dans le dos. Du nord au sud, de l'est à l'ouest de la Syrie, avec leur seul cri de guerre : « *Ill'ari* ! », « En avant ! »... poursuivant inlassablement les bandits et rebelles, derrière leur drapeau vert à queue de cheval, attaché à leur lance, ils ont donné, depuis

1925, sans compter, leur sang pour l'honneur et pour la France.

Étrange est l'aventure de ces cavaliers montagnards du Caucase en lutte séculaire contre les Russes et dont le vieux chef aux exploits légendaires, le cheik Chamyl, tint tête, souvent victorieusement, aux armées du Tsar. Émigrés en Turquie d'Asie, dès 1864, après avoir été chassés des riches vallées du Térek et du Kouban, 700 000 Tcherkesses prirent alors le chemin de l'exil, vers l'Anatolie, la Thrace et la Syrie. Recueillis par la Porte, celle-ci s'en fit des auxiliaires précieux pour le maintien de l'ordre, dans l'Empire ottoman. Dès 1877, les sultans les installèrent dans toutes les parties de leur empire où régnaient des conflits, surtout dans ces deux pointes sensibles : l'Anatolie et le Kurdistan. Déjà on créa des noyaux tcherkesses pour éviter les conflits entre Russes et Osmanlis, et, quand leur fidélité fut prouvée à toute épreuve, les sultans employèrent les Tcherkesses comme gardes du corps. La France ne fit que suivre leur exemple. Les mamelouks de Bonaparte, ne l'oublions pas, comptaient parmi eux de nombreux Tcherkesses, et Ali, la fameuse ordonnance de l'Empereur des Français, en était un. Partout en Syrie, où éclate une bagarre, et Dieu sait si c'est fréquent, entre Druses, Alaouïtes, musulmans, chrétiens, Kurdes, Chaldéens ou autres minorités turbulentes, les Tcherkesses interviennent pour s'interposer entre belligérants.

Leurs traditions ? L'honneur et l'héroïsme, accompagnés du respect de la femme et de celui de la parole donnée. Leur société, qui a pour base la tribu et la famille, est divisée en cinq classes où dominent les « Tchi », princes, et les Anciens, chargés de régler les questions importantes. Si, parfois, le cavalier ardent au « baroud » est un pillard, il l'est noblement, car il emporte seulement les chevaux et les bœufs. La coutume exige que, pour être digne de se marier, le Tcherkesse ait volé trois chevaux ou six bœufs, et très loin, à une tribu ennemie. Curieusement, ces hommes, qui sont musulmans, n'ont qu'une femme. Et jamais un Tcherkesse, quel que soit son âge ou son rang, ne dormira sur un matelas avant son mariage.

Pour ne pas contracter des habitudes de mollesse, sa rude couche est la terre battue. Tout cavalier, même de

sang noble, qui croise une femme est tenu de mettre pied à terre et, si c'est à la tombée de la nuit, de l'accompagner jusqu'à son village. Froid au combat, sabreur remarquable, le Tcherkesse ne fait pas de quartier, mais ne touchera jamais à un blessé à terre pas plus qu'à une femme ennemie. Le deuil d'un homme tué à la guerre ne se porte pas, et les hauts faits du mort sont exaltés par la mère, l'épouse ou la sœur à la veillée. Les chefs sont enterrés debout, avec leurs armes ; leur cheval tué est mis aussi dans leur tombe. Très superstitieux, le Tcherkesse ne voyagera pas et n'entreprendra rien le mercredi, pour lui jour néfaste. En revanche, le jeudi est un jour heureux. Antiques adorateurs du feu et des étoiles, ces cavaliers remarquables traversent, selon une coutume ancestrale, des bûchers enflammés, pendant leurs fêtes nocturnes accompagnées de danses, aux sons de l'accordéon. Leurs qualités équestres acrobatiques font d'eux les premiers cavaliers du monde ; mais comment s'en étonner lorsqu'on sait que, dès l'âge de cinq ans, l'enfant tcherkesse monte à cheval ? Puis, à l'âge de douze ans, quelque noble seigneur ou chef de tribu en prend charge pour l'élever. Les grands vassaux du moyen âge confiaient ainsi les héritiers futurs de leurs fiefs au roi de France, qui les faisait instruire et former à la Cour, comme pages autant que pour les garder sous la main, en otage.

Vous dirai-je, avant de terminer ce portrait rapidement brossé des Tcherkesses, que leur langue européenne, très douce, rappelant la langue turque, n'est pas écrite, mais de tradition orale ? Peu répandue, elle est généralement inconnue en dehors de la race, et son thème principal est la chanson de geste ou de guerre.

Héréditairement voués au combat, comme nous l'avons vu, les Tcherkesses, nos auxiliaires en Orient, représentent dans l'histoire militaire française une formation unique qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Mais pour la naissance de leurs escadrons, il ne fallait rien de moins que la rencontre de ces cavaliers montagnards avec un homme dont l'audace et la bravoure n'avaient d'égale que la leur : le lieutenant, aujourd'hui commandant, Collet ; âme de ses hommes, ce jeune chef a conquis, à leur tête, des chevrons inégalables dans l'armée du Levant.

UN GUET-APENS MANQUÉ

Par un étrange hasard, ce n'est pas en Syrie, mais en Transjordanie, à Amann, où j'étais invitée à déjeuner chez l'émir Abdallah, dans son palais moderne qui domine un amphithéâtre construit par Ptolémée, que je rencontrai mes premiers cavaliers caucasiens. Charmants et farouches, montés sur de splendides chevaux, leurs fanions éclatants au bout de longues lances, ces gardes de l'émir, qui l'escortaient à la mosquée, avaient l'air de Turcomans de cinéma. J'ai encore devant mes yeux, leurs superbes bottes rouges ou jaunes ; ce sont les mêmes sans doute que vit Marco Polo, et qui arrivèrent de la lointaine Mongolie pour mourir ici, au désert de cailloux. C'était le temps de la fenaison ; dans les champs, devant des chariots de roseaux, semblables à d'énormes corbeilles de Moïse, sur quatre roues, des paysans en bonnet d'astrakan noir et caftans blancs, portant de courbes poignards damasquinés à la ceinture, remuaient au bout de leurs fourches de bois les blondes brassées de foin. Plus loin, entre les lauriers roses, des femmes bariolées comme des poupées russes, le visage sous une housse noire, sortaient de maisons carrées dont les toits servaient de granges. J'étais dans un village tcherkesse de l'Émirat.

Mais que d'heures interminables de soif ardente, que de jours de crasse, de sueur, de poussière, de mirages et même de danger brutal il me fallut, dans la poussée hurlante des vents de sable, à travers le plus fastidieux et plat désert du monde, avant de rejoindre les noirs escadrons des Tcherkesses de Syrie, leur capitale Kuneïtra, et sur les confins de l'Irak, à Deraa, leur chef !

Quelques tours de roue m'ont rendu la steppe immense, la grande Asie. Au delà de l'Euphrate, la plus effroyable solitude que j'aie jamais vue. Seuls bruits : le ronronnement du moteur et la charge crissante des chardons desséchés, à cent vingt à l'heure, contre l'auto. De quelque part que traînent mes regards, aux pierres pulvérisées, aux herbages ras ou séchés, et le long de la voie ferrée, droite comme une règle, qui sert de frontière avec la Turquie, le tour d'horizon

ne montre qu'une immense plaque fauve où pèse le soleil implacable de deux heures. Les champs ont été moissonnés; de la peau craquelée de la terre montent des bouffées de chaleur qui colmatent nos visages de leur poudreuse férocité, fendillent nos lèvres et font claquer nos langues. Litres de bière, café glacé du thermos, même l'eau bourbeuse, empuantie de pétrole du radiateur que j'avale goulûment, rien ne peut calmer ma soif atroce.

Et pourtant ! Des jeunes Français vivent ici, parmi les grands chefs errants, les brigands bédouins, leurs jalousies, leurs querelles, dans ces confins infernaux où tout est déjà brûlé, quand pour le reste du monde commence la saison des roses. Çà et là, échoués tous les deux cents, trois cents kilomètres, quelques fortins, pierre, tôle et boue, entourés de barbelés, une frêle hampe au bout de laquelle claquent fièrement les trois couleurs de France, obligeant aux prouesses par l'été torride, les vents de feu, comme par l'hiver glacial et les longues pluies, en témoignent. Qui donc écrira des pages assez belles sur la vie héroïque et cachée des officiers des Services spéciaux, des escadrons noirs et des pelotons méharistes, au milieu des populations hostiles des territoires sous mandat, dans cette Syrie où trois cents officiers français et dix mille hommes ont été sacrifiés ?...

Je songeais à tout cela, tandis que tombait le vent brûlant avec la brusque nuit d'Orient et que la minute du couchant nous apportait enfin la soumission apaisée du désert.

En me quittant, le Moustachar de Tell Abiad, rencontré sous la tente, chez l'Émir des turbulents Chamars, m'avait dit : « Le pays est peu sûr. Il ne convient pas de voyager à la tombée de la nuit : voici un soldat comme protection, partez vite ! » Ce soldat-guide, le fusil chargé entre les jambes, ne cessait de regarder à droite ou à gauche. Soudain, de l'autre côté des rails, sur les monticules violâtres du proche Kurdistan, apparurent, dessinées à l'encre de Chine, contre le ciel soufré, les hautes silhouettes d'un groupe de cavaliers aux noirs kalpaks. Immédiatement le guide prouva son inquiétude en braquant sur eux son fusil, tandis que le chauffeur accélérait sa marche d'une énergique pression sur la pédale.

— Ce sont des brigands turcs, voleurs de troupeaux et coupeurs de route, qui franchissent les rails et une fois leur

coup fait, disparaissent dans la montagne, me dirent-ils, sans se troubler.

Je m'étais écroulée au fond de la voiture dans une torpeur bourdonnante. Il était dix heures et demie du soir et nous roulions dans les ténèbres trouées par nos phares, quand les premières lueurs de Ras el Aïn apparurent devant nous. A peine avions-nous passé avec précaution le pont, simple jetée de moëllons sur la rivière, qu'une salve de coups de feu éclata, brisant la nuit d'éclairs brefs. On tirait à bout portant, cinq mètres à peine, sur notre auto. Je vois encore des voiles blancs, les feux hauts et convergents des fusils. J'entends encore le sonore « Ah ! les s... ! » de mon compagnon dont la poigne vigoureuse me jetait au fond de la voiture.

Notre brave chauffeur, un Syrien du commissariat, fit preuve d'un remarquable sang-froid en braquant ses phares, tous feux allumés, pour gêner le tir des bandits, bédouins ceux-là. A fond de train il fonça dans la masse d'ombre riche d'embûches et, tout à coup, nous nous trouvâmes devant le poste militaire de Ras el Aïn, au milieu du brouhaha martial des clairons, des coups de sifflet, entre les lanternes et les fusils. Dès le premier coup de feu entendu, le clairon avait sonné au rassemblement ; en moins de quatre minutes, tous les hommes du 23e escadron léger, le lieutenant de la Villesbret en tête, étaient partis à la poursuite des « salopards » qui m'avaient souhaité une si anormale bienvenue, nous prenant, paraît-il, pour le sous-préfet de Damas et ses gendarmes !

Cette nuit tumultueuse de Ras el Aïn, je devais la terminer dans un antre de boue sulfureuse, qui avait pour fenêtre un trou bouché par des vieux journaux crasseux et déchirés. L'aube, qui me délivra des punaises et moustiques nocturnes, m'abandonna définitivement aux mouches qui ronflaient dès cinq heures du matin, par une température atteignant déjà 39 degrés à l'ombre.

Ce n'est certes pas pour me poser en victime, que je décris ici ces misères, mais uniquement pour que le lecteur sache sous quel climat, dans quelles conditions parfois inhumaines, — 39 degrés dès cinq heures du matin, — vivent là-bas, aux confins hostiles et solitaires de la Syrie, des jeunes Français dont on aurait tort d'ignorer ou d'oublier le perpétuel sacrifice.

Ajoutez à cela que tout le pays, hélas ! des montagnes alaouïtes au Djebel Druse et à la Haute Djézireh, après seize ans de mandat, grâce à certaines propagandes étrangères forcenées, n'est plus qu'une immense poudrière ; aussi comprendrez-vous qu'il suffirait d'une étincelle pour y mettre le feu. L'indépendance syrienne reconnue, qu'adviendrait-il alors des courageux jeunes officiers et de leurs hommes magnifiques, une misérable poignée, au milieu de tous ces ennemis invisibles, insaisissables et de leurs balles perdues ?... Amère question.

LE BEC DE CANARD

C'est cette étroite langue de terre de forme bizarre, qui s'allonge entre l'Euphrate et le Tigre. Pays dramatique et bouillonnant, autrefois inculte, que les géographes nomment bien la Haute Djézireh ou Mésopotamie, mais qui est ici, plus familièrement, le Bec de canard. 700 kilomètres de steppe, dont la température bondit du 60° l'été au zéro l'hiver et me valut, en arrivant, rissolée de chaleur à Kamechlié, la vision surprenante chez le commandant B... d'un radiateur, le plus haut, le plus large que j'aie jamais vu de ma vie ; un radiateur pour 200 familles au désert ! Ici, réfugiés Kurdes, Russes échappés aux bolchéviks, Assyro-Chaldéens, authentiques descendants de Nabuchodonosor au courbe profil, Arméniens chrétiens rescapés des massacres d'Asie, tous ces misérables éléments disparates qui composent la population du Bec de canard, doivent leur prospérité comme leur existence même à la France. N'y a-t-elle pas organisé depuis quinze ans, pour eux, un lieu de refuge qu'ils ont transformé, grâce à l'aide intelligente de M. de Martel, le Haut Commissaire, et de ses agents, en une sorte de paradis du blé, de l'orge et de l'avoine ? La sécurité, le bien-être de ces étranges villages aux maisons en forme d'œufs de boue tachetés de bouse de vache, et habités par des paysans aux costumes de féerie orientale, n'est assurée que par la vigilance constante des troupes françaises. Or, Damas, qui est 80 pour 100 musulmane, veut aujourd'hui dominer ce pays, lui arracher le fruit de son travail et céder, dit-on, les richesses pétrolifères du sous-sol à des compagnies anglaises dont les pipelines s'insinuent de Kirkuk

et de Mossoul à travers le désert, vers Tripoli ou Haïfa. Qu'apportera le Parlement syrien, en échange, aux anciens émigrés que hante encore le spectre des massacres ?... « D'autres massacres », répondent-ils. Nul ne le sait. « Nous voulons simplement respirer et vivre à l'ombre du drapeau français, m'ont dit certains chefs de l'insurrection que j'interrogeais. Et si la France nous abandonne, après avoir tant fait pour nous, plutôt que d'être rattachés à Damas, nous préférons retourner à la domination turque. »

A Kamechlié, où j'arrivai à dix heures du matin, je tombai donc en pleine bagarre. L'héliographie palpitait, la T. S. F. crépitait. Dans le village mort où tous les souks étaient fermés, les Bédouins faisaient la grève sur le tas, les gendarmes étaient assiégés, et, seules, les autos mitrailleuses circulaient dans des rues barrées par des tranchées creusées à toute heure. Total, le Bec de canard 700 kilomètres de long, 700 kilomètres de révolte ! Je le quittai, pour Hassetché, après avoir reçu une hospitalité princière, et dîné d'un délicieux caviar bien glacé, entre autres délicatesses, devant une divinité hittite, en basalte noir, déterrée dans la cour même du mess des officiers, quelques jours auparavant. Et Kamechlié, ce dernier poste où l'on potine ou joue à la belote avec une joyeuse crânerie, tandis que çà et là, dans les jardins, les coups de fusil éclatent parmi les croassements des grenouilles, je l'ai marqué d'une pierre blanche, dans mes souvenirs ; n'y ai-je pas rencontré mon premier officier tcherkesse de Syrie : le lieutenant Blondel ? Si mince, si jeune, les yeux si bleus, le teint si frais qu'on a envie de l'appeler miss Blondel 1938. Ne vous fiez pas à son air fragile. Toutes ces nuits de révolte, il les passait dans un trou de boue noirâtre, une tranchée, son cheval sellé à côté de lui et ses hommes prêts à bondir à sa suite sur leurs montures piaffantes.

Quelques heures de halte, en plein midi brûlant, à Hassetché. Avant mon départ, le commandant du poste m'avait fait don de quatre pigeons dans un cageot : ma roucoulante T. S. F. du désert. Ces pigeons ne furent pas seulement voyageurs, mais entrepreneurs de dépannage. A la tombée de la nuit, il fallut les lâcher. Accablé par la chaleur, la fatigue et la soif, mon chauffeur avait perdu sa route. Pas la moindre trace de piste. Le vent, avec sa moisson sonore de chardons

secs, avait tout balayé. Des Bédouins, sous une petite tente noire, rencontrés près d'un puits, nous offrirent leur richesse, un bol de lait aigre que je bus avidemment. Et soudain le désert me parla, chanta, joua pour moi. Le tobol, tambour des sables, cet étrange phénomène qui vous fait entendre une musique hallucinante et magique, lorsque les nerfs trop tendus vous lâchent subitement, résonnait inlassable à mes oreilles. Quant au malheureux chauffeur, tremblant de fièvre, couché à terre devant le capot, il attendait, Inch Allah! un camion de passage ou le lever du jour. Il était minuit lorsqu'une auto nous balayant de ses lumières apparut. Ma T. S. F. à plumes et à pattes avait fidèlement fonctionné.

AIN-DIVAR, LE BOUT DE LA FRANCE

Une matinée de désert pure, radieuse et chaude comme toutes les autres. Un tourbillon de poussière, qui nous accompagne, valse comme une mouquère folle, s'étire, s'évide, puis disparaît en transparence et nous voilà devant d'étranges villages chaldéens où toute la vie qui n'est pas aux champs ou occupée à pétrir des tours et des couronnes en bouse de vache, se passe sur les toits à terrasse, derrière des palmes sèches et des lambeaux de coton rouge. Là, population, poules, cabris, vermine, fusils mitrailleurs, machines à coudre et cuisines malodorantes font salon, en attendant le grand soir. Fini le désert, c'est la banlieue du Tigre, Aïn-Divar.

L'auto s'arrête devant un mur brunâtre encadrant quatre gros œufs de pierre badigeonnés d'ocre claire. Une de ces demeures locales comme on en voit dans les environs d'Alep. Le porche s'ouvre sur un jardin embaumé, des petites allées de gravier bien ratissées. Au seuil de sa confortable et solitaire couveuse de pierre, le poussin des officiers des Services spéciaux, le lieutenant Aymé, m'accueille le plus cordialement du monde comme ses collègues. Petite remarque curieuse : plus les postes sont éloignés et solitaires, plus les officiers sont jeunes.

Sur une terrasse de lune et de pierres dominant le Tigre sinueux aux eaux turquoise, nous dînâmes face au village turc d'Ibn Omar Djézireh, qui égrenait ses brillantes lumières sur la rive opposée. Un autre compagnon des confins soli-

taires, le lieutenant Rapenne, officier commandant le dernier campement des Tcherkesses en Syrie, Dérik, poste de fer et de misère, aux brûlantes maisons de tôle, nous avait rejoints.

Charmant Aymé ! Chic Rapenne ! Le Balafré, parce que, arrivé tout droit de Saumur chez les Tcherkesses, il trouva indigne de commander son escadron s'il ne pouvait faire les mêmes exercices que ses hommes. Une terrible ruade de son cheval, à la figure, lui a valu ses chevrons de vrai Tcherkesse.

Comme j'aime, aujourd'hui encore, me souvenir de cette lune nouvelle et divine qui luisait ce soir-là sur un des grands fleuves de l'Écriture, à la pointe extrême de la France, en Mésopotamie !

A Aïn-Divar, n'étais-je pas sur le chemin de Tobie, là où se place une des belles et antiques légendes de la Bible ?... Avant de quitter le poste, le lendemain, j'arrivai entre les ronces et les lauriers-roses, dans le vol bruyant des canards sauvages, devant les ruines d'un superbe pont romain, agrémenté, dans sa pierre séculaire, de tous les signes du Zodiaque. Il enjambait les sables et le fleuve, au lieu même où le jeune Tobie prit le fameux poisson qui s'était jeté sur lui et dont le fiel lui servit pour frotter les yeux de son père aveugle et lui rendre la vue.

LE CHEMIN DE DAMAS

Et c'est maintenant le retour vers Damas.

Huit heures que nous roulons. Nous avons quitté Palmyre, son enfilade de colonnes, sa piscine bien surprenante ici, où la Légion étrangère joue au water-polo devant la vallée des tombeaux. Sous mes roues, un dieu moderne et souterrain rôdaille de Kirkuk à la Méditerranée dans un pipeline anglais gardé en Syrie par les méharistes français.

Jusqu'à l'infini le désert étale son grand désespoir blanc dont les immobiles vagues vont étreindre les montagnes coupées de gorges profondes. A l'horizon, devant nous, deux seules choses très pures, très belles, très mortes : sables et neiges. Leurs senteurs aussi étranges qu'inattendues sont celles des chameaux goudronnés, vautrés dans les sables et la puante essence des avions s'envolant du proche aéro-

drome, vers les sommets inaccessibles du lointain Hermon.

Et tout d'un coup, là-bas, sous un ciel idéalement bleu, une ligne sombre et pommelée d'arbres fleuris, leurs traînées de parfums, la mélodie inlassable de l'eau m'apportent, dans l'âpre solitude, un goût enivrant de vie et de bonheur. Voici Damas et la Ghoûta, son oasis !

Damas au nom magique, avec lequel Lawrence le scheik aux yeux bleus suscita la révolte du désert et commença son rêve orgueilleux d'un grand empire arabe ; rêve qui agite si fort aujourd'hui tous les cerveaux de l'Islam. L'or anglais parla d'abord, puis la poudre. Et c'est par cette même porte devant laquelle je suis arrêtée qu'entrèrent Lawrence et ses Bédouins, les alliés, Allenby, Gouraud, dans un effort superbe, tandis que s'éloignait à l'horizon le dernier soldat turc. Par elle, foncèrent enfin dans une charge hurlante les Tcherkesses et leur chef, le lieutenant Collet, pour délivrer Damas assiégée par des bandits.

Il faut l'avoir vue pour la première fois, en arrivant du brûlant désert, et non point en descendant les pentes du merveilleux Liban, pour comprendre les sortilèges de cette ville bénie et maudite, à la fois le cœur et la tête de la Syrie, où chrétiens et musulmans s'affrontèrent de tout temps. Ici passèrent saint Paul et Tamerlan ; Soliman le magnifique et Saladin y vécurent. C'est vers Damas encore que Feyçal, le cavalier roi, fils d'Husseïn le grand shériff de la Mecque, fit sa marche triomphale à travers les sables, terminée par le palais Azem et plus tard la fuite. Devenu l'arrogant ennemi de la France, il dut quitter Damas pour recevoir comme compensation, de l'Angleterre, son royaume d'Irak.

Certes, Damas « la fiancée entre les villes », avec sa poussée moderne, son aérodrome, grand relais aérien, ses nouveaux quartiers, leurs jardins et cafés, son palace, son parlement, ses grands magasins, ses tramways et ses fougueux défilés de Chemises de fer, organisation paramilitaire de la jeunesse syrienne, reste pour moi une image étourdissante. Un des plus beaux lieux de cet Islam où la légende mêlée intimement à l'histoire appelle ma nostalgie constante de l'Orient. Mais combien plus émouvant, entre tous mes souvenirs de Damas, est celui d'une modeste et basse petite pièce, ignorée des voyageurs, au porche encombré de vigne vierge, le bureau

du commandant Collet, la salle d'honneur des Tcherkesses, de tous ceux qui sont morts pour la France. Là sont les portraits de leurs héros tombés, ces légendaires compagnons de Collet : Osman bey et Hadjy Bey ; là est le glorieux drapeau battu du vent, noirci de poudre sous sa queue de cheval, et à côté de lui, le tableau d'honneur, avec cette magnifique citation du général Gamelin : « Partout où les Tcherkesses ont combattu, ils ont ajouté une page glorieuse à leur prestigieuse histoire. »

Derrière le Barada et ses cascades, ceinture de fraîcheur autour de la ville, voici le maquis de la Ghoûta, 18 kilomètres de vergers, de jardins qui ont leur histoire tragique. Ici, en 1925-26, arbre par arbre, clôture par clôture, maison par maison, les cavaliers causasiens se battirent contre les insurgés qui entouraient Damas et se servaient de la Ghoûta comme repaire. Pour les déloger, une guerre de bandes atroce commença, nécessitant mitrailleuses, tanks, avions et finalement la cavalerie tcherkesse. L'épopée héroïque, fort peu la connaissent. La voici. Toutes les nuits, fusillade dans l'ombre, les tramways mêmes sont attaqués en ville, les fenêtres trouées. De connivence avec les habitants de Damas, les bandits s'infiltraient, puis au petit jour s'égaillaient, invisibles, insaisissables dans leurs épais fourrés. C'est alors que le lieutenant Collet sollicita et obtint la faveur d'accomplir avec ses escadrons qu'il venait de former avec l'aide d'Osman bey, officier tcherkesse, la rude besogne de nettoyage qui s'imposait. Lutte acharnée de part et d'autre, corps à corps où nul ne fait de quartier. Les Tcherkesses que rien n'arrête bondissent à travers les vergers fumants et les villages saccagés, au milieu des démons hurleurs. Enfin, après un an et demi de féroce guérilla, le glas du banditisme sonne et les habitants de Damas peuvent reprendre leurs flâneries, leurs narghilés et leurs rêves, le long du fleuve, au milieu des bosquets, sans entendre miauler la balle perdue ou avoir la gorge tranchée par traîtrise.

C'est dans cette même Ghoûta que le lieutenant Petit, officier des Tcherkesses de Damas, me reçut. Vingt d'entre ses hommes, sombres silhouettes sur leurs chevaux blancs, m'attendaient, dans la clairière, le poignard levé selon leur rite

silencieux et farouche, et m'accompagnèrent à travers les mystérieux vergers jusqu'à la maison arabe de l'officier. La nuit était tombée et sous les tonnelles bleues, à la clarté des étoiles, entre deux patrouilles, pour moi dansèrent les fiers guerriers : un vrai menuet, avec ses grâces correctes et ses nobles révérences, aux sons plaintifs d'un accordéon. Puis ce fut la frénésie de la danse des poignards, ses bonds, ses bras croisés, son claquement de pieds et les lames luisantes entre les dents, dans le tourbillonnement des caftans.

Ce soir-là encore, je rencontrai Toufik bey, le fidèle compagnon de Collet, qui me dit en parlant de son chef : « L'homme le plus brave de la terre, le seul qui aille au combat sans une arme, et qui puisse commander à des Tcherkesses dans leur langue : aussi a-t-il été élu Émir, chez nous, comme l'Aga Khan, chez les Ismaïliehs.

LE COMMANDANT COLLET ÉMIR DES TCHERKESSES

Je devais rencontrer le commandant Collet à Damas. Un coup de téléphone me prévint qu'en raison des troubles il était parti avec ses escadrons vers la frontière de la Syrie et de la Transjordanie, et m'attendait, non pas à Damas, mais là-bas, au poste de Deraa.

Il était nuit, lorsqu'après quatre heures d'auto j'arrivai à un petit poste sévère, entouré de barbelés, toujours dans le même bled affreux auquel sont voués les officiers des confins.

Allais-je voir le héros classique des films d'aventure, habillé à la cosaque des poignards plein la ceinture et la poitrine hérissée de cartouches ?... Un homme jeune, brun, d'une quarantaine d'années, le type de l'audacieux à froid, m'attendait tête nue, en short, une chéchié de coton brun enroulée comme cache-col. C'était le commandant Collet, chef des vingt escadrons tcherkesses, cet officier dont les exploits légendaires, aussi célèbres que ceux de Bournazel au Maroc, bourdonnaient dans mes oreilles, depuis des mois, depuis Paris. Collet précède toujours sa troupe en Ford, une baguette à la main ; autour de lui, sa « kéralga », sa garde de corps, constitue sa liaison avec les autres troupes. Ah ! que ne pourrait-on écrire de lui, quel merveilleux film de courage,

d'audace et d'épopée serait le récit de ses aventures ! Mais s'il parle avec ardeur de ses officiers, de ses hommes, il reste toujours lèvres closes, lorsqu'il s'agit de lui. Retraçons brièvement sa carrière. Arrivé au Levant en 1919, il fit ses débuts dans la dure et terrible campagne où le glorieux général Gouraud battit Feyçal et rendit Damas à la France. En 1921, officier de renseignements en Nord-Syrie, il prend part avec ses premiers Tcherkesses à une colonne d'Alaouïtes et d'Ismaïliehs. Dès lors il ne quitte plus ses cavaliers dont il sera l'ardent animateur. « Lorsque j'engageai mes premiers Tcherkesses, me raconte-t-il, le croiriez-vous, l'un d'eux m'arriva avec les états de service de son grand-père, capitaine mamelouk après Austerlitz et chevalier de la Légion d'honneur ! »

— Comment vous vint, lui demandai-je, l'idée de la formation des escadrons tcherkesses ?

— Pendant la première révolte druse, en 1921, alors que tous les gendarmes syriens se débandaient, ou passaient à l'ennemi, je vis un seul escadron de gendarmerie rester fidèle à notre fortune : c'était l'escadron tcherkesse. Je sollicitai alors la faveur de participer aux opérations avec Iman bey, chef de ces Tcherkesses ; nous décidâmes de recruter les hommes à Kuneïtra et de porter l'effectif de l'escadron à 150 hommes. Vous savez le reste, ajoute modestement Collet. Nous sommes maintenant vingt escadrons dont la base essentielle est formée de Tcherkesses, mais qui ont à côté d'eux les meilleurs éléments de l'Arabie mercenaire, Ismaïliehs et Needjliens du fond des déserts arabes.

JEUX ÉQUESTRES

Étrange Kuneïtra ! Petite capitale aux toits roses, dans une plaine caillouteuse, au milieu de frais bosquets. C'est là que sont établis les Chapsegs, tribu tcherkesse célèbre pour l'élevage et le dressage des chevaux. Après un excellent déjeuner chez le capitaine de Bernonville, moustachar de Kuneïtra, dans sa salle à manger pleine d'ombre et si joliment arrangée, nous allâmes assister aux jeux équestres que donnaient en mon honneur les Tcherkesses. Du fond de l'immense steppe, les cavaliers se ruaient vers nous, à cheval,

leur « bachlik » flottant dans le dos. Debout, sur leurs étriers ronds et larges, ils exécutaient des exercices d'une audace, d'une agileté surprenante, au plein galop, lançant leurs fusils dans les airs, les rattrapant, puis, accrochés d'un seul pied à leur étrier, se laissant traîner horizontalement. Et les jeux commencèrent, véritable carrousel de Saumur dans le désert. On nous fit demander nos mouchoirs qu'un adjudant déposa sur les pierres égaillées. De nouveau, lancés en tous sens, les cavaliers foncèrent en trombe, et d'un geste rapide, sûr, enlevèrent les frêles trophées. Soudain, le dernier, dressé d'un bond félin de toute sa haute taille, sur sa monture, nous apparut dans un orage d'ailes blanches frissonnantes : les pigeons-voyageurs, cette T. S. F. du poste, qu'il avait réveillés de leur paisible sieste. Et rien n'était plus saisissant, plus symbolique, sur cette frontière, au pied de collines sinistres, que ces deux gardiens du désert : l'homme-cheval et l'oiseau-télégraphe.

Nous poussâmes ensuite, le commandant et moi, par une piste détestable, jusqu'à Fick, extrême poste syro-palestinien, baigné dans la pure lumière de l'Évangile, sur ce lac de Tibériade où Jésus marcha sur les eaux. Dans son verger solitaire de mimosas sauvages et de chardons bleus, encerclés de barbelés, Collet me présenta le plus jeune de ses officiers : le lieutenant de la Guérivière. Tout en longueur et joues duvetées, il commandait à des Tcherkesses grisonnants à grosses moustaches retroussées sous leur kalpak d'agneau noir. Bien qu'ayant patrouillé jusqu'à trois heures du matin, l'escadron, collant de sueur, trouva encore moyen d'exécuter pour moi une charge au galop, en tenue de parade, sous un terrible soleil.

— Au revoir ! A Paris, le meilleur point d'eau ! fut le dernier adieu d'une jeune et interminable silhouette, immobile près d'une mitraillette, sur le paysage de la sainte et turbulente Galilée.

MARIE-ÉDITH DE BONNEUIL.

LES CARNETS DE LUDOVIC HALÉVY

III (1)

1880-1882

PROPOS ET ANECDOTES

25 *novembre* 1880. — Aujourd'hui, dîner chez Claretie avec Bertrand (de l'Académie des Sciences), Sardou, etc. Raconté par Claretie : Hugo croit à l'immortalité de l'âme ; voici la preuve décisive. Il disait dernièrement :

— J'ai encore à écrire trois volumes de vers, quatre drames, la dernière partie de la *Légende des Siècles.* Tout cela est en ébauche dans ma tête. Cela ne peut pas rester inachevé, cela sera fini là-haut.

Sur Jules Vallès. L'éditeur Decaux, — il était chez Claretie, — va le voir à Londres après la Commune. Vallès lui dit :

— Je voudrais faire un livre sur l'Italie, un éreintement complet. Il faut en finir une fois pour toutes avec ces musées, ces églises...

— Vous êtes allé en Italie ?

— Jamais... j'irais, si cela me paraissait nécessaire.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre et 1er janvier.

Ce même Vallès, pendant le siège, vient à l'Hôtel de ville à la tête d'une députation de gardes nationaux de son bataillon. Vallès était en uniforme, avec de grandes bottes molles, peu usées. C'était vers la fin du siège. Étienne Arago reçoit la députation. Discours sévère de Jules Vallès :

— Citoyen, notre chef de bataillon est un traître, un bonapartiste. Nous demandons qu'on le remplace par le citoyen Oudet, un pur.

— J'examinerai, je verrai...

— Oui, citoyen, examinez, mais faites vite, nous reviendrons demain, demain, et ce sera fait, n'est-ce pas ? La nuit porte conseil.

Puis s'approchant d'Arago, tout bas :

— Tu me signeras un bon pour une autre paire de bottes, des grandes montant très haut.

— Oui, dit Arago.

Et Vallès reprend tragiquement, tout haut :

— A demain, citoyen, la nuit porte conseil ; venez, citoyens.

Et il part avec ses frères.

2 *décembre*. — Hier, dîner chez Labiche avec Gérôme, Philippe Rousseau (1), Claretie, Protais (2), Pailleron, Cain (3), Louis Leroy (4), etc... J'étais à côté de Claretie qui me dit :

— Avez-vous lu, aujourd'hui, la *Revue des Deux Mondes* ?

— Non.

— Lisez l'article de Geffroy sur les *Questions scolaires* (5), il y est question de vous.

En effet, et je n'ai gardé aucun souvenir de la chose racontée par mon ancien professeur d'histoire, il doit se tromper. Je n'ai jamais de ma vie su mettre un bonhomme sur ses jambes et je suis totalement incapable d'avoir dessiné cette bataille de Sentinum. Geffroy raconte qu'il parlait un jour, à Louis-le-Grand, à ses élèves de quatrième, de la guerre du

(1) Ph. Rousseau, peintre, 1808-1887, frère de Théodore Rousseau.

(2) Protais, peintre militaire.

(3) Auguste Cain, sculpteur animalier, 1822-1894.

(4) Louis Leroy, 1812--1885, écrivain, graveur et paysagiste.

(5) A. Geffroy, historien et archéologue, fut directeur de l'École française de Rome. L'article dont il est question ici parut à la *Revue* le 1er décembre 1880, sous le titre : *Questions scolaires. — De l'enseignement de l'histoire dans l'Université.*

Samnium. Il lisait un passage de Tite-Live : « J'en étais là de ma lecture, dit-il, quand j'avise un de mes jeunes auditeurs qui, sans paraître beaucoup écouter, se livrait évidemment à quelque fantaisie sur son papier. Je me fais apporter la page suspecte ; elle offrait un fort intéressant croquis de la scène si bien exposée par Tite-Live : au milieu, le grand pontife, la tête voilée ; à côté de lui, Decius qui s'élance ; à droite, les Romains, tous penchés dans le sens de l'attaque ; à gauche, les ennemis décontenancés et regardant en arrière... Fallait-il gronder beaucoup cet enfant-là ? Il avait fort bien écouté, il avait pris des notes selon sa manière qui était spirituelle. Ce n'était pas un futur historien. Il s'appelait Ludovic Halévy. »

ADIEU AU THÉATRE

31 *décembre* 1880. — Voici le dernier jour, la dernière heure de 1880. La chute de *la Petite Mère*, le succès des *Petites Cardinal*, mes chroniques de *l'Univers illustré*, tel est le résumé de ces douze mois. J'aborde 1881 avec deux pièces prêtes à être jouées : *Janot* et *la Roussotte*, et avec le violent désir d'en finir après cela, au moins pour quelque temps, avec le théâtre. Je voudrais travailler seul, vivre chez moi, jouir un peu de cette situation indépendante que je dois à près de trente années de travail assidu, car ma vie de labeur a commencé en 1852 ; j'avais dix-huit ans, et depuis, pas un jour de repos ; je n'en peux plus.

9 *janvier*. — Granier (1) malade. *Janot* retardé. Premier acte, bien gentil ; deuxième, ordinaire ; le troisième médiocre.

Idée admirable de Bertrand. Faire jouer par Judic (2), dans *la Roussotte*, la mère et la fille. Ce sera peut-être le succès de la pièce.

10 *janvier*. — Hier, par toute la France, élections municipales. A Paris, écrasement des communards ; pas un amnistié n'est nommé. Le grand Trinquet (3) est ballotté. Triomphe

(1) Jeanne Granier.

(2) Anna Judic (1850-1911), actrice des Variétés.

(3) Trinquet, condamné pour participation à l'insurrection communaliste de 1871, libéré en 1880 par la loi d'amnistie.

de l'opportunisme. Gambetta est et sera bien plus encore notre maître. Petit succès pour les conservateurs. Les quartiers riches ont fait un petit effort et ont réussi à nommer huit réactionnaires, parmi lesquels Hervé.

Hier soir, campagne à Belleville. Je pars à neuf heures moins un quart. Je prends un petit fiacre à l'heure : « A la mairie de Belleville ! » Nous partons. Jusqu'à la Villette, bien ; là, mon cocher prend la rue Secrétan, puis il arrive dans des rues absolument désertes. Neige, glace, verglas. Cela s'appelle rue des Pyrénées. Paf, le cheval par terre. Un brancard cassé. Me voilà à pied. Je marche, je marche... Voici la mairie. « Est-ce que le dépouillement est terminé ? — Non. » Je monte. Un radical me disait dernièrement : « La mairie, c'est l'église laïque. » Eh bien ! elle est jolie, l'église laïque de la place des Pyrénées. Ah ! quelle buée ! A couper au couteau. Un matérialiste en pourrait faire des tartines. Sur les banquettes, sont assis trois ou quatre cents *documents humains* (1) des deux sexes, les hommes fumant la pipe et beaucoup de femmes la cigarette. C'est un chenil que cette mairie, une bauge. Une odeur épouvantable d'alcool et de tabac. A travers ce nuage, un buste de la République entouré de drapeaux encore tricolores. Et quel désespoir, quand on annonce le résultat ! « Nous l'aurons, notre forçat », disaient-ils. Ils ne l'ont pas, leur Trinquet, Gambetta est toujours le maître de Belleville. Et tout cela vote comme vous et moi. Et cependant, ces gens-là n'aiment pas la France du même cœur que vous et moi.

24 *janvier*. — C'était, hier, la seconde de *Janot*. Je n'y suis pas allé. Je me suis couché à neuf heures, je n'ai pas trop mal dormi; ce matin, à six heures, j'étais au travail. Jamais je n'avais manqué une de mes secondes représentations. Quelle habitude j'ai de toutes ces choses de théâtre ! J'ai besoin de faire autre chose, cela est évident.

26 *janvier*. — On doit jouer *la Roussotte* vendredi, après-demain vendredi et ce sera fini. Libre, je serai libre. J'ai, pour me reposer, de bien gros projets de travail, mais serai-je en état de travailler ? Ma pauvre tête est vraiment bien fatiguée.

(1) Expression alors très en faveur dans la nouvelle école naturaliste.

Ce matin, je n'en puis rien tirer, rien, rien, et je suis depuis trois heures devant mon bureau. Dur métier décidément que le nôtre.

29 *janvier*. — Ouf ! c'est fini, et, à ma grande surprise, pas trop mal fini, grâce à Judic, il est vrai. Elle a été merveilleuse et je crois que cette pièce pourrait bien devenir un succès... d'argent, pas autre chose. Voici le bulletin d'hier soir, le bulletin de ma dernière pièce : prologue, froid ; premier acte, plus froid encore, jusqu'à l'entrée de Judic. Le public commence à se réchauffer un peu. Deuxième acte, la crèmerie, triomphe de Judic. Troisième acte, grand, très grand effet *mérité*; l'acte est amusant, il n'y a que cela de bon dans la pièce. Le couplet final bissé. Il l'était sur le fameux air d'Hervé, *Pilouit*. Judic acclamée et ce n'est que justice; elle a été délicieuse tout le long de cette soirée.

5 *février*. — Il me semble que je renais. Depuis cinq ou six jours je ne fais rien, rien que remettre de l'ordre dans ma vie, dans mes affaires, dans mes livres, dans mes paperasses. Après, ce sera le livre de mon esprit et de ma pensée. Je suis curieux de savoir ce que je vaux et ce que je peux. J'en aurai bientôt le cœur net.

Un candidat aux dernières élections municipales terminait sa circulaire par cette phrase étonnante : « Je ne suis pas né à Coulommiers, c'est vrai, mais j'y ai été conçu. »

6 *février*. — Bornier racontait hier à la Commission qu'il avait acheté pour vingt sous il y a une trentaine d'années le premier volume de vers de Dumas : *Péchés de jeunesse*, devenu très rare aujourd'hui. Seulement, le bouquiniste du quai qui lui vendit ce volume avait fait disparaître le mot fils à la suite du nom. Il l'avait proprement découpé et avait collé à la place un morceau de papier blanc.

— Pourquoi avez-vous fait cela ?

— Pour mieux le vendre, dit-il, le père est plus connu.

— Aujourd'hui, dit Camille Doucet, on ajouterait le mot : fils.

11 *février*. — Hier soir, première représentation des *Contes d'Hoffmann* d'Offenbach. Succès très franc, très décidé. Deux actes excellents. Pauvre Offenbach, tout le long de sa vie il n'a désiré qu'une chose : un grand succès à l'Opéra-Comique. Il a échoué avec *Borkouf*, échoué avec *Vert-Vert*, échoué avec *Robinson Crusoé* ; et un succès, il y arrive enfin, trois mois après sa mort.

18 *février*. — Je disais, hier, à mon ami le vicomte de Spœlberch de Lovenjoul (1) qui habite Bruxelles :

— Vous avez couru le risque d'entendre une conférence de moi. J'ai failli accepter une invitation d'un cercle de Bruxelles, le Cercle artistique et littéraire.

— Oh ! je n'aurais pas pu y aller.

— Parce que ?

— Parce que c'est un cercle libéral et que je suis du parti clérical.

Et il m'a expliqué qu'il y avait là-bas une démarcation nette et infranchissable entre les deux partis qui se partagent l'opinion. On ne se connaît pas, on ne se voit pas. Et Bruxelles est une grande ville de deux cent mille habitants. Mais il n'y a pas de grande ville en dehors de Paris ! Dimanche dernier, je rencontre Rochefort devant les Variétés, je cause avec lui. Nous allons ensemble voir Judic ; nous passons un quart d'heure à bavarder sur le théâtre. Je sors. Je me heurte à Paul de Cassagnac sur le boulevard ; petite promenade avec lui : le bonapartiste clérical après le socialiste révolutionnaire. Je vais de là chez Alphonse de Rothschild. Je trouve là le duc de la Trémoille ; je leur dis :

— Je viens de rencontrer Rochefort et Cassagnac, de causer avec eux, et, la semaine dernière j'ai dîné avec Gambetta.

Aucun étonnement, cela paraît tout naturel. Voilà Paris. Trop délicieux peut-être. Je racontais cela hier à Beyens, le ministre de Belgique à Paris, et il me disait :

— Prenez garde. Notre exclusivisme vaut mieux, peut-être, que votre tolérance. Il y a une absence de passion qui devient mauvaise chez vous.

Il a peut-être raison, mais comment ne pas en arriver à

(1) Bien connu pour ses études sur Balzac, Sainte-Beuve, G. Sand, Th. Gautier, etc. Il a laissé à l'Institut sa belle collection de manuscrits.

après cette longue suite d'extravagances qui a été et qui continue à être notre histoire ? Chaque jour je me rapproche de cette opinion qui consiste à n'en pas avoir.

22 *février*. — Hier, notre dîner mensuel chez Brébant. Selon la tradition, Bonnat payait le champagne en l'honneur de son élection à l'Académie des Beaux-Arts. Dînaient entre autres Labiche, Alexandre Dumas, Got, Salabert (1), Detaille, le vieux chanteur Duprez et le vieil architecte Lesueur (2) qui nous a raconté des histoires impayables et inconcevables. Ce brave homme avec ses quatre-vingt-sept ans est extraordinaire d'esprit et de verve.

Comédie parlementaire hier à la Chambre. Discours pacifique de Gambetta, mais pas fort pacifique, car il dit clairement que le jour où il sera le maître il aura une politique, et il annonce non moins clairement que cette politique sera plus active que la politique actuelle. A bon entendeur, salut. Mais la France n'entendra rien, elle est ivre de Gambetta comme elle était ivre de Napoléon III.

5 *mars*. — Pas une faillite de confiseur dans les *Petites Affiches* depuis un an. Cela me rappelle un mot de M. de Montguyon (3) à M. de Morny. Il arrive :

— Je vais me faire confiseur.

— Confiseur ?

— Oui. Depuis une année j'étudie les *Petites Affiches*, pas une faillite de confiseur, donc bonne industrie.

6 *mars*. — Hier soir, au Théâtre-Français, rentrée de Mlle Tholer, qui a été la grande surprise de tout le monde. Elle a été charmante dans *les Fausses confidences*. Elle avait quitté le Théâtre-Français il y a trois ou quatre ans : ce n'était qu'une jolie fille, c'est une comédienne aujourd'hui. La soirée s'est terminée par une bluette de Pailleron, *Pendant le bal*, une scène très gentille et gentiment jouée par Mlles Reichenberg et Samary.

(1) Peintre.

(2) Jean-Baptiste-Cicéron Lesueur, 1794-1883 ; grand prix de Rome en 1819.

(3) Ami de Morny, qu'Alphonse Daudet a peint dans *le Nabab* sous les traits du marquis de Monpavon.

11 *mars.* — Je travaille énormément, au hasard, à tort et à travers. Je ne parle pas des chroniques de *l'Univers illustré* qui ne sont rien, mais je griffonne pour moi trois ou quatre heures par jour.

Très curieuse lettre de Dumas à Desclée dans *le Figaro* (1). Il y est question de *Froufrou* et de moi, mais pas exactement. Jamais, quant à moi, je n'ai pensé à une liaison *matérielle* de Dumas et de Desclée, loin de là. Je me suis très bien rendu compte de la situation. Desclée était toute prête à se donner, elle en mourait d'envie. Elle l'adorait de toutes les façons, *son grand homme.* Lui rêvait d'une union *immatérielle.* Dumas, dernièrement, me disait :

— Prenez donc des notes, écrivez l'histoire de ce temps-ci, vous si bien placé pour entendre et voir tant de choses.

J'aurais pu répondre à Dumas : « C'est ce que je fais. » Il y a, dépensé dans ces quarante-deux cahiers, tout un volume sur Dumas.

12 *mars.* — Dîné hier chez Antoine (2), justement avec X... le dernier amant de Desclée. Parlé tout le temps des lettres de Dumas ; elles l'ont intrigué par certains côtés. Dumas n'a appris X... qu'après la mort de Desclée, et quelque temps même après. Il a été furieux. Sa colère a éclaté devant moi. Elle ne lui avait pas avoué X... Il la croyait immatérialisée, mûre non pour le ciel des religions connues, mais pour le ciel du culte spécial prêché par lui à cette époque. Il m'a dit :

— Elle avait un amant, un amant ! Elle m'a trompé jusque dans la mort.

13 *mars.* — Dînaient chez M. Bertrand : Jules Simon, Labiche, puis une foule de savants et de médecins. Allé et revenu avec Labiche. Il est en pleine ivresse académique.

(1) Voici cette lettre :

31 décembre 1869. — Il m'a été impossible d'aller vous voir avant la fin de cette année, ma chère enfant ; mais je ne veux pas laisser commencer l'autre sans vous assurer de ma bien vive et bien sincère amitié. Est-ce comme cela qu'il faut dire quand les auteurs de *Froufrou* croient que je dis autrement ? L'amitié a cette supériorité sur l'amour qu'elle va toujours en augmentant. C'est un vin dont la dernière bouteille est la meilleure. »

(2) Bréguet (Antoine), 1751-1832, beau-père de Ludovic Halévy, alors représentant de la famille des savants et inventeurs Bréguet, père de M. Louis Bréguet, l'aviateur et constructeur d'avions bien connu.

Je crois qu'au fond cet aimable et excellent homme n'en revient pas d'être de l'Académie. Il s'y attendait si peu, cela lui est tombé tout d'un coup sur la tête. Il ne parle plus que concours, prix de vertu, prix d'éloquence, etc.

SUR MÉRIMÉE, DUMAS FILS, ZOLA

Chez Mme de Nadaillac hier dans la journée. Parlé de Mérimée. Elle ne l'aime pas. Il était sec, raide, désagréable. Il affectait même d'être tout cela. Une pose perpétuelle. De là, passé à l'Impératrice. C'est par Mérimée que s'est faite la grande intimité des Montijo et des Delessert (1). Mme de Montijo venait tous les ans avec sa petite fille à Paris. Eugénie avait huit ans ; Cécile Delessert (devenue Mme de Nadaillac), six. Grandes amies toutes deux. M. Delessert était préfet de police. On avait organisé un petit gymnase dans une des salles de la Préfecture, un pompier venait faire faire de la gymnastique aux trois petites filles : les deux Montijo et Cécile Delessert. Puis les ans arrivaient. Au printemps surtout, ce ravitaillement de robes et de chiffons. Il n'y a de chiffons qu'à Paris. Les années se passent. Cécile Delessert épouse le comte de Nadaillac, ardent légitimiste. Puis, la grande nouvelle :

— Tu sais, dit Cécile, je ne pourrai plus te voir, M. de Nadaillac ne me laisse pas aller aux Tuileries.

Et elle n'y va pas. Elles cessent de se voir. Maladie mortelle de M. Delessert, le père. L'Impératrice vient à Passy le voir, pleure, prie près de son lit. Cécile de Nadaillac est très touchée. Les relations reprennent, mais intimes ; jamais aux réceptions. Elle va voir l'Impératrice tous les mois, dans la journée, une heure ou deux Elle se laisse emmener par l'Impératrice en Égypte avec son frère, Édouard Delessert Voyage étonnant de deux mois. Mme de Nadaillac en a fait un récit très curieux, paraît-il, et qui montre à nu la puérilité, la futilité,

(1) Mérimée avait conduit les Montijo chez les Delessert aux environs de 1834. Gabriel Delessert était, à cette époque, un haut fonctionnaire de la monarchie de Juillet, préfet de police. D'où l'intimité des jeunes filles, Cécile Delessert et Eugénie de Montijo. La longue liaison de Mérimée et de Mme Delessert, mère de Cécile Delessert, est bien connue. On voit comme il restait sévèrement jugé dans cette maison parisienne. Comptons pour quelque chose, dans cette sévérité, le dépit orléaniste.

la médiocrité de tout cet entourage de l'Impératrice. Elle me disait hier :

— Rien n'était plus médiocre et plus grossier que tout ce monde-là. Les lettres à Panizzi (1) font un tableau piteux de cette cour impériale. Il est flatté, le tableau. Ah ! si on lisait mon voyage !

Il paraît qu'elle est bien curieuse, cette relation, et bien piquante. Après le voyage, les visites continuent, intimes, dans la journée. Aussi, le 4 Septembre, Mme de Nadaillac court aux Tuileries, ne peut pénétrer jusqu'à l'Impératrice ; elle venait lui offrir de l'emmener à Passy. M. de Nadaillac l'aurait accompagnée à la frontière :

— Cela aurait mieux valu, me dit Mme de Nadaillac, que d'aller se réfugier chez son dentiste.

14 *mars*. — Vu Alexandre Dumas, ce matin. Il ne vient plus à la Commission pour ne pas rencontrer Delpit et Coppée, outré de leurs articles sur *la Princesse de Bagdad*. Je lui ai dit que la meilleure et la plus spirituelle des vengeances était de ne pas faire attention à ces choses-là, de n'avoir pas l'air de s'en apercevoir. Je ne l'ai pas convaincu.

Écrire près de Dumas pendant quelque temps et le *recueillir*, être son Eckermann ; ce serait bien curieux et bien amusant, et cela en vaudrait la peine. Il est si bien *lui-même*, aucune banalité ; il dit peu de choses vulgaires, et même des choses vulgaires dites par lui sont relevées par l'expression et prennent un tour original.

Si j'étais un chroniqueur du *Figaro*, je pourrais faire un curieux article avec ma journée d'aujourd'hui. J'ai passé, ce matin, une heure avec Dumas ; je dois dîner, ce soir, avec Renan et Feuillet, et je viens de me promener, pendant une heure, avec Zola. Zola se dit fatigué, il voudrait se remettre à sa grande série des *Rougon-Macquart*. Il a encore une douzaine de volumes à faire, mais il est pris par le journalisme et tenté par le théâtre. Son intention est de mettre fin au plus tôt à sa campagne au *Figaro* ; c'est un journal trop lu. Il faut s'appliquer un peu, quand on parle à deux cent mille personnes. *Le Bien public*, *le Voltaire*, c'était parfait. Il écri-

(1) Écrites par Mérimée.

vait là pour quelques milliers de lecteurs. Il faisait ses articles au courant de la plume, sans se donner la moindre peine ; au *Figaro*, c'est un travail et un dérangement. Cela coupe la semaine.

Nous avons longuement causé de *Nana* et de *l'Assommoir*, au point de vue théâtre. Je lui ai dit mon sentiment. Il y avait de l'intérêt et de la suite dans *l'Assommoir* ; c'était un drame, cela avait la forme dramatique. *Nana*, non : c'est une étude de femme. La pièce n'est pas unie, elle est dispersée. Tous ces hommes réunis par cette femme, c'est du roman, ce n'est pas de l'action, ce n'est pas du théâtre. Contre ce dernier mot, il regimbe, il veut mettre tous ses romans au théâtre. Il pense à *la Curée* pour Sarah Bernhardt, et à *la Conquête de Plassans*. Je lui dis que cela me paraît fou. La censure autorisera, elle autorise tout, mais le public, non. Ce prêtre amoureux enchantera peut-être les gens d'en haut, mais révoltera les gens d'en bas. De *la Curée*, je lui ai conseillé de ne prendre qu'un épisode, de ne pas chercher à faire tenir tout un roman de quatre cents grandes pages dans un drame de cent petites : c'est ainsi qu'on arrive à des pièces confuses et diffuses, sans intérêt pour ceux qui ont lu le livre et inintelligibles pour ceux qui ne l'ont pas lu. Dans *Nana*, si j'avais eu à faire la pièce (et je crois qu'en aucun cas il ne fallait la faire), j'aurais pris l'épisode des deux frères, la mort du soldat, la mère ; tout aurait tourné autour de cela. Le théâtre est une synthèse, le roman une analyse.

Le soir, dîné chez Calmann-Lévy avec Renan et Octave Feuillet. Feuillet a beaucoup parlé. Il est en train de passer à Gambetta, ainsi que les neuf dixièmes des bonapartistes ; ils veulent un maître, ils ne voient d'autre despote possible que Gambetta. Va donc pour Gambetta. Pas républicain, gambettiste : c'était le mot de Déroulède, c'est le mot de Feuillet.

— Je n'ai plus besoin que d'une vingtaine d'années de despotisme, disait Feuillet. Si Gambetta me les donne, tant mieux.

Mme Feuillet, intelligente, ayant beaucoup lu.

15 *mars*. — Ce matin encore chez Dumas. De chez Dumas, à pied jusqu'à l'entrée du Bois de Boulogne. Temps délicieux.

J'ai flâné là une heure à voir passer les cavaliers et les amazones. Un vrai défilé. Meissonnier étonnant sur un gros cheval bai, énorme, reluisant, superbe port de queue, le cheval de Louis XIV sur la place des Victoires. Là-dessus, Meissonnier avec sa barbe de vieux fleuve, mais au-dessous de ce gros corps court et ramassé, pas de jambes du tout, des jambes d'enfant ayant peine à entourer ce cheval gigantesque. Le duc de Nemours, grand air sur une ravissante jument noire. Ces princes d'Orléans, des Parisiens, voilà tout. Vivre à Paris en Parisiens, au fond ils ne désiraient que cela.

CONVERSATIONS PARISIENNES

20 *mars* 1881. — Hier, dîner chez Camille Doucet. Dînaient Renan, Taine, Maxime du Camp, Carolus Duran, Henri Martin, Pailleron, Andrieux (préfet de police), Martin-Feuillé (sous-secrétaire d'État à l'Intérieur), Claretie, Auguste Maquet, John Lemoinne, René Brice (député, gendre de Camille Doucet). Venus le soir, Berthelot, Déroulède, etc... Taine, tout de suite, me parle de *Madame Cardinal.* Il me donne un conseil, excellent peut-être, bien que singulier au premier abord. Claretie me disait : « Un jour, vous finirez *Madame Cardinal.* » Taine de dire : « Vous devriez commencer par raconter les origines de M. Cardinal. »

Depuis hier soir, je pense à cela. Taine a raison, il y a quelque chose à faire avec les origines de M. Cardinal : un début en province, petit employé. Mme Cardinal, fille d'un cafetier de Meaux, tournant mal avec un petit gentilhomme des environs. Penser à cela.

3 *avril.* — Chez Maxime du Camp ce matin. J'avais dîné avec lui chez Camille Doucet, il y a une quinzaine de jours :

— Vous aimez les exemplaires sur Chine et sur Hollande. Venez chez moi, vous fouillerez à votre aise dans une armoire et prendrez tout ce que vous voudrez.

J'y suis allé tout à l'heure et ne m'en suis pas fait faute. J'ai rapporté une douzaine de volumes, Chine et Hollande. Du Camp m'a même donné un des livres de sa bibliothèque, *l'Écolier de Cluny*, de Roger de Beauvoir, avec les vignettes de Tony Johannot.

Du Camp, merveilleusement installé dans un grand atelier, 62, rue de Rome. Bibliothèque superbe. Il travaille, prépare un ouvrage sur tout le groupe de sa jeunesse : Théophile Gautier, Flaubert, Louis de Cormenin, etc...

5 *avril*. — Dîné hier, chez Pailleron, avec Labiche, Dumas, Claretie, Jacquet (1), Heilbuth (2), Henri Lavoix (3), Julius Klazsko (4), Francis Magnard, Henri Rivière (5). Voilà peut-être la vingtième fois que, depuis six mois, je fais à peu près les mêmes dîners avec les mêmes personnes qui finissent par se raconter toujours les mêmes histoires. Un peu monotone à la longue, et cela me rendra Saint-Germain très doux. On se méfie :

— J'ai déjà raconté cela ?

Tout le monde, par politesse :

— Non, non.

V... dînait chez Mme de Vatry. Il arrive, elle lui dit :

— Asseyez-vous en face de moi, vous remplacerez mon mari, il dîne en ville.

Très bien. V... s'installe en face de Mme de Vatry. Il dit :

— Ah ! il fait froid ici.

— Comment froid ? Pas du tout.

— Si, je vous dis qu'il gèle.

On sert le potage.

— Ah ! cette soupe est détestable... Ah ! cette sauce est fade...

— Ah ! qu'est-ce que vous avez à la fin ? dit Mme de Vatry, impatientée.

— Mais vous m'avez dit : remplacez mon mari. Je le remplace.

9 *avril*. — Raconté par ma mère. Lethière, le peintre,

(1) Gustave-Jean Jacquet, peintre.

(2) Ferdinand Heilbuth, petit maître du Second Empire, qui eut son temps de vogue méritée.

(3) Conservateur des médailles à la Bibliothèque nationale et lecteur à la Comédie-Française.

(4) Écrivain, auteur d'essais politiques, d'origine polonaise.

(5) Officier de marine et romancier ; collaborateur de la *Revue*. Tué au Tonkin en 1883.

passant au Palais-Royal, voit un rassemblement. C'était Mme Récamier. Sa beauté, partout, faisait fureur. On voulait la voir, et de si près qu'elle courait grand risque d'être étouffée, elle et une de ses amies. Elles sortaient d'un magasin. Lethière arrive, les délivre d'un très réel danger, les tire de cette affreuse bousculade, offre son bras à Mme Récamier qui lui dit :

— Voulez-vous faire encore un petit tour ?

Quand Lethière racontait cela, il était pris de fureur.

— Ah ! l'épouvantable coquette. J'étais là, moi, tout fripé, mon chapeau bossué, mes vêtements déchirés, et elle, ravie de son succès, *elle voulait faire encore un petit tour*. J'ai refusé net et je l'ai ramenée de force à sa voiture.

10 *avril*. — Chez la baronne Nathaniel de Rothschild. Que de merveilles dans ce salon du premier étage ! Des Greuze, des Franz Hals, des Chardin, des Lépicié, etc... Au milieu de tout cela, quelques modernes : Delacroix, Rousseau, Troyon, Fromentin, etc... Les trois perles de cette collection sont :

1° Un portrait de Mme Dubarry peint par Greuze, à Louveciennes, en 1787. Une merveille, charmante encore. Ah ! quels yeux ! Quelle excuse pour Louis XV ! L'ajustement délicieux : une robe de chambre blanche entr'ouverte, avec des nœuds bleus. Un air de candeur et d'innocence, et cette ingénue de quarante-quatre ans avait passé par bien des aventures.

2° Un portrait de Mme Geoffrin, par Chardin. Que de pareilles choses ne soient pas gravées, quel malheur ! Cela appartient à l'histoire littéraire de ce temps-ci. Cela vaut à lui seul une causerie de Sainte-Beuve. Voilà bien cette grande bourgeoise avec sa robe de soie blanche, son joli sourire, son rouet sur ses genoux, le fuseau à la main. Cela est exquis de réalité, de vie.

3° Un petit, tout petit Franz Hals représentant une petite dame en noir. La tête de cette petite dame est la merveille des merveilles. Elle va parler... elle parle. Cela est fait en quatre coups de pinceau. Elle a un centimètre de haut, cette tête. Qu'est-ce que l'art des Meissonnier à côté de cela ! L'art du photographe à côté de l'art du peintre.

22 *avril.* — Sur le Bey de Tunis, raconté par le général Lambert. C'était pendant la guerre turco-russe. Le Sultan met en demeure son vassal de lui envoyer un contingent tunisien. Celui-ci fait partir pour Constantinople un millier d'hommes à peu près nus. Pas de chaussures, de hideuses loques, leurs loques personnelles. Le Bey dit au général commandant cette bande de déguenillés :

— Dès que vous arriverez, on habillera vos hommes ; dès qu'ils seront habillés, vous reviendrez.

Cela s'exécute ponctuellement.

26 *avril.* — Hier soir, à la Comédie-Française, première représentation du *Monde où l'on s'ennuie*, de Pailleron. Très grand et très légitime succès. C'est délicieux. Admirablement joué, surtout par Coquelin, Samary, Madeleine Brohan et Reichenberg. Rempli de transparentes personnalités : Bellac (Got) c'est Caro. Mme de Ciran, Mme Aubernon, etc...

3 *mai.* — Hier, à Ferrières (1), dans la journée, avec Louise, Geneviève, Meilhac, Straus et Cavé. Que de belles choses ! Nous visitons un appartement. Le maître d'hôtel nous dit :

— C'est l'ancien appartement du baron James.

— Qui l'occupe aujourd'hui ?

— Personne. On a laissé les choses dans l'état où elles étaient du vivant de M. le baron. Personne n'a couché dans son lit, excepté M. de Bismarck.

— M. de Bismarck ?

— Oui, quand il est arrivé ici, le régisseur lui a demandé comme unique grâce de laisser inhabité l'ancien appartement du baron, c'était le désir de Mme la baronne James. M. de Bismarck a répondu : « C'est bien. » Et il a pris la chambre de M. le baron. Il en avait quarante autres à sa disposition et, au rez-de-chaussée, des appartements plus commodes que celui-là.

Hier, chez Camille Doucet, étaient là : Renan (il vient d'achever son *Marc-Aurèle*), Berthelot, Gaston Boissier, Sully Prudhomme, Claretie. Boissier s'était amusé à aller avant-hier à la réouverture du cours de Caro.

(1) Propriété du baron de Rothschild

— Ce qu'il y a de plus drôle, me disait-il, ce sont les dames, la fleur du panier, qui, après le cours, vont à la sacristie.

Il prétend qu'un jour, à la sortie, on vendait la biographie et la photographie de Caro.

24 *mai.* — Délicieux, les pastels de Nittis (1). Art vraiment moderne. C'est du réalisme, mais élégant, aimable, sans brutalités ni trivialités. Alphonse Daudet était là.

25 *mai.* — Sur M. de Morny, raconté hier par du Lau (2). Ils dînent ensemble au club, à une petite table. Ils font exactement le même dîner et demandent les notes. On les apporte : 12 francs pour du Lau, 17 francs pour M. de Morny. Celui-ci appelle le maître d'hôtel ;

— Qu'est-ce que cela signifie ?

— Mais, monsieur le duc...

— Mettez aussi 12 francs pour moi, je n'aime pas les petites voleries.

Raconté également par du Lau sur A. de La R... dînant en ville ; préoccupé avant tout des places qu'ils auront, sa femme et lui. Il garde sa voiture et part de suite après le dîner, s'il est mal placé, mécontent. Les maîtres de la maison doivent comprendre. Du Lau l'a vu blême deux ou trois fois parce qu'il était presque au bout de la table.

Je me rappelais l'anecdote de Richelieu, ambassadeur de France à Londres, après 1815. On lui dit : « Vous donnerez le bras à la comtesse de... » Il passe dans la salle à manger et voit que les autres ambassadeurs sont tous mieux placés que lui. Lui, c'était la France, et la France qui venait d'être vaincue. Il conduit la comtesse à la place indiquée, puis fait le tour de la table et sort par la porte par où il était entré. Il ne dîne pas. Cela fait grand bruit, et, à l'avenir, il fut bien placé à table.

(1) Giuseppe de Nittis, 1846-1884, peintre, d'origine italienne, fixé depuis 1868 à Paris, dont il ne se lassa pas de peindre les aspects.

(2) Marquis du Lau, très aimé dans le monde parisien. C'est chez lui qu'eut lieu, en cette année 1881, le dîner qui réunit Gambetta à Alphonse de Rothschild. Le récit de ce dîner, extrait des Carnets de Ludovic Halévy, a paru dans la *Revue* du 1er juillet 1929 : *Trois dîners avec Gambetta*.

30 *mai*. — Gambetta revient aujourd'hui à Paris après ce voyage de souverain à Cahors. Il a fait trois grands discours et trente ou quarante allocutions.

Aux paysans, il a dit : « La principale préoccupation du gouvernement, c'est l'agriculture. »

Aux officiers de la garnison : « La principale préoccupation du gouvernement, c'est l'armée. »

Aux instituteurs : « La principale préoccupation du gouvernement, c'est l'instruction publique. »

Aux commis-voyageurs : « La principale préoccupation du gouvernement, c'est les commis-voyageurs. »

7 *juin*. — Colère des impressionnistes intransigeants contre les pastels de Nittis ; ils ont le tort impardonnable de réussir et de plaire. Un pur, hier, me disait :

— C'est l'impressionnisme, mis à la portée des gens du monde.

8 *juin*. — De cette émeute Courbet-Manet, une révolution est en train de sortir. Toutes les révolutions commencent par des émeutes. Seulement les malins, — Nittis est un malin, — ne restent pas émeutiers, se déclarent conservateurs et cherchent à plaire aux conservateurs. Ainsi fait Nittis.

24 *juin*. — Demain doit paraître mon *Mariage d'amour*. J'attends l'effet de la publication pour prendre un parti. Selon le succès ou le non-succès, je ferai ou ne ferai pas un volume de nouvelles dans cette note-là tout à fait douce.

Aujourd'hui, le père Dupin chez Meilhac. Sa première pièce a été jouée il y a soixante-treize ans. Elle était détestable et fut sifflée. Un vieux régisseur de théâtre lui dit :

— Jeune homme, si vous continuez à faire des pièces comme ça, vous n'irez pas loin.

L'acteur chargé de nommer l'auteur se trompe et nomme le vaudevilliste Pain au lieu de Dupin. Colère de Dupin, et le vieux régisseur, tâchant de le calmer, lui disait :

— Comment, vous faites une pièce pareille, vous avez la chance qu'on ne vous nomme pas, qu'on en nomme un autre à votre place, et vous n'êtes pas content ; c'est de la folie !

4 *juillet.* — J'ai cru à un fiasco de mon *Mariage d'amour*. Je me trompais peut-être, les compliments arrivent, paraissent sincères, mêlés à de très belles propositions d'éditeurs. J'hésitais, je vais faire le volume.

5 *juillet.* — Chez ma tante (1), dimanche dernier. Caro entouré d'un cercle de dames. Il parle :

— La femme, disait-il, est rieuse de quinze à vingt ans, curieuse de vingt à trente, sérieuse de trente à quarante.

Mme X... de l'interrompre :

— Et hargneuse à partir de quarante ans, comme ma belle-mère.

12 *juillet.* — Aujourd'hui, enterrement de Paul de Saint-Victor. Lettre de Victor Hugo lue par Dalloz, à la sortie de l'église, sur le cercueil. En voici le fidèle résumé : *Je pleure. J'aimais Paul de Saint-Victor; il avait un caractère insupportable, mais il m'admirait.*

4 *août.* — Dîné, ce soir, chez Toché (2) à Croissy, avec Sardou, Meilhac, Delibes (3), Guiraud (4), Gille, Mortier (5), etc... et Mme Judic. Le soir, elle a chanté, quelle merveille! Vrai décor de théâtre, perron, petit fond comme au Gymnase, table dans le jardin, charivari de la fête de Bougival. Temps charmant.

ÉMILIE LOYSSET ÉCUYÈRE

15 *août* 1881. — Aujourd'hui, déjeuner à la ferme de Fromainville, près de Maisons-Laffite. Mêmes invités. Le prince de Sagan était l'amphitryon. On a déjeuné dans une ferme. Loysset (6) et Bartet en amazones. Loysset délicieuse avec son amazone bleue sans taille, une seule couture dans le dos. Cette taille de guêpe encadrée entre un dessus et un dessous pleins d'ampleur. Curieuse petite personne, parlant à peine,

(1) Mme Fromenthal-Halévy. — (2) Charles Toché, peintre décorateur. — (3) Léo Delibes, compositeur. — (4) Ernest Guiraud, compositeur. — (5) Arnold Mortier, journaliste et auteur dramatique. — (6) Émilie Loysset, une écuyère de cirque d'alors ; elle devait mourir bientôt, écrasée sous son cheval renversé sur elle.

par phrases de cinq mots, n'ayant l'air ni de s'ennuyer ni de s'amuser quand elle est à pied ; elle ne vit qu'à cheval. C'est une autre personne, une autre figure ; tout cela s'éclaire, s'anime, s'illumine. Le prince de Sagan était venu à cheval sur un pur sang, Loysset l'a monté après le déjeuner. Si ce n'était plus la même femme, ce n'était plus le même cheval. Au bout de deux ou trois minutes, il s'est détendu, étendu. Cela se passait dans une prairie près de la ferme, aux bords de la Seine, en pleine verdure, avec de grands arbres et le côteau d'Herblay faisant fond. Loysset s'est jetée au grand galop dans cette prairie ; sa fine silhouette se détachait dans la verdure des prairies. Elle marchait d'un train d'enfer. Une petite haie se trouvait là ; elle l'a passée à pleine volée dans le grand galop du cheval. C'était admirable. Il faudrait voir cette femme à l'Hippodrome, avec de l'air et de l'espace. Rien que la voir galoper est un plaisir. Elle monte sur une grande selle lisse, absolument plate, et ne la quitte jamais d'une ligne. Son existence, bien curieuse. Appartenant à Reny, le grand directeur du cirque, il peut la mener où il veut. Elle va ainsi, pour trente-sept mille francs par an, de Paris à Berlin, de Berlin à Vienne, Prague, à Pest, à Milan, etc... Elle vit dans les hôtels, seule, suivie d'un gros chien et cinq chevaux., Voilà ses amours.

Sagan dit qu'elle finira par épouser quelque prince ou duc étranger. C'est leur rêve. Sa sœur a fini de la sorte, elle a fini par épouser un prince de Reuss. Il n'avait pas le sou ; il a fait un compromis avec sa famille, a renoncé à son titre de prince, reçoit cinquante mille francs par an, et est retombé comte.

Tous les jours, Loysset travaille dans le cirque trois ou quatre heures. Ses chevaux de travail ne sortent jamais du cirque, ce sont des mécaniques montées pour une certaine besogne, et qui, dehors, se détraqueraient. Loysset aurait voulu être danseuse, elle a travaillé avec Mme Dominique.

CAMBETTA A BELLEVILLE. — LES DÉBUTS DE LOTI

21 *août, minuit.* — Gambetta élu aujourd'hui dans la circonscription de Belleville, *à une voix de majorité* dans un arrondissement, à trois cent cinquante voix dans l'autre. Pourquoi s'obstiner à rester de Belleville ?

La petite X..., un soir, aux Variétés, me disait :

— Ah ! voyez-vous, dans la vie, tout dépend du premier amant.

Belleville a été le premier amant de Gambetta. Je crois que cela lui coûtera cher, et à nous aussi. Cela l'oblige à marcher trop vite, quand il faudrait marcher tout doucement, tout doucement.

22 *août*. — Triomphe presque absolu de l'Union républicaine, c'est-à-dire du parti gambettiste. Il n'y a plus de centre-gauche, il n'y a plus de droite. Une Union républicaine très forte et une extrême-gauche augmentée, très hardie, et qui forcera l'Union républicaine à courir la poste. Grévy n'est plus rien, et Gambetta, notre maître, est déjà guetté et menacé par Clemenceau.

23 *août*. — Gambetta s'acharnant à rester député de Belleville. Cela me rappelle un mot de je ne sais plus quelle petite actrice qui disait :

— J'ai bêtement commencé avec un méchant cabotin de Belleville, mais, dame, ça n'a pas duré longtemps, et dès que j'ai pu venir m'installer boulevard Haussmann, *bien le bonsoir, Belleville.*

Gambetta, lui aussi, depuis longtemps aurait dû dire : *Bien le bonsoir, Belleville.*

3 *septembre*. — Visite de Millaud (1). Il vient de la part de Magnard m'offrir de prendre, au *Figaro*, la place que Zola (2), dans un mois, va laisser vacante. Une vingtaine de mille francs par an. J'ai refusé avec toutes sortes de détours polis.

6 *octobre*. — Vient de paraître *le Roman d'un Spahi*, de M. Viaud, l'auteur du *Mariage de Loti*. Il y a des choses bien saisissantes dans ce nouveau livre. Ce Viaud est un original. Officier de marine, lieutenant de vaisseau, tout jeune, une trentaine d'années. Très distingué de toutes façons. Dessinant, bon musicien, aimant son état de marin, bizarre, épris de

(1) Albert Millaud, rédacteur au *Figaro* (1844-1892).

(2) Zola avait donné au *Figaro*, pendant un an, une suite de très brillants articles.

solitude, se plaisant, comme il dit, à vivre dans la peau d'un autre, à cesser d'être lui, à se créer des existences neuves et différentes. S'est fait, pendant quelque temps, clown dans un cirque, a songé à embrasser l'islamisme, à se faire musulman et à vivre à la turque, plein d'admiration pour le Coran.

8 *octobre*. — Alexandre Dumas me disait hier :

— Une bonne bibliothèque ne doit contenir que trois ouvrages, tout est dans ces trois ouvrages qui sont : 1° L'*Évangile*, morale religieuse ; 2° les *Fables* de La Fontaine, morale pratique ; 3° le dictionnaire Larousse, dates et faits.

11 *octobre*. — Hébrard me parlait aujourd'hui de M. Viaud. Celui-ci disait dernièrement à Hébrard :

— Depuis ma sortie de l'École navale, je n'ai rien lu, rien, absolument rien. Je ne me doute pas de ce qui s'est fait et de ce qui se fait. Ma vie se passe à m'étudier, à m'analyser, à couvrir de notes prises sur le vif de petits agendas.

Le père Dupin arrive à la porte Saint-Martin :

— Vous avez vos entrées ? lui demande l'ouvreuse.

— Depuis soixante-treize ans, répond-il.

Le jeune Ferrier (1) parlait de Rambouillet.

— Rambouillet, dit le père Dupin, oh ! j'y suis allé il y a plus de quatre-vingts ans.

Autre phrase :

— *Suzanne d'Alfarache*, c'est une de mes pièces ; ça a dû être joué vers 1809 ou 1810.

LE « GRAND MINISTÈRE » DE GAMBETTA

12 *octobre* 1881. — On ne savait où était Gambetta, on avait perdu sa piste. Était-il en Hollande ? Était-il en Suisse ? Chez M. Arnaud (de l'Ariège) ? Mystère, mystère complet. Tout d'un coup, il débarque à la gare du Nord, il arrive d'Allemagne. Le bruit se répand qu'il vient d'avoir une entrevue avec M. de Bismarck. Bismarck et Gambetta... Et il y a des gens qui le croient.

(1) Paul Ferrier, auteur dramatique ; auteur du livret des *Mousquetaires au couvent*.

13 *octobre.* — En tout cas, aujourd'hui, entrevue non contestable de Grévy et de Gambetta. Au moment où j'écris, il lui offre la présidence du Conseil.

16 *octobre.* — Hier, gala à l'Opéra en l'honneur de l'exposition d'électricité. La salle très belle et très claire avec ce mélange de gaz et d'électricité. La sortie curieuse. Défilé de la famille Grévy. Comme elle se fait un peu attendre, la musique de la Garde républicaine est obligée de recommencer quatre fois *la Marseillaise.* Est-ce bien *la Marseillaise* ? En tout cas, ce n'est pas *la Marseillaise* que, gamin, j'entendais chanter, en 1848, dans les rues de Paris. Je ne la reconnais plus. C'est une sorte de *Marseillaise* bourgeoise, calme, lente, tranquille, une *Marseillaise* gouvernementale. J'avais déjà fait cette remarque.

18 *octobre.* — Gambetta ne sera pas ministre. Un de ses journaux disait hier : « Il faut se borner à amputer les parties molles du ministère. » J'entends Gambetta dire cette phrase : *Il fot* (bref) *se borrrnerr à ammmmputerr les parrrties molles du ministerrre.* Ces parties molles sont, paraît-il, le général Farre, et le bon, le doux, le naïf, le candide Barthélemy-Saint-Hilaire.

24 *octobre.* — Un nouveau Gambetta, un Gambetta homme d'affaires. Il est en Normandie, inaugurant à coups de discours une nouvelle politique, la politique des affaires. Plus de justice immanente, comme à Cherbourg. Plus de revision. Plus de guerre au Sénat. Plus de déclarations contre le cléricalisme. La paix et les affaires, voilà son refrain. Pour combien de temps ? Il y a décidément trop de Gambetta dans Gambetta. On ne sait jamais à qui on a affaire.

4 *novembre.* — Raconté par Huysmans à Degas. La scène est chez Nittis. Edmond de Goncourt lit un roman. Zola est dans l'auditoire, et, tout d'un coup, interrompant :

— Lisez donc à la suite, mon cher.

— Mais je lis à la suite, répond sèchement Goncourt.

Depuis, ils sont en froid.

10 *novembre.* — Nous allons donc l'avoir, le *Grand Ministère* : Gambetta, Freycinet, Jules Ferry, Léon Say, Challemel-Lacour, le général Lewal ; la chose sera faite demain ou après-demain. Hier, séance morne ; Gambetta complètement maître de la Chambre.

12 *novembre.* — Les choses ne vont pas toutes seules : Léon Say refuse, Jules Ferry ne reste pas. Le Grand Ministère n'est plus que le petit ministère.

29 *novembre.* — Vu Buloz. Je m'étais laissé arracher, avant-hier, les trois premiers chapitres de *l'Abbé Constantin*, j'étais un peu découragé, me demandant s'il fallait continuer. Buloz m'a dit que je ne reverrais mes trois premiers chapitres qu'imprimés dans la *Revue* du 1er janvier. Donc il faut aller jusqu'au bout. Encore trois chapitres à recopier et remanier.

En rentrant, lettre de Yung, de la *Revue littéraire* (1). Il m'offre de prendre la succession de Weiss, *Chronique de quinzaine*. J'ai grande envie d'accepter. Weiss entre aux Affaires étrangères avec une grande situation. Les chroniques de Weiss étaient signées *Pierre et Jean.*

13 *décembre.* — Petit tapage à la Chambre à propos des nominations Miribel (2), Canrobert. Le poète Clovis Hugues les traite à peu près de bandits et d'assassins, prétend qu'ils égorgeront la République. Gambetta s'emballe, voilà son malheur. Il s'emballera. Maret (3) l'appelle *César*. Colère de Gambetta : « Faites retirer le mot, monsieur le Président. — Je le retire, dit Maret, et le remplace par Vitellius. » Indignation de Gambetta. M. Brisson, président de la Chambre, a peu soutenu Gambetta.

14 *décembre.* — Dîner chez A. de G... Dînaient là : Edmond

(1) La *Revue bleue.*

(2) Le général de Miribel, écarté de Paris comme réactionnaire par les républicains vainqueurs en novembre 1877, était rappelé par Gambetta et nommé chef d'état-major général de l'armée ; il avait été rappelé à ce poste en novembre 1881 par Gambetta.

(3) Henry Maret, député de Paris, directeur du *Radical*.

de Goncourt, Henri Lavoix, Detaille, Jadin (père (1) et fils), Madrazo (2), de Nittis, les deux Ganderax, Arthur Meyer. Venus le soir : comte Primoli, le peintre Leroux (pas Hector), Robert de Bonnières (qui signe Janus au *Figaro* et qui a du talent) (3).

Nittis est né à Naples, y a vécu jusqu'à vingt-deux ans sans avoir jamais mis le pied à Paris. Il nous a raconté d'une façon simple et charmante qu'il était venu à Paris pour la première fois en 1868. Il arrive, descend à la gare de Lyon ; il ne savait pas un mot de français, ne connaissait personne à Paris, avait l'intention d'y passer huit jours. Il sort du train, fait porter ses bagages à un hôtel, et à pied se jette dans Paris, impatient et curieux. Il suit toute la ligne des boulevards et arrive à la Madeleine. Il dit : « Je ne bouge plus d'ici, voilà mon pays. » Il n'en a pas bougé ; quand il va passer quelques jours à Naples, il se sent à l'étranger.

20 *décembre*. — L'autre soir, au contrat de Ferdinand Dreyfus, le député, Claretie, témoin, signe après Gambetta, également témoin, et lui dit :

— Quelle jolie écriture (4) ! C'est tout à fait votre écriture d'autrefois, elle n'a pas varié.

— Ça n'est pas comme ma politique, répond Gambetta, riant.

« L'ABBÉ CONSTANTIN »

1er *janvier* 1882. — La première partie de *l'Abbé Constantin* publiée dans la *Revue des Deux Mondes* de ce matin (5).

Mme de Béhague me disait hier :

— On parlait de votre roman hier, et on disait : « Jusqu'à présent on pourrait le laisser lire à une jeune fille. » J'ai dit : Non, non, non.

(1) Artiste peintre. — (2) Raymondo de Madrazo, peintre espagnol.

(3) Les chroniques de Robert de Bonnières, réunies en trois volumes sous le titre : *Mémoires d'aujourd'hui*, forment un document capital pour l'histoire politique et littéraire de cette période.

(4) Fine et douce écriture, toute féminine.

(5) *L'Abbé Constantin*, tableau d'une humanité sans détour, conté dans le style le plus simple, lancé dans la pleine vogue du naturalisme le plus accentué et de la stylistique la plus surchargée, remporta un immense succès.

— C'est bien moral pourtant.

— C'est trop moral. L'extrême moralité tourne à l'immoralité. C'est montrer aux jeunes filles un idéal trop élevé. Et puis, après cela, elles s'attendront à rencontrer des Jean (1) dans la vie, et elles n'en rencontreront pas. Il faut se contenter d'à peu près dans la vie en fait de mari et en fait de femme. Il ne faut pas faire lire aux jeunes filles des romans où les hommes sont au-dessus de la moyenne, car quel écroulement, quand elles compareront leurs maris à ces héros de roman !

Mon ami Degas (2) est indigné de *l'Abbé Constantin*, écœuré serait mieux. Il est dégoûté de toute cette vertu, de toute cette élégance. Il m'a dit ce matin des injures. Je dois faire toujours des *Madame Cardinal*, des petites choses sèches, satiriques, sceptiques, ironiques, sans cœur, sans émotion. Il m'a appelé le Père Halévy. Je lui fait l'effet d'un homme à la mer. Mme Howland également veut me condamner au scepticisme et à l'ironie. Autran me condamne à ne publier tous les ans que deux ou trois contes ou nouvelles. Je ne peux pas, je suis tourmenté par un besoin de travail et de production. Sans cela, je ne pourrais vivre. C'est même un des étonnements de Degas :

— Quoi ! me disait-il, tu renoncerais au théâtre, et tout de suite, sans désemparer, tu te mets à publier des romans. Il fallait te recueillir, aller passer quelques années dans une solitude.

A côté de cela, toujours force compliments de gens me félicitant, avec toute l'apparence de la sincérité, de cette évolution vers le devoir et vers l'honnêteté. On me dit *un peu trop* que *c'est reposant*. Cela commence à m'agacer, et même à *m'inquiéter*. C'est reposant. Cela ressemble beaucoup à : c'est endormant.

13 *janvier*. — Renan a dit hier à Calmann-Lévy, en parlant de moi :

— Il faut qu'il se présente à l'Académie. Nous serons tous heureux de le recevoir.

Feuillet a dit à peu près la même chose.

(1) Le lieutenant Jean Reynaud, personnage de *l'Abbé Constantin*.
(2) Le peintre (1834-1917).

14 *janvier.* — Hier, dîné chez les Gustave de Rothschild en fort petit comité. Les deux jeunes filles décidément charmantes. Soirée agréable et tranquille dans le cabinet du baron Gustave devant ces admirables Rembrandt, causant, fumant, regardant les projets du château qu'ils vont se faire construire à Chantilly. Les deux jeunes filles voudraient lire *l'Abbé Constantin* :

— C'est affreux, monsieur Halévy a fait quelque chose pour nous, et maman ne veut pas nous le laisser lire. Maman veut attendre la fin avant de se décider. Dites à maman que la fin est très morale.

De là, en six minutes, transporté chez Charpentier, l'éditeur. Ah ! comme c'est amusant, Paris, quand on a, comme moi, le pied dans tous les mondes. De Gustave de Rothschild passer à Rochefort !

Daudet était là, Goncourt, Nittis, Gervex et Forain. Qu'il est gai, drôle et spirituel, ce jeune Forain ! Il m'a raconté une conversation de Barbey d'Aurévilly et de Vallès. Ce pur clérical et ce pur communard ont voulu se connaître, ils ont dîné ensemble au café Riche. Jules Vallès, voulant épater Barbey, lui dit :

— Il nous faut dix mille têtes de bourgeois.

Barbey de répondre :

— Celle de Sarcey me suffirait.

21 *janvier.* — Hier, dîner du 20 chez Brébant pour la réception d'Émile Augier récemment élu. Étaient présents : Augier, Dumas, Labiche, Gérôme, Detaille, Gounod, Duprez, Salabert, Ballu, Bonnat, Lesueur, Busson (1), Luminais (2), Arago, Boulanger (le musicien), Philippe Rousseau, Landelle (3), Cain et moi. Après le dîner, petit concert avec deux grands chanteurs : Gounod et Duprez. Gounod a chanté *Mon vieil habit*, de Béranger, le chœur des choribantes de *Philémon et Baucis* et la chanson du pâtre de *Sapho*. Duprez, *le Dieu des bonnes gens*, de Béranger. Puis le père Lesueur, l'architecte (quatre-vingt-huit ans), a chanté une chanson de lui : *Je ne veux pas rajeunir*, avec beaucoup de sentiment et d'émotion. Le pauvre homme a fini par fondre en larmes sur

(1) Peintre. — (2) Peintre d'histoire. — (3) Peintre.

le dernier vers d'un couplet patriotique sur la guerre de 1870 et les malheurs de la France. Nous étions tous très, très émus. Et cela était singulier après ce dîner très gai.

28 *janvier.* — J'attends avec impatience le premier février. Si ma troisième partie de *l'Abbé Constantin* fait l'effet que j'espère, c'est un grand succès.

Freycinet aurait accepté la mission de faire le ministère (1). Jules Ferry reprendrait le ministère de l'Instruction publique.

29 *janvier.* — Le ministère est fait. Je dînais, hier soir, chez Alphonse de Rothschild. Nous étions chez lui entre hommes, sans les femmes, près de son cabinet. Le téléphone nous apporte la nomination de Freycinet, Ferry, Tirard, René Goblet, Humbert ; général Saussier, Lewal ou Davoust à la Guerre ; amiral Jauréguiberry, Sadi Carnot ; Cochery aux Finances. Léon Say a refusé. Il ne veut ni la conversion ni le rachat des chemins de fer. Il voudrait aussi, sinon suspendre entièrement, du moins ralentir et modérer l'exécution du grand programme de travaux publics de M. de Freycinet. Pas d'accord avec le nouveau président du Conseil sur tous ces points (2).

15 *février.* — Aujourd'hui, ce soir, sera mis en vente *l'Abbé Constantin.* Calmann-Lévy plein de confiance. On avait tiré à 7 700, et dès hier, avant la mise en vente, il a fallu faire un nouveau tirage de 3 850 exemplaires. Total : 11 550.

MAUPASSANT, RENAN, UNE BEAUTÉ RÉPUBLICAINE

16 *février* 1882. — Hier soir, chez la princesse Mathilde. Étaient là Renan, Taine, Guy de Maupassant, etc. Je ne connaissais pas ce dernier ; je lui ai fait de grands et sincères compliments sur *Boule de suif, la Fille de ferme, la*

(1) Le « grand ministère » de Gambetta avait été renversé à la Chambre le 26 janvier 1882.

(2) L'accord ne tardera pas. Les conditions de Léon Say seront acceptées. Gambetta les avait enfreintes, et cette infraction avait été une des causes de la courte durée de son gouvernement.

Famille et ses vers. Il a pris cela un peu trop comme choses à lui dues. Grand orgueil, évidemment. C'est son droit, d'ailleurs, car il a un bien grand talent. Jamais il n'y eut pareils débuts.

5 *mars*. — Renan délicieux dans son impitoyable bienveillance. A côté de lui une jeune femme assez jolie ; elle parle du *Monde où l'on s'ennuie* et s'adressant à Renan :

— Quelle délicieuse comédie, n'est-ce pas, monsieur Renan ?

— Tout à fait délicieuse.

— Si originale ! si spirituelle !

— Oh ! oui, madame...

— Je l'ai vue quatre fois, et vous, monsieur Renan ?

— Moi, je ne l'ai pas vue...

— Pas vue ? dit la jeune femme interloquée.

Renan toujours souriant, aucunement troublé.

— Pas vue ! Alors, vous l'avez lue ?

— Non, je ne l'ai pas lue.

— Mais vous disiez comme moi...

— Oh ! madame Renan a causé avec une de ses amies qui l'avait vue, et d'après ce qu'on lui a dit, je me figure très bien...

Diné avec O'Connor, le bien fin et bien spirituel secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris (1).

Après le dîner, il a parlé de Mme Gauthereau, *la beauté républicaine*.

— Oh ! dit-il, cette Mme Gauthereau, j'ai été le premier à la découvrir dans les bals, — comment dites-vous ? officiels, oui, officiels. Vous savez, il n'y a pas beaucoup de jolies femmes dans les ministères. Et, celle-là, un soir je la vois, personne ne faisait attention à elle. Alors, moi, je disais à tous ces messieurs du gouvernement : « Mais vous avez une femme qui est là-bas, qui est tout ce qu'il y a de mieux, c'est *la plus jolie femme antique*. Venez voir. » Et je les amenais voir. Et elle a été longtemps encore avant d'être connue. Et dans le monde qui ne va pas dans les ministères républicains, je disais : « Ils ont

(1) Plus tard ambassadeur.

une très jolie républicaine et ils n'y font pas attention ; c'est la plus jolie tête de Paris. »

— Vous disiez cela à une femme ?

— Oh ! oui, on peut dire cela à une femme, à condition qu'elle ne connaisse pas la personne. Les femmes ne sont jalouses que des femmes qu'elles connaissent et contre qui elles peuvent se cogner dans la vie. Les autres, ça leur est égal, le monde est si grand !

8 *mars*. — Hier soir à dîner (1), Reyer, Degas, Ganderax, Duhesme, Meilhac, Cavé, Straus. Reyer, charmant. Il a déjeuné avec Gambetta il y a quinze jours à Bordighera. Il imite admirablement Gambetta, on croit l'entendre. Gambetta réclamait un gouvernement fort, un gouvernement d'autorité et de répression.

— Oh ! oui, de répression, s'écria Reyer. Ainsi tenez, monsieur le président (on appelle toujours ainsi Gambetta), moi, je voudrais de la peine de mort comme mesure provisoire.

— Je n'en suis pas encore là, s'écria Gambetta, mais j'y arriverai.

LUDOVIC HALÉVY.

(A suivre.)

(1) Chez lui.

CELLE DONT ON SE SOUVIENT

Mrs Brown, un peu à l'écart dans le grand salon de Mrs Greening, ne savait trop ce qui avait été dit autour d'elle. De lourds rideaux de velours la cachaient presque et lorsqu'elle se hasarda à les écarter, afin de mieux voir et de mieux entendre, le mal était fait.

Son hôtesse déclarait d'une voix aimable :

— Nous sommes toutes d'accord, ma chère Mrs Brown; c'est à vous qu'est dévolu l'honneur de recevoir notre illustre conférencière.

— A moi ? s'exclama Rose Brown, et son émoi fut tel que sa voix, généralement douce, prit une note aiguë.

— Et pourquoi pas ? demanda Mrs Greening.

Mrs Brown hésitait encore à répondre lorsqu'un véritable chœur de voix encourageantes lui coupa la parole.

— Oh, oui ! Rose ! — Ma chère amie, vous ne pouvez refuser. — Nulle mieux que vous...

Et cela tandis qu'elle trouvait, elle, mille raisons s'opposant à ce projet. Elle n'avait jamais eu la repartie vive et comme elle demeurait sans mot dire, Clara Greening, la présidente du Comité, qui, elle, avait la parole vive et facile, lui démontra qu'elle ne pouvait refuser un tel honneur.

— Mais bien sûr! Et si vous avez besoin d'aide, nous sommes là, prêtes à vous seconder. Cependant c'est vous qui irez à la gare et qui recevrez Elisa Wales au nom du comité. Vous êtes la seule qui ayez une si jolie chambre

d'amis, Rose. Notre illustre voyageuse ne sera nulle part mieux que chez vous. Et voilà qui est décidé. Il ne nous reste plus qu'à lever la séance.

Et ces dames avaient pris une collation, crèmes glacées, fruits et gâteaux, comme si rien d'important ne s'était passé, en bavardant gaiement de tout et du reste.

Mrs Brown, troublée, avait filé à l'anglaise, affrontant le crépuscule d'hiver, et avait repris d'un pas rapide le chemin de sa maison. Il faisait un froid piquant, mais n'ayant pas appris à conduire l'auto, elle hésitait à demander à son mari de venir la chercher à la fin d'une réunion qui pouvait se prolonger indéfiniment. Ce *Cercle féminin*, dont elle avait accepté de faire partie afin de se distraire un peu, n'avait été organisé que depuis quelques mois. Édouard, son mari, en plaisantait volontiers. Qu'allait-elle faire là ? Était-elle capable de faire une conférence ou de prendre une part active en quoi que ce soit ? Mais ses amies avaient insisté, Clara Greening surtout qui avait une façon aimable de commander et d'obtenir tout ce qu'elle désirait. Et consciencieusement, Mrs Brown avait assisté à toutes les réunions du Cercle dont elle était devenue membre.

Ce qu'elle ne disait pas, c'est qu'elle caressait une idée chère à son cœur : celle d'apprendre ainsi à devenir une femme plus intéressante. Car, pensait-elle humblement, tout en luttant contre le vent froid de nord-est qui la pénétrait jusqu'aux os, elle était ignorante et trop simple. Les gens semblaient toujours éviter de lui parler. Édouard, ses enfants même, s'adressaient rarement à elle d'une façon directe ou alors prenaient le ton qu'on emploie pour parler à un enfant ou à une domestique pas très intelligente.

Édouard avait une si belle situation à la banque et Margaret était si avancée, si sûre d'elle, qu'il lui semblait parfois n'être pas à la hauteur de sa tâche d'épouse et de mère. Elle s'occupait des affaires de sa fille, car celle-ci suivait les cours à l'école supérieure, elle tenait en ordre ses tiroirs, son armoire, faisait mille et une petites choses pour elle. Mais dès qu'il lui fallait converser, discuter avec elle ou avec son mari, elle se trouvait fort embarrassée.

Bobby, lui, aimait encore à lui faire part de ses impressions : « La partie de foot-ball avait été superbe... Il avait

marqué un but... Le capitaine de son équipe l'avait complimenté... »

Perdue dans ses pensées, Rose Brown arrivait chez elle. Elle pénétrait dans le vestibule agréablement chauffé. La maison était calme. Bobby était aux sports de l'école et Margaret ne rentrait que tard ce soir.

— Édouard ! appela-t-elle doucement.

— Ici, répondit-il brièvement.

Pourquoi le nom de son mari était-il ainsi monté à ses lèvres ? Elle n'eût su le dire. Elle entra dans le salon, s'approcha du fauteuil où il lisait et se pencha pour déposer un baiser sur ses beaux cheveux gris.

— Je crois, dit-il du ton dont on annonce les mauvaises nouvelles, que Benton et Latham sont en bien fâcheuse posture.

— Oh ! Pas possible ! s'exclama-t-elle. Un si bon magasin !

— Je n'augure pas bien de leurs affaires, poursuivit Édouard Brown.

— Dommage ! dit-elle encore.

Pouvait-elle à présent parler de la décision du comité ? Elle hésita, puis monta dans sa chambre sans avoir dit mot. Elle se débarrassa de son chapeau, de ses gants, de ses fourrures et, pensive, traversa le corridor, entra dans la chambre d'amis et s'assit dans le fauteuil recouvert de cretonne fleurie. D'un coup d'œil anxieux, elle s'efforça de voir les choses telles qu'Elisa Wales, la romancière célèbre, les verrait.

Sur le parquet ciré,de simples imitations de tapis d'Orient, choisies à cause de leurs couleurs gaies ; voilant les fenêtres, une fine mousseline à gros pois qu'elle avait disposée elle-même l'été dernier. En les cousant, elle s'en souvenait, elle avait murmuré : « Pas cher, assurément, mais si léger et si frais ! » Et, aujourd'hui, cela lui semblait tout à fait insuffisant. Elle poussa un soupir, se leva et quitta la pièce si gaie, si confortable, mais qui n'avait aucun style, elle le reconnaissait.

« Tout ici est gai et confortable, songeait-elle, mais est-ce vraiment ce qui convient à une Elisa Wales ? » Et sur un nouveau soupir, elle noua son petit tablier à volants et se dirigea vers la cuisine afin de préparer le repas du soir. « Serai-je à la hauteur de ma tâche ? Saurai-je recevoir une femme de lettres ? »

Une douleur sourde, familière, hélas ! tirailla son cœur : « Rose Brown, jamais personne n'a envie de causer sérieusement avec toi ! »

Elle était, elle le savait, une de ces femmes avec lesquelles on échange quelques mots au hasard d'une rencontre et qu'on quitte rapidement afin de courir à ses affaires et à ses plaisirs : une femme insignifiante.

En relevant la tête, elle vit se refléter son image dans la fenêtre de la cuisine, véritable miroir contre la nuit noire au dehors. Elle y vit un visage aimable aux joues roses que des cheveux prématurément blanchis entouraient d'une auréole d'argent ; une femme, petite de taille et bien en forme comme elles le sont presque toutes vers la cinquantaine ; une femme très ordinaire en somme et ressemblant à neuf des dix que l'on rencontre un peu partout ; une femme n'ayant rien, pas un trait personnel qui la différencie des autres. Dans sa tête, une pauvre cervelle bien ordinaire aussi.

D'un geste las, Rose Brown baissa le store pour ne plus voir son image et elle s'empressa de mettre les pommes au four. Elle n'avait jamais été nulle part, elle n'avait jamais rien vu, ni rien fait !

La porte d'entrée s'ouvrit brusquement, un courant d'air s'engouffra jusque dans la cuisine, tandis qu'une voix joyeuse s'écriait :

— Je meurs de faim !

— Ferme la porte !

La voix d'Édouard s'éleva au diapason de celle de son fils.

— Et viens ramasser les papiers qui se sont envolés.

— Dès que Margaret sera arrivée, nous nous mettrons à table.

— Oh ! là là ! Et moi qui meurs de faim, pleurnicha le jeune garçon.

— Elle sera ici dans une demi-heure, dit calmement Mrs Brown.

Et elle sourit, oubliant pour l'instant Elisa Wales et le *Cercle féminin*.

CEPENDANT Elisa Wales ne pouvait être longtemps oubliée. Le jour de la réception au Cercle approchait et Clara Greening s'affairait, s'agitait, pensait à tout. Le matin même

de l'arrivée de la romancière, elle était chez Rose Brown. Ses yeux eurent vite fait le tour du salon.

— Tout est-il prêt ? demanda-t-elle.

— Tout, répondit Mrs Brown.

La maison était en effet impeccable, les meringues et le gâteau au chocolat étaient faits ; Laura, la femme de ménage, serait à la cuisine et servirait à table.

Chacun des membres de la famille s'intéressait à la visite de la femme de lettres. Édouard, moqueur en apparence, était tout aussi impatient que les autres de rencontrer Elisa Wales et fier de la recevoir chez lui. Rose, qui s'en était aperçue, ne disait rien.

— Faudra-t-il s'habiller pour le dîner ? avait-il demandé.

— Ce serait peut-être préférable, d'autant que nous assisterons ensuite à la réception...

— Corvée ! avait-il grommelé. J'espère que tu n'as invité personne à ce dîner ?

— Non, personne. Nous serons en famille, avait-elle répondu, n'osant avouer qu'elle avait songé à inviter quelques amis, mais s'était heurtée à la difficulté de faire un choix sans froisser l'un ou l'autre. D'ailleurs cela eût-il été agréable à Elisa Wales ? Elle avait pensé à Mr Seddick, qui écrivait des poèmes, et à Mrs Seddick...

— Il vaut mieux faire les choses simplement, et puisque Elisa Wales doit faire une conférence dans la soirée, elle préférera sûrement dîner tranquille... — Puis elle avait ajouté : — Il est vrai que je suis bien mal placée pour juger de ce qui peut plaire à une femme de son genre.

— La réception suivra immédiatement la conférence, reprit Clara Greening. Il y aura un grand nombre de gens qui voudront obtenir des autographes, il faudra presser les mouvements...

— Entendu, Clara, dit Rose Brown qui n'avait jamais su imposer sa volonté à personne. « Margaret m'aidera, pensa-t-elle ; Margaret si heureuse à l'idée de voir une femme célèbre. »

Dès qu'elle avait appris la nouvelle, elle s'était écriée :

— Elisa Wales ! Ici, chez nous ? — Et son regard inquiet avait fait le tour du salon. — Il faudrait vraiment faire recouvrir les meubles.

— Pas de bêtises. — Édouard avait pris un ton ferme. —

Ces meubles sont convenables ; Miss Wales fera comme nous, elle s'en contentera.

Rose Brown pensait à tout cela, tandis que Clara Greening donnait des détails. Elle se leva enfin :

— Tout est donc prêt, il ne me reste plus qu'à louer des chaises de supplément à la loge maçonnique...

Sur le quai de la gare, Mrs Brown attendait le train de quatre heures. Son émoi avait fait place au seul souci de savoir ce que penserait d'elle Elisa Wales. Quelle serait son impression en voyant la petite femme rondelette aux cheveux blancs qui l'accueillerait au nom du Cercle féminin et qui allait la recevoir chez elle ? L'œil au guet, elle attendait, bien décidée à ne pas essayer d'entrer en conversation avec la célèbre romancière.

En la voyant descendre du train, elle s'avancerait vers elle : « Miss Wales,... dirait-elle aimablement. Au fait, dirait-elle *Miss* ou *Mrs* ? Elisa Wales était divorcée, femme de lettres, conférencière... Elle se faisait peut-être appeler *Mrs* ? Dans le doute, il serait préférable d'éviter la forme directe. « Voulez-vous avoir la bonté de me suivre..., la voiture nous attend... »

« Je serais bien allé à la gare, avait dit Édouard ; mais c'est trop tôt dans l'après-midi, je ne puis m'absenter... » Rose Brown avait donc décidé que Steve, le jardinier, l'homme à tout faire, conduirait l'auto. Et, tout à coup, elle pensa au porteur pour les bagages. Justement il venait vers elle, traînant le pas sous le poids d'une malle.

— Jim. Je rencontre quelqu'un au train de quatre heures ; j'ai besoin de vous.

Et elle lui glissa dans la main un bon pourboire.

— Entendu, Mrs Brown, répondit l'homme de peine et si aimablement qu'elle le dévisagea, une inquiétude dans les yeux.

« Jim n'était-il légèrement ivre ? Mais non... non... Tout irait bien. »

Oui, tout irait bien, mais de quoi parlerait-elle, une fois dans la voiture ? Il n'y avait que dix minutes de trajet entre la gare et la maison, mais que dire à Elisa Wales durant ce parcours qui lui semblait d'avance interminable ? Mieux

valait n'y pas songer. D'ailleurs avait-elle jamais *su* penser?

Dans ses gants de peau bruns, elle sentit les paumes de ses mains humides et pas une idée ne lui venait à l'esprit.

La locomotive, avec un coup de sifflet strident, apparut au tournant de la colline. Rose Brown, fascinée, regarda s'approcher le train. Qu'allait-elle faire si plusieurs voyageuses descendaient sur le quai de la gare ? Comment reconnaîtrait-elle Elisa Wales ? Terrifiée, elle essaya de se souvenir d'une photo dans un journal... Rien, sauf un profil !...

— Pourvu qu'elle seule descende ici, murmura-t-elle pour se donner du courage.

Personne d'autre, en effet, ne descendit du train. Mrs Brown vit une grande jeune femme vêtue de tweed, dont les traits lui semblaient vaguement familiers...

— Elisa Wales ? murmura-t-elle, tandis que ses joues s'empourpraient et que machinalement elle tendait la main.

— Mais oui. Êtes-vous ici à ma rencontre ? dit une voix grave et musicale où vibrait une pointe de vivacité.

— Le Cercle féminin..., balbutia Rose Brown.

Elle n'avait pas imaginé que la femme de lettres pût être si grande, si jeune. Elle se sentait, par comparaison, plus petite et plus ronde que jamais. « Trêve à ces réflexions personnelles », pensa-t-elle ; et, tout haut :

— Voulez-vous me suivre... La voiture...

La phrase, préparée d'avance, montait naturellement à ses lèvres.

— C'est cela. Montrez-moi le chemin, dit la voix grave et douce.

Quelques secondes encore, elles seraient dans l'auto. Que dirait-elle, grand Dieu ! Rose Brown sentait sa langue s'empâter dans sa bouche, tandis que, d'un pas rapide, elle traversait la petite gare.

Steve, qui les guettait, fit avancer l'auto au bord du trottoir. Que n'avait-elle songé à surveiller la tenue de ce brave homme ? Il avait un jersey de laine gris, pas de veston... Rose Brown eut un regard inquiet vers la voyageuse, qui ne s'apercevait évidemment pas de ce détail.

Elisa Wales, qui se pliait en deux pour entrer dans l'auto, dit alors en riant :

— Il m'est souvent arrivé de me cogner la tête. Et je

dois prendre garde, car mon cerveau : c'est mon gagne-pain !

Mrs Brown se mit à rire, elle aussi, et Steve claqua la portière.

— A la maison, Mrs Brown ? s'enquit-il.

— Mais bien sûr, Steve.

— Ah ! c'est que vous ne me l'aviez pas dit, répliqua-t-il familièrement.

Rose Brown regarda Elisa Wales du coin de l'œil. Celle-ci, carrément adossée aux coussins de la voiture, semblait intéressée par les vieilles maisons proches de la gare. « Que vais-je lui dire, maintenant ? pensa-t-elle, sans pouvoir trouver une parole. Clara Greening, à ma place, ne serait guère embarrassée, elle eût déjà trouvé mille questions intelligentes. »

— Vous arrive-t il souvent de faire des conférences, Miss... Miss Wales ? commença-t-elle en hésitant.

— Oh ! je n'en fais pas plus qu'il n'est indispensable, répondit vivement la jeune femme.

— Cela ne vous plaît-il pas ?

— J'en ai horreur.

— Alors... pourquoi ? commença Mrs Brown, qui s'enhardissait un peu et qui voyait filer la route avec un certain soulagement.

— J'ai un enfant infirme...

— Oh ! Quel malheur ! s'écria Rose Brown, émue. Je regrette, croyez-le...

Mais Elisa Wales ne disait plus rien. Elle aussi regardait filer le paysage et il semblait que ses lèvres fermées brusquement ne s'ouvriraient plus. On ne voyait plus que son profil...

Et Mrs Brown, attristée, garda le silence jusqu'à ce que le but de la course fût atteint. Steve ouvrit la portière avec un grand salut empressé.

— Je vous serais obligé, Mrs Brown, de vouloir bien me régler tout de suite. Je...

Ennuyée de faire attendre sa visiteuse, Rose Brown n'arrivait pas à trouver dans son sac la demi-couronne ; dès qu'elle l'eut remise au pseudo-chauffeur, celui-ci s'en alla si rapidement qu'il en oublia les valises.

— Mon Dieu ! s'exclama-t-elle.

Mais Elisa Wales en avait déjà pris une, et Bob, qui accourait, sauva la situation.

— Hello ! s'écria-t-il, — et d'un tour de main il s'empara de la plus lourde. — Laissez-moi faire, je vous en prie !

— Mais je puis...

— Laissez, vous dis-je, cela me regarde.

Le ton autoritaire amusa la jeune femme qui se tourna vers son hôtesse :

— Est-ce ainsi qu'on vous commande et qu'on vous bouscule ? dit-elle.

Et, pour la première fois depuis son arrivée, ses yeux étaient brillants.

— Je crains d'avoir bien mal élevé mes enfants.

— *Mes* enfants ? questionna Elisa.

— Oui. Margaret et Robert.

— Et votre fille a également ce ton autoritaire quand elle vous parle ?

Elisa montait lentement l'escalier qui menait à sa chambre.

— Souvent, oui, admit Rose Brown, comme si elle était à confesse. Je ne suis pas assez ferme avec eux, voyez-vous. Incapable... Mais voici votre chambre.

— Oh ! dit Elisa, qui se laissa tomber dans le grand fauteuil recouvert de cretonne et qui ferma les yeux.

— Et voilà les bagages, dit Bob qui entrait. A quelle heure allons-nous dîner, Mum ? ajouta-t-il à mi-voix.

— Quand... quand Miss Wales sera un peu reposée, dit la mère. Va, maintenant, et descends doucement.

Mais Elisa avait ouvert les yeux :

— A quelle heure voulez-vous dîner, ami Bob ?

— Oh ! cela n'a pas d'importance, dit le jeune garçon en riant. Seulement, je devais aller à une réunion avec des camarades... A présent, je crois bien que...

— Se pourrait-il que vous songiez à assister à une conférence ? s'écria-t-elle, amusée.

— Et pourquoi pas ? riposta Bobby sérieusement.

Elisa se mit à rire.

— En ce cas, nous dînerons de bonne heure. — Et se tournant vers Mrs Brown : — Sept heures ?

— Vous appelez ça de bonne heure ? s'exclama Bob.

— Six heures et demie ?

— Entendu ! dit Bob.

Et il dégringola l'escalier en sifflant joyeusement.

Elisa Wales sourit et referma les yeux.

— Il me semble que je pourrais dormir ! murmura-t-elle.

Sans un mot, sans bruit, Mrs Brown tira les rideaux.

— Je vous appellerai à temps pour le dîner, dit-elle d'une voix douce.

Sans ouvrir les yeux, Elisa Wales sourit, et à mi-voix :

— J'ai l'impression de ne m'être pas reposée depuis des années ! dit-elle.

En bas, seule dans son salon, Rose Brown prit son ouvrage : une blouse au tricot pour Margaret. Si quelqu'un lui avait prédit, quelques jours auparavant, que la célèbre romancière, Elisa Wales, une femme déjà bien connue et que chacun se disputait, viendrait chez elle, monterait droit dans sa chambre, et s'endormirait comme une enfant fatiguée dans un grand fauteuil, elle ne l'aurait pu croire.

Tout en faisant cliqueter ses aiguilles, Mrs Brown regardait par la baie vitrée le jardin dépouillé par l'hiver. Lui était-il possible d'imaginer ce que pouvait être la vie d'une Elisa Wales ?... Les États-Unis, Londres, un divorce. Ses photographies, et toujours de profil, dans les journaux, ses livres étranges que les gens discutaient âprement... Non, elle ne pouvait se rendre compte de ce qu'était la vie de la femme qui reposait en ce moment dans sa maison. Édouard et Margaret n'allaient pas tarder à rentrer. « Dois-je m'habiller pour dîner ? avait encore demandé Édouard, après le déjeuner. — Mais bien sûr, avait vivement répondu Margaret. Elisa Wales doit y tenir. »

« Elle ne doit pas s'y attendre », pensait maintenant Rose Brown dont les doigts s'activaient. Tout à coup, elle tendit l'oreille. Là-haut quelqu'un allait et venait, chantonnant d'une voix grave. Elisa Wales était éveillée. Rose Brown eut un moment d'alarme ; elle regarda la pendule. Il n'était que cinq heures et demie : « Une heure entière de loisir, et rien à faire, puisque Laura est à la cuisine. Pourvu que Miss Wales ait l'idée de descendre... »

Et c'est ce qui arriva. La porte s'ouvrit doucement et Elisa Wales entra. Sa jupe de tweed brun, sa blouse orange faisaient ressortir ses yeux sombres et ses cheveux châtains, presque roux, un peu dérangés par le petit somme dans un

bon fauteuil. Rose Brown, les mains et les genoux encombrés par son tricot, se leva précipitamment :

— Voulez-vous vous asseoir... je vous en prie !

Et une balle de laine roula sur le parquet, loin d'elle. Elisa fit un long pas de côté, souple et vif.

— Je l'ai, dit-elle. Mais reprenez votre place, Mrs Brown. Il ne faut pas vous lever parce que j'entre dans votre salon.

Et, comme son hôtesse obéissait sans se faire prier, elle choisit une berceuse ancienne, basse et confortable :

— Voilà des années que je n'ai vu une de ces délicieuses berceuses, dit-elle avec un sourire ravi.

— Vous n'avez pas dormi bien longtemps ?

— Et je m'en félicite, dit Elisa. J'ai dormi profondément durant quelques minutes, et soudain j'ai senti l'appel de cette maison, j'ai senti le désir d'y vivre le plus possible durant mon court séjour.

— Dans cette maison ? répéta Mrs Brown dont les sourcils relevés exprimaient la surprise.

— Oui... J'en voudrais une semblable, où chacun a sa place, le père, la mère, les enfants.

Elle se balançait doucement, en parlant, et fredonnait au rythme de son bercement, comme si elle eût endormi un tout-petit : « Le père, la mère, les enfants !... »

Rose Brown l'écouta un moment, embarrassée, n'osant rompre le charme ; puis, soudain, elle demanda timidement :

— N'avez-vous donc personne ?

— Personne : je vis seule, dit Élisa en fermant les paupières, car mon enfant est dans un sanatorium... Un incurable...

— Oh ! Dieu ! murmura Mrs Brown, qui eût voulu pouvoir trouver autre chose à dire et poser des questions.

— Je devine vos pensées, reprit Élisa en ouvrant les yeux. Je devine la question qui est sur vos lèvres et que vous n'osez exprimer : « Pourquoi, alors, avez-vous divorcé ? »

— Comment pouvez-vous si bien deviner ?... balbutia Rose Brown dont le doux visage s'empourprait comme si elle se fût sentie coupable d'une grave indiscrétion.

— Parce que j'ai des antennes, dit la romancière en souriant. Et aussi parce que je reçois tant de lettres de femmes qui vivent dans de chères petites maisons comme celle-ci, de femmes mariées et qui ne pourraient songer à se séparer de

leur mari, de femmes dont les enfants sont bien portants et actifs comme votre Bob. Et toutes me disent la même chose, combien il est regrettable qu'une personne de mon genre, célèbre..., — mais, dites-moi, Mrs Brown, qu'est-ce donc que la célébrité ? — soit divorcée ? Et combien déplorable, étant donné mes succès..., — là encore, je vous le demande, qu'est-ce que le succès, Mrs Brown ? — est l'exemple que je donne !... Est-ce le succès qui m'a fait tourner la tête et qui m'a poussé à quitter mon mari ? Vous savez comme moi tout ce que disent ces femmes qui mettent ma loyauté et mon honneur sur le tapis, alors qu'elles ne savent, en somme, rien de moi.

— Oui, en effet, avoua Mrs Brown, qui avait de plus en plus l'impression d'être indiscrète et coupable.

Que n'avait-elle entendu dire au moment de ce divorce sensationnel ! Combien de femmes avaient déclaré qu'elles ne liraient plus les livres d'Elisa Wales ?

— Voulez-vous savoir pourquoi j'ai divorcé ? demanda doucement la jeune romancière.

— Comment pouvez-vous si bien deviner ce que je pense ? répéta Mrs Brown troublée et qui laissa tomber son tricot sur ses genoux. Je n'aurais jamais osé vous demander ?...

— Cela aussi, je le sens, dit Elisa, qui allongeait ses longues jambes fines et qui les croisait tout comme le faisait Margaret. Je sens ce que pensent les gens, et c'est pour cette raison sans doute que j'éprouve le besoin d'écrire, de les faire vivre et parler dans mes livres. C'est pour cela aussi que j'ai divorcé : j'ai senti que mon mari ne tenait plus à moi.

— Voilà ce que je ne puis croire ! s'écria Rose Brown. Vous êtes si belle, si...

— Il ne tenait plus à moi, répéta la romancière, très simplement. Il est de ceux qui veulent tout de leur compagne, qui la veulent bien à eux. Or, il y a toujours une partie de moi-même qui s'isole volontiers pour penser, pour travailler, une partie de mon cerveau qui court à l'aventure, qui s'échappe sans que j'y puisse rien... Et cela, il ne put le supporter.

— Dire que j'ai toujours regretté de ne pouvoir rien faire d'autre que tenir la maison et m'occuper de ma famille, — murmura Rose Brown comme se parlant à elle-même, —

regretté de ne pas contribuer à quelque grand œuvre... Je vous ai enviée !

Et elle leva un regard solennel vers la jeune femme assise en face d'elle.

— Quel est le prénom de votre mari ? demanda Elisa Wales avec un sourire qui découvrait ses dents éclatantes.

— Édouard, dit Mrs Brown, — et elle pensa : « Pourquoi ne peut-on s'empêcher de répondre immédiatement aux questions qu'elle vous pose ? »

— Édouard est-il heureux, satisfait ?

— Et pourquoi ne le serait-il pas ? répliqua vivement Mrs Brown. Je veille à tous ses besoins, je ne vis que pour lui et pour mes enfants !

— C'est là tellement plus que ce que je pus faire pour mon mari, dit Élisa. Si bien qu'un jour vint où il m'annonça qu'il désirait une autre femme, une compagne qui ne penserait qu'à son bonheur, à son bien-être. Il eût été bien égoïste de ma part de le retenir. J'ai pleuré, oui, souvent pleuré, et pendant de longs mois ; puis j'ai travaillé, beaucoup travaillé. Un sanatorium, cela coûte si cher...

— Et moi qui croyais que vous viviez dans le luxe et les amusements, que vous aviez...

Rose Brown ouvrait de grands yeux :

— J'ai un tout petit appartement, trois pièces, et je m'y confine pour écrire.

— Ne vous aide-t-il pas ?

— Non. Et vous ne pouvez le blâmer. Je n'ai pas été pour lui une bonne épouse... Ma tête est toujours pleine d'histoires, il me faut les mettre sur le papier. Je ne crois pas que les hommes aiment beaucoup avoir une femme qui ne sait qu'écrire. Et ils l'aiment encore moins lorsqu'elle arrive à ce que vous appelez le succès. Vous savez ce que cela comporte : les reporters qui réclament des interviews, les gens qui vous écrivent, qui vous entourent... La vie avec une telle épouse est difficile pour un homme. Je le comprends, mais je ne puis cesser d'écrire. De plus, j'ai à cœur de travailler pour mon enfant... Jusqu'ici, nous n'avions pu...

Mrs Brown avait ouvert la bouche comme pour dire un mot, puis l'avait refermée : Margaret venait de traverser le jardin en courant et entrait dans la maison, dans le salon :

— Maman !... Oh ! fit-elle aussitôt et sur un ton d'excuse.

Rose Brown se sentit presque gênée de présenter sa belle grande fille, si saine, si droite.

— Voici Margaret, dit-elle à la jeune mère qui vivait seule.

— Margaret, répéta Elisa Wales.

— Je suis si heureuse de vous rencontrer ! s'écria la jeune fille. J'ai des tas de choses à vous demander. Je veux, moi aussi, écrire, un jour...

— Est-ce là un désir impérieux ? dit Elisa avec une pointe d'anxiété dans la voix.

— Je ne suis pas de celles qui ne pensent à être heureuses qu'en se mariant, dit la jeune Margaret en hochant de la tête.

— Et pourtant, c'est souvent en cela que réside le bonheur !

La jeune fille ne semblait pas convaincue, mais, avant qu'elle n'ait pu parler de nouveau, on entendit Édouard, qui entrait et dit d'une voix assez forte :

— Il commence à pleuvoir !

— Les voilà qui reviennent l'un après l'autre à la maison, dit Elisa à mi-voix en se penchant vers son hôtesse. Quelle animation, quelle joie pour vous ! Ah ! combien de fois il m'est arrivé de songer à ces retours quotidiens au foyer ! J'imaginais les miens revenant vers moi, à la nuit tombante. J'imaginais... tandis que pour vous c'est la réalité !

Édouard s'arrêta sur le seuil du salon.

— Miss Wales ? dit-il, en prenant la main qui lui était tendue.

Et il se tourna vers sa femme, une question dans le regard.

— Oui, Édouard. Miss Wales..., dit Rose.

— Et je crois bien que c'est moi qui avais raison, fit-il légèrement taquin : on ne s'habille pas pour le dîner.

— Ah ! non, par exemple ! dit vivement Elisa Wales.

Et elle accorda au nouveau venu un sourire enchanteur.

— Vous n'êtes pas du tout, mais pas du tout, ainsi que je l'avais imaginé ! s'écria Margaret en s'allongeant aux pieds de la romancière.

— Et quelle idée vous faisiez-vous de moi ?

Margaret hocha la tête :

— Je n'avais jamais vu quelqu'un de célèbre.

— Je vais vous dire une chose, petite fille, dit Elisa d'un ton enjoué. La célébrité, cela n'existe pas lorsqu'on est chez soi, seule, le soir, et qu'on n'attend personne...

— Mais tout le monde veut vous voir, réclame votre autographe, se réjouit de vous rencontrer...

Elle hocha la tête :

— Le public ? Croyez-vous que le public puisse vous réconforter lorsque vous êtes triste ? Vient-il vous serrer sur son cœur lorsque vous êtes seule ? Peut-il remplacer le mari qui rentre au logis en annonçant gaiement qu'il commence à pleuvoir ? — Elle jeta un coup d'œil amusé à Édouard. — Le public ne vous donne pas un foyer, des enfants... Il ne veut souvent pas de vos œuvres, si celles-ci sont tristes et vraies. Le public se détourne de vous, si vous ne l'amusez pas, et va vers celui qui est prêt à tout pour devenir célèbre. Le public... — elle leva sa main fine et fit claquer ses doigts, — ne vaut pas cela !

— La célébrité ne vous donne-t-elle aucune satisfaction ? interrogea Margaret dont la voix tremblait.

— Oui. Elle me donne de l'argent pour les factures du sanatorium, pour le pain et le beurre quotidien. Oui ! et j'ai de longues heures où, en vivant de la vie de ceux que je mets dans mes romans et en travaillant je trouve l'oubli de tous mes soucis... C'est là à peu près tout.

Mais quelqu'un sifflait dans l'allée du jardin. Bientôt la voix claire de Bob rompit le silence qui était tombé dans le salon. Le visage éclairé de plaisir, comme celui d'un enfant, Elisa se leva d'un bond.

— Il ne m'était pas arrivé depuis longtemps de passer un si bon moment ! s'écria-t-elle. Quand allons-nous dîner ?... J'ai une faim !

— Et moi aussi ! cria Bob qui apparaissait à la porte.

DURANT la conférence, Rose Brown, mêlée à la foule, sentit qu'elle n'était plus qu'un visage parmi tant d'autres, tous levés vers Elisa Wales, qui déversait sur eux le charme de son sourire brillant.

Était-ce bien la même femme qui, une heure ou deux plus tôt, avait causé dans le salon, avait aidé à mettre la table, plaisanté avec Laura, la bonne, avec Bob, qui avait amusé

chacun de ses vives reparties, qui s'était écriée avec une consternation comique : « Bon, voila que j'ai oublié le beurre sur la table de la cuisine ! »...

Elisa Wales grande, un peu hautaine, très élégante dans sa robe unie de satin blanc, grave, tandis qu'elle parlait de l'influence russe sur la littérature américaine, lui semblait une tout autre personne dont elle ne comprenait plus le langage.

Elle se félicita de n'avoir pas eu à discuter semblables questions avec sa visiteuse, car alors elle eût dû se contenter de phrases toutes faites, d'exclamations qui l'eussent fait paraître plus sotte encore qu'elle ne l'était en réalité.

— En juin dernier, quand j'étais à Moscou, disait la conférencière...

« Moscou ! Dire qu'elle avait visité tant de pays étrangers ! pensa Rose Brown, sans écouter le reste. Qui l'eût dit voilà une heure, alors qu'elle me parlait de sa solitude, de ses soucis ? Vraiment, la vie est bizarre ! En un éclair, comme si une porte s'entr'ouvrait, on voit jusqu'au tréfonds d'une âme qu'on avait cru connaître. La lueur s'éteint, la porte se referme, mais le souvenir de ce qu'il vous a été donné d'entrevoir demeure. »

La conférence achevée, Elisa Wales se trouva entourée sur l'estrade, complimentée par une foule d'admirateurs empressés. Rose Brown demeurait à l'écart, elle n'avait plus envie d'assister à la réception qui allait suivre. Elle se sentait intimidée de nouveau par la romancière en vogue. Que pourrait-elle dire maintenant à Elisa Wales ?

Édouard hésitait :

— Nous pourrions au moins la saluer...

— Non, dit doucement Rose Brown. Je n'étais chargée en somme que de l'accueillir au débarcadère...

— C'est une femme chic ! dit Bob, soudain pensif. J'ai pu comprendre et suivre tout ce qu'elle a dit. Il y a quelque chose en elle qui...

— Elle est parfaite, interposa Margaret. Je ne l'oublierai jamais.

ÉDOUARD se tournait et se retournait dans son lit.

— Qu'y a-t-il ? demanda Rose doucement.

— Je ne puis fermer l'œil. J'ai dû trop manger ce soir. —

Puis, après un moment de silence : — Elle n'a pas du tout le genre de ces femmes qui divorcent, n'est-ce pas, Rose ?

— Non.

— Elisa Wales est charmante, en vérité... Je ne puis croire qu'elle soit une femme légère...

— Elle n'est pas une femme légère, affirma Rose.

— Qu'en sais-tu ?

— Avant de juger, il faudrait connaître les raisons profondes qui ont suscité des actions que chacun est porté à critiquer. Il n'est pas toujours facile ou permis de lire au fond des âmes... — Et, après un instant de réflexion et de silence : — Le cœur humain fait ce qu'il doit ! ajouta-t-elle.

Et, sur ses lèvres, ces mots semblaient être l'essence de sa propre vie.

— Tu as raison, Rose, dit Édouard avec un soupir.

« Oui, pensa-t-elle, pour une fois. Et si quelqu'un me parle d'Elisa Wales de manière désobligeante, — comme Emmeline Branch, par exemple, qui, lorsque les journaux publièrent la nouvelle du divorce de la romancière, s'était écriée : « Je n'ai que faire d'une femme comme celle-là ! » — je leur servirai cette phrase : *Le cœur humain fait ce qu'il doit !* »

Et elle se mit à songer à la jeune femme qui, dans l'express, filait en ce moment vers une autre ville afin de parler demain à un nouvel océan de visages tendus qui ne perdraient pas un mot de sa conférence. Elle se mit à penser à Elisa Wales que tout le monde croyait si bien connaître.

Pour elle, une porte s'était ouverte, puis refermée ; ce qu'elle avait vu, elle ne pourrait plus l'oublier.

Et bientôt Rose Brown s'endormit dans sa maison ordonnée et calme où reposaient aussi les trois êtres qui lui étaient chers.

PEARL S. BUCK.

Texte français de Andrée Salomon Lefevre.

LES CHALUTIERS ET LA CRISE DE LA PÊCHE

La crise générale dont souffrent l'industrie et le commerce français est la somme de cent malaises. Certains de ceux-ci paraissant demander des soins plus urgents ont retenu tout d'abord l'attention des économistes. On s'étonne que d'autres, comme celui dont souffre la pêche, surtout la grande pêche au chalut, n'aient pas figuré au premier rang des préoccupations de ces médecins de notre activité. Et pourtant en un pays comme le nôtre, dont les côtes immenses devraient en principe donner à vivre à tout un peuple de marins, le malaise que nous allons essayer de définir constitue un problème de première importance.

L'armement à la pêche, aujourd'hui, est menacé de mort. Beaucoup de chalutiers ne sortent plus ; des ports jadis florissants végètent ; des familles sont dans la misère. La dévaluation du franc, les charges d'exploitation, les réglementations arbitraires ont contribué au désastre. Sait-on que les charges d'exploitation ont atteint des proportions telles que les armateurs sont matériellement empêchés de poursuivre leur exploitation dans les conditions actuelles et se voient, pour la plupart, condamnés à succomber sous le poids des augmentations de tout genre ? Le charbon, qui valait à quai 90 francs la tonne en juin 1936 vaut 205 francs (au cours de la livre à 130 francs) ; le gaz-oil, coté 275 francs, est vendu 600 francs la tonne ; le cordage manille est passé de 5 francs le kilo à 8 francs 60 le kilo au 1er juin 1937 ; les câbles d'acier, de 4 francs le kilo à 6 francs ; les cuirs de chalut de 225 francs à 385 francs pièce... On pourrait multiplier les exemples

à l'infini. Aucun armateur ne peut envisager le rétablissement de l'équilibre de son exploitation, tant que la situation économique ne sera pas stabilisée. Il ne peut pas, non plus, continuer à fournir du poisson en perdant tous les jours ce qui lui reste de son avoir ou des capitaux qui lui ont été confiés. Ce n'est pas tout.

Contrairement à l'opinion courante, en effet, les fonds de pêche ne sont pas inépuisables. Il faut aller chercher le poisson de plus en plus loin !

Le repeuplement des fonds est conditionné par la protection des alevins et des immatures. C'est faute de l'application rigoureuse des règlements régissant cette protection que nos fonds de pêche se trouvent aujourd'hui dépeuplés. Ainsi, du petit cotre, qui autrefois partait pour deux ou trois jours, en est-on arrivé au chalutier actuel équipé pour de longs voyages, avec sa glace et ses engins perfectionnés.

Oui, la pêche est dangereusement menacée par le dépeuplement des mers et l'abus qu'on a fait des filets à mailles trop étroites, filets destructeurs, filets interdits, mais abusivement tolérés. C'est un des problèmes qui, aujourd'hui, préoccupent le plus tous ceux qui vivent de la pêche.

***

Avant de m'embarquer à bord d'un chalutier, pour mieux comprendre dans quelle situation matérielle et morale se trouvaient nos pêcheurs, j'avais eu, à ce sujet, une conversation fort intéressante avec l'armateur du navire, qui devait me prendre à son bord, M. Oscar Dahl, un des plus importants armateurs de l'Atlantique. Il a étudié à différentes reprises la question et a soumis dernièrement au *Congrès national des Pêches* un rapport très documenté sur les sujets qui nous intéressent.

— Les tolérances sollicitées par de nombreux parlementaires et malheureusement consenties par nos gouvernants ont abouti à ce résultat navrant que la maille de la poche des filets employés aujourd'hui, par les petits bateaux côtiers notamment, est si réduite que le filet se transforme en sac clos. Là gît tout le mal et il ne faut pas chercher ailleurs la cause de l'appauvrissement des fonds de pêche. Il importe d'insister sur cette vérité : l'économie générale pourrait jouir d'une

prospérité sans pareille que cela ne mettrait pas un poisson de plus au fond de la mer !

Dès 1862, une réglementation fixa la dimension minima des mailles des filets et la limite des eaux en dedans desquelles il était interdit de pêcher. Les autorités maritimes surent l'appliquer avec vigueur pendant plus d'un demi-siècle. Malheureusement, nous l'avons dit, des tolérances furent accordées. La réglementation tomba peu à peu dans l'oubli et les concessions furent chaque jour plus grandes.

Le développement prodigieux des petits bateaux à moteur, favorisé par le crédit maritime mutuel, a beaucoup contribué à aggraver le mal, tous employant des filets à mailles trop étroites. Le Conseil international pour l'exploration de la mer, le Comité central des Armateurs de France, que préside M. de Laurent-Castelet, l'Office scientifique et technique des Pêches, que dirige M. Le Danois, se préoccupent à juste titre de cette question qui met toute une industrie en péril.

— Le remède est simple : c'est le retour à l'ancienne réglementation. Aura-t-on le courage d'y recourir ? Reste à examiner une autre cause importante de la crise. L'organisation défectueuse du marché du poisson. Au lieu de nous appliquer à donner nous-mêmes au problème une solution rationnelle, nous avons préféré laisser à d'autres le soin d'organiser la vente pour leur compte, en dehors et indépendamment de nous.

Dès avant la guerre, nous avions essayé de rendre nos collègues attentifs à tout ce que cette situation avait d'illogique et d'anormal. Mais il nous fut répondu qu'un ancien usage voulait que le rôle de l'armateur fût considéré comme terminé dès que le chalutier était amarré le long du quai !

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que l'intermédiaire, à qui nous avons donné toute liberté de s'installer entre le consommateur et nous, use contre nous des armes que nous avons eu le tort de lui laisser entre les mains ?

Si aujourd'hui la loi de l'offre et de la demande joue constamment contre nous, c'est parce que nous avons négligé, toujours sous l'empire du moindre effort, d'user des moyens de défense que cette loi met à notre disposition.

Si donc nous voulons réorganiser le marché du poisson sur une base rationnelle, il nous faut rompre avec les anciens

errements et nous résoudre au grand effort qui consiste à réaliser par nous-mêmes cette réorganisation, conformément aux principes de la loi de l'offre et de la demande, afin qu'aucun intérêt ne puisse souffrir indûment.

Ainsi, malgré les allocations qui ont été accordées à la pêche par le gouvernement, lors de la menace de désarmement général du mois d'août dernier, la situation continue à être déficitaire. Situation extrêmement grave et qui ne saurait durer. Donc, pour permettre à cette industrie de retrouver une assiette économique indispensable à son relèvement, quatre conditions essentielles doivent être remplies : d'abord, une stabilité économique et financière ; ensuite, une réglementation rigoureuse de la pêche ; une réglementation non moins rigoureuse des apports de poisson s'appliquant à tous les pêcheurs, ainsi que l'exige la loi de l'offre et de la demande ; enfin une réorganisation rationnelle de la vente et de la distribution du poisson.

Dans le domaine psychologique et moral, il ne faudrait pas négliger non plus un élément important de la crise : l'abandon du métier de pêcheur par les jeunes. Rude et dur métier, le métier de marin est de plus en plus délaissé au profit des emplois urbains qui ne nécessitent ni peine ni risques. On préfère à la pêche l'administration. Pour connaître la vie d'un équipage il n'est rien de tel que de se mêler à lui et de partager pendant de longues heures ses souffrances et ses joies, que de recueillir ses propos.

***

Il était environ quatre heures de l'après-midi. L'automne finissant enveloppait d'or les murailles de La Rochelle. La tour Saint-Nicolas et la tour de la Chaîne, dressées à l'entrée du port, gardiennes vigilantes, découpaient leur silhouette de pierre dans un ciel encore tiède. Un long coup de sirène fit s'envoler avec un grand bruit d'ailes des mouettes apeurées.

Nous allions partir.

A bord du *Goulfar*, un chalutier trapu et gris, d'où s'échappait une épaisse fumée, les hommes, — ils étaient seize, — rassemblaient leurs bagages. Des sacs, des paniers bourrés de provisions, des pains comme des meules, des bouteilles. Sur le quai, des femmes et des enfants habitués aux départs, las

d'agiter des mouchoirs, immobiles et muets. Le *Goulfar* lança un dernier jet de fumée, plus épais, plus noir que les précédents, puis, doucement, insensiblement, s'écarta de la terre, comme par surprise.

Nous étions partis. Partis pour dix-sept jours, tout droit devant nous, encore plus loin si possible... Nous allions pêcher, fouiller la mer, labourer l'écume mouvante et hérissée.

Et ils étaient là seize hommes, seize gars solides à contempler leur ville qui fondait sous leurs yeux, avec ses clochers, ses toits usés et rouges, et la tache sombre des arbres devant les maisons blanches. Je les regardais, mes compagnons de route au rude langage, aux bras tatoués, aux visages fouettés par les vents du large. Au poste de commandement, le patron, coiffé d'un étrange chapeau de paille, surveillait la manœuvre. Penché sur la passerelle, les yeux fixés sur le gaillard d'avant, il remplissait déjà sa mission de guide et de chef.

Soudain, dans les entrailles du bateau des coups sourds se firent entendre ; les machines commençaient à battre. Leur rythme régulier devait nous accompagner jusqu'au terme du voyage. C'est la chanson monotone du bord qui berce les marins par les nuits tranquilles. Mais quels visages ont les chefs d'orchestre de ce concert intérieur et profond ! Mouillés de sueur, barbouillés de charbon, le torse nu, ils alimentent sans cesse les chaudières pour que jamais ne puisse se taire la voix sourde qui entraîne le navire. Trois hommes accomplissent la besogne, à tour de rôle, pendant quatre heures. Quand ils sortent des soutes, brûlés, courbés en deux par l'effort, ils absorbent avec avidité l'air chargé de sel qui gonfle les poitrines et rafraîchit les cœurs.

Comme nous ne devions lancer nos chaluts que le lendemain, à l'heure où le soleil fait chavirer la nuit de l'autre côté du monde, les pêcheurs avaient « quartier libre ». Ils en profitèrent tous pour dormir, pour dormir de longues heures, plaisir qu'ils ne connaîtraient bientôt plus.

Couchés dans de véritables armoires alignées tout autour d'une pièce étroite et sombre, à l'avant du bateau, ils ronflaient. Seul le mousse, un mousse de cinquante et un ans (on ne trouve presque plus, je le signalais à l'instant, de jeunes pour faire ce métier très dur), s'occupait à cuisiner dans une casserole cabossée.

Le reste de l'équipage : chef mécanicien, radiotélégraphiste, premier chauffeur, cuisinier de « l'état-major », s'était réuni à l'arrière, dans la salle à manger-chambre à coucher. On y descend par une véritable échelle. Ce local renferme avec un soin jaloux les parfums les plus subtils et les plus prenants, depuis l'odeur du poisson séché jusqu'à l'aigreur du vin rouge épais, en passant par toutes les senteurs de cordages, de goudron, de relents variés et de savonnette au jasmin. Autour d'une table, mes compagnons buvaient sec et se taillaient dans une roue de pain géante des tartines sur lesquelles ils étendaient du pâté.

Par une lucarne, j'apercevais le ciel qui se drapait de voiles obscurs pour la nuit. Une étoile semblait marcher avec nous et se balancer tout là-haut. Nous étions au large déjà et la mer apaisée ne tremblait même plus. Mais je me demandais non sans quelque appréhension pourquoi le *Goulfar* se dandinait ainsi sur la surface tranquille des eaux, pourquoi il s'acharnait à rouler, quand rien ne l'y obligeait, et je voyais mes amis rire aux éclats en me prédisant d'autres danses et d'autres mouvements que j'aurais la joie d'apprécier sous peu.

J'allai, sous le poste de commandement, petit kiosque vitré, perché en équilibre sur le rouf, m'étendre dans la cabine que je partageais avec le patron. Sur la planche qui m'était destinée, j'eus le temps, avant que d'être emporté par mes rêves marins, de revoir, seul sur l'océan lourd de nuit, notre vaillant chalutier que je trouvai minuscule et bien hardi. Dans le port, à côté des barques de pêche, il m'avait paru très grand, avec ses quarante-trois mètres, ses flancs épais, sa haute cheminée, son pont large et bien lavé, ses cordes, ses filets, ses provisions de glace et de charbon. Maintenant, avec ses feux de position qui clignotaient dans la mâture, ses extrémités plongées dans l'immensité du soir, je le sentais petit et frêle, ballotté, véritable jouet qu'un rien mettrait en péril...

* * *

On comprendra avec quelle curiosité j'attendis que les premières lueurs de l'aube vinssent donner le signal de la pêche.

Un jour laiteux semblait se coller aux hublots embués.

C'est l'heure. Branle-bas général. De la passerelle, où la fraîcheur du matin fouette les mains et les visages, j'assiste aux préparatifs de lancement du chalut. Deux chaluts sont prêts : l'un à bâbord, l'autre à tribord.

Nous ouvrirons la campagne en lançant le filet qui se trouve ficelé contre la lice, à tribord.

— On va virer ! crie le patron dans un cornet de cuivre qui porte ses ordres aux mécaniciens.

Les machines stoppent, et le *Goulfar*, abandonné à lui-même, tourne en rond.

Au loin, des nuages violets montent à l'assaut du ciel. Au milieu du cirque d'eau qui le tient prisonnier, notre chalutier danse gaiement. Des oiseaux blancs au bec jaune volent au-dessus de nous. Il règne un silence qui fait penser à l'éternité.

Un clapotis, une gerbe d'écume, le chalut est à l'eau et flotte, retenu par des boules creuses, en verre.

Tout à coup, un vacarme assourdissant retentit. Un treuil à vapeur, placé sur le pont et sous la passerelle, se met à haleter, avec un bruit de ferraille infernal.

De l'extrémité des ailes du filet partent deux câbles au bout desquels sont attachés deux lourds panneaux de bois. C'est eux que le treuil lance en ce moment au fond des eaux.

Les panneaux, qui divergent l'un de l'autre (il y en a un à l'avant du bateau et l'autre à l'arrière, descendant en même temps), maintiennent écartées les funes de remorque, assurant ainsi une très grande ouverture du filet en largeur (40 à 50 mètres), tandis que l'ouverture en hauteur ou en profondeur (6 à 8 mètres) est assurée au maximum par les flotteurs de verre dont je viens de parler et qui sont placés sur la ralingue supérieure de la gueule du filet.

Puis, quand tout a été englouti par les flots remués, longtemps encore les câbles continuent à descendre.

Le patron, qui connaît exactement quelle est la profondeur où nous sommes grâce à son sondeur qui ne cesse d'ausculter les fonds, donnera un nouveau signal lorsqu'il saura, d'après la longueur de câble filé, que le chalut est arrivé à bout de course. Celui-ci, en effet, armé de solides rouleaux de bois, — les diabolos, — va racler le sol sous-marin. Tout l'art des patrons consiste donc à connaître ces véritables champs de

pêche qu'ils vont explorer, d'un bout à l'autre, pendant vingt-quatre heures, jusqu'à la minute solennelle où sera monté le butin.

La radio, qui existe maintenant sur tous les chalutiers équipés pour de longs voyages, a, entre autres missions, le devoir d'annoncer aux autres chalutiers de la même compagnie que tel ou tel « champ » est plus ou moins « fertile ». Mais tous les patrons ne se comportent pas toujours ainsi et éprouvent un malin plaisir à induire leurs collègues en erreur ! Ils conservent pour eux seuls le bénéfice d'une heureuse découverte.

La radio joue aussi d'autres rôles à bord. Chaque jour, et trois fois dans la journée, on tient au courant l'armateur des résultats de la pêche, de la position du chalutier, des événements du bord. A ce sujet, le patron du *Goulfar* m'a raconté cette incroyable aventure qui prouve à quel point les ondes ont pu, — outre les distractions musicales et divertissantes qu'elles procurent, — apporter de sécurité et de confiance.

Un jour, alors qu'on remontait le chalut, un câble céda et vint, dans un sifflement sinistre, faucher un homme qui ne put éviter le choc. Atteint à la jambe, il perdait abondamment son sang. Le patron, qui a passé un examen médical assez sommaire et qui possède un nécessaire pharmaceutique réglementaire, mais restreint, donne l'ordre à son radiotélégraphiste, — on l'appelle en général « Monsieur le P. T. T. », — d'alerter l'armement et de se mettre immédiatement en rapport avec un médecin de La Rochelle.

Le médecin se fait décrire l'état du blessé et juge nécessaire d'appeler un chirurgien. Ce dernier, après avoir demandé au patron toutes les précisions possibles, déclare que, si l'on ne coupe pas immédiatement la jambe du malheureux, il est perdu. Et, à deux ou trois cents milles de distance, on transmet les instructions de façon telle que l'opération réussit et que le matelot est sauvé...

* * *

Cette histoire, on me la raconte avec beaucoup d'autres, naïves ou effrayantes, pendant les quatre heures de répit que laisse le chalut aux pêcheurs. Mais il ne faudrait pas croire que ces quatre heures soient toujours employées à bavarder ! En

effet, quand on remonte le filet, il faut d'abord trier le poisson, rejeter à l'eau tout ce qui est inutile ou trop petit, vider les bêtes, les mettre en glacière, et réparer, avec une adresse de brodeuse, les mailles déchirées, la poche souvent éventrée par les rochers, les pierres, les épaves englouties. Les quatre heures passent vite à ce rythme, et c'est tout juste, souvent, si l'on a le temps de dîner. Nuit et jour, qu'il pleuve ou qu'il vente, le chalut est tiré à bord toutes les quatre heures par les mains robustes qui amènent à elles la moisson vivante et frénétique qui se débat.

Minute inoubliable que celle où le patron donne l'ordre aux machines de stopper pour faciliter l'opération. Tout le monde s'affaire, se bouscule, revêt les tabliers huileux et les bottes gélatineuses, se penche sur la lice pour apercevoir le filet gonflé, tandis que le treuil à vapeur s'époumone dans son vacarme de ferrailles tordues.

D'une même voix que l'inquiétude d'une pêche nulle a rendue anxieuse, tout l'équipage hurle :

— Il monte, patron ! Il monte !

C'est du fond du chalut qu'il s'agit : boule blanche à la surface des eaux, il est plein. Le coup de filet est bon.

Les panneaux de bois sont les premiers à monter à bord, puis, bientôt, c'est tout le chalut qui, hissé à la main, par les hommes arc-boutés pour ne pas perdre l'équilibre, est déversé à leurs pieds. Un palan hisse la poche pleine au-dessus des parcs à poisson aménagés sur le pont ; un homme tire une corde, le sac s'ouvre, et, pluie d'or, d'argent, de lumière, la capture frémissante tombe lourdement. Il y a des colins, des daurades, des chiens de mer, des coquillages, des blocs de pierre, des algues fines comme des chevelures, des bêtes étranges qui étouffent.

Le tri commence. On jette les poissons dans des paniers et les éventreurs se mettent à la besogne, le couteau à la main. Tout saigne, tout s'agite une dernière fois. Les poissons dorés, les poissons d'argent ne respirent plus. On les descend dans leur caveau de glace et le chalut est relancé pour être relevé dans quatre heures.

Tel est le rythme de la vie à bord d'un chalutier pendant dix-sept jours et dix-sept nuits.

Parfois, du fond de l'horizon, se détache un petit nuage

noir, un de ces petits nuages qui n'ont l'air de rien et qui cependant font hocher la tête au patron.

— Mauvais signe !

On n'y prête pas attention et l'on s'occupe ailleurs. Mais si l'on regarde le ciel quelques instants après, on découvre avec stupeur que le petit nuage noir de rien du tout est devenu un immense rideau d'ombre et de menaces, que les oiseaux se sont rapprochés du bateau, que la mer s'est secouée brusquement et couverte d'écume.

Le *Goulfar*, d'abord doucement, ensuite plus vite, a changé les pas de sa danse. Il roule, il tangue tout à la fois. Des paquets d'eau balayent le pont, inondent tout. On doit se cramponner à la passerelle pour ne pas être emporté par le vent qui s'acharne sur elle. C'est la tempête.

Même pendant la tempête, on relèvera le chalut, on halera les câbles, on éventrera le poisson. Souvent on tombera renversé par une vague plus forte. On ira, titubant sous la rafale, à son poste, comme si la nature n'était pas déchaînée. On aura les mains blessées, le visage ruisselant. Mais on pêchera. On réparera le filet en lambeaux pour que, dans quatre heures, il puisse remplacer celui qui vient d'être lancé.

On ne parlera pas. On mangera vite, entre deux coups de mer. On veillera le soir, sans dormir un instant. Finies les plaisanteries, les tapes amicales, les gros rires. La mer est là qui guette les hommes et attend leurs fautes.

Mais on aura tout de même le droit de songer aux matins remplis de lumière et de chants, aux nuits semées d'étoiles, à ces espaces infinis qui mettent des morceaux de rêve dans l'âme de tous les marins.

L. GABRIEL-ROBINET.

SPECTACLES

POTIERS ET IMAGIERS DE FRANCE

C'est là une exposition charmante, organisée par le Musée national des Arts et Traditions populaires. M. Georges-Henri Rivière nous affirme que « le principal honneur de cette manifestation revient à P.-L. Duchartre, folkloriste éminent ». Il l'associe à l'œuvre qu'il a entreprise au Trocadéro, avec la précieuse assistance d'André Varagnac et d'une jeune équipe de collaborateurs enthousiastes. Il faudrait citer aussi MM. Ferdinand Dastarac et René Saulnier, — grand spécialiste de l'imagerie, — et beaucoup d'autres noms, car nombreux sont ceux-là qui entourent si utilement les premiers nommés. L'étude de l'imagerie populaire a été depuis de nombreuses années poursuivie par des érudits variés et des collectionneurs, tandis que celle de la céramique populaire n'a été commencée que depuis peu, ces poteries et faïences communes n'ayant pas été appréciées par les amateurs. Elles sont pourtant pittoresques de formes et de couleurs, offrant la séduction péremptoire d'objets indispensables à la commodité de la vie humaine, objets auxquels les potiers tâchaient de donner une certaine grâce pour leur attirer l'amitié de ceux-là qui auraient à s'en servir, les embellissant de teintes primitives rappelant les tons du jardin, des arbres ou des animaux domestiques, ou du feu familier.

Une première salle nous présente les origines de la céramique et de l'imagerie et leur évolution. Un fragment de terre, trouvé dans un foyer magdalénien par le comte Bégouën, est estimé, par lui, être le plus ancien fragment de terre cuite trouvé en France. Ce petit débris, pas plus gros

qu'un hanneton, a pour rival d'ancienneté un morceau d'argile découvert dans une cabane néolithique incendiée. Est-ce l'incendie qui, en cuisant l'argile, a donné aux ancêtres l'idée des poteries ? Voici, ensuite, des faïences qui, venant d'Italie, ne furent d'usage courant en France qu'au milieu du XVIII[e] siècle. Décorée d'abord à la main, la faïence finit par l'être par des procédés mécaniques. L'évolution de l'imagerie est, en même temps, évoquée. Nous contemplons une reproduction du plus ancien bois gravé pour l'impression en relief. Puis, voici la gravure sur cuivre, la lithographie coloriée au pinceau, la chromo-lithographie, la carte postale « en couleurs ». Une autre salle est consacrée aux techniques des potiers et imagiers et à la façon dont ceux-ci vendaient leurs œuvres. Le « tour au pied », le procédé du « colombin », etc. nous sont utilement exposés, et nous y prenons intérêt, ainsi qu'aux pièces composant l'atelier de l'imagier xylographe, ces dernières prêtées par MM. Payonne frères, de la fameuse imagerie Pellerin, d'Épinal. Ici, je pense au si beau livre que Lucien Descaves a publié sur les Images d'Épinal. Puis, nous passons aux spécimens classés par distribution géographique, aussi bien de céramiques que d'imageries ; et l'amateur peut contempler longuement les divers mérites des faïences de l'Ile-de-France ou du Beauvaisis, de Bretagne ou des provinces de l'Est. Une vitrine est entièrement consacrée aux soupières dont certaines sont fort belles et d'apparences déjà fort appétissantes. Un gros couvercle, noir comme la suie de la cheminée, est orné d'une belle rose jaune, qui, étant de poterie, ne souffrira pas des relents du chou, du lard et du poireau. D'autres sont de teintes claires et fleuries ; d'autres encore paraissent de vannerie brune et tressée et contiennent un second récipient solide et invisible. Les autres sont couleur de pain cuit et de galette, et celle-ci porte sur son couvercle le portrait d'un joli garçon. Quelques ménagères ont peut-être été amoureuses de ce couvercle... Un « morceau » sur les soupières trouverait ici sa place, avec l'évocation de la table familiale et de maints petits Français auxquels les voix des parents commandaient : « Si tu veux grandir, mange ta soupe !... » Ils ont grandi, ils ont répété le même ordre à leurs enfants et petits-enfants, et ils ont quitté leur table et leur maison pour se mêler à leur vieille

terre. Ils sont morts, tous ces mangeurs de soupe, et, par un caprice des lois de destruction, quelques-unes de leurs soupières ont traversé les années, échappant aux maladresses des générations, et s'offrent ici aux curiosités des visiteurs.

Les autres salles sont très amusantes, car elles ne sont plus didactiques et les objets et images y sont arrangés et groupés selon les thèmes choisis par les potiers et imagiers : la maison et tout ce qui s'y rapporte... métiers, voyages, vin, tabac, réjouissances ; le soldat, le marin ; la naissance, le mariage, la famille, les enfants, la mort, enfin l'histoire et la politique, et la religion. Au hasard de ces classements, divertissons-nous.

Des épis de faîtage nous offrent des personnagees d'un comique séduisant et hilare ; deux d'entre eux, en terre vernissée, ressemblent à M. et Mme Ubu, de célèbre mémoire ; les pots à faire nicher les moineaux, les assiettes, les écuelles ; les bouteilles de grès représentant des personnages, telle celle-là, gros bleu, — de Saint-Vérain, — imitant si drôlement un abbé lisant son bréviaire, nous enchantent. Et voici la terrine à traire les chèvres, et ce vase à long goulot pour nourrir les veaux, d'un gris soyeux et d'une pure forme, rappelant certains objets de Chine ; et ce grand pot à vin tout jaune, au beau couvercle orné de grappes. Que de vastes poissonnières ! Quelles splendides terrines en forme du lièvre dont elles contiendront un pâté, que de vastes plats évoquant Gargantua et Gargamelle ! Que de belles assiettes, pourléchées par le temps qui, s'y étant délecté, leur a épargné la brèche et la fêlure ! De belles faïences du Roussillon nous font déjà penser à celles d'Espagne. Une ravissante petite maison minuscule en poterie noire paraît faite pour abriter des coléoptères frileux. Les « ourdiols », sortes de gourdes, semblent des fruits naturels et singuliers.

Et nous rêvons devant les fontaines, les belles fontaines vertes, vernies, qui ont orné des cours, des vestibules et des jardins que nous ne connaîtrons jamais ; et ce beau masque fait pour rejeter le jet de l'eau en un gargarisme intarissable, et ces arrosoirs dont l'un, d'un orangé bruni, date de 1695 et a rafraîchi les parterres de jadis, ces fleurs aimées des jardiniers du passé, ces corolles qui ont embaumé nos grand-mères

et dont la mode revient depuis quelques années, des contours purs, des parfums sans mélange, et des simplifications exquises. Toute une série de bouteilles à chauffer les lits, de « cruchons », offrent, par ce jour froid, leurs rassurantes rondeurs et leurs panses rebondies. Que me plaît celle-ci en forme de grenouille géante ! Qui n'aimerait l'associer à la tiédeur des songes qu'elle rendrait peut-être fériques ? Enfin, voici des bénitiers, de saintes images à suspendre à la tête du lit, des statuettes de saints, et, pour les enfants, ces « santons » provençaux, personnages qui composent les décors de la crèche ; et puis ces gentils sifflets en forme d'oiseaux... ces trompettes de la Saint-Jean. Enfin, nous aimons ces assiettes où sont différemment traités, selon l'époque, le motif du coq, le motif de la fleur, etc. Il est amusant de voir les transformations du modèle exact selon le goût du jour.

Mais revenons aux images. Elles déroulent, tout au long des murs de ces salles, leur grand « film » en couleurs vives, car elles ont été, pendant ces siècles où le cinéma n'existait pas, le vaste album des grands et des petits. Elles apportaient, dès qu'elles sortaient des mains des imagiers ou « cartiers dominotiers », à leur public innombrable, les « choses vues », des événements politiques, des personnages considérables, des souverains, des criminels et des épisodes de primes, des illustrations de romans célèbres, des « canards » restés synonymes de fausses nouvelles, des actualités, des thèmes littéraires, dont *Paul et Virginie*, *Robinson Crusoé* fournissent maints épisodes colorés souvent fort réussis. Enfin des histoires, sortes de feuilletons par l'image où les textes sont aussi brefs que ceux de certains « films », nous offrent des aventures inénarrables, par exemple celle du marin Alfred ou de la belle Zélie. Là, l'invraisemblance et la cocasserie s'unissent pour présenter des situations d'un intérêt inouï et dont les enfants et parents devaient orner leurs imaginations autant que leurs murs. Je vous recommande Alfred, impeccablement habillé, sa hache d'abordage à la main, présentant ses hommages à une belle personne évanouie, sur le pont de son navire ; cependant, bien qu'il n'ait pas exécuté les ordres donnés, n'ayant suivi que les inspirations de son héroïsme et des circonstances, il est félicité par son chef qui le prie de recevoir le grade de capitaine de vaisseau...

N'oublions pas de mentionner toutes les belles images pieuses : la Sainte Madeleine, le Saint Nicolas, etc., et cet admirable portrait de Louis XV, en orange et bleu, et tous ces charmants papiers de reliures. Notons, parmi les images décoratives, assez rares, l'histoire de sainte Geneviève de Brabant, qui reste jusqu'au Second Empire des plus populaires, depuis celle de Rabier Boulard jusqu'à la gravure de la rue Saint-Jacques. Notons aussi que toutes les images venant d'Orléans, — telle cette Sainte Geneviève de Boulard, ce grand Louis XV, etc., — sont les plus belles, les plus réussies, et des plus séduisantes couleurs. Les thèmes du mariage ont plaisamment inspiré les imagiers : querelles et plaisanteries abondent, et cette dispute de ménage où mari et femme s'arrachent, — la tirant chacun de son côté, — une emblématique culotte, fait rire. Quant à ce « parrain » 1830, qu'il est beau, avec sa chevelure orageuse, ses favoris, sa redingote pincée, et de quel geste tendre il présente une boîte de dragées portant le nom de son filleul !

Le tourisme inspirait aussi les imagiers : saint Christophe, patron des voyageurs, eut un immense succès, et le Juif errant lui fit concurrence. Les éditeurs n'imprimaient pas d'avance le nom de la ville où avait passé le « vieux marcheur » ; et, ainsi, pouvaient-ils écrire : Lyon, Avignon, Marseille ou Limoges, selon les commandes qui leur étaient faites. Ingénieuse réclame ! C'est déjà l'affiche tentante de nos voyages actuels. Et, en remplaçant ou complétant le personnage par une automobile de marque célèbre, un avion de tourisme ou l'indication d'un train plus que rapide, ces amusantes images feraient encore la joie des yeux badauds et l'affaire des industriels.

Puisse le piéton infatigable vous conduire au moins jusqu'aux Arts décoratifs : vous ne regretterez pas ce petit voyage en nos savoureuses provinces.

ERESOINKA. CHŒURS ET DANSES BASQUES

A la Salle Pleyel, une équipe d'artistes basques a donné plusieurs soirées fort intéressantes où alternaient les chants, les danses, et des sketchs ou intermèdes s'inspirant des coutumes locales et dont quelques-uns étaient pittoresques

et réussis. Je n'ai pu assister qu'à un seul spectacle. Le talent et l'effort de ces artistes méritent d'être signalés et applaudis, car, si quelques numéros sont moins bons que les autres, ces derniers sont souvent fort remarquables. Parmi ces tableaux qui rappellent par leur brève intensité les petites scènes qui firent la vogue de *la Chauve-souris*, plusieurs nous plurent ou nous divertirent. *Siri Miri* (c'est le nom de la pluie) est une simple page animée et nocturne de la vie des pêcheurs. Les petites lumières d'un port dans une ombre triste nous montrent d'abord les ivrognes qui quittent les tavernes aux lueurs clignotantes et s'en vont en chantant et titubant, puis le *sereno* criant l'heure et le temps, enfin les pêcheurs de « piballes » qui défilent, armés de leurs filets, et qui chantent et dansent. Ce n'est rien, et c'est très évocateur. *Lau Dantzak* est un petit ballet composé de quatre danses populaires, très vives et très désinvoltes, dansées en costumes de carnaval.

Parmi ces travestissements, le costume du merle et sa danse est très drôle et ingénieux, et le garçon qui gambade au centre de la housse cramoisie du cheval est également comique, ainsi que le « cagoulard », — pardon ! — du *Labourd* et l'*outre*, et les *Pelotaris*. *Le Cœur sans paroles* ou *Bioty Apala* est une aimable pantomine où l'on voit une belle fille refuser successivement l'amour de sept soupirants qui, par leurs habits, leurs figures, leurs façons, incarnent différents métiers et différents caractères, cela très plaisamment et avec beaucoup de verve et d'ironie. La Belle finit par donner son cœur à un beau garçon qui lui plaît. Elle part à son bras, rieuse et contente, cependant que, entre les plis du rideau qui s'entr'ouvre, s'échelonnent les têtes curieuses et dépitées des prétendants évincés. Des airs charmants et gais accompagnent cette parade amoureuse, airs populaires parmi lesquels s'intercale le *Branle de Basque* de Couperin.

Les danses : signalons parmi elles, l'*Aurresku* ou danse seigneuriale des Basques, puis celles que j'ai citées au cours de ces tableaux, l'*Ezpata Dantza* ou danse guerrière, la gracieuse danse de la pomme joliment enlevée par des jeunes filles en courtes jupes. Elles sont charmantes et semblent un groupe de petites Èves ayant réfléchi, après les malheurs du Paradis

terrestre, et décidées à savourer la pomme sans rien offrir à Adam... Les autres danses, exécutées en dehors des tableaux scéniques, se divisent en trois groupes. D'abord, les danses de Biscaye, où nous voyons la danse des épées, très élégamment et virilement exécutée par des danseurs vêtus de blanc et de vert, espadrilles lacées, ceintures à grandes franges, et coiffés d'un béret grenat. Ces costumes sont très jolis et nous regrettons de ne pas admirer plus souvent, au cours de la soirée, ces couleurs, formes et modes régionales. Car les robes des femmes, avec leur longue traîne, semblent découpées dans une gravure désuète, et n'ont, malgré le foulard gracieusement noué sur les cheveux, aucun caractère particulier. Dans la série des danses guipuzcoanes, citons celle des *Cerceaux*, fort bien réglée (*Uztaï dantza*), la danse des sarcloirs, et le frénétique *Belauntxingo* d'un mouvement endiablé. Enfin, parmi les danses de la Navarre, celle qui joint le comique à une sorte de rite magique. L'*Alborada* et le *Fandango*, déjà espagnols ont beaucoup de rythme en leurs élans refrénés et leurs piétinements impatients.

Ce qui surprend au début, ce sont les pas muets de tous ces danseurs. Ils retombent sur le sol et y évoluent avec une souplesse silencieuse plus parfaite encore que celle obtenue par les chaussons des ballerines d'opéra. Ils semblent danser sur un nuage et leur élasticité étouffée a quelque chose de singulier comme s'ils avaient appris fériquement leurs pas sur les neiges ouatées des cimes pyrénéennes ou même sur les nuées qui les environnent.

La partie musicale, exécutée par une chorale de premier ordre, est la plus intéressante et la plus parfaite ; on ne saurait trop l'applaudir. Elle nous a fait entendre des chants religieux ou amoureux d'une originalité très profonde, souvent saisissante. Très peu de ces airs se joignent à la mélodie du joueur de flûte ou *txistularis* qui, sur les trois trous, — oui ! rien que trois, —de leurs *txistus* de buis, d'ébène ou de châtaignier et longs de près de cinquante centimètres arrivent à moduler tous les chants et tous les rythmes de danses populaires. La chorale, hommes et femmes, d'*Eresoinka*, est dirigée par J. de Etxabe, dont le grand manteau noir jeté sur les épaules, est soulevé par le mouvement autoritaire des bras, dont les gestes musicaux ordonnent et guident les chanteurs.

Cette chorale est admirable. Les voix sont belles et pures, des plus graves aux plus aigües, exprimant tour à tour un grand sentiment mélancolique ou une allégresse vivace. Ces mélodies basques sont d'un très grand intérêt, d'une curieuse valeur au point de vue de l'étude des chants populaires et harmonisées par les meilleurs musiciens. La chorale exécute aussi des chansons d'auteurs modernes et projette d'interpréter des auteurs classiques. Elle peut faire tout ce qu'elle veut, car elle révèle déjà une maîtrise accomplie, un ensemble parfaitement discipliné et digne de la plus sympathique attention.

Parmi ces chansons régionales, citons *Boga Boga*, air maritime si frais et nostalgique, adieu aux rives aimées, qui semble se prolonger sur le murmure de la mer ; *Loa Loa*, berceuse ravissante ; des chants de Noël d'une grâce fervente et puérilement rustique, d'une piété naïve ; un magnifique *Christus Factus* à cinq voix mixtes, un adorable *Ave Maria* ; ce dramatique et poignant *Chagrin d'amour* : « Qu'elle est grande la tristesse d'amour !... Maintenant je connais toute son amertume... » Et cet amusant *Akerra, Kusi degu*, histoire d'un bouc diabolique que l'on veut chasser du pré ; et ce *Goïko Meudijan* dont la traduction nous dévoile la grâce stricte qui s'apparente à celle des « haï kaï » japonais. « *La neige recouvre les sommets, les ruisseaux sont gelés. Je suis délivré de toi et mon cœur est satisfait. La neige recouvre les sommets, les ruisseaux sont gelés.* » Enfin, je ne sais plus dans lequel de ces chœurs est jeté le cri national des Basques, un extraordinaire et pointu hurlement, un *Ia, ia, ia, ia*, d'une véhémence aigüe et barbare qu'un chanteur spécial glapit furieusement et qui fait passer en nous un frisson bizarre à la fois d'hilarité et de frayeur.

En résumé, très belles et curieuses séances. Nous souhaitons un prompt retour à Paris à cette troupe très sympathique et, dans l'ensemble, pleine de talent. Il ne faut pas oublier de louer les mérites d'un excellent orchestre qui soutient les élans et les pas des danseurs et qui, très bien dirigé par J. de Gallastegi, nous a joué aussi la bourrée et le rondo basques, tirés d'un ballet que Lully composa au moment du mariage de Louis XIV.

CASINO DE PARIS. LA « FÉERIE DE PARIS » AVEC MISTINGUETT

C'est un titre audacieux et pourtant il est juste. Cette revue est une des plus brillantes. Elle est celle, du meilleur goût « bien parisien », que le Casino ait présentée depuis quelques années. Décors, costumes, jeux de lumière sont réalisés et distribués avec beaucoup d'art... cet art spécial qui préside à ce genre de spectacles et qui ne mérite pas toujours son nom.

Là, presque tout est d'une inspiration heureuse, élégante, somptueuse, — mis à part, bien entendu, les sketches qui ont depuis longtemps renoncé à être spirituels, mais, par leur bêtise même font la joie du public. Belles danses ; *girls* remarquables, danseurs et fantaisistes de haute qualité et, enfin... présidant aux destinées de cette fête colorée, étincelante, l'apparition toujours acclamée de « Miss », de Mme Mistinguett, idole des spectateurs. Elle possède toujours, auprès d'eux, son même prestige, exerçant encore cette sorte de royauté de music-hall que lui gardent sa célébrité, sa voix rauque, mais qui porte, son talent spécial d'une canaillerie conventionnelle, d'une gaminerie caricaturale, d'une sentimentalité populaire, s'opposant aux moments de « tra la la » si j'ose dire, où la pauvre fille danseuse de java en un coin ténébreux de la zone ou des rues éclairées de réverbères vacillants, se transforme en princesse de la scène casquée de plumes mirobolantes et traînant ses satins diamantés sur l'escalier rituel et rutilant. C'est ce double aspect qui fait durable la gloire incontestée de Mistinguett. Elle joue de ce désir de « coup de baguette » qui ne cesse pas de palpiter au fond de l'imagination de ses admiratrices et de ses admirateurs. Et d'ailleurs, ne voit-on pas, à Paris, ces transformations subites de destinées, ces midinettes qui deviennent des patronnes millionnaires, ces petites-mains qui gagnent le gros lot, ces gavroches qui se révèlent Maurice Chevalier ? etc. Le music-hall, illustrant à la fois, toutes les possibilités de réussites, comble d'aise les appétits et les rêves, et celles et ceux qui pleurent, à la grande scène du crime, quand la « p'tite Marie », pauvre « gosse » en tablier à carreaux, qui, d'un coup de revolver « un peu là », tue un bandit et délivre

la brave fille, — Mistinguett — qu'il s'apprêtait à jeter sous un train... horreur, horreur ! — la « p'tite Marie » deviendra peut-être, qui sait ? une « étoile » du théâtre et quittera son sarreau pour un costume éblouissant.

Mistinguett est elle-même. Elle n'essaie pas de faire « la jeune ». Quand elle quitte sa jupe d'arpète ou son tablier et son fichu de servante pauvre, elle porte des robes qui sont de music-hall, mais d'un faste qu'elle peut soutenir. Quand elle doit accomplir certains effets, elle se fait soutenir elle-même, par la troupe de jeunes gens qui l'entoure et la sert. Nous voyons bien, alors, qu'elle est fatiguée, que les ans pèsent sur ses épaules ainsi que la coiffure aux trop hautes plumes pesait à sa tête, mais tant pis ; elle est comme elle est. A la fois grimaçante et souriante, elle est Mistinguett ; elle a la vaillance de son métier, la sincérité de son art. Son rire, ses dents en avant la font bien ressembler par éclairs, sous les projecteurs, à une tête de mort, mais une tête de mort qui est bien de Paris. Aussi, les Parisiens sont-ils contents et les étrangers aussi, puisqu'ils admirent tout ce qui est bien parisien. Elle me fait parfois penser à une poupée, celle-là que les enfants préfèrent à toutes les nouvelles qu'on leur offre : ils aiment mieux la vieille, leur confidente, leur amie, leur faiseuse de rêves ; et ils l'habillent de neuf ou la couvrent de vieux chiffons ; elle reste la reine de leurs jouets et de leurs comédies enfantines.

D'ailleurs, toute cette belle revue fait penser à une vaste exposition de joujoux, perfectionnés au point de paraître vivants. M. Reda Caire, qui mène avec une jolie voix et des langueurs comiques, la plupart des scènes, a toujours l'air d'un pantin de luxe, et cela tout spécialement lorsqu'il est vêtu en hussard. Et les danseurs, si bien articulés qu'ils sont désarticulés, et les *Helena Stars*, si charmantes, si impeccables qu'elles en sont mécaniques, et les danseuses du ballet Skribine et les autres belles dames aux costumes variés ont ces attraits, ces talents disciplinés des mannequins en série, des beautés faites sœurs par l'art. Une des plus jolies manifestations des *Helena Stars*, est au prologue ; habillées en gracieux gardes de Paris, avec leurs bottes bleues, leurs cuirasses diamantées, leurs casques à plumes roses, elles exécutent une sorte de parade militaire.

dont les figurantes en blanc, en bleu, en rouge clair viennent parachever la vision tricolore commencée par les seules *girls* sur le fond d'un rideau ravissant, représentant une vue de Paris. Tous ces rideaux, de dessins ingénieux, suscitant les lignes brillantes ou dorées, sur des fonds de diverses couleurs, des silhouettes de Notre-Dame, de la Tour Eiffel, de la colonne Vendôme, enfin des contours les plus significatifs et des formes les plus illustres de notre cité, sont très beaux et d'une suggestion poétiquement juste. Les *Helena Stars*, le ballet Skribine ne composent pas les seuls moments de danse : les Townsends, couple d'un talent étourdissant, exécutent plusieurs numéros d'une virtuosité vraiment admirable. Ils sont d'une correction, d'une distinction parfaites. Lui est en habit de soirée, elle en robe simple, gracieuse et décente. Et en un accord inouï de grâce, d'agilité, de science acrobatique et de talent rythmique, ils dansent des danses dont j'ignore les noms, sans doute composées par eux, avec un art chorégraphique, un sens de leurs possibilités plastiques, un talent enfin si sûr, si varié, si original que l'on ne peut que les applaudir sans les décrire. Mais, il faut admirer, tout particulièrement, la jeune femme à la souplesse d'écharpe, à la légèreté de sylphe, à la grâce merveilleuse qui semble si fragile et est pourtant d'une sûreté musculaire des plus rares.

Un autre danseur, excellent dans un tout autre genre, est Carlos Machado, grand garçon élégant dont les longues jambes exécutent des pas et des écarts vastes et légers. Il faut le voir, en habit blanc, entouré de six autres danseurs, s'étirant, tout en dansant, dans le décor charmant d'une place Vendôme stylisée et rougissante. La colonne semble, derrière le danseur, vouloir rivaliser avec lui de hauteur et de sveltesse élancée. Peut-être, tout à l'heure, imitatrice et délivrée, dansera-t-elle aussi... Machado est également remarquable dans le numéro intitulé : « *L'or revient à Paris* ». Il porte un habit de soirée tout doré dont les longues basques voltigent au gré de ses pas à la Fred Astaire ; il est accompagné par les *Helena Stars*, toutes vêtues de robes d'or. C'est un moment bien rassurant pour les contribuables.

De très bons fantaisistes américains, *Mae Wynn and Zella C°*, nous font beaucoup rire ; adroits virtuoses de cla-

quettes, ils finissent par dactylographier avec leurs pieds un texte invisible sur une géante machine à écrire.

Les trois Bonos sont toujours les plus extraordinaires acrobates fantaisistes que l'on puisse voir. Leurs inventions comiques, leurs exercices d'acrobatie d'un inattendu si drôle, leurs farces, leur vélocité d'incomparables gymnastes qui accomplissent des tours de folie corporelle en riant, en jouant, en ayant l'air d'accomplir ces prodiges tout naturellement ont le plus grand succès de la soirée. Ils sont prestigieux.

Enfin, applaudissons les effets d'ensemble de décors, costumes et couleurs du tableau noir et rose de Chantilly, où les arbres sont en dentelle noire, Mistinguett en grande crinoline rose, les figurants en redingote de velours noir, et où toute une meute de chiens variés vient se joindre à un minuscule toutou que l'on croyait perdu : « Avez-vous vu Hubert, et son p'tit pal'tot vert ? » La chanson n'est pas fameuse, mais Miss la chante bien et le tableau est très joli... Puis, admirons l'effet de ce ballet nocturne, au Bois, au bord du lac. Des cygnes blancs glissent sur l'eau ténébreuse ; des feuillages diamantés luisent mystérieusement, et des danseuses en tulle blanc, portant sur leurs robes l'incrustation de velours noir figurant un grand cygne dont le bec rouge finit à leur corsage, viennent glisser aussi sur les rivages de ce joli lac de Paris, en ce paysage d'une féerie familière au Parisien qui sait aimer sa ville chérie, sous tous ses aspects et en toutes saisons et à toutes ses heures... lui pardonnant les mauvais instants en faveur de tant de beautés.

GÉRARD D'HOUVILLE.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

PAOLA DRIGO[1]

Vous passez en voyage, soit en voiture, soit en chemin de fer, devant une maison de campagne, quelque part, à l'étranger ou dans une province éloignée. La maison n'est point belle et n'a rien de remarquable : un logis spacieux, tranquille, sans aucun trait saillant fait pour attirer le regard ou piquer la curiosité ; ni vieux ni jeune, une de ces maisons comme on en faisait il y a un siècle et qui, depuis ce temps-là, paraissent endormies, à mille lieues du monde, comme étrangères à l'existence contemporaine. Commodes, sans aucune prétention ni aucune vanité, sans rien de tapageur, avec un air de discrétion, de décence et de bonnes manières. A l'intérieur, sans doute, vous ne trouveriez pas tout le confort moderne, mais en revanche, ce qui vaut mieux, la paix et le bien-être, quelque chose d'aimable, de sérieux, de fruité, comme l'odeur des lingeries et de l'office bien tenus, et surtout ce luxe du temps, que nous ne connaissons plus, le luxe de la patience, de la rêverie et du loisir. Il y a à l'étage plusieurs chambres que, même les volets clos, on imagine pleines d'adolescences, de garçons et de jeunes filles, de frères et de sœurs, de cousins de cousines, et on se figure, au milieu, une présence âgée et bienveillante, qui est l'âme de la maison et qui, l'hiver, au coin

(1) Paola Drigo, *La Fortuna*, Milan, Treves, édit., 1913. *Codino, novelle*, ibid., 1918. *La signorina Anna*, Vicence, Ermes Jacchia, édit., 1932. *Fin d'anno*, Milan, Treves, 1936. *Maria Zef*, ibid., 1936.

du feu, quand elle s'y trouve toute seule, en conserve tous les secrets et en tisonne les souvenirs. Il nous semble que nous avons tous connu une figure comme celle-là, une personne petite, ronde et blanche, aïeule ou vieille tante, en bonnet de dentelles à coques, sa tapisserie entre les doigts, qui gâtait notre enfance et demeure pour nous l'image de la bonté. C'est un peu ainsi que, sans la connaître, et seulement d'après ses livres et quelques lettres qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire, je me figure M[me] Paola Drigo.

M[me] Paola Drigo me représente un type d'une société exquise et aujourd'hui anéantie, un type d'autrefois et qui prend un prix singulier à mesure qu'il se fait plus rare, au milieu des bouleversements contemporains et du débordement de la psychologie des masses. Nous sommes submergés par la vulgarité. Tout, chez M[me] Drigo, dénonce au contraire la qualité et fait reconnaître ce style qui était jadis la marque d'une personne distinguée.

M[me] Drigo est évidemment un écrivain de race ; elle écrit « comme naturellement les chevaux trottent », pour parler comme fait M[me] de Sévigné, mais elle n'a rien d'une femme de lettres et d'une professionnelle. On peut dire que jusqu'à ce jour elle ne s'est pas pressée. Trois petits volumes en vingt ans, voilà son allure et son rythme. Le premier, publié quelques mois avant la guerre, s'était déjà fait remarquer par des mérites d'émotion et de simplicité, comme un des meilleurs de l'école de Bontempelli et de Pirandello ; le second, paru en pleine bataille, passa inaperçu, et le troisième se fit attendre par un silence de quinze ans : on voit que l'auteur n'écrivait qu'à ses heures et paraissait peu tourmenté d'exploiter un succès et de forcer la notoriété. Du reste, ces deux douzaines de contes, d'une assez grande diversité de ton et de sujets, et de valeur inégale, ne donnaient pas encore une idée très nette d'une personnalité. L'auteur promenait son miroir, sans système, dans tous les milieux, selon sa fantaisie, racontait, mais s'abstenait de conclure et de juger. Par une préférence d'artiste, elle montrait une prédilection pour les petites gens, pour les aventures, les misères et les malheurs des humbles. Elle avait le sens de la vie rurale. Depuis, deux nouveaux récits, donnés coup sur coup la même année, ont ramené l'attention sur cet écrivain si modeste et si peu encom-

brant, qui n'était déjà plus de la première jeunesse. Le dernier en date, *Maria Zef*, anecdote d'une grande sobriété et d'une tenue classique, produisit une forte impression. La critique prononça les noms de Mathilde Serao et de Grazia Deledda. Ce livre si peu volumineux reçut presque aussitôt le prix du *Corriere della Sera*, qui est un des deux grands prix littéraires de l'Italie. L'auteur sortait de l'ombre et devenait du jour au lendemain une des vedettes de la scène littéraire de son pays.

*
* *

Je ne sais presque rien de Mme Drigo, que ce qu'elle veut bien m'en écrire elle-même, de cette grande écriture anglaise, très ferme et héraldique, qui est la signature des personnes élevées chez les Dames du Sacré-Cœur. Sa famille appartient à la noblesse de la Vénétie. Elle vit elle-même presque toute l'année sur ses terres, à la campagne, à une heure d'auto de Venise et de Vicence, aux environs de Castelfranco : pays de peintres, le pays de Giorgione et des Bassans, le riche et beau pays de la vallée de la Brenta, célèbre par ses cultures et ses villas seigneuriales, avec ses plaines opulentes couronnées par les crêtes des Alpes du Frioul. On sait que ce pays charnel a mis dans la peinture une foule d'éléments sensuels et pittoresques, de musique et de volupté. C'est le pays du *Concert champêtre*. Mme Drigo donne rarement cette impression de fête et de bonheur. J'ai sous les yeux une photo où l'on voit sa maison : c'est une grande bâtisse à créneaux, en style troubadour, flanquée de deux tourelles encadrant une loggia surmontée d'une terrasse ou d'une *altana*, comme on dit dans le pays ; une vignette de Turner pour un chant de *Childe Harold*, un balcon romanesque, exposé au midi, sur une molle éminence, appuyée en arrière au décor des montagnes, et d'où le regard, vers le sud, embrasse une des vues les plus riantes du monde.

Dans un de ses récits les plus aimables, une des rares pages autobiographiques de son œuvre, l'auteur nous raconte une journée où elle fait tenir un tableau du monde de son enfance : c'est un peu le *Prélude* de Katherine Mansfield, une de ces scènes hors du temps, baignées de brume par le souvenir, dans une espèce de halo où flottent des figures connues

et familières, qui sont celles de nos parents et de notre passé, et où, on ne sait comment, vient déjà se peindre tout notre avenir. Ce sont de ces instants singuliers qui semblent se passer à la fois sur deux plans, à l'intersection de deux époques, comme si l'on pouvait vivre à la fois deux instants de la durée, ainsi qu'une bille qu'on fait rouler sous deux doigts intervertis se dédouble. Phénomènes de réversibilité auxquels le roman de Proust et de Rilke nous a accoutumés, sans leur faire perdre leur mystère.

C'est la visite annuelle et toujours un peu cérémonieuse que la famille faisait à la grand-mère pour sa fête. Les deux propriétés étaient séparées par une vingtaine de kilomètres. C'était tout un voyage, il y a quarante ans, et ce voyage, pour la fillette et pour ses quatre frères, était un événement. Il fallait atteler, et tout de suite, fouette, cocher ! en route pour la féerie !

Souvent, pour faire passer le temps et abréger la route, le père de Paola entamait une histoire. « Mon père racontait très bien ; ses histoires nous ravissaient et nous semblaient très belles ; il avait un don d'invention et un talent de narrateur que je n'ai guère connu qu'à lui. Sa voix aussi était exquise, chaude, souple, musicale ; c'était un charme de l'entendre. » La fillette était fière de ce père qui disait si bien, et qu'elle tenait pour un être à part et supérieur à tous les autres, pour une espèce de dieu caché qui, par condescendance, se déguisait en homme mais qui, pour sa fille, laissait à demi deviner son incognito. Parfois ils échangeaient un regard de connivence, et on surprenait dans ses yeux une lueur d'enfance. C'était un secret entre elle et lui. Je crois bien que Mme Drigo a de qui tenir : on reconnaît chez elle l'instinct du conteur-né, le don spontané, primitif, la fraîcheur qui coule de source et qui plaît, indépendamment de la chose racontée, et jusqu'à ces tours, ces reprises, ces lenteurs, ces refrains qui scandent le récit et lui prêtent un rythme, l'organisent en strophes ou en « laisses », ces refrains un peu étranges, si fréquents chez Perrault et qui viennent de l'enfance des contes, bien avant l'écriture, lorsque la littérature était chose parlée et vivante à l'état de fable.

Il y a là, ce me semble, tous les indices d'une vocation.

Tout était donné à l'enfant, comme à chacun de nous, dans une première vision antérieure à toute expérience, et que la vie devait se passer à approfondir. C'est le même jour que la fillette fit une découverte qui eut une influence profonde sur toute sa sensibilité. Dans une prairie pleine de fleurs, où elle s'était échappée dans une joie de Paradis, comme on ne peut l'éprouver qu'à cet âge, elle aperçut un chat crevé ; la bestiole n'était déjà qu'une pourriture. Cette vue saisit l'enfant d'épouvante. La révulsion fut telle qu'elle en fit une maladie. Elle venait, pour la première fois, de découvrir la mort. Cette idée ne la quitta plus, et la vie lui apparut, à peine révélée, comme une chose irréelle, fragile, imaginaire, une image inconsistante, où il n'y avait de vrai que l'horreur et la certitude de la fin, ayant déjà ce caractère de songe et d'illusion qui est propre aux ouvrages de la fiction et de la poésie.

***

Je ne sais trop à quel âge Mme Paola Drigo a commencé d'écrire, mais cette impression éprouvée à dix ans ne s'effaça jamais, et tout ce qu'elle a écrit se partage entre ces deux sentiments : une part d'observation, toujours juste et d'une touche légère, enjouée et volontiers comique, un peu détachée, si je puis dire, comme si l'auteur n'arrivait pas à croire tout à fait à la réalité des scènes qu'elle nous montre ; c'est la part de son œuvre la moins intéressante, toujours un peu superficielle, celle où elle peint les gens de son monde, les salons, l'existence des riches, des élégants et des oisifs. Et, en effet, comment se convaincre du sérieux de toutes ces vanités ? L'autre part, au contraire, et de beaucoup la meilleure, est celle qui est occupée par le sentiment profond des choses qui ne changent pas, c'est-à-dire par la grande pitié de la condition humaine et par la compassion de la souffrance et de la mort.

« Il y a en moi, écrit-elle, une veine de gaieté et d'humour, qui m'a souvent permis, au milieu du plus grand chagrin, d'attraper le trait caricatural d'une situation ou d'un personnage. Elle me met souvent le crayon à la main pour fixer une grimace, une silhouette, une attitude, un ridicule. Je suis capable, en un mot, de sourire de moi-même, fût-ce au milieu des larmes... » C'est à ce « Jean-qui-rit » que nous devons

certains contes comme *le Vote des femmes* ou *Un rêve*, fantaisie bouffonne sur les surprises du système Voronoff, ou encore certains croquis de la comédie mondaine ou provinciale, les douairières absurdes, les *Monsignori* obséquieux, les chanoines parasites, les nobles fossiles qui gémissent : « O temps! ô mœurs ! », parce que le pays se résigne à l' « usurpateur » et à la perte du pouvoir temporel du Saint-Père ; les dames qui citent du Bourget, et le coup d'État de l'apothicaire, longtemps victime d'une épouse bigote, lequel, une fois son bourreau enterré, devient le Vénérable de la Loge Garibaldi et remplace sur sa boutique l'écriteau : « Au grand saint Antoine » par l'enseigne : « Au héros des deux mondes ! »

Tout cela ne manque pas d'esprit ni d'agrément, mais demeure pourtant dans le ton d'un persiflage un peu conventionnel. Dans les bons endroits, c'est du Gyp. L'inconvénient est que, parfois, afin d'accroître l'intérêt, l'auteur corrige sa verve critique par une certaine dose de sentimentalité. « La sensibilité, avoue-t-elle, dans la vie pratique, grande faiblesse. » Ce n'est pas un moindre danger dans les œuvres littéraires. Je ne puis dissimuler que deux ou trois des histoires de Mme Drigo, telles que *Chien de garde* ou *Mademoiselle Anne*, touchent à la fadeur.

Au contraire, ces menus défauts disparaissent aussitôt que l'auteur aborde le genre de tableaux qui conviennent à ses goûts et à son tour d'esprit. Au fond, c'est une femme du monde qui n'aime pas la ville : les villes, surtout les grandes villes, lui paraissent trop frivoles et trop peu naturelles, trop agitées, remplies d'une fausse animation et d'un mouvement inutile. Elle ne peut se souffrir longtemps à Rome, à Milan, à Paris. Toute cette fièvre factice et cette inquiétude gratuite sont pour elle autant d'*alibis* destinés à nous étourdir et à nous divertir des seules choses qui comptent. C'est une terrienne qui n'aime que son indépendance, et une patricienne, une aristocrate, une *signora* qui n'a aucun esprit de caste et aucun préjugé de classe. Non qu'elle soit dupe, au reste, des petits et des opprimés : il ne suffit pas d'être « peuple » pour avoir toutes les vertus ; mais les péchés des simples lui paraissent plus excusables, ils sont au moins plus naturels, s'ils ne sont pas plus innocents, et souvent ils lui semblent plus à plaindre qu'à condamner. Dans plus d'un de ses contes,

c'est la dureté ou l'égoïsme des « grands » qui est responsable du destin ou du crime d'une malheureuse. Si la pauvre Pauline se jette à l'eau avec son enfant, à qui la faute, si ce n'est à la sécheresse de cœur de Donna Carlotta Ottoboni, surnommée « Monseigneur » à cause de son autorité, et qui met la jeune fille à la porte aussitôt qu'elle s'aperçoit de la cour que lui fait son vaurien de fils ? La jolie Rose ne mettra au monde que des enfants incapables de vivre. Pourquoi ? A cause de la cupidité des siens, qui l'ont vendue à une famille riche, mais à cause surtout de l'impitoyable calcul de ladite famille, qui n'a pas hésité à sacrifier une belle créature dans l'espoir d'assurer une chance de survivre au sang d'une race épuisée. Le jour où elle a compris cet affreux marché, le soir de la mort de son enfant, elle s'échappe, elle se réfugie à la ferme paternelle ; mais on a bientôt fait de retrouver la fugitive : on la ramène prisonnière.

Il ne faudrait pas croire que l'auteur, dans ces contes assez cruels, poursuive un but social et un intérêt de parti. Loin d'elle, le souci de faire le justicier et le redresseur de torts ! Toute idée politique lui est manifestement étrangère ; elle sait trop bien que le mal est en nous, profondément enraciné dans la nature humaine, et qu'il ne dépend pas des lois d'y porter un remède. Elle ne prétend y rien changer. Elle n'a rien d'une suffragette. Mais elle sait aussi que les pauvres, outre les misères communes à tous les mortels, ont des infortunes qui viennent de leur faiblesse et qui sont épargnées aux privilégiés, et qu'ils méritent par là plus d'intérêt et de pitié. Peut-être surtout (je voudrais éviter les grands mots en parlant d'une femme si peu faiseuse d'embarras), peut-être reconnaît-elle en eux une dignité et une sorte de caractère sacré ; elle y était conduite par sa conception du tragique.

*
* *

« Qu'est-ce qu'un drame ? dit-elle quelque part. Ce n'est pas nécessairement un acte violent, un meurtre, un deuil, un accident. Loin de là, le drame est souvent fait de choses très ordinaires, très simples, comme il s'en passe tous les jours ; quelquefois de choses très petites, qui arrivent sans bruit, de la manière la plus tranquille. C'est ainsi, parce que c'est

ainsi. Parce que telle est la loi de la nature et de la vie. « *Comme le soleil se lève et se couche. Voilà.* »

Et, dans un autre passage, non moins révélateur :

« Je ne suis pas de ceux qui ont horreur de l'hiver à la campagne. Au contraire, c'est peut-être ma saison préférée. Je trouve alors dans la nature quelque chose de claustral, un engourdissement plutôt qu'une douleur, qui me repose et me fait du bien. Les bois, dans leur dépouillement, sont beaux, d'une seule teinte de brun monochrome. On marche sur les feuilles sèches, un oiseau part avec un petit cri. Le regard, du haut de la colline, embrasse l'horizon à perte de vue, la terre nue découvre chastement la grâce de son dessin et le modelé de ses formes. Le torrent presse son cours plus rapide entre ses berges écumeuses, et sa voix n'est pas la même que sa chanson d'été. »

Plus de luxe, plus d'imposture et de supercherie : il ne reste que l'essentiel. Rien ne triche, rien ne ment. C'est une école de vérité. On songe au couplet de Barrès : « L'hiver dégage le squelette, met en vue les solidités. » L'auteur d'*Arden de Feversham*, ce curieux fait-divers contemporain de Shakespeare, a un mot remarquable : « Cette tragédie nue », écrit-il. J'imagine que la pauvreté, aux yeux de Mme Drigo, a le même pouvoir de simplification, qui fait la beauté de la campagne en hiver : elle montre l'homme nu et les passions à l'état pur.

Oh ! ce n'est pas, je le répète, qu'elle croit à la bonté des paysans. La première fois qu'elle décida de s'établir à la campagne, après la mort de son régisseur, pour remettre de l'ordre dans ses affaires, comme Mme de Sévigné aux Rochers, ce fut une expérience qu'elle nous a racontée dans un petit livre excellent, un des meilleurs qu'elle ait écrits ; elle y aurait perdu toutes ses illusions, si elle en avait eu. Ah ! l'idylle, la pastorale, la douceur de la vie des champs ! Ce n'est pas à elle qu'il faut parler de cette berquinade. Elle sait que la campagne n'est pas une Arcadie, ni le pays du Tendre ; elle croit peu aux bergers du Tasse ou aux paysans de George Sand. En tout cas, les rustres qu'elle dépeint ne leur ressemblent guère. « C'étaient sans doute les vilains,

la roture éternelle des campagnes, la race de tous les temps et de tous les pays, ni pire ni meilleure que d'autres, immuable comme la terre qui les porte et qui les nourrit, mais je les fréquentais de près pour la première fois, et j'étais troublée de ma découverte. » Elle les trouvait froids, sournois, avec une violence secrète ; plus rusés qu'intelligents, mais capables d'une finesse incroyable dans la malice et dans la ruse, âpres, avides, quelquefois féroces, mais avant tout dissimulés ; passant leur temps à se haïr et à se jouer des tours, se vouant des querelles furieuses et vivant à couteaux tirés, entre voisins, pour des questions de chèvres ou de volaille qui viennent empiéter sur un pré ou brouter une haie ; ruminant pour ces bagatelles des vengeances qui peuvent s'exaspérer jusqu'au crime : et tout à coup, en face du patron, formant bloc, devenus soudain hostiles, impénétrables, faisant front contre l'ennemi, comme si celui-ci, l'étranger, se heurtait à une muraille de Chine.

Il y a dans ce morceau une étude naturaliste de la psychologie paysanne, cette méfiance invétérée qui rend impossible d'en tirer une réponse claire, cette façon de faire la bête, parce que le rural se sent moins instruit et par conséquent désarmé devant un supérieur, et alors son adresse à jouer de son ignorance et à tout embrouiller, qui userait la patience d'un ange, pour se tirer d'affaire, sans dire oui ni non, pour vous « avoir », comme on dit, et prendre sa revanche, en se moquant du monde, sous cape, avec des airs d'humilité, d'effroi et de stupidité. Rien à faire contre cette tactique instinctive, évasive, décourageante et millénaire. On ne peut même pas venir à bout de la modifier par la gentillesse et par la sympathie. La moindre générosité paraît une faiblesse et n'excite que le mépris. Un geste affectueux provoque aussitôt la méfiance de cette gent soupçonneuse. « Qu'est-ce que cela cache ? On me caresse : pour quel intérêt ? » La patronne, en prenant en mains le gouvernement et en s'occupant de son bien, sentait qu'elle perdait son prestige ; c'était une déchéance, et elle n'était pas loin d'en convenir : ce n'est pas un beau rôle que d'exiger l'argent des pauvres. Il vaut mieux se laisser voler, et il y a un grand avantage, fût-on dans son droit, à le faire exercer par un intermédiaire, plutôt qu'à se donner le tort de faire le gendarme. De là un malentendu que le contact

aggravait, loin de le dissiper. Mme Drigo avait beau faire pour nouer avec son monde des relations humaines et pour vivre avec eux sur le pied de l'amitié. Peine perdue! Son cœur en souffrait. Elle se sentait incomprise et blessée, et elle en concevait une vive amertume. « J'avais envie de leur crier : « Pourquoi me repousser? Pourquoi refuser de m'aimer? » J'aurais mieux fait de leur demander : *De quoi avez-vous peur?* »

Rien n'est plus curieux que le récit de cette mésaventure : c'est le journal d'une déconvenue. On le voit : ce n'est pas en aveugle que l'auteur nous parle des paysans. Elle ne les flatte pas. Avares, rapaces, brutaux, paillards, non! on ne peut pas lui reprocher de les voir en beau et d'escamoter leurs travers. Ils ne sont pas plus idéalisés que les croquants de Maupassant (ce maître qui demeure, au fond, l'auteur français le plus admiré à l'étranger, et dont on ne saurait exagérer l'influence en Europe. Il est, avec Montaigne, le livre de chevet de Mme Drigo.) Les villageois et les fermiers de celle-ci valent les Normands de l'auteur d'*Une vie*. C'est toujours le peuple matois, roublard et sensuel des fabliaux. Ils ont, pour s'égayer, des farces et des mystifications atroces, des comédies aussi cruelles que des charivaris, ou comme d'attacher une poêle à la queue d'un chien : malheur à la pauvre bossue qui devient leur souffre-douleurs! Il ne lui reste qu'à s'aller pendre ou qu'à allumer un réchaud, comme à la défroquée qui a fait l'imprudence de s'apercevoir qu'elle a fait fausse route et de croire qu'elle pourra reprendre sa place à la maison. On l'y reçoit comme un déserteur, et elle finit par le suicide. Telle est la charité des bonnes gens. Ce ne sont pas des saints.

***

On sent que Mme Drigo aurait beaucoup à dire et qu'elle en sait long sur leur compte. Mais ses modèles de préférence, si l'on en juge par la qualité de la peinture, ne sont pas les gens de la plaine : ceux-là forment une société à peine moins bourgeoise que l'autre. Elle aime mieux la montagne, les hautes vallées de la Carnie, les gorges décharnées des Alpes où, dans la solitude, vit un peuple clairsemé et à demi-sauvage, à l'écart des facilités de l'existence civilisée. Restes de vieilles

tribus autochtones, épaves d'un autre âge, oubliées ou refoulées là par de nouveaux occupants qui les ont dépossédés de leurs champs plus fertiles, accrochés aux rochers où ils ont cherché leur salut, ils végètent, taciturnes, insoumis, réfractaires au progrès et à l'avilissement et à la servitude des foules, menant paître quelques chèvres et arrachant quelques pommes de terre qu'ils disputent à un sol maigre, comme un enfant barbare tette une mamelle marâtre. C'est un petit monde archaïque, ruine ou rebut d'un passé très ancien, formé de descendants de colons fugitifs, d'esclaves échappés et continuant à vivre, à cheval sur la frontière, parmi les douaniers et les contrebandiers, une vie de primitifs. C'est à ce monde singulier que sont empruntés les récits les plus remarquables de Mme Drigo, tels que le saisissant *Nocturne* et l'admirable *Codino*.

Je transcris, pour donner une idée de sa manière, quelques lignes de ce dernier conte. La scène se passe en pleine montagne, dans une hutte de misérables. La mère, aidée d'une voisine, vient d'accoucher dans l'unique chambre. Dans un coin, Codino, un gamin de huit ans, accoutumé à ce genre d'événements, garde quatre autres fillettes alignées sur une paillasse, et berce dans ses bras une dernière petite sœur qui refuse de s'endormir.

« Dehors, un grand vent rageur venait de se lever. On eût dit qu'il arrivait de loin, à tâtons, en léchant les parois de la montagne, puis il s'engouffrait en hurlant dans le couloir de la Brenta, comme une bête prête à rompre ses fers ; alors, il se déchaînait par l'embouchure de la vallée en rafales folles et furieuses. Par les fenêtres mal jointes de la cabane, l'air passait en sifflant et, à chaque bourrasque, la petite flamme qui grésillait dans la *fiole* pendue à la solive par une lanière de cuir se mettait à trembler, avec une fumée verdâtre, en menaçant de s'éteindre. Puis elle se ranimait et pour un instant éclairait d'une lueur plus paisible les têtes rousses des dormeurs, la blancheur douteuse du lit, l'unique casserole de cuivre. L'âtre, l'image de piété collée au mur, les ex-votos, la table boiteuse couverte de trois écuelles, où se peignaient un coq, une rose et un lion, restaient dans la pénombre. C'était tout. La chèvre, dans un coin, sommeillait sur un tas de fumier...

« La femme se réveilla en sursaut et s'assit sur le lit.

« — Encore ?

« — Oui, fit l'homme en s'accroupissant sur le foyer.

« — Tu as jeté le paquet ? Ils t'ont reconnu ?

« L'homme grinça des dents avec un regard de colère et de désespoir ; sans répondre, il serra les poings, comme s'il menaçait un ennemi invisible.

« Alors, elle s'aperçut qu'il était blessé. Le sang lui inondait les poignets, il avait les mains écorchées, la chemise en lambeaux.

« C'était la deuxième fois, depuis trois semaines, qu'il manquait son coup et revenait bredouille, échappé à grand peine aux agents du fisc qui le guettaient comme un gibier, se jetant dans les rochers, dégringolant dans les torrents, se déchirant aux broussailles, pour finir par lâcher dans quelque ravin, par abandonner dans sa fuite le ballot de tabac de contrebande, qui était le pain de ses enfants, le misérable gain pour lequel il risquait sa vie.

« La femme, sans dire un mot, sauta du lit, chercha de tous côtés un linge pour bander les plaies du blessé et ne trouva rien. Alors, elle se pencha sur le poupon nouveau-né, déroula un morceau des langes qui l'emmaillotaient, l'arracha et pansa le bras de son mari.

« Il se laissait faire, sans mot dire. Le gosse avait décroché la lampe de son clou et éclairait le couple. Tous trois se taisaient.

« Quand elle eut fini le pansement, elle se recoucha en silence, en ravalant ses larmes. L'homme se jeta tout habillé sur le lit et s'endormit. L'enfant s'étendit à côté de la chèvre. Le vent avait cessé. Un torrent de pluie s'écroula sur le toit.

« Tout à coup, dans le silence de la hutte assoupie, la voix de la petite créature à peine née depuis deux heures s'éleva avec force, pour signifier qu'elle avait faim. »

Maria Zef, le dernier ouvrage de Mme Drigo, est un nouvel exemple de sa manière grave, de son style le plus simple et de son dessin le plus sévère. Tout est de la même force que le morceau qu'on vient de lire. C'est encore une histoire de la haute montagne, une de ces histoires de la solitude, dans un de ces paysages inhumains, empreints de détresse et de

désespoir, qui ne laissent aucune place au caprice, au fortuit, un de ces paysages d'airain qui semblent interdire la grâce et paraissent la figure de la fatalité. Et l'on sent bien pourquoi l'auteur aime ces décors farouches et la vie désolée et funèbre qu'on y mène : à défaut de charme et d'attraits, chez les déshérités qui habitent ces déserts, comme chez les princes dans leurs palais ou chez les moines dans leurs Chartreuses et dans leurs Thébaïdes, elle trouve au moins la grandeur.

L'histoire se passe en deux tableaux, avec une symétrie rigoureuse, comme le paysage lui-même a deux étages, la plaine et la montagne. C'est une histoire de guignon, qui ne pardonne pas et ne lâche pas sa proie, et auquel il n'y a pas d'autre issue qu'un acte désespéré. Maria est une de ces filles des hameaux des Alpes de Cadore qui, l'été, descendent de leur pays pour parcourir les contrées plus riches du Frioul et récolter quelques piècettes, avant d'être bloquées par l'hivernage dans leurs chalets alpestres. Avez-vous vu sur quelque route de la Vénétie une de ces charrettes, chargée d'une légère pacotille, que traîne une paysanne attelée à la bricole, allant de village en village, suivies d'une vieille qui crie : « Chandelles ! Allumettes ! » et d'un toutou crotté ? Voilà l'équipage de Maria, ou de Mariutime, comme on l'appelle dans les bourgs où elle a ses pratiques et où elle est bien connue des commères qui la voient revenir à chaque saison, accorte, courageuse, tirant avec gaieté son collier de misère. Quel âge ? Quinze ou seize ans, peut-être. Mais le malheur s'en mêle. La mère, qui déjà allait clopin-clopant et ne battait plus que d'une aile, s'abat un beau jour sur la route. Elle languit quelques jours, et la voilà qui meurt à l'hôpital. On avertit l'oncle, beau-frère de la défunte, resté là-haut pour quelque travail de bûcheron. Il vient chercher les petites, car Maria a une sœur cadette, Rosutè, remonte à la hutte avec elles, et la trappe se referme.

La suite se devine. C'est un peu l'histoire de *la Petite Roque*, peut-être plus lamentable encore. L'oncle Zef est un « pas de chance », un drôle de corps, un paria qui avait tenté la fortune en Amérique, et en était revenu, aussi gueux que devant, lorsque sa belle-sœur avait perdu son homme. C'est une sorte d'animal farouche, sentant l'eau-de-vie, le tabac et

le loup. La mère des deux fillettes le traitait comme un chien, et l'envoyait coucher la nuit à l'écurie, avec les bêtes. Il coupait du bois, descendait au village vendre quelques sacs de charbon, remontait une bouteille d'alcool et s'enivrait. Un soir qu'il avait bu, il se jette sur la jeune fille, et la pauvrette, terrorisée, devient la chose de ce butor. Et alors, peu à peu, la malheureuse comprend tout ; tout s'explique, et la sourde colère de sa mère, et son irritation, et le mal mystérieux qui la rongeait, et son air de ruine vivante, dévastée avant l'âge, et baissant la tête, accablée, elle plie devant la force inexorable de la destinée.

Mais le vieux, avec son inconscience ténébreuse et presque innocente d'homme sauvage, propose à Maria un nouvel arrangement : qu'elle se place au village afin de gagner quelques sous et de rapporter au ménage ; il restera là-haut, lui, avec la petite, pour garder la maison. Alors, Maria se révolte. Elle avait pu se résigner au malheur pour elle-même, accepter son désastre en silence, comme avait fait sa mère, par cette nécessité qui écrase les humbles. Mais, cette fois, c'en est trop. Pas la petite ! Pas la petite ! Cela, non ! Et, sans rien dire, presque à son insu, dans les profondeurs d'elle-même, sa décision est prise. Comme Judith, pour la délivrance et le salut d'autrui, elle se résout à frapper.

Une nuit, elle se releva et s'approcha de l'homme qui dormait. Il gisait là, anéanti, inerte, sans défense, livré sans armes à son pouvoir.

« Elle le regardait, et une pitié confuse se leva dans son cœur, pitié de lui et d'elle-même, de toute l'existence, de leur commune destinée ; ses genoux tremblaient, elle recula un instant vers la porte. Ce corps prostré à terre, qu'était-ce après tout que celui d'un pauvre diable comme elle ? Point méchant, peut-être, mais la misère, la promiscuité, la solitude, la privation totale de tout ce qui peut adoucir l'existence l'avaient conduit à l'hébétude et à l'abrutissement... Quel bonheur avait-il eu au monde ? Rien, rien, hormis parfois l'alcool et une femelle, rien que peine et ennui... Mais la jeune fille se raidit. Rosutè ! Elle, jamais, jamais, jamais ! La cuisine était si étroite que Maria n'eut pas à faire un pas : la hache était là, sur le tas de bois, dans l'angle du foyer. La

jeune fille, pour l'atteindre, n'eut que le bras à étendre. Elle saisit le manche et leva l'arme en l'air de toute sa force, aussi haut qu'elle put. Le fer luisit dans l'ombre. Elle visa le cou. La hache s'abattit. »

Peut-être, dans ce passage, — c'est le seul endroit du livre, — l'auteur a-t-il le tort de montrer le bout de l'oreille. C'est égal, si ces quelques lignes manquaient, elles manqueraient à l'histoire. C'est elles qui lui donnent tout son sens et son douloureux horizon. C'est le soupirail, le jour de souffrance par où l'on échappe à l'Enfer, par où l'on rentre dans la pureté. Cette lueur de compassion, c'est la philosophie du récit, la voix du chœur antique. Car il y a deux victimes, et celle qu'on égorge n'est pas la plus à plaindre. Sans doute, la pauvre Maria ne saurait pas si bien dire. Elle n'hésite pas, ne songe même pas, dans sa simplicité, qu'elle devra répondre du sang versé. Qui sait de quoi son acte est fait ? Le sait-elle elle-même ? Vengeance pour sa mère, pour elle, pour sa vie perdue, dégoût, besoin de propreté, avant tout protection, défense de sa sœur, voilà ce qui explique son geste : mais le geste est sans haine. C'est celui de la Justice, et la Justice est sans colère. Mieux encore, c'est celui de la Nécessité, et la Nécessité comporte une sorte d'absolution. Les anciens nommaient les Érynnies, exécutrices des sentences divines, Euménides, c'est-à-dire les Miséricordieuses. C'est ainsi que nous devons comprendre cet homicide et garder dans la mémoire la figure de cette jeune, tranquille et rustique Furie.

LOUIS GILLET.

ESSAIS ET NOTICES

QUAND NAQUIT HENRI HEINE ?

« Je suis né la première nuit de l'an 1800 », a écrit Henri Heine, dans les *Reisebilder*. Certains de ses biographes, dont Philarète Chasles, n'ont pas saisi l'ironie du poète, qui n'a postdaté sa naissance que pour pouvoir se vanter d'être « un des premiers hommes du siècle ». En réalité, il avait déjà trois ans à l'aube du XIXe siècle ; car des témoignages irréfutables nous permettent d'affirmer qu'il naquit le 13 décembre 1797. Tous les membres de sa famille se sont acharnés à faire croire que sa naissance avait eu lieu deux ans plus tard et ont détruit toutes les preuves de la date véritable. Les lettres et les manuscrits du poète faisant allusion à sa naissance fourmillent de ratures et de découpures : périsse la gloire de Heine, pensaient ses plus proches parents, pourvu que reste ignorée la date de sa naissance !

Cependant, malgré ce zèle excessif de toute la famille, un certain nombre de pièces a pu échapper à son ardeur destructive ; on y lit, entre autres, de la propre main de Heine : « né le 13 décembre 1797 ». Heine aurait-il pu tromper ses professeurs, lors de son inscription à l'Université de Bonn ? Pas plus que ses camarades de Dusseldorf, du même âge que lui. Sa supercherie eût été vite découverte et lui eût suscité les pires ennuis. Aux trois universités de Bonn, Berlin et Gœttingue, tous les documents émanant de Heine portent, comme date de naissance, celle du 13 décembre 1797. Leur authenticité paraît incontestable. Ce n'est que plus tard que « 1797 » a été remplacé par « 1799 ». Cependant, les premières publications de Heine font apparaître l'invraisemblance de cette dernière date. La glori-

fication de Napoléon, dans *les Deux Grenadiers*, aurait-elle pu être écrite par un garçon de seize ans ?

Lorsque Heine se présenta à son doctorat en droit, il adressa au doyen de la Faculté de Gœttingue une requête dans laquelle figure, comme date de naissance, le 13 décembre 1797. Reçu docteur en droit, la question du choix d'une profession se posa. Heine ne se sentait aucunement la vocation d'avocat. Il aurait souhaité une chaire d'histoire et de littérature à l'Université de Berlin. Mais, pour être nommé, il fallait appartenir à la religion protestante ou à la religion catholique (en Prusse, de préférence à la première). Longtemps, Heine hésita à abandonner la religion juive. Certes, il avait été élevé au lycée des jésuites de Dusseldorf, dont le recteur, l'abbé Schallmeyer souhaitant pour son brillant élève les plus hautes destinées ecclésiastiques, avait prié la mère de Heine de consentir à la conversion de son fils. Voyant déjà celui-ci vêtu de pourpre, Betty Heine avait accepté d'emblée. « Jamais, lui écrivit Heine en 1851, tu n'as aimé les Juifs, et je comprends ton aversion. » En effet, la mère du poète, qu'il a aimée par-dessus tout, avait de graves raisons d'en vouloir à ses coreligionnaires.

Au lycée, Heine ne s'était pas décidé à adhérer au catholicisme, bien qu'il en fût alors l'admirateur fervent. Cet enthousiasme pour le catholicisme lui a d'ailleurs inspiré une de ses poésies les plus émouvantes : *le Pèlerinage de Kevlaar.* On ne décèle pas très clairement les raisons qui ont empêché le poète de se convertir, dans sa prime jeunesse, à la religion catholique. On ne peut que conjecturer que l'oncle Salomon, le richissime banquier de Hambourg, mit obstacle à l'apostasie de son neveu.

En 1825, Heine était décidé à secouer la tutelle humiliante de son oncle, qui, en même temps qu'il accordait quelques piètres aumônes au fils de son frère, le gratifiait d'invectives. Heine avait un désir : se libérer d'un bienfaiteur hargneux. Il voulait gagner sa vie pour pouvoir, enfin, jeter à la face de son oncle tout le mépris qu'il lui inspirait. Certes, cet oncle avait des mérites. Jadis va-nu-pieds, il était devenu, par son labeur, un des hommes les plus riches du monde, à qui les ministres des Finances de presque tous les pays (y compris la France) demandaient des emprunts. Qu'il se moquât d'un « vaurien de poète », Heine aurait pu le tolérer. Mais qu'il injurie sa mère, cette mère adorée qui avait vendu ses bijoux pour lui permettre de faire ses études, jamais Henri ne l'a pardonné à Salomon.

Il existe une lettre, que j'ai pu découvrir, et qui dévoile le drame

atroce dont Heine fut le héros. Le 27 août 1837, il écrivit à son frère, Maximilien, qu'il avait toujours été attaqué dans la maison de son oncle « à cause de sa naissance ». Et cette phrase donne la clef du mystère dont a été entourée la date anniversaire de la naissance de Heine.

Le 3 mai 1825, Heine avait passé son examen de docteur en droit. Exactement trois semaines plus tard, il se rendit à Heiligenstadt, petite ville située près de Gœttingue. Tous les étudiants de cette Université, — tels Gœthe, Bismarck, etc., — ont visité cette « ville sacrée ». Pourtant, Heine ne s'attarda point à l'admirer ; il alla trouver le pasteur protestant, Christiam Grimm, et le pria de le baptiser, mais très vite et sans témoins. M. Grimm avait coutume d'inscrire dans son journal tous les faits mémorables. Ce journal a été retrouvé : il contient la description de la cérémonie du baptême et il permet de fixer la date de naissance de Heine.

Le pasteur Grimm avait promis à Heine de le baptiser secrètement. Mais l'autorisation du consistoire d'Erfurt était indispensable. Le rapport de Grimm a été conservé. On y lit : « Un israélite de Dusseldorf, nommé Harry Heine, fils d'un ancien commerçant, maintenant rentier à Luneburg, m'a demandé de le baptiser. Il étudie le droit à Gœttingue, mais il ne veut pas être baptisé dans la ville où il est connu. Ici, personne ne le connaît. Le baptême doit être fait en secret, afin que ses origines juives ne soient pas divulguées. Adolescent, à l'école, il s'en cachait déjà. On l'a toujours pris pour un chrétien, et Heine ne veut pas qu'on le traite de juif lorsqu'il aura abandonné la religion juive. Il perdrait le secours d'un parent très riche, si celui-ci apprenait qu'il a trahi la religion de ses pères. »

Le consistoire de Gœttingue demanda un certificat de bonne vie et mœurs et une instruction religieuse complète. Le 28 juin, le pasteur Grimm fit passer un examen à Heine. Il nota : « Les réponses de Heine prouvent de mûres méditations sur l'essence de la religion chrétienne... La conversion n'est pas pour lui un simple changement de forme extérieure, mais le résultat d'une impérieuse nécessité intérieure. »

Dans le registre des baptêmes de Heiligenstadt, on lit les prénoms donnés à Heine : Christian, Johann, Heinrich. (Dans son acte de décès, conservé aux Archives du département de la Seine, il est appelé : Chrétien-Jean-Henri.)

C'est une coutume allemande de célébrer tout baptême par un grand banquet. Le pasteur Grimm l'organisa et présenta Heine à ses

invités. On parla beaucoup ; seul, Heine resta silencieux. Il ne pouvait dissimuler une vive agitation et le vague de son regard indiquait que ses pensées étaient loin des autres invités. Le repas à peine terminé, Heine prit congé du pasteur Grimm. Très ému, il lui tendit la main. Dans ses yeux brillèrent des larmes... Il pensait à sa mère et à tout ce qu'elle avait souffert lors de sa naissance. Dans son journal, le pasteur Grimm relate très clairement ce qu'il a discerné des raisons profondes du chagrin de Heine. Celui-ci aurait dû indiquer l'état civil exact de sa mère. Le pasteur l'en dispensa, ayant reçu de Heine l'aveu qu'il était né avant le mariage de ses parents.

Nous connaissons la date de ce mariage : février 1798. Depuis 1796, la mère du poète était fiancée à Samson Heine. Elle avait écrit à plusieurs de ses amies combien elle aimait « son Heine ». « Mais, ajoutait-elle, qu'ai-je donc fait pour que les rabbins ne veuillent pas consentir à me marier ? » Elle n'avait commis qu'un crime : celui de se fiancer à un homme pauvre. On ne le lui pardonnait pas ; obstinément, on lui refusait la publication de ses bans. On refusait également à son fiancé le droit de cité à Dusseldorf, dont il n'était pas originaire. Betty, outragée dans ses sentiments les plus profonds, se révolta. On ne la narguerait pas impunément. Elle prit une décision inouïe à cette époque : elle se donna à l'homme qu'elle avait librement choisi, prête à supporter toutes les conséquences de son acte. Ce n'est que trois mois après la naissance de son fils que l'on permit à Betty van Geldern d'épouser Samson Heine.

Dans les lettres que nous possédons d'elle, elle nous apparaît comme une jeune fille énergique, volontaire, très instruite, — ne lisait-elle pas Rousseau ? On peut croire qu'elle avait mûrement réfléchi avant de se donner à celui qu'elle aimait et qu'elle n'en rougissait pas ; il n'en était pas de même pour la famille de son mari qui, soucieuse d' « honorabilité », estima qu'il fallait rajeunir Henri Heine. D'après le journal du pasteur Grimm, nul doute n'est plus permis sur les raisons de cette falsification. La discussion sur l'anniversaire de la naissance de Heine, qui a tant occupé les biographes du poète, peut être définitivement close. Heine naquit il y a cent quarante ans, le 13 décembre 1797.

FRÉDÉRIC HIRTH.

A TRAVERS LES THÉÂTRES

Théâtre Montparnasse : *Madame Capet*, dix tableaux de Mme Marcelle Maurette, mise en scène de M. Gaston Baty. — Théâtre Daunou : *Chaleur du sein*, quatre actes de M. André Birabeau. — Théâtre des Arts : *Sixième étage*, pièce en trois actes et six tableaux de M. Alfred Gehri. — Théâtre Saint-Georges : *Le Train pour Venise*, comédie en trois actes de MM. Georges Berr et Louis Verneuil.

Sous le titre de *Madame Capet*, Mme Marcelle Maurette nous offre au Théâtre Montparnasse, dix épisodes de la vie de Marie-Antoinette. Nous voyons successivement la reine à Versailles, à Saint-Cloud, au Temple et à la Conciergerie. Nous assistons aux remontrances que lui adresse son frère, l'empereur d'Autriche, Joseph II, à l'entrevue non moins fameuse avec Mirabeau quelque treize ans plus tard, au procès, aux derniers instants qui précèdent la montée sur la sinistre charrette. D'autres scènes relatives soit à l'affaire du collier, soit à la fuite de Varennes ou bien au 10 août, auraient pu s'ajouter à celles-là, voire même supplanter l'une ou l'autre. Si l'auteur s'en est tenu à ce choix, c'est, croyons-nous, que son dessein était de nous montrer Marie-Antoinette femme et mère plus encore que reine. Quant au pauvre Louis XVI à peine nommé, il ne paraît jamais.

Il en résulte que la reine reste ici le seul personnage de premier plan. Autour d'elle des hommes passent : Joseph, Fersen, Besenval, Mirabeau... Mais chacun disparaît, sa grande scène achevée. La reine seule reste, insouciante d'abord, puis alarmée à mesure que les années s'écoulent, fière et douloureuse enfin, à l'heure suprême. On pense à une Sémiramis plus frivole, à une Élisabeth finissant comme Marie Stuart. Cette impression d'isolement nous gêne en ce qu'elle contrarie la vérité du personnage. Marie-Antoinette, on le sait,

fut parfois fort mal entourée, mais elle le demeura toujours, même au temps de l'émigration, alors que les plus dévoués de ses amis remplaçaient les courtisans disparus, même au Temple, et ne cessa de l'être selon son cœur que le jour où on la sépara du Dauphin. (L'auteur nous montre, d'ailleurs, cette scène.) La faire apparaître comme une héroïne dressée seule dans la tourmente, c'est lui enlever un peu de sa grâce au détriment d'une autorité qu'elle ne montra qu'en un nombre assez limité de circonstances et sous la pression du malheur.

Ces réserves ne nous empêcheront pas de rendre à l'évocation de Mme Marcelle Maurette un hommage qu'elle mérite pour l'éloquence de certains tableaux, la sobriété d'un texte qui, parfois, manque un peu d'éclat, le goût qui préside à chaque allusion. On ne rencontre pas là de ces laborieux résumés d'histoire ou de ces considérations ambitieuses placées dans la bouche de quelque discoureur et qui gâtent tant d'entreprises analogues. Le ton reste naturel et la grandeur, visible au long des événements, n'est nullement sollicitée dans les mots.

Ajoutons que la mise en scène de M. Gaston Baty et les décors de M. Émile Bertin renforcent à chaque instant ce plaisir ou même cette simple sensation de sécurité. L'atmosphère de Versailles, de Saint-Cloud, des Tuileries s'y dévoile dans ce que notre imagination lui prête de plus délicat. Remarquable dès le début, la double intervention du metteur en scène et du décorateur avec l'auteur devient d'ailleurs plus efficace encore à mesure que la pièce s'avance. C'est à elle que nous devons cette lourde pénombre du Temple, cette vision du Tribunal révolutionnaire si proche du songe, cette dernière scène de la Conciergerie quand Marie-Antoinette, vêtue de blanc, les mains liées, monte dans le jour croissant, les marches d'un escalier qui semble déjà celui de l'échafaud. Cependant que deux huissiers pressés dressent, en un autre coin de la scène, l'inventaire des hardes de la condamnée : « ...Nous disons : laissés par la veuve Capet... un fichu noir, une paire de souliers, une robe usagée... » On pense à du Lenotre.

Mme Marguerite Jamois apporte dans le rôle de Marie-Antoinette une élégance, une sobriété d'accent, une discrète puissance d'émotion qui trouvent leur plein épanouissement dans les scènes familiales. Autour d'elle, nous l'avons dit, n'apparaissent que des personnages secondaires. Signalons toutefois MM. Georges Vitray en Mirabeau, Lucien Nat dans le rôle du coiffeur Léonard, Paul Delon en

Fersen, Mlle Suzanne Demars dans les interprétations successives de Mlle Bertin et de Madame Élisabeth. Admirons aussi la cohésion et l'aisance d'une troupe fort nombreuse.

* * *

La pièce de M. André Birabeau, *Chaleur du sein*, qu'on joue au Théâtre Daunou s'ouvre sur un premier acte d'un effet sûr : un jeune homme, Gilbert Quercy, soigné dans une clinique, y a été mis par le docteur au repos absolu. Une dame d'âge mûr force cette consigne en expliquant à l'infirmière qu'elle est la belle-mère ou, pour mieux dire, la seconde mère du malade. Mariée au père de celui-ci, alors que Gilbert avait un an à peine, elle a remplacé auprès du poupon celle qui était morte en le mettant au monde. La voilà donc tout émue de le revoir sans le reconnaître, car son divorce l'a séparée du petit comme il atteignait sa septième année. Gilbert l'appelle « maman Mathilde », et lui conte l'accident qui lui est arrivé dont elle ne sait que la nouvelle donnée par les journaux : comme il voulait tirer des oiseaux avec son revolver, l'arme s'est enrayée. En l'examinant, il a fait partir le coup. La balle lui a frôlé le cœur. Il se remettra, heureusement, assez vite pour que son père, actuellement en voyage, le trouve debout à son retour.

La dame est à peine partie qu'une autre arrive qui justifie sa présence de la même façon. Elle a succédé dans la vie de Gilbert à la première visiteuse comme elle lui succède en ce moment, près de son lit. Son rôle fut de l'élever de huit à treize ans, c'est-à-dire jusqu'au moment où M. Quercy père, ayant jugé bon de divorcer à nouveau, cette « maman Adrienne » dut disparaître aussi promptement que la « maman Mathilde » précédente. L'infirmière s'étonne. Elle n'est pas au bout de ses surprises, car une troisième « mère » fait bientôt irruption. Celle-là qu'on nomme Bernadette est une très jeune femme. Gilbert avait quatorze ans quand il l'a connue, dix-sept quand elle est partie. Ils s'entretiennent sur un ton de camaraderie affectueuse. Après son départ, un bref échange de répliques apporte du nouveau. Comme l'infirmière s'attendrit sur la tendresse que portent ces trois femmes à Gilbert, celui-ci observe : « Il ne faudra pas leur dire que j'ai voulu me tuer. »

C'est là-dessus que le premier acte s'achève. Les trois autres noueront et dénoueront habilement le fil que l'auteur nous a tendu dans ces simples mots. Nous retrouverons Gilbert rentré sous le toit paternel. Le père seul manque, mais les trois mères sont là, également

soucieuses de veiller sur leur ancien poussin, mues aussi par la même rivalité. Pour peindre leurs sentiments, l'auteur a trouvé les traits les plus ingénieux, voire même les plus gracieux par moments. Chacune de ces mères adoptives aime chez Gilbert l'enfant qu'elle a connu lors de son règne. Pour Mathilde, il est encore l'enfant dont on guide les premiers pas ; pour Adrienne, le lycéen négligent de ses leçons ; Bernadette, elle, qui l'a vu en un âge plus avancé, le traite avec la familiarité trop grande d'une sœur aînée : « A nous trois, soupirent-elles, nous ne faisons pas une mère ! » Leur inquiétude, d'autre part, est grande, car elles ont fini par connaître la tentative de suicide de Gilbert et craignent qu'il ne la renouvelle. Quel motif avait-il ? Pressé par elles à tour de rôle, il se confie, mais ses aveux diffèrent selon celle à qui il les fait : à Mathilde, il dit qu'un amour malheureux a causé son geste ; à Adrienne, qu'il a voulu se supprimer en voyant qu'il n'arriverait jamais à rien dans la vie ; à Bernadette, qu'il a pris trente mille francs dans la caisse de son patron pour offrir une bague à une femme. Il se trouve finalement que ces trois confidences sont vraies. Mais chacune n'offre qu'une face de la réalité : c'est l'enfant trop tendre qui a parlé à Mathilde, l'élève honteux de sa paresse à Adrienne, le jeune homme coupable à Bernadette. Il y a bien de l'esprit dans ces distinctions marquées par l'auteur. Peut-être un tel sujet eût-il mérité d'être poussé plus loin. Mais M. Birabeau n'a voulu que badiner. Et la pièce s'achève le plus aimablement du monde par l'apparition du père volage, revenu de sa dernière expédition et des dernières aventures qu'il y a courues, sans succès cette fois. Ses trois anciennes femmes s'éloignent en lui confiant son fils, dont il prendra soin lui-même, désormais.

M. Jean Paqui, révélé il y a quatre ans dans *Tessa*, alors qu'il était encore enfant, a poursuivi sa jeune carrière et sa croissance grâce à des pièces successives de M. Birabeau. Le voici, avec Gilbert Quercy, dans le rôle d'un garçon de dix-huit ans. Il m'a paru plus près de ses débuts qu'à l'époque où il les faisait réellement sous l'égide de M. Jouvet. Le ton est monotone, la diction souvent confuse. On guette, en l'écoutant, un épanouissement qui tarde encore. Il se produira, souhaitons-le. Mmes Charlotte Barbier-Krauss, G. Engel, Ghyslaine sont exactement à leurs places respectives avec les moyens les plus différents, comme on imagine, dans les trois rôles de « mères ». M. Ernest Ferny tient celui du père avec beaucoup d'esprit et d'émotion. Signalons aussi M. Lluis, fort savoureux dans une courte scène.

***

Le Théâtre des Arts, qui représente *Sixième étage* de M. Alfred Gehri, a fait appel à l'ingéniosité du décorateur Pierre Marquet pour nous mettre de plain-pied avec le lieu élevé de l'action. La scène montre les dernières marches de l'escalier, le palier, le corridor où s'ouvrent des chambres. A droite et à gauche, deux logements offerts en coupe et coiffés du toit sur lequel pèse le ciel de Paris. Ce procédé, analogue à celui des maisons de poupée, a connu récemment au théâtre des applications qui ne furent pas toutes heureuses. Dans le cas présent, il ne peut que nous plaire. Les moyens d'investigation qu'il offre au spectateur s'allient à d'autres issus du dialogue. Nous sondons l'intérieur des chambres comme celui des âmes. Chacun des personnages se dévoile avec un naturel où passe le meilleur et le pire de sa vie quotidienne.

Car ils se montrent, ces modestes héros, dans une intimité qu'on ignore aux autres étages de la maison. Au sixième, c'est l'existence en commun, les bavardages des femmes autour du poste d'eau comme celui des villageoises à la fontaine, les disputes, les potins, les confidences, les brouilles suivies de pathétiques réconciliations. Chacun surveille son voisin, le déchire en paroles amères ou lui prête assistance selon le hasard du moment. Cet alerte train de propos échangés de façon presque incessante sur le palier du sixième n'est pas de trop pour nous initier aux drames de l'endroit et à leurs protagonistes. Voici, par exemple, le ménage Lescalier, deuxième porte à droite dans le corridor. Intérieur d'artiste, si l'on veut : Lescalier est peintre et décore des boîtes à bonbons. Il vit toujours dans l'espoir de vastes combinaisons financières qui tardent, par malheur, à se réaliser. En face d'eux logent M. Hochepot, comptable, et sa fille Edwige, jeune personne d'une grâce un peu maladive, à qui son père, dans ses moments de loisir, dicte des romans populaires dont il tire plus d'orgueil que de ressources. Une petite femme d'allures assez faciles, une autre un peu trop portée aux commérages complètent la population du lieu qu'animent aussi les disputes de la propriétaire, une personne fort imposante, et de son mari, un compère insouciant dont la principale occupation semble être de porter son argent sur les champs de course. Mais le véritable clairon de cette tumultueuse équipe, c'est Mme Lescalier. On la rencontre partout. Elle va d'un logement à l'autre, colportant chaque nouvelle et l'amplifiant, prompte aux drames, charitable aux ennuis des autres,

insouciante des siens, la bonté même et l'indiscrétion en personne.

Citons encore un personnage mystérieux qu'on appelle « la dame en gris ». C'est une femme fort élégante, venue on ne sait d'où, qui monte à certaines heures jusqu'au sixième, contemple une des portes du palier, et se retire en soupirant. Nous saurons plus tard qu'elle vient y chercher le fantôme d'un grand amour vécu là par elle autrefois. Mais, un jour, la porte s'ouvre et laisse apparaître le nouveau locataire, Jonval, un joyeux garçon, mi-étudiant, mi-chansonnier. La conversation s'engage et la dame en gris finit par entrer, à la stupeur de Mme Lescalier toujours aux aguets. Cette intrigue-là est légère. Jonval, malheureusement, en mène une autre plus lourde de conséquences avec Edwige. Le drame qui fait le fond de la pièce sort bientôt de l'imprudence des deux jeunes gens. Drame de caractère éternel et qui se termine par la fuite du séducteur. La délaissée, à qui son médecin apprend qu'elle va devenir mère, tente de se tuer et n'y réussit pas, fort heureusement, car un autre soupirant, délaissé d'elle jusqu'alors, la recueille et l'épouse. C'est là du mélodrame, dira-t-on. Non, il n'y a là nulle littérature, nulle affectation, aucune ambition déclamatoire. Le ton est celui de l'humble réalité. Sa valeur, celle d'un témoignage humain. La pièce entière baigne dans cette juste atmosphère.

Disons aussi qu'elle est admirablement jouée par des acteurs dont chacun semble n'avoir été créé que pour interpréter son personnage. On ne peut les nommer tous et c'est dommage, ils le mériteraient. Notons MM. Arthur Devère, remarquable de simplicité dans le rôle de Hochepot, Henri Guisol réjouissant Lescalier, Maurice Dorléac, séducteur idéal, Jean Daurand, qui incarne le soupirant de façon touchante ; Mmes Andrée Servilanges, aimable Edwige, Laure Diana, « dame en gris » des plus séduisantes, Claire Gérard, d'une autorité parfaite en propriétaire. Quant à Mme Claude Anny, qui joue Mme Lescalier, elle est à la fois le coup de vent et le rayon de soleil de ce sixième étage.

* * *

MM. Georges Berr et Louis Verneuil occupent la scène du Théâtre Saint-Georges avec *le Train pour Venise*. Cette pièce, d'allure facile et de moralité encourageante, semble destinée à plaire au public. On y voit un mari menacé dans sa sécurité conjugale rétablir la situation par la seule ingéniosité de sa diplomatie. Caroline Ancelot se plaint que son époux Michel la néglige au profit de ses affaires

et vienne la voir rarement dans la villa de Nice où elle demeure confinée durant la mauvaise saison, avec son père. Un gentil voisin, Étienne de Boisrobert, arrive à point pour donner forme à ses vœux. De concert avec lui, Caroline, malgré la résistance de son père, décide de divorcer et d'épouser Étienne.

Michel, mandé en hâte, arrive de Paris. Mais il est si heureux de revoir sa femme, si aimant, qu'on ne sait comment lui annoncer la nouvelle. Pour brusquer les choses, Caroline et Étienne décident de partir le soir même pour Venise. Michel, alors, ayant surpris une partie de leur secret, fait tout pour contrarier cette équipée. Étienne, accablé d'amabilités par lui et trompé sur l'heure tardive, manque le train, tandis que Caroline, après l'avoir cherché vainement dans chaque cabine de sleeping, rentre furieuse et l'accable de reproches. Ce projet avorté sera repris quinze jours plus tard à Paris. Mais les deux complices ont compté sans la ténacité de Michel qui, à force de s'insinuer dans les bonnes grâces d'Étienne, rend ce dernier grotesque et odieux à Caroline, de sorte que, le jour où il lui déclare que la désaffection qu'elle lui témoigne ne saurait se dissimuler davantage et qu'elle ferait mieux de le quitter franchement pour refaire sa vie avec Étienne, Caroline, indignée, le fait taire, et, l'instant d'après, tombe dans ses bras. Ce sont les deux époux réconciliés qui prendront le train pour Venise.

Le thème est bref et ces trois actes nous l'ont semblé aussi grâce à une habileté de dialogue dont ces deux auteurs ne comptent plus les preuves. M. Louis Verneuil joue lui-même avec malice le rôle de l'astucieux Michel, M. Alerme est un père réjouissant, et M. Armontel un Boisrobert empêtré comme il faut dans cette désobligeante aventure. Mme Huguette Duflos montre, comme à l'ordinaire, beaucoup de charme dans le personnage de Caroline.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

DICTATURES ROYALES : LE ROI FAROUK CONTRE LE WAFD

Dans le conflit d'idéologies politiques et morales qui met aux prises les peuples et leurs pasteurs, le rôle des souverains est malaisé à définir, à tel point que l'on s'est parfois demandé s'ils étaient autre chose que des organes témoins d'une conception périmée de la société et du gouvernement. Pourtant il existe une différence radicale entre le système politique de l'Italie fasciste, qui a gardé sa monarchie héréditaire, et celui de l'Allemagne ou du Portugal qui s'en passent, et la dynastie de Savoie reste, avec le sage roi Victor-Emmanuel III, comme une réserve pour l'avenir, une suprême ressource pour des jours difficiles. Il se trouve que plusieurs nations d'Europe ou des bords de la Méditerranée ont à leur tête de jeunes souverains qui se résignent mal au rôle décoratif dans lequel les partis dominants voudraient les confiner. Les choses se passent comme s'ils avaient fait un raisonnement du genre de celui-ci : les peuples, en proie aux pires difficultés économiques, sociales et politiques, sentent le besoin d'une autorité plus concentrée, plus prompte à décider, plus apte à réaliser ; c'est une loi psychologique et historique que les hommes, las des discordes civiles, se donnent un maître ou l'acceptent, quel que soit le nom dont il colore son autorité ; pourquoi les rois, lorsqu'ils en ont le courage et l'étoffe, n'apporteraient-ils pas à leurs peuples l'économie d'une révolution et d'une dictature et n'associeraient-ils pas, à l'autorité traditionnelle qu'ils ont reçue en héritage, l'autorité dictatoriale que les démocraties inquiètes ou fatiguées semblent réclamer ?

Le premier souverain légitime qui ait réalisé un coup d'État de ce genre pour se débarrasser des lenteurs et de l'incohérence parlementaires, ce fut le regretté Alexandre, roi de Yougoslavie ; mais il s'agis-

sait surtout pour lui de maintenir, par l'autorité de la Couronne et par son prestige personnel, l'union de peuples qui n'avaient pas encore pleine conscience de former une seule et même nation. Laissons de côté le cas d'Édouard VIII, bien qu'il ait rêvé d'un gouvernement monarchique plus directement populaire et réformateur et celui de Léopold III, quoique M. Van Zeeland ait été plutôt « l'homme du roi » qu'un président du Conseil parlementaire. Mais n'oublions pas le roi Georges de Grèce et son ministre « dictatorial », le général Metaxas, qui ont résolu le 4 août 1936 un coup d'État de type fasciste et qui gouvernent sans Parlement. Et arrivons à deux interventions royales décisives qui paraissent d'ailleurs sans liens entre elles, bien qu'elles se soient produites presque en même temps : celle du roi Farouk d'Égypte et celle du roi Carol II de Roumanie.

Le jeune roi d'Égypte, qui a produit une si favorable impression de maturité et de finesse à tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher quand il est venu inaugurer l'élégant pavillon égyptien à l'Exposition, n'est âgé que de dix-huit ans ; il a été déclaré majeur à la fin de juillet et doit se marier dans quelques jours. Dès ses premiers actes s'est révélée entre lui et ses ministres une opposition qui n'a pas tardé à devenir aiguë. Le *Wafd*, ou parti nationaliste, a obtenu aux élections de mai 1936 une écrasante majorité. Dans sa campagne pour l'indépendance de l'Égypte, le parti fondé par Zagloul avait avec lui tout le pays ; mais le traité anglo-égyptien du 26 août 1936 a réalisé dans les meilleures conditions l'article essentiel de son programme. Le gouvernement de Nahas pacha s'est révélé moins heureux dans sa politique intérieure. Parmi les « Chemises bleues » dont il s'entourait, à l'imitation des « Chemises noires » d'Italie ou des « Chemises brunes » de M. Hitler, s'étaient glissés des éléments suspects qui, sous prétexte de politique, abusaient de leur pouvoir et de la protection officielle. Contre elles s'organisa une milice de « Chemises vertes » qui se donna pour but, sous l'inspiration des ulémas et de la vieille Université d'El-Azar, de défendre les traditions musulmanes et les prérogatives de la monarchie. Les rues furent souvent troublées par le heurt des « bleus » et des « verts ». Le véritable chef du *Wafd*, Makram pacha Ebeid, ministre des Finances, appartient à la minorité chrétienne des Coptes et se trouve, comme tel, suspect à l'opinion des Musulmans. Le nom du ministre des Travaux publics s'est trouvé mêlé, à tort ou à raison, à une affaire de concussion à propos de la captation des forces motrices du barrage d'Assouan. Bref, l'exercice du pouvoir par les hommes

inexpérimentés du *Wafd* ne tarda pas à effriter leur popularité, d'autant plus qu'après la réalisation de l'indépendance l'enthousiasme nationaliste ne trouvait plus à s'exercer.

Entre la Couronne et le *Wafd*, le différend remonte aux derniers temps du règne du roi Fouad et s'est aggravé lors de la constitution du Conseil de régence. A peine le roi Farouk eut-il été déclaré majeur que se révélèrent chez lui quelques-unes des qualités éminentes qui distinguaient son père : le sens et le goût de l'autorité, la conscience des responsabilités de la dynastie de Mohamed Ali envers le peuple égyptien. Élevé comme les Égyptiens de son temps, instruit en Angleterre, mais parlant l'arabe d'Égypte sans cet accent étranger dont ne put jamais se débarrasser le roi Fouad, il est populaire parmi la jeunesse. On apprit le 15 octobre qu'il avait fait choix, comme chef de son cabinet, d'Ali Maher pacha qui avait rempli longtemps les mêmes fonctions auprès du feu Roi dont il avait mérité la confiance et qui fut, comme chef du gouvernement, le prédécesseur immédiat des ministres du *Wafd*. Nahas et Ali Maher sont considérés comme des adversaires acharnés. Nahas, lorsqu'il devint chef du gouvernement, n'eut rien de plus pressé que d'annuler en bloc tous les décrets d'Ali Maher. Il demanda donc au Palais une audience pour faire entendre ses doléances au sujet du choix du chef de cabinet du Roi dont la présence devait, selon lui, contrecarrer la politique du ministère. Le Roi répondit sèchement qu'il était maître de choisir ses collaborateurs comme il lui plaisait et que d'ailleurs le chef de son cabinet ne pouvait pas avoir de politique personnelle autre que la sienne propre. Entre les deux pouvoirs, un heurt se préparait ; il vient de se produire le 30 décembre. Un ordre du Roi a révoqué, sans autre cérémonie, le ministère Nahas et appelé au pouvoir le chef du petit groupe d'opposition libérale, Mohamed Mahmoud, avec une équipe de seize ministres dont la liste, préparée d'avance, fut publiée quelques heures après la décision royale ; elle comprend des hommes d'État éminents et expérimentés, tels que Sidki pacha, Abdel Fattah Yehia pacha qui est chargé des Affaires étrangères, Hassan Sabry pacha, qui sont tous des adversaires du *Wafd*. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de dissoudre les « Chemises bleues ».

L'Égypte est en présence d'une crise constitutionnelle nettement dessinée. D'un côté le *Wafd* avec ses tendances nationalistes intransigeantes, ses procédés fascistes caractérisés par les « Chemises bleues », ses principes démocratiques et parlementaires. De l'autre

la Couronne avec sa tradition nationale, ses prérogatives historiques, sa conviction que l'autorité royale est nécessaire pour maintenir au-dessus des partis la cohésion et l'ordre chez un peuple à la fois très vieux et très jeune, la popularité enfin du nouveau Roi. Il ne faut pas chercher, dans cette crise, d'influences étrangères. L'ambassadeur britannique, naguère haut-commissaire, sir Miles Lampson, n'y est nullement mêlé. La propagande italienne, quoi qu'on en ait dit, n'y est pour rien. Il s'agit seulement de savoir lequel des deux pouvoirs l'emportera. Le système parlementaire tel qu'il fonctionne en Angleterre est mal adapté aux mœurs de l'Orient musulman; mais le *Wafd*, fort de la tradition de Zagloul, n'entend pas céder la place sans résistance ; il a exclu de ses rangs ceux de ses membres qu'il soupçonne de pactiser avec le Palais, notamment Achmet Maher, président de la Chambre, frère d'Ali Maher. A la séance où le Parlement fut convoqué pour recevoir communication du rescrit royal prorogeant les Chambres, le tumulte s'est déchaîné et Nahas a fait entendre une véhémente protestation. Le Sénat, à l'unanimité moins trois voix, a voté une résolution condamnant la nomination du nouveau cabinet et demandant au Roi de considérer de nouveau la situation. Procès de tendance, d'ailleurs, car la Constitution de 1923 donne au souverain le droit de nommer et révoquer les ministres; lutte d'influence entre deux clans politiques et deux conceptions du pouvoir. L'Égypte, qui commande les communications entre l'Occident et l'Asie, est un des points sensibles du globe et rien de ce qui s'y passe ne peut laisser indifférentes les Puissances méditerranéennes. Mais c'est surtout en Syrie, en Irak, en Afrique française que les chefs des mouvements nationalistes rêvent de voir l'Égypte devenir le centre du panarabisme. Il n'y a aucune raison de penser que le jeune Roi qui vient d'affirmer si nettement sa personnalité et sa volonté nourrisse de si lointains et dangereux projets.

LE ROI CAROL ET LA CRISE POLITIQUE EN ROUMANIE

En Roumanie, c'est aussi un acte de l'autorité royale qui vient, le 29 décembre, de modifier profondément l'orientation de la politique. Nous avons sommairement indiqué dans la précédente chronique que, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la loi électorale de 1926 qui accorde une très forte prime au parti qui obtient plus de 40 pour 100 des voix, le gouvernement au pouvoir, — en l'espèce le vieux parti libéral qu'ont illustré les Bratiano, —

n'obtint pas la quotité nécessaire pour être assuré de la majorité. Les deux partis qui ont gagné le plus de voix le 20 décembre furent le parti national-paysan de MM. Maniu et Mihalache (530 000 voix), et surtout le groupement fasciste « Tout pour la patrie », nouveau nom de la « garde de fer » de M. Codreanu. M. Tataresco, battu, préféra ne pas attendre la réunion du Parlement le 17 février et donna sa démission. Le roi Carol, sans tenir compte des indications très nettes du suffrage universel et considérant qu'aucun des partis ne pouvait avoir de majorité dans la nouvelle Chambre, appela au pouvoir M. Octavian Goga, chef d'un parti peu nombreux qui s'intitule « chrétien national » et qui n'a recueilli que 260 000 voix sur 2 700 000 votants. Remarquons d'ailleurs que le Roi, par cet acte de son initiative personnelle, n'a pas violé la lettre de la Constitution qui lui donne le droit de désigner le chef du gouvernement ; il a seulement agi à l'encontre des conceptions parlementaires en appelant au gouvernement un homme politique qui n'est pas le chef d'un groupe important et qui ne peut pas compter sur une majorité dans la nouvelle Chambre.

Le parti chrétien national est un groupement ancien ; il doit son origine à M. Cuza qui est aujourd'hui un vieillard de quatre-vingts ans et qui entre dans le cabinet comme ministre d'État. M. Cuza était raciste et antisémite bien avant que M. Hitler jouât un rôle politique. Il n'est donc pas exact que le parti chrétien national se soit formé à l'instar du national-socialisme allemand. Le groupe de M. Cuza s'est fondu, il y a quelques années, avec le groupe antisémite transylvain de M. Goga. Le programme de ces deux hommes politiques tient en quatre mots : « La Roumanie aux Roumains », qui rappelle aux Français le mot d'ordre d'Édouard Drumont. « La Roumanie aux Roumains », c'est-à-dire aux paysans, car l'aristocratie des grands propriétaires est souvent déracinée et cosmopolite ; la fortune mobilière, les grandes entreprises industrielles sont entre les mains des étrangers ; les juifs de Moldavie et de Bessarabie, qu'ils soient intendants des propriétaires, commerçants ou usuriers, sont impopulaires. On retrouve, dans les doctrines de M. Goga, qui est transylvain, un écho des luttes qui, au temps de la domination hongroise, mettaient aux prises les paysans roumains et leurs maîtres magyars, szekels ou allemands. Un programme xénophobe et antisémite est assuré de gagner, dans l'ancienne comme dans la nouvelle Roumanie, d'ardentes mais dangereuses sympathies.

En confiant les responsabilités du pouvoir à MM. Goga et

Cuza, le roi Carol a exécuté une manœuvre habile. Il redoute également le parti national-paysan dont les chefs ne lui ont pas ménagé leurs critiques, et la « garde de fer » dont il craint les violences, la brutale intransigeance et l'admiration sans réserves pour les méthodes allemandes. Au programme de cette extrême droite et de l'extrême gauche paysanne il prend ce qui lui paraît réalisable et il donne satisfaction au sentiment populaire. Plusieurs transfuges du parti national-paysan et du parti libéral entrent dans le cabinet Goga qui prend ainsi figure d'une concentration nationaliste. M. Istrate Micesco, ministre des Affaires étrangères, est un homme distingué qui, au point de vue de la continuité de la politique extérieure, donne toute garantie. Ses premières déclarations ne laissent rien à désirer : « Je défendrai scrupuleusement, a-t-il dit, toutes les alliances et amitiés qui nous ont été léguées par le passé, tout en m'efforçant de développer des relations amicales avec tous les pays. » La défense nationale est confiée aux mains sûres du général Jean Antonesco avec, comme sous-secrétaire d'État, le général Paul Teodoresco qui avait les mêmes attributions dans le précédent cabinet.

Quant au programme, il est difficile à réaliser. Le ministère se défend d'être en dehors de la Constitution ; il se propose de dissoudre les Chambres et de procéder à de nouvelles élections qui, vraisemblablement, lui assureront la majorité, car il a déjà pris soin de remplacer la plupart des préfets et il se propose de développer l'organisation de type fasciste de la milice national-chrétienne qui serait portée à 200 000 hommes. Il supprime les journaux qui ne lui sont pas favorables et ceux que dirigent des étrangers. Il compte s'appuyer sur les paysans, devenus propriétaires depuis la grande réforme agraire de Bratiano, et sur toutes les forces de droite, à l'exception des « gardes de fer » qui, pour le scrutin du 20 décembre, avaient conclu avec les nationaux-paysans une alliance paradoxale. Des mesures draconiennes sont déjà annoncées contre les juifs ; ils n'auraient plus le droit d'être propriétaires, ni d'exercer un commerce ou une profession libérale. Il s'agirait donc d'une véritable mise hors la loi qui aurait pour effet l'émigration de nombreux juifs.

Où iraient-ils ? L'antisémitisme, parti de l'Allemagne hitlérienne, tend à se généraliser dans les pays de gouvernement populaire autoritaire. Avec Staline, il triomphe en Russie ; il se développe en Pologne et s'installe en Roumanie ; on le voit poindre en Italie. C'est un phénomène qu'il convient de considérer objectivement.

Dans quelle mesure un État a-t-il le droit de jeter hors de ses frontières un nombre important de ses citoyens sans se préoccuper de leur trouver un asile ? En tout cas, pour la France, les précautions les plus strictes s'imposent. Si nous ne voulons pas voir se développer chez nous un antisémitisme, prenons garde de ne pas accueillir trop d'étrangers qui viendraient faire concurrence à la main-d'œuvre nationale. C'est d'une épuration des trop nombreux repris de justice étrangers, établis en fraude dans nos villes que nous avons besoin. Chaque pays doit garder ses citoyens sans distinction de race ou de religion.

L'Europe est si nettement divisée par les idéologies rivales que certains actes classent *ipso facto* un pays dans l'un ou l'autre camp. Il en est ainsi des mesures de caractère antisémite. Que le coup d'État légal que le roi Carol vient d'accomplir indique une tendance à se rapprocher de l'Allemagne et de l'Italie, nul ne le conteste ; mais les déclarations si nettes du Roi à M. Delbos et les affirmations de M. Micesco nous garantissent qu'il ne s'agit pas d'un revirement et de l'abandon d'une politique qui reste, pour la Roumanie, d'intérêt vital. Il semble que l'intention du nouveau gouvernement soit de resserrer les liens qui l'unissent à la Pologne, afin d'opposer à toute tentative d'invasion ou d'infiltration du communisme russe un front d'autant plus solide qu'il s'adosserait à une Allemagne amie. C'est là une conception théoriquement admissible, mais qui peut, dans la pratique, comporter de terribles aléas. Ne serait-elle pas considérée à Moscou comme une menace ? Et qu'adviendrait-il le jour, qui ne sera pas demain mais qui reste dans les possibilités de l'avenir, où le rapprochement que rêve l'État-major allemand se réaliserait entre Berlin et Moscou ?

Quoi qu'il en soit, la Roumanie entre dans une ère de difficultés intérieures qui risque de diminuer, dans les affaires européennes, son potentiel d'influence. L'opposition n'accepte pas sans résistance la décision royale. M. Jules Maniu, dès le lendemain de la constitution du ministère, déclarait à la presse : « La formation du gouvernement Goga est une provocation directe à l'adresse de la nation. C'est vouloir mépriser la volonté nationale que de confier le pouvoir à un parti qui n'a pas réussi à recueillir, malgré l'évidente protection du gouvernement libéral, 10 pour 100 des suffrages exprimés... Ceux qui connaissent les convictions antidémocratiques et réactionnaires de M. Goga, son nationalisme opposé à nos alliances naturelles, peuvent prévoir le chemin que suivra le nouveau gouvernement. » Mais l·

temps, et surtout l'action du souverain, peuvent arranger bien des choses, car le nouveau gouvernement est, avant tout, celui du roi Carol qui s'est montré, en maintes circonstances, le gardien éclairé des intérêts de son peuple.

LA JAPONISATION DE LA CHINE

C'est en 1905, après la paix de Portsmouth, que nous écrivions ici un article intitulé *la Japonisation de la Chine* (1). Nous y montrions comment le Japon entendait opérer à son profit la modernisation de la vieille Chine et comment son objectif final était une sorte de doctrine de Monroe jaune pour l'élimination de toute influence culturelle ou économique des Européens et des Américains dans les mers de Chine. Nous assistons à la réalisation de cet idéal. Mais les procédés de pénétration des Japonais en Chine étaient, à cette époque, toujours discrets, prudents, réservés ; ils ne cherchaient jamais à obtenir d'un coup par violence ce qu'ils pouvaient gagner avec le temps par persuasion ou infiltration. C'était alors la vieille aristocratie de gouvernement qui portait la responsabilité des destinées de l'empire nippon. On imagine aisément qu'aujourd'hui le dernier des *Genrô*, le vieux prince Saïonji, et les hommes d'État formés à son école, ne doivent pas voir sans inquiétude les procédés brutaux et la compromettante franchise des militaires maîtres du pouvoir.

Grisés par le succès des armées japonaises, enhardis par l'attitude expectante des diplomaties anglo-saxonnes et par l'incapacité où se trouve le gouvernement soviétique de se servir d'une armée qu'il s'acharne à décapiter, exaltés par les flatteries de la presse italienne, les chefs de l'armée ne connaissent plus de mesure. Ils veulent obtenir d'un coup les résultats que la génération précédente n'espérait emporter que par une longue suite d'efforts savamment mesurés. Plusieurs d'entre eux ont, ces derniers jours, donné libre cours à leur enthousiasme. Le général Ugaki, membre du Comité des Conseillers du cabinet, interviewé à la fin de novembre, gardait encore quelque réserve. Le Japon, selon lui, ne fait pas la guerre au peuple chinois et n'a donc pas à la déclarer ; il ne vise qu'à extirper les éléments antijaponais et communistes ; il ne tient qu'à la Chine de mettre fin aux hostilités ; le Japon ne demande qu'à l'aider dans une œuvre de

(1) 15 août 1905. Cf. René Pinon, *la Lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise.* Perrin, 1 vol. in-8°.

reconstruction, de réorganisation administrative, d'équipement économique qui serait « profitable non seulement au Japon et à la Chine, mais également aux autres nations ».

L'amiral Suetsugu, devenu récemment ministre de l'Intérieur (1) dans le cabinet du prince Konoye dont il sera vraisemblablement le successeur, ne garde plus de ménagements et dévoile avec candeur les visées ultimes des militaires nippons. L'article qu'il a donné à la revue japonaise *Kaizo* a produit, du moins pour ceux qui ne suivent pas de près les événements d'Extrême-Orient, l'effet d'une révélation. C'est le programme que nous avons plusieurs fois exposé. A la Chine du Nord, le Japon assurera « le gouvernement de caractère particulier » dont elle a besoin. « Un régime semblable sera forcément appliqué quelque jour dans la Chine du Sud. Les deux gouvernements de Pékin et de Nankin fusionneront ensuite pour constituer le gouvernement de la Chine entière. » Le Japon a en Chine une mission qu'il tient de son Empereur et devant laquelle « les intérêts mercantiles des Blancs doivent s'effacer ». Chine, Mandchoukouo, Japon doivent constituer un bloc politique, économique, idéologique des peuples jaunes. Il n'y aura plus de place en Chine pour les « Blancs ». « La fin de l'hégémonie des Blancs inaugurera vraiment l'ère de justice, d'humanité, dont les Européens et les Américains parlent constamment. » Il est piquant d'observer que l'amiral emploie cette même phraséologie qui s'étale dans les journaux communistes contre l'impérialisme européen. « Le joug des Blancs sur les races jaunes doit disparaître. Naturellement une réalisation rapide de cet affranchissement amènera une conflagration générale. Mais disons-nous bien que, quelles que soient les précautions que nous prendrons, le résultat sera le même : une conflagration générale. Ainsi le veut le destin. » Il faut d'abord briser la résistance chinoise. Pour y réussir, il faut empêcher, « même au prix d'une guerre », l'Angleterre de leur fournir des munitions par Hong-kong. « Pourquoi l'Angleterre ne veut-elle pas comprendre la vanité de son appui à la Chine, qui attirera l'orage sur elle ? Je ne veux pas croire que les Américains, dont notre action n'affecte pas les intérêts, se mettront à la remorque de l'Angleterre pour nous combattre, si nous affrontons celle-ci par les armes. »

En présence de l'émotion produite en Europe et en Amérique

(1) Nous avions dit, dans la précédente chronique, que le général Araki était entré dans le gouvernement en même temps que l'amiral Suetsugu. Cette nouvelle était prématurée en ce qui concerne le général.

par les propos intempérants de l'amiral, devenu ministre de l'Intérieur, le gouvernement a cru devoir communiquer aux agences une traduction édulcorée de l'article. Mais, même en admettant pour seule exacte cette seconde version, l'essentiel subsiste : expulsion des « Blancs », rancune spéciale contre l'Angleterre, aveu naïf de la crainte d'une entente anglo-américaine seule capable de mettre un frein aux ambitions démesurées de l'empire nippon. Américains et Anglais seront-ils bons entendeurs ? La réponse de Tokio aux notes très fermes de ton des chancelleries de Washington et de Londres à propos des graves incidents du *Panay* et du *Lady Bird*, invoque le brouillard, blâme les militaires dont le zèle imprudent a failli tout gâter, promet qu'un si déplorable malentendu ne se renouvellera pas. Visiblement, l'alerte a été chaude à Tokio où l'on a craint une réaction simultanée des deux grandes démocraties anglo-saxonnes ; on se réjouit d'y avoir échappé et, aussitôt, le haut commandement adresse à la municipalité de la concession internationale de Changhaï une sorte d'ultimatum d'avoir à accepter un véritable contrôle de l'armée nippone.

Le temps n'est plus où, — c'était en 1905, — le *Times* écrivait : « Le Japon combat en Asie pour l'idéal anglo-saxon contre le despotisme militaire. » L'attitude des Anglais et des Américains en face du flagrant délit d'Extrême-Orient fait penser, — s'il était permis de plaisanter en une si sérieuse affaire, — à ce légendaire mari bafoué et débonnaire qui, à une question indiscrète, répondait : « Ils ont bien vu que je n'étais pas content ! » Cependant, le président Roosevelt a inscrit au budget de cette année un accroissement des crédits pour le renforcement de la marine des États-Unis. Mais ce sont là des précautions à longue échéance. Il serait opportun, en attendant, que Londres et Washington manifestassent tout simplement leur solidarité diplomatique dans les affaires de Chine. L'audace du Japon est faite de leur désunion et de leur faiblesse.

Gardons-nous, d'ailleurs, de souhaiter que l'Angleterre s'enfonce dans les inextricables complications des affaires de Chine ; nous avons dit déjà qu'il ne lui reste qu'à faire, là-bas, du mieux possible, la part du feu. Si les forces de l'Angleterre étaient attirées dans les mers du Pacifique, et celles de la Russie retenues du côté de la Mongolie, les vœux de l'Allemagne et de l'Italie seraient comblés ; le pacte anticommuniste avec le Japon n'a pas d'autre objet. C'est alors que la guerre, en Europe, deviendrait imminente. Au nom du racisme, le chancelier Hitler peut se réjouir de la concen-

tration qui se prépare de toutes les forces « jaunes » sous la forte main de l'empire nippon. Il ne voit pas qu'il ne s'agit plus ici de race, mais de l'une des grandes familles humaines et qu'à l'union des « Jaunes » devrait répondre l'union des « Blancs », car il y a plus loin, du point de vue ethnique, entre Japonais et Chinois qu'entre Français et Allemands. Guillaume II voyait plus clair quand, vers 1900, il dénonçait le péril jaune.

Quant à la Chine, ses destins sont fixés ; elle ne peut pas, en ce moment, lutter contre l'organisation militaire japonaise. Mais la loi de l'histoire veut qu'à une échéance plus ou moins éloignée, le Japon paie la faute que ses militaires ont commise en abandonnant pour la manière forte les méthodes prudentes de ses grands hommes d'État. Ils exigent que les Chinois aient confiance en eux, leur obéissent et les aiment. Trop tard. Le mal est fait. Le patriotisme chinois est né ; la Chine prendra de plus en plus conscience d'elle-même jusqu'à ce qu'elle absorbe ses maîtres d'un jour.

LE CABINET CHAUTEMPS ET LES CONFLITS DU TRAVAIL

Le président Roosevelt, en ouvrant la session de son Parlement, le 4 janvier, lui a adressé un message où il a, une fois de plus, exprimé sa confiance dans l'avenir des démocraties qu'il regarde comme seules capables de fonder une paix durable sur le respect des traités internationaux. Une fois de plus, des mots ! Il vaudrait mieux prouver par des faits que les démocraties sont capables d'actions et d'ententes. Ce qui s'est passé en France ces derniers jours en apporte une nouvelle preuve. Nous ne saurions mieux faire que d'emprunter les termes mêmes de la déclaration faite le 6 janvier par le président du Conseil : « Au cours des dernières semaines, les conflits du travail ont repris avec une intensité qu'ils n'avaient pas connue depuis longtemps. La situation spéciale qu'ils créent est dangereuse pour la prospérité et la sécurité de la France. Il est impossible qu'elle se prolonge, le gouvernement ne saurait l'admettre. » M. Chautemps fait appel aux ouvriers comme aux patrons et leur offre la collaboration du gouvernement pour établir la paix sociale. « Pour aboutir à ce résultat nécessaire, le gouvernement n'hésitera pas à engager toute sa responsabilité. » Il reste malheureusement vrai que le ministère se trouve, pour pratiquer une politique de fermeté, dans une situation difficile, et il en sera ainsi tant qu'il dépendra d'une majorité parlementaire où l'appoint des communistes reste nécessaire. Le

jour où le gouvernement arriverait à une rupture avec eux, il aurait fait un acte plus utile pour la paix de l'Europe que tous les efforts de sa diplomatie. Il serait bon aussi que des ministres comme M. Paul Faure n'aillent pas tenir en province un langage en contradiction flagrante avec la politique du cabinet.

Les grèves récentes, les occupations d'usines, ont un but nettement politique et sont d'origine communiste ; elles révèlent de profondes divisions intestines parmi les chefs syndicalistes. Les communistes cherchent, à la faveur des troubles, à imposer leur volonté, ou plutôt celle de Moscou, à la C. G. T. d'abord, et, par elle, au gouvernement et au Parlement. Le reste n'est que prétexte ; parmi les ouvriers, beaucoup commencent à s'en rendre compte. Le peuple français ne veut pas de la dictature d'une classe ; il ne méconnaît ni les droits des ouvriers ni ceux de leurs syndicats, mais il n'admet pas que le syndicalisme, qui manque complètement d'expérience politique, prétende tout régenter, y compris la politique extérieure.

La grève des services publics parisiens qui a éclaté sans motif sérieux le 29 décembre a été, entre le gouvernement et les syndicats extrémistes, une épreuve de force. Les chefs socialistes eux-mêmes comprirent que le gouvernement ne pouvait pas céder. Ce fut pour M. Chautemps l'occasion de montrer une fermeté nécessaire. « Le gouvernement est résolu à faire face à la situation avec la plus grande vigueur. En aucun cas il ne saurait admettre une interruption des services nécessaires à la vie d'une nation... Le grave désordre social qui a été délibérément provoqué et qui moleste injustement toute la population parisienne ne trouve aucune excuse dans un motif corporatif quelconque. » Et il refusait de recevoir les délégués des grévistes tant que le travail ne serait pas repris. Le lendemain matin tout était rentré dans l'ordre. Mais, depuis lors, d'autres incidents se sont produits. On sent une volonté d'entretenir l'agitation à laquelle répond la déclaration du 6 janvier. Espérons que des actes suivront. L'attitude de fermeté de M. Chautemps le 29 décembre a produit à l'étranger la plus favorable impression. Il suffit de lire la presse allemande pour s'en rendre compte. On doit espérer que la leçon ne sera pas perdue pour notre gouvernement.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

ait
rts
me
ra-

te-
de
Les
eur
par
te;
. Le
nait
met
oli-

notif
cats
èmes
pour
« Le
ande
n des
social
toute
f cor-
s gré-
matin
nts se
quelle
vront,
roduit
presse
on ne

V

Ha
à la p
privè
taines
il n'y
de lu
formu
la ma

—
qu'un
de vo
gence
une a

Si
d'exp
de s'
pour

Co
(1)

BETHSABÉE

QUATRIÈME PARTIE (1)

I

Vers le 20 octobre, se produisit, au mess des officiers du 7e Chevau-Légers, un événement d'une portée considérable : la marmelade d'orange vint à manquer.

Hamilton, lieutenant en premier au 2e escadron et préposé à la popote, subit avec stoïcisme les observations que ne se privèrent pas de lui adresser à ce sujet les majors et les capitaines. Lorsqu'elles commencèrent à lui venir de ses pairs, il n'y tint plus. Au petit Sidney Lane, qui se croyait en droit de lui faire remarquer qu'au lieu de gémir il n'avait qu'à formuler auprès de l'autorité compétente une réclamation sur la manière dont fonctionnait le ravitaillement, il répondit :

— Merci pour le tuyau, mon vieux ! Mais si c'est de quelqu'un que je connais que vous voulez parler, permettez-moi de vous dire qu'il ne s'en moque pas mal. Ce genre de contingences ne le touche pas. Outre sa propre table, il en possède une autre, où il a la certitude de ne jamais manquer de rien.

Sidney Lane s'était bien gardé de solliciter un supplément d'explications. Si la plupart des officiers évitaient les occasions de s'en entretenir, il n'y avait néanmoins personne à Djelabad pour ignorer que le bungalow chinois avait l'honneur, depuis

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre, 1er et 15 janvier.

quelque temps, de retenir le colonel Wright à dîner une fois sur deux, quand ce n'était pas davantage. Baxter, pourtant, n'avait jamais osé prendre sur lui de l'inviter, et Arabella n'avait jamais non plus pensé qu'elle pourrait avoir un jour cette audace. Un fort banal concours de circonstances avait suffi pour faire de l'improbabilité la moins vraisemblable la plus naturelle des réalités.

A trois ou quatre reprises peut-être, après le départ des 5e et 6e escadrons, sir Herbert, à l'heure du cocktail, s'en était venu passer quelques instants chez son nouvel officier d'ordonnance. La chose n'avait rien en soi qui pût étonner. Ils arrivaient tous les deux ensemble, lorsqu'ils avaient achevé d'expédier l'un et l'autre leur tâche commune de la journée. Le colonel n'avait certes jamais caché le plaisir qu'il goûtait à la compagnie de Mrs Taylor, mais sans paraître chercher un prétexte pour la rencontrer de nouveau hors de la présence du maître de céans. Ç'avait été des causeries en apparence pleines de simplicité et d'abandon, au cours desquelles il lui était sans doute arrivé de faire allusion en plaisantant à son intention de demeurer un de ces soirs à dîner avec eux, à la fortune du pot, comme on dit. Mais, jusqu'à la date du 3 octobre, aucun de ces aimables propos n'avait été encore suivi d'exécution.

Ce soir-là, le colonel, se trouvant au bungalow chinois et téléphonant chez lui, afin de savoir si un télégramme qu'il attendait de Delhi n'avait pas été apporté, apprit qu'un feu de cheminée venait de se déclarer dans sa cuisine. Le drame était de mince importance, mais avait suffi cependant à mettre le cuisinier dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Les spécialistes régimentaires auxquels la réparation du dégât fut confiée ne firent preuve que d'une hâte des plus relatives, si bien que, durant trois jours, le colonel dut accepter l'hospitalité d'Arabella. Un hasard de cet ordre aurait probablement fini tôt ou tard par se produire. Mais il paraîtrait tout de même peu équitable de supposer que sir Herbert eût poussé l'impatience jusqu'à provoquer celui-là.

— J'entends que rien ne soit changé à vos habitudes, avait-il répété à plusieurs reprises, soit à Baxter, soit à Arabella. Je tiens, comme je vous l'ai dit, à ne pas être un épouvantail pour les amis que vous étiez accoutumés à recevoir avant moi.

Vous en compterez un de plus, et non le moins dévoué, ainsi que vous le savez, voilà tout.

Sir Herbert, en parlant ainsi, était sincère, incontestablement. Aussi ne fut-ce sa faute qu'à moitié si, dès le mois qui suivit sa première visite, il n'y eut plus désormais que lui seul à venir au bungalow chinois.

Celui-ci n'avait d'ailleurs jamais eu comme fidèles véritables que Burke, Elliott et Mac Carthy. Or, on savait où se trouvaient à cette heure Elliott, Mac Carthy et Burke, dispersés là-haut, dans le Nord, parmi les moraines verdies et les ténébreuses chutes de neige, prisonniers de la sombre épouvante qui s'étend entre Ouloug-Aghyl et Quotchqor. Parmi les officiers des escadrons qu'ils avaient relevés, il en existait plusieurs tels que le capitaine Armstrong, les lieutenants Grey et Sewel que Baxter était en droit de considérer comme de véritables camarades ; mais, pour une raison ou une autre, depuis leur retour à Djelabad, ils n'avaient point reparu au bungalow. Quant à Hiram Singh, on n'ignore pas que des motifs très différents expliquaient la rareté et la discrétion de ses visites. Il ne venait qu'accompagné de la petite Nour, et seulement lorsqu'il avait la certitude de trouver seule Mrs Taylor. Restait Somerville. Mais celui-là, si, très vite, il n'était pas revenu, ç'avait été une autre histoire, une histoire à propos de laquelle il n'était pas permis au colonel Wright de plaider non coupable évidemment.

Sir Herbert et lui ne s'étaient rencontrés qu'une fois chez Arabella, et il n'avait pas été possible à cette dernière, — ou, plutôt, ce ne lui fut possible que plus tard, — de savoir la nature des propos qui avaient été échangés entre eux. Elle avait été obligée de sortir dans l'après-midi, justement pour aller prendre des nouvelles de Nour, un peu souffrante. Lorsqu'elle avait été de retour, avec un léger retard, elle apprit que, durant son absence, Somerville était venu et reparti, après avoir passé à peine quelques minutes avec sir Herbert. Celui-ci, demeuré seul dans le bar, attendait Arabella avec un air qu'elle ne lui connaissait pas encore. D'un ton où elle aurait désiré mettre sans doute plus d'enjouement, elle l'avait questionné sur les causes du départ précipité du capitaine. « Vous les lui demanderez vous-même, avait-il répondu, glacial. Je me suis contenté de lui parler de Nagpur

et d'Allahabad, où il paraît qu'il s'est jadis acquis de fort jolis états de service. Ce n'est point ma faute si cette conversation n'a pas eu l'air de lui convenir. » Elle s'était redressée, toute pâle, prête à exiger des explications. Mais à quoi bon? C'était sur George, le pauvre enfant, qu'en définitive, tout cela serait retombé. Le lendemain, elle avait pris son téléphone avec l'intention d'appeler Somerville ; puis, sans même avoir demandé la communication, elle avait raccroché l'appareil. De ce côté aussi, à quoi bon !

Comme il est difficile, dans la vie, de réussir ce que l'on voudrait tant faire de mieux ! Comme nos efforts pour créer la bonheur, non seulement le nôtre, mais celui d'autrui, peuvent être, la plupart du temps, mal interprétés, mal récompensés ! Six mois durant, elle avait vécu des jours gâtés par la perspective du départ de George. Continuer à l'avoir là tout près, elle ne s'était point imaginé qu'il pût exister de félicité autre, aussi bien pour elle que pour lui. Voilà ce dont elle se prenait à douter, maintenant. Oh ! pas en ce qui la concernait, cependant. Elle, elle persistait à ne demander qu'une chose, que demain ressemblât à aujourd'hui. Mais lui ? Mais lui ! Pensait-il de la même façon ? C'était ce dont elle avait la terreur de ne plus être aussi certaine. Il y avait des jours où elle n'arrivait pas à très bien saisir ce qu'il y avait dans le regard de son compagnon, un regard timide, presque fuyant.

Pourtant, Dieu sait que le colonel était satisfait de la collaboration de Baxter, et qu'il ne laissait point passer la plus petite occasion de le proclamer. Même débarrassés de leurs parties mondaines que lady Hester avait emportées, en quelque sorte, en s'en allant, ses attributions d'officier d'ordonnance du gouverneur de Djelabad étaient loin de constituer une sinécure. Elles devenaient plus astreignantes et plus lourdes au fur et à mesure que l'on avançait vers la mauvaise saison. Télégraphe et téléphone ne cessaient pas de fonctionner avec Delhi d'une part, avec Peishawer, Gilgit et Karaoul de l'autre, bienheureux encore lorsque, principalement entre Djelabad et ce dernier poste, les équipes du génie n'étaient point obligées de procéder d'urgence à quelque précaire réparation. Depuis le premier octobre, le fil de ce secteur se trouvait coupé à des reprises dont la fréquence ne faisait que croître,

symptôme qui, ici comme ailleurs, venait en renforcer bien d'autres, de jour en jour plus alarmants. Sans que les éternels et insaisissables ennemis des montagnes du Nord se fussent encore livrés à un mouvement hostile d'ensemble, c'était partout, quotidiennement, que les signes avant-coureurs d'un prochain embrasement général se produisaient. Ici, une sentinelle égorgée ; là, un convoi tombant dans une embuscade ; des armes disparaissant à toutes les heures du jour et de la nuit. Et puis, enfin, comme couronnement, ç'avait été l'affaire du 26 octobre. Télégraphe et téléphone se trouvant de nouveau coupés, bien entendu, ce fut une estafette kandjoute qui en apporta la nouvelle, le 30 au soir, à Djelabad. Un bref rapport du major Berkeley permettait de se faire une idée de la gravité de l'engagement. Cela s'était passé, comme toujours, dans la région nord-est d'Ouloug-Aghyl : un peloton, — le premier du 5e escadron, — presque tout entier anéanti, l'officier qui le commandait tué : voilà pour ceux qui avaient soutenu mordicus que l'on aurait un hiver tranquille ! Maintenant, c'était bien fini. Il allait falloir aviser.

Sir Herbert, sur le terrain, à la tête de son régiment déployé pour la charge, n'avait pas son pareil. Le côté politique et ethnographique de sa tâche lui était peut-être un peu moins familier. Quoi d'ailleurs de plus décevant que ces perpétuelles histoires de tribus un jour alliées, ennemies le lendemain, sans qu'on sache pourquoi. Depuis le départ d'Elliott, grand spécialiste en la matière, il était d'ailleurs assez mal secondé. Farquhar, sans doute, il y avait Farquhar. Oui, mais ce n'était qu'en tout dernier ressort qu'il préférait avoir recours à lui. Il n'est jamais très amusant d'être contraint à réclamer les lumières de quelqu'un sur le dos de qui l'on vous a fait passer.

Comme chaque jour, à cette heure-là, le colonel se trouvait chez Baxter où l'on était sur le point de sortir de table, lorsque le rapport Berkeley lui parvint.

— Vous m'excusez ?

A peine eut-il commencé à lire que son front s'empourpra. Il se mordit les lèvres.

Arabella, silencieuse, s'était levée.

— Restez, je vous en prie ! fit-il avec un geste de courtoisie machinale.

Mais, faisant signe aux serviteurs d'interrompre le service, déjà Mrs Taylor s'était retirée. Il resta seul avec Baxter. Celui-ci demeurait immobile, n'osant poser la moindre question, malgré l'angoisse dont il s'était senti subitement le cœur tordu.

Enfin, sir Herbert parla.

— Savez-vous où habite Hiram Singh ?

— Oui, mon colonel. Pas très loin d'ici.

— Il me faut le voir immédiatement.

— Je vais l'envoyer chercher. Il est toujours chez lui.

— J'aimerais mieux que vous y alliez vous-même. C'est urgent, c'est grave, vous comprenez.

— A vos ordres, mon colonel !

Il mettait son manteau, bouclait son ceinturon. En même temps, ses yeux imploraient.

Mais, sir Herbert, tout à la lecture qu'il venait de reprendre, ne lui prêtait pas attention.

— Mon colonel...

— Eh bien, quoi ? Vous n'êtes pas parti !

— Je m'excuse... Un mot, un seul, je vous en prie ! Une affaire où nous avons des morts à déplorer ? Un de nos camarades, peut-être ?

Sir Herbert eut un geste affirmatif.

— Quel escadron ?

— 5e.

— 5e ! Premier peloton ?

— Oui, justement.

— Premier peloton ! Millikan, le lieutenant Millikan, alors ?

— Oui, Millikan.

Les choses étaient claires, ou à peu près. C'était à l'est de Bam-i-Douniah, à une lieue tout au plus de l'endroit où, deux mois plus tôt, le lieutenant Sewel avait infligé une sévère leçon aux pillards kirghizes, que le combat où Millikan venait de trouver la mort avait eu lieu. Seulement, cette fois, les rôles étaient renversés. C'était la cavalerie anglaise qui avait été surprise et accommodée de la façon que l'on sait. Pour qui connaissait l'art de lire entre les lignes, on voyait qu'il n'y

avait pas de la faute d'Elliott. C'est toujours la même aventure, n'est-ce pas ? Les jeunes gens comme Millikan ont une tendance à se laisser entraîner trop loin. Et, tout à coup, au moment où l'on ne songe plus qu'à faire halte pour un bon petit déjeuner sur l'herbe, ne voilà-t-il pas que les balles commencent à vous arriver par devant, de droite, de gauche, et par derrière, ce qui est infiniment moins réjouissant. Le major Berkeley se trouvait à Ouloug-Aghyl quand lui était parvenue la nouvelle. Il était rentré dare-dare à Karaoul, laissant Elliott partir à la poursuite des assaillants, avec tout ce qu'il avait pu racler comme cavaliers disponibles. D'ores et déjà, néanmoins, il laissait entendre que la situation ne pouvait se prolonger ainsi, que les moyens dont il disposait n'allaient pas être longtemps suffisants, que l'envoi de renforts s'imposait sans retard, etc., etc... Bref, beaucoup plus qu'il n'en fallait pour mettre à l'envers la cervelle d'un honnête colonel de Chevau-Légers, sens dessus dessous les plans du grand État-major à Delhi, et procurer quelques solides minutes de nuit blanche à Sa Majesté le Vice-Roi.

Dernier détail, enfin ! *N. B.*, ainsi que le disait le rapport Berkeley, — et tel était l'objet de la démarche dont venait d'être chargé Baxter : — Elliott insistait, respectueusement et fermement tout à la fois, afin qu'aussitôt qu'il serait informé de ce regrettable événement, le colonel Wright convoquât de toute urgence le lieutenant Hiram Singh. Le même Elliott déclarait, en effet, que grand serait son étonnement si ledit Hiram Singh n'était point capable de fournir sur tout cela des suggestions du plus haut intérêt, *notamment* (adverbe souligné dans le texte) quant au rôle joué en la circonstance par un certain Amir-Harayat.

— Qui est Amir-Harayat ?

Si le colonel avait pensé surprendre son interlocuteur par la soudaineté de sa question, son espoir devait être déçu. Hiram Singh s'inclina, et avec son sourire le plus respectueux :

— Le frère de ma mère, mon colonel, répondit-il.

— Ah ! fit sir Herbert, légèrement interloqué.

L'essentiel était de mettre Hiram Singh au courant, le plus vite possible. Ce fut ce dont sir Herbert s'acquitta de son mieux.

— Et maintenant, conclut-il, êtes-vous à même de m'éclairer sur l'intention qu'a eue le capitaine Elliott lorsqu'il m'a fait donner le conseil de m'entretenir avec vous ?

— Cela ne me sera pas très difficile, Sahib colonel. Au mois d'août dernier, lors du combat de Bam-i-Douniah, et à plusieurs reprises depuis, j'ai eu avec Elliott sahib des conversations dont il m'avait dit avoir parlé au colonel sahib. Le colonel sahib en a-t-il conservé le souvenir ?

— Non... Oui ! répondit sir Herbert, qui avait le défaut, singulièrement accru depuis quelque temps, d'écouter assez mal ce qu'on lui disait. Faites en tout cas comme si je ne me rappelais plus.

— J'obéirai, dit Hiram Singh, avec sa bonne grâce coutumière. J'ai moi-même eu un jour l'honneur d'expliquer au colonel sahib que mon père, par voie d'hérédité, possédait la souveraineté d'un pays qui se nomme le Hounza, et qu'il était lié par un traité d'alliance avec les Anglais. Quand il est mort, c'est mon frère aîné qui a hérité, et il a exercé le pouvoir sous la tutelle de ma mère, assistée du frère de celle-ci, Amir-Harayat, dont nous venons justement de parler. Ma mère est morte, mais Amir-Harayat vit toujours, et il exerce à son tour le pouvoir au nom du jeune fils de mon frère, mort lui aussi. Je suis en bons termes avec mon neveu et mon oncle. Ils savent que, serviteur fidèle de Sa Majesté britannique, j'ai abandonné toute idée de jouer un rôle dans mon pays natal. Mais je continue à l'aimer. Il me déplairait de voir rompre les bonnes relations qu'il a entretenues depuis le début de ce siècle avec les autorités anglaises. Or, je crains que ce ne soit déjà fait. Des fautes, Sahib colonel, ont été commises, et ce n'est peut-être pas à de pauvres montagnards aisément influençables qu'en incombe l'exclusive responsabilité. Quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas ici pour rechercher qui a fait le mal, mais comment ce mal peut être enrayé. C'est une besogne qui s'impose d'urgence. Nous sommes à la veille d'heures redoutables, je le crois fort, et je crois aussi que si le Hounza, à tort ou non, se laissait entraîner dans la lutte, il en résulterait des soucis graves pour le gouvernement de Sa Majesté.

Sir Herbert, coude gauche sur la table, menton dans la main, semblait rêver. Il jouait, de son autre main, avec un

mouchoir, un léger mouchoir de linon, le mouchoir que, tout à l'heure, Mrs Taylor, en s'en allant, avait oublié sur la table. Il y avait des moments où l'on eût dit qu'il souriait en le regardant. Les dernières paroles d'Hiram Singh parurent le tirer de son extase. Il redressa la tête, et dit sèchement :

— Le gouvernement de Sa Majesté, une fois de plus, sera à la hauteur des circonstances, quelles qu'elles soient. Il faut que les rebelles sachent qu'en dehors de notre alliance il y a tout à perdre, rien à gagner. J'ignorais que l'Amir-Harayat dont il s'agit fût votre oncle, mais je pense que ce sont là les conseils de prudence qu'il convient de lui faire tenir, et le capitaine Elliott a sans doute pensé, Hiram Singh, que vous êtes mieux qualifié que quiconque, autrement j'avoue que je ne comprendrais pas très bien...

Hiram Singh fit une révérence cérémonieuse.

— Il est aussi une chose qu'il faut que le colonel sahib sache, dit-il. J'ai mangé et je mange encore le pain de Sa Majesté. J'ai joué et je jouerai encore la grande partie botte à botte avec mes camarades, les officiers anglais. Vienne cependant le jour que je ne souhaite pas, le jour où le colonel sahib ou tout autre qui représentera alors Sa Majesté estimera nécessaire de faire appel à une autre forme du loyalisme d'Hiram Singh, ce ne sera pas vainement qu'on aura recours à lui, à condition, bien entendu, qu'il ne soit pas trop tard, ni qu'il ne s'agisse pas d'une voie où un sahib, jugeant pour lui-même, ne trouverait pas qu'il est digne de s'engager.

Sir Herbert lui tendit la main. Il la serra et il prit congé.

* * *

Il faisait une journée splendide, sans un souffle de vent, sans un nuage au ciel bleu d'acier. Les montagnes, glacées et grandioses, semblaient être dans le petit jardin du mess, tellement la saisissante pureté de l'air les rapprochait.

— Qu'est-ce que vous portez là avec autant de précautions que Moïse les tables de la Loi ? demanda le lieutenant Sidney Lane au lieutenant Campbell, du 7e escadron, qui arrivait en même temps que lui.

— L'adresse pour miss Lindsay, répliqua vertement Campbell. Sujet de plaisanterie tout à fait choisi, n'est-ce pas ?

— Oh ! pardon ! s'excusa Sidney Lane en rougissant.

Et il s'effaça pour permettre à Campbell de pénétrer dans le mess.

C'était une assez touchante coutume, en vigueur dans pas mal de régiments. Lorsque l'un des officiers venait à mourir, ses camarades avaient à cœur de faire parvenir à sa mère ou à sa veuve un parchemin revêtu de leurs signatures à tous, et accompagné d'une formule de sympathie aussi brève que possible. Il existait des corps, — le 7e Chevau-Légers entre autres, — où c'était la fiancée du mort qui se voyait adresser ce précieux témoignage de deuil.

— Il manque votre signature, mon capitaine. Là, sous celle du major Farquhar, à côté de celle du capitaine Somerville, si vous voulez bien.

— Voilà ! fit le capitaine Marshall s'exécutant. Pauvre Millikan ! Pauvre petite ! Y en a-t-il parmi vous qui la connaissent ? Quel âge a-t-elle ?

— Vingt-trois ans, répondit Campbell, qui, appartenant à l'escadron de Millikan, était chargé de la récolte des signatures. Ma femme et elle ont été élevées en Angleterre, dans le même pensionnat. Elles s'étaient retrouvées l'année dernière à Delhi, où Mr Lindsay possède les moulins électriques. A vous, Hamilton ! Signez ici, je vous prie !

Hamilton objecta :

— Mon capitaine n'a pas encore signé. Il me semble plus correct d'attendre...

— Comme vous voudrez. Mais ne partez pas avant que ce ne soit fait.

Un boy apportait le whisky. En silence, chacun se servit le sien.

— Qu'est-ce qui s'est passé ce matin, au rapport des majors ? demanda le capitaine Humphry.

— Il est trop tôt encore pour le savoir, dit le capitaine Armstrong. Je quitte à l'instant le quartier, et ces messieurs étaient toujours en séance. Vous comprenez qu'avec l'affaire d'il y a quatre jours, ce n'est pas la besogne qui doit leur manquer. Toutefois, je peux vous donner un détail qui me paraît intéressant.

— Lequel ?

— Il y a une heure, je me trouvais avec Somerville. Un

planton est venu le chercher pour le conduire au rapport des majors où le colonel le réclamait.

— Oh ! oh ! fit Humphry, en mettant la main sur l'épaule de Campbell, dont Somerville était le capitaine. Une convocation ou rapport des majors ! Voilà qui me paraît devoir vous intéresser, mon garçon ! Ou je me trompe beaucoup, ou cela signifie que le brave 7e escadron va avoir l'honneur de partir en renfort sous peu.

Campbell haussa en riant les épaules.

— Ce sont là des choses dont aucun de nous n'est exempt, mon capitaine. J'en étais informé, grâce au ciel, quand j'ai choisi le métier que voici. A présent, que cela ne vous empêche pas d'apposer votre signature sur l'adresse de miss Lindsay en attendant le jour où vous aurez à la donner sur l'adresse de Mrs Campbell, si le bon Dieu en a ainsi décidé.

— Avez-vous des nouvelles ? demanda Armstrong au capitaine Gasser et au capitaine Miles, qui survenaient tous deux, bras dessus, bras dessous.

— Des nouvelles de quoi ? fit Gasser.

— De ce qui a pu se décider au rapport, tiens !

— Le rapport n'est pas encore terminé, dit Miles. Mais on y aurait de nouveau posé la fameuse question de la création d'un poste à Issyk-Boulak que cela ne me surprendrait pas autrement.

— A Issyk-Boulak ? fit Armstrong. Quelle idée !

— Oui, vieux camarade, c'est ainsi. Vous désirez que je vous cite mes sources, peut-être ? J'étais donc en train de travailler dans l'espèce de cagibi où Elliott avait aménagé ses cartes : vous voyez ça ? J'essayais de retrouver, au nord d'Ouloug-Aghyl, l'endroit exact où, il y a quatre jours, le pauvre Millikan est tombé. Voilà que quelqu'un est entré : le capitaine-adjudant major. Il a commencé par en faire un nez, en me voyant là, ce brave Dilke ! Puis il s'est tout de même un peu consolé, quand il s'est rendu compte qu'il ne serait pas arrivé sans moi à découvrir ce qu'il cherchait, quelque chose que nous sommes plusieurs à connaître, hélas ! assez bien, la carte de la région d'Issyk-Boulak, dont ils avaient besoin au rapport, précisément.

— Cela ne suffit pas à prouver..., reprit Armstrong.

Il avait dans son secteur la surveillance de la région d'Issyk-Boulak, au mois de juillet précédent, lorsque le colonel Wright était venu en inspection, alors qu'on parlait d'y créer un poste. Tout ce qui touchait à ce projet, auquel il n'avait pas pour sa part cessé d'être hostile, passionnait le capitaine Armstrong.

— J'estime, au contraire, répliqua Miles, que cela suffit... Bon Dieu, Campbell, laissez-moi donc parler ! Quoi ! Que me voulez-vous ?

— Mon capitaine, c'est pour l'adresse...

— L'adresse de quoi ?... L'adresse de qui ?... Ah ! c'est de ce pauvre Millikan qu'il s'agit ? Donnez donc ! Qu'est-ce que c'est ? Maintenant, c'est vous, Gasser, qui... Qu'y a-t-il ?

Il y avait ceci que, sans autre forme de procès, le capitaine Gasser s'était emparé du parchemin que Campbell venait de remettre au capitaine Miles. Il le parcourait des yeux avec une négligence affectée.

— Mon capitaine, vous allez avoir, vous aussi, à signer, dit Campbell, un peu surpris.

— Vous entendez ? Dépêchez-vous, alors ! fit à son tour Miles, tout aussi étonné.

Gasser, lui, n'avait pas sourcillé. Il acheva posément sa lecture, et se tournant vers Miles occupé à préparer son stylographe :

— Sincèrement, vieux, fit-il sur un ton de terrible ironie, votre nom à côté de ce nom-là, y avez-vous bien réfléchi ?

— De quel nom voulez-vous parler, mon capitaine ? murmura Campbell au comble de la stupéfaction.

— Duquel ? fit Gasser avec le même sourire de mépris. Mais de celui-ci, mon enfant. Vous ne vous êtes pas rendu compte de ce que sa présence, sur un document pareil, peut avoir... soyons modéré : d'indécent ?

— Ce n'est pas à moi qu'il appartient..., balbutia Campbell, blême.

Dans la salle, tous s'étaient tus. Tout le monde s'était rapproché.

— Qu'y a-t-il, Gasser, voyons ? demanda le capitaine Humphry.

— Ce qu'il y a, mon cher camarade ? Oh ! pas grand chose. La conclusion, tout simplement, de la petite dispute qui

a failli nous mettre aux prises l'un et l'autre, ici même, le mois dernier. Souvenez-vous ! Il était question des inconvénients qu'il peut y avoir à procéder, *in extremis*, à certaines affectations de faveur. *In extremis* ! Je ne croyais pas, malheureusement, dire si vrai !

Et, comme ils gardaient tous un silence interrogateur, Gasser compléta sa pensée :

— Millikan est mort, c'est un fait. Il y a un autre fait : il est mort pour avoir été envoyé là-bas, hors de son tour, à la place de quelqu'un. Si j'avais été ce quelqu'un, j'aurais eu la pudeur de ne pas signer une adresse destinée à la fiancée de ma victime. Mais puisque ce quelqu'un-là n'a pas eu cette pudeur-là, j'entends que ma signature ne figure pas à côté de la sienne. Et je ne vois rien, pour l'instant, qui soit susceptible de me faire changer de résolution.

— C'est de Baxter que vous voulez parler ? demanda Marshall.

Gasser lui donna une claque amicale sur l'épaule.

— Oui, c'est de lui, mon vieux. On ne peut décidément rien vous cacher.

— J'avoue, dit Armstrong, n'avoir pas remarqué... Entre nous, Campbell, vous auriez pu commencer par...

— J'ai commencé par le colonel, mon capitaine, riposta Campbell, furieux et désolé. Est-ce ma faute si son officier d'ordonnance, tout naturellement, était près de lui, et si, tout naturellement aussi, sir Herbert lui a passé son porte-plume ! Il fallait peut-être m'y opposer ? Je crois avoir aimé Millikan autant que quiconque. Sa fiancée et ma femme, ainsi que je l'expliquais tout à l'heure...

— La question n'est pas là, dit le capitaine Miles. Redonnez-moi donc ce maudit papier. Je vois les signatures du major Farquhar, du major Hopkins... Et celle du major Fitz-Gerald ?... Il manque celle du major Fitz-Gerald. Ne la lui avez-vous pas demandée ?

— Si, fit Campbell, baissant la tête. Il m'a dit qu'il préférait ne signer qu'après que tous les officiers de ses escadrons auraient signé.

— Il ne signera donc pas, puisque je refuse moi-même ! fit Gasser triomphant. Est-ce que vous ne croyez pas, en toute conscience, messieurs...

— Il m'est difficile, dans ces conditions, de ne pas suivre votre exemple, mon capitaine, dit Hamilton. D'autant que, vraiment...

Le capitaine Humphry leva la main.

— Si nous envisagions les choses avec plus de calme, dit-il. Il me semble qu'en toute affaire il ne faut pas être plus royaliste que le roi. J'ai signé, moi, l'adresse qui m'était présentée sans attendre que mon chef d'escadron la signât. Mais trois signatures y figuraient déjà, que diable ! qui eussent été de nature à dissiper mes scrupules à ce sujet. Celle du colonel de ce régiment, d'abord ! Ensuite, Millikan avait tout de même un chef d'escadron et un capitaine. La question les regarde, évidemment, plus que nous. Nous n'avons pas, en la matière, à leur donner de leçon. Or, le major Farquhar a signé ; le capitaine Somerville a signé...

— Somerville ! fit Gasser avec un ricanement.

— Oui ! dit Humphry, sur le point, pour de bon, de prendre la mouche. Le capitaine Somerville ! Et puis, après ?

Gasser rit plus fort :

— Il n'allait pas, en s'abstenant, protester contre la présence du nom de Baxter, tout de même !

Les officiers se regardèrent. Il y eut un silence gêné.

— Mon cher camarade, dit, en s'adressant à Gasser, le capitaine Marshall, doyen d'ancienneté, il est une règle à laquelle nous nous sommes toujours conformés. Lorsque la vie privée d'un des membres du mess vient à être mise en cause...

Le capitaine Marshall n'était pas orateur. Il cherchait ses mots.

— Le capitaine Somerville ne se trouvant pas, en cette minute, au milieu de nous, mon devoir est...

— Je vous demande pardon, mon capitaine, j'y suis !

A présent, Gasser et Somerville se trouvaient face à face. Celui-ci était assez pâle. A la façon dont il engagea l'entretien, il fut aisé de se rendre compte qu'il était arrivé déjà depuis plusieurs instants.

— Je remercie le capitaine Humphry, commença-t-il d'une voix un peu sourde ; oui, je le remercie des paroles de bon sens qu'il a bien voulu prononcer. Quant à vous, mon

cher camarade, je pense que vous serez d'accord avec moi pour remettre le règlement de ce petit incident à la fin de la campagne ?

— A votre entière disposition, mon cher camarade, répondit Gasser, plus désinvolte que jamais.

C'était vers Campbell, maintenant, que venait de se tourner le commandant du 7e escadron.

— Quand m'avez-vous fait signer l'adresse à miss Lindsay? lui demanda-t-il.

— Il y a une demi-heure, mon capitaine, au moment où j'ai quitté le quartier, répondit Campbell, qui commençait à maudire sérieusement l'aventure dans laquelle sa bonté d'âme l'avait fourvoyé.

— C'est bien cela ! dit Somerville.

Et, s'adressant désormais aux officiers :

— A ce moment-là, messieurs, dit-il, je sortais moi-même du rapport des chefs d'escadrons, où le colonel venait de me convoquer. Je ne pense pas manquer à mon devoir en portant à votre connaissance une des décisions qui y ont été prises puisque le fourrier de service va venir dans un instant vous la communiquer. Il s'agissait de pourvoir à la succession du lieutenant Millikan à Ouloug-Aghyl. C'était de nouveau à mon escadron à fournir ce successeur-là. J'étais donc fondé à croire, en pénétrant dans la salle du rapport, qu'on m'y appelait pour me notifier, selon l'usage, le nom de l'officier désigné, en l'espèce le lieutenant Campbell. Or, ça a été au contraire pour apprendre que le successeur en question avait été nommé sur son expresse demande, et que c'était le propre officier d'ordonnance du colonel.

Personne ne dit mot, sauf, finalement, se faisant leur interprète à tous, le capitaine Marshall, qui se leva :

— Je vous remercie de votre communication, mon cher camarade. Vous voudrez bien vous entendre avec moi pour fixer l'heure, demain ou peut-être ce soir, à laquelle nous aurons à nous réunir ici pour offrir à notre camarade le punch d'adieu.

Somerville secoua la tête et reprit d'une voix plus altérée encore :

— Ce punch ne pourra être offert, car j'ai à vous dire également que le lieutenant Baxter est parti ce matin dès l'aube pour rejoindre son poste, messieurs.

Comme chacun, silencieusement, se dirigeait vers sa place à table, Campbell se sentit retenu par le bras. C'était le capitaine Gasser.

— Donnez-moi donc votre papier, mon garçon ! lui murmura-t-il.

Et il signa.

II

Elle s'était levée assez tard, ce matin-là. Quand on a une journée toute vide devant soi, à quoi bon la commencer si tôt, mon Dieu !

— Dara-Cheko ! appela-t-elle, dès qu'elle eut pris son bain.

Au lieu de l'ordonnance, ce fut l'un des serviteurs pendjabis qui vint.

— Envoie-moi Dara-Cheko ! C'est lui que j'ai appelé.

Le Pendjabi répondit en s'inclinant que Dara-Cheko était parti, avec le Sahib, le matin.

— Tiens ! fit-elle, je l'ignorais. C'est pourtant en automobile que le Sahib s'en est allé, aujourd'hui. Enfin, peu importe ! C'est-à-dire, tant pis pour toi ! Tu vas avoir à me seller ma jument. Je la veux pour dix heures.

Un instant, elle se demanda si elle ne monterait pas, de préférence, l'un des deux chevaux de George. Elle aimait mieux cela. Cela résistait, cela vivait. Oui, mais elle craignait toujours, écuyère si accomplie fût-elle, de leur faire arriver une anicroche quelconque. Aussi se borna-t-elle à répéter :

— Ma jument, donc ! C'est bien compris ?

D'ordinaire, Dara-Cheko n'accompagnait pas son maître quand celui-ci ne se rendait pas à cheval là où son service l'appelait. Il ne permettait pas alors qu'un autre que lui s'occupât de seller la jument. Mais, en son absence, c'était une besogne qui revenait aux Pendjabis, et ils s'en tiraient fort correctement.

Quel beau temps, pour un 3 novembre ! Les montagnes étaient là, toutes blanches, toutes proches, à les toucher. Arabella, galopant vers elles, ressentait l'étonnement que

chacune des foulées de sa bête ne lui donnait pas l'impression d'en être plus près. A dix heures, très exactement, équipée et bottée, elle était apparue sous la véranda. La jument l'attendait, piaffant au bas des marches de bois, dans l'austère paysage vert et argent des déodars ruisselants de givre. On distinguait, sous le sol brun, les traces de la puissante automobile militaire qui s'en était venue prendre George quelques heures plus tôt, à la fin de la nuit.

De quel côté se diriger ? Du côté de chez Hiram Singh, parbleu ! Elle n'avait fait qu'entrevoir le père de Nour, trois jours auparavant, le soir où, d'ordre du colonel, Baxter avait dû aller le chercher à l'improviste. Au passage, il avait glissé à Mrs Taylor que si elle pouvait profiter d'une de ses promenades matinales pour aller voir sa fille, il lui en serait bien reconnaissant. Elle resta plus d'une heure à s'amuser et à babiller avec la poupée de miel brun. Hiram Singh habitait une curieuse maison, pleine d'êtres plus curieux encore, ainsi que d'oiseaux. Tout ce petit monde était, ce matin, plus ou moins engourdi et bouffi par le froid. Mais la bigarrure des plumages et des vêtements demeurait violemment estivale. Il n'était pas possible de ne pas sortir gai de là-dedans. Ce fut ce qui arriva à Arabella.

Rien ne la rappelait chez elle, pas même l'heure du déjeuner, puisqu'elle était seule. Malgré tout, sans savoir pourquoi, dès qu'elle eut quitté la maison d'Hiram Singh, elle s'empressa de reprendre le chemin du bungalow. Ce chemin, rempli de fleurs jaunes et violettes l'été, coupait celui qui montait du mess aux casernes. Elle y rencontra un cavalier qui n'était autre que Sidney Lane. Elle rit en songeant qu'un jour on l'avait confondue avec lui. Bien que Sidney Lane fût venu à plusieurs reprises prendre un whisky chez Baxter, il ne pouvait passer pour un familier de la maison. Ses allures efféminées avaient le don d'irriter Elliott et les autres. En revanche, elles divertissaient fort Arabella. Ayant ralenti le pas de leurs montures, ils cheminèrent de concert quelques instants.

— Et Baxter ? Comment va-t-il ? Il y a trois jours au moins que je ne l'ai vu.

— Et il y a peu de chances pour que vous vous rencontriez aujourd'hui. Il est parti ce matin à une heure impossible,

dans une espèce d'automobile formidable qui a trouvé le moyen de réveiller toute la maison.

Il l'accompagna jusqu'à la grille du bungalow où ils se séparèrent. Devant la véranda, le jardinier s'était efforcé, avec son râteau, de faire disparaître les ornières creusées par les énormes pneumatiques à clous, mais il n'y avait qu'imparfaitement réussi. Cette automobile, vraiment, devait tenir beaucoup plus du camion de munitions que de l'honnête voiture de tourisme. Arabella, naturellement, ne l'avait pas aperçue, puisqu'elle était couchée et qu'il faisait nuit quand George était parti. Elle avait voulu se lever, mais il s'y était opposé. Dans un demi-sommeil, à la demi-lumière de la veilleuse, elle avait suivi, à travers la chambre, ses allées et venues tandis qu'il s'habillait. Une première fois, il avait pris congé d'elle. Puis, elle avait entendu la porte se rouvrir. Sur la pointe des pieds il était revenu l'embrasser. Pas une minute, bien sûr, elle ne s'était douté que ce baiser était le dernier qu'ils échangeaient.

Et pourtant, d'ordinaire, pour le malheur, elle avait été plus perspicace. Dans son hideux appartement conjugal de Nagpur, lorsque, un certain soir, elle avait vu entrer Somerville, elle n'avait pas eu besoin qu'il parlât, pour comprendre qu'il ne l'emmenait pas avec lui à Allahabad. De même, à Madras, il lui avait suffi d'entendre au téléphone la voix mal assurée d'un jeune homme qu'elle ne connaissait même pas pour deviner qu'il en était fini du pauvre Coleridge. Alors que tant de détails antérieurs eussent dû la mettre en défiance, elle n'eut, au contraire, de toute cette journée, pas une minute l'intuition de ce qui se préparait. Qu'il fût seul ou accompagné de Baxter, le colonel Wright, homme ponctuel par excellence, arrivait toujours à sept heures. On se mettait à table à huit. Après une aussi longue journée de solitude, Arabella n'aurait formé qu'un vœu, voir George rentrer quelques instants au moins avant son chef. Quand ce dernier pénétra seul dans le living-room, son dépit s'accrut. Elle ne prit même pas la peine de le dissimuler.

— Où donc me l'avez-vous expédié ? s'écria-t-elle en menaçant sir Herbert du doigt. Tant pis pour vous ! J'aime autant vous en prévenir : si, à huit heures et quart, il n'est pas encore là, j'ai décidé que nous ne l'attendrions pas pour

dîner... à moins que vous ne mouriez de faim, bien entendu.

Il se taisait. Il n'avait pas encore dit un seul mot. Elle finit par sentir dans l'air ce je ne sais quoi, annonciateur de catastrophe, qui ne trompe point.

— Qu'avez-vous ? fit-elle, s'étant brusquement rapprochée. Il ne lui est rien arrivé, au moins ? Mais oui, voyons ! Où ai-je la tête ! Il n'y a qu'à vous regarder. Il lui est arrivé quelque chose. Dites-moi tout ! Dites-le moi !

Sir Herbert continuait à se taire. Deux jours durant, ils avaient étudié, Baxter et lui, la meilleure façon de mettre Arabella au courant. C'était d'un commun accord qu'ils s'étaient arrêtés à celle-ci. Le plus pénible de la tâche incombait, de ce fait, au colonel Wright. Il ne s'y était pas dérobé. Agissant ainsi, savait-il lui-même ce qu'il avait voulu ? Accepter un devoir, ou bien encore ne pas laisser passer la meilleure occasion de se rendre compte de la vraie puissance d'un amour dont l'idée seule le torturait.

— Ceci est pour vous ! murmura-t-il.

Dans sa main, il y avait une lettre. Elle la lui arracha.

— Qu'est-ce que c'est ? Une lettre de lui ! Ah ! voilà, j'avais bien deviné ! Il est parti !

— Lisez !

Elle tournait et retournait l'enveloppe entre ses doigts. Elle ne se décidait pas à la déchirer. Tout à coup, traversant la pièce en courant, elle se précipita vers un petit bureau-secrétaire, ouvrit un tiroir, bouleversa des papiers, poussa un grand cri.

— Ah ! fit-elle, la photographie de moi qui était là, à cette place, depuis toujours ! Puisqu'elle n'y est plus, c'est qu'il est parti !

A présent, sans une larme, avec, seulement, la lèvre inférieure qui tremblait un peu en épelant, elle lisait la lettre. Quand elle eut fini, elle la replia, la remit dans son enveloppe.

— Vous savez ce qu'elle contient ? demanda-t-elle.

— Il ne me l'a pas lue, naturellement, répondit-il. Mais je sais qu'il vous y annonce son départ, les raisons qui l'ont poussé...

— C'est cela. Je ne suis qu'une sotte. Le connaissant comme je le connais, j'aurais dû m'en douter. Dire que j'étais là, à vivre tranquille. Oui, une sotte, il n'y a pas

d'autre terme. Décidément, le bonheur ne me réussit pas.

— Ne dites donc pas de choses pareilles ! fit-il.

Ils étaient tout près l'un de l'autre. Il semblait surpris, déçu même, de ce genre de douleur glacée, presque réfléchie. On eût dit que cela ne rentrait pas dans ses plans. Il ne savait trop quelle contenance il devait garder. A tout hasard, il essaya de la prendre dans ses bras.

— Ma pauvre enfant !... commença-t-il.

Elle le regarda avec des yeux tout grands ouverts. Elle le repoussa d'un geste étonné.

— Vous voulez rire, voyons ! fit-elle. Laissez-moi. Je ne suis tout de même pas une petite fille pour être consolée comme cela.

Il obéit. Il y avait une souffrance vraiment atroce sur son visage. Mais elle, pas une minute, elle ne devait faire attention à lui.

— Où est-il ? Où l'avez-vous envoyé ?

— Encore une fois, je vous répète, protesta-t-il, que c'est lui qui a exigé... Malgré tous mes efforts, je n'ai pu, je vous en donne ma parole...

— Je le sais, je le sais, dit-elle, sur un ton peu radouci. Mais où est-il ?

— Ne vous le dit-il pas dans sa lettre ?

— Si, il me le dit. Mais cela ne me suffit point. C'est à vous que je veux l'entendre dire. C'est de cela que je veux que vous me donniez votre parole. Lui, n'est-ce pas, il peut me mentir, uniquement pour me rassurer.

— Il rejoint son escadron à Ouloug-Aghyl. Il va y retrouver le capitaine Elliott, qui vous aime tant tous les deux, avec qui il s'entend si bien. N'est-ce pas ce qu'il vous dit dans sa lettre ?

— Oui, c'est ce qu'il me dit. Mais vous me donnez votre parole que c'est là qu'il va ?

— Bien sûr ! bien sûr !... Mais pourquoi me demandez-vous cela ?

— Ah ! fit-elle en réprimant un sanglot, parce que, pendant que nous y sommes, n'est-ce pas ? Autant tout apprendre d'un seul coup.

Il ne comprenait pas ce qui lui arrivait. Elle venait de s'emparer de ses mains. Il manqua défaillir de joie.

— Vous êtes bon, vous avez de l'affection pour George ! supplia-t-elle. Jurez-moi que vous ne l'abandonnerez pas, que vous allez continuer à veiller sur lui !

— Je vous le promets, dit-il. D'ailleurs, nous allons avoir à causer de tout cela.

Et comme, en cet instant, ne l'écoutant plus, elle s'était mise à couvrir ses mains de baisers, il la repoussa presque violemment.

— Ah ! fit-il, d'une voix où tremblait comme une espèce de haine, votre George, comme vous l'aimez !

Elle le regarda avec les mêmes yeux débordants de stupéfaction.

— Je l'aime ? fit-elle. Bien sûr ! Qu'y a-t-il d'étonnant à cela, je vous prie ? Vous, vous avez votre femme, votre fille. Moi, je n'ai que lui.

Il éclata d'un rire plein d'amertume.

— Soyez en paix, je ne songe pas à me plaindre ! Des privilégiés comme moi, je sais fort bien qu'ils ne courent pas les rues. Pour le moment, ce n'est pas de moi qu'il s'agit, mais de vous, et aussi de George, naturellement. Que vous dit-il d'autre dans sa lettre ?

— A quel sujet ?

— Comment, à quel sujet ? Mais au vôtre. Lui parti, qu'est-ce que vous avez l'intention de faire ?

— Ah ! je comprends, fit-elle avec un regard terrifié. Vous n'allez tout de même pas m'obliger à m'en aller d'ici ?

Il eut besoin de toute sa maîtrise pour ne pas laisser voir la sombre joie que venait de lui causer ce cri.

— Écoutez-moi donc ! dit-il, paternel, lui prenant les mains à son tour et la contraignant à s'asseoir à son côté, sur le même divan où, deux mois plus tôt, il s'était assis. Oui, écoutez-moi ! Il faut voir les choses comme elles sont. George est parti. Notre tort, le mien, le vôtre, a été de croire que nous pourrions l'en empêcher. Au fond, je l'approuve, et vous aussi. Maintenant, c'est de vous qu'il y a à s'occuper. Penser à vous, c'est encore une façon de penser à lui. Sans doute, le climat est plus agréable à Amritsar...

Elle se recula.

— Vous le voyez bien ! gémit-elle. Vous avez décidé de me renvoyer à Amritsar !

Il haussa les épaules.

— Quelle enfant vous faites ! Évidemment, mon devoir consisterait à appliquer le règlement plutôt qu'à le tourner. Mais vous êtes dans une situation un peu à part. Personne n'y trouvera rien à redire. Et même alors, étant donné la manière dont Baxter vient de se conduire, je vous certifie que ce quelqu'un-là aurait avec moi à qui parler. Résumons-nous : vous préférez rester à Djelabad ?

— Si je le préfère ! Être aussi près de lui que possible, vous savez bien que je n'ai d'autre vœu !

— Et lui ?

— Comment, *et lui* ? Est-ce qu'il pourrait désirer autre chose que moi ?

— Il pourrait souhaiter vous voir installée sous un ciel tout de même un peu plus clément.

Elle secoua la tête.

— Il me connaît, dit-elle gravement. Il sait que ce ne sont pas des considérations qui comptent pour moi. Les difficultés ne viendront pas de lui.

— Alors, la question est réglée, car elles ne viendront pas de moi non plus.

Oui, la question était réglée, ou, du moins, rien ne l'empêchait plus de l'être dans le sens que souhaitait sir Herbert. Fallait-il, véritablement, que la passion l'aveuglât, pour qu'il continuât à s'imaginer de la sorte qu'à un tel amour, un amour comme celui qui venait de s'affirmer devant lui, un autre pourrait être un jour substitué ! A l'inverse des jeunes gens, il est surprenant de constater à quel point les hommes qui avancent en âge se figurent avoir le temps pour eux.

Le colonel le croyait si fort, ce soir-là, qu'il jugea préférable de ne rien brusquer.

Désignant la table où les trois couverts, par une ironie amère, demeuraient mis :

— Ma petite amie, dit-il en se levant, je vous promets que, demain, sans faute, je reviendrai causer avec vous. Mais j'estime qu'aujourd'hui, après une secousse pareille, vous ne serez pas mécontente de vous retrouver seule avec vous-même, n'est-ce pas ?

Elle lui tendit sa main qu'il baisa.

— Vous êtes bon ! Vous êtes bon ! répéta-t-elle. Il ne faut

pas m'en vouloir. Croyez bien que, malgré mon chagrin, je sais apprécier à leur valeur les attentions que vous avez pour moi, au milieu de tous les soucis qui vous accablent, en un tel moment !

Sir Herbert eut un petit tressaillement désagréable. C'était vrai, pourtant !

***

Un coup de fusil retentit, puis un autre. Les détonations se traînèrent lugubrement, à travers l'immensité ouatée par la neige.

— Qu'est-ce que c'est ? demanda Baxter en sursautant.

— Allons toujours voir ! dit Elliott.

— Quel empoisonnement ! On ne peut même plus prendre son whisky tranquille, maugréa le lieutenant Forbes.

Et ils sortirent tous les trois de l'obscure casemate qui tenait lieu de salle à manger.

La neige s'était à peu près arrêtée. Mais il n'en faisait que plus froid. La bise s'était levée, dispersant tout un coin de buée jaunâtre. Le fantôme d'une gigantesque chaîne de montagnes se dégagea subitement. On eût dit une vertigineuse muraille blanche, avec des sombres stries perpendiculaires, qui étaient les lits des torrents.

— Délicieux endroit que le Mouz-Tagh ! ricana Forbes. Pour pique-niquer le dimanche, que rêver de mieux !

— Oui, dit Elliott, philosophiquement ; n'empêche, jeune homme, que je donnerais bien ma plus belle pipe, et la vôtre aussi, par-dessus le marché, pour savoir seulement la moitié de ce qui est en train de se mijoter contre nous là-dedans.

— Est-ce qu'on n'a rien de nouveau au sujet d'Amir-Harayat ?

— On en aura toujours trop tôt. Enfin, qui vivra verra. Mais voici nos gens !

Un groupe d'ombres progressait dans leur direction, un brigadier et environ une demi-douzaine d'hommes. Deux d'entre eux faisaient avancer, en le bourrant de coups de crosse, une espèce de géant horrible et barbu, qui laissait sur la neige une traînée de sang aussitôt noircie. Un troisième suivait, portant avec fierté un long poignard à manche de corne, à lame triangulaire.

— Qu'y a-t-il eu ? demanda Elliott au brigadier.

— Toujours la même histoire, mon capitaine ! Même que ça commence à en devenir un peu fastidieux. Monsieur que voici a eu envie de troquer le bibelot que voilà contre le fusil de Micky, notre sentinelle devant les armes. Mais Micky se tenait sur ses gardes ; Micky n'est pas une andouille, comme ce pauvre O'Reilly, que les salopards ont trouvé moyen de posséder dimanche matin, malgré tout ce que j'avais pris soin de lui dire. Mon capitaine, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse de celui-ci ?

Elliott haussa les épaules.

— Ce que vous voudrez. En tout cas, pas de tirailleries. Ça affole la troupe, et nous n'avons pas de cartouches de trop.

— Je vois à peu près, dit le brigadier. Allons, en avant, joli blond !

Baxter s'était emparé du coutelas. Il l'examinait avec un enchantement mitigé.

— Inutile de chercher la marque de fabrique ! Vous en serez pour votre peine, gouailla Elliott.

— Il y a des exceptions, dit Forbes, à qui onze années de campagnes sur les confins de l'Ouest donnaient tout de même de temps en temps le droit d'exprimer son avis. Tenez, mon capitaine, au temps du siège de Meched, en plein désert du Khorassan, savez-vous ce que j'ai trouvé entre les mains d'un brave Doga ? Un sabre d'officier de la Garde impériale française ! Je vous demande un peu comment ce sabre avait fait pour venir jusque-là !

— Ce n'est pas difficile à deviner, dit Elliott, que ce genre d'énigmes ne laissait jamais pris de court. Votre Doga devait être au service du Maharadjah de Cachemir. Pendant toute la première moitié du siècle dernier, les troupes des Radjahs de Djammou et de Cachemir ont eu pour instructeurs des officiers français. Elles nous donnèrent, en ce temps-là, pas mal de fil à retordre. Aujourd'hui, les Français ont d'autres préoccupations. Ils aiment mieux faire la guerre sur leur propre sol. Chacun son idée !

— Nous les aimons bien, tout de même, dit Forbes en riant.

— Comment donc ! fit Elliott. Encore plus ! A présent, si vous rentriez chez vous, mon petit ? Je ne serai pas en repos,

tant que vous n'aurez pas rejoint votre poste. Il a bien fallu l'arrivée de Baxter pour que je vous autorise, par le temps qui court...

— Ça va, ça va, mon capitaine ! Encore un whisky, et je vous débarrasse le plancher.

A trois kilomètres au nord d'Ouloug-Aghyl, Forbes commandait, sur la route de crêtes qui menait à quatre lieues à l'est d'Issyk-Boulak, le fortin d'où le lieutenant Millikan était parti, la semaine précédente, pour se faire tuer. A la suite de quoi, durant trois jours et trois nuits, la fusillade n'avait cessé de crépiter dans toute cette sinistre région. Le calme, tant bien que mal, venait de se rétablir. Pour combien de temps ? Ni le capitaine Elliott, ni le major Berkeley n'avaient d'illusions à cet égard. Ce dernier avait réclamé des renforts sérieux et s'attendait à les recevoir. C'était tout juste si, la veille, il n'avait pas fait une scène à Baxter, en le voyant arriver à Karaoul à la tête d'une dizaine d'hommes seulement.

— Même pas ce que m'a coûté le combat de vendredi dernier ! Non, non, évidemment, ce n'est pas votre faute, mon garçon, et je vous demande pardon de vous accueillir ainsi. Mais quand consentira-t-on, à Djelabad, à se rendre compte de la situation ? Ou bien, je ne sais plus rédiger un rapport de façon intelligible ; ou bien, eh ! mon Dieu, c'est qu'alors...

Et il s'était frappé le front de l'index pour bien indiquer qu'il y avait quelque chose de dérangé dans le haut commandement.

— Enfin, avait-il conclu, donnez-moi l'enveloppe contenant les ordres dont vous me dites être porteur. Le ciel veuille que j'y découvre une justification plausible de tout cela !

Baxter avait dîné avec lui et couché à Karaoul. Reparti le lendemain matin, il était arrivé à Ouloug-Aghyl tout au début de l'après-midi. Elliott l'attendait pour déjeuner. Baxter lui avait remis l'enveloppe contenant les ordres dont le major Berkeley à son tour l'avait chargé pour lui, après avoir pris connaissance de la lettre de Djelabad. Le capitaine avait lu les ordres en question avec la méticuleuse placidité qu'il apportait à tout ce qui, de près ou de loin, touchait au service. Puis, il avait glissé l'enveloppe dans la poche intérieure de sa tunique, et la conversation avait recommencé,

un peu plus au ralenti toutefois. Naturellement, Baxter avait été questionné sur ce qui se passait à Djelabad : anecdotes, petits potins concernant les événements, le régiment, les camarades, — beaucoup moins cependant qu'il ne l'aurait cru. Quelle n'avait pas été, d'autre part, sa surprise et sa peine, pourquoi ne pas l'avouer ? devant le peu d'empressement apporté par Elliott à s'enquérir des nouvelles d'Arabella ! Deux ou trois petits mots, tout au plus, comme pour réparer un oubli insignifiant, et ç'avait été fini.

Baxter, lui, en revanche, n'avait pas manqué de se préoccuper de la santé de leurs camarades du 6e escadron : « Comment allait Mac Carthy ? Comment allait Burke ? — Pas mal ! — Et le capitaine Howard ? — Pas mal non plus ! — Quel dommage que Quotchqor fût si loin ! — C'était moins une question de distance, à l'heure actuelle, que de précarité dans les communications. »

Il n'était pas trois heures, et déjà la nuit n'était plus loin, lorsque Forbes, littéralement mis à la porte par Elliott, se décida à prendre congé d'eux.

— Et à quel genre de sauce allez-vous être mis ici ? demanda-t-il au nouvel arrivant.

Baxter sourit et désigna du menton leur capitaine, pour signifier que c'était à lui qu'il convenait de s'adresser.

— Pour l'instant, il n'a à s'inquiéter de rien. Il reste auprès de moi, dit Elliott évasivement. Forbes, mon petit ami, oui ou non, allez-vous vous décider à filer ?

— Mon capitaine, vous avez l'air soucieux !

Ce n'était qu'assez tard après le départ de Forbes que Baxter s'était permis cette réflexion. Tout de même, il avait fini par trouver que l'accueil qui lui était fait manquait un peu trop de chaleur.

— Soucieux ? Vraiment ? Il y aurait de quoi ! se borna à maugréer Elliott.

Immédiatement, il parut craindre d'en avoir trop dit.

— Soucieux n'est peut-être pas tout à fait le mot. Si je l'étais, ce serait moins de ce que j'ai devant moi. C'est plutôt ce qui se passe par derrière qui me tarabuste. Comprenez-vous ?

— Pas très bien !

— Non ? Eh bien ! supposez que les gens sur lesquels nous avons compté jusqu'ici, nous soyons sur le point de ne pouvoir plus y compter. C'était ce dont voulait parler cet écervelé de Forbes, tout à l'heure, quand il a fait allusion au nommé Amir-Harayat.Qu'est-ce que vous diriez si, un matin, nous nous réveillions coupés de Karaoul, et Karaoul lui-même... Mais qu'est-ce que je m'en vais chercher là ? Les choses ne vont pas si mal que cela, que diable ! Non, en y réfléchissant, pas mal du tout !

Ils se retrouvèrent pour dîner dans la salle à manger du poste, qui était une des voûtes, vaguement consolidée et recrépie, d'un ancien caravansérail mongol.

— Je vous préviens qu'à Ouloug-Aghyl tout le monde se couche tôt, dit Elliott.

Baxter ne protesta point. Ces deux jours de voyage l'avaient fatigué. Et la conversation languissait trop pour pouvoir lui laisser des regrets.

Sa chambre était une sorte de four à chaux glacial, avec des trous d'ombre dont il préféra ne pas approfondir le mystère avec sa lampe électrique. Le capitaine Elliott n'était d'ailleurs pas mieux partagé.

— Quel drôle d'homme ! se dit Baxter en se couchant. Comme il est vrai que nous ne connaissons jamais les êtres ! En voilà un qui, durant huit mois, a été mon hôte quasi journalier. Qu'est-il, en réalité ? Un ingrat ? Un pauvre hère que sa responsabilité épouvante ? Bah ! nous verrons bien.

Une seconde, la poignante image de la jeune femme aux cheveux de cuivre le hanta. Il mit à la bannir sur-le-champ tout ce qu'il pouvait posséder de volonté.

Il était las, il était jeune... L'instant d'après, il dormait.

Elliott, lui, ne s'endormit pas aussi rapidement.

Il avait, avant de se coucher, commencé par retirer de son enveloppe la lettre que Baxter lui avait apportée. La relisant, à plusieurs reprises, il hocha la tête. Il devait y avoir là-dedans quelque chose qu'il ne comprenait pas, ou qu'il hésitait à comprendre, peut-être... Cela revenait à peu près au même, n'est-ce pas ?

Il avait éteint sa lampe depuis plus d'une heure quand, brusquement, il se dressa sur son séant.

— Par exemple !...

Au bout du couloir, dans une chambre aussi primitive que celle de Baxter, à laquelle elle faisait vis-à-vis, logeait le maréchal-des-logis Kennedy, personnage assez réputé dans tout le régiment pour la rigueur de son persbytérianisme.

— Qui vive ? brailla-t-il, réveillé en sursaut. Oh ! pardon, mon capitaine, c'est vous !

— Chut, Kennedy ! Oui, c'est moi ! Pouvez-vous me prêter votre Bible ? J'ai des insomnies.

Et, abandonnant le sous-officier à son ahurissement, il ressortit avec le livre noir sous le bras.

Il était visible que le capitaine Elliott ne faisait pas de la Bible sa nourriture quotidienne. Il mit assez longtemps à découvrir le passage dont il avait besoin. Lorsque, enfin, il y fut parvenu, à l'expression que prit son visage, il fut hors de doute qu'il était en train d'éprouver la plus forte émotion de sa vie.

Le passage en question se trouvait au Livre II de Samuel, versets 14 et 15, et voici très exactement ce qu'il y était dit :

« *David écrivit une lettre à Joab, et l'envoya par l'intermédiaire d'Urie. Il écrivit en ces termes : Placez Urie au plus fort de la mêlée...* »

A la suite de quoi, Elliott demeura éveillé une bonne partie de la nuit.

III

— Alors, c'est vrai, mon commandant ? Ce fameux poste d'Issyk-Boulak, on s'est enfin décidé à le créer ?

— Qui vous a refilé ce beau tuyau, je vous prie ? demanda le major Farquhar, rogue.

— Tout le monde en parle, voyons ! C'est le secret de polichinelle, répondit le capitaine Marshall, évitant avec prudence de citer un nom.

— Ah ! tout le monde en parle ? Je vois que ce sera toujours la même chose. Les gens qui tiennent la parole qu'ils ont donnée de garder le silence ont toujours fait plus ou moins figure d'idiots. Eh bien ! voulez-vous vous donner la peine de m'écouter ? Puisque vous me dites que la nouvelle en question est devenue la fable du régiment, je ne perdrai pas mon

temps à vous dire qu'elle est fausse. Elle est exacte, monsieur, tout ce qu'il y a de plus exacte, en effet. Je vais même la compléter par un détail que je vous autorise, vous invite même au besoin à crier sur les toits, chaque fois que vous en aurez l'occasion. Le projet dont il s'agit, lorsqu'il a été discuté au conseil des chefs d'escadrons, a rencontré jusqu'au bout au moins un adversaire : votre commandant, pour vous servir, monsieur. Et j'ajoute que les événements de ces jours derniers n'ont pas l'air de prendre une tournure de nature à me faire changer d'opinion.

Sur ce, le major Farquhar, avec sa raideur accoutumée, tout d'une pièce, avait rendu son salut au capitaine Marshall, et, sans autre forme de procès, il lui avait tourné les talons.

Tout ce qui venait d'être rapporté là était d'ailleurs conforme à la réalité, sauf sur ce point, peut-être, que le rôle joué en la circonstance par le conseil des chefs d'escadrons du régiment avait été un peu grossi. Ce conseil, quant à la création du poste en question, s'était trouvé en quelque sorte devant le fait accompli. C'était sur un coup de téléphone impératif de Delhi que la mesure avait été prise. A la suite de l'anéantissement du peloton Millikan, Delhi n'avait eu que trop beau jeu pour soutenir que des revers de ce genre eussent été rendus impossibles si un détachement de surveillance installé à Issyk-Boulak avait barré la route des cols. Le colonel Wright, hostile au projet, on s'en souvient, avait dû s'incliner. Le conseil n'avait pu faire autrement que de l'imiter. L'opposition du major Farquhar était donc demeurée toute platonique, encore qu'il eût exigé expressément qu'elle fût mentionnée au procès-verbal.

— Garde à vous !

— Portez... sabres !

Sous le soleil d'or pâle de novembre, quinze cents lames d'azur avaient surgi à la fois.

La conversation rapportée plus haut venait de se tenir sur le grand terrain de manœuvre où le 7e Chevau-Légers se trouvait déployé, dans l'attente de la revue que devait passer le général Archibald Fraser, inspecteur de la cavalerie pour toute l'Inde. Sir Archibald, venant de Srinagar, était

arrivé la veille à Djelabad, avec deux heures de retard. Les récentes chutes de neige rendaient la circulation en automobile de plus en plus difficile dans toute la région.

La revue devait avoir lieu à neuf heures ; le régiment avait pris ses distances sur le terrain depuis huit heures et demie. Superbes dans leur grande tenue hivernale, les officiers causaient parmi les piaffements et les hennissements des chevaux, à pied devant leurs escadrons respectifs.

Pas d'homme meilleur, ni plus brave, dans tous les sens du mot, que le capitaine Marshall, mais son commandant s'irritait souvent de sa lenteur d'esprit. D'où le peu de patience de son attitude à son égard. Lui ayant tourné le dos, Farquhar s'était dirigé vers Somerville. Celui-ci était tout à fait dans les bonnes grâces de son chef.

— Quelle heure avez-vous ?

— Neuf heures moins cinq, mon commandant.

— Nous allons voir si ce monsieur est exact. Je ne le connais pas. Encore une nouvelle acquisition de Sa Majesté vice-royale. Et que pensez-vous, en tout état de cause, de la petite cérémonie d'aujourd'hui ? Vous avez bien une opinion, j'imagine ?

Somerville sourit.

— Sans doute, mon commandant. Mais le subalterne risque trop à exprimer une opinion qui peut ne pas être celle de son supérieur. Il préfère la garder pour lui.

Farquhar sourit également.

— C'est cela ! Autant dire que vous aimez mieux commencer par connaître la mienne. Vous avez oublié d'être un imbécile, vous, au moins. Bon, écoutez-moi donc ! Je m'en vais vous dire la vérité vraie. En admettant que sir Archibald nous ait honorés de sa visite parce que l'on n'a pas eu l'impression, à Delhi, que tout marchait ici comme ça devrait marcher, soyez sûr qu'il va s'en repartir absolument persuadé du contraire. C'est un fier officier que sir Herbert, vous savez. Quel dommage que... Il faudrait en tout cas un peu plus d'une journée et demie pour arriver à découvrir ce qui cloche. Regardez-moi ce régiment ! Avez-vous jamais rien vu d'aussi beau ? Quels que soient les mérites de chacun de nous, notre colonel y est bien aussi pour quelque chose, pas vrai ? Mais, dites-moi donc, à propos...

Clignant de l'œil, il s'était rapproché de Somerville.

— Le général Fraser est, depuis hier soir, l'hôte du colonel Wright. Ç'aura été, pour ce cher sir Herbert, une occasion de ne pas sortir de chez lui. Une fois n'est pas coutume, n'est-ce pas ?

Somerville demeurait impassible. Farquhar le regarda avec étonnement, puis il eut cette petite toux subite qui le prenait lorsqu'il était dans l'embarras.

— Garde à vous !...

Par bonheur pour lui, la revue commençait.

Elle se termina, ainsi qu'il l'avait annoncé, par une avalanche de louanges, louanges qui reprirent de plus belle à l'issue du champagne offert au mess, immédiatement après, en l'honneur du général inspecteur. Ce fut tout juste si le colonel Wright ne fut pas comparé au grand Nicholson en personne, et le 7e Chevau-Légers aux plus célèbres unités de la Guerre de l'insurrection.

— Trop de fleurs ! trop de fleurs ! murmura le capitaine Gasser, au moment où les coupes se choquaient, à l'oreille du capitaine Miles. Je n'aime pas cela. Vous verrez ce que je vous dis.

— Bah ! riposta Miles, de même, vous n'êtes jamais satisfait.

— Attendons la fin ! Les compliments de ce genre, c'est très joli, mais ça ressemble un peu trop, pour mon goût, aux guirlandes qu'on accrochait au cou des gladiateurs sacrifiés. Soyons sérieux ! Aimez-vous le raki ?

— Plaît-il ?

— C'est un délicieux alcool fermenté dont...

— Je sais ce que c'est que le raki, dit Miles, vexé. Mais, outre que je ne saisis pas le rapport, je vous avouerai pour ma part que le petit verre de Johnnie Walker...

Gasser haussa les épaules.

— Aucune fantaisie, décidément, aucune fantaisie, mon pauvre vieux ! C'est histoire de nous dégourdir les jambes, voyons ! Par la faute de ce monsieur qui repart, nous avons été obligés de boire du champagne si ridiculement tôt que... Pouah ! Il reste plus d'une heure avant le déjeuner. Nous n'allons pas rester à nous enfumer ici, n'est-ce pas, alors

que j'ai déniché en bas, dans la ville indigène, un amour de petite boîte, avec un raki de Caboul dont vous me direz des nouvelles, ainsi que de deux petites danseuses qui, les mâtines, sont belles...

— Allons ! fit Miles, intéressé. Mais c'est bien pour vous faire plaisir.

En sortant, sur le seuil du mess, ils rencontrèrent Somerville. Il échangea un salut correct avec Gasser, avec Miles un mot amical.

La petite boîte enq uestion était située dans une des ruelles les plus sordides du quartier du caravansérail. Bourré de tapis, parfumé de toute sorte d'épices, l'endroit n'était pas sans cachet. Il n'y faisait pas froid, en tout cas.

— Je ne sais pas comment ils s'y prennent pour chauffer leurs turnes, remarqua Gasser. Dehors, il y a moins vingt degrés. Ohé, Moustapha !

Moustapha, un petit homme grêle et borgne, daigna se montrer.

— Du raki et des raisins confits, ordonna Gasser.

Moustapha apporta, sans excès de zèle, le raki et les raisins demandés.

— D'où es-tu, toi ? lui demanda Miles.

— De Gandamak, pour vous servir, Sahib capitaine.

Miles eut un rire de commande.

— Mais bravo, mon vieux ! Dites donc, Gasser, il en a de joyeuses, votre ami !

Gandamak, village d'Afghanistan, à l'entrée de la passe de Khaïber, de lugubre mémoire, avait été en 1842 le théâtre de l'extermination de toute une armée britannique. C'est un de ces lieux, — chaque nation, de par le vaste monde, a ainsi les siens, — dont les Anglais ne parlent qu'avec un très relatif entrain.

En dépit du raki et des raisins, Gasser gardait un front soucieux.

— C'est cette rencontre de tout à l'heure avec Somerville, crut-il devoir expliquer. Chaque fois que je le vois, je regrette davantage la façon dont je me suis conduit il y a quinze jours. Je ne peux pourtant pas aller le lui dire. Ça équivaudrait à des excuses.

— Évidemment, fit Miles, c'est assez délicat.

Il reprit, après un instant de silence :

— Vous savez qui vient d'être appelé au commandement du nouveau poste d'Issyk-Boulak ? Le lieutenant Baxter, justement. Vous m'avouerez qu'en fait de cadeau !... Pour quelqu'un dont on prétendait qu'on voulait à tout prix le caser à l'abri !...

— Vous, fit Gasser avec humeur, je vous retiens. Vous avez une manière à vous de dissiper les remords des gens !

Ils se turent derechef quelques minutes. Puis, Miles dit :

— Votre petit café, savez-vous que je ne le trouve pas drôle du tout ? Sinistre, au contraire.

Gasser hocha la tête :

— C'est drôle, murmura-t-il. Figurez-vous que j'étais en train de me faire exactement la même réflexion. Je vous assure pourtant qu'il y a des jours...

— C'est comme cet animal-là, poursuivit Miles, en désignant Moustapha, qui, accroupi à l'écart, et inattentif en apparence, faisait glisser entre ses doigts les boucles d'ambre de son chapelet, il a une tête qui ne me revient pas. Il n'a rien mis dans notre raki, au moins ?

— Qu'est-ce que diable vous voulez qu'il y mette ?

— Je ne sais pas... Quelque saloperie !

— Oh ! dit Gasser, haussant les épaules, il ne faut pas exagérer.

Il laissa s'écouler quelques minutes. On aurait dit qu'il espérait que son compagnon allait en profiter pour prendre la parole. Celui-ci s'en garda bien, il dut lui-même s'exécuter.

— Que pensez-vous de tout cela ?

— De quoi ? fit Miles, gêné.

— Mais de l'histoire d'Issyk-Boulak, parbleu ! Ce n'est pas moi, vous le reconnaîtrez, qui ai mis la conversation là-dessus. Mais puisque vous avez cru devoir commencer...

Miles eut un geste de protestation.

— Ah ! non, s'exclama Gasser. Ce serait trop facile de s'arrêter, maintenant. Donc, je répète : que pensez-vous de tout cela ?

— Je vous assure que je ne saisis pas...

— A merveille ! Je saisis, moi, ce que vous voulez : que je mette les points sur les i ? Soyez satisfait. Donc, avouez que

si l'on voulait se débarrasser de Baxter, on n'agirait pas autrement ?

— Qu'est-ce que vous venez me raconter là ? fit Miles, sursautant.

— Oh ! fit Gasser, je vous tiens quitte de votre indignation. Je n'ignore pas qu'au fond vous pensez comme moi. Tout le monde aussi, au régiment, d'ailleurs ! Seulement, personne n'ose le dire. Voilà !

— Savez-vous, mon vieux, dit Miles, que vous possédez un art inouï pour mettre les pieds dans les plats ? Il va y avoir deux mois, ce petit Baxter n'était pas bon, pour vous, à jeter aux chiens. A présent, il est devenu la sympathique victime de la plus noire des machinations. Dites-moi donc, il fallait bien y mettre quelqu'un, à Issyk-Boulak !

— Et pourquoi? répliqua Gasser, triomphalement. D'abord, il s'agirait de prouver qu'il était indispensable d'y créer un poste, à Issyk-Boulak. Or, ce n'est un secret pour personne, le colonel Wright, jusqu'à ces derniers temps, y a été opposé.

— Ne nommez donc pas ainsi les gens à voix haute ! dit Miles, mécontent. Mais puisque l'ordre de créer le poste en question est venu de Delhi ?

— Tu ! tu ! tu ! Vous en parlez, vraiment, comme si vous y étiez ! Un ordre, je le tiens du père Fitz-Gerald, qui n'a laissé de trace nulle part. On aurait besoin de savoir au juste comment tout cela s'est passé.

— Je ne comprends pas, dit Miles, là, mais pas du tout ! Un peu de logique, pour l'amour de Dieu ! Il y a deux mois, encore une fois, vous reprochiez à qui vous savez d'abuser de son autorité en vue de soustraire Baxter à son tour de départ régulier pour les postes du Nord. Aujourd'hui, vous considérez comme certain qu'il en veut à sa vie. Il faudrait s'entendre, pourtant.

Gasser sourit avec dédain.

— Ah ! c'est de la logique que vous désirez ? Eh bien! très cher, vous allez être ravi. Qui vous savez, puisque vous tenez à le désigner ainsi, a effectivement empêché, il y a deux mois, Baxter de partir pour la frontière du Nord, alors que son départ eût eu comme conséquence immédiate un autre départ, pour Amritsar, celui-là. Pour avoir le temps de s'installer dans les bonnes grâces de sa belle, il lui était nécessaire,

toujours à qui vous savez, de commencer par faire admettre que, de toute façon, elle resterait à Djelabad, n'est-il pas vrai ? Il me semble que tout cela est clair comme de l'eau de roche. Maintenant que le tour est joué, on n'a plus besoin de Baxter ? Il est même de trop. Et l'on s'avise subitement qu'au mois de juillet, le grand État-major de Delhi a été plus ou moins favorable à la création d'un poste à Issyk-Boulak, de sorte qu'en ayant l'air de servir l'intérêt général, on n'a en vue que son sauvage intérêt particulier. Aussitôt, en dépit de tout et de tous, le poste est créé. Qu'est-ce que vous voulez de plus ? Dites-moi que tout cela, c'est de l'imagination : peut-être ! Mais que ce soit mal raisonné : non ! De toute manière, savez-vous ce que cela prouve ?

— Non ! fit Miles, qui, depuis quelques instants, était sur de véritables charbons ardents.

— Que les femmes sont de belles g..., mon brave ami ! Et celle dont nous parlons plus que toutes les autres, encore !

Il vida son verre de raki et allongea un coup de pied dans un misérable coussin de laine beloutche qui n'en pouvait mais.

— Dites-moi donc, fit Miles, qui s'imagina avoir mis la main sur le meilleur moyen de diversion, en fait de femmes, il y en a deux que l'on ne voit pas souvent. Ce sont les petites danseuses que vous m'avez annoncées avec tant d'assurance, tout à l'heure.

Gasser avait bondi sur ses pieds.

— C'est parbleu vrai ! fit-il avec un juron. Qu'est-ce qu'elles peuvent bien faire ! Vous allez voir comment je vais vous ramener ça.

Il était de retour l'instant d'après, la mine contrite.

— C'est à n'y rien comprendre, aujourd'hui ! On n'arrive pas à se faire obéir. Je n'ai jamais vu cela. Figurez-vous que, sur les deux, il y en a une qui est en promenade, paraît-il. Quant à l'autre, elle s'est, mordicus, refusée à danser pour nous. Rien n'y a fait. Je crois que, si je l'avais tant soit peu secouée, la gredine n'aurait pas craint d'ameuter le quartier.

— Tant pis ! dit Miles en se levant. Ou, plutôt, tant mieux ! Regardez l'heure : nous avons à peine le temps de regagner le mess.

Le cafetier borgne demeurait également introuvable.

— Cela n'a pas d'importance, dit Gasser. Je le réglerai la prochaine fois.

Il regarda Miles :

— Quelle drôle de tête vous faites !

Effectivement, jamais Miles n'avait eu un air aussi singulier. Cette fois, ce fut lui qui se décida à parler le premier.

— Écoutez ! Excusez si c'est moi maintenant qui reviens sur notre conversation de tout à l'heure. Mais je ne cesse pas de penser à votre façon d'interpréter les choses, et je ne peux m'empêcher de me dire qu'effectivement... Cependant, il y a une considération dont vous ne me paraissez pas avoir tenu compte.

— Laquelle ?

— *Il* est tout de même marié.

Gasser haussa les épaules avec pitié.

— Et alors ? Marié, mon pauvre ami, croyez-vous que ce soit un motif suffisant pour s'arrêter en si beau chemin, si on a fait réellement, par ailleurs, ce que nous soupçonnons ? Avez-vous idée de ce qui peut bien se passer dans la cervelle d'un homme de cet âge, lorsqu'il commence pour de bon à déraisonner ?

Rêveusement, Miles hocha la tête.

— Dans les circonstances actuelles, murmura-t-il, tout cela n'est pas amusant, non, pas amusant du tout.

Comme ils doublaient le coin d'une ruelle, ils se heurtèrent à un groupe de marchands du Badjaour, aux somptueuses vestes de velours bleu et écarlate. Gasser en bouscula un, qui ne s'écartait pas assez vite, à son gré.

— Avez-vous remarqué ? lui dit Miles à voix basse, une fois qu'ils les eurent dépassés.

— Quoi ?

— Ils ont craché par terre tous les cinq.

— Vraiment ? Eh bien ! ils vont savoir...

— Restez donc tranquille ! dit Miles, l'immobilisant par le poignet.

Il ajouta, ayant pu le décider à poursuivre sa route :

— Croyez-moi ! Ce ne serait pas le moment...

— Qu'est-ce que cela signifie ?

— Ne sentez-vous donc pas ? Il y a quelque chose dans l'air, quelque chose qui ne me dit rien de bon.

— Vous avez raison, dit Gasser, après avoir réfléchi. Les indigènes me paraissent bizarres, depuis quelques jours. J'en avais vaguement l'impression. Mais ce sont des choses dont il est préférable de ne pas parler.

Miles eut une moue :

— Rappelez-vous la phrase de sir Alexandre Burnes, qui, en la matière, a payé assez cher, ce me semble, le droit de donner son avis : « Quand les gens des villes vous font grise mine, c'est que les gens des campagnes sont près de vous tomber sur le dos. » Maintenant, si nous passions à un autre sujet ?... Mais qu'y a-t-il ?

Gasser, à son tour, venait de lui saisir le bras.

— Tonnerre de tonnerre ! murmura-t-il. Regardez donc qui s'avance vers nous !

C'était une jeune femme qui, au pas de sa jument, s'en venait en effet de leur côté. Elle avait sur ses cheveux couleur de cuivre une toque de grèbe ; sur sa jaquette en côtelé olive, une pelisse de renard gris.

Au salut que Miles lui adressa respectueusement, elle répondit par un sourire et un léger signe de tête.

— Je ne vous fais guère mes compliments, très cher ! Saluer une pareille... ! fit presque à voix haute Gasser, à peine l'amazone les eut-elle dépassés.

— J'ai l'habitude, riposta Miles, plus que vertement, de ne pas préjuger ce que j'ignore. Cela m'évite, par la suite, l'ennui de certains remords encombrants. Vous m'avez compris ?

Puis, à mi-voix, comme se parlant à lui-même, il avait ajouté :

— D'ailleurs, qu'est-ce que vous voulez, elle est si belle !

Gasser lui lança un regard de reproche et d'excuse, à la fois. Puis, il en eut un second, tout différent de celui-là, pour la cavalière qui s'éloignait. Et Miles l'entendit murmurer, sur le ton d'un enfant pris en faute :

— Comme c'est vrai !

***

De plus en plus chaque jour retranchée du reste du monde, telle avait été l'existence menée par Mrs Taylor à Djelabad après le départ de Baxter. Pendant les six ou sept semaines

que dura cette paradoxale claustration, Arabella n'eut d'autre visiteur que le colonel Wright. C'était bien là son vœu, sans doute. En l'absence de George, elle n'allait pas s'amuser à tenir maison ouverte, évidemment. Oui, mais il y avait une chose qu'elle ignorait, dont elle ne devait se rendre compte que peu à peu, et avec quelle douloureuse stupéfaction : sa solitude ne relevait pas exclusivement de sa volonté ! Elle eût voulu y mettre fin, que personne, — et non pas seulement les indifférents, mais aussi les amis de jadis, — n'eût consenti à répondre à son appel.

Quelle angoisse constante que de vivre au milieu de visages fermés ! Ainsi Arabella dans le cercle de ses serviteurs pendjabis. Ils lui étaient certes tout dévoués, mais à la manière dont peuvent l'être les indigènes. Jamais un instant d'abandon ! La certitude, nuit et jour, d'être observée !

Elle se couchait tard, se levait le matin de bonne heure, afin de fuir le plus possible ce lit désert où elle ne parvenait plus à trouver le sommeil. Et, comme tous ceux qui ne dorment pas, c'était, en revanche, sitôt debout, pour commencer une espèce de vie de somnambule. Elle passait à cheval le plus clair de ses journées. C'était toujours du même côté que, malgré les intempéries, neige et froid, elle se dirigeait, vers cette frontière du Nord dont elle calculait mentalement jusqu'à George toutes les étapes. Deux jours de ce petit trot enlevé, et dire qu'elle pourrait être dans ses bras ! Que faisait-il ? Comme les lettres qu'elle recevait de lui étaient brèves ! Partant de la façon dont il était parti, il l'avait tacitement laissée libre de sa conduite. Tout naturellement, puisque, par ailleurs, elle en avait reçu l'autorisation, elle avait cru agir pour le mieux en continuant à demeurer à Djelabad. Or, depuis, il y avait des moments de plus en plus fréquents où elle se demandait si cette décision avait été agréable à Baxter. Il ne l'en avait, en tout cas, jamais remerciée. Une ou deux fois, dans ce doute-là, elle avait été sur le point de reprendre son projet primitif, de partir pour se réinstaller à Amritsar. Oui, mais si, juste après son départ, George était blessé, ramené ici dans un état grave, elle n'aurait jamais assez de jours à vivre pour déplorer de ne pas être restée. Puis il y avait aussi le temps, qui travaillait pour elle. On était déjà au début de décembre. Le 22 janvier, si tout continuait à bien

aller, les escadrons du major Farquhar s'en iraient relever le 5e et le 6e. Ce cauchemar serait terminé. Ce serait le retour de George, le bonheur, enfin !...

Pour le moment, il y avait des choses qu'elle ne comprenait pas très bien. Oh ! pas comme on eût pu se l'imaginer, l'attitude du colonel à son égard, pas du tout ! Sir Herbert ? Son cas était simple. Il l'aimait, c'était entendu. Et puis, après ? Elle ne pouvait pas l'en empêcher. Elle n'avait qu'un droit, ce me semble : tenir la main à ce que rien de trouble ne s'instaurât dans leurs rapports mutuels. Plus tard, n'est-ce pas, elle ne savait pas ce qui se passerait. Comment l'eût-elle su ! Mais, pour l'instant, elle était sûre d'avoir réussi. Jamais elle ne s'était gênée pour lui dire, bonne ou mauvaise, la vérité, et elle s'était figuré qu'il en avait toujours agi de même avec elle, qu'il n'irait jamais au delà de cette sorte de tendresse grondeuse à laquelle il avait su si bien commencer par donner un aspect quasi paternel. Aussi, loin de la renforcer, en était-elle arrivée à se relâcher un peu dangereusement envers lui de sa prudence initiale. Un jour qu'il s'était laissé aller à lui poser cette question assez naïve : « Si nous nous étions connus libres, l'un et l'autre, ces dix-sept années de différence entre nous deux, les eussiez-vous considérées comme un obstacle à notre union ? — Vous voulez rire ! » lui avait-elle répondu avec la spontanéité la plus franche. Et elle avait ajouté cette phrase doublement redoutable, et par les espoirs qu'elle faisait naître, et par les actes qui en pouvaient suivre : « J'ai bien, moi, trois ans de plus que George. Et c'est autrement grave ! »

Où, par exemple, il l'importunait quelque peu, c'était avec sa jalousie. Oh ! pas à propos de George, bien entendu ! Il ne s'y serait pas risqué. Mais en ce qui concernait tous les autres. Personne n'aurait eu désormais l'audace de franchir le seuil du bungalow chinois. Et longtemps Arabella avait cru que c'était au veto de sir Herbert, uniquement à lui, qu'elle devait de ne plus recevoir une seule visite. Il lui avait fallu, vers la même époque, la venue de Mac Carthy à Djelabad pour la détromper à demi.

Elle l'avait reconnu de loin, au milieu d'un groupe d'officiers. Ayant peur qu'il ne craignît de rencontrer le colonel en venant la voir, et tenant, d'autre part, absolument, à avoir

des nouvelles de George par lui, elle avait pris le parti de téléphoner à Somerville. Elle offrait à Mac Carthy de le rencontrer au cours d'une promenade à cheval, où et quand il voudrait. Trois jours après, ne recevant aucune réponse, elle avait téléphoné de nouveau. Mac Carthy n'avait passé à Djelabad que quarante-huit heures. Sa mission accomplie, il avait regagné la ligne de feu sans que Somerville eût pu réussir à le rejoindre. Telle fut la réponse qui fut faite à Mrs Taylor par le capitaine, d'une voix gênée. Pas une minute, ainsi qu'on pense, elle ne fut dupe. Une seule chose était certaine : Mac Carthy avait refusé de la voir. Un ami comme lui ! Pourquoi ?

Quelle affreuse situation que la sienne ! Les questions qui lui tenaient le plus à cœur, elle n'avait même plus le courage de les poser. Elle redoutait le silence qui les eût accueillies, et plus encore les réponses qui auraient pu suivre. A sir Herbert, avec qui elle se gênait le moins (et à qui d'autre que lui aurait-elle pu s'adresser, mon Dieu !), elle s'était plainte au début du laconisme des lettres de George. « Cela prouve, avait-il répondu, que Baxter est un soldat discipliné, ce qui ne m'étonne point. » Là-dessus, il avait exhibé le texte d'une de ses plus récentes circulaires, par laquelle il était interdit tant aux hommes de troupes qu'aux officiers de fournir dans leur correspondance le moindre détail relatif aux opérations engagées.

Passe encore pour des lettres courtes ! Mais plus de lettres, voilà à quoi il était moins facile de se résigner ! A la date du 14 décembre, jour de courrier, Arabella, avec un morne accablement dans lequel il n'entrait même plus de surprise, dut constater qu'il y avait près de quinze jours qu'elle était sans nouvelles du Nord. Elle avait attendu jusqu'à trois heures de l'après-midi, pour être certaine de ce beau résultat ! Machinalement, elle donna l'ordre qu'on lui amenât sa jument.

Il faisait déjà nuit. Le temps était épouvantable. Pluie et neige mêlées, et, en bas, dans les mille gorges de la vallée, la lamentation incessante du vent. Arabella prit le chemin de la demeure d'Hiram Singh, ne sachant pas très bien si elle souhaitait ou ne souhaitait pas le rencontrer. Avec lui, c'était autre chose : elle jouait la comédie de la sérénité. Oui, mais il avait, depuis quelque temps, une façon tellement triste de la regarder

qu'elle aurait craint, si elle lui en avait demandé la cause, d'éclater instantanément en sanglots. Il n'était pas là, grâce au ciel ! Il n'y avait que Nour, éveillée comme un petit chat. Sur un divan étaient étalées les diverses pièces d'un costume étrange, bas et justaucorps de tricot grossier à losanges marrons, verts et rouges, bonnet et manteau de même matière, lourdes bottes doublées de peau de mouton.

— Qu'est-ce que tout cela ? demanda, pour dire quelque chose, Mrs Taylor à la petite fille qui était en train de s'amuser à coiffer le bonnet de tricot.

Nour répondit que c'était à son père, et qu'il avait ordonné que tout fût prêt quand il reviendrait.

Arabella pensa que la fillette avait à la fois mal écouté et mal compris. Hiram Singh, — c'était sa faiblesse, — éprouvait tant de fierté de son uniforme qu'on ne le lui voyait jamais abandonner, à plus forte raison pour revêtir cet accoutrement de paysan. Mais la chose avait si peu d'importance que cela ne valait pas la peine d'engager une discussion avec Nour. L'ayant embrassée, elle remonta sur sa jument.

Il était six heures quand elle fut de retour au bungalow. Les fenêtres du living-room étaient éclairées. D'ordinaire, sir Herbert n'arrivait pas avant sept heures. Il était en avance, ce soir-là. Arabella poussa la porte en réprimant un soupir de lassitude.

— Mrs Taylor, j'ai bien l'honneur...

Ce n'était pas le colonel Wright qui se trouvait devant elle. C'était sir Horace Farquhar.

PIERRE BENOIT.

(La dernière partie au prochain numéro.)

MUSSOLINI ET LES CORPORATIONS

L'organisation syndicale et corporative des patrons et des ouvriers constitue un des éléments essentiels du régime fasciste tel que Mussolini l'a conçu.

Un voyage fait dans le courant du mois d'octobre en Italie, les conversations que j'ai eues à Rome avec des personnalités d'opinions très différentes m'ont fait comprendre combien la plupart des jugements portés en France sur le régime économique de l'Italie sont superficiels. Il m'a paru utile de redresser des opinions formulées à la légère ou dominées par des partis pris de caractère politique. Mais au fur et à mesure que je pénétrais plus avant dans la doctrine fasciste, je me rendais compte de l'extrême complication d'un pareil sujet, et de la difficulté d'en résumer l'essentiel avec une clarté suffisante.

Les documents italiens ont tous un caractère officiel ; ils nous renseignent sur le mécanisme du système syndical et corporatif que le fascisme considère comme une de ses principales gloires, mais il est malaisé d'en tirer les éléments nécessaires pour juger de la réalité des résultats magnifiques proclamés par le gouvernement italien.

Deux ouvrages français de grande valeur, *l'Économie fasciste* de L. Rosenstock-Franck et *l'Empire fasciste* du professeur Prélot, permettent de lever tant soit peu le voile dont la discrétion du gouvernement fasciste recouvre son œuvre (1).

(1) A consulter également : Bourgin, *l'État corporatif en Italie*, 1935 ; Valenziani, *le Corporatisme fasciste*, 1935.

Nos relations avec l'Italie, qui se sont malheureusement aggravées ces derniers temps, ont souffert en grande partie d'incompréhension mutuelle, de blessures d'amour-propre, de conflits doctrinaires. Un examen objectif des institutions qui fonctionnent dans les deux pays me semble de nature à corriger de fâcheuses méprises, et je serais heureux si cette étude pouvait contribuer dans une mesure, qui sera certainement modeste, à faire disparaître des préjugés et des erreurs sur le corporatisme italien.

LE RÉGIME SOCIAL DE L'ITALIE AVANT LE FASCISME

L'Italie et la France sont des pays latins et la communauté de leur origine a créé entre eux une ressemblance morale et intellectuelle, dont on ne saurait méconnaître l'importance. Mais leur développement historique et social a suivi des voies différentes, et il importe de jeter un rapide coup d'œil sur l'évolution italienne depuis la seconde moitié du siècle dernier pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

Le régime démocratique, tel que nous le concevons en France, n'a jamais dominé dans la péninsule. L'unité qui pour la nation française s'est faite dès le moyen âge, n'y a été réalisée qu'au courant du XIXe siècle par la dynastie de Savoie. En 1848, le roi de Sardaigne, Charles-Albert, avait octroyé à ses États une charte calquée sur celle de Louis XVIII, qui devint par la suite la Constitution de tout le royaume d'Italie et qui le resta jusqu'à la marche sur Rome en 1922. L'Italie n'eut jamais d'Assemblée constituante et, si la Chambre était issue d'un suffrage populaire, le Sénat resta une création de la Couronne, qui en nommait tous les membres.

Au point de vue économique, les différences entre les deux pays étaient également notables. Le contraste entre le progrès industriel de la France et le marasme de l'Italie au siècle dernier était très grand. Tandis que le sol fertile de la France avait été réparti par les lois révolutionnaires entre une masse de petits propriétaires, la grande propriété foncière conserva en Italie sa puissance, surtout au Centre et dans la région du Sud, où la terre est moins productive.

L'inégalité de la répartition des richesses, la pauvreté

des ouvriers d'usines et celle encore plus marquée des journaliers et des petits fermiers dans les campagnes avait engendré, dès 1871, un socialisme révolutionnaire et international, dont Bakounine était le principal promoteur. Les créateurs de l'unité italienne, avec Mazzini à leur tête, voyaient l'idée nationale combattue par des internationalistes d'origine étrangère qui cherchaient à provoquer la lutte des classes, aboutissant à la destruction de la propriété et de la patrie.

Un grand mouvement de réforme sociale, fondée sur les sociétés coopératives et le crédit mutuel et inspirée par Luzzati, s'efforça à la fin du XIXe siècle de s'opposer aux doctrines de Karl Marx et de Bakounine. Mais il fut combattu avec acharnement par les disciples de la révolution sociale internationale, qui reprochèrent aux dirigeants des coopératives d'être les suppôts du gouvernement et de la bourgeoisie.

La Confédération générale du travail italienne fut créée au Congrès de Milan en 1906, elle groupa à ce moment 700 syndicats et 250 000 ouvriers. Des grèves violentes, qui, en juin 1914 notamment, s'étendirent à toute l'Italie, illustrèrent l'activité de cette puissante organisation, forte à la veille de la guerre de 300 000 ouvriers. Ce ne fut que grâce à la fidélité de l'armée que la grève de 1914 put être vaincue, et il est assez piquant de relever que c'est un rédacteur de *l'Avanti*, du nom de Benito Mussolini, qui accusa la Confédération du travail de trahison pour s'être inclinée devant la force armée.

En face du socialisme international, qui s'efforce d'utiliser l'action parlementaire pour réaliser par étapes ses projets de réforme sociale, deux courants s'accentuent en Italie, celui du syndicalisme révolutionnaire formé à l'école de Georges Sorel et celui du nationalisme économique et politique de Conradini et Rocco, dont l'action et les doctrines peuvent être considérées comme une sorte de préparation au fascisme. Le syndicalisme révolutionnaire, par opposition au socialisme, se distingue par un mépris profond du parlementarisme et une méfiance à l'égard de l'internationalisme, et, en même temps, par un goût prononcé pour la violence et l'action directe.

Quant au nationalisme économique et politique, il a un caractère nettement antilibéral et patriotique. Au Congrès que

ce parti tint à Milan, en mai 1914, Rocco, qui fut un des grands inspirateurs de la charte du travail de 1927 que nous commenterons plus loin, proclame dans son rapport général son hostilité radicale â l'économie individualiste, libérale et socialiste. Mettant la collectivité nationale et l'État au-dessus de l'individu, il développe une théorie de l'État que Mussolini reprendra plus tard : « La Société établie sur un territoire solidement organisé sous le pouvoir suprême, dit-il, forme un État, et quand une nation s'organise de cette façon, elle forme un État national, dont l'individu n'est qu'un élément infinitésimal et seulement un organe ou un instrument. »

Peu de mois après ce Congrès, la guerre éclate et l'Italie, après être restée neutre pendant plusieurs mois, se range délibérément aux côtés des Puissances alliées. Mussolini se montra, dès le début de la guerre, hostile à la Triplice, mais ce n'est qu'en novembre 1914 qu'il se déclara adversaire de l'internationalisme et partisan de l'intervention aux côtés de la France. Renié par le parti socialiste, il abandonne avec éclat la direction de *l'Avanti* et crée le *Popolo d'Italia*. « Aujourd'hui, c'est la guerre, demain viendra la révolution », écrit-il, dans un des premiers numéros de ce journal...

La guerre modifia profondément les partis et les conditions économiques de l'Italie. Pour la première fois, les Italiens de tous les partis et de toutes les conditions s'unirent sous un même drapeau pour combattre leur ennemi de toujours, l'Empire d'Autriche-Hongrie. Cet élan patriotique qui, après de douloureux revers et de terribles souffrances, les conduisit à la victoire, porta un coup sensible à l'internationalisme d'avant-guerre.

Cependant la Confédération générale du travail, profitant des troubles économiques, qui suivirent la conclusion de la paix, et de la faiblesse des gouvernements parlementaires, s'efforça de reprendre son pouvoir sur les masses ouvrières et paysannes et elle réussit, en 1920, à grouper autour d'elle plus de deux millions de membres actifs. Ce fut l'époque des grèves, des occupations d'usines, des insultes à l'armée qui faillirent conduire l'Italie à sa perte.

Nous avons exposé ailleurs (1) comment Mussolini, après

(1) Voir : *le Quinzième anniversaire de la marche sur Rome.* (*Revue politique et parlementaire* du 10 décembre 1937.)

avoir créé le mouvement fasciste, mena un violent combat contre le socialisme et le communisme. Les escouades d'assaut du parti fasciste luttèrent avec acharnement contre les rouges et triomphèrent de la grève générale que ceux-ci avaient réussi à déclencher en août 1922. A la suite de cette victoire, Mussolini entreprit sa marche sur Rome, le 28 octobre 1922 ; il s'empara de la ville grâce à l'attitude de la couronne qui refusa d'accorder les pleins pouvoirs au ministère Facta, déconsidéré par sa faiblesse et sa corruption, et, appelé par le roi à la tête du gouvernement le 29 octobre, il ne devait plus le quitter jusqu'à ce jour.

CONCEPTION FASCISTE DE L'ÉTAT

Dans le travail de redressement que Mussolini a accompli en Italie, avec une ténacité, une lucidité et une décision extraordinaires, l'organisation syndicale et corporative joue un rôle de premier plan. Mais pour bien comprendre le but et l'objet de cette organisation, il importe de connaître comment celui, que la voix populaire a appelé Duce, a conçu la forme et la mission de l'État.

La doctrine fasciste, dont l'essentiel avait déjà été esquissé par Rocco, n'est pas une doctrine toute faite, née dans le cerveau d'un philosophe ou d'un doctrinaire, elle est la résultante des leçons de l'expérience politique recueillies au cours d'une révolution qui a transformé l'Italie ; elle est essentiellement mobile et, d'après son auteur lui-même, susceptible de se transformer par le jeu des circonstances et des événements. Elle a été établie dans sa forme actuelle par une petite brochure, portant la signature de Mussolini lui-même, dont il est intéressant de résumer, sans parti pris et sans esprit de critique, les principaux éléments.

Après avoir exposé les origines et les transformations de sa doctrine, et s'être prononcé en termes violents contre le matérialisme et la lutte des classes, et en évoquant Renan, contre les idéologies démocratiques, il en vient à la définition de l'État, point essentiel et centre de ses idées politiques. Pour Mussolini, l'État n'est pas une conception abstraite, c'est une réalité vivante qui a une existence propre, formée par les traditions et l'histoire d'une nation, par ses morts

et ses vivants. L'État fasciste est conscient, il est qualifié d'État éthique.

Il est intéressant de citer ici quelques passages du discours que le Duce prononça, en 1919, pour illustrer sa notion de l'État : « L'État est un fait spirituel et moral, car il synthétise l'organisation politique, juridique et économique de la nation ; l'État est le garant de la sécurité intérieure et extérieure, mais il est aussi le gardien et l'élément transmetteur de l'esprit du peuple tel qu'il s'est formé au cours des siècles dans les coutumes et dans la foi. C'est l'État qui, dépassant les étroites limites des vies individuelles, représente la conscience immanente de la nation, c'est lui qui forme les individus aux vertus civiques, les rend conscients de leur mission, qui harmonise leurs intérêts dans la justice, qui transmet les conquêtes de la pensée dans le domaine des sciences et des arts, du droit et de la solidarité humaine. Quand le sens de l'État s'affaiblit et que prévalent les tendances dissolvantes et centrifuges des individus ou des groupes, les nations marchent à leur déclin. »

Cette définition, issue d'un cerveau latin, mais influencée certainement par des théories d'outre-Rhin qui ont interprété à leur manière la notion d'*Imperium romanum*, peut paraître étrange à l'esprit logique d'un Français, mais elle ne manque pas de grandeur. Il faut en tenir compte, car elle n'est pas un exercice d'éloquence, elle domine la politique de tout un peuple, qui vit et se développe sous cette enseigne, choisie par Mussolini.

L'État tentaculaire étend sa puissance sur le domaine de l'économie et pénètre, d'après Mussolini, par ses institutions corporatives, sociales, éducatives, jusqu'aux ramifications extrêmes du pays.

Le nouveau régime social, qui, conformément à cette doctrine, a été instauré en Italie, a reçu son expression la plus complète par la Charte du travail promulguée en avril 1927. La Charte n'est pas une loi, elle pose les principes généraux qui doivent inspirer la législation sociale, et elle forme une source précieuse pour l'interprétation de cette législation par la jurisprudence. Pour bien comprendre l'organisation syndicale et corporative de l'Italie, il faut connaître à la fois la charte et les lois qui en découlent. Mais avant d'aborder cette

étude, nous examinerons l'évolution de l'idée syndicale depuis l'armistice.

ÉVOLUTION DU SYNDICALISME FASCISTE DEPUIS L'ARMISTICE

Après la défaite de la Confédération générale du travail et de ses syndicats, il fallut reconstruire. Le syndicalisme révolutionnaire inspiré par Sorel, qui avait pu servir comme élément de combat, était trop violent pour stabiliser le mouvement fasciste. Le programme d'action, que Mussolini lui-même avait élaboré en 1919, comprenait la dissolution des sociétés anonymes, la suppression des banques et des Bourses, le recensement et la redistribution de la richesse nationale, la terre confiée aux paysans ; il ressemblait sous bien des aspects au programme établi par Hitler en 1920, mais il fut bientôt répudié par son auteur lui-même qui, dès le mois d'août 1921, tint à la Chambre un discours d'une allure très modérée.

De nouvelles formations se constituent : l'Union nationale du travail, forte de 500 000 membres, que dirige Rossoni ; la Confédération italienne des travailleurs contrôlée par les catholiques, qui envoie 99 députés au Parlement.

Après des tentatives de rapprochement avec les syndicats des anciens partis, les fascistes se décidèrent à agir seuls. Les premiers syndicats fascistes furent créés en 1921 et, en octobre de la même année, le Congrès des fascistes combattants, réuni à Milan, proclamait « qu'au nom des intérêts supérieurs de la nation, les industriels et les ouvriers doivent rechercher toutes les possibilités d'accord, les premiers se souvenant qu'un prolétariat négligent et appauvri est une cause de décadence des industries, et les seconds que la ruine de l'industrie signifie la ruine de la classe ouvrière ».

L'homme qui établit la doctrine du nouveau syndicalisme, sur une base historique et scientifique, fut Rocco. La théorie qu'il développa dans une étude remarquablement documentée (1) contient en germe les principaux éléments de la Charte du travail de 1927 : interdiction des grèves, des lock-out et des boycottages, abandon de la loi de l'offre et de la demande pour l'établissement des salaires et magistrature du travail.

(1) *Crisi dello stato et sindicati*, dans la revue *Politica* de décembre 1920.

Rocco étudie le développement du syndicalisme et du corporatisme à travers les âges. Après avoir constaté que les syndicats ont été le plus souvent un instrument de lutte des classes, il déclare inadmissible que cette lutte s'organise à l'intérieur de l'État et contre l'État. C'est pourquoi il est nécessaire d'incorporer le mouvement syndical, dont on ne saurait arrêter l'élan, dans l'État. Alors que l'idéologie libérale a abandonné les syndicats à eux-mêmes et créé ainsi une lutte de classes désastreuse pour la nation, l'État doit absorber les syndicats modernes, comme il l'a fait, en son temps, pour les corporations médiévales.

Mais tandis que Rocco préconise la réunion des syndicats patronaux et ouvriers en un seul syndicat mixte, nous verrons que le fascisme admet les syndicats parallèles des patrons et des ouvriers pour les réunir ensuite dans les corporations.

C'est surtout à l'opposition des patrons qu'est dû l'échec des syndicats mixtes.

Le congrès fasciste, réuni à Bologne le 24 janvier 1922, élabora la première charte économique du parti ; il créa la Confédération nationale des Corporations syndicales, dont Rossoni, rallié au fascisme, fut nommé secrétaire général. Le Congrès de Milan qui suivit, en juin 1922, réunit plus de 450 000 syndiqués fascistes, et, en octobre, peu de temps avant la marche sur Rome, Mussolini adopta, dans une déclaration solennelle, le syndicalisme comme un dogme, tout en faisant comprendre qu'il n'avait pas l'intention d'établir la dictature du prolétariat.

En 1923, les syndicats fascistes comptent 1 800 000 membres. Le premier Conseil national de la Confédération fasciste condamne la lutte des classes qu'il déclare nuisible aux entreprises elles-mêmes et à la production. Mussolini, dont l'esprit politique donna à cette occasion toute sa mesure, réunit, en décembre 1923, les représentants de la Confédération industrielle et ceux des Corporations fascistes pour obtenir la collaboration pacifique des patrons et des ouvriers en vue de la prospérité nationale. Il réussit, contrairement à la politique plus radicale de Rossoni, à établir une entente aboutissant à la reconnaissance des syndicats fascistes par les industriels et l'abandon total des syndicats mixtes.

Cet accord de principe fut précisé et élargi le 2 octobre 1925

La Confédération générale de l'Industrie fut reconnue, de part et d'autre, comme la représentation exclusive des industriels, et la Confédération des syndicats fascistes comme la représentation exclusive du salariat ouvrier. L'on décida, en outre, que tous les rapports entre industriels et ouvriers ne seraient dorénavant réglés que par l'entremise de ces deux Confédérations, et, point essentiel pour les patrons, que les commissions internes des ouvriers dans les usines seraient abolies.

Sur un rapport présenté par Rocco, le grand Conseil approuva cet accord, en y ajoutant l'adoption de la magistrature comme instance supérieure dans les conflits de travail, et l'interdiction des grèves et des lock-out.

Une commission de dix-huit membres, composée de savants et de techniciens, fut instituée pour établir les conditions juridiques de l'organisation future, mais Mussolini n'en tint guère compte ; les conclusions de la commission lui parurent trop doctrinaires, et il imprima à la Charte du 21 avril 1927 le caractère politique correspondant à ses opinions personnelles.

LA CHARTE DU TRAVAIL

La Charte du travail est considérée, en Italie, comme une sorte d'Évangile social ; on lui attribue les mêmes vertus mystiques que les révolutionnaires de 1789 accordaient à la Déclaration des droits de l'homme, mais dans un sens tout à fait opposé. Mussolini ne se priva pas de proclamer dans des termes très violents la déchéance de la Déclaration de 1789, dépassée par les événements, et la supériorité sociale de la Charte qu'il présenta comme exemple au monde entier.

Cependant, il ne faut pas oublier que la Charte fut publiée dans une période de grave tension monétaire, et qu'à ce moment il importait de calmer les esprits en Italie par une affirmation de la solidarité de toutes les classes sociales. La déclaration avait aussi pour but de donner des gages au Bureau international du travail où les syndicalistes italiens étaient vivement attaqués par leurs collègues des nations démocratiques.

Quoi qu'il en soit, c'est sur la Charte que repose tout le système syndical et corporatif du régime.

Ce document comporte trente dispositions divisées en

quatre parties ayant pour titres : l'État corporatif et son organisation ; le contrat collectif du travail et ses garanties ; bureaux de placement ; prévoyance, assistance, éducation et instruction.

Les principes généraux sont contenus dans le chapitre premier qui établit les bases du système.

Ce sont d'abord des proclamations de doctrine politique et sociale :

« La nation italienne est une unité morale, politique et économique intégralement réalisée dans l'État fasciste », dit l'article 1er.

« Le travail sous toutes ses formes est un devoir social et, à ce titre seulement, il est placé sous la sauvegarde de l'État. La production, prise dans son ensemble, est unitaire au point de vue national », lit-on dans l'article 2.

« L'intervention de l'État dans la production économique n'a lieu que quand l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante, ou lorsque les intérêts politiques de l'État sont en jeu. Elle peut revêtir la forme d'un contrôle, d'un encouragement ou d'une gestion directe », proclame l'article 9.

Il y a là un correctif à la toute-puissance de l'État, dont la pratique nous révélera l'importance très réduite.

Les autres articles du chapitre premier ont trait à l'organisation des syndicats et des corporations, à la magistrature du travail, et au contrat collectif du travail, ce dernier étant réglementé avec plus de détails par les articles 11 à 21 du chapitre II.

Les chapitres III et IV insistent sur le rôle prépondérant de l'État en matière de bureaux de placement et d'assistance. Toutes ces dispositions ne constituent, comme nous l'avons déjà dit, que des règles générales dont le législateur doit s'inspirer. Nous les examinerons, pour ne pas nous répéter, en même temps que les lois sociales elles-mêmes dont nous allons aborder l'étude.

LES SYNDICATS D'APRÈS LES LOIS DE 1926

Nous commencerons par les syndicats.

L'article 3 de la Charte, après avoir proclamé la liberté de l'association professionnelle ou syndicale, annule les princi-

paux effets de cette déclaration en attribuant au seul syndicat reconnu par la loi, tant patronal qu'ouvrier, le droit de représenter la catégorie pour laquelle il a été constitué vis-à-vis de l'État ou des autres associations professionnelles, de conclure des contrats collectifs et de prélever des contributions sur tous les membres de cette catégorie. Ces principes ne font que consacrer une législation antérieure, qui découle de la loi du 3 avril 1926 sur les rapports collectifs du travail et du règlement du 1er juillet 1926 qui la complète. Nous allons en analyser la structure, et nous verrons ensuite comment elle a été modifiée par une loi nouvelle du 5 février 1934.

La législation syndicale est fondée sur le principe d'un seul syndicat reconnu par l'État dans chaque catégorie professionnelle et dans chaque circonscription territoriale. Elle présuppose la classification des professions par catégories (exemple : habillement, alimentation) et l'établissement de circonscriptions (exemple : commune, province).

Nous avons déjà vu ce qu'il faut penser de la faculté de créer des associations professionnelles libres à côté des syndicats privilégiés.

Différentes conditions sont requises pour la reconnaissance légale.

L'initiative part des intéressés et non de l'État, mais elle doit être prise par un nombre d'adhérents au moins égal au dixième des ouvriers et au dixième des patrons de la catégorie et de la circonscription. Pour les patrons, il suffit, au besoin, que les requérants réunissent dans leurs établissements un dixième de tous les ouvriers de la catégorie.

Les membres doivent tous être de nationalité italienne, âgés d'au moins dix-huit ans, et de plus offrir des garanties de capacité, de moralité et de patriotisme, ce qui permet au gouvernement d'éliminer ceux qui lui sont hostiles. Enfin, le syndicat est tenu de remplir, à côté de sa mission essentielle de caractère économique, des fonctions d'assistance, d'enseignement, d'éducation morale et patriotique. Lorsqu'après examen du rapport présenté au ministère des Corporations, les conditions d'admission sont considérées comme suffisantes, l'autorisation est accordée par décision royale, mais elle peut toujours être révoquée si, dans la suite, une des conditions requises venait à manquer.

Le droit d'association est, en principe, reconnu à tous les citoyens du royaume. Il est cependant formellement interdit aux militaires et à certains fonctionnaires de l'État, remplissant des fonctions particulièrement délicates, comme les magistrats, les professeurs d'université et d'écoles secondaires, les agents des principaux ministères.

Les autres employés de l'État, des provinces et des communes, notamment les cheminots et les agents des P. T. T., ont la faculté de s'associer, mais pour l'étude de leurs intérêts professionnels seulement. Ils n'ont pas droit aux contrats collectifs, l'administration se réservant le pouvoir exclusif de fixer la modalité de leurs salaires et de leurs obligations.

Lorsque l'État a accordé à un syndicat l'estampille officielle, celui-ci représente, quel que soit le nombre de ses effectifs, tous les ouvriers et tous les patrons de la catégorie à laquelle ils appartiennent. En d'autres termes, chacun peut adhérer, mais ceux qui n'adhèrent pas sont représentés de par la loi par les participants, même si ceux-ci se trouvent en minorité. Nous verrons dans la suite la proportion des affiliés et de ceux qui sont simplement représentés.

Il y a là, évidemment, une grave atteinte à la liberté, que l'on explique par la nécessité d'une organisation unique de la production et par l'intérêt général de la nation.

Le syndicat légalement reconnu possède la capacité juridique ; il peut, par conséquent, acquérir des biens et ester en justice. Il devient, d'après la doctrine fasciste, une personne juridique de droit public ; il est ainsi pourvu d'une sorte de délégation des pouvoirs publics qui lui donne une série de prérogatives. Tout d'abord, un pouvoir de discipline sur ses membres et le droit de prélever des contributions sur tous ceux qui ressortissent au syndicat, même s'ils ne sont pas inscrits, ce qui peut nous paraître exorbitant. Ensuite le droit exclusif de régler par contrat collectif les rapports de travail entre patrons et ouvriers de la même catégorie, et enfin la faculté, exclusive aussi, de faire appel à la magistrature du travail. Les syndicats enfin nomment des délégués dans différents conseils et commissions et particulièrement, point très important, c'est à eux qu'incombe en grande partie la désignation des candidats à la Chambre des députés.

Ils sont responsables vis-à-vis des tiers des manquements

aux contrats collectifs. S'ils sont soumis à la surveillance constante du ministère des Corporations et de l'administration provinciale, la législation italienne leur reconnaît toutefois une autonomie, assez illusoire dans la pratique. Elle leur confie le soin de renseigner l'État sur les besoins des patrons et des ouvriers de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Le statut, que chaque syndicat est tenu d'établir dans des limites fixées par la loi, doit prévoir la nomination d'un président ou d'un secrétaire, qui la dirige et est responsable de son activité, et celle d'un Comité directeur, nommé par ses membres.

LA LOI DU 5 FÉVRIER 1934 SUR LES CORPORATIONS

Ce système que nous venons de décrire a été profondément modifié en 1934, mais, pour comprendre cette transformation, il était indispensable de connaître auparavant comment les syndicats ont pris naissance.

D'autre part, le changement lui-même a été déterminé par la réglementation définitive de l'organisation corporative, qui, conformément à la Charte du travail, a été opérée également en 1934.

Il ne m'échappe pas que cet enchevêtrement de lois et de décrets doit mettre la patience du lecteur à une rude épreuve ; j'ai eu moi-même de la peine à m'y retrouver, et j'espère, sans en être bien sûr, ne pas commettre trop d'erreurs. Cependant, si l'on veut avoir une idée tant soit peu exacte du mécanisme de l'organisation sociale, qui fait partie intégrante de la politique de l'Italie, une attention soutenue est nécessaire.

La loi sur les corporations du 5 février 1934, que le Sénat et la Chambre des députés ont votée, telle qu'elle avait été élaborée par le grand Conseil du fascisme, est le reflet des idées fondamentales sur la constitution et les fonctions des corporations, que Mussolini a développées dans son discours du 14 novembre 1933 à l'Assemblée générale du Conseil national des corporations.

Ce discours constitue une critique très acerbe à la fois du capitalisme bourgeois et du socialisme, dont la double décadence est proclamée. Le corporatisme, déclare Mussolini,

dépasse le socialisme et le libéralisme, il crée une nouvelle synthèse, il représente l'économie disciplinée et aussi contrôlée, parce qu'on ne peut pas concevoir une discipline sans contrôle.

Après avoir démontré que l'Italie n'est pas une nation de grand capitalisme et qu'elle doit rester une nation à économie mixte avec une très forte agriculture, il assigne au système des corporations, comme objectif : le développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien.

Les corporations sont l'instrument, qui, sous l'égide de l'État, est appelé à réaliser l'union intégrale et organique des forces productives du pays.

Le nombre des corporations à créer pour les grandes branches de la Production doit correspondre aux nécessités réelles de l'économie nationale. Nous voyons ici apparaître la notion de Production par opposition à celle de Catégorie, qui, comme nous l'avons vu précédemment, prévaut dans le système syndicaliste.

Les tâches spécifiques des corporations sont la conciliation et la consultation et, par l'intermédiaire du Conseil national des corporations, la confection des lois régulatrices de l'activité économique de la nation.

Enfin les corporations sont destinées, dans un avenir prochain, à jouer un rôle politique et constitutionnel important, en d'autres termes à remplacer la Chambre des députés que Mussolini ne se gêne pas pour considérer comme un anachronisme, comme une institution étrangère à la mentalité fasciste.

C'est sur les principes que nous venons d'énoncer qu'a été établie la législation des corporations, dont nous allons analyser brièvement le mécanisme.

Tandis que les syndicats sont appelés à défendre les intérêts des patrons et des ouvriers dans les catégories auxquelles ils appartiennent, et de régler les différends entre employeurs et employés, tandis que leurs fonctions sont forcément limitées, et qu'ils sont destinés à apaiser les conflits sans supprimer complètement la lutte des classes, les corporations ont le devoir de veiller aux intérêts supérieurs de la production qu'elles représentent intégralement.

Elles forment l'organisation centrale des diverses caté-

gories qui concourent à la production, soit comme patrons, soit comme ouvriers. Alors que les syndicats sont des associations de personnes, contrôlées par l'État et jouissant de la capacité juridique, la loi a fait des corporations un organe même de l'État sans personnalité propre.

Voici comment, d'après un document officiel, s'étage l'organisation corporative : « Les individus se groupent automatiquement dans leurs associations respectives de classes ; les classes se rangent dans leurs fonctions respectives de catégories ; les diverses fonctions de catégories se coordonnent dans les corporations ; les corporations ont leur représentation dans le Conseil national des corporations et se confondent dans cette corporation intégrale qui est, en substance, l'État. »

Ce schéma nous démontre la complexité et en même temps la rigidité de tout le système. Mussolini a eu raison de dire que, pour arriver à un corporatisme intégral, trois conditions sont nécessaires : un parti unique, un État totalitaire, et une période de très haute tension dans la vie de la nation.

Nous allons étudier brièvement les trois organes du système corporatif qui se superposent : les Corporations, le Conseil national des Corporations et le ministère des Corporations.

La loi prévoit la répartition des corporations dans trois groupes ou cycles : le cycle de la production agricole tant industrielle que commerciale, le cycle de la production industrielle et commerciale proprement dite, enfin le cycle des activités productrices de services. Le premier comprend huit corporations (exemple, les céréales et l'huile), le second, huit également (exemple, le bâtiment et l'habillement) ; quant au troisième, il demande quelques explications spéciales. On entend par activité productrice de services tout ce qui ne produit pas ou ne transforme pas des matières premières, mais comporte une simple création de l'activité humaine, comme les professions libérales, les transports terrestres et maritimes, les banques, les assurances. Ce groupe comprend six corporations, ce qui fait un total de vingt-deux corporations pour tout le pays. Toutefois, il s'agit là seulement d'un cadre général qui, selon les circonstances, peut être élargi ou rétréci.

Chaque corporation doit être créée par décret du Chef du gouvernement sur la proposition du ministère des Corporations, qui en détermine le fonctionnement. C'est ainsi que vingt-deux décrets, rédigés d'après le même modèle, ont donné naissance aux vingt-deux corporations que nous avons citées.

Chaque corporation est dirigée par un Conseil, dont le président est désigné par le gouvernement et dont le vice-président est toujours un membre du parti fasciste. Le nombre des membres de ce Conseil varie suivant l'importance de la corporation. Trois représentants du parti fasciste sont membres de droit, les autres sont désignés généralement par les associations syndicales.

Voici, par exemple, la composition du Conseil de 36 membres de la corporation des céréales : parti fasciste 3, production des céréales, 7 patrons et 7 ouvriers, battage 1 et 1, minoterie, riz et pâtes 3 et 3, boulangerie 1 et 1, commerce des céréales 3 et 3, coopératives de consommation 1, techniciens 1, artisans 1. Les fonctions du secrétariat de chaque corporation sont attribuées au secrétariat général du Conseil national des Corporations. Celui-ci a pour mission de coordonner l'activité des corporations et d'assurer leur liaison avec les services de l'administration de l'État d'une part et avec les organes du Conseil national d'autre part.

Les corporations sont particulièrement qualifiées pour émettre des règles obligatoires concernant le travail, la coordination de la production, l'apprentissage, les bureaux de placement.

Tout conflit concernant les contrats collectifs doit leur être soumis pour une tentative de conciliation avant de faire l'objet d'une action judiciaire.

Au dessus des vingt-deux corporations siège le Conseil national des Corporations présidé par le chef du gouvernement lui-même ou son représentant. Le Duce lui a attribué pour l'économie italienne le même rôle que celui joué par l'État-major pour les armées.

Il serait trop long d'indiquer en détail la composition de ce Conseil et d'en étudier l'organisation. C'est de lui que dépend toute la vie économique de la nation. C'est à lui qu'incombe la préparation de tous les projets de loi, concernant l'exécution de la charte du travail.

Au sommet de cette hiérarchie administrative se trouve le ministère des Corporations, installé dans un somptueux édifice au centre de Rome, où j'ai été reçu par le secrétaire général, qui m'a initié avec la plus grande complaisance aux secrets du régime corporatif.

Ce ministère est, comme l'a déclaré Mussolini lui-même, l'organe grâce auquel s'établit l'équilibre entre les intérêts et les forces économiques de la nation. Tous les éléments de l'action syndicale et corporative se concentrent et se coordonnent ici sous la responsabilité politique du gouvernement. C'est à ce ministère qu'incombe la fonction suprême de régler définitivement dans le domaine social les rapports entre patrons et ouvriers, et dans le domaine économique l'organisation de la production.

RÉORGANISATION DES SYNDICATS EN 1934

L'organisation qu'on a appelée horizontale des syndicats ne cadrait plus avec l'organisation verticale des corporations. Pour coordonner ces deux institutions qui sont destinées à s'interpénétrer, tout en gardant leur physionomie propre, le législateur italien ou plutôt son inspirateur suprême a estimé qu'une centralisation plus accentuée et un contrôle direct du régime syndical s'imposaient.

Nous rappelons que les syndicats locaux, communaux ou provinciaux, formaient le noyau du régime de la loi de 1926. Ces syndicats étaient groupés en Confédérations générales au nombre de treize, mais c'est le syndicat, pourvu de personnalité juridique, qui prédominait.

La loi de 1934 a interverti les rôles. En face des puissantes corporations, le syndicat paraissait trop faible, trop lointain. Tout en lui laissant une grande partie de ses attributions, on lui a pris la capacité juridique pour le transmettre à des fédérations nationales, qui elles-mêmes sont groupées en neuf confédérations, au lieu des treize qui existaient précédemment.

Les confédérations sont à la tête de quatre grandes divisions : l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce et l'Institut de crédit et d'assurance. Chaque division comprend une confédération de patrons et une autre de travailleurs, ce qui fait

en tout huit groupements. Le neuvième groupement, qui réunit les personnes exerçant une profession libérale et les artistes, où les participants sont à la fois patrons et ouvriers, est unique.

Ces confédérations, qui sont dirigées par un président, un comité exécutif (*Giunta esecutiva*) et un conseil, sont des organes de coordination entre les associations des catégories et les pouvoirs centraux de l'État. Le président, nommé par le gouvernement, y joue avec son secrétaire, désigné par lui, un rôle prépondérant.

Les fédérations constituent maintenant la clef de voûte du système ; elles ont le même genre d'organes directeurs que les confédérations. Elles ont pour tâche d'assurer la protection des catégories pour lesquelles elles ont été constituées et de favoriser leur développement technique et économique. Elles nomment leurs représentants au sein des corporations et établissent les règles générales auxquelles les syndicats doivent se conformer pour la conclusion des contrats collectifs.

Les fédérations sont constituées séparément pour les employeurs et pour les employés. Le nombre des fédérations d'employeurs est généralement plus élevé que celui des employés, parce que la spécialisation est plus importante pour les employeurs.

Les quatre grandes divisions que nous avons indiquées comprennent 33 fédérations d'employés et 98 d'employeurs. Pour donner une idée de la méthode adoptée pour ces classements, nous allons prendre comme exemple l'agriculture, qui ne comprend que quatre catégories d'employeurs et quatre d'employés.

Catégorie d'employés : 1, Employés techniques et administratifs des exploitations agricoles et forestières ; 2, Fermiers et métayers ; 3, Salariés et journaliers ; 4, Personnel spécialisé agricole, zootechnique et forestier.

Catégorie d'employeurs : 1, Propriétaires et locataires *dirigeant* l'exploitation des terres ; 2, Propriétaires ayant loué leurs biens ; 3, Propriétaires et locataires, cultivateurs *directs* ; 4, Dirigeants d'exploitation agricole.

Ces fédérations jouissent seules de la personnalité juridique, qui a été enlevée aux syndicats, comme nous venons de le voir. Ceux-ci, qui sont plusieurs centaines dans toute

l'Italie, continuent à subsister dans les conditions que nous avons indiquées précédemment, mais avec les restrictions qui résultent de la création des fédérations.

Il est intéressant de connaître le nombre des personnes qui sont groupées dans l'ensemble des associations syndicales. Nous avons déjà établi qu'il faut distinguer entre les membres d'une catégorie qui se sont fait inscrire dans un syndicat et ceux qui, tout en n'étant pas inscrits, sont représentés d'après la loi par le syndicat.

Voici les chiffres résultant d'une statistique officielle à la date du 31 décembre 1934 :

	Employeurs.	*Représentés.*	*Inscrits.*
Confédération fasciste des Industriels.	Industriels.	157 596	86 [illegible]
	Artisans.	723 605	211 263
	Propriétaires de fonds bâtis	3 520 000	120 948
Confédération fasciste des Agriculteurs		2 658 266	712 627
Confédération fasciste des Commerçants.		724 574	390 684
Confédération fasciste des Instituts de Crédit et d'Assurance		15 560	8 269
		7 779 601	1 530 716

	Travailleurs.		
Confédération fasciste des Travailleurs de l'Agriculture.		3 313 382	2 086 951
Confédération fasciste des Travailleurs de l'Industrie .		2 744 072	2 023 750
Confédération fasciste des Travailleurs du Commerce .		868 196	431 633
Confédération fasciste des Travailleurs des Instituts de Crédit et d'Assurance		54 573	37 823
		6 980 223	4 580 157

Il résulte de cette statistique que le nombre des inscrits ne dépasse guère le cinquième des représentés pour les employeurs et le tiers pour les travailleurs.

LES PROFESSIONS LIBÉRALES ET LES AVOCATS

Il nous reste à mentionner le caractère spécial du neuvième groupement, la Confédération des professions libérales et des artistes. Étant donné les besoins pratiques de ses membres, les syndicats qui en font partie conservent leur

indépendance et leur personnalité juridique. Cette confédération n'a pas de fédérations au-dessous d'elle ; ses syndicats se groupent en syndicats communaux, provinciaux et nationaux. Vingt et un syndicats nationaux remplacent les fédérations, parmi lesquels nous citerons ceux des médecins, des pharmaciens, des ingénieurs, des notaires, des journalistes, des écrivains, des musiciens, des avocats.

Nous dirons un mot de ces derniers, car il peut paraître étrange, à nous, avocats français, qui tenons tant à notre indépendance, de voir nos confrères embrigadés dans des syndicats. Pour me rendre exactement compte de ce régime, je suis allé voir Me Aldo Vecchini, qui est à la tête des barreaux de l'Italie, et qui siège au Palais des Corporations à Rome, en sa qualité de secrétaire-président du Directoire national fasciste des avocats et procurateurs. Avec une amabilité parfaite, il m'a donné les explications suivantes. Auprès de chacun des 140 tribunaux, qui fonctionnent en Italie, un syndicat des avocats est constitué, qui doit veiller à la discipline de tous les avocats exerçant dans la circonscription, et qui contrôle aussi dans une certaine mesure leur orthodoxie politique. L'avocat n'est pas obligé d'entrer dans ce syndicat, mais, même s'il reste en dehors, il est soumis à sa juridiction. En fait, sauf dans certains grands tribunaux, tous les membres du barreau font partie d'un syndicat. Il est très rare qu'un avocat soit exclu pour ses sentiments politiques ; on s'est contenté de rayer les avocats qui ont quitté l'Italie pour des raisons politiques. L'accès au barreau est réglé par un concours, et le nombre des places vacantes dans chaque barreau est fixé par le ministère de la Justice.

Au-dessus des syndicats locaux, il y a un Conseil national élu par 400 délégués de tous les syndicats d'Italie. Ce Conseil élit un directoire composé de 15 membres, qui a un droit de contrôle et de discipline sur tous les avocats de la péninsule. Me Vecchini, qui est à la fois secrétaire général et président de ce directoire, se déclare naturellement très satisfait de cette organisation ; il me dit que Mussolini, contrairement à Napoléon Ier, tient les avocats en haute estime et a souvent recours à leurs lumières. Il me parle encore de la Caisse de secours et de prévoyance dont il a la gestion. Cette Caisse dispose déjà de 12 millions de lires et les revenus, provenant

de taxes et d'impôts, se monteront bientôt à 4 millions par an.

Me Vecchini est député au Parlement ; il a été choisi parmi les cent soixante candidats proposés par la Confédération des arts et professions libérales et des artistes. On sait que toutes les confédérations fascistes et d'autres associations, ayant un caractère d'intérêt général, comme par exemple l'Association des cheminots, de l'enseignement public, des anciens combattants, présentent une liste de mille noms au grand Conseil fasciste, et que celui-ci choisit sur cette liste les quatre cents candidats qui, d'après la loi électorale actuelle, seront présentés au suffrage des électeurs. Le vote est limité à un oui ou un non pour les candidats se trouvant sur la liste qui est unique.

Me Vecchini envisage avec beaucoup de sérénité le jour où ce vote illusoire sera remplacé par un mode nouveau, qui mettra à la place de la Chambre actuelle une véritable Chambre des corporations, dont les membres seront nommés directement par les groupements économiques et patriotiques.

LES CONTRATS COLLECTIFS ET LA MAGISTRATURE DU TRAVAIL

Des entretiens avec d'autres avocats italiens m'ont permis d'apprécier le rôle très important de la magistrature dans les conflits du travail, que je ne peux pas me dispenser d'effleurer pour clore cette analyse déjà longue d'une matière fort compliquée et ardue.

Les contrats collectifs, qui régissent les rapports entre patrons et ouvriers, sont conclus par les syndicats avec l'autorisation des fédérations. Ils lient tous ceux qui font partie d'une catégorie, même s'ils ne se sont pas fait inscrire au syndicat. En cas de conflits, la Confédération syndicale, la Corporation et enfin le ministère des Corporations doivent intervenir successivement pour chercher à concilier le différend. Si toutes les tentatives de conciliation ont échoué, la magistrature du travail décide en dernier ressort. Le tribunal compétent est une section de la Cour d'appel, composée de magistrats, qui sont spécialisés dans les questions économiques. Ils sont assistés de deux experts, l'un pour les employeurs, l'autre pour les employés. Les affaires qui sont portées devant la Cour par les parties ou par le ministère public sont plaidées librement

par des avocats. La compétence de la magistrature du travail est double. Elle peut, sur la demande des intéressés ou de l'État, reviser les conditions du contrat collectif ou même établir un contrat de toutes pièces, si les parties ne réussissent pas à se mettre d'accord. Toutefois, il est assez rare que la Cour soit requise à cet effet, son action se borne généralement à interpréter les conditions du contrat et à condamner les parties en cas d'infraction, soit à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, soit à des amendes. La loi est particulièrement sévère en cas de grève ou de lock-out. Quand les employeurs suspendent le travail, dans le seul dessein d'obtenir une modification de contrat, ils encourent une amende allant jusqu'à 10 000 lires, et quand les ouvriers ou les employés, au nombre de trois au moins, ont recours au même procédé, ils sont passibles chacun d'une amende de 1 000 lires au maximum. Ces peines peuvent même être augmentées dans des cas particulièrement graves.

COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE

Les auteurs français, que nous avons cités au début de cet article, ont soumis l'organisation syndicale et corporative, dont nous avons étudié la structure, à une vive critique.

Pour M. Prélot, le régime équivaut à une complète centralisation économique et à une mainmise de l'État sur le travail de la nation. « Par sa législation syndicale de 1926 et par sa législation corporative de 1934, dit-il, l'État fasciste a jeté comme un gigantesque filet sur le monde de la production. »

Pour lui, le syndicalisme italien n'a plus rien de syndical, il est devenu, comme le Parti fasciste, un pur et simple service public. Il cite à l'appui de sa thèse un arrêt de la Cour de cassation italienne du 4 juillet 1930.

Les secrétaires de syndicats, choisis par les présidents, dont la nomination elle-même est soumise à l'agrément du gouvernement, sont assimilés à des fonctionnaires et formés dans une école spéciale créée, à cet effet, à Pise, par l'État. Comme ils sont généralement tout-puissants dans les syndicats, c'est donc l'État qui y règne par leur intermédiaire.

Quant aux Corporations, elles ne sont qu'un organe de l'État, conformément aux nombreuses déclarations de Musso-

lini, qui se résument dans ces termes : « La Corporation est l'institution qui fait rentrer dans l'État le monde jusqu'ici étranger et désordonné de l'économie. »

M. Rosenstock-Franck, dans son étude de l'économie fasciste, qui a paru avant la grande réforme de 1934, analyse les résultats économiques de la politique italienne qui lui semblent bien inférieurs aux prévisions du Duce et il relève l'opportunisme dont celui-ci a dû faire preuve pour arriver à combattre la crise économique qui sévit en Italie comme dans tous les autres pays.

Il ne nous est pas possible de suivre l'auteur sur ce terrain, et de commenter ou de critiquer ses appréciations. Nous nous contenterons de citer un passage de son livre qui est particulièrement frappant par sa justesse. « Les adversaires de la dictature italienne, écrit-il, ont développé toute leur campagne autour des conditions d'existence et de la misère des ouvriers italiens. Ils ont essayé de démontrer que ces ouvriers étaient malheureux, ce qui est faux ; on peut bien vivre dans des conditions d'existence mauvaises et demeurer joyeux. » Tout voyageur en Italie peut constater que l'atmosphère qui règne dans ce pays n'est pas une atmosphère lourde, et que si la population, qui est frugale de nature, est souvent obligée de se restreindre, elle le fait sans rien perdre de sa bonne humeur et de sa joie de vivre.

Un des grands avantages du régime actuel, c'est d'avoir supprimé la lutte des classes. Rosenstock dit, avec raison, que le jugement de l'économiste n'est pas suffisant pour apprécier la situation actuelle de l'Italie, et que le psychologue a aussi à dire son mot. Et il cite avec raison un passage d'un des romans de Jules Romains, où cet écrivain se demande « si le concept de lutte des classes n'est pas cause de ce repliement hargneux des ouvriers et des patrons sur eux-mêmes que l'on observe dans les pays où ce concept est toujours en honneur ».

On reproche aux contrats collectifs du syndicalisme italien de ne pas être le résultat du libre consentement des parties, et de lier même ceux qui ne sont pas inscrits au syndicat. Mais cette liberté existe-t-elle dans d'autres pays ? Ne voyons-nous pas en France que la C. G. T. considère de plus en plus les contrats collectifs, non pas du point de vue de la liberté des parties, mais de celui de la force ? La loi du 24 juin 1936

n'a-t-elle pas introduit la règle que les conventions peuvent être étendues à des tiers non contractants ? L'arbitrage obligatoire, par des arbitres qui changent, dont l'indépendance n'est pas absolue et qui s'arrogent souvent le droit de modifier les clauses des conventions, est-il supérieur à une magistrature du travail, dont les membres ont été formés spécialement pour leurs fonctions d'arbitre et qui ne peut être sollicitée par les parties qu'après avoir épuisé plusieurs instances de conciliation ?

La suppression de la lutte des classes n'est pas la seule cause de l'apaisement des esprits en Italie. Il y a aussi le très grand effort social qui tend à améliorer le sort du travailleur souffrant ou bien portant, il y a l'œuvre du *Dopolavoro* qui réglemente les loisirs dans tout le pays d'une manière remarquable, suivant la formule que « le repos, en tant que corollaire du travail, doit être organisé au même titre que celui-ci ». Enfin, nous ne saurions oublier qu'à côté des progrès matériels qui sont indéniables, l'Italie a subi une transformation morale, qui lui permet de surmonter bien des difficultés.

Le travail est à l'honneur, la paresse et le laisser-aller sont honnis. Il n'en est pas toujours de même en France. Ce n'est pas sans un sentiment d'humiliation que nous rappelons les paroles que le président de la Commission du budget du Sénat a prononcées, en décembre 1937, lors de la discussion du budget, devant la Haute Assemblée : « Il faut réapprendre à ce pays que le labeur est la condition de l'existence, qu'on ne peut y échapper, que les loisirs pour lesquels on a créé un ministère ne sauraient être qu'un remède temporaire. La vérité c'est que les nations ne vivent que par l'économie et le travail et qu'il est impie de les en détacher. »

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur la politique extérieure de l'Italie, qui n'est pas en cause ici et que tous les Français déplorent, il est incontestable que l'Italie aurait eu de la peine à tenir contre les sanctions de la S. D. N., si l'économie de la nation n'avait pas été centralisée et disciplinée par le régime des Corporations.

Le Duce l'a proclamé, avec sa violence de lutteur, dans le discours qu'il a tenu, le 23 mars 1936, devant l'Assemblée nationale des Corporations. Ce discours nous a révélé ses intentions futures sur ce qu'il a appelé le plan régulateur de

l'économie fasciste. Il y a prononcé des paroles bien préoccupantes comme celles-ci : « L'éventualité dramatique de la guerre doit guider notre action. » Il a précisé ensuite le rôle que les Corporations devront jouer dans l'organisation de l'autarcie qu'il préparait dès ce moment. Pendant que je séjournais à Rome, en octobre 1937, il proclama, dans une de ses manifestations populaires qui lui sont chères, que le plan de l'autarcie était définitivement établi et qu'il allait être mis en action avec la dernière énergie.

Le deuxième anniversaire de l'application des sanctions à été commémoré à Rome, le 19 novembre 1937, par une autre grande manifestation à laquelle participèrent patrons et ouvriers de la Confédération de l'industrie réunis à l'occasion de l'inauguration de l'exposition du textile.

Le comte Volpi, président de la Confédération des industriels, a fait un long exposé de l'effort autarcique de l'Italie. Il considère que l'autarcie est, pour l'Italie, une absolue nécessité, mais aussi une possibilité certaine. Admettons qu'il y ait, dans ses paroles, une grande part d'exagération et que, dans le domaine du charbon, du caoutchouc, des combustibles liquides, pour ne citer que ces matières premières, les projets d'indépendance économique seront difficiles à réaliser. Cependant certains chiffres ont été cités qui ne sont pas négligeables. C'est ainsi que, par rapport à 1934, la production de la lignite, du minerai de fer et du plomb a été plus que doublée, que celle de l'aluminium a passé de 13 à 20 000 tonnes, des colorants synthétiques de 75 000 quintaux à 120 000, de l'acide sulfurique de 12 millions à 15 millions. Dans le domaine de l'industrie de guerre, facteur essentiel de toute la campagne, l'autarcie a, paraît-il, été réalisée complètement.

Le Duce a répondu en déclarant que le mot d'ordre pour les Italiens était, dorénavant, de se faire une mentalité autarcique, de vivre dans la mystique de l'autarcie.

Il a inauguré ensuite l'exposition textile qui doit démontrer la marche rapide de l'Italie vers une indépendance complète dans cette industrie. Il a annoncé qu'une exposition semblable, celle du minerai, serait ouverte l'année prochaine et poursuivrait le même but.

Si nous avons insisté, à la fin de cet exposé, sur la direction que prend actuellement la politique économique de l'Italie,

c'est que nous y voyons l'aboutissement du système syndical et corporatif.

Créer le maximum de forces, en vue de la défense nationale ou de toute autre guerre future, voici où tend cette politique. L'Italie rejoint ici les efforts de l'Allemagne, du Japon et aussi, ne l'oublions pas, de la Russie.

Les déclarations de paix n'ont jamais été accompagnées d'une préparation à la guerre aussi totale.

***

Que faisons-nous en face de cette tension formidable de toutes les forces vitales des nations ? Nos querelles intestines, une lutte de classes pernicieuse, la faiblesse de nos gouvernements, l'influence néfaste de la propagande bolchévique, que tant de Français ignorent ou veulent ignorer, nous empêchent de voir l'étendue du danger et de nous garantir suffisamment contre lui.

Est-ce à dire que nous devrions suivre le conseil de Mussolini, quand il déclare que l'Europe entière est appelée à se convertir au fascisme ? Si même nous le voulions, nous ne le pourrions pas, toutes nos traditions s'y opposeraient.

Mais ce qui se passe de l'autre côté des Alpes devrait nous ouvrir les yeux sur bien des problèmes qui se posent pour tous les peuples et que nous n'envisageons pas comme nous le devrions.

Nous oublions trop souvent que les principes, qui étaient vrais il y a cent cinquante ans, demandent à être revisés et que les nations, figées dans des idéologies qui ne sont plus adaptées aux réalités présentes et qui n'ont souvent conservé qu'une valeur verbale, peuvent devenir la proie d'autres nations mieux préparées pour les luttes suprêmes. Lorsqu'on voit l'abus que l'on fait des mots de démocratie et de liberté, notamment à l'égard d'une Russie qui est dominée par une des plus sanglantes dictatures de l'histoire, on en éprouve un douloureux étonnement. Mussolini a prévenu les bouleversements sociaux par des mesures draconiennes, c'est entendu, mais il les a prévenus, pour le moment du moins. Nous, au contraire, nous n'avons pas eu l'énergie de prendre à temps les mesures nécessaires pour y parer. Et nous glissons sur une

pente dangereuse qui peut nous mener au cataclysme, si nous ne réagissons pas à temps.

Restons fidèles à nos libertés si chèrement acquises, mais n'oublions pas que l'ordre et la discipline, la morale et les traditions sont des bienfaits, qu'aucune nation ne saurait répudier sans se porter à elle-même un préjudice mortel. C'est donc dans cet ordre d'idées que l'étude du fascisme et de ses institutions peut nous être utile.

Une propagande intéressée et malveillante représente le fascisme sous un jour faux. Rappelons-nous que c'est sur le mot d'ordre de « guerre au fascisme » que Dimitrov, le grand agitateur bolchévique, a fondé toute la campagne préparée à Moscou en 1935 pour créer le Front populaire en France.

La notion du fascisme demande à être réformée en France par un examen impartial des institutions de l'Italie moderne. L'Italie devrait, de son côté, modifier bien des idées erronées et superficielles sur la France. C'est à cette condition seulement que les graves malentendus, qui ont transformé l'amitié franco-italienne en une tension déplorable, pourront être levés.

Que le fascisme soit pour nous, non pas un exemple à suivre, mais une source de réflexion et de méditation. C'est là la leçon qui devrait se dégager de l'étude du régime actuel de notre voisine latine.

FRÉDÉRIC ECCARD.

RICHELIEU ET LA RELIGION

Sentant sa mort prochaine, le cardinal de Richelieu écrivait au cardinal Mazarin, qu'il avait désigné au Roi comme capable d'être mis à la tête des affaires : « Je ne quitte ce monde qu'avec regret de n'avoir pas achevé les grandes choses que j'avais entreprises pour la gloire de mon roi et de ma patrie... Je vous remets mon ouvrage entre les mains, sous l'aveu de notre bon maître, pour le conduire à la perfection... »

Quelles étaient ces « choses entreprises » ? Quel était cet « ouvrage ? »

Le principal des soucis du Cardinal était, comme on le sait, de conduire à bonne fin la lutte contre la maison d'Espagne. Nous l'avons vu se soulever sur son lit d'agonie pour arracher au Roi l'engagement solennel de poursuivre l'exécution du grand dessein jusqu'à son accomplissement (1). D'ailleurs, le succès allait s'affirmer, durant le court intervalle séparant la mort du Cardinal de la mort de Louis XIII, par la victoire de Rocroi.

Les deux autres œuvres capitales, signalées par Richelieu lui-même dans la *Succincte narration* qui sert d'introduction au *Testament politique*, à savoir la ruine du parti huguenot et l'abaissement de l'orgueil des grands, étaient réalisées, la première par la prise de La Rochelle, la seconde par la défaite des Montmorency, des Guise, des Bellegarde, des Soissons, des Bouillon, des Rohan, des Lorraine, des d'Épernon, des La Valette, tous ces hauts personnages qui avaient tenté d'exploiter les ambitions de Gaston d'Orléans ; Mazarin n'au-

(1) Voyez l'*Histoire du cardinal de Richelieu*, t. IV, *in fine*.

rait qu'à en finir avec ces principautés particulières par sa victoire sur la Fronde des Princes.

Mais la lettre testamentaire de Richelieu confiait à Mazarin l'exécution d'autres desseins qui avaient occupé la prodigieuse activité du grand ministre : on peut considérer cette partie inachevée de son œuvre selon qu'elle se réfère aux sujets suivants : la religion, les lettres, les arts ; et, dans l'ensemble, au rôle de la France comme agent de civilisation dans le monde, pour reprendre les expressions du *Testament politique*, « tout ce qui pouvait relever son nom dans les Puissances étrangères, au point où il devrait être ».

En suivant les grandes lignes indiquées par Richelieu et par ses actes mêmes, on complétera la connaissance de cette vie extraordinaire et l'on donnera une conclusion indispensable à son histoire.

LA RELIGION. — RICHELIEU ET LA RÉFORME

Une époque qui comptait, parmi ses grands esprits, l'auteur de la page que l'on va lire ne pouvait pas ne pas mettre, au premier rang de ses préoccupations, les sentiments de la France à l'égard de la religion et, en particulier, les rapports de cette Puissance avec l'Église romaine et avec le Saint-Siège.

Pascal écrit, au chapitre XI de ses *Pensées* : « En voyant l'aveuglement et la misère de l'homme, en regardant tout l'univers muet et l'homme sans lumière, abandonné à lui-même et comme égaré dans ce recoin de l'univers, sans savoir qui l'y a mis, ce qu'il y est venu faire, ce qu'il deviendra en mourant, incapable de toute connaissance, j'entre en effroi comme un homme qu'on aurait porté endormi dans une île déserte et effroyable, et qui s'éveillerait sans connaître où il est et sans moyen d'en sortir. Et, sur cela, j'admire comment on n'entre point en désespoir d'un si misérable état. Je vois d'autres personnes auprès de moi, d'une semblable nature : je leur demande s'ils sont mieux instruits que moi ; ils me disent que non. Et, sur cela, ces misérables égarés, ayant regardé autour d'eux et ayant vu quelques objets plaisants, s'y sont donnés et s'y sont attachés. Pour moi, je n'ai pu y prendre d'attache, et, considérant combien il y a plus

d'apparence qu'il y a autre chose que ce que je vois, j'ai recherché si ce Dieu n'aurait pas laissé quelque marque de soi. Je vois plusieurs religions contraires et, par conséquent, toutes fausses, excepté une... »

Les choses étant telles pour l'esprit humain, Pascal, homme de haute science et de cœur troublé, entouré de ces âmes anxieuses qui l'accompagnaient dans la vie dévouée de Port-Royal, s'applique à trouver la lumière : il la cherche dans la nature de l'homme, dans le passé de l'humanité, dans ce qui cause la brillante civilisation qui l'entoure, dans l'approfondissement de ses propres sentiments, de ses propres méditations, et il s'arrête finalement devant la Révélation qui fut faite à l'humanité par le plus ancien livre et par la plus haute des apparitions qu'ait connues la terre.

Eh bien ! ce que Pascal a fait, son siècle entier l'a fait comme lui. Après de longs troubles et de terribles luttes, il s'est senti chrétien. Qui serait assez négligent de son être propre et de sa destinée pour se détourner, sans examen, des voies qui furent choisies par cet âge, l'une des plus grandes époques de l'humanité ?

Le temps où Richelieu arriva aux affaires était l'un des plus critiques dans l'histoire de l'esprit humain. Un désordre profond, à l'intérieur et à l'extérieur du royaume, avait marqué la fin du moyen âge. L'unité chrétienne, qui était restée pendant des siècles sous la direction du Souverain Pontife siégeant à Rome, avait été ébranlée jusque dans ses fondements.

Deux causes bien déterminées avaient produit ce délabrement : d'une part, la décadence des mœurs, en particulier des mœurs ecclésiastiques, par l'affaiblissement de la foi médiévale ; d'autre part, le réveil, dans les esprits, des traditions de l'antiquité, mises au jour par les leçons de l'humanisme et les découvertes de la science, ruinant les méthodes de raisonnement et les principes admis par la tradition intellectuelle des âges antérieurs. Les générations nouvelles étaient toutes préparées à l'apparition de doctrines et de méthodes répondant à l'évolution qui s'accomplissait dans les esprits et dans les âmes.

Le protestantisme de Luther et de Calvin s'était targué de répondre à l'appel des grands chrétiens réclamant une

réforme et il avait détaché de Rome des parties riches et nombreuses de l'Europe ; mais il n'avait pu gagner à sa cause d'autres parties non moins puissantes et non moins populeuses. Résultat : divisions, guerres religieuses, anarchie.

D'autre part, le principe même de la foi chrétienne ayant été affaibli par le scepticisme des humanismes et par les découvertes de la science, — surtout dans les choses de la nature, — une recherche ardente avait cherché des solutions relevant uniquement du témoignage des sens et de l'intelligence raisonnante. En Italie, une école *libertine*, acceptant la leçon des fameux incrédules de Padoue, Giordano Bruno, Vanini, avait propagé le doute et elle avait osé frapper aux portes mêmes du Vatican (1).

En France, la Ligue et la contre-Ligue avaient divisé à la fois les esprits et les forces sociales, et le débat, en s'appliquant surtout à la politique, avait opposé, dans les faits comme dans les idées, au « droit du magistrat sur les peuples », « le droit des peuples sur le magistrat ». Le système dynastique lui-même avait été mis en discussion et l'avènement de Henri IV, accompli du fait de la victoire et par l'opportunité d'une heureuse conversion, avait paru à beaucoup une combinaison plutôt qu'une solution. Au point de vue religieux, la question n'avait pas été davantage éclaircie. Le concile de Trente avait bien édicté les principes d'une contre-réforme catholique ; mais il n'avait pas été accepté par toute l'Église, et en France, notamment, ses décisions n'avaient rencontré qu'une adhésion partielle et réticente.

Au même moment, la vieille thèse des « Libertés de l'Église gallicane » avait pris une force nouvelle et elle barrait fermement la route à l'infaillibilité dogmatique de Rome (2). Là aussi, division, heurts journaliers, le tout aggravé du fait que l'Espagne se déclarait à la fois l'ennemie acharnée de la France et la protectrice du Saint-Siège, en tenant la Papauté sous sa coupe par sa situation prépondérante dans la péninsule italienne.

(1) Voir l'ouvrage capital de J. Roger Charbonnel : *la Pensée italienne au XVIe siècle et le Courant libertin*. Champion, 1919, in-8.

(2) Voir *les Trois Gallicanismes : royal, parlementaire épiscopal* dans l'*Introduction*, par G. Hanotaux, aux *Instructions données par les rois de France à leurs ambassadeurs auprès du Saint-Siège*, t. I. Alcan, 1888, in-8.

Les choses en étaient là quand Richelieu était parvenu au pouvoir.

Richelieu était un homme politique, un homme d'action, un homme d'État ; mais il était aussi un prêtre, un évêque, un cardinal. En conséquence, la question de doctrine ne fut jamais séparée, dans sa pensée, du point de vue politique et social. Nous avons exposé déjà de quelle manière et de quel biais il sut ménager, dans des circonstances décisives, l'union entre les deux chrétientés et comment il avait maintenu, par une volonté éclairée au sein du royaume, une raison d'État dominant les causes de dissentiment dans les affaires religieuses ; nous avons montré Richelieu, dès le début de son existence active, remplissant avec zèle ses fonctions d'évêque de Luçon (1). Il publie ses *Ordonnances synodales* et un livre de controverse qui eut un grand retentissement : *les Principaux points de la foi catholique défendus contre les quatre ministres de Charenton.* Plus tard, au temps de sa disgrâce, alors qu'il vivait « au milieu de ses études et de ses livres », — comme il le répète, non sans quelque ostentation, dans nombre de ses lettres, — des travaux assidus témoignent d'une application constante aux débats théologiques qui, dès sa jeunesse, lui avaient assuré une place marquante dans le corps de la Sorbonne.

Un nouvel ouvrage fut le fruit de cette application : *l'Instruction du Chrétien,* daté d'Avignon 1618, et qui parut chez Nicolas de La Vigne en 1626. Disons, tout de suite, que cette voie ouverte devant lui, Richelieu ne l'abandonna jamais, alors même que, parvenu au pouvoir, il se trouva si pleinement occupé, écrasé par le poids des affaires. Desmarets de Saint-Sorlin, admis auprès de lui dans une sorte de familiarité littéraire, rapporte, dans ses *Délices de l'Esprit,* — où le Cardinal est dépeint sous le nom d'Eusèbe : — « Je rappellerai quelques-uns de ses goûts délicats qui feront juger des autres et qui feront connaître l'infatigable force du génie de ce grand homme qui ne pouvait se délasser d'un travail d'esprit que par un autre... Aussitôt qu'il avait employé quelques heures à résoudre toutes les affaires de l'État, il se renfermait souvent avec un savant théologien pour traiter avec luy les plus hautes

(1) *Histoire du cardinal de Richelieu,* t. I, p. 104 et suivantes.

questions de la religion, et son esprit prenait de nouvelles forces dans ces changements d'entretien (1). »

N'aurait-on pas ce témoignage, que les faits sont là. Après la mort du Cardinal, on trouva, dans ses papiers, non seulement un amas de notes écrites au cours de sa vie entière, mais deux ouvrages consacrés aux débats théologiques et religieux, ouvrages qui, selon sa volonté, furent publiés par les soins de sa nièce Mme d'Aiguillon et sous l'œil de son confesseur, l'évêque Lescot : le *Traité qui contient la méthode la plus facile et la plus assurée pour convertir ceux qui se sont séparés de l'Église* (2), et le *Traité de la Perfection du chrétien* (3).

Il est de toute évidence que ces écrits, fruits d'un labeur assidu et prolongé, n'étaient pas dégagés de toute préoccupation politique et gouvernementale. Mais il faut qu'il soit entendu que le problème religieux domine le siècle et que le Roi très chrétien, fils aîné de l'Église, ne pouvait, pas plus que son ministre, détacher le sort de son empire de celui de l'Église et de la grandeur romaine.

Dans l'ouvrage consacré à la *Méthode pour convertir ceux qui se sont séparés de l'Église* (remarquer l'expression par laquelle sont désignés les réformés), Richelieu poursuit, d'une volonté passionnée, cette grande œuvre qui avait été parmi celles dont il confia l'achèvement à son successeur, n'ayant pu les réaliser lui-même, à savoir la reconstitution d'une chrétienté pacifiée par la réunion des deux cultes qui subsistaient en Europe et dans le corps du royaume (4).

(1) Cité par Bayle ; article *Des Marets*, t. III, p. 550.

(2) Chez Sébastien Cramoisy, 1651, in-4° ; 1657.

(3) Chez Antoine Vitré, in-4°, 1646. De magnifiques éditions in-folio ont été publiées par ordre du cardinal Mazarin.

(4) La préface, imprimée après la mort de Richelieu, nous met en présence de ce labeur théologique duquel le cardinal ne se détacha jamais : « Les emplois qu'il eut dans le gouvernement de l'État semblaient devoir arrêter le cours de ses études, et particulièrement de celles qui regardent la controverse dans la religion, si éloignée en apparence des pensées et des méditations d'un politique... Ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher savent qu'il a laissé plusieurs autres ouvrages ; mais ils savent aussi qu'il n'y en a point sur lequel il ait travaillé avec tant d'ardeur que sur celui-ci. Il le regardait comme le fruit de toutes ses veilles et de toutes ses études. Quelque longs voyages qu'il entreprît, il ne le perdait jamais de vue. C'était de tous ses biens celui qu'il estimait davantage et dont la perte, comme il le disait lui-même, lui eût été le plus sensible... Depuis sa maladie à Narbonne, il ne souhaitait la liberté de son bras que pour lui pouvoir donner la dernière perfection ; et le soin de le mettre au jour fut l'une des choses qu'il recommanda le plus particulièrement et le plus expressément avant sa mort. »

Nous voilà donc, d'abord, en présence de cette œuvre théologique qui doit aider à la réalisation d'un dessein que le Cardinal n'a pu conduire à bonne fin. L'histoire religieuse ne l'a pas laissé tomber dans l'oubli. On lui reconnaît un intérêt exceptionnel, en raison de sa gravité, de son heureuse logique, de son incontestable loyauté.

Certains traits caractérisent l'ouvrage : un parti pris manifeste de se dégager du fatras scolastique où s'étaient embourbés les controversistes antérieurs ; se conformant au nouveau mouvement intellectuel, l'auteur, en bon contemporain de Descartes, tourne le dos à l'argumentation livresque pour faire appel au sens commun et à la raison. Il se rapproche, en cela, de la position prise par les polémistes de la Réforme qui entendaient ne tenir compte, pour soutenir leur cause, que des textes authentiques et contrôlés des saintes Écritures, l'Ancien et le Nouveau Testament. Quand le Cardinal invoque les Pères, c'est à titre de témoins historiques, et non comme maîtres de la doctrine. La controverse, sous la plume de l'homme d'État, s'est humanisée en quelque sorte et sa « méthode » est toute de bonne volonté, de prudence, de tolérance.

Si l'on remarque une certaine préoccupation politique demeurant, en quelque sorte, dans les dessous de l'exposé, on n'en est pas moins frappé de voir le vainqueur de La Rochelle se montrer à la fois si souple, si retenu, si soucieux de parer aux complications dangereuses qui pourraient résulter d'une rigidité excessive. On dirait que la robe rouge se détourne, par une haute et sage prévision, des voies qui conduiront un jour le roi Louis XIV à la révocation de l'Édit de Nantes (1).

(1) Il convient de s'expliquer, une fois pour toutes, sur un certain genre d'argumentation un peu jeune, qui consiste à nier l'attribution au cardinal des œuvres qui lui appartiennent, le *Testament politique*, les *Mémoires*, les ouvrages théologiques, sous le prétexte qu'on ne rencontre pas son écriture sur les manuscrits conservés dans les dépôts publics. Richelieu dictait la plupart du temps. En outre, il faisait travailler ses collaborateurs et ses secrétaires à des dossiers ou « mémoires » qu'il inspirait, à des rédactions qu'il revisait et qu'il corrigeait, le cas échéant, de vive voix ou au moyen de certains signes bien connus de tous ceux qui ont manié cette immense masse de documents authentiques qui viennent de son cabinet. C'est, en vérité, n'avoir aucune idée de la façon dont se traitent les grandes affaires que d'exiger la main du chef pour reconnaître la valeur réelle et historique des pages provenant d'un homme d'État qui a assumé la conduite d'un empire, la publicité de sa politique et la défense de sa mémoire. Sans entrer ici dans une

Quelques courtes indications permettront d'apprécier l'intérêt d'un ouvrage qui, — un peu massif, à la manière du temps, — n'en prend pas moins une figure à part dans l'amas des discussions où s'épuisait la prolixité des théologiens antérieurs et même contemporains.

D'abord une sorte d'avertissement permet d'apprécier la manière supérieure avec laquelle le sujet va être traité : « Si j'emploie en cet ouvrage, déclare l'auteur, le témoignage des Pères, on ne le trouvera pas étrange, puisque... je m'en servirai seulement pour confirmer les *vérités qui se trouvent établies par les sens et par la lumière naturelle* (p. 8). » La méthode de discussion étant ainsi déclarée, le prélat-ministre prend acte avec autorité de la situation politique nouvelle créée par la chute de La Rochelle et par la déclaration des pasteurs de Charenton, à savoir, « en termes exprès », que « tous les sujets doivent obéissance à leur souverain en ce qui n'est pas contraire à leur salut ». Ainsi se trouve close, par une sorte de tolérance bienveillante et réciproque, l'ère des divisions religieuses qui ont ensanglanté la France. L'ordre et la concorde doivent régner désormais entre tous les Français.

Entrant dans le débat proprement dit, l'auteur se réfère à la pensée initiale des chefs de la Réforme déclarant, avec une insistance réitérée, qu'ils ont entendu fonder une *Église.* Sinon, — ils l'ont reconnu eux-mêmes, — détruisant sans reconstruire, ils auraient aboli le Christianisme ; ils ont reconnu, « non moins expressément », que « hors de l'Église de Jésus-Christ, il n'y a point de salut »; ils ont proclamé, enfin, que « cette Église doit être *visible* » puisque, invisible, elle serait réduite à l'état de secte obscure et sans prosélytisme efficace. Ceci dit, une religion, une Église doit avoir une croyance ; mais cette croyance doit être *une*, sous peine de n'aboutir qu'à un absurde particularisme.

Ces raisonnements s'enchaînent et ils conduisent, finalement, à évoquer la parole de l'Apôtre : « qu'il ne peut y avoir de foi sans la prédication » ; la prédication étant, en effet, le seul véhicule de la foi et ne pouvant émaner elle-même que

polémique qui occuperait un ou plusieurs volumes, et dont j'ai en mains tous les éléments, qu'il suffise de dire que des recherches sérieuses et prolongées pendant plus d'un demi-siècle ont autorisé certaines attributions qui n'ont été contestées, d'ailleurs, par nulle sérieuse compétence.

d'une autorité reconnue et de ministres qualifiés ; le tout supposant donc une Église hiérarchisée et réalisant la parole sacrée d'être « la colonne et le firmament de la vérité ».

Ici, intervient l'argument-maître sur lequel va reposer la démonstration destinée à entraîner la conviction des « séparés » : à savoir, l'*antiquité* unique de la vraie Église : « La vraie Église ayant seize cents ans d'antiquité et ayant, dès son commencement, porté le nom d'Église de Jésus-Christ, il est indubitable que toute société chrétienne qui n'est pas de cette antiquité doit se défier de la bonté de son origine et travailler sérieusement à s'éclairer sur ce sujet. » Si la Réforme se donne comme ayant vécu cachée et ignorée, elle n'était pas *visible*, et, en se séparant après tant de siècles, elle a, bien imprudemment, détruit l'unité ; d'autre part si sa doctrine n'est pas unifiée et enseignée par des autorités qualifiées, comment peut-elle se réclamer de la consécration indispensable à l'Église du Christ, — la foi dans la charité créant la *communion des fidèles* ?

Les ministres réformés s'efforcent d'échapper à l'argumentation tirée de l'antiquité et de l'unité en se réclamant de la qualité de la doctrine. Puisque la doctrine s'était altérée dans les idées et dans la pratique, il était nécessaire, disent-ils, qu'elle fût corrigée, restaurée, rétablie. Mais le Cardinal, avec une grande force : « Qui donc a qualité pour guérir la soi-disant perversion doctrinale ; qui donc a qualité pour dicter la vraie doctrine ? » Confier cette tâche, qui intéresse le sort de l'humanité entière, à chaque conscience individuelle ? Mais c'est, précisément, déchaîner la discorde, l'intempérance, l'orgueil. Plus de prédication, plus d'enseignement, plus de suite, plus d'égards pour les grandeurs intellectuelles et morales reconnues, la sagesse, la tradition : « La vraie Église visible ne peut être divisée ni en la profession de foi, ni en la communion de ses sacrements, puisqu'elle doit être essentiellement unie et en la profession de foi, et en la communion des sacrements. » (P. 17.)

Ces principes, nécessaires à une Église constituée, ont-ils été respectés par la Réforme ? Voyons les faits : « Luther estime que les paroles de la Cène signifient qu'il faut prendre le corps et le sang de Jésus-Christ par la bouche du corps ; et il croit si absolument que cette vérité ainsi entendue est

nécessaire au salut, qu'il déclare coupables de la damnation ceux qui ne la croiront pas. Les calvinistes disent et croient exactement le contraire. Et, par conséquent, les calvinistes et les luthériens, qui ne font qu'une même Église, comme le prétendent les calvinistes, sont manifestement divisés en ce point nécessaire au salut, selon le jugement des luthériens qui font partie de cette Église. » (P. 183.)

Et, partout, quels abus, quelle confusion, suites de la réforme ! Les Églises particulières de France, d'Angleterre, d'Écosse, de Hollande, d'Allemagne, de Danemark et de Suède font une Église universelle dans le sentiment des calvinistes : or, les synodes nationaux en Suède, en Danemark, rejettent cette union. Les Églises belgiques sont si étrangement divisées entre elles que les gomaristes montrent ouvertement que les arminiens sont séparés de la communion belgique; et les arminiens reprochent le même aux gomaristes. L'Église anglaise n'est pas mieux unie ; les protestants accusent les puritains ; les puritains accusent les protestants d'idolâtrie, etc... (P. 187.)

Donc, sur ces points d'une si grande importance, une conclusion s'impose : « Nos adversaires étant si manifestement divisés en matière de foi qu'ils ne sauraient le nier, soit que leurs divisions soient fondamentales, soient qu'elles ne le soient pas, et les catholiques étant si parfaitement unis sur tous les points de leur créance que tout le monde en demeure d'accord, celui qui saura comment l'Écriture, les Conciles et les Pères parlent de l'unité de l'Église, l'appelant un corps, une épouse, un troupeau, comment pourra-t-il ne préférer pas la communion des catholiques à la communion des adversaires ? » (P. 189.)

L'exposé se poursuit par l'examen des *points fondamentaux* qui séparent les deux doctrines, la justification, la tradition, la vénération, l'invocation des saints, les images et, ensuite, par une sommaire révision des *points non fondamentaux* : la présence réelle, la transsubstantiation, l'Eucharistie, la communion sous une espèce, le purgatoire, les indulgences, le célibat des prêtres, la célébration des fêtes, la lecture de la Bible en langue vulgaire...

Ici, le livre s'arrête, inachevé. Une note finale des éditeurs explique : « L'auteur avait le dessein de traiter encore neuf

points de controverse en autant de chapitres, si la mort ne l'eût prévenu pour le malheur de l'Église et de la patrie... »

On le sait, d'ailleurs, le but que se proposait le Cardinal, à savoir la réunion pacifique des deux parties de la chrétienté française, n'a pas été atteint ; du moins, sa pensée profonde a-t-elle été inscrite à diverses reprises dans cet ouvrage comme dans ses actes. Dès le début, l'auteur, s'excusant d'avoir abordé un sujet si difficile, si délicat, se tourne vers le public des ministres et des réformés auquel il s'adresse : « Rien de ce qui dépend de nous, écrit-il, ne peut plus contribuer à la conversion des hommes à la foi qu'une droiture en nos mœurs. L'amour que Dieu a pour les âmes est si grand qu'il donnera sans doute cette sainte lumière à ceux qui répondront à ses inspirations avec fidélité. Je conjure, en cette considération, et ceux qui marchent dans les voies de Notre Seigneur Jésus-Christ et ceux qui en étant sortis ont besoin d'être redressés, de se rendre de plus en plus soigneux, de ne transgresser pas la loi qui leur est commune. Ce soin chrétien et religieux, inspiré du Ciel, servira aux uns pour être confirmés dans le bon chemin où ils sont, et aux autres pour leur en ouvrir l'entrée. » (P. 5.)

La loi qui leur est commune..., leur en ouvrir l'entrée... Ces paroles, si sages, si mesurées, mettent le prélat, qui les a inscrites en son livre, au plus haut rang parmi les grands esprits du XVIIe siècle. Ce ministre, cet homme d'État est un chrétien, — un chrétien qui a une juste conscience des hautes destinées de la France et du genre humain. D'un tel homme, les actes sont d'accord avec les paroles.

L'une des grandes pensées de Richelieu ministre avait été, certainement, de réaliser, en fait, cette union entre les deux religions qu'il avait préparée dans ses écrits. Ses intentions, à ce sujet, nées des premières impressions de sa vie publique dans son diocèse de Luçon, s'étaient affirmées en raison de certains indices qui paraissaient favorables, et, surtout, le ralliement à l'Église catholique de personnages considérables : tout d'abord, la conversion du roi Henri qui avait sauvé le royaume et la dynastie, puis certaines autres conversions éclatantes, celle du connétable de Lesdiguières, celle des Créqui, le ralliement des La Force, le retournement des Condé

qui, après avoir commandé les armées protestantes durant les guerres de religion, avaient, en la personne de Henri II, pris la tête du parti catholique. Dans l'ouest, où l'enfance de Richelieu avait assisté aux plus atroces déchirements, l'habitude de la vie journalière avait fini par rapprocher les sentiments en apaisant les cœurs. Par-dessus tout, la lutte contre l'Espagne réunissait les Français dans une même campagne patriotique pour l'indépendance nationale.

Au dehors, Henri IV s'était rapproché des protestants de Hollande et il n'avait pas été sans rechercher l'alliance de la reine Elisabeth. Le premier acte du Cardinal redevenu ministre, le mariage d'Angleterre, inspiré par un calcul diplomatique, se prêtait, par le rapprochement des deux couronnes, à une tolérance réciproque. On inaugurait ainsi ces contacts avec l'Angleterre protestante dont les alternatives devaient prendre un si étrange développement au cours du XVIIe siècle.

Mais, comme on le sait, la politique d'union religieuse avait rencontré l'opposition la plus ardente de la part des pasteurs protestants, les « dévoués », ceux que leurs adversaires appelaient « les fronts d'airain ». Le synode de Dordrecht, les conciles des réformés français dans les premières années du siècle, les publications même émanant des plus modérés, comme *le Mystère d'iniquité* publié par Duplessis-Mornay, avaient entretenu dans les masses séparées la volonté énergique du grand refus.

Durant la régence de Marie de Médicis, le parti, en tant que force militaire, tenait encore La Rochelle, le Béarn, les Cévennes, une grande partie du Languedoc et de l'Ouest. Il avait fomenté les audacieuses entreprises des Soubise et des Rohan, soulevé l'opinion contre le système catholique des « mariages espagnols ». Le débat politique et militaire avait été tranché, il est vrai, par la prise de La Rochelle et par la décision notoire du Cardinal de reprendre, au dehors, la politique de Henri IV ; à son tour, il s'était rapproché des Puissances du Nord, des insurgés hollandais et des princes allemands, adversaires de la maison d'Autriche. De là, une raison immédiate, pour lui, de ménager de nouveau les protestants à l'intérieur et de les regrouper autour du front national et royal.

Ainsi, par une évolution insensible, le Cardinal en était

venu à chercher l'union intérieure sans faire acception des divergences religieuses. Il n'ignorait pas, tant s'en faut, la fermeté et l'aigreur de l'opposition réformée ; mais, c'est pourquoi, justement, on le voit procéder avec la plus grande souplesse et prudence. Le pis eût été, en effet, qu'une fausse manœuvre rouvrît les anciennes blessures.

Ainsi s'explique le secret dont il enveloppait ses démarches et qui laisse planer une sorte de doute sur ce qu'il voulut faire et put faire. De là, aussi, cette sage *Méthode* exposée dans son ouvrage, qui, d'ailleurs, ne fut ni publié ni même achevé de son vivant.

On peut penser que le Cardinal-ministre se réservait d'agir avec plus d'activité et d'autorité, lorsque l'affaire principale, à savoir l'abaissement de la Maison d'Espagne, eût été un fait accompli. Il considérait que la fin de la lutte était proche ; et Rocroy, en effet, allait décider bientôt. On peut conclure que la réalisation de l'union était l'une des tâches qu'il transmettait à son successeur.

Richelieu n'avait pu qu'aplanir le terrain par quelques mesures préparatoires ; c'est ainsi qu'il avait pris soin d'empêcher les conférences entre controversistes dont avait tant abusé le siècle précédent. Il s'était aussi appliqué à s'assurer les concours des hommes, des intérêts et des bonnes volontés (1).

Benoît dit, dans son *Histoire de l'Édit de Nantes* : « Il y a des mémoires qui font monter à quatre-vingts le nombre des ministres déjà gagnés au projet de Richelieu. »

Reportons-nous aussi au témoignage de Tallemant qui vivait en plein dans les milieux intéressés : « Par ambition, le Cardinal voulait accommoder les religions, et méditait cela de longue main. Il avait déjà corrompu quelques ministres en Languedoc; ceux qui étaient mariés, avec de l'argent, et ceux qui ne l'étaient pas, en leur promettant des bénéfices... En Languedoc, le Cardinal envoya quérir un des ministres de Montpellier appelé Le Faucheur, natif de Genève. Il le voulait gagner à cause de sa réputation ; il lui envoya 10 000 francs.

(1) Sur l'attitude prise par Richelieu à l'égard des conférences de controverse entre les partisans des deux doctrines, voir la lettre qu'il écrit de Pézenas à M. de Rancé, le 30 juillet 1629, dans *Correspondance*, Avenel, p. 394, et les commentaires du Père Henry Fouqueray dans *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. IV, p. 264.

Ce bonhomme fut fort surpris : « Hé ! pourquoi m'envoyer cela ? dit-il à celui qui le lui apportait. — M. le Cardinal, dit cet homme, vous prie de prendre cette somme comme un bienfait du Roi. » Le Faucheur n'y voulut point entendre... Un de ses confrères, nommé Mestrezat, rapporta 10 000 écus aux héritiers d'un homme qui les lui avait donnés en dépôt (à l'instigation du Père Joseph) sans qu'eux ni qui ce soit au monde en y sût rien (1). »

Richard Simon constate, à son tour, « que le cardinal de Richelieu employa une bonne partie de ses soins à faire rentrer dans l'Église les protestants de France et que, s'il ne fût pas mort, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de huguenots dans le royaume ».

Les noms des hommes qui ont été signalés comme employés par lui à ce travail secret sont, du côté protestant, ceux de La Milletière, de du Ferrier, d'Amyraut, de Ferry de Metz ; du côté catholique, ceux du Père Véron, du Père du Laurens, de Camus, évêque de Belley, qui écrivit : *l'Avoisinement des protestants et de l'Église romaine.*

Les choses ne paraissent pas s'être précisées davantage (2).

Mazarin n'avait pas l'esprit tourné vers les questions religieuses ; il fut loin d'attacher à cette affaire la même importance que son prédécesseur. Il avait pour système de ne pas remuer l'eau qui dort. Il laissa « le petit troupeau brouter les mauvaises herbes à son aise ».

C'est seulement quand Louis XIV eut pris en main les affaires, vers 1665, — et non, sans doute, sans quelque pression exercée par la régente, l'Espagnole Anne d'Autriche, — que les dispositions changèrent et que les esprits s'étant tournés, dans le monde catholique, exactement à l'opposé de la prudente pensée des deux cardinaux, les ardents commencèrent à faire appel au pouvoir séculier. La royauté absolue s'engagea dès lors dans la voie qui devait conduire à la Révocation de l'Édit de Nantes.

(1) *Historiettes*, édit. Techener, t. Ier, p. 417.

(2) Cf. Lettre de Guy Patin du 14 mars 1670. — *Dictionnaire* de *Bayle*, aux articles Ferry, Admiraut ; surtout, les textes cités par Rebelliau : *Bossuet historien du Protestantisme*, p. 9 et suiv. — Haag, *la France protestante*, aux noms indiqués, etc.

« LA PERFECTION DU CHRÉTIEN »
EXAMEN DE CONSCIENCE DU CARDINAL DE RICHELIEU

Les écrivains de l'histoire religieuse et ceux de l'histoire de France n'ont peut-être pas donné toute l'attention qu'il mérite au deuxième ouvrage que Richelieu écrivit dans les dernières années de sa vie et qui, d'ailleurs, n'a été publié, comme l'autre, qu'après sa mort : *De la Perfection du Chrétien.*

Pourtant, certaines lignes de la préface et un motif typographique, plusieurs fois répété dans le corps de l'ouvrage, étaient de nature à attirer la plus sérieuse attention. On lit dans l'avant-propos : « Cet ouvrage fut commencé pendant le siège de Corbie et mis en l'état où il est pendant celui de Hesdin ; et ainsi cet ouvrage a été conçu et enfanté durant les plus grands orages de la guerre. » Quant à l'image, elle est reproduite en cul-de-lampe au bas de plusieurs chapitres : elle représente une roue bloquée par trois cales qui l'empêchent de tourner et elle est accompagnée de la devise : *Non commovebitur* : « Qu'elle reste immuable ! »

Assurément, l'image et la devise s'appliquent à l'Église, étant donné le sujet du livre, et elles visent l'invariabilité de la doctrine catholique. Quant à l'époque de la rédaction : « entre le siège de Corbie et le siège de Hesdin », c'est-à-dire de 1636 à 1639, elle répond, — toujours en ce qui concerne spécialement la religion, — au temps où la querelle janséniste venait de se déclarer par la publication, sous le pseudonyme d'*Aurelius*, du livre de l'abbé de Saint-Cyran, Duvergier de Hauranne (1), et par la prise de possession, par le même Saint-Cyran, en 1633, de la direction de Port-Royal, avec le concours enthousiaste de la puissante famille des Arnauld.

Ce grand débat va, comme on le sait, troubler les esprits pendant plus d'un siècle, avec des suites sur toute l'histoire de France ; jetant l'Église dans le danger d'hérésie, il ébranle la stabilité morale et même l'union nationale ; et cela à l'heure où les troupes espagnoles, ayant forcé la frontière, assiègent

(1) Première édition : *Vindiciæ Facultatis Parisiensis,* auctore Petro Aurelio, Parisiis, Carolum Moretum. M DC XXXIII, in-4°.

les places des Flandres et de la Picardie et sont en marche sur Paris : l'année de Corbie !... Songeons à ce que fut, pour notre génération, l'année de Charleroi ! Tel est le mal auquel la France s'est exposée tant de fois : à la veille des plus grands périls, elle se divise !

Dans une telle situation, Richelieu agit selon sa manière : la manière forte (1). Il fait arrêter Saint-Cyran et l'emprisonne à Vincennes, en attendant que l'information soit mise aux mains d'un homme sûr, Laubardemont (2). Sur cette mesure Richelieu s'explique, au moment même, en ces termes : il dit à son maître de la Chambre (Hardouin de Péréfixe, futur archevêque de Paris), qui le répéta depuis à plusieurs, « qu'on venait d'arrêter par ordre du Roi un homme qui commençait à se rendre célèbre par l'opinion de sa vertu et de sa capacité et de la profession qu'il faisait d'une sévérité de sentiments et d'une austérité de mœurs devenue recommandable auprès de la plupart des gens de bien qui en feraient peut-être du bruit ; mais il ajouta qu'on ne l'avait arrêté que pour l'amour qu'il avait de la nouveauté (*non commovebitur*) et pour la liberté qu'il se donnait de dogmatiser d'une manière à imposer au public et à scandaliser la vertu ; assurant qu'on aurait remédié à bien des malheurs et à bien des désordres dans toute l'Europe, au siècle passé, si l'on avait emprisonné Luther et Calvin dès qu'ils parurent, comme l'on avait fait de l'abbé de Saint-Cyran que le Roi venait de mettre en prison au château de Vincennes (3) ».

Après avoir procédé à « l'exécution », Richelieu écrit ce livre, qui est, au fond, un examen de conscience et une justification théologique et chrétienne de la décision prise par l'homme d'État.

Voyons donc comment les choses se présentent à l'esprit du Cardinal lui-même. Sa naissance, sa jeunesse, ses souvenirs remontaient au temps où l'Église romaine venait d'achever la grande œuvre de la contre-Réforme en publiant les décisions

(1) Voir P. Rapin, *Histoire du Jansénisme*, édit. Gaume, p. 374.

(2) C'est le lieu de rappeler l'une des maximes politiques du Cardinal : « En affaires d'État, il n'est pas comme des autres : aux unes, il faut commencer par l'éclaircissement du droit ; aux autres par l'exécution et possession. » *Maximes d'État*, N° LXXX, p. 770. — Sur toute la procédure de l'affaire et sur le rôle de Laubardemont, voir les *Mémoires* de Molé, t. III, p. 40.

(3) P. Rapin, *Histoire du Jansénisme*, p. 374.

prises au concile de Trente (1). Par ces décisions, les doctrines de la Réforme avaient été réfutées, écartées ; l'Église catholique avait été rétablie dans sa confiance, dans sa force, dans cette immutabilité que lui avait promise le Christ. Mais, pour obtenir l'accord et la paix religieuse, le Concile avait dû se résigner à de sages concessions, à certaines imprécisions, à des silences réfléchis. Les mystères sont du domaine de la foi, et le Concile s'était confié à l'élan de la foi. Trop d'explications s'embrouillent et embrouillent.

Par exemple, on n'avait pas poussé à fond les précisions relatives au libre-arbitre, à la prédestination, à la grâce ; on n'avait pas tranché la difficulté relative à la constitution de l'Église, à savoir, si cette constitution est absolument monarchique ou, en une certaine sorte, aristocratique (c'est-à-dire épiscopale et conciliaire) ; on avait laissé pratiquement dans le vague la question de l'autorité revendiquée, par certains théologiens, pour le Pape sur les pouvoirs temporels ; enfin, en rendant aux *œuvres* la valeur salvatrice que leur refusait la Réforme, on avait développé grandement la propagande et encouragé la fondation d'un ordre religieux militant, — qui s'appelait lui-même une « compagnie », — l'ordre des Jésuites : fortement discipliné et se mêlant au monde laïc, il allait offrir à celui-ci, par une méthode plus assouplie et plus humaine, l'espoir du salut dans une moindre sévérité. Le religieux sortait de son couvent, se mêlait à l'activité publique, dirigeait la conscience des princes et des foules ; l'idéal chrétien était mis à la portée de tous ; le sacrement de la Pénitence s'atténuait de *contrition* en *attrition* ; l'étreinte de l'Église et du fidèle se resserrait par l'accès plus fréquent et plus facile à l'Eucharistie.

Inutile de dire que ces procédures et ces mœurs nouvelles suscitaient la polémique et la controverse. Car, enfin, il faut bien donner pâture à l'esprit de dispute que Dieu a laissé aux hommes, — même aux théologiens, puisque, selon la parole de Salomon : « Dieu a fait toutes choses bonnes en leur temps

(1) Voir, sur l'ensemble de ce grand fait historique : Gabriel Hanotaux, *Études historiques sur les* XVIe *et* XVIIe *siècles en France* : *La contre-révolution religieuse au* XVIe *siècle*, p. 88 et suiv. — Abbé Dassance, le *Saint Concile de Trente*. Traduction et commentaires avec la controverse de Bossuet avec Leibnitz sur l'autorité de ce concile, 1842, 2 vol. in-8°.

et a livré le monde à la dispute sans que l'homme, cependant, puisse connaître l'œuvre que Dieu a faite depuis le commencement jusqu'à la fin. »

Les théologiens donc se disputaient sur ces questions peu abordables au raisonnement ; ils s'étaient partagés en deux camps. D'une part, un groupe de docteurs s'attachaient à démontrer qu'il y avait eu des fléchissements fâcheux, qu'on n'avait pas assez fortement résisté aux glissements de la facilité, que l'Église devait se ressaisir, se resserrer par une exigence plus rigide, une observance plus stricte, fallût-il laisser hors de l'espoir du salut certaines parties de l'humanité parmi lesquelles Dieu n'avait pas choisi ses élus. D'autres docteurs se fiaient à la bonté et à la miséricorde divines, se référaient au sacrifice du Fils crucifié pour que ses bras restassent largement ouverts au pécheur croyant et repentant.

Dans ce débat, qui va torturer les âmes pieuses pendant de longues années, Richelieu, que sa belle intelligence et sa clairvoyance avertissent du péril, cherche un juste équilibre ; il s'applique à tracer les voies abordables par lesquelles le fidèle atteindra ce que l'Église considère comme « la perfection du chrétien ». C'est donc au chrétien qu'il s'adresse, cette fois, non au séparé ou au libertin.

Cette perfection n'est pas inaccessible, si l'on écarte les controverses dangereuses, interdites d'ailleurs par la bulle *De Auxiliis*. Une bonne conduite, la surveillance des passions, une saine raison, guidées et soutenues par une foi sincère, permettront d'y atteindre. N'exagérons ni la tolérance, ni la sévérité. Janséniste aux jésuites, jésuite aux jansénistes, l'ouvrage est d'un homme sage, d'un prêtre conscient de son devoir, d'un homme public maître de soi-même et des autres, bien entendu influencé par la politique dans le désir de bloquer un grand péril à sa naissance et de parer, dès l'origine, aux plaies sociales et morales qui résulteraient de telles discordes, si on les laissait se développer.

Les plaies devaient, hélas ! se rouvrir, comme l'on sait, une fois le Cardinal disparu, et atteindre un excès du mal qui diminuera la grandeur de ce grand XVIIe siècle.

Feuilletons donc le livre : il s'attarde encore au langage technique de la scolastique ; mais l'on y voit aussi s'affirmer

la clarté nouvelle de l'esprit français et le progrès de la langue vers la netteté et la simplicité.

Dès l'avant-propos, une vue générale, une lumière projetée sur l'ensemble du débat, non sans quelque reflet de fraîcheur à la saint François de Sales : « Comme les enfants apprennent à marcher avant de pouvoir courir et sont nourris de lait en attendant que leur estomac soit capable de digérer les viandes solides, de même il faut, en s'accommodant à l'infirmité de l'homme, le faire entrer dans les voies de la perfection par la considération de son propre intérêt afin de l'y faire, après, marcher à grands pas sans autre motif que celui de la gloire de Dieu, laquelle seule peut le faire parvenir au bout de la carrière. »

Le prélat gentilhomme, qui a charge d'âmes et d'empire, donne la note de son enseignement dès l'intitulé de son premier chapitre : *Que les chrétiens doivent avoir soin de leur salut rien que par la considération de la dignité de leurs âmes.* La dignité... Tout de suite, le ton s'élève : le drame qui s'engage est un drame de Corneille, dont l'objet est l'honneur.

Ces prémisses posées, la discussion. En indiquant seulement les solutions apportées aux questions les plus difficiles et qui divisent le plus les esprits, on s'acheminera de point en point, de sommet en sommet, vers la conclusion magistrale du livre, sur laquelle le ministre théologien, puissant et solitaire, épuisera ses dernières forces et finalement s'abattra.

Les tourments de l'enfer sont l'objet des premières pages. L'horreur des peines éternelles, les terreurs dont le génie sinistre du moyen âge avait menacé la survie du pécheur présentent au chrétien l'une des deux destinées entre lesquelles sa volonté doit se prononcer. Et, d'autre part, la récompense du salut, assurée à la *perfection du chrétien* et réservée à ceux que la vie illuminative a mis en une communication constante avec Dieu : « N'être qu'un avec Dieu par la conformité de volonté, voulant tout ce qu'il veut, ne voulant rien autre chose. »

Entre les deux, il faut choisir. « La vie du chrétien doit donc être un perpétuel combat, une continuelle action éloignée de toute oisiveté qui est la vraie source des vices (voilà le grand laborieux !) ; une sollicitude qui ne soit jamais interrompue et qui sans cesse travaille à affirmer en lui l'empire de

la raison (voilà le contemporain de Descartes !) et à détruire celui des passions, introduit en nous par le dérèglement d'Adam. » (Voilà le chrétien, le simple chrétien !)

Aimer Dieu !... Mais, c'est une affaire de volonté. (Quelle lumière sur l'âme toujours tendue de cet homme froid !) « Il est à remarquer, en ce lieu, qu'il se trouve beaucoup d'esprits qui ne pensent pas aimer Dieu s'ils ne sont touchés d'une passion sensible et si leur affection n'a de racines dans les sens. Mais ils se trompent : *le siège de l'amour est en la volonté* (1). Ceux-là aiment Dieu qui veulent ce qu'il veut; si leurs sens s'y accordent, à la bonne heure ; et s'ils ne le font pas, l'amour en est plus parfait, l'union de la volonté paraissant d'autant plus forte qu'elle surmonte les contradictions des sens. » (Page 61.)

Mais Dieu, comment accorde-t-il à l'homme cette récompense admirable, la volonté d'amour ? Cela dépend de l'homme encore : « Une âme sans péché est habitée par Dieu. » Et c'est avec une véritable éloquence que le prélat écrivain expose cet ineffable mystère : « Sera-t-il possible de se représenter que Dieu n'a créé l'homme que pour s'établir une demeure dans son âme ; qu'il n'a pris sa nature même (le Christ) que pour s'apprivoiser avec lui et se faciliter l'entrée de son cœur; que lorsqu'il n'est pas reçu dans ce temple fait de sa propre main pour ses délices, il est, continuellement, frappant à la porte afin qu'elle lui soit ouverte ; sera-t-il possible d'entrer dans ces considérations sans que nos cœurs, vivement touchés de la douleur de nos péchés, lui soient ouverts par notre amour ? » (Page 73.)

Mais par la fatalité du libre arbitre humain, par le détestable choix du péché, l'âme s'est fermée à cet amour pour Dieu, à cet amour de Dieu ? Eh bien ! non. Dieu, dans sa miséricorde infinie, a envoyé son Fils et celui-ci a apporté la rédemption par son propre sacrifice et par les sacrements.

Et nous voilà en présence des termes mêmes de la grande querelle des controversistes ! Comment la grâce divine interviendra-t-elle pour arracher l'homme au péché et pour récompenser sa repentance ? Comment la prescience divine aura-t-elle laissé planer son pardon sur la liberté humaine ? Mystère

(1) Cette vue est exactement celle de saint François de Sales dans la première ligne de son traité *de l'Amour de Dieu*, publié en 1622.

insondable, mais qu'il faut accepter : le libre arbitre est inclus dans la prédestination. « Le sacrement de la Pénitence est la préparation de l'Eucharistie. La présence de Dieu dans l'âme du pécheur est de nouveau assurée. Dieu a dressé lui-même l'échelle qui relie l'homme jusqu'à lui. Elle repose sur le Calvaire. »

Et nous voici, précisément, au point crucial du débat entre les deux systèmes : les bras ouverts ou les bras étroits ! Difficulté qui est le nœud de la discussion et sur laquelle les partisans, de part et d'autre, reviendront à satiété : la Pénitence avec l'Eucharistie seront-elles accordées au pécheur suppliant sur un principe de pitié ou sur un principe de sévérité ? Suffira-t-il d'une repentance entière et sincère sans plus, c'est-à-dire l'*attrition* ? Exigera-t-on une repentance totale et sans retour, c'est-à-dire la *contrition* ? Sur ces nuances de la pensée ou, si l'on veut, sur ces formes graduées de la prescription s'engage la querelle qui va diviser le siècle.

Et c'est ici que Richelieu, — on le lui a reproché assez (1), — se prononce pour la solution la plus douce, une sorte de latitudinarisme : « l'attrition, qui tient le milieu entre la très parfaite et l'inutile, est nécessaire, mais elle peut suffire pour obtenir la rémission du péché au sacrement de Pénitence. » (Page 81.)

Les adversaires ont bien compris qu'une déclaration si formelle décidait de tout ; et c'est sur ce point que, du fond de sa prison, Saint-Cyran, quand il plaide lui-même sa propre cause auprès de Chavigny ou auprès de Lescot, envoyés près de lui pour le faire fléchir, s'acharne à discuter et même, s'il faiblit quelque peu, à équivoquer.

En effet, la confession humanisée rend accessible la fréquente participation aux sacrements, et voilà tout le système d'Aurelius et d'Augustinus (c'est-à-dire de Saint-Cyran et de Jansénius) en déroute ! Richelieu, avec sa double autorité d'évêque et de ministre, s'est prononcé. Le fameux complot (*novus ordo*) sur la doctrine et les mœurs, imaginé par les deux hommes, et caressé par eux durant toute leur vie, le *Pilmot*, n'aboutit qu'à un trouble profond jeté dans quelques esprits et à beaucoup de littérature.

(1) Voir les vivacités de l'invective janséniste, qui ont tant contribué à l'injuste légende de Richelieu, dans *Journal d'Hermant*, tome premier.

Richelieu, abordant de front le point à la fois pratique et douloureux de la querelle, intitule le chapitre capital de son livre : *Il faut se confesser souvent, même si l'on n'est coupable que de péchés véniels*, c'est-à-dire même si l'on n'est pas des saints ; et, finalement, il déclare toute sa pensée dans son chapitre XIX, page 149 : *De l'utilité de la fréquente communion.* Il répond ainsi, d'avance, au fameux livre qu'Antoine Arnauld ne publiera qu'après la mort du Cardinal : *la Tradition de l'Église sur le sujet de la Pénitence et de la Communion.*

Donc, de l'avis du cardinal théologien : fréquente confession, fréquente communion, contacts fréquents avec le prêtre, voie plus ouverte et plus large vers le salut, la religion plus abordable à tous, les porteurs de la parole divine multipliés, des ordres religieux actifs, entreprenants, ayant à tâche la renaissance catholique, poussant aux œuvres, à la pratique des vertus. Les docteurs rigides et se disant inspirés n'ont qu'à se cantonner dans leur couvent. Les jésuites ont partie gagnée.

Pas tout à fait !... La prudence de l'évêque-ministre et son sens profond de l'ordre social reconstitué ne se laissent pas entraîner dans la campagne des réguliers contre les séculiers ; il demeure un épiscopaliste, un gallican. On l'a bien vu dans l'affaire de l'*Admonitio* et de Sanctarellus (1). S'il a, comme nous l'avons dit, ménagé les jésuites contre les passions parlementaires et sorbonnardes, par crainte de certaines violences dont on les croit capables, il ne s'est pas soumis à leurs exigences, à leurs vivacités polémiques, à leurs ambitions temporelles. S'il n'aime pas Saint-Cyran (nous dirons pourquoi), il n'aime pas, mais pas du tout, le Père Garasse. Il entend que la société civile reste laïque et héréditaire, que la France garde son indépendance politique et diplomatique, — sinon dogmatique, — même à l'égard de Rome et de l'Espagne. Il ne désire pas que les ordres nouveaux, par trop de facilité et de complaisance, gagnent les princes et les foules, deviennent les maîtres de la pensée et des âmes. L'histoire du Père Caussin lui a servi d'avertissement, d'*admonitio*. Ferme soutien de l'Église, s'il maintient avec le Souverain Pontife des relations loyales de déférence et de

(1) Voir *Histoire de Richelieu*, t. IV.

soumission, il entend que l'on respecte, d'autre part, les droits du Roi (1).

Pour que le chrétien, le Français, garde lui-même cette noble indépendance, il exalte, dans son livre, la force de la prière, de l'oraison qui met le fidèle, par la pensée, la volonté et la foi, en présence de la divinité. On sent que, pour cet homme, pour ce grand esprit, pour ce cœur bourrelé, le repliement intérieur, la méditation profonde sur la croyance et sur le devoir forment, en quelque sorte, le retranchement suprême de la conscience dans la conduite et dans l'action. C'est à cet asile qu'il recourt pour se retrouver lui-même et se protéger contre les deux excès opposés, soit le relâchement jusqu'à la chute dans l'esprit libertin, soit l'égarement dans un mysticisme exalté et désorbitant.

L'homme est sur la terre par la volonté divine ; à cette destinée, il doit se conformer ; il doit se soumettre aux devoirs, aux difficultés, aux souffrances de cette vie terrestre, d'un cœur vaillant et généreux, dans l'humilité et l'acceptation : « Un moment d'élévation d'esprit et de cœur, dans les peines qu'il faut souffrir, en bienfaisant au monde, peut être plus efficace et plus agréable à Dieu que les journées passées dans une oisive solitude. Un seul soupir poussé d'un cœur percé d'épines, qui se trouvent en travaillant pour le prochain dans le commerce des hommes, peut avoir plus de mérite que le repos des âmes les plus retirées... Et c'est en cette considération que la vie de ce grand David est toute parsemée d'aspirations qui s'élancent jusqu'au ciel, lorsqu'il est le plus occupé en terre. »

Et le ministre, si « occupé en terre », dit son fait à ces prêcheurs de solitude, à ces enjoleurs d'âmes qui, sous les voûtes fraîches de leurs petites chapelles, fleuries de tendresse féminine et de gracieuse vénération, le prennent de haut à l'égard des hommes qui assurent leur repos au milieu des « épines » du monde : « Si l'on n'est retiré du monde par une vocation de Dieu manifeste et distincte, il faut bien prendre garde, lorsqu'on pense chercher Dieu dans la solitude, à ne pas se chercher soi-même sous ce prétexte spécieux ; et, au lieu de suivre les volontés de Notre Seigneur, de ne pas

(1) Voir, ci-dessous, l'exposé des relations avec Rome sous le ministère du Cardinal.

suivre l'instinct de l'amour-propre, qui n'est jamais chassé ouvertement des âmes, qu'il ne tâche d'y rentrer inconnu et déguisé. » (Page 250.)

C'est avec une sagesse et une finesse extraordinaires que le livre oppose ainsi la méditation à la contemplation et l'action à l'exaltation stérile : « La bonne Marthe n'a pas laissé d'être une grande sainte pour n'être pas contemplative, et il est certain qu'exercer les œuvres de charité est chose de plus grand mérite que de jouir des avant-goûts de la vie éternelle par la seule douceur de la contemplation. Au reste, ce n'est pas un petit témoignage d'élection d'être traité ici-bas ainsi que le Fils de Dieu dont la vie a été une perpétuelle action avec des peines et des souffrances continuelles. »

Dévoré par l'anthrax qui ruine ses forces et qui hallucine ses nuits, l'homme de grande pensée n'est pas sans se préoccuper dans le fond de son âme des élans du mysticisme. Il l'a combattu déjà chez les *Illuminés* ; il le combat chez les premiers jansénistes ; mais c'est que son énergique volonté oppose, à leurs « doux loisirs » contemplateurs, les réflexions torturées qu'il consacre à « l'amour des souffrances » (page 306). Il en parle d'expérience : « Un nouveau soldat pâlit à la seule appréhension d'une blessure, dit Sénèque ; mais celui qui est aguerri voit son sang d'un visage assuré... Les souffrances sont peines et châtiment à ceux qui les craignent et qui les fuient, mais consolation et récompense à ceux qui les cherchent comme vraies semeuses de la gloire. »

Et nous voilà en présence du secret de l'homme lui-même et dans ce refuge qu'il n'a ouvert à personne, hormis aux « confessions ». Parmi celles qui nous ont permis d'approcher les grandes âmes, en est-il de plus émouvantes que celles-ci ?

Ce ne sont pas des volumes de petites émotions qu'il enregistre : c'est le poids des plus lourdes responsabilités dans l'approche de la mort. Il sait que la mort est là ; il connaît la vanité des choses ; il a présent à l'esprit l'exemple du « grand roi » David ; il évoque les croix de Jésus-Christ ; il connaît celles du monde ; chrétien, il ne s'abandonne pas : « Pour la perfection du chrétien, il faut que les passions soient abattues, que les sens soient soumis aux lois de la raison, que, quelque résistance qu'ils puissent faire, elle en demeure enfin maîtresse ; il faut qu'il ait de si fortes habitudes aux vertus

qu'il souffre avec patience les peines, les mortifications, les ignominies et la pauvreté même, s'il en est affligé... Mais il faut qu'il passe plus avant s'il veut entrer dans le sanctuaire de ce temple ; car il est vrai qu'il y a encore un degré de perfection plus élevée et que l'homme peut monter plus haut, comme il fera certainement, s'il arrive à l'extase des opérations, qui consiste non seulement à souffrir avec patience les injures, les calomnies, la pauvreté, le froid, la faim et toute sorte de croix ; mais encore à les préférer aux louanges, aux honneurs, aux richesses et à tous les contentements que notre chair et notre esprit peut avoir en ce monde... » (Page 321.)

L'homme, le grand ministre autoritaire, a donc mesuré à leur juste mesure les grandeurs, dénombré les richesses ; il s'est abreuvé des honneurs, et de tout ce qui a comblé son étonnante carrière. Mais il sait aussi ce qu'a été son action, son œuvre, sa raison d'être ici-bas. Dans cette manière discrète et assurée qui fait le puissant intérêt de sa méditation intérieure et de son retour sur la vie humaine, il indique sa pensée dernière et que l'on retrouvera d'autres fois sous sa plume : « De ce que nous avons dit, il faut conclure que, les œuvres étant la meilleure preuve de l'amour, s'il est vrai que celui qui a le plus d'amour ait plus de perfection et de mérite en ce monde, il est certain que la vie de ceux qui font les meilleures œuvres est plus parfaite et plus méritoire... Cette vérité est d'autant plus assurée qu'ainsi que le règne de la contemplation est principalement le Ciel, celui de l'action a son siège en terre ; d'où il s'ensuit manifestement que, parce qu'on ne peut vaquer dans le Ciel à diverses actions de charité, il ne faut perdre l'occasion de les accomplir ici-bas pendant que nous y sommes. Je convie d'autant plus ardemment à ce saint exercice ceux qui aspirent à la perfection que la contemplation est beaucoup plus sujette à tromperie que l'action. » Ainsi l'homme d'action se déclare pour finir.

Chacun acceptera, selon sa nature, le conseil et la conclusion. Nous le savons, Richelieu ne mourra pas dans le repos.

RICHELIEU ET LES PREMIERS JANSÉNISTES

Pour saisir, tel qu'il est, le Cardinal dans ses rapports avec les hommes de haute préoccupation mystique qui ont détourné

son attention de tant d'autres devoirs, il faut, maintenant, sortir de la querelle des livres et en venir aux circonstances de la réalité et de la vie publique.

L'histoire du jansénisme ne peut être détachée des lieux et des circonstances dans lesquels il a pris naissance. Saint-Cyran était né, en 1581, à Bayonne (au pays de Labour), qui avait partagé avec le Béarn les destinées de cette région : pays de séparatisme et de protestantisme jusqu'au moment où Louis XIII l'eut réuni définitivement au royaume et y eut rétabli le catholicisme, en 1620. Jean Duvergier de Hauranne, futur abbé de Saint-Cyran, avait été le témoin de ces décisives transformations.

Né de parents qui se réclamaient d'un titre de noblesse, catholique, très brillant « scholar », il avait été distingué par son évêque, Bertrand d'Eschaux, ami très particulier de Richelieu, qui l'avait dirigé, pour achever ses études théologiques, sur l'Université de Paris. Il l'avait confié au Père D. Petau, jésuite érudit, célèbre par ses études sur la « notion du temps », (précurseur des auteurs de *l'Art de vérifier les dates* et, l'on pourrait dire, de notre contemporain Einstein), mais qui avait, dès lors, la réputation d'un bien mauvais caractère. Le maître et le disciple ne paraissent pas s'être entendus et Duvergier se décida, vers l'an 1600, à aller suivre l'enseignement de l'Université de Louvain, toujours auprès des jésuites qui y occupaient une position considérable, quoique discutée.

Là, Duvergier s'attacha à un autre maître, non moins illustre, Juste Lipse, de catholicisme incertain, *philosophe* (1), grandement influencé par le voisinage de la Hollande et de l'Allemagne protestante, c'est-à-dire des ennemis de la maison d'Espagne qui dominait encore les Flandres. Duvergier fit aussi, à Louvain, la connaissance d'un jeune étudiant d'une activité d'esprit singulière, Jansénius. Celui-ci, l'autre père du jansénisme, avait respiré l'atmosphère régnant dans ce milieu où il était né, cette sorte de non-conformisme que Saint-Cyran avait apporté lui-même de son pays natal.

Les deux hommes se lièrent d'une de ces amitiés absolues, acharnées, d'autant plus fortes, en ce temps-là, que les distances rendaient les relations plus rares et plus difficiles. Les

(1) Voir son livre : *Introductio ad stoïcam philosophiam*, publié en 1604.

passions restaient violentes et les esprits mal apaisés des luttes de la Réforme et de la contre-Réforme.

La façon dont le système des jésuites pouvait être critiqué auprès des esprits scrupuleux et, dans le cas présent, auprès de Louis XIII, est formulée avec vigueur, mais non sans passion dans le fameux passage de Pascal, cité par Gazier (I, p. 105) : « Vous remarquerez aisément, dans le relâchement de leur morale, la cause de leur doctrine touchant la Grâce ; vous y verrez les vertus chrétiennes si inconnues et si dépourvues de la charité qui en est l'âme et la vie ; vous y verrez tant de crimes palliés et tant de désordres soufferts que vous ne trouverez plus étrange qu'ils soutiennent que tous les hommes ont toujours assez de grâce pour vivre dans la piété, de la manière qu'ils l'entendent. Comme leur morale est toute païenne, la nature suffit pour l'observer. » Ce que les jansénistes dénoncent en eux, c'est une sorte de demi-pélagianisme, et c'est en cela surtout que les mêmes polémistes recourent à saint Augustin.

Duvergier semble avoir gardé quelque mauvaise impression de ses premières relations avec le P. Petau et avec les jésuites ; d'autre part, Jansénius allait se heurter à leur opposition dans le monde des théologiens de Louvain. Ils se communiquèrent leur pensée secrète, se firent part de leurs froissements et de leurs ambitions. Duvergier de Hauranne avait acquis, dès lors, une sorte d'autorité par la hardiesse et le tranchant de ses opinions.

A Paris, une question assez vaine se débattait dans les cercles de gens inoccupés et bavards, à savoir si un sujet devait aller jusqu'à se tuer soi-même pour sauver la vie de son prince. Duvergier se saisit du problème, et, avec un aplomb de débutant, il publia une brochure : *Question royale où il est démontré en quelle extrémité, principalement en temps de paix, le sujet pourrait être obligé de conserver la vie du Prince aux dépens de la sienne.* La réponse affirmative allait jusqu'au paradoxe ; le développement n'était qu'un chapelet de lieux communs. Mais on en parla ; l'homme était lancé.

C'est vers ce temps-là, en 1607 probablement, que son évêque, Bertrand d'Eschaux, le mit en relations avec ses deux amis, Chasteignier de la Rocheposay, évêque de Poitiers, et Armand du Plessis de Richelieu, évêque de Luçon. Un autre

familier du futur cardinal sert aussi d'intermédiaire, Bouthillier, abbé de La Cochère, doyen de Luçon ; et l'on voit se rapprocher l'un après l'autre, autour du groupe, le Père Joseph, L'Aubespine, évêque d'Orléans, le Père Condren, Bérulle, etc. Ces hommes se retrouveront en des situations bien diverses, au cours de leur existence.

Au premier rang se place, par sa naissance, par son autorité, par sa vigueur, l'évêque de Poitiers, Chasteigner de La Rocheposay. Il s'attacha Duvergier de Hauranne. Une occasion nouvelle se présente à celui-ci de faire apprécier l'originalité de sa pensée et de son caractère. Au fort de la lutte que les princes, groupés autour du prince de Condé, engageaient contre la faveur de Concini en 1614, l'évêque de Poitiers, s'étant prononcé en faveur de la régente, Marie de Médicis, ferma les portes de la ville à l'armée des princes et prit, en personne, les armes pour diriger la défense en cas de siège. Duvergier, non moins ardent, se prononça vivement pour son évêque armé, contre les critiques qui ne manquèrent pas, et il publia un nouveau libelle : *Apologie pour messire Henri Loys Chasteigner de La Rocheposay, évêque de Poitiers, contre ceux qui disent qu'il n'est pas permis aux ecclésiastiques d'avoir recours aux armes en cas de nécessité* (1). Nouveau scandale ! Cet écrit était fait pour alimenter pendant longtemps la polémique : on l'appelait *l'Alcoran de M. de Poitiers.* Celui-ci, continuant à mener son diocèse à la baguette, devait, comme on le sait, jouer un rôle assez triste dans l'affaire des Ursulines de Loudun et dans la condamnation d'Urbain Grandier (2).

Et voici que, dans cette ville de Poitiers, où une sorte d'élite scolaire est armée de telles passions, de telles excitations, de telles ambitions (3), un nouveau lien se crée entre Duvergier de Hauranne et l'évêque de Luçon. Comme nous l'avons vu, — et cela n'a pas été remarqué jusqu'à ce que cette révélation nous eût été apportée par l'étude des papiers intimes de Richelieu, — La Rocheposay et Duvergier de Hauranne travaillèrent avec une ardeur sans égale à l'élection de Richelieu, comme député du clergé aux États généraux

(1) Publié anonymement en 1615.
(2) Voir *Histoire de Richelieu*, tome IV.
(3) Voir *Histoire de Richelieu*, t. I, p. 115, note 3.

de 1614. A la fin de la campagne électorale, c'est Duvergier qui écrit à l'évêque de Luçon la lettre lui annonçant le succès accueilli avec grande joie par le groupe entier.

Ainsi l'on trouve l'énergique abbé au premier tournant de la carrière du futur cardinal-ministre, lui mettant, selon une image du temps, le pied à l'étrier.

POITIERS, CENTRE INTELLECTUEL

Poitiers était dans les premières années du XVII[e] siècle un centre intellectuel important ; et la ville, fière de son Université, ne craignait pas de s'appeler elle-même « l'Athènes de la France ». Son enseignement était renommé surtout pour les études de droit, de médecine et de mathématiques. Une vie de cercle, de conversations, de cénacles, d'*académies* (car, on ne ménageait pas les termes), entretenait, parmi son élite, le goût de la lecture, l'amour de la parole, une pratique mentale généralement polie et grave, — gens à grande barbe se détachant de la foule, professant avec assurance, des « Druydes », selon le mot de Joachim du Bellay.

L'histoire signale à peine certaines évolutions qui s'accomplissaient par ces rencontres de jeunes, vers la fin du règne de Henri IV, dans cette région de l'ouest où, de Rabelais à Montaigne, tant d'idées circulaient ; et elle ignore tout à fait ces contacts familiers, intimes et durables qui déterminaient des opinions communes, des vocations, des sentiments mutuels ou des dissentiments implacables. Les temps nouveaux exigeaient des idées nouvelles et des initiatives hardies, même dans ces groupements provinciaux. Nous avons raconté l'histoire de *la Puce de Madame des Roches*. Il n'y eut pas, alors, en France, qu'un seul hôtel de Rambouillet (1).

Poitiers vit, en ce temps, tourner autour de sa vieille église romane, d'abord les Scaliger, les Turnèbe, les Pithou, les Barnabé Brisson, les Viète ; il vit les Pidoux alliés de Richelieu et ancêtres de La Fontaine ; il nourrissait des familles de médecins, les Jean Ferrand et les Pierre Descartes qui eurent pour petit-fils et fils René Descartes. Au moment où Duvergier de Hauranne était le vicaire de l'évêque, la jeune géné-

(1) Voir l'intéressant ouvrage, publié sous la direction de M. le doyen Boissonnade, *Histoire de l'Université de Poitiers*, Poitiers, 1932, in-8°.

ration apparaissait. Descartes précisément faisait son droit à Poitiers.

Chose frappante, on trouve, chez tous ces jeunes esprits, une tendance commune : ils avaient le même dédain de la chose apprise et ressassée, — en science comme en théologie, — de la scolastique. Un mouvement identique les reportait vers l'inspiration intérieure, la raison raisonnante, la confiance dans le sens propre, les langues et l'esprit modernes.

Duvergier, ayant appelé auprès de lui, à Poitiers, son ami Jansénius, auquel il avait déjà fait confier, pendant plusieurs années, la direction d'un collège à Bayonne, s'était attaché celui-ci, par ce même penchant de l'esprit.

En 1620 (l'on va voir l'importance de cette date sur la formation du siècle, du Grand Siècle), il recevait des lettres, où son confident lui écrivait : « Pour vous parler naïvement, je tiens fermement, qu'après les hérétiques, il n'y a gens au monde qui aient plus corrompu la théologie que ces clabaudeurs des écoles que vous connaissez... Ce qui me fait admirer grandement la merveille que Dieu fait de maintenir son Épouse hors d'erreurs. Je voudrais pouvoir vous en parler à fond, mais nous aurions besoin de plusieurs semaines, et peut-être mois... Tant est-ce que j'ose dire *avoir découvert, par des principes immobiles*, que quand les écoles discuteraient jusqu'au bout du jugement..., elles ne feraient autre chose que s'égarer davantage (1). »

Ne dirait-on pas que l'on entend parler Descartes ? Ainsi, ces hommes de grand esprit, aux abords de la vieille université poitevine, se parlaient entre eux. Nouveauté, indépendance, raison, bon sens, horreur du pédantisme et de l'autorité livresque, tel est le climat qui, à certaines époques et par dégoût des vieilles routines, se met à régner en France, sous toutes les latitudes. Il paraît avoir été, à cette date exacte et décisive, celui qui animait nos jeunes péripatéticiens. Comme contre-partie, ils s'exposaient, sans doute, à l'horrible acharnement de la querelle provinciale : « Il y avait à Poitiers, dit le Père Rapin, dans son *Histoire du Jansénisme* (page 69), des gens d'école et d'université auxquels les Jésuites donnaient de l'ombrage ; il y en avait d'autres qui, par bizarrerie,

(1) Lettre de Jansénius à Saint-Cyran ; voir l'ensemble du texte dans l'abbé Bremond, *Sentiment religieux*, t. IV, p. 122.

donnaient dans des sentiments écartés ; il y en avait de sombres et mélancoliques. »

Descartes, élève des Jésuites de La Flèche, étudiant en droit à Poitiers, n'était assurément pas dans l'ignorance de cette envolée des esprits qui tournaient autour de lui, tandis que son esprit *solitaire* couvait déjà son instinctive révolte (1). Il ruminait sa fameuse formule : *cogito, ergo sum*. Qui sait ? Peut-être avait-il entendu ces fervents augustiniens, Jansénius ou Saint-Cyran, la citant et la ressassant d'après le traité du *Libre arbitre* du maître d'Hippone où elle se trouve. Descartes, en tout cas, a reconnu par la suite qu'il s'était rencontré avec saint Augustin, et il dit « qu'il en fut bien aise » (2). Le jeune philosophe, réveillé de son rêve, sait bien qu'il n'arrivera pas à saisir toute sa pensée dans le tumulte de ces discuteurs. Il lui faut la solitude ; il s'enfuit jusqu'en Hollande... Mais c'est en novembre 1619 (remarquez la date, 1619), quand il venait à peine de quitter la France, qu'il eut son fameux rêve où il entrevit la loi du principe divin dans l'ordre universel.

Or, c'est à la même date, en 1619-1620, que Jansénius, plongé, pour la première fois, dans la lecture de saint Augustin, écrit : « Je suis merveilleusement porté à étudier à ma fantaisie » ; et il ajoute « qu'il est décidé *à ne pas faire l'âne toute sa vie* », entendant par là qu'il en a assez de rabâcher les manuels et les rudiments des maîtres universitaires.

GABRIEL HANOTAUX.
LA FORCE.

(A suivre.)

(1) M. A. Chevalier, le plus récent auteur qui ait étudié la vie de Descartes, dit, en parlant du séjour à Poitiers entre 1615 et 1618 : « C'est durant cette période de sa vie, entre dix-sept et vingt-quatre ans, que se forma son esprit, qu'il entra en possession de sa méthode scientifique, se traça une ligne de conduite et jeta les fondements de sa recherche scientifique, ainsi qu'une lecture attentive du *Discours* en fait foi. » *Descartes*, p. 37. Voir aussi, sur « le désappointement éprouvé par Descartes », le livre de M. J. Sirven, *les Années d'apprentissage de Descartes*, Albi, 1928, in-8, p. 52 et suiv.

(2) Voir sur cette question de « l'Augustianisme » de Descartes, la page 214 de l'excellent livre, le *Descartes* de M. J. Chevalier ; Plon, 1921, in-12.

SIR ROBERT VANSITTART

C'est un haut fonctionnaire anglais, de la grande école. Il a été tout récemment appelé à un poste exceptionnel, que le cabinet de Londres vient de créer. Il a été choisi pour le remplir en raison de son expérience, de ses qualités professionnelles, de ses dons personnels. Au moment où le Premier britannique et le ministre des Affaires étrangères étaient d'accord pour instituer une nouvelle fonction, ils se sont trouvés également tout de suite d'accord pour désigner le titulaire qui leur paraissait le plus apte à s'acquitter de la mission qu'ils avaient dessein de lui confier.

Le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne est, comme on sait, aidé dans sa lourde tâche par deux sous-secrétaires d'État parlementaires, qui sont surtout chargés de répondre, au nom du chef du département, à toutes les questions qui sont posées au Parlement. En outre, l'un de ces sous-secrétaires d'État a pour tâche essentielle de représenter le ministre à la Chambre, dont ils ne font pas partie. Fort souvent, le ministre appartient à la Chambre des communes, et l'un des sous-secrétaires d'État le remplace à la Chambre des lords. Enfin le ministre des Affaires étrangères est secondé par un sous-secrétaire d'État permanent, haut fonctionnaire du Foreign Office, qui a la charge de tout le travail technique et qui a pour collaborateurs des sous-secrétaires d'État adjoints. Ce sous-secrétaire d'État permanent du Foreign

Office a un rôle fort important. Il représente la continuité, la tradition, les intérêts durables de la politique extérieure. Le poste a été rempli longtemps avec beaucoup d'autorité par lord Tyrrel. Il était occupé en ces derniers temps par sir Robert Vansittart.

Mais le cabinet de Londres a jugé que, dans les temps difficiles que vit l'Europe, le Foreign Office était appelé à une activité nouvelle. Sir Robert Vansittart a donc été élevé à la dignité de « Principal conseiller diplomatique de S. M. le roi George VI ». Son adjoint, sir Alexandre Cadogan, lui succède en qualité de sous-secrétaire d'État permanent. Libéré de l'énorme travail de chancellerie qui le retenait une partie de la journée, sir Robert Vansittart pourra se consacrer tout entier à l'étude des grandes questions politiques, aux négociations, aux conversations diplomatiques. C'est ce qu'ont souhaité M. Neville Chamberlain et M. Eden. C'est une vue bien superficielle des choses que d'imaginer, comme l'ont fait quelques journaux étrangers, que ces innovations du Foreign Office traduisent des tendances diverses et même des divergences. Il ne manque pas de gens dans le monde qui seraient ravis d'apprendre, ou tout au moins heureux d'insinuer, que M. Neville Chamberlain et M. Eden n'ont pas les mêmes idées et que sir Alexandre Cadogan représente au Foreign Office des opinions qui ne sont pas celles de sir Robert Vansittart. La réalité est heureusement fort différente. Il y a un esprit public en Angleterre ; il y a, en dépit des variations qui tiennent aux caractères, un sentiment profond du bien du service et des grands intérêts de l'Empire. Les temps sont trop graves, et trop de problèmes de premier ordre sont posés pour que les hommes qui sont les serviteurs de l'Empire pensent à autre chose qu'à l'avenir. La nomination de sir Robert Vansittart a éveillé partout la sympathie et la curiosité, parce qu'elle a été le signe que l'Angleterre entendait donner plus d'activité et plus d'unité à sa politique.

Fils du capitaine Ronald Arnold Vansittart, récemment décédé à Londres, sir Robert Vansittart est né en 1881 et a été élevé à Eton. Il appartient au service diplomatique depuis 1902. Comme tout Anglais, il a couru le monde. Il a vécu à Paris, à Téhéran, au Caire. Il a été un des collaborateurs de la délégation britannique à la Conférence de la Paix en 1919.

Il a été le principal secrétaire de lord Curzon et de M. Stanley Baldwin. Voilà une formation sérieuse, qui attestait de la part de ceux qui aimaient la collaboration de sir Robert Vansittart des vues d'avenir. Les bonnes habitudes britanniques, fondées sur la coutume et sur le dévouement loyal à la Couronne, veulent que les ministères qui passent ne soient que des équipes successives, qui diffèrent par les méthodes, par les espérances, quelquefois par les illusions, mais qui, même quand elles se trompent, comme il est arrivé en particulier depuis la guerre, restent au service du pays. C'est une grande force pour une nation que d'avoir en réserve toute une école d'administrateurs, d'officiers, de diplomates, qui ont été élevés dans la connaissance des intérêts permanents de la Grande-Bretagne et qui restent, quelles que soient les circonstances, en service commandé.

A mesure qu'il montait en grade, sir Robert Vansittart était appelé à voir davantage, à participer à des négociations plus importantes. Il accompagna M. Ramsay Mac Donald aux États-Unis et au Canada en 1929. Dans les années qui suivirent, il fut délégué à la Conférence de Stresa, collabora avec sir Samuel Hoare à Paris, fit un voyage à Berlin en 1936, et en 1937 fut délégué à la Conférence de Nyon pour la répression de la piraterie. Il ne s'est pas produit un événement important depuis vingt ans, il n'y a pas eu une négociation internationale sans que sir Robert Vansittart ait été amené à la connaître, sans qu'il ait eu occasion d'être en contact avec les dirigeants divers de la politique britannique ou avec les personnalités les plus marquantes de la politique internationale. Depuis 1929, sir Robert Vansittart est commandeur de Saint Michel et Saint George, ce qui lui donne le titre de « Sir ». Depuis le 1er janvier 1938, où a paru la nouvelle liste des honneurs, sir Robert Vansittart est chevalier grand croix de l'ordre du Bain.

Grand, mince, brun, le visage ouvert et le regard net, sir Robert Vansittart a le classique aspect de l'Anglais de bonne compagnie, discret, maître de lui, simple et plein de naturel sans familiarité. On le sait à la fois très travailleur et très bon joueur de tennis. On sait aussi que, selon les habitudes anglaises, ses intimes et ses subordonnés parlent de lui en le désignant par le diminutif de « Van ». Ce que l'on sait

moins, c'est qu'il est très cultivé, qu'il a une grande facilité pour parler et pour écrire même toutes les langues, et qu'il a composé des vers. Les Anglais sont restés fidèles à la maxime célèbre par laquelle La Rochefoucauld caractérisait les Français du grand siècle : « L'honnête homme ne se pique de rien. » Cette réserve a toujours été la règle dans les époques solides de tous les pays où l'élite jugeait que sa mission sociale et sa dignité étaient de s'occuper des affaires publiques, et considérait les arts comme des vertus d'agrément. Ainsi raisonnaient les personnages consulaires anciens, qui consentaient à faire des discours sur les grands sujets concernant la politique, mais non à publier des écrits divertissants. Et de même, bien des siècles plus tard, raisonnait Lamartine quand il assurait n'avoir pas consacré trente heures par an à la poésie. Un homme d'État peut faire des vers, s'il en a le goût et si c'est là pour lui la manière exquise d'occuper ses loisirs. Mais il n'en parle pas.

Sir Robert Vansittart ne se laisse pas volontiers aller aux confidences sur ses œuvres. Il a cependant du talent. Il a écrit en anglais et directement en français des poèmes élégants et fins. Il a composé plusieurs pièces de théâtre et quelques amateurs d'art dramatique se souviennent d'avoir applaudi jadis sur une petite scène de Paris une charmante pièce dont il était l'auteur. Si on rappelle ici ce souvenir, ce n'est pas seulement parce qu'il est aimable et que les hommes se plaisent à évoquer le temps de la jeunesse où leur activité se déployait sur les plans de la fantaisie. C'est aussi parce que ce souvenir est un enseignement. Il est bon qu'un homme d'État se soit formé sous le double signe de l'histoire et de la poésie, l'histoire qui est la mémoire des peuples, la poésie qui rassemble ce qu'ils ont de meilleur en eux, leurs sentiments, les images de ce qu'ils admirent, les figures de ce qu'ils espèrent.

*
* *

Sir Robert Vansittart est convié, par le gouvernement britannique, à une activité diplomatique vigilante à une heure où les affaires de la Grande-Bretagne et du monde entier se compliquent beaucoup. Il appartient à une génération qui a été spectatrice et contemporaine à dix ans de distance des

deux grandes illusions britanniques : celle d'avant-guerre et celle d'après-guerre. Phénomènes sans doute spécialement anglais, mais phénomènes qui, en raison de la place tenue par la Grande-Bretagne dans le monde et de l'immense influence de l'Empire, ont exercé une action prépondérante sur l'histoire contemporaine.

Les hommes de la génération de sir Robert Vansittart avaient trente ans quand l'Angleterre passa par une de ces crises d'idéalisme que l'on est convenu d'appeler généreuses et qui sont, avec une régularité historique, messagères des épreuves un peu rudes. L'Angleterre sortait de la glorieuse époque victorienne. Elle sortait du règne bref, mais fécond et bienfaisant, d'Édouard VII, qui avait discerné le péril germanique. Elle allait à d'autres idées, comme si elle était fatiguée de sa propre splendeur impériale, fatiguée des chants illustres de son génial Rudyard Kipling, fatiguée de son rêve de force, de conscience, de volonté anglaises. Alors, par réaction, vinrent les rêves de justice et de raison ; alors, vinrent les critiques dissolvantes des Wells et des Bernard Shaw, qui firent un travail d'analyse analogue à celui qu'avait fait, longtemps auparavant, outre Manche, Anatole France ; alors vinrent les réflexions des Chesterton et des Galsworthy sur les vieilles coutumes de la société anglaise. La mode fut toute aux réformes, aux réformes politiques, sociales, financières.

En vain, des hommes courageux suppliaient les Anglais de songer au danger véritable qu'était pour eux le germanisme. Lord Roberts prêchait, sans aucun succès, l'établissement du service militaire universel. Rudyard Kipling prophétisait la guerre. Des professeurs et des écrivains comme Maxse, Harrison, Sarolea signalaient les armements de l'Allemagne, la propagande des Universités d'outre Rhin, avertissaient sans jamais se lasser, par la plume et par la parole, le peuple confiant qui ne voulait pas croire à de si cruelles destinées européennes. Ce fut, en vérité, une étrange époque. Les dirigeants croyaient amadouer l'Allemagne par des concessions renouvelées. Lord Haldane allait à Berlin. On était prêt au désarmement, s'il le fallait. Les grands problèmes pour les Anglais d'alors, c'était le nouveau système d'impôt, la diminution de la richesse acquise, l'abaissement des Lords, l'abolition des privilèges de l'Église anglicane, la législation

sociale, les retraites, le pacifisme. L'idée qu'il y eût une nation préméditant la guerre semblait inconcevable aux Anglais. L'idée que cette nation fût l'Allemagne leur semblait injuste et romanesque.

Cet état d'esprit est d'autant plus difficile à imaginer aujourd'hui que les documents prouvant les desseins de l'Allemagne ont tous été rendus publics et commentés. Entre 1910 et 1914, il était fort répandu. L'historien français, qui a étudié l'Angleterre avec le plus de profondeur et qui en parle à la fois avec le plus d'impartialité et de poésie, a très bien défini les dispositions du peuple anglais à cette époque. « N'enviant et ne haïssant personne, a écrit M. André Chevrillon, l'Angleterre ne soupçonnait pas la haine et l'envie allemandes. Elle n'imaginait pas qu'un peuple voisin, et qu'elle croyait connaître, d'apparence très pareille, pût concevoir, au xxe siècle, de remanier la carte politique du monde. La distribution du monde était chose faite : il ne restait plus pour chacun qu'à organiser son domaine pour le plus de justice, de bonheur et de lumière possible. » Voilà, analysés avec pénétration, les sentiments du peuple anglais. L'agression allemande le réveilla douloureusement. Innocent de la guerre, où il entrait avec innocence, il trouva dans sa notion de l'honneur, dans son sentiment du devoir, dans sa conscience puritaine des forces magnifiques. Le destin fit, des humanitaires et des pacifistes de la veille, les champions du droit, de la civilisation, de la liberté, les adversaires irréductibles de l'Allemagne coupable. Il infligeait aux spectateurs de ces événements historiques une terrible leçon de réalisme.

***

Si peu croyable que soit cette aventure, il était réservé aux hommes qui avaient été les témoins de la grande rêverie de 1910-1914, d'être les témoins d'une autre grande rêverie, celle de 1924 à 1934. N'ayant pas cru au péril germanique avant 1914, l'Angleterre n'a pas voulu croire à la permanence du germanisme après la guerre. Elle a craint, par l'effet anachronique des souvenirs napoléoniens, une hégémonie militaire française en Europe. Elle a eu le souci, par goût mal appliqué du sport, de relever l'adversaire vaincu. Elle a cru qu'en procurant des crédits à l'Allemagne, elle rouvrirait

les marchés fermés, ranimerait les échanges internationaux et ramènerait la prospérité. Bien plus. Elle a pensé de si bonne foi que des temps nouveaux étaient venus qu'elle a cru à la Société des nations. Sous l'influence désorganisatrice d'un Cabinet travailliste, elle a imprudemment, follement désarmé. Et ayant commis toutes ces erreurs, elle en a soudain découvert l'étendue et la portée.

Qu'est-il advenu de l'Allemagne ? Elle a réarmé ; elle a recréé, pour l'Europe de 1938, le péril qui existait entre 1910 et 1914 ; elle rouvre l'ère des conflits en posant le problème colonial ; elle menace le statut de l'Europe centrale, qui est essentiel à l'Europe nouvelle issue des traités, c'est-à-dire à la paix. En occupant militairement, et contre tout droit, la rive gauche du Rhin, elle a achevé de rompre avec toutes les conventions. La politique de M. Ramsay Mac Donald aboutit à la même faillite que la politique de M. Briand. La France et l'Angleterre ont fait une entreprise sans précédent dans l'histoire. Elles se sont employées à restaurer leur ennemi et à reconstituer le danger auquel elles avaient péniblement échappé avec toute l'Europe. Et c'est un fait qu'elles ont parfaitement réussi cette œuvre paradoxale et déraisonnable.

Un diplomate éminent disait avec humour, en parlant de la dangereuse duperie des Alliés depuis 1920 : « Après la guerre, les Anglais ont cru ingénument que les Allemands étaient devenus des Anglais. » Comme en 1910, l'opinion britannique aurait imaginé volontiers que les nations, s'accommodant de leur sort ici-bas, devaient désormais songer au meilleur aménagement possible de la vie internationale. C'était au fond ce qui faisait l'attachement sentimental des Anglais pour les conceptions genevoises. Pendant quinze ans, au contraire, les faits quotidiens ont montré l'exaspération croissante des nationalismes et l'inutilité des concessions. Le voyage de lord Halifax a fait pendant au voyage de lord Haldane. Il a été le témoignage de la bonne volonté britannique, mais il a montré quelles étaient les limites des conciliations. Peu à peu, la diplomatie est revenue à l'idée de l'équilibre des Puissances, qui est la meilleure garantie de la paix. La sagesse britannique a, selon la tradition, retenu les leçons de l'expérience. Un homme comme lord Tyrrel était

un historien averti. Un ambassadeur comme sir Eric Phipps a longtemps et impartialement observé la politique allemande à Berlin, avant de représenter avec tant d'autorité et tant de distinction la diplomatie de la Grande-Bretagne à Paris. Un haut fonctionnaire, comme sir Robert Vansittart a rassemblé à son tour tous les éléments d'une connaissance réelle de l'Europe qu'ont fournis les événements depuis la paix.

Les conséquences des illusions des Alliés ont été multiples et se sont fait sentir dans le monde entier. Le relèvement de l'Allemagne a eu pour effet les excès de la politique italienne, alors que la sécurité de l'Occident ordonnait l'entente Angleterre-Belgique-France-Italie. Les difficultés méditerranéennes, à leur tour, ont eu pour effet les désordres de l'Extrême-Orient. Les Soviets jugeaient l'occasion bonne en se servant de la Chine pour jeter le trouble dans les régions du Pacifique, et le Japon trouvait dans les affaires de la Chine une justification d'une entreprise qu'il préparait depuis longtemps. Aucune de ces agitations ne se serait produite s'il y avait eu une Angleterre puissamment armée, travaillant en accord étroit avec une France forte et ordonnée. Mais la politique socialiste, qui avait affaibli l'Angleterre au temps de M. Mac Donald et de M. Henderson, sévissait plus virulente encore en France. Et le monde manquant de son régulateur naturel, la paix manquant de ses défenseurs principaux, le malaise s'est répandu. Il a paru alors que tout se tenait, que le moindre fléchissement des forces existantes pouvait avoir des répercussions infinies, et que sans l'équilibre des forces le sort des empires était soudain en jeu.

Tel est le moment particulièrement difficile où sir Robert Vansittart est nommé par le Cabinet britannique à un haut poste où il sera à la fois un observateur, un conciliateur, un négociateur. La Grande-Bretagne ne peut pas tout. Mais elle peut encore beaucoup. Elle a réparé en grande partie, à coup de milliards et par un travail intense, le retard de ses armements ; elle a renforcé sa flotte ; elle a créé une aviation qui compte. Elle dispose de la richesse, qui est une grande force ici-bas. Elle a des rapports étroits avec ses dominions. Elle a encore beaucoup d'amis dans le monde. Elle a besoin de la France, et la traitera loyalement en associée, à condition que notre pays reste un appui souhaitable, et ne s'abandonne

pas aux aventures qui ravagent les forces nationales. Elle a pris conscience, de plus en plus clairement en ces dernières années, que le temps n'était plus où elle pouvait se désintéresser du sort de l'Europe et vivre dans l'isolement. La formule, selon laquelle la frontière de l'Angleterre est sur le Rhin, est devenue désormais d'un usage courant parce qu'elle répond à une vérité d'expérience.

Mais précisément parce que ses intérêts sont dispersés dans le monde entier, et sur tous les rivages de toutes les mers, la Grande-Bretagne n'est pas libre de s'occuper de tout à la fois. Elle est obligée d'être très prudente, de sérier les questions, et de ne jamais se laisser engager sur un point plus qu'elle ne veut, afin de ne pas risquer d'être menacée soudain sur d'autres. Cet empirisme réclame une attention constante, une connaissance approfondie des problèmes, une vision nette surtout de la liaison des problèmes entre eux. Tout l'effort de M. Neville Chamberlain et de M. Eden consiste à maintenir dans un univers troublé un certain ordre, et à éviter des conflits qui, même lorsqu'ils hantent des imaginations aventureuses, sont pour tout homme qui pense un risque effroyable où la civilisation pourrait sombrer.

C'est une œuvre de sagesse, une œuvre bienfaisante, à laquelle sir Robert Vansittart va collaborer avec ses chefs. Œuvre britannique d'abord, et c'est naturel. Œuvre humaine aussi. Ici on peut discerner les traits distinctifs de beaucoup d'interventions anglaises dans l'histoire. Aux heures difficiles, l'Angleterre est toujours la même : elle tend toutes ses énergies ; elle ne cache aucune difficulté, parce qu'elle a la volonté de toutes les surmonter ; elle paraît pessimiste parce qu'elle avoue tout ; elle est optimiste parce qu'elle espère triompher de tout. Et si elle a cette foi, c'est qu'elle défend une conception de l'univers moral, qui est inscrite profondément en elle ; c'est qu'elle croit à une loi supérieure, qui est sa religion ; c'est qu'elle distingue toujours entre le bien et le mal, et qu'elle veut le bien avec une ténacité infinie, soutenue par toutes les forces matérielles et toutes les énergies de l'esprit.

VERAX.

LES CARNETS DE LUDOVIC HALÉVY

IV [1]

1882-1883

QUE MA VIE EST AMUSANTE !

14 *mars* 1882. — Hier soir chez Hébert dans son atelier. Soirée charmante et singulière, presque dans l'obscurité. Cette immense pièce tout encombrée d'échafaudages, à peine éclairée par une demi-douzaine de lampes. Contre les murs des peintures gigantesques destinées au Panthéon. Une cinquantaine de personnes : Mme Hochon, Mlles Hollander, Geneviève, Mme Hébert, Mme Gounod, Mme Trélat, etc. Les hommes : Nieuwerkerke, Paul Baudry, Gérôme, Jules Lefebvre, Hector Leroux, Gounod, Salvayre, Perrin, etc... Gounod a chanté. C'est le plus grand chanteur de ce siècle. Il a dit un duo avec Jeanne Gounod qui a un peu du grand style et de la grande simplicité de son père. Une Viennoise, Mme Goldschmidt, toute jeune, voix délicieuse, a chanté du Schumann et du Goldschmidt. Ce Goldschmidt est son mari, il l'accompagne. Cette Viennoise chante comme en carton, toute droite, les yeux au ciel avec un air de ravissement. A fait grand effet. Salvayre, enfin, a joué et chanté. Ce petit concert sans programme ni préparation était merveilleux.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1937, 1er et 15 janvier 1938,

17 *mars.* — Dîner hier chez Mme d'Haussonville avec la duchesse d'Harcourt, Cherbuliez, Theuriet, Gustave Moreau, Widor, de Circourt, etc... Venus le soir le duc de Broglie, Pailleron, Mézières, Ganderax, du Lau, Vielcastel (1), etc.

De là chez les Goncourt. Délicieuse réception dans un délicieux hôtel. Ah ! si l'on pouvait, là, tranquillement prendre des notes ! Ce qu'il y a dans toutes ces cervelles. Ce tas de femmes aux épaules nues. Beaucoup de jolies femmes. En tête cette lady Deilhauser, une merveille ; je l'ai déjà vue chez les Alphonse de Rothschild.

Hier soir à l'Opéra. De là chez La Trémoille. Que ma vie est amusante et variée ! Que de choses j'emmagasine ! Il faut absolument que je fasse un roman où tout cela grouille pêle-mêle, douairières, duchesses, mères d'actrices, princes et financiers. A l'Opéra, sur la scène, on jouait *Mamoune.* Des coryphées, dans les coulisses, attendaient le moment de leur entrée. Une d'elles vient à moi :

— Ah ! monsieur Halévy, comme je suis contente de vous voir ! J'ai lu, hier, *Madame Cardinal.* Ah ! comme c'est vrai ! Je peux dire ça, moi, car, voyez-vous, votre Mme Cardinal, c'est tout à fait maman, oui, tout à fait.

Cela était dit avec une véritable effusion. Moi, sans rire, de répondre :

— Cela fait l'éloge de votre mère, c'est une bonne personne.

— Ah ! oui, bien bonne, bien bonne ; il n'y a pas meilleure que maman.

Et je vis que *Madame Cardinal* n'avait pas *amusé* cette petite. Elle l'avait touchée par son dévouement maternel, par son esprit de sacrifice.

29 *mars.* — Ce matin, Arthur Meyer, qui va reprendre *Paris-Journal,* est venu m'offrir vingt mille francs pour un roman. Je réponds par mon esclavage à la *Revue des Deux Mondes.* Je me tâte. Est-ce bien moi ?

M. de Tocqueville raconte qu'au lendemain de la mise en vente de *la Démocratie en Amérique,* son éditeur Gosselin lui dit :

— Il paraît que vous avez fait un chef-d'œuvre.

(1) Baron de Vielcastel, diplomate et écrivain ; élu à l'Académie en 1873.

Et voilà que Tocqueville, étourdi de sa prompte célébrité, écrit à son ami Stoffel : « Il y a une femme de la cour de Napoléon que l'Empereur s'imagina un jour de faire duchesse. Le soir, entrant dans un grand salon, et s'entendant annoncer par son nouveau titre, elle oublia qu'il s'agissait d'elle et se mit de côté pour laisser passer la dame dont on venait de prononcer le nom. Je t'assure qu'il m'arrive quelque chose d'analogue, je me demande si c'est bien de moi qu'on parle. »

J'en suis absolument là, quand je lis tous ces articles sur *l'Abbé Constantin*, et quand tous les gens que je rencontre me donnent du chef-d'œuvre par le nez.

13 *avril*. — Hier, soirée de présentation de Lambert, le frère de Lucie de Rothschild. Soirée amusante. Apparition d'un tas de jeunes filles inconnues. C'est le mois des jeunes filles. On leur accorde dans le grand monde, entre le jour de Pâques et le Grand Prix de Paris, une douzaine de bals. Les mères s'exécutent, en prennent leur parti, font leur métier, reprennent leurs filles aux gouvernantes et consentent à les accompagner elles-mêmes. Hier, cinq ou six de ces mères, très amusantes, se montraient pour la première fois avec ces grandes filles très compromettantes. Elles paraissaient un peu honteuses ; épreuve douloureuse que d'avoir à passer à l'état de mère déclarée, de mère avouée, de mère publique. « C'est fini, j'ai une grande fille à marier ; la voilà. Je ne pourrai plus danser moi-même, je vais faire tapisserie. »

Mgr Dupanloup, Dumas l'a beaucoup connu (1). Un jour, Dumas cite le titre de *Madame Bovary* :

— J'ai lu ce livre, dit Dupanloup.

— Vous l'avez lu ?

— Oui, c'est un livre admirable, et pour en sentir tout le mérite, il faut avoir comme moi confessé pendant vingt ans en province.

(1) Sur les relations qui existèrent entre Mgr Dupanloup et Alexandre Dumas, voir *Théâtre complet*, notes pour l'intelligence de *la Femme de Claude*, p. II. « Je raconterai peut-être un jour les conversations très curieuses que j'ai eues quelquefois sur l'art, la philosophie, le théâtre, avec Mgr Dupanloup, qui déplorait mon hérésie, mais qui m'aimait, à cause de ma sincérité, dont il ne doutait pas... C'est ce qui me portait à lui dire un jour : « S'il n'y avait que des évêques comme vous, Monseigneur, et des hérétiques comme moi, l'entente se ferait vite. »

28 *avril.* — Ce matin, première visite au Salon. Sinistre.

29 *avril.* — Deuxième visite au Salon. Charmante. Gambetta, Proust (1), Carolus Duran, Gervex, Gustave Dreyfus, Gouzien (2), Éphrussi, Reinach, Coquelin, Forain, de Ganay, etc. Des choses délicieuses décidément. Gambetta fort gai, énorme ; il enfle sans s'arrêter, car il n'engraisse pas, il enfle. Ça a l'air un peu vide dessous. Il n'aura bientôt plus besoin d'un ballon pour s'élever, il sera son propre ballon. Son accent rend tout charmant, tout à effet. Sans cet accent, il n'aurait pas été Gambetta, la destinée de la France serait autre ; meilleure ou pire, je ne sais.

LE DUC D'AUMALE A CHANTILLY

4 *mai* 1882. — Hier, dîné chez Alphonse de Rothschild. Grand dîner. Une quarantaine de personnes. Duc d'Aumale, duc et duchesse de la Trémoille, M. et Mme de Tredern, M. et Mme de Caraman, M. et Mme Gustave de Rothschild, M. et Mme de Beauvoir, M. et Mme de Saint-Gilles, comte et comtesse de Ganay, M. et Mme de Dreux-Brézé, du Lau, Hallez-Claparède, Robert de Fitz-James, Lambert de Sainte-Croix, etc... Le duc d'Aumale, j'avais dîné chez lui à Twickenham en 1867 (3) ; je l'avais vu dix minutes en 1871, et c'était tout. Il arrive, grand silence, révérence des femmes. Il fait le tour de la société, donne quelques poignées de main, puis arrive devant moi : « Monsieur Halévy ? » Il me tend la main et m'emmène tout de suite dans un coin du salon, me fait asseoir à côté de lui sur un canapé, me parlant d'autrefois, de ce dîner à Twickenham, d'Auguste Villemot. Nous sommes restés là un grand quart d'heure, seuls, jusqu'au dîner. Il admire par-dessus tout Balzac et Musset, met très haut Gavarni, enfin les gens de son temps.

(1) Antonin Proust (1832-1905), journaliste et homme politique ; ministre des Beaux-Arts dans le cabinet de Gambetta.

(2) Armand Gouzien, critique d'art, commissaire du gouvernement près les théâtres subventionnés.

(3) Ludovic Halévy relate les circonstances de ce dîner, notant les personnes présentes, les propos tenus, dans ses *Carnets* à la date du 22 juin 1867. Voir la première série des *Carnets*, *Revue* du 1er février 1934.

8 *mai*. — Ce matin, déjeuné chez le duc d'Aumale à Chantilly. Parti avec Coppée. Dans le même compartiment, O'Connor et Breteuil (1). A l'arrivée trouvé Renan, Dufeuille (2), Reyer, Édouard Hervé, Pougny (ancien préfet d'avant le 16 mai).

Temps délicieux. Chantilly merveilleux. Je n'étais pas venu ici depuis l'Empire et n'avais rien vu des travaux du duc d'Aumale. Ils sont immenses. Il a reconstruit tout l'ancien château. Caniveau, cour à gauche, vestibule, deux petits salons. Le duc arrive en veston, pantalon de cheval, éperons. Il refait son petit tour : à chacun sa phrase merveilleusement dosée ; à chacun ce qu'il faut, ni trop ni trop peu. Nous passons dans la salle à manger, immense ; on déjeune au bout à une petite table. Tapisseries merveilleuses qui rappellent les tapisseries de Bruxelles. Un tableau de Baudry, représentant la chasse de saint Hubert. Il y a mis le fils aîné du comte de Paris et le duc de Chartres. Je retrouve les salières, les plats de Twickenham. Un peu bourgeois, pas le genre d'aujourd'hui, pas de chic, même chez les domestiques. Tout admirablement tenu, sans fracas ni tapage. Des biscuits de Reims, cela ne se voit plus que là ; l'air d'autrefois, je le répète. Il y a là de vieux serviteurs qui gardent les vieilles manières. Après le déjeuner, promenade. Grande galerie. Des Decamps admirables. Je revois le *Duel de Pierrot* (3), le portrait de Philippe d'Orléans par Reynolds, en hussard rouge. Des Fromentin, deux admirables Philippe de Champaigne, des Meissonnier, des Prud'hon, des Boilly très curieux. Des Prud'hon merveilleux. Une mosaïque incomparable : combat d'un coq et d'un chien. Et quelle vue par la fenêtre ! Ces eaux, ces bois. Tout est admirable dans cette galerie que j'ai vue trop vite, voilà le malheur.

A partir de là, ce sont les salons de l'ancien château. Des boiseries incomparables, puis le salon des singes. « Peint par Watteau », dit Goncourt. Le duc d'Aumale ne le croit pas. C'est bizarre, mais charmant. Des singes acrobates, charlatans, musiciens, arlequins, grands seigneurs ; accrochés, par-

(1) Marquis de Breteuil.

(2) François-Eugène Dufeuille, rédacteur au *Journal des Débats*, conseiller des princes d'Orléans.

(3) Tableau de Gérôme, représentant un duel entre deux masques au sortir d'un bal, fameux en son temps.

lant, dansant, surtout gambadant. Partout des singes, de la fantaisie, de l'esprit.

Après, la salle des batailles, la salle de Condé. Là, le duc d'Aumale est merveilleux. Quel cicérone ! Quelle éloquence souple et familière ! Quelle âme française ! C'est un cours d'histoire si simple, si naturel, si élevé ! Un Français d'autrefois, et, en même temps, un Français d'aujourd'hui. Nous écoutions tous ravis. Dans une vitrine les armes de Condé, sabres, pistolets, et, troué de balles, un grand drapeau jaune et noir, un drapeau pris à Rocroi. Le cœur vous saute. Et le duc continue, vous expliquant les tableaux on ne sait de qui. Cela ressemble à des Van der Meulen. Le nom de Napoléon est amené dans la conversation. On parle de 1815, de Waterloo, de l'injustice de Napoléon à l'égard de Ney. Le livre de Charras, 1815 (1), est très loué par le duc d'Aumale. M. Thiers vient à Twickenham sous l'Empire. Le duc d'Aumale lui dit qu'il admire cet ouvrage qui vient de paraître.

— Eh bien ! répond M. Thiers, j'en suis bien fâché pour vous.

— C'est la vérité, cependant.

— C'est possible, mais si vous ou moi, monseigneur, écrivions un pareil livre, nous serions traités de Cosaques (*sic*).

Et le duc imite très bien la petite voix de polichinelle de M. Thiers.

Voilà tout Thiers, la peur de perdre la popularité. Et c'est ainsi qu'il a contribué à refaire le Second Empire. Après ce récit, je dis au duc d'Aumale :

— Vous devriez écrire ces choses-là, monseigneur, personne ne songerait à vous traiter de Cosaque.

— Aujourd'hui peut-être, me dit-il, mais autrefois, qui sait ?

De là nous passons dans la bibliothèque, la grande. Quelle merveille ! Tous ces chefs-d'œuvre, tous ces bijoux, toutes ces reliures ciselées ! La plus belle bibliothèque de France, la plus belle bibliothèque du monde. Avant d'y entrer, j'oubliais une petite pièce très simple, un petit cabinet de garçon avec une pipe en bois sur le bureau, un cabinet de travailleur. C'est le cabinet du prince. Cette bibliothèque, on voudrait

(1) Colonel Charras, *Histoire de la campagne de* 1815, *Waterloo.*

y vivre. Là, un buste étonnant du prince de Condé. Une terre cuite brunie et rougie merveilleusement par le temps. Un chef-d'œuvre de vie. Quelle journée passée là ! Être bibliothécaire du duc d'Aumale ! Avant de partir, visite à la chapelle inachevée. On y voit un autel de la Renaissance et des vitraux merveilleux. Tout cela vient de la chapelle du château d'Écouen. Cette chapelle sera un bijou. A deux heures et demie, nous remontons en voiture, il fallait partir. Renan délicieux au retour. Quel esprit large, facile, tolérant, respectueux de toute liberté ! Bien jolie, l'idée qu'il se fait du Paradis.

— Nous y serons seulement en buste.

10 *mai.* — Hier, dîner chez Geneviève (1), avec Caro, très simple, très agréable, très intéressant. Il y a dans Caro le vrai qui est charmant, et le faux rendu ridicule par des femmes ridicules.

11 *mai.* — Hier samedi, salut à Saint-Pierre du Gros Caillou. Mme de Mailly et Mlle de Ségur chantèrent. C'était leur jour ; le mercredi, c'est la comtesse de Tredern. Impression curieuse. On arrive. On se croit dans une grande rue de grande ville de province. C'est Dijon, c'est Angoulême. Petits bourgeois, petits employés. Tout d'un coup, une file d'équipages, comme à l'Opéra. Assistance moitié petite bourgeoisie, moitié grande aristocratie. Sermon. Pendant ce sermon, la foule arrive. Caro est là. Il me regarde, il a l'air de se dire : « Qu'est-ce qu'il fait là ? est-ce une concurrence ? vient-il me prendre une femme du monde ? » Fin du sermon. Grand mouvement. Tout le monde tourne le dos à l'autel. Il s'agit de voir Mme de Mailly qui est une merveille. La voici, en deuil. Elle chante. Voix admirable (2) ; et aussi Mlle de Ségur. C'est trop court, seulement trois morceaux, pas plus. Et on sort. Vraie sortie d'Opéra, curieuse dans un tel quartier. Des petits bourgeois aux fenêtres. Mais tout d'un coup, paraît un véritable flot d'ouvrières ; ce sont les cigarières de la manufacture du Gros-Caillou. Les voilà par centaines avec leur tête de faubouriennes.

(1) Geneviève Bizet, cousine de Ludovic Halévy.

(2) Mme de Mailly, de grande beauté et grand talent, épousa, quinze ans plus tard, le ténor de Reszké.

Elles s'arrêtent, regardent. J'écoute. Colère et ironie ; pas contre les maîtres, mais contre les domestiques ; pas contre les cochers, mais contre les valets de pied, ceux qui sont là, les bras croisés. Voilà des hommes feignants, propres à rien. « Et des beaux hommes », dit en soupirant une petite ouvrière.

21 *mai.* — Hier, dîner du 20, avec Émile Augier, Garnier, Arago, Bonnat, Philippe Rousseau, Jules Lefebvre, Ballu, etc... Augier charmant.

— Un seul critique, me dit-il, a eu de l'influence sur moi. Mérimée. Je ne consultais et n'écoutais que lui. Il ne cessait de me répéter : « Pas de mots, ayez l'horreur des mots. Effacez-moi ces mots-là ; ça ne dure pas, les mots. »

On a parlé de Labiche, et alors Augier :

— Labiche me disait : *Je vois gai ;* oui, il voit gai. Il n'a aucun talent, aucun ; rien que du génie.

23 *mai.* — Vendredi dernier, vu à la Commission, pour la première fois, Félix Pyat. Il était venu se plaindre de Clèves, le directeur de la Porte Saint-Martin.

— Je ne subirai pas le despotisme de M. Clèves, a-t-il dit, ma vie s'est passée à combattre d'autres Césars.

Il parle bien, s'anime, l'œil étincelle, la voix s'échauffe, le geste est ardent. On sent le tribun. Nous avons fait venir Clèves. Félix Pyat voulait ajouter dans *la Chiffonnière de Paris* un tas d'horreurs et de violences. Clèves résistait. Finalement, ils se sont mis d'accord, la pièce ne sera pas jouée.

UN MOT DE MORNY

26 *mai* 1882. — Hier, réception de Cherbuliez à l'Académie française. Excellent discours de Cherbuliez. Il remplace Dufaure. Merveilleuse riposte de Renan, et très réactionnaire.

Juillet. — Marché derrière les tambours. Un tambour devrait figurer dans les armes de la France. Retentissante et vide, voilà bien notre nation depuis un siècle. Une sorte de marche militaire à travers l'Europe : rataplan, rataplan, rataplan, rataplan, Napoléon. Mais on n'en pouvait plus. Trente années réparatrices sans lesquelles, à l'heure présente,

il n'y aurait plus de France ; nous avons repris haleine. La révolution nous reprend, et voici un nouveau Napoléon. En avant, rataplan, rataplan, en avant, marche ! Partout : Italie, Chine, Syrie, Mexique, Algérie. Et les révolutionnaires préparent peut-être la place à un troisième Napoléon. Et tout cela se fera au son des tambours. Rataplan, rataplan.

23 *juillet.* — Deux voyageurs se rencontrent en chemin de fer, un Français et un Suisse. Le Français prend le Suisse pour un Anglais et lui demande un renseignement en anglais. Le Suisse, lui aussi, savait l'anglais. Ils se mettent à causer en anglais. Tout d'un coup, le Français dit une phrase en français :

— Ah ! s'écrie l'autre voyageur, vous parlez suisse, parlons suisse.

M. Thiers disait :

— Le Sénat, élu de n'importe quelle manière, sera toujours plus conservateur que la Chambre. Prenez la Chambre actuelle (1872). Divisez-la au hasard, avec une ficelle, en deux parties égales. Dites à la moitié de droite : « Vous êtes le Sénat » ; à l'autre : « Restez la Chambre ». La moitié Sénat, tout de suite, sera conservatrice et réactionnaire (1).

Tournées électorales de Belmontet (2).

— Tenez, disait-il à un paysan, regardez ma main, elle a été consacrée par l'Empereur. Il m'a dit : « Allez, Belmontet, et toutes les poignées de mains que vous donnerez avec cette main pourront être considérées comme données par moi-même. »

On se précipitait sur la main de Belmontet.

6 *août.* — Longue promenade avec Feuillet qui va beaucoup mieux. Il m'a raconté ceci : il revenait de Compiègne ; ils étaient huit dans un compartiment, dont M. de Morny. Celui-ci s'enveloppe dans des couvertures et s'endort. On se met à parler du 2 décembre. On parlait très haut. Morny se réveille.

(1) Ludovic Halévy a ajouté en marge de son Carnet : « Raconté par Mignet. »
(2) Ardent bonapartiste, député de Castel-Sarrazin.

— De quoi parlez-vous ? demande-t-il, à moitié engourdi.

— Du 2 décembre.

— Ah ! je me suis bien amusé ce jour-là !

Et ramenant sur ses jambes sa couverture qui avait glissé, il se rendort.

15 *août.* — Je siège aujourd'hui au jury avec M. Cardinal. Sur quarante noms, le mien et celui d'un M. Cardinal, propriétaire à Vanves. De là bien des plaisanteries dans les journaux sur les jeux de la littérature et du hasard. Ce M. Cardinal, ce matin, a fait valoir une excuse légale : il a été du jury l'année dernière. Nos deux noms ne seront pas ensemble dans l'urne.

Ces bourgeois sont curieux à observer : sérieux, graves, ravis d'exercer une magistrature. L'air de braves gens ; ils ont tous mis des redingotes, moi aussi d'ailleurs. Les accusés d'aujourd'hui sont là, entre deux gendarmes : un faussaire et un jeune homme qui a voulu étrangler sa mère. Ils nous regardent ; nous sommes les ennemis, les bourgeois. Petit discours du président ; pas de grosses affaires, mais beaucoup d'affaires. Il ira aussi vite que possible ; les prisons regorgent.

17 *août.* — Ce jury est curieux à observer ; ils se plaignent de cet ennui, mais sont généralement contents. Ils suivent avec intérêt le tirage au sort et généralement ils désirent siéger. Je les regardais s'installer hier, les douze, sur leurs sièges. Ils sont heureux, se sentent quelque chose, prennent l'air magistrat. Légère différence dans la physionomie des jurés *avant* et *après.* J'en ai examiné un attentivement, hier. Son nom sort. Il en est. Il se redresse. L'impression change. C'était un bon bourgeois, il devient magistrat. N'oublions pas le plaisir d'être en évidence sur une estrade, d'être regardé, d'être appelé *Monsieur le juré* par le garçon de bureau.

Un accusé est acquitté. Il dit à son avocat :

— Je n'ai pas le sou, je ne peux pas vous payer. Mais je suis un brave homme ; le premier vol un peu propre que je commettrai, ce sera pour vous.

DES « CORBEAUX » AU « ROI S'AMUSE »

5 *octobre* 1882. — C'était sous l'Empire. On venait de saisir les *Fleurs du mal*. Baudelaire gémissait :

— A quoi bon travailler !

Quelqu'un lui dit :

— Pourquoi faites-vous des vers ?

— Pour pouvoir en lire, répondit-il.

Petit dialogue :

Le marchand : — A la rigueur, je vous laisserai ce homard pour quinze francs.

Le client : — Et moi aussi.

7 *octobre*. — Je suis allé hier soir, vendredi, voir, au Théâtre-Français, la deuxième des *Corbeaux* de Becque. Il y a bien, bien, bien du talent. Des parties traitées simplement et franchement. Mais quelle sinistre pièce ! Est-ce une pièce ? Le mot étude dramatique conviendrait mieux. C'est déchirant et lugubre. Ces quatre femmes en noir qui se promènent à partir du second acte, tout le long de la pièce, ruinées, voilées, folles, désespérées. On a le cœur serré, et cependant, bien, bien, bien du talent, je le répète. La fin du deuxième acte, la scène des quatre femmes est de premier ordre.

Barbey d'Aurevilly fait profession de catholicisme, mais ne pratique pas.

— Pourquoi ne communiez-vous pas ? lui dit un jour Baudelaire.

— Si je communiais, j'éclaterais...

Jenneval disait de Frédérick Lemaître : « C'est un artiste de valeur, mais il n'a pas osé affronter la province. »

Ce Jenneval était le Frédérick Lemaître de la banlieue et de la province.

16 *octobre*. — Labiche m'a raconté hier que, causant avec un curé d'une petite ville de province, il lui disait :

— Elle doit être bonne, votre cure. Il doit y avoir un gros casuel.

— Pas si gros que cela, répond le curé ; je n'ai jamais pu dépasser une moyenne de deux enterrements par jour.

23 *octobre.* — Rencontré Got. Il va jouer Triboulet, le 22 novembre. Ce sera la seconde représentation du *Roi s'amuse.* La première a été donnée le 22 novembre 1832. Cinquante ans d'entr'acte, c'est un peu long. Or voici ce que Got me racontait : il avait, pour camarades de pension et amis d'enfance, les deux fils de Victor Hugo, Charles et François, et, le soir de la première représentation du *Roi s'amuse*, il dînait chez Hugo, place Royale. Après le dîner, Hugo s'en alla au Théâtre-Français, à sa première. Got resta à jouer avec Charles et François. La seconde représentation de la pièce de « papa » devait être donnée cinquante ans après, jour pour jour, et le rôle de Triboulet joué par le camarade des deux fils qui sont morts.

Hier, à la matinée du Théâtre-Français, on jouait *le Marquis de Villemer.* Exécution parfaite, mais qui remplacera Delaunay qui décidément se retirera dans six mois ? Mlle Reichenberg délicieuse, tout à fait hors ligne aujourd'hui. Son succès du *Monde où l'on s'ennuie* lui a donné une assurance et une autorité extraordinaires. Que de choses charmantes dans cette pièce !

24 *octobre.* — Perrin, entre le second et le troisième acte, m'a emmené dans son cabinet et m'a montré le manuscrit original du *Roi s'amuse*, écrit en vingt jours, du 3 juin au 23 juin 1832. C'est un volume in-8, relié en maroquin blanc. Ce volume, après la mort de Victor Hugo, ira à la Bibliothèque nationale, avec tous ses manuscrits. Très peu de ratures, et on s'extasie là-devant ; c'est puéril. Il est évident que, si Victor Hugo écrivait ainsi ses vers au courant de la plume, c'est qu'il ne se mettait à les écrire que quand il les savait par cœur. Ce court délai de vingt jours est également discutable. Sa pièce était probablement toute arrangée dans sa tête quand Victor Hugo s'est mis à l'écrire. On ne s'assied pas devant son bureau en disant : « Je vais écrire un drame en cinq actes et en vers », sans savoir de quoi il va être question dans ce drame. La besogne était probablement déjà fort avancée le 3 juin.

Bien des variantes curieuses ; une entre autres, à la fin. Le cinquième acte ne finissait pas par le vers :

— J'ai tué mon enfant, j'ai tué mon enfant !

Des passants survenaient, trois passants qui, successivement, allaient à Triboulet, lui adressaient la parole, et Triboulet, fou, répétait à tous trois successivement son :

— J'ai tué mon enfant, j'ai tué mon enfant !

Il y a des dessins dans le manuscrit, des indications, et, à la fin, un dessin plus travaillé, d'une exécution plus serrée, représentant un bouffon assis par terre avec ce titre, en lettres romaines : *Le dernier bouffon assis sur le dernier roi.*

Il est terriblement aplati, le dernier roi, il a l'épaisseur d'une feuille de papier, car on ne le voit pas ; le bouffon est assis par terre.

23 *novembre.* — Hier, soirée historique à la Comédie-Française. Cinquantenaire du *Roi s'amuse* et seconde représentation, après un léger intervalle d'un demi-siècle.

Nous étions tous là, prêts à l'enthousiasme ; le délire était de commande. Le poète était là. Le maître, le père, l'unique, le seul, l'idole, le dieu. Hélas ! il a fallu bien en rabattre. Une salle comble, muette et morne a vu s'écrouler, entre huit heures et demie et minuit et demi, cet immortel chef-d'œuvre. Il y avait une stupeur véritable ; on n'en parlait pas, on se regardait, on se donnait des poignées de mains expressives comme à un enterrement. Et c'en était un, et de première classe. Les hugolatres ne peuvent nier l'effondrement.

AVEC MAUPASSANT

3 *décembre* 1882. — Gambetta est blessé à la main. A ce sujet, mille commérages ; c'est une femme abandonnée qui... Ses amis affirment qu'il s'est blessé en jouant avec un revolver. Il a la manie du tir et des armes à feu. Gambetta, en somme, est bien diminué. Il a été presque tout, tant qu'il n'a été rien, il n'est presque plus rien depuis qu'il a été tout.

Passé la soirée avec Maupassant ; après quoi, promenade

avec lui et René Billotte (1). Il nous a récité des vers obscurs très curieux, d'une grande allure, spirituels et brillants, mais obscurs.

Maupassant m'a raconté des souvenirs amusants de Monaco. Une conversation avec le commandant de l'artillerie de Monaco. Il commande à douze artilleurs. Il a six vieilles pièces d'artillerie rouillées. Maupassant lui dit :

— Vous vivez heureux ; ne quittez jamais Monaco.

L'autre fièrement :

— Un soldat doit s'attendre à tout. Il ne sait pas où son devoir peut l'appeler.

— Vos pièces sont-elles rayées ?

— Oh ! à peine.

Commencement d'un monologue de Villiers de l'Isle-Adam: « Un mort arrive dans le Paradis et commence ainsi : « Est-ce à Dieu ou à M. Boïeldieu que j'ai l'honneur de parler ? »

19 *décembre.* — Dîné hier, chez Pailleron, avec Paul Perret, Robert de Bonnières (Janus), Adrien Decourcelle, de Najac, Draner, Max (directeur de *l'Illustration*), Harpignies, Yriarte. Rien à noter. Bavardage sur le banquet offert, avant-hier, à la presse, par Victor Hugo à l'occasion de la *chute* du *Roi s'amuse.*

— J'aime beaucoup le théâtre, disait ces jours derniers M. Chevreul le chimiste (il a quatre-vingt-dix-huit ans).

— Et vous y allez souvent ?

— Souvent, mon Dieu ! non... Je n'y suis pas allé depuis Talma.

29 *décembre.* — J'avais souvenir que Dumas, quelque part, avait écrit quelque chose de très bien sur l'impossibilité, pour la femme de théâtre, de vivre du théâtre. Je cherche sans trouver. Je lui écris : « Où est-ce ? » Il me répond :

« Mon cher ami, je ne me rappelle pas plus que vous où j'ai écrit cela ; je ne me rappelle même pas très bien l'avoir écrit. Je le pense, mais je n'écris pas toujours ce que je pense.

(1) Artiste peintre (1846-1914). Connu surtout pour ses vues de Paris.

Il ne manquerait plus que ça. Ce que je peux penser et écrire, c'est que je suis tout à vous,

« Alexandre Dumas. »

1er *janvier* 1883. — Gambetta est mort. L'année commence par ce coup de tonnerre. Il est mort hier soir, 31 décembre, à minuit moins cinq. Il était décidément malade, malgré les dénégations de ses amis. Pourquoi ce mystère ? Gambetta était aimable, spirituel et bon. Personnellement il est à regretter, politiquement on ne sait que dire. Il n'était plus rien, ni conservateur ni révolutionnaire ; il était Gambetta.

3 *janvier*. — Vu M. Mignet ce matin. Étonnant de verdeur et d'intelligence avec ses quatre-vingt-six ou quatre-vingt-sept ans (1). Il a raconté des souvenirs de jeunesse. Parlant de Talma venu à Aix, en 1820, jouer quatre tragédies. Lui et Thiers étaient au parterre. Ils écrivent à Talma, vont le voir à l'hôtel. Il les reçoit très bien. Pas spirituel, pas brillant, mais parlant bien de son art.

Parle de Gambetta. Opinion de M. Mignet : « Il était utile au dedans, dangereux au dehors. » Jugement très vrai. M. Mignet croit que M. Thiers, s'il avait vécu, aurait contenu, modéré Gambetta, l'aurait rendu docile, souple, obéissant, comme ministre ou comme chef de sa majorité. Encore, Gambetta, très vite, se serait révolté, cabré. Il n'aurait jamais su se résigner à être *second*.

6 *janvier*. — Obsèques de Gambetta. Conduit Élie et Daniel voir le cortège du balcon de l'hôtel d'Alphonse de Rothschild, l'hôtel Talleyrand, au coin de la rue Saint-Florentin et de la rue de Rivoli. De là, vue admirable, toute la place de la Concorde. On voyait le cortège sur une étendue immense, sortant du pont de la Concorde, traversant la place, tournant devant nous et allant se perdre tout au bout de la rue de Rivoli. Très beau spectacle. Défilé de deux heures et quart. *Le Temps*, ce soir, dit cent mille personnes. Toute l'École polytechnique. Deux ou trois mille étudiants. Des chars remplis de couronnes. Des députations de la France

(1) Mignet était né en 1796.

entière. C'était cela le plus curieux, ce défilé de deux ou trois cents groupes de petits politiciens de province venus de tous les coins de la France, chacun avec leurs couronnes. *Les nouvelles couches sociales, la petite bourgeoisie*, les vrais maîtres de la France ; Gambetta, c'est leur dieu. Il a dit ce mot : « A vous la politique, à vous la France ! » Il leur a ouvert la terre promise.

Léon Say très intéressant sur Disraëli qu'il a beaucoup connu. Disraëli disait à Léon Say :

— Une assemblée est une bête féroce qu'il faut regarder entre les deux yeux ; sans cela, elle vous dévore. (*An assembly is a wild beast ; you must look at it between the two eyes, or it will devore you.*)

A. de Rothschild, sur Disraëli, a été éloquent. Celui-ci, d'origine juive, devient le chef de la vieille aristocratie anglaise. Tout le parti tory, si fier, si hautain, le haïssait, et cependant était obligé de le prendre pour chef. Il exerçait sur eux la domination du génie et il les menait durement, très durement.

ANECDOTES

27 *février* 1883. — Ce soir au Continental, banquet offert à Victor Hugo. Nous étions environ cent vingt-cinq. C'est nous qui l'invitions. J'étais placé entre Rochefort et Arnold Mortier. Rochefort très gai, très drôle. Dînaient là : Camille Doucet, About, Renan, Pailleron, John Lemoinne, Augier, Massenet, Claretie, Clemenceau, Lockroy, Vacquerie, Got, Mounet-Sully, Mme Adam, etc. Voici le discours textuel de Victor Hugo en réponse à un très joli discours d'About :

« Je suis ému.

« Je vous offre mon émotion.

« Vous êtes mes confrères, et dans ce mot, il y a frères.

« Je vous demande la permission de m'asseoir, ému et reconnaissant. »

Conversation curieuse avec Rochefort :

— Si l'Empire n'avait pas tourné à la liberté, si vous n'aviez pas pu faire *la Lanterne*, l'histoire de France aurait été changée, lui ai-je dit. Vous auriez été forcé de continuer

à faire des vaudevilles et des romans. Vous seriez resté homme de lettres. Cela eût mieux valu pour vous et pour nous. C'est vous qui avez poussé l'Empereur à des folies. Sans cela, il n'aurait peut-être pas fait la guerre. Nous aurions encore l'Alsace et la Lorraine. Nous serions encore la France que nous ne sommes plus.

Il a bien pris tout cela. Il est flatté en somme d'avoir fait tant de mal. Il paraissait en avoir le sentiment, non sans quelque orgueil. Fier d'avoir travaillé à mettre la France sens dessus-dessous. Fier d'avoir fait de l'histoire, et il en a fait.

2 *mars.* — Ce soir, dîner Bixio : Pailleron, Doucet, Legouvé, Labiche, Dumas, Claretie, John Lemoinne, Meissonnier, etc.

Dumas très gai, très amusant. Il nous a lu un pastiche étonnant de Victor Hugo : *Avant le Siècle*, par Albert Sorel.

Histoire racontée par Dumas. Méry fait annoncer dans les journaux de Marseille : « A vendre un lion, telle rue, tel numéro. » Quelqu'un se présente :

— Le lion à vendre, c'est ici ?

— Oui, monsieur.

— On peut le voir ?

— Parfaitement.

— Où est-ce ?

— C'est au troisième, à droite. Vous pouvez monter. Il n'y a que le lion, voici la clef.

17 *mars.* — Chez Mme de la Trémoille, le duc d'Aumale après le dîner nous raconte ceci : « Il était colonel du régiment en garnison, à Courbevoie. Odry (1) habitait Courbevoie et y avait une petite maison ; il était adjoint au maire. Odry dînait souvent avec le duc. Il l'amusait. Un jour, il fait demander par le duc audience au Roi. Louis-Philippe le reçoit. Odry parle au Roi des affaires de Courbevoie, puis on bavarde, on parle théâtre, et enfin Odry prend congé en ces termes :

— Je vous laisse, Sire, à vos *petites occupations.*

Ces *petites occupations* firent la joie des Tuileries. Le Roi ne disait plus que : « Je vais à mes petites occupations. »

(1) Célèbre acteur comique des Variétés, 1781-1853.

Le duc est très intéressant sur le prince de Condé (1), le chef de l'armée de Condé. Rentré en 1814, vieux, cassé, il s'amusait souvent à faire l'imbécile, le ramolli. Il tirait de cela des effets extraordinaires. Il n'avait pas vu Talleyrand depuis l'émigration. On lui présente, aux Tuileries, le prince de Bénévent :

— Bénévent, dit-il, avec l'air idiot, Bénévent : petite principauté, pas très grande.

Talleyrand s'incline.

— En Italie, pas loin de Rome, pas loin du Pape.

Talleyrand s'incline encore.

— Si vous le voyez, le Pape, dites-lui donc de ne rien faire pour un certain évêque d'Autun que j'ai connu avant la Révolution, c'était un coquin.

Et cette scène, pendant les Cent Jours. La cour s'enfuyait, à la nouvelle du retour de Napoléon. On était à Lille, le jeudi saint, gagnant la frontière, dans quel désarroi ! Condé était Grand-Maître de la Maison du Roi. Il vient, impassible, le jeudi matin, prendre les ordres pour la cérémonie de la Cène. Ce jour-là, avant 1789, le roi de France lavait les pieds des pauvres. Le prince de Condé ne croyait ni à Dieu ni à diable ; Louis XVIII de même. Stupeur du Roi à la pensée que, dans de telles circonstances...

— Qu'est-ce qu'il a ? disait Louis XVIII, qu'est-ce qu'il dit ?

— La Cène ? Le lavement des pieds ?

Il se sauve. Condé court après lui, demandant au Prince ses ordres pour la Cène.

On a parlé un peu politique. Le duc d'Aumale est très animé contre Grévy. Il y a de quoi. On lui a signifié son retrait d'emploi par une lettre à la troisième personne qui lui annonce qu'il garde un traitement de 7 600 francs.

Il prête à Grévy ce mot :

— Pourquoi se plaint-il ? Il garde son traitement.

VISITE A SARAH BERNHARDT

1er *avril* 1883. — Ce matin, à dix heures, apparition de Derembourg.

— Venez-vous encore me demander un livre ?

(1) Grand-père du duc d'Enghien, 1736-1818.

— Non, je viens vous demander *Froufrou.*

— *Froufrou* ?

— De la part de Sarah Bernhardt qui prend la Porte-Saint-Martin avec moi pour commanditaire. Si vous pouvez aller la voir ce soir à six heures, elle vous attendra.

A six heures, j'arrive, j'entre dans cet immense hall, serre, salon. Le temps était sombre, le jour baissait. Demi-obscurité. J'entrevois au-dessus du paravent, devant la cheminée, les deux têtes de Sarah et de Richepin. Sarah dans un costume de théâtre. Long peignoir et manteau avec traîne de velours bleu. Bras nus, sa tignasse blonde frisottée et ébouriffée en boule autour de sa tête. Charmante ainsi. Richepin s'en va. Il doit revenir dîner à sept heures. C'est lui qui a été le prétexte de la rupture Sarah-Damala (1).

— Qu'il entre, dit Sarah.

— Non, dit Damala, je ne tiens pas à le recevoir.

— Faites entrer, répète Sarah.

Le domestique fait un pas pour sortir.

— Je vous défends, dit Damala, de faire entrer M. Richepin.

— Qui est le maître ici ?

Le domestique impassible répond :

— C'est madame.

Et il introduit Richepin.

Seul avec Sarah. Conversation. A tout moment, elle disparaît. Plongeant dans des amas de coussins brochés et brodés où elle se glisse comme une anguille, paraît et disparaît. Elle n'est pas grosse. On entend sa voix qui sort de là-dessous. Elle se promène, va, vient, s'assied sur mes genoux, se relève, se couche à plat ventre sur un divan... Nous sommes vite d'accord pour *Froufrou.* Elle aurait évidemment préféré *la Dame aux camélias*, mais elle ne me dit pas cela. Perrin l'a devancée et a pris la pièce pour le Théâtre-Français. Elle me dit :

— Échangeons des petites lettres.

Je m'assieds devant un petit bureau. Je sens sous moi quelque chose : un carton, des papiers.

— Qu'est-ce que cela ?

— Mes mémoires, me dit-elle.

(1) Jacques Damala (1840-1889) interpréta plusieurs rôles aux côtés de Sarah Bernhardt, qu'il avait épousée.

Et elle me les montre. De grandes feuilles couvertes d'une écriture peu lisible au crayon.

— On me recopie cela, dit-elle. Un petit prince géorgien très gentil, qui me sert de secrétaire, par amour... Mais écrivez, écrivez.

Je cherche une plume. Sur la table, je trouve des pinceaux, des ébauchoirs, mais de plume, point. Elle rit.

— Elle vous crève les yeux, la plume, me dit-elle.

— Où cela ?

— Là.

Je ne vois rien. A la fin, je découvre qu'elle me montre un immense panache haut d'un mètre cinquante, une plume d'autruche au bout de laquelle est plantée une plume de fer. C'est cela, sa plume.

— Et l'encrier ?

— Il est là.

— Où ?

— A votre droite.

C'est un immense cornet de bronze japonais qu'elle a rempli d'encre. Il a un mètre de haut. Il faut se lever pour tremper cette plume colossale dans cet encrier gigantesque. Et puis, j'écris, elle me répond. Elle doit jouer *Froufrou* à la Porte Saint-Martin du 1er au 25 octobre pour inaugurer sa direction. Dans six mois. Il peut se passer bien des choses d'ici à six mois.

Ce soir, dimanche 1er avril, dîner politique chez Mme de R..., avec le duc d'Aumale, Buffet (1), Batbie (2), Andral (3), Mérode (4), général du Barail (5), Dufeuille, Lambert de Sainte-Croix (6), Anisson-Duperron (7). Nous étions douze.

(1) Louis Buffet, 1818-1898 ; ministre des Finances dans le cabinet Émile Ollivier ; député à l'Assemblée nationale (1871) dont il fut nommé président en 1872 ; ministre de l'Intérieur en 1875-1876.

(2) Batbie, jurisconsulte, 1828-1887.

(3) Andral (Charles-Guillaume-Paul), préfet de la Gironde en 1871 ; vice-président du Conseil d'État ; donna sa démission après la retraite de Mac Mahon.

(4) Charles-Werner de Mérode, député sous Louis-Philippe, le Second Empire et à l'Assemblée nationale ; sénateur de 1876 à 1885.

(5) Ministre de la Guerre en 1873-1874.

(6) Lambert de Sainte-Croix, 1827-1889 ; député à l'Assemblée nationale, où il siégeait au centre droit, puis sénateur.

(7) Roger-Léon Anisson-Duperron, d'une famille de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques ; élu député à l'Assemblée nationale en 1871, puis à la Chambre des députés.

Le duc d'Aumale charmant. Que de choses il sait ! Comme il raconte bien, avec une sorte d'entrain militaire. Il a parlé de tout, de Condé, de Richelieu, de Talma, de Rachel, de Musset, et de tout très bien, et le soir, longue conversation avec Buffet.

5 *avril.* — Hier, visite à Mme Delessert dans sa maison de Passy. Charmante jeune vieille de soixante-seize ans. Elle a été délicieuse, cela se voit encore. Grande amie de Mérimée, elle a, paraît-il, un monceau de lettres de lui (1). Un air XVIIIe siècle avec sa robe noire, son petit tablier de mousseline blanche. Sa fille, Mme de Nadaillac, lui a fait jouer un petit air de mandoline. Elle était à peindre ainsi ; on pouvait se croire en 1783 et non en 1883. La maison a tout l'air d'autrefois. Ce qui manque à presque toutes les maisons d'aujourd'hui : souvenirs et portraits de famille relégués chez les enfants ou au grenier ; on les trouve démodés. Là, de vieux tableaux, pas fameux, mais qui sentaient le passé, de vieux livres, de vieux bibelots. Mme Delessert cause à merveille. Voix charmante. Peu de jeunes femmes d'aujourd'hui seraient telles à un pareil âge.

28 *avril.* — Hier, dîner chez Mme de Tourbey (2), avec Renan et Rochefort. Rochefort a raconté sa vie là-bas à Nouméa, son évasion. Il s'est assez cruellement moqué de Victor Hugo, de Meurice et de Vacquerie. Il a parlé de M. Thiers comme d'un petit tigre altéré de sang. Il prétend que Mme Thiers voulait sa mort à lui, Rochefort. Il a vilipendé Gambetta : sot, vantard, hâbleur, ignorant. Il l'a traité de petit-fils de plâtrier. Cela était dit avec un mépris évident. Renan écoutait, souriant, amusé, dodelinant de la tête.

La conversation s'est égarée sur Dieu. Rochefort ne l'a pas mieux traité que Gambetta. Renan a pris timidement la défense de quelque chose de vague et d'indéfinissable qui serait Dieu sans être Dieu. Puis il a tourné la chose en plaisanterie.

(1) Les lettres de Mérimée à la famille Delessert ont été publiées en 1931 par Maurice Parturier.

(2) Devenue plus tard Mme de Loynes : dans son salon se rencontraient les célébrités littéraires et politiques.

— J'ai quelque chance, a-t-il dit, d'entrer au paradis. Il y a là un saint qui intercédera pour moi. J'ai fait sur lui un article excellent dans les *Débats*. C'était un être délicieux, saint François d'Assise.

— Moi, dit Rochefort, je ne pourrai invoquer que saint François cour d'assises.

Voilà tout l'homme, ce vaudevilliste, ce rédacteur du *Tintamarre* égaré dans la politique et qui a eu une si grande et si désastreuse influence sur notre histoire.

1er *mai.* — Manet est mort hier. Il avait cinquante ans. Daumier disait de lui :

— Manet me dégoûte de la peinture compliquée de l'École sans me faire aimer sa peinture à lui.

Manet avait de l'esprit. C'était un grand ami de Gambetta et de Proust. Au moment où Gambetta paraissait devoir prochainement triompher, un de ses amis lui dit :

— Gambetta va être Président de la République et tu seras son peintre officiel.

— Dès qu'il sera à l'Élysée, répondit Manet, il fera faire son portrait par Bonnat.

Ponson du Terrail demandait la croix avec fureur. Lambert Thiboust (1), un 15 août, lui dit :

— Eh bien ! ce n'est pas encore pour cette fois.

— Non, répond fièrement Ponson, mais j'ai été rayé de la main même de l'Empereur.

M. Mignet très causeur avant-hier matin. Il m'a raconté plusieurs choses amusantes sur Louis XVIII et Charles X.

Louis XVIII allait rentrer en France, un Anglais va le féliciter :

— Voilà, dit-il au Roi, la monarchie légitime rétablie définitivement en France.

— C'est selon, répond Louis XVIII.

— Comment, c'est selon ?

— Oui, selon que je survivrai à mon frère ou qu'il me survivra.

(1) Auteur dramatique, 1827-1867.

Louis XVIII, impotent, disait :

— Vous vous plaigniez d'un roi sans jambes, vous verrez ce que c'est qu'un roi sans tête.

Son frère, c'était Charles X. Si Charles X était mort avant Louis XVIII, le duc d'Angoulême lui aurait succédé. C'était un homme ordinaire, mais sage, tranquille. 1830 aurait peut-être été évité.

M. Mignet est resté libéral. Il me parle avec horreur des billets de confession.

M. de Pongerville avait traduit *Lucrèce* en vers. On croyait que la mise en vente du livre ne serait pas autorisée. M. de Pongerville fait un coup d'audace : il dédie sa traduction au Roi, lui demande une audience qui est accordée. Il remet le premier exemplaire à Louis XVIII qui était un très bon latiniste et lui dit :

— Je sais que Votre Majesté goûte le poète.

— Le poète, oui.

— Et qu'elle n'est pas indifférente au philosophe.

— Le philosophe, chut ! n'en parlez pas, si le Roi nous entendait !

Juillet. — A la Librairie Nouvelle, l'autre jour, deux jeunes femmes très élégantes, très jolies, fourragent, cherchent des livres. Une d'elles trouve les *Contes de la Bécasse* de Maupassant.

— Prends cela, dit-elle.

— Oh ! non, mon mari ne veut pas chez lui des livres de Maupassant.

— Alors, tu ne les lis pas ?

— Oh ! si, chez maman ; elle les achète tous.

5 *juillet.* — Hier, passé l'après-midi chez Sardou qui est en train de refaire de fond en comble sa délicieuse vieille maison. Pourvu qu'il ne la gâte pas ! Il m'a promené dans son grenier au milieu de ses dix-huit mille volumes. Il a des merveilles. Il a acheté les livres illustrés du XVIIIe siècle, il y a vingt ans ; on payait alors cinquante francs ce qui en vaut mille aujourd'hui.

Dîner chez Octave Feuillet, malade, découragé, attristé.

Ce matin à onze heures, Meilhac et moi, à la fenêtre d'un

cabinet de Durand, place de la Madeleine, nous attendions Sarah Bernhardt.

Elle m'avait téléphoné de Lyon hier soir à huit heures (elle allait jouer *Fedora*) :*Demain à onze heures chez Durand.* Elle n'avait pu quitter Lyon que par le rapide de nuit qui passe à une heure du matin. A midi et demi, Meilhac et moi, toujours à notre fenêtre et mourant de faim, nous attendions. Enfin un landau paraît, descendant rapidement le boulevard Malesherbes. Je vois Busnach (1), puis Sarah. Elle arrive charmante, jeune, fraîche. Comme nous trois, elle aussi mourait de faim. Busnach s'en va. Il arrange *Pot-Bouille* de Zola pour l'Ambigu, l'autre théâtre de Sarah. Elle a deux théâtres à Paris et sa troupe ambulante pour se promener avec *Fedora* en province et à l'étranger. Elle part ce soir à sept heures pour Londres et joue demain *Fedora*. Elle va le jouer onze fois en huit jours, matin et soir, sans presque s'arrêter. Donc nous déjeunons. Il fait une chaleur écrasante. Elle s'installe et demande une couverture très chaude. On lui apporte une fourrure. « Elle a toujours, dit-elle, froid aux jambes jusqu'aux genoux. »

— Que voulez-vous manger ?

— Donnez la carte. Ah ! des pieds de mouton, du hachis. C'est à merveille. J'ai horreur de mâcher, si je pouvais trouver quelqu'un pour mâcher à ma place, je serais très heureuse.

Au déjeuner, elle parle, elle parle, elle parle... de *Froufrou*, de ses deux théâtres, de Richepin (sa passion du jour), de Damala, de son fils, de Derembourg, de sa sœur Jeanne, de ses démêlés avec sa troupe ambulante, de Pierson (2). Amusante à regarder et à entendre. Ses cheveux blonds moutonnés, ses yeux bleus, sa petite casaque de velours bleu, de grands gants de Suède montant jusqu'aux coudes qu'elle ne quitte jamais (elle a déjeuné avec), un corsage et un devant de vieille guipure, une jupe de foulard, petits souliers et bas de soie gris. Elle se déclare la plus heureuse des femmes. Elle adore son amant.

— J'en suis toujours, dit-elle, à mon premier amour. Les autres, ceux d'avant, n'existent plus. Je sais vivre en haut

(1) William Busnach, auteur dramatique, 1832-1907.
(2) Blanche Pierson, 1842-1919, qui fut sociétaire de la Comédie-Française.

dans le ciel. Je n'ai jamais aimé comme j'aime. Je perds pied, je quitte la terre et les ennuis de la terre, mes dettes, mes procès. Ah ! comme tout cela m'est égal, tout s'arrange, et puis j'ai Maurice, ah ! mon cher Maurice (1). J'adore mon fils, j'adore mon amant ; il est fou de moi, il veut m'étrangler tous les jours ; c'est délicieux.

Et la voilà prise d'un attendrissement. Elle parlait de Richepin tout à l'heure avec transport, maintenant c'est de son fils. Elle l'adore et lui aussi l'adore.

— Et il tire l'épée, je ne lui ai appris que ça. Quand on a une mère comme moi, c'est indispensable. Le premier qui m'insulte, il le tue, et net. Ah ! cher Maurice !

Puis après l'amante, après la mère, c'est la directrice.

— Ah ! ces cabotins, quelle race !

Et elle nous raconte ses querelles avec ses acteurs. Après le tapage de Montpellier, elle a voulu, là-bas, jouer la pantomime de Richepin. Elle a été sifflée, huée. Elle rit de tout cela. Elle a payé cent cinquante-sept mille francs de dettes depuis deux mois.

Et Damala ? Elle ne sait plus où il est. Elle est en train de faire casser son mariage. A une heure et demie, elle monte chez Meilhac pour voir une maquette du quatrième acte de *Froufrou*, puis elle remonte dans son landau et en route pour l'avenue de Villiers, en route pour l'Angleterre, en route pour tous les pays du monde.

Août. — Puissance du *Figaro*. Albert Wolff envoie son chien prendre un bain de barèges dans un établissement spécial. Le domestique revient une heure après et dit à Wolff :

— Il y avait vingt-deux chiens qui attendaient, mais on a fait passer le chien de monsieur le premier quand on a su que c'était le chien de monsieur.

LUDOVIC HALÉVY.

(1) Maurice Bernhardt, son fils.

BONAPARTE ET FERSEN

Par une singulière aventure, ces deux hommes, si dissemblables et peu faits pour se comprendre, se sont rencontrés une fois dans leur vie, le 28 novembre 1797. L'un jeune et rayonnant de gloire, l'autre héros malheureux et romanesque, meurtri, mais auréolé par l'amour ; l'un, au lendemain du 18 fructidor, apparaissant comme la Révolution bottée, destructrice et conquérante à la fois ; l'autre, chevalier mélancolique, mais obstiné, de la contre-révolution ; l'un soldat impérieux, dominateur, rapide comme l'ouragan, calculateur et froid au milieu de ses rêves d'action ; l'autre, courtisan paré de toutes les grâces de Versailles, fixant les regards de toutes les femmes par sa beauté grave. Ces deux hommes n'appartenaient ni à la même race, ni à la même génération, ni au même milieu. Il faut donc expliquer comment leurs destinées si différentes en vinrent à se croiser un jour, car les circonstances qui les réunirent sont étroitement liées à la trame de l'histoire.

BONAPARTE EN SUISSE

Après avoir signé le traité de Campo-Formio, le général Bonaparte quitta Milan le 17 novembre 1797, à neuf heures du matin. Il était accompagné de trois aides de camp, Marmont, Duroc et La Valette, de Bourrienne, son secrétaire, et d'Yvan, son médecin. Berthier et Junot devaient le rejoindre à Rastadt, dans le pays de Bade, où il se rendait. Murat le précédait de quatre jours. Le Directoire l'avait nommé président de la délégation française au Congrès où devaient se régler les affaires allemandes. Pour se rendre à Rastadt,

Bonaparte dut traverser la Suisse, qu'il gagna par Turin et Chambéry, s'arrêta deux journées à Genève, passa par Lausanne, Berne et Soleure, et sortit par Bâle du territoire helvétique.

Dans le cours de sa carrière il ne devait plus traverser la Suisse, sauf en mai 1800, où il passa encore par Genève et Lausanne pour se rendre en Italie par le Grand-Saint-Bernard. La semaine qu'il vécut en novembre 1797 dans les cantons a été minutieusement étudiée par les historiens suisses, qui n'ont omis aucun dîner, discours, hôtel ou bouquet.

Suivant sa propre expression, Bonaparte voyagea « en casse-cou », brûlant les étapes, marchant la nuit, s'arrêtant à peine pour manger ; partout interrogeant, observant, agissant ; partout parlant en maître. Les femmes, écrit La Valette, « passaient la nuit sur les routes pour apercevoir le vainqueur d'Italie », qui n'était vêtu que d'un uniforme très simple ou même d'un habit civil. Il était pâle, maigre, et toussait beaucoup.

A Genève, où Carnot s'était réfugié après le 18 fructidor, il fit arrêter un Genevois, Bontemps, soupçonné d'avoir aidé à son évasion. Mais, en même temps, jouant double jeu vis-à-vis du Directoire, il avertissait Carnot de s'éloigner promptement. Devant le syndic, il promit de respecter l'indépendance de Genève, dont il savait fort bien que l'annexion était proche. Il refusa de voir M. Necker à Coppet, vanta Jean-Jacques Rousseau, mais n'alla pas visiter Ferney, car « il avait des griefs contre Voltaire ».

En passant à Morat, il examina le champ de bataille où les Suisses vainquirent les Bourguignons et se contenta de dire : « Il fallait que Charles le Téméraire fût un grand fou. » A Berne, ville aristocratique, on lui témoigna moins d'enthousiasme que de curiosité. A Bâle, au contraire, toute la population se pressait pour le voir passer dans un magnifique cortège. Il déjeuna aux *Trois Rois* et fut harangué en français par le bourgmestre.

Le lendemain 24 novembre, il était à Huningue. En passant par Offenbach, il s'arrêta devant le quartier général d'Augereau, qui venait d'être nommé, à la place de Moreau, au commandement de l'armée du Rhin. Augereau, depuis qu'il avait présidé au 18 fructidor, se croyait l'égal de son ancien

chef, qu'il détestait en secret. Il fit répondre qu'il ne pouvait le recevoir, étant à sa toilette, et envoya, le lendemain, un aide de camp pour l'excuser.

Le 25 novembre, à dix heures du soir, le général Bonaparte fit son entrée à Rastadt, dans une berline à huit chevaux entourée d'un détachement de hussards autrichiens. La petite ville badoise était illuminée comme pour une fête. On lui avait réservé au château les appartements préparés en 1713 pour le maréchal de Villars, quand il vint négocier la paix avec le prince Eugène de Savoie. Il croyait que les plénipotentiaires autrichiens, convoqués pour le 1er novembre, « l'attendaient avec impatience », et il avait chargé Murat de les prévenir de son arrivée. Mais il ne trouva que les deux plénipotentiaires français, Bonnier et Treilhard. C'étaient les Autrichiens qui s'étaient arrangés pour le faire attendre, parce que, d'après l'étiquette, le dernier arrivé recevait les premières visites.

Furieux contre ces gens de cour, qu'il affectait de mépriser alors, mais qu'il devait tant rechercher plus tard, il écrivit, le lendemain, au Directoire :

« J'ai, comme vous voyez, voyagé en casse-cou et je n'ai pas été peu étonné de voir que ces ganaches de plénipotentiaires de l'Empereur n'étaient pas encore arrivés, hormis le général Merveldt.

« Le général Berthier m'a remis le traité de paix, qui, cette fois-ci, contentera MM. les plénipotentiaires de l'Empereur parce qu'il est bien beau et bien doré sur tranche.

« Il paraît que ce n'est pas sans quelque fondement que l'on a dit dans le parlement d'Angleterre que l'Empereur devient jacobin : il a supprimé tout le cérémonial pour le Congrès de Rastadt.

« J'espère que M. de Cobenzl arrivera bientôt : il me tarde fort de pouvoir échanger promptement les ratifications.

« Le général Joubert et le général Andreossy doivent être arrivés à Paris avec le drapeau de l'armée d'Italie. Les drapeaux des différentes grandes armées sont les véritables oriflammes de la République ; leur aspect fera trembler les ennemis extérieurs comme les ennemis intérieurs.

BONAPARTE.

Mais, si les plénipotentiaires autrichiens se faisaient attendre, les princes allemands, grands et petits, qui voyaient dans le Congrès une excellente occasion de régler leurs affaires particulières, s'étaient empressés d'y envoyer leurs délégués, décorés et empanachés. Le roi de Danemark, Frédéric VII, en qualité de duc de Holstein-Glücksbourg, avait délégué un représentant, et le roi de Suède, Gustave IV, en tant que duc de Poméranie et garant de la paix de Westphalie, se flattait de faire admettre au Congrès son maréchal de la Cour, le comte de Fersen, avec le titre d'ambassadeur.

DE VARENNES A RASTADT

Qu'était devenu Axel de Fersen, « le beau Suédois », depuis qu'arrivé plein d'angoisse à Mons, le 22 juin 1791, il apprit, le lendemain, par Bouillé, l'arrestation de Louis XVI et de Marie-Antoinette ? Désespéré, mais gardant tout son courage, il s'établit à Bruxelles et résolut de servir ses amis, tant qu'il aurait quelque espoir de les sauver. En correspondance secrète avec la Reine, il méditait de nouveaux plans de fuite et s'efforçait de réunir un Congrès des Puissances. La maison de sa maîtresse Mme Sullivan, qui vivait avec un Anglais, Crawford, tous deux partageant ses sentiments royalistes, était le centre de son activité. On sait maintenant qu'il réussit à se rendre à Paris en février 1792. Mme Sullivan s'y trouvait alors. Il passa plusieurs jours caché chez elle, se glissa de nuit aux Tuileries, et y vit pour la dernière fois le Roi et la Reine.

Puis les terribles nouvelles se précipitèrent : le 20 juin, le 10 août, Valmy. Du Temple, quelques cris de détresse de Marie-Antoinette lui parvinrent encore. Il était « partagé entre la douleur et la rage ». Après la mort du Roi, l'invasion de la Belgique : il s'enfuit à Francfort. Enfin, le 16 octobre 1793, le frappa comme la foudre la nouvelle de la mort de la Reine, accompagnée d'affreux détails. Il écrit dans son journal intime : « Je n'eus pas la force de rien sentir. » Il ne se reprit à vivre que dans l'espoir de la vengeance contre « l'exécrable et lâche nation..., nation de cannibales..., opprobre du genre humain..., pourrie, sans mœurs, sans énergie, faite pour l'esclavage ».

Mais il venait d'être frappé dans ses ambitions, qui

semblent avoir été grandes, comme dans son cœur. Gustave III, son ami et son protecteur, qui conduisait la croisade contre la Révolution, avait été assassiné. Son frère, le duc de Sudermanie, devenu régent, changea de politique. Il conclut avec le Comité de Salut public, par l'entremise du baron de Staël, ambassadeur de Suède à Paris, qui subissait l'influence de sa femme, un traité d'alliance et de subsides qui mettait la Suède dans la dépendance de la France. Staël et Fersen étaient d'anciens rivaux devenus ennemis. Fersen revint en Suède, « parmi ses pins et ses rochers » qu'il regrettait alors d'avoir quittés.

Désemparé, il songeait à épouser Eléonore Sullivan (1); mais son cœur était plein du souvenir de la Reine, souvenir si tendre et si tragique. Il écrivait : « Eléonore ne la remplacera pas dans mon cœur. Quelle douceur, quelle tendresse, quelle bonté, quels soins, quel cœur aimant et sensible et délicat! L'autre n'a pas tout cela... » Chaque fois qu'une nouvelle année ramenait les dates fatales : le 6 octobre, le 20 juin, le 21 janvier, le 14 octobre, il sentait un poids retomber sur lui. Chaque fois qu'il se montrait dans le monde, il était entouré d'admiratrices qu'il dédaignait. Il distingua cependant une ambassadrice d'Espagne, une duchesse russe, une ambassadrice de Russie et une princesse allemande. Mais il écrivait : « Ah ! je sens bien tous les jours combien j'ai perdu en *Elle* et combien elle était parfaite en tout. Jamais il n'y a eu et il n'y aura de femmes comme *Elle*. »

Le 27 juin 1795, il écrit :

« La poste arriva et m'apporta la fatale nouvelle de la mort du jeune roi Louis XVII. Cet événement me fit une peine sensible. C'était le dernier et seul intérêt qui me restait en France. A présent, je n'y en ai plus et tout ce à quoi je tenais n'existe plus, car je tiens peu à Madame. »

Et, le 7 juillet : « Il y a aussi le procès-verbal de l'ouverture du corps de ce malheureux enfant. Ce qu'on y dit de la matière scrophuleuse est plausible pour le public, mais ne peut exister pour lui. Son enterrement n'était rien (2). »

(1) Elle devait plus tard épouser Crawford.

(2) Ceci semble indiquer que Fersen ne croyait pas que l'enfant mort au Temple et dont il passait pour le père, fût le Dauphin. Fersen paraît croire ailleurs que l'enfant mort au Temple fut empoisonné.

Au commencement de 1796, Fersen se rendit à Vienne pour voir l'Empereur et « la petite Madame » qui venait d'être échangée contre les conventionnels livrés par Dumouriez. Madame, qui ne l'avait pas revu depuis Varenne, rougit quand elle l'aperçut. Il ne put retenir ses larmes et sentit ses genoux se dérober sous lui : « Elle avait la noblesse, les grâces et les manières de sa mère. » Il la vit en public, mais on ne lui permit pas d'entretien particulier.

Si l'on s'est ainsi étendu sur les preuves si intéressantes de la fidélité de Fersen envers la famille royale, c'est pour montrer qu'elle dominait tous ses sentiments, en particulier ses sentiments politiques. Le jeune roi de Suède, Gustave IV, devenu majeur depuis le 1er novembre 1796, commit donc une grande faute en désignant, pour le représenter à Rastadt, un homme qui ne pouvait être que suspect à Bonaparte comme au Directoire. Mais Gustave IV, sous l'influence secrète de Fersen et de sa famille, revenait à la politique de son père. Par haine de la France révolutionnaire, il rappela de Paris M. de Staël, signataire du traité d'alliance. Le Directoire, justement blessé, refusa le successeur proposé, un certain Rehausen, russophile avéré, rappela son agent Perrochel, et une rupture diplomatique s'ensuivit en fait.

Épris de la grandeur passée de son pays, Gustave IV voulait reprendre les traditions glorieuses de Gustave-Adolphe et, après avoir rejeté la tutelle française, faire en Europe une rentrée sensationnelle. Fersen, familier des cours étrangères, lui parut, bien à tort, l'homme indiqué. Il le nomma grand maître de sa maison, maréchal du royaume et chancelier de l'Université d'Upsal. L'ayant ainsi couvert d'honneurs, il l'envoya au Congrès de Rastadt avec le titre d'ambassadeur, en sa double qualité de duc de Poméranie et de garant de la paix de Westphalie. Fersen fit son entrée à Rastadt le 15 novembre, dix jours avant Bonaparte, et s'établit avec faste dans un bel hôtel, qui appartenait à la famille Metternich.

L'arrivée de Fersen à Rastadt fit sensation. Toute la presse européenne commenta la nouvelle. A Londres, on déclara que c'était « un fait très important ». Les journaux de Paris croyaient, non sans raison, Fersen mêlé aux intrigues royalistes et à l'espionnage anglais. Les cabinets signalaient ses rapports avec Montgaillard, d'Antraigues et Fauche-Borel,

agents des Princes, et s'enquéraient de la part qu'il aurait prise aux tentatives de Montgaillard pour séduire Bonaparte. On parlait de courriers qu'il recevait et envoyait de Francfort. « Vous avez cru comme moi, écrivait Fersen à sa sœur, que j'étais oublié à Paris. Eh bien ! nous nous sommes trompés, car mon nom est dans toutes les feuilles comme chargé de suivre ici les affaires de la République et de travailler de concert avec les Anglais... Je suis charmé qu'on me croie constant dans mes principes, mais j'aimerais mieux qu'on ne parlât pas de moi. » Son arrivée officielle à Rastadt ne lui permettait plus de passer inaperçu.

Depuis la publication des papiers de Fersen par le baron de Klinckowström, si heureusement complétée par M[lle] Alma Soderjhelm (1), depuis celle des *Mémoires* de Saint-Priest par le baron de Barante, on a cru pouvoir conclure que Fersen avait été l'amant de Marie-Antoinette. Mais aucune preuve décisive n'a été apportée jusqu'ici. Rien ne permet d'affirmer que le sentiment passionné que la Reine et son chevalier éprouvaient l'un pour l'autre ne soit pas demeuré pur. Toutefois, les contemporains le croyaient. Les frères de Louis XVI avaient été les premiers à répandre l'accusation à la cour et à émettre des doutes sur la légitimité du Dauphin. Les révolutionnaires s'étaient empressés de les recueillir et les cours étrangères avaient fait de ces doutes une certitude. Pour toute l'Europe, c'était donc l'amant de la défunte Reine, l'homme de Varenne, un conspirateur royaliste que le roi de Suède venait d'envoyer à Rastadt.

Le Directoire s'émut. Talleyrand écrivit aux plénipotentiaires français pour les mettre en garde contre cette intrigue. « C'est un choix étonnant, écrivait-il, et même déplaisant. » Il ne pouvait croire qu'il fût confirmé. La Suède n'était plus représentée à Paris. Le traité de Westphalie avait été abrogé par les accords postérieurs. Si l'on admettait la Suède au Congrès comme garante de ce traité, il faudrait aussi admettre la Russie comme garante du traité de Teschen. Bonaparte fut mis, dès son arrivée, au courant des inquiétudes du Directoire et des lettres de Talleyrand.

(1) *Fersen et Marie-Antoinette*, par Alma Soderjhelm. — C'est à ce remarquable ouvrage que nous avons emprunté plusieurs extraits du journal ou de la correspondance de Fersen.

PRUDENTS SONDAGES

Fersen ne pouvait se dissimuler, en arrivant à Rastadt, combien il aurait de peine à s'y faire admettre. Il pouvait espérer un consentement de l'Autriche, où sa personne était bien vue. Mais comment pénétrer jusqu'à Bonaparte ? Comment même aborder, avant lui, les deux plénipotentiaires français ? Treilhard était un ancien conventionnel régicide, qui se flattait d'avoir décidé le duc d'Orléans à voter comme lui ; Bonnier était un homme dur, d'un caractère sauvage et d'une humeur souvent farouche. Leurs chapeaux ronds et leurs souliers, fermés par des cordons au lieu de boucles, scandalisaient leurs nobles collègues. Mais le vainqueur d'Italie serait peut-être plus accessible. Ne se disait-il pas gentilhomme ? A Udine, il s'était montré courtois pour les diplomates autrichiens, malgré quelques accès calculés de colère ou d'orgueil. Son dévouement apparent au Directoire cachait bien des arrière-pensées et des vues personnelles. On venait justement de rapporter à Fersen des propos de Bonaparte, favorables au roi de Suède et annonçant une reprise des rapports diplomatiques entre les deux pays. Comme tous les conspirateurs, Fersen se nourrissait d'illusions, comptait sur son pouvoir de séduction et se flattait sans doute de sonder Bonaparte afin de savoir s'il n'était pas, même après fructidor, aussi maniable que Barras.

Dès l'arrivée du général à Rastadt, le 25 novembre à la fin de la journée, Fersen se concerta avec ses collègues allemands. Le comte de Metternich (père du futur chancelier), plénipotentiaire impérial, n'étant pas encore arrivé, ils décidèrent de faire individuellement, au général français, une visite de courtoisie. Mais n'étant pas assuré d'être reçu, Fersen envoya prudemment un de ses secrétaires, nommé Schœrbing, au château de Rastadt. Il devait porter ses compliments au général sur son heureuse arrivée et l'annoncer comme ambassadeur du roi de Suède au Congrès en évitant, autant que possible, toute discussion de fond sur cet objet.

Schœrbing se présenta au château dans l'après-midi du 27. Il trouva trois aides de camp, Marmont, Duroc et La Valette, qui se chauffaient en compagnie de Berthier, devant

la cheminée et l'invitèrent poliment à s'asseoir avec eux. Presque aussitôt, une porte s'ouvrit et Bonaparte parut. Les officiers se retirèrent :

« Le général, écrit Schœrbing, me laissa à peine le temps de lui présenter, à l'occasion de son arrivée, les compliments de *l'ambassadeur de Suède, le comte de Fersen*. Il avança deux fauteuils et m'invita à prendre place à ses côtés. « Le comte de Fersen est-il ici ? » demanda-t-il. Puis il poursuivit : « N'est-il pas accrédité à la cour de Carlsruhe ? » Je répondis négativement à cette question, en répétant que le comte avait été envoyé au Congrès par le roi de Suède, comme garant de l'intégrité de l'Empire. « Ah ! continua le général, je croyais que le comte n'avait pas d'autre mission que de se rendre à Carlsruhe pour les arrangements du prochain mariage de votre Roi avec une princesse de Bade, nièce du Margrave (1). »

« Comme j'étais certain que le général ne pouvait ignorer ni la véritable mission de Votre Excellence à Rastadt, ni sa présence dans la ville, je me trouvai ainsi complètement édifié sur ce qu'il pensait de cette mission. Le but de ma visite avait été de m'en rendre compte. J'estimai donc qu'il n'y avait pas lieu de continuer la conversation et fis le geste de me lever en me félicitant d'être un des premiers Suédois qui ait eu la chance de faire la connaissance du premier général de la République. J'exprimai en même temps l'espoir que son voyage à Rastadt ainsi que les fatigues de la campagne ne nuiraient pas à sa santé.

« Avec une bonté pleine de simplicité, le général me prit la main, me fit rasseoir et me remercia de mes paroles. Il me demanda mon nom, mon lieu de naissance et me questionna sur la durée du séjour du comte Fersen à Rastadt. « J'avais cru, continua-t-il, que les ministres impériaux m'avaient précédé conformément à ce qui avait été convenu. Or, je constate que l'étiquette de la cour exige que je doive attendre ici. »

« Après avoir prononcé ces paroles, il se leva. Je me

(1) Gustave IV, après la rupture de ses fiançailles avec la grande-duchesse Alexandra de Russie, devait épouser la princesse Frédérique de Bade, sœur d'Élisabeth, la future impératrice de Russie. Fersen s'était occupé des négociations de ce mariage. C'est ce qui permettait à Bonaparte de paraître se méprendre sur les raisons qui amenaient Fersen à Rastadt.

levai également et pris congé. Nous étions debout quand il me demanda s'il était vrai que le *comte Fersen* avait été autrefois au service de la France et colonel du régiment Royal-Suédois. Je répondis affirmativement. Le général dit alors qu'il le connaissait de nom. Il m'accompagna ensuite jusqu'à l'antichambre. En me quittant, il me pria de présenter ses compliments au *comte Fersen* et exprima le désir d'avoir bientôt l'occasion de le voir. »

Schœrbing constate, en terminant, que Bonaparte avait toujours dit *comte Fersen*, alors que lui-même s'obstinait à dire *l'ambassadeur*. Il finit ainsi son rapport :

« La taille du général Bonaparte est au-dessous de la moyenne ; son visage est pâle et maigre ; le corps, par contre, est bien fait. Il me paraît avoir des cheveux châtains et épais, peignés en toupet, des boucles longues et pendantes. Ses yeux sont plutôt petits que grands. Son nez est aquilin, son menton saillant. Il paraît plus près de cinquante que de trente ans, par suite, sans doute, de ses dures campagnes. Il s'exprime d'une voix assez basse et brièvement comme s'il voulait réfléchir après chaque phrase. Il est assez prévenant, sans façon, mais sérieux et se donnant l'air d'un grand flegme (1). »

Ainsi Bonaparte se refusait à qualifier Fersen d'ambassadeur et, par conséquent, à reconnaître sa mission à Rastadt. Mais, d'autre part, et cela était singulier, il exprimait le désir d'avoir bientôt l'occasion de le voir. Cette contradiction aurait dû provoquer la méfiance de Fersen. Mais comment résister aux avances d'un tel homme et à l'impatience qu'il éprouvait de l'entretenir ? Bonaparte, que les cours d'Europe imaginaient encore sous les traits d'un jacobin sanguinaire, s'était d'ailleurs montré calme et courtois avec un simple secrétaire. Fersen se résolut donc à tenter l'aventure et, le lendemain 28 novembre, à neuf heures du soir, l'ancien colonel du Royal-Suédois se présenta chez le général Bonaparte.

Il se fit accompagner de M. de Bildt, ministre de Suède à Carlsruhe. La présence de ce diplomate devait prouver que

(1) Ce rapport, qui est en suédois, ainsi que celui de Fersen, qu'on lira plus loin et qui est rédigé en français, m'ont été obligeamment communiqués par M. Helge Almquist, directeur des Archives royales de Stockholm.

Fersen n'était pas envoyé à Carlsruhe pour le mariage de son roi, ainsi que Bonaparte avait affecté de le croire, mais bien comme ambassadeur au Congrès de Rastadt. Prévoyant d'ailleurs que l'entrevue serait importante, il voulut avoir un témoin.

Bonaparte eut la même pensée. Quand Fersen se présenta au château, deux aides de camp l'accompagnèrent jusqu'à la porte du grand salon et l'un d'eux l'annonça comme il s'était nommé : *Monsieur l'ambassadeur de Suède*. Fersen dut croire qu'il avait déjà gain de cause et qu'il triomphait sans combattre. Cependant, les deux aides de camp restèrent dans le grand salon où Bonaparte se trouvait déjà avec Berthier. Il y avait donc quatre témoins ; mais ce fut pour assister à une exécution.

ENTREVUE DE BONAPARTE ET DE FERSEN

Bonaparte avait attiré Fersen dans un piège habilement tendu et se proposait de briser d'un coup l'intrigue qu'il méditait, en l'écartant brutalement. Il n'avait en effet aucune raison de le ménager. D'accord avec le Directoire pour barrer la route aux Bourbons, il ne pouvait permettre qu'un de leurs agents s'introduisît au Congrès. D'autre part, Fersen était pour un roi, jeune et sans expérience, un dangereux conseiller qui détournait de la France et rapprochait de nos ennemis autrichiens et russes la Suède, notre vieille alliée. Il fallait donc réduire à l'impuissance cet intrigant de cour qui s'efforçait de reparaître sur la scène politique et avertir sévèrement son gouvernement.

Voici la relation, sèche et ironique, que Bonaparte fit aussitôt à Talleyrand de son entretien avec Fersen :

Rastadt, 10 frimaire an VI (30 novembre 1797).

« Nous avons aujourd'hui, citoyen ministre, procédé à l'échange des ratifications du traité de paix de Campo-Formio ; vous trouverez ci-joint la copie du procès-verbal.

« Tous les membres du Congrès sont arrivés ; ils sont tous venus me rendre visite.

« Le roi de Suède a envoyé M. le baron (1) de Fersen pour

(1) Baron, au lieu de comte, est une erreur de Bonaparte.

son ambassadeur au Congrès. Le roi de Suède espère intervenir au Congrès comme garant de la paix de Westphalie ; vous voyez qu'il date un peu de loin. Si l'on autorisait le roi de Suède, cela autoriserait aussi l'empereur de Russie à y intervenir comme garant de la paix de Teschen.

« M. le baron de Fersen est venu me voir, environné de toutes les fatuités d'un courtisan de l'Œil-de-bœuf. Après les compliments d'usage, que l'on dit de part et d'autre sans s'écouter, je lui ai demandé quel était le ministre de S. M. le roi de Suède à Paris. Il m'a dit que, pour le moment, il n'y en avait aucun, mais que cela était le résultat d'une de ces petites brouilleries qui s'accommodent facilement, et que déjà le petit différend survenu entre les deux Puissances était arrangé. Je lui ai alors parlé en ces termes :

« — La nation française et la maison de Suède ont été unies depuis plusieurs siècles ; elles se sont réciproquement aidées pour détruire l'ambition de cette maison orgueilleuse qui, dans les siècles passés, visait, avec quelque probabilité, à la monarchie universelle. Une Puissance plus dangereuse pour la Suède, parce qu'elle est plus voisine, lui fait un devoir non moins impérieux de ménager la République française et réunit géographiquement le système politique des deux Puissances. Comment donc pouvoir expliquer la conduite de la cour de Suède, qui paraît prendre à tâche de saisir toutes les occasions d'envoyer, soit à Paris, soit auprès de différents plénipotentiaires français, des agents, ministres ou ambassadeurs dont les personnes sont essentiellement désagréables à tout citoyen français ? Le roi de Suède ne verrait pas avec indifférence, sans doute, un ministre qui aurait cherché à soulever le peuple de Stockholm. Non, monsieur, la République française ne souffrira pas que des hommes qui lui sont trop connus par leurs liaisons avec l'ancienne cour de France, portés peut-être sur la liste des émigrés, viennent narguer les ministres du premier peuple de la terre. Le peuple français, avant de consulter la politique et l'intérêt, consultera surtout le sentiment de sa dignité.

« Pendant ce discours, M. le baron de Fersen changeait successivement de couleur ; il prit son parti en courtisan ; il répondit que Sa Majesté prendrait en considération ce que

je lui avais dit, et s'en alla. Je le reconduisis, comme de raison, avec le cérémonial d'usage.

« M. le baron de Fersen était accompagné du ministre du roi de Suède à Ratisbonne, lequel a paru parfaitement sentir combien le discours que je tenais devait servir de règle à la cour de Stockholm.

« BONAPARTE. »

Dans sa concision énergique, cette lettre permet facilement d'imaginer le jeune général foudroyant du regard et du geste le beau Fersen interdit. N'est-ce pas un prélude aux scènes furieuses qu'il fit plus tard, Premier Consul ou Empereur, à lord Whitworth, à Kourakine, à Metternich et à plusieurs autres ?

Un des deux aides de camp qui assistaient à cette scène était La Valette. Il l'a notée dans ses *Mémoires* comme « le trait le plus saillant » du séjour de Bonaparte à Rastadt, et, en la résumant, y ajoute quelques nouveaux détails :

« Le roi de Suède, en sa qualité de grand-duc de la Poméranie, avait envoyé au Congrès de Rastadt le comte de Fersen, autrefois célèbre à la cour de France et chef du fameux voyage de Varennes. La haine de son souverain pour la France était connue et sa personne ne pouvait plaire. Il eut le fatal désir de se faire présenter au général. Quand il se trouva devant lui, celui-ci lui dit : « Comment, monsieur, avez-vous cru pouvoir servir utilement les intérêts de la Suède, vous qui n'êtes connu que par vos affections pour un gouvernement justement proscrit en France et par vos efforts si vainement employés pour son rétablissement ? » M. de Fersen répondit quelques mots confus que nous n'entendîmes pas. Le général Berthier, qui était présent, s'approcha de lui et, pour diminuer sa confusion, lui rappela qu'ils avaient fait la guerre d'Amérique ensemble (1). Ce court entretien permit à l'ambassadeur de se retirer avec un peu moins d'embarras et, le lendemain, il quitta Rastadt pour n'y revenir que plus tard. »

Fersen ne quitta Rastadt que plusieurs jours après. Il alla d'abord confier sa déconvenue au ministre badois, baron

(1) Fersen avait été aide de camp de Rochambeau en Amérique. Berthier, alors capitaine, servait à l'état-major de la même armée.

d'Edelsheim, qui allait être reçu par Bonaparte, se défendit d'être un émigré, puisqu'il avait quitté le service français avant le 10 août, et lui fournit les explications que l'émotion l'avait sans doute empêché de donner à Bonaparte. Voici ce qu'on trouve à ce sujet dans le journal de Fersen :

« *Jeudi*, 30 *novembre*. — Le baron d'Edelsheim avait été voir la veille Bonaparte, qui lui parla encore de moi et lui a dit qu'il était impossible et que ce serait manquer au Directoire que de traiter (avec moi) ; que j'avais servi en France et que j'y avais été à la tête du parti le plus violent contre la révolution. Le baron, à qui j'en avais parlé hier, répondit qu'il savait effectivement que j'avais été au service (français), mais qu'il croyait avoir entendu que j'avais été réformé et quitté le service en 89 ou 90. Bonaparte lui dit qu'il ne savait pas tout, que j'avais couché avec la Reine. Edelsheim répondit en riant qu'il avait cru que les époques de l'histoire ancienne étaient oubliées. Bonaparte répéta ce qu'il avait déjà dit, ajoutant que j'avais toujours agi contre la République et qu'on ne pouvait traiter avec moi. »

La nouvelle se répandit bientôt dans tout le Congrès, puis en Europe que Fersen avait essuyé « une effroyable algarade ». *Le Moniteur*, à Paris, rendit compte de la scène en reproduisant les termes de la lettre de Bonaparte à Talleyrand, et ajouta ironiquement : « On est tenté de rire de la figure qu'a dû faire un héros de l'ancienne cour en présence du héros de la République. »

Le 6 janvier 1798, Fersen note encore dans son journal : « Les gazettes anglaises, *the Times* des 18, 19 et 20 (décembre), parlaient de moi et de Buonaparte. Tout y était inexact. Il y avait cependant du vrai dans ma conversation avec lui, mais on parlait de moi et de l'infortunée Reine, ce qui me choqua. »

Fersen, malgré le calme et la froideur qui lui étaient habituels, fut profondément froissé par sa mésaventure. Sur cette entrevue avec Bonaparte, il avait joué sa fortune. Son renom d'habile politique se trouvait compromis ainsi que la faveur dont il jouissait près de son roi. Il écrivit à Gustave IV une lettre où il atténuait les faits et paraissait croire que Bonaparte ne s'était pas encore nettement prononcé sur son admission au Congrès. En voici la partie essentielle :

« ... J'y allai à neuf heures du soir avec M. de Bildt. Je fus reçu par les aides de camp dans la première antichambre. Ils m'accompagnèrent jusqu'à la porte du salon, et un de ces messieurs annonça : « L'ambassadeur de Suède. » Je trouvai Buonaparte avec le général Berthier et deux aides de camp, qui restèrent dans la chambre. Après avoir présenté M. de Bildt comme ministre de Votre Majesté et les compliments d'usage, il me donna un fauteuil près de la cheminée ; il m'appela indifféremment *Monsieur*, *Excellence* ou *Elle*. Après quelques propos vagues sur son voyage, il me dit que sans doute j'avais été chargé des arrangements relatifs au mariage de Votre Majesté. Je lui répondis que non, que j'étais nommé ambassadeur du Roi au Congrès.

« Il parla ensuite des grandes alliances de la maison de Bade et me demanda si nous n'avions pas un chargé d'affaires à Paris. Ne voulant pas entrer en discussion sur cet objet et ignorant si ce qu'il avait dit sur le raccommodement et l'envoi réciproque de ministres était vrai, je répondis simplement que non, que depuis la petite brouillerie qu'il y avait eue entre les deux Puissances, les missions de part et d'autre avaient cessé, que des malentendus réciproques l'avaient sans doute occasionnée, et que j'espérais que le tout serait bientôt aplani.

« Le général en prit occasion de parler assez longuement des intérêts de la Suède et de la République, qui devaient, disait-il, être communs ; que ces deux Puissances avaient travaillé ensemble à l'abaissement de la maison d'Autriche, qu'elles avaient toujours été et devaient toujours être des alliées naturelles ; que ce serait mal entendre ses intérêts que de faire une conduite différente. Il fit savoir qu'on avait de la peine à reconnaître la puissance de la République, qui, disait-il, était toujours franche dans sa manière d'agir ; il fit sentir aussi le tort qu'on avait de s'envoyer des personnes désagréables et le droit qu'on avait de les refuser, et que la République était décidée à n'en recevoir aucune qui ait eu une part directe aux affaires présentes ou *qui est peut-être sur la liste des émigrés.*

« Je ne jugeai pas à propos d'entrer dans aucune explication, et, quand il eut fini, je me contentai de dire que j'étais persuadé que Sa Majesté le Roi désirerait toujours de

conserver avec la République des relations qui pourraient être avantageuses aux deux nations. Après quoi, je me levai et m'en allai. Le général m'accompagna jusqu'à la porte et les aides de camp jusqu'au haut de l'escalier. Le tout fut l'affaire d'une demi-heure, et il fut très poli.

« Votre Majesté pensera sans doute qu'il est impossible, d'après le détail que j'ai l'honneur de mettre sous ses yeux, d'en rien conclure et tout ce que j'ai vu ne peut m'éclaircir encore si c'est manque de connaissance des formes et usages, ou bien si l'omission de la dénomination d'ambassadeur est un fait exprès. L'arrivée du comte de Metternich éclaircira ce doute et est attendue dans trois ou quatre jours. »

Dans une lettre au baron de Taube, ministre des Affaires étrangères de Suède, il se défend d'avoir « montré de l'humeur aux républicains ». Il continuera de les ménager, « puisque le malheur veut qu'on soit forcé de traiter avec ces gens-là ». Il essaie de se tromper lui-même ou de tromper son correspondant, car il ajoute : « Je me suis trompé sur le sens du discours de M. Buonaparte. Il n'était relatif qu'à l'envoi d'un ministre à Paris dans le cas où le Roi s'y déciderait. Il faut être bien républicain pour avoir pu imaginer que je puisse jamais être employé dans ce foyer de tous les crimes. »

Mais si Fersen paraissait dédaigner l'ambassade de Paris qu'il avait autrefois ambitionnée et qui se trouvait vacante par le départ de Staël, il s'obstinait à vouloir être admis au Congrès de Rastadt comme ambassadeur.

DERNIERS EFFORTS

Fersen avait quitté Rastadt, non pas le 29 novembre, comme le dit La Valette, mais quelques jours après, presque en même temps que Bonaparte. Il semble qu'il ait été jusqu'à Stockholm rendre compte de son entretien avec Bonaparte à Gustave IV, qui en fut, dit-on, indigné. Mais il revint très vite à Rastadt où Bonaparte avait laissé La Valette et faisait annoncer son retour prochain. Talleyrand l'écrivait positivement à nos plénipotentiaires. Fersen, fréquentant surtout les Metternich, père et fils, entourait de prévenances Treilhard et Bonnier qui restaient avec lui « extrêmement fiers et froids ». C'est dans une négo-

ciation à Paris que Fersen devait jouer sa dernière chance.

Le 22 janvier 1798, le baron de Staël revint officieusement à Paris où la présence de sa femme pouvait toujours légitimer la sienne. Il prévint Talleyrand, par une lettre personnelle, que son gouvernement consentait à l'accréditer de nouveau comme ambassadeur, mais demandait instamment qu'en compensation Fersen fût enfin admis au Congrès ; il n'y aurait que le titre de ministre et correspondrait directement avec lui, Staël, qui, depuis dix ans, avait donné tant de preuves de sa volonté de maintenir et de rendre plus intime l'alliance de la Suède et de la France. Cette marque d'égards toucherait infiniment le jeune Roi ; révoquer le choix de Fersen serait, au contraire, un pas rétrograde et un acte peu amical.

Staël insista de nouveau trois jours après. Mais le Directoire ne céda pas. Quant à Fersen, répondit Talleyrand, « après l'étonnement que ce choix a causé à l'Europe, après l'éclat qui l'a suivi, comment peut-on insister encore ? » Le gouvernement suédois dut enfin se décider à rappeler de Rastadt son malheureux ambassadeur. Talleyrand en prit acte en ces termes : « Vous devez croire que j'ai pris soin d'adresser au Directoire la détermination que votre cour a prise et que vous m'avez confiée de rappeler de Rastadt M. de Fersen. Il y a été sensible et il en tire le plus favorable augure pour le rapprochement des deux pays. Rien n'est plus propre à empêcher que la bonne harmonie ne soit désormais troublée que ces attentions amicales, ces déférences réciproques avec lesquelles on se fait un devoir d'abdiquer toute occasion de mésintelligence. »

Vivement froissé de n'avoir pu faire admettre Fersen à Rastadt, mais engagé par sa promesse de renvoyer Staël à Paris, Gustave IV s'exécuta de la plus mauvaise grâce. Il voulut d'abord ne donner à Staël que le titre de « commissaire plénipotentiaire » et consentit enfin à celui de ministre. Le Directoire envoya à Stockholm l'ancien conventionnel Lamarque, échangé deux ans avant pour Madame, qui d'abord ne fut pas agréé, puis dut attendre plusieurs mois à Hambourg son entrée en Suède.

La personnalité de Fersen avait brouillé les deux pays, dont les intérêts contre la Russie étaient communs et que des raisons idéologiques, comme on dit à présent, empêchaient

de s'unir. Ralliée à la coalition, la Suède devait perdre, en 1805, ce qui lui restait de la Poméranie. Après Tilsitt, la Russie et la France s'entendirent à ses frais : elle perdit la Finlande. Mais, en 1812, l'alliance suédoise nous manqua et, en 1813, l'offensive de Bernadotte consomma notre défaite.

Rentré en Suède, après une mission à Carlsruhe pour sauver les apparences, Fersen ne quitta plus son pays. Attachée à ses pas, l'ombre de Marie-Antoinette lui avait barré la route. Il ne revit jamais Bonaparte, ne cessa de le combattre et assista au triomphe de Napoléon. En 1804, il reçut magnifiquement le comte de Provence et le comte d'Artois qui traversaient la Suède. « Ils me sautèrent tous au col, écrit-il, et notre entrevue fut très touchante. » Bien qu'il ait joué un rôle important dans la politique de son pays, il se repliait tristement sur ses ambitions déçues, sur ses amours mortes.

Le 19 juin 1798, septième anniversaire de Varennes, il écrit dans son journal : « Je ne fis toute la journée que me rappeler ce même jour ; il y avait sept ans ; c'était la veille du départ. A toutes les heures, je pensais à ce que j'avais fait alors. Heureusement, j'avais retrouvé des notes sur cela. Or, quelle différence de position ! J'étais l'ami et le confident de trois souverains (1), à la tête d'une grande entreprise. Elle a manqué et ces trois princes ne sont plus. »

On sait qu'en 1810, après la déposition de Gustave IV et l'avènement du duc de Sudermanie sous le nom de Charles XIII, il fut accusé faussement, ainsi que sa sœur, la comtesse Piper, d'avoir fait empoisonner le prince héritier, duc d'Augustenbourg. Les feuilles françaises se firent l'écho de cette calomnie. Lors de l'enterrement du duc, Fersen fut attaqué dans son carrosse par la populace, arraché de la prison où il cherchait son dernier refuge. « Il reparut bientôt à moitié nu, écrit le représentant français. On le terrasse, on le déchire et c'est en dansant sur son corps qu'on lui arrache la vie. » C'était le 20 juin 1810, dix-neuvième anniversaire de la fuite de Varennes.

Émile Dard.

(1) Louis XVI, Gustave III, roi de Suède, et Léopold II, empereur d'Allemagne.

ADIEU, CHANGHAÏ

NOUVELLE

LANDOR

La volonté de puissance, le désir de dominer et d'opprimer certains êtres sur l'étendue d'une ville, d'une ville chinoise particulièrement, avaient dû s'éveiller en Landor au cours de sa jeunesse, lorsque ce fils d'émigrants hollandais et hongrois, errant en quête de maraude, essuyait les moqueries et les coups des gamins jaunes dans la China Town de San Francisco. Son premier contact avec Changhaï, à dix-huit ans, avait déjà été une prise de possession. Tout de suite, il avait jugé cette ville comme une superbe canaille dont il est préférable de faire son alliée plutôt que son ennemie. Il n'en débuta pas moins comme garçon de restaurant. Plus tard, aucun des échos de la guerre mondiale ne l'atteignit dans les tripots dont il était le tenancier. Durant les années de grand « boom », selon le terme consacré, de prospérité intense, actionnaire d'hôtels et marchand de terrains, il eut sa Rolls particulière, son appartement dans un palace. Ces avantages ne lui conférant pas une distinction suffisante, il s'intéressa à l'exportation sous différentes échelles dont la dernière fut la plus haute. Après quoi, pendant quelque temps, il fut content de lui.

Mais, un jour, en entrant dans son bureau, Landor alla droit à la glace, — une glace vénitienne achetée par un général chinois d'éducation européenne, mis en disponibilité par le gouvernement de Nankin, — et dans cette glace se regarda. Son visage n'était pas celui d'un lutteur, mais plutôt le masque

d'un homme indolent qui vit de ses dons extérieurs, de sa façon de porter le smoking et exploite, grâce à une belle chance, une situation sans activité, rémunératrice et louche. Landor s'était toujours enorgueilli de ce visage : sa mollesse donnait une fausse impression de douceur qui plaisait aux femmes ; cependant, pour la première fois, il le considérait avec anxiété. Un certain affaissement des traits, le sens du regard, surtout, révélaient un déplorable état d'esprit. Au fond des yeux de chanteur tzigane, devenus inexpressifs par le souci de ne trahir aucune pensée, il y avait une angoisse malséante, une inquiétude intolérable. Landor passa lentement sa main sur ses paupières et le long de ses joues. « Il faut guérir ça, pensa-t-il, des gens malveillants confondraient avec la peur cette défaillance du regard. »

Des clameurs montaient de la rue jusqu'au neuvième étage. Landor se retourna vers son secrétaire :

— Fermez la fenêtre, fit-il, la ville hurle, on dirait une virago avec laquelle on vit depuis des années et qui vous use les nerfs par ses criailleries.

Avant d'exécuter l'ordre, le secrétaire se pencha par-dessus l'appui de la fenêtre :

— Voilà une heure que cela dure, observa-t-il. Des étudiants ont lynché un coolie, — coolie comme moi, Chinois pas davantage, — Japonais et, naturellement, espion. Aux dernières nouvelles, les Nippons progressent en Mandchourie. On s'agite à la Société des nations de façon attendrissante. D'ici cinq ou six ans, en 1937 ou 38, si les Blancs ont encore le droit de mettre les pieds à Changhaï, c'est que les dieux seront avec eux.

Le visage de Landor s'était figé. Les yeux baissés, par prudence, il riposta sèchement :

— Si quelques Blancs prouvent leur bêtise, tous ne sont pas idiots. Celui qui cède devant le plus fort s'incline parce qu'il le veut bien : scrupule, humanité, faiblesse... que sais-je ? Du superflu.

— Le journaliste japonais Akira Dashi vous attend, monsieur, insinua le secrétaire.

Landor se renversa dans un fauteuil de cuir :

— Je n'accorde pas d'interview aujourd'hui.

— Il insiste, monsieur, il est ici depuis deux heures et,

pour tuer le temps, compose des haï-kaïs (1) sur la marge de la *Gazette de Changhaï*.

Les yeux toujours fermés, Landor appuyait sa tête contre le dossier du fauteuil :

— Il peut continuer, il aura ainsi quelque chance de faire un chef-d'œuvre.

— Il y a aussi une jeune femme qui demande à vous voir. J'ai essayé de l'évincer, mais elle est encore plus tenace que Dashi.

— Que veut-elle ? De l'argent ? Me donner le spectacle d'une crise de nerfs ?

— Elle n'est pas de... vos relations, monsieur, elle est arrivée hier à Changhaï, venant de France. C'est la sœur de Charles Amelain, l'un de vos employés, un « monsieur » que des revers de fortune ont obligé à se déclasser. Il était chef du personnel dans l'un de vos entrepôts des docks. J'avais négligé de vous exposer son cas, estimant qu'il ne méritait pas de retenir votre attention. Il y a quatre jours, dans un bar de je ne sais quelle rue, un endroit pour petites bourses, il a eu l'idée saugrenue de s'immiscer dans la querelle d'un Russe et d'un capitaine de cargo marseillais. Il est intervenu en faveur de son compatriote, a cherché à le défendre et, au cours de la rixe, a reçu, en plein front, un tabouret de fer asséné par erreur, mais avec une vigueur suffisante pour le tuer sur le coup.

— Et après ? Il a été remplacé à l'entrepôt, j'espère ? Les coolies sont déjà assez difficiles à tenir.

— La place a été prise immédiatement, mais, en ce qui concerne la sœur...

— Je ne suis ni un consolateur, ni le président d'une œuvre philanthropique. Assez sur ce sujet. Apportez-moi le courrier.

Deux heures plus tard, en quittant son bureau, Landor traversa le hall que les employés désertaient peu à peu. Une femme assise sur une banquette se leva, esquissant un geste à son adresse. Elle semblait hésiter. Il la dévisagea. « Qui peut-elle attendre ? pensa-t-il. Celui qui l'emmènera

(1) Tercet sans rimes renfermant à lui seul une intention, un acte, une pensée, évoquant un tableau. Le haï-kaï européanisé ne comporte généralement pas de règles prosodiques

ce soir dîner dans un restaurant à trois dollars fera des envieux. » Déjà, il avait oublié la sœur d'Amelain, mais son penchant pour les femmes était connu et exploité de toutes les « chercheuses d'or » et d'aventures de Changhaï. Il se découvrit :

— Vous désirez me parler ?

— M. Landor ? Accordez-moi quelques minutes d'entretien ?... Vous comprenez, je ne sais à quel saint me vouer...

Il ouvrit la porte de son bureau, s'effaça pour la laisser passer. Si Dieu l'avait créée laide, elle ne serait jamais entrée chez Landor.

— Je suppose que vous êtes au courant, fit-elle dans un anglais correct, mais laborieux, mon nom est Juliette Amelain.

— Ah ! oui, dit Landor, rappelé à la réalité. Mes compliments, vous êtes tenace.

Juliette leva sur lui ses yeux gris ardoise. Elle avait plus d'originalité et de caractère que de beauté. Son visage mat, aux contours arrondis, aux pommettes un peu larges, était pétri de souffrance et de confiante douceur. Mais sa tête fine, par sa forme, rappelait celle d'un petit félin de race. Landor la devina têtue et emportée à l'occasion. Sa voix fut plus nette, plus tranchante lorsqu'elle répondit :

— Il a bien fallu que je sois tenace.

— Bah ! j'ai refusé de vous recevoir... Je suis tellement assailli, sollicité ! Et puis, je ne vous avais pas aperçue... — Aussitôt, il rectifia : — Vous êtes énergique, vous avez l'air intelligent.

Il devait être le premier qui, depuis vingt-quatre heures, parlait ainsi à Juliette ; cela suffisait pour qu'elle s'accrochât à l'illusion de la sympathie. Landor l'écouta :

— Hier, en débarquant, je n'ai pas vu Charles. Il m'avait promis de venir au-devant de moi. J'étais désemparée : cette ville inconnue, cette foule... Un taxi m'a conduite chez mon frère. Il avait loué deux pièces en prévision de mon arrivée. Le portier de l'immeuble, dont vous êtes d'ailleurs le propriétaire, m'a accueillie. Par lui, j'ai su la vérité : Charles était mort, déjà enterré. Et moi, je venais le rejoindre, je n'avais d'autre ami que lui... J'aurais dû mourir sur le coup. Je... cela aurait facilité les choses. Mais, n'est-ce pas, maintenant, je dois me rendre à l'évidence : je suis seule, — pas

uniquement dans Changhaï, — dans le monde entier. Charles m'avait envoyé la somme nécessaire pour mon voyage, il espérait me trouver un emploi. Le portier m'a dit : « Si M. Landor le voulait, il pourrait vous tirer d'affaire, il a un personnel si nombreux. » J'ai tenté ma chance.

— Vous avez eu raison. Ici, il faut se débrouiller ou l'on est mis rapidement knock-out. Nous arrangerons ça.

La sonnerie du téléphone émit son bruit sec.

— Vous permettez ? continua Landor. Allo ! Bonsoir, ma chère. Bien, merci. Non, pas ce soir. Je dîne avec Tchang-Kaï-Chek, ou qui tu voudras. Pas contente ? Oh ! désolé.

Il raccrocha le récepteur avec sérénité.

— Nous disions, mademoiselle ?... Pardon, il est tard et j'aurai plaisir à sortir de ce bureau. Voulez-vous que nous dînions ensemble ?

— Je ne peux pas accepter.

— Pourquoi ? Vous valez bien autant que Tchang-Kaï-Chek, je suppose... ou que n'importe quel prétexte. Ah ! je vois : c'est à cause de votre deuil. Nous resterons en tête-à-tête. Dites oui, c'est préférable à la tristesse dans deux pièces vides et aux larmes inutiles. — Il ajouta, pour ne pas la heurter : — Malheureusement inutiles.

Le regard de Juliette se perdait dans le vague. Ses lèvres et son menton tremblaient. La terreur de l'isolement l'empoigna. Elle n'avait pas le droit de dédaigner l'intérêt, même faible, d'un être humain.

— Après tout..., dit-elle.

Dans le salon particulier d'un restaurant de Nankin Road, Landor sentit qu'entre lui et Juliette s'insinuait le souvenir, si tangible qu'il en devenait angoissant, d'un mort à la vérité négligeable et qu'il n'avait pas connu. Cette sensation le gênait moins que l'empreinte de tristesse dont Juliette était marquée. Son visage avait à présent une expression tendue faite à la fois de stupeur et de détachement. Le silence, le recueillement, la douleur d'une tendresse perdue étaient autant de choses haïssables aux yeux de Landor.

— En somme, que savez-vous faire ? dit-il, légèrement agacé.

— Dois-je m'excuser de ne pas rire ? Il est encore temps de dîner avec une autre.

Landor haussa les épaules mais ne bougea pas. Juliette l'étonnait. Lentement, elle reprit :

— J'ai mauvais caractère. Tant pis... Ce que je sais ? J'ai promené des enfants, été chroniqueuse de mode, démarcheuse de publicité. Je suis très bonne pianiste, je parle l'anglais...

— Avec de l'accent.

— Vous aussi : le mien est français, le vôtre *slang* (1).

Landor reçut la réponse comme une gifle. Toutes les femmes lui avaient jusqu'alors laissé supposer que rien en lui ne trahissait ses origines. Une foule de mots, les plus virulents, s'assembla dans son esprit. Cependant, parce qu'elle excitait son orgueil, cette petite lui plaisait. Il capitula et sourit avec le naturel d'un acteur d'expérience :

— Vous avouerez néanmoins que vos capacités ne peuvent vous aider, ici, à devenir millionnaire. Oui, vous déclarerez qu'il vous suffit de vivre, mais Changhaï ne tolère guère les situations moyennes, les demi-mesures : ou l'on monte, ou l'on descend. Maintenant, princesse, peut-être permettrez-vous à votre serviteur de vous poser une question ? Pourquoi ne prendriez-vous pas le prochain paquebot pour Marseille ?

Il adoptait volontairement le ton léger. Celui de Juliette fut violent :

— Je ne possède pas le quart de l'argent qu'il conviendrait d'avoir pour retenir une troisième classe. D'ailleurs, Paris ou Changhaï, qu'importe ? La solitude dans une ville... Mes parents n'ont jamais roulé sur l'or et nous avons toujours, mon frère et moi, mené une vie pathétique : c'était la faute des pays que nous habitions. En 1914, mon père était professeur de français à Pétersbourg. Il a pris du service dans l'armée russe. Ma mère était originaire de Kiev, ce qui explique la forme de mes pommettes et mes yeux de chat. Vous imaginez ce qu'a été ma jeunesse ? Nous n'avons pu quitter la Russie qu'à la fin de 1918 pour échouer à Constantinople. Ma mère est morte. Mon père s'en est allé enseigner à Dublin. Les sinn-feiners ne devaient attendre que nous pour s'insurger. Ensuite, nous avons connu Naples ; une femme s'est installée auprès de mon père et l'a manié comme une marionnette.

(1) Argot américain qui déforme les intonations.

Question d'atmosphère, je pense... A ce moment, vers 1923, Naples était encore un péché vivant, une cité qui tuait la raison à coups de romances. Nous sommes partis pour Paris, Charles et moi. Ensemble, nous avons lutté, nous étions deux vrais camarades, je n'aurai jamais de meilleur soutien. C'était la période de prospérité ; nous réussissions à tirer notre épingle du jeu. J'étais chargée de la rubrique de la mode dans un grand quotidien, Charles vendait des autos de luxe. Un jour, la direction du journal changea, les rédacteurs aussi ; les autos de luxe furent moins achetées que celles fabriquées en série. La phase de déveine commença. Nous avions été élevés à la diable, de la façon la plus bohème, nous étions des amateurs en tout, de la race des intellectuels qui n'ont aucune corde pratique à leur arc. Un ami de Charles, qui lui écrivit de Changhaï une lettre enthousiaste, l'incita à s'expatrier. A cette époque, mon père mourait en Italie et sa compagne recueillait le peu d'argent qui devait nous revenir. Je restai à Paris, j'avais encore quelques relations, des gens qui, maintenant, ne me reconnaîtraient plus... Charles m'avait promis de m'appeler auprès de lui dès qu'il aurait trouvé une situation. Il lui fallut attendre un an, — encore dut-il, après maintes déceptions, accepter un emploi dans vos entrepôts et économiser jusqu'à ses cigarettes pour me permettre de venir le rejoindre. Le mois dernier seulement, son traitement avait été augmenté. Charles était sensible, sa mort fut celle d'un garçon chevaleresque qui, en dépit d'amères vicissitudes, n'a pu se résigner à abandonner toutes ses illusions. Pour moi comme pour lui, Changhaï a été un mirage. Ce mirage l'a tué... Et moi...

Le silence tomba. Landor toussa d'un air contraint et posa sur le poignet de Juliette ses doigts longs aux ongles polis journellement par la manucure. Brusquement, il attaqua :

— Quel âge avez-vous ?

— Vingt-huit ans. Je ne vois pas en quoi...

— Ah ! vous ne voyez pas ?... Combien avez-vous eu d'affaires sentimentales ? Ne vous choquez pas, princesse ; soyez franche : au moins un grand amour ?

— Pas de grand amour. Une illusion. A Paris, peu avant le départ de Charles, j'ai connu un garçon qui me plaisait, une sorte d'animal de luxe : il lui fallait une femme riche, ce

qui n'était pas mon cas. Mais j'ai horreur de parler de ça... Non, merci, pas de champagne ; il est d'ailleurs prohibé.

Sans tenir compte de l'observation, Landor remplit la coupe de Juliette. Son coude touchait celui de la jeune fille. Elle s'écarta. Les yeux baissés, il dit calmement :

— Voulez-vous un conseil, Juliette Amelain ? Après-demain, mon yacht m'emmène à Hong-Kong, je dois y rester deux à trois semaines, accompagnez-moi.

— Loyalement, je ne me sens pas capable d'être pour vous une bonne secrétaire.

— Loyalement, je n'ai aucune intention de faire de vous ma secrétaire.

Elle mordit violemment sa lèvre inférieure :

— Vous appelez ça de la loyauté ? Et vous me demandez d'occuper une place déjà prise ?

— Ah ! le coup de téléphone auquel j'ai répondu en votre présence vous incite aux déductions. Changhaï m'a vu si souvent avec cette femme que toute hypocrisie serait inutile. Elle sait que d'autres me plaisent davantage et, bien que protestant par politesse, elle a fini de se formaliser.

— Il y a maldonne, dit Juliette d'une voix sourde.

Elle perdait pied. Landor comprit qu'elle était tentée de l'injurier.

— Entendons-nous, Juliette. Avant de refuser une aide pécuniaire, réfléchissez un peu à ce qu'est Changhaï et à ce que cette ville fera de vous.

— Serais-je assez stupide pour croire qu'un séjour avec vous à Hong-Kong puisse m'offrir une garantie pour l'avenir ?

Devant les yeux de Juliette, un décor s'effondrait ; depuis deux heures, elle avait fait des progrès dans la pratique de la réalité.

— Hong-Kong n'est qu'une figure, précisa Landor. Je ne pense pas qu'il soit question de quelques jours, du moins je l'espère. Chaque monde a sa morale et ses lois ; je ne prétends pas affirmer que nous appartenions au même. Si votre père ne s'était pas laissé embobeliner par sa Napolitaine, si votre frère n'avait pas été tué sottement, vous pourriez encore dormir tranquille. Mais vous avez perdu : pour vous, rien ne va plus. Vous êtes seule, obligée au déclassement. Demain ou d'ici trois mois, vous passerez dans une autre vie : cette

expression signifie, pour moi, un autre milieu. Lequel et comment ? Je ne sais. Cependant, c'est inévitable. Alors, pourquoi pas moi ?

— Vous êtes d'une splendide inconscience, monsieur Landor. Pourquoi pas vous ? Mais vous me révoltez avec votre façon de faire de vos propres désirs des règles et des axiomes. Vous êtes maladroit, vous êtes fat, vous êtes vulgaire et vous manquez totalement de psychologie.

Landor « encaissa », comme un boxeur. Il avait de meilleures armes à employer que des mots grossiers qui sentaient le « slang » :

— Vous regretterez de vous être exprimée ainsi. Une situation ? Cherchez-la. Une âme sœur ? Mettez une annonce dans les journaux. Personne ne vous tendra la main, on a son bifteck à gagner, personne ne vous aidera, le temps coûte cher. Quand on est seule et sans le sou à Changhaï, il ne suffit pas de sourire gentiment à la vie pour l'amadouer. La ville en a maté de plus forts que vous. Vous me reviendrez.

— Non.

Il s'inclina ironiquement :

— Vous me reviendrez.

Elle le quitta si vite qu'elle se tint bientôt rigueur d'avoir, dans un mouvement de fuite, trahi son désir de ne plus l'entendre, sa peur du travail, de la solitude, des obstacles, des hommes, des choses, de Changhaï.

Juliette s'installa dans les deux pièces meublées louées par Charles, dépendant d'un appartement occupé naguère par une Compagnie pour l'exploitation de mines en Mongolie, laquelle, ayant fait fiasco, était allée se reformer sous d'autres cieux. Au-dessus de Juliette, huit étages, le glissement ouaté des ascenseurs, les tac-tac de machines à écrire ; au-dessous d'elle, un autre étage, puis une rue de la Concession internationale, la rumeur d'une vie accélérée. Dans la ville, Juliette se trouvait seule et comme séparée de plus de trois millions d'individus par une sorte d'imperméabilité. Une houle d'êtres humains vivaient de cent vies différentes, — selon l'expression de Landor, — chacune ayant sa morale et ses lois. Tous priaient, chantaient, haranguaient, discutaient en chinois, en anglais, en français, en russe, en japonais, en allemand,

en italien, en portugais, en vingt dialectes asiatiques ; ils luttaient, volaient, se bousculaient, s'enrichissaient, peinaient, créaient ou mouraient et aucun d'entre eux ne se souciait de Juliette. Aucun.

Elle essuya son premier échec auprès du portier en le priant de l'aider à chercher une situation. Cet homme, Écossais de Glasgow, était un vrai personnage du drame présenté par Changhaï, tout drame ayant ses côtés bouffons. En période de « boom », il avait joué sur des actions dont la hausse subite l'avait fait millionnaire. Étourdi d'une telle chance, il avait passé la journée entière à méditer sur ses besoins, ses ambitions, à noter l'emploi de sa fortune. Le soir, les valeurs baissaient à un rythme vertigineux. Le lendemain, il était ruiné. Cet homme qui avait failli être riche, qui avait manqué d'exercer sa puissance, gardait un orgueil de souverain déchu. Il n'agissait pas, il condescendait à agir et n'acceptait les pourboires que par amitié pour le donateur. Il consentit, par charité pure, à rendre service à cette pauvre Mlle Amelain et considéra qu'elle devrait se juger heureuse de remplacer, dans l'orchestre d'un restaurant de direction italienne, le *Rocchi's*, le pianiste réduit au chômage obligatoire en tant que pensionnaire de prison pour trafic de stupéfiants ayant provoqué la mort subite d'un client de marque au plus beau moment d'affluence. Juliette se représenta aussitôt le coudoiement avec des musiciens auxquels l'art ne suffisait pas, l'étouffement dans une atmosphère chargée de fumée de cigarettes, de parfums lourds, d'une odeur de tomates, d'huile et de piments. Elle crut, sans se surestimer, pouvoir trouver mieux. Le portier ne le lui pardonna pas. Chaque soir, il s'efforça de la prendre en flagrant délit de découragement ; il la guettait, mais la voyait toujours pénétrer dans l'immeuble et s'éloigner de son pas rapide et nerveux.

Un jour, à la fin de la semaine, elle s'arrêta et, près de l'ascenseur, s'appuya, le dos au mur. Sa tête fléchissait, ses bras retombaient le long de ses hanches. Le portier éprouva alors de la joie à lui annoncer que la place était prise au *Rocchi's*.

— Peu importe ! dit-elle. Ça ou autre chose...

Il ne comprit pas tout d'abord. Le lendemain, Juliette ne sortit qu'après l'heure du dîner. Le portier sut alors qu'elle

commençait une vie nouvelle qui se terminait avant l'aube. Juliette se sentait à peine moins diminuée de tenir un comptoir de fleuriste dans le hall attenant à un *night-club* prétendu select que de jouer « dans le ton » de l'orchestre d'un restaurant dont les clients mouraient de façon voyante. En huit jours de démarches, elle avait acquis plus d'expérience qu'en plusieurs années unies, privées de défaites, d'humiliations, d'insomnies, d'angoisses et de battements de cœur trop accélérés.

La tête lourde de parfums, elle oublia le jour, le soleil pâle de l'automne couleur du vieil or terni sur les peintures japonaises, et entra dans un monde où, sans doute en raison d'une lumière factice, les êtres et les choses dépassaient la normale. Dans la cage de verre, une moiteur l'enveloppait, le ruissellement de l'eau embrumait la vitrine, les fleurs vivaient secrètement : les orchidées tourmentées comme un rêve d'opiomane allaient se flétrir contre des épaules nues entre des rangées de perles, les œillets à l'odeur violente se meurtrissaient au cours d'une danse, les roses rouges, au tard de la nuit, prenaient des tons endeuillés de robe d'évêque, les tulipes se roulaient en papillotes, les chrysanthèmes s'échevelaient en élégies et séchaient de tristesse au souvenir des tendres jardins du Nippon. Juliette préférait les fleurs aux échantillons d'humanité qui, non loin d'elle, s'enfiévraient à boire, à danser, s'abêtissaient à lancer des ballons et des serpentins. Elle les avait vus passer tous : les neurasthéniques, les goujats, les indifférents dédaigneux, les enrichis gonflés d'orgueil, ceux qui étaient trop aimables, ceux qui avaient un compte ouvert pour ne jamais payer. Entre les parois de verre, elle avait entendu des chuchotements : échanges de rendez-vous, reproches, menaces atténuées par un sourire, tentatives de consolation, ruptures ou débuts de romans.

Vers le matin, Juliette se sentait sombrer dans un songe trouble ; des parfums coulaient dans ses veines. Le bar et le dancing se vidaient. L'orchestre se taisait. Les balayeurs ramassaient les serpentins, les verres cassés, les peaux molles des ballons crevés. Juliette s'en revenait, à l'aube naissante, par les rues peuplées de rares ombres grises, si lasse qu'elle pensait parfois s'affaisser et se tordre comme la tige d'une fleur.

Changhaï vivait dans des sursauts d'inquiétude et de passion. Les marchandises nippones étaient boycottées en réponse à la campagne de Mandchourie. Des étudiants chinois, à la fin de novembre, s'étaient assemblés pour demander la guerre contre le Japon. Juliette restait en marge des événements. Le soir, lorsqu'elle s'éveillait, la fièvre de la ville s'était souvent calmée, et, indifférente à la rumeur du monde, le cœur excédé de monotonie et de solitude, elle souhaitait chaque nuit que le parfum des fleurs fût assez fort et vénéneux pour la tuer.

Le soir de Noël, Landor fit une apparition au night-club. Une grande fille rousse, celle-là même que tout Changhaï avait depuis longtemps vue avec lui, vint acheter des gardénias. Landor ne l'accompagna pas. Dans le hall, derrière la vitrine, il paraissait regarder les fleurs, mais il ne regardait que Juliette. Ses yeux et une vague torsion des lèvres, qui pouvait prétendre être un sourire, révélaient nettement sa pensée :

— Toi, ma fille, tu ressembles à un soldat atteint de cafard ; tu dépéris par la solitude et l'indifférence humaine à ton égard. Au moment de crier grâce, à quel homme iras-tu, sinon à moi ?

Naguère, Juliette eût soutenu son regard avec orgueil. Elle évita, cette nuit-là, de le rencontrer. Elle continuait de mépriser Landor ; mais, depuis trois mois, elle avait dû refouler loin d'elle un si grand nombre de petits scrupules, de jugements sévères, se résigner à tant de froissements d'amour-propre, de remarques blessantes que les gens qui l'eussent irritée autrefois lui semblaient moins délimités dans des bornes précises, certains moins révoltants, d'autres moins bêtes ou moins bas. Leur attitude, leurs actes demeuraient pour elle surprenants ; pourtant, par la force des choses, elle devait les accepter.

1931 mourut. 1932 naquit. Une nuit, un homme en habit, ivre, vint marchander des œillets. La vente conclue, il donna à Juliette mission de remettre la gerbe à une femme qui traverserait le hall dans quelques minutes. Les œillets seraient accompagnés d'une carte portant une demande de rendez-vous. Avec la confiance propre aux ivrognes, le

personnage ajouta que la dame ne lui avait pas été présentée, mais qu'elle lui plaisait et qu'il estimait l'argument suffisant.

— Désolée, fit Juliette, glaciale, ce genre d'intervention n'entre pas dans mon rôle.

Elle pria l'homme en habit de quitter les lieux. Cet individu alla se plaindre au directeur du night-club. Le lendemain soir, Juliette fut avisée qu'une personne « plus commerçante » la remplacerait. Elle se trouva bientôt dehors, lucide, étrangement calme, presque amorphe. Son traitement était trop peu élevé pour qu'il lui eût été possible de faire des économies. Il n'était pas question de partir. Juliette en venait à formuler cet « A quoi bon ? » qui est la porte ouverte sur le désespoir. A quoi bon tenter de nouveau par des recherches une chance qui la fuirait ? Elle se représenta, piétinant à l'entrée d'une agence, stationnant sur le seuil d'un magasin sans oser y pénétrer, essuyant des refus, acceptant des prétextes. Plus de trois millions d'âmes l'entouraient, l'étouffaient, leur rumeur la poursuivait. Le fleuve, les avenues larges des concessions, les rues étroites de la ville chinoise semblaient se resserrer, se joindre pour la faire captive. On ne la connaissait pas. Personne ne lui sourirait amicalement ou lui crierait un mot pour la retenir.

La nuit était dense et ouatée de brume. Des gens couraient sur les trottoirs. Des autos de luxe, des enseignes lumineuses, ici et là des faces jaunes, des orchestres de boîtes de nuit dont les rythmes différents, les accents divers se mêlaient en cacophonie : Changhaï... Juliette, l'esprit absent, traversa une rue. Un Eurasien, l'air louche, la frôla. Un matelot l'interpella. Elle était à bout de forces. Elle demandait grâce. « Vous me reviendrez », avait dit Landor. Non, pas Landor... Elle se rappela qu'une semaine auparavant, en parcourant un journal, elle avait lu la signature de ce petit Japonais qui, patiemment, naguère, attendait à ses côtés dans le hall attenant au bureau de Landor. Dashi, Akira Dashi. Il lui avait souri. Ils avaient échangé quelques mots. Se souvenait-il d'elle ? Elle irait le voir, au hasard. Elle avait été chroniqueuse dans un quotidien en France... Peut-être aurait-elle la chance de le rencontrer... Peut-être...

Le lendemain, devant la nécessité absolue, Juliette oublia

ce que cette démarche avait de naïf et de risqué. Elle allait sortir lorsque le portier l'appela :

— Mademoiselle Amelain, vous voudrez bien quitter votre logement dans les quarante-huit heures. M. Landor, qui est propriétaire de l'immeuble comme vous le savez, estime que le fait d'occuper deux des pièces de l'appartement, libre depuis la faillite de la société d'exploitation minière, empêche la location.

Juliette se raidit. La mesure était comble. Il était surprenant que Landor n'eût pas songé plus tôt à cette occasion de pousser à l'extrême la détresse de Juliette.

— Mais, dit-elle, il faut que j'aie le temps de trouver une chambre.

— Cela vous regarde, fit le portier d'un ton détaché ; je vous conseille cependant de ne pas rester sans abri : j'ai idée que d'ici deux ou trois jours il y aura de la casse dans Changhaï.

Cette prophétie ne provoqua chez Juliette aucune réaction. Maintenant, il lui fallait s'adresser à Dashi, dût-elle l'attendre des heures.

Elle n'eut pas cette peine. Dans le hall du journal de langue anglaise, elle croisa Dashi et, comprenant qu'il ne la reconnaissait pas, alla à lui.

— Je regrette, dit-il avec un sourire automatique et cordial qui ne promettait rien, je n'ai que cinq minutes à vous accorder. Je dois me rendre à Woosung.

Sous sa politesse, Juliette sentait la contrainte, voire l'impatience. Il semblait être indifférent aux hommes, en dehors des événements, cuirassé contre les passions, armé d'une volonté pareille à ces cottes de mailles souples qui tiennent dans les deux mains réunies, mais à travers lesquelles les balles ne passent pas. Ses cheveux étaient rebelles, ses dents irrégulières, l'ensemble de son visage d'une laideur intelligente ; ses yeux, à peine bridés, brûlaient d'un feu vif et ardent comme deux lampes de sanctuaire.

— Voulez-vous venir dans mon bureau ? proposa-t-il.

Une fois dans la petite pièce sombre donnant sur une cour, il désigna à Juliette un bloc-notes posé sur la table :

— Écrivez vos références, cela m'aidera à me souvenir.

Sans arracher la première page, elle griffonna quelques lignes ; malgré elle, son regard s'attacha sur des mots déjà tracés en anglais et elle traduisit un haï-kaï à la mode d'Occident, n'ayant d'autre règle que l'imagination :

Ce que je te souhaite de meilleur,
C'est de ne pas mourir,
Sans qu'on puisse faire un poème sur toi.

Juliette se rappela que naguère, dans l'antichambre de Landor, Dashi composait de ces tercets. Il lui sembla que celui-ci résumait toute une vie ; l'espace d'une minute, elle oublia son destin. Lorsqu'elle releva la tête, Dashi consultait son bracelet-montre : il avait envie de fuir. Sans espoir, Juliette le laissa s'échapper. Il lui avait octroyé l'aumône de sa politesse et ne lui donnerait rien d'autre. Elle ne pouvait lui en garder rancune, il avait son but à lui, sa vie. Elle s'en retourna, le cœur en déroute ; elle était tentée de hurler, d'ameuter Changhaï autour d'elle, d'appeler au secours et n'en trouvait même pas l'énergie. Au bord du trottoir, une auto la rasa de si près qu'elle chancela. Un homme qui sortait d'un restaurant, ce « Rocchi's » où elle avait failli échouer, la saisit par le bras et l'empêcha de glisser devant l'auto suivante. Elle ne regarda pas son visage et ne remarqua que sa voix, son rire résonnant avec une espèce de douceur consolante :

— Pas de mal au moins ?

Elle le vit s'éloigner. Il était de haute taille et balançait un peu les épaules en marchant. Un instant, une main s'était posée sur le bras de Juliette, amicalement ; un instant, elle avait entendu des mots prononcés sur un ton presque fraternel. Tout cela était encore perdu. En plein jour, en pleine rue, elle fondit en larmes. Les gens, autour d'elle, continuèrent à déambuler. Depuis cinq jours, l'agitation anti-nippone s'exaspérait à Changhaï. Cinq cents fusiliers marins avaient débarqué pour assurer la police dans le quartier japonais et la défense de ses habitants souvent malmenés. On avait mis le feu à la résidence du ministre délégué par Tokio. Les destins individuels, mieux que jamais, ne comptaient pas.

ALLARDIS

Dans un restaurant pour journalistes et étudiants, Juliette finissait son thé et ses toasts. Un haut-parleur déversait, sur un rythme traînant, la rengaine allemande : « De la tête aux pieds, je suis créée pour l'amour... »

— Elle s'imagine peut-être que c'est suffisant pour vivre, fit dans un anglais cockney une étudiante chinoise qui feuilletait des brochures soviétiques.

Juliette comptait les heures. Chacune d'elles était un fardeau à porter. Le lendemain matin, Mlle Amelain se trouverait dans la rue, à la recherche d'une chambre à bas prix, munie d'argent pour quinze jours, — pas plus. — La nuit commençait, Juliette comptait encore :

— Neuf à dix, dix à onze... Minuit, une heure...

A la table voisine, l'étudiante sursauta :

— Trois coups de revolver ! Vous avez entendu ? Tout près d'ici, certainement pas plus loin que le coin de la rue.

— Là où j'habite, dit Juliette impassible.

Rien n'était susceptible de la surprendre ou de l'émouvoir. Deux journalistes se ruèrent au dehors et reparurent bientôt, désappointés : personne n'avait été assassiné. Un policeman, survenu au pas de course, errait en vain le long de la rue grouillante où il était facile de passer inaperçu. Juliette se leva et sortit. Elle avait à peine cinquante mètres à parcourir pour atteindre l'immeuble. Le refrain de la rengaine, un instant, la poursuivit. L'amour... cette chose inconnue, si loin d'elle... Elle songea étrangement à un vers d'Henri Heine :

Je voudrais qu'on me vise et me tue...

Cependant, rien dans la rue bruyante ne révélait le récent attentat. Juliette franchit le seuil de l'immeuble et croisa le portier.

— Il y a un visiteur pour l'appartement à louer, annonça-t-il, je lui ai confié la clef en lui faisant observer qu'il aurait pu choisir une autre heure, mais il a insisté, il connaît M. Landor.

Juliette eut un geste d'indifférence. Elle prit l'ascenseur jusqu'au second étage et rentra chez elle. Pendant quelques

minutes, elle attendit le visiteur : nul bruit ne trahissait sa présence dans les pièces voisines désertes et sonores au moindre pas.

Elle sortit sur le palier, la porte principale de l'appartement était entr'ouverte, elle la poussa et atteignit le commutateur électrique. La lumière crue baigna la pièce. Un homme, debout près de la fenêtre, se détourna brusquement :

— Éteignez donc.

Juliette, surprise, le toisa :

— Faites-le vous-même.

L'ombre envahit la pièce. Juliette regagna le palier, l'homme la suivit.

— Excusez-moi, dit-il.

Très grand, mince, les épaules larges cependant, il écrasait dans sa main son feutre, d'un geste gauche et nerveux. Dans son visage patiné par un hâle sombre, des yeux gris bleus évoquaient une eau chatoyante de petits points lumineux ; l'impression qu'ils donnaient, de chaleur et de cordialité, était unique. Il sourit :

— Ah ! c'est vous ! murmura-t-il.

Juliette évoqua alors la voix, le rire de l'inconnu qui, la veille, l'avait soutenue à l'instant où elle allait glisser sous une auto. Elle en éprouva une bizarre émotion. Son regard s'abaissa jusqu'à la main qui tenait le chapeau ; elle aperçut, dans le feutre, deux trous de balles et presque aussitôt elle remarqua, sur la manche gauche de l'imperméable, une tache brune. Le résultat des trois coups de revolver... Juliette pensa tout naturellement au cas d'un Autrichien tué, quatre jours auparavant, dans la Concession française, par des soldats chinois sous l'influence d'une dangereuse psychose.

— Il faut vous soigner, fit-elle ; il y a un pharmacien à quelques pas de cette maison. Vous sonnerez...

— Je regrette, mais je ne quitterai pas les lieux, simplement à cause de cette vermine qui vient de tirer sur moi et m'attend encore en bas en se promenant sur le trottoir, du côté opposé à l'immeuble.

Juliette hésita. Le jour précédent, l'étranger lui avait évité une blessure, peut-être la mort.

— Un prêté pour un rendu, dit-elle enfin, entrez chez moi.

Il obéit avec un naturel étonnant ; il était sûr de lui sans

insolence, d'une hardiesse non dénuée de naïveté. Naïveté étrange chez un garçon d'environ trente-cinq ans dont le visage révélait une espèce de douceur sensuelle en même temps que cette sauvagerie des hommes vivant du risque, habitués à parer au danger, ennemis des conventions. Trois mois plus tôt, Juliette l'eût laissé sur le palier. A présent, elle avait contracté, en quelque sorte, une dette envers lui et, surtout, il la traitait en égale, l'adoptait d'instinct comme une alliée, la considérait sans indifférence, mais sans équivoque et représentait une image contraire à celle de tous les hommes rencontrés à Changhaï depuis son arrivée.

— Je n'ai pas choisi mon refuge, admit-il, je me suis engouffré où j'ai pu. Le portier n'a pas mis en doute mon intérêt pour l'appartement ; cependant, la plupart des fenêtres de cet appartement ouvrent sur la rue et, avec la lumière, cette vermine, en bas, m'a repéré. Ici, je me trouve mieux, cette pièce donne sur une cour. L'ennui, c'est que les individus du genre « assassin à gages » sont patients.

Cette magnifique inconscience incita Juliette à brusquer les choses. Elle apporta de l'eau, des bandes et avoua son inexpérience. L'étranger s'occupa seul à emmailloter, au-dessous du coude gauche, un bras dur et musclé.

— Une éraflure, nota-t-il, l'opération terminée. Merci. Vous avez l'accent d'une Française ; je ne me trompe pas ? Mes ancêtres étaient de chez vous. Je suis des environs de la Nouvelle-Orléans, j'ai fait la dernière année de la guerre en France, comme aviateur. Et vous ? A Changhaï par hasard ? Seule, n'est-ce pas ?

— Affreusement.

Juliette avait jeté ce mot comme un cri. Les yeux clairs l'observaient, sondaient jusqu'au tréfonds d'elle-même une lie d'amertume, de désespoir et de dégoût. Gênée, elle réagit et, pour créer une diversion, demanda :

— Vous connaissez Landor ?

Il eut une moue, un geste vague :

— Comme ça...

Son visage s'était fermé. Juliette, avec angoisse, risqua :

— Quelle est votre existence ?

Il hocha la tête :

— Je vis dangereusement. Vous ne savez pas ce que c'est.

Un jour, on se croit maître d'une foule de destinées et l'on n'est pas très sûr, le lendemain, d'avoir toujours les deux pieds par terre. Une balle qui part au coin d'une rue, le cap est doublé et l'on s'en va dans l'oubli.

S'efforçant de l'identifier, elle insista :

— Quel métier se rapporte à cela ?

— Le métier d'homme. Vivre d'abord. Mais c'est une autre vie que la vôtre.

Il eut un sourire qui fronça tout son visage de grand enfant sauvage et rêveur. Juliette comprit qu'elle n'obtiendrait rien de plus, elle le vit poser son regard sur les valises empilées près de la fenêtre.

— J'imagine ça, dit-il, le loyer est trop cher, vous partez. Un conseil : n'allez pas habiter les quartiers indigènes. Prenez garde. Changhaï ! l'honneur, la propreté morale s'y perdent comme un dollar.

Il se leva d'un air résigné.

— Vous croyez que l'homme qui vous guettait s'est lassé d'attendre ? interrogea Juliette.

— Aucunement, mais j'irai à côté, dans l'appartement désert, jusqu'à demain matin. Le portier ne montera pas.

Juliette rougit violemment :

— Non, parce qu'il pensera que vous avez usé d'un prétexte, que je suis une de ces femmes qui n'ont rien à perdre et que, vous connaissant, je vous ai reçu ici.

— Je regrette, fit-il d'un ton sincère. Des coups de revolver dans la rue, un homme se réfugie chez vous : ce qui est inacceptable ailleurs ne surprend personne à Changhaï. Cette ville défie la morale et la vraisemblance depuis longtemps. Je..., — il hésita, — il serait prudent que vous quittiez Changhaï dès demain matin. Vous ne pouvez pas ? C'est dommage. Il y aura du grabuge, comprenez-vous ? On va se battre... Les Japonais... Enfin, c'est inutile. Bonne chance. Merci.

A l'instant où il ouvrait la porte, la main de Juliette s'accrocha à son bras. Elle était sur le point de fondre en larmes, oubliait toute dignité, tout orgueil :

— Je vous en prie, murmura-t-elle, aidez-moi. Je n'en puis plus... Je suis seule, seule, seule à crier de souffrance et d'exaspération. Demain, je ne saurai où aller, j'ai de l'argent

pour deux semaines seulement. Vous connaissez des gens ici : donnez-moi une idée...

Sa voix se cassa. Elle haletait. Il la regarda, indécis.

— Je ne puis rien pour vous, fit-il enfin.

— Vous... vous n'imaginez pas ce que j'éprouve. Landor me force à abandonner ce logement pour que, désemparée, j'aille à lui. Il disait : « Vous me reviendrez »...

Il tressaillit :

— Landor ? Ah ! non. Landor !... Écoutez : allez demain au « Rocchi's ». Vous me demanderez, peut-être m'y trouverai-je. J'oubliais : je m'appelle Allardis, Jack Allardis.

D'un mouvement brusque, il referma la porte sur lui.

Jusqu'à l'aube, allongée sur son lit, les yeux meurtris par l'insomnie, Juliette écouta la pulsation de Changhaï. Le vent humide et froid tordait les rideaux de la fenêtre ouverte, apportant une odeur chinoise de vase, d'opium et de musc. Une immense rumeur sourde, le bruit mou d'une foule grouillante, le halètement de poitrines oppressées dans le sommeil, tout cela traduisait la Chine, malgré le croassement des klaxons, les notes dispersées des jazzs.

Le matin, à onze heures, le portier vit passer Juliette qui portait une valise. Elle n'osa pas demander quand Allardis était parti.

— Lorsque j'aurai une chambre, je ferai prendre mes bagages, dit-elle.

Le portier la toisa.

« Le service rendu à Allardis me coûte cher », songea Juliette.

Il lui semblait cependant que le jugement qu'on avait sur elle, même erroné et offensant, ne signifiait plus rien. Allardis était son seul espoir ; elle ne le connaissait pas, il vivait de l'aventure et l'on tentait de l'assassiner dans la rue... Il avait dit : « Vivre d'abord... » ; Juliette n'avait pas d'autre pensée.

Elle se rendit au « Rocchi's » et eut un sourire amer en entrant dans cet établissement d'ailleurs « coté » où les serveurs commençaient de dresser les couverts.

— M. Allardis, pas ici, fit un des garçons chinois, étage dessus, porte gauche dans rue, demander Mme Rocchi.

Juliette suivit ces indications. Une servante jaune et grêlée l'introduisit dans un vestibule où débouchait un escalier intérieur et la mena jusqu'au bureau de Mme Rocchi. Celle-ci, au nom de Jack Allardis, regarda Juliette de la tête aux pieds. Ce regard semblait apporter un jugement définitif, résultat d'une expérience qui classait les êtres au premier coup d'œil dans telle ou telle catégorie. Cette Mme Rocchi, qui avait dépassé quarante ans et ne s'en cachait pas outre mesure, était de ces femmes qui ont plu à certains hommes et auxquelles ce don n'a procuré que des désavantages. Ses yeux d'un bleu aigu révélaient le « real sense of humour »; son visage irrégulier gardait un charme spécial, une sorte de rayonnement sympathique, mais elle paraissait considérer la vie d'un air résigné, parfois même excédé, tout en restant poliment narquois.

— Allardis est rentré ce matin, puis reparti, dit-elle. Vous devez savoir que c'est l'un de mes pensionnaires, je loue des appartements et des chambres.

— A quel prix ? risqua Juliette.

— Les chambres à cent cinquante et deux cents dollars par mois.

— Je regrette, c'est trop pour moi. Mais il faut absolument que je voie M. Allardis ; quand sera-t-il de retour ?

Mme Rocchi fit glisser sur son poignet des bracelets de laque ; elle hésitait, ce geste lui donnait le temps de se former une opinion. Brusquement, elle releva la tête et, de nouveau, fixa Juliette :

— A tout hasard, revenez ce soir vers huit heures.

La jeune fille prit congé.

La journée entière, elle erra par les rues de la ville. La foule la transportait, un courant brutal comme les rapides des grands fleuves la jetait d'un carrefour dans un autre carrefour. Chaque bruit transperçait sa chair, résonnait au fond d'elle-même. Les tempes battantes, le visage offert au vent moite, elle allait, l'âme vide et affamée, le corps las. Des gens s'aggloméraient en groupes, s'interpellaient, discutaient au bord des trottoirs, devant la portière d'une auto ; des phrases en dix langues résumaient une pensée identique : les Japonais tenaient à régler un compte, une opération de

police était imminente. Ils occuperaient Chapei (1), bien que le maire de Changhaï eût accepté leur ultimatum. Le prestige le voulait... Le sens exact de l'expression « opération de police » échappait à Juliette : elle ne savait qui avait raison, qui avait tort ; peut-être les deux peuples avaient-ils raison, peut-être avaient-ils tort ensemble. Le destin des masses s'annihilait devant son propre destin. Le soir tombait sur le Whampoo, camouflant de grisaille les navires de guerre au repos, faisant ressembler les voiles des jonques à d'immenses chauves-souris. Des lumières pétillaient. La ville s'enflammait d'enseignes électriques. Sur le fleuve, une sirène vibra. Son appel vrilla le cœur de Juliette. Derrière elle, quelqu'un prononça :

— Mademoiselle Amelain...

Elle se retourna, incrédule. D'une enjambée, Dashi l'eut rejointe. Stupéfaite, elle le laissa parler :

— Enchanté de vous rencontrer, mademoiselle ; je me suis adressé au portier de votre immeuble, il m'a dit que vous n'en étiez plus locataire.

Juliette le considéra avec une surprise sans limites. Elle était certaine, deux jours auparavant, que ce Japonais si parfaitement correct avait trop à lutter pour lui-même, qu'il oublierait sa requête et son nom.

— C'est une chance, en effet, que nous nous retrouvions, admit-elle avec un sourire mécanique, mais c'est la troisième fois depuis ce matin que je parcours le Bund d'un bout à l'autre.

— Si vous en aviez eu le temps, ç'aurait été un honneur pour moi que vous acceptiez de prendre une tasse de thé en ma compagnie.

— J'ai tout le temps, dit Juliette d'une voix que l'ironie fêla à peine.

Dashi arrêta un taxi.

— Vous permettez ?

— Certainement.

Elle s'effondra sur la banquette. Le journaliste lui sourit aimablement en inclinant la tête. Leurs rapports en restèrent là jusqu'au moment où, dans un salon de thé mi-européen,

(1) Quartier chinois au nord de la Concession internationale.

mi-chinois, Juliette sentit la chaleur la pénétrer et ses nerfs se détendre doucement.

— Merci, monsieur Dashi, dit-elle.

Il s'inclina de nouveau :

— Je vous en prie ! Je suis trop heureux d'être autorisé à penser que mon aide vous sera inutile.

— Vous êtes modeste : pour moi, l'état de choses n'a nullement changé.

— Vraiment ?

Il sourit encore d'un air d'intérêt exquisement poli.

— Pourtant, je n'avais pas l'impression de m'être trompé... Une cigarette ?

Juliette reposa sa tasse sur sa soucoupe :

— Nous ne nous comprenons pas du tout, monsieur Dashi.

— Si, mais si... Aurai-je le plaisir de donner du feu à votre cigarette ? Je voulais dire, — pardonnez-moi cette indiscrétion, — que Jack Allardis peut vous servir mieux que moi.

Juliette tressaillit :

— Allardis ? Comment savez-vous ? Ah ! le portier...

En se réinclinant, il admit avec empressement :

— C'est cela : le portier... C'est, je le répète, d'une abominable indiscrétion...

Juliette jeta brusquement sa cigarette dans le cendrier ; elle articula d'un ton violent :

— Mais j'y songe : le portier ne connaissait pas le nom d'Allardis. Il a seulement vu un homme désireux de... visiter un appartement libre.

Les yeux baissés, Dashi jouait avec la boîte d'allumettes :

— Mademoiselle, fit-il avec une tout autre intonation, je m'excuse encore d'énoncer de telles impertinences : le voisinage des gens d'Europe me force souvent à oublier les égards... à déshabiller mes paroles et, si j'ose m'exprimer ainsi, les présenter nues. Il serait préférable que nous traitions ensemble, de façon ou d'autre, dès maintenant. Vous avez besoin d'argent, c'est une chose légitime et, en plus de cela, intervient sans doute un sentiment, — ou une sentimentalité, — qu'il ne m'appartient pas de juger, mais c'est une maladresse de la part d'Allardis de vous avoir envoyée à moi l'autre jour.

Juliette le considéra d'un air égaré :

— Que prétendez-vous ? Allardis n'était pour rien dans ma démarche, je ne l'avais jamais vu. Je ne le connais que depuis... depuis... hier soir.

— Ah ! oui ? Très bien.

— Vous ne me croyez pas ? Enfin, c'est inouï, je n'ai pas de comptes à rendre.

Le visage de Juliette s'enflamma :

— Évidemment, un homme s'est réfugié chez moi. Rien de plus. Le portier a pu insinuer des choses... d'ignobles racontars ; mes rapports avec Allardis se bornent à une entrevue et je me demande en quoi ils vous intéressent.

Le regard de Dashi redevenait attentif ; au fond de ses yeux vacillait une lumière aiguë qui donna à Juliette l'impression d'une brûlure.

— J'ignorais que vous étiez en relations avec Allardis, insista-t-elle.

Les mains croisées, appuyées sur le rebord de la table, le Japonais dit lentement :

— Les ignobles racontars ne m'ont jamais intéressé. Les paroles ne sont rien, je m'en tiens aux faits. Maintenant, mademoiselle, aurai-je le plaisir de vous faire servir une seconde tasse de thé ?

Il avait repris son ton uni et calme, abandonné toute « brutalité européenne ». Juliette, cependant, s'acharna :

— Vous voyez bien que je ne comprends rien. Je ne sais même pas exactement qui est Allardis.

Il louvoya, d'un air conciliant :

— Nous ne savons jamais exactement ce que nous sommes et ce que sont les autres, encore moins.

Juliette se leva, son mouvement brusque fit tomber un journal que Dashi avait posé sur la table.

— Je n'apprécie pas ce genre de quiproquo, prononça-t-elle d'une voix sourde.

Son regard s'abaissa ; avant que Dashi ait eu le temps de ramasser son journal, elle le saisit : quelques mots étaient tracés dans une marge, un haï-kaï toujours à la mode d'Occident :

Les soldats qu'en chantant
Aiment à voir passer
Les jeunes filles.

— Très lyrique, remarqua Juliette ; un conseil : consacrez-vous uniquement à la poésie.

Elle retrouva dehors l'air moite et le bruit des rues qui lui heurtait les nerfs. Elle songea : « Il faut que je parle à Allardis, qu'il m'explique ce que signifient ces insinuations. »

La vie d'Allardis était sans doute de celles qui excitent la curiosité intense d'un journaliste, même lorsqu'il appartient au peuple le plus discret, le plus strict sur la pudeur morale ? L'erreur dont Dashi n'avait pas voulu convenir, le fait d'associer le nom de Juliette à celui de l'Américain entraînaient insensiblement la jeune fille vers un milieu, un monde, selon la formule de Landor, « une autre vie » que la cruauté d'une humanité, d'une époque et d'une ville lui imposaient.

Comme le matin, la servante grêlée introduisit Juliette auprès de Mme Rocchi.

— Allardis n'est pas rentré.

Juliette entendit ces mots comme s'ils venaient de très loin. Elle répondit : « Je l'attendrai », avec une expression de ténacité désespérée. Les sourcils de Mme Rocchi se haussèrent ; elle saisit Juliette par le bras :

— Envie de crier S. O. S. ? Ne protestez pas, l'orgueil est un bagage inutile ; on le laisse toujours chez moi. Venez par ici, nous causerons ensemble et vous vous reposerez.

Dans un salon au mobilier impersonnel, trois pensionnaires jouaient au poker. Mme Rocchi présenta à Juliette un colonel allemand, un médecin russe et une jeune femme manifestement issue de l'union d'un jaune et d'une blanche ou vice-versa. Le trio se remit à jouer. Mme Rocchi s'assit aux côtés de Juliette, à l'autre extrémité de la pièce.

— Vous êtes Française, moi aussi, fit-elle avec son étrange expression d'ironique détachement ; du moins l'ai-je été, mais je m'en souviens. Vous en êtes à la lie du calice ? Pourquoi ?

Juliette parla. Elle aussi laissa son orgueil à la porte. Elle fut vraie avec lassitude, avec révolte, avec douleur. Enfin, elle conta sa rencontre avec Allardis.

— Qui est-il ? interrogea-t-elle.

Mme Rocchi suivit des yeux la fumée de sa cigarette.

— Il est ce que nous sommes tous, dit-elle soudain, bru-

talement, ce que vous êtes maintenant. Un déclassé. Regardez autour de vous : Suzanne Rocchi, déclassée, ancienne femme du monde qui, à chaque mariage, est sortie de son cercle normal, c'est-à-dire trois fois, épouse en dernier lieu du restaurateur Rocchi, sa veuve à présent, propriétaire d'un établissement réputé select, ce qui n'empêche pas un musicien de l'orchestre d'échouer en prison pour trafic de stupéfiants et scandale à l'insu de ladite Suzanne Rocchi, laquelle doit cependant en supporter les conséquences. Là-bas, à la table de poker : un officier allemand tombé naguère en disgrâce auprès de Ludendorff, conseiller de généraux chinois, ivre de grandeurs déchues, quelque peu fou, — déclassé ; un médecin russe qui a vu toutes les richesses, les horreurs, les souffrances du monde, qui n'a plus personne et presque plus rien, pique-assiette chez les uns, chez les autres et qui paye ses hôtes avec d' « authentiques anecdotes » dues à sa seule imagination, — déclassé ; une métisse intelligente, élevée à l'européenne, pas de père, pas de mère, de fâcheuses affaires de cœur, révoltée contre l'Europe qui la croit inférieure, méprisante envers l'Asie à laquelle elle ne pardonne pas son sang de bâtarde, — déclassée... Et Allardis ? Sans situation après la guerre, plusieurs fois vaincu. Il vit avec son cran, ce qui n'est déjà pas si mal. Il vous parlera de lui s'il le veut, sinon, acceptez-le comme il est.

Le regard de Juliette erra, inquiet, autour de la pièce.

— Vous cherchez une pendule ? remarqua Suzanne.

Elle tendit son poignet cerclé d'un bracelet-montre qui valait cinquante dollars en strass et en représentait deux mille en diamants.

— Dix heures trente. J'ai un divan dans mon bureau, allez vous reposer.

Un grondement se prolongea, traîna ses échos. Une rumeur s'éleva de la rue. L'orchestre du restaurant, dont on entendait par moments les notes pêle-mêle de « scies » américaines, de valses viennoises, de romances napolitaines, de refrains tziganes, se tut. Un orage roulait vers l'est ; son bruit ample, sourd et continu semblait parfois sortir du plus profond de la terre comme le tocsin mystérieux qui accompagne les secousses sismiques. La métisse, sans cesser de jouer, observa :

— Ça vient du côté de Woosung, les Japs bombardent les forts.

— Par canons de marine, précisa l'Allemand qui s'était levé et, les yeux grands ouverts, paraissait poursuivre un songe obscur.

— Venez, dit Suzanne à Juliette immobile, mais venez donc. La moitié de l'humanité tirerait le canon que ça n'empêcherait pas l'autre moitié de dormir.

Juliette, allongée sur le divan du bureau, resta seule dans la pénombre, le corps excédé de fatigue, l'esprit assiégé d'images et de pensées. Elle sombra dans un songe plein des cris d'une foule, du bruit d'une troupe en marche, horde sortie de l'horizon et qui ne finissait pas, du tumulte composé de détonations, d'éclatements, de chutes mates de corps sanglants privés d'âme et de vie. Elle se réveilla brusquement, des voix résonnaient dans le couloir. Elle se leva et ouvrit la porte. Suzanne et la métisse, des manteaux de fourrure sur leurs kimonos, échangeaient des propos avec un groupe de pensionnaires, hommes dépeignés dont les robes de chambre luxueuses, probablement impayées, ou les pardessus médiocres recouvraient les pyjamas. Le vacarme d'un bombardement proche, le bruit d'une fusillade intermittente semblaient avoir éteint toutes les rumeurs de la ville.

— Il y a feu d'artifice et illumination du côté de Chapei, fit la métisse, nous montons sur le toit-terrasse de l'immeuble.

Serrée dans son manteau, les nerfs vibrants, Juliette suivit le groupe. La nuit était rouge, le fleuve écumait du sang. Chapei brûlait sous les bombes incendiaires dans un embrasement monstrueux de flammes géantes, ronflantes, tordues, rongeant le ciel, écrasant sur la ville une pourpre lumière et menaçant de l'envahir.

— Pas moyen de s'y reconnaître, dit la métisse de son ton âpre et comme imprégné d'amertume, jaunes contre jaunes, l'uniforme de la peau, l'uniforme de la mort. C'est de la fraternité, hein ?

— Si Tchang-Kaï-Chek avait écouté mes conseils, gémit le colonel allemand, la gloire était à la Chine, la Chine des jades et des paravents.

— Heureux les pauvres d'esprit, grogna le médecin russe en armant son appareil photographique.

Juliette frissonnait. Ce décor inouï, infernal, ces gens débraillés dont les propos trahissaient les infimes et mesquines préoccupations personnelles, représentaient la vie dans son aspect le plus intense, le plus inexorablement cruel, le plus bouffon.

Suzanne prit le bras de Juliette :

— Descendons, proposa-t-elle.

Lorsqu'elles furent dans le salon où elles avaient passé la soirée, la jeune fille remarqua l'inquiétude qui tendait les traits de Mme Rocchi.

— Il y a du danger, n'est-ce pas ?

— Quand un homme s'en va, seul, là où des avions lancent des bombes, il court quelques risques, en effet.

Juliette avait parlé du péril auquel était exposé Changhaï ; Suzanne répondait en pensant à celui qui menaçait Allardis. Elle aussi avait sa préoccupation personnelle.

Mme Rocchi se jeta dans un fauteuil et attira à elle le coffret aux cigarettes :

— J'attendrai l'aube, elle n'est pas éloignée.

— Je reste auprès de vous, dit Juliette vivement.

— Comme vous voudrez, fit Suzanne avec indifférence.

La fusillade continuait à Chapei, perçant parfois le sourd et brutal éclatement des bombes. Juliette sentait sa chair se contracter sous l'emprise d'une angoisse nouvelle, alors qu'elle croyait en avoir éprouvé toute la gamme. Elle chercha, en parlant, à se délivrer de cette peur qui lui sciait les membres et lui plantait des épines à la place du cœur :

— Que savez-vous de Dashi, madame ? Le journaliste japonais qui connaît Allardis...

— Rien. C'est la première fois que j'entends prononcer ce nom. Allardis a des relations avec une foule de gens que j'ignore.

Suzanne laissa tomber l'entretien ; elle s'enferma dans le silence. Juliette se blottit au fond de son fauteuil, l'esprit en déroute, les nerfs noués.

Peu après six heures, une clef grinça dans la serrure de la porte d'entrée. Suzanne courut jusqu'au vestibule ; Juliette la suivit, sans doute en vertu d'un réflexe... Allardis, tête nue, les cheveux en désordre, le visage portant des traces de suie, quittait son imperméable brûlé par endroits.

— Est-ce une heure normale ? dit Suzanne.

— J'ai fait ce que j'ai pu. Diable ! on appelle « ça » une opération de police ! Ah ! Mademoiselle... est ici... Je ne sais pas votre nom... C'est curieux : nous nous rencontrons dans des circonstances réjouissantes ! Suzanne, je prendrais volontiers un whisky.

Il accompagna les deux femmes dans le salon et s'assit sur le bras d'un fauteuil. La lassitude même n'abolissait pas son insouciance vraie ou feinte.

— J'espère que vous n'avez pas passé la nuit debout à cause de moi, mademoiselle ?...

— Juliette Amelain.

— ...Et que vous ne m'attendez pas depuis longtemps ?

— Depuis hier matin.

— Oh ! désolé... Un peu moins de whisky ; merci, Suzanne. Donnez aussi un whisky à Mlle Amelain : elle tremble. Non ?... Si, parfaitement, vous tremblez !

Il saisit la main de Juliette.

— Comme une feuille ! Pas de whisky ?... Je veux bien; mais que faites-vous ici ?

— Il fallait que je vous voie.

— Pourquoi ?

— Elle ne sait où aller, Jack, dit Mme Rocchi.

— Où aller ? Cette idée ! Aller dormir ! Elle ne tient plus debout. Prêtez-lui une chambre. Vous n'avez pas trouvé ça toute seule ? Oui, elle n'a pas de quoi la payer. Pas d'importance : le Russe vous paie assez mal et vous le gardez. Et puis demain, après-demain, nous coucherons peut-être à la cave... ou plus bas encore. Profitons donc du confort.

Juliette balbutia des mots qui ressemblaient à des remerciements et suivit Suzanne d'un pas de somnambule.

Elle s'éveilla au crépuscule. Chapei brûlait toujours. Son brasier paraissait s'étendre jusqu'à la Concession internationale et la gagner. La loi martiale était proclamée ; le corps de défense des concessions mobilisé. Dès le matin, les marins japonais, débarqués la veille dans la nuit et dirigés sur Chapei, étaient intervenus en raison d'une agitation couvant dans la Concession internationale. Plus tard, des bandes de Chinois tentant de l'envahir avaient été repoussées par les

troupes britanniques. Une bombe était tombée dans la zone septentrionale de la cité européenne ; on craignait une attaque des trente mille réguliers chinois massés aux alentours de Changhaï. Bien qu'un armistice de vingt-quatre heures eût été conclu entre belligérants, la fusillade ne cessait pas à Chapei et les Japonais continuaient de ne tenir aucun compte des protestations au sujet de leur entreprise de contrôle de la Concession internationale susceptible d'être choisie par eux comme base d'opérations. Les Chinois décrétaient la grève générale, les magasins se fermaient. Dans les rues presque désertes, les gens se hâtaient. Il y avait déjà un certain nombre de morts. Cependant la guerre n'était pas déclarée...

Juliette rejoignit Suzanne dans son bureau. Allardis était encore absent.

— Que ferez-vous de moi ? dit Juliette.

— Est-ce qu'on se préoccupe de ça ? Vivez, c'est déjà un privilège. Lorsqu'on aura la paix, on verra.

Juliette entra alors dans cette vie dangereuse qui ne suppose pas de lendemain, le lendemain n'y étant qu'une chance, un billet gagnant à une loterie. Des jours passèrent, s'enchevêtrèrent et finirent par se ressembler : ils étaient tous faits de périls, d'angoisses, de peur ou de gaieté nerveuse, d'impatience ou de découragement, trop longs à se traîner ou trop courts dans leur rythme pathétique, et seulement reconnaissables pour Juliette par les événements qui touchaient son intelligence ou son cœur.

Des réfugiés chinois se ruaient dans la Concession internationale ; on parlait de l'évacuer, on s'y tenait prêt. Suzanne se refusait à partir, ses pensionnaires se récriaient ; ils avaient leur yard de terre à Changhaï, pas ailleurs. Pourtant, des obus éclataient dans les rues, on y ramassait des morts. Des fusillades s'engageaient sous prétexte que des tirailleurs chinois s'embusquaient ici ou là. De nouveaux foyers d'incendie s'allumaient aux alentours de la ville. Des renforts anglais et américains débarquaient pour la défense de leurs nationaux. L'âpreté de la résistance chinoise n'avait pas fini d'étonner les Japonais. « L'opération de police » avait étrangement dégénéré, les espoirs de « règlement pacifique » s'évanouissaient comme les millions de dollars perdus dans la fumée de Chapei.

Allardis disparaissait et reparaissait toujours sans que Juliette connût le but de sa vie. Il rentrait au moment du couvre-feu, lorsque les patrouilles de nuit prenaient possession des rues désertes. Parfois, Juliette et lui montaient jusqu'au toit-terrasse sans lumière et, dans l'ombre, s'asseyaient côte à côte. Un reflet d'incendie les éclairait par intermittence ; ils se taisaient. Juliette se remémorait les paroles de Mme Rocchi : « Il vous parlera de lui, s'il le veut ; sinon, acceptez-le comme il est. » Elle l'acceptait et même, par instants, aux heures de calme relatif, elle entretenait l'illusion d'un bien-être et d'une sécurité éternels. Cela pouvait s'appeler le bonheur. Suzanne comprenait l'état d'âme de Juliette et souvent l'épiait d'un air anxieux comme si elle souhaitait à la jeune fille de jouir pleinement de la minute, de l'heure présente, tout en prévoyant que cet abandon, ce farniente moral aurait son réveil et sa fin. Mme Rocchi s'était accoutumée à aimer Allardis, mais résignée aussi à ce que ce sentiment n'eût aucune importance. Elle disait avec son expression narquoise :

— Ici, il n'y a d'important que de mourir, parce qu'alors tout s'arrête...

Le bouleversement de Changhaï lui coûtait cher ; le restaurant devait fermer ses portes par obligation ou faute de clients. Suzanne gardait son équilibre renforcé d'indifférence bien jouée.

Un matin, la fusillade pétaradant dans les rues voisines était atténuée par l'orchestre : les « Changhaïens » qui s'ennuyaient étaient venus de nouveau goûter les spécialités du Rocchi's. Le ténor lançait de temps en temps de fausses notes lorsque le bruit de l'escarmouche se précisait, mais l'évocation de Sorrente, de Santa Lucia et des romances primées à la fête de Piedigrotta donnaient l'illusion d'un soleil qui abolit la peur et exalte l'amour. Un obus tombant à deux cents mètres, « par erreur », naturellement, jeta néanmoins les clients à plat ventre sous les tables, parmi les verres cassés. La terre semblait se fendre. Pourtant, la minute passa, la terreur s'usa, des verres neufs reparurent sur les tables, des garçons recueillirent sous les pieds des consommateurs les perles de colliers arrachés dans la panique. Le ténor recommença de chanter avec quelques fausses notes en plus.

Le jour anniversaire de la fondation de l'Empire nippon, les Japonais s'accordèrent une trêve ; ils comptaient, pour célébrer cette fête, tirer vingt et un coups de canon. Dès le second, les Chinois, croyant à une attaque, ripostèrent vivement. De cette erreur, involontairement humoristique, résulta un engagement de plusieurs heures. Le lendemain, les Missions françaises aidaient à évacuer les non-combattants chinois de Chapei dans un état atroce de dénuement et de détresse.

— Mais enfin, dit Juliette mise au courant de ces nouvelles par un pensionnaire de Mme Rocchi, pourquoi les Japonais continuent-ils les hostilités, puisqu'il ne s'agissait à l'origine que d'une opération de police entreprise pour la défense de leurs nationaux ?

— Ils continuent parce que les Chinois résistent, répondit superbement l'ex-officier allemand.

— Il leur était difficile d'opposer la passivité à un bombardement et à l'incendie d'un quartier très étendu !

— Les Chinois ignorent sans doute, jeta la métisse, que, lorsque certaines gens vous administrent une correction, on doit s'en tenir quitte pour cet honneur.

Les débats en restèrent là.

Quelques instants plus tard, en entrant dans sa chambre située au premier étage, Juliette vit une ombre floue se profiler sur la fenêtre. Le soir tombait ; sans donner de lumière, elle s'approcha de la vitre. Un tirailleur chinois avait escaladé le balcon et s'y tenait rencogné. De la rue un cri partit. Juliette devina, sur la chaussée, le piétinement d'une patrouille. Immobile, indécise, la jeune fille regardait la porte restée ouverte derrière laquelle un bruit de pas se précisait. Elle distingua dans la pénombre la silhouette d'Allardis. Il s'avança. D'un mouvement du menton, Juliette lui désigna la fenêtre, mais, avant qu'elle ait pu parler, une balle fracassa la vitre. La patrouille japonaise avait découvert le Chinois. Une seconde balle, tirée de l'autre côté de la rue, érafla le mur à quelques centimètres de Juliette. Elle enfouit son visage dans l'épaule d'Allardis. Il l'entraîna jusqu'au couloir, pas assez vite cependant pour qu'elle n'entendît point la chute molle d'un corps vacillant par-dessus le balcon. La troisième balle avait touché son but.

— Venez, dit Jack, montons sur la terrasse : on voit les choses de haut, ça vaut mieux.

Là-haut, le crépuscule les enveloppa. Le bras d'Allardis entourait toujours Juliette.

— Vous ne tremblez pas, remarqua-t-il ; vous n'avez pas eu peur ?

C'était exact. Elle en demeurait éblouie. Elle n'avait pas eu peur... Elle eut envie de répondre : « Pas avec vous. » Mais elle se tut.

La nuit masquait la ville. Un incendie, vers le nord, la révélait par instants comme un mirage ou un décor fragile prêt à s'écrouler. La voix d'Allardis fut sourde et comme lointaine :

— Juliette, seriez-vous heureuse de pouvoir dire, un jour : « Adieu, Changhaï » ?

— Si c'était pour m'en aller toute seule, pour être ailleurs toute seule, je ne crois pas, Jack.

Sa vraie réponse eût été : « Adieu, Changhaï ?... Pas sans vous... »

Il la comprit.

— Redescendons, proposa-t-il, il fait trop frais ce soir.

Le lendemain, Juliette tenta de sortir. La prudence s'émoussait. Les accalmies ramenaient la vie dans les rues. Outre le danger constitué par les bombes et les obus destinés originellement à un autre secteur que les Concessions, mais y faisant néanmoins presque quotidiennement des victimes, les investigations des Japonais en territoire « européen » et leurs constantes escarmouches avec des Chinois rendaient plusieurs quartiers infréquentables. Juliette n'avait pas choisi l'un de ceux-là. Cependant chaque jour avait son imprévu. Elle se trouva dans l'obligation d'emprunter le premier refuge venu : le hall du journal où naguère elle était allée à la rencontre de Dashi. L'occupant d'une auto arrêtée le long du trottoir suivit le même chemin que Juliette. Debout derrière elle, il prononça son nom à mi-voix. Elle reconnut l'accent de Landor et ne se retourna pas, laissant errer son regard sur les groupes de passants réfugiés dans le hall, discutant avec inquiétude ; Landor, s'avançant, lui fit face.

— Puis-je vous rendre service ? s'enquit-il. J'ai appris

par hasard que vos bagages étaient encore sous la garde du portier de l'immeuble que vous habitiez et dont je suis propriétaire.

— Les circonstances ne m'ont pas permis encore de rentrer en possession de mon bien. Je ferai le nécessaire dès que le calme sera revenu.

A cet instant, Juliette eût préféré affronter les balles plutôt que d'être guettée par ces yeux sans vie. Le visage immobile de Landor ne décelait ni colère ni passion, mais Juliette pressentait les paroles qui la frapperaient. Lentement, elles paraissaient s'assembler dans le cerveau de Landor, s'y mûrir, y prendre l'élan de toute leur force et de toute leur dureté.

— Je suis content pour vous, articula-t-il, traînant sur les mots. Le principal ? Être satisfait de son sort. Vous êtes moins difficile que je ne le croyais, que vous ne l'auriez cru vous-même. Elle a sans doute son charme, la vie près d'un espion ?

Il avait visé et touché. Juliette l'étonna cependant pour la seconde fois. Elle éprouvait soudain l'impression d'une gêne intolérable, de l'angoisse d'un être qui se heurte, dans les ténèbres, à des objets et des corps dont il ne peut reconnaître les contours. Pourtant, elle se refusa à montrer son désarroi :

— Ici, les valeurs changent de cours, monsieur Landor ; un espion est l'égal d'un autre.

Elle traversa le hall et atteignit la porte.

— Me verrai-je accorder l'honneur de vous escorter, mademoiselle ?

Devant Juliette, s'inclinait Dashi.

— Merci, riposta-t-elle sèchement ; il paraît que ce n'est pas un honneur.

— Je vous en prie... Les rues ne sont pas entièrement, si j'ose dire, pacifiées...

Il sourit. Par son silence, Juliette admit sa compagnie. Tout en marchant au ras des maisons, elle se demandait si Dashi avait entendu les propos de Landor. Peu importait d'ailleurs, elle comprenait à présent pourquoi le sort d'Allardis intéressait tant ce garçon correct, amateur de haï-kaïs.

— Je dois vous adresser mille excuses, dit-il, en saluant un officier japonais qui passait à la tête d'une patrouille,

je suis, comme un journaliste qui se respecte, curieux et j'ai cherché à forcer votre vie. Or, toute effraction est une faute.

Juliette n'avait plus de doutes : Dashi avait surpris son expression à l'énoncé des paroles de Landor. S'avouant à lui-même son erreur passée, il jugeait sans doute nécessaire de fournir le prétexte d'une honorable contrition. Par prudence, Juliette se tut ; il lui semblait fouler ce tapis de charbons ardents sur lequel les fanatiques hindous posent leurs pieds nus.

— Le journaliste disparaît, continua Dashi. Après-demain, je prends du service dans l'armée japonaise, en qualité de pilote aviateur. Déjà, vous pouvez vous dire que celui qui vous accompagne est un soldat.

— Un soldat...

Juliette sourit vaguement :

— ... Un de ceux « qu'en chantant aiment à voir passer les jeunes filles » ?

— Non, ce sont là des sottises et des puérilités. Un jeu, une innocente faiblesse, comme les mots croisés... Vous voici près du « Rocchi's » ; c'est là que vous habitez, n'est-ce pas ? Permettez-moi de me retirer.

Juliette le regarda sans savoir quels mots prononcer. Elle se remémora le tercet lu naguère sur un bloc-notes :

Ce que je te souhaite de meilleur,
C'est de ne pas mourir
Sans qu'on puisse écrire un poème sur toi.

Mourir en beauté, de façon épique, comme le désirait la jeunesse allemande de 1815 : ne pas finir en prose...

— Excusez-moi, dit-elle alors, ce n'était pas aux soldats et aux jeunes filles que je voulais faire allusion ; je me suis trompée de haï-kaï.

Rendant hommage à la compréhension de cette Occidentale, il s'inclina très bas en souriant.

Deux heures durant, Juliette attendit Allardis. Reconnaissant son pas dans le couloir, elle courut à lui :

— Jack, montons sur la terrasse, il faut que je vous parle.

Il la devina et, silencieusement, la suivit. Lorsqu'ils furent dans l'ombre côte à côte, il dit sans colère :

— Cela devait arriver. Au fond, vous aviez tout de même envie de savoir ce que je fabriquais à Changhaï.

— Je n'en suis pas sûre, Jack, je crois que je n'y pensais plus.

Juliette cita le nom de Landor, conta la scène. Allardis alluma une cigarette ; il haussa les épaules avec une espèce de dédain :

— Vous n'en mourrez pas d'avoir appris ce qu'est Jack Allardis, précisément parce qu'en dépit du jugement de l'honorable Landor, je ne suis pas un espion. Si j'en étais un, un vrai, vous n'auriez plus qu'à faire une collecte et à prendre n'importe quel moyen de transport pour me fuir. Un espion authentique est plus dangereux que la dynamite ; son métier suppose un esclavage, une adaptation à toutes choses, depuis le mouchardage jusqu'au meurtre. Et ce n'est pas du roman. Ils me font rire, les gens qui sont convaincus que les espions se réfugient dans les romans, les mauvais romans, bon marché, qu'on lit en voyage et laisse sur la banquette en s'en allant. Ici, voyez-vous, il y en a de toutes classes, de toutes races... Vous ne pouvez pas imaginer cela. Certaines vies, dans une ville, c'est un peu l'histoire du monde... Moi, non. Je ne suis pas de cette sorte d'individus, pas un espion. Je suis un homme d'aventures, peut-être malgré lui, mais qui a fini par s'y habituer. Je sers les intérêts de mon pays en Chine, je suis agent de renseignements. Je touche de l'argent pour risquer ma peau, d'accord... Je ne le porte pas écrit sur mon dos, mais je n'en suis pas honteux à rentrer sous terre. Les États-Unis ont en Chine des intérêts primordiaux ; j'aime mieux agir comme je le fais que d'être un fêtard inutile qui, faute d'en connaître l'usage, jette ses dollars par les fenêtres et s'endort sous les tables d'une boîte de nuit. Je suis un déclassé, ma vie est en dehors de la normale, sans doute. Cependant, il faudrait savoir comment j'en suis venu là...

Juliette était tentée de lui dire que rien à présent ne pouvait changer l'attachement farouche et presque instinctif qu'elle lui avait voué. Elle s'avéra plus encore son alliée lorsqu'elle l'eut accompagnée, par la pensée, le long des étapes de sa vie : le retour de la guerre à vingt-deux ans, la ruine et la mort de son père, fermier dans les États du Sud, dont la maison et les biens avaient été balayés par une tor-

nade, la recherche d'une situation à New-York, à Saint-Louis, à San-Francisco, la même amère solitude dans une foule anonyme ; quelques mois de chance, puis la déveine ; un jour du travail, le lendemain le chômage. Dans l'imagination de Juliette défilaient tous les personnages qu'Allardis avait joués ; il n'avait pu exercer longtemps son métier d'ingénieur dans une région pétrolifère ; quels milieux n'avait-il pas connus ! Expert en terrains miniers, figurant pour les films d'aviation à Hollywood, interprète sur un paquebot de la ligne d'Honolulu, surveillant des écluses à Panama, conseiller technique dans une maison d'autos lancée sans fonds, pilote civil pendant deux ans : une autre solitude, mais plus saine.

— A Panama, dit-il, j'avais eu l'occasion de débrouiller une assez grave histoire d'espionnage. J'avais été en rapports avec un officier de marine détaché par le *G.* 2, service des renseignements. A ce moment, j'ai refusé ses propositions ; plus tard, en le rencontrant de nouveau, je les ai acceptées. J'étais las de la médiocrité, j'avais envie du risque de grande envergure, du péril qui vous coûte cher. Mon père, de son vivant, était soucieux que je devinsse un homme supérieur à mon origine, d'où une éducation touchante à force d'attentions, des années dans un bon collège, des études d'ingénieur. Je ne le dissimulerai pas : ici, je compte et l'on compte avec moi. Si j'ai bifurqué de ma route, je suis tout de même quelqu'un, non pas une entité perdue dans une masse, un individu portant l'uniforme de la foule. Je sers et, à Changhaï comme ailleurs, tant de gens commencent par se servir : un Landor parti du plus bas, arrivé le diable sait comment, et beaucoup d'autres, souvent moins crapules, peut-être plus inconscients, qui obtiennent pourtant, de par leur puissance, leur fiche d'honorabilité.

Dans l'ombre, la main de Juliette tâtonna vers celle d'Allardis :

— Vous méritez plutôt qu'on vous salue, Jack ; vous avez changé de classe, mais vous n'êtes ni encanaillé ni déchu.

— Malgré tout, lorsque vous avez entendu les propos de Landor, cet après-midi, n'avez-vous pas pensé : « Où me suis-je égarée ? »

— Je n'ai éprouvé qu'un malaise, surtout parce que

c'était Landor qui parlait et, de plus, il me semblait que je souffrais d'un défaut d'orientation. Cent idées m'ont assaillie, j'ai songé à l'homme qui, un soir, tentait de vous tuer, au danger que vous couriez la nuit de Chapei, à Akira Dashi cherchant à m'interroger... Je me suis demandé si je n'avais pas commis quelque sottise, si, dans mon ignorance, je ne vous avais pas nui... Que sais-je encore ?

La main d'Allardis, restée jusqu'alors inerte, se referma sur celle de Juliette. Il dit, vivement :

— Vous connaissiez Dashi ?

Elle conta ses entrevues avec le journaliste.

— Journaliste, souligna Allardis, c'est tout au plus de l'amateurisme, mot poli. Pendant des mois, avec correction, avec élégance, nous avons été des ennemis. Notre travail était le même, chacun agissant dans son camp. La curiosité de Dashi n'était pas celle d'un quelconque *gossip writer*, ramasseur de potins, elle était d'un ordre plus élevé, — du moins plus sérieux. Ici, je suis du côté des Chinois, non en vertu d'une sinophilie absolue, mais parce que mon pays y trouve ses avantages. Dans cette ville, existent des hommes qui, par leur situation de premier plan, nous apportent une aide considérable. L'un de ceux-là nous soutenait depuis longtemps. D'origine imprécise, Américain de nationalité : Landor. Les Japonais ont entrepris de l'acheter. Il y a cinq mois, au moment de votre arrivée à Changhaï, j'ai pu l'empêcher de conclure le marché ; il a pris peur, — son regard même, si surveillé, trahissait sa panique, — et il est resté insensible, pour quelques semaines, à la diplomatie de Dashi. Car Dashi était à Changhaï uniquement pour remplir cette mission. Landor est une canaille, vous en savez quelque chose ; il a essayé de me supprimer, sur ce sujet non plus vous n'avez rien à apprendre. Maintenant, c'est moi qui suis vaincu, Dashi m'a « eu ». Je devrais plutôt dire qu'il a « eu » Landor, et en y mettant quel prix ! Il a fallu qu'en plus de sa vénalité, celui-ci ait vu dans sa trahison un puissant intérêt. A présent, Dashi se retire. Landor s'avère un danger public. Autrefois, le plus clair de ses revenus était le trafic d'armes avec les Chinois de toutes provinces ; il a manœuvré de façon à ne pas rompre les relations avec nous et joue par conséquent le rôle d'agent double ; mais les Japonais bénéficieront de ses services et

nous demeurerons ses dupes. Ainsi, Juliette, sans y mêler le moindre humour, depuis votre arrivée à Changhaï, vous avez évolué dans le même cercle : Landor, Dashi, Allardis ; Allardis, Dashi, Landor...

Juliette tentait, par le souvenir, de reconstituer sa vie ; tout s'écroulait et seules surnageaient ses pensées de la minute présente. Il n'existait au monde que la terrasse où, dans la nuit embuée de rouge, elle se tenait coude à coude avec Allardis.

— Jack, dit-elle, Landor sait-il que vous êtes au courant de ses agissements ?

— Il ne peut en être autrement.

— Vous risquez votre vie.

— Pas pour longtemps. J'ai eu aujourd'hui la preuve définitive que je cherchais. Demain, j'irai entretenir mon chef direct du cas Landor. Il y aura moyen de parer au danger. Mais ce qui finit d'un côté recommence de l'autre, — et c'est ma vie...

Un bruit de fusillade creva les rumeurs ouatées de la nuit.

— Vous ne m'aimez pas, Jack ? dit Juliette.

Il la prit dans ses bras. Sa voix se rouilla :

— Ne me demandez pas ça. Je ne suis pas un homme pour vous.

— Maintenant, si. Jack, je vous aime, où irais-je sans vous, loin de vous ? Votre vie est la mienne.

— Vous êtes prévenue : des tournants dangereux à chaque carrefour.

— Pensez-vous me faire plus de mal que je n'en ai subi avant de vous connaître ? Oh ! Jack, vous aimez mieux l'aventure que moi, — ou une autre femme.

— Sotte ! fit-il avec tendresse ; serais-je si faible, si je ne vous aimais pas tant ?

Ni l'un ni l'autre ne regardaient plus Changhaï, ce corps immense aux artères vides.

— Nous sommes heureux, dit Juliette, n'est-ce pas une folie que d'être si forts dans cette ville et en ce moment ?

— Forts ? rectifia Jack, la force n'est pas de notre côté. Je ne puis m'empêcher de penser que quelqu'un de très fort, — et de très dur, — nous a dominés : Dashi, lieutenant aviateur mis en disponibilité. Pour lui : la sentimentalité,

l'attendrissement, des vices européens ; rien ne le plie, rien ne l'entame, comme l'acier. Machiavel, je crois, a dit : « On peut servir sa patrie soit avec ignominie, soit avec gloire ; l'important est qu'on la serve. » C'est la doctrine de Dashi.

Juliette songea :

« *Ce que je te souhaite de meilleur...* »

— Vous tremblez, murmura Jack, avez-vous froid ?

Dans l'ombre, elle sourit :

— Oui, mais je l'avais oublié... et puis, que voulez-vous que cela me fasse ?...

Juliette entra le lendemain dans le bureau de Suzanne en conversation avec Allardis.

— Il va procéder à l'évacuation de sinistrés chinois à la lisière de Chapei, expliqua Mme Rocchi.

Juliette insinua :

— Je croyais que vous aviez... une visite à faire ?

— Celle dont je vous ai parlé hier : oui, après.

— On accepte n'importe quel volontaire pour aider à l'évacuation, reprit Juliette. Emmenez-moi, Jack. Je vous en prie. Je ne sors presque pas d'ici et il y a si longtemps que je désire me rendre utile.

Allardis céda. Tous deux marchèrent en silence, longeant les rues mornes. Elle et lui se comprenaient ainsi. Ils s'aimaient ; le lendemain était inaccessible, comme un fantôme.

A l'entrée d'un garage, un groupe de coolies stationnait. A l'instant où Jack et Juliette passaient devant eux, l'un de ces hommes, arrêté au milieu du trottoir, heurta brutalement le couple, séparant la jeune fille d'Allardis. En l'espace de quelques secondes, celui-ci fut entouré. Il mit la main à sa poche.

— Écartez-vous, cria-t-il. Non, Juliette, ne vous approchez pas ; vous voyez bien que c'est un guet-apens.

La pensée de Juliette alla vers Landor. Sans tenir compte de l'avertissement, bousculant les coolies, tous porteurs d'armes, elle rejoignit Jack et s'accrocha à son bras.

— Ne tirez pas ou je riposte, dit Allardis.

Des souliers ferrés heurtaient la chaussée voisine. Se sentant en état d'infériorité et dans l'impossibilité de provoquer

la bagarre, les hommes se concertèrent du regard. Le bruit des pas de la patrouille se précisait. Une balle partit. Juliette s'inclina contre Allardis et tomba à genoux sur le sol. Les coolies s'égayaient. Une quinzaine d'highlanders et un sous-officier venaient de paraître au coin de la rue. Allardis tenait Juliette dans ses bras, elle était immobile, la tête renversée, les yeux clos ; ses lèvres dessinaient une moue enfantine.

— Blessée ?

Allardis considéra d'un air absent le sergent écossais :

— Atteinte au cœur ; elle n'a pas eu le temps de souffrir...

— *Poor fellow!* dit le sous-officier.

DASHI

Lorsque je la tenais morte entre mes bras, c'est moi que le sergent écossais a plaint, dit Allardis.

La nuit tombait. Dans le bureau de Suzanne et seul avec elle, Jack parlait à voix basse.

— Pourtant, elle est partie toute seule et c'était ce qu'elle redoutait le plus. Un jour, la semaine dernière, — il me semble qu'il y a très longtemps..., — je lui ai demandé si elle serait heureuse de pouvoir dire : « Adieu, Changhaï », et j'ai compris qu'elle pensait : « Pas sans vous... » Suzanne, j'ai eu tort aussi de prétendre qu'elle ne mourrait pas de savoir qui je suis. Elle a accepté ma vie. Elle aurait tout accepté de moi, et comment l'en empêcher, puisque je l'aimais ? Cependant, si j'avais été commerçant, employé de banque ou ingénieur, elle ne serait pas morte, — du moins de cette façon : à ma place... — Landor a dû être déçu. Elle ne l'intéressait plus, il est vrai, mais, moi, il importait, avant tout, de me rayer du nombre des vivants.

Suzanne versait du thé dans des tasses de faïence, sa main tremblait.

— Avez-vous parlé de Landor à votre chef direct, Jack ?

— Je devais l'entretenir à ce sujet. Précisément le jour où... Mais, depuis quarante-huit heures, j'ai oublié ce qui constituait en quelque sorte mon devoir, disons : mon service. L'officier auquel vous venez de faire allusion me trouvera ici ce soir, parce qu'on juge dangereux à présent de me laisser librement sortir.

Il pressa l'un contre l'autre ses deux poings fermés. Jamais Suzanne ne lui avait connu cette expression de lassitude exaspérée. Elle s'assit sur l'accoudoir de son fauteuil et étendit son bras sur les épaules inclinées :

— Jack, vous n'auriez pas été heureux tous les deux. Vous ne *pouviez* pas être heureux.

— Je sais, je sais, mais je tenais à elle comme à mes mains, à mes yeux, et cette séparation, cette rupture, ce vide... A présent, je suis pareil à un aveugle ou à un mutilé.

Suzanne lui tapota l'épaule fraternellement. Désormais, après de tels mots, elle n'avait plus rien à dire. De longue date, elle était initiée à la vie d'Allardis. Elle avait toujours été un camarade loyal. Jamais Jack n'avait songé à lui attribuer un autre sentiment que l'amitié. Maintenant, elle perdait définitivement ses chances et elle traduisit le sens exact de sa pensée :

— Il est parfois lourd de vivre, et très fatigant.

On frappa à la porte.

— C'est pour vous, Jack, dit-elle.

Allardis sortit. Suzanne regarda un instant le mur, droit devant elle, fixement. Puis, d'un geste machinal, elle jeta un morceau de sucre dans une tasse et absorba seule le thé refroidi.

Une heure plus tard, Allardis reparut, portant sur son bras un imperméable.

— Où allez-vous ? interrogea Suzanne vivement.

— J'accompagne l'officier qui est venu me voir. Il m'emmène, — en auto, — ... aucun danger. Je rentrerai demain, sans doute. Je ne puis préciser l'heure...

Lui appliquant sur les épaules ses deux mains, Suzanne l'attira près d'elle.

— Y a-t-il des secrets pour moi, Jack ? Ne suis-je pas votre vrai « copain » ?

— Si, Suzanne, si... Je suis chargé d'une mission : pallier à l'incapacité des Chinois en pilotant un de leurs avions et survoler demain à l'aube les lignes japonaises.

Mme Rocchi le dévisagea anxieusement :

— Vous avez sollicité cette mission ?

— Non, je vous jure que non... Mais il faut bien que je continue...

Les bras de Suzanne retombèrent, inertes. Elle murmura :

— *Good luck*, Jack.

Il la regarda amicalement :

— Au revoir, Suzanne.

Un instant, par la porte entr'ouverte, Mme Rocchi écouta le bruit de ses pas s'estomper. Le phono de la métisse rythmait une danse tzigane. D'un geste excédé, Suzanne poussa violemment la porte qui claqua. Immobile au milieu de la pièce, la tête inclinée, elle répéta :

— Au revoir, Suzanne...

Et, par la pensée, elle rectifia :

« Non, plutôt : Adieu, Changhaï ! *Farewell, Shanghaï !* »

Le lendemain à l'aube, dans une tranchée japonaise, des soldats virent sous le ciel blanc le duel d'un avion chinois et de trois appareils nippons qui l'avaient attaqué. Atteint, le pilote de l'avion chinois atterrit par force. L'officier conduisant une patrouille japonaise de reconnaissance s'étonna en constatant que ce pilote était un Blanc (1). Il était mort au moment où il touchait le sol, mais, avant la poursuite et le combat, il avait dû voir se lever le jour sur une ville immense pleine de tares et de splendeurs, et sans doute avait-il pensé à la saluer : *Farewell, Shanghaï !*

Deux des appareils nippons avaient été atteints : sur les trois pilotes, l'un était blessé. Longtemps, on avait connu celui-ci à Changhaï sous le nom d'Akira Dashi. Dans une ambulance japonaise, étendu sur un lit étroit, le corps rigide et douloureux, la tête bourdonnante de ce vaste ronflement qui semblait encore remplir tout entier le ciel pâle de l'aube, il entra dans un demi-songe où la vie réelle avait sa part. Il savait quelle avait été la fin de Juliette, trois jours plus tôt; il venait d'apprendre que sur le pilote de l'avion chinois on n'avait trouvé qu'un nom : Allardis. Autour de Dashi, des ombres flottaient, des images se mêlaient et se superposaient, mais son âme gardait une grande lucidité, l'âme d'un garçon dont rien n'affaiblissait ni n'entravait le désir fanatique, cependant froid, organisé, implacable, de parvenir à son but : servir les intérêts du Japon et pouvoir, au prix d'un sacrifice,

(1) Épisode inspiré d'un fait authentique.

au regard de ses prédécesseurs, se sentir un homme que l'action élève, un brave, donc un heureux. Et, au bout de son rêve, il songeait :

« Landor est un lâche, un imbécile au surplus. Qu'a-t-il gagné ? La vie de Juliette. Autant massacrer par vaine colère tous les chrysanthèmes d'un jardin... Juliette aimait Allardis... Son visage lorsque, l'autre jour, je l'ai accompagnée... Il y avait, derrière ce visage, comme une lumière... Puérilités sans doute, mais l'Europe, en nous amollissant, a apporté chez nous de ces passions qui, à présent, s'avouent, parfois même éclatent. Aujourd'hui, des amoureux nippons trouvent à mourir ensemble le bonheur qui les fuit dans la vie... Allardis aussi tenait à Juliette ; son désespoir, lorsqu'il a ramené son corps, le trahissait... Ils ont atteint l'idéal des fiancés nippons, bizarre chose mais qui devait être... Et il est mort en brave, il s'est défendu âprement, héroïquement. Demain, on saura son nom dans Changhaï, il traînera sur toutes les lèvres, courra dans tous les recoins de la ville, franchira les mers jusqu'en Occident, peut-être. L'homme qui fait face à trois avions, en descend deux, blesse l'un des pilotes... Blessé ! Le médecin a dit : « J'ignore s'il est encore possible de le sauver... » Et s'il ne peut pas me sauver, je mourrai, — peu importe, — mais je mourrai dans l'ombre, en silence, comme on meurt de vieillesse, comme un jour s'achève, sourdement, lentement, sans être élevé, chanté, exalté. Une fin ratée qui ne vaudra pas ma vie... Ce que j'ai souhaité de meilleur, c'est toi qui l'as gagné, Allardis... »

JACQUELINE MARENIS.

A L'ORANGERIE DES TUILERIES

GOYA EN FRANCE

Ce n'est pas le Prado, qu'on nous faisait espérer et dont la promesse fallacieuse joue à nos yeux depuis plus d'un an. (Et, du reste, où est le Prado? Où se cachent les chefs-d'œuvre qui rougissent du jour et refusent la lumière qui éclaire tant de forfaits ?) Ce n'est pas le Prado, mais du moins c'est Goya, et, par conséquent, c'est l'Espagne.

Non pas même Goya tout entier, mais seulement ce qu'il subsiste de sa personne en France : comme si l'on essayait, en prévision du jour où il faudrait faire notre deuil de Madrid, de compter ce qui nous reste et de voir avec quoi l'avenir pourra se faire une idée des trésors que nous aurons perdus. Nous en sommes là. Qui l'aurait cru ? Déjà elle n'est plus, la merveille de San Antonio de la Florida, avec ses divins anges-femmes, plus troubles et plus ravissants que les chérubins de Corrège, qui flottaient suspendus aux ombres des arches de la coupole, pommes des orangers des filles de Vesper. Il est temps de nous préparer à vivre de nos restes. Commençons à nous entraîner par des exercices d'appauvrissement; il faudra bien que l'humanité apprenne à se contenter de peu et à s'accoutumer à la pratique du détachement, comme une grande dame ruinée, réduite à végéter dans un galetas avec quelques bibelots sauvés de la débâcle, qui lui parlent de son ancienne splendeur.

Si Goya venait à disparaître et sombrait (ce qu'à Dieu ne plaise !) dans le cataclysme espagnol, qu'aurions-nous, dans

les musées ou les collections d'Europe et d'Amérique, pour nous le représenter ? Il est vrai que le graveur défie la destruction et échappe par l'ubiquité : l'estampe, la feuille de papier, voilà ce qui est le plus sûr de survivre au naufrage ; cette voile fragile a le plus de chances de traverser les tempêtes. Tant qu'il subsistera quelque part un exemplaire des *Caprices* ou des *Proverbes*, des *Désastres de la guerre* ou de la *Tauromachie*, le génie de Goya n'a rien à craindre : il peut se sentir en sûreté. Mais le peintre ? Combien de tableaux seraient là pour nous apprendre ce qu'il était ? Combien en Angleterre, combien en Suisse, en Allemagne ? Supposons le corps disparu, je veux dire la masse de ses ouvrages, qui se trouvait à Madrid, quelles épaves demeureraient, pour nous permettre de reconstituer la forme absente du poète ?

Je crois du moins que c'est en France qu'on trouverait le plus d'éléments, et c'est bien juste, s'il est vrai que nulle part le maître incomparable n'a été de meilleure heure ni mieux compris ni plus aimé. C'est en France, on le sait, qu'il a trouvé ses vrais disciples. C'est en France que l'illustre vieillard, taciturne, misanthrope, recru de colère et de dégoûts, et brouillé avec sa patrie, a choisi de passer les dernières années d'une vie irritée et de rendre dans l'exil son âme désespérée. On vit apparaître quelques jours, à Paris, l'étrange visiteur, à ce Salon mémorable de 1824, qui fut celui des *Massacres de Scio* et des débuts du romantisme, comme un vieux chef de guerre qui vient respirer sur le front l'air de la bataille et passer la revue des troupes. Il sonna à la porte du jeune Delacroix. Le fils du Conventionnel reconnut l'auteur du portrait de Guillemardet, l'ami de son père et le ministre de la République à Madrid, peint trente ans plus tôt par Goya, et que le jeune homme avait toujours vu dans la famille : c'est le premier tableau du maître aragonais qui ait franchi les Pyrénées. Ainsi le génie de Goya avait toujours veillé sur le berceau de Delacroix ; celui-ci s'en souvint, plus tard, aux journées de Juillet, dans sa sublime *Barricade*. Mais déjà Goya était retourné à Bordeaux, où il était mort depuis deux ans. Ses os courroucés demeurèrent jusqu'à la fin du siècle en repos dans la terre française, d'où ils furent transportés, il y a une quarantaine d'années, dans le Pan-

théon madrilène de San Francisco el Grande. On voit qu'ils n'y ont pas longtemps trouvé la paix. Son ombre, chassée par le canon, revient nous demander l'oubli de la guerre civile. Le grand revenant, tout chargé d'horreurs, cherche à se recueillir une fois de plus et à se sauver chez nous, loin des convulsions de sa cruelle patrie.

***

Deux douzaines de peintures en tout, y compris celles du Louvre, voilà à peu près ce qui se trouve aujourd'hui de Goya dans les collections françaises. Toutes ces toiles sont réunies aujourd'hui à l'Orangerie, par les soins de M. Charles Sterling, qui est l'auteur du catalogue. Il ne manque que le beau portrait du musée Bonnat, à Bayonne, et celui qui appartient à M. de Besteigui. On est surpris d'un nombre si petit. Que sont devenus les Goya de l'atelier de Bordeaux ? Que sont devenus ceux de la collection de Louis-Philippe ? Comment le public a-t-il tant tardé à rechercher les ouvrages d'un maître si célèbre, vanté par Gautier et Baudelaire, et dont l'action était si puissante sur la peinture contemporaine ? Sans doute, le goût moyen le confondait-il précisément dans la même querelle qu'il faisait si aveuglément à l'art de Courbet et de Manet. Goya, devant l'opinion, n'a gagné son procès qu'avec eux, un demi-siècle après sa mort. Mais alors il était trop tard pour trouver aisément des toiles de Goya sur le marché.

Les musées de Castres et d'Agen sont, avec celui de Lille, les seuls musées français qui aient eu le bon esprit de s'assurer à temps des ouvrages du maître. Les deux tableaux de Lille sont illustres. Ils viennent de la maison d'Orléans. Ils datent de l'époque glorieuse de Goya, l'époque des *Caprices*, celle des *Mañolas au balcon*, celle de la double *Maja*. Ce sont deux variations sur le thème de la femme, tour à tour objet de délices et de dérision, triomphante de jeunesse ou repoussante de décrépitude, dans l'éclat insolent ou dans la ruine grotesque de sa beauté et de sa chair. Ces deux « pendants » sont un extrait, une quintessence de Goya dans son goût fringant, capiteux, et dans son humour satirique et sa bouffonnerie féroce. C'est un diptyque : face et revers, grandeur et décadence, splendeur et misère d'Ève, épanouissement

et désastre d'une rose. Je ne crois pas que le peintre, dans sa manière galante, se soit offert une fête, un bouquet plus radieux de formes et de couleurs, que le couple des jeunes filles dont l'une, d'un air de Sémiramis, savoure un billet doux, un petit épagneul suppliant à ses pieds, tandis que la soubrette, au-dessus de sa tête orgueilleuse et charmante, ouvre un parasol orangé qui oscille obliquement dans un ciel rose et roux : jamais Tiepolo lui-même n'a inventé pour ses filles de Pharaon une figure plus pittoresque et une « tache » plus piquante. Tout le caprice féminin se joue dans l'air nuageux, volatil, irisé, chatoyant comme la plume de la gorge du pigeon. Le décor bas d'un faubourg de masures arabes, d'un extraordinaire gris de perle, et les groupes de blanchisseuses, occupées à laver leur linge à la fontaine, sont indiqués en formes massives, par quelques touches magistrales, qui font penser à une ébauche de Daumier. Le tableau de la *Vieille coquette*, qui fait la conclusion de cette « moralité », n'a pas le même agrément, mais n'est guère moins beau que le premier : cette antique momie qui mire sa face de chouette, aux attraits crochus et ravagés, ses chassies et ses fards dans le miroir de la flagornerie, sous les ailes de poussière du Temps inévitable, est un outrage furibond, une vengeance d'amoureux mal guéri des blessures des belles et trop souvent berné par elles.

Jusqu'alors, pas d'autres aventures dans la vie de l'artiste, pas d'autres occupations que le travail et le plaisir, et le genre d'émotions que représente, dans son existence, son long et orageux roman avec la duchesse d'Albe. Désormais, le peintre sexagénaire et devenu sourd s'assombrit. Il se retire de l'existence, abandonne sa manière fleurie, se claquemure dans la solitude où le poursuivent ses songes sinistres. Et puis, c'est la succession de coups de foudre que chacun sait, l'entrée des Français en Espagne, la destitution des Bourbons, la révolte du peuple de Madrid, sabré sur la Puerta del Sol par les mameluks de Murat, la répression, les fusillades, l'atroce guérilla, la libération de la péninsule. Inutile de rappeler des événements si célèbres, et la suite d'ouvrages furieux qui les racontent, comme un journal de la passion, de la pitié et de la colère.

Ce qu'on ne savait pas, c'est le reste, et c'est ici qu'est

la révélation. Qui connaît, en France, le musée de Castres? Qui aurait l'idée de s'arrêter dans cette sous-préfecture qu'aucun astérisque, sur les guides, ne signale à la curiosité, dans une des provinces de France les moins ornées de souvenirs et les plus veuves de leur passé, depuis la guerre des Albigeois ? Qui se serait attendu qu'il y eût là un particulier, fort au fait de la peinture espagnole, et assez heureux pour avoir fait emplette de trois Goya, qu'il laissait après lui au musée de sa ville natale, et dont l'un au moins (l'esquisse se trouve aujourd'hui à Berlin) ferait l'envie ou l'orgueil des premiers musées du monde ?

Ce tableau, de dimensions insolites, occupe dans l'œuvre de l'auteur une situation singulière. C'est le plus grand des Goya connus (en dehors des cartons de tapisserie), le seul de ce format qui existe à l'étranger, et le seul qui rivalise en importance avec les fameuses toiles historiques du Prado, la *Famille de Charles IV*, qui marque la magnifique maturité du maître, et les terribles tableaux de 1811, le *Dos* et le *Tres de Mayo* (le 2 et le 3 mai), ouvrages du sexagénaire, qui inaugurent sa manière farouche et fulgurante, tragique et forcenée. Le tableau de Castres est de 1816. C'est le dernier de la série, le terme de ces quatre ouvrages qui jalonnent la seconde partie de la longue carrière du maître ; c'est, en quelque sorte, le testament de l'artiste septuagénaire, et son dernier mot sur l'art et sur la vie.

Le tableau est probablement, dans son audace tranquille, un des plus surprenants qu'on ait peints. Le sujet ne se laisse pas plus facilement décrire que celui des *Ménines*, le chef-d'œuvre de Velazquez, et le seul tableau du monde auquel il puisse faire penser ; mais la donnée est cent fois plus insignifiante et plus ingrate, privée de tous les éléments de grâce et de pittoresque, d'imprévu, d'intimité, de romanesque et de féerie, qui offraient mille ressources au peintre de Philippe IV. Il manque la princesse-enfant, surnaturelle dans sa grâce et dans sa petitesse, il manque les révérences des demoiselles d'honneur, la naine, le gros chien qui dort, la gouvernante, le majordome, et le peintre lui-même, inexplicablement mêlé dans la pénombre à toute cette scène qu'il est en train de reproduire sur la toile même que nous voyons dans le tableau, comme si le spectateur était la glace où les choses

se forment, et que le tableau n'eût d'autre existence que celle qu'il a dans nos regards.

Pour Goya, il s'agit uniquement de décrire une scène officielle, et l'une des plus mornes qui puissent s'offrir à l'imagination : une séance administrative, une réunion d'actionnaires, une délibération autour d'un tapis vert (si le tapis qui couvre la table n'était rouge). C'est la Junte des Philippines ; figurez-vous le Conseil de Suez. Seulement, l'assemblée est présidée, ce jour-là, par un personnage doré et lointain, qui est le roi Ferdinand VII. Une grande salle rectangulaire et d'une nudité austère ; au fond, la grande barre horizontale de la table rouge, perdue dans la pénombre, et que préside, au centre, l'uniforme et le fauteuil royal ; à droite et à gauche, sur les côtés, trois ou quatre rangées de bancs où siège le public ; tout le milieu du trapèze est vide, entièrement inoccupé, avec, au bout de la perspective (comme l'hostie dans la *Dispute du Saint Sacrement*) la figure incertaine, étincelante et inaccessible de la petite idole, le roi. Il est difficile de se proposer un sujet plus aride, d'une ordonnance plus compassée et plus réglementaire ; on n'imagine, sur ce thème, qu'un tableau à portraits, en style de procès-verbal, fastidieux comme un protocole. Et c'est sans doute ce qu'attendaient les personnages qui avaient commandé le tableau à Goya et tenaient à perpétuer le souvenir d'une séance mémorable, et du retour de la monarchie.

Il faut avouer qu'ils avaient tort : ils auraient dû se méfier. Devant ce pensum, en effet, l'artiste eut recours à un tour de sa façon ; il introduit brusquement, sans crier gare, un nouvel acteur, bien plus inattendu que la présence de Velazquez au milieu de ses modèles, dans le tableau des *Ménines*. Il fait appel à son vieil allié de toujours, à son compère ou à son complice, le soleil, et patatras ! dans ce tableau gourmé et officiel, fait exploser cette bombe : la lumière.

Aussitôt, tout se transfigure, tout s'anime, s'agrandit, se creuse, se remplit d'une vie nouvelle et fantastique ; l'air circule, les ombres se créent, le clair-obscur envahit la scène, l'espace s'approfondit et palpite d'un fluide incolore, que traversent des reflets. Les personnages reculent et s'abritent dans les coins, devant le coup d'État de ce nouveau venu invisible, qui occupe à lui seul la scène. Il suffit, non pas de

l'entrée du géant, mais de son éclat réverbéré à l'extrême droite du tableau sur la craie du cadre d'une fenêtre, comme l'approche ou la menace d'un hôte sur lequel on ne compte pas et qui, du doigt, pousse le volet; il suffit de ce rectangle inouï de blancheur et tranchant comme un couperet, pour jeter le trouble, mettre tout en émoi, et annoncer l'exécuteur.

Avez-vous vu, au milieu d'une scène de cour, à Versailles, parmi le deuil et le désordre de la Galerie des glaces, à la mort d'un duc de Bourgogne, entrer un terrible témoin qui s'appelle Saint-Simon ? Avez-vous vu, dans le repaire de la pension Vauquer où se terre Vautrin, tomber une descente de police? Voilà ce que produit, dans la tanière de Goya, l'arrivée de cette candeur subite, la vérité. C'est la main qui écrit quelque chose sur un mur. Ce qui s'épèle là en traits de flamme, personne n'y prend garde dans l'assistance. Mais tout s'éclaire, et le jour, comme un argousin, fouille les ombres et démasque les visages dans cette caverne de voleurs : les figures, à leur insu, se trahissent et avouent ; on voit, sur des bedaines cossues, des têtes de rapaces, des perfidies, des égoïsmes, des ruses, des lâchetés ; il y a des étourdis qui bâillent aux corneilles, des fats qui pensent à un rendez-vous et suivent, d'un air distrait, une mouche au plafond, surtout d'affreuses trognes, tellement sordides d'avarice et de crime, qu'il faut les appeler par leur nom, des gueules patibulaires.

Cette cinquantaine de figures, si à l'aise dans leurs ténèbres, comme si elles ne se doutaient pas de la présence du justicier, forment un troupeau de vices qui suffirait pour un théâtre complet de la comédie humaine : c'est toute la société nouvelle, les potentats, les parvenus, les gens d'affaires, les nababs du café, de la canne à sucre, du tabac ou du bois d'ébène, la canaille de fripons et de goujats enrichis qui remplacent la vieille Cour, dont ils ont les travers, sans en avoir les élégances, et qui représentent l'ordre établi, la victoire sur les jacobins, la légitimité. Et, là-bas, pour sceller le triomphe sur Satan, la grande table écarlate derrière laquelle s'alignent, dans leurs fauteuils dorés, des pantins de guignol, repus, somnolents, endormis, pareils aux marionnettes d'un jeu de massacre forain et, au milieu, le plus spectral de tous dans

son demi-jour inquiet et douteux, la personne chamarrée, en grand uniforme, du monarque.

Il est difficile de faire comprendre par quelle sorcellerie, par quelle opération magique, cette grande toile fuligineuse tourne à une sorte de sabbat et de fantasmagorie : rien que par l'irruption de cet intrus, le rayon, et par l'autorité de ce pan de mur aveuglant comme une colonne de feu, tout s'ordonne, les lignes s'agencent, les plans s'articulent, la composition se précise, les caractères se dessinent, les ombres sur les bords grouillent de larves et de chenapans, de grimaces et d'ignominies. On dirait la mise en jugement d'une société, où, sous le nom de loi et de tradition, règnent la rapine et la ploutocratie, la sottise et la vulgarité. Tout le miracle est dans la lumière. Et il semble que cette lumière, dans la pénombre de cette scène étrange, aille chercher je ne sais quelle vision prophétique au fond de l'avenir : le Christ, derrière le souverain, se voile de crépuscule ; et, à terre, au milieu du magnifique tapis grisâtre et velouté de la Savonnerie, un cercle rouge s'étale, comme la flaque d'un assassinat : des cendres et du sang, triste blason de l'Espagne.

Tel est ce tableau prodigieux et à peu près insoupçonné, dans la retraite d'un des moindres musées de France, comme un de ces étrangers qui viennent enterrer dans un trou de province quelque secret de ruine, de détresse ou de douleur. L'exposition de l'Orangerie le tire de l'ombre et le met au premier rang. Peut-être nulle part, même dans la *Famille de Charles IV*, le grand peintre n'a-t-il déployé ses sortilèges et cette puissance poétique que Gœthe appelle le démoniaque. Il resterait à dire un mot du curieux sabbat du musée d'Agen, de la belle scène religieuse qu'est *la Messe des Relevailles*, de la prestigieuse nature-morte, prêtée par M. Paul Rosemberg (1), et enfin des portraits. Citons au moins, dans cet écrin de choix, l'exquise *Duchesse d'Albe* (collection David Weill) et les deux toiles sans prix qui appartiennent à Mme la Vicomtesse de Noailles : le portrait du fils de l'artiste, merveille des muscadins, et ce buste de jeune houri de conte persan, qui est un enchantement de gaze et de turquoise. Parmi ces images, se détache celle d'un Goya de quatre-

(1) Ce magnifique morceau vient d'être acquis par le Louvre.

vingts ans, pâle sur ses oreillers, soutenu par son médecin, avec son air de naufragé et de rescapé d'outre-tombe (à M. Moreno). Le vieillard agonisant peint encore et se regarde mourir. Est-ce assez de ces quelques ouvrages pour prendre la mesure de cet homme qui a franchi le premier les colonnes d'Hercule, qui a osé ce que personne n'avait fait avant lui, s'est passé de toute rhétorique, de toute mythologie, et s'est borné à peindre l'existence elle-même, en prêtant à la réalité la puissance du songe et l'envoûtement de la terreur, de la fantaisie, de la volupté, de la passion et de la poésie. Tout l'art moderne sort de lui : il est le parrain de Delacroix, le père de Manet et au moins l'oncle du Renoir de *la Loge* et du *Moulin de la Galette*. C'est pourquoi nous devions bien cet hommage à Goya.

Les trois salles du fond, dans le pavillon de l'Orangerie, sont occupées par la collection qu'un généreux Américain, le charmant peintre Walter Gay, vient de léguer au Louvre, en témoignage d'amitié et en reconnaissance des plaisirs que l'artiste y avait goûtés, des leçons qu'il y avait prises : choix parfait de dessins, de précieux et rares tableaux, triés avec patience, monuments d'une longue vie de zèle, de scrupule et d'amour. Les Rembrandt, les Watteau de Walter Gay étaient célèbres, et faisaient, depuis trente ans, la joie de ses familiers dans la maison hospitalière de la rue de l'Université, voisine de la nôtre. J'aurais aimé parler de l'artiste exquis, de l'ami délicat, de l'amateur plein de goût. Le Louvre n'a pas reçu un plus beau don depuis longtemps. Mais ce serait un autre article.

Louis Gillet.

REVUE LITTÉRAIRE

MALHERBE POÈTE LAURÉAT ET POÈTE GRAMMAIRIEN

Enfin, Malherbe vint...

Nous avons tous souri, dans notre jeunesse, de ce cri du cœur du vieux Boileau. Et peut-être avons-nous eu tort de sourire. La gratitude est aussi rare en littérature que dans la vie, et, pour un écrivain qui reconnaît sa dette et salue respectueusement un devancier, combien en est-il qui n'ont que mépris et violentes critiques pour ceux qui leur ont frayé la voie et les ont faits tout ce qu'ils sont ? Malherbe tout le premier... Mais n'anticipons pas.

Depuis la savante thèse de M. Ferdinand Brunot, il n'avait pas paru de très importants travaux sur Malherbe. Il faut pourtant signaler le livre élégant et fin du duc de Broglie dans la collection des *Grands écrivains français*, un article vigoureux et fécond de Brunetière dans ses *Études critiques*, une très suggestive étude d'Émile Faguet dans son *Histoire de la poésie française*, d'excellentes pages de Gustave Lanson dans son *Histoire de la littérature française*. Tout récemment, un assez bon livre de M. Jean de Celles résume, avec d'intéressantes recherches personnelles, à peu près tout ce que l'on sait actuellement de la vie et de l'œuvre du poète. J'en voudrais prendre occasion pour essayer d'esquisser, dans ses principaux traits, une originale figure littéraire.

(1) Jean de Celles, *Malherbe, sa vie, son caractère, sa doctrine*, 1 vol. in-16, Librairie académique Perrin, 1937. — Cf. Duc de Broglie, *Malherbe*, dans la collection des *Grands écrivains français*, Hachette, 1897. — F. Brunetière, *Études critiques*, 5e série ; — Émile Faguet, *Histoire de la poésie française*, tome I, Au temps de Malherbe, Boivin.

Né à Caen en 1655, François de Malherbe était l'aîné de neuf enfants. Sa famille, de vieille souche normande, n'appartenait pas, comme il s'en est faussement vanté, à la noblesse d'épée, mais simplement à la noblesse de robe, et son père n'était pas, comme il l'a dit, conseiller au Parlement de Normandie, mais simplement au Présidial de Caen. Ce père, converti au protestantisme, aurait voulu y convertir son fils, qui s'y refusa, ainsi du reste que quatre autres de ses frères et sœurs. On voulait faire de lui un magistrat ; il s'y refusa également. D'excellentes études, sous un précepteur, à Caen, à Paris, puis aux universités de Bâle et d'Heidelberg le ramenèrent, vers la vingtième année, dans sa ville natale. Son unique, ou plutôt son essentielle passion, ce sont les armes et les lettres. Il sait le grec, quoi qu'en ait dit Brunetière, puisqu'il lui arrive de citer Homère dans le texte. Mais il est clair qu'à l'inverse des poètes de la Pléiade, sa culture est surtout latine : il traduira Tite-Live et Sénèque ; et ce n'est certes pas lui qui s'écrierait comme Ronsard :

Je veux lire en trois jours l'Iliade d'Homère.

Mais Ronsard était alors dans toute sa gloire. Nul doute que cette gloire ait rempli d'émulation admirative et d'envie l'ardent jeune homme, déjà poète, qui devait écrire un jour :

Les puissantes faveurs dont Parnasse m'honore
Non loin de mon berceau commencèrent leur cours...

L'influence de Ronsard, — Brunetière l'a supérieurement montré, — elle est à toutes les pages de l'œuvre de Malherbe. Si ce dernier a rêvé toute sa vie d'être « le poète des princes », et s'il a fini par réaliser son rêve, j'estime, pour ma part, que ce fut à l'imitation et sous l'inspiration de ce « prince des poètes » qu'il devait, plus tard, si injustement dénigrer. Dis-moi qui tu dénigres ; je te dirai qui tu es.

Se sentant mal à l'aise dans la maison paternelle et désireux de percer à la Cour, il réussit à se faire agréer comme secrétaire d'Henri de Valois, comte d'Angoulême, fils naturel de Henri II. Mais celui-ci, en qualité de grand Prieur de France, reçoit un commandement en Provence, et Malherbe doit suivre son maître. Duels, amours, combats contre les protestants, divertissements littéraires et poétiques, la vie que mène le poète convient à son tempérament batailleur, plus vigoureux que délicat. Il se fait aimer du prince, dont les goûts ressemblent aux siens, et qui apprécie sa rude franchise. A Aix, autour de lui, se forme une véritable petite académie provinciale dont il est l'oracle, car il est né chef d'école, et qui groupe

tous les beaux esprits de la région. M. de Celles conjecture avec beaucoup de vraisemblance, ce me semble, que, pour avoir vécu dix ans dans un pays où le provençal était plus en honneur que le français, Malherbe a de bonne heure conçu le dessein de « dégasconner » sa langue maternelle et de l'épurer de tout alliage étranger, ce qui, d'ailleurs, ne l'empêchait pas, à cette époque, de s'inspirer d'un modèle italien pour son poème *les Larmes de saint Pierre.*

En attendant mieux, ce Normand très positif poussait très activement sa carrière. A vingt-six ans, il épouse la troisième fille d'un Président à mortier du Parlement de Provence, Madeleine de Coriolis, qui était à peu près du même âge que lui. Mariage de raison, apparemment, sinon d'intérêt, plutôt que de très vive inclination, et qui ne semble pas avoir jamais beaucoup gêné ses allures très libres, mais qui eut l'avantage de le faire entrer dans la haute société aixoise : son beau-père avait, à deux reprises, présidé les États généraux de Provence. Nous savons peu de chose de Mme de Malherbe : elle était déjà deux fois veuve et elle avait un fils de son premier mariage. A son troisième mari, elle donna trois enfants, mais à intervalles assez espacés : le fils aîné, mort à deux ans, fut remplacé, quatre ans après, par une fille qui, morte à huit ans, fut remplacée à son tour, trois ans après, par un dernier fils, Marc-Antoine, lequel périt de mort violente à vingt-cinq ans. Hasard ou volonté, il n'y eut jamais qu'un enfant unique au foyer des Malherbe.

En 1586, Malherbe éprouva le besoin de revoir son pays natal. A peine arrivé à Caen, où il ne comptait faire qu'un bref séjour, il y apprend la mort tragique du grand Prieur. Il se résout alors à se fixer, au moins provisoirement, dans la vieille ville qui l'a vu naître, et il y fait venir sa famille. Dans les tristes années de troubles civils qui vont suivre, sa vie, assombrie par la mort de son premier-né, semble avoir été assez besogneuse : ses parents ne lui viennent guère en aide, et, n'ayant pas de situation fixe, il est souvent réduit à contracter d'onéreux emprunts. Ses efforts pour devenir un poète officiel n'aboutissent que médiocrement : il achève et dédie à Henri III ses *Larmes de saint Pierre*, et le Roi se contente de lui faire envoyer cinq cents écus. Plus tard, en 1595, élu échevin de sa ville natale, il fait le voyage de Paris et ce lui est une occasion d'entrevoir Henri IV et de nouer d'utiles relations avec les poètes du temps : Du Perron, Bertaut, Desportes. Mais ce ne sont là que des pierres d'attente, et, la situation redevenant plus calme en Provence, où sa femme l'a précédé depuis plus d'un an, Malherbe se décide à la rejoindre,

laissant à sa mère le soin de sa fille Jourdaine qu'il jugeait sans doute trop jeune pour entreprendre un aussi long voyage.

A Aix, la joyeuse vie d'autrefois recommence : autour de Malherbe le petit cénacle littéraire se reconstitue. Le poète sent sa veine poétique et passionnelle se rouvrir ; les vers d'amour qu'il compose alors nous avertissent que son mariage, qu'il avait qualifié jadis de « licence poétique », ne lui avait pas interdit d'autres licences aussi poétiques peut-être, mais probablement fort peu platoniques. Il se lie d'amitié avec le président Du Vair, et il est à croire que les deux amis mirent en commun leur désir d'épurer la littérature nationale ; on peut même conjecturer que les idées littéraires et philosophiques de Du Vair ne furent pas sans influence sur le traducteur des *Lettres à Lucilius.*

Celui-ci souffrait d'être séparé de sa fille. Il se rendit en Normandie pour la ramener au foyer conjugal. Ce fut pour la voir mourir de la peste entre ses bras. Sa douleur fut profonde. Rentré à Aix, vers la fin de 1599, il y apprend la mort de la fille de son ami Du Périer, et c'est alors qu'il adresse à ce dernier les célèbres stances auxquelles notre goût moderne ne trouve à reprocher que leur trop parfaite impersonnalité. Sa maîtrise partout reconnue lui vaut de nouveaux disciples, et c'est lui que ses compatriotes d'adoption chargèrent de composer une ode solennelle de bienvenue pour l'entrée à Aix de la nouvelle reine Marie de Médicis, quand celle-ci, en 1600, arriva d'Italie en France. La Reine fut sensible à cet hommage, et comme, peu après, Du Perron, alors évêque d'Évreux, eut l'occasion de signaler au Roi les mérites éminents du poète, celui-ci put croire que la fortune allait enfin lui sourire. Mais, à son grand désappointement, la fortune se fit attendre cinq ans encore. De guerre lasse, en 1605, il tente un dernier effort : il se rend à Paris, en compagnie de Du Vair et de Peiresc ; il intéresse ses amis ou ses relations à sa cause et se fait présenter à Henri IV. Le Roi l'accueille fort aimablement et lui « commande » un poème sur son prochain voyage en Limousin. Tout heureux, Malherbe se met à l'œuvre et, au retour du Roi, il lui présente l'ode demandée. Henri eut le bon goût de se montrer fort satisfait d'un poème où l'on pouvait lire ces vers :

La terreur de son nom rendra nos villes fortes,
On n'en gardera plus ni les murs ni les portes ;
Les veilles cesseront au sommet de nos tours ;
Le fer mieux employé cultivera la terre
Et le peuple qui tremble aux frayeurs de la guerre
Si ce n'est pour danser, n'aura plus de tambours.

Et, en attendant mieux, il charge son grand écuyer, le duc de Bellegarde, de prendre le poète dans sa maison. Malherbe est arrivé à ses fins : il est, à cinquante ans, intronisé à la Cour et consacré poète lauréat.

Il y remplit sans effort le rôle d'un parfait courtisan. Il n'avait rien d'un révolutionnaire. « Les bons sujets, écrivait-il, sont, à l'endroit de leur prince, comme les bons serviteurs à l'endroit de leurs maîtres : ils aiment ce qu'il aime, veulent ce qu'il veut, sentent ses douleurs et ses joies et généralement accommodent tous les mouvements de leur esprit à ceux de sa passion. » Il poussa la complaisance, lui, le contempteur de Desportes, jusqu'à prêter sa plume au Roi, toujours épris de nouvelles conquêtes amoureuses. Henri IV, auquel il n'était pas sans ressembler un peu, moralement et même physiquement, l'avait en grande sympathie. De noble prestance, fort soigné de sa personne, — ses portraits nous le montrent d'une élégante beauté virile, — il plaisait aux femmes par la distinction de ses manières, la bonne grâce et la vivacité originale et drue de ses propos. Il prétend, dans l'une de ses lettres, que la princesse de Conti l'engagea fortement à suivre, en matière de galanterie, l'exemple du maître. J'imagine que c'était là prêcher un converti et qu'il n'eut pas beaucoup de peine à se mettre à l'unisson des mœurs plus que légères d'une Cour qui s'était formée à l'école des derniers Valois. Tout ce que nous savons de lui, par lui-même et par les autres, nous le représente peu scrupuleux sur cet article. Il avait laissé, avec leur jeune fils, sa femme en Provence, et c'est seulement au bout de onze ans qu'il se décida à la rejoindre, pour assez peu de temps du reste : encore ce fut pour ramener son fils seul à Paris. Quelque longs, difficiles et même dangereux que fussent alors les voyages, il faut avouer que ce ne sont pas là les allures d'un mari très empressé.

A la Cour, il tient école de haute poésie et de beau langage. Peu indulgent pour ses devanciers et ses émules, plein de lui-même, pénétré de l'importance de sa mission, il a le verbe haut, cassant, autoritaire, il n'admet pas qu'on discute ses décisions ; il ne souffre aucun hérétique. Et comme il arrive, son autorité, son dogmatisme en imposent : il a, autour de lui, des disciples de plus en plus nombreux, dont les plus célèbres sont Racan et Maynard, et qui recueillent pieusement ses arrêts et s'inspirent de ses exemples. Il les morigène sévèrement et les dresse sans nonchalance au dur métier de poésie. De toutes parts, nobles seigneurs et grandes dames viennent le consulter ; le Roi, la Reine s'entretiennent familièrement avec lui ;

Mme de Rambouillet, « l'incomparable Arthénice », l'admet dans son intimité. Il a le vent en poupe : il a senti qu'à tous les degrés de la société française on éprouve un immense besoin d'ordre, de régularité, que les temps sont passés, même en littérature, de l'anarchie, du caprice, de la fantaisie individuelle ; et il se plie sans effort à ce nouveau courant où son tempérament personnel trouve d'ailleurs aisément son compte : son clair, rude et peut-être un peu étroit bon sens, son goût de l'autorité, son orgueil de poète et de chef d'école se trouvaient comme en harmonie préétablie avec les secrètes aspirations de son époque. Il y avait là une place à prendre : il la prit avec décision et sans la moindre espèce de modestie.

Il est, d'autre part, le poète attitré de tous les grands événements qui surviennent, de tous les personnages considérables qui se succèdent sur la scène changeante de l'histoire française, et qu'il encense à tour de rôle, quitte à les maudire quand ils tombent, avec la même impartiale grandiloquence : hier, Henri IV, Marie de Médicis ; aujourd'hui, Concini et Luynes ; demain, Louis XIII et Richelieu. Les palinodies ne lui coûtent guère, si elles lui rapportent quelques profitables pensions. D'autres mettent leur dignité à ne pas changer d'opinion ; lui met la sienne à être toujours sur la brèche, prêt à glorifier l'homme du jour. Et peut-être, infatué comme il l'était, incapable de douter de son infaillibilité personnelle, peut-être était-il chaque fois sincère ; peut-être les nécessités du lyrisme, qui vit essentiellement d'actualité, peut-être les idées et les mœurs du temps lui sont-elles une excuse suffisante. On voudrait pourtant trouver, chez un homme qui a fait en son temps figure de grand poète, des convictions plus arrêtées, moins mobiles et un désintéressement moins discutable.

Les dernières années de Malherbe furent profondément attristées par la mort de son fils Marc-Antoine. Celui-ci était violent et querelleur comme son père ; on lui avait obtenu un office au parlement d'Aix. Il avait déjà eu deux affaires d'honneur ; dans l'une d'elles, il tua son adversaire ; dans la troisième, ce fut lui qui fut tué. Malherbe se jura de tirer vengeance du meurtrier. Il avait soixante-treize ans ; il se rendit au siège de La Rochelle pour y voir le Roi et Richelieu et leur présenter sa requête. De retour à Paris, il tomba gravement malade. On le pressait d'appeler un prêtre ; il s'y refusait : non qu'il fût mécréant, mais son catholicisme, pénétré de stoïcisme, manquait un peu d'élan et de ferveur ; il s'alliait à une bonne dose d'indifférence et même de scepticisme ; une sorte de déisme un peu fataliste, tel paraît avoir été le tour habituel de sa pensée. Il fallut, pour qu'il

consentît à se rendre aux pressantes exhortations de ses amis, qu'Yvrande, un de ses disciples, lui représentât que, « du moment qu'il avait fait profession de vivre comme les autres hommes, il fallait mourir aussi comme les autres, c'est-à-dire après s'être confessé, avoir communié et avoir reçu les sacrements ». Une heure avant sa mort, survenue le 6 octobre 1628, « pédagogue » impénitent, il reprenait encore sa garde sur une expression incorrecte : la pureté de la langue française était sa religion suprême.

***

Ce n'était, à tout prendre, ni un grand esprit, ni un grand caractère. Il n'avait pas beaucoup d'idées en dehors de son art, et celles qu'il a sont assez banales. Son horizon est fort limité. Il est en tout très étroitement conservateur, et son conservatisme ne procède pas d'une de ces fortes pensées ou d'un de ces sentiments profonds qui renouvellent l'expression des plus humbles vérités. Par exemple, il déteste les discordes civiles, il vante les charmes de la paix et il paraît très sincèrement épris de la grandeur française. Ce sont là, certes, des sentiments des plus louables ; mais pourquoi cet indéniable patriotisme me donne-t-il l'impression d'être inspiré au poète bien plutôt par son intérêt personnel, par son besoin de tranquillité, que par l'intérêt général du pays ? Nous venons de noter le caractère plus que superficiel de sa religion et de sa philosophie ; et si cette dernière est un peu teintée de stoïcisme, c'est que le stoïcisme est alors à la mode, et que le président Du Vair a passé par là. Sa morale pratique est à l'avenant : sa conception de la femme et de l'amour est d'un pur Gaulois, pour ne pas dire d'un pur païen ; il a le propos volontiers égrillard et même grossier ; on a de lui des vers obscènes, et si, dans la maison du duc de Bellegarde, on l'avait surnommé « le père Luxure », il serait surprenant qu'il ne l'eût pas mérité. Faut-il, d'autre part, insister sur sa morgue, son outrecuidance, son impérieuse discourtoisie, la violence de ses rancunes, son goût de la chicane, la vivacité méprisante de ses jugements sur tous ses rivaux, son affectation de brutale franchise qui contrastait avec les flatteries hyperboliques qu'il prodiguait aux puissants ? Au total, une nature sans grande finesse, et qui, sous ses airs tranchants et dominateurs, n'arrive pas à nous dissimuler une certaine vulgarité.

Tous ces défauts, qui nous frappent, ne paraissent pas avoir frappé au même degré les contemporains de Malherbe. Peut-être étaient-ils atténués à leurs yeux par de sérieuses qualités auxquelles ils étaient

particulièrement sensibles. Le poète, et c'est à son éloge, s'était fait beaucoup d'amis, qui lui sont restés très attachés, et qu'il entretenait par une active correspondance : le savant Peiresc, le président Du Vair sont parmi les plus célèbres, mais ne furent pas les seuls. Malherbe paraît avoir été fort serviable, et sa brusquerie, sa rudesse s'alliaient sans doute, comme il arrive quelquefois, à une aimable bonhomie. Ses lettres à sa femme, dont il suivait volontiers les conseils, sont vraiment très cordiales ; il lui donne de tendres noms d'amitié : « mon cher cœur », « mon âme ». Il s'inquiète et s'afflige quand elle est malade, et pour aller la voir, il se décide à partir pour la Provence. Il fait vœu, si elle guérit, d'aller à pied et tête nue d'Aix à la Sainte-Baume, lieu de pèlerinage consacré à sainte Madeleine, sa patronne. Qui sait, — les hommes sont complexes, et nous ignorons tant de choses ! — s'il ne l'a pas aimée plus que certaines de ses allures pourraient nous le faire croire ? Les maris peu exemplaires ne sont pas toujours les plus mauvais maris. Enfin, il n'est pas douteux qu'il a profondément aimé ses enfants et que leur mort lui a causé une violente douleur. La lettre où il annonce à sa femme la perte de leur fille Jourdaine est très simplement touchante : « Je fonds en larmes en vous écrivant », dit-il, et il se désole que la pauvre mère « ne soit pas avec lui pour l'aider à pleurer à son aise ». De ce que la sensibilité de Malherbe ne transparaît guère dans son œuvre, il ne faut donc pas conclure qu'elle fût médiocre ou inexistante, mais simplement qu'il s'interdisait de faire étalage de son moi.

Il est à remarquer que les théories d'art de Malherbe ne nous sont point parvenues sous la forme d'un traité régulier, comme l'est, par exemple, l'*Art poétique* de Boileau. A ceux qui l'engageaient à composer une grammaire, il répondait dédaigneusement : « Je n'ai nul besoin de prendre cette peine ; vous n'avez qu'à lire ma traduction du XXXIIIe livre de Tite-Live, et vous y trouverez comment il faut écrire. » Son *Commentaire sur Desportes*, qui, du reste, est inachevé, est resté en manuscrit jusqu'en 1825 et ces acerbes observations critiques étaient uniquement destinées à montrer à ses disciples comment il fallait ne pas écrire en vers. Le théoricien, chez Malherbe, a uniquement agi par son enseignement oral et les articles essentiels de son credo littéraire ont été transmis par la tradition.

En fait, c'est toute la rhétorique classique dont il a posé les fondements, et Boileau n'a guère fait que codifier les préceptes de Malherbe. Épuration de la langue ; guerre aux néologismes, aux provincialismes, aux mots de provenance étrangère, aux vocables

techniques ou grossiers ; adoption d'un usage purement français, intermédiaire entre le langage de la société polie et celui du peuple de Paris ; proscription de toutes les afféteries, négligences ou fausses élégances de style ; recherche de la propriété des termes, de l'ordonnance logique du discours ; élimination rigoureuse de tout ce qui, dans la pensée ou dans l'expression, est fantaisie, excentricité, effort pour se singulariser ; nécessité du travail obstinément poursuivi pour réaliser toute la perfection dont on est capable : ce sont là quelques-uns des principaux dogmes que « le grammairien en lunettes et en cheveux gris » a mis inlassablement en circulation.

Ces prescriptions, on le voit, s'appliquent aussi bien à la prose qu'à la poésie, et l'influence de Malherbe, notons-le, s'est exercée aussi bien sur les prosateurs que sur les poètes : Balzac, Pascal et Bossuet se sont rangés sous ses lois aussi docilement que Corneille, Racine, Boileau, et même Molière et La Fontaine. Il va d'ailleurs sans dire qu'en sa qualité de poète, — et de poète désireux de réagir contre Ronsard et son école, — c'est à la poésie qu'il a particulièrement songé en formulant des règles dont l'intransigeance a soulevé contre lui l'indignation de tous ceux qui s'étaient habitués à confondre l'art avec l'indiscipline. Sans entrer ici dans le détail, un peu technique, des exigences de Malherbe touchant la rime, l'hiatus, la césure, les chevilles, disons que si, par ses soins, le vers français est devenu un mode d'expression un peu monotone dans sa rigide régularité et peu propice à la traduction des sentiments intimes et des libres mouvements de l'âme, du moins il a eu le mérite de concevoir et d'imposer une notion de la poésie plus intellectuelle sans doute que sentimentale, plus virile qu'imaginative, mais dont la puissance, la probité et l'élévation n'avaient pas encore eu leur équivalent dans notre langue.

Cette haute et fière conception de la poésie française, en dépit de toute son ébriété lyrique, Ronsard l'avait eue assez nettement, et Malherbe a été ingrat en n'avouant pas sa dette envers son prédécesseur. Mais il a commis bien d'autres actes de la plus noire ingratitude à l'égard de l'auteur de la *Franciade*, lequel, sans aucune comparaison possible, est un tout autre poète que lui. Poète de cour, poète lauréat comme Ronsard, Malherbe a comme ce dernier le culte de l'antiquité, et comme lui encore, et à son imitation assurément, il aime, il a longtemps aimé les fadeurs et les pointes ou les *concetti* à l'italienne. Enfin, c'est de Ronsard toujours que procède cet abus de la mythologie qui nous gâte quelques-unes de ses meilleures

pièces. Seulement, voici la différence qui n'est pas à l'avantage du rimeur de l'*Ode à Marie de Médicis.* Pour Ronsard qui, quoique « né chrétien et Français », est presque un pur païen, la mythologie est, pour ainsi dire, la religion naturelle de son imagination. Ces dieux et ces déesses dont il s'enchante, ce ne sont pas pour lui de froides abstractions ; ce sont, comme pour les anciens, les vivantes personnifications des grandes forces de la nature, et, à vivre familièrement avec elles, sa curieuse faculté de créer des mythes s'aiguise, se développe et trouve son compte. Au contraire, pour Malherbe, Normand réaliste et positif, d'imagination pauvre et courte, les fictions mythologiques sont de simples clauses de style, des allégories ou comparaisons traditionnelles, des « machines » ou des chevilles, des thèmes à développement facile, destinés à suppléer aux lacunes ou aux faiblesses de son inspiration. Le malheur est que, sur ce point, il a fait école pendant deux siècles.

De cette façon, puérilement artificielle et scolaire, de traiter la mythologie antique, le tempérament personnel de Malherbe n'est d'ailleurs pas uniquement responsable. Nourri, nous l'avons dit, des Latins plus que des Grecs, peu sensible à la souple virtuosité hellénique, dédaigneux du « galimatias » de Pindare, il n'a fait que reprendre et pousser à bout la tradition inaugurée par les poètes latins, lesquels, en général, n'ont guère vu dans les dieux de la Grèce que des entités dont le sens profond leur échappait : la religion romaine, essentiellement abstraite, ne préparait guère un peuple de laboureurs et de soldats à bien comprendre les poétiques inventions de cette race d'artistes qu'il avait vaincue.

Les ennemis de Malherbe avaient beau jeu à lui reprocher sa « faiblesse d'invention », sa « froideur d'imagination » : il est certain qu'un très grand poète eût été plus fécond et ne se fût pas contenté, sa vie durant, de produire le petit volume de vers qu'il nous a laissé. Il est certain aussi qu'il a le souffle un peu court, que son inspiration manque d'ampleur, et, quand elle ne se soutient pas par des procédés qui sentent l'artifice, retombe assez vite sur elle-même. Si l'on veut se donner comme la sensation de sa relative infériorité, que l'on compare les fameuses *Stances à Du Périer* à l'admirable pièce que Victor Hugo, dans le sixième livre des *Contemplations*, a intitulée *Claire*, celle qui commence, — car il y a deux pièces ayant ce même titre, — par le vers :

Quoi donc ! la vôtre aussi ! la vôtre suit la mienne !

La situation des deux poètes est exactement la même : tous deux viennent de perdre une fille tendrement aimée et ils s'adressent, l'un au père, l'autre à la mère d'une fille morte également depuis peu. Certes, les vers de Malherbe sont beaux et ils méritent leur réputation : le rythme choisi par le poète répond bien à l'accent de gravité triste et résignée qui est la note dominante du morceau. Mais il ne faut pas le relire après la pièce de Hugo. Là, quelle largeur et quelle élévation ! Quel merveilleux ruissellement d'images pour exprimer la douleur, la résignation, la pureté de l'être disparu, l'aspiration spiritualiste et même chrétienne à un au-delà réparateur ! Il y a, entre les deux œuvres, toute la distance qui sépare un air de flûte discrètement assourdi d'une ample symphonie magnifiquement orchestrée. L'émotion intime des deux poètes est peut-être la même ; elle s'extériorise chez Victor Hugo avec une puissance, une plénitude, une force communicative, une capacité de résonance intérieure qui laissent loin derrière elles les plaintives modulations de son devancier.

Et ce n'est point à dire, assurément, que celui-ci, comme on l'a insinué quelquefois, ne soit qu'un simple versificateur. Dès son premier ouvrage publié, ces *Larmes de saint Pierre* qu'Émile Faguet proclame « admirables, ou du moins étonnantes », il y avait nombre de vers qui sont d'un vrai poète, par exemple sur les jeunes martyrs, « beaux lis » qui, massacrés à la fleur de leur âge,

> S'en allèrent fleurir au printemps éternel.

Mais, visiblement, à mesure qu'il vieillit et qu'il prend conscience de lui-même, et surtout peut-être des besoins de son temps, il s'en veut, et de plus en plus, d'avoir failli céder naguère aux prestiges de Ronsard. Sous la poussée des événements contemporains et désireux d'ailleurs de bien marquer son originalité propre, il va faire un choix sévère dans le tumultueux héritage de son glorieux prédécesseur. Sans l'avouer, il en conservera une portion notable : le haut idéal poétique, l'amour de la grandeur, le culte de l'antiquité. Mais contre l'abondance désordonnée, contre la facilité accueillante, contre l'exubérance d'imagination et de sensibilité il réagira avec une implacable rigueur. Il se fera l'apologiste d'une facture serrée, d'une langue pure, concise et ferme, d'une versification régulière, d'une poursuite laborieuse de la perfection formelle. Il éliminera progressivement tout ce qui, dans la substance même de l'œuvre poétique, est trop individuel, les fantaisies de la sensibilité et de

l'imagination, et soumettant toutes choses au contrôle impérieux d'une raison austère, il tendra de plus en plus au général et à l'impersonnel.

En d'autres termes, a dit M. Brunot, Malherbe « a tué le lyrisme ». La formule est bien spirituelle ; mais elle est trop dure et elle pourrait être d'un romantique. Il est bien certain qu'entre la poésie lyrique du XVIe siècle et celle du XIXe, celle du XVIIe et du XVIIIe siècle fait assez pauvre figure. Mais il y a la contre-partie. Si l'on relit les cinq cents beaux vers que nous a laissés Malherbe, on ne peut pas ne pas être frappé de la vigueur, de la fermeté concise, de la justesse rythmique de cette poésie. On en notera aussi l'accent tout naturellement oratoire. Malherbe a achevé une réforme qu'avait déjà commencée Ronsard, notamment dans ses *Discours des misères de ce temps* ; il a fait passer la poésie française du mode proprement lyrique au mode oratoire. Le lyrisme y a certes beaucoup perdu. « La poésie française, a dit quelque part Sainte-Beuve, était comme une demoiselle de vingt-huit à trente ans, sans fortune ou ruinée par les événements, laquelle avait déjà manqué trois ou quatre mariages, lorsque, pour ne pas rester fille, elle se décida à faire un mariage *de raison* avec M. de Malherbe, un veuf qui avait déjà la cinquantaine. » Il y a du vrai dans cette piquante boutade. Mais quoi ! les mariages de raison ne font pas toujours les plus mauvais ménages. Ils offrent à qui les contracte plus d'une compensation. Si Malherbe n'a pas précisément tué le lyrisme, il l'a, reconnaissons-le, singulièrement appauvri. Mais cet appauvrissement même n'a pas été sans une sérieuse contre-partie. Malherbe a littéralement créé le vers cornélien, s'il est vrai que rien ne ressemble plus aux grands vers de Corneille que les grands vers de Malherbe. Et si l'on songe à la place que la tragédie française classique occupe dans la littérature universelle, on jugera que, avec tous ses défauts et toutes ses faiblesses, celui que Balzac appelait « le vieux pédagogue de la Cour » n'a pas mal travaillé pour la « défense et illustration de la langue française ».

VICTOR GIRAUD.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra-Comique : *Le Couronnement de Poppée*, drame musical en trois actes, livret de G. F. Busenello, musique de Claudio Monteverdi· réalisation de M. G. F. Malipiero, paroles françaises de M. Ch. van den Borren ; *la Servante maîtresse*, comédie en deux actes, livret de Baurans, musique de Pergolèse. — Théâtre de l'Opéra : *le Vaisseau-fantôme*, opéra en trois actes, paroles de Ch. Nuitter, musique de Wagner ; *Oriane et le prince d'Amour*, drame-ballet en deux actes de Mme Claude Seran, musique de M. Florent Schmitt, choréauteur (*sic*) : M. Serge Lifar.

C'était une entreprise audacieuse que de donner à l'Opéra-Comique *le Couronnement de Poppée*, qui remonte à la première époque de l'opéra, celle où quelques beaux esprits de Florence, férus d'antiquité, croyaient suivre l'exemple de la tragédie grecque en astreignant les chanteurs à un récitatif continu. Erreur de fait, car cette tragédie ne mettait en musique que les chœurs et parfois, aux moments pathétiques, un solo de chant, mais dans les scènes d'action les acteurs prenaient la parole, pour expliquer leur pensée, et récitaient, comme dans notre tragédie classique, les vers du poète. Épreuve redoutable, parce que la musique a ses lois, qui ne sont pas celles du langage ; observant strictement celles-ci, elle risque fort de se renier elle-même et de périr. La conciliation n'est pas absolument impossible. Mais il faut un rare génie, peut-être même un exceptionnel concours de circonstances, pour que cette ligne, guidée par l'accent des mots, n'en soit pas brisée et garde un tour mélodieux. Moussorgsky y est parvenu, dans les scènes en récitatif de *Boris Godounov*, et Debussy tout au long de la partition de *Pelléas et Mélisande* ; mais il tenait lui-même cette réussite pour une sorte de prodige et s'est toujours refusé, malgré les sollicitations pressantes de ses admirateurs, à en refaire la hasardeuse expérience.

Monteverdi s'en était tiré avec gloire, quand il composa son *Orfeo*, en 1607, et les ouvrages ou morceaux dramatiques qui ont suivi, durant une vingtaine d'années, tous destinés à une cour princière. Alors dans la force de l'âge, et devant un auditoire d'élite où il était avantageusement connu, il se laissait emporter par son humeur fougueuse et pouvait se permettre quelques infractions à la règle du jeu. Souvent le récitatif, sortant de sa passive obéissance, s'anime et, quitte à bousculer quelque peu l'accent des paroles, prononce une phrase musicale, qui peut se répéter. D'autres phrases, non moins affirmatives, paraissent et reparaissent dans l'orchestre, assez richement doté pour offrir par surcroît au musicien, qui en use avec audace, les plus vigoureux contrastes du coloris instrumental. La symphonie alors recueille la musique, trop à l'étroit dans le récitatif, et lui offre un espace où elle se déploie. Wagner et ses disciples ont eu recours au même subterfuge, mais avec moins de discrétion ; car ici la voix qui chante demeure toujours apparente, entre les parties de l'orchestre dont elle complète l'accord. Il arrive aussi que l'action dramatique soit tenue en suspens par un spectacle ou un divertissement où la musique, affranchie des passions humaines et sans la charge de paroles lourdes de sens, n'obéit plus qu'au rythme et se répand en liberté. C'est ainsi que le premier acte d'*Orfeo* est une idylle où chantent et dansent bergères et bergers, dans une aimable innocence qui va rendre le drame imprévu plus cruel.

Trente-cinq ans plus tard, les conditions sont loin d'être aussi favorables. La pièce sera jouée, à Venise, sur un théâtre qui n'est plus entretenu par les générosités d'un grand seigneur, mais ouvert au public, donc obligé aux calculs d'une exploitation commerciale. Les chœurs, trop coûteux, ont été supprimés, et l'orchestre, pour le même motif, réduit à sa plus simple expression. Adieu les orgues, les petites flûtes, les cornets, et la harpe qui enveloppait de ses accords, à l'instar de la lyre antique, les chants d'Orphée, et les graves trombones annonçant, de leurs accents lugubres, la majesté terrible de Pluton ! Le musicien ne disposera que d'un clavecin, soutenu par quelques basses à cordes, qui devront accompagner toutes les scènes, quel qu'en soit le caractère. Seule fera diversion, aux moments de triomphe, une fanfare de trompettes. Il lui faut renoncer aussi aux légendes mythologiques ou romanesques où son imagination se donnait carrière, car la mode qu'il faut suivre maintenant a changé. On ne veut plus voir sur la scène que des romans historiques, dont les péripéties variées stimuleront une curiosité déjà impatiente et

blasée. *Le Couronnement de Poppée* est un premier modèle, encore raisonnable, du nouveau genre qui bientôt va dégénérer en une folie d'intrigues, de quiproquos et de déguisements carnavalesques. Ici, le poète Busenello a suivi d'assez près l'histoire, en y intercalant des épisodes qui ne sortent pas de la vraisemblance, mais il en fait un tableau, plutôt qu'un drame. Les caractères sont faibles ; ce sont les situations qui l'intéressent. Ce n'est pas le Néron atroce de Suétone ou de Tacite, ni celui de Racine, tout frémissant de désir et de férocité ; c'est un prince amoureux, qui tendrement soupire, s'interrompt un instant pour se mettre en colère et condamner à mort un philosophe coupable de s'opposer à son caprice, n'y pense plus ensuite, et reste sourd aux lamentations de son épouse légitime, comme Poppée aux plaintes d'un mari malheureux. Sont-ils bons ? Sont-ils méchants ? L'auteur ne semble pas se l'être demandé. C'est pourquoi leur triomphe, au dénouement, nous laisse indifférents, car nous ne savons pas s'il faut les admirer ou les maudire. Ce n'est qu'un morceau de bravoure, après d'autres morceaux où tour à tour ont été mis en vers l'amour heureux, l'amour naissant, la crainte, l'espérance, le regret, la douleur, ou la résignation devant la mort.

La musique d'un tel ouvrage ne pouvait nous offrir les élans de passion ni les fortes couleurs qui font le charme émouvant d'*Orfeo*. Ni le poème, ni l'orchestre ne s'y prêtaient. Peut-être faut-il tenir compte aussi de l'âge du musicien, qui avait alors soixante-quinze ans et devait mourir l'année suivante. Plus jeune, il eût trouvé moyen de ranimer la froideur de la pièce et de nous faire entendre ce que le texte ne dit pas. Assagi par les ans, il ne s'y risque pas et se laisse imposer par les mots un récitatif docile que l'orchestre si pauvre ne peut plus illustrer, et qui, plus rarement qu'ailleurs, ose se relever, se gonfler de musique. Tels sont le monologue d'Othon abandonné, les couplets du page et de la demoiselle, le sommeil de Poppée, les adieux d'Octavie, et la mort de Sénèque : pages admirables où le vieux maître retrouve sa grandeur, dans un sentiment apaisé, plus doux, mais aussi plus profond que jamais. Il faut cependant avouer que pour passer de l'une à l'autre de longs trajets sont nécessaires, par un chemin trop encaissé où la musique se dessèche.

Le Couronnement de Poppée ne semble pas avoir obtenu le renom des précédents ouvrages de Monteverdi. Un seul manuscrit nous en a conservé la partition ; retrouvé sur la fin du siècle dernier, il a été publié, en 1902, par un érudit allemand, H. Goldschmidt, dont l'édition critique a aussitôt attiré l'attention des curieux. Vincent

d'Indy, qui avait le goût et le sens de la musique ancienne, fut le premier à faire entendre ce drame, traduit et orchestré par ses soins, en un concert de la *Schola cantorum*. M. J. Rouché, qui dirigeait alors le Théâtre des Arts, l'y a donné à son tour, peu d'années avant la guerre. Tous deux, si mes souvenirs sont exacts, l'avaient allégé d'une grande partie de ses récitatifs, ne gardant que les scènes où la musique reprend ses droits, demeurées célèbres depuis lors.

La version adoptée par l'Opéra-Comique est celle de M. G. F. Malipiero, qui a, paraît-il, été fort bien accueillie en Italie. C'est une version intégrale, en ce sens qu'elle ne retranche rien au texte. Mais souvent elle laisse tomber les notes, et met en langage parlé tous les passages où la voix n'y trouve que des points d'appui. Ce qui ne vaut pas la peine d'être chanté, on le dit. Ce procédé, qui fut plus tard celui de l'opéra-comique français, a toujours répugné au goût italien. Par une telle intrusion, on altère gravement le caractère d'une œuvre dont le principe est la continuité. Et l'effet est contraire à celui qu'on attendait, car ces discours et ces répliques, même dans l'exacte traduction de M. van den Borren, font longueur à leur tour. Le poète les avait calculés en fonction de la musique, dont l'appoint, si faible qu'il fût, leur conférait pourtant une tenue et un accent. Livrés à eux-mêmes, ils retombent à une platitude inévitable. Des personnages aussi inconsistants ne peuvent prononcer que des paroles insignifiantes, et la pauvreté du drame est mise à nu.

Monteverdi eût certes été fort aise de trouver à sa disposition, en un de nos théâtres modernes, une aussi nombreuse réunion de violons, de flûtes, de hautbois, de clarinettes, de bassons, de harpes et de cors. Mais il lui eût destiné une tout autre musique. M. Malipiero a fait de son mieux, et fort habilement, pour utiliser ces ressources surabondantes ; mais c'est surtout sa discrétion qui est louable, car la couleur prend mal sur ce tissu raide et court, qui n'était préparé que pour la grisaille d'un orchestre d'accompagnement.

La mise en scène et l'interprétation témoignent d'un grand soin, mais pèchent toutes deux par un excès de solennité. Les mouvements sont lents, les gestes compassés, comme pour un opéra de Lully. Sans doute manquons-nous de toute indication précise sur la représentation de 1642. Il est clair cependant que si le public vénitien a pu l'écouter sans ennui, c'est qu'on y devait ajouter quelque animation, par un jeu vif et naturel. Ce qui est certain, c'est que le spectateur se voyait transporté tour à tour d'une place de Rome à la chambre de Poppée, ensuite au palais impérial, à la maison de Sénèque, pour

revenir aux jardins de la favorite, vers la chute du jour. Ces changements rapides, où excellaient dès lors les machinistes italiens, étaient un des attraits de ce genre de spectacle, et le texte en celui-ci les requiert formellement. Les décors de M. Souverbie sont d'une majesté massive qui les oblige à l'immobilité. Sénèque apparaît donc et commande le bain, qui sera froid sans doute, pour s'y ouvrir les veines, dans le même jardin où Poppée va goûter un langoureux repos à la fraîcheur du soir. Entre ces deux scènes, un page et une demoiselle se rencontrent dans une galerie du palais et, fort indifférents au sort des illustres personnages qui leur laissent cet instant de liberté, se confient l'un à l'autre le trouble de leur cœur. Monteverdi profite de ce répit où le récitatif enfin lâche prise pour leur faire présent d'une chansonnette amoureuse, aux couplets malicieux et tendres. Mais le décor reste impassible et, faute de savoir où mettre ces jouvenceaux, c'est devant le rideau qu'on les oblige à chanter. Impossible, à qui n'a pas lu la pièce, de deviner d'où ils viennent, ni qui ils sont. Il faut ajouter que M. Cloez, chef d'orchestre attentif et sensible, mais peut-être tenu à distance par une musique qu'il n'ose traiter familièrement, prend un peu trop au sérieux ce léger badinage. Et c'est ainsi qu'un charmant intermède, le seul que Monteverdi se soit permis dans la rigueur du drame, a déçu cette fois notre attente.

M. Jouatte prête à Néron sa voix généreuse et sa belle prestance. M. Gaudin chante en musicien délicat le rôle d'Othon et notamment son émouvante plainte, à la fin du premier acte. M. Etcheverry nous montre avec noblesse et gravité le philosophe prêt à mourir, mais on a tort de le draper en cette robe sombre, d'une austérité ascétique et presque monacale : Sénèque était un homme du monde, qui méprisait les biens de la terre dont il était comblé, et son courage n'en fut que plus grand, de quitter une existence où son goût raffiné trouvait tant de plaisirs. Mlles Gilly et Sibille ont de jolies voix, qu'elles ne devraient pas forcer, dans les rôles de Poppée et d'Octavie. Mmes Denys et Thélin chantent gentiment le duo du page et de la demoiselle ; et ce n'est pas leur faute s'il reste inexplicable.

*
* *

Le spectacle se terminait par une œuvre plus gaie, plus récente aussi, car elle n'a aujourd'hui guère plus de deux siècles. Pergolèse a composé la *Serva padrona* en 1733 ; il avait alors vingt-trois ans, et devait mourir, musicien précoce, trois années plus tard. Donné à Paris en 1746, par la Comédie italienne, ce petit opéra-bouffe

avait passé à peu près inaperçu, mais obtint un meilleur succès en 1752, à l'Opéra où l'on offrait alors au public une saison italienne, et surtout en 1754, quand Favart, sur la scène de la Comédie italienne, le présenta dans la traduction française de Baurans, sous le titre, qu'il a gardé depuis lors, de *Servante maîtresse*, et en remplaçant les récitatifs par un dialogue parlé, selon l'usage, constant dès cette époque, de l'opéra-comique français. On était alors en pleine querelle, et la passion ne fut pas étrangère aux éloges outrés que reçurent les airs de Pergolèse dans le camp des ennemis de la musique française, tels que Grimm et Rousseau. Aujourd'hui que cette polémique est éteinte depuis longtemps, et nous paraît bien vaine, nous reconnaissons volontiers les mérites d'une musique avenante et vive, qui, par malheur, s'applique à une intrigue toute de convention, entre les personnages traditionnels de la soubrette, du valet de comédie, et du barbon dont le sort ne fait aucun doute. C'est un comique tout extérieur, sans aucun trait d'humanité. C'est trop, à notre sentiment, de deux actes pour développer un sujet aussi mince ; on se lasse bientôt de cet entrain perpétuel, de ces mélodies sans modulation, et de l'orchestre sans couleur où seul le violon s'avance pour relever le défi de la voix, rivaliser avec elle de volubilité. M[lle] Thelin ne manque ni de grâce ni d'intelligence dans le rôle de Zerbine où cette jeune artiste fait un heureux début. MM. Guenot et Pujol chantent ou jouent avec esprit ceux de Pandolphe et de Scapin.

*
* *

Le Vaisseau-fantôme, qui n'avait paru qu'en 1897 sur la scène de l'Opéra-Comique pour la quitter sept ans plus tard, après vingt-cinq représentations seulement, vient de passer à celle de l'Opéra, où l'on peut espérer que désormais il va rester à l'ancre dans le port, ou tout au moins sur la rade du répertoire. Il aura bientôt cent ans d'âge, ayant été achevé en 1842.

Wagner, dès ce temps-là, ne voulait mettre en musique d'autres drames que les siens ; mais cette collaboration avec soi-même n'avait encore porté d'autres fruits que *les Fées*, où il développe un conte tragi-comique de Gozzi, *la Défense d'aimer*, qui prend pour modèle la comédie de Shakespeare, *Mesure pour mesure*, et *Rienzi* dont il emprunte le sujet à un roman historique de Bulwer. Cette fois, il trouve la voie, dont il ne s'écartera plus désormais, du drame légendaire, et c'est Henri Heine qui l'y engage.

Bien des marins ont entendu parler du navire inconnu qui appa-

raît dans la tempête et semble la braver. Ceux de la mer du Nord le croyaient commandé par un capitaine hollandais qui, un jour, luttant contre le temps pour doubler on ne sait plus quel promontoire, avait pris le diable à témoin que, quand il devrait naviguer sans toucher terre jusqu'à la fin du monde, il en viendrait à bout. Pris au mot, il errait depuis lors à l'aventure, d'un océan à l'autre, toujours sous voiles et pareil à un oiseau de mer : c'est pourquoi on l'appelait le « Hollandais volant ». C'est en sa relation d'un séjour à l'île de Norderney, où il l'avait entendu conter, que Heine a fait une première allusion à cette belle légende, en 1826. Il y revient cinq ans plus tard, dans un autre détail. On a en tiré maintenant une pièce de théâtre, que le héros de ce récit, un imaginaire et humoristique gentilhomme polonais, dit avoir vue, à Amsterdam. Le Hollandais, tous les sept ans, a droit de s'arrêter en sa course, et de descendre au prochain rivage. S'il y rencontre une femme capable de lui rester fidèle jusqu'à la mort, grâce lui sera faite, et sa peine prendra fin. Il est déjà venu, il y a bien des années, sur cette côte où maintenant une jeune fille rêveuse contemple son portrait, légué par une aïeule. Sitôt qu'il apparaît, amené par son père, elle le reconnaît, mais il craint de faire son malheur. Pourtant elle ne voudra pas le quitter, et quand le vaisseau s'enfuit, pour le suivre elle se jette à la mer. Mâts et carène s'effacent aussitôt comme un songe. Le mauvais sort est conjuré. Le Hollandais maudit trouve enfin le repos suprême auprès de celle qui lui fut fidèle jusqu'à la mort.

C'est à Riga, où il était chef d'orchestre du théâtre, que Wagner en lisant le livre de Heine y rencontra ce sujet de drame. Il en reçut une impression fort vive, qu'il eut le loisir de méditer ensuite, au cours de la rude traversée qu'il fit entre Riga et Londres, pour gagner Paris où il ne devait trouver que déboire et misère. Cet éternel errant, n'était-ce pas lui-même ? Son inquiet génie ne le marquait-il pas d'une malédiction qu'il fallait conjurer ? Il trouvait là, formulée clairement pour la première fois, cette idée de la rédemption par l'amour pur, qu'il ne lui a pas été donné d'accomplir en sa vie ; mais elle reparaît depuis lors, sous des formes diverses, en toutes ses œuvres, qui en tirent leur moralité. Ici, elle n'est pas encore compliquée de philosophie ni obscurcie de pessimisme. Et la pièce était toute faite, ou peu s'en faut. Wagner y a seulement ajouté le personnage d'Erik, à qui Senta est fiancée. Elle a de l'amitié pour lui. Son cœur est partagé entre deux sentiments dont le plus dangereux doit être le plus fort. Elle l'écoute encore et même, le

voyant triste, se laisse un instant émouvoir par de doux souvenirs. C'est cette passagère faiblesse qui détermine la péripétie : le Hollandais qui les écoute se croit trahi, et va partir, au désespoir. Aucun symbole en tout cela. Tout est humain, direct et vrai.

Wagner, en cet ouvrage, se découvre lui-même, dans un enthousiasme de jeunesse. Pour les pensées neuves qui l'assiègent, il n'a pas encore eu le temps de chercher un système inédit d'expression dramatique. On trouve ici des airs, des duos, des ensembles. Comment s'en plaindre, quand on écoute le chant mélancolique du Hollandais, au premier acte, le chœur gracieux des fileuses, ou la ballade de Senta, d'une grâce pensive et tendre ? Déjà pourtant ce ne sont plus des morceaux détachés. Sans solution de continuité on passe de la déclamation chantante à la mélodie caractérisée. Le mouvement du drame est toujours observé par la musique qui s'en pénètre, et c'est ainsi que le duo du deuxième acte a pour prélude la scène de reconnaissance où les chanteurs se contemplent en silence, et l'on croit entendre, au rythme assourdi de l'orchestre, battre leurs cœurs. Il n'est pas besoin, pour saisir une allusion au passage, de se reporter mentalement à la table des thèmes. Les deux idées qu'expose l'ouverture sont aisément reconnaissables, leur retour est toujours naturel et suffit à assurer l'unité de l'ouvrage : l'une est celle de la ballade, l'autre évoque l'éternel voyageur, sur quatre notes énergiques et lointaines comme un appel du large. L'orchestre a déjà une ampleur sonore qui n'appartient qu'à Wagner, mais conserve un éclat qui n'est pas noyé encore dans le débordement de la symphonie continue. C'est le grand charme de cet ouvrage, que déjà la musique y est bien de Wagner, sans être wagnérienne.

Les décors de M. Olivier Rabaud sont d'un goût noble et pur et mettent admirablement à profit les facilités nouvelles que donne à l'Opéra son horizon scénique. L'apparition vraiment fantomale du navire maudit, au premier acte, avec sa haute mâture en croix, d'aspect funèbre, et sa disparition au dernier acte, sont d'un effet saisissant. Au deuxième, la salle spacieuse et sobrement ornée, avec sa porte qui s'ouvre sur le ciel du dehors, n'est pas moins favorable à la joyeuse assemblée des jeunes filles qu'à la muette extase de Senta quand paraît l'hôte inattendu, étrangement pareil, dans le contre-jour qui l'assombrit, à ce tableau ancien qui semble son reflet. La mise en scène a été réglée par M. Pierre Chéreau avec autant d'intelligence que de sentiment. Mlle Germaine Hoerner, dans le rôle de Senta, est admirable pour la qualité de la voix, la

sûreté de l'interprétation, la musicalité du style. M. Singher, par le geste et l'accent, fait du maudit une figure profondément émouvante, en son fier et triste courage. M. Jouatte, dans le rôle du fiancé malheureux et fidèle, M. Bernasconi en celui du brave homme de père, Mlle Schenneberg et M. Chastenet ont de fort belles voix, qui trouvent toujours l'expression juste. Les chœurs ont chanté et se sont animés dans un parfait ensemble, et M. Ph. Gaubert a imprégné l'orchestre de ce sentiment délicat de la musique dont il possède l'heureux secret. Ce fut une belle soirée.

* * *

Pour revenir au temps présent, l'Opéra nous a donné un ballet nouveau qui l'est d'abord, et dès le titre, par un néologisme : le chorégraphe, dédaignant une appellation trop commune, se déclare, en l'occurrence, « choréauteur ». La violence qu'il fait ainsi à notre langue veut conquérir un droit que nul ne lui conteste. Sa part de collaboration, en cet ouvrage, est exactement celle qu'on a de tout temps attribuée à l'artiste chargé de composer les mouvements de la pantomime et les figures de la danse, obligé comme lui de suivre l'argument, d'écouter la musique. En cette association, chacun est nécessaire, et celui qui réclame fait songer à ce maître à danser du *Bourgeois gentilhomme* qui dispute avec le maître de musique, provoque le maître d'armes, et se bat avec le philosophe, pour l'avantage de son art, qu'il met au-dessus de tout.

Marcel Proust avait choisi le prénom féodal d'Oriane pour en parer, comme d'un joyau sonore, l'altière duchesse de Guermantes. Oriane cette fois, restituée au moyen âge, tient une cour d'amour dont elle est la souveraine incontestée. Un jongleur chante sa beauté ; un poète lui plaît un instant, bientôt supplanté par un marchand « dont le commerce s'exerce en quelque Orient fabuleux ». Un bouffon lui tire les cartes, secrètement jaloux, quand survient le prince d'Amour. Mais il la quitte, ayant découvert sur le sol une tache de sang, laissée par le poète, qui est venu mourir là. Alors, comme c'est le jour de la fête des Fous, leur bande frénétique envahit la scène conduite par un « violoneux » macabre, qui s'empare d'Oriane, et bientôt elle tombe : c'était la Mort. Romantisme de ballet, et personnages de bal travesti, qui vont et viennent en cadence, non pas à la recherche du temps perdu, mais plutôt du temps fort.

Ce n'est pas qu'il en manque, dans la musique de M. Florent

Schmitt ; au contraire, elle les marque avec force ; mais, superbement indifférente aux contingences de la scène, elle les répartit en mesures inégales, et le danseur surpris par ces jalons inattendus doit tourner court, à peine a-t-il pris son élan. C'est jouer la difficulté. Aucune difficulté, par bonheur, ne peut embarrasser les artistes de l'Opéra. Mais ici tous les rôles sont ingrats ; on admire de si beaux talents ; on leur souhaiterait un meilleur emploi. MM. Peretti et Goubé rivalisent, au premier acte, dans l'amoureux conflit du poète et du marchand, le premier d'une légèreté et d'une aisance idéales, le second plus robuste et non moins élégant, notamment en ses tours, dont la rapidité et la précision sont également incomparables. Mlle Kergrist, Dynalix, Simoni et Grellier montrent, ou plutôt laissent deviner une agilité charmante dans les évolutions trop brèves des Suivantes, et Mlle Darsonval, à qui est échu le principal rôle, s'en acquitte avec conscience, ayant appris de son métier tout ce qui peut s'apprendre. M. Serge Lifar, qui ne paraît qu'au second acte, car il est le prince d'Amour, y captive l'attention aussitôt, par cette fougue qui cependant demeure un peu contrainte et ne peut s'achever en triomphe. Quant au chorégraphe, ou s'il préfère un titre moins banal, quant à l'auteur de la chorégraphie, il est bien excusable de n'avoir pu trouver sur un argument aussi pauvre, et une musique aussi déconcertante, que des pas un peu courts, et des figures qui n'expriment que ce qu'elles ont à dire, c'est-à-dire presque rien. Il ne reprend sa liberté qu'aux endroits où la musique consent à se tenir tranquille, sur un rythme régulier, où peut s'organiser la danse. C'est ainsi que les entrées des marchands, au premier acte, et des fous, au deuxième, prennent un accent vif et pittoresque. Cependant, même là, notre satisfaction n'est pas complète, parce qu'un secret désaccord subsiste, entre le spectacle et la symphonie.

Le décor de M. Pruna, tout entier en tons simples, posés à plat, et les costumes qui se détachent par devant, sans lien de perspective, sont débordés par l'ampleur du flot sonore, et cet orchestre effervescent n'était pas nécessaire pour entraîner des groupes à ce point clairsemés. Le ballet a été manifestement conçu pour la richesse de figuration et la somptuosité de coloris qui ont fait notre émerveillement, au temps des premiers ballets russes, et qu'on ne retrouve plus aujourd'hui qu'aux trop rares soirées que veut bien nous donner Mme Ida Rubinstein. On l'a traité dans la manière sèche et découpée que Diaghilev, en ses

dernières saisons, ajustait en toute exactitude à une musique sans profondeur. Il fallait se souvenir de *Shéhérazade* et de *Cléopâtre*, non de *Pulcinella*, ni du *Fils prodigue*.

Entre tous les musiciens de sa génération, M. Florent Schmitt se distingue parce qu'il ne s'est jamais mis en souci de se fabriquer un style. Trop pressé par l'affluence des idées intarissables, trop fier aussi pour en farder si peu que ce soit la vérité, il les met au jour aussitôt, d'un premier jet sans affinage, et peut se dispenser en effet de cette précaution, car elles prendront d'elles-mêmes une forme musicale. Il est à ce point savant en son art qu'il lui est devenu comme un langage naturel. Mais entre les diverses expressions que lui présente au premier appel une riche mémoire, il ne prend pas le temps ni la peine de choisir, et sa forte éloquence parle un langage composite. Cependant, sa musique accuse un vigoureux caractère, qui ne réside pas dans l'apparence extérieure, mais vient de plus loin, et d'une source plus profonde, où la pensée prend ce tour rêveur et grave, volontiers infléchi d'un chromatisme mélancolique comme un reflet d'Orient, la sonorité ce coloris à la fois éclatant et assombri, où l'orchestre est tissé de fils d'or et de pourpre, sur la trame nocturne. M. Florent Schmitt mérite ainsi de prendre place dans la lignée des grands musiciens romantiques. Entre tous ses ouvrages, celui-ci est certainement l'un des plus achevés et des plus significatifs, digne d'être comparé à son *Psaume* ou à la *Tragédie de Salomé*, peut-être plus impressionnant encore par la puissance des idées qui se développent largement et sans effort atteignent à la plénitude de ces proportions monumentales. Admirablement dirigée par M. Ph. Gaubert, cette musique nous laisse un magnifique souvenir.

*
* *

La musique française vient encore d'être mise en deuil par la mort de Maurice Ravel, musicien entre tous ingénieux, et d'une sensibilité exquise, dont l'œuvre restera comme le monument unique de ce que peuvent produire, l'un et l'autre poussés jusqu'à leur point extrême de raffinement, le goût et le savoir. Sa vie solitaire, dédiée à son art, ne l'empêchait pas de goûter vivement les plaisirs de la société, où son charmant esprit était fort apprécié. C'était un ami très sûr, un parfait galant homme, un noble et pur artiste.

Louis Laloy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA DÉMISSION DU CABINET CHAUTEMPS-BLUM

Le ministère de front populaire à direction radicale que présidait M. Camille Chautemps n'a pas été renversé par un vote de la Chambre ou du Sénat, il s'est disloqué par la contradiction inhérente à ses origines et à sa constitution. Le « rassemblement populaire » est avant tout une formation électorale et, comme tel, il a gardé toute son efficacité pour assurer aux hommes de l'extrême-gauche la réélection et la jouissance du pouvoir ; mais il recèle en lui-même trop d'intérêts opposés, trop de doctrines contradictoires, pour devenir un puissant outil de gouvernement en des temps difficiles où des menaces extérieures compliquent jusqu'à les rendre tragiques les difficultés d'ordre intérieur.

L'exercice du pouvoir met les hommes politiques, si « partisans » qu'ils puissent être, en face des responsabilités ; ni M. Léon Blum ni M. Camille Chautemps n'en ont méconnu la gravité ; mais ni l'un ni l'autre n'ont réussi à se libérer des entraves d'un système politique dénaturé et faussé qui les rivait à la loi des majorités et à la tyrannie des comités. Il est absolument contraire à l'esprit des institutions parlementaires que des groupes de députés ne votent et n'agissent que selon les injonctions d'organisations irresponsables que le suffrage universel, dont on invoque la souveraineté pour les besoins des mauvaises causes, n'a pas mandatées et ne connaît pas. On parle de « fascisme » : celui-là n'est pas l'un des moins dangereux, et il est de nature à engendrer l'autre. Dans le même ordre d'idées, personne ne songe à justifier les égarés que la crainte de troubles révolutionnaires semble avoir poussés jusqu'au crime ; mais il est certain que la menace constante d'un coup de force communiste finit par créer une sorte d'obsession, de fièvre obsidionale qui trouble le jugement et explique certaines aberrations. Il arrive un moment où les hommes

arrivés au pouvoir par le jeu régulier des institutions se sentent emportés plus vite qu'ils ne le voudraient par les irresponsables vers l'abîme qu'ils entrevoient : c'est alors qu'ils cherchent à faire « l'essai des freins (1) ». C'est l'histoire du cabinet Chautemps-Blum.

La démission du ministère a été provoquée par les offensives réitérées des organisations ouvrières, par des grèves, des occupations d'usines. Tandis qu'à la Chambre les députés communistes continuent de voter pour le cabinet, au dehors eux-mêmes ou leurs amis font tout ce qu'ils peuvent pour lui rendre la vie impossible. Pour les communistes, il s'agit de renforcer leur emprise sur les syndicats et sur la C. G. T. ; pour M. Jouhaux, de suivre ses troupes, afin de continuer à les diriger ; pour le parti socialiste de ne pas se laisser souffler son armée par les fidèles de Moscou, car c'est le plus violent qui attire la clientèle. Çà et là, dans la région parisienne (usine Goodrich), dans le Nord, dans la région de Lyon, des grèves éclatent et le gouvernement, malgré ses engagements réitérés, hésite à faire observer la loi et à empêcher les « occupations » de se prolonger. On signale en maints endroits la lassitude des ouvriers qui s'aperçoivent que les agitations où leurs chefs les entraînent sont contraires à leurs véritables intérêts.

Le 6 janvier, M. Chautemps lance un appel désespéré à la paix sociale. Ah ! s'il était possible de faire comprendre aux Français sous l'empire de quelles angoissantes et urgentes préoccupations leur parle ainsi le gouvernement légal et responsable du pays ! Mais les chefs marxistes, quand ils s'adressent aux masses, ne se placent jamais que sur le plan intérieur et révolutionnaire ; évoquer le péril extérieur, même quand ce sont leurs parlementaires qui le montrent, c'est à leurs yeux faire œuvre de réaction. Le gouvernement a donc fait appel aux organisations ouvrières et patronales pour qu'elles concluent sous ses auspices de nouveaux accords et s'engagent à les respecter. Il veut élaborer « un code de paix sociale » que le Parlement n'aura qu'à sanctionner. Collaboration des classes pour le bien du pays : mais n'est-ce pas la lutte des classes pour la destruction du patronat que préconisent les socialistes et les communistes ? Un gouvernement, même de front populaire, ne peut s'appuyer que sur la loi ; comment peut-il espérer que les éléments révolutionnaires se plieront à la loi d'une société qu'ils prétendent détruire ? Les conflits du travail sont dangereux pour la prospé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1937, *le Glissement de l'Etat. L'essai des freins.*

rité et la sécurité de la France, déclare M. Chautemps ; le gouvernement ne saurait l'admettre. « Les organisations syndicales, patronales et ouvrières s'en rejettent mutuellement la responsabilité. Refus de respecter les arbitrages et la liberté syndicale, dit-on d'un côté. Agitation systématique et violation des lois, dit-on de l'autre. Ce qui est certain, c'est qu'il faut absolument obtenir le rétablissement de la paix sociale... Pour aboutir à ce résultat nécessaire, le gouvernement n'hésitera pas à engager toute sa responsabilité. »

Bien. Mais pourquoi cette étrange procédure ? Le Parlement est là pour légiférer ; le gouvernement n'a qu'à lui proposer les lois qu'il juge nécessaires et surtout à les faire appliquer mieux qu'il ne l'a fait pour celles qui existent déjà. A-t-il encore besoin de consultations depuis si longtemps qu'il connaît les points de vue des deux parties ? Les troubles sont le fait d'une minorité d'agitateurs qui certes ne recherchent pas la paix sociale. Ainsi répond-on à la C. G. P. F. (Confédération générale du Patronat français). On se tient à la disposition du président du Conseil pour toutes précisions qu'il pourrait souhaiter ; on est prêt à se rendre à tout appel de sa part ; mais on refuse de participer à une conférence où seule la C. G. T. est convoquée, à l'exclusion des autres organisations syndicales. Il est dangereux de lui conférer en fait ce monopole dont elle voudrait faire un droit. M. Gignoux a expliqué le 17 janvier, à Cholet, dans un discours très précis qui vaut pour le passé et pour l'avenir, les raisons de l'attitude du groupement dont il est le président. Ses arguments sont excellents ; il n'y a rien d'utile à attendre de discussions nouvelles ; on connaît très bien les positions patronales et les revendications cégétistes : au gouvernement de faire son devoir.

La C. G. T. s'est hâtée d'accepter « sans réserves », mais non sans conditions, le rendez-vous de M. Chautemps. Sa réponse signifie que, pourvu qu'elle ait toutes « les garanties légitimement réclamées par la classe ouvrière », elle demande à ses adhérents « de recourir aux procédures légales et d'observer une attitude paisible ». Les exigences sont précises : c'est le monopole syndical ; mais les engagements vagues. A une réunion des employés de banque, le 10, M. Jouhaux déclare : « La C. G. T. a le droit de discuter pour la totalité de la classe ouvrière, et elle le fera. » Elle se fait menaçante. « Si les délibérations n'aboutissent pas et si le gouvernement ne prend pas ses responsabilités, nous ferons

alors appel à l'action. » C'est clair. L'influence communiste est manifeste ; c'est sur le plan politique que les chefs veulent agir. Le conflit d'où va sortir la crise ministérielle est déclaré. M. Georges Bonnet, au nom du salut financier, le président du Conseil et le gouvernement, au nom de la sécurité nationale, font appel à la paix sociale. Le parti communiste, de plus en plus prépondérant à la C. G. T., prétend, par l'agitation ouvrière, contraindre le gouvernement à direction radicale à revenir au programme intégral du rassemblement populaire, ou l'obliger à s'en aller. On cherche ainsi à agir sur le politique par le social, car l'objet du communisme n'est pas la prospérité de l'ouvrier, encore moins celle du pays, mais la dictature du prolétariat.

L'agitation sociale a une double répercussion, financière et politique. Le cours des changes en témoigne ; le franc subit des assauts répétés ; l'Angleterre mesure son concours à la fermeté du gouvernement. M. Georges Bonnet, non sans courage, montre le péril : il ne sauvera le franc que dans une ambiance de paix sociale et de travail organisé. On dit que les derniers conseils des ministres du cabinet Chautemps-Blum furent houleux et que « l'unanimité » que ne manquaient pas de mentionner les communiqués à la presse cachait de profondes dissensions. Il serait d'ailleurs surprenant qu'il en fût autrement. Le jour de la rentrée des Chambres, le 11, le vice-président communiste sortant, M. Duclos, arriva dernier avec 102 voix de moins que le moins favorisé de ses collègues et resta en ballottage avec un radical indépendant, M. Louis Aubert, qui avait posé sa canditature sur le terrain anticommuniste. Il fallut, pour le faire passer le surlendemain, battre le rappel à la discipline du front populaire. Grande rumeur parlementaire ! Fureur chez les communistes ! Symptôme significatif de la lassitude d'une partie des radicaux-socialistes et même des socialistes (1) : une partie notable du front populaire ne veut pas couvrir plus longtemps de son pavillon la marchandise suspecte des communistes. La crise est sortie de là.

La réunion de l'hôtel Matignon, le 12, ne donna et ne pouvait donner d'autre résultat intéressant que de montrer les exigences de M. Jouhaux et sa situation singulière entre le gouvernement qu'il entend faire marcher, mais dont il a besoin, et les organisations communistes qu'il voudrait diriger mais dont il dépend. Le chef de la C. G. T., dans un long discours, rejeta sur le patronat toutes les

(1) Un député socialiste de la Corrèze, M. Peschadour, a publié dans un journal local une diatribe contre Staline et ses délégués en France ; il fut cependant réélu secrétaire, à la vive indignation du groupe communiste.

responsabilités. « La stabilité et la tranquillité n'ont jamais été troublées par la classe ouvrière. » Affirmation téméraire à la fin d'une année où plus de 2 000 grèves ont bouleversé l'industrie et paralysé la production.

La crise, à ce moment, était déjà virtuellement ouverte, puisque l'on attendait la démission du cabinet après le Conseil du 13 janvier. « Nous sommes arrivés, disait la veille M. Paul Reynaud, au point où il va falloir résoudre à la fois toutes les crises : économique, sociale, financière, monétaire, crise de nos alliances, crise de notre défense nationale. Chacune de ces crises aggrave l'autre. Pourquoi le ministère Chautemps a-t-il échoué ? C'est faute d'avoir dit la vérité au pays. C'est faute d'avoir fait naître en lui, par l'évocation du danger, ce sentiment irrésistible qu'est l'instinct de conservation. Car, je le dis en pesant mes mots, la situation est aussi grave que lorsque la Révolution dressait aux carrefours des estrades où l'on proclamait : « La Patrie est en danger ! »... Il faut d'urgence accroître notre production de guerre, comme nos amis en Europe nous en adjurent, et il faut accroître aussi la production des richesses consommables pour que l'économie du pays puisse supporter cet effort. Pas plus chez nous que dans les pays totalitaires, ce but ne pourra être atteint par une politique qui paraîtrait dirigée contre la classe ouvrière dont l'effort est nécessaire pour que le pays puisse vivre et s'armer. Mais l'ouvrier qui, aujourd'hui, refuse d'augmenter son effort, en déclarant qu'il ne veut pas enrichir son patron, le refusera-t-il pour défendre sa femme et ses enfants ? Je demande l'unanimité française pour éviter l'écroulement économique et la guerre. La guerre rôde autour des nations pacifiques. Elle s'abattra sur les nations divisées »... On excusera cette longue citation ; elle est acquise à l'histoire ; puisse-t-elle n'y pas figurer comme une prophétie !

Le double jeu des communistes, les ménagements des socialistes envers leurs frères ennemis avaient excédé M. Chautemps, M. Daladier et M. Bonnet. D'Angleterre leur venaient des avertissements amicaux : le contrôle des changes, qui est dangereusement entré dans le programme socialiste comme le seul moyen de trouver des ressources pour satisfaire aux prodigalités réclamées par les communistes, serait incompatible avec cet accord tripartite où M. Blum et M. Auriol trouvaient leur plus beau titre à la gratitude du pays. Il fallait en finir le plus tôt possible, obtenir une majorité à la Chambre pour le programme de Rambouillet et permettre au gouvernement d'arrêter la chute du franc, ou s'en aller.

La séance du 13 janvier, qui s'est prolongée jusqu'au matin du 14 et qui a amené la démission du cabinet Chautemps-Blum, a été dominée par deux préoccupations. L'une, le péril extérieur, resta dans la coulisse, invisible et présente ; il n'y fut fait que des allusions claires, mais discrètes. La seconde, qui est en étroite connexion avec la première, c'est le contrôle des changes, c'est-à-dire le salut du franc et le maintien de l'accord avec l'Angleterre et l'Amérique. M. Chautemps, résolu à donner satisfaction à son ministre des Finances qui parlait au nom de l'intérêt national, fit les déclarations les plus nettes ; on sentit sa résolution d'obtenir ses coudées franches ou de se retirer. En réponse à un excellent discours de M. P.-É. Flandin, le président du Conseil réitérait et renforçait ses déclarations : « Il faut que j'évite une équivoque sur la pensée très claire du gouvernement, en ce qui concerne la liberté monétaire et que je repousse ce qui peut apparaître comme une manœuvre politique. Je suis à ce point d'accord avec les défenseurs de la liberté monétaire que lorsque j'ai appris que l'ordre du jour présenté par mes amis pouvait ne pas comporter une phrase claire sur ce sujet, j'ai insisté auprès d'eux pour obtenir que soit incluse dans l'ordre du jour une phrase coupant court à toute équivoque. Il y ont consenti. Donc la question est définitivement réglée. »

Mais, cet ordre du jour, la majorité n'eut pas à le voter. Les communistes, cette fois, renâclaient. M. Jouhaux, à cette réunion des employés de banque dont nous avons déjà parlé, ne s'était-il pas prononcé pour ce contrôle des changes que le gouvernement déclarait néfaste ? Au moment des explications de vote, l'un d'eux, M. Ramette, apporta une adhésion si maussade et si aigre qu'elle ressemblait à une condamnation ; il réclamait de nouvelles dépenses, menaçant, au nom de ses amis, de reprendre sa liberté. M. Chautemps, excédé, répondit quelques mots assez vifs : « M. Ramette est libre de réclamer sa liberté. Quant à moi, je la lui donne. » Il n'en fallut pas plus pour briser le front populaire. On vit aussitôt les socialistes se réunir, appeler par téléphone M. Blum qui avait quitté la Chambre et décider que les ministres de leur groupe donneraient immédiatement leur démission. C'était la dislocation du cabinet. M. Chautemps et ses ministres s'en furent, vers quatre heures et demie du matin, rendre leur tablier à M. Lebrun.

La première leçon qu'il soit nécessaire de retenir de cette « nuit incertaine », c'est la solidarité des deux groupes marxistes. En aucun cas, les socialistes, si désagréable que paraisse à certains d'entre eux

une telle sujétion, ne se décideront à se séparer des communistes qui reçoivent de Moscou des consignes impératives ; ils les suivront jusqu'aux abîmes ; ils ne feront pas, désormais, un ministère sans eux. Ils ont, dans la nuit du 13 au 14 janvier, choisi leur destin et ils ont, du même coup, fixé celui du front populaire : tel qu'il est issu des élections de 1936, il est fini.

UN NOUVEAU CABINET CHAUTEMPS

L'histoire de la crise qui suivit la démission du cabinet Chautemps-Blum comporte quelques enseignements qu'il est important de dégager. Le ministère n'ayant pas été renversé par le Parlement, il était dans la logique des choses que le Chef de l'État fît de nouveau appel à M. Chautemps et il était à prévoir qu'après quelques vaines tentatives le successeur de M. Chautemps serait M. Chautemps lui-même. Après le président du Conseil démissionnaire et M. Édouard Daladier qui se récusèrent, M. Albert Lebrun fit appel à M. Georges Bonnet. N'était-ce pas la politique que le ministre des Finances avait su conduire avec énergie et succès parmi les pires difficultés qui s'imposait impérieusement au nouveau ministère ? S'il était vigoureusement soutenu par son groupe radical-socialiste, M. Bonnet pouvait réussir et son succès aurait les plus heureuses conséquences sur la politique extérieure et intérieure. Ce fut précisément son groupe qui lui manqua. Les socialistes avaient déclaré qu'ils ne lui accorderaient ni leur participation, ni leur soutien, ni leur abstention. Cela suffit à jeter le désarroi parmi les radicaux-socialistes qui, après un vif débat, se montrèrent divisés entre trois tendances : 32 seulement encourageaient les efforts de leur collègue, 26 se prononçaient contre sa tentative de faire un cabinet radical, 40 ne crurent pas nécessaire d'exprimer une opinion. L'expérience est caractéristique. Non seulement les groupes du rassemblement populaire ne sont pas unis entre eux, mais encore, — excepté peut-être parmi les communistes dont la discipline est moscoutaire, — la division sévit à l'intérieur des groupes.

Ce cabinet que les radicaux ne réussissaient pas à mettre sur pied, le chef des socialistes, M. Léon Blum, parviendrait-il à le constituer ? Il ne trouverait certes pas d'encouragement parmi les sénateurs. Son projet se présentait sous un aspect nouveau et hardi, qui n'était pas sans rapports avec l'opération réalisée par Waldeck-Rousseau en 1899 quand il fit appel au général de Galliffet et à M. Mil-

lerand. M. Léon Blum se proposait d'offrir aux communistes un ou deux portefeuilles (un siège de ministre d'État à M. Cachin et un sous-secrétariat technique à quelque autre, dit-on) et d'appeler M. Paul Reynaud aux Finances. Il eut avec celui-ci un long entretien. M. Paul Reynaud, sans rejeter l'idée de large union nationale qui inspirait M. Blum, fit observer qu'une telle formule, puisqu'elle englobait M. Cachin, devait aller, du côté droit, jusqu'à M. Louis Marin, qu'un ministère de salut public ne peut exclure aucun groupe et que d'ailleurs les voix que représente le rassemblement populaire dépassent à peine en nombre celles qui sont allées aux partis du centre et de droite. M. Blum répondit qu'il ne croyait pas pouvoir faire accepter à ses amis une telle hardiesse et renonça à sa tentative. Mais il est significatif que sa formule nouvelle, aussi bien que l'amendement que M. Paul Reynaud, avec un sens très aigu de la justice et de la vérité nationale, voulait y apporter, ont trouvé un accueil favorable dans des milieux très divers du Parlement et de l'opinion.

L'échec de M. Léon Blum et d'un Cabinet plus étendu vers la gauche et vers le centre ramenait logiquement à un ministère radical-socialiste homogène et à M. Chautemps qui a fait preuve des qualités d'un habile tacticien parlementaire. C'est donc à lui que le Président fit appel le 17 janvier. Le lendemain, le Cabinet était constitué. Il ne comprenait, en dehors des radicaux-socialistes, que des membres du petit groupe de l'Union socialiste et républicaine, et notamment l'un des plus notoires, un homme qui a « de l'avenir dans l'esprit », M. Frossard. Le cabinet Chautemps a obtenu, — à quel prix ? — le soutien des socialistes qui a été refusé à M. Georges Bonnet. Pourtant M. G. Bonnet reste dans la nouvelle combinaison comme ministre d'État « chargé de coordonner l'action économique et financière », et c'est sa politique qui sera continuée. M. Marchandeau, l'un des hommes les plus éclairés du parti radical-socialiste, devient ministre des Finances.

Deux autres traits caractérisent le nouveau Cabinet. M. Delbos reste aux Affaires étrangères, malgré les communistes qui lui reprochent son attitude dans les affaires d'Espagne, et surtout d'avoir reçu à son passage en gare de Berlin la courtoise visite de son collègue allemand, M. de Neurath. Voilà un nationalisme assez inattendu et de mauvais aloi ; il justifie l'accusation souvent portée contre les communistes de faire le jeu de Moscou en s'opposant à tout rapprochement franco-allemand et en nous conduisant à la guerre.

Heureusement, on ne les laissera pas faire tout le mal qu'ils voudraient. Que M. Delbos garde son portefeuille en est le gage.

Second trait : M. Daladier, qui mérite la confiance de l'armée, devenant « ministre de la Défense nationale et de la Guerre », est chargé de coordonner les services de la Défense nationale. Il est nécessaire que tout ce qui doit concourir à une même fin soit animé d'un même esprit. Ce n'est un mystère pour personne, notamment à l'étranger, que, dans les services du ministère de l'Air, bien des choses laissent depuis longtemps à désirer. M. Pierre Cot devient ministre du Commerce et est remplacé à l'Air par M. Guy La Chambre ; M. William Bertrand est ministre de la Marine. L'un et l'autre passent pour avoir toute la confiance de M. Chautemps et de M. Daladier. Le ministre de la Défense nationale est secondé dans ses fonctions de coordination par le chef d'État-major général de l'armée, général Gamelin. Le contrôleur général Jacomet est nommé secrétaire général de la Défense nationale. M. Campinchi est mieux à sa place à la Justice qu'à la Marine. M. Sarraut va à l'Intérieur et garde la coordination de la politique nord-africaine. M. Frossard, ministre d'État, s'occupera de régler les conflits sociaux. M. Chapsal passe à l'Agriculture, M. Ramadier au Travail, M. Steeg aux Colonies. MM. Emile Laurens et Philippe Serre sont sous-secrétaires d'État à la présidence du Conseil, le second chargé du service très important de l'immigration et des étrangers. En somme, un effort de coordination pour donner aux services essentiels, ceux de la Présidence, de la Défense nationale et de l'Économie, plus d'efficacité ; un gouvernement plus homogène où l'on ne verra plus les ministres socialistes délibérer à part et en référer au soviet de leur parti.

Mais ce gouvernement peut-il vivre ? On doit espérer que la pression du double péril extérieur et financier sera assez forte pour inspirer de sages résolutions aux groupes. M. Léon Blum a dit, devant le Conseil national de son parti : « Mes renseignements me permettent d'affirmer que si j'avais agi de la sorte (formé un ministère de front populaire avec participation communiste), une catastrophe monétaire se fût immanquablement produite et la menace d'une attaque étrangère est si grave que la paix eût connu les plus grands périls, tandis que nous nous serions obstinés au pouvoir. » On peut attendre qu'il fera tous ses efforts pour soutenir M. Chautemps avec tout son groupe. Mais n'oublions pas que, devant le Conseil national du parti, il a été mis en minorité et que M. Paul

Faure a donné sa démission de secrétaire général. La crainte de perdre leur clientèle électorale et je ne sais quel mysticisme marxiste rivent les socialistes à la solidarité avec les communistes. Pour que le ministère puisse vivre en agissant et sauver la France et le franc, il faudrait que les radicaux reconnussent qu'il existe un danger à gauche, un danger parlementaire, national et international, et que la France ne peut pas être dirigée de Moscou et obéir aux ordres du Bulgare Dimitroff.

Le premier contact parlementaire et les réactions de l'opinion, tant en France qu'à l'étranger, ont été favorables. La déclaration ministérielle, le 21 janvier, a été bien accueillie. Sur les points essentiels, M. Chautemps s'est exprimé en termes satisfaisants. Il a terminé en appelant « la nation à prendre conscience des périls trop réels qui la menacent et à sentir la force invincible qu'elle porte en elle pour les surmonter ». Après que M. Bergery eut épuisé tout un carquois de flèches acérées, le président du Conseil, dans son discours, chercha surtout à rallier l'extrême-gauche. On ne lui en tint pas rigueur au Centre et il recueillit 501 voix contre une (celle de M. Bergery) et 105 abstentions. Nous emprunterons à un discours de M. Lamoureux, député radical, la conclusion qu'il convient de tirer de ces journées dramatiques. Après avoir souligné l'échec de la politique du parti socialiste et l'heureuse exclusion de la majorité du parti communiste, il ajoute : « Le cabinet Chautemps n'est qu'une étape et une transition... Sa mission aura été de préparer les voies à un autre gouvernement qui, lui, aura le pouvoir d'agir, gouvernement dont légitimement le président actuel pourra prétendre être le chef, mais qui ne pourra plus être un gouvernement de front populaire. » Serions-nous donc en route vers le gouvernement réformateur et fort dont la France a besoin ? C'est, parmi d'autres remarques très fines, l'avis de M. Friedrich Sieburg, correspondant de la *Gazette de Francfort* ; et il conclut : « La compréhension de la vérité, pour ce pays, va toujours de pair avec un regard dans les profondeurs de l'abîme. »

CHINE ET JAPON

Pour tout observateur au courant de la politique d'Extrême-Orient, il est évident que l'empire nippon est embarrassé de sa victoire et de ses conquêtes et que, sans qu'il puisse l'avouer, il serait fort aise de conclure la paix. Il a engagé en Chine environ

700 000 hommes ; les conséquences financières de l'aventure commencent à se faire sentir. Les hommes d'État se demandent jusqu'où les militaires vont les entraîner à la poursuite des armées hinoises défaites, incapables d'une contre-offensive dangereuse mais capables de prolonger longtemps une guerre de chicane.

Le gouvernement impérial a pris la décision de rappeler son ambassadeur en Chine et de laisser partir du Japon celui de Chine ; cela ne signifie pas qu'il déclare la guerre à la Chine, mais qu'il cesse de reconnaître le maréchal Tchang-Kaï-Chek comme chef du gouvernement légal du pays. Dans le Nord, le général Terauchi cherche à constituer à Pékin, sous la tutelle nippone, un gouvernement auquel viendraient s'agglomérer les autres provinces. Le communiqué gouvernemental du 16 janvier mérite de passer à la postérité : « Le gouvernement japonais n'a pas, jusqu'à ce jour, cessé de faire preuve de patience, voulant donner au gouvernement national chinois une dernière chance de revenir sur son attitude. Celui-ci, cependant, n'a pas daigné reconnaître les véritables intentions du Japon ; il persiste obstinément à lui faire opposition sans aucune considération tant pour l'état lamentable du peuple chinois que pour le maintien de la paix et de l'ordre en Extrême-Orient... » Le Japon va donc créer un nouveau gouvernement avec lequel il pourra « construire une Chine entièrement nouvelle ». Il reste « fermement résolu à respecter l'intégrité et la souveraineté territoriales de la Chine, ainsi que les droits et les intérêts de toute autre Puissance ».

Mais les militaires sont moins prudents. Ceux du Nord semblent pencher vers une fédéralisation de la Chine dont les cinq provinces groupées autour de Pékin formeraient le premier groupement. Le général Matsui, à Nankin, paraît insister pour de nouvelles opérations dans la Chine du Sud, autour de Canton. Ils se sentent appuyés par l'Italie et l'Allemagne qui ont besoin de complications qui attirent l'attention et les forces de l'Angleterre et de la Russie en Extrême-Orient ; ils savent que les États-Unis et l'Angleterre n'arrivent pas à se mettre d'accord pour exercer une action décisive à Tokio et que la Russie redoute toute complication du côté du Pacifique ; ils pensent donc que le moment est favorable pour réaliser d'un coup tout le programme que l'amiral Suetsugu a esquissé et organiser un protectorat japonais de la Chine. En attendant, le 11 février, une cérémonie militaire et impériale réunira à Singapour, pour l'inauguration de la base navale, une imposante force britan-

nique et trois croiseurs américains. Le haut commissaire américain aux Philippines se rend à Changhaï pour conférer avec l'amiral Yarnell. C'est le moment que choisit la revue *Kaizo* pour publier une interview du général Matsui, prise au lendemain de la prise de Changhaï, où le vainqueur déclare ne pas reconnaître la neutralité des Concessions européennes et avoir l'intention d'y exercer son autorité au nom de la Chine. Voilà le général en contradiction flagrante avec la déclaration du 16 janvier. Le prince Konoye et M. Hirota, dans leurs discours à la Chambre des députés, se sont appliqués à pallier l'effet de la franchise inopportune du général : « points de vue de soldat », dit un communiqué de l'ambassade du Japon à Paris. « Points de vue » aussi inquiétants pour les Puissances intéressées que gênants pour le gouvernement de Tokio lui-même. L'heure n'approcherait-elle pas où une médiation pacificatrice des grandes Puissances d'Europe et d'Amérique pourrait être favorablement accueillie ? Il appartient au président Roosevelt d'en prendre l'initiative.

ESSAIS D'ORGANISATION EN EUROPE CENTRALE

Le 10 janvier, le comte Ciano a rencontré à Budapest M. Daranyi et M. de Kanya, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Hongrie, M. de Schuschnigg et M. Guido Schmidt, chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Autriche. Rien là que de très naturel ; les États signataires des protocoles de Rome de 1934 et 1936 ont besoin de se concerter sur leurs intérêts communs. Mais la géographie a construit l'Europe centrale de telle façon que, dès que l'Italie paraît porter son attention de ce côté-là, l'Allemagne fronce le sourcil. C'est du côté de la Méditerranée et de l'Afrique qu'elle entend pousser l'Italie pour la mettre en conflit avec l'Angleterre et la France, comme jadis Bismarck poussa l'Autriche vers les Balkans pour la mettre en conflit avec la Russie. D'autre part, l'Autriche comme la Hongrie s'alarment pour leur indépendance ; elles savent bien que, faute de contrepoids, elle ne serait plus qu'une apparence, qu'un vain mot. Si l'Italie se désintéresse de l'Europe centrale, ou si elle ne s'en occupe que pour sauver la face tant bien que mal, l'hégémonie allemande sur l'Europe continentale sera un fait accompli et c'en sera fait de l'équilibre européen qui est nécessaire à l'indépendance de tous les États, petits ou grands, l'Italie comprise. Mais se désintéresse-t-elle de l'Europe danubienne autant qu'on pourrait le croire et qu'elle le dit à Berlin ? La politique de M. Goga en Rou-

manie, orientée vers l'Italie fasciste, offre à M. Mussolini la tentation de renouer le fil d'une politique qui naguère lui tenait à cœur.

Il est naturel que Vienne et Budapest cherchent à ramener l'Italie sur le Danube, mais cela est sans doute vain, car le Duce paraît résolu à jouer le tout pour le tout dans la Méditerranée. Il est naturel aussi que, se sentant abandonnées par Rome, Vienne et Budapest cherchent à s'entendre avec Prague pour organiser l'indépendance, la sécurité et la vie économique des trois pays, et n'accordent pas au comte Ciano tout ce qu'il était venu leur demander. La consolidation de l'Europe centrale, c'est une politique qui ne peut pas déplaire à M. Mussolini et que la France, l'Angleterre, comme aussi la Roumanie et la Pologne ne peuvent voir qu'avec satisfaction. La Petite Entente n'est pas morte ; il reste entre les trois pays qui la constituent certains intérêts communs ; mais elle a quelque peine à se tenir sur ses trois pieds. D'autres conjonctions s'organisent ou se préparent. M. Micesco est allé à Prague et à Belgrade ; il se propose en revenant de Genève d'aller à Varsovie et à Berlin d'où arrive M. Beck. L'entente polono-roumaine, utile facteur de paix, se resserre et se précise ; elle représente une force diplomatique et militaire appelée à jouer un rôle grandissant en Europe orientale ; elle ménage l'Allemagne en s'efforçant de ne pas alarmer la Russie.

La France voit sans inquiétude et même avec satisfaction s'organiser en Europe orientale des forces de contrepoids qui agissent toutes dans le sens de la paix et de l'équilibre ; elle sait que toute tentative pour déplacer les frontières, toute aventure où l'Allemagne serait tentée de se laisser entraîner grouperait immédiatement toutes ces forces de paix, car l'hégémonie allemande sur l'Europe serait la fin de toutes les indépendances. L'Allemagne se préparait à la réaliser en 1914, quand la victoire de la France, de l'Angleterre et de la Belgique en Occident, la résistance de la Russie en Orient lui firent lâcher prise. Elle reprend patiemment son œuvre.

René Pinon.

Le Directeur-Gerant: André Chaumeix.

tation
cœur.
l'Italie
résolu
el aussi
rchent
écurité
comte
tion de
laire à
a Rou-
Petite
consti-
e à se
ou se
propose
arrive
resserre
militaire
ménage

s'orga-
agissent
e toute
l'Alle-
médiate-
ur l'Eu-
agne se
ance, de
Russie
ent son

LE

L

à l'est

sur u

jailliss

peindr

si vi

désert

quelq

coule

Ce se

D

indica

quitt

les c

abru

ruisse

elle s

le cl

Lion

C

U

LE RENDEZ-VOUS DU SOIR

PREMIÈRE PARTIE

I

La courte journée d'hiver déclinait vers le crépuscule. Au-dessus des landes du Yorkshire, le ciel était un seul bloc de nuages qui se déplaçait lentement de l'ouest à l'est. Le vent avait molli. La masse vaporeuse s'entr'ouvrait sur une étroite barre jaune, mais nul pinceau de rayons ne jaillissait pour colorer d'or la sombre étendue des bruyères et peindre aux grisailles de l'horizon la fresque pourpre et rose, si vite évanouie, du soir. Pas un hameau visible en ce désert ; pas un bouquet d'arbres : à peine quelques genêts, quelques ajoncs, et partout des murettes en pierre sèche, couleur de houille. Bientôt, la fente des nuées se refermerait. Ce serait la nuit.

Delphine se hâtait sur le mauvais chemin. D'après les indications qu'on lui avait données, à Kirkfield, elle devait quitter la route, suivre dans la bruyère une piste tracée par les chariots, monter et redescendre deux fois des pentes abruptes, et longer, dans un fond marécageux, le lit d'un ruisseau. Alors, elle verrait trois sapins dépassant un mur, elle sonnerait à une porte grillée, et elle pourrait demander le chirurgien, Dr Holton. Mais, avait dit l'aubergiste du *Lion rouge*, la dame française ferait aussi bien de s'épargner

Un prologue au *Rendez-vous du soir* a paru sous ce titre : *la Porte rouge*.

la promenade et de s'en retourner chez elle à Stanton Bridge car l'unique médecin du pays était un vieillard fâcheux, qui ne se dérangeait plus pour personne.

Ni les prières de Delphine, ni sa promesse de bien payer un messager n'avaient ému les villageois. Depuis trois mois qu'elle habitait Stanton, elle éprouvait chaque jour ce qu'a de plus âpre et de plus hargneux le puissant caractère du Yorkshire. Durs à autrui comme à eux-mêmes, ces fermiers, ces carriers, ces mineurs, ces tisserands gardaient les vertus et les vices des barbares du Nord, leurs ancêtres. Leur plaisir était de boire et de se battre, ou de faire battre des coqs contre des coqs, et des chiens contre des taureaux. Avides, vindicatifs, sans pitié, mêlant des restes de paganisme à une religion toute formelle, ils détestaient les étrangers, surtout Français et catholiques. Qu'y avait-il de commun entre eux et une pauvre famille d'émigrés, recueillie au cottage de Stanton par un autre émigré, le marquis de Charmoyse, petit-fils d'une Anglaise et neveu de Mrs Ainley, de Stanton Lodge? Ce jeune homme s'était mis sur les bras une charge ridicule, disaient les gens de Kirkfield. Que ces *Frenchies*, ces mangeurs de grenouilles, s'arrangeassent donc entre eux ! C'était aussi l'avis de l'aubergiste. Si la Française voulait absolument le chirurgien, elle n'avait qu'à l'aller chercher elle-même, et c'était déjà bien beau que l'on prît la peine d'écouter son jargon et de lui montrer son chemin.

Ainsi, à ses risques et périls, Mme de Vauvigné était partie, et maintenant elle arrivait au sommet de la colline d'où elle apercevait, dans le creux profond, la rangée de saules marquant le lit d'un ruisseau. Essoufflée, elle sentait jusque dans sa gorge les battements de son cœur. Sa cape de laine pesait à ses épaules; ses souliers meurtrissaient ses pieds délicats. Elle jeta un regard inquiet sur les ondulations et les vallonnements que l'ombre couvrait déjà et elle commença de descendre vers le ruisseau, en s'aidant de son bâton, en se retenant aux touffes de bruyère. Parvenue au fond, elle suivit un sentier sous les saules, et elle vit le haut d'une bâtisse noirâtre, flanquée de trois sapins dépassant un mur de clôture, et dans ce mur une porte de fer rougeâtre pleine jusqu'à mi-hauteur, grillée à sa partie supérieure. C'était la maison du chirurgien.

Ni marteau, ni sonnette. Delphine frappa le panneau métallique, en appelant :

— Docteur Holton ! Docteur Holton !...

Au premier étage, une lumière parut. Le châssis de la fenêtre remonta et une tête se pencha par l'ouverture, une vieille tête au crâne étroit, aux petits yeux ronds et rapprochés, au nez très long. Cette tête, qui rappelait celle d'un canard, portait une perruque poudrée et elle émergeait d'un col très haut.

— Êtes-vous le docteur Holton ?

Le vieil homme comprit-il l'anglais parlé par Delphine ? Il dit rudement :

— Il est inconvenant de frapper ainsi, jeune dame. Allez-vous-en !

Si Delphine avait l'accent français, le docteur avait l'accent de sa province, et elle ne saisit pas, clairement, la réponse. Elle répéta :

— Êtes-vous le docteur Holton ? J'ai besoin du docteur Holton.

Le vieillard se retira de la fenêtre. Le châssis retomba. La lumière s'éteignit. Delphine crut qu'on allait enfin lui ouvrir. Après quelques minutes, n'entendant rien, elle se remit à frapper avec son poing, puis, son poing lui faisant mal, avec une pierre.

Un chien aboya, des pas écrasèrent le gravier, et la porte s'entrebâilla. Un homme roux, bouchant le passage de son corps massif, dévisagea Delphine avec un rire stupide. Derrière lui, un bull-dog, retroussant ses babines, émettait un grondement continu.

Delphine répéta :

— Je veux voir le docteur Holton.

— Le maître est vieux. Il ne sort jamais.

— Mon mari est très malade.

— Au diable !... dit l'homme roux, en poussant violemment la porte.

— Brute !... cria Delphine.

Elle comprit que ses cris étaient inutiles et son courage la quitta. Épuisée, elle s'appuya contre la porte ennemie. Traverser les landes, rentrer au cottage sans ramener le médecin, assister peut-être à une cruelle agonie : cette pensée

dissolvait ses forces. Il fallait repartir, pourtant, et très vite. Appuyée à la porte, elle ferma les yeux. Le monde s'évanouissait autour d'elle, dans un obscur tournoiement. Sa tête était vide, ses pieds englués par le marécage, ses mains et son visage glacés. La notion du temps et du lieu s'était abolie, mais le froid du métal contre la joue de Delphine éveillait en elle une confuse idée d'abandon et de désespoir. Dans le champ vide de sa conscience une image passa : un autre mur de jardin, une autre porte rouge, et cette même humidité du fer contre sa joue mouillée de larmes. Elle s'en souvenait comme d'un songe si vague qu'il n'était même plus douloureux : Versailles, le 5 octobre ; la populace se ruait sur le château ; un trône allait s'écrouler, et Delphine n'en savait rien. L'horrible clameur révolutionnaire n'arrivait pas au jardin clos où une femme tremblante attendait l'homme qu'elle aimait. Delphine retrouva les sensations physiques de cette attente, sous la pluie, dans les ténèbres, et comme autrefois elle se pressa contre la porte inexorable. Ce mouvement la réveilla de sa torpeur. Le ruisseau coulait à petit bruit, sous les saules. L'inhospitalier logis semblait mort.

Delphine s'élança sur le chemin, fuyant le souvenir que ce lieu avait évoqué et se fuyant elle-même.

Elle remonta le revers de la colline. Le nuage qui tenait tout le ciel roulait très bas, et il ne restait du jour éteint qu'une cendre grise sur la houle indéfinie des bruyères. La jeune femme tremblait de peur, et la peur la guérissait d'une angoisse pire. Occupée à éviter les fondrières et les sables mouvants, guettant la survenue possible d'un chien ou d'un ivrogne égaré dans la lande, elle ne pensait plus à Gérard de Sevestre. A peine pensait-elle à sa famille, à son mari mourant. Toute petite parmi la funèbre immensité des *moors*, guidée seulement par les lignes des murs en pierres noires, elle allait dans le crépuscule. Le vent se leva. Il galopait de colline en colline, et il attaqua la passante isolée, qui courba le dos. Elle parvint péniblement au sommet du *moor*. Le chemin redescendait vers un creux où Delphine put respirer et se reprendre. Sur la crête de la seconde colline, le vent la ressaisit. A deux milles de là, les lumières de Kirkfield lui faisaient signe. Avec colère, elle regarda ces feux dérisoires qui n'avaient jamais éclairé pour elle que des foyers

sans accueil. Évitant de traverser le bourg, elle se dirigea par un raccourci vers la route. La nuit la gagnait de vitesse. Elle essaya de courir. Le souffle lui manqua, et elle eut envie de s'asseoir sur une pierre et de se mettre à pleurer.

Au loin résonnait le trot d'un cheval, dans le grand silence.

Parvenue au carrefour où s'embranchaient la route de Bradford et le chemin de Stanton, Delphine se rangea contre la murette d'un champ pour laisser passer le cavalier inconnu. Il y avait un peu de lune derrière les nuages, et les ténèbres gardaient une trouble transparence. Le cavalier aperçut la jeune femme, fit une exclamation, et arrêta son cheval :

— Bon Dieu ! Je ne rêve pas : c'est Mme de Vauvigné !

— Oui, Charmoyse, c'est moi... D'où venez-vous ? Je vous croyais en Flandre.

— Je suis à Stanton Lodge pour quelques jours, et j'allais précisément au cottage.

Elle raconta l'accident survenu à M. de Vauvigné et comment elle avait subi la mauvaise humeur des gens de Kirkfield et les rebuffades du docteur Holton.

Artus de Charmoyse penchait vers elle sa jeune figure blonde coiffée d'un chapeau de feutre à forme haute et à grosse boucle d'argent.

— Ces hommes sont des bêtes sauvages, dit-il. J'aurais dû le savoir avant de vous attirer à Stanton. Hélas ! je croyais vous rendre service et vous offrir une existence pastorale. Je connaissais mal ce pays de ma grand-mère, où je n'ai jamais vécu. Pardonnez-moi.

Elle prévit qu'il s'épancherait en discours chaleureux.

— Nous reprendrons ce sujet une autre fois, mon ami. Il faut que je rentre au cottage. Mme d'Aizy, ma belle-sœur, m'attend. Elle croit que j'amène le chirurgien. Hélas !

— Je vous accompagne et j'irai ensuite chercher un médecin à Bradford. Je vous le conduirai par les oreilles, s'il renâcle.

— Façon de parler. Les gens d'ici ne se laissent pas mener par les oreilles.

Il avait envie de prendre Delphine en croupe et de galoper jusqu'à Stanton, mais il n'osa le proposer, par timidité. Il sauta de cheval, enroula la bride à son bras droit, et offrit son autre bras à la jeune femme. Ils allèrent ainsi jusqu'à Stanton Bridge. Bientôt, ils entendirent le frisselis de la

rivière qui lavait les rochers éboulés et se précipitait vers la vallée où elle faisait tourner les moulins des filatures. Le cottage, indépendant de la ferme de Stanton, était bâti presque sur l'eau. Le bisaïeul maternel de Charmoyse l'avait aménagé en pavillon pour ses hôtes, toujours nombreux au temps des chasses, et il l'avait donné plus tard à sa fille, afin que cette Anglaise, mariée à un Français, conservât une attache en Yorkshire. C'était, à présent, la propriété du jeune marquis de Charmoyse qui ne s'en souciait guère et qui l'avait offerte aux Vauvigné, en attendant la fin de la Révolution et la restauration de la monarchie.

Au bout d'une allée de sapins, fermée par une barrière mobile, on devinait, dans l'obscurité, le bâtiment à un seul étage dont le rez-de-chaussée avait deux fenêtres éclairées. Charmoyse attacha son cheval à un piquet de la barrière, et suivit Delphine sur l'étroite chaussée de pierres qui divisait un petit jardin. Une vieille femme décharnée, vêtue d'une jupe de laine froncée à la paysanne et d'un casaquin d'indienne piquée, parut au seuil de la maison, la porte ouverte laissant un rectangle lumineux derrière elle.

— Est-ce vous, Delphine ?

— Oui, ma sœur. Comment va votre frère ?

— C'est miraculeux : il repose. Je le crois sauvé. Le chirurgien est avec vous ?

— Non. C'est M. de Charmoyse que je viens de trouver au carrefour. Le médecin a refusé de venir. J'étais allée le quérir moi-même, à quatre milles de Kirkfield...

Les deux femmes et le jeune homme entrèrent dans la maison. Charmoyse baisa la main de Mme d'Aizy.

— La légion de Damas et les hussards ont pris leurs quartiers d'hiver. Mes chefs m'ont envoyé à Londres, d'où j'arrive, et la Providence a permis que ce soit à point pour vous servir. Je vous ai ramené Mme de Vauvigné. Maintenant, je vais chercher un médecin.

— Il sera temps demain, dit Mme d'Aizy. Mon frère va mieux... Ne montez pas encore chez lui, Delphine ! Il dort.

— Et Babiole ?

— Elle est dans la cuisine.

Charmoyse s'intéressait à Élisabeth de Vauvigné, dite « Babiole », âgée de huit ans.

Delphine s'était assise devant le foyer de fonte, plein de charbon rougeoyant, qui occupait le milieu de l'âtre, sous l'arc surbaissé de la cheminée. La salle, autrefois la cuisine, où s'amorçait, dans un angle, l'escalier du premier étage, avait trois fenêtres carrées, un dallage de pierre et des boiseries de chêne foncé, bien nourries de cire, qui reflétaient sur leurs reliefs luisants les lueurs dorées de la lampe et les feux pourpres de la houille. Le bahut, la table, les fauteuils, les tabourets étaient du même bois très sombre, d'un travail grossier et d'un modèle ancien. Le couvert, préparé pour le souper des dames et de l'enfant, comprenait des assiettes en faïence commune, des cuillers et des fourchettes d'étain, des couteaux dépareillés. Un pot de grès contenait de l'eau pure.

— Quelles nouvelles ? demanda Mme d'Aizy.

De ce ton froidement caustique qui lui était particulier, elle ajouta :

— ... Excellentes, bien entendu : la France est dégoûtée des Jacobins. La famine est partout. L'armée des Carmagnols déserte pour grossir l'armée des Princes. Paris réclame son roi. Et nous serons chez nous avant l'automne, Robespierre ayant été guillotiné par ses amis... Ah ! ah !...

Charmoyse dit tristement :

— Les Alliés sont battus. Toulon est pris. La Vendée...

— Perdue ?

— Écrasée... Mais Charette tient encore.

Mme d'Aizy éclata :

— Parfait !... Le comte d'Artois va débarquer en Vendée, puisque le Régent ne peut même pas monter à cheval, avec son ventre de tonneau et ses jambes malades. Le comte d'Artois s'arrachera des bras de Mme de Polastron... Vous en êtes sûr ? Pas moi.

Charmoyse souffrait d'entendre critiquer les Princes.

— Il faut avoir confiance, madame. Vous le savez : la Révolution va vers sa fin.

— Et nous vers la nôtre.

Charmoyse sollicita la permission de revenir, après souper, prendre des nouvelles du comte.

— Vous êtes trop bon, dit Mme d'Aizy. Mrs Ainley ne nous pardonnerait pas de vous enlever à elle.

Les yeux gris de Charmoyse, purs et sensibles, avouèrent

l'inquiétude de son cœur. Il souhaitait follement passer la soirée au cottage, et, en même temps, il craignait d'importuner ses amies.

— Ma tante se couche très tôt, et sa femme de charge, l'horrible Baxter, lui lit des sermons de John Wesley, dit-il d'une voix qu'il voulait rendre indifférente.

— En ce cas, nous serons ravies de vous voir.

Il rougit de plaisir, puis, se croyant ridicule, il redevint anxieux. Mme d'Aizy considérait, avec une indulgence amusée, la charmante figure dont les cheveux, coupés droit sur le front, tombaient au ras de l'épaule comme un lisse écheveau de lin mêlé d'or. Elle souriait, en femme expérimentée qui a su ce que vaut un beau jeune garçon et qui s'en souvient. Lui la trouvait intéressante et bien laide. Il était effrayé par sa maigreur, son teint de suif taché de son, ses yeux globuleux, sa grosse gorge. Dans les cercles d'émigrés, d'aucuns prétendaient qu'elle avait été belle et galante. C'était lui faire trop d'honneur et de déshonneur. Ces roquentins de l'ancienne cour répandaient des noirceurs sur toutes leurs contemporaines. Charmoyse croyait à la vertu de Mme d'Aizy, comme à sa laideur, l'une étant garantie par l'autre.

Et de la touchante Delphine, de l'angélique Delphine, que disait-on ? Un peu de mal. Pas trop de mal. On disait qu'elle avait servi de jouet à un vieux mari jaloux et qu'elle n'avait pu pécher qu'en songe, étant gardée à vue par deux dragons. Rosine d'un Almaviva plus âgé que Bartholo, elle prendrait sa revanche quand elle goûterait enfin les plaisirs du veuvage. Tels étaient les propos courant à Londres, au printemps de 1792, lorsque le jeune Charmoyse, soldat de dix-sept ans, avait été présenté à Mme d'Aizy et à Mme de Vauvigné. Ces dames arrivaient de Saint-Domingue, où elles avaient failli périr, dans l'incendie de leur habitation. En mettant le pied sur le sol d'Angleterre, le vieux comte s'était affaissé, frappé de paralysie, et jamais il n'avait retrouvé la parole et le mouvement. Installée dans une assez jolie maison, près de Green Park, la famille vivait des revenus que lui servait encore un banquier hollandais, mais le chef manquant, les deux femmes étaient incapables de gérer les restes de leur fortune. La faillite du banquier acheva le désastre. Passant de la médiocrité à la gêne, les Vauvigné se réfu-

gièrent dans un quartier suburbain, Saint-Pancras, fréquenté par les émigrés les plus pauvres. Les dames vendirent leurs derniers bijoux. Pour soigner un malade exigeant, pour élever Babiole, elles travaillèrent comme des ouvrières, et elles succombaient à la tâche, quand le jeune marquis de Charmoyse, éperdu d'admiration pour leur courage et de pitié pour leur détresse, leur offrit son cottage de Stanton, où elles n'auraient pas la charge d'un loyer et mèneraient à très peu de frais, affirmait-il, « une existence pastorale ».

Aujourd'hui, il s'effrayait d'avoir engagé ces pauvres femmes dans une aventure décevante.

Mme d'Aizy dit avec une nuance d'impatience :

— C'est convenu. Nous vous attendrons. Vous tiendrez compagnie à celle de nous deux qui ne veillera pas là-haut. Mon pauvre frère ne peut rester seul. Chacune de nous, à son tour, passe la nuit dans sa chambre.

Le marquis ne voulait pas partir sans avoir obtenu l'assentiment de Delphine. Il jeta un coup d'œil vers son idole, qui ne le regardait pas, étant toute au plaisir de se chauffer. Vue ainsi, de profil, avec sa joue ronde colorée par un beau sang vermeil et par l'ardeur du foyer, avec son fichu blanc, sa taille fine, ses mains croisées sur ses genoux, qu'elle paraissait jeune ! « Vingt-cinq ans ?... Non : dix-huit » pensa Charmoyse. Il se rappela comme elle était pâle dans son triste logement de Londres, et il regretta moins qu'elle fût venue à Stanton. L'air des collines avait fait refleurir sa jeunesse. Charmoyse s'attendrit sur la robe de laine, les bas de coton bleu, les souliers de cuir, et il déplora de ne pouvoir offrir à Delphine, comme un frère à une sœur chérie, des parures plus dignes d'elle. Mentalement, il lui adressait la prière que ses lèvres n'osaient prononcer : « Demandez-moi quelque chose. Je voudrais tout vous donner... » Tout, c'était la modeste fortune de Charmoyse, ses forces, son âme, sa vie. Delphine comprit-elle cette silencieuse adjuration de l'amour ? Elle tourna vers le jeune homme ses yeux veloutés dans l'ombre et qui devenaient, dans la lumière, comme une eau profonde et noire où brillerait un trésor enseveli. Du ton caressant qui lui était naturel et qui tenait au timbre de sa voix plus qu'au désir de plaire, elle dit :

— Vraiment, vous voulez revenir, ce soir ?

— Si je ne suis pas indiscret.

— L'amitié dévouée n'est jamais indiscrète.

Dans sa joie, il oublia l'heure, et qu'il empêchait peut-être ses amies de préparer leur souper. L'entrée de Babiole le tira de son extase. La petite fille, qui avait les yeux de Delphine et les traits des Vauvigné, tenait une grosse pomme où elle mordait, à pleines dents. Le jus coulait sur ses doigts et sur son tablier. Delphine s'écria :

— Hé là ! Babiole, quel barbouillage !

— Ma tante m'a permis de manger une pomme, quand j'aurais pelé toutes les autres, dit l'enfant, d'un air de tranquille défi.

— Votre tante ne vous a pas commandé de tacher votre tablier.

— Quoi ? dit Charmoyse, Babiole pèle des pommes ?

— C'est parce que la servante est partie, dit Babiole. Elle travaille à la filature.

— Sally vous a quittée ? Est-ce vrai, madame ?

La petite se fâcha.

— Vous croyez que je mens ? Elle est partie, samedi. Alors, on me fait peler les pommes. Oh ! j'aime bien ça, mais je n'aime pas d'aller au puits avec maman. Elle dit que le seau est lourd, et elle se mouille toujours les pieds... et moi aussi.

— Vous !... dit Charmoyse en regardant Delphine comme s'il avait découvert qu'elle était mourante... Vous... avec un seau... vous ?...

— Oh ! pour quelques jours, cela ne me gêne pas, répondit Delphine. Sally désirait depuis longtemps aller à la filature de M. Warren. Nous la remplacerons...

— Dès demain. Je m'en occuperai moi-même. Je ferai la cour à Baxter pour qu'elle vous envoie quelqu'un... Oui, ce soir, tout à l'heure, je lui parlerai.

Il saisit son chapeau et s'en alla, après un brusque « A revoir ».

— A présent, dit Mme d'Aizy, nous pouvons souper. Je crois, ma pauvre sœur, que vous en avez besoin.

II

— Aimable Charmoyse ! Excellent Charmoyse ! Il est destiné à nous tirer d'embarras, en toutes circonstances, dit Delphine. J'ai été heureuse de le rencontrer sur la route. Les

moors, à la tombée de la nuit, sont effrayants par leur solitude.

Mme d'Aizy avait distribué, dans les assiettes, la bouillie de gruau d'avoine. Elle y ajouta un peu de lait.

— Oui, dit-elle, Charmoyse est destiné à nous tirer d'embarras... de l'embarras où il nous a mis. Ce cher garçon est brave comme Don Quichotte, généreux de son cœur et de sa bourse, et il n'a pas pour un sol de bon sens.

— Il est Breton. Tous les Bretons sont un peu fous... Babiole, qu'avez-vous ?

— Je n'aime pas le *porridge*, maman. C'est de la pâtée pour les poules. J'aime l'*apple-pie*, la marmelade, l'ananas...

— Les ananas ne poussent pas à Stanton. La marmelade coûte cher, et nous ne savons pas faire l'apple-pie. Mangez votre porridge, Babiole. Tous les enfants anglais mangent du porridge.

La petite eut le regard, la moue des lèvres minces, le ton sec et railleur des Vauvigné pour répondre, avec une irréfutable logique :

— Pardon, maman ! Je ne suis pas un enfant anglais. Vous non plus. Ma tante non plus. Papa non plus. Alors, pourquoi mangeons-nous du porridge ?

— Parce que nous sommes pauvres. Nous avons très peu d'argent, comprenez-vous ? Il faut que vous le sachiez, Babiole, et que vous appreniez à ne pas vous plaindre. Les femmes bien nées ne se plaignent jamais.

Le repas terminé, tandis que Mme d'Aizy débarrassait la table, Delphine déshabilla l'enfant et lui fit dire sa prière, puis elle l'enveloppa de son manteau et l'emmena en haut, pour la coucher. Leur chambre, où les deux lits se joignaient dans un espace étroit, était opposée sur le palier aux chambres de M. de Vauvigné et de Mme d'Aizy. Quand Babiole fut bien nichée sous les couvertures et l'édredon, la jeune mère posa sa tête sur l'oreiller, contre la tête de sa fille. Une mortelle tristesse l'accablait. Elle souhaita un baiser sur sa joue, des bras à son cou, la chaleur d'une tendresse vivante :

— Ma petite ! Tu m'aimes bien ? dit-elle d'une voix où tremblait un soupir. Je n'ai que toi, Babiole !

Mais le baiser de Babiole fut une caresse d'obéissance. L'enfant boudait. Elle pouvait bouder des jours entiers, et ni câlineries, ni gronderies ne brisaient sa résistance.

— Pourquoi me donnez-vous du porridge ? Si vous m'aimiez, vous ne me donneriez pas du porridge, dit-elle, comme elle eût parlé à une ennemie.

Delphine se releva :

— Adieu, Babiole. Je m'en vais. Tu seras plus gentille demain ; tu es méchante, ce soir, et tu me fais beaucoup de peine.

Elle sortit sans être rappelée par un de ces sanglots d'enfant qui éclatent à la fin des scènes de colère comme l'explosion du remords, et elle pensa : « Ma fille n'est pas tendre. Elle n'est pas de ma race. C'est une vraie Vauvigné... Elle sera plus heureuse que moi. »

Poussant doucement la porte de la chambre où reposait son mari, elle entrevit, à la lueur d'une veilleuse, le lit à rideaux blancs et le vieux comte, tout jaune sous ses cheveux de neige qu'enserrait sans les contenir tous un mouchoir de coton violet. Il dormait la bouche ouverte, avec une faible respiration nasale. Ses bras étaient allongés sur le drap, et ses mains cireuses semblaient des choses mortes. La seule encore un peu valide, la main droite, tenait le bout d'un cordon de sonnette enroulé au poignet décharné. Delphine remonta le couvre-pied qui avait glissé, et, à ce moment, le comte ouvrit les yeux. Ses lèvres s'agitèrent sans produire aucun son, comme celles d'une dévote ensommeillée qui récite mécaniquement une muette prière. M. de Vauvigné, qui avait tant et si bien parlé dans sa vie, était condamné à cet étrange monologue dont lui seul connaissait le sens, si vraiment ce simulacre de discours était autre chose qu'un tic, un mouvement inconscient des lèvres remuant ainsi pendant des heures.

Son intelligence survivait à la ruine de son corps. Il comprenait ce que lui disaient sa sœur et sa femme et il leur répondait par des gestes convenus, car il pouvait encore bouger ses doigts et ses paupières.

— Voulez-vous boire ?... Voulez-vous dormir ?... Dois-je rester ici ? Préférez-vous que votre sœur monte auprès de vous ?

Delphine prononçait distinctement chaque mot, et elle attendait, après chaque phrase, que le vieillard eût répondu par un signe. Ce soir, il ne paraissait pas l'entendre. Le mai-

monnement de la bouche se ralentissait. Les yeux fixes se fermèrent, et le comte se rendormit.

Mme d'Aizy avait tout remis en ordre. Assise au coin du foyer, elle filait la belle laine blanche que le fermier de Stanton donnait en redevance annuelle à Charmoyse et que le jeune homme avait offerte à ses amies. Ce travail de fileuse, la figure de la comtesse qui vieillissait de vingt ans lorsqu'elle ne se sentait plus regardée, rappelaient toujours à Delphine les histoires qu'on lui contait dans son enfance, et les mauvaises fées qui jettent des sorts à des princesses de quinze ans. Mme d'Aizy avait été pour elle une mauvaise fée. Toutes deux s'étaient haïes. Et voici que l'ennemie d'autrefois, tournant la tête, au pas léger de Delphine, disait avec une sollicitude maternelle :

— Que vous devez être fatiguée, ma petite sœur ! Vous ne veillerez pas, cette nuit. Je ne le veux point.

Le malheur commun, l'intérêt commun avaient, bon gré mal gré, rapproché ces deux femmes. Un sentiment nouveau pour Mme d'Aizy, — peur de l'avenir, besoin de s'attacher un être jeune, remords peut-être, — avait amolli son cœur desséché.

Delphine se récria :

— Vous ne vous êtes pas couchée la nuit dernière. Je ne vous céderai pas mon tour. Restez là-haut jusqu'à minuit, et je vous relèverai. D'ici là, je me reposerai dans ce fauteuil, et Charmoyse, s'il vient, me tiendra compagnie.

— Il viendra, soyez-en sûre.

— Mrs Ainley pourrait le retenir.

— Il viendra. Mais s'il vous ennuie, ma sœur, renvoyez-le.

— Je ne me gêne pas avec Charmoyse, vous le savez bien.

— Vous avez raison. L'homme, ma petite, qu'il soit mari, amant ou ami, est un tyran s'il n'est pas un serviteur, et il s'attache à vous d'autant plus qu'on lui demande davantage.

Sur ce discours moral, Mme d'Aizy laissa son rouet et monta l'escalier pesamment, car ses jambes étaient roides. Delphine la remplaça dans le fauteuil, mais elle ne toucha pas au rouet. Presque aussitôt, un coup frappé à la porte lui annonça Charmoyse. Il entra tout mouillé de pluie, étant venu à pied de Stanton Lodge.

— Mettez vous près du feu, dit Mme de Vauvigné... Vous avez l'air d'un chien barbet qui a traversé un ruisseau.

— C'est que je l'ai traversé. Le chemin est devenu rivière. J'ai dû barboter beaucoup, mais je voyais, de loin, votre fenêtre...

— Hé là ! vous m'éclaboussez !

Il avait enlevé son manteau, d'un grand geste, et l'eau, imprégnant l'étoffe alourdie, avait coulé sur les pieds de Delphine. Elle attrapa le manteau à la volée et l'emporta dans la cuisine où elle l'étala sur deux chaises. Quand elle revint, Charmoyse était debout contre un des montants de la cheminée.

— Je vous obéis. Je sèche, dit-il, et il secoua ses cheveux blonds encore humides.

— Pauvre bon chien ! dit-elle en riant.

C'était la première fois, depuis bien des semaines, qu'elle riait, par un besoin brusque d'échapper au tragique de sa vie, et de se sentir jeune avec un être jeune. Son âme, née pour la joie, agonisait dans la contrainte et sentait parfois comme un poison la saturation du chagrin. Ce que les Vauvigné, et le monde, et même, hélas ! l'amant bien aimé de Delphine avaient appelé « sa légèreté », c'était la réaction d'un caractère contre l'étouffement qui le menace. La légèreté de Delphine venait de la même source que son courage. L'un ne contredisait pas l'autre. L'un comme l'autre était une défense vitale. Personne ne l'avait compris. Seul, le naïf Charmoyse avait non pas vu, mais senti juste ; le rire de Delphine dans cette maison de la douleur et de la pauvreté, c'était la fleur au fusil du soldat. Il y répondit par un même élan, où se libérait sa jeunesse. Puis, il eut un peu de honte d'avoir oublié Vauvigné, et il devint grave pour s'informer de son état.

— Il n'est pas plus mal, dit Delphine. Cependant, je vous serai bien reconnaissante d'aller chercher un médecin, demain, comme vous nous l'avez proposé avec tant de bonté.

La brève clarté qui avait passé sur son visage s'éteignit. Elle se rassit, triste et pensive, et le bonheur de Charmoyse prit un goût de mélancolie.

Ils parlèrent de Londres, où la situation des émigrés devenait cruelle. L'Angleterre leur accordait encore un shilling par jour, et cette générosité ne pourrait se prolonger. Les

œuvres fondées pour fournir du travail aux dames françaises disparaissaient l'une après l'autre.

— Mme de Chabannes a ouvert une école. Mme de Boisgelin donne des leçons de piano. Mme de Gontaut peint des miniatures et coud des robes à douze francs de façon. Et l'on voit, hélas ! des gentilshommes, trop vieux pour servir, se faire colporteurs ou débardeurs...

— Que se passe-t-il à Juniper-Hall ?

Juniper-Hall était le centre des anciens constitutionnels, des « monarchiens ».

— Rien de bon. Des bavardages, des intrigues, entre tous ces gens que je ne puis souffrir : ce Lally-Tollendal, ce Narbonne, ce Mathieu de Montmorency et la grosse Staël... de grands coupables. Ils ont appelé la Révolution.

— Nous l'avons tous appelée... sans le savoir, dit Delphine. Toute la société des Necker et des Montmorin : les Condorcet, les Lavoisier, André Chénier, le chevalier de Pange... mes amis, hélas ! mes pauvres amis. M. de Vauvigné était le seul, parmi nous, qui prévoyait la suite affreuse.

L'assaut du vent redoublait. Le contrevent disloqué de la cuisine battait lourdement le mur du pignon. Avec un bruit de gravier, l'averse cribla les vitres.

Delphine murmura timidement :

— N'avez-vous rien entendu dire du chevalier de Sevestre ?

C'était la première fois qu'elle prononçait ce nom devant Charmoyse.

— ... Un gentilhomme d'Auvergne, ami des frères de Pange. Il a fait la campagne d'Amérique avec l'aîné...

— Il est émigré ?

— On ne l'a pas revu depuis le 10 août. Il était aux Tuileries ce jour-là, et il a pu s'en échapper, avec François de La Rochefoucauld. On a su qu'il voulait aller en Russie.

— Pour servir la Grande Catherine ? Pour combattre les Turcs ?

— M. le duc de Richelieu l'a bien fait.

Charmoyse s'irrita :

— Que nous importent les Turcs ? Nos ennemis, ce sont les révolutionnaires. La place d'un gentilhomme est sous le drapeau de son roi... Les Turcs !... Les Russes !... Peuh !... Ce chevalier doit être encore un de ces philosophes, un de ces libéraux...

Son instinct jaloux le persuadait que tous les jeunes hommes qui intéressaient tant Mme de Vauvigné, André Chénier, Calixte de Montmorin, François de Pange, et enfin ce chevalier de Sevestre, avaient été amoureux d'elle. Comment approcher Delphine sans la chérir ? Elle ne s'en apercevait pas. Point de coquetterie en elle. Un ange ! Mais les hommes ne sont pas des anges. Tous avaient dû la convoiter. Telles étaient les mœurs de Paris et les plus honnêtes gens, les femmes les plus vertueuses, avaient une indulgence inexcusable pour les impies et pour les libertins. Cette confusion du bien et du mal eût justifié la Révolution, si quelque chose pouvait justifier l'œuvre du diable.

Ainsi pensait le gentilhomme breton, le chrétien sincère, le chevaleresque amoureux. Il craignit d'offenser Delphine en exprimant son horreur d'une société défunte, où elle avait été heureuse. Il ne souhaitait que d'éloigner cette image et de ramener son amie au moment présent. Ce moment avait tant de douceur ! Être seuls ensemble, dans ce cottage anglais battu par la nuit et la tempête, c'eût été un délice exaltant, s'il avait été partagé. Trop de souvenirs tiraient Delphine en arrière. Qui l'en délivrerait ? Quel miracle ? Quel amour ? Le jeune homme savait que le vieillard gisant dans la chambre haute ne durerait plus bien longtemps. Il imagina Delphine en coiffe de veuve, puis, le deuil fini, libre et consolée ; et lui, Artus, à ses genoux, disant :

« Soyez mienne. Je vous donne ma vie et je prends la vôtre. »

C'était cela, leur avenir. Il en était sûr. L'honneur scellait les lèvres de Charmoyse, mais comment Delphine n'eût-elle pas senti la tendresse qui l'enveloppait ?

L'escalier cria sous les pas de Mme d'Aizy. Delphine devait prendre son tour de veillée.

Charmoyse souhaita la bonne nuit aux deux dames, et s'en alla sous le fouet de la bourrasque, dans les ténèbres épaissies. Avec sa canne, il tâtait le sol ruisselant. Quelquefois il s'arrêtait, tournait la tête, et regardait la fenêtre éclairée du cottage.

Sur le guéridon encombré de tasses, de fioles et d'un tricot déroulé, la veilleuse tremblote au fil de l'air qui glisse

entre la fenêtre disjointe et la porte. Vauvigné endormi respire à petits souffles rauques. Il se réveillera vers trois heures. Sa femme lui fera boire un peu de tisane sucrée au miel. Il se rendormira peut-être, et cette nuit passera comme les autres nuits.

Ramassée au creux d'un fauteuil, sous un châle trop mince, Delphine attend, le corps et le cœur transis. L'oignon d'argent accroché au mur marque une heure. Triste veillée solitaire où l'inaction et l'insomnie livrent l'âme au bourreau des exilés : le suppliciant souvenir.

Le jour, Delphine lui échappe dans la fatigue, et par l'obligation d'être gaie pour égayer son enfant. Quelquefois, la jeunesse de Charmoyse réchauffe sa jeunesse. Pâle soleil de l'amitié, doux aux ruines de l'amour. Mais ce soir...

« J'avais cru que je guérissais, se dit-elle, en grelottant sous son châle. Cela me faisait un peu moins mal, quand je pensais à Gérard. Et il a fallu que je me heurte à cette porte du docteur Holton pour me trouver telle que j'étais à la porte rouge... Et j'ai eu la folie d'interroger Charmoyse. Voilà toute ma force détruite... Ah ! pauvre Finette !... »

Ce nom qu'elle se donne, lorsqu'elle s'attendrit sur elle-même, elle entend une voix chérie le murmurer, dans sa mémoire. « Finette »... et ce nom secret, ce nom de tendresse, évoque l'Auberge russe du Raincy, où, par un matin de février 1788, dans une chambre verte et blanche, la petite Delphine de dix-neuf ans chantait, pour s'étourdir au bord de l'amour. Il évoque une vieille maison de la rue Saint-Honoré, le logement de Sevestre au-dessus de la boutique du miroitier Pruvot, la bonne Mme Pruvot, si indulgente aux amants, son odieuse fille, Bastienne, tapie comme une araignée derrière la croisée de l'entresol. C'est là qu'une nuit d'émeute, Delphine et Gérard s'étaient réfugiés. Paris soulevé réclamait Necker ; les dragons de Lambesc attaquaient les gardes françaises. Impossible de rentrer à Versailles puisque les barrières étaient fermées. Au lieu de passer la nuit chez Mme Elliott, amie et complice de ses amours, Delphine l'avait passée dans les bras de son amant...

Elle ferme les yeux pour mieux revoir l'alcôve, le doux désordre, le petit soulier gisant sur le tapis comme une souris de satin vert, l'épée de Gérard jetée en travers de la table,

à côté d'un bonnet de gaze, une bonbonnière en cristal doré qui brille parmi les papiers épars. L'aube bleuit la fenêtre. Les bottes des patrouilles martellent le pavé. Les tambours répondent au tocsin de l'Hôtel de ville, et Delphine, écoutant s'éveiller la Révolution naissante, frissonne sous ses cheveux répandus. Ses larmes silencieuses tombent sur Gérard endormi. C'est la fin d'une nuit heureuse et la fin d'un monde.

Après quatre ans, Delphine se demandait encore quel ennemi, inconnu d'elle, l'avait dénoncée à son mari. Les Pruvot ignoraient son nom. Le comte avait parlé seulement d'une lettre stupide, d'une sotte calomnie... et il avait serré la chaîne. Ni Mme Elliott, devenue suspecte, ni Sevestre ne devaient plus entrer dans sa maison. Delphine se rappela la dernière fois qu'elle avait rencontré Gérard chez Mme Le Coulteux. Elle se rappela l'humiliation que Vauvigné leur avait infligée, en faisant une allusion volontairement indécente à ses droits de mari. Il se vantait, mais le coup avait porté. Sevestre, après cela, ne pouvait plus revoir Delphine. Et ce n'était peut-être pas le drame du 5 octobre qui l'avait empêché de venir, encore une fois, à la porte rouge.

Il était si jaloux, si douloureusement jaloux ! Et si prompt à croire tout ce qui lui faisait le plus de peine. Combien différent d'un ancien roué comme Vauvigné ! Avec son éducation de province, l'influence d'une sœur très pieuse, le sérieux de son esprit, délicatesse ombrageuse sur le devoir et l'honneur, Sevestre était mal à l'aise dans la société parisienne de 1787. Il aurait dû aimer une jeune fille austèrement élevée... et il s'était pris de passion pour Delphine. Elle n'avait aucune disposition à l'austérité, la pauvre Delphine. Ni la vieille tante qui l'avait élevée, ni le vieux mari qu'elle avait épousé, ni Mme d'Aizy ne lui avaient donné des leçons de morale. Elle aurait pu, en dépit de toutes les surveillances, devenir une libertine comme sa belle-sœur ; elle était restée ce que la nature l'avait faite : une enfant joyeuse et tendre. Femme à quinze ans, mère à seize ans, elle n'avait pas commencé de vivre quand elle avait connu Gérard, et l'avait aimé aussi naturellement qu'un rosier fleurit. Vauvigné n'était plus pour elle qu'une espèce d'oncle. Il n'entrait jamais dans sa chambre. Elle n'avait pas le sentiment qu'il eût des droits

sur elle, et elle ne le détestait même pas. C'étaient des mœurs du monde que Sevestre trouvait mauvaises, et sans doute il avait raison.

La petite Delphine ne se souciait pas de réformer les mœurs du monde. Elle ne prétendait pas surpasser le commun des femmes par ses talents ou par ses vertus et elle ne pratiquait pas la rhétorique sentimentale à la manière de Rousseau. Sa simplicité, qui avait séduit Gérard, le déconcertait aussi. Parce qu'elle ne comprenait pas ses scrupules, il la croyait frivole et menteuse.

« Il n'a pas eu le temps de me connaître », se dit-elle, en tremblant de froid et de chagrin sous son châle. Il n'a pas eu le temps d'être mon ami. Il m'a désirée, il m'a possédée, il m'a peut-être adorée... et, sûrement, il m'a mésestimée. J'ai été sincère avec lui, et fidèle. Depuis, dans le malheur, ai-je montré moins de courage que les personnes qui n'ont jamais péché ? S'il m'avait vue, à Saint-Pancras, quand je gagnais deux sous par heure à surjeter des draps, quand ma belle-sœur et moi nous nous privions de dîner pour nourrir Babiole et M. de Vauvigné !... D'autres le faisaient, mais je le faisais aussi bien que les autres. Gérard ne s'est jamais soucié de savoir ce que je devenais. Par nos amis qui ont gardé des relations avec la France, il aurait pu savoir où j'étais, et venir en Angleterre, avant de passer en Russie. Tant d'époux et d'amants séparés n'ont pas cessé de correspondre ! Les lettres vont à leur but, malgré les gardes-frontière et les guichetiers. Gérard s'est consolé de moi. Il a une autre maîtresse, ou bien il s'est marié. Et moi, qu'il croyait si légère, moi, je suis encore la Finette du Raincy, celle qui chantait *le Rossignol au cœur gai*, quand nous étions assis à notre petite table.

Chante, rossignol, chante,
Toi qui as le cœur gai.
Pour moi, je ne l'ai guère :
Mon ami m'a quittée.
Il y a longtemps que je l'aime.
Jamais je ne l'oublierai.

« Cette chanson-là m'a porté malheur, puisque je ne peux pas oublier... »

Va-t-elle pleurer ? Elle sent le flux des larmes sous ses

paupières que le besoin du scmmeil fait cuisantes. Non. Elle a trop besoin de ses forces qui s'en iraient dans les pleurs. Elle n'est pas lâche et n'a plus le droit d'être faible. Il y a des femmes plus malheureuses qu'elle. Elle est jeune, saine, riche d'un bel enfant : Babiole, ange révolté, trop petite encore pour consoler Delphine. Babiole grandira. Babiole sera l'amie de sa maman. Mme d'Aizy est bonne à sa façon... Et puis, il y a Charmoyse.

« Mon petit marquis breton... Le seul être qui ferait tout pour moi... »

La pensée de Delphine se brouille. Ses paupières brûlent. Elle ramasse sous elle son pied droit qui est tout à fait glacé. L'ombre du rideau qui se gonfle et retombe agite sur le mur sa grande aile noire. Delphine essaie de tenir ses yeux ouverts, de relever sa tête qui penche sur ses épaules... et elle coule à pic dans le sommeil.

Un choc la réveille. Quelqu'un frappe sourdement. Le cottage frémit. Un coup, deux coups. Delphine se dresse, comprimant des deux mains son cœur affolé.

Le volet détaché bat le mur du pignon. D'énormes masses d'air chassées des collines, s'engouffrant dans les vallées comme des eaux furieuses dans des canaux étroits, frappent les arbres, et les arbres, oscillant et craquant, agitent leurs bras déchiquetés et se frappent entre eux. Glissant à travers la chambre, le fil du vent coupe la joue de Delphine et couche, sur l'huile de la veilleuse, la flamme qui se débat comme un insecte lumineux. Delphine court à la fenêtre. Elle assure la fermeture, et, recevant au visage le couteau affilé de la bise, elle entrevoit une fuite de géants échevelés, tout noirs, courant en sens inverse de la lune. Les sapins, les nuages, le ciel se précipitent en un chaos de fin du monde. La fenêtre assujettie, Delphine va vers le lit du comte et soulève le rideau. Son mari est étendu comme elle l'a disposé, les mains à plat, le cordon de la sonnette enroulé à son poignet et à son pouce. Il n'a même pas remué les doigts, et cependant il s'est éveillé. Son visage de momie, encadré de ses beaux cheveux de soie blanche correctement peignés, n'existe que par les yeux et les lèvres, mais les yeux ouverts ne voient pas Delphine et le marmonnement des lèvres est rapide et convul-

sif. Ce discours muet d'un spectre conjurant l'invisible, le silence pesant sur une pensée encore active, comme une dalle sur un enterré vivant, le mouvement des ombres et des lueurs, le tournoiement de la tempête, le choc du volet disloqué prennent un sens solennel et terrible. Ce qui vient, par cette nuit d'hiver, ces forces surnaturelles à quoi répond le mourant dans son langage inarticulé, inaudible à l'oreille humaine, Delphine le sait maintenant. Elle recule derrière le rideau. Elle couvre sa face de ses mains pour s'isoler en elle-même et rassembler son énergie avant d'appeler sa belle-sœur. Le halètement rythme les secondes et par instants s'arrête. Alors, Delphine n'entend plus que les grands coups sourds qui ébranlent la maison et retentissent dans sa poitrine.

III

Très haut et très puissant seigneur, Louis-Raymond-Marie-Charles Lespart, comte de Vauvigné, baron de Plesné et de Mareuil-en-Mer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, né à Vauvigné-les-Nantes, le 3 mai 1725, décédé à Stanton (Yorkshire) le 16 décembre 1793, fut inhumé le 17 du même mois dans le cimetière de Kirkfield.

Il n'y avait pas de prêtre catholique dans le pays. Le corps fut porté directement au cimetière par le fermier de Stanton, ses deux fils et un domestique de Mrs Ainley. Derrière le cercueil, M. de Charmoyse, en uniforme bleu de la légion de Damas, menait par la main Mlle de Vauvigné qui n'avait aucun chagrin et qui était bien fière d'être en deuil comme les grandes personnes. La veuve et la sœur du défunt se tenaient par le bras. Elles avaient, pareillement, un châle noir sur leur robe et un voile noir sur leur bonnet blanc. Suivaient la servante Sally et la fermière, puis la voiture vide de Stanton Lodge. Mrs Ainley s'était excusée de son absence sur une crise de rhumatismes. En réalité, elle ne voulait pas assister aux funérailles d'un papiste.

La campagne autour de Kirkfield avait été sauvagement battue par la tempête. Des rameaux jonchaient la route, le lacis des murettes qui bornent les héritages était rompu, les toitures des cottages avaient des trous que l'on réparait en hâte. Paysage sombre, sous le ciel sombre. Delphine voyait,

comme dans un brouillard, ce pays étranger, ces collines, le bourg montant vers l'église à tour carrée. Tout était couleur de brique sale et de mâchefer. Le silence même semblait hostile. Ces funérailles sans cloches et sans bénédiction, par ce matin de décembre, achevaient lugubrement le drame de l'exil.

Le convoi gravit la grande rue de Kirkfield, si roide que les pavés y étaient posés de champ pour empêcher les glissades. Du seuil de leurs boutiques, les gens regardaient, à peine curieux.

On tourna dans une rue, à gauche du chevet de l'église, et l'on passa derrière le presbytère dont le jardin aux arbustes malingres jouxtait l'enclos des morts. Les tombes n'étaient pas séparées, chacune dans son petit terrain planté de buis et de fleurs, comme en France. Ici, les dalles, soulevées au chevet ou posées à plat, se touchaient comme de grands livres de pierre grise aux inscriptions presque effacées. Par-dessus la clôture, on apercevait l'envers de la rue descendante, la cheminée d'une filature, les collines nues avec leurs bruyères brunes et leurs murettes dessinant des rectangles encadrés de noir.

La fosse était creusée à l'angle nord de l'enclos. Le fossoyeur attendait, avec son aide et ses cordes. Quand le brancard fut déposé sur le sol crissant de gravier, avant qu'on n'ôtât le drap funéraire, M. de Charmoyse fit signe aux gens de s'écarter. Il resta près du cercueil, avec les deux femmes et la petite fille.

— Nous n'avons pas eu le bonheur de procurer à M. le comte de Vauvigné les consolations d'un prêtre, dit-il d'une voix émue. Espérons cependant que Dieu, ayant égard à ses souffrances, fera miséricorde à son âme. Ces prières qu'un prêtre eût prononcées sur sa tombe, nous allons les réciter.

Il tira de sa poche un missel fané. Les femmes s'agenouillèrent parmi les cailloux. Dans la paix triste et la clarté cendreuse de l'air, les paroles rituelles s'élevaient, planaient, retombaient en murmure dolent. Du fond de l'abîme, le mort, par la bouche des vivants, demandait le pardon, la paix, le repos, la lumière éternelle.

Les fermiers et les fossoyeurs considéraient cette scène. Les mots latins, les signes de croix choquaient leur

austérité protestante. Au premier étage de la maison curiale, une servante avait soulevé un rideau.

— *...Et lux perpetua luceat ei...*

— *Amen!*

Delphine, sous sa coiffe à tuyaux tombants et son voile de crêpe, regardait Charmoyse. Il était pâle, très pénétré de la sainteté de l'office qu'il accomplissait. Sa piété bretonne, familière avec la mort, avait ennobli la cruelle laideur de ce lieu et de ce moment. Des pleurs de reconnaissance mouillèrent les yeux de la veuve. La petite fille éclata en sanglots.

— Emmenez-la, dit Mme d'Aizy à sa belle-sœur. Allez dans la voiture. Et vous aussi, Charmoyse... Et que ces hommes fassent ce qu'ils ont à faire.

Charmoyse conduisit Delphine et Babiole jusqu'à la voiture, et revint vers la fosse où le cercueil était déjà descendu. Mme d'Aizy se tenait au bord, les bras croisés sur son châle. Elle contemplait la bière qui allait disparaître à jamais. Ses yeux globuleux dans leurs orbites violacées luisaient de fièvre. Ses traits décharnés, ses longues rides, la vieille comtesse ridicule, l'ancienne libertine, prenait la tragique grandeur d'une Parque. Rien de chrétien dans son désespoir, mais le calme effrayant de l'être qui a vu s'anéantir ce qu'il aimait, et qui regarde le vide.

A la première pelletée qui croula sur le cercueil, elle se retira dans l'allée. Charmoyse lui offrit son bras et il sentit qu'elle agissait comme une mécanique insensible. Ne connaissant pas bien le caractère de cette femme, il lui adressa quelques paroles consolantes. Il parla du pauvre comte qui « était au ciel »... Elle avait, en l'écoutant, un mouvement de la bouche, comme un rictus.

— Eh non ! Charmoyse, dit-elle brusquement, il n'est pas au ciel. Qu'y ferait-il ? Et qu'y ferais-je ? Il est dans ce trou, où je voudrais bien être aussi avec lui, car il est tout ce que j'ai aimé. Ne dites pas de sottises, mon enfant.

Il fut suffoqué. La douleur, pensa-t-il, altérait la raison de la comtesse. Le visage de Delphine, à la portière de la voiture, le réconforta. Elle avait encore ses beaux cils tout humides.

V

A la prière de Charmoyse, Mrs Ainley fit aux dames françaises une visite de condoléances. Mme d'Aizy était malade, ce jour-là. Ce fut Delphine qui reçut la châtelaine de Stanton Lodge. Elle voyait pour la seconde fois seulement cette dame puissante, aux grands bras, aux grands pieds, au nez romain, aux sourcils pareils à des moustaches, aux pommettes couperosées, qui portait son châle indien comme un caparaçon et redressait sa tête chargée de panaches, ainsi qu'un cheval de tournoi.

Mrs Ainley bredouilla un compliment et s'assit d'un air si désespéré que Delphine comprit aussitôt la maladie qui affectait cette digne personne : une timidité pénible déguisée en froid orgueil. Pendant que la jeune veuve excusait sa belle-sœur souffrante et s'excusait elle-même de si mal parler anglais, Mrs Ainley, un peu hagarde, considérait les panneaux luisants des murs. Elle osa enfin fixer ses yeux sur Delphine, et se rassura. Il n'y avait pas sur la charmante figure de la jeune comtesse une trace de cette ironie française que la politesse affine et que redoutent les étrangers. Et pas trace non plus de blanc de céruse et de rouge carmin. Mme de Vauvigné était une dame décente. Elle cachait convenablement sa douleur et n'offusquait pas la visiteuse par un étalage incongru de ses sentiments. Ses yeux avaient de la douceur et non pas une vivacité provocante, son accent, de la franchise, et non cette caressante fausseté que les Britanniques vertueux soupçonnent toujours dans les Françaises, et surtout dans les Françaises de Paris. L'ordre et la netteté de la maison étaient agréables. Mrs Ainley respira. Elle réussit à proférer les phrases sur la température qui sont obligatoires dans toute conversation sérieuse, et, sous le charme triste des yeux de Delphine, sa timidité se déroidit enfin.

Ce fut en ce moment-là que Babiole entra en scène. La curiosité l'avait poussée dans la salle. Sur l'ordre de sa mère, elle vint saluer Mrs Ainley, tenant son tablier blanc du bout des doigts, les genoux pliés dans une vive révérence. Quel cri monta aux lèvres de Mrs Ainley ! Quel émoi fit rougir ses pommettes et son nez romain ! Elle murmura quelque chose

comme : « *Oh ! darling... Dear little thing!* » Et, tournant la tête vers son neveu :

— Artus, vous ne m'aviez pas dit que cette petite fille française ressemblait à la pauvre Mary-Rose...

Charmoyse apprit à Delphine que la chère tante avait perdu sa fille unique, Mary-Rose, âgée de six ans, et, tandis que Delphine s'apitoyait, Mrs Ainley ne voyant plus que Babiole lui posa des questions entrecoupées de soupirs et s'émerveilla que la petite lui répondît en assez bon anglais avec l'accent du Yorshire.

Cette visite eut des conséquences importantes. Christmas était passé, mais non pas le jour de l'an. Mrs Ainley pria Mme de Vauvigné de lui donner Babiole, ce jour-là, qui était bien froid et bien sombre. L'enfant, admise au château, ne s'ébahit de rien et ne montra aucune admiration vulgaire pour les signes de la richesse, les salles à piliers, les tapisseries, les tableaux, la vaisselle d'argent. En vraie petite aristocrate, elle n'admire que les massacres et les hures de sanglier qui décoraient le hall. Lorsque Mrs Ainley fit servir le thé, avec un pudding et des gâteaux d'avoine, Babiole lui déclara très gravement :

— Pardonnez-moi, madame. Je dois vous dire, madame, que je ne suis pas un enfant anglais. Je ne dois pas manger de porridge, madame.

La vieille lady leva ses sourcils en forme de moustaches :

— Oh ! ma chère, que dites-vous ? Que vous n'êtes pas un enfant anglais ? Je serais heureuse que vous fussiez un enfant anglais, mais je ne vous obligerai pas à manger du porridge, ma chérie...

Elle mena Babiole à la basse-cour, aux écuries, aux étables, recueillit ses réflexions judicieuses, et la ramena au salon. Une heure se passa en plaisirs divers : keepsakes et boîte à musique. Le feu de charbon resplendissait sur les tentures rouges. Les fauteuils étaient profonds, les tapis épais, un lustre de cristal brillait sous les solives de chêne. Par les fenêtres, on voyait les sapins et les ifs du parc. Babiole partit à regret.

Elle avait le sens de la propriété, de la souveraineté du seigneur sur la terre et les vassaux, de la force de l'argent unie au prestige de la race. Le soir, pendant que sa mère la déshabillait, elle décrivit les splendeurs du château.

— Vous devriez être à Stanton Lodge, vous, maman, et Mrs Ainley au cottage. Vous n'êtes pas faite pour demeurer dans un cottage, ni moi non plus. Attendez que je sois grande, et vous verrez ! J'épouserai un lord, et nous aurons un château bien plus joli que Vauvigné ou Stanton... — Elle réfléchit et ajouta : — Le château serait à moi, mais je vous le prêterais.

Ainsi commença l'année 1794, an II de la République une et indivisible, très agréablement pour Babiole, très tristement pour sa mère et sa tante. Mme d'Aizy avait passé cette journée au lit, le même lit où le comte était mort. Le soir, Delphine reprit sa place accoutumée à côté du guéridon. La veilleuse tremblotait au fil de l'air. Il y avait des tasses et un pot à tisane auprès d'un tome de *Clarisse Harlowe*. Le gros oignon d'argent accroché au mur battait les secondes. Rien n'était changé que la personne couchée dans le lit. Deux oreillers soutenaient le buste de Mme d'Aizy. Le mouchoir violet du défunt était tourné en turban sur sa tête. Son extrême maigreur, les cernes sombres de ses yeux, les sacs gonflés de la peau sous les paupières inférieures et sous le menton, faisaient peur et pitié à Delphine.

Elle tâcha de distraire sa belle-sœur en lui racontant les impressions de Babiole sur Mrs Ainley et Stanton Lodge.

— Cette petite fille, dit Mme d'Aizy, n'est pas faite pour la vie médiocre. Elle voudra posséder et dominer.

— Posséder quoi ? Dominer quoi ? Si la Révolution dure et que la République s'établisse en France, la noblesse émigrée languira dans la misère. A moins que Babiole n'épouse un lord...

— Ce ne sera pas impossible... dans sept ou huit ans. En attendant, que ferons-nous de cette future pairesse ? Nous ne demeurerons pas toujours à Stanton. Recommencer la vie de misère à Saint-Pancras, je n'en ai plus la force. Que diriez-vous d'un établissement en Amérique ? Les Français qui vont aux États-Unis y sont bien reçus. Ils trouvent facilement des terres, et, avec un petit capital...

— Nous, ma sœur, un capital ! D'où nous viendrait-il ?

— J'ai une idée que je laisse mûrir, dit Mme d'Aizy. Vous la connaîtrez à temps. Je n'ai cure que de vous, ma petite, et de Babiole. Le reste du monde, bast !... Oui, Delphine,

j'ai un devoir envers vous. Autrefois, je vous ai tyrannisée. Je pourrais dire : « C'était pour votre bien ! » Je mentirais. Je ne me souciais point de votre bien, mais seulement du plaisir de mon frère et de son honneur... surtout de son plaisir. J'exigeais que vous fussiez sous la main de Charles. Elle savait caresser et châtier, cette main, et vous en avez connu le poids.

— Cruellement, dit Delphine entre ses dents.

— Vous auriez haï votre mari que je n'en aurais pas été surprise. Peut-être aurais-je un peu souffert si vous l'aviez trop aimé... Mais une fille de quinze ans n'aime pas un homme de soixante. C'était à moi d'aimer Charles, à moi seule. Savez-vous, petite fille, ce que c'est qu'une passion ? Ne répondez pas. Vous allez mentir. Quoi que vous disiez, vous mentiriez. Une passion ! Il y faut une autre âme que la vôtre, Delphinette ! Moi, j'ai eu dans ma vie une passion, une seule : mon frère. On a dit bien des sottises sur nos relations, comme on a fait pour la duchesse de Gramont et le duc de Choiseul. Rien de tel dans notre cas. Le monde est bête. Il voit gros. Certes j'ai eu des aventures. Cet aveu ne vous apprend rien, n'est-ce pas ? Toutes les femmes de mon temps vivaient en rouées ou en philosophes. La fantaisie passée, l'on gardait un ami. Je n'avais pas besoin d'amis. J'avais mon frère. Tout de lui me plaisait : sa belle figure, son orgueil, son courage, son esprit qui saisissait tout et méprisait tout. C'était un seigneur. Aucun homme ne lui ressemblait. Je m'adorais en lui. Commencez-vous à comprendre ?

— Ces sentiments sont trop différents des miens, ma sœur.

Mme d'Aizy considéra la jeune femme, encore si fraîche malgré la fatigue et le deuil.

— Petite Delphine, oubliez ce bavardage. Vous ne sauriez l'entendre. Donnez-moi un peu de tisane, s'il vous plaît.

Delphine apporta la tasse à demi pleine. Elle mit un de ses bras au dos de Mme d'Aizy, pour la soutenir. Elle sentait, dans le mouchoir violet qui touchait sa joue, l'odeur fiévreuse de la femme souffrante et un vague relent mortuaire.

— Je vous remercie, dit la comtesse en se recouchant, et je vous paierai ma dette. Vous avez été bonne pour votre mari infirme et pauvre...

— J'ai fait mon devoir.

— Avec patience, avec douceur. Et maintenant, vous ne m'infligez pas une laide comédie de regrets. Je suis seule à pleurer Charles. C'est ce que je veux. Vous, petite, vous serez heureuse... Oui, vous méritez de l'être.

Elle ferma les yeux. Sur sa peau livide, les taches de rousseur dessinaient des constellations.

Ce fut vers la mi-janvier que Mme d'Aizy décida d'aller à Londres avec Charmoyse, afin de voir les créanciers du banquier hollandais, intéressés, comme Mme de Vauvigné, au règlement des comptes après la faillite. L'affaire traînait depuis deux ans. Delphine savait qu'on n'empêchait pas Mme d'Aizy de faire ce qu'elle avait résolu. Elle laissa donc la vieille dame aux soins du marquis et les vit partir en chaise de poste.

Le cottage lui parut bien vide, malgré la présence d'une servante que Mrs Ainley lui avait envoyée. Le lendemain, Mrs Ainley vint elle-même, imposante et bredouillante, tenant haut sa noble tête au nez romain. Elle embrassa Babiole, s'assit, toussa, exprima par ses yeux hagards sa torture intérieure et finit par inviter Delphine à venir avec l'enfant à Stanton Lodge pour tout le temps que Mme la comtesse serait à Londres. Delphine hésitait. Mrs Ainley, par un effort de toute sa machine, maîtrisa la pudeur de ses propres sentiments et saisit les deux mains de la Française.

— Oh ! chère jeune amie, vous devez accepter, non pas pour vous : pour moi. Stanton Lodge est si grand pour une vieille dame toute seule ! Et votre petit ange, Bab, elle ressemble à celui que j'ai perdu. Oh ! venez à Stanton, ma chère...

Le lendemain, Delphine et Babiole s'installèrent au château.

MARCELLE TINAYRE.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LE GLISSEMENT DE L'ÉTAT

XIV (1)

LA CRISE DES SIX JOURS

Il y a deux mois, nous avions laissé l'État sur une pente dangereuse, qu'il descendait le moins vite possible, mais qu'il descendait avec une régularité fatale. Le cabinet Chautemps nous était apparu comme essayant de freiner. Et les freins fonctionnaient d'une manière intermittente et insuffisante. Tout en demeurant confiants dans les destinées de notre pays, nous exprimions nos craintes et nous déclarions qu'un changement était nécessaire.

Ce changement s'est brusquement produit. Il est fort loin d'être aussi profond qu'il conviendrait. Il ne remédie pas à tous les maux. Il n'atteste même pas de modification valable dans la vie parlementaire et dans le métier de politicien. Il est cependant curieux, et, selon ce qu'il deviendra, il ne sera qu'un épisode dans la longue histoire de notre crise politique, ou il marquera le début d'une évolution intéressante.

Mais à la vérité il ne peut être connu exactement que si l'on se libère des apparences et que si l'on analyse les données réelles du problème qui était posé. Tout a été accompli de telle sorte qu'il a été très difficile au public de se rendre compte de l'événement, de sa nature et de sa portée. Est-ce la faute de la soudaineté avec laquelle les faits se sont succédé ? Y a-t-il eu dans le monde dirigeant un certain souci

(1). Voyez la *Revue* du 15 décembre 1937.

de jeter un voile sur les pensées et arrière-pensées des chefs? Toujours est-il que l'aspect extérieur des choses ne laissait guère deviner leur signification. On a vu en effet en l'espace de six jours la Chambre rentrer, les changes se tendre brusquement, le ministère annoncer sa retraite et l'ajourner, puis se présenter devant la Chambre et donner sa démission sans avoir été renversé. On a vu ensuite M. Chautemps refuser de former le cabinet, M. Blum échouer dans une tentative de formation ministérielle, puis M. Chautemps revenir et réussir en quelques heures la constitution d'un ministère radical. A considérer cette série d'images, on a l'impression d'un film à la fois banal et incohérent.

Or, il est vraisemblable que ces scènes en apparence chaotiques avaient entre elles des rapports logiques, que la plupart avaient été soigneusement préparées, et que même elles impliquaient chez les principaux acteurs des desseins médités. Il est rare dans notre régime d'improvisation, de facilité et de négligence que les hommes politiques aient l'intention des choses qu'ils font. Dans la crise des six jours, tant d'intérêts étaient en jeu qu'on peut supposer que l'essentiel a été calculé et voulu. C'est ce qui rend intéressante cette crise, qui, sans ces circonstances particulières, ne mériterait pas tant d'attention.

LA CROISÉE DES CHEMINS

Quand la Chambre est rentrée le 11 janvier, tout le monde savait que le cabinet Chautemps-Bonnet-Blum achevait sa carrière. M. Chautemps et M. Bonnet, fidèles à la déclaration faite à Rambouillet en octobre, voulaient une politique financière raisonnable et ne cessaient de dire que sans ordre, sans discipline, sans travail il n'y avait aucun relèvement économique possible. Pendant ce temps, les socialistes prêchaient la politique contraire en réclamant le contrôle des changes, qui mène à la suppression des libertés, et les réformes de structure qui suffisent à bannir la paix sociale. De son côté, la Confédération générale du travail entretenait l'agitation sociale, les troubles dans les usines et dans les ports, les grèves, les conflits de toute sorte. La grève des services publics, toute brève qu'elle était, avertissait le gouvernement

de l'état des esprits, de l'organisation révolutionnaire. M. Chautemps, qui fut jadis sous le cabinet Herriot de 1924 l'auteur de la circulaire tolérant les syndicats de fonctionnaires, éprouvait quelque amertume et quelque inquiétude en considérant les résultats de sa politique. Le cabinet Chautemps, pris entre M. Bonnet et M. Blum, avait gardé tant bien que mal son équilibre depuis plusieurs mois. Soudain, il vacillait. Il fallait décidément choisir entre les deux voies qui s'offraient, l'une conduisant à la révolution, l'autre devant mener à une amélioration des affaires.

La question se posait avec clarté pour les dirigeants de la politique. Elle frappait moins l'opinion du public français, découragé et atone. Elle était très minutieusement examinée à l'étranger, par nos amis, par les indifférents, et par les adversaires. L'opinion se répandait depuis plusieurs mois en Europe que la France subissait une crise terrible dont elle sortirait amoindrie. Depuis le mois de juin 1936, notre pays a donné de lui-même une idée qui n'a pas été favorable, et qui a été largement exploitée contre nous. Si la France avait été ce qu'elle était jadis, il n'y aurait pas eu en Europe centrale et en Europe orientale tant de négociations, tant d'incertitudes, tant de changements qui ont la même signification générale. Les nations, les petites nations surtout, dont la France était l'amie traditionnelle, se demandaient si nous étions toujours à même de remplir notre mission en Europe et cherchaient quelque assurance dans des combinaisons variées, dont nous étions absents.

Le doute avait fini par habiter l'esprit des pays les plus habitués à collaborer avec nous. A Londres et à Washington, les financiers considéraient avec hésitation le sort du franc. Les diplomates regrettaient de voir l'influence qu'exerçaient sur nous les bolchévistes de Moscou et leurs agents. Lors de leur voyage à Londres, M. Chautemps et M. Delbos n'avaient pas pu ignorer les préoccupations de nos amis anglais. Ils n'ont pas dû les ignorer davantage à leur retour. Un associé même pauvre et provisoirement gêné peut inspirer l'intérêt, la sympathie, la confiance s'il est énergique, honnête, travailleur, économe, et s'il a pour lui les chances de l'avenir. Mais un associé qui se ruine, qui est désordonné, qui ne fait pas d'effort n'inspire qu'un désir mitigé de lui venir en aide et incite à penser

au jour où il vaudra mieux ne plus compter sur lui. Dans l'ensemble, les Français ont beaucoup trop négligé depuis quinze mois ce qui se disait au dehors. Au début de l'été de 1936, un politicien borné disait avec emphase que le monde avait les yeux fixés sur le nouveau ministère et sur la nouvelle politique. C'était peut-être vrai, mais cette attention n'était nullement admirative, comme l'imaginait ce pauvre diable. Les démocraties souffrent souvent d'une vanité étroite. Il y a une trentaine d'années, un homme politique, qui tenait une certaine place dans l'État, disait avec inconscience à ses électeurs : « Nous ne nous occupons pas de ce qui se dit au dehors. » Ces négligences ont de durs lendemains. Ce que l'on s'est refusé à entendre tout de suite risque de faire plus tard beaucoup de bruit. Il est étrange que les cabinets les plus avancés soient les plus enclins à ne pas tenir compte de l'opinion internationale. M. Chautemps et M. Delbos savaient qu'elle existait, et s'ils ne l'avaient pas su, ils l'auraient appris. Londres et Washington avaient une opinion très nette, et il leur était d'autant plus loisible de la faire connaître que le fameux accord tripartite, dont s'enorgueillissait jadis le cabinet Blum, leur donnait quelque droit de s'intéresser à notre politique et à nos finances.

Une situation analogue s'était produite en octobre et elle avait été réglée, très provisoirement d'ailleurs, par le communiqué de Rambouillet. Mais le temps avait passé et un communiqué ne suffisait plus. Il fallait des témoignages plus probants, des engagements publics, des actes. De là, la crise subite qui s'est produite dès la rentrée des Chambres. Quelles que fussent les précautions oratoires que le Cabinet voulût prendre, le résultat à obtenir était net : le moment était venu de montrer que le gouvernement ne vivait plus sous l'influence marxiste. On peut supposer qu'à ce moment précis de l'histoire de son ministère, M. Chautemps s'est demandé comment il allait s'y prendre pour donner non pas seulement l'impression, mais la certitude d'un changement nécessaire au salut du franc. Il avait le choix entre plusieurs moyens. D'où les bruits de démission qui ont couru dans la soirée du mardi 11 janvier et qui étaient un peu prématurés. Réflexion faite, M. Chautemps a résolu de rendre ses idées publiques et de s'expliquer devant la Chambre.

LA NUIT DES RÉVÉLATIONS

On ne s'explique les déclarations de M. Chautemps que si l'on tient compte de sa situation particulière au Parlement. M. Chautemps a eu et garde toutes les sympathies et toutes les indulgences pour les socialistes et au besoin pour les communistes. Il est jadis sorti de ses épreuves et a été ramené au pouvoir grâce à eux. Il a fait partie du cabinet Blum et a collaboré étroitement avec les marxistes. Il a formé le cabinet qui a succédé, et s'est empressé de conserver M. Blum, M. Auriol et M. Dormoy. Il s'est déclaré, lors du Congrès radical, très attaché au front populaire et aux socialistes. Si donc M. Chautemps a dû modifier son langage dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14, ce n'est pas certainement par l'effet d'un changement personnel. Ses goûts demeurent les mêmes, et son inclination pour les marxistes ne diminue pas.

Mais étant chef de gouvernement, ayant de terribles responsabilités, sachant des choses graves que le public ne sait pas, M. Chautemps s'est vu contraint par les événements de soutenir des idées contraires à la politique du front populaire. Il l'a fait parce que la situation monétaire et la situation diplomatique ne permettaient plus désormais la moindre erreur. Appelons les choses par leur nom : M. Chautemps a découvert des périls qui pouvaient devenir imminents. De là la déclaration faite par lui dans cette fameuse séance de nuit et suivie particulièrement par tous les auditeurs présents dans les tribunes, au nombre desquels les auditeurs de la tribune diplomatique n'étaient pas les moins attentifs. On a beaucoup remarqué le ton solennel et résolu de M. Chautemps. On a beaucoup remarqué les termes de sa déclaration, sans doute méditée depuis quelques jours ou depuis quelques semaines. C'était une échéance fatale que le président du Conseil ne considérait pas sans mélancolie, mais qu'il ne pouvait plus méconnaître ni taire.

La politique soutenue par M. Chautemps dans cette nuit de jeudi tranchait nettement avec tout ce que la majorité était habituée à croire. M. Chautemps ne tolérait plus ni grèves, ni agitation sociale, ni occupation d'usine, ni illégalité. Il disait sans ménagement : « Je n'admets pas la révolte des

agents des services publics contre l'intérêt de la nation. »
Il disait aussi : « J'ai le devoir d'indiquer que si certains hommes ne répondaient pas à mon appel, s'ils persistaient à troubler la paix civique dont ce pays a besoin, la force de la loi s'abattrait sur eux. » Il disait encore : « Sur le plan financier, je renouvelle solennellement notre engagement de respecter les textes que nous avons votés il y a quelques jours et de ne faire aucune dépense, sans qu'on la sache possible ou compensée par des recettes nouvelles. » Il disait enfin, en condamnant le contrôle des changes : « Cette mesure risque de faire courir à la paix et à la liberté des dangers sans rien satisfaire des espérances qu'on a pu fonder sur elle. »

Qu'étaient donc ces idées sociales et financières du gouvernement ? C'étaient celles que le ministère Blum avait combattues, celles que l'opposition avait toujours soutenues. La déclaration de M. Chautemps contenait une condamnation de toute la doctrine du front populaire. Mais si elle était destinée aux initiés, aux dirigeants, aux cabinets des pays voisins ou lointains, elle n'était pas faite en des termes tellement clairs que l'opinion pût en comprendre la portée. Il apparaît que le front populaire tenait à rester dans le vague et à laisser les esprits dans une certaine obscurité. M. Chautemps a facilité la manœuvre en annonçant que la situation était devenue « subitement » très grave. Le bon peuple pouvait imaginer quelque chose comme un accès de fièvre, ou une crise d'appendicite, quelque chose de soudain et d'imprévisible.

La réalité était différente. Ce que le cabinet Chautemps avait l'air de comprendre le 12 janvier était connu depuis longtemps, annoncé et décrit. Non, la situation ne s'était pas subitement aggravée. Elle était devenue peu à peu ce qu'elle devait devenir d'une manière inévitable ; elle était le résultat forcé des improvisations absurdes du cabinet Blum; elle était le produit fatal des fautes, des théories déraisonnables, des destructions du front populaire. Tout le monde le sait en France. Il n'est pas un artisan, un commerçant, un agriculteur, un ouvrier qui n'ait constaté qu'en moins de deux ans les Cabinets avancés ont trouvé moyen de mettre en danger à la fois le franc et le pays tout entier. Mais il y a un endroit où ces choses ne se disent pas encore, c'est le

Palais-Bourbon. M. Chautemps se trouvait donc dans la position la plus incommode : il lui fallait pour le dehors abjurer les erreurs, tout en ménageant leurs auteurs à l'intérieur de la Chambre.

Ces tours d'acrobatie s'accomplissent d'ordinaire au Parlement en prononçant dans la même séance plusieurs discours qui se complètent et se corrigent les uns les autres. Ayant porté un coup au front populaire en annonçant une politique nouvelle, M. Chautemps s'est empressé de panser les blessures. Les formules, les adjectifs, les révérences, les manifestations de tendresse ont été prodigués. Tant et si bien que M. Chautemps a failli perdre le bénéfice de l'énergie première qu'il avait montrée et que les révolutionnaires ont hésité à se séparer d'un adversaire si affectueux. Au nom des communistes qui menaient le jeu, M. Arthur Ramette a esquissé une savante manœuvre. Il a commencé par dire que les paroles de M. Chautemps étaient inquiétantes parce qu'elles ne correspondaient plus au programme du front populaire. Puis il a conclu en annonçant qu'il voterait tout de même l'ordre du jour favorable à M. Chautemps pour ne pas rompre le front populaire.

En entendant ces paroles communistes, M. Chautemps éprouva plus d'étonnement que de bonheur. Eh ! quoi, avait-il pris tant de peine pour rien ? N'était-il pas arrivé à décourager les communistes du vote ? N'avait-il pas réussi cette opération nécessaire de se libérer d'eux, tout en gardant leur amitié ? Cette fidélité indiscrète, cette protection encombrante contraignait M. Chautemps à un acte décisif. Il en savait toutes les conséquences. Il était prévenu de la résolution prise par les ministres socialistes de se retirer, si les communistes cessaient de faire partie de la majorité. Il lui fallait passer outre. La tension des changes était un avertissement sans réplique. Les difficultés extérieures suffisaient à rappeler que ce n'était pas le moment de mécontenter les pays amis. M. Chautemps intervint donc dans le débat pour la troisième fois, et au petit jour il prononça la phrase qui allait tout changer en cette fin de séance : « M. Ramette réclame sa liberté. Il a parfaitement le droit de la demander. Quant à moi, je la lui donne. » Fureur immédiate des communistes, mécontentement glacé des socialistes, gêne des radicaux

extrémistes, satisfaction de tout le reste de la Chambre. M. Chautemps venait de se séparer des communistes. On remarqua que les tribunes demeuraient à peu près vides. L'intérêt général de la séance était épuisé.

Restait à trouver le dénouement parlementaire. Logiquement, M. Chautemps pouvait demander à la Chambre d'approuver la politique financière qu'il venait d'exposer. Il aurait eu plus de trois cent cinquante voix. Mais dans le nombre n'auraient figuré ni les communistes, ni les socialistes. Une autre majorité se substituait à celle du front populaire. M. Chautemps n'a pas voulu procéder à l'opération totale qui aurait signifié officiellement la transformation de la politique. Évidemment, cette manière nette et rapide de procéder aurait été très favorable au relèvement de notre prestige à l'étranger, favorable par conséquent à la sécurité. Mais M. Chautemps avait épuisé ce soir-là sa faculté de sacrifice et sa réserve d'énergie. Les questions de personnes refirent leur apparition. Le président du Conseil allait-il exiler de la majorité les hommes avec lesquels il avait vécu en amis, qui lui avaient témoigné tant d'affection en le combattant, et qu'il avait jugé lui-même aussi cordiaux qu'incommodes? Allait-il donner solennellement congé au front populaire? C'était au-dessus de ses forces, et il n'a jamais eu cette pensée vigoureuse. Il s'est contenté de remettre la démission du Cabinet, sans provoquer le vote qui aurait cependant consacré le succès de son nouveau programme.

LES REVENANTS DE LA RÉVOLUTION

Toute la France apprit avec stupéfaction que M. Blum pouvait être appelé à former le ministère suivant. A vrai dire, cette nouvelle déconcertante se fit un peu attendre. Il fallut aux marxistes le temps de frapper d'exclusive la candidature de M. Bonnet, ministre des Finances. M. Bonnet avait le tort inexpiable de défendre le programme contraire à celui des socialistes, et le tort plus inexpiable encore d'avoir eu le courage ces mois derniers de déclarer que la gestion du cabinet Blum avait été castastrophique, que M. Auriol laissait les caisses vides et que les socialistes étaient incapables. Le public avait su gré à M. Bonnet de sa franchise. Les socia-

listes ne la lui avaient pas pardonné. Et ils ont saisi l'occasion de satisfaire leur rancune.

Les meneurs du front populaire, communistes et socialistes intransigeants, avaient un plan. Il s'agissait de reconquérir le pouvoir et en quinze jours de procéder aux principales réformes de structure. Projet qui paraît insensé, mais qui du point de vue révolutionnaire était défendable, et qui était redoutable par ses conséquences. Le programme de bouleversement bolchéviste et marxiste est arrêté depuis qu'au milieu de son ministère M. Blum a annoncé la pause. Pratiquement il a continué d'être appliqué. Mais l'enthousiasme avait disparu. Le rythme n'était plus le même. L'ivresse frénétique de juin 1936 était dissipée. Pourquoi ? Parce que la révolution s'était heurtée à la réalité, aux événements, à la nature des choses. Pour les besoins de leur cause, les meneurs s'en prenaient tantôt au fascisme, tantôt au capital, tantôt aux oligarchies financières. Mais ils savaient bien que ce n'était là que des prétextes. Ils savaient bien que s'ils étaient condamnés, c'était par le plébiscite des épargnants, des classes moyennes, et des éléments stables du pays, qui peut être dupé, mais qui ne l'est jamais très longtemps. Les socialistes passaient leur temps à jeter l'anathème sur les thermomètres : or ce ne sont pas les thermomètres qui causent la température, ils la révèlent. De même la tension des changes n'était pas une invention de la Bourse ni des journaux, qui se bornaient à l'enregistrer. Elle tenait à l'opinion que Londres, Washington, Amsterdam avaient du franc, et cette opinion était liée à la politique du front populaire.

Dans ces conditions, les dirigeants extrémistes savaient fort bien qu'un second ministère Blum échouerait comme le premier et plus vite. Mais leur idée était de faire en quinze jours le plus de travail possible, le plus de travail révolutionnaire bien entendu : nationalisation, contrôle des changes, suppression des libertés, essai d'État totalitaire et dictatorial. Évidemment en quinze jours cette aventure était terminée : le franc succombait, la paix était fort menacée, le cabinet marxiste était emporté par les événements. Mais que n'avait-il pas tenté ? Que de ravages ? Que de désorganisations et de ruines ? Les dirigeants pensaient que cette expédition valait la peine d'être risquée.

On a peine à croire que les pouvoirs publics l'aient considérée d'un œil aussi tranquille. Ce qu'ils jouaient en ces conjonctures, c'était simplement l'avenir de la France. Un nouveau ministère Blum aurait été un danger immédiat, non seulement en raison de la débâcle financière que son avènement risquait de provoquer, mais en raison des difficultés extérieures qui pouvaient surgir au lendemain de sa constitution. M. Blum n'en fut pas moins appelé à l'Élysée, et les circonstances de cet appel sont encore inconnues. M. Blum tenait-il à constituer un ministère ? Il avait de graves et douloureux soucis d'ordre privé qui ne l'inclinaient pas aux grandes entreprises politiques. Il connaissait en outre les énormes difficultés auxquelles il viendrait tout de suite se briser. Comment défendrait-il le franc ? Comment tiendrait-il les engagements de l'accord tripartite qui dans une large mesure liait sa politique financière à Londres et à Washington ?

M. Blum s'est tiré d'affaire tout de suite en déclarant qu'un ministère de front populaire était impossible. Aveu inattendu, mais bien intéressant pour l'avenir. Le chef du Cabinet marxiste révolutionnaire reconnaissait ainsi implicitement l'échec de la politique adoptée depuis deux ans et la nécessité de suivre une autre voie. Ce qui était plus inattendu encore, c'est que M. Blum s'offrît lui-même à prendre un nouveau chemin. A partir de ce moment, il a été évident que M. Blum accomplissait un rite de crise ministérielle et ne songeait nullement à constituer un Cabinet. Comment imaginer que M. Blum, chef du ministère de lutte de classes, héros de l'époque des masses au poing tendu, ennemi du capital, de la propriété, des traditions économiques et sociales du pays, fût désigné pour édifier cette combinaison magnifique qui consistait à peindre le front populaire en couleurs nationales ? Comment supposer que M. Blum ferait asseoir à la même table les partisans et les adversaires du contrôle des changes, les partisans et les adversaires des occupations d'usines, les partisans et les adversaires de la liberté du travail? Une pareille coalition aurait été absolument contraire à la raison et à la prudence la plus élémentaire. De Thorez à Reynaud, disaient les officieux qui vantaient le remède marxiste. L'opinion fort heureusement résistait. Il lui parais-

sait inadmissible que les communistes soumis à un pouvoir étranger fussent appelés dans les Conseils du gouvernement. Il lui paraissait plus inadmissible encore que des parlementaires du Centre fussent favorables à cette opération, qui consistait à transformer les incendiaires en pompiers et à confier le commandement du sauvetage aux responsables du danger. En quelques instants toutes ces imaginations se sont écroulées. L'heure de M. Chautemps était venue.

RETOUR AU RADICALISME

Ayant à peu près rompu avec les communistes dans la nuit oratoire du jeudi, M. Chautemps se croyait cinq jours après capable de ramener à lui les socialistes. C'était le rêve de beaucoup de radicaux, mais c'était l'effet d'une illusion. Nous avons sans cesse dit ici qu'il était vain de vouloir séparer les socialistes des communistes et qu'on n'y arriverait pas. Le mythe marxiste les unit. L'idée de révolution est un lien très fort. En outre, les socialistes redoutent l'organisation communiste et ne veulent pas perdre leurs électeurs en devenant trop opportunistes. La requête de M. Chautemps sollicitant la collaboration socialiste avait peu de chance d'être accueillie.

Mais il y avait une raison spéciale et supplémentaire le 16 janvier pour que les socialistes ne participent pas au ministère de M. Chautemps. Les militants ne pardonnaient pas à M. Blum son refus de constituer le Cabinet. Ils étaient tout déçus encore. Ils avaient espéré la formation du Cabinet marxiste destiné à durer quinze jours, mais à tout bouleverser, à imposer les réformes de structure, à donner des satisfactions substantielles au prolétariat. Cette entreprise romantique et périlleuse pour l'État leur plaisait. Si vives étaient encore les passions, quand les socialistes se sont réunis, que M. Blum et M. Paul Faure ont été battus et que M. Marceau Pivert a triomphé. Quinze jours auparavant, on aurait cru qu'un vote pareil était impossible. Ce vote a pourtant eu lieu. Défense a été faite aux socialistes de s'entendre avec M. Chautemps et de collaborer à l'œuvre du futur ministère, visiblement éloigné du programme primitif du rassemblement populaire.

Il ne restait plus à M. Chautemps qu'à former un ministère

tout radical. Ce qu'il a fait sans trop de peine. Il s'est même donné la satisfaction de garder M. Bonnet, symbole de la politique de défense du franc, de mettre aux finances M. Marchandeau, radical antimarxiste, et de conserver aux Affaires étrangères M. Delbos, dont Moscou souhaitait le renvoi. Ainsi on revenait à la vieille coutume des gouvernements radicaux, plus soumis à la maçonnerie qu'au socialisme. On revenait à l'antique formule des ministères radicaux vivant tantôt du soutien des socialistes, tantôt du soutien du centre. Singulière destinée du parti radical ! Après quarante années de domination électorale et d'exercice du pouvoir, il avait paru bien affaibli, bien compromis, bien privé de prestige et d'autorité. Beaucoup d'augures se demandaient si sa carrière, si confortable et si prospère pour lui, n'était pas près de finir. Il avait donné avec inconscience le spectacle de sa médiocrité et de ses incertitudes doctrinales. Il avait été indifféremment l'avant-garde de l'union nationale ou l'arrière-garde du front populaire. Il avait subi bien des revers. Et voici que, soudain, le destin lui offrait encore, dans des circonstances compliquées, une chance imprévue.

Que n'avait-il pas fallu pour en venir là ? Il avait fallu une révolution. Il avait fallu que le parti socialiste, qui vantait sa propre supériorité et ses vertus, se montrât de toutes façons au pouvoir inférieur à ses prétentieuses annonces. Il avait fallu que les socialistes fissent regretter les radicaux, jadis considérés comme indésirables. Ces jeux du hasard déconcertent les moralistes plus que les historiens, habitués à voir toutes choses évoluer contre les prophéties. Les origines des événements sont si complexes, les petites causes tiennent souvent une si grande place que les jugements les plus libres et les plus pénétrants peuvent être inexacts. Et puis il n'y a pas de fatalisme historique : les individus ont sur le cours des événements une influence souvent déterminante. Sans les hommes de Moscou, qui en sont les créateurs, il n'y aurait pas eu de front populaire. Sans M. Blum et sa passion révolutionnaire, la France n'aurait pas discerné ce qu'est le marxisme appliqué. Les radicaux, après deux ans de rassemblement populaire, ont paru capables de faire une halte dans la désorganisation. Aux plus sceptiques, ils ont semblé être le moindre mal.

Tout leur a donc été facile à la Chambre et au Sénat. Comme on ne savait pas ce qu'ils avaient dans la tête, ils avaient presque tout le monde pour eux, ceux qui craignaient et ceux qui espéraient. C'est une situation paradoxale que d'être adopté par des suffrages nombreux, mais ayant des sens contraires. M. Thorez n'attend pas de M. Chautemps les mêmes choses que M. Flandin, M. Blum ne conçoit pas la politique du ministère comme M. Reynaud. Mais en attendant qu'on sache quelque chose, tout le monde se précipite, sauf les nationaux qui se réservent sagement. Ainsi le nouveau Cabinet se sent environné de toutes parts. Ce n'est pas une majorité qu'il a vu se grouper autour de lui : c'est une cohue. M. Chautemps avait d'ailleurs évité avec soin d'encourager ou de décourager personne. Sa déclaration, le jour où il s'est présenté devant les Chambres, était aussi opposée qu'elle pouvait l'être au rassemblement populaire sans amener de rupture. Pour la faire excuser, les commentaires ont paru dirigés contre le centre, contre le capital, contre le patronat. Le tout a fait peu d'effet. Les phrases ne comptent plus. Les adresses et les subtilités parlementaires ont perdu tout intérêt. Ce sont les choses qui commandent. Et tout le problème politique aujourd'hui est indépendant des discours, des votes, des majorités : il est dans les actes et dans le résultat des actes.

La livre était à 150 francs et le dollar à 30 francs le jour où M. Chautemps a paru devant la Chambre. Comment compte-t-il s'y prendre pour maintenir le franc, pour rétablir la confiance, pour faire face aux échéances, pour assurer l'équilibre budgétaire ? Voilà la réalité. Le déficit de la balance commerciale, le ralentissement de la production, la fermeture d'industries, de commerces, de magasins qui ne peuvent plus supporter les frais résultant des lois nouvelles, voilà ce qui s'impose à l'attention après deux années de désordre. Les occupations d'usines, les menaces de grève dans les services publics, l'agitation dans les ports ne sont pas finies. Le gouvernement aura-t-il l'énergie de faire respecter la loi, et de prouver que l'autorité est rétablie ?

De même l'héritage diplomatique du cabinet Blum et du premier cabinet Chautemps est très lourd. L'absurde politique qui a abouti à éloigner l'Italie de nous a rendu parti-

culièrement préoccupantes toutes les questions touchant l'Europe centrale et la Méditerranée. La capitulation du cabinet Sarraut, le 7 mars 1936, lors de l'occupation militaire de la rive gauche du Rhin par Hitler, a été considérée par l'Allemagne comme une sorte de permission d'agir à son gré. Nul ne peut dire ce que médite l'Allemagne réarmée en Europe centrale, nul ne peut dire ce qu'elle compte inspirer à l'Italie dans la Méditerranée. Un effort intense d'armement, de production, d'organisation s'impose aux pays pacifiques. L'Angleterre l'a compris et s'est mise au travail. Chez nous, le travail était compromis par les lois sociales, et le ministère de l'Air en particulier était si mal géré que M. Chautemps s'est décidé à changer le titulaire. En ce domaine, comme au sujet des finances, on se demande : le gouvernement aura-t-il l'énergie de faire ce qu'il faut ?

Un ministère radical, en lui-même, ne préjuge ni le pire, ni le mieux. Les Français savent qu'ils ne doivent pas trop attendre. Mais ils savent aussi ce qu'ils veulent cette fois : c'est le salut de leur monnaie et c'est la garde de leurs frontières. L'État depuis deux ans a tout abandonné à la face des Français dont quelques-uns, hélas ! étaient consentants, dont le plus grand nombre était inconscient. Ce n'est pas parce qu'il y a un ministère radical que tout est sauvé. Le seul fait d'être radical ne donne ni des ressources, ni des armes. Mais le fait d'être radical permet à un ministère, s'il le veut, d'être patriote, de se dégager du marxisme, et d'agir pour l'intérêt français avant tout. S'il manque à sa mission, le Cabinet ne durera pas, parce que désormais l'opinion publique a le sentiment du danger et la volonté d'être gouvernée.

* * *

RICHELIEU ET LA RELIGION

II (1)

RICHELIEU ET SAINT-CYRAN

Tandis qu'à Poitiers Jansénius écrivait les lignes déjà citées et qui déclaraient si nettement sa rupture avec les « scolastiques » (« Je ne veux pas faire l'âne toute ma vie ») ; tandis que Descartes avait, à Poitiers, le rêve où lui était suggérée la révolution intellectuelle qui était une même rupture avec le même passé, toujours en 1620 et toujours à Poitiers, Duvergier de Hauranne, qui avait été nommé abbé de Saint-Cyran par l'évêque La Rocheposay, écrivait à Arnauld une lettre où se trouvaient tracées les grandes lignes de sa future activité religieuse et sociale : « Ce onzième d'août, entre dix et onze heures de nuit... » (Comparez le rêve de Descartes et, plus tard, le rêve de Pascal.) « ... Les grands sont si peu capables de m'éblouir que, si j'avais trois royaumes, je les leur donnerais à condition qu'ils s'obligeraient à en recevoir de moi un quatrième dans lequel je voudrais régner avec eux ; car je n'ai pas moins un esprit de principauté que les plus grands potentats du monde... Si nos naissances sont différentes, nos courages peuvent être égaux, et il n'y a rien d'incompatible que Dieu, ayant proposé un royaume en prix à tous les hommes, j'y prétende ma part. Cela irait très loin, s'il n'était après dix heures de nuit... »

Sainte-Beuve dit à ce sujet : « A cette heure de nuit, dans l'échauffement de la solitude, dans la présence lointaine d'un disciple soumis, il lâche son secret : cet homme qui a plus

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

d'ambition que le cardinal de Richelieu et qui, son opposé en tout, son rival, son rebelle dans l'ombre, n'en sera ni séduit ni intimidé, ni vaincu, il est trouvé (1). »

Sainte-Beuve y met quelque romantisme. Disons, plus simplement : à cette date précise, le siècle, qui se cherche encore, fait le premier geste de sa destinée : grandeur et faiblesse, force et modération, guerre et paix, autorité et fronde, unité et division, gallicanisme et ultramontanisme, édit de Nantes et révocation : il aura à choisir. Il saura choisir. Il saura surtout se limiter ; et ce sera *l'esprit classique*. L'embryon, à peine formé, s'est présenté à la main ferme du plus expert des opérateurs, ce Richelieu qui, en ce même moment, exilé à Avignon, écrivait le *Caput apologeticum*, expression de la méditation profonde qui lui dictait le programme de son action d'homme d'État. Par une volonté soutenue et la plus savante adresse, il accomplira ce programme, en se servant de la *raison* dans l'*ordre*, — accoucheur du plus bel enfant de France, le XVIIe siècle (2).

Il est impossible de faire un exposé, si abrégé soit-il, de l'histoire du jansénisme, ne fût-ce qu'à ses débuts. Toutefois, il est indispensable d'indiquer les faits qui se rapportent à l'action politique du cardinal de Richelieu en vue de préserver le royaume de nouvelles discordes religieuses et de maintenir la paix, si péniblement acquise par Henri IV et par lui-même.

De ce qui précède, il résulte qu'il connaissait, de longue date, l'un des deux pères du jansénisme, Saint-Cyran, et nous avons vu, d'après ce que rapporte Hardouin de Péréfixe, qu'il était loin de méconnaître la haute valeur intellectuelle et les vertus de l'ancien vicaire de Poitiers. Arrivé lui-même au pouvoir, il manifeste, à diverses reprises, le désir d'attacher Saint-Cyran à la cause royale ; mais il se heurte à une suite

(1) Voir Sainte-Beuve, *Port-Royal*, I, p. 286-287 ; et l'abbé Bremond, t. IV, p. 52.

(2) Parmi les rencontres si intéressantes en ce groupe poitevin, comment ne pas signaler celle qui aurait été à l'origine des *Pensées* de Pascal, si l'on s'en rapporte au renseignement donné, au cours d'une conversation, par le savant abbé Bridieu, mêlé à tout ce monde janséniste : « Pascal, dit-il, a fait ses fragments (les *Pensées*) contre huit esprits forts *du Poitou* qui ne croyaient point en Dieu ; il les veut convaincre par des raisons morales et naturelles. » V. Eugène Griselle, *Pascal et les Pascalins* (p. 6). Quelle piste pour les érudits poitevins ! Il est à remarquer que Filleau de la Chaise, qui écrivit la préface des *Pensées* de Pascal, était de Poitiers.

de refus où il y avait évidemment un parti pris, soit par un sentiment prononcé d'indépendance, soit pour d'autres raisons mal définies.

Un homme de grande moralité et de parfaite impartialité, le Père de Condren, nous donne l'impression produite par Duvergier sur ceux qui le fréquentaient quand il était encore à Poitiers. Le Père avait remarqué en lui « un rare savoir, une connaissance de la philosophie et de la théologie au-dessus du commun, une grande lecture des Pères, un esprit vif et laborieux; mais, parmi de telles qualités, un esprit écarté, grand amateur de nouveautés, un penchant excessif à la singularité ». Ajoutons ce trait, pris sur le vif, par un homme qui n'est pas suspect, Chapelain : « Son discours entrecoupé et sautelant et quelques raisonnements informes à demi expliqués ne me laissèrent pas convaincre qu'il fût un si grand homme qu'on le représente. » Il trouve du « creux à son affaire (1) ».

En somme, le trait principal de cette personnalité ardente, exceptionnelle, trait qui s'affirma tout le long de son existence, c'est l'orgueil. A divers indices soigneusement cachés, on pourrait reconnaître aussi, chez l'abbé, comme une certaine humeur à l'égard de Richelieu : peut-être celle de l'homme de cabinet en ce qui touche l'homme d'action, celle de l'homme d'une même carrière à l'égard de celui qui s'élève en s'en détournant (2).

A peine rentré au pouvoir, en 1624, Richelieu fit offrir à l'abbé, par l'intermédiaire de Bérulle, les fonctions d'aumônier et de confesseur d'Henriette-Marie, fille d'Henri IV, devenue reine d'Angleterre. Rien de plus honorable et de plus utile. Les affaires d'Angleterre allaient devenir l'une des plus hautes préoccupations de la politique française et de la religion en Europe. Saint-Cyran ne se laissa pas séduire. Lancelot

(1) P. Rapin, *Histoire du Jansénisme*, p. 94. — Et Georges Collas, *Jean Chapelain*, Perrin, 1912, in-8°, p. 70.

(2) C'est le cas de citer cette observation de Richelieu : « Il est difficile de témoigner comme cela se fait, mais il n'y a personne judicieuse qui ne discerne bien, sur le front des hommes, certaine impression de peine que la jalousie et envie grave à l'improviste en diverses occasions : un visage jaloux se resserre et lorsque la raison et l'avertissement qu'un homme se donne à soi-même le veut faire ouvrir, on reconnait clairement que la raison et la nature combattent ensemble. » *Maximes d'État*, N° LXXVI, p. 769.

a raconté que Richelieu vit Saint-Cyran à cette occasion et ne lui témoigna nul mécontentement de sa décision. Il l'aurait reconduit à travers les salles, disant à haute voix : « Messieurs, vous voyez là le plus savant homme de l'Europe ! » On dit aussi que le cardinal-ministre fit offrir à l'abbé plusieurs évêchés, en particulier l'évêché de Bayonne (1).

Ne ressort-il pas de tout cela qu'il y eut, chez l'abbé, de la surprise, de la gêne, en voyant que cet évêque de Luçon, avec sa figure pointue et sa nature sèche, avait réussi à dominer les « Principautés », réalisant ainsi, en pleine jeunesse, le rêve que lui-même avait caressé alors qu'ils déambulaient ensemble, dans la familiarité de l'évêché de Poitiers ? Qui pourra jamais peser le poids mort qu'une carrière comme celle de Richelieu traîne après elle, et qui s'attache à elle, comme suite de ses débuts modestes et mal compris ? A l'essor, la politique divisa ces puissants oiseaux sortis du même nid. Richelieu planait, mais n'oubliait pas, et on n'oubliait pas.

RUPTURE AVEC SAINT-CYRAN

Le premier point de rupture entre les deux hommes, les deux amis, semble remonter à la crise qui eut lieu lors de la maladie du Roi à Lyon, en 1630 (2). La question du Chapelet du Saint-Sacrement et de la Maison du Saint-Sacrement fut évoquée au chevet du Roi par Marillac, garde des sceaux. S'étant entendu avec la Reine-mère, Marie de Médicis, celui-ci se prononçait décidément contre la politique anti-espagnole et, disait-on, « anti-catholique » du Cardinal. Saint-Cyran venait justement de prendre à partie, avec la plus grande

(1) Voir, sur ces points, Abbé de la Ferrière, *Étude sur Saint-Cyran*, p. 63. Il convient de citer aussi, pour ce qu'elle vaut, l'*Historiette* de Tallemant des Réaux : « Le cardinal de Richelieu avoit dessein de faire une conférence pour engager les pasteurs protestants à se rallier au catholicisme. En cette intention, il jette les yeux sur l'abbé de Saint-Cyran, homme de grande réputation et de grande probité, pour le faire chef des docteurs. Saint-Cyran lui dit qu'il lui avoit fait beaucoup d'honneur de le croire digne d'être à la tête de tant d'habiles gens, mais qu'il étoit obligé en conscience de lui dire que ce n'étoit point la voie du Saint-Esprit, que c'étoit plutôt la voie de la chair et du sang (l'argent) et qu'il ne falloit convertir les hérétiques que par les bons exemples qu'on leur donnera. Le Cardinal ne goûta nullement cette remontrance, et ce fut la véritable cause de la prison de Saint-Cyran . » *Historiettes*. Édition Techener, t. I, p. 417.

(2) Voir *Histoire de Richelieu*, t. III, p. 243 et suiv.

violence, l'ordre des Jésuites en se jetant dans la querelle de l'Université de Paris et de l'épiscopat français à propos des affaires d'Angleterre. Or, Richelieu, nous l'avons dit, avait adopté, au sujet de cette difficulté, une attitude réfléchie d'équilibre entre les partis. C'était donc une véritable tempête qui se trouvait déchaînée contre ses vues et ses actes par les livres de Saint-Cyran : *la Somme des Écrits du Père Garasse* et, bientôt, le fameux ouvrage d' « Aurelius » qui, publié en 1633, déterminait le caractère du premier jansénisme, à savoir la discorde déclarée entre les théologiens français : jansénistes contre jésuites, bras étroits contre bras ouverts, avec les conséquences infinies que l'on pouvait prévoir en France, à Rome, en Europe.

Richelieu ne fit pas connaître, sur le moment, son sentiment. On dit même qu'il avait promis une récompense à qui lui révélerait le nom de l'anonyme *Aurelius* ; pour une raison ou pour une autre, il voulait être exactement renseigné.

La crise politique qui le séparait de Marie de Médicis et des Marillac était alors sa grande affaire, et elle se compliquait bientôt, comme on le sait, de la révolte de Gaston d'Orléans, envenimée elle-même par le fait du mariage de ce prince avec Marguerite de Lorraine en août 1632. Ici encore, nouveau sujet de rupture : Richelieu entend faire annuler le mariage qui réintroduit les « Lorrains », toujours dangereux et toujours attachés à l'Empire, dans la famille royale et au cœur des affaires françaises. On consulte les théologiens de marque ; on s'adresse à Saint-Cyran. Celui-ci, qui se dévoile alors, dit qu'il considère le mariage comme valable et refuse de se prononcer pour l'annulation.

Justement, le cardinal de Sourdis venait, en qualité de métropolitain, de proposer Saint-Cyran pour l'évêché de Bayonne. Richelieu ne refusait pas son assentiment ; mais Saint-Cyran fit savoir qu'il n'accepterait pas. Le ministre élève alors la voix : « Je m'en étais douté (1) ! »

Les positions étaient prises de part et d'autre. Elles aboutirent à la crise fatale, lorsque la politique du Cardinal se prononça pour les alliances protestantes et pour la guerre

(1) Voir, sur ces divers points, l'exposé des faits tel que le présente, au point de vue janséniste, le *Journal du chanoine Hermant*, publié par Gazier, t. I, p. 33, 67 et suiv.

contre l'Espagne. Il y eut alors une levée de boucliers de tous les théologiens qui, en Europe et même en France, étaient dans le sillage de la politique « espagnole ». On sait quel avait été le retentissement de l'*Admonitio* et du livre de *Sanctarellus*; et, maintenant, voilà que paraît l'ouvrage le plus violent qui avait été écrit à l'encontre de la politique du cardinal, le fameux *Mars Gallicus*, publié en Flandre, sur la demande du président Rooses et de l'archevêque de Malines. Or, il a pour auteur Jansénius !

Tout le passé de la France, l'honneur même du royaume et de la royauté française étaient ignominieusement traités, insultés tout au long de ce massif pamphlet. Aucune des races royales, les mérovingiens, les carlovingiens, les capétiens, n'échappaient à cette injure intarissable et bourbeuse. Tous et chacun, parmi les rois de France, autant de coupables, de criminels, d'usurpateurs, d'hérétiques, — alliés des musulmans, des protestants, — ennemis de la chrétienté dans tous les siècles. Louis XIII, leur digne successeur, est l'auteur « de tous les désordres, de tous les crimes qui ont désolé l'Allemagne » ; et encore, « à l'heure actuelle », il attaque la cause catholique et la catholique Espagne en choisissant pour alliés les Hollandais révoltés, les Suédois de Gustave-Adolphe et les protestants d'Allemagne !

Richelieu avait mille moyens d'être renseigné sur les concours et les amitiés que Jansénius rencontrait et rameutait en France, en particulier, le très cher ami du pamphlétaire, Saint-Cyran. Il savait que ces dangereux rêveurs étaient liés par une conjuration secrète que. dans leurs lettres (non ignorées de la censure), ils appelaient *Pilmot* et qui visait l'ordre religieux et l'ordre social en leurs bases mêmes. Au besoin, le capucin Père Joseph lui eût dit à l'oreille ces mystères de sacristie et de couvents. Il avait en main des preuves formelles de l'entente entre l'Espagne et tous les partis de l'opposition en France et il n'ignorait pas les tentatives de cette même Puissance pour renouveler les grandes discordes religieuses dans le royaume, jusqu'à intriguer même avec la protestante Angleterre contre la France (1).

(1) Ce point si important est apparu par la publication des lettres de Rubens, le peintre diplomate qui fut chargé en particulier de négocier avec les protestants de France et d'Angleterre : il reçut à Madrid l'ordre de se rendre en Angleterre et

Le Cardinal se trouvait donc en présence de l'adhésion apportée par Saint-Cyran à la cause de Gaston d'Orléans et de la Reine-mère, réfugiée en Flandre ; il savait que le même Saint-Cyran avait des entretiens avec son plus grand adversaire, familier de Marie de Médicis, le redoutable polémiste et grand insulteur, Mathieu de Mourgues ; il savait que la puissante famille des Arnauld avait aussi un plan politique qui était, en cas de mort du Roi, de chasser le Cardinal, de se rallier à Anne d'Autriche et à la « cabale espagnole » et d'obtenir, pour l'un des siens, la situation de précepteur du jeune Dauphin, le futur Louis XIV (1).

Et toute cette campagne se développait dans un demi-secret, facile d'ailleurs à éventer, aux couvents, aux églises, à la Cour, à l'armée, tandis qu'on était en guerre larvée ou déclarée avec l'Espagne, que les troupes espagnoles, sur la frontière des Flandres, allaient envahir ou venaient d'envahir le territoire français, « qu'entre le siège de Corbie et le siège de Hesdin », la France allait se trouver dans un des plus grands périls qu'ait connus son histoire et que les plus riches provinces du royaume, Poitou, Bourgogne, Normandie, refusant les impôts, étaient soulevées contre la couronne !

La personne royale, elle-même, était atteinte par cette audacieuse propagande française contre la France : un certain Père Séguenot, qui paraît avoir été en relation avec le Père Caussin, confesseur de Louis XIII, venait d'écrire un livre, *De la sainte Virginité*, où l'on attaquait, en particulier, cette

de se mettre en relations avec le protestant révolté, Soubise, qui était alors à Londres, mai 1629. « Le Roi, dit M. Gachard, dans son livre *Rubens diplomate*, avait fait remettre à Rubens, à son départ de Madrid, des lettres de change destinées à venir en aide à Soubise ; quelques jours après, ses ministres avaient signé avec Rubens un traité par lequel il s'engageait à payer à celui-ci, chaque année, trois cent mille ducats pour qu'il entretînt six mille hommes de pied et six cents chevaux qui agiraient en Provence, en Languedoc, en Dauphiné et ailleurs ; il lui assurait de plus une pension de quarante mille ducats et une de huit mille à son frère (Rohan). (Le traité est dans Dumont, *Corps diplomatique*, t. V, partie II, p. 582.) Rubens avait l'ordre de ne se dessaisir des fonds mis à sa disposition que si le gouvernement anglais donnait à Soubise les moyens de se procurer des hommes et des vaisseaux. » Voir Gachard, *Rubens diplomate*, p. 137-139 ; voir aussi *Correspondance de Rubens*, t. V, p. 86-87, et Gabriel Hanotaux, *Richelieu et Rubens* dans les *Chemins de l'Histoire*, t. I, p. 264 et suiv.

(1) Voir Vatin, *la Vérité sur les Arnauld* ; et *Catalogue de la Bibliothèque de Gabriel Hanotaux*, n° 206 : Étude sur le livre de Pascal et de Nicole : *l'Éducation d'un prince*, 1670. Il s'agit du jeune Louis XIV.

doctrine de l'*attrition suffisante* que Richelieu défendait fermement dans ses écrits épiscopaux (1). On avait fait passer l'ouvrage sous les yeux de Louis XIII et on avait évoqué, devant son âme de chrétien, les tourments de l'enfer. Richelieu relevait un à un les fils de cette trame enchevêtrée. Il s'écriait, en lisant le livre du Père Séguenot : « Mon bonhomme me le disait bien aussi (il s'agit du Père Caussin) ; il ne manquait pas de faire des actes d'amour de Dieu toutes les fois qu'il me confessait. » Cela voulait dire que l'accord de tout ce monde était ourdi contre lui, non sans quelque hypocrisie et tartufferie. Le confesseur Caussin avait été renvoyé dans son couvent. L'heure était venue de se débarrasser des autres. Le Père Séguenot et l'abbé de Saint-Cyran, les polémistes des deux camps, furent arrêtés, dos à dos, le même jour, 14 mai 1638.

SAINT-CYRAN EN PRISON

On peut se rendre compte, maintenant, des circonstances dans lesquelles Richelieu écrivit son livre : *la Perfection du chrétien*, et l'on voit pourquoi l'homme d'État, au plus tragique de sa destinée, — l'année de Corbie, — consacrait les heures trop rares de sa vie angoissée à ce livre où il scrutait le fond même du grand débat de conscience, nœud de sa politique et de la partie jouée par la France en Europe et dans le monde. Dans sa conscience comme dans ses actes, il est contraint de prendre position entre les deux doctrines, parce que la lutte acharnée qui s'engage entre leurs partisans menace la paix religieuse et morale du royaume. Ce n'est pas seulement le ministre qui pressent ce nouveau danger, c'est l'évêque, c'est le chrétien. Jamais, au cours des soixante années d'études consacrées à cette grande figure française, il

(1) Sur l'importance que prend, aux yeux de Richelieu, cette question de l'*attrition*, voir le récit donné par Godefroy Hermant, t. I, p. 82, d'un entretien de Richelieu avec le prince de Condé. Le cardinal aurait dit au prince, au sujet de Saint-Cyran : « Savez-vous de quel homme vous me parliez ; il est plus dangereux que six armées. Vous voyez mon catéchisme qui est sur la table, il a été imprimé vingt-deux fois. J'y dis que l'attrition suffit avec la confession et, lui, croit que la contrition est nécessaire. » Richelieu ajoute, d'ailleurs : « Et en ce qui regarde le mariage de Monsieur, toute la France s'étant rendue à mon désir, lui seul a eu la hardiesse d'y être contraire. » Doctrine et politique, telles sont, nettement exprimés, les deux mobiles de la décision prise à l'égard de Saint-Cyran.

ne nous a été donné d'approcher l'homme davantage et de le découvrir au dernier repli de son esprit et son âme.

Richelieu a dit à Hardouin de Péréfixe que, si l'on eût arrêté, dès le début, Luther et Calvin, on eût épargné bien des maux à l'humanité. Cette pensée est assurément celle qui lui fit prendre, en mai 1638, la résolution de faire enfermer Saint-Cyran à Vincennes. Mais l'intention du ministre était-elle d'aller plus loin et de sévir avec une rigueur absolue contre l'ami de sa jeunesse dont il avait reconnu, à diverses reprises, le mérite extraordinaire et les hautes vertus ?

Ces hautes vertus, ces qualités du cœur et de l'intelligence, proclamées à diverses reprises par Richelieu, qui ont séduit tant d'âmes nobles, qui ont orienté toute une élite rigide en ses mœurs et en ses pensers, ne seraient pas mises à leur place et l'homme serait méconnu si l'histoire ne s'élevait au-dessus de la querelle politique et théologique. On doit s'incliner devant des titres si respectables en les cherchant là où ils se sont manifestés, dans les entretiens, d'âme à âme, dans la prédication qui avait une si grande force de persuasion, et, surtout dans certains passages de ces écrits d'édification qui sont tellement au-dessus de toute littérature. Ainsi on peut donner une idée juste du prêtre qui fut, selon le mot de Sainte-Beuve, le *Directeur chrétien par excellence*.

Mais, il ne faut pas que ce voile, tissé de fils si brillants, cache un travail politique qui n'était pas beau. Disons, pour être juste, que le Cardinal prenait ses mesures à l'égard de l'homme de parti, non sans connaître et ménager le grand chrétien.

Une procédure par commissaires (c'était la manière du Cardinal) fut donc ouverte contre Saint-Cyran. Laubardemont fut chargé de l'enquête. Des hommes de haute autorité, l'évêque de Langres, Vincent de Paul et d'autres, furent interrogés. L'enquête n'aboutit pas. On dirait qu'une main puissante tient la sanction en suspens...

Ce qui est certain, c'est que des familiers du Cardinal vinrent, à diverses reprises, s'entretenir avec le prisonnier. D'abord, Chavigny, un ami intime, un homme de confiance s'il en fut. Saint-Cyran, qui le connaissait depuis Poitiers, ne se déroba point à ces approches qui cherchaient visiblement

un terrain de conciliation. Entrant dans l'intention bienveillante qu'on lui témoignait, il dit « qu'il n'avait aucune passion contre les Jésuites ; qu'au sujet du mariage de Monsieur, il avait évité de parler à aucun évêque de l'Assemblée, qu'il craignait de faire un refus à une personne à qui il devait un grand respect (Richelieu) ; que si on l'eût fait appeler, il se fût présenté à lui et la première chose dont il l'eût supplié eût été de lui permettre de détruire ces raisons que l'on proposait dans les écrits publics ; que, *hors les choses qu'il ne pouvait faire sans blesser sa conscience*, il eût voulu faire tout le reste pour lui obéir ». Il ajouta qu'il « avait beaucoup de vénération pour l'Église, pour les délibérations du concile de Trente, etc. ».

Mais quelles étaient ces choses qu'il ne pouvait faire *sans blesser sa conscience* ? Toujours la même difficulté de principe, celle sur laquelle s'était fait le départ entre les sectateurs de la voie étroite et ceux de la voie large : l'*attrition* et la *contrition*, la pénitence et la communion, — fréquente communion. » Ensuite, M. de Saint-Cyran répéta ce qu'il avait dit autrefois, que jamais Dieu ne donne l'attrition à quelqu'un qu'il veut sauver, qu'il ne donne ensuite la contrition, et qu'il l'avait lu ce jour-là dans saint Bernard. »

Cette conversation n'aboutit pas. Mais Richelieu ne la considère pas comme définitive. Le 29 avril 1640, il envoie auprès du prisonnier son propre confesseur, M. Lescot, docteur en Sorbonne. Saint-Cyran le reçoit, « non comme commissaire et son juge, mais comme un homme d'honneur et semblable aux autres qu'on écoute paisiblement quand il vient de la part d'une personne de la première considération, avec laquelle on n'a rien à démêler ». Lescot est chargé par le Cardinal de demander au prisonnier, s'il était vrai, qu'il était prêt, comme l'avaient répété quelques-uns de ses amis, de donner *quelque chose par écrit*. Donc, on en est à préciser les termes d'un accord. Cet écrit, Saint-Cyran ne le refuse pas. Il l'avait préparé. Il le met sous les yeux de M. Lescot et commence à le copier. Ce n'était rien autre chose qu'une adhésion assez vague aux décisions du concile de Trente. Sur ce qui s'ensuivit, donnons les termes mêmes du récit, transmis d'une plume janséniste : « Après qu'il eut écrit les deux ou trois premières lignes de cette déclaration, M. Lescot lui

dit un peu de paroles basses et entrecoupées, et pour lui témoigner, plus qu'il ne l'exprimait, *s'il ne voulait pas bien y mettre quelque chose de l'attrition et contrition* ; mais M. de Saint-Cyran lui réplique qu'il ne pouvait, qu'il n'aurait pas les rétractations, qu'il ferait tout ce qu'il pourrait, *sa conscience sauve.* M. Lescot vit bien qu'il n'y pouvait pas revenir, de sorte que, en se taisant, il le laissa achever... » Un autre entretien eut lieu avec le même M. Lescot, qui n'aboutit pas davantage, et le narrateur janséniste, Godefroy Hermant, conclut : « Ces belles apparences ne furent suivies d'aucun effet. »

La volonté d'accord de la part du Cardinal ne paraît pas douteuse. Il la manifesta plus nettement encore en envoyant sa propre nièce, la duchesse d'Aiguillon, visiter le prisonnier. On laissa entendre à celui-ci qu'il ne s'agissait nullement de rétractation comme le bruit en avait couru. Saint-Cyran releva vivement le mot en disant qu'il ne pouvait *se rabaisser* plus qu'il ne l'avait fait dans la lettre à M. de Chavigny.

Le livre de Jansénius, l'*Augustinus*, avait été publié aussitôt après la mort de son auteur, en 1640. Le survivant de la conjuration, du « Pilmot », ne pouvait maintenant se dédire et rompre avec le parti arrêté en commun depuis des années et qui avait engagé tout le groupe de Port Royal et de ses adhérents déclarés. Saint-Cyran resta inébranlable « sur la fermeté de son cœur » (1).

RICHELIEU AVAIT PRÉVU LES DANGERS DE LA QUERELLE JANSÉNISTE

Richelieu, d'autre part, avait-il dit son dernier mot lorsque la mort vint le surprendre ? C'est ici qu'apparaît, jusque dans son silence, la puissance de divination et l'autorité sur soi-même qui caractérisaient cet homme vraiment extraordinaire.

Il *voyait* les déchirements, les maux que le royaume et la royauté elle-même allaient subir, du fait de la querelle janséniste ; il connaissait l'âpreté des disputes françaises, surtout quand un certain idéalisme égaré les envenime ; il se figurait, d'après les origines, déjà si pleines de hargne, l'acharnement

(1) Voir, sur toute cette crise finale si émouvante, le récit copieux de Godefroy Hermant, dans son *Journal*, publié par M. Gazier, t. I, p. 100-130.

du duel futur, les blessures inexpiables affaiblissant les élites chrétiennes ; il devinait les consciences opprimées, les élans brisés, les enthousiasmes ravalés, la désunion dans l'Église et dans l'État, entraînant l'égarement des fidèles et même d'une partie du clergé, et cette séparation du bas clergé, du « second ordre », qui devait tant contribuer, par la suite des temps, à la Révolution et à la fin du Régime (1).

Ces suites funestes, Richelieu les avait vues, pressenties, considérées ; car l'imagination préventive est une des plus grandes parties de l'homme d'État. Il entendait y parer en vertu de la maxime *principiis obsta.* Ayant usé d'autorité à l'égard de Saint-Cyran, il avait cherché, en même temps, dans un parfait esprit de sagesse et de modération, un moyen d'accord entre les deux partis, sachant comme il faut traiter ces Français de prompt retournement et qui, selon sa parole déjà citée, « ne se tenant jamais au bien, reviennent si aisément du mal ».

Dès l'année 1630, il avait conçu le projet de fonder une *Académie théologique* où ces disputeurs se réuniraient et où

(1) Pour se faire une idée complète des ravages causés par la querelle au cours du siècle suivant, voir l'ouvrage si complet, *si fouillé*, de M. Préclin : *les Jansénistes du* XVIII*e siècle et la Constitution civile du Clergé. Le développement du Richérisme et sa propagation dans le bas-clergé*, 1713-1791. Gamber, in-8, 1929. On verra à quel point l'idée révolutionnaire était déjà développée par la querelle janséniste dans le bas-clergé dès la fin du règne de Louis XIV, par la lettre inédite ci-dessous, adressée par le régent Philippe d'Orléans à l'évêque d'Auxerre, le 18 juillet 1717.

A Paris, le 18 *juillet* 1717.

Monsieur,

Depuis la lettre que je vous ai fait écrire, par un des secrétaires d'État, je n'ai point perdu de vue l'importante affaire de la Constitution (la bulle *Unigenitus*) et j'ay cherché tous les moyens possibles pour la finir par les voies de douceur et de conciliation... Mais, afin que vous ne soyez pas troublé non plus dans le gouvernement de votre diocèse et que vos ecclésiastiques du second ordre se contiennent dans la subordination qu'ils vous doivent, j'aurai soin de donner les ordres nécessaires pour faire en sorte qu'il ne se passe rien dans le Parlement qui puisse blesser l'honneur et la dignité de l'Épiscopat, et qu'au contraire, vous y trouviez tout le secours et toute la protection que vous en pouvez attendre. Au surplus, s'il se trouve quelqu'un dans votre diocèse qui veuille en troubler le repos et se soulever contre votre autorité ou traverser, par des actes d'appel au futur Concile sans nécessité ou autrement, les mesures que je prends pour parvenir à la paix, vous n'aurez qu'à vous adresser à moi et j'y employerai le pouvoir souverain dont je suis dépositaire pour les réprimer et les punir.

Votre affectionné ami

Philippe d'ORLÉANS.

leurs polémiques s'épuiseraient en paroles, de même qu'il réglait les disputes des grammairiens et des rhétoriciens en enfermant les « quarante » dans son Académie littéraire (1).

Pourquoi ce projet n'a-t-il pas abouti ? Les théologiens se montrèrent-ils plus âpres que les hommes de lettres ? D'autres moyens d'accommodement se présentèrent-ils à la pensée du ministre ? Comptait-il arranger lui-même les choses par son autorité d'homme d'État théologien ? Les affaires de l'État, qui l'absorbaient en pleine guerre, le portèrent-elles à attendre la pacification du royaume par la victoire sur l'Espagne et sur l'Empire qui rabaisserait les cornes des séditieux de la doctrine ?... Il est permis de penser aussi, qu'ayant, dans les derniers mois de sa vie, cherché et à moitié obtenu un *modus vivendi* avec Saint-Cyran, il considérait la chose comme en assez bonne voie pour transmettre le soin de la conclusion amiable à Mazarin.

Mazarin, moins sûr de lui-même, non théologien, ayant à compter avec les entourages de « l'Espagnole », Anne d'Autriche, laissa dormir. Il n'avait nulle envie d'avoir une Fronde théologique comme il allait avoir l'autre. Saint-Cyran fut rendu à la liberté aussitôt après la mort de Richelieu.

Dès 1643, Arnauld faisait paraître le livre de *la Fréquente Communion* ; en réponse au libelle des Jésuites, il publiait la *Théologie morale des Jésuites*, les *Apologies pour M. de Jansénius, évêque d'Ypres.* En réplique à un traité du père Petau dédié à la Reine-régente, il dédiait à celle-ci son fameux livre : *De la Tradition de l'Église sur le sujet de la Pénitence et de la Contrition.* Et voilà que la théologie devient, comme l'avait prévu l'autre Cardinal, une affaire d'État. Arnauld dit, dans sa dédicace à la Reine : « Je ne doute point, madame, que Votre Majesté ne reconnaisse jusqu'où peuvent aller les conséquences de ce désordre et qu'elle ne voie sans peine que si ces maximes (celles des Jésuites) trouvoient quelque créance dans les esprits, l'Église seroit sans pouvoir, les pasteurs seroient sans crédit, les fidèles seroient sans assurance, que toute la chrétienté seroit dans le trouble et la division. »

Le feu était aux poudres. Les Jésuites remuaient ciel et terre : la Sorbonne, l'Université, la Cour, les consciences catho-

(1) Voir le projet de cette Académie théologique dans Avenel, *Correspondance*, t. IV, p. 76.

liques et Rome même. Pascal allait lancer le brûlot des *Provinciales* (janvier 1656). Le siècle était engagé dans la plus triste, la plus vaine, la plus insoluble des disputes au sujet des cinq fameuses propositions qui existaient peut-être et qui peut-être n'existaient pas : on n'en sait rien encore !

Richelieu avait écrit, en octobre 1635, à propos d'un autre désordre : « Une seule étincelle est capable d'embraser la plus grande ville du monde... Si l'on ne remédie aux factions, les étouffant dans leur naissance, lorsque leur commencement est si foible que ceux qui n'en connaissent pas la nature n'estimeroient pas qu'elles fussent à craindre, elles croissent et se renforcent de telle sorte en un instant, qu'il est, par après, impossible de résister à leur violence (1). »

La victoire se prononçait à l'extérieur, et Mazarin allait hériter de Rocroy. Mais, à l'intérieur, un nuage s'était levé. Le règne du Roi-Soleil, dans tout son éclat, sera obnubilé par les deux orages que Richelieu avait prévus et que sa sagesse eût voulu écarter : la querelle janséniste et la révocation de l'Édit de Nantes.

RICHELIEU ET L'ORDRE ECCLÉSIASTIQUE FRANÇAIS

Quand Richelieu était arrivé au pouvoir, la crise religieuse, née au XVIe siècle, tendait vers sa fin. Catholique, prêtre, évêque, cardinal, ministre du Roi très chrétien, il était dans l'obligation, — et le sérieux de son esprit lui en faisait un devoir (2), — de déterminer, par une profonde et continuelle méditation, les principes qui devaient diriger son action.

La lecture de ses livres, surtout de ceux qui ont été conçus et écrits dans les dernières années de sa vie, nous a permis d'entrevoir le fond de sa pensée religieuse : à l'égard du problème protestant, nous l'avons vu sage, prudent, tolérant, résolu à imposer l'unité nationale à un royaume encore divisé, mais, une fois ce résultat obtenu, prêt à se porter vers l'apaisement et travaillant à l'union des deux Églises.

(1) Lettre du 23 octobre 1635. *Correspondance*, t. V, p. 330.

(2) Cette gravité de l'esprit du cardinal frappe les contemporains. L'un d'entre eux cite parmi les *graves illustres*, le cardinal de Richelieu, et il dit : « Tous ces gens-là ont été extrêmement sérieux et doués d'une gravité majestueuse qui les rendait vénérables de prime abord. » Cité par Griselle. *Documents*, juillet 1912, p. 328.

En ce qui concerne ses sentiments catholiques, nous l'avons vu, plein de clairvoyance sur les dangers du jansénisme, s'efforcer de les prévenir par une sagace vigilance, même par l'exercice de l'autorité, étouffant à leur naissance des polémiques qu'inspiraient soit des initiatives orgueilleuses, soit des influences étrangères.

Nous allons voir cette même prudence le guider dans les affaires ecclésiastiques en général, dans l'amélioration des mœurs et de la discipline, dans la réforme des ordres monastiques, dans la position prise par lui à l'égard d'un certain parti épiscopal invoquant, avec une ténacité quelque peu antiromaine, les vieilles libertés de l'Église gallicane.

Reconsidérons d'abord les principes : il les expose lui-même dans ce *Testament politique* qu'il a laissé à la postérité comme legs de son expérience et comme défense de ses actes. Les deux premiers chapitres de la deuxième partie, écrits approximativement vers 1636, présentent une vive et frappante connexion entre l'inspiration religieuse et l'autorité de la *raison* : « Le règne de Dieu, écrit le Cardinal, est le principe du gouvernement des États ; et, en effet, c'est une chose si absolument nécessaire que, sans ce fondement, il n'y a point de prince qui puisse bien régner ni d'État qui puisse être heureux... Rien n'est plus utile à son établissement que la bonne vie des princes, laquelle est une loi parlante et obligeante (c'est-à-dire entraînant obligation...). La pureté d'un prince chaste (on voit qu'il s'adresse à Louis XIII) bannira plus d'impiété de son royaume que toutes les ordonnances qu'il pourra faire à cette fin... Il n'y a point de souverain au monde qui ne soit obligé, par ce principe, à procurer la conversion de ceux qui, vivant sous son règne, sont dévoyés du chemin de leur salut. Mais, comme l'homme est *raisonnable de nature*, les princes sont censés avoir, en ce point, satisfait à leurs obligations, *s'ils pratiquent tous les moyens raisonnables* pour arriver à une si bonne fin... » (Et ici on peut penser à Louis XIV qui crut devoir recourir à la contrainte en révoquant l'édit de Nantes.)

Cet appel si net à la *raison* amorce, pour ainsi dire, le chapitre suivant où l'autorité de la *raison* est mise en sa pleine valeur : « La *raison* doit être la règle de la conduite d'un État. La lumière naturelle fait connaître à un chacun

que *l'homme ayant été fait raisonnable,* il ne doit rien faire que *par raison,* puisque autrement il serait contre sa nature et par conséquent contre Celui même qui en est l'auteur... »

Au moment où ces lignes sont écrites, Descartes écrit le *Discours de la Méthode,* Corneille fait jouer *le Cid.* La pensée du ministre allait du même pas que le génie du siècle.

Le siècle était en marche. La France, comme il est arrivé souvent au cours de son histoire, reprenait, par une volonté spontanée, ce sens de la mesure qui lui est si naturel, et cela au lendemain d'une de ces crises d'égarement idéaliste qui lui sont propres également : « Ce peuple qui, durant une période de vingt années, avait lâché la bride à toutes ses passions, qui s'était abandonné à tous ses caprices, qui avait voulu, si j'ose dire, toucher à tout, goûter à tout; ce peuple qui s'était rué vers une liberté dont il n'était pas capable, qui avait introduit dans ses querelles intestines un étranger détesté, ce peuple se rassied soudain. Après tant de fantaisies, de folies et d'à-coups, il reprend un aspect grave, raisonnable, bourgeois. Il se range et même avec une nuance d'exagération. Désormais, il est tout à la raison, à la pondération, au sens commun, à l'ordre (1). »

Or, le fils des Richelieu et des La Porte avait précisément, dans son enfance poitevine, respiré cette atmosphère du siècle nouveau ; évêque de Luçon, il s'en était rempli les poumons dans les conciliabules de Notre-Dame de Poitiers, et il l'avait senti souffler, venant du pays tout entier, aux États généraux de 1614.

Près de Marie de Médicis, il avait mesuré la force active du catholicisme qui s'était maintenu dans toute l'Europe méridionale, qui avait accompli la tâche difficile de la contre-Réforme, qui avait soutenu la grandeur de l'Espagne et qui l'avait porté lui-même au cardinalat.

La restauration d'une France chrétienne était son premier devoir, mais sous la condition qu'elle restât la France du Roi très chrétien, du fils aîné de l'Église, de ces rois, les plus hauts défenseurs de l'Église romaine depuis Charlemagne, les rois des croisades, les rois de la France forte et indépendante.

Pour le soutenir dans cette pensée, il disposait, comme

(1) Gabriel Hanotaux : Théorie du Gallicanisme, dans *les Chemins de l'Histoire,* t. I, p. 153.

ministre, de la puissance héréditaire d'un des plus chrétiens parmi les rois chrétiens. A ce point de vue, le fils de Henri IV et de Marie de Médicis ne devait lui manquer jamais.

Fils d'un père qui, après s'être converti d'une volonté réfléchie, avait renoué avec Rome et rappelé les Jésuites, et d'une mère qui avait conclu les « mariages espagnols », Louis XIII, tout pétri de croyance catholique, entendait, cependant, ne rien laisser perdre de son droit royal. Le souverain qui prendrait La Rochelle et qui consacrerait son royaume à la Vierge par le fameux « Vœu de Notre-Dame », s'il ne tolérait autour de lui aucune impiété, ne se plierait à nul fléchissement.

Près du ministre, nous avons vu les entourages qui s'étaient rangés et alignés, en quelque sorte, pour le combat chrétien et catholique à la française : c'étaient, avec des prélats comme Du Perron, Retz, Bérulle (1), Sourdis et La Rochefoucauld, le Père Joseph, plus tard Sublet des Noyers, grand ami des Jésuites, Lescot qui devait être le confesseur et l'ami des derniers instants, l'abbé de Coursan, le Père Carré, les ecclésiastiques dévoués qui lui furent d'un si grand appui dans la campagne pour la réforme des couvents, Harlay de Sancy, secrétaire de la grande œuvre des *Mémoires*, ancien ambassadeur auprès des Turcs, expert en matière de missions et de « protectorat catholique » ; c'était enfin la nièce du Cardinal, cette duchesse d'Aiguillon dont la vie généreuse apparaît comme tellement au-dessus de l'injure dont on prétendit la salir (2).

(1) Pour se rendre compte de la façon dont l'entourage ecclésiastique se conduit au début, à l'égard du ministre cardinal, il est utile de donner ici une lettre inédite, conservée dans les archives personnelles de Richelieu et entre les mains de la famille, parmi les papiers du Cardinal, lettre qui lui est adressée par Bérulle, le 26 décembre 1624 : « Il y a un mois que je suis à Dijon où j'ai appris le changement arrivé. (Richelieu au pouvoir.) Il y a quelque temps que je regarde cette année comme une année d'accidents et de merveilles. Elle a bien commencé et de bonne heure et continuera peut-être, si on sait tirer profit de ce coup de justice et de miséricorde tout ensemble.... Je vous supplie très humblement me permettre vous représenter que le R. P. Joseph serait utile à Bordeaux en ces nouvelles rencontres ou à Paris, si on y revient. Si vous estes du même avis, il seroit bon de le tirer hors des pensées de la guerre contre les Huguenots, pour le présent ; car il y a autre chose à faire maintenant. Je ne crains que cela en Mgr le cardinal de Retz ; car je l'ai toujours vu affectionné au service du Roi, au bien de l'État et à la réunion des esprits séparés. » On appréciera ce conseil quelque peu hautain, mais toujours modéré, qui ne pousse en rien à la violence.

(2) Voir le livre de Bonneau-Avenant. Et le passage si précis sur elle écrit par Laurent Bouchet et publié par Griselle. *Documents*, juillet 1912, p. 319.

Et l'on ne peut oublier, sur cette liste, le nom du saint le plus saint et le plus français de tous les saints, « Monsieur Vincent », qui fut, pendant de longues années, membre du conseil de conscience du Cardinal et qui ne frappa jamais à la porte et à la bourse de celui-ci sans être entendu, secouru : M. Vincent qui, ami de Saint-Cyran, et après avoir reconnu en lui « un des plus hommes de bien que j'aie jamais vus », eut le courage de vaincre en soi-même la charité et de se prononcer contre son ami, quand il sentit, dans les thèses de celui-ci, le péché d'orgueil et le goût de l'hérésie ; M. Vincent dont la première fondation, l'œuvre des Missions, mère de tant d'autres, combattue par les curés de Paris, tenue en suspens à Rome, est finalement consacrée, le 12 janvier 1633, par la bulle *Salvatoris nostri* du pape Urbain VIII, conformément aux recommandations de Richelieu à l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège ; M. Vincent qui, fidèle à la mémoire du grand Cardinal, quand on eut décidé d'envoyer une mission pour évangéliser cette *Francia orientalis*, Madagascar, conquise une première fois par Richelieu, désigna, le 21 mai 1648, en mémoire de son maître, Charles Nacquart, jeune missionnaire de la maison du Cardinal (1) ; M. Vincent, enfin, à qui le Cardinal, par son testament daté du 23 mai 1642, avait fait remettre, « pour ses œuvres utiles au public », tout l'argent qu'il laisserait à sa mort, déduction opérée des autres legs faits, notamment au Roi (2).

Le courant du siècle enveloppait donc et poussait, si l'on peut dire, le Cardinal ; mais il fallait aussi que ce courant fût canalisé, dirigé, réglé : les grandes œuvres ont besoin, pour leur accomplissement, à la fois d'une élite et d'un homme.

LA RÉFORME DES MONASTÈRES

Il n'y a qu'un avis à ce sujet, l'état de l'Église catholique française au moment où Richelieu prenait le pouvoir était

(1) Voir Marthe de Fels, *Monsieur Vincent*, édition Gallimard, p. 81. Et tout le chapitre du *Vincent de Paul* de l'abbé Maynard, t. II, p. 210.

(2) Mme d'Aiguillon eut, avec Des Noyers, la charge de ce legs et mérita l'éloge du biographe du Saint : « Femme admirable, entre toutes ces femmes généreuses qui pullulent dans la première moitié du siècle et qui, après Mme de Joigny et Mme Le Gras, contribua le plus à toutes les intentions de saint Vincent de Paul. » P. 214.

lamentable (1). Nul témoignage plus formel et plus autorisé que la plainte du Souverain Pontife, renouvelée dans toutes les instructions adressées aux nonces et rédigées, pour la plupart, par le neveu du pape, Antonio Barberini, qui avait précédemment séjourné en France : « A dire le vrai, il n'y a eu, dans aucun autre pays, un plus grand dommage que celui qui est résulté, en France, du défaut de qualité et du manque d'aptitudes des prélats et des membres du clergé. L'ignorance générale jointe à de mauvaises coutumes ont eu pour suite des abus de toute sorte qui ont scandalisé les peuples et les ont portés vers le schisme et vers l'irrespect à l'égard du Saint-Siège... Les réguliers ne sont pas hors de reproches. Combien de monastères où les moines vivent sans clôture, livrés aux libertés du siècle, surtout dans les campagnes où ce spectacle cause un désordre auquel on ne sait comment porter remède (2) ! » Rome, bien entendu, a une tendance à rendre responsable de ces maux l'indépendance gallicane ; de même, d'ailleurs, que l'Église gallicane ne se prive pas de critiques à l'égard du monde romain. Quoi qu'il en soit, les faits sont là. Les débuts du règne de Louis XIII étaient, au point de vue ecclésiastique, une époque de désarroi, de querelles, de violences dont les excès ne purent être dominés, refrénés, que par la volonté et l'adroite conduite du grand ministre aidé des hommes dévoués qu'il avait su choisir (3).

Le détail de cette histoire ne peut être rapporté ici. Elle a été écrite, d'ailleurs, à des points de vue divers, dans l'abondante littérature consacrée à ce sujet. Nous rappellerons seulement quelques points saillants qui touchent à l'histoire générale du pays et qui permettent de pénétrer plus près du caractère et de la conduite du Cardinal.

Évêque de Luçon, orateur du clergé aux États généraux de 1614, il connaissait à fond tout le haut personnel : au fur

(1) Voir le troisième chapitre de la première partie du *Testament politique*, « qui représente le mauvais état où l'Église était au commencement du règne du Roi ». — Voir aussi dans *Histoire de Richelieu*, t. IV, chap. Ier, l'exposé de cette situation et le remède que la conversion de Henri IV commença à y apporter.

(2) Voir le texte des Instructions pontificales dans le Recueil de Leman. — Instruction à Bagny, 1627, p. 96 et suiv.

(3) M. Émile Magne, dans son piquant ouvrage, *le Plaisant abbé de Boisrobert*, a donné un tableau, pris sur le vif et vraiment rabelaisien, de la décadence des mœurs dans les abbayes et prieurés de Bourgogne, et des difficultés de la réforme (p. 345 et suiv.).

et à mesure des vacances, il le recrute avec un grand soin, tant au point de vue de la valeur morale que de la capacité épiscopale, non sans tenir compte, bien entendu, des sentiments politiques et du dévouement au Roi et à sa propre personne.

C'est un fait frappant que, dans le sentiment qui était le sien, de la qualité des hommes formés par l'Église, son intention avait été, au début, de confier aux évêques certaines fonctions de l'ordre laïc et particulièrement administratif. L'essai ne le satisfit pas. Mais il n'en eut que plus de soins de préparer, pour l'Église, de bons prêtres et de bons prélats. Mgr Degert a très bien montré, dans son *Histoire des Séminaires français*, que Richelieu fut le premier évêque qui ait fondé dans son diocèse un séminaire, le premier aussi à en remettre la direction aux Oratoriens (1).

L'ouest de la France et, en particulier, le diocèse de Poitiers, qui avait assisté à ses débuts, reçurent, durant toute la carrière du ministre, des marques renouvelées de sa bienveillance attentive. Par lui, la réforme de Saint-Maur fut introduite dans les monastères bénédictins avec le concours de l'évêque La Rocheposay, la réforme du Calvaire à l'abbaye de la Sainte-Trinité de Poitiers, etc. Dans son testament, il lègue soixante mille livres « pour entretenir à Richelieu vingt prêtres afin de s'employer aux missions du Poitou, suivant leur institut ».

Cette affaire de la réforme des ordres monastiques fut l'une de ses grandes préoccupations ; il conçut, à ce sujet, une doctrine et s'attacha à une pratique personnelle sur lesquelles on a porté des appréciations sévères et où la lumière ne s'est faite que très lentement. Car, là comme ailleurs, l'hostilité des adversaires du Cardinal a égaré l'histoire.

La grande pensée de Richelieu, conforme à celle du Souverain Pontife et conforme aussi au mouvement de l'opinion, était que la réforme des couvents était devenue indispensable ; mais l'on savait aussi que seule la plus ferme autorité pouvait l'accomplir. Le mal, sans cela, était incorrigible. L'abus des commandes, qui encombraient les maisons religieuses de personnages appartenant à la famille royale, aux familles prin-

(1) Cité dans Dom Paul Denis, *le Cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins*, 1913, p. 216. — Voir aussi *l'Oratoire à Luçon*.

cières et nobiliaires, aux favoris, l'attribution des bénéfices à des quémandeurs, souvent laïcs, parfois militaires, la mauvaise volonté égoïste et passionnée des « anciens » (*beati possidentes*) résolus à ne rien céder de leurs privilèges et de leurs jouissances, le tout opposait à la réforme des mœurs et de la discipline une porte d'airain.

L'expérience de ses premiers échecs avait appris au cardinal réformateur que le seul moyen de réussir était d'imposer aux récalcitrants, des abbés. des prieurs, des religieux, ayant déjà pratiqué spontanément la réforme dans d'autres ordres ou d'autres maisons. Telle fut sa manœuvre. Mais la lutte qui s'engagea entre les partisans des deux systèmes atteignit un tel degré de violence, allant jusqu'aux rixes à mains plates, qu'on dut recourir à des moyens d'exécution plus énergiques encore : le Cardinal, sollicité par les ecclésiastiques et les religieux animés de bonnes intentions, se fit attribuer à lui-même, par décision royale, les fonctions de chef des ordres ou des maisons dont les résistances paraissaient incompressibles.

Cette mainmise avait pour suite naturelle de lui attribuer le revenu des bénéfices et la disposition des ressources pécuniaires des établissements ; et une telle concentration permettait au Cardinal, — seule elle lui permettait, — d'employer, selon les besoins de la réforme, les ressources considérables des fondations. Une lettre circulaire, adressée par Richelieu lui-même, aux ordres intéressés, leur fait connaître ses intentions et sollicite, en même temps, le concours des bonnes volontés : « Le désir que j'ai de purger toutes mes abbayes des désordres et licences qui s'y sont glissés par le temps, m'en a fait rechercher les moyens les plus convenables, et n'en ayant point jugé de plus doux et utiles, pour la décharge de ma conscience et le salut des religieux qui sont sous ma charge, que d'y établir des Pères religieux réformés qui, par leur exemple, porteront les anciens à suivre les bonnes mœurs et l'observation de leur règle qui a été par eux négligée, cela m'a donné sujet, pour commencer une si bonne œuvre, de faire défense en tous les monastères qui dépendent de moi, de faire donner l'habit, ni recevoir des novices à faire leur profession, sinon en la forme que la font ceux de ladite réforme... Et, afin que le tout se fasse plus mûrement et que chacun de vous contribue

à l'exécution d'un si bon œuvre, j'entends qu'il soit dressé un Acte qui contienne tout ce qui se passera (au chapitre réuni pour entendre ses lettres) et particulièrement les avis de tous les religieux qui y assisteront, lequel on leur fera signer pour me l'envoyer afin que je puisse reconnoître leurs intentions et pour ceux qui se portent au bien que je leur veux procurer pour les remettre dans l'ordre et la voie que doivent tenir les vrais religieux. »

Il y avait bien, dans ce document, quelque pression ; mais le but relevé est incontestable et les formes mêmes sont respectées. Le Cardinal agit, comme toujours, en prenant pour guide la nécessité et la raison ; il suffit de lire, dans son *Testament politique*, le chapitre « De la Réformation des monastères »: « J'ai toujours pensé, ainsi que je l'estime encore à présent, qu'il vaudroit mieux établir des réformes modérées, dans l'observation desquelles les corps et les esprits pussent subsister aucunement à leur aise que d'en entreprendre de si austères que les plus forts esprits et les corps les plus robustes aient de la peine à en supporter les rigueurs. Les choses tempérées sont d'ordinaire *stables et permanentes* (n'est-ce pas tout son génie ?), mais il faut une grâce extraordinaire pour faire subsister ce qui semble forcer la nature (1). »

Grâce aux ressources dont il peut disposer, le Cardinal fait partout les dépenses nécessaires pour que les conditions morales et matérielles de la réforme améliorent le sort et la dignité de ceux qui l'auront acceptée.

Impossible donc de méconnaître la sagesse des vues du Cardinal et sa modération dans la façon dont il les applique. Et cependant, comme il se heurte à des intérêts et des passions de longtemps en éveil, cette ingérence, qui troublait la quiétude de centaines de couvents et de milliers de religieux (2), ne manqua pas de provoquer une soudaine et violente exaspération, — colère de moines et de troupeau ; — de là une polémique acharnée qui se manifesta par une floraison de ces libelles injurieux qui étaient alors les moyens de l'opposition : l'avarice du Cardinal s'emparait, disait-on, de la

(1) *Testament politique*. II[e] partie, section VIII.

(2) Rien que dans l'ordre de Cluny, les considérants de l'ordonnance du 18 décembre 1631 parlent de 600 monastères ; à Marmoutier, il est question de 120 prieurés. — Voir D. Denis, *op. cit.*, p. 82.

fortune ecclésiastique pour accroître son énorme fortune personnelle et pour subvenir à ses folles dépenses en bâtiments, en pompes, en représentations, en caprices tyranniques.

Et, naturellement, ces critiques enflammées se retrouvent sous la plume des historiens, amateurs de l'ouvrage tout fait. « Son Éminence y allait de bon train, écrit, de nos jours, l'un de ces bons religieux qui n'a pas pardonné ; on annule des décisions pontificales sans sourciller et on ne fait appel aux décisions de Rome que pour faire sanctionner les empiètements du Cardinal... Ces prétentions (il s'agit d'une pension de 30 000 livres attribuées au Cardinal par suite de la réforme accomplie sous sa protection à l'abbaye de Chezal-Benoît) étaient écœurantes. Le Cardinal, gorgé de pensions, dont les rentes prélevées sur les bénéfices ecclésiastiques montaient à un million et demi, extorquait des monastères endettés une somme considérable prise ainsi sur l'avoir de ces maisons. Beau moyen de rétablir l'ordre ! Mais Richelieu n'avait aucune vergogne quand il s'agissait de palper l'argent. »

Dom Denis, qui cite ce texte dans son excellente étude sur la *Réforme des monastères bénédictins*, l'accompagne d'un commentaire : il démontre, d'une part, que la somme des 30 000 livres était stipulée dans un arrangement qui la substituait à une somme de 160 000 livres que le Cardinal eût pu réclamer comme montant du revenu des abbayes dont il devenait le chef et que, d'ailleurs, ces 30 000 livres *il ne les toucha jamais* ; d'autre part, il établit que l'ensemble du revenu attribué à Richelieu, soi-disant « gorgé de pensions », au détriment des ordres monastiques, montait exactement à 274 653 livres, et non, comme on le répétait, à plus d'un million de livres.

Nous reviendrons sur la question de la fortune personnelle de Richelieu et sur l'usage qu'il en fit, soit au cours de son existence, soit par ses dispositions testamentaires. Mais en ce qui touche spécialement le revenu des bénéfices ecclésiastiques, il n'est que juste de l'entendre lui-même. La rumeur infâme ayant été colportée jusqu'à Rome, le Cardinal écrivait, pour être mis sous les yeux du Souverain Pontife, une lettre portant la déclaration la plus nette : « Si le Pape est bien informé, il saura que je ne prends pas les bénéfices pour en profiter, mais bien pour tirer les couvents de leur ruine et les

mettre en état d'une bonne réforme. » Telle est la vérité, et on peut l'en croire. Sainte-Beuve dit avec force : « Il n'est pas homme à retenir et à accumuler, à la manière d'un bon trésorier et d'un bon économe, les gouvernements et les charges ; il aime mieux les distribuer aux autres. Il y a du roi autant que du ministre en lui. » Langage digne de l'histoire !

Que faut-il penser, cependant, de la position prise par le Saint-Siège au sujet de la réunion de plusieurs ordres ou établissements ecclésiastiques sous l'autorité de Richelieu ? Il est certain que Rome traîna en longueur si longtemps que, sans refuser, elle évita de se déclarer en faveur de l'autorisation sollicitée avec insistance par le ministre de Louis XIII.

Mais, ici encore, l'histoire doit se référer à une documentation précise. Il est hors de doute que cette attitude de la Cour pontificale tenait uniquement à l'opposition ardente et intraitable des deux grandes Puissances catholiques qui avaient Rome sous leur influence, l'Espagne et l'Autriche. Cette opposition ne devint que plus acharnée quand la guerre eut éclaté entre elles, la France et ses alliées. Plusieurs des Ordres visés avaient des maisons dans les pays hostiles à la France et l'autorité que Richelieu pourrait prétendre sur ces ordres risquait d'avoir de graves conséquences, en particulier si elle cherchait à s'étendre jusque sur la Compagnie de Jésus, si puissante à Rome. Il ne s'agit plus ici d'une question de gros sous : c'est la politique internationale dans son ensemble qui est en cause. Nous allons y revenir.

Mais, pour en finir avec cette mesquine querelle montée contre la personne et contre la mémoire du Cardinal, et pour conclure en ce qui concerne la réforme monastique telle que sut l'entreprendre et la réaliser, du moins en partie, le cardinal de Richelieu, qu'il suffise de citer ici le jugement de l'historien le plus récent, le mieux informé et le moins suspect sur la matière, Dom Denis : « Libre à certains historiens de reprocher à Richelieu ce qu'ils appelleront une intrusion et un abus de pouvoir : pour nous, nous ne pouvons nous défendre d'un vif sentiment d'admiration pour l'inlassable activité du grand ministre, sa constante et universelle vigilance, son respect de l'autorité régulière, sa préférence incontestable pour les procédés de douceur, et, par-dessus tout,

son désir pieux et sincère d'une durable réforme des ordres religieux (1). »

L'AMORTISSEMENT DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

En ce qui concerne les relations de Richelieu avec l'ordre ecclésiastique, on ne peut passer absolument sous silence une autre critique très violente dirigée contre lui par l'un de ses collègues en l'épiscopat, qui fut, d'ailleurs, un de ses adversaires déclarés, Montchal, archevêque de Toulouse, président de l'Assemblée du clergé en 1640, reproche qui a été repris, de nos jours, par M. Jean Tournyol du Clos dans un ouvrage plein d'érudition : *Richelieu et le Clergé de France. — La question des amortissements* (2).

C'est une vieille querelle, et où la responsabilité de Richelieu ne peut se séparer de celle de la royauté française. De tout temps, et, en tout cas, depuis le règne de François Ier, les finances royales ont réclamé, sur les biens ecclésiastiques, le droit d'amortissement qui frappait tous les biens de mainmorte dans le pays. Entre légistes et ecclésiastiques, la querelle ne s'apaisa jamais et elle n'aboutit même pas à l'une de ces transactions, acceptées de part et d'autre, où les thèses contraires se rapprochent et s'accordent dans le silence.

Fisc contre contribuable, lutte éternelle. Le clergé, ordre privilégié, entendait ne contribuer aux services de l'État que par des dons volontaires : mais, dans les circonstances extraordinaires, et notamment en cas de guerre nationale, la royauté réclamait des paiements exceptionnels et, au besoin, les imposait.

Comme la France était en guerre avec la maison d'Espagne-Autriche et, qu'en 1635-1636, la prise de Corbie l'avait exposée à un péril vital, Bullion, ministre des Finances, invoqua, selon la tradition, l'exercice du droit royal : « Le Roi, comme souverain sur tous ses sujets, écrivait le financier, a droit de faire contribuer tous les ordres du royaume aux dépenses de la guerre. Suivant laquelle maxime, la noblesse, les officiers et le reste du Tiers-État ont supporté de grandes

(1) *Op. cit.*, p. 215.

(2) Jean Tournyol du Clos, un vol. in-8°, ouvrage non terminé ; Giard et Brière, 1912.

dépenses et d'extraordinaires levées, tandis que le clergé a été épargné... Comme aîné, il doit contribuer plus puissamment; à quoi il est d'autant plus obligé que les biens immenses qu'il possède procèdent de la couronne et des gratifications de nos rois, et que leur particulière conservation dépend de la sûreté générale du royaume... »

Sans entrer dans des détails, perdus dans le maquis de la procédure, disons seulement qu'un édit royal de 1639, ayant fait observer qu'on avait négligé de percevoir le droit d'amortissement dans des temps meilleurs, finalement demandait au clergé un concours de cinq à six millions de livres. Ce chiffre, auquel on s'arrêtait après de longues discussions, paraissait des plus raisonnables au Roi aussi bien qu'au Cardinal : le droit d'amortissement étant légal, on eût pu exiger des sommes beaucoup plus élevées. En un mot, on transigeait, ce qui permettait au Cardinal d'écrire en ce même temps, dans son *Testament politique* adressé à Louis XIII, « que la guerre a été soutenue depuis cinq années, sans prendre les gages des officiers, sans toucher au revenu des particuliers *et même sans demander aucune aliénation des fonds du clergé*, tous moyens extraordinaires auxquels vos prédécesseurs ont été obligés de recourir en de moindres guerres (1) ».

Les choses, en fait, ne s'étaient pas arrangées. L'édit de 1639, qui revendiquait « le droit du Roi », fut porté devant l'Assemblée du clergé de 1640, réunie à Mantes, et qui fut présidée par Montchal que l'on savait intraitable. L'Assemblée soutint son président dans le refus de payer, si bien que le Roi, conseillé par son ministre, pour avoir le dermier mot, fit expulser de l'Assemblée l'archevêque de Toulouse et quelques autres récalcitrants.

En présence de ces difficultés et la caisse étant vide, la finance dut parer à des nécessités urgentes ; ce fut l'origine de la « taxe des aisés », du fameux *sol pour livre* (promulgué le 28 décembre 1640) ; en un mot, d'autres contribuables, déjà surchargés, furent contraints de payer ; par suite, des émeutes graves, des misères affreuses, accablant le peuple et le royaume entier, et qui ne contribuèrent pas peu à l'impopularité qui frappa la mémoire de Richelieu. On ne prati-

(1) *Testament politique*, chap. Ier.

quait pas, alors, la politique des emprunts à fonds perdus, qualifiés de « perpétuels » ; il fallait régler les comptes sur chaque budget annuel. On faisait la guerre au jour le jour et par petits paquets ; mais elle durait trente ans !

L'affaire de l'amortissement se noya dans la misère du temps et du régime. Quant à Montchal, il répandit sa colère dans ses *Mémoires* sur le Cardinal, qui n'en pouvait mais, et sur M. de Bullion. L'histoire, qui sait que les deux hommes allaient de l'avant, ayant dans les yeux la vision de Rocroy, n'a pas à s'appesantir sur cette vilaine querelle.

LA QUESTION DU GALLICANISME

Indiquons, enfin, un autre sujet où le rôle de Richelieu a été assez mal compris et expliqué par l'histoire : il s'agit de la fameuse querelle, non moins périmée, des *Libertés de l'Église gallicane*, mise sur le tapis, alors, par le fameux livre du syndic de la Sorbonne, Edmond Richer.

Elle avait été agitée, comme on le sait, depuis des siècles, et il ne peut être question d'en présenter ici même un simple exposé (1). Rappelons seulement qu'il y avait, de tradition, en France, un gallicanisme épiscopal, un gallicanisme parlementaire et un gallicanisme royal. C'est, en particulier, au sujet du gallicanisme épiscopal et du gallicanisme royal que Richelieu eut à prendre position. Il le fit dans un esprit d'apaisement et de conciliation qui contribua grandement à panser des blessures qui s'étaient envenimées à la suite de la publication du docteur Richer. L'ouvrage, qui parut au début du XVIIe siècle, — plusieurs fois réimprimé, expliqué, commenté au cours du règne de Louis XIII, — avait soulevé une des plus violentes crises d'opinion qu'aient connues ces temps tourmentés.

Richer, en réponse à certaines publications émanant d'un groupe de théologiens romains, propagandistes de l'infaillibilité pontificale, s'était attaché à démontrer les points suivants :

(1) Voir les deux ouvrages suivants consacrés à cette question : Gabriel Hanotaux, *Études historiques sur le XVIe et le XVIIe siècle en France. La contre-révolution religieuse au XVIe siècle*, Hachette, in-12 ; et *Théorie du Gallicanisme*, Introduction au premier volume des *Instructions données par les rois de France à leurs ambassadeurs auprès du Saint-Siège*, Alcan, in-8.

que l'Église est à la fois un État monarchique, institué pour une fin surnaturelle et spirituelle, « tempéré par le souverain pasteur des âmes, Notre Seigneur Jésus-Christ », et un gouvernement aristocratique, « le plus excellent de tous et le plus convenable à la nature » ; que la monarchie absolue, que certains théologiens prétendent établir dans l'Église, est contraire à la loi de Dieu et à la fin de la société ecclésiastique ; et, enfin, que le pouvoir que l'on veut donner à l'Église sur le temporel des princes est contraire à la loi naturelle (1).

En somme, la thèse de Richer exprimait le sentiment du gallicanisme épiscopal qui réservait au Concile universel une autorité supérieure à celle du Pape et celui du gallicanisme royal qui refusait au Pape une autorité quelconque sur le temporel du roi de France. Le débat se perpétuait surtout par suite de la non-acceptation ou de l'acceptation mitigée, par la France, des décisions du concile de Trente. C'est le heurt d'idées que nous avons déjà vu se produire lors de la publication du livre de Sanctarellus.

La violente polémique qui s'engagea à l'apparition du livre de Richer, et à laquelle prirent part la Sorbonne, le Parlement, l'opinion et une nuée de libellistes qui ne manquait pas de s'abattre sur telles matières à discussion en ces temps que nous croyions condamnés au silence par l'absolutisme royal (2), cette polémique fut encore envenimée par les publications, en 1639, du traité de Dupuy sur les *Libertés de l'Église gallicane* et par l'ouvrage du grand doctrinaire, Pierre Marca, sur *la Concorde du Sacerdoce et de l'Empire*, paru en 1641. Pour nous rendre compte de la difficulté en présence de laquelle ces discussions mettaient la couronne et ses conseillers, il faut bien réfléchir à ceci que la France entendait rester catholique et, par conséquent, attachée à Rome et au Souverain Pontife, mais que, d'autre part, elle

(1) Voir, pour l'analyse beaucoup plus détaillée de l'ensemble de la doctrine : Dupin, *Histoire ecclésiastique du* XVIe *siècle*, t. I, p. 400 et suiv., en contrôlant par les *Mémoires chronologiques et dogmatiques* du R. P. d'Avigny, année 1638, t. Ier.

(2) Il n'est pas sans intérêt de faire observer que la liberté de la presse, sur les sujets les plus délicats au point de vue religieux et même politique, était affirmée, proclamée, vantée comme remontant à Henri IV lui-même. Bérulle écrivait, en publiant son *Traité des Énergumènes* : « Le droit de traiter cette question ne me sera pas dénié en cette saison de liberté, fraîchement établie en la France, pays libre s'il y en eut oncques, puisqu'un ancien (Tacite) a dit : *In civitate libera, liberam esse linguam opportere.* » — *Traité des Énergumènes*, Préface, p. 8.

était résolue à garder son indépendance nationale et sa pleine autonomie politique à l'égard des Puissances, même catholiques, qui prétendaient exercer sur Rome une autorité exclusive. N'avait-on pas vu, au moment où les haines religieuses avaient fait du territoire français leur champ de bataille, l'invasion espagnole pénétrer jusqu'à Paris et réclamer, comme condition de la paix et gage de leur domination, un changement de dynastie ? N'avait-on pas vu le Pape se prononcer contre l'accession au trône de l'héritier salique, le Bourbon ? N'avait-on pas vu, alors, se dresser contre Rome, dès l'année 1589, trois ans avant la conversion de Henri IV, près de cent évêques français ? De telle sorte que l'avènement de la nouvelle dynastie n'avait pu se réaliser que par le fait de cette énergie épiscopale et gallicane, s'appuyant sur le droit traditionnel de la France.

La question avait-elle été réglée par l'avènement de la dynastie à laquelle s'était ralliée l'unanimité de la nation ? Nullement. Le parti catholique européen n'avait pas renoncé à maintenir la doctrine ultramontaine en ce qui concernait l'autorité du Saint-Siège sur le temporel des souverains. Après la mort du roi Henri sous le poignard de Ravaillac, l'Italienne Marie de Médicis étant devenue régente, cette même revendication s'était développée, à Rome, avec la plus dangereuse recrudescence. Les ordres religieux nouveaux, chargés spécialement, depuis le concile de Trente, de la défense des droits du Saint-Siège, avaient inauguré, en Europe, deux modes d'action adaptés plus efficacement aux nécessités nouvelles : d'une part, un grand effort pour saisir l'influence directe sur les princes et les élites en s'approchant de leur conscience par le confessionnal ; d'autre part, le déploiement extraordinaire, auprès des masses, d'une campagne de prédications, de publications, et surtout la mainmise sur l'enseignement. Henri IV, maître de lui et victorieux, ne s'était pas opposé à cette double activité qui, l'autorité royale étant reconquise, pouvait devenir un double bienfait ; mais, après sa mort, le pouvoir s'était trouvé momentanément affaibli dans le royaume en même temps que la puissance française en Europe.

Dans la Valteline, à Mantoue, en Lorraine, sur les frontières allemandes, espagnoles, italiennes, partout on se heurtait à des prétentions et même à des offensives menées en

pleine paix ; partout ces revendications se réclamaient des intérêts catholiques et de la politique pontificale. Sur toutes les frontières du royaume, on travaillait à cet encerclement germano-espagnol qui sera toujours le péril majeur pour la France.

La guerre, qui avait tenu la France sous le couteau quarante années, au temps des Valois, fils de Catherine de Médicis, jusqu'aux victoires de Henri IV, éclate de nouveau, de même que n'avons-nous pas vu, de nos jours, les survivants de 1870 assister à la guerre de 1914 ?

Dans un siècle comme dans l'autre, ils revoient ce qu'ils ont vu : la frontière forcée, les armées défaites, les Flandres et la Picardie envahies, le pays rançonné, Paris à la merci d'un assaut, d'une surprise ennemie ? Les flottes espagnoles sont maîtresses des deux mers ; elles occupent les îles de Lérins et débarquent leurs soldats sur la terre ferme, à Cannes. Partout l'ennemi : à Gênes, à Perpignan, à Fontarabie. La famille royale est, une fois encore, insurgée contre le Roi ; Marie de Médicis, Gaston d'Orléans s'unissent à cette maison de Lorraine qui, appuyée sur l'Empire, a été, durant un demi-siècle, la rivale de la dynastie des Bourbons. Qui donc est visé, sinon ce jeune Roi, le fils de Henri IV, Louis XIII ? Qui donc tient à la gorge l'unité française, sinon cette Europe impériale, allemande et espagnole que Rome a toujours soutenue et qu'elle soutient encore ?

Et voici que des docteurs romains, flamands, français même, plus ou moins avoués ou désavoués, ont repris la polémique inlassable contre le droit royal et gallican, drapeau intangible des libertés françaises ! L'Université, la Sorbonne, le parlement, l'opinion, le clergé lui-même s'émeuvent. Laissera-t-on cette nouvelle Ligue se dresser dans le royaume, gagner les chaires, les confessionnaux, les conciles, les facultés, les groupes, les ambitions, la Cour ? La laissera-t-on ébranler, renverser le trône royal ? Qu'ont donc fait nos rois très chrétiens pour attirer contre eux les atroces calomnies propagées par ces libelles venus de l'étranger ou inspirés par lui ? Comment notre jeune roi, Louis, fils du roi Henri restaurateur de la catholicité en France, ne se lèverait-il pas, quand il sent en son flanc ces atroces blessures que lui font les siens, sa propre famille, ses sujets, les partis... et Rome ? Quels

conseils, ses conseillers, interrogés par sa propre colère, vont-ils lui donner ? Il se tourne vers eux (1).

Edmond Richer a écrit son livre. La question est posée en public. Richelieu prélat, ministre, est appelé à se prononcer.

Nous avons dit ses premiers actes, depuis « le mariage d'Angleterre » jusqu'à la prise de la Rochelle. La Rochelle étant abattue, il en revient à la politique de Henri IV, se tourne contre l'Espagne et s'approche des alliances protestantes. Où va-t-il ? Que prétend-il ? Qui trompe-t-il ? C'est lui, maintenant, qu'on accuse ! Sa manœuvre est trop claire ; il n'a qu'une pensée : se maintenir au pouvoir, étouffer les scrupules du Roi, se constituer en patriarche de l'Église gallicane, avec autorité entière sur l'épiscopat, mettre la main sur la fortune ecclésiastique, acceptant même le risque d'un schisme. C'est lui qui soulève les défenseurs de ces fameuses libertés de l'Église gallicane si notoirement anti-romaines. Accusations des pamphlétaires reproduites à satiété par l'histoire.

En réalité, gardien de la cause dynastique et de la cause française, il a présents à l'esprit les maux affreux qui ont déchiré le royaume au temps de sa jeunesse, les coups désespérés qui ont frappé les deux Henri. Il pense aussi, bien entendu, à lui-même, c'est-à-dire à l'exercice du pouvoir et à sa vie : une crise ministérielle s'est déjà accomplie sous ses yeux par l'assassinat du maréchal d'Ancre. Comme les rois eux-mêmes, il vit, sous le poignard des assassins : Chalais, Ornano, Marillac, Chateauneuf, Gaston d'Orléans, Montmorency, Soissons, tous violents, tous risqueurs, tous dans la main de l'adversaire — l'Espagne !

Un souci mortel l'accable : il est seul, et l'on attend tout de lui ! Sa décision, son conseil ? Que conseillera-t-il ?

Sa méthode politique, si différente de celle que les pamphlétaires, et l'histoire à leur suite, lui ont attribuée, nous la connaissons maintenant. Selon ses propres maximes, « il marchera à pas de laine et de plomb » ; il gagnera le but, « comme le rameur, en lui tournant le dos ». Il ne manquera, certes, ni de

(1) Sur les mouvements profonds qui agitent le royaume et sur la colère du Roi en présence de ces dangereuses polémiques, voir, pour le détail, le livre très nourri de M. Victor Martin : *le Gallicanisme politique et le Clergé de France*, 1929, in-8°, notamment p. 234 et suiv.

clairvoyance, ni de fermeté, ni d'autorité, ni de sévérité; mais il tempérera le tout par une adresse, un savoir-faire, une modération qui le maintiendront toujours dans un parfait équilibre pour gagner l'apaisement par la raison et l'unité par l'union.

Nous l'avons déjà vu prendre une telle attitude dans cette ennuyeuse affaire de Sanctarellus ; elle lui a servi d'avertissement ; il ne se découvrira plus, il s'enfermera dans le secret de sa grandeur conquise désormais et où si peu sont admis. Assuré du Roi, — non moins ulcéré que lui-même, — il mettra en avant ces habiles et fidèles agents dont il a su s'entourer : ce prodigieux Père Joseph, ce doux et séduisant Lescot, cette adroite duchesse d'Aiguillon, au besoin ces intimidants Laffemas, Laubardemont. Par une savante longanimité, par ces longs silences qui tiennent en suspens l'inquiétude, par une constante surveillance, il laissera se découvrir les faiblesses et les trahisons mutuelles de ces adversaires sans vergogne, sans ressources et sans tête, et il les verra se précipiter d'eux-mêmes aux pièges qu'il a tendus sous leurs pas. Il ne se découvrira pas ; il ne se prononcera pas, précisément puisqu'il est sommé de se prononcer. Richeriste avec Richer, parlementaire avec Molé contre les agités du parlement, enfermant Saint-Cyran à Vincennes et lui offrant le pain et le miel de la capitulation, jésuite s'il le faut avec les jésuites, tous les moyens lui seront bons et, sur son lit de douleurs, dans les colloques de Tarascon, sur le bateau qui remonte le Rhône, agacé par le bourdonnement de ce futile Cinq-Mars et de sa bande, qui ne l'emporteront pas en Paradis, veillant à tout, soutenant de son geste ferme ou enjôlant de ses promesses fructueuses, corrupteur de ces faciles corrompus (tel Henri, prince de Condé), il arrivera à ses fins dont le but est clair comme la sagesse et la vérité : ne pas rompre avec Rome, mais ne pas se subordonner à une politique romaine qui ferait le jeu des adversaires du royaume ; tenir bien en mains une France gallicane et royale, mais nullement divisée de Rome, plutôt se présentant comme appui présent et futur à la fois des libertés germaniques et des libertés romaines.

Pour tout résumer, et sans entrer dans l'exposé impossible des rapports multiples du Cardinal avec les hommes, avec les choses, avec les opinions, avec les passions, qu'il

suffise de rappeler les faits capitaux et les grandes lignes.

Accablé par les soucis variés, et se renouvelant les uns les autres, de la guerre étrangère, des révoltes, des émeutes, des intrigues, du déficit financier, de la désorganisation des provinces et des armées, tourmenté par une inquiétude constante sur la fidélité du Roi, le Cardinal contient Richer, s'efforce d'abord, en suivant sa propre conscience, d'obtenir la paix des consciences ; il contient et tient Richer jusqu'à obtenir de lui un désaveu formel comme il eût voulu l'obtenir de Saint-Cyran. Le même partout, comme il eût voulu réunir les protestants, il eût voulu apaiser les jansénistes, et après les jésuites il eût voulu modérer les gallicans, les gens du parlement et de la Sorbonne, les yeux tournés vers la grandeur française au dehors.

En Europe, mettant au-dessus de tout « les droits du Roi », fils aîné de l'Église, il saura, en tout cas, par une habileté suprême, éviter la rupture avec Rome, en même temps qu'il saura regrouper autour de la cause française les Puissances protestantes, menacées par la domination austro-espagnole.

En revanche, il saura imposer à ses alliés, dans la victoire qu'obtient le génie militaire de Gustave-Adolphe, le respect du catholicisme en Allemagne, préparant ainsi l'ère des « libertés germaniques », libertés protégées par la France. Comme il l'avait fait déjà, à l'heure où il traitait avec l'Espagne, par crainte des protestants, et avec les protestants, par crainte de l'Espagne, le Cardinal, ministre d'un Roi absolu et obéi, inaugurait ainsi l'avènement du monde moderne, en mettant fin aux discordes religieuses, et en obtenant, par une haute tolérance, le sage équilibre de la modération française.

GABRIEL HANOTAUX.
LA FORCE.

(A suivre.)

LETTRES A J.-A. ASSELINE

(Juillet 1870-Février 1871)

JEAN-ADOLPHE ASSELINE

Depuis Philippe de France, second fils de Louis XIII, qui, en 1660, à la mort de Gaston d'Orléans, prenait le titre de duc d'Orléans et fondait la quatrième maison de ce nom, on trouve, de père en fils, un Asseline attaché à chaque prince de la branche cadette des Bourbons.

Auprès de Philippe-Égalité, on trouve même, outre son secrétaire, Jean Asseline, la femme de celui-ci, qui, secondant Mme de Genlis auprès des enfants du Prince, devait élever le futur roi Louis-Philippe.

En 1830, le petit-fils de l'ancienne gouvernante était choisi par le Roi comme secrétaire de son fils aîné, lorsque la maison de celui-ci fut constituée, et, pendant cinquante années, Jean-Adolphe Asseline occupa dans la famille du duc d'Orléans ce poste de confiance que le cours tragique des événements devait rendre plus difficile et surtout plus délicat.

En 1837, le Prince royal, qui épousait Hélène de Mecklembourg-Schwerin, choisit pour composer la maison de la Princesse parmi les plus sûrs de ses serviteurs et nomma M. Asseline secrétaire des commandements de la duchesse d'Orléans.

Ferdinand d'Orléans, appelé à disparaître si prématurément cinq ans plus tard, assurait par ce choix à sa frêle et si vaillante femme l'appui et le dévouement d'un homme qui, surtout après la Révolution de 1848, devait être le confi-

dent de ses espoirs ou de ses craintes, le messager discret et sûr envoyé auprès des partisans fidèles.

Lorsque la Princesse mourut à son tour, en 1868, ses fils, le comte de Paris et le duc de Chartres, continuèrent à s'appuyer sur l'ami dévoué de leur enfance et cherchèrent encore à se guider, suivant la volonté de leur mère, à travers « celui qui *seul* connaissait sa pensée intime ».

Alors, entre le comte de Paris adolescent et M. Asseline, commença cette correspondance que l'exil devait rendre si volumineuse. Ces lettres, heureusement conservées dans la famille du destinataire, nous permettent, par les sentiments qu'il éprouve, par les idées qu'il exprime, de mieux connaître ce prince qui aurait dû régner sous le nom de Philippe VI. Elles nous révèlent, surtout en cette tragique année 1870-1871, combien fut désintéressé, ardent, total l'amour qu'il donna à la France.

LETTRES

A LA VEILLE DE LA GUERRE. — PREMIÈRES BATAILLES

11 juillet 1870.

La guerre me semble inévitable : c'est effrayant ! Voilà où nous a menés la politique dynastique et personnelle de l'empereur Napoléon. Il a empêché mon oncle Montpensier d'arriver, et, par là, il a fait place au Prussien (1). Faut-il que les hommes soient bêtes et féroces pour faire en cette année 1870 une guerre de succession ! Ce serait à dégoûter de toutes les monarchies, s'il n'était pas prouvé que les républiques sont juste aussi bêtes.

16 juillet.

Nous voici donc en guerre ! Je ne puis y penser, tant je frémis en songeant aux dangers que court la France. C'est cette grande guerre que mon père entrevoyait dans tous ses travaux militaires, cette lutte suprême qui, si nous échouons, réduira la France au rôle de Puissance de second ordre.

(1) Léopold de Hohenzollern, candidat au trône d'Espagne.

Et nous l'entreprenons, non comme les champions de la cause libérale, mais comme des agresseurs qui n'ont d'autre règle que la force, comme des gens qui ont guetté une bonne occasion de tomber sur leur voisin et qui en profitent. S'il ne s'agissait que de Bismarck et de l'Empereur, on pourrait les laisser s'entr'égorger. Mais que de victimes innocentes de part et d'autre !

25 juillet.

La mort de Paradol m'a fait autant de peine qu'à vous. C'est la première victime de la guerre. Il avait eu un moment d'erreur et de faiblesse, mais c'était un cœur élevé et une conscience sincère. Son suicide ne prouve que trop combien elle était délicate. La lettre publiée dans les journaux avait été adressée à Peirse avec injonction de me la communiquer. Elle était écrite en français et reflétait, bien mieux que les contre-traductions que l'on a données, toutes les hésitations et les raisons spécieuses avec lesquelles il cherchait en vain à se tromper lui-même. Il y avait au milieu de tout cela des phrases si étranges qu'elles révélaient déjà un grand trouble mental.

6 août, Shanklin, Isle of Wight.

Voilà donc, pour la première fois depuis 1815, le sol même de la France envahi par l'ennemi. Il n'y en a qu'un bien petit coin, et nous pouvons espérer qu'il ne le sera pas longtemps ; mais enfin c'est sur notre territoire que s'est livré ce premier sanglant combat de Wissembourg dont nous n'avons encore que le récit prussien.

York House, 11 août.

Cette attente anxieuse dans le vide de l'inaction me tue, lorsque je songe que l'existence même de mon pays se joue en ce moment. Je pense à mon père, à ce qu'il aurait fait ; à ma mère, à ce qu'elle aurait souffert ; à mes enfants, à leur avenir. J'ai besoin de causer avec un ami qui sente comme moi et ne soit pas cependant l'écho de ma propre voix.

Si vous m'aimez, si vous voulez me faire du bien, tâchez de venir, ne fût-ce que pour un jour ! J'ai peut-être tort de vous demander cela, mais votre famille est loin, elle n'est pas

exposée à voir arriver jusqu'à elle ce flot cruel de l'invasion qui revient sur notre malheureux pays !

22 septembre 1870.

...On m'écrit de Normandie que, suivant un bruit répandu, nous demandons l'abstention aux prochaines élections. Je n'ai pas besoin de vous recommander de le démentir énergiquement si vous en entendez parler.

A ceux qui le demandent, on peut dès aujourd'hui affirmer qu'aucun des princes d'Orléans ne refuserait le mandat qui lui serait confié, quoique leurs situations respectives les obligent à une réserve plus ou moins grande et qu'ils ne puissent mettre eux-mêmes leur candidature en avant.

Pour répondre aux théories trop exclusivement monarchiques qui se feront autour de mon nom, il est important d'établir que j'accepterais le mandat avec *tous* ses devoirs. Ainsi, comme je l'avais prédit, Crugy a déjà commencé cette campagne. Si j'avais eu des chances à Bordeaux, elles auraient été absolument détruites par le manifeste de cet excellent ami.

25 septembre 1870.

Voici un document que nous apporte *l'Indépendance* (belge) et qu'on ne saurait trop répandre en France. C'est la réponse du général Wimpfen à la lettre des aides de camp de l'Empereur sur la capitulation de Sedan. Elle est écrasante pour Napoléon. Elle prouve qu'il a tout entravé, qu'il a exercé de fait le commandement, en laissant la responsabilité à un autre, qu'il a refusé de combattre lorsqu'on a voulu faire une trouée à travers les lignes prussiennes. Tâchez de faire parvenir ce document au *Journal de Rouen*.

Je ne vous parle plus des élections, car, devant l'insuccès de la tentative pacifique de Jules Favre, on ne peut plus songer à des élections sérieuses. On avait proposé à mon oncle Aumale la candidature de la Charente et il avait accepté par quelques mots très bien pour la situation.

Mais, maintenant, nous n'avons plus qu'à voir continuer cette guerre affreuse. Que pouvons-nous faire ? Quel est notre devoir ? Vous savez combien cette question me tourmente. Comment payer ma dette de citoyen en venant combattre pour mon pays, sans paraître en même temps mettre ma

personnalité en avant avec des vues politiques ? Comment sortir de cette inaction désespérante qui me ronge ?

Comme nous le disions pendant que mes oncles étaient en Belgique, il y a des choses que les uns peuvent faire et les autres, non, et pour lesquelles seulement il importe que tous soient et paraissent d'accord.

ATTITUDE POLITIQUE DES PRINCES D'ORLÉANS

1er octobre 1870.

Voici les élections fixées au 16 de ce mois : elles vont se faire au milieu d'une immense confusion ; aussi convient-il de ne répondre aux avances qu'avec une extrême prudence. Je ne veux pas que mon nom soit l'occasion de divisions en un pareil moment, car, tant que la guerre durera, je n'aurai pensée que de soutenir le gouvernement de la Défense nationale.

5 octobre 1870.

Les renseignements que vous me donnez sur les élections semblent très vrais. On paraît s'en occuper fort peu ; cependant, il nous arrive des offres isolées de plusieurs côtés. Je voudrais bien que mon oncle Aumale fût nommé.

Bocher (1) m'écrit, par voie de ballon, des nouvelles encourageantes sur Paris : les défenseurs s'aguerrissent, les préparatifs se complètent ; l'esprit public est admirable, l'ordre parfait. Cependant si, avant un mois, la province n'a pas trouvé le moyen de délivrer Paris, nous devons nous attendre à tout. J'ai vu avec peine que le docteur Pigache avait été tué à Saint-Cloud par les Prussiens, pendant qu'il soignait les blessés.

L'absence d'un général et plus encore d'un organisateur se fait sentir. Celui qui tenterait de jouer ce rôle ne ferait qu'augmenter la confusion, s'il n'était régulièrement investi d'une mission par le gouvernement qui, tout faible qu'il est, est et doit être reconnu en France.

Le *Standard* vous aura apporté la proclamation de l'Em-

(1) Ancien préfet de la monarche de Juillet ; député du Calvados à l'Assemblée législative sous la IIe République, chef de l'opposition orléaniste sous le Second Empire.

pereur et l'étrange récit de la visite de Bourbaki à l'Impératrice. Tout cela dénote un grand effort bonapartiste soutenu dans une certaine mesure par la Prusse.

Tout à vous en hâte.

L. P. O.

7 octobre 1870.

Bandérali m'écrit qu'on pourrait songer à ma candidature dans le Pas-de-Calais et me demande quelques instructions à ce sujet. D'autre part, quelques personnes de Boulogne ont déjà offert cette candidature à mon oncle Joinville.

J'écris à Bandérali qu'en principe je suis disposé à accepter la candidature, si elle a des chances sérieuses de succès, pourvu : 1° qu'elle ne fasse pas obstacle à d'autres candidatures de ma famille ayant plus de chance de succès que la mienne ; 2° qu'elle ne soit pas présentée comme une manifestation hostile au gouvernement actuel.

Mes idées sont celles que mon oncle Aumale a exprimées d'une manière claire et concise. Mais je n'écrirai de lettre d'acceptation que si les propositions deviennent vraiment sérieuses. Voilà pourquoi je ne puis donner à Bandérali ce qu'il me demande : une lettre qu'il puisse montrer et publier. Vous serait-il possible d'aller à Lille causer de tout cela avec lui ? Il est nécessaire, je crois, d'être sur une liste ; encore faut-il savoir en quelle compagnie on s'y trouve. Le mieux serait une liste mixte d'où ne seraient exclus que les rouges absolus et les réactionnaires.

En ce qui concerne la Normandie, mon avis actuel est fondé sur le conseil de l'ami normand et les ménagements dus à sa situation personnelle. Mais je n'admets nullement cette théorie de l'amoindrissement que l'on a toujours opposée à ce que nous avons voulu faire. Si je la suivais, je devrais renoncer à jamais tenter quoi que ce soit. Je doute fort qu'il y ait quelque chose à faire pour nous au point de vue militaire.

10 octobre 1870.

L'ajournement des élections rend inutile votre voyage à Lille, au moins pour le moment. Il n'en faut pas moins suivre de près cette question et encourager ces personnes qui songeraient à mettre mon nom en avant.

Comme je l'écrivais hier à Bandérali, la première condition est d'avoir l'appui d'un journal, la seconde est d'être sur une liste en compagnie d'hommes qui tous déclarent accepter le gouvernement libéral que nous donnera l'Assemblée, quelle qu'en soit la forme, c'est-à-dire des hommes qui ne soient ni des républicains absolus, ni des anti-républicains irréconciliables.

En dehors des chances électorales, je ne vois pas ce que je pourrais faire en ce moment pour servir mon pays. Ceux qui sont au pouvoir, par crainte de se compromettre, ne nous laisseront rien faire, et nous ne pouvons nous imposer malgré eux. C'est une situation bien cruelle.

Avez-vous vu dans *le Constitutionnel* l'article proposant ma candidature dans la Mayenne, en souvenir des fortifications de Paris ?

15 octobre 1870.

L'insistance avec laquelle vous revenez sur une certaine idée me donne beaucoup à réfléchir et je ne néglige aucune occasion de l'exprimer à *celui* (1) qu'elle touche directement. Mais il y a chez cette personne une résolution bien arrêtée, je crois, de ne pas aller au-devant des immenses responsabilités que bien des gens voudraient lui imposer maintenant, à la dernière heure. Ceux qui, par indifférence ou calcul, ont systématiquement contribué à nous tenir hors de France jusqu'à ce moment ne peuvent nous demander d'apparaître, aujourd'hui que tout va aussi mal que possible, soi-disant pour les sauver. S'ils croient qu'il y aurait à cela un si grand intérêt, pourquoi ne retrouve-t-on pas le reflet de cette opinion dans les journaux ? Qu'ils l'expriment hautement, invitant le public à la soutenir, à s'y rallier, et, alors, ce sera très différent.

Aucun d'entre nous ne voudrait venir susciter le trouble et la division en France, et les faits auxquels vous faites une vague allusion et sur lesquels je ne puis moi-même insister sont de nature à nous détourner de tenter une démarche loyale, seule compatible avec nos sentiments de Français.

Quant à moi, je n'ai pour le moment qu'un regret : c'est de ne pouvoir m'associer, au titre le plus humble, à la défense

(1) Le duc d'Aumale.

nationale, afin de pouvoir dire, même si cette défense n'aboutit qu'à des revers : « J'en étais. »

L'attitude de Paris, les cruautés des Prussiens, la perturbation qui atteint le commerce mondial commencent à faire une grande impression en Angleterre. Il y a de vagues bruits de paix, mais je n'y crois pas encore.

18 octobre 1870.

Comme je vous l'écrivais, ce que vous m'avez dit, joint à l'expression d'une pensée analogue par d'autres personnes, fait impression sur celui auquel vous faisiez allusion. Mais, à des ouvertures très récentes, il a été fait des réponses si catégoriques qu'elles enlèvent tout espoir sérieux. Il n'y a qu'une expression unanime de l'opinion publique qui pourrait décider des hommes honnêtes, mais d'un esprit borné, à surmonter les mauvaises dispositions dont ils sont animés.

Pourvu que Bazaine puisse encore tenir dans Metz ! Là est ma grande, je dirai même mon unique préoccupation. Tout le reste est secondaire à côté de cela.

24 octobre 1870.

Les bonapartistes se remuent beaucoup ici. Que veut Bazaine en envoyant son chef d'état-major auprès de l'Impératrice ?

Ce n'est pas la chance improbable d'une restauration bonapartiste qui m'alarme, c'est le fait qu'un général traite avec l'étranger, de son propre chef, de matières évidemment politiques. La convocation d'une Assemblée nationale pourrait, seule, couper court à toutes ces intrigues. Retarder les élections fut une faute capitale. L'occasion s'offre de la réparer en acceptant l'armistice proposé par les neutres pour faire les élections, quand même les conditions seraient telles que l'Assemblée une fois constituée devrait les rejeter ?

L'Impératrice dit hautement ici qu'elle ne consentirait pas à reprendre la régence, si c'était pour céder du territoire et prétend que Bismarck veut lui enlever son fils et s'en servir pour ses desseins. Est-ce croyable ?

L'opinion, ici, est pour la France. Si l'Angleterre insistait énergiquement pour que la Prusse renonçât à ses prétentions, l'Europe entière l'appuierait, et peut-être pourrait-on

réussir. Mais je doute que l'on parle assez ferme pour cela.

Quant à l'affaire dont nous nous sommes déjà souvent entretenus, je puis vous assurer que tout ce qu'il est humainement possible de faire a été fait ou se fait en ce moment. Mais nous avons encore, il y a deux jours, reçu la preuve directe que tout ce que nous ferions dans ce sens serait absolument inutile (1).

Or, cette voie franche, loyale, est la seule que nous puissions suivre, quoi qu'en pensent certaines personnes.

Wood Norton, Evesham, 26 octobre 1870.

Je suis venu ici passer deux jours tranquilles avec mon oncle Aumale, changer d'air, marcher et essayer quelques chevaux.

L'intrigue bonapartiste devient de plus en plus embrouillée. Hier on annonçait que le général Boyer, venu ici après avoir vu Bismarck, s'était entendu avec ce dernier et avait invité de sa part l'Impératrice à venir à Versailles pour y traiter de la paix comme régente.

Aujourd'hui, celle-ci déclare qu'elle a repoussé toutes les ouvertures qui lui ont été faites parce qu'elle ne veut pas se présenter à la France avec une cession de territoire. Elle aurait chassé de Chislehurst le prince Napoléon qu'elle accuse hautement d'être l'âme de ces intrigues. Jolie famille !

Tout cela couvre un double jeu ou un échec. Je crois plutôt à un échec causé par la proposition d'armistice faite par l'Angleterre. Si la guerre peut durer deux mois, il ne sera peut-être plus question de cession de territoire. Mais pouvons-nous la faire durer ce temps-là ?

L'emprunt français, très habilement négocié ici par Laurier (2), réussit à merveille. C'est un grand succès moral. J'y ai fourré tout ce que j'ai pu réaliser d'argent.

29 octobre 1870.

La personne à laquelle nous pensons sera appelée par la voix publique à rendre de grands services à la France, non pas

(1) Le duc d'Aumale, à quatre reprises différentes, demanda l'autorisation de venir se battre en France ; chaque fois il se heurta à un refus.

(2) Clément Laurier, avocat et homme politique ; nommé par Gambetta, après le 4 septembre, directeur du cabinet et du personnel au ministère de l'Intérieur ; chargé de négocier en Angleterre l'emprunt Morgan de 250 millions ; fut un des principaux auxiliaires du gouvernement de la Défense nationale.

comme général, mais comme homme politique. J'en suis convaincu, et cela peut arriver très prochainement. Du point de vue militaire, il n'y a plus rien à faire ; le froid, la pluie, la lassitude, l'irritation des paysans pillés, l'inquiétude des neutres peuvent combattre pour nous : mais après la capitulation de Metz, la lutte n'est plus possible.

Quant aux menées bonapartistes, elles ont abouti à une polémique scandaleuse dans les journaux entre l'Impératrice et le prince Napoléon qui racontent au public les gros mots qu'ils se sont adressés réciproquement.

30 octobre 1870.

Je vous envoie par Coutts, au Tréport, la somme de 5 000 francs que je vous prie de garder en dépôt. Si la personne (1) mentionnée dans l'entrefilet de journal que vous m'avez envoyé en avait besoin, elle trouverait moyen de vous la demander. D'ici là, ne faites rien pour lui en donner avis.

Quel effet va produire la capitulation de Bazaine ?

Elle était devenue inévitable, mais je ne puis comprendre comment une armée de 150 000 hommes s'est ainsi laissé enfermer sans pouvoir rompre la ligne tracée autour d'elle. Il y a là quelque chose d'étrange.

Devant Paris, les Prussiens rencontrent de grandes difficultés et disent qu'il y en a peut-être pour deux ou trois mois. Je crois qu'ils se borneront à un investissement et canonneront seulement quelques forts pour occuper leurs troupes. Mais, avec la nouvelle armée libérée par la prise de Metz, ne pourront-ils pas occuper une grande partie de la France ? La province pourra-t-elle s'organiser de manière à leur résister et à délivrer Paris ?

A Londres, la capitulation de Metz a fait monter d'un franc le nouvel emprunt qui continue à faire prime.

Il paraît qu'à la nouvelle de la capitulation, la population de Metz, indignée, s'est soulevée pour protester et qu'en la calmant, le général Coffinières a failli être tué.

(1) Le duc de Chartres, qui se battait en France dans l'armée de Chanzy, s'était enrôlé sous le nom de Robert Lefort.

PROJET DE RETRAITE AUX ÉTATS-UNIS

1er novembre 1870.

Par moments, je partage vos hésitations et reconnais la force de votre argument en faveur de l'abstention. Parfois, en risquant de n'avoir aucune place, on se réserve, en effet, plus de chance d'obtenir la première. Mais ce point de vue n'est pas du tout le mien, surtout en présence de ce qui se passe en France et s'y passera encore.

Dans les réflexions que j'ai trop le loisir de faire, il m'a fallu embrasser toute sorte de considérations. Je tiens passionnément à être Français, mais ne me résignerai pas toujours à la vie d'attente que je mène depuis vingt-deux ans. Je puis encore me créer une existence active et suis décidé à prendre une résolution irrévocable sur ce point avant un an. Si donc il n'en peut être autrement, j'émigrerai sans esprit de retour : mes enfants, en bas âge, pourront changer de nationalité sans s'en apercevoir ; moi, je ferai peau neuve en devenant citoyen de la grande République.

Mais, avant de prendre cette résolution extrême, je tenterai l'impossible pour reconquérir mes droits de citoyen français et les assurer à mes enfants. Pour cela, si la cinquantième place m'était offerte, je l'accepterais. Je ne crains nullement, je l'avoue, un rôle secondaire qui, dans certaines circonstances, faciliterait mes premiers tâtonnements : je n'y serais pas plus éclipsé que si je n'étais rien du tout.

Au point de vue militaire, mon rôle serait encore bien plus secondaire, et j'ai la certitude que celui qui voudrait jouer le rôle de sauveur n'en trouverait pas les éléments. D'ailleurs, les peuples doivent avoir des serviteurs et non des sauveurs.

Thiers, Trochu, Gambetta seront les trois candidats à la présidence, si présidence il y a. L'espoir des républicains est que l'Assemblée, pressée de se dissoudre après avoir sanctionné une paix malheureuse, votera en bloc la Constitution de 1849, ce qui couperait court à d'interminables discussions. C'est en effet, je crois, leur seule chance. La République ne marchera que s'ils ne s'en mêlent pas.

Gambetta a le droit d'accuser Bazaine, s'il a des preuves irréfutables de sa trahison ; cependant, il aurait dû avoir un

mot sympathique pour le courage de l'armée du Rhin. On peut le blâmer, le mettre en demeure de s'expliquer, mais. alors, la proclamation du gouvernement est une grande faute, Sans même accuser Bazaine, on pouvait montrer que ses délais devant Metz et finalement sa capitulation étaient les conséquences directes de la conduite de l'homme de Sedan.

Des journaux parlent d'une entrevue que j'aurais eue à Coppet avec le comte de Chambord. S'il y a lieu, vous pouvez le faire démentir.

4 novembre 1870.

Aujourd'hui, il n'est question que de la paix. Les efforts de M. Thiers, les réflexions de M. de Bismarck, la résistance de Paris, l'opinion de l'Europe entière auront peut-être l'heureux effet de rendre cette solution possible. Si ce qu'on dit des conditions d'un armistice pendant lequel Paris pourrait se ravitailler journellement est vrai, nous ne pouvions désirer mieux.

Pourtant, le bruit court que le gouvernement de la Défense nationale a été renversé, à Paris, par une révolution rouge.

Je n'y crois pas. Ce doit être une nouvelle prussienne.

Quant à nos projets de départ, c'est très sérieux. J'en ai mûrement délibéré avec ma femme ; notre parti est pris. Si nous pouvons rentrer en France, n'importe comment, avant un an, nous y rentrerons. Mais si la France accepte un nouveau bail avec les Bonaparte, ou si elle est gouvernée par ces républicains qui annoncent hautement l'intention de maintenir les lois d'exil, nous quittons l'Europe et nous installons en Californie. D'une manière ou d'une autre, la période d'attente sera définitivement close l'année prochaine.

7 novembre 1870.

L'espoir de voir arrêter l'effusion du sang n'était qu'une chimère fondée, d'une part, sur la modération de M. de Bismarck, et, d'autre part, sur l'esprit politique des neutres proposant un armistice. Ils n'ont même pas eu le courage de le définir et M. de Bismarck s'est moqué d'eux. Leur faiblesse est dégoûtante. Pendant ce temps, l'Allemagne, enivrée de succès, veut obliger la France à lui céder régulièrement les

provinces qu'elle occupe aujourd'hui. C'est seulement à cette fin qu'elle assiège Paris.

Maintenant, ou Paris capitulera, ou les Prussiens seront obligés de lever le siège. Mais, si nous devons perdre deux provinces, au moins pour un temps, mieux vaut qu'elles soient arrachées à une France décapitée par la chute de la métropole que livrées par un traité régulier.

Le plébiscite de Paris prouve bien la faiblesse numérique de ce méprisable parti dit de la Commune qui vient de prouver que le patriotisme n'existe pas chez lui. Malheureusement, les républicains travaillent activement à perdre la République. Un homme cependant pourrait remettre de l'ordre dans notre administration militaire, s'il n'est pas déjà trop tard : c'est M. Thiers. Voilà le ministre de la Guerre qu'il nous faut.

12 novembre 1870.

Voici un vrai succès pour l'armée de la Loire. Quel malheur qu'Orléans n'ait pu être délivré par un de ceux qui en portent le nom ! Mais l'exclusivisme des républicains devient plus fort tous les jours. Je reçois toute sorte de lettres cocasses des quelques amis qui ne se sont pas enfermés dans Paris. Les uns nous recommandent à tous de refuser la députation ; d'autres voudraient que nous fassions une proclamation concertée avec le comte de Chambord, qui, par parenthèse, est en Vendée.

Quant à moi, un seul désir me tourmente. Rentrer en France pour prendre part à la guerre. Si vous apercevez un moyen pour me mêler à ceux qui combattent, indiquez-le-moi.

22 novembre 1870.

Si nous étions en face d'élections imminentes, je vous demanderais de venir passer ici quelques heures au moins afin de nous entendre sur la conduite à tenir. Pour le moment, il suffit d'échanger quelques idées. La seule objection sérieuse faite par mes oncles était que ma candidature rencontrerait une opposition de la part du gouvernement qui rejaillirait sur les leurs et pourrait leur faire du tort.

Maintenant, l'hostilité avouée du gouvernement sur tout ce qui est Orléans et orléaniste réduit cette objection à néant.

Les objections sur la tâche de l'Assemblée et l'impopu-

larité qui s'y attachera ne me touche pas, parce que personne ne peut prévoir ni son rôle, ni sa durée.

Certains amis annoncent déjà que la solution politique qu'ils désirent est assurée et prochaine. Je n'y vois pas si clair, et l'élection me semble être en ce moment la seule porte ouverte pour rentrer en France et y prendre part aux affaires publiques...

23 novembre 1870.

Ici, on se préoccupe excessivement de la question russe. Si l'Angleterre se trouvait seule et que la Russie exécutât ses desseins, nous verrions une armée anglaise occuper l'Égypte. A tout prix, les Anglais voudraient que la guerre cessât en France : ils deviennent très hostiles aux Prussiens. D'après toutes les lettres qui arrivent du Quartier prussien, si Trochu était sorti de Paris entre le 12 et le 18, il aurait tout bousculé jusqu'à Versailles. Le roi de Prusse dormait tout habillé sur une chaise.

6 décembre 1870.

Nous sommes bien abattus par les tristes nouvelles de la perte à la fois de Rouen et d'Orléans. A ce propos, m'écrivant hier du Tréport, vous ne saviez donc pas que les Prussiens entraient dans la capitale de la Normandie ? Et, plus étrange encore, c'est que *le Nouvelliste de Rouen* du 4 n'en parle pas non plus. Cependant, dès hier, une dépêche du Havre nous a annoncé le fait comme accompli.

Je vois que dans toute la France on a cru, d'après le discours fantaisiste de Gambetta, que Ducrot avait réellement forcé les lignes prussiennes. Quelle déception quand on aura su qu'à grand-peine il avait maintenu quelques positions ! Peut-être des sorties de ce genre, si elles peuvent être répétées souvent, rendront l'investissement de Paris une chose excessivement difficile à maintenir...

Vous avez raison de me rappeler que je veux attendre dix-huit mois avant de prendre un parti qui certainement me coûterait cruellement. Tant que la crise dure, je ne bouge que pour rentrer en France et ne quitte pas York House. Mais si, lorsqu'elle sera terminée, je ne puis rentrer en France, alors je me donnerai un certain temps pour faire mes adieux

à l'Europe. Je passerai mon hiver soit en Espagne, soit en Italie, et ne m'envolerai pour le Nouveau Monde que dans l'été de 1872.

10 décembre 1870.

Non, certes, tout n'est pas encore perdu. Mais ce qui est plus grave que quelques défaites, c'est l'absence d'entrain et de confiance due au manque total d'organisation qui ne permet pas à la France d'user de toutes ses ressources. Le gouvernement, qui vient d'évacuer Tours, n'inspire pas la confiance nécessaire pour vivifier ces ressources. On lui obéit sans entrain, on le sert parce qu'il est au bout du télégraphe, mais en critiquant ses ordres qui trop souvent prêtent à la critique.

Les mécontents crient très haut ; les conservateurs, comme d'habitude, craignent les rouges autant que les Prussiens. Un général qui aurait la direction suprême et qui inspirerait par son nom assez de confiance au pays pour faire prévaloir sa volonté pourrait seul nous tirer de là. Si vous cherchez un nom, vous trouverez certainement le même que moi. Mais comment pourrait-il arriver à occuper cette position que je lui souhaite, non pour lui, mais pour la France ? Cette impossibilité apparente me désole.

14 décembre 1870.

On fait de grands préparatifs de défense au Havre, mais je ne pense pas que les Prussiens attaquent ni Cherbourg, ni le Havre : ils n'ont pas assez de monde pour cela. Ils n'ont que trois divisions d'infanterie et une de cavalerie pour occuper l'énorme demi-cercle qui s'étend d'Amiens à Évreux et couvrir tout le nord-ouest de l'armée de siège.

L'affaire du Luxembourg semble faite : la Prusse ne fera qu'une bouchée de ce petit État dont toute l'Europe a garanti l'indépendance il y a trois ans. Pour couvrir leur honteuse inaction, les Anglais ont imaginé le joli raisonnement que voici textuellement : les grandes Puissances ont donné à la neutralité du Luxembourg une garantie *collective*. Or, cela veut dire qu'elle doit être exercée collectivement, c'est-à-dire que si l'un des garants refuse son concours, elle ne peut plus être collective et toutes les autres Puissances sont dégagées.

La Prusse est l'un des garants. Si elle retire sa garantie, l'obligation pour les autres garants est annulée.

24 décembre 1870.

...Vous savez que je n'avais jamais regardé ce qu'on appelle en masse « nos amis » comme un point d'appui sérieux pour nous, mais je n'aurais jamais cru en venir à les regarder *presque sans exception* comme un assemblage d'esprits égoïstes, étroits, incapables de comprendre un sentiment désintéressé, et qui ne sont qu'un poids mort pour ceux auxquels ils s'attachent. J'excepte ceux qui se battent, comme ces vaillants Parisiens ou ce brave Ernest Duverger qui a gagné la croix sur le champ de bataille. Mais ceux qui font de la politique en ce moment, ils m'inspirent des sentiments que je m'abstiens d'exprimer.

26 décembre 1870.

J'ai reçu sur ce qui se passe à Tours des nouvelles qui ne me donnent pas confiance. L'armée de la Loire n'a pas bougé parce qu'on a voulu la ménager pour donner au gouvernement de Tours une certaine autorité. On a perdu ainsi une occasion unique. A Paris, Trochu prend un ton lugubre : ce sont des oraisons funèbres qu'il prononce sous le nom d'ordres du jour. Il ne paraît pas disposé à se remuer beaucoup.

Quant aux élections, il paraît que le gouvernement de Tours est décidé à les faire, mais il attend pour cela que quelque nouveau grand désastre lui en offre l'occasion. C'est extraordinaire, mais certain.

Sur M. Thiers et ses conversations, il nous revient des bruits regrettables. Ici, l'on assure qu'il aurait proposé de faire accepter à la France la perte de l'Alsace et de la Lorraine en lui donnant la Belgique comme dédommagement. Après avoir été orléaniste à Saint-Pétersbourg, à Tours, il aurait parlé vivement contre notre rentrée et notre admission dans l'armée.

ARRESTATION DU PRINCE DE JOINVILLE

5 janvier 1871.

Je passe comme vous du découragement à l'espérance. Mais, même dans les moments les plus sombres, j'arrive tou-

jours à la conclusion qu'il vaut mieux continuer la guerre à n'importe quel prix plutôt que de subir des conditions désastreuses pour la France. A ce propos, je reçois de l'ami qui nous a envoyé, à la fin d'août, quelques lettres intéressantes et qui se plaint amèrement de ce qu'un certain nombre de nos amis à Paris tiennent le langage de ceux qu'on appelle aujourd'hui les capitulards. Je ne sais à qui il fait allusion, car les quelques lettres que je reçois de la rue de Varennes ou de la rue Saint-Dominique sont au contraire aussi résolues. Quant à la bourgeoisie de Paris, elle ne montre pas le moindre symptôme de découragement.

Ces amis qu'on ne nomme pas afficheraient, avec ce découragement, l'espoir d'un arrangement diplomatique quelconque. On le déplore, disant que cela fait le plus mauvais effet, et on me demande de le combattre, si cela est possible.

Toutes les lettres que j'ai écrites à Paris sont dans ce sens; mais c'est le hasard seul qui en fait arriver quelques-unes.

Je suis tourmenté de la manière dont se sont comportés les défenseurs des ouvrages de Paris. Les troupes qui occupaient la redoute d'Avron n'ont pas tenu sous un bombardement qui avait fait peu de dégâts. Ce n'est pas ainsi qu'on se battait dans les tranchées de Sébastopol.

L'Angleterre consomme son abaissement moral avec une insouciance déplorable pour une grande Puissance libérale. Nous n'avons rien à attendre de l'Europe jusqu'au jour où l'arrogance prussienne aura formé une coalition de tous les intérêts qu'elle aura menacés, et, comme sous Napoléon, cette coalition ne se fera que le jour où elle aura éprouvé un premier désastre. L'Europe est et sera toujours le pays de l'égoïsme imprévoyant et de la lâcheté politique.

J'espère que la France y donnera un exemple contraire qu'elle seule peut donner. Si la France n'existait pas en Europe, celle-ci serait la plus méprisable des cinq parties du monde.

9 janvier 1871.

J'ai réussi à mettre en rapport une société de Lille destinée à secourir les prisonniers français en Allemagne et un comité français formé il y a quelque temps à Londres, et tous les deux réunis vont tâcher de recueillir des souscriptions en

Angleterre pour cette œuvre. Cela est d'autant plus nécessaire que les bonapartistes font un embarras énorme et veulent persuader aux prisonniers qu'ils sont seuls à s'occuper d'eux...

Mon oncle Joinville est revenu ici jeudi dernier après avoir passé cinq jours aux arrêts et au secret dans la Préfecture du Mans.

Désireux comme nous le sommes tous de prendre part d'une manière quelconque à la lutte, il avait été rejoindre l'armée de la Loire où on lui avait permis d'assister aux opérations militaires sous un nom supposé, pourvu que sa présence fût tolérée par le gouvernement. A la loyale communication qui lui fut faite à ce sujet, M. Gambetta répondit par un ordre d'arrestation accompagée des paroles les plus dures. Et, lorsque, enfin, mon oncle fut relâché, on le conduisit à bord d'un bateau vapeur en partance pour l'Angleterre. Mon oncle désire que cet étrange incident ne tombe pas par son fait dans le domaine public : il tient beaucoup à la discrétion sur ce point, pour le moment ; vous en devinerez les motifs. Mais il ne m'est pas défendu d'en parler aux amis. Voilà ce que nous pouvons attendre de toutes nos demandes de service. C'est une réponse à ceux qui nous reprocheront un jour de n'avoir pas été dans la lutte.

Avez-vous vu que *le Siècle* accuse Trochu d'être orléaniste et prétend que je suis petit-neveu du roi de Prusse ?

16 janvier 1871.

...Les extraits de lettres de Paris que vous me donnez sont bien encourageants. Si la famine oblige Paris à se rendre, notre capitale se sera au moins honorée par une défense héroïque. D'après les lettres de Bocher, le bombardement du 10 était très sérieux : la rue de Varennes avait souffert. Ce bombardement nocturne, dont les dépêches officielles se gardent bien de parler, est une des choses les plus abominables qui se puissent imaginer. En Angleterre, l'opinion publique a quelque peine à s'en émouvoir. Cependant, si le gouvernement anglais ne fait pas en ce moment une tentative de médiation, il est sûr d'être renversé dès le début de la session.

La résistance de Chanzy au Mans a été magnifique, et si Paris peut durer encore quelque temps avec l'aide de Bour-

baki, tout n'est pas perdu. Quant à la question de savoir si l'on pourra continuer la guerre après la prise de Paris, c'est un point sur lequel ceux qui ne risquent ni leur vie ni leur fortune ne peuvent se prononcer.

Quant à la personne (1) dont avec raison vous croyez qu'il aurait fallu avant tout obtenir l'emploi, je crois que vous vous faites illusion en pensant qu'on aurait pu y arriver d'une manière quelconque et en concertant ses efforts uniquement en sa faveur.

C'est elle, au contraire, que l'on craint le plus, et ce qui est arrivé à son frère prouve seulement l'hostilité acharnée contre nous de tous ceux qui ont en ce moment le pouvoir. Pour faire quelque chose, il aurait fallu d'abord leur arracher ce pouvoir de vive force, et c'est ce que le patriotisme interdit en ce moment suprême. D'ailleurs, cette personne a fait tout ce qu'elle a cru devoir faire, et l'on ne pouvait agir pour elle au delà de ce qu'elle jugeait elle-même opportun.

27 janvier 1871.

Voilà donc le moment si cruel arrivé. Toutes les résistances ont leur terme. Celle de Paris ne pouvait durer, du moment que le pain venait à manquer et qu'aucun espoir de délivrance ne permettait d'imposer à la population une prolongation de ces souffrances auxquelles nous devons le chiffre effrayant de la mortalité parisienne.

Quant on se reporte à ce qu'on attendait de Paris il y a quatre mois et demi, on peut bien dire que la capitale a courageusement et complètement rempli son devoir vis-à-vis du pays. Cette capitulation est encore l'œuvre directe de l'Empereur qui n'a pas laissé à la France une seule armée pour la défendre, et la résistance de Paris, en sauvant l'honneur national, nous laisse au moins la confiance, pour l'avenir, dans la force du pays et dans son énergie.

Espérons que ceux qui, sous l'empire de la plus dure nécessité, ont été obligés d'entrer en pourparlers avec les autorités prussiennes, comprendront d'une manière patriotique les grands devoirs qui leur sont imposés. Ils ne peuvent engager la France sans son aveu. Or, ce serait le faire que

(1) Le duc d'Aumale.

de disparaître de la scène avant de lui avoir assuré les moyens de se prononcer elle-même sur sa situation actuelle. . . . . .

Un pays ne fait la guerre à outrance que lorsqu'il le veut bien, c'est-à-dire lorsque ceux qui se battent le veulent bien. Aucun discours ne peut la lui faire faire sans cela. Si donc le pays le veut, il y a tout avantage à lui donner le moyen de le dire. S'il ne le veut pas et ne peut cependant régulièrement exprimer son opinion, il la témoignera par une inertie qui nous conduira à la plus triste anarchie. Et c'est cette anarchie qui peut seule rendre possible le retour du césarisme.

Le gouvernement de Paris stipulera-t-il un armistice pour permettre la réunion d'une Assemblée ou aura-t-il le courage politique de jeter les bases d'une convention militaire ratifiée par un plébiscite ? Son devoir me semble être entre ces deux alternatives. Mais, si l'opinion peut lui en indiquer le choix, lui seul peut en prendre la responsabilité, parce qu'il a pris seul celle de la guerre. Ceux qui (comme nous) n'ont pu prendre part à la défense nationale doivent attendre, en l'appelant de tous leurs vœux, le moment où la France pourra se prononcer. Leurs amis peuvent combattre les chances de la restauration bonapartiste, mais il ne me semble pas qu'eux-mêmes puissent préjuger de cette question aussi vaine que stérile. Tel est, du moins, mon sentiment aujourd'hui.

CONCEPTIONS POLITIQUES

29 janvier 1871.

... L'armistice de trois semaines était nécessaire pour consulter le pays. Au point où on en est, c'est la paix. Quand après une telle lutte on a goûté trois semaines de repos, on ne recommence pas à se battre.

La situation va être des plus importantes à observer. Il faudra bien étudier le courant de l'opinion publique dans Paris et dans la province : ne s'engager trop vite d'aucun côté et rester sur le terrain purement national. Il y aura des décisions à prendre. Les bonapartistes s'agitent beaucoup, un peu dans le vide, je crois. Les légitimistes, qui ont eu dans ces derniers mois une page honorable, nous font des avances indirectes. Ils voudraient nous *rallier*. Il ne faut rien écarter

que l'Empire, mais ne pas se lier. Je crois Gambetta et les délégués de Bordeaux finis, bien finis.

1er février 1871.

Je partage complètement votre manière de voir sur la conduite du gouvernement français. Il faut approuver et soutenir l'acte patriotique de Jules Favre, consoler Trochu, et, comme vous le dites si bien, ne pas se laisser aller à une fausse sentimentalité sur Gambetta. Ce sera d'ailleurs le sentiment presque unanime en France.

L'acte de courage et de bon sens du gouvernement de Paris l'a séparé de ces braillards qui, loin des champs de bataille, criaient à la guerre à outrance et préparaient tout simplement la réaction bonapartiste. Malgré le ton insolent, digne de Louis XIV, que M. Gambetta affecte dans sa proclamation, il n'est plus qu'un très petit garçon, et une fois l'Assemblée convoquée, elle seule sera souveraine. Ceux qui veulent la guerre à outrance n'ont qu'à y obtenir une majorité.

Toute la partie honnête de la population devra se ranger derrière le gouvernement. En présence de l'ennemi intérieur et extérieur, des Prussiens, des bonapartistes et des rouges, il ne faut pas nous diviser. Toutes les questions sur la forme future du gouvernement doivent être ajournées.

L'Assemblée devrait voter à l'unanimité les premières mesures nécessaires à nos rapports avec l'ennemi : constituer un gouvernement provisoire, lui donner les pouvoirs pour négocier avec les Prussiens, et, enfin, accepter, rejeter ou soumettre au plébiscite le projet de traité qui lui sera soumis. Il me semble qu'une fois cette tâche accomplie, si nous avons la guerre, l'Assemblée restera l'expression nationale, mais que, si nous avons la paix, elle devrait faire place à une Constituante élue dans des conditions un peu moins irrégulières.

Nous pouvons avoir, selon la forme du gouvernement, différents rôles à jouer. Et si la République peut être fondée, elle le sera avec l'appui du parti conservateur portant à la première magistrature républicaine celui d'entre nous que la voix publique désignera pour ces fonctions. Mais, pour arriver à tout cela, il faut être en France et non pas en exil. Il faut être sur le terrain et livrer bataille soi-même. Les

républicains, s'ils le peuvent, nous fermeront toujours la porte et trouveront toujours une bonne raison pour cela. Nos amis seront toujours les premiers à maintenir la loi d'exil.

Je crois que l'élection de l'un d'entre nous en ce moment offre plus de chance de forcer cette porte, car elle s'appuiera sur la réaction hostile à M. Gambetta, et si l'élection est faite, il faudra que les républicains l'attaquent dans la Chambre. La question de notre exil sera alors posée à propos de la vérification des pouvoirs dans un moment où un nombre considérable de gens qui cherchent de quel côté vient le vent ne voudront pas se compromettre contre nous. Si l'élection est cassée, on se représentera. Voilà ce qui, malgré bien des répugnances, a décidé mes oncles à se présenter, et, selon moi, ils ont bien fait. Maintenant, il est impossible de savoir quelles sont vraiment leurs chances.

3 février 1871.

Les proclamations de Gambetta paraissent écrites par un énergumène. N'en croyez rien, elles sont calculées. C'est une attitude. Il se prépare au rôle futur de chef de l'opposition jacobine et se ménage le facile mérite d'avoir voulu la guerre à outrance, lorsqu'il savait qu'on ne la lui laisserait pas faire. En attendant, lui et ses amis n'ont pas laissé péricliter leurs intérêts particuliers. Mais ce jeu coupable peut perdre la France en amenant une réaction bonapartiste ou en donnant à un général quelconque l'envie de s'arroger le rôle de Prim : à moins toutefois que le gouvernement n'y mette promptement bon ordre en reprenant lui-même le pouvoir qu'il est de son droit et de son devoir d'exercer en ce moment.

La liste des incapacités dressée par M. Gambetta est une insulte au suffrage universel. J'aime à croire qu'on n'en tiendra aucun compte (1).

(1) La délégation de Bordeaux avait rendu un décret qui frappait d'inégibilité tous ceux qui avaient exercé sous l'Empire les fonctions de ministre, de sénateur, de conseiller d'État, tous ceux qui avaient été présentés comme candidats officiels. Le gouvernement de Paris annula ce décret.

ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

4 février 1871.

Voilà les décrets de M. Gambetta mis à néant par ceux du gouvernement de Paris. Le chef des jacobins autoritaires a manqué son coup, et sa liste monstrueuse d'incapacités se trouve annulée.

Il me tarde bien cependant de savoir comment se terminera cet antagonisme avoué entre les deux départements. Celui de Paris devrait agir avec énergie, mais il n'ose pas, craignant d'avoir perdu toute autorité. Il juge la province d'après Paris, et se trompe. Il paraît que dans la capitale il est réduit au rôle le plus insignifiant ; le mouvement conservateur y est très prononcé, et je ne serais pas étonné de voir les élections de demain donner des résultats peu républicains. On dit que le duc d'Aumale et Thiers seront en tête de la liste des élus.

On fait les plus grands efforts pour approvisionner Paris, car la famine était affreuse ces derniers jours. Il y a ici un comité anglais qui pour cela recueille de 100 000 à 200 000 francs par jour à cet effet. Pour la charité, les Anglais font bien les choses.

Mais pour la politique, ils sont bien faibles et bien aveugles. Le bruit que la Prusse nous demande vingt vaisseaux et Pondichéry cause ici une émotion qui est vraiment comique. Tant qu'il ne s'agissait que de l'Alsace et de la Lorraine, cela touchait peu ; c'était une bagatelle. Mais, maintenant, on déclare gravement que l'honneur de la France ne lui permet pas de céder ses comptoirs des Indes.

5 février 1871.

Comme vous le dites, nous sommes dans le plus affreux gâchis. Gambetta fait de son mieux pour rendre possible et probable la restauration bonapartiste. On dirait que M. de Bismarck fait son jeu en sous-main, empêchant le gouvernement de Paris de communiquer avec les provinces et de les garantir des violences despotiques du chef des jacobins. Le décret d'exclusion, qui porte à côté des autres la triste signature de Fourichon, est vraiment monstrueux.

Si l'on avait un atome de courage en France, on n'en tiendrait aucun compte ; d'autant plus que le décret du gouvernement de Paris l'annule directement. Mais on est tellement habitué à obéir au règlement que je crains qu'il n'intimide bien des gens.

Le gouvernement de Paris devrait retirer tout pouvoir à Gambetta et assurer enfin la liberté des élections. Mais il semble frappé de stupeur et n'ose rien faire parce qu'il se sent sans prestige dans Paris. Les journaux de Paris que j'ai reçus jusqu'au 31 prouvent qu'il était réduit à la plus parfaite insignifiance, quoiqu'on ne l'accusât plus d'avoir livré Paris depuis que les Parisiens savaient que, passé le 3 février, il ne devait plus rester une croûte de pain. Quelles peintures effrayantes que celles de ces derniers jours du siège !

Avec tout cela, je n'ai pas un seul mot venant de Paris, et il me tarde bien de savoir ce que l'on y dit. On y est très orléaniste, paraît-il. Comme il y a très peu de gros bonnets orléanistes à Paris en ce moment, ils ne pourront pas, *comme ils le font dans les Charentes*, travailler à faire échouer les candidatures de mes oncles.

La députation de Paris est pour nous une tradition de famille, et je voudrais bien que mon oncle Aumale fût nommé à Paris. C'est vous dire que je ne partage pas le point de vue qui vous consolerait de leur échec ou de leur exclusion, à laquelle je ne crois pas. S'ils sont élus, la Chambre ne cassera pas leur élection. S'ils ne sont pas élus, je commencerai tout doucement à faire les premiers préparatifs de mon grand départ pour l'Amérique.

Vous aurez vu la circulaire de mon oncle Aumale (1). C'est justement pour ne pas paraître courir après la solution que vous indiquez (et qui pour moi conviendrait parfaitement) qu'il s'est prononcé d'une façon si nette. Cette déclaration est remarquable, et vous frappera certainement. Ce n'est certes pas le manifeste d'un ambitieux. Si cependant la solution qu'il ne souhaite pas devient par trop indiquée, il faudra qu'il

(1) Le duc d'Aumale disait : « A mes yeux, une monarchie constitutionnelle peut répondre aux légitimes aspirations de notre société démocratique ; mais si la France veut constituer un gouvernement républicain, je suis prêt à m'incliner devant sa souveraineté. » Il fut élu député de l'Oise, mais ne put siéger, la loi bannissant les princes d'Orléans n'ayant pas encore été rapportée.

s'y prête. C'est plutôt du côté de la fusion que nous viennent des avances. Mais, en ce moment, il n'y aura rien à faire. Il faut attendre la réunion des Chambres et voir comment elles seront composées.

6 février 1871.

... M. Dufaure, toujours profond politique, a fait une liste où l'on n'est admis qu'en se déclarant exclusivement républicain et où il a trouvé moyen de placer des soi-disant orléanistes à côté de Gambetta, Rochefort, Glais-Bizouin, et un certain nombre de commensaux du prince Napoléon.

Dans la province, tandis que Gambetta, appuyé par le loyal Fourichon, persiste à nous déclarer incapables, les soi-disant orléanistes de la Charente-Inférieure découragent autant qu'ils peuvent ceux qui veulent voter pour mon oncle Joinville.

La liste des *Débats* pour Paris est bonne ; mais je vois que dans la capitale on ne se doute pas de la manière dont Gambetta met à néant l'autorité du gouvernement central. Et on ne fait rien pour lui résister. Entre Gambetta d'un côté, les Prussiens de l'autre ; entre le gouvernement qui ne fait rien à Paris et les grands politiques qui ne font que des sottises, il faut s'attendre à voir l'Assemblée composée d'une façon déplorable et ses folies préparer à notre pays de nouveaux malheurs.

7 février 1871.

La formation de la liste des *Débats* me semble excellente et je souhaite vivement son succès, bien qu'on n'ait pas cru pouvoir y placer le duc d'Aumale. J'ai de grands doutes sur l'élection de celui-ci dans l'Oise, les Prussiens ayant supprimé tous les journaux qui patronnaient sa candidature. Nous n'avons aucun renseignement positif pour croire au succès dans les autres départements où elle a été posée. Celle de mon oncle Joinville a les plus grandes chances dans la Manche, ailleurs aussi, probablement.

La confusion causée par la résistance de Gambetta me semble arrivée à son comble. Deux départements du Nord refusent de reconnaître ses décrets, tandis qu'à Bordeaux, Jules Simon fait des décrets qui sont supprimés avec les journaux qui les publient.

Vous aurez lu le manifeste républicain exclusif de

M. Dufaure. Tout ce qu'on peut en dire, c'est que c'est cocasse de sa part.

Je me demande en vain pourquoi l'on a retardé les élections de Paris. Le bruit court qu'on porte mon frère aussi dans un département que je préfère ne pas nommer. S'il était élu, ce serait charmant. Parmi les esprits honnêtes, le sentiment fusionniste gagne beaucoup en présence des actes de Gambetta ; c'est le mouvement correspondant à la réaction bonapartiste chez les imbéciles et les poltrons. Mais ce mouvement-là est très respectable, et, sans se prononcer encore, il faut en tenir compte.

8 février 1871.

Nous attendons dans une fiévreuse anxiété le résultat des élections ; mais la démission de Gambetta est un grand soulagement pour tous ceux qui voyaient dans sa résistance une nouvelle source de malheurs pour la France.

Le gouvernement de Paris a continué à se montrer patriote, courageux et libéral. Il faut lui en savoir un gré infini.

12 février 1871.

Voici mon oncle Joinville élu à la presque unanimité du département de la Manche : 97 000 voix sur moins de 120 000 votants. Par ordre du gouvernement de Bordeaux on a rayé son nom de la liste pour y substituer M. Malicorne qui n'avait obtenu que 26 000 voix. Mais cet acte despotique ne peut annuler l'élection.

Nous allons voir ce que fera la Chambre, ce que feront nos amis, qui sont mis, cette fois, au pied du mur. Il y en a beaucoup, je le sais, qui sous l'inspiration de votre petit voisin (Thiers) ont fait tout ce qu'ils ont pu, pour nous écarter. Mais le moment des équivoques est passé, et maintenant, il faudra que chacun se prononce ou pour nous, ou contre nous, sur cette question de l'exil.

Lorsque je vous verrai, je pourrai vous donner les preuves de cette hostilité cachée d'un grand homme, qui encourageait Gambetta à nous fermer les portes de la France.

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS,
COMTE DE PARIS.

Ce 12 février, M. Thiers, élu par vingt-six départements, est nommé chef du pouvoir exécutif. Très vite, la famille d'Orléans, qui, malgré tout, escompte trouver en lui une aide efficace, va sentir avec quelle ténacité sournoise il cherchera à lui barrer le chemin du retour.

Le prince de Joinville, élu dans la Manche à une écrasante majorité, l'a été également dans la Haute-Marne par 45 648 voix, pendant que le duc d'Aumale en recueillait 52 222 dans l'Oise. C'est un succès qui, de lui-même, impose un droit au retour. Les nouveaux élus débarquent en France le 15 février.

Mais M. Thiers veille, et, pour dissuader les Princes de venir siéger à Bordeaux, il dépêche messager après messager à Biarritz, où ils se sont résignés à attendre les effets d'un bon vouloir qui se dérobe. On leur fait espérer une très prochaine validation des deux élections sous promesse de ne pas se présenter à l'Assemblée, les priant en attendant et pour ne pas ébranler le gouvernement aux prises avec la Commune, de quitter la France. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville repartent.

Pendant toute cette période, le comte de Paris n'écrit plus. M. Asseline et M. Daulnoy, son gendre, vont en Angleterre conférer avec lui et reviennent transmettre au Président des messages de plus en plus pressants pour le sommer de tenir ses promesses. De semaine en semaine, de mois en mois, les validations sont ajournées.

Thiers, cependant, n'est pas seul maître : il doit compter avec la majorité de l'Assemblée, qui forme une véritable coalition royaliste par ses quatre cents députés contre deux cents députés républicains.

Les légitimistes ont fait des avances aux orléanistes et leur ont offert leur appui, la « fusion » devenant une des conditions de cette alliance. Aussi, au début de juin, lorsque le débat s'ouvre sur cette question, et bien que M. Thiers ait, dans un long et très habile discours, souligné tous les dangers de ce retour, il doit céder à un courant d'opinion irrésistible, et le rappel de la branche aînée, comme de la branche cadette des Bourbons, est voté, le 8 juin, par 416 voix contre 163. Après ce vote, la validation des deux élections n'est qu'une pure formalité votée par 443 voix contre 113. Aussitôt, mais l'un après l'autre, les Princes arrivent à Versailles. La première période d'exil est close.

MADELEINE POURPOINT.

BETHSABÉE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Il répéta :

— Mrs Taylor, j'ai bien l'honneur...

Jamais encore, elle et sir Horace, ils ne s'étaient adressé la parole, même à Amritsar, où elle aurait eu maintes occasions de le rencontrer, Baxter y ayant servi plusieurs mois sous ses ordres directs. Arabella savait seulement qu'à diverses reprises il avait parlé d'elle de façon plutôt favorable. Mais elle s'était bien gardée d'en concevoir un orgueil excessif. Elle savait que cette sympathie était surtout faite de la haine tenace vouée par Farquhar à ses rivales, les épouses légitimes des officiers de la garnison.

— Vous ne m'en voudrez pas de me présenter ainsi à l'improviste. Vous vous imaginez bien que ce n'est pas sans raison.

— Il est arrivé quelque chose de grave ? ne put-elle s'empêcher de demander.

Il haussa les épaules :

— Grave ? Heu !... Je ne sais pas quel emploi vous faites ordinairement de ce mot. Il y a des gens qui s'en servent

(1). Voyez la *Revue* des 15 décembre 1937, 1er et 15 janvier, 1er février 1938.

à tout bout de champ. Disons quelque chose de sérieux. Oui, de très sérieux.

— A Ouloug-Aghyl ? murmura-t-elle, le cœur battant.

Il la dévisagea d'un air de surprise goguenarde.

— A Ouloug-Aghyl ? C'est à Issyk-Boulak qu'il faudrait dire ! Tiens, tiens, vous vous préoccupez donc encore de ce qui peut bien se passer par là-haut ?

Ce fut à son tour de le regarder avec étonnement :

— J'avoue ne pas très bien comprendre, dit-elle. Pourquoi, je vous prie, n'aurais-je pas le droit ?... Mais, je vous demande pardon. Je m'aperçois que je ne vous ai même pas prié de vous asseoir. Qu'allez-vous me permettre de vous faire apporter ? Champagne ? Whisky ?

— Je ne bois jamais ! dit Farquhar.

Puis, tout de suite, avec une soudaine brusquerie :

— Après tout, si ! Ce que j'ai à vous dire n'est pas si commode que cela ! Je dois m'aider.

En dépit de la rudesse de manières de son visiteur, elle avait repris tout son calme.

— Je suis à votre entière disposition. Toutefois, j'aime autant vous en prévenir, si l'objet de votre communication est confidentiel...

— Oui, oui, je sais, ricana-t-il, dans quelques minutes, nous risquons de voir quelqu'un venir troubler notre tête-à-tête, n'est-ce pas ? Soyez en paix ! A cet égard, vous n'avez absolument rien à craindre, pour ce soir tout au moins.

Au même instant, la sonnerie du téléphone retentit.

— Là ! fit-il. Voilà bien ce que je pensais ! Ou je me trompe fort, ou je peux vous dire d'avance qui est au bout de ce fil, et ce qu'on va vous raconter.

Insensible en apparence, Arabella venait de décrocher le récepteur.

— Si vous me dérangez ?... Mais non !... Qu'y a-t-il ? Rien qui soit de nature à vous inquiéter, j'espère ?... Vous ne pourrez venir que fort tard ? Pas du tout, peut-être ?... Tant pis !... C'est cela, vous me donnerez un coup de téléphone après que vous aurez reçu celui dont vous parlez. De toute façon, c'est entendu, je ne vous attends pas. A demain !

Elle remit en place l'appareil.

— C'est le colonel Wright, commença-t-elle, qui m'avertit...

— Oui, oui ! fit Farquhar, l'interrompant avec un sans-gêne qui ne faisait que croître : il attend un coup de téléphone très important de Delhi. Inutile de m'expliquer ! Vous voyez que je suis au courant.

— Je le vois ! Dans ces conditions, il me semble que vous pourriez...

— Vous éclairer sur ce qui se passe, que vous ignorez encore, ou que vous ne savez que trop bien ? Soyez tranquille, vous allez être satisfaite. Dans quelle intention, autrement, moi, je vous le demande, serais-je ici ?

— Je vous écoute, dit-elle, indifférente à l'allusion qu'il venait de ponctuer d'un gros rire, ou peut-être ne l'ayant même pas saisie.

Il ne prit pas la peine de lui répondre. Immobile, à présent, il était en train de l'examiner, de l'observer avec une insistance qui aurait fini, à la longue, par avoir quelque chose de blessant. Ensuite, ce fut du décor où ils se trouvaient que sir Horace se mit en devoir de dresser comme une espèce d'inventaire réprobateur et muet. Sous la broussaille blanche des sourcils, ses yeux brillaient d'une flamme de plus en plus malveillante et sombre. On eût dit que pas un des détails d'ameublement qui l'entouraient n'était susceptible de trouver grâce devant lui, que toute l'élégante délicatesse de ce luxe n'avait pas de pire ennemi que lui, que c'était elle qu'il rendait responsable d'on ne sait quelle catastrophe qu'il avait la charge de prophétiser. Son regard, juste en cette minute, rencontra celui d'Arabella. Elle demeura confondue de l'expression de réprobation, presque de haine, qu'elle y découvrit.

— Tout à l'heure, balbutia-t-elle, vous avez fait allusion à quelque chose de sérieux, qui viendrait d'arriver ?...

Elle ne fut pas capable d'en dire davantage. Subitement, la voix lui manqua. En même temps, elle eut envie d'appeler, de se sauver en courant, à travers la chambre, n'importe où.

Le major Farquhar, lui, pourtant, avait continué à ne pas bouger. Mais l'aspect de son visage était devenu proprement effrayant, d'une teinte tout ensemble livide et sanglante, avec des plaques et des marbrures où les veines s'enchevêtraient en réseaux violâtres, gonflés à éclater. La colère, une colère d'une violence insensée, l'étouffait, le mettait pour l'instant hors

d'état de prononcer une seule phrase intelligible. Il fallut un temps inouï à ce tragique et furieux bredouillis pour s'éclaircir, pour laisser filtrer quelques mots, parmi lesquels il y en eut trois, répétés une bonne demi-douzaine de fois, qui s'en vinrent frapper Arabella, folle de terreur, en pleine face.

— Fichez le camp ! Fichez le camp ! Fichez le camp !

Et plus bas, à présent, de façon plus distincte, haletant à la manière d'un buffle qui s'efforcerait de rentrer en possession de son souffle, il trouva le moyen de répéter, à trois ou quatre nouvelles reprises :

— Fichez le camp ! Ne comprenez-vous donc pas ? Fichez le camp !

— Quoi ? fit-elle, blanche de rage et de honte.

C'était un fait, Mrs Taylor n'aimait point être poussée à bout. Le sémillant Mr Gunnisson, dix années auparavant, avait failli apprendre à ses dépens ce qu'il en coûtait d'infliger à la patience de sa femme une trop rude épreuve. Pas une minute cependant le major Farquhar n'avait, en la circonstance présente, encouru un risque analogue. Même au comble de sa révolte et de sa stupéfaction, elle avait conservé le sentiment d'être la victime d'une erreur bien plutôt que d'une injustice. Il ne pouvait s'agir que de quelque monstrueux malentendu, dont elle ne tarderait pas à avoir l'explication.

Sir Horace, en attendant, ne lui facilitait pas la besogne. Il ne désarmait point. Seule une totale aphonie eût pu venir à bout de l'obstination avec laquelle il s'entêtait à grommeler de plus belle :

— Qu'elle s'en aille ! Il n'y a pas d'autre solution possible ! Fichez le camp !

— Vous l'avez déjà dit ! fit Arabella en haussant les épaules. Changeons un peu de conversation, voulez-vous ? Touchez-moi donc, par exemple, un mot des raisons que vous avez de me traiter comme vous venez de le faire. Je vous avoue, en ce qui me concerne, ne pas les distinguer très bien. Est-ce trop réclamer de quelqu'un dont on m'a dit qu'il lui était arrivé de tenir sur moi des propos parfois favorables ?

Après lui avoir proposé de boire quelque chose, elle venait de se souvenir qu'elle ne lui avait rien offert. Tout en parlant, donc, elle était allée au bar. Elle en rapporta un gobelet

de champagne, qu'il vida d'un trait. A présent, il la regardait avec des yeux étonnés et contrits, à peu près les yeux que peut avoir quelqu'un que l'on vient de retirer de l'eau.

— On ne vous a pas menti, fit-il enfin d'une voix sourde. Il est vrai que j'ai dit du bien de vous. Mais cela, c'était à Amritsar. Ici aussi, tout à fait au début. Mais, depuis !...

— Depuis, qu'y a-t-il donc eu ? dit-elle.

Il lui lança un coup d'œil empli moitié de méfiance, moitié de menace. Parlait-elle sérieusement ? Ne cherchait-elle pas à se moquer de lui ?

— Écoutez-moi bien ! grogna-t-il. Il y a toute une catégorie de petits jeux auxquels il vaut mieux ne pas s'amuser avec moi. Vous venez de voir dans quel état je me suis mis, hein ? Je le regrette, d'ailleurs, je m'étais juré de ne pas élever la voix. Il a fallu votre calme, votre espèce d'assurance incroyable...

Elle eut un rire légèrement amer.

— Mon calme ! fit-elle. On voit bien que vous ne me connaissez pas beaucoup. Mais ceci ne regarde que moi. Qu'est-ce qui aurait pu, je vous prie, me priver du droit d'être calme ? Ah ! non. Vous n'allez pas recommencer la petite scène de tout à l'heure, n'est-ce pas ?

Il serra les poings, mais parvint à se contenir.

— Qu'est-ce que vous êtes en train de bougonner, entre vos dents ? demanda-t-elle. Parlez donc ! Il n'y a pas cinq minutes, vous hurliez.

— Ce que je raconte ? fit-il, outré. Que vous êtes encore plus effrontée, plus dangereuse qu'on ne le suppose. Je comprends bien, à présent, toutes les raisons de Mac Carthy...

Elle eut un sursaut.

— Mac Carthy ? fit-elle, très pâle.

Il ricana :

— Ah ! cela a l'air de commencer à vous intéresser ? Le lieutenant Mac Carthy, vous savez qui c'est, j'imagine ? Quand nos meilleurs amis eux-mêmes se mettent à refuser de nous voir, ce n'est pas une très bonne note pour nous, vous me l'avouerez.

— Mac Carthy a refusé de me voir ?

— Faites donc celle qui ne le sait pas, après tout ce que vous avez tenté pour le voir, vous !

— Je vous donne ma parole..., commença-t-elle.

— Votre parole ! fit-il avec le haussement d'épaules le plus insultant ; quand bien même vous me la donneriez dix fois, cent fois, croyez-vous donc que ça me forcerait à vous croire, à admettre que vous ignorez que Mac Carthy est venu chargé de commissions pour vous de la part de votre ancien amant ? Mais quand il a appris tout ce qui s'est trafiqué ici, depuis son départ et celui de ce pauvre Baxter, il n'a plus eu qu'une seule idée, repartir sans vous avoir vue, dans la crainte, obligé, en homme d'honneur qu'il est, de vous crier son indignation, de ne pas, une fois en face de vous, en avoir seulement le courage. Ah ! c'est que vous êtes un sacré numéro de femme, il faut convenir de ce qui est. Mais minute, ma fille ! Ce qui a des chances de prendre avec un pauvre petit lieutenant, un capitaine à la rigueur, un colonel même, pour réussir avec cette vieille brute de Farquhar, eh bien ! j'aime autant vous le dire, il vaut mieux repasser !

— Vous vous êtes offusqué de mon calme, dit-elle. Enviez-le, plutôt ! Admirez la placidité avec laquelle je vous réponds, avec laquelle je vous écoute, et tâchez d'en faire, à votre tour, votre profit. Cela nous permettra de mettre au point un tas de petites choses qui n'ont pas l'air d'y être extrêmement. Je vous en réitère ma parole, je n'ai presque rien compris de tout ce que vous m'avez dit. Vous avec parlé de l'indignation du lieutenant Mac Carthy à mon égard. Vous avez parlé de mon ancien amant. C'est au lieutenant Baxter que vous vouliez faire allusion, je présume ?

— C'est bien à lui. Mais vous avez raison, j'aurais dû préciser. C'est prudent quand il s'agit de vous, dit-il grossièrement.

Elle sourit :

— Inutile d'essayer ! fit-elle. Vous n'arriverez plus à me faire sortir de mon impassibilité. Voyons, en gros, que me reprochez-vous ?

Il s'était croisé les bras.

— Pas, en tout cas, de ne point posséder le plus rude aplomb que je connaisse ! fit-il.

— Mais encore ?

— Vous tenez à le savoir ? Eh bien ! ce n'est pas d'être la femme la plus sèche de cœur et la plus vénale qui se puisse

probablement rencontrer. C'est, étant cette femme-là, de vous en être venue porter le désordre dans la chose qui m'est la plus chère au monde, mon régiment. Depuis que quelqu'un, que je ne veux pas même nommer, a eu la faiblesse de vous autoriser à demeurer ici, en violation de toutes les règles, ne sentez-vous pas que tout s'est trouvé du jour au lendemain bouleversé, désorganisé, que les gens se sont mis à marcher les pieds en haut, la tête en bas ? Au quartier, au mess, au rapport, l'air est devenu irrespirable, partout. Voilà la raison pour laquelle, moi qui ne suis qu'un soldat, un soldat à l'abri, grâce à Dieu, de toutes ces histoires plus ou moins propres, je n'ai pas pris des gants pour venir ici et pour vous dire, dans l'intérêt de tous, grands et petits : En voilà assez ! Dans un cas pareil, si l'on n'est pas la dernière des dernières, on n'insiste pas. On s'en va !

— On s'en va ! dit-elle. Tiens, il y a progrès. Votre langage est déjà beaucoup plus convenable.

Il ne parut pas avoir entendu. Elle, de son côté, elle réfléchissait, coudes sur ses genoux, menton dans ses mains.

— Commandant Farquhar, dit-elle enfin, avec une certaine gravité, je sais que vous avez une âme droite. Je ne désespère pas de vous amener, en ce qui me concerne, à la même conviction. Je voudrais vous poser deux questions. Jurez-moi que vous y répondrez.

— Je n'ai rien à vous jurer du tout, dit-il brutalement. Posez-moi d'ailleurs toutes les questions que vous voudrez. Ça m'étonnerait fort que j'éprouve une gêne quelconque à y répondre.

— Je n'ai pas dit : toutes les questions. Deux seulement, ai-je précisé. Il y a un instant, à propos du lieutenant Baxter, vous avez dit : votre ancien amant. Cette expression peut avoir deux sens : ou bien vous pensez que mon amant, George a cessé de l'être ; ou bien encore vous estimez qu'un autre, depuis, l'a remplacé.

— Mon avis est que c'est ce second sens qui est le bon, dit Farquhar, rogue.

Il marqua une pause.

— Et j'ajoute, fit-il, que c'est également l'avis de toute la garnison.

Mrs Taylor secoua la tête.

— Vous me croirez si vous voulez, dit-elle, c'est donc moi qui aurai été la dernière à en être informée. Et le nom de cet heureux mortel, me ferez-vous la grâce de me le dire ?

— Cherchez ! fit Farquhar, avec une rudesse sous laquelle il avait l'air d'essayer de cacher un commencement de gêne. Cherchez ! Ça m'étonnerait bien que vous ne finissiez point par trouver, ou c'est qu'alors...

— Je n'y arrive pas, je vous assure, fit-elle. Et je ne vais pas m'amuser à compromettre des innocents, en citant des noms au petit bonheur. Croyez-moi, il vaudrait mieux que ce fût vous qui...

— Il y a un instant, j'ai eu l'occasion de vous dire qu'il s'agissait d'un nom que je me refuse à prononcer, répliqua-t-il, à voix presque basse.

Elle se leva, marcha vers lui.

— Oh ! mais c'est que je me souviens, en effet, fit-elle. A propos de l'autorisation que j'ai obtenue de demeurer à Djelabad, n'est-ce pas ? Alors, c'est la personne qui m'a accordé cette autorisation qui serait ?...

Jamais Mrs Taylor n'avait été encore aussi belle. Farquhar en eut l'intuition, et qu'elle était sur le point de le dominer. Pendant qu'il était encore temps, il essaya de prendre le dessus. Brusquement, la regardant cette fois droit dans les yeux, il répondit :

— Votre amant ? Oui !

* * *

Un des serviteurs pendjabis venait d'entrer discrètement, les bras chargés de fleurs rouges et blanches, sortes d'énormes camélias des neiges dont Arabella raffolait. Ils ne poussaient que dans une mystérieuse propriété située à trois ou quatre lieues de Djelabad, au milieu des jardins, sur la pente est du Mouztagh-Parbat. Éclos vers trois heures de l'après-midi, ils ne voyaient point le crépuscule du lendemain. Chaque jour, une des ordonnances de sir Herbert allait en chercher une gerbe et la rapportait au bungalow chinois. Chaque jour, dès son arrivée, le même Pendjabi jonquille et argent pénétrait dans le living-room, disposait les fleurs dans les mêmes coupes, et se retirait sur la pointe des pieds.

Ils le regardèrent accomplir sa besogne silencieuse. Quand

il fut sorti, Arabella sourit à sir Horace, avec un petit mouvement de tête ironique, de haut en bas, comme pour dire : « Parfaitement ! Vous avez deviné : ces fleurs sont de lui ! »

Dehors, on eût cru que la tempête, qui, jusqu'alors, n'avait pas cessé de faire rage, s'était apaisée quelque peu.

Au bout d'un instant, très simplement, Mrs Taylor dit :

— Alors, d'après vous, je suis la maîtresse de sir Herbert ?

— Je ne vous ai point parlé en mon nom seul, riposta Farquhar. Je vous ai dit que telle était en effet l'opinion de toute la garnison.

— Oui. Mais vous le pensez, vous aussi ?

Il fronça ses gros sourcils blancs.

— Si je ne le pensais pas, répliqua-t-il, je me demande de quel droit je serais ici.

— Je commence à comprendre ! fit-elle, sans paraître se formaliser autrement.

Elle poursuivit, de plus en plus calme :

— Vous vous rappelez que j'ai une seconde question à vous poser ? Tout à l'heure, à propos de la venue du lieutenant Mac Carthy à Djelabad, vous avez parlé du « pauvre Baxter ». Pauvre ? Pourquoi ce qualificatif, je vous prie ? Mais qu'est-ce que vous avez à me regarder de la sorte ? Qu'est-ce qui vous prend ?

Machinalement, elle avait reculé, avec la sensation que Farquhar était prêt à bondir sur elle. Une fois encore, il se contint.

— Comment voulez-vous que je vous regarde ? répondit-il, très lentement. Et comment voulez-vous que je désigne le brave garçon que vous avez mis tout en œuvre pour ridiculiser, déshonorer, et qui, pendant que vous êtes ici, à vous laisser adorer gaiement, parmi les fleurs et le champagne, se trouve, lui, en péril de mort, dans cet affreux coupe-gorge d'Issyk-Boulak, où vous l'avez fait envoyer ?

Il est des cris qui valent mieux, pour dissiper d'un seul coup la nuit des plus rebelles équivoques, que des heures et des heures de raisonnements à froid. Tel fut, sans doute, celui poussé, en cette minute, par Arabella.

— Qu'avez-vous dit ? Répétez-le ! En danger de mort, à Issyk-Boulak, George ? Mais ce n'est pas vrai ! D'abord, ce n'est pas à Issyk-Boulak qu'il est, c'est à Ouloug-Aghyl. Sans

cela, je serais prévenue !... Vous mentez, n'est-ce pas ? Oh ! dites-moi que vous m'avez menti ! Dites-le-moi ! Jurez-le-moi !

C'était lui, maintenant, qui, épouvanté, s'était reculé.

— *Est-ce possible?* murmura-t-il.

Mais elle ne l'entendait plus désormais de cette oreille.

— Est-ce possible ? Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'allez-vous me raconter, à présent ! Méfiez-vous, alors ! Tant qu'il ne s'est agi que de moi, vous avez vu de quelle façon j'ai accueilli vos insinuations, vos perfidies ; avec quelle indifférence, quel mépris ! Dans ma triste vie, j'en ai vu bien d'autres. On ne peut plus, sous ce rapport, ni me peiner, ni m'étonner. Mais tout cela, encore une fois, pouvait aller, tant que j'étais seule à être en cause. Mais, maintenant, il s'agit de George, fou que vous êtes, de George que j'aime, que je n'ai jamais cessé d'aimer. Qu'est-ce que c'est que cette comédie infâme qui consiste à baver sur lui, sous prétexte de prendre sa défense ? Le ridiculiser, le déshonorer, moi qui n'ai fait tout ce que j'ai fait que pour lui ! Je pourrais être, à l'heure actuelle, bien tranquille, au bon soleil, dans la plus belle ville du Sud, au lieu de continuer à demeurer ici, toujours à cause de lui, vous m'entendez ?... dans cet endroit plutôt lugubre, qu'on me l'accorde, pour une femme ! Depuis qu'il est parti pour là-haut, comme distractions, comme divertissements, chaque jour, à la même heure, qu'est-ce que j'ai eu, en tout et pour tout ? Vous savez quoi ! Les mornes visites et les assiduités plus mornes encore de quelqu'un qui... Un pauvre homme pour de bon, je vous le jure, celui-là ! Mais qu'est-ce que j'entreprends de vous raconter ! En quoi tout ceci vous regarde-t-il? C'est un chapitre sur lequel je n'aurai aucune peine à revenir tête haute, quand il me plaira. En attendant, la question n'est pas là. C'est de lui seul qu'il faut s'occuper, de George, de George ! Vous me dites qu'il court un danger ? Lequel ? Expliquez-moi bien ! Tout vous sera pardonné. Que faut-il que j'ajoute de plus ? Vous ne voyez donc pas dans quelle angoisse vous avez réussi à me jeter ! Ah ! vraiment, pour ne pas voir, pour ne pas comprendre cela, ce n'est plus seulement méchant qu'il faut être, c'est bête, c'est bête, c'est bête, plus bête encore qu'il n'est permis !

Farquhar avait baissé le front.

— Je ne proteste pas, dit-il. Il se peut que je n'aie que ce que je mérite. Mais qui aurait pu se douter !... Ainsi donc, vous ne saviez rien ?

— Et qu'est-ce que vous voulez que je sache, avec la vie que je mène ? cria-t-elle. D'abord, qu'est-ce qu'il y a à savoir ? Pour Dieu, que se passe-t-il ?

— Baxter, dans ses lettres, ne vous a pas dit ?...

— Elles n'ont jamais contenu beaucoup de détails. Et il y a quinze jours que je n'en ai pas reçu.

— Et lui, il ne vous a pas tenue au courant ?

— Lui, qui ?

— Vous le savez, voyons !

— Le colonel Wright ? Hier encore, il me disait que tout allait bien.

— Ah ! fit Farquhar. Il vous a dit cela ? Et tout cet attirail, alors, à quoi ça rimerait-il, je vous prie ? Croyez-vous que ce soit pour le seul plaisir de nous déguiser ?

Jusqu'alors, elle ne l'avait pas remarqué : il était en tenue de campagne. Elle connaissait l'équipement en question pour l'avoir vu sur le dos d'Elliott et de Burke, le soir qui avait précédé leur départ, on s'en souvient. George, lui, en revanche, ne l'avait pas revêtu en s'en allant, afin de ne pas lui donner l'éveil.

Elle étouffa un gémissement.

— Ah ! fit-elle, j'ai compris. Et c'est tout de suite que vous allez partir ?

— Non, dit-il, secouant la tête avec humeur. Je l'avais proposé. Une journée de gagnée ! Ça n'aurait pas été de trop. Je vous assure. Mais on n'a pas suivi mon avis. Après-demain matin, seulement. Il faut mettre les choses au point avec Delhi. Un tas de palabres aussi homicides que ridicules ! C'est l'objet des coups de téléphone qui sont en train de s'échanger, et qui vous ont privée de la visite de qui vous savez. Toutefois, comme je n'aime pas perdre mon temps, je viens de passer la revue de mes deux escadrons en tenue de campagne. Voilà pourquoi je suis moi-même encore dans ce beau costume. Je vous en demande pardon.

Des politesses de ce genre, après les propos qu'ils venaient d'échanger, c'était bien le moment ! Arabella avait joint les mains.

— C'est à Issyk-Boulak qu'il est ?

— Vraiment, vous l'ignoriez ? fit Farquhar, continuant à redouter d'être dupe.

— Puisque je vous le jure ! Sir Herbert ne m'a jamais rien dit ! C'est abominable !

Farquhar se garda d'approuver. Il eut néanmoins une moue attestant qu'il commençait à se faire de cette aventure une idée assez différente de celle qu'il avait pu avoir jusqu'alors.

— Ma pauvre enfant ! ne put-il s'empêcher de murmurer presque avec douceur.

Tout de suite, d'ailleurs, — et ce fut sa façon d'atténuer la rigueur du jugement qu'il eût été contraint sans cela de porter sur le personnage dont il préférait ne pas prononcer le nom, — il s'empressa d'ajouter :

— Qu'est-ce que vous voulez ! Du moment qu'on créait un poste dans ce vilain endroit, il fallait bien y mettre quelqu'un, n'est-ce pas ?

— Vous êtes envoyé à son secours ? demanda-t-elle, indifférente à toute autre pensée.

— Oui, dit-il. Ce sont mes escadrons qui sont les deux premiers à marcher. On fera de son mieux, mais on ne sera pas trop. Toujours ce maudit système des petits paquets ! Ah ! si l'on m'avait écouté, c'est le régiment au complet qui serait déjà en selle.

— C'est donc si grave ?

— Je vous l'ai dit au début de ma visite. Le regrettable, c'est de penser qu'on aurait pu prévenir tout cela. Il y a un mois et demi, quand le rapport d'Elliott sur les menées du Hounza est arrivé. Si, tout de suite, on avait pris l'initiative... Mais, pour cela, il aurait fallu ne pas avoir en tête un autre ordre de préoccupations !

— Ah ! fit-elle avec une violence subite, toutes vos récriminations, en quoi voulez-vous qu'elles m'importent ! Parlez-moi de lui, rien que de lui ! Vous savez bien qu'il n'y a que lui qui m'intéresse. Où est-il ? A quel genre de péril est-il exposé ?

— Vous ne me laissez même pas le temps de vous répondre, dit-il, ému malgré lui, et se rendant de plus en plus compte du point auquel il s'était fourvoyé. Où est-il ? Toujours à Issyk-Boulak, j'espère ; à Issyk-Boulak avec son peloton. Mais la

route avec Ouloug-Aghyl est coupée. Coupée aussi la route entre Ouloug-Aghyl et Karaoul. C'est le gâchis dans toute sa beauté, quoi ! Ces sacrés bandits de la montagne sont descendus sans crier gare, de tous côtés. Et, comme, de tous nos postes, Issyk-Boulak est le plus en avant, le plus exposé... L'ennuyeux, c'est que, depuis hier, nous sommes totalement sans nouvelles. Télégraphe et téléphone sont aussi coupés entre Djelabad et Karaoul, bien entendu.

Arabella se tordait les mains.

— Alors, c'est fini, n'est-ce pas ? fit-elle. Dites-moi toute la vérité. Il est perdu ?

Jamais encore le major Farquhar ne s'était trouvé à si rude école. Venir avec la ferme intention de dire son fait à un être, de le traîner plus bas que terre, et, finalement, se voir contraint de lui faire des excuses, de le réconforter, de le consoler !... Aussi, c'était tant pis pour lui ! Il n'avait qu'à se mêler de ce qui le regardait.

— Il ne faut pas désespérer si vite, dit-il, avec un accent rien moins que convaincu. Certes, cela s'annonce comme l'une des plus belles bagarres auxquelles j'aurai été convié durant ma petite carrière. Et quand je songe que tout aurait pu être évité, si... Mais vous avez raison. Nous sommes là pour voir la situation telle qu'elle est. Or, quoiqu'on se soit décidé bien tard à le jouer, il nous reste quand même un atout. Les gens du Hounza ne se sont point encore manifestés, paraît-il. S'ils entrent contre nous dans la lutte, évidemment tout est fichu, et le Vice-Roi peut se préparer à expédier de nos côtés non pas seulement quelques escadrons, mais autant de jolies brigades de soutien. En revanche, s'ils marchent avec nous, ou seulement s'ils se tiennent tranquilles, on peut espérer... Mais c'est le temps, comprenez-vous, qui fait terriblement défaut. Nous avons la chance d'avoir ici, au 7e Chevau-Légers, lieutenant dans un de mes escadrons, justement, un officier du nom d'Hiram Singh...

— Hiram Singh ? fit-elle.

— Vous le connaissez ? Eh bien ! cet Hiram Singh est proche parent du régent actuel du Hounza, avec qui il a gardé de bons rapports. Ledit Hiram Singh, convoqué en grande hâte aujourd'hui même par le colonel du régiment, s'est offert aussitôt, avec un courage qui ne m'a pas surpris, car je l'ai

toujours considéré, quoique de couleur, comme un monsieur, s'est offert, dis-je, pour tenter, à travers les lignes, de rallier nos postes et de joindre le chef en question. S'il y parvient, et qu'il réussisse à le convaincre, cela permet à notre cavalerie d'arriver, car notre intention n'est pas de traîner, ni d'épargner ce que nous trouverons sur notre route, je vous en réponds. Malheureusement, ce n'est pas une tâche de tout repos que celle à laquelle il s'attaque. Connaissant comme il les connaît les montagnes et les gens, et malgré le jour d'avance qu'il aura sur nous, puisqu'il part tout à l'heure, avant l'aube, arrivera-t-il ? Je veux dire : à temps ?

Elle ne l'écoutait plus ; son bras replié sur ses yeux, elle pleurait silencieusement.

Incertain de la conduite qu'il avait à tenir, il s'était levé. Elle crut qu'il s'apprêtait à prendre congé. Elle se redressa.

— Restez ! ordonna-t-elle. Il y a tout de même quelque chose que je ne comprends pas encore, quelque chose que je voudrais vous voir m'expliquer.

— Je suis à vos ordres.

— Écoutez-moi, alors. Que je sois parvenue ou non à modifier l'idée que vous avez, que tout le monde, paraît-il, a de moi, il y a un fait qui demeure incontestable : cette idée, vous l'avez depuis un certain temps, déjà. Alors, puisque vous estimez ma présence à Djelabad si néfaste, pourquoi n'être pas venu me le dire plus tôt, avoir attendu l'avant-veille de votre départ, oui, pourquoi ?

— Je vous répondrai en toute sincérité, dit-il. Précisément parce que, partant, je préfère avoir la certitude de ne pas vous laisser derrière moi.

Et comme, interdite et pâle, elle le regardait, il lui prit les deux mains, et, avec un trouble qu'il ne s'efforçait même plus de dissimuler :

— A votre tour, écoutez-moi ! Écoutez-moi bien ! Je vous jure que je n'ai jamais parlé ainsi à personne, avec une émotion pareille, jamais, jamais ! Il est certain qu'à l'origine, sans vous connaître, rien que d'après ce que j'entendais raconter par les gens, j'ai eu de la sympathie pour vous. Ensuite, pour les raisons que je vous ai dites, il est vrai aussi que je vous ai haïe. Mais je commence à voir que ma première opinion était la bonne. Laissez-moi parler. Il faut, oui, il faut que

vous vous en alliez d'ici. Vous n'avez rien à y faire, croyez-moi, c'est sans méchanceté aucune, bien au contraire, que maintenant je vous le dis. Ce n'est pas votre faute, je sais ! Mais les résultats sont là. Où vous êtes, rien ne va comme ça devrait. Songez donc un peu, — est-ce que j'exagère ? — aux choses que vous connaissez déjà, et aussi à celles que vous ignorez. Baxter, d'abord ! Vous l'aimez, pourtant ! Vous me le dites, et je vous crois. Eh bien ! rien qu'à cause de vous, il commence par manquer de perdre l'estime de ses camarades, pour une ridicule histoire de départ en première ligne différée. Aujourd'hui, c'est la vie qu'il risque de perdre, de manière tout aussi injuste, et toujours à cause de vous. Puis, voici les détails que vous ne savez pas encore : une altercation entre lui et Mac Carthy qui a eu lieu là-bas ces jours-ci ; le capitaine Elliot a eu bien de la peine à empêcher le pire. Ici, ç'a été une affaire entre les capitaines Somerville et Gasser, qui, elle, est toujours en suspens. Et enfin, ne m'en veuillez point de vous reparler, une dernière fois, du plus grave de tout, de l'homme qui, littéralement, a perdu la tête pour vous ; qui, famille, dignité, régiment même, vous aurait de gaieté de cœur tout sacrifié ! Il est loin encore de s'être ressaisi. Je l'ai bien connu, vous savez. Nous avons été à Sandhurst ensemble. On l'a préféré à moi pour commander le régiment que voici. On a probablement eu raison. Il a des qualités que, moi, je n'ai pas. Vous voyez, en tout cas, que ça ne m'empêche pas de lui rendre justice. C'est pourquoi, encore une fois, je vous le répète, je ne serai en repos que lorsque vous ne serez plus ici. Je vais aller essayer de sauver Baxter. Il faut que, vous ayant décidée à quitter Djelabad, je sache que j'ai assuré son salut, à lui aussi.

Sans mot dire, elle le regardait, de ses yeux encore pleins de larmes.

— Vous me le promettez, n'est-ce pas ? reprit-il. Je me charge de tout. Vous n'aurez à vous occuper de rien. En partant demain matin vers neuf heures, pous pouvez être le soir même à Srinagar, avant la nuit. Je téléphonerai. J'arrangerai tout. L'automobile qui viendra vous prendre peut emporter beaucoup de bagages. C'est une voiture du même modèle, exactement, que celle qui a servi pour lady Wright, en septembre dernier.

— Je vous en suis très reconnaissante, fit-elle avec un pauvre sourire de raillerie. C'est bien de l'honneur. Grand merci ! Une question, encore, pourtant ! La dernière, si vous voulez bien. Permettez-moi de vous la poser.

— Je vous en prie.

— Vous venez de parler d'une altercation entre George et le lieutenant Mac Carthy. C'était à mon sujet, n'est-ce pas ? Dois-je en conclure que cette chose que tout Djelabad a crue, oui, comment vous dire ?... à propos de ce qui a pu se passer entre moi et l'homme dont vous préférez ne pas prononcer le nom, enfin !... dois-je en conclure que, là-bas, le lieutenant Baxter y a cru, en a été informé, lui aussi ?

Sir Horace baissa la tête sans répondre. Rien ne vint plus rompre, durant une longue, très longue minute, l'obscur silence où Arabella semblait s'attarder.

— C'est entendu ! murmura-t-elle enfin, sur un ton de résignation morne. Soyez tranquille ! Demain matin, je partirai.

II

Le jour se leva vers six heures. Le temps s'était mis au froid. Cela valait mieux pour Hiram Singh ainsi que pour ce qu'il avait à faire. Il eût voulu partir plus tôt. Mais il y avait ce fameux coup de téléphone de Delhi qu'on attendait, et qui n'arriva que bien après minuit. Bref, il était plus de cinq heures lorsque deux hommes emmitouflés dans les lainages losangés du Hounza, montés sur d'hirsutes petits poneys, et portant leur carabine en travers de l'arçon de leur selle, sortirent de Djelabad par la porte du Nord.

On avait voulu contraindre Hiram Singh à accepter une escorte, cinq ou six hommes tout au moins. Mais, avec une moue tout juste engageante, il avait fait comprendre que, seul responsable désormais de son entreprise, il entendait la mener à son gré. S'il prenait ainsi les devants et précédait de vingt-quatre heures les escadrons de Farquhar, c'était, autant que possible, pour passer inaperçu, et non pour ameuter les populations. Il n'emmenait donc avec lui que son ordonnance, Sadek, du Hounza également, et avec qui il avait joué, dans les vallées du beau pays de Tchitral, alors qu'ils étaient enfants

tous les deux. Sadek, petit homme râblé et barbu, avait ceci de particulier qu'on pouvait vivre avec lui plusieurs semaines consécutives sans connaître le son de sa voix. C'était le compagnon idéal pour un genre de promenade où un minimum de discrétion de ton et d'allures était la meilleure garantie de succès, voire de salut.

Les premières lueurs de l'aube les trouvèrent tous les deux gravissant à très petit trot la rampe septentrionale du Mouztagh-Parbat, une aube, tout compte fait, beaucoup moins sinistre que la veille, on eût pu le redouter ; glaciale, par exemple, avec du brouillard, mais sans bise, sans pluie. Peut-être même, — qui pouvait savoir? — lorsqu'à la passe de Tchoup on serait monté au-dessus de la mer des nuages, aurait-on la chance, en fin de journée, de bénéficier d'un bon petit rayon de soleil.

Au tournant extrême du sentier, il y avait un belvédère rustique entouré d'un bosquet de sapins. En face de ce belvédère, ils aperçurent, d'assez loin, se découpant sur le ciel, la silhouette immobile d'un cavalier. C'était leur première rencontre, depuis la sortie de la ville. Ils se le désignèrent mutuellement, d'un simple regard, et poursuivirent leur route, sans changer d'allure. Ils en avaient encore, grâce à Dieu, pour quelques heures, avant de songer à être prudents.

Quand ils furent à la hauteur du cavalier en question, Sadek n'ouvrit pas davantage la bouche, bien que son étonnement égalât au moins celui de son maître. Il n'en fut pas de même d'Hiram Singh.

— Vous ! ne put-il s'empêcher de s'écrier, en reconnaissant Mrs Taylor.

Elle sourit, et, mettant sa jument au pas le leurs poneys :

— Chut ! chut ! Ne vous arrêtez pas, surtout ! dit-elle. Je ne suis pas là pour vous retarder. Nous aurons tout le loisir de causer en chemin.

S'il avait pu attribuer un instant sa présence au hasard, à quelque promenade matinale un peu folle, il fut bien vite détrompé. Tout de suite, Arabella avait reconnu Sadek. Ce dernier eût-il compris l'anglais beaucoup mieux que ce n'était le cas, que l'on n'aurait pas eu davantage besoin de se gêner devant lui.

— Hiram Singh, commença-t-elle donc, je n'ai qu'une

phrase à vous dire pour que vous ne soyez plus surpris de me voir là : je sais où vous allez.

Il répondit avec sa déférence habituelle :

— Je ferai remarquer à la memsahib qu'elle l'aura appris par un autre que par moi.

— D'accord ! fit-elle, souriant toujours, d'un sourire empreint d'une espèce de sereine, de souveraine autorité. C'est d'ailleurs ce qui va vous permettre de m'accorder avec moins de scrupules la chose que je vais, moi, vous demander. Il s'agit d'une chose importante. Sans cela, je ne serais pas ici, depuis près de trois heures, à faire geler ma pauvre jument. Je vais avec vous, Hiram Singh, là où vous allez !

Avait-il bien compris ce qu'elle réclamait de lui ? Il n'avait pas sourcillé, en tout cas. Les poneys continuaient à poursuivre leur marche au même trot, dans la même brume, une brume qui, vers le nord-est, avait l'air de s'éclaircir, pourtant.

— Avez-vous entendu, Hiram Singh ?

Il la regarda d'un air de reproche.

— Je m'imagine, dit-il, que la memsahib, en cette minute, se souvient de la promesse que je lui ai faite, que, bien des fois, je lui ai répétée : « Le jour où la memsahib fera appel au père de Nour, le père de Nour sera là. »

— C'est de cette promesse que je me souviens, en effet.

— Et, poursuivit Hiram Singh, sur un ton où il semblait y avoir comme une sorte de supplication, la memsahib n'envisagerait-elle pas pour moi d'autre moyen de me libérer de mon engagement ?

Arabella secoua la tête.

— Non, dit-elle. Je le regrette, mais vous me connaissez suffisamment pour savoir que ma décision est prise. Vous devez être, d'autre part, au courant de trop de choses pour ne pas savoir pourquoi je la prends. J'irai avec vous jusqu'à Issyk-Boulak. J'essaierai, du moins.

Il poussa un soupir.

— La volonté de Dieu sera ce qu'elle sera, dit-il.

Elle étouffa une exclamation. Le brouillard, juste en face d'eux, au même instant, venait soudain de se déchirer. Dans cette gigantesque fente perpendiculaire, quelque chose d'effrayant avait surgi, un spectre de montagne mi-partie noire,

mi-partie blanche, avec des plaques d'un vert glauque, qui étaient des glaciers. Sous cette fuligineuse lumière d'hiver, jamais elle n'était encore apparue à Arabella aussi menaçante, ni surtout aussi haute. Entre deux aiguilles de rocs, autour desquelles se tordaient de blêmes anneaux de nuées, on distinguait une espèce de couloir jaunâtre...

Hiram Singh le désigna du doigt.

— La passe de Tchoup, où nous devons être ce soir ! murmura-t-il.

Fermement, elle répondit :

— Si vous devez y être, Hiram Singh, nous y serons tous les trois.

Il s'inclina.

— La volonté de Dieu s'accomplisse ! répéta-t-il, en portant la main à son front.

Il reprit, après un moment de silence :

— Un devoir à remplir : la memsahib en sait l'importance. Un serment à tenir : elle sait duquel je veux parler. De ce serment, le père de Nour est prêt à s'acquitter. La memsahib peut venir avec nous. Je ferai de mon mieux, afin qu'elle touche au but saine et sauve. A une double condition, cependant...

— Laquelle ?

— D'abord, il sera entendu que, pour elle, je n'aurai jamais à m'écarter de l'itinéraire qui m'est fixé.

— C'est bien ainsi que je l'entends également. Et puis ?

— Et puis, — ce qu'à Dieu ne plaise ! — s'il vient un moment où la memsahib se trouve dans l'impossibilité de continuer à me suivre, je me verrai, moi, dans l'obligation...

— Dans l'obligation de quoi, Hiram Singh ? Vous pouvez parler.

Il baissa la tête.

— Que la memsahib me pardonne...... De l'abandonner !

Cela se produisit vers le milieu de la quatrième journée, des journées d'efforts, d'embûches, de lutte, comme Hiram Singh dut plus tard reconnaître qu'il en avait rarement rencontré de sa vie. Ils venaient de franchir le terrible pont de cordes de l'Issyk-Daria, après que Sadek eut éprouvé toutes les difficultés du monde à trouver un gué pour faire traverser

aux chevaux le torrent déchaîné. Il suivait d'assez loin, tirant par leurs rênes, derrière lui, les trois pauvres bêtes grelottantes sur lesquelles ils n'avaient pas eu le cœur de remonter tout de suite, à cause du terrain qu'ils étaient en train de parcourir, un affreux gneiss glissant et coupant, sur lequel elles trébuchaient à chaque pas. Hiram Singh était devant, attentif à la moindre alerte. Tout à coup, ayant cru entendre un soupir, il se retourna, juste à temps pour voir Arabella s'affaisser sur la neige. En un clin d'œil, il fut près d'elle. Elle le vit venir avec un sourire douloureux.

— Voici l'instant prévu par vous, murmura-t-elle, l'instant où il va falloir me laisser.

Rien ne peut exprimer ce que fut, en cette minute, la désolation d'Hiram Singh.

— Un effort encore, supplia-t-il. Songez que nous ne sommes plus qu'à une dizaine de lieues à peine d'Issyk-Boulak ! Vous avez été si vaillante jusqu'ici !

C'était vrai ! La veille encore, à Karaoul, c'était elle qui avait insisté pour qu'ils ne profitassent pas de l'abri que leur offrait le poste. Continuant leur chemin, ils pouvaient gagner deux ou trois heures, quitte à passer la nuit dans quelque abri de hasard. A Karaoul, ils avaient appris les premières nouvelles sérieuses au sujet des événements. Elles étaient loin d'être brillantes. L'insurrection des tribus de la montagne se généralisait. Le major Berkeley était bloqué à Quotchqor avec le capitaine Howard et le 6e escadron en entier par cinq ou six mille Orakzaï. Eux encore n'avaient pas trop à se plaindre. Ils pouvaient attendre de pied ferme l'arrivée de la colonne de renfort. Ils avaient tout ce qui leur était nécessaire en abondance, et la citadelle de Quotchqor, érigée sur un rocher à pic, était de taille à résister à tous les assauts. Ce qui se passait à l'est était autrement grave. L'ennemi s'était emparé d'Ouloug-Aghyl, à peu près vide de défenseurs, heureusement. Dès l'investissement du peloton Baxter dans Issyk-Boulak, le capitaine Elliott s'était porté à son secours, avec le peloton Forbes. Ils avaient bien réussi une trouée parmi les assaillants, mais sans autre résultat que de se faire enfermer eux aussi dans ce maudit château aux trois quarts ruiné, qu'on n'avait eu le temps ni de réparer, ni de pourvoir convenablement en munitions et en vivres. Ici, ce n'étaient plus des Orakzaï

pourvus d'un armement de fortune qui menaient la danse. C'étaient des Azaras, des guerriers fanatisés du Sarykol, et surtout des Kirghizes du Thian-Chan, des Kirghizes Noirs, les plus cruels et les mieux équipés, ceux-là mêmes à qui le lieutenant Sewel avait infligé la sévère leçon de Bami-Douniah, et qui avaient pris leur revanche sur le lieutenant Millikan. Une estafette arrivée de nuit à Issyk-Boulak annonçait que depuis trois jours la bataille faisait rage. Deux tentatives de sortie, officiers en tête, avaient échoué, avec des pertes très dures pour les assiégés. Et les gens du Hounza ? Quelle était leur attitude, en l'occurrence ? On ne pouvait encore la préciser. Un messager dépêché par Elliott à Amir-Harayat n'était pas revenu. Il était probable que ce dernier attendait les événements pour se ranger du côté du plus fort, quel qu'il fût. Ces renseignements avaient été fournis à Arabella et à ses compagnons par le maréchal des logis qui, depuis le départ du major Berkeley pour Quotchqor, tenait le poste de Karaoul, avec une dizaine d'hommes plus ou moins éclopés. Leur nervosité était extrême. Ils avaient failli ouvrir le feu sur les nouveaux arrivants. Tant d'incidents de toute nature s'étaient succédé, depuis ces dernières semaines, que la brusque arrivée d'une femme parmi eux n'avait même point paru réussir à les étonner autrement. Hiram Singh, sans trop de conviction, avait bien proposé à Arabella de demeurer à Karaoul. On sait la façon dont elle avait répondu.

— Un effort, un tout petit effort ! Que la memsahib veuille bien !...

— La pauvre memsahib, elle ne doit pas être bien belle ! dit-elle, souriant de cette touchante déférence, en de telles circonstances, en un tel lieu.

Au même instant, une quinte de toux la secoua.

— Qu'avez-vous ?

— Je ne sais pas, dit-elle, toussant toujours, ça doit être ici.

Et elle désigna sa poitrine.

Sadek arrivait avec les chevaux. Hiram Singh lui fit signe de se hâter. Il valait mieux ne pas appeler. C'eût été imprudent. Déjà, ils avaient cru entrevoir, à plusieurs reprises, se glissant parmi les rochers, d'inquiétantes ombres.

A eux deux, ils la hissèrent sur son poney, qui était le plus dispos. Elle n'avait plus sa jument. Le jour même de leur départ, au moment de la halte du déjeuner, Hiram Singh, sans seulement lui demander son avis, était en conversation d'affaires avec une caravane kandjoute qui descendait vers Djelabad. Il s'était abouché avec eux, payant grassement, pour qu'ils reconduisissent la bête chez lui, et il avait ramené en triomphe ce petit poney broussailleux, ainsi qu'un superbe manteau de laine montagnard et un bonnet de fourrure à peu près neuf. Amusée, mais sans grand enthousiasme, Mrs Taylor avait consenti à revêtir cet accoutrement qui lui donnait un peu la silhouette de ses compagnons. Elle n'avait pas du reste tardé à se rendre compte des services qu'il était appelé à lui rendre.

Bientôt ils sortirent du champ de gneiss où ils s'étaient engagés à la traverse afin de gagner un peu de temps, et ils regagnèrent au flanc de la montagne la voie qu'ils avaient délaissée, un chemin en corniche des plus praticables. Les poneys avaient repris de la force. On aurait pu essayer de leur faire faire un peu de trot. Hiram Singh regarda Arabella. Il comprit qu'elle en était incapable.

— Il va falloir me laisser, Hiram Singh ! répéta-t-elle très doucement. Souvenez-vous de nos conventions. Même l'allure que voici, vous voyez bien que je commence à ne plus pouvoir la supporter.

— Un quart d'heure ! fit-il avec une sombre énergie. Je ne vous en demande pas plus.

Mieux qu'elle-même les chemins fleuris des collines de Djelabad, il connaissait, lui, dans tous ses détails, toute cette farouche solitude. Au bout d'un quart d'heure, très exactement, il s'arrêta.

— Nous voici arrivés ! dit-il.

Sans que les pieds de Mrs Taylor touchassent seulement à terre, il l'avait enlevée de sa selle, et portée à l'intérieur d'une grotte profonde qui s'ouvrait à gauche, dans la muraille rocheuse. Singuliers retours de la vie ! C'était dans cette grotte, la même, que, six mois plus tôt, Dieu sait avec quelle ferveur respectueuse, il avait longuement entretenu le colonel Wright d'une jeune femme qui s'appelait Arabella.

Le front et les pommettes trop roses, elle reposait sur les

couvertures de son cheval et de celui de Sadek que, sur un signe d'Hiram Singh, ce dernier avait prestement dessellé. Son regard était fixe, ses yeux étrangement agrandis. Ah ! il n'était pas besoin d'être médecin pour deviner la nature de son mal. Même pour des poumons plus robustes, il est des régimes meilleurs que celui qui consiste à choisir, pour y dormir trois nuits d'affilée, les neiges du Haut-Himalaya.

— Comment vous trouvez-vous ? lui demanda-t-il.

— Je ne sais pas, répondit-elle. Je ne sais qu'une chose, c'est que, lorsque vous serez parti, je me sentirai mieux. La prolongation de votre présence ici est pour moi le plus douloureux des reproches. Devinez de quoi quelqu'un m'a accusée, l'autre jour ? De jeter le trouble, le désordre partout où je suis, de bouleverser l'existence de ceux que j'aime le mieux. Il ne manquerait plus maintenant, pour finir, que je fasse échouer votre mission !

Ses paupières s'abaissèrent.

— Je vous en prie, murmura-t-elle. Ne tardez pas ! Allez-vous en.

Hiram Singh, s'écartant légèrement, appela Sadek près de lui. Il lui parla bas trois ou quatre longues minutes. En terminant il retira de sa ceinture un objet noir, un revolver, qu'il lui tendit. Il n'avait guère d'illusions sur le genre d'humains qui hantaient ces montagnes. S'ils se présentaient en nombre à l'entrée de la grotte, Sadek ferait de son mieux. Mais, ensuite, il serait préférable que ceux qui passeraient sur son cadavre pour parvenir jusque à elle ne trouvassent plus en vie Mrs Taylor.

— Vous êtes encore là ? demanda-t-elle, rouvrant les yeux juste à ce moment.

— Je m'en vais, dit-il, assujettissant son manteau.

Il montra Sadek.

— Lui reste avec vous.

— Je ne veux pas ! Il va vous manquer !

— Plus maintenant, je vous en donne ma parole ! Je vais avoir la zone ennemie à traverser. J'en arrive à ce moment de mon entreprise où il vaut mieux que je sois seul. N'ayez vous-même aucun regret. Vous n'auriez pu aller plus loin.

— Alors, j'accepte et je vous remercie. Approchez-vous ! Plus près encore, voyons !

Il s'était agenouillé auprès d'elle. Elle lui prit la main. Une émotion, une pitié sans nom le saisit. Il venait de sentir comme cette main brûlait.

— Il ne faut pas me mentir, maintenant, surtout, dit-elle. Croyez-vous que vous réussirez, que vous arriverez à temps ?

— J'en suis sûr.

— Alors, écoutez-moi, vous allez le voir, très vite, peut-être.

— Cela va dépendre, fit-il. Cette nuit même, si je réussis à m'introduire dans Issyk-Boulak. Après leur délivrance, si je commence, ce qui serait évidemment plus sage, par rejoindre Amir-Harayat. Je sais l'endroit où il se trouve. Je n'en suis plus loin.

Elle eut un hochement de tête.

— Tout ce que vous ferez sera bien. Je ne suis pas en peine là-dessus. L'essentiel, c'est que, lorsque vous le verrez, vous lui disiez...

— Quoi ?

— Que depuis Madras, vous m'entendez... Ah ! et puis non, c'est inutile ! Il le sait bien !

Brusquement, ses yeux s'étaient emplis de larmes.

— Hiram Singh, venez m'embrasser !

Il se courba, déposa un baiser maladroit sur sa main.

— Pas ainsi ! Oui, sur le front, si vous voulez... C'est cela !

Comme il se redressait en chancelant, il l'entendit qui murmurait :

— Nous deux, on s'est toujours bien entendu. Vous au moins, n'est-ce pas, Hiram Singh, vous n'avez jamais douté de moi ?

* * *

— Feu de quatre cartouches ! commanda Forbes, feu !

Quarante détonations crépitèrent, trouant de rouge la nuit neigeuse, qui tombait.

— Pas mal, comme ton de commandement ! Mais sur quoi tirez-vous, mon garçon ?

C'était le capitaine Elliott, accompagné du maréchal des logis Kennedy. Il s'approcha de l'embrasure près de laquelle Forbes était blotti. Un claquement sec. Ils furent tous les trois couverts de plâtras.

— L'endroit est assez malsain, dit Forbes en manière d'excuse.

— Je le connais, je le connais, approuva Elliott. Mais il faut dire aussi que ces animaux deviennent chaque jour plus adroits. Alors, vous-même, sur quoi tirez-vous ?

— Une cinquantaine de ces brigands qui étaient en train de s'approcher de notre porte de gauche, en utilisant ce monticule d'éboulis. La porte en question est gardée, je le sais. Mais ils avaient au milieu d'eux une espèce de charrette sur laquelle il m'a semblé distinguer quelque chose comme un baril de poudre. Il ne manquerait plus qu'ils essaient de nous faire sauter, à présent !

Elliott haussa les épaules.

— Cela ou autre chose ! fit-il philosophiquement. Il faudra bien en finir d'une façon quelconque. Mais venez avec moi. J'ai à vous parler. Kennedy, que voici, va vous remplacer.

— Pas de consigne particulière, mon lieutenant ?

— Non ! Veillez simplement à ce que, parmi les hommes des créneaux, il n'y en ait pas trop qui s'endorment. Ils sont rompus.

C'était une bizarre bâtisse que ce château d'Issyk-Boulak. En même temps qu'ouvrage militaire, on était en droit de se demander s'il n'avait pas été demeure de plaisance jadis. La salle centrale, bien que ruinée aux trois quarts, conservait les vestiges d'un certain luxe architectural dans le goût de la Perse, un bassin de marbre avec des restes d'émail, toute une série de motifs ornementaux et d'arceaux de tuiles délicatement azurées. Elle était transformée pour l'instant en hôpital et en magasin à vivres. A la faveur d'un éclairage de fortune, on distinguait un amoncellement hétéroclite de sacs, de caissons, d'objets de toute sorte. Sur le sol obscur s'alignaient toute une rangée de formes geignantes, qui étaient des blessés, et d'autres immobiles, qui étaient des dormeurs ou des morts.

— Attention ! dit Elliott, obligeamment.

En dépit de cet avertissement, Forbes buta, manqua s'étaler. Il poussa un juron.

— Drôle de métier ! grogna-t-il, furieux. Heureusement que mon digne père n'a pas regardé à la dépense pour me

faire entrer dans la cavalerie. Enfin, on se console en songeant qu'il y a en Angleterre, pendant ce temps, des officiers d'administration ou du Génie qui s'entraînent pour gagner des courses de haies.

— Et puis après ? dit Elliott. La roue peut tourner. Comment vont nos chevaux, à propos ?

— Ce ne sont pas eux les plus à plaindre. Dans les caves, où ils dorment toute la journée, ils sont à l'abri. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été trop à la portion congrue. En revanche, j'ai donné l'ordre qu'à partir de demain matin...

— Oui ? eh bien ! à partir de demain matin, vous leur ferez donner double ration. On ne sait jamais.

Forbes sursauta.

— Double ration, mon capitaine ? Serait-ce que nous allons avoir besoin d'eux ? Vous avez reçu des nouvelles, une bonne nouvelle ?

— Heu ! Une bonne nouvelle ! Enfin, vous verrez.

Ils avaient atteint tous les deux le misérable réduit voûté qui servait à Elliott à la fois de chambre et de poste de commandement. L'endroit lui avait été cédé par Baxter. Il n'était guère possible de dire que celui-ci eût beaucoup profité du temps qu'il avait été seul à Issyk-Boulak pour mettre les lieux en état. A cette négligence, profondément répréhensible de la part de tout autre, le pauvre garçon avait pas mal d'excuses, ainsi qu'on sait.

— Que dites-vous de cela ?

De saisissement, Forbes faillit tomber à la renverse. Sur la petite table de bois blanc, recouverte d'une couverture brune, il y avait deux verres, une bouteille d'eau, et un flacon de cristal plat, où brillait une liqueur dorée.

— Du whisky ?

— Parfaitement, du whisky ! Figurez-vous que mon imbécile d'ordonnance avait mis ce flacon dans mon porte-manteau, et il ne s'en était plus rappelé. Je ne lui en veux pas, d'ailleurs, car, sans cela, il y a longtemps qu'il n'y en aurait plus. Vous ne me reprocherez pas d'être un mauvais chef, j'espère, mon petit Forbes. Allons, mon fils, à votre santé !

Forbes, cependant, dans son verre à demi rempli de whisky n'avait pas encore versé d'eau. Il hésitait. Il semblait gêné.

— Et... Baxter ? dit-il enfin.

Elliott haussa les épaules.

— Je ne peux pas vous avoir tous les deux à la fois ici, répliqua-t-il. Nous ne sommes pas précisément aux grandes manœuvres. Il faut qu'il y en ait toujours au moins un dehors, pour la bonne surveillance de ces messieurs. Or, Baxter est votre ancien. Il est en outre chef de poste en titre, ne l'oublions pas. Nous ne sommes, à Issyk-Boulak, pour ainsi dire que ses invités. C'est donc par lui, bien entendu, que j'ai commencé. Ce n'est pas ma faute s'il a décliné mon offre. Vous n'ignorez pas qu'à l'heure actuelle son humeur n'est pas toujours commode. Je n'ai pas insisté.

— Et vous avez eu raison, mon capitaine ! fit Forbes avec empressement.

Là-dessus, dans la paix de son cœur, il but.

— Alors, c'était cela, la bonne nouvelle ? dit-il, sitôt après.

— Vous êtes insatiable ! fit Elliott. Est-ce que cela ne devrait pas être suffisant ? Mais je ne veux pas vous faire languir. Il y a autre chose, eh bien, oui ! Par exemple, comment avez-vous pu deviner ?

— Double ration aux chevaux, mon capitaine ! fit Forbes, qui, à l'occasion, n'était pas dénué d'un certain humour. Voyons, réfléchissez un peu. J'ai bien pensé que ce n'était pas uniquement pour commémorer l'anniversaire de la bataille de Stanley Hill qui tombe justement demain matin, comme un fait exprès.

— Judicieux ! fit Elliott.

Ils burent une nouvelle rasade de whisky, puis le capitaine fit signe à Forbes.

— Et maintenant, dehors ! Nous y serons aussi bien pour causer. Et j'aurai tout de même l'esprit en repos.

La neige avait cessé, la nuit était un peu moins sombre. On ne voyait malgré cela que très peu d'étoiles, à cause de la hauteur et de l'énormité des montagnes environnantes.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? fit Elliott, évitant de justesse, sur le sol, une sorte de paquet tout secoué de soubresauts.

— C'est Bob Cork, mon capitaine ! lui murmura à l'oreille une ombre qui tenait une lanterne.

— Bob Cork ? Qu'est-ce qui s'est passé ?

— Il était sentinelle au bas de la courtine du centre. Il a dû s'assoupir. Voyez comme ils l'ont réveillé !

Prenant à l'homme sa lanterne, Elliott se pencha sur le paquet pantelant. Une expression d'horreur contracta une seconde ses traits.

— Venez, dit-il à Forbes, laconiquement.

Ils gagnèrent, à côté du poste de garde, la tourelle ruinée qui lui servait d'observation, la nuit, naturellement, parce que le jour... Si les Orakzaï, ainsi que l'attestait le spectacle offert par le ventre de Bob Cork, savent à merveille se servir du couteau à lame de scie, les Kirghizes Noirs, en revanche, ont une réputation de tireurs qui n'est pas usurpée non plus...

Justement, en cet instant précis, quelque chose d'obscur passa tout près d'eux en miaulant.

— Quand perdront-ils cette déplorable habitude de mâcher leurs balles ? plaisanta Forbes d'une voix un peu altérée. Je me demande ce que peut bien faire notre délégué à la Société des nations.

— Silence ! dit Elliott.

Ils étaient arrivés.

Quand ils furent installés tant bien que mal, assis sur une corniche à demi éboulée, les pieds dans le vide, ils eurent au-dessous d'eux la vallée pareille à une cuve emplie de ténèbres. De ci, de là, rougeoyaient des feux, devant lesquels des silhouettes allaient et venaient. Par moments, l'appel strident de quelque cavale éveillée en sursaut montait jusqu'à eux.

— Ici, les énergumènes du Sarykol, dit Elliott, se parlant à lui-même. A gauche, les Kirghizes, dont on voit les feux. Les Orakzaï, comme de mauvais singes indisciplinés, un peu partout...

Il poursuivit, le bras tendu vers la passe du Sud :

— Et voilà par où le secours devrait arriver !

— Pourquoi : *devrait* ? demanda Forbes, le cœur battant.

— Parce que c'est la route de Karaoul, et, par delà Karaoul, de Djelabad, tiens !

— J'entends ! Mais pourquoi douter que, par cette voie, le secours puisse nous arriver ?

Le capitaine tapota sa botte de la petite badine qui ne le quittait jamais.

— Je ne demande pas mieux, moi. Mais si ce sont les Chevau-Légers qui nous l'apportent, ils auront, dans cette passe, toutes les difficultés du monde à se déployer. Si c'est notre infanterie, d'ici à ce qu'elle soit arrivée, il sera trop tard, mon enfant. Vous n'avez pas l'air de très bien vous douter du point où nous en sommes. Si Kalbi Mohammed le savait aussi bien que moi, ce n'est pas jusqu'à demain matin qu'il attendrait...

— Kalbi Mohammed ?

— C'est vrai, vous ignorez qui c'est : la nouvelle en question, justement ! A ce propos, vous me direz si je commence à dérailler, oui ou non. Tout à l'heure, j'ai convoqué Baxter. J'ai porté cette information à sa connaissance. Elle n'a paru faire sur lui aucune impression. Ça va être à votre tour de me dire...

— Mon capitaine, Baxter, actuellement, vous savez...

— Oui, je sais ! Vivre, mourir, c'est tout un pour lui, le pauvre garçon !

Elliott garda un instant le silence.

— Vous savez que j'ai beaucoup roulé, dit-il enfin. C'était mon métier d'officier aux Guides qui voulait ça. Ai-je connu quelque part ce Kalbi Mohammed ? C'est probable. Il me semble me souvenir d'un bandit qui portait un nom de ce genre, au Khorassan. Comment serait-il devenu commandant de hordes kirghizes aujourd'hui ? Peu importe ! Et puis, l'Asie est si petite ! Lui, en tout cas, il a l'air de me connaître très bien. Il n'en est pas plus aimable pour cela, l'animal. Cela ressort de la petite communication qu'il m'a fait tenir cet après-midi. Oui, mon cher, un parlementaire avec un drapeau blanc, comme ça se fait chez les gens les mieux ! J'ai renvoyé le parlementaire poliment, en l'avertissant que la prochaine fois, ce ne serait pas avec sa tête sur ses épaules. Mais je me suis bien gardé de ne pas réfléchir sur l'objet de sa communication. Voici : si, demain à midi, nous ne nous sommes pas rendus, l'assaut sera donné et nous serons, selon la meilleure tradition mongole, tous passés au fil de l'épée. Remarquez que ça sera la même chose, si nous nous rendons : d'où la réponse que j'ai cru devoir faire au parlementaire, et que, j'espère, vous approuverez.

— Bien entendu, mon capitaine ! Cependant...

— Cependant quoi ?

— Si c'est là ce que vous appelez une bonne nouvelle!

Elliott rit.

— Évidemment, présentée ainsi !... Mais il faut se donner la peine de réfléchir, jeune homme. Cette communication ne vous suggère-t-elle donc rien ?

— Qu'elle n'émane pas de quelqu'un de très aimable.

— Je l'ai déjà dit ! Mais je crois devoir ajouter ceci : elle me paraît venir surtout d'un homme pressé. Quelque chose, un de ces signes immatériels auxquels des gens comme moi, habitués à circuler aux limites de la réalité et du songe, ne se trompent pas, m'avertit que tout ne va pas aussi bien chez ce cher Kalbi Mohammed qu'il pourrait le désirer.

Il s'était tourné du côté où, minuscule, entre deux hautes arêtes de roc, la pâle étoile polaire tremblotait.

— Ou je me trompe fort, ou l'événement qui va nous tirer de là est en route, lieutenant Forbes. Mais ce n'est point par la passe du Sud que vous allez le voir arriver. Mon tort en tout ceci, voyez-vous, c'est d'avoir voulu régler cette affaire en soldat, d'être venu me faire enfermer, ainsi qu'un renard sans cervelle, au fond de ce terrier enfumé. Aux premiers symptômes, je n'avais qu'à réendosser le vieux havresac des Guides, tout simplement, pour une semaine ou deux, sans même en demander l'autorisation. On peut toujours se faire tuer, mais il n'est pas donné à tout le monde d'y réussir avec le maximum de profit.

Forbes le regardait avec une stupéfaction non dissimulée, tandis qu'il vaticinait ainsi. Il ne se rendait pas compte que ce n'était plus le capitaine Elliott, commandant d'un correct escadron de cavalerie britannique, qu'il avait devant lui, mais Elliott Sahib, C 8, C 12 ou C 24, émule et ami des Creighton Sahib, des Lurgan Sahib, de tous les autres meneurs du Grand Jeu démoniaque... Un peu honteux de s'être laissé entraîner de la sorte, Elliott conclut avec toute sa placidité revenue :

— Enfin, ce que je n'ai pas fait, j'espère qu'un autre en aura été chargé à ma place, sinon... Sinon, eh bien ! j'ai le droit de dire que Bob Cork est plus à envier à cette heure-ci que nous ne le serons nous-mêmes dans la matinée de demain. Mais qu'est-ce qui se passe au corps de garde ? Qui m'a fichu

un pareil bruit ? Allons voir, pour Dieu ! Est-ce que nos gaillards deviennent fous ?

C'était une espèce de loqueteux, barbe et chevelure en broussaille, qu'une patrouille venait d'appréhender, et à qui on s'apprêtait sans doute, bien qu'on n'ait pas trouvé d'armes sur lui, à faire passer un mauvais moment.

Le capitaine Elliott, en l'apercevant, éclata d'un rire vainqueur.

— Brown, Murphy, arrêtez ! cria-t-il. Quoi ? des brigadiers du régiment des Chevau-Légers de la Reine qui ne reconnaissent même plus un de leurs officiers ! Ne leur en veuillez pas trop, lieutenant Hiram Singh.

III

Commencée vers six heures du matin, un peu avant le petit jour, par l'entrée en scène brutale de trois à quatre mille gaillards du Hounza surgissant de tous les côtés, avec une gesticulation et des cris à faire venir la chair de poule aux plus audacieux, l'action était complètement terminée à huit heures, et de nouveau la lugubre gorge d'Issyk-Boulak avait mérité son surnom de Koutal Garh, *lieu du massacre*, mais pas pour les Anglais cette fois. C'était cette passe du Sud, où le capitaine Elliott redoutait avec raison que la cavalerie de la colonne de secours n'arrivât point à se déployer, qui devait au contraire servir de tombeau aux bandes de Kalbi Mohammed et consorts. Maintenant, ce qu'il pouvait rester de Kirghizes Noirs s'enfuyait par là, coupés de leur ligne de retraite septentrionale, et poursuivis, lances dans les reins, par tous les hommes valides de la garnison, qui n'avaient pas été longs à réapprendre l'usage du cheval. Quant aux affreux voleurs Orakzaï, surpris du premier au dernier dans leur petit sommeil matinal, le peu qui en avait pu échapper aux cimeterres et aux balles Lee-Metford s'était évanoui comme par enchantement parmi les pierrailles des montagnes. Tandis que les soldats de Sa Majesté se lançaient ainsi aux trousses des fuyards, les gars du Hounza, plus pratiques, s'étaient, eux, spécialisés avec allégresse dans le pillage du camp. Amir Harayat avait fait les choses en grand seigneur,

décidément. Il s'était montré digne de la confiance un peu tardive que le gouvernement de Delhi avait fini par se décider à lui témoigner, sans préjudice d'un certain nombre d'autres avantages d'ordre plus terre à terre et palpable, dont il n'y a aucune raison d'entreprendre ici l'énumération.

— Hiram Singh, allons-nous y être ? D'après ce que vous m'avez dit, j'aurais cru que c'était bien moins loin !

Hiram Singh avait fort bien utilisé les quelques heures qui s'étaient écoulées entre son arrivée au poste de garde et l'assaut en fanfare des assiégeants. A dormir, d'abord, chose qui ne lui était pas arrivée depuis pas mal de temps, notamment durant les deux nuits et les deux jours qu'avait duré son ambassade auprès de ses amis du Hounza. Et puis, aussi, à reprendre un peu figure humaine. On lui avait procuré un uniforme qui ne lui allait peut-être pas impeccablement, mais sous lequel il avait au moins cessé d'avoir l'aspect d'un vagabond. D'ailleurs, pour le moment, n'est-ce pas, l'essentiel n'était-il point d'avoir un sabre et de bons éperons à ses bottes, choses qu'il n'avait pas eu trop de peine à découvrir, ainsi qu'un cheval, dans les réserves de la garnison ?

Une tâche plus ardue, par exemple, ç'avait été l'entrée en matière avec Baxter. Quel sentiment de douloureuse commisération s'était emparé d'Hiram Singh lorsque le lieutenant était venu les retrouver ! Elliott l'avait envoyé chercher pour le mettre au courant de ce qui venait d'avoir lieu, de ce qui allait se passer le lendemain à l'aube. Cette nouvelle qui signifiait la délivrance, le salut, il n'avait marqué ni joie ni même étonnement à l'apprendre. Résigné à tout comme il le semblait devenu, c'était à se demander dans quelle mesure il ne regrettait pas au contraire de voir modifier un destin qu'il avait par avance accepté. « Il en a de bonnes ! se disait Forbes, tandis que Baxter écoutait, avec son air d'être ailleurs, l'exposé du capitaine. Si ça dérange ses plans, à lui, il devrait bien songer que ça arrange les nôtres, et en montrer quelque satisfaction, ne serait-ce que par esprit de camaraderie. » Hiram Singh, durant ces minutes, n'avait pas cessé de l'observer lui aussi. Ravagé, vieilli de dix ans, mort déjà aux choses de la terre, tel Baxter lui était apparu. N'importe quoi, même la haine, eût mieux valu que cette apathie ! En fin

de compte, quand, jugeant bien faire, et ne se trompant pas en effet, Elliott les avait laissés tous les deux seuls, l'embarras d'Hiram Singh avait été à son comble. Que lui dire, s'il l'interrogeait ? Étant donné l'état dans lequel il l'avait laissée, il avait commencé par estimer préférable de ne point lui révéler la présence, tout près de là, de Mrs Taylor. Oui, mais dès qu'il s'était trouvé en face de Baxter, il avait compris qu'il n'aurait jamais le courage de continuer à garder le silence. Le courage ? En avait-il seulement le droit ? A quelques heures d'un combat qui promettait d'être sans merci, n'était-ce pas la seule manière de rendre le désir de vivre à un désespéré qui, sans cela ?...

Bref, dans cette affreuse nuit sans étoiles, Hiram Singh s'était décidé à parler... On a vu avec quel résultat !

— Hiram Singh, Hiram Singh, est-ce que nous y sommes ?

— Nous approchons, nous approchons! Un peu de patience, Sahib lieutenant.

Ce n'était point le but qui s'éloignait d'eux, c'étaient leurs chevaux qui, déjà rompus par une heure de sauvage mêlée, commençaient à leur refuser leur office. Hiram Singh s'était empressé de remplacer le sien, si tôt l'engagement terminé. Il avait jeté son dévolu sur une jument kirghize qui paissait paisiblement à l'écart, dégageant l'herbe de la terre gelée à l'aide de ses sabots. Bonne fille, elle ne s'était pas révoltée outre mesure contre la prétention de cet indiscret. Mais Baxter, qui n'avait pas pris la même précaution, avait toujours le poney avec lequel il avait chargé. La pauvre bête, pourtant, eût pu prétendre à autre chose, en fait de récompense, que cette ration supplémentaire de galop.

— Plus vite ! Plus vite ! Plus vite !...

Quelle belle matinée, par miracle ! Huit jours sur dix, dans ce monde fantôme, en cette saison, on n'apercevait pas le soleil. Or, voici qu'il venait de surgir, au milieu d'un petit morceau de ciel rose. Il mettait sur les monts glacés comme des reflets de satin. A tire d'aile fuyaient devant eux de blanches volées de lagopèdes. Tant de quiétude, de douceur à quelques kilomètres à peine du lieu où les plus hideuses des scènes venaient de se dérouler, où les entrailles s'étaient dévidées ainsi que d'horribles écheveaux rouges et bleus,

où les crânes avaient éclaté avec des bruits de coques de noix! Baxter avait encore, collée à son front, une espèce de traînée noirâtre. Il l'essuya d'un revers de main, un peu trop brusquement. Le sang se remit à couler. Basculant de sa selle presque tête en bas, Hiram Singh rafla sur le sol, à toute vitesse, une poignée de neige. Il la lui tendit.

— Sahib, Sahib, savonnez-vous avec cela !

La grotte, enfin ! La grotte *déjà*, serait-il plus exact de dire ! De quelle angoisse en effet ne se sentirent-ils pas saisis l'un et l'autre, subitement, Hiram Singh plus encore peut-être que son compagnon, car plus que lui, il savait tout ce qui, là-haut, pouvait les attendre de navrant ! Par la suite, il ne comprit jamais très bien pourquoi, tout à coup, en cette minute, il s'était mis à penser à Nour. Il la revit telle qu'elle était, quelques mois plus tôt, s'endormant dans le petit lit où elle venait d'être arrachée à la mort, et, auprès d'elle, toute droite, ses cheveux roux scintillant dans la demi-obscurité, un doigt sur les lèvres pour faire respecter le sommeil de la petite fille, Mrs Taylor...

Machinalement, il avait ramené sa jument au trot. Baxter comprit. Il tourna vers lui un visage transfiguré d'épouvante et d'espoir à la fois.

— C'est ici, n'est-ce pas ? murmura-t-il.

Hiram Singh répondit d'une voix défaillante :

— Oui, c'est là !

***

— Le soleil ! Ah, ça, c'est le type de la surprise agréable! S'il y a à écoper tout à l'heure, autant qu'il soit de la partie! En attendant, ce chemin en corniche ne me dit rien qui vaille. Cosgrave, mon garçon, offrez-vous un petit temps de galop. Rejoignez le capitaine Somerville, et priez-le de faire allonger un peu l'allure du 7e escadron.

Cosgrave, lieutenant en second au 8e, salua le major Farquhar, qui venait de donner l'ordre en question. Puis, enlevant sa monture d'un coup d'éperon, il se mit en devoir de gagner la tête de la colonne, à fond de train.

Au même instant arrivait de l'arrière, également à bride abattue, le jeune Sidney Lane, lieutenant en second au 1er.

Il arrêta son cheval à une distance aussi réglementaire que l'exiguïté de la corniche le permettait.

— Mon commandant !...

— Qu'y a-t-il pour votre service, monsieur ? demanda Farquhar qui, à cause de ses manières efféminées, avait Sidney Lane en horreur.

— C'est le colonel ! Il désirerait qu'on allât un peu plus vite.

Farquhar salua.

— Vous voudrez bien présenter mes devoirs à sir Herbert, et lui expliquer que c'est précisément l'ordre que je viens de donner. Sur ce, jeune homme, vous pouvez disposer.

Sidney Lane ayant pivoté sur place, Farquhar haussa les épaules, et dit au capitaine Marshall, à côté de qui il était en train de chevaucher :

— Il n'a qu'à régler lui-même le pas de son régiment, s'il n'est pas satisfait! Oui, mais je sais bien ce qui l'en empêche: il serait obligé de faire route en compagnie de Somerville. Or, c'est là une compagnie à laquelle il ne doit pas beaucoup tenir, après ce qui vient de se passer ces jours-ci.

Sir Horace, en parlant de la sorte, n'oubliait qu'une chose : s'il ne se trouvait pas, lui non plus, à une place qui, normalement, aurait dû être la sienne, c'était pour une raison se rapprochant fort de celle à laquelle il venait de faire allusion. La disparition d'Arabella n'était pas sans avoir achevé de bouleverser et d'aggraver, dans tout le régiment, des rapports qui, à vrai dire, ne s'étaient jamais signalés auparavant par la perfection de leur équilibre. A cet égard, on ne pouvait affirmer que l'initiative du major Farquhar, — et il était le premier à le reconnaître, — eût été suivie des effets que son auteur était en droit d'en attendre. Après une existence jalousement tenue à l'écart de ce genre de complications, ses débuts en la matière n'étaient peut-être pas tout à fait de nature à lui faire condamner la prudence dont il ne s'était pas départi jusqu'alors.

Ah ! cette dernière journée de Djelabad, on ne l'oublierait pas de si tôt ! Dès que s'était répandue la nouvelle qu'on ne savait pas ce que Mrs Taylor était devenue, le major Farquhar, qui n'avait point pour habitude de fuir les responsa-

bilités, avait revendiqué les siennes, au cours d'un tête-à-tête avec son vieux camarade de Sandhurst, tête-à-tête dont il n'avait transpiré que peu de chose, mais assez pour qu'on fût certain que d'autres responsabilités, pleines et entières elles aussi, avaient été évoquées. On pouvait s'en remettre pour cela au goût professé de tout temps par sir Horace pour les situations nettes. Quoi qu'il en fût, cet événement venant accroître encore le désarroi dû aux difficultés de la situation militaire, contre-mesures et contre-ordres n'avaient plus fait que se succéder, à partir de cet instant-là.

Les 7e et 8e escadrons avaient bien quitté Djelabad comme il avait été prévu, c'est-à-dire le lendemain dans la matinée. Mais, dès la fin de la nuit suivante, tout le reste du régiment, à savoir les quatre premiers escadrons, se mettaient eux aussi en marche sous le commandement du colonel Wright en personne. Ils trouvaient le moyen, par étapes forcées, de rejoindre les escadrons Farquhar à Karaoul. Leur entrée en ligne n'était prévue pourtant que pour le début de la semaine à venir, lorsqu'on aurait un peu mieux su comment les choses s'apprêtaient à tourner. Oui, mais dans la journée qui avait précédé ce départ, une manière de coup de théâtre, sans rapport aucun d'ailleurs avec les événements, s'était produit. Des caravaniers kandjoutes avaient ramené au domicile d'Hiram Singh une jument qui avait été reconnue pour être celle de Mrs Taylor. Interrogés, ces braves gens ne s'étaient pas fait prier pour raconter qu'ils avaient rencontré la jeune femme la veille. Elle se dirigeait vers le nord, et elle était en compagnie d'Hiram Singh. Cette nouvelle, qui avait à la fois rassuré et stupéfié tout le monde, s'était trouvée, bien entendu, confirmée par la petite garnison de Karaoul.

A Karaoul également, lorsqu'il avait vu ses escadrons rattrapés par le gros du régiment, colonel en tête, le major Farquhar s'était contenté de hausser les épaules. « C'était mon avis ! avait-il dit. On n'a pas intérêt à aller au feu avec de la poussière d'effectifs. Je ne me suis pas fait faute de soutenir, tant que j'ai pu, ce point de vue. Aujourd'hui qu'il est adopté, je me borne à souligner que je n'étais guidé, moi, en le préconisant, que par des considérations d'ordre exclusivement militaire. Enfin, qui vivra verra ! C'est-à-dire que c'est par avance tout vu. Je suis bien tranquille sur ce qui

va maintenant se passer. Qu'est-ce que vous voulez, il y a des gens qui, au cours de leur carrière, ont toujours eu la chance avec eux. Sir Herbert est du nombre. Que je sois pendu si cette affaire-là, entreprise dans les conditions que vous savez, ne trouve pas le moyen de se terminer par un succès éclatant, où tout le profit sera pour lui ! Je n'y vois aucun inconvénient, pour ma part. Je commence à y être habitué. Si seulement j'avais l'espoir que la pauvre petite... » Ici, il s'était arrêté soudain. Ce genre de préoccupation était tellement étranger à ce que l'on savait de sir Horace ! Il avait rougi, à la seule idée d'avoir été entendu. Passant précipitamment son bras sous celui du capitaine Marshall, il s'en était allé faire un tour aux environs du poste... Il avait quelque tendance à la congestion, et un bout de marche, avant ou après le repas, lui avait toujours fait du bien.

— Ordre transmis, mon commandant, dit le lieutenant Cosgrave qui revenait, au galop de chasse, longeant le flanc de la colonne.

— Merci, mon garçon, fit Farquhar avec un petit geste. Pourvu que ce sacré Somerville n'aille pas trop vite, à présent. C'est inimaginable la peine qu'ont les gens à conserver une allure uniforme.

Baissant la voix, il demanda :

— Et lui, dites-moi, comment vous a-t-il paru, ce matin ?

Ce n'était pas sans une nuance de gêne que sir Horace avait posé cette question. Depuis la disparition d'Arabella, Somerville faisait peine à voir. La nouvelle que, jusqu'à plus ample informé, elle était vivante, n'avait eu raison de l'accablement qui l'avait frappé que pour transformer cet accablement en une espèce de fièvre sombre, qui semblait ne devoir plus le quitter. Il y avait peu de chances qu'il connût jamais le rôle joué en la circonstance par Farquhar. Celui-ci vivait néanmoins avec la peu agréable impression qu'il s'en doutait.

— Comment il m'a paru ? Guère mieux, mon commandant, répondit Cosgrave. Quand je lui ai fait part de votre désir, il ne m'a même pas répondu. Il a donné l'ordre sans me regarder. Il marche tout seul, à près de cinquante mètres en avant de son escadron. Il n'a pas l'air d'être réveillé.

Farquhar hocha la tête :

— Je n'aime pas beaucoup ce genre-là, grogna-t-il. A la prochaine halte, mon vieux Marshall, j'ai bien envie de vous faire passer devant. Nous nous rapprochons du moment où ça va commencer à devenir sérieux. Il vaut tout de même mieux ne pas avoir pour guide un halluciné. Après, on s'arrangera pour... Oh ! mais, sapristi, mes enfants, tudieu, regardez ! Que c'est beau !

Oui, c'était beau ! Le chemin en corniche, à cet endroit-là, s'incurvait profondément dans un renforcement de la chaîne montagneuse. Grâce à cette concavité, de l'endroit où venait de s'arrêter le major Farquhar, on pouvait aussi apercevoir, de bout en bout, toute la colonne, tout le spectacle qu'offrait, étiré sur toute sa longueur, le magnifique 7e Chevau-Légers de la reine Anne. La brise vierge des sommets faisait onduler sous le jeune soleil les flammes jonquille et argent de ses lances. L'air résonnait et étincelait du cliquetis et des éclairs bleus des étriers... A un kilomètre en avant progressait l'escadron Somerville. Un petit groupe tout étincelant d'or et de broderies le précédait. C'étaient les timbaliers du régiment. Quand les timbales allaient se mettre à entrer en danse, c'est que les balles leur auraient déjà donné le signal. Derrière, à un autre kilomètre environ, s'avançaient les 1er et 2e escadrons, capitaine Humphry et Gasser. Dans l'intervalle, reconnaissable à sa taille, la plus haute, marchait le Gallois bai brun du colonel Wright. A son côté, l'étendard outremer et carmin, l'étendard remis par Wellington lui-même le soir de Castelo Branco, se gonflait au vent des ravines. Entre le 2e escadron et le 3e, capitaine Miles, venait tout le train de combat du régiment, voitures d'ambulance, de munitions, cuisines roulantes, sans oublier les deux canons de montagne démontables. Le superbe 4e escadron, capitaine Armstrong, fermait la marche, de sorte qu'ainsi le soin d'assurer la protection de l'arrière-garde se trouvait confié au lieutenant Sewel, le héros de Bam-i-Douniah. Chaque chose, chaque bête, chaque homme était à sa place, et l'Empire pouvait être tranquille. Ses intérêts, à carreau et à cœur, à trèfle et à pique, étaient en bonnes mains, comme on voit...

— Le plus beau régiment ! Le plus beau de tous ! répéta Farquhar, écarlate d'admiration.

Et le capitaine Marshall, et le lieutenant Cosgrave, cœurs gonflés d'un orgueil égal, répétèrent :

— Le plus beau de tous, oui, mon commandant.

Ils reprirent leur rang dans la colonne.

— Pour faire son devoir, tout à l'heure, dit sir Horace, rêveusement, je ne suis pas en peine, il le fera. Dieu veuille simplement que cela ne revienne pas trop cher !

De nouveau, la route était redevenue rectiligne. Le prestigieux panorama avait disparu. Pour Farquhar, Cosgrave et Marshall, le 7e Chevau-Légers de nouveau n'était plus représenté, en tout et pour tout, deux cents mètres plus loin, que par les derniers cavaliers de l'escadron Somerville... Ces cavaliers s'immobilisèrent soudain.

— Voilà, à présent, qu'ils sont arrêtés ! Qu'est-ce qui se passe ? Ce n'est pourtant point encore l'heure de la pause. Ne vous dérangez pas, mon petit Cosgrave. Cette fois, c'est moi qui vais y aller.

En un clin d'œil, sir Horace eut gagné la tête de la colonne. Là, ce qu'il vit le stupéfia. Il y avait bien, gardé par son ordonnance indigène, le cheval de Somerville. Oui, mais de Somerville, point.

— Où est-il ? cria Farquhar au soldat.

L'homme, apeuré, lui désigna, à quelques pas, l'entrée obscure d'une grotte dans la roche. Comme déjà il s'y ruait, Somerville apparut.

— Mes compliments ! hurla Farquhar, hors de lui. Tout le régiment immobilisé ! Vous trouvez peut-être que nous sommes trop en avance ? Quoi ? Qu'est-ce que c'est ?

Somerville venait de mettre un doigt sur ses lèvres.

— Qu'est-ce que cela signifie ? Quelqu'un, dites-vous, il y a quelqu'un là ? Et puis, après ! Qui ?

— Baxter !

— Baxter ? Qu'est-ce que vous venez me chanter ? Baxter, vivant ! Baxter, là ! Et Issyk-Boulak, alors ?... Quoi ? Répétez ! Issyk-Boulak délivré, délivré depuis ce matin ?

Ce fut alors, alors seulement qu'il s'aperçut que Somerville avait le visage inondé de larmes.

— Ah ! fit-il simplement.

Il n'ajouta pas un mot de plus. Il avait compris.

— Ah ! enfin ! Allez-vous consentir à m'expliquer, messieurs ?

Le colonel Wright, maintenant ! Il arrivait au petit galop, escorté du major Hopkins, du capitaine Marshall, du capitaine Dilke, tous, bien entendu, l'air aussi étonné que lui, et inquiets, par-dessus le marché.

Somerville et Farquhar se tenaient immobiles, adossés au rocher, à droite et à gauche de l'entrée de la grotte. D'un seul regard, sir Herbert s'était rendu compte que quelque chose de grave venait de se passer. Sautant à terre, il marcha vers eux :

— Qu'y a-t-il ?

Ils ne lui répondirent pas, Farquhar, rogue, mordillant sa moustache, Somerville ayant assez à faire de contenir les sanglots qui continuaient à le secouer.

— Mais, qu'y a-t-il ? Laissez-moi entrer, alors ! Allons, messieurs, je vous prie...

Subitement, il se tut. Il cessa d'avancer.

La plus pitoyable des apparitions venait de surgir, un spectre aux traits décharnés, aux yeux caves, au front en sang. Vacillant sur le seuil de la grotte, de ses bras en croix il en bouchait l'entrée...

— Chut ! Je vous en conjure, messieurs, murmura-t-il d'une voix suppliante. Elle dort, elle dort si bien ! Ne la troublez pas.

Le colonel Wright recula, recula encore ; Baxter et lui se regardèrent...

Et ce fut sir Herbert qui salua.

. . . .

Elle dort là. C'est là qu'elle continue à dormir, parmi les neiges inconnues, dans un silence qui n'est rompu, lors de l'approche du printemps, que par les sourdes détonations des avalanches. Au seuil de cette grotte dont elle n'est pas ressortie vivante, sa tombe est une dalle de granit du Karakoroum, un granit bleu pâle, strié de noir, dont les officiers du 7e Chevau-Légers se sont cotisés pour payer la taille et le transport.

Comme un régiment se transforme vite ! Il est impossible d'y retrouver, au bout de quatre ans, un seul des amis qu'on

a pu y avoir. Durant ces quatre premières années, ils ont veillé sur cette tombe ; ils ont voulu qu'elle fût sans cesse parée de ces fleurs qu'aimait la passante qui arrêta ici sa randonnée mélancolique : roses jaunes de Djelabad, jacinthes de Tchitral, larges camélias montagnards... Puis, par le jeu des mutations, de l'avancement, les uns sont partis, nommés dans de nouvelles garnisons, d'autres sont rentrés en Angleterre. Sur la dalle du Karakoroum, seule demeure maintenant une frêle gerbe d'orchidées, déposée par un cavalier taciturne qu'accompagne, de temps à autre, une brune petite fille en deuil.

La victoire d'Issyk-Boulak et la pacification de la frontière nord ont valu au colonel Wright le grade de général de brigade. Divisionnaire l'année suivante, il a été nommé gouverneur militaire de Bombay, où les noces de sa fille Evelyn avec le lieutenant Sidney Lane viennent d'être célébrées.

Somerville, lui aussi, s'est marié, ayant donné sa démission pour épouser, aux Indes néerlandaises, la fille d'un des plus gros planteurs du pays.

Mac Carthy a été tué. Elliott est retourné aux Guides.

Quant à Baxter, aussitôt après Issyk-Boulak, il a été nommé capitaine.

Mais il vient seulement de se fiancer.

PIERRE BENOIT.

LE NOUVEAU RÉGIME DES CHEMINS DE FER

Un décret-loi du 31 août 1937 a instauré en France un nouveau régime des Chemins de fer qui met fin à l'exploitation de nos voies ferrées par les Compagnies privées qui en ont eu la gestion pendant près de quatre-vingt-dix ans. L'événement est d'importance et a soulevé quelque émotion dans l'opinion publique. A cette occasion, un certain nombre de questions se sont trouvées posées, dont voici les principales.

Faut-il voir dans le dessaisissement des Compagnies privées la preuve de leur mauvaise gestion ? — Comment se fait-il que le régime qui vient de finir ait eu pour conséquence la création d'un déficit qui dépasse au total trente-deux milliards ? — La convention nouvelle qui vient d'être approuvée par le décret-loi constitue-t-elle un compromis acceptable entre les droits des Compagnies et les nécessités du service public ? — En signant cette convention, les vieilles Compagnies concessionnaires n'ont-elles pas capitulé devant l'État en ouvrant toute grande la route à des nationalisations ultérieures ? — Quelles peuvent être enfin les perspectives du nouveau régime ?

Telles sont les questions auxquelles il faut répondre.

CRITIQUES FORMULÉES CONTRE LES COMPAGNIES

Laissant de côté provisoirement les résultats financiers de l'administration des Compagnies, voyons comment leur gestion a été appréciée par leur clientèle.

On peut dire sans hésiter que la réponse est favorable. La convention de 1921, on le verra plus loin, avait établi un compromis acceptable entre l'indépendance d'exploitation des différents réseaux et la mise en commun de leurs résultats financiers. La coordination de l'ensemble devait être assurée par un Comité de direction, organisme un peu lent et dont on peut regretter qu'il n'ait pas été doté de pouvoirs plus étendus. Sous la direction de cet organisme supérieur, chaque Compagnie conservait ses méthodes propres et il y avait entre les réseaux une émulation salutaire dans le domaine technique et commercial. La concurrence de la route avait amené les Compagnies à se préoccuper plus énergiquement que dans le passé de défendre leur trafic et leurs recettes, à compter moins sur leur monopole attaqué que sur la qualité des services rendus à la clientèle. Elles se préoccupaient de faire mieux. Toujours est-il que certainement, depuis leur naissance, aucune période ne fut plus féconde en progrès que ces vingt dernières années. Augmentation de la vitesse ; perfectionnement de la signalisation ; installation du frein continu sur les trains de marchandises ; électrification d'une part très importante des réseaux français permettant un assouplissement de l'exploitation profitable à eux-mêmes en même temps qu'à la clientèle ; remplacement progressif des wagons de bois par des wagons métalliques plus solides ; suppression d'un très grand nombre de passages à niveau ; invention et mise au point des autorails qui peuvent rendre de grands services pour les transports à très grande vitesse sur les lignes principales et pour les transports fréquents sur les lignes de banlieue à gros trafic ; diminution des délais de transport des colis en grande vitesse; accentuation marquée de l'esprit commercial des Compagnies dans leurs rapports avec leur clientèle : tels sont les progrès principaux réalisés en ces dernières années et qui ont provoqué les éloges unanimes des représentants des Chemins de fer du monde entier

réunis en congrès international à Paris, il y a quelques mois.

Les Chambres de commerce et les Offices de transports des différentes régions avaient fréquemment exprimé leur satisfaction pour la façon dont les Compagnies assuraient le service public qui leur était confié.

Les critiques contre la gestion des Compagnies étaient beaucoup plus d'ordre politique que d'ordre industriel ou commercial. Il est fâcheux d'avoir entendu, il y a quelques années, certains députés d'extrême-gauche et même du centre mettre en cause à la Chambre la simple intégrité des administrateurs de Chemins de fer accusés de passer des marchés trop avantageux avec d'autres affaires dont ils étaient également administrateurs. Mais, mis au pied du mur, jamais aucun de ces accusateurs n'avait été capable d'établir le moindre commencement de preuve qui pût étayer ces calomnies. Est-il besoin d'ajouter que les marchés du réseau d'État n'étaient pas les plus avantageux ? Aussi est-ce sans aucune difficulté que les Compagnies, en signant la convention de 1933, avaient admis la présence, au sein de leurs Conseils, de représentants de l'État et l'examen de leurs marchés par une Commission officielle siégeant au ministère des Travaux publics. Le fonctionnement de ces deux organismes de contrôle, pendant les quatre années qui viennent de s'écouler, permit de constater officiellement que les contrats préparés par les réseaux dans les mêmes conditions qu'auparavant, étaient examinés par eux dans des conditions de correction absolue.

Un autre reproche fut assez souvent formulé au Parlement et dans la presse : comment se peut-il que les Compagnies maintiennent ou augmentent leurs dividendes, alors que leur déficit s'aggrave de plus en plus ? Il est facile de répondre que la convention de 1921 avait consacré les droits des Compagnies sur leur domaine privé existant à cette époque, sur l'intérêt statutaire et le dividende garanti de leurs actions et qu'elles n'étaient plus, en fait, que des gérantes des réseaux pour le compte de l'État qui en supportait les déficits ou en encaissait les bénéfices. Leur intérêt à une bonne gestion consistait seulement dans le droit de recevoir éventuellement une prime calculée suivant les résultats de l'exploitation. On peut ajouter que le paiement aux actionnaires de

l'intérêt statutaire et du dividende garanti correspondant à leurs droits antérieurs à 1921 ne représente plus aujourd'hui qu'une somme insignifiante. Par suite de la dévaluation de la monnaie, ce prélèvement, qui atteignait, en 1913, 11 pour 100 des dépenses d'exploitation, ne représente plus aujourd'hui qu'un pourcentage douze fois moindre. Quant aux primes qui, d'après la convention même, devaient représenter la rémunération des Compagnies pour la gérance des réseaux depuis 1921, elles se trouvèrent pratiquement réduites à zéro à partir de 1920 par suite du refus de l'État d'accorder les relèvements de tarifs auxquels les Compagnies avaient droit, refus qui leur imposait, malgré tous leurs efforts, une gestion déficitaire. On peut donc dire que les Compagnies ont apporté à l'État, gratuitement, pendant seize ans, leur travail, leur intelligence, leur souci d'économie et leur esprit de progrès. Si certaines d'entre elles ont pu, dans une mesure modeste et en monnaie dépréciée, augmenter leurs dividendes, c'est uniquement grâce au revenu de leur domaine privé correspondant à des bénéfices anciens qu'elles auraient eu le droit de distribuer autrefois.

D'autres critiques encore ont été faites contre les réseaux par les ministres ou parlementaires atteints de la mystique de la fusion. Cette mystique s'inspirait des exemples de l'Allemagne et de l'Italie ; elle s'appuyait également sur le désir des Syndicats de cheminots de voir unifier davantage les éléments de leur rémunération. Peut-être aussi certains partis politiques voyaient-ils dans la fusion le premier pas vers la nationalisation réclamée par eux depuis si longtemps. Par la convention de 1921, créant entre les réseaux la solidarité financière, une première étape avait été franchie dans ce sens. Mais les Compagnies avaient refusé d'entrer dans la voie de la fusion totale que leur demandait, dans sa lettre du 19 juillet 1932, M. Daladier, alors ministre des Travaux publics. Elles avaient fait valoir à ce moment que, sous un particularisme apparent, elles avaient en fait déjà réalisé une unité d'exploitation très complète de nature à satisfaire tous les intérêts légitimes de la clientèle. Elles acceptaient cependant en 1933 de réunir l'exploitation du P.-O. et celle du Midi et de fusionner un certain nombre de services.

En réalité, on peut dire que le seul reproche sérieux qui

ait été fait à la convention de 1921, c'est qu'elle a laissé s'installer dans la situation financière des Chemins de fer un déficit énorme. Nous examinerons successivement l'importance de ce déficit, ses causes et les remèdes que les Compagnies proposaient d'y apporter.

IMPORTANCE DU DÉFICIT

Avant la guerre, la situation financière des Chemins de fer était saine. La créance de l'État vis-à-vis des Compagnies de chemins de fer était insignifiante par rapport aux capitaux engagés et les recettes permettaient, à très peu de chose près, de couvrir à la fois les dépenses d'exploitation et les charges financières (actions et obligations).

La guerre a tout bousculé. L'accroissement des dépenses, non compensé à temps par des relèvements de recettes, a rompu un équilibre laborieusement atteint.

La convention de 1921 réalisait, comme nous l'avons dit, l'association financière des réseaux, le déficit éventuel étant porté au fonds commun, c'est-à-dire à la charge provisoire de l'État, les réseaux ayant seulement un intérêt dans les résultats. Ce système a fonctionné convenablement jusqu'en 1929, mais à partir de 1930 le déficit est devenu chronique, s'installant aux environs de 4 milliards par an de 1932 à 1936, pour atteindre 6 milliards en 1937.

Au total, et si l'on déduit les versements effectués par certains réseaux au fonds commun dans les premières années de fonctionnement, le déficit total des Chemins de fer jusqu'en 1937 (chiffres approximatifs) atteint 32 milliards. Dans ce total impressionnant, les divers réseaux interviennent pour des chiffres très différents, suivant leur importance, la richesse des régions desservies et la qualité de leur gestion. Les plus gros chiffres d'appel à l'État sont celui des Chemins de fer de l'État, qui dépasse 10 milliards, puis celui du P.-L.-M. qui atteint 7 milliards et demi. Les chiffres les plus faibles sont ceux de l'Alsace-Lorraine (1 600 000 francs) et celui de l'Est (2 milliards). Ce dernier chiffre est particulièrement bas, puisqu'il ne représente que 7 pour 100 du déficit total pour un trafic qui atteint 18 pour 100 de l'ensemble.

Une remarque importante s'impose. S'il est vrai que le

déficit comptable des Chemins de fer s'est élevé à 32 milliards pour la période de 1921 à 1937, il n'est pas exact que ce déficit ait constitué une charge pour l'État. Il faut en déduire en effet la contribution que les Chemins de fer ont apporté au budget national sous deux formes diverses. Il s'agit tout d'abord des impôts spéciaux sur les transports qui ont atteint à un certain moment des chiffres extrêmement élevés et qui, supprimés récemment pour les marchandises, grèvent encore de 12 pour 100 le trafic-voyageurs. En second lieu, il faut chiffrer les économies résultant, pour le budget, des transports que les Chemins de fer exécutent gratuitement ou à prix réduits pour un certain nombre de services publics : P. T. T., transports militaires, administration pénitentiaire, etc... Si l'on tient compte de ces deux éléments, on constate que dans la période que nous venons de considérer, les impôts spéciaux et les prestations s'équilibrent exactement avec le total du déficit. On peut donc dire, sans forcer la vérité, que, de 1921 à nos jours, le service public des Chemins de fer n'a rien coûté à la communauté.

On se posera immédiatement une question : s'il en est ainsi, pourquoi s'est-on préoccupé d'une réforme générale du régime des Chemins de fer ?

C'est que, si l'équilibre entre les recettes et les dépenses est réalisé pour l'ensemble de la période 1921-1937, il se trouve complètement rompu pour les dernières années, pendant lesquelles les impôts spéciaux ont été fortement réduits, et qui cependant ont donné lieu aux déficits les plus élevés. Il y a donc aujourd'hui une crise financière des Chemins de fer. Quelles en sont les causes ?

CAUSES DU DÉFICIT

Examinons d'abord *les recettes du trafic.* Nous constatons qu'entre 1930 et 1936 elles ont fléchi brutalement de 16 à 10 milliards. Elles sont remontées à 12 milliards en 1937 par suite du premier relèvement de tarif effectué dans le deuxième semestre de l'année. C'est la conséquence de deux phénomènes qui se sont superposés : crise économique générale, qui s'est développée en France depuis la fin de 1930 et qui dure encore, et accentuation de la concurrence du rail et de la route.

On peut dire que la France est le pays du monde dans lequel la concurrence de l'automobile a causé le maximum de dommage au chemin de fer. Cette concurrence s'est trouvée facilitée par le fait que notre pays dispose d'un réseau routier excellent, à mailles très serrées. Il n'est pas inutile de rappeler qu'en face du réseau ferré, dont la longueur atteint 42 000 kilomètres, les routes françaises s'étendent sur 634 000 kilomètres, dont plus de la moitié de routes nationales, chemins d'intérêt commun ou de grande communication. D'autre part, la concurrence de la route a été particulièrement néfaste pour les recettes des Chemins de fer par suite de leur mode de tarification établi en France sur un plan très commercial. Disposant d'un monopole de fait absolu, le chemin de fer a conçu ses barèmes sous forme d'éventail très ouvert, demandant aux marchandises de valeur de payer de lourds péages pour permettre de transporter à bon marché les matières premières de l'industrie et de l'agriculture (charbon, minerais, pierres et engrais) et pour permettre aussi de couvrir les déficits des lignes secondaires, dont un assez grand nombre, surtout dans la région de l'Est, avaient et ont encore conservé un caractère stratégique. De telles lignes ne peuvent être abandonnées ; leur exploitation et leur entretien grèveront toujours largement la région de l'Est. La tarification française, beaucoup plus diversifiée que la tarification allemande ou italienne, offrait une proie facile au camion qui, n'étant soumis à aucune obligation vis-à-vis de sa clientèle ou de son personnel, s'est borné à écrémer le trafic en s'attaquant aux marchandises de valeur et en laissant aux Chemins de fer le trafic pondéreux qu'il était dans l'impossibilité de desservir et sur le transport duquel il aurait perdu de l'argent.

Si le camion a réussi à détourner une part importante du trafic des Chemins de fer, ce n'est donc pas, comme on l'a dit trop souvent, par suite d'une supériorité technique, mais parce qu'il n'était pas assujetti aux mêmes conditions et aux mêmes charges. Pour empêcher la fuite du trafic de prendre une allure trop rapide, les réseaux ont été obligés d'accorder des abaissements de tarifs très coûteux. Ils ont donc subi de grosses pertes de recettes, non seulement sur le trafic disparu, qu'il s'agissait de reconquérir, mais également

sur le trafic conservé dont on s'efforçait d'empêcher la disparition.

DÉPENSES DES CHEMINS DE FER

Examinons maintenant le mouvement des dépenses des Chemins de fer.

Celles-ci sont de deux sortes : les dépenses d'exploitation, d'une part, et, d'autre part, les charges financières qui correspondent à l'intérêt et à l'amortissement des actions et des obligations émises pour couvrir les dépenses de premier établissement et de matériel roulant. Il est logique de grouper ces deux catégories de dépenses, car, en réalité, depuis que les Chemins de fer ont terminé leur développement territorial, la presque totalité des travaux complémentaires a pour objet d'améliorer les conditions d'exploitation et de procurer des économies sur ces dernières (réduction de personnel, réduction de la consommation de charbon sur les locomotives, etc...).

Si l'on examine l'évolution des principaux chapitres qui rentrent dans les dépenses totales, on est frappé de la diminution importante des charges financières et de l'augmentation plus rapide encore des dépenses de personnel.

Si l'on chiffre les recettes par 100, les charges financières atteignaient 38 pour 100 de ces dernières avant la guerre. Depuis lors, la proportion a été largement réduite par les différentes dévaluations du franc, au détriment des obligataires dont les coupons sont restés constants, tandis que les recettes et surtout les dépenses d'exploitation augmentaient du fait de la dépréciation de la monnaie.

Les charges financières, qui étaient tombées aux environs de 20 pour 100 des recettes dans les années qui suivirent la convention de 1921, remontaient peu à peu jusqu'à 34 pour 100 en 1935. Après les deux dévaluations de 1936 et 1937, elles sont retombées à 27 pour 100.

On est frappé cependant de constater qu'après la chute brutale qui correspond à chaque dévaluation, l'importance relative des charges financières remonte rapidement. Cela tient au fait que le taux d'emprunt, qui pour les Compagnies était de 4 pour 100 avant la guerre, s'est élevé à 10 pour 100 en 1926, puis, après être retombé aux environs de 5 pour 100

après la stabilisation Poincaré, dépasse aujourd'hui 10 pour 100. Quoi qu'il en soit, les dévaluations de la monnaie ont procuré, au détriment des obligataires, un allègement sérieux du budget des Chemins de fer.

Cette diminution est compensée et au delà par l'augmentation considérable des dépenses de personnel. Cet accroissement massif, en valeur absolue, est très important aussi en valeur relative. Alors que les dépenses de personnel représentaient, en 1921, moins de la moitié des dépenses d'exploitation, elles en dépassent aujourd'hui les deux tiers.

Quelles sont les causes d'une augmentation aussi considérable ?

C'est tout d'abord l'unification des salaires. Unification sous toutes ses formes, dans le temps et dans l'espace, péréquation des retraites, péréquation des traitements, ne laissant entre le cheminot du nord et celui du sud, malgré les différences du prix de la vie, de l'agrément du climat et des difficultés dans le recrutement de la main d'œuvre, que des différences très faibles dans les indemnités de résidence.

C'est ensuite l'assimilation progressive des cheminots aux fonctionnaires. Cette assimilation complète est discutable. On peut faire observer que le cantonnier de la voie exécute une tâche analogue à celle de l'ouvrier agricole, que l'ouvrier du dépôt ne fait pas un travail différent de celui de l'usine voisine et qu'au surplus le cheminot bénéficie de certains avantages accessoires qui ne sont pas négligeables : retraites élevées, frais médicaux, facilités de circulation. En sens inverse, on peut répondre que, par suite de la hiérarchie très stricte à laquelle il est soumis, par suite de l'obligation d'assurer pendant toute sa carrière un emploi dans un même service public, le cheminot présente beaucoup d'analogies avec le fonctionnaire.

Aussi devant l'augmentation de la cherté de la vie, devant les demandes formulées par un personnel excellent au point de vue technique et remarquable par son sens de la discipline et sa conscience professionnelle, les Compagnies se croyaient tenues de donner satisfaction à leurs aspirations légitimes ; mais, lorsque l'État insistait auprès d'elles en vue d'une assimilation complète avec les fonctionnaires, elles faisaient observer qu'il ne fallait pas pousser trop loin cette assimilation et qu'il était dangereux de l'étendre à certaines caté-

gories du personnel qui ne présentaient pas de technicité.

Elles ajoutaient surtout que l'insistance des gouvernements leur demandant d'accorder à leur personnel des satisfactions, même justifiées, les plaçait dans une situation financière impossible, puisque les mêmes gouvernements leur refusaient les relèvements de tarifs qui leur auraient procuré les recettes correspondantes.

Enfin, les réseaux ont eu à subir les lois sociales de 1936 dont l'application représente deux milliards et demi de dépenses supplémentaires par an, dont plus d'un milliard et demi pour la seule loi de 40 heures. Cette dernière loi, mal conçue et mal appliquée dans toute l'industrie française, était particulièrement difficile à concilier avec le régime des Chemins de fer qui exige un fonctionnement permanent. N'ayant pas été précédée par une période d'adaptation progressive, elle a eu les résultats les plus désastreux pour les finances des réseaux et les plus néfastes pour l'ensemble du pays, car elle obligeait les Compagnies à rafler, sur un marché déjà dépourvu de main d'œuvre spécialisée, quatre-vingt mille ouvriers industriels ou agricoles. Et nous ne chiffrons pas ici les conséquences indirectes que cette loi fâcheuse a eues sur l'entretien du matériel roulant.

Il serait tout à fait injuste de croire que les dirigeants des Compagnies sont restés insensibles devant la chute des recettes et l'augmentation du plus gros chapitre des dépenses. Leurs efforts journaliers ne se sont pas un seul instant ralentis, malgré la disparition du stimulant de la prime. Ils ont procuré aux réseaux des économies sérieuses, mais dont l'ordre de grandeur ne dépasse pas quelques centaines de millions par an.

Les résultats d'ensemble peuvent être aisément chiffrés. En 1913, les dépenses totales d'exploitation, augmentées des charges financières, atteignaient, à peu de chose près, 100 pour 100 des recettes. Après la bourrasque de la guerre, elles étaient montées à 132 pour 100 ; après le vote de la convention de 1921, grâce en partie à la dévaluation, grâce à des relèvements de tarifs, grâce aussi aux efforts des dirigeants des Compagnies, grâce enfin à une période de grande activité économique, les dépenses totales retombent à 95 pour 100 des recettes. Mais depuis lors le mouvement est renversé et, par

suite des raisons qui viennent d'être exposées, le rapport des dépenses aux recettes s'élève sans arrêt pour atteindre 141 pour 100 en 1936 et 157 pour 100 en 1937. Ce qui veut dire qu'au milieu de l'année 1937, il aurait fallu majorer de 50 pour 100 toutes les recettes pour rétablir l'équilibre financier des réseaux.

RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE

Les Compagnies n'avaient pas attendu le vote de la convention de 1937 pour se préoccuper du rétablissement de l'équilibre. Elles avaient vu à temps le danger et elles avaient proposé les remèdes qu'elles estimaient nécessaires et qui eussent vraisemblablement été suffisants.

En première ligne : le relèvement des tarifs qui aurait été d'autant plus efficace qu'il aurait été effectué à temps. Elles ne faisaient en cela qu'appliquer l'esprit et la lettre de la convention de 1921 qui, — tous les documents parlementaires en font foi, — était fondée sur l'équilibre strict des recettes et des dépenses.

C'est M. André Tardieu qui, le premier, refusa d'accorder aux Compagnies les relèvements de tarifs indispensables pour faire face à l'augmentation de leurs dépenses. Tous ses successeurs ont fait de même et il en est résulté cette conséquence paradoxale que les prix des transports demeuraient, jusqu'en 1936, au coefficient 3,5 par rapport à 1913, pour les voyageurs, et au coefficient 5, pour les marchandises, — c'est-à-dire probablement aux taux les plus bas du monde, — alors que, dans le même temps, le taux de la rémunération ou de la retraite des agents des grands réseaux atteignait le coefficient 8 ou 9.

En second lieu, les Compagnies demandaient à l'État de décharger les Chemins de fer des impôts spéciaux qu'elles payaient ainsi que des prestations gratuites, ou à prix réduits, qu'elles effectuaient en faveur des services publics. Elles réclamaient le droit, pour le chemin de fer, d'être traité comme une industrie ordinaire et non surchargé, à l'avantage du budget de l'État, de prélèvements directs ou indirects. Or, si l'État s'était décidé, trop tard d'ailleurs, à supprimer l'impôt sur le transport des marchandises, il avait laissé subsister

un impôt spécial de 12 pour 100 sur les transports de voyageurs. Si, par ailleurs, le gouvernement avait inséré, dans un décret-loi, l'obligation pour le service des P. T. T. de verser une contribution au fonds commun, en fait, les crédits n'avaient pas été ouverts.

Elles réclamaient enfin la coordination des transports sur rail et sur route. On pourrait faire un volume des lettres dans lesquelles les réseaux ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur ce grave problème. Ceux-ci, après avoir négligé ces avertissements, s'en sont émus. Ils ont pris des mesures... sur le papier. Mais ils n'ont pas eu le courage de les faire passer en application et chaque ministre arrivant au pouvoir a cherché le moyen d'éviter de prendre, à l'égard des transports routiers, les mesures impopulaires, mais nécessaires.

Mais pourquoi, dira-t-on, l'État, qui, en dernière analyse, supportait le déficit du fonds commun, se refusait-il à prendre à temps les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre ?

Les raisons en sont simples.

D'une part, les gouvernements, de gauche ou de droite, qui se sont succédé au pouvoir depuis dix ans, se seraient crus déshonorés s'ils avaient répondu favorablement aux demandes des Compagnies, suspectes, dans les milieux parlementaires, de représenter des intérêts réactionnaires. Cette attitude est d'autant moins concevable que les plus-values de recettes ou les diminutions de dépenses que les Compagnies réclamaient ne pouvaient avoir qu'une répercussion très incertaine sur le calcul de leurs primes et n'auraient eu pratiquement de répercussion que sur les intérêts du Trésor.

En second lieu, et c'est certainement la cause principale de l'accumulation des déficits et de l'échec de la convention de 1921, l'État n'était pas obligé de combler immédiatement le déficit annuel par le versement d'une subvention budgétaire qui aurait dû trouver sa contre-partie dans des impôts nouveaux toujours difficiles à faire voter. Il avait le droit d'emprunter le déficit, ou, mieux encore, de le faire emprunter pour son compte par les Compagnies.

Comment peut-on s'étonner que le gouvernement, tout en appuyant les revendications d'un personnel qui représentait plus de 500 000 électeurs, se soit montré opposé au

relèvement des tarifs qui aurait mécontenté des intérêts électoraux encore plus nombreux, alors qu'il lui suffisait, pour se faire bien voir des uns et des autres, de laisser s'approfondir le gouffre du fonds commun, qui ne se traduisait, dans les budgets annuels, que par le paiement des intérêts des emprunts émis pour son compte par les Compagnies ? C'est cette politique à courte vue qui est seule responsable de l'énorme déficit du fonds commun.

Malgré tout et jusqu'au printemps de 1936, il était permis de penser que l'État se rendrait compte de la nécessité d'assurer l'équilibre du plus grand des services publics, et que, grâce à une collaboration entre les Compagnies et les pouvoirs publics, grâce à une politique de stricte économie, grâce aussi à une reprise du trafic toujours attendue, il serait possible de résorber le déficit.

Les lois sociales de 1936 et leurs conséquences : hausse des salaires, hausse du charbon, hausse de l'entretien, hausse du loyer de l'argent, augmentation d'effectifs, ont dissipé ces dernières lueurs d'espoir.

D'autre part, le Parlement avait voté, dans l'article 26 de la loi de finances du 31 décembre 1936, la disposition suivante : « Le gouvernement devra rédiger et soumettre aux Chambres avant le 31 mars 1937 une refonte complète du régime actuel des chemins de fer, prenant sa base dans une coordination d'ensemble du service des transports. » Mais le ministère Blum avait laissé passer le délai sans déposer aucun projet. Il se proposait en effet de réaliser la nationalisation des chemins de fer par une voie plus brutale.

Au lendemain de sa chute, un journal, qui avait quelques attaches avec la majorité, publiait le projet de décret-loi qui avait été préparé par le ministère démissionnaire et qui constituait, à proprement parler, une expropriation sans indemnité.

En présence du déficit sans cesse croissant du fonds commun, de la situation de trésorerie de l'État qui rendait de plus en plus difficile les émissions, et des menaces d'expropriation brutale qui rencontraient à l'extrême-gauche des sympathies nombreuses, les Compagnies pouvaient prendre trois attitudes : attendre, plaider ou causer.

L'attente était dangereuse pour les intérêts des action-

naires qui auraient pu se trouver dépouillés du jour au lendemain par un coup de force ; elle était également inadmissible pour les Compagnies qui ne désiraient plus continuer à porter devant l'opinion publique la responsabilité du déficit du fonds commun, alors qu'on leur refusait les moyens de le résorber.

Plaider contre l'État en lui faisant grief de ne pas avoir exécuté la convention de 1921 dans sa lettre, dans son esprit et dans le sens qui résultait de tous les travaux préparatoires et demander aux tribunaux soit la fixation d'une indemnité au profit des Compagnies, soit même la résiliation de la convention de 1921 aux torts et dommages de l'État ?

Cette attitude ne convenait guère aux Compagnies. Elles estimaient que le drame des Chemins de fer ne devait pas trouver sa conclusion dans le versement d'une indemnité aux Compagnies et qu'il s'agissait avant tout de rétablir, au point de vue financier, le fonctionnement normal d'un grand service public.

Elles savaient qu'une décision judiciaire même favorable ne serait pas rendue avant un assez long délai. Enfin, elles n'ignoraient pas que, dans un arrêt célèbre, le Conseil d'État avait déjà marqué que, lorsque des circonstances imprévisibles entravent d'une façon grave la marche d'un service public, le concédant et le concessionnaire doivent, avant toute autre chose, rechercher, par un aménagement des conventions existantes, le rétablissement du fonctionnement normal du service.

C'est pourquoi lorsque, quelques semaines après sa constitution, le cabinet Chautemps demanda aux Compagnies si elles étaient disposées à examiner avec lui, à l'amiable, la réforme du régime général des Chemins de fer, elles répondirent affirmativement à son appel.

LA CONVENTION DE 1937

Après les négociations, qui furent menées de part et d'autre par des personnes compétentes et désireuses d'aboutir, une solution équitable fut signée : la convention du 31 août 1937 approuvée par le décret-loi du même jour. Il est inutile d'entrer dans le détail de cette convention qui a été analysée dans toute la presse. Résumons-en les traits essentiels.

Les anciennes Compagnies transfèrent l'exploitation de leurs réseaux à une Société unique à majorité d'État, qui les exploitera jusqu'en 1982. Cette Société prend à charge tous les emprunts des réseaux assortis de la garantie de l'État. Elle est obligée d'équilibrer *chaque année* ses recettes et ses dépenses. C'est là la principale différence avec la convention de 1921 qui permettait à l'État d'emprunter le déficit d'un exercice en reportant la charge sur l'avenir. Les services publics doivent payer les prestations qu'ils demandent aux Chemins de fer. La coordination doit être réalisée immédiatement et si les recettes, augmentées par les deux mesures précédentes, ne sont pas suffisantes pour couvrir les dépenses, une augmentation des tarifs est proposée et mise en vigueur, à moins que l'État ne préfère la remplacer par une subvention prélevée sur le budget. On ne pourra donc plus dire, comme sous le régime de la convention de 1921 : « le fonds commun paiera ».

Quant aux Compagnies, elles n'ont plus à assumer de service public ; elles ne sont plus que des Sociétés financières, administrant librement leur domaine privé, touchant de l'État les mêmes revenus garantis que par le passé et recevant en outre, à titre de compensation pour leur dessaisissement prématuré et la reprise de leur matériel, quarante-cinq annuités de 44 millions. Elles acceptent d'ailleurs pendant les premières années de prêter à la Société nationale l'appui de leur crédit pour permettre à celle-ci de se procurer les sommes nécessaires à ses travaux complémentaires.

L'ORGANISATION DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

La Société est administrée par un Conseil de 33 membres dans lequel se trouvent des représentants de l'État choisis parmi les hauts fonctionnaires, des représentants des anciennes Compagnies, quelques membres choisis en raison de leur compétence particulière et quelques représentants du personnel des agents des Chemins de fer. Tous ont le désir d'assurer à la nouvelle Société un avenir prospère ; tous sont décidés à faire passer au second plan tous les intérêts particuliers.

Un Comité de direction peu nombreux est chargé de la

préparation des affaires importantes. L'exécution des mesures arrêtées par le Conseil et le Comité est assurée par une Direction générale composée d'hommes éminents qui ont fait appel, pour faire face à la tâche immense de l'organisation nouvelle et pour donner ensuite les directives générales nécessaires à son fonctionnement, à un petit nombre de collaborateurs jeunes et ayant déjà fait leurs preuves.

Sous leurs ordres, l'exploitation du réseau ferré national est réparti en secteurs dont le nombre n'est que provisoirement arrêté et dont les limitives définitives pourront correspondre aux frontières des anciens réseaux ou être tracées suivant un plan régional plus décentralisé.

PERSPECTIVES D'AVENIR

On ne peut se dissimuler les difficultés de la tâche qui incombe à la nouvelle Société. Remanier profondément une administration de six cent mille employés et ouvriers sans entraver la marche d'une machine qui tourne à grande vitesse, donner satisfaction aux aspirations légitimes des collaborateurs jeunes et ardents sans décourager ceux dont les espoirs auront été moins bien satisfaits, substituer sur certains points importants des formules nouvelles à des règles sanctionnées par de longues années d'expérience et par une habitude presque séculaire, ce sont là des problèmes d'une amplitude singulière. Enfin et surtout, la Société nouvelle saura-t-elle garder une juste mesure dans l'examen des questions de rémunération du personnel qui attend d'elle beaucoup de satisfactions ? Espérons-le, sans nous dissimuler que cette attitude demandera à ses dirigeants une certaine dose d'héroïsme civique.

La fusion des sept réseaux est-elle en soi génératrice d'économies ? Cela ne paraît pas absolument évident. Certes, on peut penser qu'un certain nombre de postes pourront être supprimés comme faisant l'objet de doubles emplois. Mais il faudra vraisemblablement en créer d'autres pour étayer les services centraux sans trop dégarnir les régions auxquelles il est désirable de laisser toute l'autonomie compatible avec l'unité de doctrine indispensable. Peut-être pourra-t-on continuer, en l'intensifiant, l'effort de coordination déjà

effectué sous le régime de la convention de 1921, réaliser quelques économies par un emploi encore plus poussé du matériel banalisé ou par une nouvelle revision des itinéraires d'acheminement des marchandises ne tenant pas compte des frontières des anciens réseaux. Mais, en revanche, il sera certainement difficile d'éviter des dépenses supplémentaires lorsqu'on voudra unifier les règlements et les situations. C'est en effet un fait d'expérience que l'unification se réalise généralement sur la base du chiffre le plus élevé lorsqu'il s'agit d'une dépense et sur la base du chiffre le plus bas s'il s'agit d'une recette. Ce serait déjà un très beau résultat que la fusion des réseaux n'ait pas par elle-même pour conséquence une diminution du produit net.

On dira peut-être que, dans ces conditions, la constitution de la nouvelle Société est un non-sens et qu'il convient de blâmer ceux qui ont participé à cette création. Ce serait une grave erreur. En réalité, toutes les modifications d'ordre administratif que l'on peut apporter à l'exploitation de notre réseau ferré ne peuvent pas, par elles-mêmes, être génératrices de gros bénéfices ou de grosses pertes. L'organisation sera bonne ou mauvaise d'après l'esprit qui animera ses dirigeants et d'après le dévouement professionnel qui sera apporté par ses collaborateurs. Les hommes qui ont été choisis sont certainement les meilleurs que l'on pût choisir, il faut leur faire confiance. Ils bénéficieront dans leur tâche de deux avantages essentiels qui suffisent à eux seuls à justifier les modifications qui viennent d'être apportées au régime des Chemins de fer : l'équilibre obligatoire du budget et le règlement jusqu'ici ajourné du problème de la concurrence des transports sur route.

Le travail de la Société nationale des Chemins de fer est commencé et son premier budget a été présenté. Les perspectives sur lesquelles il est fondé sont les suivantes :

On escompte une amélioration sérieuse de l'équilibre des recettes et des dépenses par suite d'un effort énergique dans la coordination des transports par fer et par route. Cet effort comporterait la suppression de 6 000 kilomètres de lignes secondaires qui seraient remplacées par des services automobiles, la restriction des transports routiers, à longue distance, qui devront être assujettis à une tarification analogue

à celle des Chemins de fer, enfin le relèvement des charges diverses qui pèsent sur l'industrie des transports par route, de façon que la concurrence des camions ne profite pas du relèvement des tarifs ferroviaires dont nous parlerons plus loin.

On escompte la suppression des prestations gratuites ou à prix réduits en faveur des services publics. Dès cette année on envisage que les P. T. T. paieront une subvention d'environ 500 millions aux Chemins de fer et que les services rendus à l'armée donneront lieu à une indemnité.

Enfin, depuis le 1er janvier 1938, a été effectué un relèvement sérieux de tous les tarifs.

L'effort réalisé de ce chef, depuis que l'État s'est mis d'accord avec les Compagnies sur les grandes lignes de la convention de 1937, a été considérable. Il se traduit par une première hausse des tarifs qui, à la fin d'août, représente pour les réseaux un supplément de recettes d'environ 27 pour 100, et une seconde hausse réalisée au 1er janvier 1938 représente, par rapport aux prix de 1936, un supplément de recettes de 28 pour 100. Le total représente, au bénéfice des Chemins de fer, une majoration moyenne de 55 pour 100, par rapport aux prix de 1936.

Ces hausses sont-elles acceptables ? On peut le penser. Malgré ce qu'elles auront d'impopulaire et de dur pour les industries dans une période de marasme, elles n'ont pas élevé les tarifs dans une proportion supérieure à celle de la plupart des marchandises et les tarifs français restent encore inférieurs à ceux de la plupart des pays.

Quelle sera la politique de l'avenir ? On peut envisager deux orientations. Dans la première, les augmentations de dépenses seront compensées par de nouvelles hausses de tarifs ; dans la seconde, c'est le budget l'État qui bouchera, par des subventions, les trous du budget des Chemins de fer.

Ces deux politiques correspondent à deux conceptions différentes, la conception industrielle et la conception de service public. Dans la première, on réclame du chemin de fer de réaliser complètement un équilibre financier autonome, on lui impose un régime d'économie sévère, on réalise une coordination complète entre le rail et la route et l'on maintient à la tarification française son caractère de grande différenciation suivant la valeur des marchandises.

Dans la deuxième, au contraire, le budget du chemin de fer reçoit chaque année une large subvention de l'État, le chemin de fer se permet certaines largesses vis-à-vis du personnel et vis-à-vis du public. On pratique une politique libérale en matière de transports sur route et la tarification se transforme en un mode de taxation analogue à celui qui régit les transports par camions, c'est-à-dire une tarification à la capacité au lieu d'une tarification à la valeur.

Il n'est pas douteux que la politique démagogique, désireuse de satisfaire une large clientèle de fonctionnaires et d'intérêts économiques, pousserait à la seconde conception. Il est bien vraisemblable cependant que c'est la première qui triomphera pendant de longues années, à moins d'une reprise économique sensationnelle, et que, bon gré, mal gré, notre pays, qui a perdu depuis la guerre la moitié de son capital et la moitié de ses revenus, sera obligé de pratiquer une politique ferroviaire qui ne se distinguera pas beaucoup de celle des anciennes Compagnies.

En signant la convention de 1937, les Compagnies qui géraient les réseaux depuis près d'un siècle sont convaincues d'avoir accompli leur devoir vis-à-vis de tous : État, clientèle et actionnaires. Placées par l'État dans l'impossibilité d'obtenir de lui les conditions nécessaires à leur équilibre financier, refusant de porter davantage une responsabilité qui ne leur incombait pas, et de transformer une question d'intérêt général en une question contentieuse, craignant enfin qu'une attitude intransigeante n'amenât, au détriment de toute l'économie du pays, une nationalisation prématurée, elles se sont prêtées à la recherche d'une solution d'économie mixte qui durera quarante-cinq ans et qui leur paraît assurer à la fois le respect des droits de leurs actionnaires et la bonne exploitation du service public.

Elles ont l'impression que le résultat obtenu répond à ces conditions et elles remettent à la Société nouvelle, avec mélancolie, mais sans amertume, des réseaux en bon état, des chefs de premier ordre et un personnel compétent et très attaché à ses devoirs professionnels.

Louis Marlio.

IMAGES ROMAINES

Ce ne sont pas seulement les morts qui vont vite, comme dans la ballade d'Henri Heine ; ce sont aujourd'hui les nations. Il semble que la Grande Guerre ait déchaîné une danse universelle et que le monde ne parvienne pas à retrouver son équilibre. Je n'étais pas retourné à Rome depuis le mois de décembre 1934. Un peu plus de trois ans. Que de changements dans cette ronde des peuples au cours de ces trois années et comment retrouverai-je la Ville éternelle ?

Le 11 décembre 1934 j'avais l'honneur de représenter l'Académie française et le Comité France-Italie à l'inauguration du buste de Chateaubriand au bord de la Villa Médicis. Le sénateur Henry Bérenger représentait le gouvernement de la République. Mussolini avait voulu assister en personne à la cérémonie. Cependant, retiré dans son appartement du musée Jacquemart-André qu'il ne quittait plus, celui qui fut le premier président de ce Comité France-Italie attaché à l'union des deux pays latins et dirigé aujourd'hui par Louis Madelin, Pierre de Nolhac, préparé à la mort, attendait la voix de la T. S. F. Je lui avais promis de lire en présence du Duce le sonnet qu'il avait écrit à la gloire de Rome et de Chateaubriand. A distance il entendit ses vers. Quand je l'allai voir, à mon retour, il m'embrassa en ajoutant dans un sourire qu'il se serait cru plus détaché de la littérature.

Les fêtes données à cette occasion au Palais de Venise, au Capitole et au Palais Farnèse furent en quelque sorte la répétition générale de celles qui devaient accueillir quelques jours plus tard M. Laval, alors président du Conseil, venu pour consacrer l'amitié franco-italienne. Ces palais de Rome

se prêtent miraculeusement à la décoration. Un peuple d'un long passé, d'une ancienne civilisation fine et délicate, sait aisément recevoir avec goût. Il n'exagère pas le faste, il connaît la mesure. Mais le Palais Farnèse permit à l'ambassade de France de tenir son rang à son tour. Le comte et la comtesse de Chambrun en faisaient les honneurs à merveille. Aujourd'hui, nous n'avons plus d'ambassadeur au Quirinal et l'Italie a retiré de Paris son ambassadeur. Qu'est devenue en si peu de temps cette amitié franco-italienne, alors si joyeusement célébrée entre deux pays naturellement faits pour se comprendre ? Quels échos entendrai-je à Rome du drame de Genève et de l'affaire des sanctions ?...

L'AIR DE ROME

— Ce fut notre hiver le plus froid depuis plus d'un quart de siècle, me dira, au cours de mon audience, le Roi et Empereur, le thermomètre est descendu à moins 8 degrés.

Mais il est remonté quand j'arrive dans ce mois de janvier changeant comme une femme. Je trouve à Rome le printemps et cette lumière blonde qui caresse les façades des palais et des églises et qui donne à la basilique Saint-Pierre, à cause de l'étendue de la place entourée de la quadruple rangée des colonnes doriques, l'apparence mystérieuse de ces sommets des Alpes, quand la brume du matin se désagrège pour les livrer au soleil. L'air était si doux à respirer, et même si chaud que, sortant des musées du Vatican, accablé de fatigue, je déjeunai dehors, sans manteau, dans une de ces *trattorie* qui sont en bordure de la place. Un panier d'oranges, sur la table, resplendissait comme une nature morte ressuscitée. Entre les colonnes, sur les gradins, un groupe de femmes et d'enfants s'était installé comme dans un bain d'or. Une mère avait sorti son sein pour le porter à la bouche avide de son nourrisson. Tout ce monde était heureux et spontanément décoratif. Il achevait d'une façon populaire l'œuvre architecturale de Bramante, de Michel-Ange et de Bernin.

J'ai tant aimé les vieilles pierres des cathédrales et des châteaux, les automnes délicats et nuancés de ma Savoie, les déesses de marbre et la beauté de la terre, des femmes, des jeunes gens ambitieux et des vieillards chargés de souvenirs

enclos dans les toiles des artistes. Maintenant que l'âge est venu, il me semble que je prends plus de plaisir à regarder la verdure naissante, les visages vivants, et ces jeux d'enfants qui n'ont pas de passé et tiennent dans leurs mains le présent fugitif. Pourtant cette visite à la Chapelle Sixtine et aux Loges de Raphaël ne sera-t-elle pas la seule d'un voyage accaparé par le spectacle de la Rome nouvelle ? Le Dieu de Michel-Ange qui se promène, solitaire, dans un monde à créer, le Dieu qui anime l'homme effaré en lui touchant le doigt, dépasse de beaucoup le petit vieillard du plafond étroit de Raphaël. Mais Raphaël s'est rattrapé sur Ève. L'Ève de Michel-Ange, amené à Adam ébahi, est une femme grasse et bien charpentée, faite pour la maternité. Celle de Raphaël est une charmante jeune fille, mince et ingénue. Quand l'Ange la chasse avec Adam du paradis terrestre, l'homme effondré se cache le visage et pleure, tandis que la petite femme inconsciente garde le sourire, comme si elle se disait tout bas : « Je reviendrai. Nous reviendrons tous les deux... » ou plutôt comme si elle détenait elle-même la clef du paradis et le savait.

A chaque nouveau séjour, Rome apparaît transformée. Elle ne cesse pas de s'agrandir. Elle compte aujourd'hui un million deux cent cinquante mille habitants. Ainsi rejoint-elle la Rome des Empereurs. Certes, il faut louer sans réserves l'ouverture des nouveaux quartiers qui franchissent les anciennes portes et coulent vers les Monts Albains. Quartiers populaires, larges, aérés, lumineux, faits pour le repos après le labeur et pour les familles nombreuses, et qui témoignent de cette volonté absolue du fascisme d'apporter au peuple une vie plus saine, plus confortable, plus noble même, tout en exigeant de lui travail, foi et totale adhésion. La mystique fasciste se compose de cet échange entre le chef et la foule disciplinée.

Certes, il faut louer encore le dégagement du Colisée que les projecteurs, la nuit, détachent en ombres fantastiques. Les murs redevenus vivants par la lumière rappellent les jeux du cirque plutôt que les martyrs. La grande Voie triomphale par où les généraux vainqueurs entraient dans la Ville semble une autostrade imaginée pour le développement de la circulation. Le Capitole est isolé, mais disparaît derrière

le monument trop blanc de Victor-Emmanuel. Les forums se multiplient et surgissent de la terre fouillée. Voici, debout, les trois colonnes reconstituées du temple de Venus Genitrix. Et Rome inscrit ses ambitions sur les murs et dans les jardins. Cette statue de Jules César porte sur son socle : *Dictatori perpetuo*. D'immenses cartes affichées sur le pan d'une basilique montrent la progression de l'Empire à travers les âges : d'un point en Italie n'a-t-il pas, toujours grandissant, occupé, après Auguste, presque toute l'Europe, et mordu sur l'Afrique et l'Asie enchaînées dans leurs territoires proches de la mer après Vespasien ? Aujourd'hui, l'Italie, grandie du Trentin par la guerre, s'étale en Afrique sur la Tripolitaine, la Libye et l'Éthiopie.

A la Villa Médicis, un beau Louis XIV de marbre pose le pied sur la mappemonde. A mon précédent séjour, je m'arrêtai devant le Grand Roi, en compagnie du sénateur Volpi, ministre d'État :

— Quel orgueil ! me dit-il.

— Oui, lui répondis-je, mais regardez vos murs.

Avec du passé de cette force, on enflamme le cœur des jeunes gens. Mussolini a restitué à son peuple l'orgueil d'être Romain.

Ces agrandissements, ces assainissements, ces ouvertures font tout de même trembler les vieux amoureux de Rome. N'avait-on pas imaginé d'achever la colonnade de Saint-Pierre après avoir détruit les ruelles amusantes, un peu sordides, qui les abordaient ? Ce projet fut heureusement abandonné. Était-il nécessaire de dégager la basilique, quand ses prodigieux architectes s'étaient contentés de l'espace offert ? Que la vieille Rome garde ses secrets ! Il y a encore des rues obscures, des palais mystérieux, il y a encore de ces victorias traînées par de bons petits chevaux où l'on circule à découvert, où l'on ne va pas trop vite, d'où l'on peut regarder les fontaines, les façades, les Madones suspendues aux angles des murs.

C'est un lieu commun de parler de l'ordre italien. Dès l'arrivée en gare, dès l'apparition des *fachini*, tout est régulier, jusqu'aux pourboires. C'en est fait de cette nonchalance célébrée par Émile Gebhart avec tant de gentillesse. Mais un peu de l'ancienne grâce insouciante est restée. On sait que, dans les grandes voies de communication, les trottoirs sont

à sens unique, un pour la montée, l'autre pour la descente. Ainsi ne voit-on plus de visages, rien que des dos. C'est une grande privation. Plus de ces jolies figures avenantes, ni même de ces faces graves et laborieuses ciselées par la vie. Or, je m'étais trompé par distraction. Je suivais le trottoir interdit. Un sergent de ville, très poliment, me le fit observer. Machinalement, je regardai devant moi une jeune femme qui se rendait coupable de la même faute. Elle me précédait et l'agent ne lui avait rien dit. Celui-ci devina ma pensée et il me jeta dans un sourire :

— *È una donna.*

C'est une femme. Il y avait mis toute une philosophie indulgente pour ces êtres capricieux qui ne se peuvent gouverner. Et j'ai retrouvé instantanément cette gentillesse italienne que ne recouvrira jamais entièrement la plus farouche discipline.

Ces cochers qui poussent leurs chevaux énergiques se retournent volontiers sur leur siège pour engager la conversation. J'apprends d'eux qu'il y a toujours beaucoup de visiteurs étrangers.

— Et des Allemands ?

— Non, pas d'Allemands. Ils n'ont pas le sou.

Dans tous les cas, leur évocation ne suscite pas l'enthousiasme. Il faudra réchauffer l'ardeur publique pour acclamer Hitler. Les Allemands ne sont-ils plus attirés vers l'Italie ? C'est bien douteux. Leur voisinage, s'ils étendent un jour la main sur l'Autriche, ne serait guère à souhaiter sur le Brenner. Après l'assassinat du chancelier Dollfuss, n'est-ce pas Mussolini qui prit avec une violence magnifique la défense de l'Autriche ?

Ces visiteurs étrangers qui abondent maintiennent dans les grands hôtels de l'avenue Vittorio Veneto cette atmosphère cosmopolite que Paul Bourget, dans un roman célèbre, avait si bien rendue. La fleur de toutes les nations se rencontre dans ces halls où se confrontent l'élégance voyante des Américaines, la distinction racée des Anglaises, le charme fringant des Françaises, la beauté blonde et élancée des Scandinaves, et cette grâce nouvelle des Italiennes qui s'accommodent de la simplicité. La vie est pourtant assez chère en Italie, du moins pour nous, Français, à cause de la détresse du franc qui ne s'aligne pas à la lire.

Londres a, pareillement, repris le goût et l'orgueil des fêtes mondaines. J'ai vu Budapest et Vienne même, assez brillants. Pourquoi Paris est-il délaissé ? Sans aucun doute, la propagande touristique est-elle beaucoup mieux organisée en Italie que chez nous. Chez nous, elle n'a ni trouvailles ni initiatives. Elle ne sait pas utiliser les merveilles de la France. Ne faut-il pas ajouter que, sauf les professionnels et les curieux de mœurs, on voyage surtout pour son agrément ? Nos rivaux étrangers n'ont pas manqué d'exploiter le prétendu manque de sécurité d'un Paris menacé de troubles et de grèves. Notre Paris, dont mes automédons romains ont plein la bouche, notre Paris dont le seul nom amène un sourire de détente et de désir sur les visages, est mis à l'index. Qu'on nous restitue donc cette paix intérieure sans laquelle il n'est pas de bon travail et pas de plaisir.

LA ROME NOUVELLE

La Rome nouvelle a voulu plonger dans le passé, comme ces beaux nageurs qui, d'un tremplin élevé, bondissent dans les flots de la mer et, après avoir disparu, reviennent à la surface en brassées victorieuses. Elle s'annexe la Rome antique et c'est l'Exposition actuelle de la *Romanité*.

— Ne manquez pas d'aller la visiter, m'a recommandé Sa Majesté Victor-Emmanuel ; pour moi, je ne m'en lasse pas. J'y suis allé trois fois et compte bien y retourner. C'est le meilleur cours d'histoire.

Un cours par les documents et les images, à l'occasion du deuxième millénaire de la naissance d'Auguste. Le savant professeur Giulio Quirino Giglioli, avec un choix de collaborateurs érudits, l'a préparé en quelques années. Il aboutit à la louange du nouveau peuple italien, héritier direct du peuple romain, *che, nel nome del Fascio, ha creato, per il bene non solo dell' Italia ma di tutto il mondo, le norme del nuovo assetto politico dei popoli civili.* Comme on le voit, c'est une vaste ambition.

L'exposition occupe trois étages. Le premier est consacré à l'histoire, dès les origines de la fondation que révèlent les premiers essais d'art, peintures murales, médailles, sculptures. Ainsi peut-on suivre le voyage d'Énée après l'incendie de

Troie, l'enfant de la Louve, le combat des Horaces, légendes ou vérités enchevêtrées. Après les Rois, grandit la République romaine et c'est la série de ses guerres heureuses contre Carthage, contre la Grèce, contre la Gaule, et en Asie contre les Mèdes et les Parthes. C'est le tour des Césars jusqu'à la chute de l'Empire annoncée par les nuages des invasions qui se préparent et du nord se précipitent en ébranlant le monde. Tant de siècles, chargés de souvenirs, se recomposent avec le grès, le plâtre, le bronze, la photographie empruntés aux scènes des Arcs de triomphe, aux inscriptions funéraires, aux monuments, aux monnaies, et revivent sous nos yeux. Le Christianisme n'est point oublié. Il a sa part dans le développement de la civilisation romaine à la fin de l'Empire. Il la préservera de la barbarie.

Un étage supérieur résume la vie collective du peuple romain dans son armée, sa marine, son commerce, ses marchés, ses théâtres, ses thermes, ses codes, car une salle est réservée à la loi et j'y retrouve avec joie ce droit romain dont le développement par la réalité quotidienne émerveillait mes années d'étudiant. Ce qui m'a peut-être le plus longtemps retenu, ce sont les cartes où sont inscrites les routes, les aqueducs, les voies de navigation. La route, c'est la victoire en marche. Les Romains n'ont pas cessé de marcher et de construire.

Enfin, c'est la vie privée de la cité antique avec les scènes du mariage et de la famille, avec la familiarité des dieux lares, avec l'école, ses études et ses jeux, avec la décoration de la maison par l'art, meubles, portraits, scènes de mœurs, toilettes, bijoux. Et quand cette antiquité est épuisée, voici que par une immense arche de pont elle rejoint la Maison de Savoie et Mussolini qui prennent la suite. Les femmes italiennes, la Reine en tête, donnent leur alliance d'or pour la guerre d'Éthiopie. L'Éthiopie s'annexe au royaume.

Tandis que je parcourais ces salles en compagnie d'un jeune guide plein de science et de flamme qui ne me permit pas d'oser préférer le génie d'Annibal à celui de Scipion l'Africain, — et cependant je soutenais que la force et la résistance d'un peuple peuvent l'emporter sur le plus grand homme, — des groupes de jeunes gens accomplissaient le même trajet sous la conduite d'un professeur. Je voyais dans leurs yeux le reflet de toutes ces images de gloire. Et j'enviais pour la jeu-

nesse de mon pays une Exposition de cette sorte, bien supérieure aux cartonnages superficiels et fragiles d'une Exposition universelle, où elle trouverait rassemblée l'histoire de France dans tout son travail d'enfantement et d'unité, dans les prodiges d'une Jeanne d'Arc et d'un Napoléon, dans ses cathédrales et ses châteaux de la Loire, de Versailles, de Fontainebleau, de Chantilly, dans la douleur et la splendeur de Verdun et de la bataille de France.

De même que le blocus anglais avait inspiré à Napoléon de recourir à l'ingéniosité et au travail français pour fabriquer les produits qui ne nous arrivaient plus ou pour suppléer à leur insuffisance, — ainsi la culture de la betterave fut-elle destinée à remplacer le sucre de canne manquant, — Mussolini, devant les sanctions imposées le 18 novembre 1935 par la Société des nations, a entrepris la conquête de l'indépendance économique de l'Italie. C'est l'autarcie, et le 18 novembre dernier s'est ouverte, au pied des ruines gigantesques du Palatin, presque rouges et dorées au coucher du soleil, l'Exposition du Textile national. En deux ans quel effort ! Dans la série des pavillons, on peut suivre les inventions nouvelles qui permettent de tirer le coton de la fibre du genêt, d'utiliser le chanvre pour tous les tissus et même pour les bandoulières de fusils, les sacs militaires, les cartouchières, les chaussures, enfin de transformer le lait en laine, de composer par une série de phénomènes chimiques avec la caséine du lait une sorte de lainage qui a pris le nom de lanital et qui a toute la résistance et la chaleur de la laine. C'est une étonnante visite de sorcellerie où l'art ne perd pas ses droits, car des salles sont réservées à la splendeur des anciennes étoffes et des anciennes soieries d'Italie qui se retrouvent dans les costumes, les chasubles, les tapisseries, les tentures, les tapis des plus beaux tableaux du moyen âge et de la Renaissance, en sorte que les visiteurs populaires ont une vision de beauté qui les animera dans la manipulation des nouveaux métiers.

D'une épreuve qui fut dure et passe ici pour inique, l'Italie de Mussolini sort à son avantage. Pourquoi ne pas s'incliner devant le fait accompli ? Pourquoi lui faire attendre encore la reconnaissance de son empire abyssin ? Pourquoi la laisser dans une amertume qui la sépare de ses alliés naturels et la précipite dans l'aventure allemande, quand toutes les nations

d'Europe ont tant besoin de paix et d'union devant d'autres dangers de race et de couleur ?

Le genêt changé en coton, le chanvre changé en cuir, le lait changé en laine, toutes ces machines semblent une immense forge de Vulcain où Vénus apparaît. Je vais me reposer sous les arbres du Pincio, au-dessus de la Villa Médicis. En face du banc où je me suis assis, je découvre un buste de Virgile, beau comme une femme, avec une chevelure annelée. Me voici en douce compagnie. Mais, comme je relève la tête, je m'aperçois qu'un buste de Jules César me domine, visage maigre, méprisant, insolent.

Je rentre dans la ville. Comme la circulation est régulière ! Sur leur piédestal, les agents gantés de blanc agitent les bras en cadence, avec une harmonie dans l'autorité que je n'ai observée qu'ici. Leur rôle revêt une forme musicale : ce sont les chefs d'orchestre qui règlent le mouvement et le bruit des voitures et dirigent la grande symphonie de la rue.

Peu de livres français aux devantures des libraires. J'ai pourtant relevé *l'Ascension de Bonaparte* de Louis Madelin à côté de *Der Totale Krieg* de Ludendorff. On nous boude et l'on nous aime ensemble, si j'en crois mes cochers. Du moins s'entendent-ils toujours avec les voyageurs français qui ne passent point pour ladres.

Après tout ce passé, après toutes ces inventions scientifiques, après ces témoignages de l'économie nationale, je désirerais voir un spectacle plus vivant.

— L'avenir, peut-être ? me demande un jeune secrétaire du ministère de la Culture populaire.

— Précisément, l'avenir.

Il n'hésite pas. Il a son idée. L'avenir lui appartient. Il appartient au Duce. Et il me conduit au delà du Tibre, derrière le Palais de Justice, dans un bureau qui donne sur le château Saint-Ange dégagé et tout doré et roussi par le soleil. Un bureau : ce n'est pas un bureau que je désirais voir. Mais voici que s'approche un jeune homme, — il n'y a donc que des jeunes gens à la tête des services, et ce n'est plus Isaac qui est sacrifié, mais Abraham, — qui m'explique le triple but de l'œuvre. Quelle œuvre ? Mais l'Œuvre nationale fondée en 1926 pour la protection de la maternité et de l'enfance en Italie. Déjà mon hôte est lancé. Un triple but : augmenter la

population, diminuer la mortalité infantile, honorer la mère et la famille.

Honorer la mère et la famille, nul ne l'a su mieux faire que Mussolini dans le discours d'inauguration. M. René Benjamin l'a déjà cité dans son livre *Mussolini et son peuple*. Il y a là une trace d'attendrissement, de douceur, de pitié bien rare dans les harangues rudes et viriles du Duce :

« *Femmes d'Italie, je vous confie l'enfance et les mères.*

« *Vous pouvez beaucoup. Vous pouvez tout ! Que la nativité vous soit sacrée ! Préservez les mères de ces manœuvres qui les déshonorent et dépeuplent les autres nations.*

« *Donnez à l'enfant du soleil, du mouvement, de la joie. Il n'y a que d'une enfance saine que peuvent éclore des hommes bons, capables de bien agir pour la patrie.*

« *N'américanisez pas les jeunes filles ! Gardez-les simplement dans la règle d'une honnête vie, active et sportive, en leur donnant le plus qu'il se peut de bonheur dans leurs études et en les acheminant au devoir sacré de la famille.*

« *Enfin, puisque le destin de la femme est de secourir et de soulager, donnez-vous toutes à toutes les œuvres d'assistance ! Je reçois chaque jour trop de lettres de gens perdus dans la misère et dans la peine. Je les aide autant que je puis. Mais puisque vous voici, et que vous êtes le plus beau des dons que me fait ce pays, guérissez vite autant de douleurs que vous pourrez, et d'abord par la charité, mais surtout par cet intérêt fraternel qui est la plus précieuse des consolations.* »

Ce qu'il y a de singulier en France, et de déconcertant, c'est l'acharnement des partis socialiste et communiste contre cet homme qui, sorti du peuple, ne travaille que pour le peuple et achemine l'Italie vers un état social où risque de se perdre dans l'État totalitaire la personne humaine.

Cependant, je ne me contente pas d'un bureau pour imaginer le fonctionnement d'une œuvre. Rome compte treize centres, installés dans divers quartiers, spécialement les quartiers ouvriers, pour recevoir les mères et les enfants. Mon guide m'emmène à celui de San Lorenzo. Toute femme enceinte est accueillie. Si elle n'a pas de mari, elle sait qu'elle sera protégée comme une femme légitime. Voici les salles de

consultation et celles des bébés, avec les cages et les berceaux pour les tout petits, les jeux et le réfectoire d'enfants un peu plus grands, le réfectoire des mères. Toute mère a droit chaque jour à un repas gratuit. Cette grappe d'enfants qui chantent attend qu'on vienne les chercher à la fin de la journée. Et dehors, ce sont les sorties d'écoles. Que d'enfants, et que d'enfants gais et sains ! La belle lumière de ce soleil d'hiver caresse toutes ces joues rouges et ces habits proprets.

La dernière fois que je fus accueilli par Mussolini, il y a trois ans, il me montra un télégramme qu'il venait de recevoir d'un hameau de la Romagne où une paysanne venait d'accoucher, pour la seconde fois, de trois enfants.

— Je lui fais envoyer mille lires aujourd'hui même, me dit-il avec une fierté attendrie.

Et comme je constatais que les familles nombreuses étaient innombrables en Italie, il me répliqua :

— Jamais trop. C'est de la vie. Il faut protéger la famille. J'ai supprimé les droits de succession en ligne directe. La famille est la force d'un État. L'État doit donc la protéger. L'individu s'incorpore dans la famille et dans l'État. Chacun en est une parcelle. Chacun en doit avoir l'orgueil.

Et je songeais, dans mon for intérieur, que les parents doivent tout de même passer avant l'État. Rétif de la Bretonne appelait son père son *dieu visible*. Mais quelle protection de l'enfant et quel amour de la vie !

L'AGRO PONTINO

Je retrouve sur mes notes ma dernière visite à Mussolini en décembre 1934.

— Venez avec moi, me proposa-t-il, à Littoria. C'est une ville nouvelle dans une nouvelle province, l'Agro Pontino. Là où il n'y avait que l'eau dormante parmi les joncs et les broussailles où des bœufs sauvages cherchaient une herbe rare, j'ai maintenant trois ou quatre mille fermes. Il y aura dans quatre ou cinq ans près de cent mille habitants sur ces terres hier encore incultes et quasi désolées.

— D'où viennent-ils ? ai-je demandé.

— De toute l'Italie. Je mêle les races. Je fais distribuer les terres aux familles des anciens combattants.

— Comme la Rome antique aux légionnaires.

— C'est cela même. L'œuvre d'assainissement aura demandé dix ans. Au début, elle a été dure, à cause de la malaria. Nous l'avons combattue et vaincue...

Le mauvais temps empêcha l'exécution de ce projet. Le beau temps me permet aujourd'hui de le réaliser. Mais Mussolini se repose sur la *montagne de Rome*, comme on désigne la nouvelle station de skis. Rome a ses sports d'hiver, comme elle a sa plage d'été à Ostie devenue son Lido.

L'*Agro Pontino*, ce sont les anciens Marais Pontins. La mélancolique et douloureuse campagne romaine, peinte par Claude Gelée et décrite par Chateaubriand, n'existe plus. Sa poésie est morte avec ses fièvres. C'est l'immense plaine ondulée qui s'étale entre les Monts Lepini, la Mer tyrrhénienne et les Monts d'Albe, sur la rive gauche du Tibre. Du temps des Volsques, elle fut riche et florissante. Quatre-vingts cités, rapporte la légende, y prospéraient. Tout un système d'irrigation et de drainage en assurait la fécondité et la salubrité. Rome détruisit l'œuvre des Volsques, incendiant les villes et les récoltes, ne laissant rien de l'œuvre de ces dangereux rivaux. Mais elle ne répara pas les ruines. Elle laissa peu à peu s'étendre la dévastation. L'eau envahit les terres, nourrissant les moustiques et développant la malaria, au point que la Via Appia était devenue elle-même impraticable, l'atmosphère y étant empestée.

César voulut assainir cette région maudite aux portes de Rome en faisant ouvrir d'Ostie à Terracine, à travers tout le territoire pontin, un grand canal qui drainerait les eaux malfaisantes. Mais il mourut assassiné et son projet périt avec lui. Il fut repris par les papes, spécialement par Léon X qui rencontra l'hostilité des habitants préférant les profits de la pêche à la salubrité, par Pie VI qui fit venir de Bologne les plus célèbres ingénieurs. Vint Napoléon résolu à exécuter les travaux. La débâcle de l'Empire ne lui en laissa pas le temps. Il appartenait à Mussolini de réaliser ce que César et Napoléon avaient rêvé. Mussolini le réalisa parce qu'il comprit que la restauration d'une immense région de plus de 240 kilomètres carrés ne se fait pas seulement par des travaux d'art, mais par l'attachement de l'homme à la terre. La paix comme la guerre ne se gagnent pas par des machines et des canons,

elles se gagnent par l'effort humain, par la poitrine humaine, par le cœur et l'esprit humains. Sur les Marais Pontins ne vivaient que des bandes nomades. Pour que le régime des eaux donnât ses résultats après le dessèchement des terres, il fallait que ces terres fussent cultivées sans arrêt. Sur une histoire populaire de l'Agro Pontino, je relève cette phrase significative et profonde : « Toute entreprise de bonification est fatalement vouée à l'échec, si elle n'est pas intimement et solidement liée au travail de l'homme, mais de l'homme attaché à la terre, de l'homme qui la cultive chaque jour et qui l'arrose de la sueur de son front, de façon à former l'humus et d'en faire avec sa propre personne un tout homogène que rien ne doit dissocier sous peine de destruction. »

Me voici donc parti en automobile pour visiter l'Agro Pontino. Après les Châteaux romains où se récoltent les vins de Marino et de Frascati, on ne tarde pas à pénétrer dans la contrée naguère encore pestilentielle. Les princes Gaëtani qui ont leurs propriétés limitrophes avaient bien essayé de les assainir, mais l'œuvre dépassait leurs forces. Il fallut que le Duce prît en mains la solution du problème séculaire et la confia à l'*Opera nazionale per i Combattenti*. Ce fut une bataille mémorable, une bataille pour la terre et pour l'avenir, mais une bataille avec des morts. La malaria ne fut pas vaincue en un jour : elle exigea sa rançon. Et Mussolini fut vainqueur.

Cent mille habitants en 1940, m'avait-il annoncé. Il y en a aujourd'hui plus de 50 000, avec plus de trois mille fermes ; deux villes achevées : Littoria, inaugurée par le Duce le 18 décembre 1932, et Sabaudia, inaugurée par le Roi le 18 décembre 1934 ; deux autres en construction : Pontinia, dont la première pierre fut posée le 19 décembre 1934, et Aprilia, commencée le 25 avril 1936. Cela tient du prodige.

— Je ne bâtirai plus de ville ! disait avec mélancolie le maréchal Lyautey quand il fut rappelé de ce Maroc qui était son œuvre.

Mussolini est ainsi de la race des plus grands constructeurs. N'appelait-on pas, dans l'antiquité, Rome *le peuple bâtisseur* ? Seulement, à cette œuvre de résurrection, immense et magnifique, a manqué tout de même l'esthétique d'un Lyautey.

Le maréchal ne se contentait pas des ingénieurs, des architectes et des maçons : il réclamait des paysagistes et des artistes. Les anciennes cités du Maroc sont restées inviolées dans leur splendeur arabe. A côté d'elles ont surgi des villes modernes dont le style s'adapte exactement à la couleur du ciel et au dessin du sol. Les colons mêmes ont élevé leurs habitations et leurs rustiques sans rompre les lignes du passé. Évidemment, pour édifier et équiper une région entière en si peu d'années, il fallait organiser la construction en série et courir au plus pressé : assurer à bon compte le confort, la sécurité, la commodité était la tâche première, la tâche essentielle. Mais ces trois mille fermes de vingt hectares, qui surgissent régulièrement le long des routes nouvelles dans leur carré bleu pâle, leurs toits en tuiles rouges, leur enclos pareil offrent une vision d'une monotonie lamentable. Elles portent en gros caractères un chiffre sur la façade. Vous êtes le propriétaire nº 119 ou le propriétaire nº 2 150.

Je n'ai qu'à fermer les yeux pour revoir ces campagnes toscanes que j'ai traversées pour venir à Rome, avec leurs charmantes collines couronnées, leurs maisons de plaisance et leurs maisons de ferme, brunes ou grises, couleur d'ocre ou d'un rose fané, d'une infinie variété, d'une grâce accueillante, avec leurs toits ras couverts de vieilles tuiles, avec leurs arcades. On y peut suivre l'ascension d'une famille et d'une race, du petit bâtiment carré qui s'allonge ensuite en rectangle, qui s'appuie à un corps de logis plus élevé, jusqu'au château simple et sans faste, qui ne vise qu'à protéger et plaire, et tout cela baigné d'un air pur et doré. Le temps a travaillé avec les architectes. La pierre a pu s'échauffer à la chaleur des générations humaines.

Dans l'Agro Pontino, elle s'échauffera peu à peu. Ces numéros disparaîtront. Chacun ornera sa demeure. L'important est de l'occuper et de travailler la terre. Çà et là des parcs réservés servent aux essais de culture. Mais déjà poussent les céréales. Des attelages de bœufs gris à longues cornes, les bœufs de Léopold Robert dans le *Retour des moissonneurs*, sillonnent le sol.

J'arrête l'automobile, car je désire entrer dans une de ces fermes, au hasard. Je suis reçu par un beau paysan qui, boucané et la barbe grise, avec un air à la fois simple et impor-

tant, a l'air de sortir d'une toile de Palma le Vieux. Il est venu de la province de Padoue avec sa femme qu'il me présente d'un ample geste, ses trois fils, qui ont fait la guerre, ses belles-filles et les enfants, en tout vingt-trois personnes réparties en deux concessions. Je retrouve l'hospitalité de nos pays de Savoie. Il commence par me faire les honneurs de son écurie : huit bœufs, car il faut beaucoup labourer, une vache et une génisse. Le cochon a son palais et les poules leur poulailler. Un hangar manque pour les instruments aratoires : on le construira.

— Et la maison ?

Au rez-de-chaussée, une vaste pièce sert de cuisine et de salle à manger. Elle a pour voisine une grande chambre avec un grand lit et un petit. Les vieux ont pris un gosse pour la nuit. Au premier étage, trois chambres à coucher. Je suis entré au hasard : comment ne pas rendre hommage à la propreté, à l'ordre, au bon mobilier solide qui attestent ces habitudes familiales par quoi prospèrent les races ? Au plafond, pendent des jambons, du lard et des saucissons. Je les considère avec envie. Le maître a suivi mon regard :

— Oh ! me dit-il, il y a de quoi manger, mais on a peu d'argent.

Et il rit, et son rire gagne toute la maisonnée.

Littoria est la capitale de la province. Elle compte déjà plus de huit mille habitants. Elle a préfecture, municipe, église, presbytère, palais de justice, banque, hôtels, restaurants, marchands, marchés, médecins, notaires, avocats. Rien n'y manque. Tout y fonctionne. Le jeune podestat, passionné par son œuvre, me fait admirer les bois et les marbres de son palais. Il a fait graver sur la muraille le discours d'inauguration où Mussolini affirme sa volonté. Puis il m'entraîne sur le sommet de sa tour d'où l'on domine, jusqu'aux Monts Lepini, l'immense plaine plate, naguère inhabitable, aujourd'hui fertile, irriguée par les canaux qu'y ont pratiqués les drains nécessaires dans ce terrain imbibé d'eau malsaine. Plus de moustiques, plus de malaria : le pays est si salubre que l'hôpital est presque vide.

— On veut l'agrandir, et c'est inutile.

Et le jeune podestat de rire, comme le vieux paysan.

Comme au Duce, je pose cette question :

— Tous ces habitants nouveaux, qui viennent de partout, comment s'entendent-ils ?

— Mais très bien. Ils parlent encore leurs dialectes. Ils les perdront pour l'italien.

Et je pense à nos paysans normands, bretons, angevins, dauphinois qui abandonnèrent au Canada leurs patois réciproques pour s'entendre sur la langue française et la maintenir.

Le paysage, sur la route de Sabaudia, perd un peu de son uniformité. Des arbres, enfin, apparaissent, bois de pins, plantations d'oliviers. La nature est plus variée. De la terrasse du podestat, la vue est même belle sur un petit lac sinueux et sur le Mont Circeo surgi de la plaine et dressé en promontoire sur la mer qui l'entoure de tous côtés. Mais je ne parviens pas à me réconcilier avec cette architecture cubique. L'église, qui porte sur sa façade une épouvantable mosaïque de l'Annonciation, a l'air, à l'intérieur, d'une clinique sacrée où l'on vous opère du péché. Elle ne donne pas l'envie d'y retourner, tant elle est sévère et sans attrait. Il faudra beaucoup de prières et quelques tentures pour l'humaniser. Et je songe à ces chapelles de l'Ombrie dont la douceur et la paix sont déjà un appel divin.

La nature me réserve une dernière surprise, un suprême plaisir et c'est ce Mont Circeo, ainsi appelé en souvenir du voyage d'Ulysse et des enchantements de Circé. A mi-hauteur, il porte un village de pêcheurs d'où part un petit chemin en corniche au-dessus de la mer. Je m'arrête pour contempler à mes pieds une anse arrondie en sable fin et la mer qui bleuit. Quand je me retourne, c'est pour voir un autre tableau : des femmes et des enfants portant sur la tête des fagots de bois mort avec une pose naturellement décorative ; un homme les suit qui, seul, ne porte rien.

Nous revenons à Rome par Nettuno qui est une charmante petite cité marine. Au delà, s'achève l'œuvre de colonisation, de résurrection. De nouvelles fermes s'élèvent, les plus récentes, d'un autre modèle et d'une autre couleur, un peu moins déplaisantes à l'œil. Il y a progrès. Et je rentre, malgré cette résistance esthétique, dans l'admiration de l'Agro Pontino, où Claude Gelée ni Chateaubriand ne reconnaîtraient la campagne romaine.

LE ROI ET EMPEREUR

Le 1er janvier 1877, la reine Victoria, conseillée par Disraëli, prenait le titre d'impératrice des Indes. Pourquoi ne pas reconnaître au roi d'Italie le titre d'empereur d'Abyssinie ? Il semble qu'il y ait là quelque puérilité. L'histoire, à tort ou à raison, a toujours dû s'incliner devant le fait accompli. Et la politique a autre chose à faire qu'à s'occuper de questions protocolaires et de chicanes de procédure quand l'incendie menace le monde entier.

En attendant l'heure de mon audience, je cause avec l'attaché naval qui me rappelle les fêtes de Naples, au début de 1935, lorsqu'une escadre française, pendant le voyage du président Laval à Rome, rendit visite à la flotte italienne. C'était alors le temps de l'amitié. C'est aujourd'hui l'amertume des sanctions.

A l'heure fixée, je suis introduit. L'exactitude est la politesse de Sa Majesté le roi et empereur Victor-Emmanuel III. A ma dernière visite, j'avais revêtu mon costume académique, puisque j'avais représenté l'Académie à l'inauguration du buste de Chateaubriand.

— J'espère, m'avait-il accueilli en souriant, que ce n'est pas pour moi que vous avez revêtu ce bel uniforme.

— C'est le costume de l'Institut de France auquel Votre Majesté appartient.

— Oh ! l'on m'a nommé à cause de la guerre.

Car il est d'une simplicité souriante et spirituelle. Physiquement, il a blanchi, mais il sait l'art de vieillir dans le calme et la patience. Il évoque l'année où il monta sur le trône : 1900. Et il fait le tour de l'Europe à cette date : la reine Victoria régnait encore, elle régnait depuis soixante-trois ans, elle avait quatre-vingt-un ans et ne devait mourir que l'année suivante. En Russie, le tsar Nicolas II, en Grèce le roi Georges Ier qui devaient si tragiquement finir occupaient le trône. C'était en Allemagne Guillaume II, en Autriche-Hongrie François-Joseph. Quel défilé funèbre !

— Il ne reste plus, ajoute le Roi, que la reine de Hollande et moi-même.

Il règne donc depuis trente-sept ans. L'histoire dira ce que

fut ce règne fécond au cours duquel l'Italie ne cessa de s'agrandir : conquête de la Libye en 1911-1912, réunion de l'*Italia irredenta* après la Grande Guerre, enfin conquête de l'Éthiopie.

— Aucun pays, me dit-il, n'offre autant d'unité de race, de religion, de langue. Les israélites et les protestants ne sont qu'une infime minorité dans la masse catholique. L'italien est partout parlé.

J'essaie timidement de plaider la cause de mes amis du Val d'Aoste qui est la plus ancienne terre de la maison de Savoie, mais où l'on a toujours parlé français. Sa Majesté a pour cette vieille province une amitié familière, mais l'amour de la langue italienne passe devant.

Lui aussi est gagné par la majesté romaine. Il s'est épris de cette exposition de la *Romanité* qui plonge dans le plus lointain passé et qui favorise ses goûts de numismate et sa passion de collectionneur de médailles et de monnaies. N'a-t-il pas retrouvé en Égypte la Rome de César et d'Antoine lorsqu'il y fit, à dix-huit ans, son premier voyage comme prince royal. C'était du temps du Mâdhi, avant l'intervention de Kitchener. Il alla jusque sur le chemin d'Ouadi-Alfa, au-dessus d'Assouan. Depuis lors, il est retourné, comme souverain, en Égypte où il inaugura le magnifique lycée italien d'Alexandrie ; le barrage d'Assouan était achevé, recouvrant les temples de Philae où il avait lu les inscriptions françaises du général Desaix envoyé par Bonaparte. La Palestine lui est pareillement connue, avec sa piété tourmentée par les querelles de religions qui se disputent les Lieux saints : n'entendit-il pas, à Bethléem, un prêtre orthodoxe se vanter d'avoir malmené un confrère copte ou arménien ? A Jérusalem, dans le salon officiel de quelque communauté qui reçut tour à tour les souverains d'Europe, ne vit-il pas un portrait de Napoléon III coupé en deux au canif par un religieux français en 1870 et tant bien que mal recousu, et un portrait de l'impératrice Élisabeth d'Autriche, miraculeusement belle, dont le décolletage avait été pudiquement recouvert par une de ces collerettes de papier comme on en met autour des gâteaux ?

Il rit avec gentillesse. Il est à l'âge où l'on domine les événements de la vie, mais ne peut-il se retourner avec fierté ? Certaines des institutions de son règne portent particuliè-

rement sa marque : la création du maréchalat, celle, plus récente, de l'Académie royale d'Italie. Le maréchalat fut créé par le Roi le 4 novembre 1924, jour anniversaire de l'armistice de Padoue. C'était en quelque sorte le rétablissement du maréchalat de Savoie supprimé par le roi Charles-Albert. Ainsi furent nommés maréchaux Diaz et Cadorna, le duc d'Aoste et Giardino. Aujourd'hui, la liste comprend cinq noms inégalement illustres : Pecori-Giraldi, qui commanda pendant la guerre la Ire armée italienne et qui vit retiré à Florence ; Caviglia, l'ancien chef de la VIIIe armée ; Badoglio, le plus célèbre, major général des armées en 1917-1918, le conquérant de l'Abyssinie et par surcroît duc d'Addis-Abeba ; enfin de Bono et Graziani. Car le général Balbo est maréchal de l'Air, non assimilé aux autres maréchaux.

Faut-il rappeler qu'il y eut en France de nombreux maréchaux d'origine italienne ? Dans une étude publiée dans *la France militaire* par le général P.-E. Bordeaux, j'en relève jusqu'à cinq à la fois au XVIe siècle : les deux Trivulzio ; Jean Caraccioli, de Naples, et Pierre Strozzi, de Florence, tous deux morts au champ d'honneur ; enfin un prince même de la maison de Savoie, Honorat, comte de Tende, défenseur de Corbie, combattant de Saint-Quentin, où il fut blessé sous les ordres du connétable de Montmorency, son beau-frère. Mais n'y a-t-il pas huit noms de généraux italiens sur la liste inscrite à l'Arc de triomphe ? Deux cent mille soldats italiens ont combattu dans nos armées de 1797 à 1814, soit dans nos régiments, soit dans des corps spéciaux, telle l'armée de la République cisalpine devenue « armée italienne ». « Ces contingents italiens, conclut cette même étude de *la France militaire*, ont été associés à toute l'époque impériale ; ils y ont subi de lourdes pertes. Il resta en Espagne 14 000 Italiens, 26 000 en Russie. Nos meilleurs chefs les appréciaient au plus haut degré ; le prince Eugène, vice-roi, fut fier de les commander, en Allemagne, en Russie. Les divisions Palombini et Severoli s'illustrèrent en Espagne par leur bravoure, leur discipline, leur endurance. Au maréchal Suchet, qui lui réclamait la division Palombini, Napoléon répondait : « Vous avez raison ; ces Italiens seront un jour les premiers soldats du monde. » Dans le vingt-sixième bulletin de l'armée d'Espagne, l'Empereur fit annoncer : « Les milices du royaume

d'Italie se sont couvertes de gloire ; leur excellente conduite a ému mon cœur... ; les vélites italiens sont disciplinés autant que braves. » A Sainte-Hélène, il écrivait : « La bravoure des troupes italiennes ne peut être mise en doute à aucune époque. Il suffit de nommer Rome et tous les condottieri du moyen âge et, de nos jours, les troupes de la République cisalpine et du royaume d'Italie. » Et c'est alors qu'entrevoyant l'Europe de l'avenir, Napoléon prophétisa que les populations de l'Italie réunies formeraient un jour un grand peuple, avec Rome pour capitale. »

L'Académie royale d'Italie me recevra pour la seconde fois à la Farnésine. N'ai-je pas eu l'honneur d'y être reçu officiellement, lors des fêtes de Chateaubriand, et d'y prendre la parole au nom de l'Académie française ? Elle habite un des plus beaux palais de Rome entouré de jardins. Là, j'ai vu au travail les membres de la Section des Lettres et j'ai retrouvé des amis : Leurs Excellences, car ils sont Excellences, Ugo Ojetti, critique si aimé en France et qui fut l'organisateur, il y a quelques années, de l'admirable exposition d'art italien, Lucio d'Ambra qui écrit le roman de l'Italie nouvelle et qui voulut consacrer Paul Bourget citoyen de Sienne, comme Stendhal s'intitulait citoyen de Milan, Formichi, âme de la petite assemblée, Papini qui achève une grande histoire de la littérature italienne avant de se remettre à la biographie de Michel-Ange, Farinelli, Vanzini, Romagnoli et leurs confrères. Mussolini les a chargés du Dictionnaire de la langue italienne, mais leur charge est plus lourde que la nôtre, car c'est aussi le Dictionnaire historique, alors que le nôtre se contente de l'usage. Ils veulent bien m'interroger sur notre méthode, mais je n'ai pas la compétence d'un Joseph Bédier ou d'un Abel Hermant.

En revanche, je sollicite le plaisir de revoir la salle du Sodoma. Je désire de me caresser une fois encore les yeux à la fresque qui représente le mariage d'Alexandre et de Roxane : le roi s'avance, avec l'élan d'un jeune homme à qui la victoire ne s'est jamais refusée, vers cette jeune fille au visage tendre et inquiet ensemble et au beau corps voluptueux que de petits amours s'empressent de dévêtir pour en révéler l'ineffable beauté. La salle est vide et je m'en étonne.

— Pourquoi ne l'habitez-vous pas ? ai-je demandé à For-

michi, le directeur effectif en l'absence de Gabriele d'Annunzio qui se contente de télégrammes apocalyptiques.

— Je n'ose pas, m'a-t-il répondu, c'est trop beau : il ne faut même pas troubler l'air.

Ces digressions sur les initiatives royales m'ont laissé en présence du Roi. Son sujet préféré, c'est la terre, la bonne terre qu'il aime comme un propriétaire rural. Et la terre d'Abyssinie ? En attendant les découvertes de son sous-sol, elle offre des hauts plateaux salubres, propices à la culture. Et Sa Majesté m'apprend avec fierté que cent chefs de famille vont s'embarquer en avant-garde pour tâter le terrain d'Afrique avant d'y amener leurs familles. C'est la continuation de l'œuvre de l'Agro Pontino.

L'INVISIBLE

Et lui ? Le verrai-je ? A chacun de mes séjours à Rome, il m'a fait non seulement l'honneur de me recevoir, mais de m'entretenir en toute liberté, presque familièrement. Je sais qu'il est devenu, depuis l'expédition d'Abyssinie, lointain, inaccessible, presque invisible. Il a laissé le ministère des Affaires étrangères à son gendre, le jeune comte Ciano avec qui notre chargé d'affaires, M. Blondel, qui garde au Palais Farnèse un air d'ambassade, entretient les meilleures relations. Ainsi a-t-il quitté le Palais de Venise pour habiter la Villa Torlonia mise à sa disposition et qui donne sur un grand parc où il peut monter à cheval chaque matin avant son travail. Il n'a vu ni M. Louis Marin, ni M. Paul Reynaud, ni même M. Besnard qui fut ambassadeur à Rome et qui, venu avec des préventions, fut une des conquêtes du Duce. Il s'isole de plus en plus dans sa grandeur. Sur les murs de l'Exposition du Textile national, sur les murs mêmes de tel village que l'on traverse, on peut lire en grandes lettres majuscules : *Mussolini a toujours raison*. Oui, sans doute, quand il regarde en arrière, il peut être fier de l'œuvre accomplie. En 1941, le fascisme célébrera son vingtième anniversaire par une Exposition qu'il prépare déjà et qu'il veut triomphale. N'est-ce pas le moment, au contraire, de chercher son équilibre et d'adjoindre à une domination magnifique qui, sans doute, s'est préoccupée avant tout du développement populaire,

le jeu de cette liberté humaine, seule capable d'apporter dans la vie l'invention, la diversité, les heureuses détentes ?

J'avais, pourtant, préparé cette entrevue. Elle se présentait si bien avec le récit de ma randonnée à l'Agro Pontino qui vérifiait la prophétie reçue de Mussolini lui-même à ma dernière visite ! Je m'étais réservé de citer le jugement de Napoléon sur les soldats italiens. Après quoi, n'aurais-je pas osé rappeler l'accueil fait à M. Laval, représentant de la France, en janvier 1935, à M. Laval qui, dans l'affaire de Genève, s'appliqua avec tant de soin et de patience à calmer le bouillant M. Eden dans l'application des sanctions et s'opposa à la sanction essentielle, celle qui eût infailliblement déchaîné la guerre, celle du pétrole ? Alors peut-être aurais-je déchaîné l'orage. Alors j'eusse rappelé au Duce les premières paroles que je recueillis de sa bouche :

— Les nations latines s'entendent aisément. Un Français et un Italien se comprennent sans effort. Il faut une tout autre volonté d'interprétation pour qu'un Italien parle le même langage qu'un Anglais, et plus encore qu'un Allemand. Si l'Autriche, un jour, était rattachée à l'Allemagne, France et Italie constitueraient la même frontière allemande. Nos intérêts ne sont-ils pas communs ? La Méditerranée n'est-elle pas aussi une mer commune ?...

Tout cela a été dit. Et j'aurais mauvaise grâce sans doute à ne pas reconnaître que cela n'a pas été dit suffisamment de notre côté. Mais tout cela semble avoir été bien oublié...

Je ne verrai pas Mussolini. Son ministre de la Culture populaire, M. Arditi, jeune lui aussi, — en Italie, c'est le triomphe de la jeunesse, — aimable, plein de gentillesse et désireux de plaire, essaie de me retenir à Rome. Le Duce est aux sports d'hiver. Rome a ses sports d'hiver à deux heures d'automobile. Le Duce se repose de son immense labeur. Mais le Duce va revenir.

— Il vous recevra dès son retour.

— Je dois partir.

— Attendez.

Hélas ! je ne puis attendre. Et la dernière nouvelle que me donne le vigilant M. Arditi est celle-ci :

— Le Duce m'a téléphoné. Il se bat dans une tempête de neige.

J'emporterai du moins cette vision de Rome : Mussolini luttant contre les éléments et, sans doute, une fois encore victorieux.

L'AUTRE MONDE

L'autre monde, c'est la Cité vaticane au-dessus de Saint-Pierre, fermée par ses hauts murs, contenue dans ses remparts inutiles avec ses palais, ses bureaux, ses musées, ses jardins. Elle est aujourd'hui l'unique bien terrestre des Souverains Pontifes. Mais le Vatican, dans son dénuement volontaire et dans l'abandon de toute puissance temporelle, représente la plus grande force spirituelle condensée dans le plus petit espace. L'échec même de la Société des nations à Genève lui laisse le souci et le devoir sacré de protester contre la force brutale partout déchaînée ou menaçante, malgré les déclarations pacifiques.

Sauf le cardinal Gasparri que je n'ai jamais rencontré, j'ai connu à Rome le secrétaire d'État de Léon XIII qui fut le cardinal Rampolla, celui de Pie X qui fut le cardinal Merry del Val, celui de Pie XI qui est le cardinal Pacelli. Le cardinal Rampolla, confident de la pensée de Léon XIII, était alors curé de Saint-Pierre. Après la mort de son chef, détaché du pouvoir, il se spiritualisait de plus en plus. Qui ne l'a pas vu disant sa messe ne peut s'imaginer comme un visage humain se transfigure dans le divin sacrifice. Mais il ne prenait plus qu'un intérêt lointain aux choses de la politique.

Le cardinal Merry del Val ressemblait à un portrait de Vélasquez ou de Van Dyck. Une pose élégante lui était naturelle. Haut, mince, mais fort, la tête bien portée, le visage long, des yeux noirs à l'ombre de grands cils, il était bien un prince de l'Église, prince par la stature, l'aisance, la connaissance du monde, l'autorité de la parole, mais prêtre par la gravité et la flamme intérieure. Nous n'avions pas alors d'ambassadeur au Vatican. Le secrétaire d'État prolongea si longtemps mon audience que je commençais à me demander s'il était vrai que je dusse attendre mon congé. Il m'interrogeait sur l'état moral de la France, sur la famille française, sur la jeunesse française. Mes réponses ne devaient pas cadrer avec l'image qu'on se faisait de notre pays dans un monde

qui le croyait en décadence. Quelques années, deux ou trois années plus tard, quand la guerre éclata, si le cardinal s'est rappelé notre conversation, il a dû reconnaître que je n'avais pas vanté à tort les puissances morales de la France dont les rigueurs de l'invasion, ni la prolongation de la lutte n'ont pu avoir raison jusqu'à ce qu'elle eût la victoire.

Et cependant, je ne sais si, des trois grands secrétaires d'État, le cardinal Pacelli n'est pas encore le premier. Il ressemble, lui, à un personnage de ce Greco dont une récente exposition a révélé l'ardeur sombre et secrète à tous les amateurs d'art qui ignoraient ses tableaux des musées ou des églises d'Espagne, ceux des collections particulières et ceux du roi Carol que je vis au château de Sinaïa. C'est l'allongement extrême du corps émacié et presque translucide, comme s'il n'était fait que pour servir d'abri à une âme, c'est l'effilement du visage à la façon de Pascal et du grand Condé, c'est surtout la vie spirituelle rassemblée dans le regard extraordinaire, presque surnaturel, malheureusement voilé à demi par le verre des lunettes. Déjà au Vatican, dans son cabinet de travail, il m'avait donné précédemment cette vision d'un être au-dessus des intérêts matériels, ou plutôt les soulevant pour les offrir à Dieu. Cette vision, il l'a donnée à tout un peuple. En sortant de l'Hôtel de ville de Paris où il avait été reçu à merveille, où il avait célébré en nobles termes les destinées de Paris, avant de remonter dans sa voiture, comme la foule qui l'acclamait était contenue à quelque distance pour laisser passage au cortège, il s'avança vers elle et la bénit. A la trouvaille de ces gestes imprévus qui bousculent le protocole se reconnaît le chef.

Dans la chaire de Notre-Dame la lumière tombait sur son camail rouge, sur son visage exsangue. Elle achevait la composition d'un portrait magnifique. L'orateur tantôt étendait les deux bras en signe de la croix, tantôt les relevait en imploration. Pendant la messe pontificale, devant l'autel dressé au chœur du Transept, face à l'assistance, soit que le visage fût encore allongé par la mitre blanche, soit que dans la consécration il rejetât tout ornement, le cardinal semblait, parmi la foule, seul avec son Dieu, dans un colloque intime dont ses traits resplendissaient. Le regard ne visait plus que l'Hostie. Les lèvres n'avaient faim que d'elle. Et les longues

mains blanches aux doigts si fins et presque transparents étaient à peine de chair pour effleurer le pain divin. Ce spectacle du prêtre accomplissant le miracle de la Transsubstantiation est d'ordinaire enveloppé de mystère ; l'assistance ne voit que l'hostie soulevée, apparaissant et disparaissant. Voici que la révélation du mystère y ajoutait, par la personne même du cardinal, une grandeur humaine, la prosternation de l'intelligence devant l'Homme-Dieu qui continue de porter notre souffrance et notre espérance.

Je le revis dans son cadre romain avec cette même séduction de la pureté spirituelle. Le sourire se fait plus caressant à l'évocation de ce voyage de France où il fut le délégué du Pape à Lisieux. Et même n'a-t-il pas rapporté de notre pays, après avoir vu la foule de Notre-Dame et les innombrables pèlerins de la basilique de Sainte-Thérèse, une vision religieuse qui le remplit d'allégresse et de confiance ? Les églises débordantes, les constructions du cardinal Verdier dans la banlieue rouge de la capitale, la jeunesse studieuse revenant à la foi, les campagnes ardentes et bénies, quelle image de la France ! Est-elle bien exacte et m'appartient-il d'en montrer le revers après cinquante ans d'école laïque, de détachement intellectuel, de déchaînement des appétits, des préoccupations, des intérêts matériels ? Le vieux fonds français demeure, ce vieux fonds de paysan laborieux, économe, dur quelquefois, courbé sur cette terre qui lui appartient, mais capable de se redresser pour écouter ceux qui entendent des voix, une Geneviève, une Jeanne d'Arc, ou pour percevoir la rumeur des chevaux d'Attila et ne pas accepter l'invasion. Pourquoi a-t-on pris plaisir à l'écarter du sol et l'isoler du ciel ? La flamme a besoin d'être soufflée pour ne pas se contenter de couver sous la cendre, flamme du foyer familial, flamme de l'autel de la patrie, flamme du sanctuaire divin. Et il me semble que le cardinal, étendant un instant les bras comme à Notre-Dame, va, sinon la ranimer, du moins invoquer Celui qui la ranime.

Mon audience pontificale était fixée ce jour-là à midi quinze. C'était mon dernier jour de Rome. Il était réservé à cette haute faveur qui m'était accordée pour la troisième fois. Dans l'attente, j'évoquais la dernière qui remontait à trois ans. Trois années lourdes pour le Souverain Pontife.

Depuis quinze mois sa vie est menacée. C'est presque une survie qu'il doit à une sorte de miracle et à cette vigueur maintenue si longtemps à Milan par le voisinage des Alpes. Comme il l'a magnifiquement employée ! Il a multiplié les avertissements, les Encyliques, les recommandations à l'intercession divine, tandis qu'autour de lui le monde, loin de se pacifier et de se spiritualiser, incline de plus en plus vers le triomphe de la force, tandis que la guerre se déchaîne en Extrême-Orient, se prolonge en Espagne, menace l'Occident tout entier. Comment vais-je le retrouver ? Notre ambassadeur au Vatican, mon confrère de l'Institut, M. Charles-Roux, élevé à l'école des Cambon et de Barrère, me le dit changé physiquement et comme adouci par la pratique de la douleur et ce voisinage de la mort dont il s'est fait une amie.

Cependant le camérier principal vient m'avertir que l'attente sera sans doute longue, car Pie XI doit recevoir avant moi des chefs de congrégations qu'il a mandés. A midi quinze, exactement, je suis introduit par un prélat qui semble voler à travers les salles tendues de rouge, qui m'entraîne dans son sillage et me précipite aux pieds du Saint-Père.

Le vieillard blanc est assis et comme rivé à son siège. Ma première impression est de tristesse et d'inquiétude. Car il s'est voûté et comme rapetissé. Amaigri, émacié, il semble flotter dans ses vêtements blancs. Le cou est trop au large dans l'encolure de la soutane blanche et les cordes sont visibles qui le rejoignent au menton. Mais cette impression première ne dure qu'une seconde ou deux. La voix, le regard, le geste ont restitué d'un coup à ce prétendu mourant toute sa puissance et son autorité. Il n'a rien perdu de l'une ni de l'autre. Au contraire, elles semblent accrues. Elles se sont mises à part de la force physique pour ne plus être contrariées par les vicissitudes de celle-ci. Au milieu de mon audience, le prélat volant réapparaît, sans doute pour plaider la cause des chefs de congrégations retardés : l'audacieux est expédié en un clin d'œil d'un bras rapide qui le punit instantanément de son impertinente démarche. J'ai appris dans la guerre à distinguer et admirer les généraux aptes au commandement. On naît chef, on ne le devient pas. Mais on se perfectionne. Ici, l'énergie est intacte. La résolution et la fermeté ne changeront plus jusqu'à la fin.

Mais quel commandement ! Les cartes de Mussolini montrent, dans la voie triomphale, le développement de l'Empire romain. La carte du Vatican vise l'univers. Partout, la religion du Christ doit être prêchée. Partout, elle lance ses avant-gardes, les missionnaires. Oserai-je, sans crainte de les profaner, transcrire tant bien que mal, et sous ma seule responsabilité, quelques-unes des préoccupations pontificales ? Le Pape n'est pas au bout de sa tâche. Elle lui paraît lourde parfois, à cause de l'incompréhension ou de la fausse interprétation de ses paroles. L'histoire, il est vrai, montre trop souvent l'inefficacité des plus grands efforts. Maigre consolation. Le Christ lui-même, quand il ressuscita le troisième jour et retrouva ses disciples, ces pauvres pêcheurs qu'il avait prêchés dans la Galilée, comprit si bien leur insuffisance qu'il leur envoya le Saint-Esprit. Eux seuls, qu'eussent-ils fait ? Il leur fallait l'appui de Dieu.

— Parmi ces pauvres gens, il y avait saint Pierre qui a bâti.

— Oui, il a bâti. Avec l'aide de Dieu l'homme peut construire. Qu'il n'oublie pas l'autel où prier.

Prier, c'est le mot que le Pape répète le plus volontiers. Prier, prier sans cesse, prier avec élan, avec ardeur. Et il cite saint Augustin, saint Philippe de Néri, tous ces Pères de l'Église dont il a fait sa nourriture dans la Bibliothèque ambrosienne de Milan quand il en était le conservateur. L'intelligence ne conduit pas toute seule à la vérité. Et c'est parce qu'on ne cherche pas une autre illumination que le monde tremble sur ses bases.

La France n'est pas sa préoccupation principale, loin de là. Je comprends bien à quel pays, à quels pays il fait allusion sans les nommer, quand il se dit le gardien suprême de la personne humaine, de la liberté humaine, de la conscience humaine partout menacée par l'étatisme.

Que ne puis-je lui citer, pour les opposer à Hitler, ce passage déjà ancien de Mussolini, du Mussolini qui, maître de l'Italie, eut alors la sagesse de ne rien renverser et de s'appuyer sur le Quirinal et sur le Vatican : « Toute l'histoire de la civilisation occidentale, depuis l'époque de l'Empire romain jusqu'à nos jours, de Dioclétien à Bismarck, nous enseigne que chaque fois qu'un État entre en conflit avec la

religion, c'est l'État qui sort vaincu de la lutte. Un combat contre la religion, c'est un combat contre l'incompréhensible, contre l'intangible ; c'est une guerre déclarée à l'esprit dans ce qu'il a de plus profond et de plus intime, et il est désormais prouvé que, au cours d'une telle lutte, les armes utilisées par l'État, même les plus acérées, sont impuissantes à infliger des blessures mortelles à l'Église qui, — surtout en ce qui concerne le culte catholique, — sort invariablement victorieuse des conflits les plus acharnés. »

Mais le Pape a-t-il besoin de cette reconnaissance du pouvoir religieux, lui qui sait bien que le temps lui est donné, et les siècles ? Il revient, il revient encore sur l'intangibilité de la personne humaine, sur le respect dû à l'enfant qui est à Dieu et à ses parents, avant d'être à l'État. Puis, au moment de me donner congé, cette fermeté s'adoucit brusquement dans un geste de bénédiction. Alors, je retrouve sur le visage un reflet de l'humanité souffrante. La charité qui cédait le pas à l'autorié a reparu, a fleuri...

Je trouve au dehors des rafales de pluie. Sur la place Saint-Pierre chantent, plus fort que l'orage, les fontaines, cette grande musique de Rome, et la façade de la basilique émerge de la brume comme un vaisseau battu des flots. Elle aussi lutte dans la tempête. Mais le port lui est assuré.

LE RETOUR

Comment ne pas être soucieux cependant de l'avenir des peuples jadis unis ? Comment ne pas voir les nuages sur Rome ? Comment ne pas songer à cette entente si précieuse à la paix européenne entre la France, l'Angleterre et l'Italie qui se trouve aujourd'hui compromise ? Relisant récemment l'admirable *Histoire du Second Empire* de Pierre de La Gorce, je suis tombé sur ce passage que je commence par citer avant de l'expliquer :

« Vers le milieu de décembre, les journaux de Londres commencèrent à s'entretenir d'un nouvel allié qui se joindrait aux États occidentaux. C'était, non la puissante Autriche, mais un petit royaume, si petit qu'il semblait devoir fournir moins un corps d'armée indépendant qu'une troupe gagée de *condottieri*. Quelques jours plus tard, le mystère s'éclaircissait :

on apprenait que le Piémont négociait avec la France et l'Angleterre et s'apprêtait à mettre une force de quinze mille hommes au service de la cause commune et *spécialement de la Grande-Bretagne...* »

Quand donc le petit Piémont, qui n'était pas encore la grande Italie, a-t-il spontanément offert à la Grande-Bretagne son secours militaire ? En des circonstances si délicates que le ministère Aberdeen avait été renversé et remplacé par le ministère Palmerston et que l'opinion publique anglaise se soulevait contre les lenteurs et les échecs de l'expédition de Crimée. Remontons un peu le cours du temps. En 1853, le tsar Nicolas, héritier des vastes projets de Pierre le Grand, menace Constantinople. Sous le prétexte d'étendre son protectorat sur les sujets grecs de la Porte, il a fait pénétrer les troupes russes dans les principautés moldo-valaques. Bientôt, c'est la guerre et la flotte russe anéantit la flotte ottomane à Sinope. L'émotion est grande chez les Puissances occidentales ainsi menacées en Orient. Les escadres française et anglaise entrent de concert dans la Mer Noire. Un corps expéditionnaire anglo-français est formé, débarque à Gallipoli et à Varna. Il y est décimé par le choléra. La Crimée est alors choisie pour but de l'expédition. Après la brillante victoire de l'Alma (20 septembre), que suit de près la mort du commandant en chef, le maréchal Saint-Arnaud, les Russes réagissent à Balaklava (25 octobre) où périssent, dans une charge héroïque, les meilleurs escadrons d'Angleterre. A Inkermann, le corps d'armée anglais, déjà si éprouvé, eût été écrasé sans le soutien des troupes de France. Ces pertes coûteuses sont jugées sévèrement par la presse anglaise, déchaînée contre la guerre dont l'impopularité est telle que le ministère tombe et qu'il faut faire appel au prestige de Palmerston.

C'est alors que le Piémont offre son aide : quinze mille hommes, quand les Anglais en ont envoyé vingt-cinq mille et les Français trente mille. Calculez l'effort que représente, pour ce petit pays, cette offre de quinze mille combattants. Cet effort est salué à Londres par un grand enthousiasme. Sans doute, le roi Victor-Emmanuel et son ministre Cavour espèrent-ils en tirer parti dans l'avenir. Pour faire l'unité italienne qui est leur but, ils ont besoin de l'Angleterre et de la France. En 1859, les troupes françaises passent, en effet, les Alpes

pour rejoindre les troupes piémontaises et délivrer avec elles la Lombardie. La Grande-Bretagne n'apporte pas son aide à cette tâche de libération. Ne se souvient-elle déjà plus des beaux cavaliers de lord Cardigan à Balaklava et de tous les morts de lord Raglan à Inkermann ? A-t-elle déjà oublié l'arrivée en Crimée des troupes piémontaises ?

Depuis lors, Anglais, Français et Italiens se sont retrouvés, comme en Crimée, sur d'autres champs de bataille. Cette fraternité d'armes n'oblige-t-elle pas les gouvernements à réfléchir quand l'alarme est donnée ?

L'Italie de Mussolini, devenue un grand peuple, n'a pas pardonné à l'Angleterre du Transvaal, ni à la France du Maroc leur intervention dans la guerre éthiopienne. Avant qu'il fût le maître, avant même la marche sur Rome, dès l'affaire de Fiume, si malencontreuse, le 9 octobre 1919, Mussolini affirmait sa politique réaliste quand il disait : « S'attaquer à un fait accompli, ce serait déchaîner un danger plus grand, et à cela personne ne pense, ni en France, ni en Angleterre. En France, nous pouvons le dire tranquillement, on a une sainte horreur d'un nouveau sang versé ; quant au peuple aux « cinq repas », il a très bien fait la guerre, brillamment même, mais maintenant ses idées sont tout à fait hostiles à une entreprise guerrière ou à n'importe quelle aventure un peu compliquée. »

Le fait accompli, il a placé la Société des nations en présence du fait accompli, après quoi il l'a quittée dédaigneusement. Du balcon du Palais de Venise, au mois de mai 1936, il a jeté ces paroles à son peuple : « L'Italie, pendant les trente siècles de son histoire, a vécu maintes heures mémorables, mais celle d'aujourd'hui est certainement une des plus solennelles. J'annonce au peuple italien et au monde que la guerre est finie... »

La guerre d'Éthiopie est finie, mais sa colonisation commence. L'heure ne serait-elle pas venue d'oublier les anciens griefs ? N'est-ce pas le sage Cavour qui a prononcé cette parole, souvent rapportée par Paul Bourget : « L'Angleterre perd toutes les batailles, excepté la dernière » ?... Et la livre ne reste-t-elle pas la monnaie établie et intangible, comme la Cité de Londres garde la clef des finances mondiales ? Comment la presse italienne se déchaîne-t-elle contre la France en

oubliant que M. Laval, libre de toutes promesses au sujet de l'expédition éthiopienne, et qui ne pouvait abandonner ni l'Angleterre notre alliée, ni la Société des nations, axe souvent illusoire de notre politique, s'est mis en travers des sanctions militaires et a empêché la sanction du pétrole au sujet de laquelle l'Amérique était prête à donner son adhésion et qui, rendant impossible le ravitaillement du corps expéditionnaire, équivalait à la guerre ? Oublie-t-elle pareillement les protestations de toute une part, la plus grande, de l'opinion française contre les sanctions ? N'ai-je pas moi-même présidé la réunion où lord Philimore, M. Motta, l'ancien président de la Confédération suisse, et le sénateur Lémery en montrèrent les inconvénients et les dangers ?

Avons-nous oublié nous-mêmes que l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 fut principalement due à deux hommes, d'Annunzio et Mussolini, et que celui-ci, au pouvoir, tenta longtemps de fixer les bases d'une alliance ? « Il y a eu, écrivait M. Paul Hazard, un miracle italien qui a été l'intervention de l'Italie à côté de l'Entente, malgré les efforts de l'Allemagne, son alliée. Il serait injuste de ne pas garder une extrême reconnaissance pour tous les artisans de cette victoire morale. » J'ajouterai qu'il faut aller se promener dans le Trentin pour y saluer les nombreux cimetières où dorment les meilleurs soldats peut-être de l'Italie, ces alpins qui ont soutenu dans la montagne une guerre particulièrement dure. Ces pertes-là ont été grandes et glorieuses. Cette longue bataille du Trentin n'a pas été racontée en France. Elle est une épopée dans la neige.

La mémoire des peuples et des individus est pareillement courte. Aujourd'hui, l'Italie est tout entière tournée vers l'Allemagne. Elle attend la visite d'Hitler et lui ménagera un accueil triomphal. Il y a bien longtemps, Mussolini, dans un discours prononcé à Milan, envisageait les relations futures de l'Allemagne et de l'Italie. Déjà les Allemands, disait-il, reviennent en Italie comme avant la guerre. Que voient-ils ? Ils sont étonnés, émerveillés de se trouver en face d'une jeunesse fasciste physiquement belle, moralement magnifique. Les Allemands qui résident abusivement en territoire italien ont l'air de se demander : « Quelle Italie est-ce donc que celle-là ? » Nous répondons : « Vous autres, Allemands, vous

étiez habitués à l'Italie d'Abba-Garima, au temps des ministères de la défaite et de la mauvaise paix. Vous devez désormais vous familiariser avec l'Italie de Vittorio-Veneto qui est une Italie de qualité, de force, d'énergie. C'est elle qui dit : Nous sommes au Brennero et nous y resterons. Nous ne voulons pas aller à Innsbruck, mais ne vous figurez pas que l'Allemagne et l'Autriche puissent jamais revenir à Bolzano. »

C'est aujourd'hui Rome tournée vers l'Allemagne que je viens de voir, après avoir vu, en décembre 1934, Rome tournée vers la France. Les sentiments changent et les combinaisons de la politique sont variables. Et malgré tout, parmi les regrets et les tristesses du présent, un espoir demeure : les grands intérêts des nations, ceux qui dépendent de l'histoire et de la situation géographique, sont permanents ; la civilisation finit par rassembler ses vrais serviteurs, même s'ils se dispersent, et la nature des choses est plus forte que les passions, les systèmes ou les imaginations.

HENRY BORDEAUX.

SPECTACLES

Ouverture de la Société des conférences. — Au musée des Arts décoratifs : Caricatures et mœurs anglaises. — Salle Pleyel : Les « Ballets de la Jeunesse ».

OUVERTURE DE LA SOCIÉTÉ DES CONFÉRENCES

Le mercredi de la Société des conférences s'ouvrit par la première leçon du cours de M. André Maurois sur Chateaubriand. Une assistance fort nombreuse, fort brillante et attentive se pressait en cette petite salle qui retint les échos de maintes voix célèbres, à des titres divers. Mais, ce jour-là, nul ne pensait à tous les noms qui y furent successivement applaudis, nul ne voulait encore écouter André Maurois nous parler de Combourg, de Lucile et de René avant d'avoir rendu hommage à celui qui n'était plus là et dont pourtant la présence était si sensible. Et cela, André Maurois l'avait affectueusement et respectueusement senti et compris. Il parla d'abord de M. René Doumic, le créateur de cette Société, celui qui en fut, jusqu'à sa fin, l'animateur infatigable ; il parla de lui avec le sens le plus juste, le plus fin, l'admiration et la gratitude la plus émue, la compréhension la plus vraie ; il l'évoqua, enfin, tel que tous ceux qui l'ont vraiment connu ont pu l'apprécier, l'admirer, l'aimer. Des approbations unanimes, où vibraient tant de souvenirs, tant de regrets et tant de fervente fidélité saluèrent ses simples et touchantes paroles, apportant à une éminente mémoire aussi bien la vénération de l'esprit que celle du cœur...

Puis, M. André Maurois commença son cours, si attendu par ses lecteurs et auditeurs venus ici en nombre tel que beaucoup d'entre eux ne purent trouver place et durent écouter debout. C'est dire tout le succès qu'il remporta et qui le suivra tout au long de ses intéressantes leçons.

Pour moi, sur l'estrade où se groupaient les académiciens, les « gens importants », et aussi ceux et parfois celles arrivés trop en retard pour se caser ailleurs, je cherche, j'attends toujours la silhouette à peine courbée de M. René Doumic. Il se tenait la tête un peu en avant et, d'une main qui soutenait son monocle, semblait vouloir hausser son regard. Sous la frange argentée des cheveux, le front bombait ; les yeux bleus, doux, mais d'une perspicacité aiguë, semblaient vouloir voiler à l'attention d'autrui cette intelligence observatrice en restant dans une ombre un peu concave. La pointe d'une barbiche légère achevait le contour d'un visage fin, bien dessiné, pâle et rigoureux, auquel aurait très bien convenu la fraise empesée des combattants des guerres de religion. Il combattait, en effet, pour la continuité, pour la tradition des lettres, de la pensée française, pour ce qu'il croyait être leur sagesse et la haute raison de leur prestige et de leur durée. Et cela avec un tel désintéressement, une passion si sincère et si pure, même si on ne partageait pas ses goûts, même si on en regrettait certains entêtements, que ceux-là qui s'opposaient à ses idées et ne les admettaient aucunement, ses adversaires enfin, se joignant à ses amis, l'ont salué d'un seul geste lorsqu'il est entré dans le repos, après avoir si longuement, si austèrement et si noblement travaillé.

L'an dernier, déjà malade, affaibli, il prit la charge, à sa chère Société des conférences, de ce que l'on y appelle le « grand cours ». Il choisit comme sujet le théâtre de Dumas. Sujet difficile. Ce théâtre à la fois illustre et démodé, ces thèses qui furent à leur date retentissantes et qui aujourd'hui semblent mortes, toute cette œuvre si connue et pourtant refroidie, René Doumic, qui l'admirait avec le chaud souvenir des flammes de sa jeunesse, voulut la ressusciter pour son public. Et il y réussit. Il arrivait, par ces mauvais temps de février, frileux, las, à petit pas, de la voiture au seuil de la Salle de géographie, blotti dans sa pelisse... mais souriant, heureux d'avoir à parler de ce qu'il aimait. Quand il soulevait

la portière séparant le petit vestibule de la fameuse estrade, il semblait déjà réconforté et, dès qu'assis devant la petite table il prononçait, de sa voix si claire en sa douceur, les premières phrases de sa conférence, il commençait à rajeunir, à se réchauffer, à s'animer progressivement et à s'emparer de notre attention, très vite à la séduire. Il parlait admirablement, sans texte, se reportant à de très brèves notes. Sa diction était la plus nette qu'on puisse entendre. De ce ton plutôt faible, très naturel, mais très nuancé, très divers et, par là, amusant et retenant l'auditeur qui ne perdait pas une syllabe de ces paroles, il s'emparait de vous et vous obligeait à trouver, au moins pendant qu'il vous subjuguait, qu'il avait raison d'admirer. Analysant toutes les pièces d'Alexandre Dumas, il les revigorait, les ramenait au jour par la lucidité de sa compréhension et la subtilité de son analyse. Il nous refaisait un esprit du passé et nous rendait aptes à comprendre les effets de ce théâtre.

Toute cette série que René Doumic entama, faible et fatigué, avec tant d'assurance et d'énergie, ne cessa de grandir en intérêt, de semaine en semaine. On regretta vivement ce cours lorsqu'il prit fin... (Et comment, puisque j'évoque les derniers succès du grand conférencier que fut René Doumic, ne pas penser à son célèbre cours sur Saint-Simon qui fut un des triomphes de sa chère Société, et dont on devrait bien rééditer le volume, aujourd'hui épuisé ?) ...Cette parole, d'une portée si rare, René Doumic la mettait au service de tout ce qui lui semblait digne d'intérêt. En été, restant par goût à Paris, il y faisait, à l'Alliance française, des conférences pour les jeunes étudiants étrangers. Et cela uniquement par amour pour la jeunesse, à laquelle il lui était cher d'apprendre les beautés classiques de la littérature française. Et libéralement, généreusement, pour cet idéal éducateur il dépensait ses forces usées, ses si rares loisirs, et ses derniers beaux jours...

Mais, s'il lisait mon « papier », s'il corrigeait mes épreuves, il me gronderait, avec cette apparente sévérité qui fondait si vite, pour ceux qu'il aimait ou estimait, en bienveillance secrète et en indulgence inavouée. Il ne voulait jamais qu'on parle de lui, car il était d'une modestie farouchement autoritaire... Que son ombre, toujours présente en cette *Revue*

que, selon la juste et forte expression du vicomte d'Avenel, il a si longuement dirigée de façon « quasi géniale », me pardonne de lui apporter aujourd'hui ce timide souvenir de respect et d'affection fidèles.

Et sans doute serait-il fort heureux de savoir que, sous la présidence vigilante et intelligemment artistique de M. Louis Gillet, sa chère *Société des conférences* continuera son existence active et si féconde en beaux enseignements.

ARTS DÉCORATIFS :
CARICATURES ET MŒURS ANGLAISES (1750-1850)

L'Association franco-britannique *Art et Tourisme*, qui organisa, l'an dernier, à la Nationale, avec grand succès, l'exposition Blake et Turner, nous offre aujourd'hui, au Musée des Arts décoratifs, une fort pittoresque, intéressante et divertissante exposition de dessinateurs anglais. Avec beaucoup de bon sens elle donne pour titre exact à cette exposition : *Caricatures et mœurs anglaises*. En effet beaucoup d'artistes sont classés sous l'adjectif « caricaturistes » alors qu'ils sont de libres interprètes de la réalité vivante et sociale et méritent plutôt le titre de révélateurs. Le secret d'une structure humaine, d'une attitude, d'une physionomie animée par certains sentiments, vices ou tics intérieurs, n'est pas toujours saisi par le peintre ou le dessinateur, même grands, même habiles, célèbres ou bien doués; représenter les êtres, tels qu'ils sont, est le privilège d'artistes dont l'œil et le trait ont le particulier pouvoir de démasquer.

Au delà des modes, des habitudes de corps et de visage, des réticences ou des comédies de l'expression humaine, les visionnaires de la vérité la trouvent et l'exhibent. Ceux-là n'ont pas tout à fait droit au titre de caricaturistes, puisque, selon Théophile Gautier, « une caricature, pour être bonne, doit contenir les traits réels du modèle déviés et accentués dans le sens ridicule, mais faciles à reconnaître ». Donc, parmi ceux-ci nous trouverons les réalistes du vrai, les moralistes par ironie et sens du burlesque, les fantaisistes interprètes des modes et des mœurs et ceux, enfin, vraiment caricaturistes qui accentuent à la fois les difformités de la

créature physique, le grotesque de ses accoutrements, de ses gestes et faits en y joignant l'intention et l'audace satirique, dévoilant hardiment et avec moquerie vengeresse et un fond de moralisation caché sous la liberté du rire, les hypocrisies des gens, des mœurs, et de toute une époque. On sait que la caricature existe depuis l'antiquité. Assyriens, Égyptiens, Grecs, Romains y excellèrent. Les Grecs caricaturèrent même leurs divinités. On peut bien pardonner, dans la suite des temps, à ceux qui ne respectèrent pas ce qui devenait pour eux le guignol des rois, des ministres et des personnages « haut placés ».

Ce fut un Français de Marseille, Philipon, qui fonda le premier journal comique : *la Caricature*, en 1830, supprimé bientôt par les lois sur la Presse et que Philipon continua dès 1832 par *le Charivari*. En 1841, les fondateurs anglais du *Punch* donnèrent à leur journal ce sous-titre : *the London Charivari*. Daumier, Gavarni, Grandville, Cham, Charlet, Bertall, Henry Monnier et bien d'autres, illustraient à l'envi, de variés chefs-d'œuvre du genre, les journaux parisiens de Philipon. Mais, auparavant, pendant la Révolution et le Premier Empire, la caricature française si libre, virulente, souvent affreuse, sous l'ancien régime, avait éteint ses étincelles et ne se publiait qu'avec une prudente timidité. C'était alors l'Angleterre qui caricaturait la France et c'est une des parties fort instructives de la présente exposition. Cruikshank, Gillray, Woodward, Rowlandson s'inspirent pour leurs moqueries politiques des événements alors actuels. Voyons cette délégation de décapités qui vient persuader John Bull qu'il vaudrait mieux pour lui perdre aussi la tête. Une terrible eau-forte dépeint la Terreur au moment de l'exécution du Roi ; des estampes plus riantes nous exposent toutes les difficultés variées des voyages à ces dates troublées et enfin, Napoléon, l'ennemi redouté, est raillé en maintes images, depuis celle du festin où le Premier Consul aperçoit sur le mur le *Mané*, *Thecel*, *Oupharsin*, jusqu'à celle où il regarde en tapinois danser les Merveilleuses devant Barras, et le cortège colorié du Couronnement, puis la nuit de noces de l'impératrice Marie-Louise, et la méditation de l'Empereur exilé, sous la forme du diable, à Sainte-Hélène... Et on n'a exposé, ici, que les moins excessives de ces eaux-fortes colo-

riées. Le roi Louis XVIII, je dois le dire, n'est, ensuite, pas plus respecté.

Mais, revenons en arrière ou, plutôt, commençons notre visite par la première salle en date, celle des Hogarth. Une peinture de lui, curieuse, amusante, *le Goût dans le grand monde*, nous montre deux groupes : une jeune femme agaçant un négrillon et un visiteur maigre et tordu tenant canne et grand manchon, s'apprêtant à répondre aux grimaces et minauderies d'une vieille mondaine bossue aux airs futés et prétentieux. Cette peinture est une des raretés de l'exposition. Les tableaux de Hogarth sont peu vus hors de l'Angleterre. D'autres peintures rompent avec agrément, en ces belles salles bien arrangées, l'ordonnance des dessins, des aquarelles et des eaux-fortes, l'une de Thomas Patch, les autres de Reynolds, de Smirke, de G. Cruikshank, et enfin un paysage très vert de Zoffany où l'on voit : *Mr et Mrs Garrick prenant le thé avec Mr Bowden dans le jardin de sa villa de Hampton, au bord de la Tamise.* Prairies, arbres, ciel et eaux sont des variétés de tous les tons de vert et c'est fort joli.

Revenons à Hogarth dont nous pouvons admirer des suites de pièces, gravées par lui-même, d'après ses tableaux ou d'après ses dessins. Ces gravures sont fort belles, qu'elles fassent partie de *la Vie d'une courtisane* ou de *la Vie d'un débauché*, ou de l'*Analyse de la beauté*, dont il avait écrit lui-même le traité d'esthétique avec beaucoup d'humour. *Travail et paresse*, *le Matin*, *Midi*, *le Soir*, autant de belles compositions dues à son burin et où on sent puissamment le tempérament très spécial d'un vrai fils de Londres : mouvements de foules, aspects de passants, visions de rues, personnages très particuliers, et, particulière aussi, cette science des ombres grises. M. Randall Davies, qui a préfacé le catalogue, nous dit : « Watteau a initié les Anglais à l'art de la caricature par un dessin exécuté dans un café, en 1720, lors d'un séjour à Londres... Il est infiniment probable que Hogarth rencontra Watteau, son aîné de plusieurs années, mais il est difficile de préciser dans quelle mesure il subit l'influence du peintre français lorsqu'il exécuta *the Shrimp Girl...* » Hogarth avait déjà débuté en illustrant une traduction de *Don Quichotte*, mais sa première composition satirique fut *le Goût de la ville* (1724), suivi de *la porte de Burlington*, —

attaque contre W. Kent, — et il devint célèbre en illustrant le burlesque *Hudibras* de Butler. Tout cela postérieur, en effet, à sa rencontre avec Watteau... Mais sa bouffonnerie, sa trivialité de haut ton, son goût des scènes libres ne l'apparentent guère, il me semble, au divin peintre de *l'Enseigne* et de *l'Embarquement*... Tandis que je trouve dans certaines compositions du délicieux Rowlandson, dont les railleries et les audaces ont tant d'attraits, souvent un petit parfum à la Fragonard.

Né à Londres, Rowlandson passa deux années à Paris, de quinze à dix-sept ans, voyagea en divers pays et, se souvenant d'avoir suivi les cours de la Royal Academy, peignit des paysages et des portraits. Mais, à partir de sa vingt-cinquième année, il se consacra à la caricature et à l'illustration. Ses études de mœurs sont charmantes de vérité fantaisiste et de raillerie voluptueuse. *Art et Tourisme* nous permet de voir ici, réunies en grand nombre, des séries amusantes et ravissantes de ces œuvres pleines de suc et de sel, d'humour et de séduction, de truculence et de délicatesse. Notre Constantin Guys a dû admirer ces dessins, ces lavis d'encre et aquarelles, ces gravures à l'aquatinte, ces eaux-fortes coloriées ; — les originaux ont des tons exquis de distinction et de finesse... Mais les épreuves coloriées par d'autres ont les tons crus, les roses jambon, les rouges militaires que nous retrouvons en maintes autres estampes. Rowlandson sait parfois faire participer le paysage à ses compositions, ou bien le décor des villes : sa *Place des Victoires* est inexacte et curieuse ; *les Voleurs, la Caserne, les Courses, la Musique et l'amour, la Visite matinale*, etc., on voudrait tout citer et tout décrire.

Combien plaisant est *le Fumeur*, gris clair et gris foncé, tout vêtu dans les tons de la cendre et de la fumée, tirant sur sa longue pipe blanche avec un air de béatitude et de méditation... Quelle impayable silhouette vert d'eau, gris clair et brun pâle est ce portrait du duc de Queensberry, joyeux et cocasse vivant ! Et ces deux voleurs à cheval, arrêtés près du gibet où leur camarade malchanceux a été pendu, quelle ignoble satisfaction de vivre encore éclate sur leurs faces patibulaires !

Et ce *Duo* n'est-il pas dissonant, mal assorti, rien qu'à voir la maigreur du joueur d'instrument à vent et l'obésité

joufflue du contrebassiste ? J'adore la chute du poète lauréat ne résistant pas aux ruades ailées de Pégase... il ira peut-être se consoler chez ces *Sirènes*, deux beautés aux grosses coiffures, aux vastes appas, vêtues de gris et de bleu... Les personnages de Rowlandson ne sont pas spécialement anglais, sauf quand ils s'inspirent de politique, caracolent, tombent de cheval ou mangent un bon dîner... — Dance aussi, ne l'oublions pas, attable des goinfres admirables.

Les femmes de Rowlandson bien capitonnées, ses hommes bedonnants ou drôlement émaciés appartiennent plutôt à un univers sans frontières, d'humanité aimable, gaillarde et comique qu'à une île bien définie. Gillray, son contemporain, est fort amusant, a des idées burlesquement poétiques, telles que *Présages de la fin du monde* ou *les Parques représentant les ministres et le roi et la reine* en double monnaie dans la lune, et bien d'autres profondes folies, mais il plaît surtout par ses satires féminines, telles *les Grâces dans un grand vent*, le *Raout de lady Godina*, la *Maman à la mode*, ou celles sur la maison de Hanovre, raillant le mariage clandestin du prince de Galles et de Mme Fitz Herbert, — et d'ailleurs fort drôles. *Les distractions princières ou les goûts de la famille*, par Cruikshank, ne sont pas plus respectueuses, pas plus que *le Bain chaud* ou les farces sur les « célérifères. Les *Scandales*, la *Science*, *Vapeur* et *Littérature* ont également leurs ridicules qui inspirent les artistes.

La Mode, les Sports et la Politique de l'actualité, — pièces venant de la collection de Mr Minto Wilson, — ne forment pas une des parties les moins plaisantes de cette exposition. Les bouffonneries sur les modes, qu'elles soient anonymes, ou de John June ou de Dickinson, ou de Rowlandson ou de Gillray, — grande frise représentant les impayables convives d'une interminable table de souper et de couleurs fort cocasses, — ou de Newton ou de Cruikshank ou de Heath, etc., sont fort divertissantes. Lady Hamilton et ses amies, seins gonflés et découverts, s'y inspirent du costume d'Aphrodite, et une autruche se précipite sur deux élégantes, indûment parées de ses plumes ; puis, la haute société où élégantes et élégants sont fort connus, se promène, vêtue ridiculement à la dernière mode, à Saint-James.

Enfin, les modes grotesques, baptisées *Monstruosités* et nous étalant, de 1816 à 1826, toutes les laideurs et folies déformatrices et successives des vêtements adoptés, nous rendent fort bienveillants pour les chapeaux des visiteuses, qui nous semblent par comparaison de la modération la plus discrète, et du goût le plus exquis. N'oublions pas les sports qui sont fort séduisants : chasses, chevauchées, chutes tendres ou saugrenues, accidents de voitures, celles-ci de toutes les formes et de toutes les couleurs, difficultés des voyages... et ces caricatures d'actrices et chanteuses illustres qui nous étonnent par leur horreur, que ce soit Mlle Georges, ou la Malibran, ou la Pasta...

Je vois que j'oublie de parler de Doyle, un des derniers venus de cette belle lignée, où tant d'esprit et de talent s'unissent pour nous offrir la plus réjouissante galerie de personnages simplement humains ou portant des noms historiques et illustres. Son dessin est élégant, ses couleurs sont fines, son inspiration d'une désinvolture aimable et très correcte, — adieu... la liberté... — mais trop uniquement politique, pour que l'on puisse s'en divertir sans avoir à la main un livre d'histoire. De tous ces noms, dont je n'ai pas cité le quart, de tous ces artistes qui méritent tous un instant d'attention ou une contemplation réitérée, je préfère Rowlandson, car il garde en son art narquois et savoureux les délices pimentées de notre XVIIIe siècle, et sa gambade sans façon, mais dont la hardiesse est pleine de grâce, relie si gaiement un siècle à l'autre, tout en enjambant de Paris à Londres, et pour les unir, le *Channel*...

LES BALLETS DE LA JEUNESSE

Le titre est délicieux et il n'est pas trompeur. Ce sont vraiment des adolescentes et des adolescents, de très jeunes gens, de très jeunes filles qui nous donnent la primeur de leur art et de leurs grâces. Parmi cette troupe printanière, une petite danseuse a douze ans... La plus âgée en compte-t-elle vingt ? Je n'en suis pas sûre. Seize ans... dix-sept ans... Voilà les âges de ces gentils sylphes, et les garçons sont tout aussi verts. Ce sont les élèves de Mme Egorowa, qui fit partie des inoubliables ballets russes « d'avant-guerre » et dansa au

Théâtre Marie, étant sortie première danseuse de l'École impériale de Saint-Pétersbourg. Aujourd'hui, elle transmet sa science et sa flamme rythmique à des élèves dont elle développe les beaux dons avec un attentif amour et une expérience de premier ordre.

Parmi ces élèves, quelques-unes et quelques-uns offrent de remarquables promesses. L'idée de les faire goûter au public, apprécier en leur nouveauté diverse est excellente. Elle donne aux jeunes artistes l'occasion de révélations qu'ils n'obtiendraient peut-être pas d'eux-mêmes, sans la peur et la griserie et l'émulation que donne le public. Cette jeune troupe révèle toute l'ardeur entreprenante de sa première saison. Elle a travaillé aussi avec le musicien M. Stein, M. François Barette, le dessinateur, qui s'associèrent à ces jeunes élans, l'un pour les rythmer, l'autre pour en fixer certaines poses et d'après elles imaginer quelques voiles ou costumes nécessaires ; et enfin M. Serge Lifar, qui préside la « classe d'Adage » où Mme Egorowa fait à l'Opéra travailler ces demoiselles et ces messieurs. Le désir de voir fleurir en certains pas, certaines danses, certaines expressions, ces talents printaniers a donné à ces animateurs l'idée d'imaginer de petits ballets où, sur un argument ténu et volontairement puéril, toutes ces petites étoiles puissent exercer leurs puissances de travail, mais aussi d'inspiration personnelle, de mimique, d'attitudes et de charmes ailés.

La première soirée, organisée à la salle Pleyel, eut un très vif succès. D'autres soirées vont suivre : des ballets nouveaux sont déjà à l'étude et la série de ces aimables réussites va se succéder assez vite pour ne pas laisser à toute cette enthousiaste et légère jeunesse le temps de mûrir et de vieillir. La première et la dernière partie du spectacle auquel j'ai assisté furent les plus charmantes, les plus séduisantes. Sur la musique tour à tour de Scriabine, Chopin et Rachmaninoff, nous eûmes la joie de onze *Visions juvéniles* où brillèrent en des *Variations*, *Impromptu*, *Prélude*, *Valse*, *Pas de quatre*, *Pas de trois*, *Pas de deux*, etc., de ravissantes, joyeuses, allègres ou délicieusement timides danseuses, toutes aériennement vêtues de très courtes et transparentes tuniques blanches. Mlles Geneviève Moulin et Tatiana Leskova, Mlle Lilette Crenshaw, — Française, Russe, Anglaise, —

blondes ou brune, agiles, gracieuses, tournoyantes, ingénument emportées ou disciplinées et frémissantes, me semblent être ici les étoiles de « première grandeur ». Mais comme ce serait injuste de ne pas applaudir aussi les autres astres, trop nombreux pour que je les énumère, mais dont les exhibitions successives ou simultanées ont été si goûtées et si applaudies ? Quant à M. Y. Skibine, il a l'étoffe d'un grand danseur et ses bonds ont une envolée, une hauteur, une sûreté hardie qui a fasciné les spectateurs.

L'Après-midi dans un parc costume la troupe en petites filles modèles avec gros nœuds de toutes les couleurs sur les jupons courts, les mollets d'enfants, et les jeunes gens en tenue de jeux, maillots et shorts. Certains épisodes sont bien au point : flirt, lancer de ballon, ronde... Mais, dans l'ensemble, c'est un peu décousu et paraît long. *La Danse noble*, en costumes d'apparat, genre infantes de Velasquez, n'est pas ce qui convient à ces jeunes artistes dont nous admirons surtout la liberté joueuse, les corps sans entraves, les pas qui semblent nés de l'inspiration de leur joie de vivre.

Nous retrouvons au dernier tableau, cette désinvolture ailée, cette ardeur neuve, ces élans beaux et ravissants qui semblent naturels en leurs souplesses animalesques et dont les forces apprises dissimulent l'effet de l'art sous l'expression radieuse du bonheur de danser. Ce tableau s'intitule : *les Bronzées* ; ce sont des baigneuses toutes dorées de soleil qui s'ébattent sur une plage ; ce sont des baigneurs cuivrés et vibrants, qui flirtent avec elles, dansent, boudent, s'en vont, reviennent et dansent encore. La petite histoire de dépit amoureux qui sert d'argument à ce charmant ballet n'a pas besoin d'être sue ou comprise pour qu'on en savoure les beautés agréables servies par une très jolie lumière, un décor ingénieux, des costumes si seyants de forme et de couleur. Costumes et maillots de bains, tout simplement... laissant libre le jeu de la plastique corporelle, faisant admirer les mouvements, les ondulations musculaires, et l'élasticité des jambes bondissantes. Tout cela est très pur, presque enfantin. Au milieu de ces tenues de bain aux jambes nues, l'ample et long pantalon bleu foncé du « beau marin », — Youra Skibine, — fait un effet admirable d'opposition imprévue.

Youra Skibine a réservé pour ce finale ses plus belles danses et ses enjambements les plus audacieux. Vladimir Meschkoff danse aussi avec une verve pleine d'agile gaieté. MM. Gevel, Tioupine, Metzl sont pleins d'ardeur et de jeune talent ; toutes les jolies baigneuses méritent d'être applaudies, telles neuf sirènes dans la même vague. Mlles Geneviève Moulin, Tatiana Leskowa et Mania Nadejdowa nous ont ravis par leurs pas variés.

Bravo pour les *Ballets de la jeunesse* ! Notre époque a ceci de rassurant, malgré tout, c'est qu'elle comprend l'immense importance des enfants et des êtres très jeunes. Elle admet leurs talents, leurs valeurs, leurs qualités, ne les repousse plus à l'arrière-plan. Être invité à voir ces frais talents éclore, c'est une faveur qui mérite gratitude. Je voudrais voir encore ces jeunes filles et ces jeunes hommes, déjà artistes de grand prix, danser une fantaisie qui s'intitulerait *le Printemps*, brève, capricieuse et irrésistible... où s'uniraient, en un rythme hâtif et tendre, l'amour en fleur et l'instant qui fuit...

GÉRARD D'HOUVILLE.

LE MOUVEMENT POÉTIQUE

Si j'attribuais quelque valeur aux classifications adoptées par l'histoire littéraire, et, plus spécialement, par notre histoire poétique, je saluerais volontiers en M. Frédéric Plessis le dernier survivant de l'école parnassienne. Depuis la mort d'Anatole France, son aîné de sept ans, l'auteur des admirables livres qui ont pour titres *la Lampe d'argile*, *Vesper*, *Gallica*, enfin de cette *Couronne de lierre* dont il nous offre aujourd'hui une réédition augmentée (1), demeure le dernier des collaborateurs du second *Parnasse contemporain*. Il n'avait, en 1869, que dix-huit ans lorsque cette célèbre anthologie accueillit quatre pièces de lui. On en trouve douze dans le troisième *Parnasse*, qui parut en 1876 et qui contient les premiers vers de Paul Bourget, son cadet d'un an et demi. A la différence de deux écrivains illustres, qui furent ses amis (c'est lui qui fournit malicieusement à France le modèle de Bergeret), M. Plessis, malgré ses travaux d'érudition et sa longue carrière professorale, n'a jamais cessé de composer des poèmes. Mais c'est à son seul âge qu'il dut d'être rangé parmi les Parnassiens de la première heure, au nombre desquels figurent des génies aussi éloignés que possible de l'impassibilité et de la trop fameuse doctrine de l'art pour l'art, Verlaine, Mallarmé, Cros, Villiers de l'Isle-Adam. Je me bornerai donc à rappeler que M. Frédéric Plessis est aujourd'hui le doyen des poètes français, et j'ajouterai que le double millésime inscrit au titre de la nouvelle *Couronne de lierre*, 1904-1934, légitimerait à lui seul son droit d'exercer ce privilège.

Des personnes plus autorisées que moi ont analysé, bien mieux que je ne saurais le faire, une œuvre dont les prémices remontent à plus de soixante années, mais que son savant auteur ne montra

(1) Perrin.

nulle hâte à réunir. Il avait, en effet, publié avant *la Lampe d'argile* (1886) des études et des traductions qui le placèrent au premier rang de nos latinistes. Sa thèse sur *la Poésie latine* est, depuis trente ans, classique. Mais un contact permanent et prolongé avec les littératures anciennes et la précision qu'exige toute sérieuse exégèse, loin de paralyser le lyrique précoce, voire de guinder son style et sa pensée, contribuèrent plutôt, au contraire, à maintenir et à fortifier une inspiration et un métier justement qualifiés de virgiliens. En cette fin de siècle où la latinité authentique ne trouvait de champions que chez les deux maîtres du félibrige, Aubanel et Mistral, — de qui la gloire ne dépassait guère leur pays d'origine, — un Celte de vieille souche rendait en notre langue la grâce et l'accent de l'élégie antique, un moment remise au jour par André Chénier, ce Grec à demi Languedocien. On le vit mieux encore lorsque les *Poésies complètes* apportèrent, en 1904, le nouveau chapitre des *Gallica* ; je n'hésite pas à mettre les *Bois sacrés* qui le terminent au niveau des stances à peu près contemporaines de Louis Le Cardonnel, qui, coïncidence heureuse, avait des aïeux irlandais, et de Jean Moréas, Hellène conquis par l'Ile-de-France.

La seconde édition de *la Couronne de lierre* comporte quatorze poèmes de plus que l'originale, qu'avait donnée la maison Jouve en 1921. La première partie seule, *Géorgiques normandes*, n'a subi aucune addition. Six pièces sont venues compléter les *Figures de femmes*, fresques modernes qui se souviennent si délicatement de Pompéi à travers les souriantes images des *Bucoliques*. J'en détache ce fragment de frise, où la caresse des plus simples vocables s'unit à la sobriété de la description :

Hier, dans la forêt, que je croyais déserte,
Je l'aperçus qui reposait.
Sa paupière était close et sa bouche entr'ouverte,
Son corps s'abandonnait.

Il creusait d'une forme adorable la mousse,
Et je la contemplais dormir,
Et d'elle s'exhalait une odeur fauve et douce
De chair et de désir.

L'un de ses bras pendait tout au long de sa hanche
(Des fleurs échappaient à ses doigts),
L'autre se repliait et de la nuque blanche
Portait le léger poids.

Ses cheveux relâchés débordaient en frisure
Sur son front sans tache et sans pli
Et, bruns aux reflets d'or ou de châtaigne mûre,
La voilaient à demi.

Je persiste à penser qu'il ne faut considérer l'école dite parnassienne que comme une période déterminée (et encore !) dans l'évolution de la poésie française. Quoi qu'il en soit, le moindre mérite des Parnassiens n'aura pas été de provoquer d'heureuses dissidences à l'intérieur de leur temple et surtout dans la manière *a priori* uniforme de ses desservants. Pour nous en tenir aux plus illustres, il n'est pas sûr qu'un jour *Phidylé* et *l'Esclave* ne fassent pas plus pour leur gloire que *Bhagavat* et *les Conquérants*. Mais si, par école parnassienne, on entend retour à la forme pure et à la tradition, à l'équilibre et à la simplicité, M. Frédéric Plessis, grand humaniste resté poète spontané, se montre bien modeste lorsqu'il ceint ses tempes de lierre, et non point de laurier.

* * *

L'œuvre de M. Fernand Mazade est, je ne crains pas de l'affirmer, l'une des plus importantes, mais aussi des plus variées parmi celles qu'a vues naître et croître notre lyrisme depuis le début du siècle. Servis par une technique éblouissante et une parfaite connaissance des ressources du langage, les thèmes de cette poésie offrent une diversité assez vaste pour nous donner le droit d'hésiter dans nos préférences. Est-il nécessaire de rappeler qu'après quatre plaquettes d'inspiration nettement antique, *Arbres d'Hellade*, *Athéna*, *Dionysos et les Nymphes* et *Apollon*, éditées peu avant la guerre, une gerbe plus volumineuse, *De Sable et d'Or*, sembla orienter davantage la manière de M. Mazade vers le symbole et une pensée plus dense, sous l'enveloppe de figures légendaires ? Cette seconde période se ressentait de l'atmosphère d'un certain groupe de symbolistes situé à mi-chemin entre Heredia et Mallarmé et, par ailleurs, fortement imprégné de wagnérisme : je songe aux *Poèmes anciens et romanesques* d'Henri de Régnier, à l'œuvre éclatante et brève d'Ephraïm Mikhaël, aux hymnes savants et sonores de Pierre Quillard et de Stuart Merrill. *De Sable et d'Or* ne parut qu'en 1921, mais ce millésime importe peu : si la première partie des poèmes qui le forment se date, à première vue, des « années 90 », leur âge n'en atténue aujourd'hui ni la densité, ni la puissance émotive. Cependant, à partir de *l'Ardent Voyage*, repris sous un nouveau titre à la fin du recueil dont

j'ai parlé, l'évolution de ce grand poète prend soudain une nuance plus profondément humaine ; *la Sagesse, les Poèmes de sainte Marthe, Bergamasque, l'Élégie italienne,* édités de 1924 à 1931, et surtout *les Amours*, dont voici le *Dernier Cahier* (1), accusent l'épanouissement de la troisième période, que l'on pourrait ainsi définir : un parfait équilibre maintenu entre le mystère et la clarté, entre le rêve et l'aveu direct, entre le subtil et le confidentiel.

Le *Dernier Cahier des Amours* reprend et développe les thèmes intimes du *Premier Cahier,* qu'avaient interrompus les divertissements plus objectifs de *l'Intermède fantasque.* J'ai naguère analysé ici même ces deux recueils, qui, en réalité, ne font qu'un avec le troisième, et que seules des nécessités matérielles ont contraint M. Mazade à publier séparément. Mais ce morcellement obligatoire, et qui a peut-être amené une refonte de l'ensemble, ne dépouille nullement ce *Dernier Cahier* de ses résonances personnelles. Les timbres comme les thèmes, au reste, s'y révèlent plus graves et plus denses ; le ton général, d'allure souvent désinvolte, s'amplifie par degrés ; le jeu se ralentit, la danse du rythme devient presque sacrée. C'est que l'adoration constante d'un seul objet succède, insensiblement, puis assez clairement, à des visions capricieuses, à des rêves qui, par ailleurs, ne tiraient pas leur moindre charme de l'incohérence. C'est que, — si l'on me permet une subtilité grammaticale, — le pluriel *Amours* prend un sens restrictif, redevient, si l'on veut, celui d'un mot qui exprime un sentiment unique : tandis qu'en tête du *Premier Cahier,* ce même pluriel possédait une valeur multiple ; de même, *les Amours* de Ronsard comprennent, revêtus d'une portée restreinte, les *Amours de Cassandre,* les *Amours de Marie,* les *Sonnets pour Hélène.* Bref, les soixante-dix-sept pièces du troisième volume sont dédiées à une vivante, puis à une morte, — à la même créature, à celle qui fut, durant vingt-cinq années, l'épouse tendrement chérie, puis brusquement perdue. Je n'imagine point que la poésie conjugale ait trouvé d'accents plus tendres et plus profonds que dans les strophes du *Silence* :

Elle s'endort, sa main mariée à la mienne,
Son souffle aussi léger qu'un rayon de la nuit.
J'écoute, émerveillé de n'entendre nul bruit
Monter du breuil, nul bruit monter de la fontaine.

(1) Chez l'auteur, 17, rue de Boulainvilliers.

Depuis une heure, et peu à peu, les cris pointus
Les chants graves, les voix de cristal et de rouille :
Le grillon, le hibou, le crapaud, la grenouille,
Tous les hôtes de l'ombre et le vent se sont tus.

Certes, le coq bientôt appellera l'aurore ;
Les courlis siffleront aux relais de la mer
Et, dès qu'auront craillé les corneilles, l'éther,
La terre et l'eau, le monde entier sera sonore.

Mais, à présent, autour de mes rêves, autour
Du suave sommeil de l'enfant bien-aimée,
Autour de la maison de bonheur embaumée,
Le silence est aussi vaste que mon amour.

O le plus fort et le plus tendre des dictames,
Silence intègre et souple, auguste et gracieux,
Où se fonde la vie, où se forment les dieux,
Jardin des morts, arche des cœurs, pudeur des âmes !

J'ai tenu à donner intégralement l'un des morceaux majeurs de cette suite où la majesté s'allie à une extraordinaire souplesse dans l'expression musicale d'un sentiment éternel. J'aurais voulu insister, en outre, sur l'aisance incomparable avec quoi M. Fernand Mazade joue de tous les mètres possibles, et notamment des impairs, de toutes les combinaisons de strophes et de rimes, — sans qu'une telle virtuosité nuise à la sincérité du sentiment. Comme chez tous les artistes du premier ordre, inspiration et technique sont et demeurent chez lui intimement fondus : quelle que soit l'intensité de l'émotion, l'archet n'hésite jamais sous ses doigts souverains et soutient sans faiblir, pour la propager à la fois dans nos sens et dans notre cœur, la savante caresse de la mélodie. Le thrène final des *Amours* apportera, j'espère, une excuse péremptoire à mes modestes commentaires :

Il ne faut pas que sur le rivage tragique
    Où pleurent des voix sans parole
Vous rameniez, bouches d'amour, une musique
    Qui me caresse et me console.

Pour épouser et pour accompagner ma peine
    Jusqu'à la porte ténébreuse,
Il suffit que, dans l'herbe et l'argile, l'haleine
    Des trépassés me soit flatteuse.

Où court, déjà lointain, le chevalier qui porte
    L'oriflamme du beau royaume
Et qui n'ignore pas que sa bannière est morte
    Et qu'il est lui-même un fantôme ?

Allons près des cyprès dont les couples figurent
D'immobiles pèlerinages :
Et là nous jetterons aux puissances obscures
Un hymne en deuil des anciens âges.

* * *

A l'occasion du jubilé poétique de M. Raymond de La Tailhède, qui coïncide avec son soixante-dixième anniversaire, la belle revue *Eurydice* (1) a récemment publié un copieux fascicule. J'ai dit plus d'une fois, ici même, tout le bien que je pense des vaillants cahiers que dirige et qu'anime, depuis bientôt cinq ans, M. Pierre Pascal, dont j'ai signalé à nos lecteurs l'exceptionnelle puissance lyrique. Ce numéro spécial, où l'on trouve quelques-uns des noms les plus brillants de la poésie et de la critique contemporaines, jette une juste lumière sur un homme et une œuvre qui n'ont peut-être pas atteint le rang primordial que leur assignera l'avenir. Un tel hommage vient, du reste, à son heure, puisqu'il a précédé de peu l'édition dite définitive des *Poésies de Raymond de La Tailhède* (2).

On sait que M. de La Tailhède prit part, sous l'impulsion de Jean Moréas, et avec Maurice du Plessys, Ernest Raynaud et M. Charles Maurras, à la fondation de l'École romane. En 1891, l'année qui suivit l'insertion, à la fin des *Reliques de Jules Tellier*, du magnifique *Tombeau* dressé à son ami, paraissait à Moissac, hors commerce, sa première *Ode à Jean Moréas*, quelques mois après *le Pèlerin passionné* et la *Dédicace à Apollodore* de Maurice du Plessys. L'œuvre qui allait consacrer sa réputation, en même temps qu'elle affirmait sa conversion au nouveau dogme instauré par son maître, ne fut imprimée qu'en 1895 sous le titre *De la Métamorphose des Fontaines, poème suivi des Odes, des Sonnets et des Hymnes* ; cette plaquette fut saluée par un article enthousiaste de M. Maurras dans la *Revue encyclopédique* (3). Dans l'intervalle, Moréas avait donné une réédition très accrue du *Pèlerin*, *Autant en emporte le vent*, *Ériphyle*, et Plessys, *le Premier Livre pastoral*. Ainsi, les trois principaux adeptes de l'École romane et leur porte-parole (qui ne devait se révéler poète, à son tour, que trente ans plus tard, avec *la Musique intérieure*) prouvaient, en pleine ambiance symboliste, aux quelque

(1) Éditions du Trident, 4, rue Crébillon.

(2) Albin Michel.

(3) M. Pierre Pascal a eu l'excellente idée de reproduire dans le numéro d'*Eurydice* ces pages du premier ordre.

cent lecteurs dont parlait alors l'auteur du *Chemin de Paradis*, leur attachement à une doctrine réactionnaire, c'est-à-dire traditionnelle ; mais en outre, mais surtout, en dépit de la médiocre audience dont se doivent satisfaire les poètes, à toute époque et aujourd'hui plus que jamais, quatre admirables artistes apportaient le témoignage de la grandeur et de la beauté reconquises, régénérées aux sources mêmes du génie français.

Je n'ai pas à me demander si cette réaction fut utile : l'essentiel est que nous puissions en vérifier la fécondité dans les créations qui l'ont suivie. Il est vrai que les séides de l'École l'ont presque tous reniée, Moréas en tête, avec *les Stances*, et jusqu'à Plessys, avec *les Tristes*, enfin le dernier venu, l'exquis Lionel des Rieux, dont *la Belle Saison* va plus profond que les charmants exercices du *Chœur des Muses*.

M. Raymond de La Tailhède, longtemps, ne fut connu que par les quelques citations contenues dans les anthologies, les manuels d'histoire littéraire et les articles des journaux et revues. Ce ne fut qu'en 1926, après s'être, à de rares intervalles, manifesté par des plaquettes à faible tirage, qu'il se décida, sur les instances de ses amis, à rassembler ses poèmes en volume. C'est ce recueil, lui-même tiré à un nombre limité d'exemplaires et rapidement épuisé, que l'on réédite aujourd'hui en y joignant soixante pages encore dispersées ou complètement inédites. La vue d'ensemble que nous permet ce livre d'une œuvre échelonnée sur presque un demi-siècle ne peut manquer de gagner à M. de La Tailhède les nombreux suffrages d'admiration et de respect auxquels il a droit, d'étendre sa notoriété au delà des poètes et des passionnés de vers, — si éloignés que puissent paraître ses thèmes et sa technique des tendances actuelles et si disparates de la poésie. Le volume comporte huit chapitres : *les Odes, les Hymnes, les Sonnets, les Premières Poésies, le Poème de la Métamorphose, Poésies diverses, Ajax* (tragédie abandonnée), *Fragments et Poèmes inachevés*. Comme on le voit, l'ordre chronologique de composition n'est pas observé ; on remarque même qu'il est systématiquement bouleversé, puisque la première pièce est une *Ode triomphale* composée pour le dixième anniversaire de la mort de Moréas (1920) et que la *Métamorphose*, sur quoi s'établit la réputation de l'auteur, figurait à la fin du recueil de 1926. Pour ma part, j'eusse préféré voir les poèmes rangés selon l'évolution *naturelle* de leur genèse, et pouvoir ainsi constater plus nettement que le « romanisme » ne fut, chez ce bel écrivain, comme chez son soi-disant maître

(avait-il besoin d'un maître ?), qu'une expérience, qu'un accident sans suites graves. Car, pour peu qu'on me mît en demeure de choisir entre les différentes parties de cette œuvre, je n'hésiterais pas à désigner le *Tombeau de Jules Tellier* et certains sonnets comme celui-ci :

Quand se penchent ce front et cette nuque d'ambre,
Lorsque ces beaux cheveux s'abandonnent au vent,
Quand ces yeux au cristal se mirent en rêvant,
Ou lorsque cette taille avec orgueil se cambre,

Je n'en convoite pas l'amour : auparavant,
Je vous prie, enfermez ce masque en votre chambre;
Un ciel d'hiver s'accorde aux frimas de décembre,
Jamais à vos regards votre cœur décevant.

Hors de ce monstre humain peut-être arriverai-je
A vous voir, mieux qu'en vous, dans l'éclatante neige,
Les roses, la lumière et le profond azur;

Car, transmuer ainsi notre âme en toutes choses,
La lumière, l'azur, les neiges et les roses,
C'est de notre prison faire crouler le mur.

Non plus que dans le prodigieux tétraptyque du *Tombeau*, le poète n'a eu besoin de faire intervenir ici, pour nous émouvoir l'esprit et le cœur, les dieux de l'Olympe et tout leur attirail. Cette simple observation n'implique d'ailleurs pas que je prétende bannir le décor fabuleux du domaine lyrique : bien au contraire ! je tiens la légende antique pour une inépuisable source d'inspiration : mais à la seule condition que cette légende soit chaque fois l'objet d'une interprétation symbolique et, le plus souvent, personnelle ; en d'autres termes, l'anecdote purement descriptive se ramène, selon moi, à un devoir de versification. M. de La Tailhède, j'aime à le croire, ne me donnera pas tort, si je recopie, de toute ma ferveur, ce merveilleux fragment d'*Orphée* :

De la splendeur nocturne as-tu fait ton étude ?
As-tu jamais compté
Ces astres fulgurants et dont la multitude
Est la moindre beauté ?

Qu'ont mesuré tes yeux qui puisse de ces voiles
Trouer la profondeur,
Mais surtout de ce ciel, océan des étoiles,
Qu'a mesuré ton cœur ?

Oui, l'ombre t'épouvante, et tandis que tu trembles
S'élancent tour à tour,
Sur les ondes du feu, toi, Pollux qui ressembles
L'éclat d'un nouveau jour ;

Et toi, qui me parais vêtir encor tes armes
Et qui n'as différé
De le suivre à l'Hadès qu'afin que, par tes larmes,
Son frère fût pleuré...

Orageuse Lemnos, ô terre dévorée
D'insatiables feux,
L'amour devait aussi pousser sur tes flots bleus
Argo, ta nef dorée...

Ces strophes appartiennent au dernier chapitre de l'édition nouvelle. J'y ai relu avec un plaisir sans cesse renouvelé plusieurs pièces qui n'avaient été imprimées qu'en des florilèges ou périodiques. J'y ai fait aussi mainte découverte, parmi lesquelles je veux au moins citer *l'Oréade*, en lui empruntant ces deux quatrains :

Ce n'est pas en voleur que tu vins me saisir,
Amour ! Je n'ai pas fui ta flèche redoutée :
Toute livrée aux vents et par eux emportée,
Moi-même je n'étais qu'un frémissant désir.

Et telle, ô Cythérée, ai-je vu tes colombes
Poindre ainsi qu'une aurore au-dessus de la mer,
Aphrodite, Vénus, dont chaque nom m'est cher,
Cypris, qui fais fleurir les roses sur les tombes...

Il faut voir et admettre la vraie beauté partout où elle se montre et sous les aspects les plus divers. Point d'actualité en poésie, encore moins de parti pris d'écoles. C'est pourquoi nous ne saurions douter que *les Poésies de Raymond de La Tailhède*, enfin devenues accessibles à tous, soient bientôt et définitivement mises au rang des livres dits classiques, et non point au sens étroit que l'on attribue communément à ce mot, mais au même titre que quelques hautes manifestations de l'intellectualisme français.

* * *

Les *Quatre Poèmes d'Eurydice*, qu'a publiés M. Charles Maurras il y a quelques mois (1), doivent apparemment leur titre au fait qu'ils ont primitivement paru dans les « Cahiers de poésie et d'humanisme », dirigés par M. Pierre Pascal. Ils s'ornent du reste d'un fron-

(1) Aux éditions du Trident.

tispice étrangement symbolique et qui atteste, chez le jeune artiste, autant d'habileté à manier le burin qu'à faire sonner la cithare.

Bien qu'ils tiennent en vingt-six pages, ces quatre poèmes, en vertu de leur densité, provoquent le désir d'analyse et justifient un immédiat compte rendu, comme toute production littéraire d'un des plus éminents esprits de notre époque. M. Maurras, qui n'est pas un poète de métier, mais dont presque tous les écrits se ressentent de la présence des Muses, nous a confié, dans l'admirable préface de *la Musique intérieure*, qu'au temps de son adolescence il a « rimé à peu près tout ce qu'*il a* pensé » et que « peu d'hommes auront rimé autant, et sur plus de riens ». Magnifique leçon de sévérité envers soi-même, puisque ce grand prosateur, si souvent poète dans sa prose la plus précise, sut attendre d'avoir dépassé la cinquantaine pour rassembler ses vers ! En réalité, l'homme d'action, le théoricien sans réserve qu'il n'a cessé d'être depuis le début de l'âge mûr, s'ils ont ralenti le rythme du poète, ne l'ont jamais suspendu tout à fait. Bien plus : qu'on se rappelle les axiomes significatifs que contient cette fameuse préface, qui est à elle seule une poétique : « Il n'y a que le vers pour tenir dans ses griffes d'or l'appareil éboulé de la connaissance. Déjà personne ne peut plus considérer sans un certain souci notre fatras d'interminables écrits en prose... Un jour ou l'autre, de la terre ou du ciel, une brigade dévouée recevra la mission de trier ce qu'il faut disputer à l'oubli. Elle ne se composera que de poètes. »

J'ai tenu à citer ce texte significatif (et qu'une majorité tout de même considérable est en droit de juger utopique) afin de souligner l'importance du groupement, si minine soit-il, des plus récents poèmes de M. Maurras. Ils ont pour titres *Prélibation*, *le Règne de la Grâce*, *Paris* et *Reliquiæ Foci* et sont respectivement notés en mètres de huit, sept, cinq et douze syllabes. Je dirai tout de suite que le troisième n'est qu'un jeu charmant et ne constitue qu'une version, refondue et augmentée de quatre strophes, d'une pièce de *la Musique intérieure* ; celle-ci porte en épigraphe un vers de la chanson de Jean-Jacques Rousseau, *Que le temps me dure...* Quant à moi, je lui trouve davantage d'affinités avec le prélude du *Gaspard de la nuit* d'Aloysius Bertrand et certains lais de Fagus dans *la Guirlande à l'Épousée* :

De Saint-Louis-en-l'Ile
Le clocher à jour
Offre à la grand'ville
Les roses du jour...

Mais je voudrais surtout insister sur le premier et le dernier de ces poèmes, également remarquables par la profondeur du sentiment et l'éclat du style. *Prélibation* nous montre le poète penché sur le sépulcre des siens et interrogeant leurs ombres comme s'il avait déjà dormi de leur mystérieux repos :

J'ai prélibé les avant-goûts
Du bienfait de la sépulture
Et savouré, tout contre vous,
Quelque sommeil de mes blessures ;

En rêve ou non, j'ai fait le tour
De la corolle du Mystère
Qu'épanouit ce grand Amour
Dont la clarté luit sous la terre.

Il faudrait citer ces douze quatrains souples et musclés pour en faire éprouver tout l'intense et tragique symbole, qu'en dépit des différences fondamentales des tempéraments, on est amené à rapprocher de celui du *Cimetière marin*. Mais surtout, ils sont un écho direct ou, si l'on veut, une résonance prolongée de *la Découverte*, le plus grand poème, à mon avis, de *la Musique intérieure*, celui qui explique le plus précisément l'idée centrale du livre.

Quant aux *Reliquiæ Foci*, j'y vois un hymne à la vie en même temps qu'à la beauté immuable et pourtant indéfiniment transformée à chaque nouvelle étape de cette vie. L'hermétisme de ces strophes chargées de pensée se résout sans effort, pour faire place à une émotion croissante, haute récompense d'une attention soutenue.

Lorsqu'au vent du déclin nos cendres se soulèvent
En heureux tourbillons vers les cieux bien-aimés,
Le cœur reste jonché de désirs et de rêves
Que la flamme a mordus et n'a pas consumés.

Le fardeau du regret qui les habite encore
Aux suprêmes torpeurs les enchaînerait-il ?
Ou de nouveaux brasiers vont-ils tenter d'éclore,
Étamine de pourpre aux lèvres de pistil ?

— Pur et triste, le sang bouillonne. Il recommence
Le trajet dur et doux qu'il ne sait pas finir :
O cycliques retours de la fleur aux semences,
Ne vous profanons pas du nom de souvenir !

Il y aurait beaucoup à dire de la prétendue obscurité des vers de M. Maurras, qui n'est pas du même ordre que celle des poèmes

valéryens : ce n'est point par le « pathétique de l'intellect » qu'elle se définirait, mais par une vibration interne, une sorte de pudeur cérébrale qui sert de voile à je ne sais quelle méditation désespérée. La révélation d'un lyrisme de cette qualité, dans des limites matériellement étroites, mais indéfiniment extensibles sur le plan sensoriel, ne nous enrichit-elle point au même degré que bon nombre de recueils compacts, mais combien fugitifs ?

* * *

Immédiatement après M. Vincent Muselli, qui prépare actuellement l'édition collective de ses œuvres depuis trop longtemps éparses et quasi introuvables, et Maurice Chevrier, dont on espère sous peu rassembler les nombreux poèmes, se classe, dans le groupe qu'on pourrait appeler la seconde génération romane, M. Henry Charpentier. Ce poète excellent, qui est, en outre, depuis la mort du docteur Bonniot, le fidèle servant de la mémoire de Mallarmé, vient de donner simultanément trois plaquettes, *Ode sur l'Acropole* (1), *Signes* (2) et *Diptyque* (3). Dès son premier livre, *la Mer fabuleuse*, qui remonte à 1909, M. Henry Charpentier sut montrer avec quel clairvoyant enthousiasme il avait élu ses maîtres : bien qu'abreuvé aux sources séduisantes de la grande ère symboliste, il se souvint que Mallarmé avait appartenu au Parnasse sans en avoir conservé que l'impeccabilité formelle ; mais il n'oublia pas davantage la dette que tout poète soucieux de pureté a contractée envers notre premier siècle lyrique et son rigoureux continuateur, Malherbe. Ainsi s'explique le raffinement de sa technique et une inspiration à la fois spontanée et soumise au contrôle de l'intelligence. Mais cette fidélité au dogme traditionnel, cette sûre érudition sont chez lui toujours conciliées avec un sentiment très nuancé des harmonies modernes : son rythme, parfois teinté d'archaïsme, comme son vocabulaire, est capable de toutes les souplesses et de toutes les audaces. Il suffit, pour vérifier cette impression, de relire l'ouverture d'*Océan pacifique*, publié en 1925 et repris en 1932 dans *Odes et Poèmes* :

La houle monte. Elle descend. La Mer respire,
Neptune ouvre à mes chants un autre immense empire
Et pour tenter, ce soir, quelque nouvelle Argo,
Lamente sombrement devant San-Francisco.
Laisse rêver les milliardaires aux terrasses...
Différentes des leurs, les splendeurs que tu brasses,
Muse !...

(1) Mercure de France. — (2) et (3) Éditions du Trident.

C'est aux sonnets et aux odes que je m'arrêterai le plus volontiers. Car un égal bonheur a présidé au renouvellement, par ses soins, de ces deux modes, dont le premier seul n'a cessé d'être honoré par toute une lignée de poètes, et dont le second, presque entièrement abandonné durant cinquante ans, connaît une nouvelle faveur aujourd'hui. Les douze sonnets des *Signes* s'imposent à la méditation et persuadent l'oreille. Voici *les Désastres* :

Sur nos murs écoulés, sur les débris des arts,
Sur ces cendres encor qui brûlent nos paupières,
L'été, nous verrons seuls courir, parmi les pierres,
Les rayons du soleil et les jeux des lézards ;

Et, l'hiver, grelottant au coin des cheminées,
Où ne flamberont plus ni bûches ni charbons,
Nos corps seront glacés par les vents furibonds
Et par le souvenir nos âmes consternées.

Mais à ces sombres jours succèdent des jours pires,
Dans le pâle couchant des Extrêmes Empires,
Recréant, malgré l'âge, harmonie et beauté,

Et toujours de Permesse enivrés, sublime onde,
Nous chanterons, penchés sur son crâne éclaté,
L'esprit mystérieux qui travaille le monde.

Art composite tant que l'on voudra, synthèse de plusieurs types antérieurs, mais vivant, sans conteste, — vivant comme toute œuvre de beauté doit l'être, — pour soi-même d'abord et pour l'éclat de la chaîne dont elle se doit de former un anneau complémentaire. Cette fierté olympienne, soutenue par une espèce de fureur panique, anime encore davantage les odes de M. Henry Charpentier sans interrompre leur ligne sévère, ni déranger l'idée systématiquement conçue et conduite de strophe en strophe.

Les temps prédits par les sibylles,
Les temps maudits sont déjà nés.
Beuglants troupeaux, ardents mobiles
Lancez les hommes forcenés
Vers leurs destins désordonnés.
La volupté qui meut les forces
Négligeant les divins compas,
Mille impatiences retorses
Ont, trop tôt, fendu les écorces :
Le fruit d'or ne mûrira pas.

Qu'importe ! Au fil tremblant des âges
Toujours jeune, cheveux bouclés,
C'est moi qui porte témoignages,
Inventeur ingénu des clés !
Combien de peuples déréglés
N'auraient laissé de leurs passages
Que des sépulcres écroulés
Parmi de vides paysages,
Si leurs gloires et leurs visages
N'étaient par l'Ode rappelés ?

Orgueilleuse joie de la création, quel poète, si chétif et obscur qu'il soit ou qu'il s'avoue, ne vous a connue, fût-ce le temps d'un éclair ? Ne sourions jamais de ces nobles délires ; mais, à plus forte raison, en présence d'une exaltation aussi persuasive que celle-ci, saluons l'éloquente prosopopée de l'apostolat. En somme, tout poème digne de ce nom, c'est-à-dire fidèle à l'origine du vocable, est plus ou moins un hymne à la poésie et incarne toute matière, tout sujet dans le déroulement de son rythme. Et nous suivrons volontiers le *vates* lorsque, soulevé par la sainte extase, il invoque les dieux dont il a vraiment entendu la voix descendre jusqu'à lui des cimes de l'Empyrée :

O filles de Sicile et d'Arcadie, ô vous,
Fruits gonflés par l'amour de ses sucs les plus doux,
Il vous appartiendra, chaque fois que l'automne
Montera renflammer les ardeurs d'Érigone,

D'éveiller en l'esprit des hommes qui viendront
La mémoire des vers jaillis de notre front.
Mes jours par vous comblés de voluptés sans nombre,
Je vous laisse le soin de couronner mon Ombre.

Yves-Gérard Le Dantec.

RÉCEPTION DE
M. JACQUES DE LACRETELLE
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'immortalité académique, quand on se risque à la prédire à un écrivain encore proche de ses débuts, apparaît comme une échéance inséparable de certaine majesté d'aspect où l'âge joue fatalement son rôle. Il faut alors s'habituer d'avance aux atteintes que subiront les traits d'un visage encore intact, imaginer dans le geste et la voix du futur élu les marques de cette dignité lointaine que l'éclat de ses jeunes années lui promet déjà. La certitude où l'on est que d'ici là les êtres et les choses qui nous entourent auront eu le temps de changer, s'ajoute aux données d'une telle préfiguration et fait que nous nous demandons si l'ancien élève, devenu maître à son tour, ne sera pas méconnaissable au seuil de sa grandeur nouvelle.

Les amis de M. Jacques de Lacretelle qui se pressaient, le jeudi 27 janvier, pour assister à sa réception académique, savaient depuis longtemps qu'une désillusion de ce genre leur serait épargnée. Ils ont connu jadis l'auteur de *la Vie inquiète de Jean Hermelin,* sous des espèces physiques et des signes intellectuels dont la vie et ses réussites ne devaient rien compromettre. C'est une aubaine rare pour une carrière littéraire que de se personnifier ainsi à vingt ans de distance dans la même fraîcheur. L'exemple qu'elle donne porte à croire aux vertus de l'apparence. Elle montre que le sourire n'est pas toujours une enseigne et que certain équilibre intérieur, certaine conviction esthétique et morale, lorsqu'ils ont pris possession d'un être, s'accordent à composer sur sa face une image de jeunesse et de félicité.

Nous y songions, ce jour-là, en entendant M. de Lacretelle évoquer, d'une voix haute et claire, le souvenir de son prédécesseur Henri de Régnier. S'il faut se féliciter que l'un ait succédé à l'autre, ce n'est point seulement à cause des affinités littéraires qui les liaient

mais aussi en raison de certaine attitude voisine devant les spectacles de la vie. Contemplatifs à un égal degré, d'aspect nonchalant quant à l'extérieur, mais d'une semblable sévérité devant leur travail, ils offrent, à une génération de distance, la silhouette d'un modèle et de son émule. C'est encore rendre hommage à M. de Lacretelle que de lui prêter un tel but parmi ceux qu'il dut s'assigner à son entrée dans les lettres. Un passage de son discours en fait d'ailleurs foi. C'est celui où il conte la démarche qu'il osa faire, tout jeune encore, auprès d'Henri de Régnier, pour demander au poète de lui composer une dédicace sur la page de garde des *Esquisses vénitiennes.* En se demandant pourquoi il était allé vers lui, de préférence à tout autre, il trouva l'explication dans l'attrait qu'exerçait alors sur lui l'école du symbolisme. D'autres jeunes gens, comme Jacques Rivière, Alain Fournier, s'étaient nourris eux aussi de ces prestigieuses formules où Rémy de Gourmont voyait une « théorie de liberté ». Les noms de Verlaine, de Rimbaud, de Laforgue, d'Henri de Régnier, de Claudel, de Maeterlinck, de Viélé-Griffin, d'Édouard Dujardin dominaient leur panorama poétique. C'était bien dans cette illustre phalange qu'un nouveau venu devait choisir ses maîtres.

La connaissance plus étendue que nous pouvons prendre aujourd'hui d'un Henri de Régnier nous aide à comprendre quel sûr instinct animait alors son émule. Rompu au vers libre comme à la mesure classique, « peseur subtil du nombre et du rythme », l'auteur de la *Cité des eaux* eût pu accomplir toute son œuvre dans la seule langue des dieux. Sa gloire resterait encore comme celle d'un des plus hauts sommets du symbolisme. Les attaches qu'il se reconnaissait avec le monde des hommes lui interdirent de mesurer ainsi son inspiration. Il devait se survivre aussi en prose. Et l'on aime que des curiosités si diverses aient présidé à sa carrière de romancier.

C'est par là aussi qu'il marque son influence sur la littérature de ses successeurs. En 1890, le naturalisme s'essoufflait. Flaubert était mort depuis dix ans, Zola et Edmond de Goncourt avaient publié la plus importante partie de leur œuvre, il restait à Maupassant trois années de vie douloureuse. C'est alors qu'Henri de Régnier publia son premier roman, *la Double Maîtresse.* L'effet fut immédiat. Un souffle nouveau passait sur le monde des lettres. Il y avait, dans cet écrit, de la réalité et de la poésie, du fantastique et de l'observation directe, le goût du passé réconcilié avec celui des choses vivantes. Sans souci des doctrines ni de leurs commandements formels, un

jeune poète abordant la prose s'y traçait un chemin bien à lui, en toute fierté. Il ne rédigeait ni manifeste ni article de loi. Son autorité naissait en acte avec la puissance d'un flot délivré.

Citerons-nous *les Amants singuliers, le Bon Plaisir, les Rencontres de M. de Bréot, la Pécheresse* ? Ces titres occupent toutes les mémoires. Ils désignent dans l'œuvre d'Henri de Régnier un ensemble de romans écrits du même jet, sortis d'un fonds inépuisable où l'esprit du XVIIe et du XVIIIe siècle, ses grâces comme ses épisodes oubliés de rudesse renaissaient avec un égal bonheur. Il y avait du collectionneur chez Henri de Régnier, M. de Lacretelle l'a marqué. Mais il a su montrer aussi la justesse de l'observation visible à chaque instant dans le décor aimable dont l'auteur s'entoure. « L'homme tout d'une pièce, a-t-il dit, l'automate parfait qui entre sur la scène terrestre sans faux pas, tient son emploi sans broncher et sort sans tapage, n'est pas un bon personnage pour un romancier.... Ce qu'on nomme en littérature un type n'est pas du tout l'exemplaire commun. Au contraire, c'est un de nos semblables qui sort du rang. Tous les grands romanciers ont dû posséder, dans la vie courante, ce goût des originaux et cette façon de s'attacher à leur personne. On le constate chez nous avec Balzac, Flaubert ou Proust. Chez les Russes, avec Dostoïevski. En Angleterre, avec Dickens ou Meredith. »

C'est par là aussi qu'Henri de Régnier romancier s'impose. Quelle que soit l'époque où vivent ses personnages, on retrouve en eux ces grandes ou petites passions, ces travers, cet imprévu de la conscience où s'affirment les traits impérissables du type humain. Ils se joignent à nous à travers les années. Leurs expériences sont les nôtres, leurs réussites ou leurs déconvenues semblables à celles dont nous alimentons nos chimères. Mais à la grande légende de leurs faits et gestes, l'auteur de *la Pécheresse* a donné une forme qui restera dans notre tradition littéraire. Il est, avec Anatole France, de ceux qui sont intervenus au moment où le roman français cherchait une expression nouvelle. Aux conteurs d'histoires las de battre un terrain épuisé par les maîtres du naturalisme, il a offert un bouquet de richesses méconnues : Venise, l'aventure et les secrets du passé, les miroirs d'eau de Versailles, l'étrange parfum d'une époque recréée. Et il ne s'agissait pas de fleurs séchées ni de curiosités d'album. Un sang vigoureux circulait dans les veines de ces apparents fantômes. Revenus à nous, ils ne nous ont pas quittés. On peut les retrouver par un beau soir de solitude en tournant les pages qui nous les révélèrent. Une société ardente est là, formée d'une chair

qui ne périt pas, sœur de la nôtre, sa devancière et sa compagne de toujours. Ombres de M. de Bréot, de Mme de Pocancy, de M. de la Péjaudie, vous hantez, le soir, les places d'Aix-en-Provence et les palais italiens. Il n'est point de parc à la française, ni de terrasses à la manière de Le Nôtre, où l'on ne vous imagine. Vous êtes entrées dans le long cortège des personnages de chez nous.

Ceux qui ont eu le privilège d'approcher Henri de Régnier ne l'auront point séparé de ce monde romanesque né de sa plume. On se rappelle sa longue silhouette, ce regard d'un bleu glacé qui tombait, au premier abord, sur le visiteur. La distance marquée dans son accueil s'effaçait comme malgré lui dès qu'il avait ouvert la bouche. Sa courtoisie se trahissait dans sa voix. On la sentait, cette voix, faite pour porter le compliment comme la raillerie sur le même ton de politesse. Mais elle eût rendu le pire des brocarts agréable à entendre si l'indulgence qui transparaissait chez l'homme ne vous eût mis auparavant en sécurité auprès de lui. M. de Lacretelle a conté la dernière visite qu'il lui a faite. Il a montré cette pièce « peu à peu envahie par l'ombre, le mobilier vénitien, les bibelots familiers, miroirs gravés, étagères à figurines », marquant aussi la simplicité du décor : « Cet humble coin, a-t-il ajouté, ce peu d'apparat, comme cela le peint bien ! Cet homme, qui avait le goût des époques magnifiques et des styles majestueux, se présentait toujours avec je ne sais quoi de frugal et de modeste. Il s'enchantait de richesses rêvées. »

Tel est le vrai signe de la grandeur. La richesse d'un Henri de Régnier était au plus secret de lui-même. Elle jaillissait à tout propos, dans sa conversation où l'éclat des mots cédait volontiers au profit d'une réflexion imprévue, d'une définition fulgurante. C'était là qu'on éprouvait d'un coup son contact avec le réel. Rien n'échappait à son champ d'observation, mais il savait, lui, échapper en toute occasion à son œuvre, dépouiller l'homme de lettres pour redevenir le spectateur amusé d'un monde vivant dont il ne se lassait pas. En allant chez lui, on eût pu s'attendre à sombrer, avec ses faibles forces, dans un océan de littérature dont l'étendue effrayait un peu. Or, c'était le prodige de cette maison de voir comme chacun s'y montrait simple. Mme Henri de Régnier, oubliant qu'elle était Gérard d'Houville (on l'eût excusée pourtant de s'en souvenir !), Henri de Régnier laissant là son auréole, formaient le couple le plus malicieux et le plus vif qu'on pût souhaiter. Il fallait les écouter et se taire. Sacrifice aisé ! Il faut aujourd'hui vivre du souvenir que nous composent ces fastes de l'esprit. Le grand personnage disparu dominait

une société que nous savons à jamais marquée de son pouvoir.

Après nous avoir guidés parmi ce prestigieux domaine, le tour venait, pour M. de Lacretelle, d'entendre prononcer son propre éloge. Ce fut M. Abel Hermant qui s'en chargea. Le terme d'éloge n'est pas de trop et si c'est marquer la rupture d'une tradition que d'avoir à l'employer, l'on doit s'en réjouir en décidant que le bien qu'il pense de M. de Lacretelle sut inspirer à M. Abel Hermant, ce jour-là, l'un des morceaux d'éloquence les plus accomplis de sa carrière académique. Une vive sympathie intellectuelle, une somme de souvenirs, l'intime chaleur de bienveillance qu'un aîné ressent pour celui dont il fut parfois le guide se mêlaient visiblement en lui dans l'exercice de sa tâche. Elles éclairaient cette dernière sans jamais nuire à la rigueur de son dessin. Sous les dehors plaisants où l'auteur des *Courpière* excelle, c'est une analyse magistrale de l'œuvre du nouvel académicien qu'il nous a présentée. Il a montré comment M. de Lacretelle, venu à la littérature par des chemins que les siens lui avaient tracés dès avant sa naissance (n'est-il pas le troisième de son nom qui siège sous la Coupole !) a su définir, dès ses premiers écrits, les buts qu'il se proposait et les questions auxquelles il entendait répondre. Quelques lignes, détachées et citées par M. Hermant à ce propos, suffisent à nous renseigner. Le jeune auteur y explique comment l'effort fait pour évoquer en quelques lignes un objet ou un spectacle offert à ses yeux le fait progresser sur le chemin de la connaissance. Bien souvent, il lui est arrivé de s'arrêter « devant un paysage, un arbre, un pan de ciel et de les considérer tout d'abord comme des mystères indéchiffrables. Mais, si j'essayais mentalement de les décrire, il me semblait aussitôt que je pénétrais quelque chose du mystère ; il me semblait même que si, par chance, j'avais réussi à trouver les épithètes les plus justes, peut-être une expression unique, je serais arrivé à élucider complètement le mystère de cet arbre ou de ce ciel. Voilà pourquoi j'ai envie d'écrire. »

Excellente formule de départ, la plus chargée qui soit de promesses. Comment M. Hermant ne la louerait-il pas, lui dont le vœu semble toujours avoir été de faire éclore l'expression juste selon la plus stricte économie d'épithètes ? C'est dans cette discrétion du langage, dans cette soumission aux règles des grands classiques qu'un Lacretelle le rejoint. Il y aurait beaucoup à glaner sur de tels sujets tout au long du discours de M. Hermant. Retenons, entre autres, dans sa classification des genres littéraires, ces lignes sur le roman-

fleuve et les abus qu'il engendre : « Le roman-fleuve, que je n'essayerai pas non plus de définir, mais qui se définit assez bien par son débordement, est sans doute une des inventions les plus paradoxales de la littérature contemporaine. Si l'illusion des faiseurs de *Cyrus* et d'*Astrées*, qui supposent qu'on a le temps de les lire, faisait sourire Ernest Renan il y a un peu plus d'un demi-siècle, que plus encore elle amuserait son ironie, à notre époque où l'on n'a le temps de rien ! »

La condamnation est dure. Elle n'affecte aucune des vraies valeurs de notre littérature et marque, par cela même, sa nécessité. Car M. Hermant distingue entre tel ou tel de ces romans-fleuves dont on nous a rebattu l'esprit et une œuvre comme *les Hauts-Ponts*, envisagée justement par lui comme un cycle de romans. Et il félicite M. de Lacretelle d'avoir gardé, d'un bout à l'autre de cet ouvrage de longue haleine, cette « manière scrupuleuse, cette démarche régulière et sans à-coups » qui nous avaient révélé sa valeur en des écrits d'une moindre étendue.

Ainsi, sans rien abdiquer de sa méthode antérieure, l'auteur de tant d'essais où brille la concision du trait, a su développer sa perspective et conquérir un domaine nouveau. Il n'a point sacrifié pour autant à cette superstition de la « Vie » dont M. Hermant dénonce le méfait chez tant d'auteurs contemporains. Pour peindre une famille, montrer la fuite du temps, dénombrer le butin ou les faillites des générations successives, il ne s'est jamais laissé envahir par ce débordement d'épisodes inutiles ou de notations incohérentes que d'aucuns considèrent comme le jaillissement d'une sève dont leur capricieux génie ne sait rien sacrifier. Au plus fort des tentations que connaît tout auteur aux prises avec une œuvre de ce genre, il a fait prévaloir son goût et choisi en chaque passage ce qui en assurait l'essentiel. C'est à ce prix que s'obtient une réussite. C'est ce discernement constant qui assure la qualité d'un ouvrage, le met à l'écart de la mode et du temps.

M. de Lacretelle a déjà trouvé depuis longtemps sa récompense dans la faveur du public. Il en recevait, l'autre jour, une nouvelle, plus enviée des esprits de sa sorte. Succéder sous la Coupole à un Henri de Régnier, s'y voir salué par un Abel Hermant, c'est là, pour un romancier, une double promotion. Elle convient à merveille à ce brillant serviteur des Lettres qui, sur ses pas, semblait, ce jeudi-là, entraîner toute une jeunesse intellectuelle à l'assaut du palais Mazarin.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE FUHRER ET L'ARMÉE

Le cinquième anniversaire de l'établissement du régime national-socialiste en Allemagne coïncide avec une crise de croissance dont il est encore difficile de déterminer avec précision le caractère et les conséquences. C'est la loi des régimes totalitaires, qu'il s'agisse du fascisme, du communisme soviétique ou du nazisme, de devenir toujours plus concentrés, plus autoritaires, plus personnels. Regardez seulement le texte des décrets du Fuhrer : « J'ai décidé... J'institue... » Le roi, jadis, disait : « Nous voulons ! »

La convocation pour le 20 février de l'Assemblée de parade et d'enregistrement que l'on appelle encore le Reichstag, ne doit pas nous donner le change ; ce ne sera qu'une occasion de célébrer les succès du régime hitlérien et la puissance de l'Allemagne libérée des traités et réarmée formidablement ; la masse sera invitée à s'admirer elle-même en la personne de son Fuhrer, symbole et incarnation de la race déifiée. Spectacle en vérité beaucoup plus « romain » que ceux que M. Mussolini offre à Rome pour l'étonnement du monde : ainsi jadis la dédicace des temples de Rome et d'Auguste attestait l'unité, la force et la gloire de l'empire. L'instauration officielle d'une nouvelle forme du paganisme sur les ruines des deux confessions chrétiennes complétera, dit-on, bientôt le tableau. S'il existait d'aventure quelques récalcitrants, ils n'auraient la parole ni dans la presse ni dans une assemblée quelconque : la synchronisation est complète. Pour le moment du moins, la courageuse et émouvante protestation d'un isolé, d'un émigré, au nom du vieil idéalisme germanique (1), ne paraît pas de nature à trouver quelque écho dans un public grisé

(1) Friedrich-Wilhelm Fœrster, *l'Europe et la question allemande*. Traduction par Henri Bloch et Paul Roques. Préface d'André Chaumeix. (Plon, 1937, 1 vol. in-8.)

de bruit, de parades et d'espérances et entraîné dans le tourbillon d'un dynamisme collectif. Il n'y a plus de place pour les consciences individuelles. « *Nicht raisonniren* ; ici on ne raisonne pas », disait déjà le Roi-sergent. L'instrument est forgé pour l'action, pour la puissance, pour la guerre. Le coup d'arrêt ne pourrait venir que d'une force extérieure, d'une volonté de résistance, d'une masse qui ne pourrait pas être entamée, d'un iceberg sur la route du *Léviathan*.

Que s'est-il passé ? D'abord, comme il est de règle dans l'entourage des « tyrans », des rivalités de personnes ; mais aussi, derrière les personnes, des divergences de tendances. Il y a toujours eu, depuis l'origine, parmi les nazis, des modérés et des extrémistes. Ceux-ci furent brisés lors des vêpres sanglantes de juin 1934. Depuis que M. Hitler et l'hitlérisme sont au pouvoir, il y a toujours eu dualité d'influence entre la Reichswehr, héritière de la vieille armée, et le parti nazi. La caste militaire, aristocratique de tendances et souvent monarchiste, n'a pas accueilli sans regrets le système hitlérien et ne l'a supporté que parce qu'elle est disciplinée, parce que M. Hitler prit soin de la ménager et de ne pas agir sans son aveu, et enfin parce qu'il lui a apporté ce qu'elle osait à peine espérer, la remilitarisation du Reich et la destruction du traité de Versailles. Un échec du Fuhrer le 7 mars 1936 l'aurait probablement contraint à la retraite en présence de l'armée mécontente ; son succès lui a rallié les jeunes générations d'officiers et les chefs ont suivi le mouvement. La crise d'épuration qui vient de renouveler le haut commandement de l'armée a donc des origines lointaines. Le ministre de la Guerre, maréchal von Blomberg, avait été choisi, lors de l'avènement de l'hitlérisme, parce qu'il avait consenti à prêter le serment spécial au nouveau régime, mais il n'était pas considéré par ses pairs comme le plus digne d'exercer le haut commandement.

Deux faits ont précipité son remplacement. C'est d'abord, avec la formation du cabinet Chautemps, l'extension des pouvoirs de M. Daladier, comme ministre de la Défense nationale, et du général Gamelin, dont la presse allemande a célébré les mérites. C'est ensuite le mariage du maréchal vieillissant avec une jeune secrétaire de très modeste origine. Le Fuhrer lui-même et le général Gœring avaient été ses témoins ; mais le mécontentement fut très vif parmi les généraux dont le mariage est soumis à des règlements très stricts dont, paraît-il, von Blomberg lui-même avait souvent fait application à des officiers. Le Fuhrer jugea que le moment était venu de donner à von Blomberg une retraite anticipée de quelques mois, de

rajeunir le haut commandement. L'opération eut un double caractère et peut-être fut-elle pour quelques-uns une journée des dupes. Changement de personnes, choix des meilleures capacités, mais aussi épuration politique, mise à la retraite ou déplacement de chefs qui ne passaient pas pour fanatiquement dévoués au Fuhrer, tels que le général Leeb qui avait jadis participé à Munich à l'écrasement du *putsch* Hitler-Ludendorff.

Centralisation et synchronisation du haut commandement : les rivalités de personnes disparaissent devant l'autorité suprême du Fuhrer. Le décret publié dans la soirée du 4 février commence ainsi : « Le commandement de toutes les forces armées sera désormais exercé directement par moi. » Le chef de l'État-major du commandement suprême aura le titre de chef du commandement suprême de l'armée et le rang de ministre du Reich. Il gère les affaires du ministère de la Guerre et exerce au nom du Fuhrer les pouvoirs qui appartiennent au ministre de la Guerre ; il est chargé dans tous les domaines (c'est-à-dire terre, mer, air) de la préparation de la défense. Avec le général von Blomberg, est mis à la retraite, lui aussi « pour raisons de santé », le général von Fritsch, commandant en chef de l'armée de terre. Ils sont respectivement remplacés, avec les titres et les attributions nouvelles que nous venons d'indiquer, par les généraux Keitel et von Brauchitsch qui passent l'un et l'autre pour particulièrement dévoués à la personne de M. Hitler. Le général Gœring, chef de l'armée de l'air, est nommé maréchal. Ses services sont surtout d'ordre politique : il a gagné ses grades dans les rangs nationaux-socialistes, en dehors de l'avancement militaire régulier ; il est le chef du gouvernement de la Prusse. Si, comme on le dit, Gœring aspirait à devenir le chef suprême de la Défense nationale, son ambition est déçue ; il se trouve subordonné au général Keitel. Seize généraux sont mis à la retraite, un plus grand nombre est déplacé. Sans aucun doute, les préoccupations politiques ont joué ; mais le souci de renforcer, de coordonner, d'articuler pour le mieux et de confier aux plus énergiques mains le commandement des forces nationales a été prépondérant.

L'état-major diplomatique est renouvelé comme l'état-major militaire. M. de Ribbentrop, l'homme de confiance du Fuhrer qui lui a souvent, on le sait, confié de délicates missions, quitte l'ambassade de Londres où il n'avait pas très bien réussi et devient ministre des Affaires étrangères. Les ambassadeurs à Rome, à Tokio et à Vienne sont rappelés. M. von Hasselt, à Rome, avait à son actif la

conclusion de l'alliance avec l'Italie ; M. von Dirksen, au Japon, avait réalisé l'accord à trois contre le Komintern ; quant à M. von Papen, envoyé à Vienne au lendemain de l'assassinat de son plus intime collaborateur par les sbires de la Gestapo en 1934, il avait pour mission d'amener doucement l'Autriche à jouer le rôle du guillotiné par persuasion. Que signifie le rappel de ces acteurs de premier plan ? Désaveu de leur politique ou accélération du mouvement ?

Un organe nouveau apparaît, une sorte de conseil intime du Reichsfuhrer. « J'institue, dit le décret, un conseil privé de mon cabinet pour me conseiller dans la gestion de la politique étrangère. Je nomme président de ce conseil le ministre du Reich baron von Neurath. » Suivent les noms des autres membres du conseil : M. de Ribbentrop, feld-maréchal Gœring, l'adjoint du Fuhrer Rudolf Hess, le ministre de la propagande Joseph Gœbbels, le docteur Lammers, chef de la chancellerie, les généraux Keitel et von Brauchitsch, l'amiral Rœder. C'est donc une sorte de ministère au-dessus des ministres, l'organisation du pouvoir autour d'un souverain absolu, une monarchie sans dynastie. Les ministres resteront à leurs bureaux de Berlin, tandis que le conseil privé, peu nombreux, pourra suivre partout le Reichsfuhrer. On ne sait pas encore si ce conseil se réunira souvent et deviendra ainsi l'organe essentiel du gouvernement ou s'il ne sera consulté que dans les grandes occasions, pour donner un coup de barre dans une direction nouvelle. Il est à remarquer que le président, baron de Neurath, a donné en maintes occasions des preuves de sagesse et de prudence. L'influence de la Reichswehr est représentée par ses deux principaux chefs.

Certains journaux étrangers ont cru découvrir l'origine de tout ce remue-ménage dans une conjuration contre le Fuhrer, dont la Gestapo aurait suivi les fils et qu'elle aurait étouffée. On a même fait courir le bruit que le général von Fritsch avait été arrêté et que le chef de la Gestapo, le préfet de police Himmler, devenait ministre de l'Intérieur. Il s'agite toujours, dans l'entourage des dictateurs, des ambitions impatientes, des mécontentements latents ; de là au complot organisé il y a loin. Il semble plus vraisemblable que les généraux qui auraient la responsabilité du commandement en cas de guerre, se sont concertés pour faire entendre, au sujet de la politique extérieure du Reich, certains conseils de prudence. L'armée entend garder son indépendance au-dessus des partis, fût-ce du parti national-socialiste, et ses prérogatives traditionnelles. A l'intérieur, l'action politique dans la direction souhaitée par les

nazis pourrait être prochainement intensifiée : antisémitisme (le *Sturmer*, journal de Julius Streicher, interdit pour excès de violence, a été de nouveau autorisé) ; lutte contre les Églises chrétiennes.

M. Schacht quitte décidément la direction de l'Économie nationale où il est remplacé par M. Funck. Le grand financier qui a réalisé ce tour de force d'une monnaie stable sans encaisse or et qui s'est montré si habile prestidigitateur, a droit à la gratitude de l'Allemagne et à celle du Fuhrer. Il n'a jamais cessé de dénoncer les inconvénients de l'autarchie, les dangers de l'économie fermée. Il reste président de la Reichsbank, mais la direction générale de la politique économique lui échappe. Son départ est-il le signal d'une politique plus fermée, plus scabreuse aussi? Il est difficile d'en préjuger.

On ne saurait dire non plus si tous ces changements de personnes sont l'indice avant-coureur d'un important changement de politique. Il y a concentration des pouvoirs, impulsion nouvelle donnée au plan de quatre ans, accélération peut-être des armements sur terre, sur mer, dans l'air ; mais sommes-nous à la veille d'une action brusquée ? Le rappel, même avec avancement, de M. de Ribbentrop ne signifie pas que l'on renonce à une entente avec l'Angleterre. Les grands intérêts allemands en Chine souffrent des conséquences de l'intimité avec l'empire nippon. Les télégrammes chaleureux échangés entre le Duce et le Fuhrer ne suffisent pas à indiquer que l'Allemagne soit sur le point de se laisser entraîner par l'Italie dans les aventures d'Espagne ou dans un conflit méditerranéen. L'opposition des intérêts italiens et allemands en Europe centrale, à Vienne en particulier, reste flagrante et toute tentative pour annexer l'Autriche directement ou par voie détournée serait ressentie en Italie comme un échec sensible et par toute l'Europe comme une rupture d'équilibre dangereuse. Nous devons conclure que l'outil pour l'action est prêt, que la concentration de tous les pouvoirs dans quelques mains expertes sous l'autorité absolue du chancelier Hitler permet l'intensité de la préparation, la célérité de la décision, l'énergie de l'action. Mais cette action, le peuple allemand et son Fuhrer n'auraient intérêt à l'entreprendre que s'ils croyaient pouvoir obtenir le succès avec un maximum de rapidité et un minimum de risques, c'est-à-dire si la France et l'Angleterre cessaient de se montrer fermement unies pour assurer la paix dans la stabilité des frontières, et si la France paraissait incapable d'ordre et d'union à l'intérieur. Ne serait-ce pas précisément ce que les chefs de l'armée s'étaient proposé de faire entendre au Fuhrer ?

L'EUROPE CENTRALE ET L'ALLEMAGNE

Le gouvernement de M. Hitler cherche depuis longtemps à favoriser en Autriche le mouvement nazi afin de parvenir à une synchronisation qui réaliserait un *Anschluss* de fait tout en respectant, pour sauver la face au Duce, l'indépendance apparente de l'Autriche. Mais le vigilant chancelier von Schuschnigg, fortement retranché derrière le texte de l'accord du 11 juillet 1936 par lequel l'Allemagne s'interdit de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche, a toujours déjoué ces manœuvres sournoises. Le *Daily Telegraph*, — dans quelle intention ? — vient de publier, en janvier 1938, des déclarations de M. de Schuschnigg datant de l'été 1937 ; il n'en fallait pas tant pour soulever un mouvement de fureur en Allemagne et une tempête de presse. On réclama la démission du chancelier qui ne s'en montra pas ému et qui vient de faire arrêter quelques-uns des chefs les plus actifs du mouvement nazi à Vienne. L'ingénieur Tavs est poursuivi pour haute trahison ; une dizaine de ses collaborateurs sont sous les verrous ; le bureau central national-socialiste est fermé. Ainsi échoue la tentative de noyautage du front patriotique par les nazis.

Le secrétaire d'État Zornetto, secrétaire général du front patriotique, parlant le 26 janvier à Salzbourg, a fait les déclarations les plus nettes : « Il ne peut y avoir dans le front patriotique de sectionnement sur les divers éléments du programme. Le front n'a qu'un programme indivisible et commun, celui de Dollfuss. Le moment est venu d'en finir radicalement avec toutes les ambiguïtés et les arrière-pensées. Notre patience est à bout. Il n'y a en Autriche qu'une volonté et qu'une voie, la volonté du front patriotique, la voie que Dollfuss nous a tracée... Quiconque croirait que M. Schuschnigg se laisse intimider par les menaces ou émouvoir par les impertinences se trompe dans son calcul. Notre chancelier est en bon acier autrichien, flexible et dur. » La manœuvre de M. de Schuschnigg, aussi modéré et prudent qu'il est résolu et ferme, est, en effet, supérieurement conduite et aboutit à d'heureux résultats. La presse allemande, après avoir jeté feu et flamme à propos de la publication de l'interview, n'a réagi qu'avec modération après l'arrestation de Tavs et de ses complices. Le rappel de M. von Papen est-il l'indice de l'adoption d'une méthode nouvelle, plus brutale et susceptible d'entraîner des complications européennes, ou au contraire plus

amicale et plus patiente ? Nous ne tarderons guère à le savoir.

Dans un article très remarqué, le rédacteur diplomatique du *Manchester Guardian*, faisant un tour d'horizon européen, rencontre le problème de l'Europe centrale : « L'Europe du Centre et du Sud ont beau n'intéresser qu'indirectement la Grande-Bretagne, sacrifier ces mêmes intérêts indirects finirait par changer l'équilibre des forces en Europe et par tourner contre les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne. Ce qui n'empêche pas qu'une pression vigoureuse et persistante s'exerce en Grande-Bretagne en faveur d'un tel sacrifice... L'invasion de l'Autriche par l'Allemagne ne constitue pas pour la Grande-Bretagne un *casus belli* ; mais la Grande-Bretagne reste profondément intéressée à l'indépendance de l'Autriche, comme de la Tchécoslovaquie, parce que l'*Anschluss* ou l'absorption de la Tchécoslovaquie aboutirait à une situation qui, en fin de compte, affecterait des intérêts britanniques vitaux. » L'avertissement a d'autant plus de portée qu'il émane d'un journal radical nettement opposé à une politique d'action sur le continent.

Le régent de Hongrie, amiral Horthy, et son ministre des Affaires étrangères étaient, ces jours derniers, en visite amicale en Pologne, où ils reçurent un accueil enthousiaste. Des liens historiques très anciens créent une sympathie traditionnelle entre Hongrois et Polonais ; mais on peut tenir pour certain que les questions danubiennes ont été examinées entre M. Beck et M. de Kanya. Ce dernier a sans doute porté à Varsovie l'écho de ses récents entretiens avec le comte Ciano et M. de Schuschnigg. Il commence à se former, entre la masse du Reich allemand et la masse russe, l'une et l'autre menaçantes pour des raisons différentes pour leurs voisins, une sorte d'esprit public, une entente non écrite pour le maintien de l'indépendance politique, culturelle et morale de tous les États. Ce sont là d'heureux symptômes qui contrastent avec les paroles un peu trop lyriques que M. Stoyadinovitch a récemment prononcées à Berlin.

LA SESSION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

La centième session du Conseil de la Société des nations s'est ouverte le 26 janvier à Genève. La veille, M. Eden s'était arrêté à Paris pour conférer avec M. Chautemps et M. Delbos. Assez délicate, en effet, apparaît la position des deux grandes Puissances occidentales qui se déclarent fidèles au pacte et qui continuent à faire de cette fidélité l'axiome directeur de leur politique extérieure, en

face d'une Société des nations où les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ne siègent pas, dont certaines petites Puissances, naguère si ardentes à réclamer des sanctions dont elles ne supportaient pas les inconvénients, travaillent à réduire la compétence et à paralyser l'action, et dont la Russie soviétique cherche à se servir pour accentuer les divisions, attiser les rancunes et allumer l'incendie d'où elle espère faire jaillir le triomphe du communisme. De certains débats qui ne manqueraient pas de se produire en raison des circonstances actuelles pouvaient sortir des complications redoutables, sans qu'il en pût résulter la moindre aide aux victimes d'une agression.

La Chine, par exemple, ne pouvait se dispenser d'exposer son cas tel qu'il lui apparaît, sans que la partie adverse fût présente pour lui répondre ; et l'appui qu'elle ne manquerait pas de recevoir de la délégation soviétique, sans lui être d'aucune utilité, pouvait être fort gênant pour ceux qui, bien disposés à son égard, jugent cependant vain et dangereux de rompre en visière au Japon. Après les discours rituels qui restèrent volontairement assez incolores dans leur fidélité à la Société des nations et s'efforcèrent de côtoyer les précipices sans y tomber, M. Wellington Koo exposa avec beaucoup de force et de logique le point de vue chinois et requit le Conseil d'appliquer les articles du pacte, en particulier l'article 16. C'était là le point délicat. Le *Daily Telegraph* a même prétendu que le gouvernement soviétique offrait de faire la guerre au Japon, pourvu qu'il obînt la garantie de la France, de l'Angleterre et des États-Unis pour ses frontières occidentales. C'eût été la guerre universelle! On finit par tomber d'accord sur une formule assez anodine qui, tout en constatant la gravité de la situation en Chine et le fait brutal d'un grand État écrasé et dominé par un autre, fait confiance aux membres de la Société des nations pour porter aide à titre individuel à la Chine et surtout pour ne pas manquer toute occasion de rétablir la paix. Les États-Unis firent connaître qu'ils entendaient ne modifier en rien leur politique. L'Angleterre est décidée à ne rien faire sans les États-Unis. Et nous savons que notre ministère des Colonies a renouvelé ses ordres très stricts de ne pas transporter de munitions ou d'engins de guerre par le chemin de fer du Yun-nan, d'où elles mettraient d'ailleurs plusieurs semaines pour arriver jusqu'au front de combat le plus proche.

Jamais plus nettement que dans le tragique conflit d'Extrême-Orient ne s'est manifesté le redoutable dilemme : ou ne rien faire et laisser la violence opprimer la faiblesse, ou agir et mettre le feu aux

quatre coins du monde. *Summum jus, summa injuria.* Au Comité pour la réforme du pacte, dit Comité des 28, on entendit de violents réquisitoires de la Suède au nom du groupe nordique, de la Suisse très pressée de se dégager des devoirs qui pourraient théoriquement lui incomber en sa qualité de membre de la Société, de la Pologne, des Pays-Bas. Il est trop facile de constater que l'organisme de Genève, abandonné par plusieurs des principales Puissances et d'ailleurs renié au berceau par l'Amérique sa mère, ne peut plus prétendre jouer un rôle de premier plan. Il peut encore cependant rendre des services ; lorsque deux États ont un égal désir d'arranger entre eux une difficulté pendante, le Conseil peut être le lieu et le moyen qui permettent d'arriver à un accord : c'est ce que l'on a vu à la dernière session entre la France et la Turquie à propos des élections dans le sandjak d'Alexandrette.

M. Eden a pris soin, dans son discours, de disculper la Société des nations du reproche, que l'on trouve abondamment développé dans la presse italienne, d'abriter on ne sait quels ténébreux projets de croisade contre les Puissances totalitaires ; elle ne sert d'autre idéologie, a-t-il dit, que celle de la paix ; il s'est prononcé pour la collaboration avec les États qui ont quitté Genève ou qui n'y sont jamais venus. M. Delbos a affirmé avec force que la Société des nations n'avait pas à s'immiscer dans la politique intérieure de ses membres. M. Micesco, le nouveau ministre des Affaires étrangères de Roumanie, prenant la parole au nom de la Petite Entente dont il a, par là même, constaté la solidité, s'est rallié aux déclarations de la Grande-Bretagne et de la France. L'éditorial de *l'Europe centrale* du 29 janvier, revue hebdomadaire qui, on le sait, reflète souvent la pensée de M. Benès, se termine ainsi : « La Petite Entente peut faire sienne les paroles que prononçait récemment M. Kamil Krofta au nom de la Tchécoslovaquie : « Nous demeurons fidèles à la Société des nations parce que nous sommes et voulons être avant tout fidèles à nous-mêmes et à nos intérêts. »

Constater que la Société des nations ne peut pas répondre à toutes les espérances que l'on avait imprudemment mises en elle n'est pas une raison pour prononcer sa condamnation à mort ; et c'est quelque chose, dans l'état de trouble et de violence où s'agitent les peuples, dans l'éclipse des principes les plus évidents de la morale internationale, que de faire vivre une petite flamme, car, quand les passions les plus brutales se déchaînent sans frein ni mesure, il faut craindre le désespoir des peuples. Lorsque M. Litvinof se donne le

rôle, qui certes ne convient guère à la Russie soviétique, de plaider la cause de la Société des nations et du droit, il sait tout le parti que la propagande communiste en pourra tirer. Quant à une réforme, ou plutôt à une seconde création de la Société des nations, il faudrait d'abord, pour qu'il pût être utile de l'étudier et possible de la réaliser, que l'Europe ne vécût pas dans l'état d'insécurité où nous la voyons, qu'elle ne fût pas divisée en blocs opposés et qu'elle ne retentît pas comme aujourd'hui du bruit des armes et du fracas du canon espagnol.

L'ESPAGNE, L'ITALIE ET LA QUESTION MÉDITERRANÉENNE

C'est toujours, en effet, à propos de l'Espagne que peuvent surgir des complications européennes. La bataille pour Téruel continue avec acharnement. D'abord favorable aux gouvernementaux, puis à la contre-offensive énergique de l'armée du général Franco, elle paraît, depuis la nouvelle offensive du 6 février, tourner à l'avantage des nationalistes ; mais la fin de la guerre, soit par la victoire complète de l'un des partis, soit par un invraisemblable accommodement, paraît encore bien éloignée. Et voici que sur mer, où, depuis l'accord de Nyon, en septembre, aucun acte de piraterie ne s'était produit, de nouveaux et très graves incidents sont survenus le 31 janvier et le 4 février. Un vapeur britannique, l'*Endymion*, chargé de charbon qu'il portait à Carthagène, fut coulé au large de ce port par une torpille ; dix marins de l'équipage et avec eux l'officier suédois observateur du Comité de non-intervention périrent. Les quatre réchappés déclarèrent n'avoir pas aperçu le sous-marin. Quatre jours après, un autre bateau anglais, l'*Alcira*, fut attaqué à 20 milles au sud-est de Barcelone par deux avions portant la marque du gouvernement nationaliste espagnol et coulé, mais l'équipage au complet put être recueilli par des destroyers du contrôle britannique. Sous-marin et hydravions, dit Barcelone, viennent de la base navale franquiste de Majorque qui sert de port d'attache à trois sous-marins. Mais, répond Salamanque, qui donc a intérêt à susciter des incidents diplomatiques et à provoquer un conflit entre l'Angleterre et l'Italie, si ce n'est le gouvernement de Barcelone ou les officiers russes à son service ? D'autres prétendent qu'il s'agit de sous-marins et d'avions italiens passés au service de Franco et dont les commandants agiraient de leur propre initiative sans l'ordre des autorités nationalistes. Bref, dans l'état

actuel de l'enquête, on ne sait rien et surtout l'on ne dit rien.

L'émotion en Angleterre a été et est encore aussi vive que légitime. De tels actes de sauvagerie sont intolérables ; ils ne peuvent que retarder, — s'il était démontré que la responsabilité lui en incombe, — la reconnaissance du gouvernement du général Franco en qualité de belligérant. Aussitôt M. Eden conféra avec M. Charles Corbin, ambassadeur de France, et M. Dino Grandi, ambassadeur d'Italie, afin que des mesures fussent prises sans délai par les signataires de l'accord de Nyon pour mettre fin à la piraterie en Méditerranée, renforcer le contrôle naval et assurer la sécurité de la navigation sur cette grande voie du commerce international. Les forces navales de contrôle ont été renforcées et elles ont reçu l'ordre de couler tout sous-marin aperçu en plongée hors de la zone territoriale espagnole.

En même temps l'opinion civilisée s'est émue d'un terrible bombardement de la ville de Barcelone par les avions de Franco et du massacre de plusieurs centaines de civils, hommes, femmes et enfants, dont beaucoup peut-être souhaitaient en secret la victoire des nationalistes. Atroce dans les guerres entre nations, le bombardement des villes et le massacre des non-combattants est encore plus affreux dans les guerres civiles. M. Camille Chautemps a pris l'initiative de proposer un accord international qui prohiberait sévèrement ces pratiques barbares. De son côté, M. Eden a accepté la motion d'un député travailliste qui a été adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes et qui invite le gouvernement britannique à négocier une entente internationale sur ce sujet. En Espagne, les deux gouvernements, celui de Barcelone où domine de plus en plus l'influence de M. Indalecio Prieto, et celui de Salamanque qui vient de se donner par un décret du 31 janvier une nouvelle et plus forte organisation, ont déclaré l'un et l'autre qu'ils n'agissaient que par représailles. Il est vain de rechercher qui a commencé ; mais il est essentiel que, des deux côtés, on finisse. Comme il fallait s'y attendre, l'initiative française est représentée par la presse allemande comme ayant pour objet de favoriser Barcelone dont l'aviation serait inférieure. Le chancelier Hitler a demandé, dans son discours au Reichstag en mars 1935, que le bombardement des populations civiles fût interdit. Question d'humanité. Mais que pèseront de tels accords, s'ils restent dépourvus de sanctions ?

La bonne grâce avec laquelle M. Grandi et son gouvernement se sont prêtés au renforcement du contrôle naval a produit en Angle-

terre une favorable impression dont l'effet de détente est malheureusement atténué par certains articles de presse. D'une façon générale, on constate par la lecture des journaux que l'Italie prend de nouveau un très vif intérêt aux affaires d'Espagne. L'envoi de nouvelles forces italiennes à la rescousse du gouvernement nationaliste est nettement démenti par la presse. Le mot d'ordre est d'attribuer aux « rouges » le torpillage de l'*Endymion* et le bombardement de l'*Alcira*. La décision de couler tout sous-marin aperçu en plongée, à laquelle s'est associé le représentant de l'Italie, et l'émotion de l'opinion britannique servent de prétexte à certains journaux pour laisser croire que la France et l'Angleterre cherchent à acculer l'Italie à la guerre. Le *Popolo di Roma* dit qu'après le coup monté de l'*Endymion* le tintamarre recommence à propos de l'*Alcira*.

Le grand conseil fasciste est convoqué pour le 3 mars. Il aura sans doute à prendre des mesures d'ordre financier, car, d'après des chiffres officiels, l'occupation de l'Éthiopie a coûté jusqu'ici environ 30 milliards et le déficit de l'année écoulée se monte à 16 milliards. Il semble d'autre part que l'Italie aurait éprouvé récemment du côté britannique certaines déceptions d'ordre financier. Ces jours derniers, comme sur un mot d'ordre, plusieurs journaux italiens se sont mis à réclamer la Corse comme terre « irrédente ». Les mesures de défense que l'attitude de l'Italie et ses armements nous ont obligés à y prendre sont interprétées comme décelant un dessein d'agression. « Nous ne permettrons jamais qu'une île italienne puisse être utilisée aux mains de l'étranger comme un poignard dirigé contre le peuple italien » (*Telegrafo*). S'agit-il de mettre à plus haut prix cette entente entre l'Angleterre et l'Italie que le gouvernement de M. Neville Chamberlain poursuit sans se décourager ? Le cabinet de Londres a entamé, ces jours derniers, à la suite des incidents méditerranéens, une nouvelle « offensive de paix ». On ne peut que souhaiter qu'elle aboutisse à d'heureux résultats. Ni l'Italie, ni l'Angleterre, ni la France ne peuvent vivre sans le libre passage sur les eaux et dans les airs de la Méditerranée : elles n'ont le choix qu'entre une entente amiable ou une guerre où elles s'en disputeraient, pour le plus grand profit du communisme, l'illusoire domination.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

HUITIÈME PÉRIODE. — CVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-TROISIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er janvier

Livraison du 15 janvier

Livraison du 1er février

Livraison du 15 février

Paris, 1937. — Imprimerie J. Dumoulin, 5, rue des Grands-Augustins. — 62015.